HK
1

Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1929unse_1

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME LI. — 1^er MAI 1929.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

XCIX^e^ ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1929

THE GETTY CENTER
LIBRARY

LE MARÉCHAL FOCH

Une fois rentré de la guerre, dans ce modeste et lumineux bureau du Comité militaire allié, où il travailla à l'ombre du Dôme des Invalides jusqu'aux derniers jour de 1928, le maréchal Foch a reçu la terre entière.

La plupart des visiteurs étrangers, beaucoup de visiteurs français ne le connaissaient pas, ou l'avaient connu « avant ». Au moment d'être introduits chez lui, tous étaient émus, certains même intimidés, — au point qu'il fallait les rassurer avant de leur faire franchir le seuil de sa porte, — à l'idée de se trouver devant le chef qui avait commandé à des millions d'hommes, dont le nom avait pendant huit mois personnifié la confiance et les espoirs des Alliés, devant le vainqueur de la plus grande bataille de l'histoire, et d'avoir à lui exposer l'objet de leur visite et à répondre à ses questions.

Tous en sortaient impressionnés, mais séduits. Le Maréchal ne leur avait parfois dit que quelques mots, mais toujours l'essentiel et pris de très haut, et sans jamais faire de retour sur lui-même. Les visiteurs s'éloignaient, impressionnés par la pénétration et la largeur de son esprit, par l'élévation de son âme, séduits par la simplicité de son accueil.

Ils ne se trompaient point; ils avaient approché la vraie grandeur, qui ne va jamais sans la simplicité.

LE CHEF

Dans quelque domaine que ce soit, la qualité maîtresse du chef est l'autorité. A la tête des troupes, elle est plus indispensable que partout ailleurs; mais si elle prétend ne s'imposer qu'en vertu d'un grade, elle est sans valeur : résultat de la contrainte, elle ne tiendra pas devant les terribles réalités de la guerre. Quand, au contraire, elle trouve sa source et sa puissance dans la personnalité même de celui qui est appelé à commander, elle le marque du signe des conducteurs d'hommes.

Chef, le maréchal Foch l'était au suprême degré. L'impression première, dominante, qui se dégageait de lui, était celle d'une force et d'une autorité prodigieuses. Quelle que fût la hauteur du commandement auquel il était porté, il le prenait en mains dès le premier moment sans une hésitation, sans dureté mais sans faiblesse. Quand il devint commandant d'armée après un mois de guerre, quand il eut à assumer, quelques semaines après, en qualité de commandant de groupe d'armées, la conduite des affaires de l'Oise à la mer du Nord, quand, en 1918, il passa des fonctions consultatives de chef d'état-major général à celles de général en chef des armées alliées, il se trouva d'un coup à sa place, ordonnant juste, obéi comme il se devait.

Sans doute ses qualités extérieures y prêtaient. Dans sa personne tout respirait l'intelligence, la volonté, l'activité : son regard profond et ferme, sa silhouette svelte et bien trempée, son allure souple et vive. Dès qu'il parlait, c'était la foi qui rassure, la chaleur qui convainc, l'énergie qui saurait contraindre si cela devenait nécessaire. Mais sa force, tout intérieure, résidait dans sa pensée. Chez lui, vouloir et savoir allaient de pair.

Il aimait raconter qu'à l'examen écrit du concours d'entrée à l'École polytechnique qu'il passa à Metz, au mois d'août 1870, les candidats avaient eu à développer comme sujet de composition française cette pensée de Kléber : « Il faut que la jeunesse prépare ses facultés ». Il ne savait pas comment il s'en était tiré, parce que l'envahissement du sol français avait interrompu les examens; mais, ce jour-là, en présence des malheurs

de la patrie, il avait décidé d'être soldat et de préparer pour cela ses facultés. Il n'y a certes point manqué, et l'on peut dire que toute sa vie il a travaillé pour être à la hauteur de sa tâche quand le jour viendrait. *In memoriam, in spem,* — comme il l'a écrit au frontispice de ses livres.

Autrefois les hommes de guerre se formaient en bataillant, leur expérience grandissait avec leur commandement, et ils se trouvaient ainsi entraînés naturellement à bien accomplir ce qu'exigeaient d'eux des luttes plus simples et plus faciles que celles d'aujourd'hui. Maintenant, c'est après quarante-cinq ans de paix, avec, pour toute expérience, celle des autres, et pour secours la justesse de leur raisonnement, que les chefs se trouvent portés au sommet de la hiérarchie. Cela leur crée d'impérieux devoirs. Le maréchal Foch l'avait compris.

Quand il fut nommé professeur à l'École de guerre, l'enseignement qu'il y trouva ne lui donna pas satisfaction. Il se faisait une haute idée du rôle d'un professeur chargé de façonner les esprits et les âmes d'officiers qui auraient un jour à défendre leur pays, à conduire pour cela ses enfants à la mort. Il ne se contenta pas de formules qu'il trouvait toutes faites, il voulut voir clair par lui-même.

Quand il eut fouillé l'histoire et les traités de stratégie, il ferma les livres et se mit à sa table pour commencer d'écrire les leçons qu'il allait faire sur *les Principes de la guerre* et *la Conduite de la guerre*. Mais, dans le tumulte non encore apaisé de son cerveau qui venait de se trouver aux prises avec les grands problèmes que pose le salut des États, il ne parvenait pas à ordonner sa pensée. C'était le moment de Pâques : il partit alors seul pour sa propriété de Trofeunteuniou, afin de se ressaisir dans le calme de la campagne bretonne et d'en redevenir le maître. Il y passa une dizaine de jours dans un travail acharné, prenant les difficultés à bras le corps, cherchant à percer les obscurités afin d'arriver à poser exactement les questions comme il fallait qu'elles le fussent, pour que, de façon complète et logique, éclatassent les vérités qu'il n'avait d'abord senties que confusément. Quand il était trop fatigué de ce travail de « déroncage » de son esprit, il allait dans ses bois où, là aussi, la ronce poussait trop à son gré, et d'où il l'arrachait pour se détendre un instant.

Il avait conservé de cette période de lutte et de rude besogne,

un souvenir à la fois irrité et reconnaissant. Il savait que rien ne s'obtient sans effort, et qu'aucun effort n'est perdu. Il avait commencé par se poser d'abord à lui-même sa fameuse question : « De quoi s'agit-il ? » et il l'avait résolue. Il avait « ramé la galère, » comme il disait parfois, mais il était arrivé au port.

Si sa pensée avait cette force, s'il était parvenu à la condenser dans certaines formules, dans certaines images, incorrectes ou osées, mais toujours saisissantes, c'est donc qu'il l'avait forgée au feu d'un labeur personnel et ininterrompu. Aussi le jour où la guerre de délivrance, pour laquelle il n'avait cessé de travailler, vint le prendre à plus de soixante-deux ans, il entra sans émoi dans ce « département de la force morale », pour y pratiquer, — sans y songer, tant ils s'étaient incorporés à lui ! — les principes qu'il avait enseignés à des générations d'officiers.

A la guerre, plus homme d'action que quiconque, il continua de penser. Il a cité cette phrase de Napoléon : « Ce n'est pas un génie qui me révèle en secret ce que j'ai à faire dans une circonstance *inattendue pour les autres*, c'est la réflexion, la méditation. » Cette parole s'applique admirablement à lui-même, car, sous son aspect impulsif, le maréchal Foch était tout raison et tout volonté. Et le plus grand service que pussent lui rendre ses collaborateurs, quand il ne réclamait pas leur présence auprès de lui, était de lui ménager le temps de la méditation, en lui épargnant les entretiens inutiles et en le délivrant des soucis de l'exécution.

D'ailleurs le Maréchal excellait à créer autour de lui une atmosphère de recueillement et de calme. Il aimait les états-majors peu nombreux, les officiers travailleurs et silencieux, les quartiers généraux discrets. Là aucun bruit, aucune agitation, ni curieux, ni bavards. La vie était réglée comme dans un couvent. Si tendue que fût la situation, on se mettait à table à l'heure exacte, quitte à n'y passer que dix minutes; on n'y parlait jamais des opérations, et, si les fronts étaient trop soucieux, quelques plaisanteries classiques et inoffensives les déridaient un instant. De même pour son repos : le Maréchal le prenait chaque soir, régulièrement, à son heure, quand tout travail était terminé pour lui. Au cours de la guerre, certaines crises ont raccourci son sommeil, mais il n'a jamais passé que deux nuits tout à fait blanches : la première, le 10 sep-

tembre 1914 à Fère-Champenoise, non certes parce que les affaires allaient mal, mais parce qu'il voulait être le premier à savoir quand les ponts de la Marne seraient libres, afin d'accélérer la poursuite de l'ennemi battu ; la seconde nuit blanche fut celle du 10 au 11 novembre 1918 à Rethondes, où les affaires allaient encore beaucoup mieux.

Son besoin instinctif d'ordre se maintenait, quelque imprévus et brutaux que se présentassent les événements. Il les analysait avec la même méthode, qui consistait à épuiser un sujet avant d'aborder le suivant. « Attendez, attendez », interrompait-il, et, si l'on ne comprenait pas, il ajoutait d'autant plus tranquillement que la crise était plus grave : « Je ne sais si vous êtes assez intelligent pour faire deux choses à la fois; moi pas... » Aussi sa sérénité se communiquait-elle à son entourage, et lorsque, dans les moments difficiles, il apparaissait dans un quartier général, ses exigences pouvaient déconcerter un instant, mais son intrépidité morale y laissait une atmosphère de sécurité et l'impression que les obstacles étaient en partie surmontés.

Son jugement fut aussi infaillible dans la tourmente de la guerre qu'il l'avait été dans le calme de la paix. Quand ce jugement s'est exercé en temps de paix sur des événements qui se reproduisirent avec beaucoup d'analogie pendant la guerre, ou au cours même des hostilités, sur des situations qui ne pouvaient se dénouer que dans un certain délai, ses expressions ont pris le caractère de véritables prophéties.

C'est ainsi que, quinze ans avant la guerre, dans ses leçons sur la stratégie de Moltke en 1870, il disait, parlant des libertés prises par les commandants d'armée allemands avec les ordres qu'ils recevaient : « En présence de ces initiatives qui sont dans le fond de vraies désobéissances, l'attitude de Moltke est bien curieuse à observer. Systématiquement on le voit s'abstenir de récriminer contre les faits accomplis et d'en blâmer les auteurs. Non seulement il couvre de sa propre autorité les erreurs et les fautes de ses subordonnés, mais il les approuve, ce qui les engage à recommencer de plus belle... Il désire conserver et développer leur esprit d'initiative, persuadé qu'il en sortira la victoire. Cette victoire sera le résultat non de ses combinaisons à lui, qui ne sont presque jamais suivies par les exécutants, mais d'autres combinaisons improvisées par eux. A défaut de gros succès stratégiques qui ne peuvent découler que d'un plan

d'ensemble coordonné par le généralissime, il se produira une série de succès tactiques qui finiront par ébranler, par démoraliser quand même l'adversaire. » Il en concluait que si Moltke avait réussi en 1870, ce fut dû, pour une grande part, « aux fautes, à l'inertie lamentable, à la complète passivité de tous les chefs français ».

Or le maréchal Foch n'a jamais commis l'erreur de sous-estimer son ennemi; il y a peu de temps encore, il conseillait : « Relisez le vieux Moltke, relisez-le bien. » Mais son esprit réaliste ne se contentait pas d'apparences; il disséquait la victoire pour savoir de quoi elle était faite et, en ayant découvert les faiblesses, il osait dire à ses élèves : « Si ce vainqueur fait encore de même et si nous manœuvrons au lieu de nous figer sur des positions, nous devons remporter la victoire. » Dès septembre 1914, les faits lui donnèrent raison; ses critiques des opérations de 1870 auraient pu s'appliquer, sans qu'on y changeât une syllabe, à celles des généraux von Kluck et von Bulow, commandant les 1re et 2e armées allemandes en 1914; et, comme Moltke le jeune eut en face de lui des armées qui manœuvrèrent, il fut battu sur la Marne.

C'est ainsi qu'en octobre 1917, ayant à donner au général Gardona son opinion sur les événements du front italien, il lui écrivait dès le lendemain de son arrivée : « Les armées italiennes représentent une valeur qui doit leur permettre de disputer à l'ennemi la ligne du Tagliamento, de résister sur le Piave et dans le Trentin... » On sait que ce fut le résultat qu'elles obtinrent, et que c'est du Piave qu'elles repartirent l'année suivante pour le succès final.

C'est ainsi qu'après les attaques de mai 1915 en Artois, où furent pour la première fois enlevées plusieurs lignes de tranchées ennemies, alors que chacun concluait à la possibilité de faire une percée et de l'exploiter par une irruption en terrain libre des troupes réservées, le général Foch s'attacha à démontrer logiquement que cette conception était irréalisable sur le front occidental. En même temps, car il était essentiellement constructeur, il se forgeait un système d'offensive répondant à la question que la guerre lui posait : battre un ennemi de valeur égale et faisant tête sur un front fortifié et impossible à déborder. De 1915 à 1918, on peut suivre le travail de sa pensée, tournant et retournant le problème, pour en adapter

sans cesse la solution au perfectionnement et au développement du matériel.

Aussi dans la Bataille de France, lorsque l'ennemi, malgré une importante supériorité numérique, eut échoué pour avoir joué le vieux jeu de la percée, et que sonna enfin pour les Alliés l'heure de l'offensive, le maréchal était-il prêt à la conduire, sans un faux pas, en lui donnant progressivement l'ampleur et l'intensité grâce auxquelles il savait devoir obtenir la victoire finale.

L'HOMME

Le Maréchal fut aussi un grand caractère. Dès sa jeunesse, il eut le culte jaloux de sa dignité. Il était animé de la noble ambition de commander, mais sans consentir, pour arriver plus haut, à faire, — non pas une bassesse, de cela il ne pouvait être question, — mais même la moindre concession incompatible avec ses convictions et que sa conscience seule eût connue. Il racontait qu'à des heures troubles certains camarades lui avaient dit : « Oh! toi, tu finiras colonel et officier de la Légion d'honneur : tu ne peux pas aller plus loin. »

Il fut un jour écarté du grand poste où son enseignement faisait vibrer une jeune et ardente élite. Cela ne le troubla point. Il se prépara ainsi à supporter comme il convenait, la mesure, encore inexplicable, qui l'éloigna du commandement à la fin de cette année 1916, si glorieuse cependant pour nos armes que l'Allemagne demanda à traiter, et qu'on aurait pu espérer, avec une meilleure conduite des affaires de la coalition, voir la guerre se terminer victorieusement en 1917.

Il faut l'avoir vu dans ces tristes moments pour mesurer sa grandeur d'âme. Aux regrets, à l'indignation même qu'on lui exprimait, il se contentait de cette réponse : « Laissez-les faire », avec ce geste que nous avons tous connu, par lequel il écartait ce qu'il ne voulait pas voir ou savoir. Jamais, pendant toute la période où ses grandes facultés restèrent à peu près inemployées, il ne lui échappa un mot de récrimination ou de mécontentement. Il avait au plus haut degré le sens si français de la mesure.

Il en fut de même quand vint le revirement et que, en mars

1918, l'on se tourna vers lui pour lui demander de prendre le bâton du commandement, à l'heure la plus critique. Ce fut avec la même modération de sentiment qu'il monta à la première place pour exercer un commandement sans précédent dans l'histoire. Tout au plus, disait-il en roulant vers Doullens : « Je crois qu'on va en revenir à l'équipe gris fer », faisant allusion à la couleur de l'uniforme foncé qu'il porta toujours en campagne.

Dans l'exercice de ce commandement, comme plus tard dans les batailles de la paix, il maintint implacablement ses décisions comme ses façons de voir. Qu'il eût à faire à des chefs militaires ou à des chefs politiques, il faisait preuve d'une fermeté que rien ne pouvait émouvoir et qui se manifestait sans un écart de ton ni de langage, mais aussi sans une fissure par où l'on eût pu parvenir à l'ébranler.

Au grand ministre que fut Louvois, Turenne écrivait : « Quoique je n'aie pas très bonne opinion de moi, je me croirais incapable de servir le Roi si on ne pouvait asseoir un peu de fondement sur ce que je dis. » Et Vauban : « Vous prendrez patience, s'il vous plaît, car enfin je veux achever ce que j'ai commencé et vingt pièces de canon ne me feraient pas sortir de ma chambre que cela ne soit fait. » De même que ces grands bâtisseurs de la France, avec le même franc parler rude et savoureux, comme aussi avec le même loyal dévouement à l'État, le Maréchal n'abandonnait jamais un pouce de ce qu'il croyait juste et nécessaire à l'intérêt du pays.

Ce que furent les luttes qu'il eut à soutenir on peut s'en faire une idée, même sans connaître tous les secrets du drame qui se joua pendant cinq ans, et on se demandera alors où un homme a pu puiser une aussi inébranlable fermeté de caractère. Dans la force de sa pensée, avons-nous dit, mais aussi dans sa conscience de soldat et de chrétien. Il n'avait pas d'autre mobile que l'intérêt de la cause à défendre; les questions d'intérêt personnel ou de préférences n'entraient pas pour lui en ligne de compte. Il n'aurait jamais demandé un sacrifice qui fût inutile. Quand on parlait devant lui du dévouement et des actes héroïques dont le soldat français était coutumier, il disait : « Pensez à quelle hauteur doit s'élever le chef pour être digne de commander à de tels hommes. »

Voilà de quels aliments se nourrissait la flamme qui vient

de s'éteindre, et dont il nous a été donné de constater l'universel rayonnement.

PENDANT ET APRÈS LA BATAILLE DE FRANCE

On comprend alors que le chef qui en était éclairé ait eu la force de conduire de bout en bout la Bataille de France, avec une détermination que n'effrayait aucune responsabilité; qu'il ait osé dire à des troupes dont la résistance paraissait avoir dépassé la limite des forces humaines : « Tenez; déchirez les ordres de retraite : celui qui ne veut pas reculer ne recule pas, et il n'est pas permis de décider de partir, alors qu'il faut rester » ; qu'il ait ordonné à ces mêmes troupes de préparer des attaques, parce qu'il faut attaquer pour vaincre, et que, lorsque l'occasion se présentera, inopinée et fugitive, il faut toujours être prêt moralement et matériellement à la saisir. On comprend qu'arrivé en juillet au tournant de la route, il ait eu l'audace d'exiger d'armées, épuisées par quatre mois de résistance, une offensive menée sans désemparer jusqu'au succès final. On comprend comment ont pu luire ces éclairs de génie auxquels fut due la victoire ; comment ont pu souffler ces « coups de vent », comme disait plus simplement le Maréchal.

Lorsque, à l'épuisement de l'adversaire, le maréchal Foch sentit que le dénouement approchait et qu'il eut donné ses derniers ordres, il se tourna vers les problèmes qu'allait poser la paix. Il les considéra du même plan supérieur d'où il voyait en tout si large et si loin.

Un seul retint alors son attention, celui de la sécurité française. Il s'était battu contre l'envahisseur de 1870; nul n'avait étudié comme lui les invasions précédentes; et, comme tous les Français, il était parti en guerre décidé à tous les sacrifices pour vaincre et garantir définitivement le sol de France de toute violation future. Pour cela il estimait que la barrière du Rhin, indispensable au salut des peuples de l'Europe occidentale, devait devenir la limite du Reich. Le Rhin, — il faut lui avoir entendu prononcer ce mot d'un ton rauque et tranchant, comme s'il avait voulu marquer la profondeur du fossé de sécurité, — l'armistice l'avait donné, puisque la lutte fut arrêtée avant sa conquête. Il s'agissait de le conserver, non pas, comme on l'a dit à tort, pour en faire la frontière de

la France, mais pour y arrêter l'Allemagne; le Maréchal laissait aux plénipotentiaires le soin de déterminer le régime du nouvel État qu'on eût ainsi créé.

Ce but, il le poursuivit aussitôt l'armistice signé, avec la même clairvoyance et la même ténacité qu'il avait apportées à vaincre. Il exposa sa thèse dans d'admirables mémoires, il la défendit devant le gouvernement français, devant les gouvernements alliés, devant la Conférence de la paix sans jamais se lasser et avec quelle éloquence! « Il n'y a pas de principe, disait-il, qui puisse obliger un peuple libre à vivre sous une menace continuelle et à ne compter que sur ses alliés pour lui épargner le désastre quand il vient de payer son indépendance de plus de 1 500 000 cadavres et d'une dévastation sans exemple. Il n'y a pas de principe qui puisse prévaloir contre le droit des peuples à l'existence, contre le droit absolu qu'ont la France et la Belgique d'assurer leur indépendance. »

On sait qu'il ne put avoir gain de cause; du moins avait-il lutté jusqu'au bout sans une défaillance pour ce qu'il croyait juste. Sans affirmer qu'il eût été possible aux négociateurs du traité d'obtenir davantage, — car il n'affirmait rien qu'il ne sût exactement, et il avait été tenu à l'écart de ces négociations, — il n'a jamais cessé de regretter qu'une victoire aussi complète n'ait pas réussi à assurer à la France sa sécurité sur les bases que seules il jugeait solides.

Mais trop grand serviteur du pays pour s'arrêter tant qu'il restait quelque chose à faire, et trop positif pour lutter contre un fait désormais accompli, le maréchal Foch, une fois la paix signée, se consacra, à la tête du Comité militaire allié, à l'exécution des clauses militaires des traités. Conseiller très écouté de la Conférence des ambassadeurs, il s'y trouvait en contact permanent avec les représentants des pays alliés, tandis que, par l'intermédiaire de ses collaborateurs militaires, il se maintenait en liaison avec leurs états-majors. Il s'appliqua à sauvegarder, malgré des divergences inévitables, les traditions d'amitié et de confiante collaboration qu'il avait tant contribué à créer au cours de la guerre, ainsi que la cohésion de toutes les nations pour lesquelles le maintien des traités de 1919 présente un intérêt vital. Sa largeur de vues, son habileté diplomatique, sa fermeté et sa modération lui assuraient une autorité sans égale dans ce poste où, jusqu'à son dernier jour, sa grande

figure fut la gardienne de la solidarité qui nous avait permis de vaincre. Les peuples qui viennent de lui rendre un si émouvant hommage ne s'y sont pas trompés.

SA FAÇON DE TRAVAILLER

La simplicité du maréchal Foch avait avant tout pour base son très haut sentiment du devoir. Faire son devoir là où il se trouvait placé, et le faire le mieux possible, lui paraissait chose toute naturelle et dont il n'y avait pas lieu de tirer vanité.

Sans doute il avait conscience de la grande œuvre accomplie. Quand il en parlait, ce qui n'arrivait pas souvent, il n'enflait jamais le ton. « Nous n'avons pas trop mal travaillé », ou bien : « Nous avons fait des affaires », disait-il seulement. Mais il ne s'attribuait pas le seul mérite de la réussite. Il faisait la part des autres, de ses lieutenants, de ses collaborateurs, — et avec quelle générosité ! — de la Providence. Et c'est en cela qu'il fut vraiment modeste, non de fausse modestie, mais de modestie noble et sincère, comme tout ce qui était en lui.

Il restait lui-même dans tous les milieux, quels que fussent les hommages et les ovations dont il était l'objet. Il était trop maître de sa pensée pour s'en laisser influencer, et trop sincère pour qu'il lui vînt à l'idée de jouer un personnage.

Mieux que quiconque, ses collaborateurs immédiats ont pu apprécier la sincérité et le naturel qui faisaient le charme de son commerce et qui se manifestaient si librement dans sa manière de travailler avec eux. Il aimait à les avoir tout auprès de lui, de telle façon qu'il n'eût qu'une porte à pousser pour les appeler ou entrer chez eux. Il n'attendait pas, pour leur faire connaître sa pensée, qu'elle fût arrivée à sa forme définitive et qu'elle eût revêtu la parure d'une phrase bien ordonnée. Il la sortait quand et comme elle venait, le matin en arrivant, s'il l'avait eue « en se rasant », à un moment quelconque de la journée, ou bien encore le soir comme dernière recommandation. « Pensez-y », ajoutait-il habituellement.

Bien entendu, il y pensait de son côté et il ne tardait pas à y revenir sous les formes les plus diverses. Souvent il avait rédigé une note de sa belle écriture régulière, à peu près sans rature, où le numérotage des paragraphes scandait le développement de son raisonnement ; il était impossible de dire

mieux, en moins de mots, avec plus de méthode et de clarté, et ce que le Maréchal avait écrit formait la substance des ordres qu'il n'y avait plus qu'à compléter par des détails d'exécution. Parfois il entrait et voyait qu'on écrivait : « Puisque vous êtes en plume, je vous laisse », et comme il aimait que tout se fît « sans retard », il admettait qu'on lui présentât un simple brouillon ; il demandait alors qu'on lui en donnât lecture sans une explication, car si l'explication était nécessaire c'est que le papier n'était pas clair. Il en bannissait les comparaisons, — qui grandissent le petit terme au détriment du plus grand, — et les qualificatifs, qui affaiblissent plus qu'ils ne renforcent, — et la forme négative, — qui est une forme de timidité ; il rejetait les superlatifs ; de même qu'il avait horreur du verbiage en réclamant des comptes-rendus complets, il voulait qu'un ordre contînt tout le nécessaire et rien de superflu.

Parfois aussi, et dans ce cas il demandait qu'on ne lui cachât rien de sa façon de voir, il invitait à discuter l'idée qu'il avait lancée. Comme il était logique et serré dans son raisonnement, on était vite désarçonné si on partait à faux ; si au contraire les objections portaient juste, il lui arrivait de hausser le ton, mais on savait, parce qu'il le disait, qu'il n'était mécontent que de lui-même, et de n'avoir pas exprimé ou défendu son idée comme il l'eût voulu. Toujours, au cours de ces discussions, cette idée trouvait son expression définitive. Le Maréchal avait besoin de cette forme de travail, qui alternait avec la méditation solitaire ; il pensait alors en discutant : il essayait ses arguments comme un escrimeur qui, avant de croiser le fer, détend ses muscles et prépare sur un plastron la justesse de ses coups. Peut-il être une forme plus complète de la simplicité pour un si grand esprit, que d'ouvrir ainsi la porte de son intimité intellectuelle ?

On a dit souvent que le maréchal Foch était difficile à comprendre ; tout comme M. de Turenne, il aurait eu « ses obscurités ». Ordre et clarté étaient cependant deux qualités maîtresses de son intelligence et rien n'est plus lumineux que ses instructions, ordres ou rapports. Si, quand il parlait, il déroutait souvent ses interlocuteurs, cela paraît tenir à deux raisons. Le Maréchal allait tout de suite à l'essentiel : il s'exprimait de façon synthétique, laissant de côté les raisonnements intermédiaires, de telle sorte qu'il était souvent difficile à suivre pour ceux qui

ne le connaissaient point, et qui ne pouvaient avoir participé à tout ce qu'il y avait dans son raisonnement de non exprimé. Quant à ceux qui avaient l'habitude de travailler avec lui, ils savaient, lorsqu'il arrivait qu'une idée exprimée par lui les heurtât, qu'ils n'avaient qu'à courir pour rattraper celui dont la pensée allait si vite.

Un autre motif résidait dans certaines contradictions apparentes qui, elles aussi, provenaient de raisonnements enjambés. Par exemple, nul plus que le Maréchal n'appréciait l'intelligence et l'activité intellectuelle. « C'est un pur sang », « c'est un chef-d'œuvre », disait-il de certains officiers particulièrement bien doués; et cependant il lui arrivait de manifester de l'humeur contre les dons naturels de certains autres : c'est qu'il leur en voulait, sans le dire, non pas de les avoir reçus, mais de ne pas s'en servir. Autre exemple : le plus souvent quand on avait peine à le suivre, c'était faute de train, mais parfois il trouvait qu'on allait trop vite; c'est que, dans le domaine de la conception pure, il laissait aller sa pensée, et qu'au contraire quand il en était à la réalisation effective, il assurait chaque pas pour être sûr d'aller jusqu'au bout ; il fallait être au même diapason que lui.

Aussi aimait-il conserver ses collaborateurs, parce que c'était une perte de temps que d'en dresser de nouveaux à sa façon si personnelle de travailler. Mais dans cette aversion pour le changement il y avait autre chose que l'intérêt. Le maréchal Foch était profondément bon. Sa parole était parfois sévère, sa plume toujours douce. Il disait que, plus on monte, meilleur on doit être. Il suivait avec sollicitude, et sans perdre une occasion de les aider, tous les officiers qu'il avait eus sous ses ordres. Il était fidèle à ses amis, qu'il voyait régulièrement et recevait toujours, ne fût-ce qu'un instant, s'il était trop occupé. Il avait pour les chefs sous lesquels il avait servi beaucoup d'attachement et une grande reconnaissance; arrivé au faîte de la gloire et des honneurs, il témoignait une émouvante gratitude à la mémoire de celui d'entre eux qui avait eu sur sa formation le plus d'influence morale.

La reconnaissance lui était légère. Quand les personnes avaient disparu, il la reportait sur les institutions. C'est ainsi qu'une des dernières joies de sa vie fut d'avoir réussi à faire quelque chose pour le petit séminaire de Pralognan où il avait

commencé ses études. C'est ainsi qu'il ne perdait pas une occasion de donner des marques de son souvenir au collège de Saint-Clément où il les avait terminées. Il aimait d'ailleurs cette ville de Metz d'une ardente affection : au cours de la guerre il déclarait qu'il serait bien payé de ses peines, s'il en devenait jamais le gouverneur, et dans les premiers temps que la ville était redevenue française, lorsque son train spécial s'y arrêtait, ne fût-ce qu'une heure et en pleine nuit, il mettait un bonnet de police et un manteau sans étoiles et allait y faire un tour en rappelant avec émotion les impressions d'autrefois.

LE HÉROS HUMAIN

C'est que ce chef de guerre, qui fit, dans certaines crises, preuve d'une énergie qu'on pouvait qualifier de surhumaine, était profondément humain, dans le sens le plus large et le plus élevé. Voici en quels termes s'exprima le premier ministre britannique lorsqu'il demanda, en février 1918, que le maréchal Foch fût placé à la tête du Comité exécutif de Versailles, tentative de commandement unique : « Les Anglais n'oublient pas son rôle en 1914, au cours des circonstances difficiles traversées par les armées britanniques dans les Flandres. Pour l'Italie, il a agi de même dès qu'elle a couru un danger. Nous savons que si l'Italie ou les Flandres souffrent, ce sera comme si la France souffrait. »

Et le monde entier connaît sa réponse au colonel House, au moment où les conditions de l'armistice, déjà discutées, allaient être arrêtées par les gouvernements. Le Maréchal venait d'exposer la situation désespérée des Allemands et l'état satisfaisant des armées alliées qui leur permettait de continuer d'attaquer sans arrêt. Le colonel House lui demanda si, dans ces conditions, il n'était pas d'avis de continuer la bataille : « Je ne fais pas la guerre pour faire la guerre, répondit-il, mais pour des résultats. Si l'ennemi signe un armistice qui donne aux gouvernements alliés le moyen d'obtenir les résultats qu'ils désirent, il n'y a pas de raison pour que le sang des combattants continue à couler. » Le jour, 31 octobre, où cette parole fut prononcée, douze armées alliées rejetaient, de la mer à la Meuse, les armées allemandes sur leurs communications embouteillées, tandis qu'à l'est de la Moselle se préparait une attaque dont

le succès était certain et dont la gloire du Maréchal eût encore été augmentée.

Depuis, ceux que le traité de paix a déçus ont manifesté leur regret que cette attaque, prête pour le 14 novembre, n'eût pas été lancée ; ils pensent qu'une défaite encore plus accentuée des Allemands eût rendu plus avantageuses les conditions du traité de Versailles.

Le Maréchal en jugeait tout autrement et il l'a répété bien souvent. Sans vouloir se demander si une réponse différente de sa part eût influé sur l'avis des gouvernements alliés, qui négociaient entre eux de l'armistice depuis déjà trois semaines, il n'a jamais regretté ses paroles. Il estimait que l'armistice, tel qu'il avait été signé, mettant aux mains des gouvernements le moyen d'obtenir la signature du traité qu'ils jugeraient le meilleur, l'homme de guerre avait rempli sa mission. Les faits avaient montré que l'armistice de Rethondes remplissait cette condition essentielle. Sa conscience de Français ne lui reprochait pas de s'être montré humain.

LES ENSEIGNEMENTS DE SA VIE

Dans cette belle et poignante journée du 26 mars 1929, anniversaire du 26 mars 1918, où le commandement suprême avait été remis aux mains du maréchal Foch, la France et le monde entier ont rendu hommage à celui dont l'intelligence, le cœur et le caractère composaient une des plus lumineuses figures dont l'humanité puisse être fière.

Ceux qui ont partagé son existence et ses travaux, qui l'ont vu dans les jours de deuil et de souffrance comme dans les jours de gloire, en connaissent la pureté et la noblesse ; ils pouvaient le voir à tout instant et le trouver chaque fois plus grand ; ils ne le quittaient jamais sans lui être reconnaissants du bien intellectuel et moral qu'il leur avait fait ; ils considèrent comme un privilège hors de pair, comme l'honneur et le bonheur de leur vie, d'avoir servi sous un tel chef. Si l'un d'entre eux s'est laissé aller à dire aujourd'hui, — dans la *Revue* que le Maréchal aimait tant, — pour le mieux faire connaître encore, une partie de ce qu'il ne voulait dire que beaucoup plus tard, c'est qu'il a pensé que cette réserve n'était plus de mise après les silencieuses confidences échangées au

cours des journées où tous les cœurs français ont battu à l'unisson.

Tous les jeunes gagneront à s'inspirer des enseignements d'une telle vie ; mais au premier rang d'entre eux, vous, jeunes officiers de l'armée française.

C'est à vos devanciers qu'autrefois le colonel Foch enseignait ce que doit être le chef : « Quand vient, leur disait-il, l'heure des décisions à prendre, des sacrifices à consommer, où trouver des ouvriers pour cette entreprise, si ce n'est dans les natures supérieures, avides de responsabilités, celles-là qui, imprégnées de la volonté de vaincre, trouvent dans cette volonté comme aussi dans la vision nette des seuls moyens qui conduisent à la victoire, l'énergie d'exercer sans hésitation les droits les plus redoutables, d'aborder avec aplomb l'ère des difficultés et des sacrifices, l'énergie de tout risquer, même leur honneur, parce qu'un général battu est un chef disqualifié ? »

C'est à vous que le maréchal Foch a pensé en écrivant à la gloire de Jeanne d'Arc les dernières pages qui soient sorties de sa plume, vous donnant une magnifique leçon de cet idéalisme plus nécessaire aujourd'hui que jamais : « Si la pierre des monuments retrace l'histoire des peuples et les exemples du passé, elle marque pour les générations nouvelles la tâche à remplir et les modèles à prendre. S'agit-il de la défense du pays, la jeunesse de France a bientôt saisi la voie que lui indique la flèche de Domrémy, ce clocher d'où l'on domine, d'où l'on comprend, et qui rayonne de tout ce qui hausse l'âme et l'empêche de faiblir. Il mesure la hauteur à laquelle doit s'élever la notion du devoir au service d'une cause sacrée. »

Général Weygand.

LES HIBOUX

DEUXIÈME PARTIE (1)

L'hiver commence. Chassées par les vents du noroît, les interminables nuées se déversent en pluies qui durent pendant de longues semaines. Parfois le jour ne se lève guère et le crépuscule sulfureux du matin rejoint le crépuscule roux du soir, à travers les ondées, au rugissement de la mer. Autour de la forteresse-manoir dont les toits cimentés ruissellent à la fois sous les eaux du ciel et les embruns, les aigres cris des goélands, cormorans et mouettes stridulent à travers le fracas des déferlements. Alors, Coatarmanach, vêtu d'un ample ciré qui le fait ressembler à un roc goémoneux, apparaît, l'index dressé, et annonce d'un air sentencieux :

— Entendez-les! Ça veut dire qu'il y a quelque part des pauvres gens en peine de leur corps.

Et lorsque, les jours suivants, *la Dépêche de Brest* annonce des naufrages, le marin retraité prononce :

— Les oiseaux avaient parlé. Ils savent.

Chaque matin, à cinq heures, en pleine obscurité encore, Tugdual se lève avec une régularité implacable. Il laisse Raymonde endormie, ou affectant le sommeil, et se rend à la ferme passer l'inspection de ses hommes éclairés par des fanaux dans une atmosphère presque dramatique. L'ouvrage distribué, recouvert d'un manteau beige dont le collet, en s'envolant, lui donne des ailes, et ajoute à sa ressemblance avec un grand oiseau des ténèbres, Tugdual s'astreint ensuite à des soins qu'il pourrait

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

s'épargner l'hiver, dans la torpeur des terres glacées. Mais c'est pour lui une règle qu'il ne faut jamais se détendre un seul jour, si l'on ne veut s'affaiblir pour toujours. Il exige donc que le travail ne soit jamais interrompu, quelque pénible que le rendent les averses ou la neige. Botté et enfoncé comme ses valets dans la boue froide, il fait curer les fossés, redresser les talus, tailler les arbres, empierrer les chemins. Occupations ingrates, dispendieuses, qu'il tient pour nécessaires et auxquelles il astreint son frère avec rigueur, chacun d'eux se partageant la direction d'un chantier. Ils rentrent trempés, vaseux, épuisés.

— Vous ressemblez à des charretiers ou à des terrassiers, déclare Raymonde. Laissez donc ces métiers aux paysans. Profitez des mois pendant lesquels rien ne pousse et où il n'y a rien à récolter pour redevenir des civilisés.

— Et que faut-il faire pour accéder à la civilisation? demande Tugdual.

— C'est bien simple, passer l'hiver à Paris, Toulouse ou Nice.

— Je vous étonnerai sans doute en vous disant que je tiens à demeurer dans ce que vous appelez ma sauvagerie. D'ailleurs, je ne vous avais pas caché, pendant nos fiançailles, que tout nous retiendrait en Bretagne, mes intérêts, mon devoir et mes goûts.

Vos intérêts, soit! Mais qui vous dit que votre devoir n'est point aussi de tenir compte de mes goûts? Pourquoi serais-je seule à consentir tous les sacrifices? Lorsque j'ai accepté de vous épouser, j'espérais que vous comprendriez qu'une existence harmonieuse ne saurait être faite que de concessions. Or, je m'en aperçois, c'est moi seule qui les fais. Pouvais-je aussi m'imaginer votre fameux Finis terræ comme un lieu de déportation!

Son teint devenu noir sous l'afflux du sang, Tugdual répond à voix basse qu'elle le peine en injuriant une maison et un pays auxquels le lient tant de souvenirs. Avec l'expression d'un regret poignant, il ajoute :

— Dieu m'est témoin que le meilleur de mon cœur, je vous l'ai offert. Si vous aviez voulu le reconnaître, peut-être ce vieux logis s'éclairerait-il pour vous d'un peu de lumière. C'est moi que vous condamnez à travers lui. Sans prétendre à toutes les qualités, j'en ai peut-être quelques-unes.

— C'est entendu, vous vous croyez juste et généreux, réplique vivement Raymonde, mais vos vertus ne profitent qu'à vous et n'ont qu'un but : votre satisfaction. Jamais vous ne vous êtes demandé si vous ne m'écrasiez pas. Je vous le répète, j'étouffe ! S'il vous plaît de rester attaché à vos rocs, laissez-moi la liberté de mes mouvements.

Très rengorgé, ses yeux lenticulaires devenus de feu, Tugdual prononce avec une sorte de solennité :

— Non, vous ne me quitterez pas. Quand nous avons prononcé « oui » l'un et l'autre, à Saint-Sernin de Toulouse, cette parole sacramentelle nous engageait. Dieu la reçut et la scella d'un cachet d'éternité qu'il n'est plus au pouvoir de personne de jamais briser.

Elle éclate de rire avant de répliquer qu'elle n'y a vu qu'une formule !

— Voilà bien ce qui nous sépare, vous ne croyez à rien ! Sceptique, vous abhorrez tout sacrifice. Vous n'avez que des appétits et aucun esprit religieux, comme les gens de votre pays.

— Ah ! quel bon logicien vous êtes ! Quand vous aurez su voler aussi haut que Saint-Sernin et que la cathédrale Sainte-Cécile d'Albi, vous aurez honte de votre Morbihan, car si l'on jugeait de la religion des peuples par leurs monuments, celle des Bretons serait bien barbare en comparaison de celle des Languedociens.

— Dans cette dispute je ne l'emporterai évidemment pas sur votre éloquence latine, mais descendons de ces sommets pour rentrer dans cette maison, objet de ce débat. Croyez-moi, si vous me donniez les enfants que j'espérais, et si vous les éleviez en leur apprenant à être supérieurs à leurs appétits, vous n'auriez plus le temps d'être injuste pour moi et pour ce pays.

Ses yeux aiguisés par l'ironie, Raymonde répond à son mari qu'il est vraiment trop modeste de ne pas se croire un orateur, alors qu'il donnerait de l'envie à l'abbé de Surzur, leur recteur de Kerroch. Malheureusement, les prédications ont en général peu d'effet sur la conduite des gens.

L'horloge à gaine sonna trois coups que les vestibules voûtés de la forteresse amplifièrent. Redevenu calme et grave, Tugdual annonça qu'il était obligé d'aller surveiller la réfection d'une étable.

— Allez donc rejoindre vos bœufs ! Mais je tiens à vous

prévenir que comme vos bêtes vous obligent à me laisser dans cette affreuse casemate, j'écris à ma mère que je passerai le mois prochain chez elle pour me détendre.

Une main déjà posée sur la gâchette forgée de l'épaisse porte à godrons, Tugdual, livide d'émotion, se retourne vers sa femme. Pourtant, maître de sa colère, il médite une réponse. Pendant son silence, les flots en désordre par cette journée d'aigre noroît font trembler les falaises du cap. Abattues sur les champs où elles cherchent leur difficile existence, les corneilles croassent leur misère. Enfin Tugdual déclare avec fermeté qu'il ne s'est pas marié pour être abandonné : il espérait que Raymonde voudrait bien reconnaître son désintéressement par un peu de dévouement.

— Voilà bien les paroles d'un paysan. Vous croyez avoir acheté ma tendresse avec vos biens. L'amour ne se vend pas, et pour obtenir le mien, il aurait fallu savoir le mériter. Admettons-le, nous avons l'un et l'autre commis une erreur; on peut toujours la réparer.

— Comment l'entendez-vous?

Il avait bondi de la porte jusqu'à Raymonde. Terrifiée, elle sentit les yeux d'or de son mari presque sur les siens, la brûler jusqu'au cœur. Puis leurs iris d'un vert bleu de feu follet lui semblèrent danser dans sa tête, tandis qu'elle l'entendait répéter sourdement :

— Comment l'entendez-vous?

Médusée, elle ne pouvait pas se dérober à son redoutable regard. Enfin elle se recula et, délivrée de l'espèce d'hypnose qui l'avait livrée à Tugdual, avec la grimace d'une fillette malheureuse prête à éclater en sanglots, elle répéta qu'elle allait avertir sa mère de sa prochaine arrivée.

Effrayant de calme, Tugdual la prévint que, si elle se rendait à Toulouse, elle pourrait se considérer comme à jamais séparée de lui.

L'index alors tendu vers la blême image d'Aline du Rozec, dont le profil, tourné vers eux, semblait suivre cette pénible discussion, Raymonde se récria :

— Comme je ne tiens pas à ce que vous me rendiez le touchant hommage de me faire portraiturer afin de garder le souvenir de celle que vous tueriez à la façon d'Aline par votre despotisme, j'agirai comme il me plaira.

— Qu'avez-vous dit ? Que prétendez-vous insinuer ? Qui vous souffla ces calomnies?

Revenu rapidement vers elle, il essayait encore de plonger ses yeux avides dans ceux de sa femme, quand celle-ci, marchant jusqu'au tableau d'Aline du Rozec, appuya son front sur la tapisserie des Flandres où les gentilshommes aux épieux enclouaient des ours contre des arbres.

La bouche contre son oreille, il reprit violemment :

— Je veux que vous me disiez de qui vous tenez cette abominable imputation. Hélas ! La vie des êtres les plus chers n'appartient pas à leur famille, mais à Celui, seul, qui autorise nos existences. Mon père chérissait ma mère.

Le visage toujours enfoncé dans la tapisserie, Raymonde repartit :

— Autant que vous croyez me chérir. Ces affections mènent celles qui en sont l'objet de la consomption au tombeau !

— Malheureuse !

Il mit un tel accent d'indignation dans ce mot qu'elle demeura quelques instants épouvantée, la figure dans les plis de la tapisserie. Lorsqu'elle s'en dégagea, Tugdual avait quitté le salon sans qu'elle l'eût entendu s'éloigner. Elle se rapprocha d'une fenêtre ouvrant au-dessus du bois. Les corbeaux tournaient au-dessus des frondaisons et lançaient aux quatre points cardinaux leurs rauques sons de trompette. Elle gagna une des croisées qui donnaient sur la mer du ton des feuillées d'automne. A la pointe des vagues, les chalutiers de Kerroch, ténébreux sous leur coaltar, leurs voiles rousses penchées, exprimaient un effort douloureux. Changeant d'amures afin de gagner au vent debout, ces embarcations se renversèrent sur l'autre bord avant de reprendre avec obstination leur marche contrariée sur l'Océan convulsé.

« Mon Dieu ! comment ne sont-ils pas lassés de poursuivre un but qu'ils n'atteindront jamais ? pensa Raymonde. Et moi, où vais-je conduire ma barque ? Tugdual m'a défiée de partir. Si je sors de cette maison sans son consentement, il prétend que je n'y rentrerai plus. Ne serait-ce pas lui, au contraire, qui courrait à Toulouse, afin de me reprendre ? »

Perplexe, Raymonde ne savait que conclure et que décider. Elle avait reçu des nouvelles pitoyables de son père endetté par ses générosités au point que sa Compagnie d'assurances pré-

tendait lui retirer son portefeuille. Il allait être obligé, lui gentilhomme, ancien officier de cavalerie, à des représentations commerciales. Quelle déchéance !

Les vagues de la marée montaient à l'assaut du grand voilier renversé comme un guerrier abattu sur le récif de Toul-Braz. Ses tronçons de mâts tremblaient à chaque paquet de mer reçu sur son pont défoncé. Des goélands miaulaient de faim au-dessus de lui.

« Rester ici, jamais ! Ah ! si un hasard plus heureux... Louis, peut-être ?... Mais l'autre ! Non ! Pas d'espoir ! N'importe comment et à tous risques, partons ! »

Raymonde se rendit précipitamment à sa chambre, comme si toute sa vie eût dépendu de quelques secondes de retard. Elle se coiffa d'un petit chapeau de feutre commode pour le voyage, revêtit son manteau, s'aperçut qu'elle ne disposait que d'une faible somme, se rappela avec fureur que Tugdual gardait son argent sous clef et ne lui remettait qu'au fur et à mesure, pour ses besoins d'ailleurs limités dans sa solitude, les quelques billets nécessaires à ses fantaisies. Fiévreuse, elle les comptait et recomptait, comme si elle avait pu les multiplier par ses mouvements.

« N'importe comment et à tous risques, partons, répéta-t-elle à voix haute. Évadons-nous ! »

En traversant la cour dallée, obscure entre ses murailles crénelées, elle est aperçue par son valet borgne, Gobrien, qui manifeste quelque surprise. Pierrine, auréolée de sa coiffe en diadème, penchée sur l'allège d'une fenêtre, fait un signe bizarre. Elle se sauve et croit entendre à sa poursuite la bigoudène boiteuse qui bascule dans sa large jupe à vertugadins.

Anxieuse, elle remonte la lande qui mène à Kerroch en réfléchissant qu'elle n'est même pas certaine d'y trouver le char-à-bancs qui la conduira jusqu'à la gare de Questembert, car ce village de pêcheurs et de cultivateurs ignore encore l'automobile. Elle imagine ensuite son arrivée chez ses parents. Ils la blâment. Désolé, son père s'écrie :

— Tu ne peux pas savoir à quel point les tracas financiers empoisonnent ma vie. Ah ! voilà comment l'honneur et la générosité sont récompensés !

Sa mère l'accuse de maladresse, lui donne tort.

— Avec tout ton esprit, tu as offensé ton mari. Plus habile,

tu devais t'en jouer. Si tu veux m'être agréable, tu vas te raccommoder avec lui !

Elle s'obstine dans sa résistance, mais le capitaine de Puycelse écrit en termes conciliants à son gendre. Ses parents redoutent d'avoir la charge de leur fille au moment où ils ne savent comment ils pourront eux-mêmes faire face à leurs dépenses les plus urgentes et lui témoignent une froideur pénible.

Contristée par ses réflexions, Raymonde gravit la grève de Betahon, lorsque des claquements de fouet la font tressaillir. Trois charrues, halées par de robustes bidets aux paturons poilus, défoncent une parcelle de lande, peut-être inviolée depuis les origines, déracinant ajoncs, genêts et bruyères. Guêtré et coiffé d'un chapeau breton à pannes de velours qui flottent, Louis indique à ses journaliers, sur l'horizon, les points de repère qui permettent de tracer des sillons droits. Au-dessus des laboureurs, les nuages lacérés par le vent tranchant communiquent à cette scène un accent dramatique. Au-dessous d'eux, la mer s'abat et sa rumeur de tonnerre roule à travers l'espace.

— Comment, vous, ici, seule par ce méchant temps, un sac de voyage à la main ! Vous partez ? Auriez-vous reçu de mauvaises nouvelles de vos parents ? Comment Tugdual ne vous conduit-il point à la gare ?

Éperdue de cette rencontre, elle essaie de sourire en disant qu'elle a pris par distraction ce grand sac à la place de celui qu'elle emporte d'ordinaire dans ses promenades.

— Mais pourquoi ce trouble en me donnant cette explication, Raymonde ? Pourquoi votre pâleur et votre tristesse ?

Elle lève une main d'un geste vague. Très ému, il reprend :

— Je vous en supplie, confiez-vous à moi. Ne suis-je pas votre ami dévoué ?

La compassion attendrit son charmant visage efféminé. Elle le regarde en silence, comme si son beau-frère lui inspirait quelque méfiance. Il s'en aperçoit, car il ajoute d'une voix tendre :

— Je vous devine, Raymonde. Hélas ! chacun porte sa croix ! Pourquoi vous paraît-elle si lourde, aujourd'hui ?

— Parce qu'aujourd'hui, c'est hier et que ce sera demain,

et je n'en puis plus de la porter. Aussi vous m'avez trouvée au moment où je fuyais.

— Quelle résolution insensée!

— Résolution irrévocable!

Louis allait s'écrier : « Mon frère va souffrir atrocement », mais il se tait. Tout le sang de son cœur remonte à son visage quand il prononce :

— Et si je vous suppliais de rester, m'entendriez-vous?

Il lui saisit une main et la porte fougueusement à ses lèvres. Elle essaie de la lui retirer; il se refuse à la libérer avant qu'elle ne lui ait donné sa promesse de rentrer au manoir.

Les grands yeux bleu turquoise du jeune homme vacillent comme des fleurs à la brise, lorsqu'il ajoute :

— Si vous connaissiez la décision que je viens de prendre, vous resteriez.

Raymonde, surprise, considère son beau-frère. D'une voix haletante, Louis reprend :

— Non, vous ne partirez pas lorsque vous saurez, qu'hier soir, M. et Mme Legouach m'ont signifié la rupture de mes fiançailles. Je leur avais imposé cette mesure par mes atermoiements. Quand je songeais à vous, — et vous êtes devenue ma pensée constante, — je ne pouvais me décider à épouser Herminie. Les qualités mêmes de cette jeune fille m'effrayaient. J'apercevais mon existence avec cette honnête épouse dont la face de carême m'aurait sans cesse fait penser au jugement dernier. J'ai donc lassé la patience de la famille Legouach. Ma tiédeur, mes visites de plus en plus rares, leur ont fait comprendre qu'Herminie ne me plaisait guère. Rupture définitive. Tugdual l'ignore encore. Je redoute son mécontentement pour plusieurs raisons... D'abord mon mariage l'aurait rassuré; ensuite le domaine des Legouach, « jouxte » le Rozec, ne nous appartiendra pas. Désillusion!

Après avoir remonté à ses lèvres les mains de Raymonde, Louis ajoute chaleureusement :

— Je voudrais tant pouvoir vous rendre l'existence supportable.

Indécise, elle chuchote :

— Ainsi, vraiment, vous auriez rompu vos fiançailles... à cause de moi?

—Je vous prie de n'en pas douter, affirme-t-il énergiquement.

Après avoir réfléchi quelques instants, touchée de cette preuve de son affection presque inquiétante, elle lui reproche doucement son acte. Il n'aurait pas dû blesser cette pauvre fille et humilier ses parents.

Il eut le geste dédaigneux et égoïste d'un homme dominé par sa passion. Comprenant que Raymonde lui était reconnaissante, il reprit chaleureusement :

— Ainsi, vous me promettez de rester à Finis terræ... pour moi ?...

Comme elle se taisait, il remonta la main de la jeune femme jusqu'à sa bouche, et, après un baiser ardent, lui murmura :

— Nous pouvons être heureux.

Il tenait encore les doigts de Raymonde, lorsqu'il vit s'avancer au sommet de la lande Coatarmanach. Le contremaître venait d'assister à la sortie des moutons; arrêté, les poings aux hanches, son attitude sévère troubla Louis qui s'écarta vivement de sa belle-sœur.

En cherchant la cause de ce geste d'enfant surpris en faute, Raymonde découvrit à son tour Coatarmanach. Alors, sans se soucier de Louis, avec un air de lassitude infinie, elle commença de redescendre vers la forteresse dont le bloc carré couleur de cendre s'apercevait entre la mer rouillée et la pinède bleuâtre.

Louis marcha vers ses équipages afin d'en reprendre le commandement. A son approche, les centaines d'oiseaux de mer qui picoraient la terre fraîchement retournée tourbillonnèrent au ciel fumeux et leurs cris stridents semblaient réclamer vengeance.

Ce même soir, quand Tugdual et sa femme, leur dîner terminé, se trouvent seuls dans la salle aux grands bahuts de chêne et panoplies de faïences luisantes, ils demeurent un long moment dans un silence redoutable.

Sur le foyer de la cheminée à baldaquin les bûches crépitent parfois en lançant des fusées de vapeur. Autour du manoir les hiboux en chasse ululent d'une façon si plaintive qu'ils énervent Raymonde jusqu'aux larmes.

Tugdual se jette aux pieds de sa femme et appuie son front bosselé sur ses genoux.

— Lequel de nous deux est coupable ? lui murmure-t-il.

— Oh! c'est évidemment moi, puisqu'il est entendu que vous détenez exclusivement la vérité.

— Lequel de nous deux est coupable? répète-t-il avec obstination.

— Votre esprit est trop enfermé dans sa carapace de préjugés pour que vous puissiez reconnaître que vous êtes responsable de notre existence malheureuse.

— Et vous, Raymonde, parce que vous manquez de cette carapace, vous errez au point de ne pas savoir ce que vous souhaitez.

Troublée par la vérité de ce reproche, elle fronce ses sourcils. Il reprend doucement :

— Nous pourrions bien être coupables tous deux?

— Ou ni l'un ni l'autre!

A cette réplique il relève sur Raymonde des yeux illuminés.

« Même en amour, ce Breton reste un être religieux », remarque-t-elle en observant froidement son mari.

Quelques instants s'écoulent. Affligé de l'expression glacée de sa femme, Tugdual reconnaît qu'il faudrait être plus charitable les uns pour les autres, car qui donc peut ne pas être ce qu'il est?

— Ce ne sera toujours pas vous. Persuadé de la supériorité de vos vertus, vous vous offensez lorsqu'on n'accepte pas aveuglément vos croyances.

— Mais vous, Raymonde, ne tenez-vous point pour des sots ceux qui veulent des certitudes?

Elle proteste que le doute, loin de donner de l'infatuation, incline au contraire à la modestie.

— Comment cela? se récrie-t-il surpris. Je croyais que vous aperceviez des faibles d'esprit dans tous ceux qui n'ont point votre scepticisme.

— Mais encore une fois, mon cher, pourquoi me croyez-vous sceptique sous le prétexte que je ne partage pas vos convictions? Aux premiers mois de notre mariage, j'ai tenté de confondre mes espoirs avec les vôtres, mais vos barrières, férules, formules et règles, m'ont obligée à me tenir sur la défensive, afin de n'être pas annihilée et devenir un fantôme, une figurante dans votre maison.

Relevé lestement, il enlace sa femme autour des épaules et,

penché sur elle restée assise, il lui dit d'une voix enrouée par la passion :

— Comment pouvez-vous ainsi juger l'affection que je vous porte ? Souvenez-vous en, aussitôt que je vous connus, je n'eus plus d'autre désir que de lier votre vie à la mienne.

— En effet, suivant votre expression de chasseur, vous l'avez *liée*.

— Taisez-vous, ingrate.

Il resserre son étreinte et cherche à la baiser sur le front, mais elle lui dérobe sa tête. L'humiliation de l'homme aimant, refusé, donne une expression de rage à son masque crochu. La mâchoire inférieure avancée et les dents visibles, il regarde sa femme avec des yeux dilatés où se reflètent les lueurs du feu de bois. Inclinée sur l'accoudoir de son grand fauteuil, Raymonde paraît examiner les braises palpitantes avec un intérêt extraordinaire. La dernière bûche s'écroule mollement sur la cendre.

Dans la vaste pièce refroidie, une psalmodie à plusieurs voix arrive de la cuisine :

— Mon Dieu, ayez pitié de Kertambert !

— Perdu en mer !

— Mon Dieu, prenez en votre sainte garde Brazidec !

— Perdu en mer !

Raymonde se souvient. Les serviteurs prient pour le patron et le mousse de l'*Aline* enlevés sur le pont de leur robuste chalutier par une vague de fond, la semaine précédente.

Une brusque association d'idées lui remémore le portrait d'Aline Bohellec dont l'œil turquoise, dilaté, essaie de percer la nuit de la mort. Une fois de plus elle se demande comment elle, joyeuse fille de Toulouse, la ville rose couronnée de violettes comme Athènes, peut se trouver à Finis terræ ?

Elle marche vers la porte qui ouvre sur l'escalier donnant accès à la chambre du deuxième étage qu'elle s'est réservée. Avec douleur, son mari la voit s'éloigner. Il espérait encore leur réconciliation. Il tend les bras vers la fugitive et l'éclairage à contre-jour de la lampe projette leurs noires silhouettes, très développées, sur le mur. Elle se dérobe à ces mains d'ombre qui voudraient la saisir et referme l'huis de chêne au moment où Tugdual clame : Raymonde !

Lorsqu'elle a laissé tomber le pène de la serrure, les affres du doute la retiennent indécise. La gravité de sa dérobade en

ce soir d'entente possible, lui apparaît. Tugdual, qui sent qu'il perd sa femme, s'il la laisse fuir, traverse en courant la pièce, mais au moment où il atteint la porte, il se retient de l'ouvrir. Ulcéré, il estime que ce n'est pas à lui de s'humilier, car il s'aperçoit pur, juste, affectueux, tandis qu'elle n'est que fantaisie, légèreté, égoïsme. Cependant l'envie de cette créature jeune, désirable, délicieuse, peut-être à cause même de ses caprices, le fait peu à peu se pencher; sa joue touche la menuiserie; il écoute. Sa fine oreille de chasseur croit entendre le souffle d'une respiration. Serait-elle donc arrêtée derrière la porte? Les mêmes hésitations la tortureraient-elles? Avec quel élan il va se jeter sur elle en s'écriant :

— O chère méchante aimée!

Il n'entend plus rien. Elle s'est enfuie et enfermée dans le studio qu'elle l'a obligé à lui meubler sous le prétexte d'avoir une pièce intime pour ses lectures. Il laisse tomber ses bras dans un geste de désespoir.

... Une heure plus tard, de la fenêtre de sa chambre, Raymonde voit une sorte de grand oiseau noir courir sur la terrasse. Enveloppé dans sa cape dont le vent soulève les pans, Tugdual tourne comme une âme en peine autour de la forteresse-manoir. Parfois il s'enfonce dans l'obscurité des pins, puis reparaît à la clarté diffuse d'un croissant lunaire et semble vouloir escalader l'escalier. Alors Raymonde tremble. N'est-elle pas à sa merci dans cette maison de la fin des terres? L'Océan couvrirait de sa rumeur les voix de ceux qui tenteraient d'appeler au secours. L'ouragan de douleur qui meut Tugdual l'emporte à nouveau dans le bois où les chats-huants, en quête des proies que leurs becs crochus décervelleront, inspectent sans bruit le noir treillis des branches.

Un an encore s'était écoulé. Tugdual Bohellec continuait de régir ses propriétés de Finis terræ et du Rozec avec son souci de méthode parfois assez pesant à ses serviteurs et ouvriers. D'âme janséniste, il semblait toujours qu'il considérât cette vie comme une vallée de larmes où chacun devait accomplir son temps de peine avec courage et résignation.

Chef, il avait le goût du commandement et ne permettait jamais qu'on se dérobât à ses ordres, d'ailleurs médités, raison-

nables, utiles. De faible volonté et d'aimable caractère, Louis continuait de lui obéir plutôt en fils respectueux qu'en frère.

Une explication pénible l'avait décidé à ne plus jamais revoir sa belle-sœur qu'en présence de son mari.

Une lettre orgueilleuse et embarrassée de M. Legouach, s'adressant à Tugdual comme à un père, l'avait averti qu'il renonçait à donner Herminie à Louis, prévenu de cette décision depuis l'avant-veille. Mécontent, Tugdual reprocha à son frère de lui avoir caché cette pitoyable nouvelle. Il devait se sentir coupable, puisqu'il ne s'en était pas vanté. Il comprenait, à travers les phrases ampoulées de M. Legouach, que le fiancé s'était dérobé et non pas la fiancée. Pourquoi refusait-il un mariage aussi honorable ?

— Parce que Herminie me plairait peut-être comme gouvernante, mais non point comme femme.

— Réfléchis bien ! Tu as tort, Louis.

— Pourquoi ne l'as-tu pas épousée toi-même ? M. et Mme Legouach, je le sais, te préféraient à moi. Tu leur avais affirmé que tu ne te sentais aucune vocation conjugale et tu es allé te marier à Toulouse avec une jeune fille qui m'a rendu plus sensibles les ridicules de la bonne Herminie. Ton exemple devrait me valoir beaucoup d'indulgence.

Troublé par l'explication de son frère, Tugdual l'examinait sans bonté. Il lui déplaisait de savoir que Louis rêvait d'une femme qui lui rappelât Raymonde. Réprimant sa colère, il lui dit avec autorité :

— Enfin, soit, tu refuses Herminie, mais il va falloir te marier. Puisque j'ai le chagrin de n'avoir pas d'enfants, c'est toi qui nous donneras des Bohellec. Je reprends mon premier projet avec Mlle Yvonne Le Tohinec. Tu seras bien accueilli.

— Mais je n'accueille pas cette personne.

— Tu refuses donc tout mariage ?

— Oui..., au moins d'ici quelques années.

Stupéfait et furieux, Tugdual, le menton sur la poitrine, observait par en dessous son frère plus grand que lui. Enfin il gronda :

— Tu n'es plus sincère avec moi. Je vais te le prouver. Il y a quelques jours, tu t'es laissé voir avec Raymonde près du dolmen de Penab. Tu lui tenais les mains, attitude inconvenante !

Un flot de sang au visage, Louis protesta contre la stupide dénonciation de Coatarmanach et fut obligé, pour se défendre, de révéler à son frère les intentions manifestées cet après-midi-là par Raymonde en route pour la gare de Questembert.

Devenu blême, Tugdual reprocha durement à Louis de ne pas lui avoir aussitôt révélé ce projet. Quelle confiance pouvait-il avoir maintenant en son frère? En vain celui-ci essaya-t-il de lui persuader que sa discrétion était au contraire la preuve de son affection. Il voulait lui épargner de cruelles souffrances.

Lorsqu'ils se séparèrent, Tugdual, sombre et sévère, regarda s'éloigner Louis, élégant et leste, dont la fine tête blonde lui rappelait leur mère.

« Louis ne m'a pas avoué le vrai motif de la rupture de ses fiançailles; je le devine. L'erreur irréparable est accomplie. Erreur? Non, puisque j'aime, et j'aime d'autant plus que je suis plus rebuté. O misère!... Misère pourtant bénie! Misère dont je ne voudrais pas être débarrassé. Mais je les surveillerai! »

Et il arriva que, dans la suite des mois monotones, au bercement de la mer et aux croassements et ululements des corbeaux et des hiboux, Raymonde et Tugdual, harassés de rester toujours sur une réserve hostile, retombèrent aux bras l'un de l'autre. Aucun amour chez Raymonde, mais lassitude infinie, défaillance. Les yeux lenticulaires de son mari, scintillants comme des miroirs, avaient fini par la fasciner. Chez Tugdual, ivresse véhémente, folie d'un homme qui, parce qu'il est passionné, croit son amour partagé.

Bientôt leurs irrémédiables incompatibilités d'humeur les séparent encore : mots durs échangés, reproches. Puis larmes, pitié d'eux-mêmes et nouvel embrassement triste jusqu'à la mort.

Tel était désormais le rythme de leur existence, près d'un Océan qui, comme le chœur d'une tragédie antique, se lamentait sur les héros infortunés liés l'un à l'autre par la fatalité.

Devenu plus conciliant, Tugdual, qui s'était refusé à recevoir ses beaux-parents, les invite à venir passer quelques semaines à Finis terræ. M. de Puycelse, qui ne pardonne point à son gendre de ne pas lui avoir accordé les avances nécessaires à la conservation de sa direction d'assurances supprimée par sa Compagnie, inquiète d'être représentée par un homme du monde trop endetté, remercie avec quelque ironie. Il allègue la nécessité de ne pouvoir quitter son commerce, car,

maintenant, écrit-il : « Moi, gentilhomme et ancien officier de cavalerie, suis obligé pour ajouter à ma mince retraite de diriger un dépôt de café et de commander le bataillon des camelots qui poussent à travers les routes leurs petites voitures à bras. »

Césarie accepta donc, seule, l'invitation de son gendre. Elle trouva Finis terræ, son bois aux corbeaux, les palus marécageux et la lande noirâtre encore plus sombres que tout ce qu'elle avait imaginé par les lettres de sa fille. Cependant elle affecta de tout louanger, au mécontentement de Raymonde. En robe écourtée et bras nus, les lèvres carminées et les pommettes orangées, l'air avantageux, elle voulut inspecter, en connaisseuse, le domaine. Et tout en lui accordant des louanges et quelques critiques, elle s'inquiétait tendrement des revenus de ses terres et du gain que pouvaient lui valoir ses moutons de pré salé. Encore qu'il ne fût pas dupe de sa compétence, son gendre prenait plaisir à l'entendre vanter le charme de Finis terræ. Quand sa fille lui eut avoué le malheur de sa vie intime, Césarie, qui semblait avoir déjà partie liée avec Tugdual, prétendit qu'elle se fût très bien accommodée de cette propriété à grand caractère au bord d'une mer magnifique.

— Ah! çà! ma chère enfant, crois-tu qu'il y ait au monde une femme en parfait accord avec son mari? Je te pensais plus avertie des inconvénients du mariage. J'ai moi-même assez souffert des légèretés de ton père, un prodigue! Serais-tu devenue romanesque? Pourtant, il y a quatre ans, avant d'avoir connu Tugdual, tu avais eu le bon goût de refuser Hervé Nollic, ce petit enseigne de vaisseau à frimousse de héros, mais bourse plate. Et tu avais bien fait : un ménage de gueux, c'est l'enfer. La vie, vois-tu, c'est une affaire, et toi, tu prétends à un roman d'amour. Ces histoires-là n'existent plus que dans les livres des écrivains arriérés. A ta place je me répéterais, chaque matin, cette litanie : « Je suis Mme Bohellec, la femme du riche châtelain. Je ne serai jamais traquée par des créanciers. Je puis payer mes fournisseurs. Un avenir confortable m'est assuré. » Ah! ma chère petite, tu ne te doutes pas de ton bonheur. Si tu recevais, comme moi, protêts et huissiers, si tu étais obligée de vendre aux antiquaires tes souvenirs de famille pour payer parfumeur, coiffeur, manucure et l'académie de massage, tu n'envierais pas ta pauvre maman.

— Et moi, comme mon expérience vaut autant que la vôtre

en ce qui me concerne, je puis vous affirmer que, si c'était à recommencer, j'accepterais volontiers toutes les affres d'une existence précaire pour être délivrée d'un mari qui m'évoque perpétuellement mes fins dernières.

Césarie appréhendait d'autant plus d'avoir la charge de sa fille que, dans ce cas, les promesses récentes de son gendre ne seraient pas tenues. Elle pria donc Raymonde de patienter ; elle trouvait Tugdual presque agréable lorsqu'on savait lui parler son langage.

Lorsque Mme de Puycelse repartit pour Toulouse, elle semblait ravie de son gendre. Elle l'embrassa si fort, en gare de Questembert, que ses lèvres carminées se décalquèrent sur ses joues. Tugdual accepta avec discrétion ces témoignages d'affection ; il savait de quel prix il les avait payés.

Mme de Puycelse partie, la vie continua à Finis terræ aussi ordonnée que dans un couvent avec ses heures de lever et de coucher, ses travaux patients, ses brèves récréations, les repas hâtifs et silencieux, parce que la gourmandise et les loisirs amollissent. Louis passait l'après-midi du dimanche au manoir et bridait son amitié pour sa belle-sœur afin de ne pas contrarier son aîné. Au contraire, Raymonde, afin de donner de l'embarras à Louis, exagérait ses attentions pour lui. Comme sa conversation ne manquait pas d'agrément, tandis que son mari restait presque muet par inclination naturelle et secret sentiment de son infériorité, Raymonde était assez excusable, pour ne point périr d'ennui, de s'occuper de son beau-frère. Et il lui arrivait parfois, dans le cadre austère des salles aux grands bahuts de chêne et tapisseries décolorées, de retrouver son esprit primesautier. Elle décrivait avec des mots si colorés et une mimique si amusante les travers des Morbihannais que Tugdual en éprouvait un ravissement funèbre. Après le départ de Louis, sa femme retombée au mutisme qui lui devenait coutumier, il pensait : « Il lui faut mon frère comme interlocuteur pour redevenir la femme délicieuse que j'ai connue à Toulouse. »

Une désastreuse jalousie l'enfiellait. Son frère s'obstinait dans un célibat qui l'inquiétait de plus en plus. En vain, plusieurs fois, l'avait-il adjuré de se marier, puisqu'il perdait l'espoir d'avoir jamais lui-même des enfants. Lorsque Louis refusait de tenter des démarches pour de nouvelles fiançailles,

inquiet et peiné, Tugdual, après avoir distribué leurs tâches à ses ouvriers, disparaissait. Les pêcheurs de Kerroch qui chalutaient en vue du cap Penab, l'apercevaient accroupi dans une grotte des falaises, fréquentée des hirondelles de mer. Suspendu à vingt mètres au-dessus des grèves, il demeurait des heures en contemplation de l'Océan. Sans aucun doute, ce n'était pas les flots verdâtres et les voiliers gîtés par l'âpre noroît qu'il examinait, mais son âme. A la nuit, il se faisait conduire en canot par Coatarmanach au récif de Toul-Braz. Tapi tout à l'extrémité de la proue du grand navire épave, il guettait jusqu'à l'aube pen-ruz, grèbes, chevaliers. Tireur redoutable, tous ses coups portaient. Chaque fois qu'un oiseau tombait, il saisissait sa victime par les pattes, et la considérait avec satisfaction, comme s'il avait pu se venger d'une personne secrètement détestée. A l'aube, encore tout odorant du parfum iodé des goémons dont il avait recouvert son ciré afin de se camoufler en rocher pour tromper les échassiers et palmipèdes, il rentrait au manoir chargé de stercoraires d'ébène, goélands gris, pierre-garins au poitrail rosé et blanches ailes, mouettes rieuses, guillemots et pouffins à livrée pie, pluviers dorés, chevaliers bottés de jaune, canards à tête rouge, hérons aristocratiques, sveltes macreuses, fous d'hermine.

Il déposait sa chasse dans une sorte de laboratoire installé sous les combles. Revêtu d'une blouse de toile et armé de scalpels, couteaux, petites scies et seringues, il aseptisait ses victimes éventrées, afin de les naturaliser. Ces jours-là, une odeur écœurante de phénol mêlée à la senteur des chairs huileuses emplissait le manoir.

Il dressait sur leurs piédestaux de bois ses volatiles enfin momifiés auxquels il s'efforçait de rendre l'allure de la vie, pattes ployées, cou tendu ou renversé vers le croupion, bec ouvert. Il leur incrustait des yeux de verre et les rehaussait de vernis rouge, jaune et noir. De temps à autre le chasseur naturaliste se reculait, et comme un artiste juge son travail, paupières clignées, il admirait avec un ravissement morose ces oiseaux, à jamais immobiles, qui, les jours précédents, volaient avec une incomparable ardeur au-dessus de l'Océan dont la clameur les appelait encore à leur vie de liberté et d'audace.

Lorsqu'une pièce naturalisée lui semblait particulièrement remarquable, il la descendait à la salle à manger et la posait

sur une étagère. En découvrant ce héron ou ce grèbe à houppette, fleurant à la fois le formol et la chair faisandée, Raymonde, dégoûtée, avertissait son mari qu'elle quitterait la pièce, s'il la considérait comme une morgue.

Humilié, il emportait ses oiseaux en maugréant qu'elle n'aimerait jamais les bêtes.

Elle éclatait d'un rire agressif en lui répliquant qu'il avait une façon de les adorer qui l'obligeait à les tuer et empailler. Cette manie révélait un tendre cœur. Son grèbe ou son héron maintenu contre sa poitrine, il appuyait sur sa femme des yeux redoutables par leur fixité. Elle éprouvait la sensation que deux lentilles, traversées du soleil, la brûlaient au cœur et elle était obligée de fermer les paupières pour ne point défaillir.

Le premier jeudi de chaque mois, Tugdual invitait à déjeuner le curé de Kerroch. Le desservant de cette paroisse perdue entre lande et Océan ne manquait pas d'allure. Cinquième fils d'une famille de hobereaux bretons, l'abbé Yves de Surzur se présentait sous les apparences d'un quadragénaire désinvolte de haute stature, au teint et cheveux roux et grand nez à la Bourbon. Il avait une façon de jeter le pied en avant qui faisait chercher sous la soutane des éperons à ses talons. D'un caractère entier et de parole autoritaire, abbé gallican dans la tradition de l'ancien régime, Yves de Surzur avait été envoyé en disgrâce dans cette cure sans grandes ressources pour un prêtre ami des familles policées. Les marins de Kerroch avaient surnommé leur curé : « Point noir », parce qu'ils apercevaient chaque jour de leurs barques sa soutane pointant de noir les falaises sur lesquelles il se promenait de long en large. Sous un aspect allègre Yves de Surzur cachait quelque tristesse, car rien ne l'avait prédisposé au ministère d'une paroisse rustique. Mais il avait trouvé deux consolations en son exil : Anne-Marie de Pompery et la radiotéléphonie. Un hasard lui avait fait découvrir les lettres d'une délicieuse femme de Quimper, jadis en correspondance avec Bernardin de Saint-Pierre. Épris de cette épistolière qu'il avait baptisée : « Notre petite Sévigné basse-Brette », il s'était procuré ses portraits, avait visité son manoir du Cosquer et tous les lieux fréquentés

par elle. Il voulait lui consacrer une biographie enthousiaste. Une fois que Raymonde, amusée, s'était écriée :

— Faites attention, monsieur le curé, vous me paraissez amoureux d'Anne-Marie.

Il avait répliqué :

— C'est bien possible, madame, car un prêtre n'a le droit d'aimer que les mortes !

Les heures qu'il ne consacrait pas à la rédaction de son volume étaient dépensées à son poste d'écoute. La T. S. F. le passionnait pour les possibilités qu'elle lui donnait, en sa cure de la fin des terres, d'être relié à toutes les capitales. Il avait communiqué ses goûts à Mme Bohellec, et Raymonde s'était éprise à son tour du moyen d'invoquer tous les Ariel de l'air. Chaque soir, elle entendait la voix chaleureuse du speaker de Radio-Toulouse avec une émotion qui faisait sourire Tugdual indifférent, en véritable agriculteur, à tout ce qui dépassait son horizon.

Ce jeudi de septembre, l'obligation de surveiller avec son frère le départ de ses hommes pour la gare, avait obligé Tugdual à prier M. de Surzur de vouloir bien remettre au dîner sa visite.

Lorsque le curé arrive au manoir, les deux frères se trouvent encore retenus au Rozec. Raymonde reçoit l'abbé dans le vaste salon aux tapisseries. Il n'ignorait rien de la détresse de cœur de ses hôtes, mais il voulait toujours croire que l'âge et le temps, ces râpes qui finissent par policer les caractères les plus hérissés, atténueraient leurs incompatibilités d'humeur.

Au moment de l'entrée du prêtre, Raymonde se trouvait assise sur un fauteuil à verdures placé au-dessous du portrait de sa belle-mère.

— Chère madame, s'exclame-t-il, vous ressemblez de plus en plus à Aline du Rozec. Aussi différentes soyez-vous de race et d'origine, le milieu agit et fait de vous une Morbihannaise.

Devenue pâle, elle quitte son siège et s'avance vers M. de Surzur en répliquant qu'elle ne se soucie pas du tout de ressembler à une Bretonne.

— Ah ! madame, vous êtes dure pour moi !

Elle s'excuse en précisant qu'elle ne souhaite point devenir semblable à cette malheureuse femme.

— Pourquoi dites-vous « malheureuse » ? Qu'en savez-vous ?

— Il suffit de regarder ce portrait et de se rappeler la fin prématurée de ma belle-mère, pour en être persuadé.

L'abbé considère avec pitié la jeune femme accoudée au dossier d'un siège, les mains jointes sous le menton, l'air pathétique. Voulant éviter des confidences pénibles, il montre l'éblouissant coucher de soleil sur la lande et l'Océan en disant :

— Le spectacle de cette flottille de chalutiers dont les voiles paraissent des bannières processionnelles, est admirable. Quels braves gens que ces laboureurs de la mer ! Ne risquent-ils pas chaque jour leur vie pour un gain bien aléatoire ? Jamais une plainte ! Et pourtant les peines habitent aussi bien les chaumières que les manoirs. Ah ! le soleil rentre dans la mer. On allume le phare. Son premier rayon ricoche comme une flèche sur les flots. Quand donc, madame la Toulousaine, rendrez-vous justice à ce Morbihan ? Le jour où vous reconnaîtrez l'âme forte et résignée de ce pays, vous serez heureuse d'y vivre.

— Ce jour n'arrivera jamais !

Son ton sec déplaît à M. de Surzur.

— Il ne faut pas dire : jamais ! Les opinions sont plus fragiles que les feuilles et autant en emportent les saisons.

— Je répète : jamais ! monsieur le curé.

Son accent opiniâtre peine l'abbé, qui murmure affectueusement :

— Pauvre cher petit oiseau des Iles !

Presque émue aux larmes, Raymonde prononce à voix basse :

— En vain essaie-t-on de tenir en cage sans lumière, ni chaleur, les oiseaux de soleil. Après quelque temps de captivité, ils se laissent mourir. A quoi bon s'obstiner à vivre dans l'ombre et le froid ?

L'abbé protestait des mains levées avec une expression compatissante, lorsque Tugdual et son frère pénétrèrent rapidement dans le salon. Tugdual s'excusa d'arriver en retard, mais les agriculteurs ne sont pas des fonctionnaires qui peuvent fermer leur bureau à heure fixe. Leurs travaux les commandent.

— C'est trop juste, reconnaît Raymonde, vous n'êtes pas les propriétaires de vos biens, ce sont eux qui vous possèdent.

— C'est possible, ma chère amie ! Vous êtes une telle anarchiste que tout devoir vous excède !

— Oh ! oh ! pas de grands mots. J'absous cette chère anarchiste, affirme M. de Surzur.

Pendant le dîner, comme Gobrien offrait à M. de Surzur des perdreaux tués par les fusils des deux frères, après leur avoir accordé des compliments, il dit d'un air mystérieux :

— J'ai réservé pour cet instant une grande nouvelle. Vous me plaisantez souvent sur mon goût pour la radiotéléphonie, M. Bohellec. Vous allez reconnaître qu'un poste d'écoute peut avoir son intérêt. Je suis sans aucun doute la première personne à vous annoncer que vous venez d'être nommé président de l'Union Agricole Armoricaine.

— En êtes-vous certain ? questionne Tugdual en rougissant de satisfaction, car ce vote consacrait son autorité parmi les propriétaires de Bretagne.

— Rennes vient de me l'apprendre. Vous avez obtenu trente-deux voix, tandis que M. de Kertambert ne réunissait que six suffrages. Votre succès est éclatant.

— Si cette présidence est confirmée, je serai obligé de me rendre au Comice agricole d'octobre à Pontivy, déclare Tugdual.

Assez insensible au triomphe de son mari, Raymonde paraît alors intéressée.

— Mon haut-parleur vient encore de me communiquer un renseignement qui fera plaisir aux Morbihannais, reprend M. de Surzur. Un centre d'aviation maritime est installé près de Lorient et, bientôt, nous verrons planer au-dessus de l'Atlantique les hydravions de nos héroïques officiers.

— Ah ! l'abbé, accordez-le, vous regrettez de n'avoir pas leurs ailes pour pouvoir voler jusqu'au Cosquer d'Anne-Marie, plaisante Louis.

— Vous me devinez, mon ami. Aviateur, j'irais planer sur les maisons de Quimper-Corentin, Penhars et Hennebont habitées par cette délicieuse femme. En quelques heures la promenade serait possible et mon ministère à Kerroch n'en souffrirait pas. Tandis que mes jambes ne me permettent pas de revoir aisément ce qu'il me plairait tant de visiter souvent. Je viens de faire une découverte qui m'a ravi, celle de la correspondance complète d'Anne-Marie avec Bernardin de Saint-Pierre. Quelle grâce dans l'expression ! Voulez-vous savoir en quels termes Anne-Marie de Pompery, en envoyant à Bernardin sa miniature, — douce innocence ! songez qu'elle était

mariée à un digne lieutenant de la maréchaussée, — expliquait à son correspondant son portrait :

« *Comment m'y prendre pour vous dire que je ne suis pas jolie? C'est un cruel aveu pour une personne qui voudrait que vous prissiez d'elle une idée agréable.*

« *J'ai la bouche grande, le nez long et aquilin, le front de moyenne grandeur, d'assez beaux cheveux couleur châtain, les cils de même, ainsi que les sourcils qui ne sont pas très marqués; les yeux bleus, le regard passablement expressif. On dit qu'il est à la fois vif et tendre. J'ai le teint assez blanc et une légère nuance de couleur. Tout l'agrément de ma physionomie dépend de la situation de mon âme. Aussi, avec une figure très ordinaire, il arrive quelquefois qu'on me trouve agréable et je suis persuadée, que, si j'avais le bonheur de vous voir, je serais jolie ce jour-là.* »

Cette lettre n'est-elle pas aussi ravissante d'esprit que d'ingénuité?

— Cette page prouve aussi l'intelligente tolérance du lieutenant de Pompery, insinue Raymonde.

Cette observation rembrunit Tugdual et fait rougir Louis. Tout plein de son sujet, M de Surzur ne remarque pas les jeux de physionomie de ses hôtes, et continue :

— Je puis vous citer encore par cœur la réponse de Bernardin de Saint-Pierre :

« *Madame, il n'y a point de fleurs en cette aimable saison d'avril qui m'aient fait autant de plaisir que votre lettre. Je suis bien flatté d'avoir une amie aussi aimable à Quimper-Corentin; et quoique ce pays me soit un peu suspect, par ce qu'en dit le bon La Fontaine dans son charretier embourbé, je consens volontiers à être trompé aussi agréablement et à prendre Quimper pour le séjour des Muses. Je regarde comme une bonne fortune d'y avoir fait couler vos larmes et je n'en connais qu'une digne d'envie, celle de celui qui put les essuyer.* »

Après un temps de pause, l'abbé conclut :

— Époque ravissante! La courtoisie y revêtait des formes aujourd'hui avilies.

— Ne m'avez-vous pas raconté, M. de Surzur, interroge Raymonde, que « celui qui, seul, savait essuyer ces larmes », était un cousin d'Anne-Marie, M. de Kergus?

— En effet, ce gentilhomme d'Hennebont fut le correspon-

dant aimé d'Anne-Marie qui joua vraiment avec le feu. Cependant, je puis affirmer que leur amour demeura sentimental. La franchise et les convictions religieuses d'Anne-Marie et, peut-être aussi, la froideur de son cousin qui semble surtout s'être laissé aimer, la gardèrent vertueuse.

— Reconnaissez pourtant, monsieur le curé, que sans la vive passion éprouvée par Anne-Marie pour M. de Kergus, la correspondance qui vous ravit n'aurait pas existé.

— Ah! madame, vous m'enfoncez une épine avec ce point de vue que je n'avais pas aperçu...

— Avouez donc que vous regretteriez une trop grande vertu de votre héroïne, puisque, sans l'exaltation de l'amour, il ne lui eût pas été donné de prouver les dons de son esprit!

— Madame! Madame! arrêtons-nous! Vous voulez m'entraîner sur une pente bien dangereuse!

Renfrogné, Tugdual, qui goûtait peu cette discussion, la rompit en proposant de se rendre sur la terrasse, car le temps lui paraissait assez doux.

La porte-fenêtre qui donnait sur les remparts ouverte dans la nuit grise, ils aperçurent Coatarmanach, debout dans l'embrasure d'un créneau. Surpris, M. Bohellec lui demanda ce qu'il cherchait. Le marin expliqua qu'un ronflement au ciel noir avait attiré son attention.

— Ah çà! nos aviateurs de Lorient commenceraient-ils déjà leurs manœuvres? s'exclame M. de Surzur. Le ronflement entendu par Coatarmanach pourrait bien avoir été produit par le moteur d'un chalutier.

— Je sens des gouttes d'eau! Il va pleuvoir! D'ailleurs il pleut toujours dans ce triste pays. L'on ne voit plus rien, constate Raymonde maussade.

— Il est certain que le brouillard bouche la vue sur la mer et les palus, accorde l'abbé. Il vous faudra me prêter une lanterne pour regagner Kerroch.

— Coatarmanach vous reconduira en voiture jusqu'à votre presbytère, mon cher curé. Mais pourquoi ne passeriez-vous pas cette nuit chez nous?

— Trop aimable, mais il me faut être à Kerroch dès l'aube. Le temps devient en effet bien menaçant. Nous allons avoir une averse. Excusez-moi de vous quitter.

Tugdual accompagna le prêtre jusqu'à la barrière sur le bois

où les hiboux commençaient de s'interpeller à distance, chaque trille mélancolique recevant sa réponse à travers les opaques ténèbres des frondaisons. La mer, sur une mesure à deux temps, battait le rivage invisible.

Encore que la pluie tombât, Raymonde et son beau-frère étaient demeurés sur la terrasse.

— J'avais le cœur étreint toute cette soirée par votre tristesse, Raymonde, murmure Louis. Avez-vous quelque nouveau motif de peine?... Vous ne voulez pas me répondre? En effet! que m'apprendriez-vous que je ne sache? Pendant le récit que nous faisait M. de Surzur de la passion d'Anne-Marie, épouse du lieutenant de la maréchaussée, pour son cousin de Kergus, j'étais bouleversé. Ainsi, sans l'amour, certaines femmes délicieuses ne se révéleraient jamais? Avec l'amour elles éblouissent de leur esprit.

Dans une lettre d'Anne-Marie à Bernardin de Saint-Pierre, lue par moi chez l'abbé, elle pose cette question à l'auteur de *Paul et Virginie* : « Une femme jeune et tendre peut-elle avoir des amis sans compromettre sa réputation de sagesse? » On n'a pas trouvé la réponse de Bernardin. C'est donc moi qui la ferai.

Louis porta la main de sa belle-sœur à ses lèvres avant de continuer :

— Oui, cette femme peut avoir un ami et éprouver pour lui la *pensée habituelle* dont parle M^me^ de Sévigné, si c'est un homme d'honneur capable d'affection, tout en restant maître de ses sentiments. Accordez-moi, Raymonde, le droit de prendre ma part de vos chagrins.

La nuit était devenue si obscure, que, bien qu'ils se trouvassent en face l'un de l'autre, près de la poivrière à la corne des fortifications, ils pouvaient à peine s'apercevoir. D'un ton d'étrange indifférence, Raymonde repartit :

— Vous êtes trop bon! Mais à quels chagrins faites-vous allusion? Tugdual n'est-il pas le plus vertueux des maris et le plus affectionné des frères? Que lui reprocherions-nous? Sa perfection?

— Votre ironie ne vous consolera jamais, pauvre chère Raymonde.

Un sanglot répond à cette observation. Alors, violemment, Louis étreint sa belle-sœur, qui répond à son enlacement.

En ce soir d'équinoxe à mer très haute, les déferlements,

puissants faisaient vibrer la terrasse de ciment sous leurs pieds. A chaque assaut de l'Océan qui semblait vouloir emporter tout le cap, ils resserraient éperdument leurs bras.

— Où êtes-vous ?

Ils frémissent. Louis s'arrache avec peine aux mains crispées de sa belle-sœur qui, par folle bravade, cherche à le retenir.

— Mais où êtes-vous donc ? répète Tugdual qui s'avance avec précaution, les mains tendues dans la cour enténébrée.

Avec une terreur mêlée de remords, Louis doit brutaliser sa belle-sœur pour se séparer d'elle.

L'obscurité empêchait Tugdual de les apercevoir. Enfin il voit s'approcher son frère.

— Eh bien ! pourquoi ne me répondais-tu pas?

Louis prétend qu'il n'a rien entendu, parce que la mer est tapageuse ce soir.

— Étrange ! marmonne Tugdual. Et qu'est devenue Raymonde ?

A cet instant, il remarque qu'elle pénètre par la porte-fenêtre dans l'intérieur éclairé du manoir.

Lorsqu'ils sont rentrés dans la salle voûtée, Tugdual, soucieux, examine de ses yeux ardents à la lumière de la suspension qui leur donne un éclat insoutenable, Raymonde et son frère. Gênés, ceux-ci demeurent immobiles. Soudain Raymonde s'éloigne, disparaît.

Réveillé de sa pénible songerie, Tugdual murmure :

— Il me semble que Raymonde ne t'a pas souhaité le bonsoir.

— A toi non plus, répond Louis, en s'efforçant à sourire.

— Oh ! moi !

Tugdual ouvre les bras d'un geste lassé et incline la tête à toucher du menton sa poitrine. Le secret tumulte de ses réflexions fait miroiter ses prunelles. Après un soupir, il dit enfin :

— Il se fait tard pour des cultivateurs qui doivent être demain, dès cinq heures, à leurs champs. Bonsoir.

Louis tend ses doigts encore fiévreux de s'être débattus contre Raymonde.

— Embrasse-moi, commande Tugdual à son cadet, mais il demeure lui-même inerte.

Troublé, ne sachant que penser, car, d'habitude, malgré leur

profonde affection fraternelle, ils se contentaient d'une poignée de mains, Louis hésite.

— Voyons, ne m'aimerais-tu plus, mon petit?

Cet appel émouvant rappelle à Louis son enfance et la sollicitude du frère aîné pour le jeune orphelin. Il enlace Tugdual; alors, celui-ci lui chuchote à l'oreille :

— Que ce ne soit pas un baiser de Judas!

— Oh! mon frère! se récrie Louis en se reculant vivement.

Mais Tugdual reprend Louis aux épaules, l'oblige à le regarder, et ses yeux ardents presque à toucher les yeux pâles de son cadet, ajoute très bas :

— Attention!

Quelques semaines d'automne s'écoulent encore, laborieuses pour Tugdual et Louis, de l'aube à la nuit au milieu de leurs travailleurs, — c'est l'époque des labours, — fastidieuses pour Raymonde inoccupée et abandonnée de tous.

Excédée de son oisiveté, elle avait voulu s'intéresser à son rôle de maîtresse de maison; mais Pierrine la gouvernante au museau de chauve-souris, Gobrien le valet entêté, la boiteuse Mathurine et surtout Coatarmanach, qui ressemblait de plus en plus au bon larron avec son air extasié et funèbre et son habitude d'ouvrir les bras en croix, avaient résisté sourdement aux volontés de leur jeune maîtresse. Prié par Raymonde de lui accorder l'autorité nécessaire pour être obéie de ces Morbihannais obstinés, Tugdual avait répondu avec un sourire blanc :

— Vous croyez-vous les dons nécessaires pour diriger ces domestiques?

Il ajouta avec un accent poignant :

— Ce n'est pas au ménage que je voudrais vous voir occupée, Raymonde. Je vous apercevais donnant vos soins aux chers petits enfants que j'espérais. Car, mariage sans postérité, ménage mort!

Blême de douleur et d'humiliation, elle s'était éloignée de son mari. Pendant plusieurs jours, elle affecta de ne plus l'entendre, de ne plus le voir. Au moment des repas, elle apparaissait distante, obsédée, et s'écartait de lui sans daigner répondre à ses politesses.

Délaissée pendant l'après-midi, Raymonde, lorsqu'elle ne

lisait pas, penchée sur son poste de T. S. F., captait les conférences de Paris, les concerts de Daventry, les orgues des cathédrales ou les chœurs des étudiants de Prague. Le vaste monde de la pensée et de l'art lui étant directement défendu, elle ne pouvait l'évoquer qu'au moyen des ondes. Parfois, en entendant les voix de l'espace, chargées de passion, elle versait des larmes amères en jugeant la navrante défaite de sa vie.

« Que faire? Que devenir? Qu'espérer? Qu'est-ce que j'attends ici, aujourd'hui, demain, plus tard? En effet, pas d'enfants! Pas d'amour! Ménage mort! Néant! »

Le premier jeudi d'octobre, Tugdual, après lecture de son courrier, avertit sa femme qu'il irait présider le Comice agricole de Pontivy. Il serait donc absent jusqu'au lundi suivant. Il partirait le jour même.

— Comme il vous plaira, répondit-elle froidement.

Il la crut dépitée de n'être pas invitée à l'accompagner et lui fit remarquer qu'elle ne prendrait aucun plaisir à se trouver parmi les éleveurs et cultivateurs dont les propos de table ne sauraient l'intéresser. Néanmoins, en son affreuse langueur, l'envie lui était venue, tout au contraire, de se rendre à Pontivy.

Lorsque Louis vint prendre dans sa torpédo son frère afin de le conduire en gare de Questembert, Raymonde se trouvait enfermée dans la chambre élevée de son poste d'écoute. Mathurine assura son maître qu'elle avait prévenu madame du départ de monsieur. Tugdual consulta sa montre, attendit une minute, sourit tristement et dit à voix basse :

— Il nous reste à peine le temps d'arriver à Questembert pour prendre le train.

Devant l'air peiné de Tugdual, Louis voulait courir à la recherche de Raymonde.

— Merci bien, répondit durement Tugdual. Pas toi! J'ai des domestiques. Inutile! En route!

Saisissant lui-même le volant de la torpédo, il donna un coup de pied sec au démarreur. Au bruit des explosions du moteur, Raymonde, quittant son appareil de T. S. F. dont elle changeait les « selfs », s'approcha de sa fenêtre et vit s'éloigner l'automobile dans les éclaboussements de l'eau boueuse qui remplissait les ornières de l'allée.

— Bon voyage!

Elle eut un geste méprisant; le regret la retint ensuite bou-

deuse, devant les vitres. Ah ! sans doute, elle ne se souciait pas de ce Comice agricole. La forte odeur des bêtes, évoquée, lui donnait la nausée ; cependant ce voyage l'eût distraite de l'odieuse monotonie de Finis terræ.

La torpédo disparue derrière la côte de Kerroch, les mains portées à ses yeux, elle soupira et détesta Tugdual.

Brusquement le haut-parleur du poste accordé avec Daventry joua un jazz. Des nègres frénétiques hurlaient à la cadence de leurs sauvages instruments. Comme prise de folie, Raymonde dansa. Les mains en pattes recourbées, elle mimait les attitudes burlesques des noirs qu'elle avait autrefois vus bondir comme des bêtes dans les casinos de la Riviera. Dans sa détresse, elle imitait ces singes humains avec la volonté sinistre de parodier sa lamentable vie.

Ce même soir, à sept heures, Pierrine avertit madame que M. Louis l'attend dans la salle à manger. Elle masque sa surprise en répondant avec indifférence à la gouvernante que M. Louis arrivait bien en retard de Questembert.

Elle trouve son beau-frère assez troublé, encore qu'il affecte l'aisance.

— J'ai pensé, Raymonde, que vous ne me refuseriez pas de dîner avec vous ; ce départ attriste la maison.

Elle lève une main d'un air qui signifie : « Oh ! prenez cette tristesse à votre charge, moi j'en ai d'autre sorte. »

Elle remarque alors la toilette soignée de Louis et il fleure le chypre. Après un sourire railleur assez appuyé, elle le remercie d'avoir cru qu'il pourrait l'aider à prendre ce repas avec plus de gaîté. Évidemment Tugdual l'avait prié de lui rendre ce service.

Louis riote avant de reconnaître que les recommandations de son frère n'étaient pas tout à fait dans ce sens. Sur le quai de la gare il lui avait affirmé qu'il allait s'occuper à Pontivy de le marier : il profiterait de la réunion des propriétaires terriens du pays pour se renseigner sur les jeunes filles... intéressantes !

— Ainsi vous n'avez reculé que pour mieux sauter.

— Vous vous méprenez, je me suis dérobé définitivement à l'obstacle. Je ne me trouverais pas ce soir devant vous, Raymonde, s'il me restait la moindre envie de convoler en justes noces.

Il avait encore rougi en la considérant avec des yeux brillants d'amour.

Gobrien apportait le potage avec l'attitude grave d'un officiant. Du geste Raymonde indiqua la chaise en vis-à-vis d'elle à Louis qui souhaitait se placer à sa droite.

La présence du valet de chambre, souvent relayé par Mathurine, les contraignit d'abord aux propos qui pouvaient être répétés à l'office. Perfide, le jeune homme rappela que son frère lui avait recommandé de veiller sur Raymonde et sur le manoir. Les serviteurs éloignés, le dessert servi, elle lui reprocha son mensonge.

— Bah! la courtoisie existerait-elle si l'on ne mentait jamais? Mon péché est véniel...

— ... En attendant qu'il devienne mortel!

Avec une voix qui haletait comme si le souffle lui manquait, il reconnut qu'elle avait raison,... ou plutôt qu'elle se trompait, parce qu'il n'y a jamais péché dans l'amour sincère.

— Je me refuse à accepter votre interprétation.

— Comment, vous, l'étincelante Toulousaine, dégagée de tous mensonges traditionnels? Vous voilà devenue bien Bretonne!

L'observation de son beau-frère la fit réfléchir. Elle baissa les yeux. Serait-il possible que le Morbihan l'eût transformée à son insu? Tout à coup elle reçut un baiser sur la nuque, frémit, toucha du front la nappe et se redressa en repoussant d'un revers de bras Louis qui avait fait le tour de la table pour se jeter sur elle.

— Êtes-vous fou?... Dans cette pièce... au risque d'être surpris par nos espions domestiques.

Son indignation mortifia Louis, qui aspirait difficilement l'air comme s'il étouffait.

— Pardon! put-il enfin dire, allons au salon.

Elle fixa sur lui des regards défiants avant de sonner Gobrien pour lui commander de les éclairer. Arrivés au grand salon, elle réclama un feu de bois plus fourni. Le valet sorti, Louis, énervé, gronda.

— On dirait que vous cherchez tous les prétextes afin de gêner notre intimité. Vous finirez par ressembler à la pudibonde Mme Legouach... les moustaches en moins.

— Trop gracieux!

— Pardonnez-moi, Raymonde, je proteste parce que vous me gatez le bonheur inespéré de me trouver seul avec vous.

La Bigoudene et Gobrien reviennent chargés de rondins de bouleaux. Ils expliquent longuement que ce sont ceux qui donnent la flamme la plus claire. Excédé, Louis les remercie de leur attention et lorsqu'ils sortent, il met le verrou et pousse deux fauteuils devant la cheminée. Raymonde hésite à s'approcher en disant d'un air ambigu :

— Il ne faut pas jouer avec le feu!

— Seuls le feu et la lumière sont dignes d'être adorés.

— Ah! par exemple! serait-ce maintenant vous le Méridional, et moi l'Armoricaine?

— Cela signifierait que nos cœurs se sont échangés, Raymonde.

Elle contemple son beau-frère svelte, blond, frais avec les doux yeux de turquoise d'Aline du Rozec, le trouve charmant et s'étonne pourtant de ne ressentir pour lui qu'une bonne camaraderie. Il est de ces hommes pleins de séduction qui ne séduisent pourtant jamais les femmes, parce qu'ils manquent d'autorité et qu'ils les aiment avec une naïve avidité. Certaine de dominer la situation, quelque vive qu'elle se présente, elle accepte de s'asseoir près du foyer. Il se met à ses pieds sur un tabouret. Retourné vers Raymonde, le front levé, il lui retient les mains. Bientôt après, il tente d'appuyer son menton sur les genoux de la jeune femme en disant d'une voix tremblante :

— Je n'aurais jamais espéré l'immense bonheur de cette soirée. Chère, chère amie, pourquoi l'absurde hasard ne nous a-t-il pas permis de nous rencontrer les premiers? Pourquoi Tugdual, si peu fait pour vous être uni, est-il votre mari? C'était nous qui étions prédestinés l'un à l'autre. Ne vous ai-je pas déjà prouvé la sincérité de mon amour en reprenant ma liberté, malgré la déception de mon frère et la peine faite à cette pauvre Herminie? Désormais, je vous appartiens, Raymonde, et ma vie n'aura plus d'autre but que de réparer, dans la mesure du possible, l'erreur lamentable dont vous souffrez.

Elle l'écoutait avec complaisance. Se méprenant à son sourire, il reprit du ton saccadé d'un homme qui a couru très vite :

— Qui ne dit rien consent. Nous sommes donc d'accord, chère aimée.

Il lui baisa les mains et tenta de passer son bras autour de sa taille.

— Non !

Peiné et surpris, il la regardait avec d'énormes yeux qui réclamaient une explication.

— Vous avez prétendu que celui qui ne dit rien consent. J'ai donc été obligée de parler, répondit-elle avec douceur.

— Ce n'est pas votre dernier mot, Raymonde.

— Le premier et le dernier.

— Non !

— Oui !

— Vous avez dit : oui !

— Mais dans le sens contraire à celui que vous attendiez.

— Mauvaise traduction ! Je vous aime et crois que vous m'aimez.

Penché sur elle, restée assise, il lui mit les mains aux épaules et tenta d'appuyer ses lèvres sur sa bouche. Lestement relevée, et comme un enfant joue à cache-cache, elle passa derrière son fauteuil. Frissonnant d'émoi, Louis essaya de sourire.

— Vous êtes une méchante, mais je vous attraperai.

Il tenta de la surprendre. Elle alla chercher l'abri d'une table. Il était malheureux et tendait vers elle des bras implorants. Elle eut envie de céder. Elle s'étonnait pourtant de ne ressentir aucun trouble devant son désir. Lucide, elle l'évitait. Sa passion rendait au contraire Louis maladroit et le privait de respiration. Elle en éprouvait presque de la pitié. Une singulière réflexion lui vint à l'esprit : « Est-ce qu'à force de vivre au manoir près de mon beau-frère, celui-ci me deviendrait comme un second mari, un deuxième M. Bohellec ? L'habitude a tué l'attrait que j'éprouvais pour lui aux premiers mois de mon mariage. Le tiède plaisir que j'éprouverais vaudrait-il les risques encourus ? J'en doute. A la vérité, ma vertueuse conduite, ce soir, m'est inspirée bien moins par le sentiment du devoir que par une sorte d'indifférence. Les dangers auxquels nous nous exposerions, Louis et moi, ne seraient pas compensés par un réel bonheur. »

S'énervant de plus en plus, Louis était arrivé à la saisir violemment au bras. Il grimaçait de passion. Elle se dégagea et courut appuyer le doigt sur le bouton du timbre électrique. Blême de colère et de déception, Louis gronda :

— Quelle peine vous me faites, Raymonde!

— Mon cher Louis, je veux nous éviter une situation impossible. Demain, votre sang-froid revenu, vous réfléchirez. Quelle serait votre attitude au retour de votre frère ? Quant à moi, tant d'hypocrisie m'excéderait.

Il protestait d'une voix saccadée que, pour obtenir son amour, il eût tout risqué et était disposé à partir avec elle, lorsqu'on heurta la porte.

— Entrez, commanda Raymonde!

Le valet essayait d'ouvrir, ne pouvait y parvenir et pestait contre une résistance inexplicable. En se rappelant qu'il avait poussé le verrou, Louis se précipita et, maussade, reprocha à Gobrien sa maladresse.

— Vous allez reconduire M. Louis jusqu'à sa voiture, ordonna Raymonde, demeurée adossée à la cheminée, et vous fermerez à clef le portail.

Louis toisa sa belle-sœur. La haine crispait sa gracieuse figure et l'enlaidissait. Il la salua de loin et précéda Gobrien.

Raymonde s'attarde dans le salon, étendue sur un canapé dont les tapisseries représentent des cornes d'abondance qui versent à profusion sur elle, — quelle dérision! — des Cupidons bouffis à carquois parmi des fleurs et des fruits monstrueux. Elle plaint Louis et s'étonne de l'avoir si rudement éconduit. La première année de son mariage, elle n'aurait guère eu de remords de se donner, moins par entraînement physique pour un agréable jeune homme, que par dégoût de son mari et pour se venger de la sévère tutelle qu'il lui faisait subir. Or, ce soir, un hasard leur ayant permis, pour la première fois, de se trouver seuls en l'absence de Tugdual, elle avait fait figure d'un dragon de vertu! La plaisante remarque de Louis lui revient à la mémoire : « Vous finirez par ressembler à nos dames de campagne. » En serait-elle arrivée là?... Raymonde entend battre un volet et, par bouffées, lui arrivent les clameurs des vagues qui s'abattent avec une force sans cesse accrue sur les grèves de Penab. Par une habitude prise en ce pays maritime, elle regarde le baromètre et murmure :

— Il a beaucoup baissé. Quel climat! Tempête sur tempête.

Puis elle sourit en songeant à l'orage qui agite le sang de Louis.

Toute cette nuit, le vent de l'Atlantique, de plus en plus violent, pénètre à travers les cheminées dont il semble se servir comme d'énormes porte-voix, afin d'annoncer l'ouragan par ses mugissements.

A son réveil, Raymonde se rappelle le départ de Tugdual et la scène nocturne de Louis. Stupéfaite, elle remarque que c'est la première fois, depuis leur mariage, que son mari la laisse seule à Finis terræ pour plusieurs jours. Elle s'explique pourquoi Louis a refusé d'accompagner son frère à Pontivy.

Lorsqu'elle considère, à travers ses rideaux, la mer agitée de respirations énormes qui soulèvent, puis creusent sa poitrine verdâtre, elle éprouve une sorte d'angoisse. Le noroît, démon invisible, écrêtant les lames, emporte l'embrun et couvre de la bave des déferlements les rochers du cap sur lequel il semble neiger. Les durs ajoncs de la lande se prosternent sur son passage. Comme pris de frénésie, les pins et les ormeaux du bois se jettent les uns sur les autres. A chaque moment, la tête ou les bras d'un arbre se rompent avec le bruit d'une fusillade. Soufflés par l'orage, les corbeaux dérivent au gré des tourbillons sans pouvoir s'abattre. Les troupeaux des palus, accroupis, incapables de pâturer, maintiennent leurs mufles au ras du sol.

— Doux pays! gronde Raymonde.

Les paquets de mer, dépassant les remparts, viennent gifler le manoir et leurs cascades tombent sur le dallage de la terrasse.

Après avoir frappé à sa porte, Gobrien et Mathurine se précipitent sur ses fenêtres, afin d'en refermer les épais volets.

— Êtes-vous fous? proteste-t-elle. Vous me mettez dans l'obscurité.

— Si madame veut rester ici, répond le valet, nous apporterons des lampes. Mais nous conseillons à madame de se tenir dans l'autre aile du château, sur le bois, qui ne risque pas les lames de fond.

— Précautions exagérées! Ce n'est pas la première fois que je subis les désagréments de cette maudite mer. Laissez-moi.

A peine s'est-elle exprimée ainsi qu'une masse d'eau, lancée comme un bélier, ébranle un volet avec un sourd fracas.

Son œil blanc cligné et son bon œil dilaté, Gobrien, l'index levé, prononce :

— Sans notre précaution, tous les carreaux étaient brisés.

— Eh bien ! on les aurait remplacés !

Les domestiques regardent leur maîtresse avec une indignation contenue et se retirent. Comme ils tardent à l'éclairer, Raymonde, mécontente, se précipite sur la croisée et repousse nerveusement les volets. Une nouvelle lame de fond, d'une verdeur d'herbe et tranchante comme une hache, dépasse le rempart, et, après une trajectoire, vient foncer sur la baie dont toutes les vitres éclatent, tandis qu'un torrent inonde le parquet. Effrayée, Raymonde s'est jetée de côté, mais pas assez vite pour éviter d'être blessée par une écharde de verre. Sa main saigne.

— Abominable maison !

Au bruit de la menuiserie brisée et de l'eau répandue jusque dans le couloir, Gobrien, Mathurine et Pierrine heurtent le seuil de leur maîtresse, afin d'obtenir le droit d'entrée. Furieuse, elle leur crie qu'elle ne leur demande rien. Restés dans le vestibule, ils posent, l'un après l'autre, un doigt sur leur tête.

Raymonde affronte avec un amer plaisir la rafale dans sa chambre dévastée. Le vent rebrousse les rideaux et jette bas tous les menus objets. Coup sur coup, deux nouveaux paquets de mer traversent la fenêtre broyée et recouvrent le tapis. Elle éprouve l'impression de se trouver sur un navire livré à la rage d'une tornade et souhaite que l'Océan soit assez fort pour déraciner Finis terræ de son cap et l'emporter. Ah ! dériver, n'importe où !

Au ciel brouillé, des nuages jaunes et roux évoquent des voilures arrachées à leurs mâtures. Brassé jusqu'en ses fonds, l'Océan a pris la couleur des feuillées d'automne, et, sur ses houles rousses, zébrées de vert et de noir, s'élèvent les panaches livides des déferlements. Un navire à la cape s'effondre dans les abîmes qui veulent l'aspirer ; puis, jeu affreux, il est relancé vers le firmament. Le vent siffle de plus en plus fort. Il arrive de l'horizon comme un train rapide, passe, disparaît et revient, éperdu. Une vague ricoche sur les remparts en talus et s'introduit par la croisée désemparée. Cette fois, le volume de l'eau répandue dans la chambre mouille Raymonde jusqu'aux chevilles.

— Allons-nous en !

Elle marche à travers les flaques vers la porte, lorsqu'il lui semble apercevoir sur la mer un grand oiseau gris au vol maladroit. Au lieu de se laisser porter par l'ouragan, ailes ouvertes, cet oiseau se cabre, glisse sur un côté, se rattrape à grand peine au moment d'atteindre la surface des flots. L'attitude de ce volatile rappelle à Raymonde un canard sauvage à tête rouge blessé par Tugdual qui le poursuivait en canot à moteur. L'énergique « penruz », quoique touché à mort, luttait avec une farouche énergie ; sur la fin, perdant avec son sang le sens de l'équilibre, il avait fini par se renverser.

« Jamais goéland ou pétrel n'aurait ces maladresses, réfléchit Raymonde. Ces bêtes merveilleusement douées se jouent des ouragans en se laissant porter. Il faut donc que celle-ci soit blessée... Mais est-ce un oiseau? Même un albatros n'aurait pas une telle envergure et l'on ne voit pas d'albatros en Bretagne. Et quelle rigidité dans ses ailes! Il se rapproche de notre port comme pour s'y abattre. Il grandit... C'est un avion... Plus de doute, j'entends les explosions de son moteur. Ah! des ratés! Les aviateurs sont en danger! Par ce temps effrayant, comment peuvent-ils se trouver en mer? Viennent-ils de très loin : Méditerranée, Afrique? Ils auront été surpris par cette tempête et comme leur appareil paraît avarié, ces pilotes cherchent une eau calme pour amerrir. Comment leur porter secours? Par quels signes leur indiquer la passe de Kerroch et le vaste étier où ils se poseraient sans risques? Trop tard! Les malheureux! »

Terrorisée, Raymonde crie. L'hydravion dont le moteur avait cessé de fonctionner venait de toucher brutalement la mer en dehors du môle de Kerroch. Les vagues du large s'y heurtaient au courant contraire de la rivière et roulaient avec le bruit du tonnerre. Saisi par ce cylindre d'eau écumeuse, l'hydravion, versé sur l'aile gauche, fut recouvert par les déferlements.

— Ces aviateurs vont se noyer! Au secours! appelle Raymonde, sa porte ouverte.

Les domestiques se précipitent dans la chambre inondée et plissent leurs lèvres de mécontentement ; mais lorsqu'ils aperçoivent l'avion en péril, ils courent donner l'alarme aux gardiens du phare et aux marins abrités derrière les parapets du port, afin de surveiller les amarres de leurs bateaux.

Lorsque Coatarmanach demande aux pêcheurs d'aller chercher les naufragés sur la barre où ils vont périr, ils se récusent en déclarant que cela ne servirait à rien qu'à faire des orphelins dans les maisons du village.

— Eh bien! moi, je dis qu'on n'a pas le droit de laisser du monde courageux perdre son corps, quand on peut essayer son sauvetage, clame le quartier-maître indigné. Allons! les gars! Je ne commande personne. J'irai seul, s'il le faut!

Dépouillant alors sa vareuse, en chandail et caleçon, Coatarmanach le chauve, dont le crâne luit comme une pierre blanche, se jette dans une baleinière. Son exemple décide quatre vigoureux chalutiers à l'accompagner.

— Armez! leur crie-t-il.

Les avirons tombent à l'eau, mais le courant et le vent empêchent la barque d'atteindre l'hydravion.

Debout à la barre, Coatarmanach hurle :

— Sortez toutes les forces de vos corps! Il faut « crocher » ces gens qui ont mères, femmes et enfants comme nous! Hardi!

A l'invocation de Coatarmanach, les rameurs halent leurs avirons avec une énergie irrésistible et la baleinière atteint enfin à la hauteur de l'hydravion que ses flotteurs maintenaient sur l'eau. Les déferlements avaient assommé les deux aviateurs dans leur carlingue défoncée par les lames. Ils les crurent morts. L'officier de marine et son mécanicien durent être détachés de leurs sièges où ils s'étaient amarrés avec des courroies pour n'être pas emportés. Ils furent étendus au fond de la barque conduite par l'habile manœuvre de Coatarmanach sous le vent du grand appareil blessé. Un instant ranimé par les secousses et les brutalités de son enlèvement, le lieutenant de vaisseau supplia les canotiers de sauver son hydravion.

— On le remorquera tout à l'heure, si l'on peut, mon officier.

Le lieutenant s'était à nouveau évanoui. La baleinière dut franchir l'effrayante barre. Pleine d'eau à couler, elle accosta le quai à grand peine. Elle bondissait à chavirer. Quand la barque atteignit à la hauteur du terre-plein, les pêcheurs restés à terre enlevèrent à la volée sauveteurs et sauvés et les jetèrent sur le sol comme des paquets. Ils reprirent les aviateurs par les bras et les jambes en demandant où il fallait les conduire?

— Chez nous, ordonna Coatarmanach.

Leur cortège lamentable pénétra dans la cuisine-casemate du manoir. Le lieutenant et son mécanicien furent allongés sur la table devant un grand feu de fagots.

— Frictionnons-les et tirons-leur la langue, proposa Gobrien.

— Mieux vaut leur verser une topette de rhum sur les lèvres, conseilla Coatarmanach.

Mathurine venait de pencher un verre d'eau-de-vie sur la bouche du lieutenant, et celui-ci, ressuscité par l'alcool et la tiédeur du brasier, ouvrait des yeux stupéfaits, lorsque Raymonde pénétra dans la cuisine.

Émue par ce drame de la mer, elle s'avança jusqu'à la table des naufragés. Penchée sur l'officier, elle rencontra ses regards encore angoissés.

— Comment, vous, Hervé Nollic? murmura-t-elle bouleversée.

— Raymonde!...

La surprise de l'aviateur se mêle de ravissement. Chez Raymonde autant de regret et de gêne que de bonheur. Ses noirs sourcils rejoints, elle réfléchit, hésite; enfin, elle commande à Coatarmanach et à Gobrien de porter le lieutenant Nollic à la chambre blanche, et le mécanicien au cabinet de la tourelle.

Les serviteurs, étonnés de constater que leur maîtresse connaît l'aviateur, le soulèvent avec précaution. Celui-ci leur assure qu'aidé, il pourra marcher. Ils le prennent alors sous les bras. Tandis qu'ils s'acheminent lentement, Raymonde les précède avec une exaltation qu'elle essaie vainement de réprimer.

Hervé refuse le lit et s'étend sur une chaise-longue.

— A qui dois-je mon sauvetage? questionne-t-il.

— Madame nous a signalé votre naufrage, répond Gobrien.

— Votre sauveteur, le voici! déclare M^me^ Bohellec en montrant Coatarmanach.

Quand le lieutenant, après un sourire à Raymonde, remercie chaleureusement le vieux marin, celui-ci pousse ses lèvres en museau d'un air maussade. Tournée vers sa maîtresse, il grogne :

— Madame ne s'aperçoit donc pas que le lieutenant est trempé. Il va prendre mal. Gobrien devrait mettre son uniforme sécher.

Un flot de sang au visage, Raymonde se retire après avoir

prié Hervé Nollic de réclamer tout ce dont il pourrait avoir besoin.

La tempête assaille le manoir et les lames coiffent sa toiture cimentée avec un bruit sourd. Raymonde, qui ne peut plus rentrer dans sa chambre, saccagée par sa faute, se réfugie dans le salon dont les quatre volets sur l'Atlantique ont été ramenés. Aussitôt la porte fermée, elle s'abat sur un fauteuil, les mains étreintes.

Quelle prodigieuse aventure ! Hervé Nollic, tombé du ciel, se trouve chez elle en l'absence de Tugdual ! Une allégresse terrible l'exalte. Elle marche rapidement, s'arrête, repart. Elle attend avec impatience que le lieutenant la fasse avertir qu'il peut la recevoir. Contristée, elle commence à croire qu'Hervé, se sachant hospitalisé dans la maison de M. Bohellec, veut garder une réserve absolue. Ne pouvant plus résister à son irritation nerveuse, elle sonne le valet et lui demande des nouvelles de M. Nollic.

Sournois, Gobrien répond qu'il vient de remettre au lieutenant son uniforme séché et repassé par Pierrine. M. Nollic ne paraît plus guère souffrir ; il a déjeuné de grand appétit. Il voulait présenter ses remerciements à Madame, mais le docteur Merville, que, sur l'ordre de Madame, on est allé chercher, lui conseille de rester au repos. Raymonde ordonne au domestique d'avertir M. Nollic que, lorsqu'il se croira remis de son épuisement, elle l'attend au salon. Gobrien s'éloigne en raclant le plancher de ses talons.

Le cœur de Raymonde bondit au point de la faire souffrir. La déchirante séparation de Juan les Pins, au bord de la radieuse Méditerranée, lui revient à la mémoire. Ce jour-là, pressée par sa mère, elle avait sacrifié son bonheur sous des prétextes d'odieuse prévoyance.

La portière de tapisserie, doucement soulevée, reploie les seigneurs flamands en chasse, et le court visage celtique d'Hervé apparaît. Son émotion dilate ses yeux couleur des mers profondes, yeux de visionnaire. A la vue de Raymonde, très pâle, adossée contre la muraille au-dessous du portrait d'Aline du Rozec, il hésite un instant. Alors elle lui ouvre les bras. Il s'élance. Ils s'étreignent. Elle pleure de joie, de regret.

— Si vous saviez? peut-elle enfin gémir Vous êtes vengé.

Il l'oblige à se taire et la retient contre sa poitrine. Leurs cœurs palpitent à l'unisson.

— Quelle triste histoire ! dit-il enfin.

— Par ma faute, Hervé !

— Non ! celle de vos parents, trop prévoyants.

Elle incline sa tête avec honte au sentiment de sa responsabilité. Il lève une main d'un geste fatal, se recule, la contemple et murmure :

— Je vous retrouve aussi délicieuse, mais bien plus émouvante, Raymonde. Je découvre sur votre figure ce qui lui faisait défaut, il y a quatre ans. A notre dernière entrevue chez vos parents, si vous m'aviez regardé avec l'expression que je vous vois en ce moment, n'importe comment, j'aurais refusé de renoncer à vous.

— N'importe comment ?

— Oui, je me serais révolté contre une décision injuste.

— Comme je me révolte maintenant, Hervé, mais trop tard !

— Il n'est jamais trop tard, Raymonde, que pour les morts.

Elle lui rouvre ses bras et il s'y rejette. En l'étreignant avec une ardeur désespérée, elle pensait :

« Il était loyauté, générosité, désintéressement, courage. Indifférent au lendemain, il n'aime que les risques qui ne rapportent rien. Il s'est attesté un héros. Et je lui ai préféré un laborieux paysan, vertueux par intérêt, et qui n'aperçoit dans sa femme que la mère future de ses enfants ! J'ai voulu le réel, comme prétendait ma mère, et, je m'en aperçois trop tard, ces réalités sont incompatibles avec l'amour et le bonheur. »

On frappait à la porte du salon. Ils s'écartèrent. Croyant au retour imprévu de son mari, Raymonde frémissait.

— Entrez, cria-t-elle enfin d'un ton violent.

L'étroit visage doucereux de Pierrine s'insinua dans l'entrebâillement de l'huis. Paupières baissées, d'un ton angélique, elle prévint madame qu'Yvon, le domestique de M. Louis, venait excuser son maître de ne pas avoir déjà offert ses services à M. Nollic, parce qu'il souffrait d'un refroidissement. Il avait fait préparer au Rozec une chambre pour l'officier aviateur et il espérait qu'il voudrait bien être son hôte. Le break mis à la disposition de M. Nollic l'attendait.

Raymonde interroge du regard Hervé et ordonne à Pierrine

de remercier M. Louis de son aimable invitation, inutile. Elle souhaite la prompte guérison de son indisposition.

Au moment de se retirer, la gouvernante ajoute :

— J'oubliais de dire à M. Nollic que M. Louis, aussitôt averti de l'accident, avait envoyé les matelots de l'*Aline* arrimer solidement l'hydravion qui ne risque plus d'être emporté.

Touché de cette attention, Hervé veut aller présenter ses remerciements à M. Bohellec. Raymonde réplique avec vivacité qu'il est encore trop fatigué pour se risquer dehors par cette tempête. Elle renvoie Pierrine qui examinait avec curiosité l'aviateur.

— Vous me détournez de me rendre au Rozec, Raymonde, ce qui cependant serait correct, mais je dois télégraphier à Kerroch afin de mettre Lorient au courant de ma fâcheuse aventure et obtenir l'envoi des secours nécessaires.

— Rédigez votre dépêche. Je la ferai porter au bureau.

— Vous craignez que je ne m'envole?

— Vous avez deviné.

Pendant le silence passionné de leur embrassement, ils entendaient les vagues tonner aux falaises du cap Penab.

— Mon pauvre hydravion, gémit Hervé. Il faut que je vérifie si les mesures prises pour le sauvegarder sont suffisantes.

— Restez! Ne me quittez pas!

— C'est mon devoir d'officier.

— Oh! combien les Bretons sont têtus!

— Pour le bien...

— ... et pour le mal!

— Ce n'est pas ici le cas.

— Si, puisque je vais souffrir de votre absence. Promettez-moi de rentrer le plus tôt qu'il vous sera possible.

— Juré! Raymonde.

Il lève une main d'un air solennel, sourit et s'éloigne.

— J'ai envie de vous accompagner, lui crie-t-elle au seuil du salon.

— Vous ne sauriez résister à la douche que je vais recevoir. Votre brave Coatarmanach me prêtera, je l'espère, son ciré... A bientôt!

Hervé éloigné, Raymonde éprouve à la fois le désir de courir à sa poursuite dans la crainte de le perdre, et souhaite sourde-

ment aussi le fâcheux hasard qui la sauverait elle-même... une arrivée de Louis, peut-être, enlevant de Finis terræ l'officier.

Ses raisonnements en présence de son beau-frère, la veille, lui reviennent et lui paraissent maintenant discutables, presque vains. Pourquoi ? Ah ! c'est qu'elle aime et tout argument s'abolit devant l'amour, raison suprême.

Le front appuyé aux vitres de la fenêtre pendant son attente, elle regarde les arbres du bois, ployés par la tempête, prendre des allures de coureurs, leurs frondaisons tirées en avant d'eux comme des chevelures saisies par des griffes invisibles. La mer n'est qu'écume et rage. Les bruits mêlés des eaux et du vent produisent une affreuse symphonie.

« L'ouragan de ma conscience est encore plus discordant, pense-t-elle ; aussi je ne sais plus ce que je dois souhaiter. »

Quelques instants plus tard, la pendule sonne ; elle regarde le cadran d'un air effrayé.

« Comment Hervé n'est-il pas déjà de retour ? Qu'est-ce que je souhaitais tout à l'heure ? Maintenant je sais ce que je veux et rien ne m'arrêtera, ni la haine de Louis, ni la vengeance de Tugdual. »

CHARLES GÉNIAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LE CROISEUR CUIRASSÉ *ERSATZ-PREUSSEN*

Pendant le dernier mois de septembre, les chantiers navals de Kiel ont commencé la construction du croiseur cuirassé *Ersatz-Preussen*, navire fameux avant que de naître, par les discussions qu'il a engendrées dans la presse allemande, au Reichsrath et au Reichstag d'abord, dans la presse internationale ensuite. La « Social-démocratie » s'est dressée contre lui de toutes ses forces; après avoir lutté pour empêcher sa mise en chantier, elle a tenté, en novembre, d'arrêter sa construction. Soutenu par le président Hindenburg, qui a donné de sa personne, le général Groener a fini par obtenir son navire du parlement et du pays, — car on a été jusqu'au referendum. Et nous savons quels arguments secrets le ministre de la Reichswehr a employés pour triompher, puisqu'un journal anglais s'est procuré et a publié son rapport.

Quand les caractéristiques du navire, son artillerie, la puissance de ses machines, son rayon d'action, ont été connus, ainsi que la dépense prévue pour le construire, les marins s'en sont étonnés, nos commissions parlementaires de la Marine s'en sont émues. Genève entendra bien des fois le nom de ce navire et la prochaine conférence de désarmement naval le prendra sans doute comme argument pour proposer une réduction du tonnage maximum des cuirassés. Il doit être suivi de trois autres semblables.

Ne rentrant dans aucune des catégories créées par la conférence de Washington, il donne à réfléchir à certaines amirautés qui ne s'étaient pas vues sans appréhension liées par des conventions auxquelles ne participent ni l'Allemagne, ni la Russie, ni l'Espagne. A leurs objections on avait répondu que l'Allemagne était soumise aux restrictions du traité de Versailles et que l'Espagne et la Russie n'avaient pas les moyens financiers nécessaires à la constitution d'une flotte de guerre importante. Sans être entièrement convaincues, elles s'étaient résignées. Voilà leurs craintes justifiées. Soumise, par le traité de Versailles, à l'interdiction de mettre en chantiers des navires de plus de 10 000 tonnes, la marine allemande a très habilement utilisé les libertés qui lui restent pour entreprendre la construction d'un croiseur cuirassé beaucoup plus puissant que nos croiseurs de 10 000 tonnes et beaucoup plus rapide que nos cuirassés de 23 000 tonnes, capable d'anéantir en quelques minutes les premiers, s'ils se laissent approcher, et de se tenir hors de portée des seconds.

L'*Erzatz-Preussen*, avec ses 10 000 tonnes, doit porter deux tourelles triples de 28 centimètres, qui tireront à 23 000 ou 24 000 mètres, 8 canons de 15 centimètres et quelques pièces de défense aérienne. Il marchera à 25 nœuds avec de 45 000 à 50 000 chevaux. Son approvisionnement de combustible devant lui permettre de parcourir 10 000 milles, c'est-à-dire 18 500 kilomètres à la belle vitesse de 20 nœuds, sera donc voisin de 2 000 tonnes. Nous ignorons la disposition et les épaisseurs du cuirassement; nous savons seulement que, résolu à combattre de loin pour mieux utiliser la supériorité de son artillerie sur celle des croiseurs de 10 000 tonnes, il se protégera plutôt contre les coups verticaux ou presque verticaux que contre les coups horizontaux. Pour sa coque on emploie des aciers à haute résistance et par conséquent d'échantillon réduit; on renonce au vieux procédé du rivetage et c'est par soudure à l'arc électrique que ses éléments sont assemblés : ainsi sont supprimés les recouvrements de tôle. Peut-être certaines parties des superstructures seront-elles en *duralumin*. Grâce à toutes ces mesures, le flotteur pèsera 500 tonnes de moins que s'il avait été construit avec les matériaux et suivant les procédés ordinaires, 500 tonnes qui pourront être reportées sur la cuirasse ou sur l'armement.

La presse technique allemande annonce que les quatre moteurs Diesel qui composeront l'appareil moteur du nouveau cuirassé pèseront 8 kilos par cheval. Ceci demande une explication.

Au premier abord ce chiffre stupéfie, car nous n'arrivons guère à moins de 20 kilos par cheval pour nos moteurs marins, et l'on est tenté de s'indigner du retard de notre industrie sur l'industrie allemande. En réalité les moteurs allemands pèsent à peu de chose près ce que pèsent les moteurs de construction française. Mais tandis que notre poids de 20 kilos par cheval s'applique à l'appareil moteur complet avec toutes les machines auxiliaires indispensables à son fonctionnement, — compresseurs de balayage, compresseurs d'insufflation, pompes de circulation, pompes à huile et la puissance qui les actionne, — les 8 kilos des Allemands se rapportent au moteur nu, produisant la seule puissance de propulsion. Tout compte fait, ces 8 kilos correspondent à peu près à 18 kilos évalués suivant nos méthodes et l'avance technique allemande ne se traduit guère, en poids, que par 2 kilos par cheval, tout au plus. Mais je ne sais comment elle se traduit en endurance.

Enfin, la dépense prévue par la marine pour achever l'*Ersatz-Preussen* est de 80 millions de marks, c'est-à-dire 500 millions de francs. De tous les renseignements donnés sur lui c'est un des plus certains, puisqu'il est extrait de la loi du budget; c'est aussi un des plus troublants. Ce navire de 10 000 tonnes reviendrait à 50 francs le kilo, prix formidable si l'on songe que nos croiseurs de 10 000 tonnes coûtent moins de 20 francs le kilo.

Comment expliquer cette différence? Le département de la marine en a donné plusieurs justifications qui ont paru suffisantes au Reichstag : pour utiliser au mieux l'infime tonnage que lui laisse le traité de paix, la marine allemande emploie dans ses constructions des matériaux et des procédés d'assemblage très coûteux; les fournisseurs, dont elle exige des appareils parfaits, établis spécialement pour elle, nécessitant souvent des études prolongées et reproduits un très petit nombre de fois, demandent des prix couvrant leur frais d'études et par conséquent très élevés; enfin les salaires des ouvriers atteignent 10 marks, les dépassent même pour certaines catégories et, dans l'argent que coûte un navire, il y a 80 pour 100 ou

même 85 pour 100 de main-d'œuvre. Ces raisons sont certainement valables. Il faut ajouter que le navire déplace en réalité plus de 10000 tonnes, car, suivant la règle adoptée à Washington, les déplacements limites ne comprennent ni le combustible, ni l'eau destinée à l'appareil moteur. Or, l'*Ersatz-Preussen* portera environ 2000 tonnes de combustible. A 10 000 tonnes de déplacement correspondait un poids de navire de 10 260 000 kilos. Si l'on ajoute 2000 tonnes de combustible, on arrive, pour le poids total de 12 260 000 kilos, à un prix de 40 francs le kilo, qui nous semble encore très élevé, d'autant plus élevé que, jusqu'à présent, les prix payés en Allemagne depuis la guerre pour les navires neufs ont toujours notablement dépassé les prévisions.

Ne pouvant supposer que le tonnage réel du navire excède sensiblement la limite acceptée par l'Allemagne dans le traité de paix, nous sommes amenés à penser qu'une partie des crédits demandés s'appliquera à d'autres objets, par exemple à la création d'un outillage perfectionné qui permettrait à la marine allemande, le jour où elle serait libérée des entraves du traité de Versailles, de développer rapidement ses constructions.

***

Quoi qu'il en soit, nous voilà en présence d'une Allemagne qui, dans quelques années, pourra disposer de quatre navires armés de six canons de 280 millimètres, de huit de 155, protégés vraisemblablement contre le 203 à 15 000 ou 18000 mètres et marchant à 25 nœuds. A cette époque, si nous avons persévéré dans nos errements actuels, nous posséderons une belle flotte de torpilleurs et de sous-marins, et une douzaine de croiseurs marchant à plus de 30 nœuds, mais sans protection sérieuse et armés seulement de canons de 203 millimètres.

Nos cuirassés auront dépassé vingt ans; ils ne donneront qu'à grand peine 18 nœuds contre les 25 des Allemands, et leur résistance aux explosions sous-marines, qui n'a pu être beaucoup améliorée, sera moindre que celle de leurs rivaux. Beaucoup plus forts que nos croiseurs, beaucoup plus rapides que nos cuirassés, capables avec leurs 10000 milles de distance franchissable à 20 nœuds d'aller porter la guerre dans toutes les mers du globe, ces croiseurs cuirassés allemands seront des adversaires auxquels nous n'aurons rien à opposer.

A cette situation inacceptable quel est le remède?

Construire des navires qui, sans coûter par trop cher, seraient plus rapides et plus forts? Des navires de 14000 à 15000 tonnes portant du 305, protégés contre le 280 à 18000 mètres et marchant à 27 nœuds? Si l'Allemagne et la France étaient seules au monde, oui. Mais il y a les autres et il y a eu la Conférence de Washington. Supposez que nous nous décidions pour un navire de 15000 tonnes. Au lieu des six canons de 280 du cuirassé allemand, il pourrait porter un même nombre de 305, sa cuirasse serait plus épaisse, sa vitesse un peu plus grande. Avec quatre navires comme ceux-là, nous garderions une supériorité très satisfaisante sur la marine allemande. Mais la marine allemande n'est pas seule au monde. Supposez encore qu'aussitôt nos constructions nouvelles arrivées au point où il n'est plus possible de les arrêter, une autre nation mette à son tour en chantier des navires de ligne, non plus des navires de 15000 tonnes, mais bien de formidables vaisseaux de 38000 tonnes, armés de huit ou neuf canons de 406 millimètres qui lancent des projectiles d'une tonne, marchant à 28 nœuds et portant une cuirasse à l'épreuve de l'obus de 305. Pour la somme que nous coûteraient nos quatre petits cuirassés, elle en aurait deux gros avec lesquels il nous serait impossible de lutter avantageusement.

La seule politique raisonnable et économique en matière d'armement naval est de construire dans chaque catégorie le navire le plus puissant. Que l'on n'en ait qu'un, si l'on ne peut en payer davantage, mais qu'il ne soit inférieur à aucun autre. Or, à égalité de valeur technique des constructeurs, le plus gros est le plus puissant, car le navire le plus gros peut toujours être en même temps le plus solide, le mieux armé, le mieux protégé, le plus rapide, et celui qui va le plus loin avec son approvisionnement de combustible.

Non, pas de concession sur la puissance. Que les partisans du petit navire, les incrédules, les sceptiques, les timides, ceux qui redoutent de mettre « trop d'œufs dans le même panier », relisent les récits des combats navals de la dernière guerre, celui de Coronel, entre les croiseurs cuirassés de von Spee et les croiseurs protégés du malheureux Cradock, celui des Falkland entre les vainqueurs de Coronel et les croiseurs cuirassés de Sturdee, enfin celui du Jutland. Dans les deux premiers, l'un

des adversaires avait des navires plus puissants et mieux protégés que son ennemi. Malgré sa bravoure et son habileté, le plus faible a été écrasé, anéanti, sans avoir pu infliger même de minimes dommages à l'autre. Au Jutland, l'escadre allemande était inférieure en nombre à la grande flotte anglaise, mais, composée de navires individuellement égaux à ceux de l'amiral Jellicoe, elle réussit à rompre le combat sans dommages excessifs et après avoir infligé aux Anglais des pertes supérieures aux siennes.

***

Et les sous-marins? me dira-t-on. Vous oubliez le sous-marin qui d'un seul coup peut envoyer au fond votre mastodonte. Puisque vous évoquez des souvenirs de la dernière guerre, rappelez-vous le *Danton*, le *Bouvet*, le *Suffren*, pour ne citer que les français, coulés en quelques minutes par des explosions sous-marines. Et vous voudriez mettre 700 millions dans un navire qui peut subir le même sort! Ce serait une folie. Laissez-là vos cuirassés et donnez-nous des sous-marins. Vous en aurez douze ou quinze, et des plus beaux, pour le même prix.

Ce raisonnement a beaucoup de force. Il semble appuyé sur des faits indéniables et il convainc d'autant plus de gens qu'il aboutit au moindre effort. Mais il repose à mon avis sur trois hypothèses fausses.

La première, c'est qu'une torpille ou deux couleront un grand cuirassé. Si l'on en est arrivé à des déplacements de 35000 tonnes, c'est en grande partie afin d'obtenir des navires à l'épreuve de la torpille, et il y a tout lieu de penser qu'on y est parvenu. Pour protéger les navires des explosions sous-marines, on dispose sur leurs flancs des compartiments très fragmentés, bien isolés des parties vitales, qui servent de chambres de détente à l'onde explosive, en sorte que celle-ci vienne mourir sur la paroi interne, après avoir épuisé sa violence sur une série de cloisons de rupture interposées entre cette paroi et la muraille extérieure. Un pareil système est évidemment d'autant plus efficace qu'il y a plus de distance entre la paroi externe et la paroi interne du dispositif de protection. C'est pourquoi plus un navire est large, plus efficace peut être sa protection contre les explosions sous-marines. Et,

comme une certaine proportion doit être conservée entre la longueur et la largeur, si l'on veut que le navire atteigne une vitesse supérieure à 20 nœuds sans une machine de puissance excessive, les très grands navires sont les seuls qu'il soit réellement possible de défendre contre les torpilles.

La deuxième hypothèse inexacte est que les sous-marins puissent remplacer des navires de surface pour les opérations de la guerre navale. Il en est beaucoup dans lesquelles 10 ou 12 sous-marins ne pourront en aucune façon faire la besogne d'un seul cuirassé.

Enfin, la troisième hypothèse inexacte, c'est que si une tonne de cuirassé coûte 20000 francs et une tonne de sous-marin 36 000 francs, on aura 13 sous-marins de 1500 tonnes pour une dépense équivalente au prix d'un cuirassé de 35 000 tonnes. Il ne faut pas oublier, pour raisonner juste, qu'un sous-marin dure dix à douze ans et un cuirassé vingt ans. C'est dire que l'amortissement du kilo de sous-marin revient à 3 francs par an et celui du kilo de cuirassé à 1 franc. De plus, l'exploitation de 13 sous-marins de 1500 tonnes est plus coûteuse que celle d'un cuirassé ; et, en troisième lieu, les cadres nécessaires pour armer 13 sous-marins de 1500 tonnes sont plus forts que ceux qui suffisent au cuirassé. On peut encore ajouter qu'un sous-marin a dans son existence un nombre de jours d'invalidité beaucoup plus grand que n'en a un cuirassé.

L'impression laissée par les succès des sous-marins pendant la grande guerre est cause que beaucoup de personnes s'exagèrent ce dont ils seraient capables dans une guerre future. Jamais ils ne retrouveront des conditions aussi favorables. L'aviation a progressé. Partout où l'avion survole la mer, un sous-marin recouvert seulement par quelques mètres d'eau est en danger, et le jour où un grand navire pourra transporter avec lui, soit à son bord, soit à bord d'un auxiliaire, les avions nécessaires pour lui fournir une escorte ininterrompue, il n'aura plus grand chose à craindre des sous-marins. Or ce jour n'est pas très éloigné. En outre, on étudie partout des appareils capables de déceler dans un rayon de 4 à 6 mille mètres la présence de sous-marins se déplaçant en plongée et il n'y a pas de problème posé à l'ingéniosité humaine auquel on ne trouve une solution, si les données sont compatibles entre elles et avec la nature des choses, ce qui, dans le cas présent,

ne peut être mis en doute. C'est d'ailleurs une remarque banale que toute arme ou tout procédé particulier d'emploi des armes ayant eu de très grands succès dans une guerre échouent dans la guerre suivante : conséquence logique des efforts faits par chacun pour s'en défendre.

*
* *

On pourrait dire aussi : « Commençons par construire les petits cuirassés qui suffisent pour répondre aux constructions allemandes. Il sera toujours temps d'entreprendre des navires plus grands, si d'autres le font. » Cette proposition a une apparence raisonnable; mais elle ne tient pas compte des conventions de Washington.

Rappelons l'essentiel de ces conventions.

1° Seules les marines de l'Empire britannique et des États-Unis auront désormais le droit de posséder 550 000 tonnes de navires de guerre déplaçant individuellement plus de 10 000 tonnes (non compris les navires porte-avions soumis à des limitations spéciales), ou portant des canons de plus de 203 millimètres. Le Japon n'a droit qu'à 315 000 tonnes. La France et l'Italie, mises sur le même pied de *nations continentales à petits intérêts maritimes* (!) sont réduites à 175 000 tonnes de navires de combat de plus de 10 000 tonnes.

2° Ces navires de combat de plus de 10 000 tonnes ne peuvent ni porter des canons d'un calibre supérieur à 406 millimètres, ni déplacer chacun plus de 35 000 tonnes, non compris le combustible et l'eau destinée aux chaudières.

3° La construction de navires de guerre d'un tonnage égal ou inférieur à 10 000 tonnes est libre. Pour eux, pas de limitation de tonnage global, mais seulement l'interdiction de porter aucune artillerie de plus de 203 millimètres.

4° Les navires appartenant aux catégories dont le tonnage global est limité ne sont pas remplacés par des navires neufs au gré de leurs possesseurs. Il faut qu'un cuirassé vive vingt ans. La mise en chantier de son successeur n'est permise que trois ans avant sa mort légale. Toutefois, un navire perdu accidentellement peut être remplacé, quel que soit son âge.

Nous n'avons donc droit qu'à 175 000 tonnes en tout de navires déplaçant plus de 10 000 tonnes, ou portant des canons de plus de 203 millimètres. Si nous mettions, comme le font

les Allemands, des canons de 280 millimètres sur un navire de 10000 tonnes, il entrerait, par ce fait, dans la catégorie dont le tonnage global est limité à 175000 tonnes. Cela étant, supposez que nous décidions de construire quatre navires de 15000 tonnes, pour garder une supériorité sur la marine allemande, et qu'une autre nation construise, elle, les cinq navires de 35000 tonnes dont l'ensemble fait les 175000 tonnes auxquelles nous avons droit. Ayant déjà 60000 tonnes de petits cuirassés, nous ne pourrions plus en construire que 115000 de grands, ce qui nous laissera plus faibles que cette autre nation, et cela pour vingt ans, puisque les navires de la catégorie limitée ne peuvent être remplacés à moins de vingt ans d'âge.

Il n'existe donc qu'une manière raisonnable et prudente de répondre à la construction de l'*Ersatz-Preussen*, et c'est de commencer l'année prochaine la construction d'un navire du plus fort déplacement qui soit autorisé par les conventions internationales.

* * *

Mais que d'obstacles s'y opposent à l'intérieur et à l'extérieur des frontières! « Dans quel monde, diront bien des gens, vit donc cet homme qui propose de construire des cuirassés de 35000 tonnes? Il appartient à une époque périmée. » Car ce ne sont pas seulement les formules écrites dont se compose le traité de Washington qui restreignent nos constructions navales. En même temps que ces règles, cette Conférence et d'autres ont créé en Europe un état d'esprit, une sorte de mystique que la presse anglo-saxonne, après avoir contribué à la propager, entretient soigneusement. Et cet état d'esprit porte certains signataires de la Conférence, particulièrement la France, à surajouter des limitations à celle que les Anglo-saxons leur ont très habilement fait accepter pour s'assurer sans effort une suprématie navale indisputable.

Il est presque admis actuellement que l'autorisation de construire de grands navires de combat, bien que donnée à tous, avec leurs limites particulières, ne vaut en fait que pour l'Angleterre et les États-Unis. Qu'un autre signataire s'avise d'en mettre en chantier et toute la presse anglo-saxonne criera à l'impérialisme ; et notre presse de gauche fera chorus, si c'est la France qui use de son droit. Des sous-marins, des

torpilleurs, tant qu'on voudra ; des croiseurs, passe encore, surtout s'ils sont faibles ; mais des cuirassés, jamais. Sous-marins et torpilleurs sont, comme chacun sait, navires de gauche et d'extrême gauche ; le centre va jusqu'au croiseur, mais seul un réactionnaire peut réclamer des cuirassés... Ce n'est pas nouveau. Il en était de même sous la première République. Le vaisseau de ligne puait l'aristocrate et un vrai sans-culotte ne donnait sa confiance qu'aux corsaires, aux brûlots, — les torpilleurs d'alors, — et aux boulets rouges redoutables surtout pour ceux qui les employaient.

Et puis, c'est un dogme avéré, — un de nos hommes politiques l'a dit qui est presque un prophète, — « le cuirassé est un navire offensif, tandis que le torpilleur et le sous-marin sont des navires défensifs, et nous ne voulons pas d'une marine offensive ». C'est un dogme avéré et pourtant, quand on y réfléchit, quelle profondeur de sottise dans cette phrase maintes fois répétée par son auteur et par d'autres ! M. Prudhomme, dans son écrin, a peu de perles que vaillent celle-là. Car un navire de guerre est une arme, et c'est par nature une arme offensive. Une arme défensive, c'est une cuirasse, un bouclier, quelque chose d'inerte qui protège des coups, mais n'en donne pas, une arme incapable d' « offenser ». Un sabre, un fusil, un canon, un navire de guerre peuvent être employés défensivement, mais ils ne défendent leur possesseur qu'en offensant ses agresseurs, en étant offensifs. S'ils n'offensent pas, ils ne sont pas pour cela défensifs, ils sont inoffensifs. L'épithète « offensive », appliquée à une arme offensive par nature, n'a pas pour contraire « défensive », mais bien « inoffensive », c'est-à-dire, inutile, nulle. Une marine de guerre, quelle que soit sa composition, n'a de réalité qu'autant qu'elle est offensive. Si elle n'est pas offensive, elle ne peut pas plus servir à la défense qu'à l'attaque, elle est nulle. Ou offensive ou inutile, il n'y a pas de moyen terme.

Et si une marine est petite, ce n'est pas une raison pour que les éléments qui la composent soient moins offensifs. Au contraire, plus elle est petite, plus chacune de ces unités doit être offensive. C'est bien ce que comprennent les Allemands. Ils n'auront plus que quatre ou six cuirassés de 10000 tonnes mais ce seront des navires aussi offensifs qu'il est possible de l'obtenir avec le déplacement imposé.

Donc, ce qui peut et doit être défensif, ce ne sont pas des armes offensives par nature, c'est l'usage qu'on en fait et, si l'esprit qui l'anime est agressif, un peuple armé de bâtons est dangereux pour la paix. Les sous-marins allemands ont été, pendant la guerre, infiniment plus offensifs que les cuirassés autrichiens.

Il y aurait peu d'inconvénients pour notre marine à ce que le déplacement des navires de ligne fût inférieur à 35 000 tonnes. Le choix a été déterminé par un état de fait, au moment de la Conférence de Washington. Les derniers cuirassés construits aux États-Unis, en Angleterre et au Japon, avaient à peu près ce déplacement. Qu'on l'abaisse à 20 000 tonnes si l'on veut, et qu'on abaisse le calibre maximum à 305 millimètres, ou plutôt qu'on se borne à limiter le déplacement, en laissant chacun libre de l'utiliser comme il l'entendra, ce qui vaudrait mieux. Mais tant que la limite est de 35 000 tonnes, ce sont des navires de 35 000 tonnes qu'il faut construire.

***

En nous en tenant à la Convention de Washington, nous aurions pu mettre un grand navire en chantier dès 1924, pour remplacer la *France* perdue dans le chenal de Quiberon et un deuxième en 1927. Un troisième pourrait être commencé cette année. Nous n'avons pas usé de ces droits, et il faut approuver pleinement la sagesse et la modération d'un gouvernement qui n'a pas voulu donner le branle à des séries de constructions très coûteuses qu'aucune nécessité impérieuse ne justifiait. Les grands navires de ligne sont, en effet, surtout indispensables pour s'opposer à des similaires et, tant que personne n'en construisait, nous pouvions nous contenter de tenir des plans à jour des derniers progrès. Nous restions ainsi en état de répondre immédiatement à la menace qu'eût été la mise en chantier par un voisin de navires de ligne.

Nous avions d'ailleurs un intérêt technique à attendre. Un grand navire de guerre est la production la plus complexe du génie humain. Son exécution demande non seulement de la science, mais une longue expérience chez l'ingénieur, le dessinateur, le contremaître, l'ouvrier des chantiers navals et des différentes usines chargées d'exécuter, qui les machines motrices ou auxiliaires, qui les dynamos, qui les frigorifiques, qui les câbles électriques, l'appareillage, les instruments de conduite

du tir, etc... Ceux mêmes de ces appareils qui paraissent communs à tous les navires sont en réalité très différents sur les navires de guerre, où la place est restreinte, où l'on demande à la matière des efforts plus grands, où des précautions spéciales doivent être prises contre les avaries de combat.

Or, de 1914 à 1922, nos chantiers ont interrompu les constructions navales militaires. Toute leur activité s'est employée à fabriquer du matériel pour les armées : munitions, éléments de ponts, plates-formes de canons, etc... Après ce long intervalle pendant lequel les traditions s'étaient perdues, beaucoup d'ingénieurs, d'ouvriers, de contremaîtres expérimentés avaient disparu ; il eût été très imprudent d'entreprendre d'emblée la construction de grands navires ; il fallait procéder par échelons. Manquer un torpilleur de 1 500 tonnes est très regrettable, mais ce n'est pas une catastrophe, tandis qu'on ne peut accepter l'éventualité de manquer un navire de 35 000 tonnes, valant 700 millions. Les dernières années ont été employées à la rééducation du personnel technique. La réussite des derniers croiseurs de 10 000 tonnes et de plus de 100 000 chevaux permet de la considérer comme achevée. Seule la fabrication des cuirasses épaisses, abandonnée depuis quatorze ans, pourrait donner quelques mécomptes. Mais une plaque de cuirasse est éprouvée avant sa mise en place et, s'il faut la mettre au rebut, la perte n'est que de quelques centaines de mille francs. Le plus grave inconvénient est d'avoir à consentir aux industriels des prix assez élevés pour couvrir les risques de ces échecs.

Ainsi nous sommes techniquement prêts à entreprendre de grands navires de ligne. Si nous ne le faisons pas, nous n'aurons dans quatre ans aucun navire en état de se mesurer avec l'*Ersatz-Preussen*. Cette éventualité est inacceptable. Il faut voir les choses telles qu'elles sont et se résoudre au sacrifice nécessaire pour garder une supériorité navale sur les Allemands acquise par tant de sang et si indispensable à notre sécurité et au maintien de la paix générale.

* * *

MADAME DE CHASTENAY

LA BOUQUETIÈRE DU ROMANTISME

LA JOLIE CHANOINESSE

Dans cette société de la fin de l'Empire et de la Restauration, dont Mme de Chastenay se trouva être la *bouquetière*, il y eut sans doute des Muses plus fiévreuses, et, dans le monde des lettres, où brillaient Joubert et Chateaubriand, de plus fières *Madames*. A côté de Mmes de Duras et de Custine, devant une Nathalie de Noailles, en présence d'une Mme de Staël, voire d'une Mme de Genlis, qu'était donc l'auteur du *Calendrier de Flore*? Rien d'autre qu'une provinciale, une jeune fille rêveuse éprise de la nature, penchée sur les plantes, qui jamais ne se maria et qui, cependant, tout en séchant et disposant des fleurs dans un herbier, atteignit le soir de sa vie doucement, se rappelant des anecdotes et les consignant dans ses *Mémoires*.

Ceux-ci, qui sont tout à fait primesautiers, spirituels, enfin parmi les plus attachants des mémoires de femmes, commencent à l'adolescence de notre héroïne. En ce temps-là, 1784 (Mme de Chastenay était née en 1771), la vie se montrait belle, les temps étaient heureux; tout était à la bergerie, et, dans cette bergerie, les petites filles mêmes avaient leurs plaisirs : la parure, la musique, les ballets où, rien qu'à glisser sur un certain air au son des violons, les pas rythmés dessinent toute sorte de figures. Ainsi Mme de Chastenay apprit de bonne heure

le menuet, la pavane, et comme son maître à danser était celui de Mlle de Matignon, c'est-à-dire l'un des premiers du siècle, elle ne tarda pas d'être accomplie dans cet art.

A l'un de ces bals d'enfants, dont la bouquetière ne pouvait se rappeler plus tard le souvenir sans être émue, il arriva une fois qu'on lui présenta comme cavalier un charmant petit garçon, aimable, vif, empressé, d'un naturel plein de franchise, et que le chevalier de Virieu accompagnait en le nommant : Monseigneur. C'était le jeune duc d'Enghien. Et ce n'est pas là le moins pathétique de la destinée de Mme de Chastenay de penser qu'après avoir dansé dans son enfance avec ce jeune prince, à près de dix ans de là, devenue jeune fille instruite et courtisée, elle dansa avec Bonaparte. Où elle dansa encore, avec une aisance qui fut reconnue parfaite et le plus décemment du monde, ce fut à Épinal avec l'un des officiers les plus accomplis du régiment de Noailles, M. Alexis du Hautoy, jeune homme plein de mérite et de bravoure.

Il faut dire qu'en ce déclin d'un régime où tout, jusqu'à la religion, se faisait aimable et prenait un air de fête, la petite Victorine, malgré son jeune âge, était venue à Épinal pour être reçue chanoinesse. Avant la Révolution, ce titre offrait un caractère plus nobiliaire et mondain qu'ecclésiastique. Il ne comportait aucun vœu, sauf pour la doyenne ; mais la grande aumônière, la grande chantre, la secrète n'en prononçaient pas; ni les dames *prébendées* et *aprébendées*. C'est selon cet usage que Mme de Condorcet et Lucile de Chateaubriand, plus tard Mme de Caud, furent nommées chanoinesses aux chapitres de Remiremont et de Neuville-les-Dames; pour la petite Félicité de Saint-Aubin, future Mme de Genlis, avant d'être la mère de Paméla et de devenir la gouvernante des enfants du Duc d'Orléans, elle avait, elle aussi, presque enfant encore, été élevée à cette dignité. Cela, lors de la réception par le chapitre, entraînait tout un cérémonial dont Mme de Chastenay a dit elle-même, dans ses *Mémoires*, qu' « il tenait de la chevalerie et de l'institution monastique plus que de la profession religieuse ». Le fait est que Mme d'Argenteuil, dont Mme de Chastenay était nièce, étant à ce moment-là abbesse d'Épinal, le jour venu pour la jeune fille de prononcer les vœux, le chapitre entier, composé de vingt et une dames, vint chercher Victorine à la maison de sa tante. Il y avait aussi des chevaliers, dont l'un prit la réci-

piendaire par la main et la conduisit; la musique de la garnison précédait.

Parvenues dans l'église, les dames chanoinesses se placèrent dans le chœur, habillées comme dans le monde mais avec des robes de soie noire sur des paniers et de grands manteaux doublés d'hermine. Cela fait, après que la petite Chastenay se fut mise à genoux sur un carreau de velours, la mère commença par l'interroger; ensuite, Victorine ayant satisfait à toutes les questions, Mme d'Argenteuil lui passa le grand cordon bleu avec la croix au bout, le long manteau bordé d'hermine, l'aumusse et le voile noir. Ce sont là les insignes de l'ordre et qui valent à la nouvelle nommée d'être appelée comtesse ou Madame. Mais il y a encore un autre usage, dont parle Mme de Genlis. C'est qu'outre les questions posées par l'abbesse, il y en a d'autres posées par le grand-prieur.

C'est le grand-prieur qui fait chanter le *credo* aux récipiendiaires; c'est lui également qui s'approche de la nouvelle nommée, lui passe au doigt l'anneau d'or, lui coupe une mèche de cheveux et lui attache sur la tête « un petit morceau d'étoffe blanc et noir long comme le doigt que les chanoinesses appellent un *mari* ». Quand Victorine de Chastenay revint à Essarois, et, parmi les filles des vignerons et les compagnes de son enfance, regagna l'antique demeure où son père, le comte de Chastenay-Lanty, ancien colonel au régiment de dragons Bauffremont, était à l'attendre, elle avait toujours ce petit *mari*-là, mi-partie de noir et mi-partie de blanc, qui pendait drôlement sur son front entre ses mèches folles. Il est vrai que cela allait tout à fait à sa figure, un peu sauvageonne, et que ce petit *mari* s'accommodait fort bien à son mignon visage, à la fois éveillé, distingué, piquant, mais en raison du vent et de l'air des vignobles, assez brun et rougeaud.

Pour l'habit de chanoinesse, que la jeune fille s'habitua à revêtir les jours d'assemblées de chapitre ou de grandes fêtes d'église, il était tout ce qu'il y a de plus seyant. La nouvelle comtesse était assez fine pour l'entendre; déjà son miroir le lui avait dit. Quatre ans après, il le lui répéta. Il est vrai qu'en ce temps-là, — 1789, — elle était devenue une jolie personne. « Blanche et assez bien faite, les cheveux bruns, les dents belles, les yeux bleus, le regard assez doux », avec son port de tête charmant et mutin, son regard profond, vif et tendre, elle était bien

digne de fixer l'attention. Elle-même, en s'essayant, d'une plume discrète, à retracer les traits de sa physionomie, a écrit que c'étaient moins ces traits-là que l'expression, née des mouvements de l'âme, qui faisait « le mérite de sa figure ». « Plus de bonté que d'esprit, voilà, disait-elle, ce que je lis sur mon visage; j'avoue, ajoutait-elle encore, que je m'en applaudis. »

Et comment cette jeune fille, qui respirait avec joie dans l'air du siècle, n'eût-elle pas, elle aussi, sacrifié à cette sensibilité, à cette bonté que la philosophie, les lettres, le théâtre, voire la danse et la botanique avaient mises à la mode ? Une petite personne, qui, à dix ans, lisait les *Hommes illustres* et les *Révolutions romaines* de Vertot, pouvait bien, à dix-huit, se monter un peu la tête sur Jean-Jacques et M. de Saint-Pierre. « Un désert et un mari bien épris me semblaient, disait-elle à propos, le comble de la félicité. Je lus alors *la Chaumière indienne*, et je versai bien des larmes. » Ces larmes-là avaient leur douceur, et pour le petit mari dont elle rêvait, il n'était plus tout à fait dans son imagination, depuis quatre années, cette poupine d'étoffe que Mme d'Argenteuil, au temps où elle avait été reçue chanoinesse, lui avait nouée entre les cheveux. Mais déjà ce petit mari prenait figure humaine ; et comme celles de ce temps-là, dans cette société choisie, étaient riantes et poudrées, le jeune Auguste de Damas, qu'elle rencontra dans le monde et qui, dit-elle, « sans être grand était d'une tournure agréable », chevaleresque, aimable, eût pu devenir pour elle un époux un peu plus sortable que ce mari de comédie.

Mais qu'avait à faire d'un Chérubin de quinze ans une grande demoiselle déjà raisonneuse et que la société de Versailles, au milieu de laquelle elle vivait depuis que son père avait été député aux États généraux comme représentant de la noblesse du bailliage de Châtillon, achevait bel et bien d'éveiller à des sentiments plus hardis et plus vifs? Justement le hasard des rencontres, l'animation, l'imprévu des colloques où son père était mêlé et où il l'entraînait, la placèrent en présence de Stanislas de Clermont-Tonnerre, gentilhomme dévoué à la monarchie vacillante, enthousiaste, spirituel et qui se trouvait être de plus marié à une femme charmante pour laquelle il était aux petits soins et qu'il adorait.

La vue de ce couple d'amoureux acheva de révéler à la chanoinesse un monde insoupçonné de délices. Mais l'amour, pour naître, pour grandir, même dans un cœur de chanoinesse, il lui faut une sorte de quiétude, un milieu propice, idéal, où les songes, en quelque sorte animés, vivent mieux que les faits réels. Et quels faits plus atroces que ceux des journées des 5 et 6 octobre? M. de Chastenay, député des États, vit la populace, il entendit les clameurs; et les têtes des gardes du corps, qu'on devait porter à friser à Sèvres avant de les ramener à Paris, il les aperçut au bout des piques.

Dès lors, c'en était fait. Devant la violence, l'horreur des événements, il y eut en Victorine quelque chose qui s'assombrit, se durcit; son cœur, à la veille de s'épanouir dans les sentiments les plus heureux, se ressaisit dans le devoir; tout ce qu'il y avait en elle de dévouement, d'amour, elle le prodigua à sa famille. A sa mère d'abord. Cette aimable mère, elle venait, dit-elle, dans sa campagne d'Essarois, devant le vieux château, de « faire planter sous ses yeux les allées de tilleuls de la cour ». Mais il s'agissait bien de planter alors! Pour un être si cher, la chanoinesse commençait de trembler. Et son estimable père? Le fait d'être député de la noblesse aux États ne le vouait-il pas aux représailles? Enfin son frère Henri, qui venait d'obtenir dans un régiment d'infanterie l'épaulette de sous-lieutenant, est-ce que son origine, son nom, ses mérites mêmes ne le condamnaient pas?

C'est à Rouen qu'elle et ses parents se réfugièrent après la journée du 20 juin et qu'ils apprirent, à huit mois de là, la mort du roi. Afin d'éloigner les soupçons, d'éviter les visites domiciliaires, toujours dangereuses et dont on ne pouvait jamais prévoir les conséquences, il n'y avait rien que n'imaginât cette fille vaillante. C'est elle qui tailla de ses mains, sur le modèle qu'on appelait alors la carmagnole, la veste dont se vêtit M. de Chastenay. Pour elle, afin d'éviter d'être suspecte, elle avait fait couper ses cheveux tout à plat, s'était habillée en pierrot de l'étoffe la plus commune, et elle s'essayait au tutoiement révolutionnaire. Seules, à la fin de journées si angoissantes, les soirées de famille, dans le silence et le recueillement, lui apportaient un peu de repos. C'est alors, à la lueur d'une mauvaise chandelle, et tandis que le tambour dans les rues de Rouen battait la générale, que, pour mieux fortifier et tremper

son âme, elle revenait à ses études. Elle se mettait au clavecin, composait des romances, lisait Grandisson en anglais, enfin elle s'appliquait à son herbier.

Il est vrai que ce printemps de 1794 avait quelque chose de radieux. Jamais saison ne fut plus ensoleillée, plus douce. « On eût dit, écrit Mme de Chastenay, que la nature voulait consoler le monde des crimes de la société. » L'amour des fleurs, toujours impérieux en elle, la reprenait de toutes ses forces. Alors, dans les délicieux vallons qui environnaient la ville normande, ils allaient tous deux, elle et son frère Henri, faisaient moisson des plantes; puis rentrés avec précaution dans leur demeure, ils les dessinaient. Victorine, entre autres talents, excellait à imiter « en fleurs artificielles les branches des arbres fruitiers et les tiges des jacinthes ». C'était son ouvrage du soir; mais un soin plus pressant l'occupa bientôt. La promulgation du décret du 27 germinal, en imposant aux ci-devant nobles l'interdiction des villes maritimes, — et Rouen en était une, — obligea les Chastenay à quitter la Normandie.

Hélas! quand, au prix de mille périls, ils eurent réussi à gagner Châtillon, la Bourgogne ne leur offrit pas un asile plus sûr. Alors la terreur régnait partout. A la suite d'une dénonciation adressée de Châtillon à Paris à Fouquier-Tinville, M. de Chastenay, le père, était décrété d'arrestation. Il réussit à s'enfuir; et quand le lieutenant de gendarmerie envoyé de Dijon parvint à Essarois, c'est la chanoinesse qui le reçut. Il est beau de voir alors comment cette fille décidée se présenta hardiment devant cet homme noir, sans cravate, en épaulettes, qui sacrait et qui jurait. Avec finesse et sang-froid, elle eut réponse à tout; mais durant que son frère, imitant son père, parvenait à s'échapper, c'est elle qu'on arrêta. Cependant elle n'eût pas été la personne courageuse qu'elle avait su être à Versailles et à Rouen, si elle se fût démontée pour si peu. Tranquillement, elle demanda à faire un paquet de ses hardes les plus nécessaires; « puis, dit-elle, je pris un petit miroir encadré de carton et une paire de souliers neufs. » Après quoi, le plus paisiblement du monde, résignée, folâtre, en gambadant comme au temps où le maître à danser de Mlle de Matignon lui enseignait le menuet et la pavane, sur l'air frivole : *Jardinier ne vois-tu pas,...* elle suivit son geôlier et s'en alla à la prison.

LE BOUQUET DE BLUETS DE BONAPARTE

Depuis ces jours sombres, une année a passé. Le 9 thermidor est venu ; son père, sa mère et son frère ont été rendus à son affection. D'abord, l'hiver de l'an III a été rigoureux; et, dans sa chambre de Châtillon, Mme de Chastenay a eu bien froid, durant qu'en toilette légère, la même qu'elle portait en sortant des geôles de la Terreur, à la lueur vacillante d'une lampe à bec, elle lisait Virgile, commentait Horace. Mais maintenant, cette vaillante, cette savante, elle a une grande joie : c'est de pouvoir jouer à la Glycéra, et de s'en aller, de nouveau, herboriser dans la campagne.

Les temps peuvent être durs, les hommes cruels : les fleurs sont toujours les fleurs; et ce mois de prairial fait éclore les plus parfumées, les plus douces. Comme dans les *Tristes* de son cher Ovide, tandis qu'autour d'elle, sur les frais coteaux, se nouent les pampres et naissent les feuilles, la chanoinesse se plaît à cueillir la violette. Telle une disciple de Jean-Jacques, qu'elle est demeurée malgré tout dans la tourmente, Victorine se divertit à rassembler, maintenant comme jadis, ce que Rousseau appelait le *fagot d'herbes;* mais tandis qu'elle s'en va de la sorte, le long des sources, par les venelles, le grand chapeau de jardin dont elle est coiffée s'incline sur son front, et ne permet pas de découvrir si Mme de Chastenay, parmi ses boucles indociles, porte toujours, mi-partie de blanc et mi-partie de noir, le petit *mari* d'étoffe, dont sa tante Mme d'Argenteuil et M. le grand-prieur l'affublèrent jadis. Pour Auguste de Damas, l'amoureux de quinze ans, qui n'eût pas mieux demandé d'être aussi un mari pour elle, mais un peu plus sortable, il a péri dans la Révolution. Stanislas de Clermont-Tonnerre n'est plus; et le petit Duc d'Enghien, celui que le chevalier de Virieu appelait Monseigneur, et qui dansa avec elle dans son enfance, il est loin; bien loin de France, parti avec les émigrés !

Son père a été arrêté, enfermé à Paris, à la Conciergerie. On est en thermidor; les têtes, comme au temps des épis, tombent dans la moisson rouge, et la chute même de Robespierre n'empêche pas que M. de Chastenay ne soit traîné au tribunal. C'est alors que se présente Réal, sorti récemment lui-même de

la prison du Luxembourg. Pierre-François Réal est un avocat de trente-sept ans; comme tous les jeunes gens de talent que la Révolution a fascinés, il s'est approché de la tribune. Sa parole est vive, animée, chaleureuse; sa physionomie ouverte plaît, elle séduit par un caractère de bonté, de franchise. En moins d'un moment, Réal, qui conquiert le tribunal, emporte l'acquittement de l'ancien colonel des dragons Bauffremont. Il faut dire encore, afin de tout comprendre, que, dans sa plaidoirie si persuasive, il a fait état d'une lettre de la chanoinesse; et cette lettre, elle dégageait un accent filial si touchant, si profond même, que l'avocat n'a eu qu'à la lire pour faire naître la pitié, couler les larmes dans l'auditoire. C'est ainsi, — Mme de Chastenay l'a écrit plus tard, — que la fille se trouva mêlée à l'admirable défense prononcée en faveur du père. « Mon cœur, dit-elle, en se rappelant, n'a pas été ingrat. »

Durant qu'elle s'en va cueillant des fleurs, la chanoinesse, seule avec ses souvenirs, pense à cela; et, tout en y pensant, elle qui est redevenue la gaieté et la joie même, tout à coup elle s'arrête, interdite. Elle songe encore, et elle est grave. C'est que le même ironique destin qui l'avait placée, avant la Révolution, devant M. de Clermont-Tonnerre déjà marié, après la Révolution, la mettait en présence d'un autre homme sensible, éloquent, plein de charme personnel et de talents publics : ce Pierre-François Réal qu'elle se représente si respectueux, si chevaleresque, « une âme pure, une imagination sage »; et voilà que cet homme-là aussi était marié, voilà qu'il avait des enfants! Sera-t-elle donc toujours, comme on dit au couvent, dans l'état de veuve? Et ce mariage, dont elle vit tant de fois autour d'elle apparaître la promesse, dont elle se fit une image si douce, ne sera-t-il jamais à ses yeux qu'une moquerie, une chimère?

Réduite à son petit *mari* d'étoffe, Mme de Chastenay (car, ne l'oublions pas, de par son ordre elle est Madame) soupire et se recueille; ses yeux, comme à toute fille sensible d'un temps qui l'est si peu, s'emplissent de larmes. Et *la Chaumière indienne*, et le désert, et le cœur elle y songe encore! En herborisant autour d'Essarois, dans la vallée de la Dijenne, elle ne cesse de penser à tout cela; mais aussi elle y pense à Châtillon, là où la Seine est si étroite entre les roseaux, où chante la Douix, où les cloches de Saint-Vorles et de Saint-Nicolas, au-

dessus du château des Ducs, jadis étendaient leur rumeur! Justement, au moment même où la chanoinesse, absorbée dans ses souvenirs, perdue dans ses espérances, revient vers sa demeure d'ordinaire silencieuse, elle perçoit un bruit, elle entend un tumulte. Surprise, elle gravit les degrés moussus du perron, pousse la haute porte, accède au salon, et là, tant elle aperçoit de personnes rassemblées, ne reconnaît plus sa maison tranquille.

Au clavecin est assis son frère Henri; auprès de lui se trouve M. Miller, jeune clarinettiste fort adroit, qu'elle connut à Dijon dans les jours sombres, alors qu'elle allait partout intercéder pour sauver son père. Et ce père respectable, cette mère délicate que la Révolution a faite seulement un peu plus grave, les voilà tous deux. Ils causent avec Mme Marmont, la mère du jeune officier de ce nom, et leur voisine de Châtillon. Précisément, Auguste-Frédéric, ce fils dont Mme Marmont est si glorieuse, et devant qui s'ouvre une carrière militaire brillante, vient d'arriver au Châtelot, chez ses parents. Il appartient à l'armée de Provence, qu'en raison de ses prouesses on appelle déjà l'armée d'Italie; et Mme Marmont, toute fière, de le présenter, d'emblée, à Victorine! Celle-ci s'incline, rougit, tend la main; mais le jeune Marmont, aussitôt qu'il tient dans sa main celle de la chanoinesse, ne la quitte pas pour cela. De cette façon, Auguste-Frédéric, toujours amenant à lui Mme de Chastenay, la conduit dans l'angle le plus obscur du salon. Là, se tient silencieux, rigide, peu élégant, et dans un uniforme qui a fait campagne, un autre officier que Victorine, qui le découvre et le contemple avec stupeur, juge de quelques années plus âgé que son compagnon d'armes.

— Mon ami, le général Bonaparte!

Drôle de nom, celui que Marmont vient de prononcer; nom obscur. C'est la première fois que la chanoinesse l'entend. Et quel bizarre personnage c'est là! Des galons usés, pas d'épaulettes, des cheveux longs retombant négligemment, depuis le front olivâtre jusque sur le haut col d'une tunique élimée, le teint bilieux, les joues maigres, enfin, comme Cécile de Permon et sa sœur Laure, future duchesse d'Abrantès, l'avaient dit une fois en éclatant de rire, tout à fait cette allure de chat botté dont se moquaient les muscadins : tel se présentait ce jeune général, de chétive allure, à la petite mine, et dont le grand sabre de

cavalerie, la ceinture aux couleurs de la nation, marquaient seuls la dignité, indiquaient le grade.

Une dame qui, vers ce temps-là, venait de rencontrer le vainqueur de Toulon et de Saorgio, a répété à Stendhal, plus tard, que la première chose qui la frappa, en apercevant Bonaparte, fut la surprenante beauté des yeux. « Il avait un très beau regard, dit-elle, et qui s'animait en parlant. » Oui, mais il fallait que le général parlât; et c'est ce qu'il ne daignait pas volontiers faire. Dans ce temps-là, il était avec les femmes d'une réserve sauvage. Sans leur parler encore avec cette brusquerie dont il donna, plus tard, si souvent les marques et qui fit, alors qu'il fut parvenu au comble de la puissance, se serrer tant de cœurs, pleurer tant de beaux yeux, il affectait déjà ce maintien fier, cette réserve taciturne alors si peu conformes à l'allure des mœurs, à la liberté du langage. Contrainte et comme glacée de cet abord, Victorine de Chastenay, fine mouche et que l'ancien régime avait formée à ses manières aussi polies qu'adroites, pour éluder tant de gêne, eut recours à la musique. De sa petite main ferme, potelée, blanche, elle ouvrit le clavecin, posa ses doigts sur les touches; et comme Marmont, garçon loquace, venait d'expliquer aux auditeurs que son compagnon était d'origine corse, fort habilement la jeune fille, afin de se faire mieux comprendre, d'une voix très pure se mit à chanter en italien; puis coquettement, mais avec pudeur, comme elle savait faire, se tournant vers son hôte, la chanoinesse lui demanda, en souriant, si sa prononciation était bonne.

Le général, toujours sévère, se contenta de répondre qu'elle ne l'était pas, puis il retomba dans son mutisme; et tout en serait resté là de cette rencontre, si Junot, aide de camp de Bonaparte, ne fût arrivé dans cet instant. Il était « d'une très bruyante joie », dit Mme de Chastenay, et comme il était aussi turbulent, aussi gai que Bonaparte était sombre et réservé, il se jeta au travers de tout cela, rompit la glace. Et c'est lui avec Marmont qui arrangèrent d'impromptu pour le lendemain, à la maison du Châtelot, chez les parents de Marmont, le festin qui devait suivre, enfin, pour un autre jour, le concert mêlé de bal et la promenade.

Au Châtelot, d'ailleurs, le moment venu, il s'en fallut de beaucoup que tout allât aussi bien que Junot l'avait pensé.

Pendant tout le repas, malgré l'excellence des mets, le piquant des vins du crû, relevés encore par les saillies de ses officiers, le général Bonaparte demeura de glace. Il ne dit à personne un mot aimable; seulement, comme il avait fait placer, en face de lui, Louis, son jeune frère, futur roi de Hollande, alors âgé de seize ans à peine et dont il surveillait l'éducation, il se contenta de lui poser des problèmes, de l'entreprendre sur l'algèbre et les logarithmes. Sans la bonne humeur de Marmont, la verve hardie, voire gauloise de Junot, tous deux d'ailleurs absolument dévoués à Bonaparte et soumis en esclaves à son ascendant, ce repas, dont les convives se promettaient tant de plaisir, fût demeuré insipide, le plus maussade et le plus triste qu'on vit jamais. Pour sa part, Victorine, dans les divers milieux, souvent les plus opposés, où les événements l'avaient jetée depuis dix ans, n'avait jamais assisté à rien de pareil. Cette froideur, ce dédain la laissaient humiliée, froissée; tant de hauteur la blessait.

Alors, tout d'un coup, l'idée lui vint de percer cette énigme, de savoir qui était cet homme. Sous ce sobre et sombre uniforme d'un soldat qui avait fait la guerre, un cœur battait-il, semblable aux autres cœurs? Enfin ce Bonaparte, avec son mutisme, sa taciturnité, cette espèce de mépris mal dissimulé dont il enveloppait tout ce qui n'était à ses yeux ni savant ni guerrier, quel était-il? Justement, on se levait de table. Avec beaucoup d'adresse, elle s'approcha de lui, parvint à l'isoler, puis brusquement se mit à lui parler de la Corse.

D'abord, il ne sortit pas de son silence. Cependant, il semblait que ce nom, la Corse, eût produit un grand effet sur son âme. Durant un bref instant, et comme s'il avait été particulièrement ému, il resta songeur; Mme de Chastenay, qui l'observait avec attention, le vit pâlir et rougir tour à tour; et toutes les impressions, sur ce visage singulier, maigre et dur, semblaient portées au paroxysme. Ce dont Mme de Chastenay se souvint par la suite, c'est que, dans le salon des Marmont, au Châtelot, entre les deux fenêtres donnant sur le grand jardin, il y avait une console de marbre. Le général s'y accouda, et voilà que, tout d'un coup, lui qui depuis deux jours n'avait pas dit un mot, il parla. Il parla pendant quatre heures, et ce fut comme un torrent de feu! Ce qu'il dit, Mme de Chastenay l'a répété plus tard, mais mal; et l'ardeur de cette conversation, le bouillonnement des

idées, l'attrait des souvenirs, le relief du récit, tout cela, sur le moment même, en passant par la voix chaude, un peu rauque, de Bonaparte, prenait une grande force et un grand éclat.

Dans cette conversation, ce soliloque plutôt, tant il semblait que le général ne se parlât qu'à lui-même, il y avait de tout : la Corse, d'abord, dont ce fils d'Ajaccio parlait avec passion, puis l'Italie qu'il aimait, Toulon enfin où il combattit. Après Thermidor, c'est là qu'on l'incarcéra. Alors Mme de Chastenay dit qu'elle aussi et tous les siens, mais avant Thermidor (tandis que lui, c'était après), ils étaient allés en prison; cependant ils avaient résisté, en étaient sortis. Visiblement, ce récit lui plut; Victorine comprit que son interlocuteur aimait les actions hardies, les âmes fortes. Il le montra en faisant de l'armée, exprès pour elle, une apologie enthousiaste. L'armée, disait-il, l'armée, durant la Révolution, était demeurée « totalement étrangère aux événements sanguinaires » et aux troubles civils. De la sorte, il parlait comme un homme qui eût mis dans l'armée toutes ses pensées et tous ses vœux. Cela ne voulait pas dire pourtant qu'il restât étranger à tout ce qui n'était ni la gloire ni l'honneur militaires. Bien au contraire, il fit voir que sur les sciences, la philosophie, les lettres, il était instruit, parlait en connaisseur.

Elle, qui se croyait savante parce qu'elle jouait un peu de clavecin, moralisait avec Plutarque et botanisait avec Jean-Jacques, fut éblouie de tout ce qu'il lui dit du farouche Ossian, de *Paul et Virginie*, surtout du théâtre français. Par-dessus tout, il aimait la tragédie, Corneille d'abord. Ce dont, par exemple, il avait horreur, c'était cette détente, cet apaisement qu'on ménage au public en lui représentant, après la tragédie, une comédie gaie. Il disait que ses sentiments en étaient froissés. Pour lui, ajouta-t-il, « après une tragédie, il s'empressait de quitter le théâtre; enveloppé dans son manteau », il s'en allait au hasard des rues, et là, tout seul, sans aide de camp, sans personne, il continuait de vivre avec les héros du drame.

D'une voix martelée, cuivrée, mais vibrante, le général disait cela; et l'accent italien mal contenu donnait à cette voix une étrange force. Sans Junot, que lassait tant de grandeur, tant d'héroïsme, et qui vint faire le fou, danser au milieu du salon, enfin donner à rire à tout le monde, la petite chanoinesse d'Épinal et le futur général en chef de l'armée d'Italie

eussent passé toute la nuit au Châtelot à philosopher, et dans un dialogue étincelant, poursuivi cent chimères, remué et refait le monde! Finalement le succès fut très grand pour Victorine. « De toutes parts, dit-elle, on s'émerveilla de ce que j'eusse fait parler le général. » Mais, le lendemain, ce fut mieux encore. Avec les officiers, et quelques jeunes filles qui s'étaient jointes aux Marmont et aux Chastenay, on dansa des rondes. Junot, comme la veille, fut le boute-en-train. En s'accompagnant de grands gestes, fort comique comme toujours, il y alla de sa chanson : *Mon berger n'est-il pas drôle?* On joua même à de petits jeux dans lesquels ceux qui perdaient donnaient des gages. Le général, qui semblait tout à fait apprivoisé, se prêta de bonne grâce à cette folie. Il perdit. Et c'est ainsi, « par suite d'un gage touché, ajoute Mme de Chastenay, que je vis un instant à genoux devant moi celui qui vit bientôt l'Europe aux siens ».

Enfin, l'on se répandit dans la campagne. Entre Sainte-Colombe et le Châtelot, la vallée dans laquelle la Seine circule, presque à sa source, est de tous points délicieuse. On se disposa à la parcourir; mais tandis que les parents de Marmont et ceux de la chanoinesse s'attardaient à petits pas, devisant entre eux, Victorine allait devant avec le général. Bientôt la conversation de la veille reprit, mais sur un ton plus confiant, plus intime; on s'éleva à moins de hauteur. D'abord c'est l'étude de l'italien qui fit les frais du dialogue. « A cette époque, écrit Mme de Chastenay, j'avais traduit dans cette langue un petit poème sur l'éventail et je lui en parlai. » Le général daigna répondre que, lui aussi, « il avait fait une étude à fond de la physionomie de l'éventail ». Même il avoua que c'était un plaisir pour lui de retrouver dans les battements de cet objet « l'écho des mouvements qui agitent les femmes ». Un jour, au Théâtre Français, il avait eu, en voyant jouer Mlle Contat, cette impression que, quoi que ressentît cette actrice, l'éventail qu'elle tenait dans sa main, rien qu'en s'ouvrant ou se fermant, l'exprimait aussi bien qu'elle, et non moins éloquemment.

Surprise qu'une nature aussi mâle se complût à observer de tels détails de la grâce et de la coquetterie, Victorine était sous le charme. Elle écoutait son compagnon avec ravissement. Bientôt, ils parvinrent à une prairie émaillée de bluets. Mme de Chastenay s'arrêta pour les admirer. Elle dit que, bien que

musicienne et poète, elle était, avant tout, une bouquetière. Ce qu'elle aimait, plus que Virgile, plus qu'Ovide lui-même, c'étaient les fleurs. Les plantes, selon elle, avaient une âme qui s'exprimait dans les parfums, un secret dont le coloris était l'emblème. Elle dit encore que, pour l'avoir étudié, elle en savait le langage. Le général la prit au mot. Il se pencha, cueillit un bluet à ses pieds et, le lui tendant, demanda à la chanoinesse ce qu'une fleur si douce pouvait bien signifier. En rougissant, elle répondit que le bluet est l'emblème de la mélancolie; il plaît aux âmes fragiles, délicates. Lui gardait le silence; et c'était pour penser à la Corse, à des fleurs plus sauvages, plus sombres, aux rouges œillets qu'on va cueillir avec les bergers, entre les haies, dans les ajoncs, sur les plateaux les plus élevés, devant la mer, le soir.

A ce moment, le soleil dans la prairie l'enveloppait, le transfigurait, dorait pour ainsi dire son teint oriental. Il était droit, immobile, presque rigide; l'astre, en s'inclinant, au lieu d'adoucir son profil, par un effet singulier le durcissait, en faisait quelque chose d'accusé, de métallique. Et ce visage consulaire, expressif et beau, mais net et dominateur, au regard d'aigle, il semblait que le soleil, comme celui des généraux romains, de César lui-même, l'eût pétri de ses rayons. Alors, devant le silence de son compagnon, ce silence qui revêtait quelque chose de solennel, de grave et sur le sens de quoi elle se méprit, M^me^ de Chastenay perdit un peu la tête. Comme une naïve pensionnaire, une chanoinesse ingénue, à cet homme qu'absorbaient de secrètes et farouches pensées de règne et de conquête, étourdiment elle se mit à parler du bonheur. Alors lui, frappé de ces mots charmants mais frivoles, répondit qu'à ses yeux, il n'y avait pas d'autre bonheur pour un être pensant, réfléchi, que de « donner le plus grand développement possible à ses facultés, à l'intelligence qu'il tenait de la nature ». Tout, en dehors de cela, était illusion vaine, folie sans grandeur, hochet pour les enfants et pour les femmes.

Devant cette déclaration inattendue, brutale, autoritaire, si différente de celle qu'elle attendait, M^me^ de Chastenay chancela un peu, faillit bien à ses pieds laisser tomber le *fagot d'herbes* et de fleurs des champs que le général, en se jouant, avait cueilli pour elle. Mais elle se raidit, se domina avec assez de force pour cacher son émotion; et quand les Marmont, les Chastenay,

Junot et le jeune Louis Bonaparte les eurent rejoints dans le vallon, elle et son compagnon, tous la trouvèrent aimable, souriante et ne remarquèrent pas sa pâleur. La promenade achevée, les uns et les autres regagnèrent le Châtelot. Le général, dont la gaieté avait reparu, plaisantait avec ses officiers; mais, au Châtelot, une grosse déconvenue l'attendait : l'ordre exprès, envoyé par la Convention, d'avoir à rejoindre Paris immédiatement.

A cette nouvelle, tout le monde se sépara, un peu gêné, Mme Marmont en pleurs de voir son fils la quitter plus tôt qu'elle n'avait pensé. En coupant par le plus court, les Chastenay, après les adieux faits aux voyageurs, regagnèrent Châtillon. Ils n'y étaient pas depuis dix minutes que le bruit d'un cabriolet, roulant à toute allure, vint troubler la rue d'ordinaire silencieuse. La grande fenêtre du salon était ouverte. La chanoinesse se pencha. Mais le cabriolet allait si vite que Mme de Chastenay distingua à peine Junot, assis sur le siège et tenant les guides ; à côté de lui, sombre, enveloppé dans son manteau, le général Bonaparte. L'espace d'une seconde, elle eut le temps de le reconnaître ; mais lui ne se retourna pas. Alors lentement, comme une personne qui est tout absorbée, saisie par son rêve, elle revint vers le clavecin à pas lents, l'ouvrit, posa sur les touches ses mains brûlantes, joua. Et toujours, c'était son air favori, celui qu'elle avait fredonné, autrefois, en allant à la prison : *Jardinier, ne vois-tu pas?*

Cet air-là, persistant, nostalgique, la fit penser au bonheur; car, depuis la promenade du Châtelot, elle en était restée à ce point de sa conversation avec le général. Le bonheur, qu'était-ce donc? Toujours comme en songe, Mme de Chastenay s'arrêtait de chanter; avec précaution, elle refermait le clavecin désuet des ancêtres. Par la fenêtre ouverte montait l'odeur du buis, des glycines; puis quelqu'un entrait. C'était sa bonne Chenard, ou mieux Nanette, sa servante dévouée, fidèle, celle qui partagea avec elle courageusement sa captivité et ses malheurs. Nanette tenait une lettre à la main. Et cette lettre, qu'avait apportée à Châtillon le même courrier qui avait remis à Bonaparte l'ordre de la Convention, elle était de son ami lointain, inconnu encore, le sauveur de son père : Pierre-François Réal.

LE CALENDRIER DE FLORE

Comme d'autres ont fait des portraits de femmes et d'enfants, d'un pinceau ou d'un crayon habile reproduit sur le papier ou sur la toile des profils charmants, de séduisants visages, Mme de Chastenay a fait des portraits de fleurs. Avec application, avec amour, elle a étudié les plantes, et ni Mme de Groslier que Canova nomma le *Raphaël des fleurs*, ni Redouté, qui composa pour l'Impératrice un album où sont peintes les espèces les plus fameuses des jardins, n'ont apporté, à représenter les œillets et les roses, un coloris plus frais, un dessin plus exquis et plus pur. Seulement, ce que d'autres, pour mieux exprimer le charme de leurs modèles, empruntaient à la variété de leur palette, c'était à son style ingénu, tout simple, que la chanoinesse le demandait; aussi peut-on dire que, dans ce genre si particulier et qui lui valut une gloire enviable, cette femme modeste mit beaucoup d'elle, beaucoup de son cœur.

N'est-ce pas Jean-Jacques, en revenant à l'étude des plantes, qui écrit, dans ses *Promenades*, que c'est là, pour lui, « une espèce de passion qui remplit le vide de toutes celles qu'il n'a plus » ? Mme de Chastenay, mais en la modifiant, aurait pu reprendre cette pensée pour elle-même. La passion qu'elle n'avait fait qu'éprouver discrètement jusque-là pour l'avocat, le sauveur de son père, ne l'absorbait pas encore, au point qu'elle négligeât, pour elle, cette passion plus douce qui la conduisait, comme Rousseau lui-même, au cours de promenades solitaires, à se pencher sur « chaque gramen des prés, sur chaque mousse des bois, sur chaque lichen qui tapisse les rochers ». Ou plutôt cette passion et l'autre dans son cœur se confondaient; si bien que l'une, la passion des fleurs, était le miroir de son amour, et que c'était en parlant des fleurs, en donnant ses soins à son herbier, que Mme de Chastenay faisait à Réal l'aveu de ses sentiments. Seulement, par suite d'une discrétion bien entendue, et pour mieux masquer son attachement aux yeux du monde, la chanoinesse, fort adroitement, eut recours à un subterfuge; et ce subterfuge est le même dont le bon Demoustiers, dans ses *Lettres à Émilie* sur la mythologie, avait usé déjà.

Tout le monde sait aujourd'hui que, sous le nom d'Émilie, Demoustiers avait dérobé le visage de Mme Benoist, la célèbre

femme peintre; pareillement, sous celui de Fanny, Mme de Chastenay dissimula le profil, un peu plus martial et moustachu il est vrai, de cet homme que le Consulat d'abord, l'Empire ensuite, devaient porter aux emplois les plus hauts de l'État : Pierre-François, que Napoléon fit comte Réal, puis, avec Fouché, l'un des dignitaires chargés de la police. A la faveur de ce nom de Fanny, mystérieux, mais charmant, il n'est pas de confidences que Mme de Chastenay, à travers le prétexte ingénieux des fleurs, ne fît à cet ami qui avait son cœur.

Cette affection fidèle, — elle-même ne l'a pas caché dans ses *Mémoires*, — Réal la lui rendait tendrement : « Rien, dit-elle, n'était plus avoué que son attachement pour moi, rien de plus touchant que les preuves que j'en recevais. » Le plus généralement, c'était le bien qu'ils faisaient ensemble, comme d'amener la radiation, sur la liste des émigrés, de toute sorte de personnes parfaitement honorables, mais que la violence des événements avait chassées de leur province et jetées dans l'exil. Mais ce pseudonyme de Fanny, dont s'affublait Pierre-François, avait encore, entre eux, une autre raison; c'était d'éviter de porter ombrage à l'épouse fidèle qu'était Mme Réal. « Quelques personnes, écrit Mme de Chastenay, avaient trouvé le moyen peu délicat d'effrayer celle-ci à mon sujet. » Mais dans l'amour des fleurs, toutes les susceptibilités s'atténuent; toutes les alarmes, toutes les craintes se fondent dans l'innocence. Et c'étaient d'odorants billets, des missives parfumées des sentiers de prairial, dorées du soleil de messidor qui partaient de la vineuse Bourgogne vers Paris, vers cette maison de la rue Taranne qu'accablaient tant de solliciteurs, visitaient tant de proscrits et dans laquelle le conseiller d'État, devenu le véritable ministre des grâces du premier Consul, recevait avec bienveillance et consolait avec humanité nombre de ceux que, depuis dix ans, les lois les plus terribles avaient frappés dans leurs biens ou menacés dans la vie des leurs.

« La poste, écrit Mme de Chastenay, venait et partait de Châtillon quatre fois par semaine. M. Réal me mandait tout ce qui se passait; ses lettres contenaient sans aucun doute le journal historique le plus intéressant. » Mais la chanoinesse n'eût pas été la chanoinesse, si les lettres qu'elle adressait en échange à son ami, de son petit vallon d'Essarois, à côté de descriptions de la botanique, n'eussent contenu nombre d'ai-

mables sermons, de piquantes morales ; les unes faisaient passer les autres ; et comment l'excellent Réal, demeuré sensible jusque dans l'exercice d'un emploi qui ne permet pas toujours les effusions, ne se fût-il pas montré ému en recevant ces bouquets champêtres, cueillis par une jolie main et disposés avec tant d'art que le *selam* des Orientaux ne renferme pas plus d'allusions et n'exprime pas mieux, dans ses nuances variées, tout ce qu'une passion honnête peut cacher d'ardeur?

Pour elle, à qui tous les buissons, tous les bocages ont fait confidence, « l'ordre charmant de la marche de Flore » ne dérobe plus aucun secret. Et la voilà partie à travers bois, dans les sentiers ! Peintre animé des fleurs, M^me^ de Chastenay trace de celles-ci, d'un pastel léger, d'un subtil crayon, des portraits adorables. Par exemple voici la valériane : « Crayonnons, mon amie, la valériane des jardins, la grande valériane, *valeriana rubra*. C'est une grande Italienne naturalisée parmi nous. Elle habite nos jardins, elle élève des tiges touffues dans les parterres les moins soignés ; mais bien souvent aussi, comme si elle essayait de s'enfuir, on la trouve sur les terrasses. »

Il n'y a rien de plus joli que ce qu'elle écrit sur la capucine ; les feuilles de cette plante ressemblent à de petits parasols, leurs couleurs sont charmantes. Elle ajoute même bien finement : « On a surpris, après le coucher du soleil, et le matin avant son lever, des éclairs sur la fleur des capucines ; cette observation est de M^lle^ Linné. » Et ce portrait de la capucine, afin de le mieux parfaire, elle y met tout son talent, y apporte tous ses soins de poète ; et puis, une fois ce portrait achevé, non sans un peu de mélancolie, elle ajoute : « Attachée une fois, la capucine l'est pour toujours, c'est comme une jeune épouse. »

Le conseiller Réal, pour qui sont notés tous ces détails de la flore, entend à merveille ces choses. Une fois, la fleur que décrit Victorine à son intention est un petit galéopsis couleur de rose ; une autre, c'est une ortie blanche, de toutes les plantes la plus modeste, la plus décriée, la plus humble. « Quelle admirable proportion, quelle grâce élégante dans la forme, dans la découpure de la fleur ! » Puis, quand M^me^ de Chastenay a dit cela, peu après elle ajoute : « Je vous remercie, ma chère Fanny, de m'avoir fait observer l'ortie blanche ; c'est un chef-d'œuvre. » De la sorte, Fanny se trouve être de toutes les promenades, de toutes les études de Victorine. A cette Fanny

singulière, puisque aussi bien cette Fanny là n'est autre que le conseiller de Bonaparte et l'un de ses séides au 18 brumaire, il faut entendre tout ce qu'avoue, tout ce que confie la promeneuse solitaire, la rêveuse chanoinesse. « Ma chère amie, je fais avec vous ce que je n'avais pas fait encore ; j'apprends à cause de vous, et cela m'attache. » Et comme Réal est loin, qu'il est à Paris, dans ses bureaux, que déjà l'occupent, avec Fouché, les premiers bruits de la trahison de Pichegru, de la conspiration de Moreau, pour le persuader de quitter tout : dossiers, rapports, et la terrible, l'effrayante besogne d'épuration et de police, elle se fait plus persuasive, plus pressante. « Faites promptement la route si belle ! » dit-elle. Et pour mieux décider Fanny, ou plutôt Réal, il n'y a pas jusqu'à son pays, sa vieille demeure et ses grands arbres dont elle ne fasse, à son correspondant, le charmant tableau, la description attirante.

A peu près vers cette époque, 1803 ou 1804, — mais plutôt 1803, — un dimanche de Pentecôte, il y avait, précisément sur cette route de Paris à Lyon, un coche qui emmenait vers Sens et Villeneuve-sur-l'Yonne, le pays de Joubert et de Mme de Beaumont, un voyageur fort attentif aux beautés du paysage. C'était M. de Chateaubriand, et cela se passait avant que le Duc d'Enghien eût été arrêté dans le grand-duché de Bade et fusillé sur l'ordre du premier Consul ; si bien que M. de Chateaubriand, amoureux de Mme de Beaumont et que le pays de Mme de Beaumont intéressait, avait l'âme sereine. « On peut remarquer, — notait-il alors dans une missive adressée à son ami Joubert, ce même Joubert destiné à connaître un jour Mme de Chastenay, — on peut remarquer, en traversant la Bourgogne, le berceau de notre nation et pour ainsi dire la source du sang français : les hommes et les femmes ont les traits délicats, la taille élégante, la démarche gracieuse. Je ne sais quoi de leur vin semble couler dans leurs veines. Ils sont proprement vêtus, leurs équipages champêtres sont légers. »

Le tableau impromptu, tout animé, bien vivant ! A la vue de la Bourgogne, de ses habitants, M. de Chateaubriand était tout charmé ; mais Pierre-François Réal, qu'un coche différent, sur la route de Paris à Troyes, emportait promptement du côté d'Essarois, ne l'était pas moins. Et le portrait de cette femme aux traits délicats, à la taille élégante, à la démarche gracieuse, que M. de Chateaubriand venait d'esquisser de façon qu'on eût

pu croire qu'il était celui de Mme de Beaumont, il allait aussi bien à la chanoinesse, à Victorine de Chastenay. Mais elle, en apercevant ce voyageur qui venait de faire, écrit-elle, « plus de cent lieues pour venir dîner en sa compagnie », ne fut pas moins admirative, pas moins émue. A peine Réal, débarrassé du masque de Fanny, eut-il rendu visite à cette famille qui le bénissait, et particulièrement ce vieillard, ancien colonel aux dragons du Roi qu'il avait sauvé de l'échafaud, qu'aussitôt la jeune fille et lui partirent battre les buissons, et tout autour de Châtillon, les petits bois et les sentiers. Mais d'abord Victorine voulut conduire Pierre-François à l'église antique de Saint-Vorles. C'était dans l'idée ingénue « d'y implorer le ciel de tout son cœur, afin, dit-elle, qu'il comblât un si précieux ami de vertus et de bonheur ». Puis bientôt, dans le même vallon, par les mêmes détours, les petits et sinueux chemins, du côté du Châtelot, recommença pour la chanoinesse, mais avec Réal, la promenade qu'elle avait faite avec Bonaparte.

De ce dernier, Réal, qui lui devait tout, parla longuement, et, bien entendu, avec enthousiasme. « Il n'était pas possible, disait-il, que Bonaparte restât Consul, se résignât à partager le pouvoir. Tout désormais devait le céder à son génie. Plus loin, plus haut encore devait se porter le héros d'Égypte, le vainqueur d'Italie! » Ainsi le conseiller, que la rapidité du voyage, la nouveauté du pays, le charme qui se dégageait de la jeune fille venue à sa rencontre achevaient d'exalter, s'exprimait avec une sorte de précipitation, d'ivresse. Mais Victorine, qu'effrayaient tant de chimères, insensiblement s'efforçait à ramener Réal vers des propos plus doux, de plus gais devis. Amicalement elle le raisonna, le prêcha ; souriante elle lui montra tout ce qu'il pouvait y avoir de vain, de précaire dans tant de grandeur. C'est alors, tout en herborisant et en causant, qu'ils rencontrèrent ce petit galéopsis qui les charma par sa fleur couleur de rose. « Par la suite, ajoute-t-elle encore dans ses *Mémoires*, je n'ai jamais revu de galéopsis sans me rappeler ce pèlerinage d'amitié qui ne pouvait être fait qu'une fois. »

Au bout de peu de mois les lettres, écrites pour Fanny, devinrent tout un recueil que le libraire Maradan, au début de l'an X, commença d'imprimer sous le titre : *le Calendrier de Flore ou Études de fleurs d'après nature*. Ce Maradan était le libraire de Mme de Genlis ; et Mme de Genlis, elle-même auteur

d'une *Botanique* et d'une *Maison rustique* à l'usage de la jeunesse, bien loin de marquer du dépit à la vue d'un ouvrage qui pouvait détourner l'attention des siens, consacra l'article le plus élogieux au livre tout parfumé, tout odorant de Mme de Chastenay.

A ce suffrage, qui combla d'aise la chanoinesse, le bonhomme Grétry et l'abbé Delille, que Victorine, en passant, appelle naïvement le « Virgile français », ajoutèrent le leur. Mais le plus précieux de tous ceux qu'elle reçut, en des circonstances si honorables, lui vint de l'auteur illustre des *Études de la nature* et de *Paul et Virginie*. Ce jour-là, Mme de Chastenay connut vraiment la gloire ; du moins Bernardin de Saint-Pierre la lui prédit ; et comme c'était « le plus beau vieillard, que ses cheveux blancs tombaient en flocons soyeux sur ses larges épaules, et que la sérénité reposait sur son front », elle sortit de cette maison d'un sage au comble d'une félicité dont « sa chère Fanny », ou mieux le conseiller Réal, ne tarda pas d'éprouver par sympathie à son tour les joies.

De celles-ci, pour Mme de Chastenay, qui débutait dans la vie des lettres, il en était de toutes les sortes : de solennelles, d'aimables ; il en était aussi de malicieuses. Témoin la fois où le bon docteur Alibert, que Louis XVIII nomma par la suite son premier médecin, et qui, pour remercier la chanoinesse de lui avoir fait présent du *Calendrier de Flore*, lui adressa en échange un mémoire de sa composition sur l'anatomie de l'abricot ! Mais ce *Calendrier*, ce beau *Calendrier* où les saisons sont représentées dans la diaprure de leurs couleurs, il ne valut pas seulement, à Mme de Chastenay, l'hommage des écrivains, le tribut des savants. Bientôt, précédée de sa réputation d'auteur, introduite grâce à Réal dans les salons les plus recherchés de la société nouvelle, la solitaire d'Essarois connut les succès du monde, elle recueillit l'hommage discret des hommes qui se partageaient alors l'influence.

Non seulement Talleyrand, Beugnot, Frochot, Denon, Lucien Bonaparte l'accueillirent avec bienveillance, mais encore elle eut accès auprès de Fouché. De ce dernier, dans sa candeur, et sous la dictée de Réal peut-être, elle a laissé un portrait flatté à l'excès. « Fouché, a-t-elle écrit, avait beaucoup d'esprit ; c'était un très bon homme et un homme d'État ; sa femme était passionnée d'amour pour lui. » « Il n'était pas possible de

le quitter, ajouté-t-elle encore, sans être à peu près content de lui, sans en espérer infiniment. » Mme de Chastenay écrit cela très sérieusement, très gentiment.

Non moins innocents, non moins ingénus qu'elle, ses affectueux parents, pour arracher leur fille à la chimère d'une impossible union avec Réal, pensèrent longtemps qu'un honnête mariage, préparé par eux, serait favorable. Mais, de Mme de Chastenay, il en était comme de cette Belle de Zuylen qui fut plus tard Mme de Charrière : elle pensait que si c'était une chose difficile de la marier bien, peut-être serait-ce une chose terrible de la marier mal! Et, sur ces mariages manqués de Victorine, que ne pourrait-on pas dire qu'elle-même, dans ses *Mémoires*, n'ait dit avant tout le monde?

Depuis M. Miel, savant garçon son compatriote, aimable et doux comme son nom mais bien affadi, jusqu'au vicomte Dauvet sans esprit ni grâce, d' « une laideur affreuse » avec des cheveux en *oreilles de chien* poudrés à frimas, et, ce qui achevait de le rendre ridicule, enveloppé jusqu'au cou d'une longue redingote verdâtre, il n'y eut pas de partis aventureux ou pour le moins cocasses qu'on ne présentât à son agrément. Parmi ces prétendants, obstinés dans leur entreprise, le plus sortable était encore Marmont. Depuis la journée, lointaine déjà, passée au Châtelot, en compagnie de Bonaparte, le futur duc de Raguse et maréchal de France n'avait cessé de subir l'ascendant de Victorine. En vérité, Marmont était resté un peu amoureux d'elle. Mais aussi, toujours aspirant à la rendre heureuse, il y eut M. d'Aubusson, M. Fortuné de Chabrillant, voire un certain M. de Courtomer dont Mme de Chastenay, mère de notre auteur, était toute férue. Puis se produisit la rencontre, pour le moins inopinée, du plus inattendu pour ne pas dire du plus original de ces soupirants.

Il s'agit de cet homme jeune encore, « doux, honnête et sage », militaire distingué, galant comme personne, et qui se crut autorisé, parce qu'il avait approché Victorine une fois ou deux dans le monde, à lui dire des fadeurs. La spirituelle chanoinesse a conté elle-même le fait. « Un bel après-midi, dit-elle, avait entraîné maman et moi aux Tuileries. » C'est alors que ce jeune homme, dont les traits leur étaient familiers déjà, mais que jamais elles n'avaient entendu nommer, vint les accoster hardiment sa mère et elle, et prit la fantaisie, tout

en leur parlant, de les accompagner. Jamais les allées de ces belles Tuileries n'avaient été plus fraîches, plus verdoyantes que ce jour-là; « une petite pluie, écrit elle-même l'auteur des *Mémoires*, avait développé tout à coup la première sève des feuilles; une guirlande continue de giroflées de Mahon, semées au long des rangées des arbres, produisait un effet indéfinissable. » Soudain, ce jeune homme, à qui tant de poésie, le printemps naissant tournaient un peu la tête, s'inclina du côté de Victorine, et, tout à trac, se mit à lui demander sa main. Il ajouta qu'il était M. de Sade, le fils du fameux marquis du même nom; que ce nom, pour lui, était un opprobre, mais que tout ce qu'un homme peut faire pour excuser le malheur d'avoir un tel père, lui l'entreprendrait avec enthousiasme, avec frénésie.

Au comble de la confusion, M^me^ de Chastenay se dégagea bien vite, s'éloigna avec sa mère; mais on peut dire que, ce jour-là, elle avait eu chaud! Qui sait pourtant si ce ne fut pas pire encore, la fois où le maréchal Kellermann, âgé de plus de soixante-seize ans, et veuf de la vieille maréchale, se mit en tête à son tour de vouloir l'épouser. « Sa figure, son accent allemand, ses habitudes militaires, écrit M^me^ de Chastenay qui le vit alors, m'inspiraient un éloignement dont je ne pouvais me rendre maîtresse. » A la vérité, le vainqueur de Valmy, que les ans et les maux de son âge commençaient d'accabler, ne désirait rien autant que ce mariage. Impatient de faire sa cour, il commença par envoyer à la chanoinesse une bague « d'un très beau diamant ». Même, il poussa l'audace jusqu'à oser parler un jour, à Saint-Cloud, de ce projet devant l'Empereur. Napoléon en rit beaucoup. Le maréchal, que ses propres enfants dissuadaient de contracter cette union, finit par comprendre le ridicule d'une situation que la disproportion entre l'âge de M^me^ de Chastenay et le sien rendait, sinon impossible, au moins parfaitement burlesque. On en demeura là.

L'AIMABLE VIEILLE

Au cours de ces *Mémoires* où les confidences historiques alternent, à toutes pages, avec les effusions personnelles, M^me^ de Chastenay est revenue bien des fois sur le sujet de ses amours. Bien que ce fût avec abandon, avec tendresse, il alla de soi que ce fut aussi avec pudeur. Comme l'a dit M. Alphonse

Roserot, « Mme de Chastenay n'a soulevé qu'une partie du voile ». — « L'or pur de l'amitié, a-t-elle écrit elle-même, entre elle et son ami est resté intact. »

Si cela est vrai, — et pourquoi ne le serait-ce pas? — il y avait, à une telle retenue, bien du mérite; c'est qu'aussi les sentiments, dans ce temps-là, n'allaient pas sans une gravité que les circonstances souvent violentes, souvent brutales, imposaient en quelque sorte. « Nous avions tous deux de la jeunesse, avoue encore la chanoinesse dans ses *Mémoires*, moi d'âge, lui de tête, quoique cette tête ardente fût déjà blanchie. » Et comment ne l'eût-elle pas été, cette tête occupée à déjouer les intrigues, surveiller les complots, prévenir les attentats, et sur laquelle, autant que sur la tête de Fouché, reposait la sécurité de l'Empire et de l'Empereur. Ah! l'Empereur! Que lui importait maintenant qu'il y eût quelque part une jolie bouquetière, et que, dans la prairie, au bord de la Dijenne, là-bas au fond du Châtillonnais, fleurît toujours la pâquerette, s'épanouît le bouton d'or?

Est-ce qu'un homme comme lui a le temps de s'attarder à ces misères, de s'attacher à ces enfantillages? Cependant, ce serait faire tort à Napoléon de supposer que, dans une tête si vaste, à côté de desseins si grands, les souvenirs du passé n'eussent laissé aucune empreinte. Napoléon se souvenait; il se souvenait parfaitement, et, plus d'une fois, il le fit voir.

D'abord, quand il amena Joséphine à convier Mme de Chastenay à venir à Malmaison. Déjà ce séjour était devenu « l'empire de Flore ». Le fait est que la profusion des végétaux de tous les climats rendait cette définition, due à la chanoinesse, tout à fait vraisemblable. « Madame, c'est donc vous dont l'Empereur m'a tant parlé? » Tels furent les premiers mots de Joséphine à sa visiteuse; et, pour faire honneur à l'auteur du célèbre *Calendrier* horticole, la créole devenue souveraine, fière de ses plantations, de ses arbres exotiques, enfin des serres installées par M. de Mirbel, et dans lesquelles s'épanouissait tout ce que l'Amérique et les Antilles produisent de plus rare, usa de tous ses dons, déploya toutes ses cajoleries. Il eût été facile alors à Mme de Chastenay de devenir, ce jour-là, dame d'honneur de l'Impératrice. Napoléon lui-même en avait exprimé le vœu; mais la chanoinesse avait un caractère trop indépendant, une nature trop réservée pour se courber à une telle charge.

Quoi qu'il en fût, l'Empereur ne lui marqua jamais aucun dépit. Il arriva pourtant à Mme de Chastenay, à quelques années de là, un soir, lors d'un bal chez le duc de Rovigo, de se trouver brusquement en face de lui. Ce soir-là, il n'était pas, comme cela s'était vu aux Tuileries, et comme Mme de Boigne l'avait remarqué, costumé en « roi de carreau »; plus simplement, il portait cet uniforme militaire qui lui était particulier et qui était encore ce qui lui seyait le mieux. Il faut croire enfin que les événements, en ce temps-là, lui donnaient moins de souci qu'à l'ordinaire; il se fit voir, dès qu'il parut, sinon gai, au moins bienveillant, ce qui était rare, surtout avec les femmes de la cour, confuses de ses rudesses et qui ne paraissaient pas à ces soirées sans appréhension. Il est vrai que la nouvelle Impératrice était à son bras, et que l'orgueil de la savoir grosse adoucissait son humeur souvent un peu brusque.

A peine furent-ils entrés, Marie-Louise et lui, et le duc de Rovigo porté au devant d'eux, que les danses cessèrent. Alors l'Empereur s'avança du côté des dames. Un instant, Mme de Chastenay pensa s'effacer derrière les autres; mais cela n'était pas possible, car il n'y avait qu'un rang, et Napoléon, comme à une revue de la garde, passait devant toutes, les examinait, leur parlait, sans en excepter une seule. Le bonheur voulut que ce fût à Mme de Brancas que s'adressât d'abord l'Empereur. « Ne dansez-vous pas? lui demanda-t-il. — Non, Sire, répondit-elle, je ne danse plus. » Le front de Napoléon se rembrunit. « On ne dit pas, fit-il remarquer un peu sèchement, on ne dit pas : Je ne danse plus; on dit : Je ne danse pas, car : je ne danse plus, semble impliquer une autre idée, l'idée qu'on renonce à danser jamais! »

Mme de Brancas, un peu mortifiée, balbutia. Le moment, comme il arrivait à chacune de ces saillies de l'Empereur, était fort pénible. Appuyée au bras de Mme Lacuée, la fille du comte Réal, Victorine de Chastenay, dont c'était le tour, défaillait de crainte. « Quoi? pensait-elle, est-ce ainsi qu'il parlait aux femmes, maintenant qu'il était le maître? » Comme dans un éclair fulgurant illuminant le passé, trouant la nuit du temps, tout à coup elle le revit tel que, pour la première fois, il lui apparut : chiche d'habits, maigre et brun de visage, les cheveux longs, vrai chat botté, mais plus vivant, plus libre, et se plaisant avec elle, auprès du Châtelot, dans la prairie, à deviser

gaiement, à cueillir des fleurs. Ce souvenir ineffacé, toujours présent, la fit vaillante ; alors, la première, elle eut l'audace de parler, sans attendre qu'il le demandât, de dire son nom.

Napoléon aimait la fierté, le courage : cela lui plut. « Ah ! c'est vous, dit-il. C'est vous ! Je vous reconnais. Vous étiez chanoinesse. Je vous ai rencontrée à Châtillon... » Puis, baissant le ton, moins pour se dérober aux assistants que pour se montrer plus familier, moins majestueux, l'accent un peu plus grave, il ajouta : « Vous souvenez-vous de la longue conversation que nous eûmes, ce soir-là, ensemble ? » Il se tut quelques secondes, réfléchit, puis, heureux d'avoir retrouvé le compte exact des années, la mesure d'un temps qu'il avait rempli au delà de toutes les forces permises à l'homme ordinaire : « N'y a-t-il pas seize ans, Madame de Chastenay? » Non sans une mélancolie légèrement contrainte, il ajouta encore, d'une voix un peu assourdie : « Vous en souvenez-vous? »

Si elle s'en souvenait ! Dût-elle vivre cent ans, que cent ans elle se rappellerait la rencontre extraordinaire, la conversation animée, l'herborisation au milieu des prés, tout le joli tableau de ce jour-là. Mais ce dont elle se souvenait aussi, c'est que, sur le bonheur, il n'avait pas eu la même pensée qu'elle ! Cependant qu'elle balbutiait, émue à ne pas croire, lui parlait encore, mais, cette fois, à voix haute et distinctement. « Je vous ai suivie, disait-il. J'ai connu vos succès ; je vous félicite. » Cette fois, c'était le ton officiel, moins familier, mais plein de condescendance ; après quoi, il passa aux autres ; mais, comme Mme de Sévigné après sa conversation avec Louis XIV, Mme de Chastenay, devenue le point de mire de l'assemblée, resta, durant la fin du bal, parfumée de faveur. Assez glorieuse, elle se retira enfin avec Mme Lacuée ; mais aussitôt, ce fut pour s'enfermer chez elle, chercher ses ouvrages, fiévreusement les revêtir de dédicaces, puis le lendemain, par l'intermédiaire de M. Barbier, bibliothécaire du palais, les adresser à Napoléon. « Il les accueillit, dit-elle. Par son ordre, le *Génie des anciens* fut placé dans sa propre bibliothèque, et le *Calendrier de Flore* dans celle de l'Impératrice. » « Mais, dit-elle encore, sans commenter parce que, sans doute, elle en éprouva un peu de chagrin, il ne me fit pas dire un seul mot, et je ne l'ai jamais revu ! »

Pouvait-elle le revoir d'ailleurs? Encore quatre ans, et la campagne de Russie, les campagnes de Prusse, de France, attei-

gnaient durement l'Empereur. Après avoir signé son abdication, Napoléon se retirait à l'île d'Elbe. Par contre-coup, le sort de Réal, bouleversé par les événements, comme celui de nombreux hauts dignitaires, se trouva compromis.

Mme de Chastenay n'eût pas été, pour Pierre-François, l'amie reconnaissante qu'elle avait été toujours, si cette situation ne l'eût frappée elle-même dans son affection. Au milieu de tant de désordre, une grande consolation, pourtant, lui était donnée : celle d'apprendre que le Corps législatif avait désigné son propre frère, Henri de Chastenay, pour aller porter à Louis XVIII le décret de rappel de l'Assemblée. Quant à elle, dans son enthousiasme, il n'y eut pas de témoignages d'attachement qu'elle ne prodiguât au nouveau roi. Après les Cent jours, bien que le comte Réal, que l'Empereur durant ce laps de temps avait fait ministre de la police, eût été précipité à nouveau du pouvoir, elle et son père, à la suite de son frère Henri, tinrent à honneur de se rendre au-devant du monarque restauré, à le saluer publiquement ; même Mme de Chastenay n'eût pas été la botaniste qu'elle n'avait cessé d'être, si, dans cette circonstance, pour se présenter devant Louis XVIII, « elle ne se fût coiffée de lis et d'immortelles ».

Les fleurs, comme on le sait, étaient ses amies. Elles le furent toujours. Même en un temps où le magnolia des Florides s'épanouissait, dans les lettres françaises, avec Chateaubriand, Mme de Chastenay fut redevable pour beaucoup, à son *Calendrier*, des relations précieuses que ses talents autant que ses vertus lui acquirent alors. Conviée à l'Abbaye-aux-Bois, la chanoinesse y fut reçue, de la manière la plus affable, par Mme Récamier. C'est là que Victorine revit Chateaubriand, mais seulement au passage. Il est vrai qu'elle et le grand écrivain du *Génie du Christianisme* ne s'étaient jamais rencontrés qu'à la hâte, en coup de vent, presque en bourrasque, si l'on peut dire. La première fois, sous l'Empire, en 1809, lors d'une première présentation faite à un dîner chez Mme de Coislin, M. de Chateaubriand, qui se défiait toujours un peu des femmes-auteurs, s'était montré vis-à-vis d'elle parfaitement maussade. En vain, ce jour-là, la chanoinesse d'Essarois s'était mise en frais de compliments, puis, à propos de *René*, s'était répandue en louanges ; elle ne s'était attiré, de la part de M. de Chateaubriand, que ce mot bourru, sinon agressif, au moins de tous

points désagréable : « René, Madame, est un véritable imbécile ! »

Il faut dire qu'avec le temps, grâce à de pressantes interventions, les choses s'arrangèrent. René, par la suite, fit même à Mme de Chastenay une petite part dans ses *Mémoires*. Il est vrai que c'est à propos de M. Joubert et que tout ce qui, de loin ou de près, touchait à M. Joubert, était bien vu de son grand ami, gagnait sa faveur. Donc, à propos de Joubert, finement aérien dans ses propos et sa personne, métaphysicien détaché des choses terrestres, enfin proprement un sylphe, Mme de Chastenay s'était laissée fort joliment aller à dire « qu'il avait l'air d'une âme qui avait rencontré par hasard un corps et qui s'en tirait comme elle pouvait ». « Définition charmante et vraie », ajoute Chateaubriand. D'autant plus vraie même, d'autant plus heureuse que, dans cette âme limpide, animée de tous les sentiments du vrai, du beau et du bien qu'était l'âme de Joubert, la chanoinesse avait trouvé accès dès le premier jour.

Si Villeneuve-sur-l'Yonne était devenu la patrie d'adoption de M. Joubert, Essarois était resté le vrai berceau de Mme de Chastenay. Celle-ci et l'auteur des *Pensées*, non moins que leur bon ami M. Frisell, un charmant Anglais que Victorine avait connu sous la Terreur, aimaient à se retrouver, chaque année, dans la Bourgogne. Tantôt c'était à Villeneuve même, tantôt au château d'Époisses, chez Mme de Guitaut. Et toute cette affection, ce respect attendri que le bon Joubert avait prodigués jadis à Mme de Beaumont, dont il entourait fidèlement encore Mme de Vintimille, on peut dire que la chanoinesse, bien que modestement, en avait sa part. A Mme de Vintimille, alors éloignée de lui, le pauvre philosophe que la maladie avait rendu plus impondérable, plus fragile encore écrivait, moins d'une année avant sa mort, — le 22 juillet 1823, — en rappelant le souvenir de ces tubéreuses qu'en la compagnie de M. de Chateaubriand ils admirèrent ensemble aux Tuileries dans une certaine allée « faite exprès pour s'y promener en rêvant ».

Mais dans une autre lettre, adressée, celle-là, par Mme de Chastenay au même Joubert, c'est moins de tubéreuses que de lilas et de violettes dont il est question. Ainsi entre ces âmes de qualité, d'une résonance si pure, l'amitié par les fleurs continuait de s'exprimer. Joli langage! Chateaubriand lui-même aimait à le parler quelquefois; et, dans ses *Mémoires*, il a rappelé, lui aussi, avec quelle satisfaction il allait se promener

jadis avec Joubert « sur les coteaux de l'Yonne »; « il cueillait, dit-il de son compagnon, des oronges dans les taillis, et moi des *veilleuses* dans les prés. » Ainsi c'était devenu alors une mode, mais une mode bien délicate : qu'on fût poète ou amant, imaginatif ou sensible, il y avait désormais entre tant d'êtres, que rapprochaient tant de pensées, de désirs ou de vœux communs, ces correspondances puisées dans la nature. Un jour même, un jeune homme, qui ne sera rien moins que Félix de Vandenesse, reprendra, en l'honneur de Mme de Mortsauf, cette coutume discrète et douce qui consiste à placer dans la disposition d'un bouquet, l'arrangement concerté des fleurs, les aveux les plus tendres et les plus soumis. Et ce sera dans *le Lys dans la vallée* !

Cette mode si gracieuse, d'un raffinement tout poétique, à laquelle Balzac eut recours plus tard dans son roman, on peut dire que Mme de Chastenay fut la première, grâce à son livre, à la faire triompher; même elle en avait donné le goût à ses amis. Non seulement Réal, la chère Fanny du *Calendrier*, vieillissant, retiré du monde, en faisait les délices de sa solitude, mais de son côté le bon Joubert adopte pour lui cet usage. « Un jour que je sollicitais une faveur de l'Université, — écrit Mme de Chastenay, qui rapporte dans ses *Mémoires* ces détails pleins de bonhomie, — M. Joubert, qui ne pouvait sortir, me donna rendez-vous chez lui avec le grand-maître en personne. M. Joubert était établi dans son lit à peu près comme une femme en couche : un petit gilet ouaté et fait pour l'attitude, un grand bonnet de coton avec un beau ruban, des tablettes à portée, arrangement complet, et, à côté de cette couchette si originale et si simple, je vis M. de Fontanes en habit de sénateur. Nous causâmes tous trois à plaisir. »

Et de quoi donc, dans ce plaisant appareil, causa M. Joubert? De quoi s'entretinrent ses hôtes cultivés, nourris de belles-lettres et du miel fin des Muses, sinon de leurs amies, sinon des fleurs? Ainsi, jusqu'à la fin d'une vie longue, — puisqu'aussi bien comme celle de Mme de Genlis elle s'acheva à quatre-vingt-quatre ans! — Mme de Chastenay, retirée dans sa terre d'Essarois, continua de livrer aux plantes le peu de temps qu'elle ne consacrait pas à la charité. De ces plantes, on peut dire qu'il en est une, de préférence aux autres, que l'auteur du *Calendrier de Flore* adopta pour son propre emblème : c'est la scabieuse, appelée aussi fleur des veuves. Veuve, Mme de

Chastenay, qui n'avait jamais épousé, le jour où il lui était arrivé d'entrer dans le Chapitre d'Épinal, qu'un dérisoire petit *mari* d'étoffe, l'était surtout de ses rêves, surtout de ses souvenirs.

Devenue avec le temps, tout comme Mme Suard l'avait finement dit une fois de Mme de Sabran, une « aimable vieille », celle qui, toute jeune, avait dansé avec le Duc d'Enghien, puis, plus âgée, avait herborisé avec Bonaparte, ne vivait plus désormais que par le bien qu'elle faisait autour d'elle, enfin par les pensées qu'elle donnait à ses nombreux et chers morts. La mélancolie d'une vieillesse opiniâtre provient surtout de ce que l'on voit s'en aller les autres, et Dieu sait si, depuis 1821, année de la mort de Napoléon, Mme de Chastenay avait été frappée dans ses affections !

En 1824, son voisin de Bourgogne, l'excellent Joubert, l'avait laissée. De 1830 à 1834, elle avait perdu successivement son père, sa mère et son frère ; et, cette même année 1834, elle éprouva encore une très grande peine, un arrachement vraiment terrible : elle vit partir cet ami cher, que sous le masque ingénieux de Fanny, elle avait aimé : Pierre-François, comte Réal, exilé un instant au retour des Bourbons, puis qu'un décret du Roi rappela en 1818. Grand-maman rêveuse, vêtue d'une robe pêche, coiffée par-dessus ses anglaises qui retombaient en boucles blanches d'un bonnet lilas à brides, elle se fit, à ce moment de son déclin, plus retirée, plus recluse encore.

A son tour, sur l'antique rouet à manivelle qui lui venait de sa grand-tante, elle fila la soie ; et son passé, plein d'ombres terribles, illustres ou délicates, peuplait sa mémoire. En 1848, elle éprouva un dernier chagrin : celui de voir mourir Chateaubriand ; au mois de mai 1849, Mme Récamier, atteinte par le choléra, disparut à son tour. Et c'est au mois de mai aussi, mais à six ans de là, en 1855, que Victorine de Chastenay ferma ses yeux de fée charmante et d'aïeule aimable au paradis des fleurs. C'était à Châtillon-sur-Seine, dans sa Bourgogne ; et je pense que, sur sa tombe, on planta un *geranium triste*, au parfum discret et doux, qui convenait bien au souvenir de celle qui ne cessa, jusqu'au dernier jour, parmi ses prés d'enfance, d'être la bouquetière et la Glycéra.

Edmond Pilon.

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

VI [1]

L'ANNONCE DU DRAME

LA NOUVELLE LOI MILITAIRE ALLEMANDE

Tandis que la reprise des hostilités turco-balkaniques détruisait notre espoir d'une paix prochaine et que nous en étions réduits à former des conjectures sur leur dénouement, un autre sujet de trouble et d'inquiétude a surgi à l'improviste et celui-là du fait de l'Allemagne. Le gouvernement impérial a annoncé par sa presse son dessein de soumettre au Reichstag une nouvelle loi qui renforcera considérablement l'effectif de l'armée sur le pied de paix et conséquemment sur le pied de guerre. D'où une augmentation saisissante de sa puissance offensive déjà formidable, si une guerre vient à éclater. La dernière loi militaire avait été votée au printemps de 1912; elle créait deux corps d'armée nouveaux et portait l'effectif de paix à 544 000 hommes.

Le moment en vérité semblait dangereusement choisi pour toucher à ce sujet brûlant, sans provoquer une explosion de patriotisme, sans fournir un aliment aux passions belliqueuses, toujours prêtes à s'enflammer chez beaucoup d'Allemands. En effet, l'année 1913 était celle du centenaire de la guerre de l'indépendance qui avait libéré l'Allemagne du joug

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er mars, 15 mai, 1er juin 1928, et 1er avril 1929.

napoléonien. Il fallait s'attendre au rappel de tous les souvenirs, mélangés de gloire et de haine, de ce passé encore vivant dans les cœurs germaniques, et la discussion de la nouvelle loi ferait luire fatalement la sombre perspective de guerres futures, à quoi on semblerait préparer l'opinion publique, en forgeant un instrument plus parfait de victoire et de conquête, bien plus que de défense, car personne ne songeait à attaquer l'empire allemand. Comment la concorde européenne, préservée à grand peine du contact de la conflagration balkanique, doublerait-elle ce cap périlleux?

Pourquoi, d'ailleurs, un tel accroissement des troupes de première ligne? On comprenait à la rigueur que la déception causée par l'affaire d'Agadir eût poussé, en 1912, le gouvernement impérial à répondre à ceux qui, en Allemagne, l'avaient taxé de faiblesse par un renforcement des effectifs militaires. Mais il n'en était plus ainsi aujourd'hui qu'aucun désaccord n'altérait ses relations avec les puissances de la Triple Entente et qu'il s'était joint à elles comme gardien de la paix dans l'Orient européen. Il y avait pour ses proches voisins, dans sa subite décision, une cause de surprise et d'alarme, et il était hors de doute qu'elle aurait une répercussion profonde à l'étranger.

La loi militaire de 1913 marque, à mon avis, le début du drame, auquel j'ai assisté à Berlin jusqu'à son épilogue de la grande guerre. On peut en rechercher les origines lointaines et remonter jusqu'à la politique de spoliation de Bismarck qui a mis les grandes puissances sur le pied précaire de la paix armée. On peut aussi s'en tenir, comme point de départ, à la politique marocaine de Guillaume II et à la politique balkanique de M. d'Aehrenthal. Il n'en reste pas moins qu'après la détente et l'harmonie qui s'étaient si heureusement manifestées entre les cabinets de Berlin et de Paris pendant la crise balkanique, le signal d'une nouvelle et plus dangereuse tension qui dès lors ne s'est plus relâchée a été donné par l'annonce de la nouvelle loi militaire allemande et par les polémiques de presse acerbes qu'elle n'a pas manqué de susciter entre Paris et Berlin.

On admettra sans peine que la vision de ce danger m'a poursuivi, dès le premier jour, comme une image lancinante, jusqu'à la consommation de la catastrophe. Représentant d'un petit pays, le plus exposé par sa situation géographique à être

broyé dans le choc de ses deux puissants voisins, j'ai eu surtout devant les yeux le sort qui menaçait la Belgique. Vous trouveriez la même préoccupation patriotique, — il n'est que juste de le reconnaître, — dans les dépêches de mon collègue à Paris, le baron Guillaume. C'est elle qui m'a inspiré les rapports dont je ferai des extraits dans les chapitres qu'on va lire. Je m'y suis attaché à démêler le vrai et secret motif des armements allemands, que les déclarations officielles ne suffisaient pas, selon moi, à justifier, dans l'atmosphère troublante où je vivais à Berlin, alors que la saison mondaine battait son plein.

J'écrivais à Bruxelles, le 28 janvier :

« Le bruit, d'après lequel le gouvernement allemand songerait à une nouvelle augmentation des forces de l'Empire, a couru dans la presse, aussi bien à l'étranger qu'en Allemagne. Des suppositions ont été faites, des indications ont été données. Un article du journal officieux, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, vient, tout en déclarant non fondées les précisions de ses confrères, de faire connaître que le gouvernement veillait à assurer les besoins de l'armée et qu'il déposerait un projet de loi dans ce sens au cours de la présente session du Reichstag. Quels sont ces besoins, qu'est-ce que réclament les principales autorités militaires, c'est ce qu'expose un article du *Lokal Anzeiger*, paru le 22 janvier, et qu'on attribue à une plume des plus autorisées. L'auteur, comme la plupart des officiers allemands, croit qu'un conflit européen ne pourra pas être conjuré par les efforts de la diplomatie, si les préparatifs militaires de l'Allemagne n'inspirent pas crainte et respect à ses adversaires qui sont aussi ses voisins. Il constate qu'aujourd'hui, malgré la supériorité numérique de la population de l'Empire, l'armée active et l'armée de réserve sont à peu près égales à celles de la France qui a mis à profit les enseignements de la guerre de 1870... Aujourd'hui l'Angleterre et la Russie ne resteront pas neutres et doivent entrer en ligne de compte. »

L'auteur anonyme signalait ensuite en détail les lacunes et les côtés faibles de l'armée allemande : insuffisance dans les bataillons d'infanterie, les compagnies de mitrailleuses et de cyclistes, les batteries d'artillerie, les régiments de cavalerie, le service de l'aviation. A en croire l'insatiable écrivain du

Lokal Anzeiger, l'armée manquerait de tout, comme une indigente dont les besoins auraient été sacrifiés à la création d'une marine de guerre.

Après ce coup de cloche préliminaire, l'Empereur lui-même est entré en scène pour se faire le porte-voix du grand dessein de son gouvernement, en annonçant *urbi et orbi*, à l'Allemagne et à l'Europe entière, le prochain renforcement de son armée.

Aussitôt après le premier bal de cour, Guillaume II et le prince héritier, sans prendre un instant de repos, sont partis de nuit pour Kœnigsberg, où l'on s'apprêtait à célébrer le centième anniversaire du soulèvement de la Prusse orientale contre le joug de Napoléon et la défection du corps d'armée du général York qui a été le signal de la guerre de l'indépendance. L'Empereur a fait deux discours dans le courant de la même journée. Du premier, tenu aux membres du Landtag, il y a peu de choses à dire : un tableau brossé à grands traits des événements de 1813 et de la situation de l'Allemagne à cette époque comparée à celle de l'Empire d'aujourd'hui, une invocation au loyalisme et au patriotisme de sa fidèle province.

Le second, prononcé au banquet de l'Hôtel de ville, se terminait par des phrases significatives dans le style grandiloquent qui est inné chez Guillaume II, dès qu'il parle en public. En voici le passage le plus suggestif : « Devant nos yeux apparaissent en ce jour par la pensée et revivent non seulement la belle action des braves États de la Prusse orientale, mais aussi le moment où naquit la glorieuse landwehr prussienne. Nous nous rappelons avec orgueil l'heureux succès de la lutte puissante, engagée par le peuple prussien pour sa liberté et son honneur, ainsi que la fondation indispensable pour le maintien de ses conquêtes, l'introduction du service militaire général. C'est à ce grand et personnel sacrifice du peuple prussien que la patrie doit être en première ligne reconnaissante de ce qu'elle peut jouir en paix aujourd'hui de son bien-être et de sa puissance, de ce que chaque citoyen, libre de soucis étrangers, peut vaquer à ses affaires et à son métier et forger le bonheur de sa maison. Il en sera ainsi, s'il plaît à Dieu, également dans l'avenir et, si un renforcement du cadre fondamental du service général est reconnu nécessaire, je ne doute pas, et le jour d'aujourd'hui fortifie encore ma conviction, que le peuple

allemand ne soit prêt avec joie, d'après le glorieux exemple de nos pères, à accepter un service personnel plus étendu (1). »

En relisant ce passage, on est frappé de son manque de clarté et de précision. Guillaume II évite ou ne prend pas la peine de dire à ses braves États de la Prusse orientale la raison, le motif, le pourquoi de ce qu'il appelle « le renforcement du cadre fondamental du service général », et c'est là pourtant l'essentiel. Il n'y a aucune similitude, — il le sait bien, — entre l'époque où la Prusse se débattait sous la poigne de Napoléon et celle où l'Allemagne occupe le premier rang en Europe. L'évocation des luttes du passé ne peut que faire briller par contraste l'éclat pacifique du présent. Mais le pacifisme du Kaiser n'a cure de cette absence de logique ni des inquiétudes qu'il va semer au dehors. Guillaume II veut avoir l'armée la plus nombreuse, comme il aspire à posséder une flotte des plus puissantes. Ne serait-il par hasard qu'un instrument sonore et inconscient dans des mains invisibles qui le font mouvoir et résonner?

Pendant que les esprits s'exaltent en Allemagne à l'annonce des projets du gouvernement, un rapprochement semble en voie de préparation entre Londres et Berlin. A la commission du budget du Reichstag, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères a déclaré, le 7 février : « Notre constant et intime échange de vues avec l'Angleterre a essentiellement contribué à vaincre diverses difficultés qui s'étaient présentées durant ces derniers mois... J'espère que sur le terrain de l'égalité des intérêts, le plus fructueux en politique, nous pourrons continuer de travailler avec elle et peut-être récolter de bons résultats. » Le secrétaire d'État à la Marine, prenant ensuite la parole, a affirmé qu'il n'avait pas d'objections à élever contre l'appréciation, formulée au mois de mars précédent par le ministre britannique de la Marine, et que la proposition de maintenir, pour les quatre ou cinq prochaines années, une proportion de dix à seize entre la flotte de guerre britannique et la flotte de guerre allemande lui paraissait acceptable.

Le consentement du gouvernement impérial à une limitation temporaire de sa flotte de combat écarterait le plus sérieux

(1) Dépêche à M. Davignon, du 6 février.

obstacle à un rapprochement. Les journaux de Berlin d'annoncer aussitôt la bonne nouvelle d'un accord tout près d'être conclu par les deux gouvernements, suivant la proposition de l'amirauté anglaise, pour le ralentissement de leurs armements maritimes. Ils allaient jusqu'à prévoir qu'à cette occasion une conférence se réunirait à Berlin pour le règlement de toutes les questions africaines. Cette perspective m'a fait dresser l'oreille, à cause de notre colonie du Congo.

Mais les déclarations de l'amiral de Tirpitz à la commission du Reichstag n'avaient pas toute l'importance qu'on leur attribuait. Le bruit qu'elles ont soulevé dans la presse et les conclusions qu'on en a tirées ont dépassé l'attente et le désir du cabinet de Berlin. Aussi a-t-il chargé un des organes dont il dispose, la *Gazette de Cologne*, de remettre les choses au point et de préciser l'interprétation qu'il fallait donner aux paroles de l'amiral.

« Il ne s'agit pas, nous a appris l'officieuse messagère, de conclure avec la Grande-Bretagne une convention fixant la proportion à établir entre les navires de guerre des deux nations. De trop grandes difficultés techniques s'opposeraient à la signature d'un instrument diplomatique sur un pareil sujet. En reconnaissant que la proportion de 10 à 16 ou de 2 à 3 était acceptable, l'amiral de Tirpitz ne visait que les dreadnoughts, ou plutôt les escadres formées par ces vaisseaux. Il n'apprenait, d'ailleurs, rien de nouveau à ses auditeurs, puisque cette proposition avait été déjà avancée et déclarée admissible par son collègue anglais, Winston Churchill. Le rétablissement de relations cordiales entre l'Allemagne et l'Angleterre ne dépend pas d'une convention limitant leurs armements navals. Le maintien d'une proportion raisonnable entre leurs unités de combat doit être au contraire une conséquence de l'amélioration de ces relations (1). »

On pouvait répondre à la *Gazette de Cologne* qu'il ne tenait qu'au gouvernement impérial de ne pas communiquer à la presse les déclarations de l'amiral qui avaient un caractère confidentiel. Mais le langage du hautain ministre était nouveau, quoi qu'en dît la *Gazette*. Ni M. de Bulow, ni M. de Schoen, ni M. de Tirpitz lui-même, ayant à affronter devant le Reichstag l'écueil de la limitation des dreadnoughts qui se dressait entre

(1) Dépêche à M. Davignon, du 11 février.

les deux nations, ne serait allé naguère aussi loin dans la voie des concessions au gouvernement britannique. Pourquoi le gouvernement impérial n'a-t-il pas craint aujourd'hui d'aborder ce sujet? Quel dessein poursuit-il? Le champ est ouvert à toutes les suppositions. Libre aux optimistes d'imaginer qu'il veut simplement donner une preuve de sa bonne volonté à satisfaire les Anglais dans une question qui les passionne par-dessus tout et dégager ainsi l'accès d'une entente amicale pour la solution de tous les problèmes européens.

Voici, d'autre part, l'appréciation de Francis Charmes dans sa chronique politique de la *Revue* du 15 février : « L'amiral de Tirpitz a présenté fort habilement ses intentions comme une concession faite au désir du gouvernement britannique; il ne l'a pas dit, mais il l'a laissé entendre. Il est fâcheux toutefois que le ralentissement des constructions navales allemandes coïncide avec une augmentation très importante de l'armée de terre. Le plus grand empire et le plus riche ne peut pas pourvoir à la fois à ses dépenses sur mer et sur terre, lorsqu'elles sont formidables les unes et les autres; il va donc aux plus pressées qui sont, en ce moment, les dépenses pour l'armée. »

Enfin il était permis de penser, et c'était peut-être la supposition la plus vraisemblable, qu'en se donnant l'apparence de faire une grande concession à la marine britannique, le gouvernement allemand cherchait à se concilier le plus dangereux de ses adversaires, en même temps qu'il sèmerait des germes de défiance, par ce traitement de faveur concédé à l'Angleterre, entre elle et la France.

Quant au bruit de la réunion d'une conférence africaine, lancé par des journalistes hallucinés et prompts à grossir la moindre nouvelle, j'ai voulu en avoir le cœur net, et interrogeant là-dessus le sous-secrétaire d'État à la Wilhelmstrasse : « Nous avons trop de difficultés à résoudre en Europe, m'a répondu M. Zimmermann, pour vouloir nous en créer d'autres en Afrique. »

DES NOUVELLES DES BALKANS

Du théâtre des hostilités turco-balkaniques, le télégraphe est pauvre en renseignements. La lutte se traîne et se prolonge sur un terrain impropre aux manœuvres et aux engagements

décisifs. C'est une guerre de tranchées. Témoin de l'impuissance des confédérés, une partie de la presse berlinoise ne dissimule plus ses sympathies pour la Turquie. La *Gazette de Voss* prétend que l'élan des Bulgares est arrêté, tandis que l'armée ottomane, sous l'impulsion des Jeunes Turcs, a repris toute sa solidité. Ceux-ci, affirme le journal turcophile, auront rempli leur devoir envers leur patrie et sauvé son honneur militaire. Les Bulgares regretteront peut-être d'avoir de nouveau tiré l'épée pour la conquête d'Andrinople.

Ces sentiments antibalkaniques ont été surexcités par les révélations, parues dans les journaux et reproduites avec force détails, sur les atrocités commises dans les provinces envahies par les bandes de comitadjis bulgares, dont le sinistre cortège a accompagné la marche de l'armée régulière, comme un vol d'oiseaux de proie. Mais la compassion pour les populations musulmanes, victimes de la cruauté de ces bandits, est purement platonique et verbale. L'Allemagne ne met pas pour elles la main à son gousset. Les banques de Berlin restent sourdes aux demandes du gouvernement de Constantinople et refusent de lui consentir aucun emprunt, vu que la continuation de la guerre est aussi funeste aux intérêts allemands qu'à ceux des autres nations. On se gardera donc ici de fournir aux Jeunes Turcs le nerf nécessaire pour la prolonger.

Combien de temps durera-t-elle encore? Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères n'en sait rien, pas plus que de l'issue qu'elle peut avoir. « L'Allemagne, me dit M. de Jagow de l'air ennuyé qu'il prend quand on veut lui parler politique, est plus résolue que jamais à ne pas se départir d'une stricte neutralité. Elle espère que les autres puissances seront assez sages pour l'imiter et se contenteront, comme elle, de rester à la fenêtre à observer la bataille, sans être tentées de descendre dans la rue. »

Les renseignements, que je puise à la Wilhelmstrasse sur l'avortement des négociations à Londres entre la Roumanie et la Bulgarie, le dépeignent comme un des dangers de l'heure présente. Je constate que le vent a tourné et qu'il souffle tout en faveur du royaume danubien. M. Zimmermann lui-même impute maintenant la responsabilité de l'échec des pourparlers à l'intransigeance de M. Danew et à ses tentatives de les traîner en longueur par des réponses évasives. Cette mauvaise tactique

n'a eu d'autre effet que d'exaspérer le cabinet de Bucarest. Le sous-secrétaire d'État admet qu'il serait très pénible à la Bulgarie de céder la ville de Silistrie, une des plus anciennes et des plus pittoresques places fortes de la rive droite du Danube, mais si elle veut éviter une guerre avec sa voisine, il faut bien qu'elle s'y résigne, ainsi qu'à l'abandon d'une assez grande étendue de côtes sur la mer Noire, pour permettre à la Roumanie de créer un port militaire dans la lagune de Mangalia. Le ministre d'Allemagne à Sofia a pour instructions d'appuyer vigoureusement les revendications roumaines auprès du gouvernement bulgare.

L'appui prêté au pays du roi Carol est conforme aux traditions de la politique allemande et au désir constant chez l'Empereur de ne pas laisser se détendre les liens d'origine qui unissent les cours de Berlin et de Bucarest et les deux branches des Hohenzollern. Il les a resserrés tout dernièrement, en envoyant en Roumanie son second fils, le prince Eitel Fritz, pour le représenter au baptême du dernier enfant du prince héritier. Le côté moral de la pression exercée par la Roumanie sur sa voisine, alors que celle-ci est dans l'impossibilité de se défendre, n'est pas discutée à Berlin, où la presse s'est montrée, il y a deux ans, si scandalisée et si sévère envers l'Italie, parce qu'elle avait attaqué la Turquie, sans autre motif que celui de lui enlever une province.

J'ai contrôlé ces informations par un entretien avec mon collègue de Bulgarie qui m'a fait entendre, comme je m'y attendais, un tout autre son de cloche.

M. Guéchow est d'avis, naturellement, que les dernières propositions du cabinet de Sofia étaient fort acceptables : cession à la Roumanie des ouvrages fortifiés dominant Silistrie, de façon à enlever à cette place toute valeur stratégique ; rectification de la frontière de la Dobroudja par la suppression de deux petites enclaves en forme de triangle qui s'avancent sur le territoire roumain ; cession d'une étendue de côtes au sud de Mangalia pour construire à cet endroit un port militaire, si telle est la lubie du gouvernement roumain. Mais quels avantages, se demande M. Guéchow, la Roumanie retirerait-elle d'une flotte de guerre qui resterait emprisonnée dans la mer Noire où elle ne pourrait même pas déployer son pavillon sans la permission de la Russie?

Il juge que le cabinet de Bucarest ne tient pas assez compte de l'opinion publique bulgare. Celle-ci accepterait, sans trop murmurer, l'abandon de quelques parcelles du territoire national, afin de vivre en paix avec sa voisine. Mais dans un pays qui ne possède encore que peu de villes, la perte d'une place aussi importante que Silistrie soulèverait une indignation qui se traduirait par une haine persistante contre le larron.

Néanmoins, M. Guéchow ne paraît pas douter que son gouvernement ne se résigne à confier aux grandes puissances le règlement du conflit, suivant la suggestion qui a été faite par sir Edward Grey et ratifiée par la conférence des ambassadeurs qui en avaient saisi leurs gouvernements respectifs. Que ce règlement s'effectue avec ou sans arbitrage, le ministre de Bulgarie s'attend qu'il soit contraire aux espérances de son pays qui devra payer le maintien de la paix du sacrifice de Silistrie.

— Mais, poursuit mon collègue avec des yeux enflammés de ressentiment, la Roumanie, par ses exigences, a commis une faute grossière. Elle a rouvert la question de la Dobroudja, qu'elle avait tout intérêt à enterrer par un accord qui ne froisserait pas le patriotisme des Bulgares. Il est impossible que, s'ils subissent une pareille humiliation, ils ne songent pas à recouvrer un jour leur frontière naturelle, autant dire toute la rive droite du Danube. Avant qu'il soit longtemps, la question de la Dobroudja se posera pour nous dans des circonstances plus favorables que le moment actuel.

Paroles prophétiques, si l'on songe à la guerre mondiale où la Bulgarie s'est jetée par soif de revanche.

M. Guéchow en vient ensuite aux opérations militaires. Il m'explique que le plan des alliés consiste à s'emparer avec le moins de pertes possible des trois places qu'ils tiennent étroitement assiégées, Scutari, Janina et Andrinople, œuvre longue et difficile. Les Bulgares ont en outre pour tâche d'empêcher toute offensive de l'armée ottomane. Ils y ont réussi en refoulant dans la presqu'île de Gallipoli les troupes qui voulaient tourner leur aile droite et en rejetant dans la mer de Marmara celles qui avaient entrepris de débarquer sous le feu de leur artillerie. Aussi les Turcs doivent-ils être convaincus à l'heure qu'il est de leur totale impuissance.

LES MOUVEMENTS DE L'OPINION

Je n'ai pas voulu attendre le dépôt au Reichstag du nouveau projet de loi militaire pour présenter à mon gouvernement, dans un rapport confidentiel, les observations qu'elle me suggérait, renforcées de celles que je tirais de la lecture des journaux ou de mes conversations avec mes collègues et avec des Allemands rencontrés presque tous les soirs. Une saison mondaine a cela d'utile dans sa frivolité qu'elle favorise après les dîners ou au milieu des bals, dans l'angle d'un salon ou dans l'embrasure d'une porte, des apartés où la politique se glisse facilement parmi les banalités courantes. Que de diplomates profitent de ces occasions pour cueillir au vol des aperçus ou des renseignements intéressants! La loi militaire, avec toutes ses conséquences présumées, était l'événement du jour. Mon rapport dépeignait la situation inquiétante, créée par cette initiative du gouvernement impérial et qui bientôt n'a fait qu'empirer. J'en vais reproduire ou résumer les principaux passages, malgré certaines inexactitudes que le temps a rectifiées.

J'y montrais l'Allemagne s'apercevant, après la crise marocaine qui avait duré plus de six ans, que, nonobstant sa puissance militaire et en dépit de ses alliances, elle n'exerçait plus sur l'Europe continentale la prédominance qu'elle se flattait de posséder; obligée en conséquence de reconnaître qu'il ne lui suffisait plus de prendre un ton rogue et menaçant pour être écoutée, car elle s'était heurtée, à Agadir comme à Algésiras, à des coalitions de forces et d'intérêts qui l'avaient contrainte à reculer. Dans son désir impatient de devenir une puissance navale de premier ordre, elle avait négligé de perfectionner son armée et de la maintenir à la hauteur du rôle qu'elle lui réservait. De là les lois militaires de 1911 et de 1912 qui lui assuraient déjà une forte supériorité, quand la guerre balkanique est venue démontrer une fois de plus que, dans les rencontres actuelles, le résultat final dépend de la sûreté et de la violence avec lesquelles sont portés les premiers coups. La nouvelle loi est destinée à faire de l'armée impériale un instrument capable d'écraser en quelques jours un adversaire moins nombreux et hors d'état de réparer immédiatement ses pertes.

Cet adversaire, quel peut-il être, si ce n'est la France? Quoique son nom n'ait pas été prononcé, elle s'est sentie si clairement visée qu'elle a cherché sur-le-champ à parer le coup qui lui est destiné. Si la Grande-Bretagne paraît être, à l'heure présente, l'âme de la résistance d'une partie de l'Europe à l'hégémonie allemande, la France en est le bras. La presse française, sitôt que le projet allemand a été annoncé, a recommandé avec insistance et sans être désavouée par le gouvernement de la République, le rétablissement du service de trois ans. Lui seul peut donner, dès le début de la lutte, à l'armée de couverture des effectifs assez compacts pour repousser l'assaut terrible qui s'organiserait contre elle de l'autre côté des Vosges. Le plan des Allemands, d'après le chroniqueur politique du *Temps*, serait de trouer par l'irrésistible supériorité du nombre la barrière vivante qui garde les plaines de la Champagne et de pénétrer rapidement au cœur du pays, afin d'empêcher la mobilisation de ses réserves et de briser tout l'effort de sa résistance, comme l'ont fait les Bulgares, si vite vainqueurs des effectifs insuffisants de l'armée ottomane (1).

La promptitude des journaux français à relever le gant n'a pas été sans déconcerter la presse et l'opinion dans ce pays. On n'en parle encore qu'à mots couverts et en termes très mesurés, mais, dans mes conversations avec des personnes de la Cour et des fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, j'ai constaté qu'ils rendent le nouveau Président de la République responsable de l'exaltation patriotique qui se manifeste chez les Français. Ils disent M. Poincaré très ambitieux, jaloux de maintenir, même au prix d'une guerre, la situation que la France a reconquise en face de l'Allemagne, avide enfin de jouer lui-même un grand rôle en Europe.

Les Allemands, ainsi du reste que beaucoup d'étrangers, ne se rendaient pas compte du personnage plutôt effacé que la constitution républicaine fait faire en France au chef nominal de l'État. On lui prêtait à Berlin une influence, moins apparente, mais presque aussi active, que celle dont jouit, aux États-Unis, le Président de la République fédérale qui est le vrai chef du pouvoir exécutif. La forte personnalité de M. Poin-

(1) Cette conjecture était exacte, à cela près que l'offensive foudroyante de l'armée allemande devait se faire non à l'est, mais au nord, par les plaines neutralisées de la Belgique.

caré et son tempérament de lutteur s'étaient affirmés avec trop de succès, l'année précédente, à la présidence du Conseil, pour qu'on s'imaginât qu'il pût s'astreindre à n'être pas l'inspirateur de la politique extérieure de son pays (1).

Le premier acte accompli depuis son élection a été la nomination au poste d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg de M. Delcassé, le vieil ennemi de l'Allemage. Cet homme d'État, même s'il s'abstient d'y pratiquer une politique personnelle, travaillera, — on en est persuadé ici, — au resserrement de l'alliance franco-russe, dont les liens, un peu relâchés dans ces derniers temps, se tendront de nouveau contre les efforts de l'ennemi commun. Que va-t-il faire à Saint-Pétersbourg, dit-on, sinon comploter contre l'Allemagne avec Nicolas II, comme il avait fait naguère avec Édouard VII? Les journaux de Berlin, émus de la rentrée en scène de l'ancien ministre des Affaires étrangères, recommandent de tenir les yeux ouverts sur ses manœuvres, si assagi qu'il puisse être. Le choix d'un pareil homme pour un pareil poste justifie, à leurs yeux, la défiance qu'ils nourrissent contre M. Poincaré, lors même que le nouvel hôte de l'Élysée n'aurait eu que la pensée d'offrir une compensation à son concurrent malheureux à la présidence de la République, tout en l'éloignant du parlement où il est resté très influent (2).

Pour nous autres Belges, les préparatifs de nos deux voisins doivent être un actif stimulant à combler au plus tôt les lacunes de notre organisation militaire. On a beau s'appuyer sur le vieil adage latin, *si vis pacem para bellum*, pour soutenir que la paix sera d'autant plus consolidée que les grands États seront mieux armés, qui peut nous répondre qu'une guerre européenne n'apparaîtra pas comme la seule issue pour sortir d'une situation, rendue intolérable par le poids de tous ces armements, une guerre où notre existence nationale elle-même serait en jeu?

(1) M. Poincaré a caractérisé, dans *l'Europe sous les armes*, le sentiment qui dominait en France en ce moment à l'égard de l'Allemagne : « Si je comprends bien, écrit-il, la pensée profonde du pays, il veut sincèrement la paix; mais il souhaite, avec une ardeur égale, que ne se renouvellent pas des gestes de menace, comme ceux de Tanger et d'Agadir. La paix qu'il entend maintenir, il comprend qu'il doit être en état de la défendre. »

(2) M. Poincaré a rappelé dans le même livre que le remplacement de M. Louis par M. Delcassé avait été décidé par le chef responsable du cabinet, M. Briand, et par M. Jonnart, ministre des Affaires étrangères.

Je ne veux pas insinuer par là que la paix générale court un danger immédiat du fait de la prolongation du conflit turco-balkanique. Je suis persuadé au contraire que l'Allemagne, la France et l'Angleterre sont également désireuses d'arriver à un règlement, tout au moins provisoire, de l'éternelle question d'Orient, sans avoir à tirer l'épée, sans se laisser entraîner dans les querelles des peuples des Balkans entre eux ou avec l'Autriche-Hongrie. Il est même fort probable que M. Delcassé ait pour premières instructions d'employer l'influence dont il disposera à Saint-Pétersbourg à calmer la surexcitation de l'opinion publique russe et à aplanir la voie à un rapprochement avec la monarche habsbourgeoise.

L'Allemagne, j'en ai le pressentiment, ne fera la guerre qu'à son heure, lorsque les lois en préparation auront produit tous leurs effets et qu'elle se sentira tout à fait prête et entraînée pour la lutte. C'est d'elle, plutôt que de la triple Entente, que dépendra, dans un avenir plus ou moins prochain, le repos ou la conflagration de l'Europe. Et il y a lieu de craindre qu'en opposition avec les tendances pacifiques de l'Empereur et de la majorité de la nation, le fardeau des nouvelles charges fiscales ne fasse quelque jour pencher la balance pour une solution violente et définitive.

Il ne faut pas exagérer, mais il ne faut pas amoindrir non plus l'action sur l'opinion publique des pangermanistes et du corps d'officiers, dont les passions belliqueuses trouvent périodiquement un écho dans des articles de journaux dus à la plume d'anciens militaires. A Paris aussi, il ne manque pas d'organes, depuis les crises marocaines, dont on ait à regretter les imprudences de langage. Ce qui me paraît encore plus sérieux, c'est le ton arrogant, ici, des représentants des classes intellectuelles, des professeurs et des savants, tellement pénétrés de la grandeur et de la puissance de leur pays, tellement convaincus du rôle prépondérant qui lui revient en Europe, qu'ils n'admettraient plus sans protestation le règlement à l'amiable, considéré comme une humiliation nationale, d'un incident analogue à ceux de Casablanca et d'Agadir. Malheureusement, des incidents de ce genre sont destinés sans doute à se renouveler (1).

(1) Dépêche confidentielle à M. Davignon, du 24 février.

UN ENTRETIEN AVEC M. CAMBON

Le désir très naturel m'est venu de confronter les appréhensions dont je faisais part à mon gouvernement avec l'opinion de M. Cambon. L'éminent ambassadeur était allé à Paris saluer le nouveau Président de la République. Dès que j'eus appris son retour, je lui ai demandé par le téléphone de me recevoir à l'ambassade.

M. Cambon m'entretient d'abord de la paix turco-balkanique. A Paris, on la croit prochaine et l'on pense que les conditions des alliés seront acceptées par la Turquie à bout de forces. La solution du différend bulgaro-roumain paraît assurée par une médiation des puissances. S'il n'a pas été réglé à Londres dans les pourparlers engagés par M. Take Jonesco avec M. Danew, la faute en est à ce dernier, type de paysan madré et retors, qui a cru faire œuvre d'habile diplomate en n'écoutant aucun conseil, en éludant toute réponse catégorique, sous prétexte qu'il n'avait pas reçu de pleins pouvoirs pour traiter, alors qu'il les avait dans sa poche. M. Cambon me confirme qu'une entente s'établira entre Saint-Pétersbourg et Vienne au sujet des limites à assigner à la future principauté d'Albanie. Mais le partage des îles égéennes pourrait soulever des difficultés internationales. Le discours prononcé, le 22 février, à la Chambre des députés de Rome par le marquis de San Giuliano n'est pas fait pour les écarter. On interprète le passage relatif à l'exécution loyale du traité de Lausanne par la Turquie, moyennant quoi celle-ci serait assurée de trouver dans l'Italie une amie sincère, comme l'indice d'une intention sous-entendue de conserver en gage les îles de la mer Égée, y compris Rhodes, tant que la Libye ne sera pas entièrement pacifiée. Or, cette pacification peut durer des années et, en attendant, le gouvernement italien ne se dessaisira pas d'une excellente station navale qui renforcera sa situation politique et militaire dans la Méditerranée orientale et rompra, à son profit, l'équilibre dont M. de San Giuliano a démontré lui-même la nécessité.

Il va de soi que M. Cambon n'est nullement d'accord avec les augures de Berlin sur le rôle et les desseins qu'ils prêtent à M. Poincaré. Une personnalité de premier plan sans aucun

doute, d'un rayonnement qui rejette dans l'ombre celle plus effacée de quelques-uns de ses ministres, mais un homme d'État féru de ses devoirs constitutionnels. S'il était tenté de les outrepasser, au lieu de se borner à offrir ses conseils, il se heurterait à des difficultés insurmontables. Mais pourquoi faire une hypothèse qui n'est conforme ni aux tendances de son esprit ni à la loyauté de son caractère? Il ne faut pas s'attendre, d'ailleurs, qu'un homme de sa trempe abdique jamais ses fonctions, comme l'a fait Casimir Périer, découragé par les premiers mécomptes qu'il avait éprouvés à l'Élysée.

L'ambassadeur ne me conteste pas que l'envoi de M. Delcassé à Saint-Pétersbourg ait eu, en apparence, une allure un peu précipitée. Mais, en réalité, l'ancien ministre était très désireux, lui-même, de s'éloigner pendant quelque temps de la scène parlementaire, où il aurait pu causer des embarras au présent cabinet, pour y reparaître paré d'un nouveau lustre diplomatique. Voilà toute l'explication de sa brusque nomination. M. Cambon ne comprend pas l'émoi qu'elle a suscité à Berlin, et il m'apprend qu'à l'époque de la formation du ministère Caillaux et de l'incident d'Agadir, l'Empereur et M. de Kiderlen lui avaient dit leur regret que M. Delcassé n'eût pas été appelé aux Affaires étrangères à la place d'un diplomate moins expérimenté. Il savait ce qu'il voulait et n'aurait pas laissé traîner les négociations. Ainsi donc, deux ans à peine auparavant, Guillaume II rendait justice à ce courageux adversaire de l'Allemagne.

De la nomination de M. Delcassé à la perturbation des esprits causée par les nouveaux armements allemands, il y avait une pente naturelle. L'ambassadeur prévoit une campagne de presse contre son pays, un redoublement d'acrimonie et d'insinuations malveillantes, éclatant comme un feu de file dans tous les journaux qui soutiendront les projets militaires et fiscaux du gouvernement impérial, car il faudra chauffer l'opinion publique et surexciter le patriotisme du Reichstag pour enlever le vote des charges financières. De son côté, la France « devra bien faire quelque chose », opine M. Cambon, afin de contrebalancer l'avantage numérique que l'Allemagne veut s'assurer. Sera-ce le rétablissement du service de trois ans ou l'adoption du service de trente mois accompagné d'autres mesures de défense, il n'en sait rien encore.

« Quelle folie, s'exclame-t-il amèrement, que cette concurrence effrénée entre les deux puissances militaires de l'Europe! Quel malheur et quel danger! » Et il ne me cache pas qu'il entrevoit l'avenir sous les plus sombres couleurs, sans pouvoir prédire quand la tempête se lèvera. Je crois comprendre cependant qu'il n'en juge pas le moment très éloigné.

Le ton enjoué, sur lequel M. Cambon se plaît à discourir des questions politiques, avait disparu. Disparu également, le grain de sel malicieux, dont il assaisonne volontiers ses appréciations des hommes et des événements. Je voyais, dans ses graves paroles et dans son regard attristé, passer le reflet de tous les soucis que lui causent l'heure présente et celles qui vont suivre, ainsi que la conscience angoissée de la responsabilité qu'il a assumée en ce poste, où il sert d'éclaireur à sa patrie pour lui signaler l'approche du péril. Je le quittai, très troublé moi-même, avec le sentiment, d'où je ne tirai aucune vanité, de la concordance de nos prévisions et de nos craintes.

LES EFFECTIFS DE L'ARMÉE BELGE

Les Allemands n'auraient-ils pas pu objecter à mes appréhensions que nous leur avions donné l'exemple d'une augmentation considérable de notre armée, puisque le projet de loi du cabinet de Broqueville, antérieur au projet du chancelier et déjà en discussion dans notre parlement, avait pour objet de tripler le nombre de nos soldats? Nullement. Il n'y avait aucune ressemblance entre l'accroissement démesuré de leurs troupes de premier choc et l'ajustement tardif de nos effectifs militaires aux nécessités de notre défense, au cas où notre pays eût été envahi par l'un ou l'autre de nos voisins. Autant que ce souci de sécurité, la conservation de notre neutralité exigeait un remaniement complet, sur la base du service général, de notre système de recrutement. Un État neutre est obligé envers ses garants mêmes de se défendre, s'il est attaqué, pour maintenir entre eux l'équilibre d'intérêts qui est, à leurs yeux, la raison de son existence; sinon, les traités qui consacrent sa neutralité ne seraient plus que des papiers poussiéreux, ensevelis dans les cartons des chancelleries.

Les dirigeants de la diplomatie allemande, le chancelier et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, n'ont pas vu de bon

œil, — la suite des événements l'a prouvé, — l'établissement du service général en Belgique, mais ils se sont abstenus de faire allusion devant moi à la loi elle-même, de l'approuver ou de la critiquer, comme s'ils n'y attachaient pas d'importance. Et peut-être était-ce bien là le secret motif de leur silence. Que leur importait que le nombre de nos soldats à rappeler sous les drapeaux et à mettre hâtivement en ligne passât de cent mille à trois cent cinquante mille ? Une armée aussi minime et qui n'avait jamais vu le feu, oserait-elle se ranger en bataille devant la masse parfaitement exercée des divisions allemandes et leur disputer le passage à travers notre territoire, si tel était le plan stratégique du grand état-major de Berlin? Plus j'y ai réfléchi, plus je me suis persuadé que la pensée d'une pareille témérité n'a pas traversé la cervelle des ministres de Guillaume II.

J'ai raconté, dans *l'Allemagne avant la guerre*, les propos que m'avait tenus le colonel de Zedlitz, petit-fils par sa mère d'un ministre de Belgique à Berlin, le baron Nothomb, et marié lui-même à une Belge, sa cousine. Cet ami sincère de notre pays voyait un grand danger pour nous dans l'augmentation de notre armée, parce que, nous croyant plus forts, nous serions peut-être tentés de résister au passage des troupes allemandes. Alors, malheur à nous! C'est donc qu'il prévoyait l'invasion de la Belgique par les armées du Kaiser.

La presse officieuse, obéissant sans nul doute à un mot d'ordre de la Wilhelmstrasse, a évité de commenter les nouvelles télégraphiées de Bruxelles sur la discussion du projet militaire au sein des deux Chambres. Mais l'organe indépendant du parti conservateur, la *Gazette de la Croix*, a fait exception à cette indifférence réelle ou simulée, en publiant, dans son numéro du 25 février, un article intitulé : *la France et la loi militaire belge*. L'auteur d'une correspondance datée de Bruxelles y affirmait que notre projet de loi avait été présenté au parlement sur les instances de la France et que la séance secrète, réclamée par le ministre de la Guerre, n'avait eu d'autre objet que de donner lecture aux députés de deux notes diplomatiques du gouvernement de la République, relatives à la défense de notre territoire. Nous avons appris, spécifiait le correspondant de la *Gazette de la Croix*, qu'aussitôt après les premiers faits de guerre dans les Balkans, la France avait attiré, par deux notes

des mois d'octobre et de novembre derniers, l'attention du gouvernement belge sur l'état insuffisant de la défense du pays et demandé avec insistance qu'il y fût porté remède sans retard. Le gouvernement français, envisageant l'hypothèse d'une nouvelle guerre franco-allemande, ne cachait pas son intention d'occuper militairement la ligne de la Meuse immédiatement après la déclaration de guerre, à l'effet de parer à un coup de surprise sur le Nord de la France que tenterait une armée allemande qui userait du territoire belge comme d'une route de traverse. La longue résistance du gouvernement du roi Albert a été par là brisée, ainsi que la répugnance du parti catholique, antimilitariste de cœur et d'âme, à toute augmentation de l'armée. Tel a été l'effet de la perspective d'une occupation française, laquelle se transformerait aisément, en cas de victoire, en occupation définitive.

Le cabinet belge dédaigna de répondre, quoique je l'en eusse prié, à ces informations perfides qui ne reposaient sur aucune preuve. Il n'en poursuivit pas moins avec fermeté la discussion du projet militaire qui fut voté au mois de mai suivant.

L'AFFAIRE DES COLONIES PORTUGAISES

Il se montrait en revanche préoccupé des bruits qui circulaient dans les chancelleries de pourparlers secrets, engagés par l'Allemagne et l'Angleterre au sujet des colonies portugaises, voisines en Afrique de notre domaine du Congo, et il me chargea de recueillir des renseignements à ce sujet.

C'était une vieille histoire, dont l'origine datait du ministère de lord Salisbury. A cette époque, le gouvernement britannique, étant en mauvais termes avec la France et la Russie, recherchait l'amitié de l'Allemagne. Celle-ci y mit pour prix la conclusion d'un accord colonial, auquel lord Salisbury ne souscrivit qu'avec peine, sachant bien qu'il serait fort impopulaire en Angleterre. Une alliance anglo-portugaise existait depuis le xv^e^ siècle, renouvelée pour la dernière fois sous le règne de Charles II. Elle avait sauvé le Portugal d'une invasion française pendant les guerres de Napoléon. L'Allemagne exigeait de l'Angleterre qu'elle consommât avec elle, sous une forme détournée, la spoliation du domaine colonial de sa cliente séculaire. D'après la convention secrète, signée,

en 1898, par M. Balfour et par le comte de Hatzfeld, une avance de fonds devait être faite directement par les deux gouvernements, et non par l'intermédiaire d'instituts financiers, à celui de Lisbonne, incapable de mettre en valeur ses vastes possessions. L'intérêt en serait garanti par les revenus des colonies portugaises, que les deux prêteurs s'étaient partagées par avance. Dans ce partage, la colonie de Timor était échue à l'Allemagne, et c'est une des causes, paraît-il, qui firent échouer la combinaison. L'opinion publique britannique, lors même qu'elle n'eût pas été révoltée de ce marché immoral où l'Allemagne avait joué le rôle de serpent tentateur et la Grande-Bretagne celui d'une Ève trop facile à la tentation, n'aurait pas admis que l'empire allemand fît valoir un jour des droits sur une colonie aussi voisine de l'Australie. L'accord de 1898 n'avait donc pas reçu d'exécution, mais ses clauses n'échappèrent pas à la pénétration du ministre de Portugal à Londres, le marquis de Soveral, qui s'en vanta auprès de lord Salisbury et en informa son gouvernement (1).

Une reprise des pourparlers anglo-allemands relatifs aux colonies portugaises eut lieu, à Londres, dès l'année 1912. Ils aboutirent, comme en 1898, à une convention secrète. Lord Grey en parle très légèrement dans ses *Souvenirs*, mais le mémoire du prince Lichnowsky, — un des deux auteurs de la convention et qui s'en est fait gloire, — a jeté un jour peu édifiant sur cet accord colonial et sur les motifs qui ont empêché sa ratification. Comme il était à prévoir, son existence fut niée par les fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, auprès de qui j'ai essayé de prendre langue, et, chose curieuse, elle le fut également, comme un bruit sans importance, par mon collègue portugais que j'avais eu soin d'interroger.

A Lisbonne, le ministre des Affaires étrangères, dans une séance de la Chambre des députés, opposa, de son côté, un démenti catégorique aux rumeurs qui couraient sur les colonies, en déclarant qu'il parlait avec l'assentiment préalable et formel des cabinets de Londres et de Berlin. Il n'existait pas, dit-il, de traité, de convention ou d'accord pouvant affecter à un degré quelconque la souveraineté du Portugal sur ses colonies ou léser leur indépendance. Il était faux que des négociations

(1) Dépêche de M. Davignon au baron Beyens. Cf. aussi sur ce point les *Mémoires* de lord Grey, vicomte de Fallodon.

eussent été entamées à cet effet. Au surplus, le gouvernement allemand ne songeait nullement à réunir une conférence internationale africaine et repoussait avec indignation la pensée de porter atteinte aux droits souverains de la nation portugaise. Mais ces belles affirmations, destinées à rassurer le parlement, étaient en contradiction avec l'opinion du secrétaire général des colonies, exprimée en confidence au ministre de Belgique, M. Leghait.

Comment éclaircir ce mystère et découvrir la vérité à travers le tissu impénétrable des dénégations officielles? Il fallait y renoncer pour le moment et attendre une autre occasion. Que le gouvernement et les coloniaux allemands jetassent des regards d'envie sur les colonies portugaises et, par delà, sur certaines régions de notre domaine colonial, cela ne me semblait pas douteux. L'essentiel était que, jusqu'à présent, l'Allemagne et l'Angleterre, nos voisines en Afrique, n'eussent pas conclu quelque ténébreuse entente, dont le gage eût été constitué à nos dépens (1).

Mon collègue, le ministre de Portugal, le docteur Sidonio Paez, n'était que depuis quelques mois à Berlin. Professeur de mathématiques, député, ministre des Finances dans un cabinet républicain, il avait quitté le professorat pour la politique et la politique pour la diplomatie, attiré, pensais-je, en Allemagne par la réputation de son enseignement universitaire. Jeune encore, d'une figure régulière et pensive qui excitait la sympathie, je le jugeais assez indifférent aux questions que les diplomates ont à traiter et perdu dans des spéculations scientifiques. En quoi je me trompais, mais je ne pouvais vraiment pas prévoir son étrange destinée.

Sous un extérieur modeste et presque timide, Sidonio Paez cachait une âme ardente et le tempérament d'un homme d'action. Curieux dédoublement d'une personnalité humaine! Le penseur, le mathématicien, le républicain modéré, s'est mué tout à coup en conspirateur révolutionnaire, et il a été le premier de ces audacieux que nous avons vus renverser par la violence un gouvernement établi et instituer à sa place un pouvoir personnel et autoritaire. Il n'a pas attendu, comme d'autres, le rétablissement de la paix et les troubles sociaux

(1) Dépêche à M. Davignon, du 27 février.

qui, à sa suite, ont bouleversé leur pays. Il a opéré en pleine guerre.

Rentré chez lui, quand le Portugal eut embrassé la cause des alliés, Sidonio Paez prend part à une conspiration militaire ; il monte à cheval, lui qui n'avait jamais pratiqué l'équitation ; il endosse un uniforme de général qu'il ne quitte plus désormais ; il entraîne les troupes et assure par son courage le succès du coup d'État. Après quoi, il se fait élire régulièrement par le parlement président de la République, en s'appuyant sur les monarchistes et les conservateurs contre les radicaux qui avaient dominé jusque-là. Son gouvernement, c'est la république sans les républicains, et c'est aussi la dictature, car il se montre très autoritaire. Toutefois, la puissance discrétionnaire dont il abuse est compensée par son ardeur pour les réformes sociales: il veut être l'apôtre du peuple et le rebouteur de ses misères. Mais il n'a pas de parti pour le soutenir, pas de milice dévouée pour le défendre, et, au bout d'un an de présidence, il est assassiné à coups de revolver au moment de monter en wagon, pendant l'armistice qui a mis fin aux hostilités européennes.

Si brève qu'ait été son apparition au sommet du pouvoir, il a laissé un souvenir vivant dans le peuple. Les femmes surtout l'ont pleuré ; son portrait est suspendu dans de pauvres demeures où il est vénéré comme l'image d'un saint. En sera-t-il de même, peut-on se demander, de tous ceux qui voudront, comme lui, faire le bonheur d'une nation, en lui infligeant le bienfait de la dictature ?

UNE VISITE ROYALE

Le roi et la reine de Danemark ont fait cette semaine (26 février) une visite officielle à la cour de Berlin. L'accueil qu'ils ont reçu, tant de la famille impériale que de la population, a été particulièrement amical. Très amical également dans sa forme protocolaire, le toast assez long, porté par l'Empereur à ses hôtes au dîner de gala de la Cour. Mais je n'y découvre aucune expression ni aucune pensée qui tranchent sur le vocabulaire en usage dans ces manifestations d'apparat Il en est de même de la réponse du Roi : des remerciements pour l'hospitalité reçue, pour les titres militaires conférés, des

félicitations à l'occasion des fiançailles de la princesse Victoria-Louise, une allusion discrète à l'amour de la paix qui caractérise Guillaume II. Rien en somme d'inédit.

Pendant un concert dans la salle blanche, le corps diplomatique a été présenté aux Majestés danoises. Le roi Christian, mince et élancé dans sa taille de géant, portant avec élégance la sobre tenue militaire de son pays, nous a conquis, mes collègues et moi, par sa parfaite urbanité. Que cette visite, — obligatoire en raison du voisinage, — du petit-fils de Christian IX, le roi spolié, au petit-fils de Guillaume Ier, le spoliateur, ait réveillé des souvenirs pénibles dans la mémoire du jeune souverain, rien de plus naturel. Mais il a supporté l'épreuve avec autant d'aisance que de dignité.

Le jour de son arrivée, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, en lui souhaitant la bienvenue, a célébré sur un mode excessif, à mon goût, les bonnes relations du Danemark avec l'empire allemand, et exprimé l'espoir que les liens « culturels » des deux nations devinssent de plus en plus étroits. La Scandinavie n'est-elle pas un rameau florissant du tronc germanique? Le lendemain, le *Vorwaerts* a joué le mauvais tour à l'organe de la Wilhelmstrasse d'opposer à sa prose dithyrambique le traitement infligé dans la marche septentrionale de l'empire aux sans-patrie, fils de Danois qui ont émigré dans le nord du Slesvig et s'y sont mariés. Aux enfants nés de ces unions, sur le territoire prussien le gouvernement refuse, presque sans exception, l'autorisation de fonder une famille et un établissement. S'ils passent outre à cette défense et osent se marier, ils reçoivent l'ordre de se séparer de leur femme. S'ils n'obéissent pas à cet ordre, ils sont expulsés. Comme ces malheureux ne possèdent pas en Danemark même l'indigénat, ils sont en réalité des sans-patrie. Et quand, poussés par un sentiment irrésistible, ils enfreignent le décret d'expulsion pour retourner auprès de leur femme et de leurs enfants, ils sont frappés d'une peine pécuniaire et, en cas de récidive, jetés en prison comme des malfaiteurs. Un de ces sans-patrie a fait, en 1912, 169 jours de prison, un autre 68, un troisième 66!

J'ai cru rêver, en lisant dans le journal socialiste ces procédés barbares de germanisation au xxe siècle. Quelle perspective n'ouvrent-ils pas sur le sort des habitants des territoires que la fortune des armes pourrait encore river à l'empire

allemand ! Le roi de Danemark étant accompagné de son ministre des Affaires étrangères, on en a conclu que le comte d'Ahlefeldt avait pour mission d'obtenir quelque adoucissement au traitement dont sont frappés ces Danois du Slesvig, en vertu d'une législation qu'appliquait, avec la dernière dureté, le gouvernement du prince de Bulow. L'ancien chancelier n'en passe pas moins pour le prototype le plus séduisant et le plus accompli de la culture germanique. Il a laissé beaucoup d'admirateurs à Berlin, où la presse cite ses bons mots et ses aphorismes plus souvent que ceux du prince de Bismarck.

Le Kaiser est, on le sait, un impulsif. Si j'en avais douté, j'en aurais eu la preuve au concert organisé en l'honneur des souverains danois. La musique qu'il adore semble agir sur ses nerfs comme un excitant. Dans l'intervalle entre les deux parties du programme, il s'est dirigé, les sourcils froncés, vers l'ambassadeur de Turquie, qu'il n'avait pas vu depuis son retour de Londres, où Osman Nizami Pacha a participé aux tentatives de paix, et il lui a dit à haute voix, en sorte qu'aucune de ses paroles n'a été perdue pour les voisins de l'ambassadeur, qu'il était grand temps que la guerre prît fin, que l'empire ottoman s'épuisait en vain à la continuer et que l'Europe en avait assez de ces hostilités inutiles. Il l'a chargé de transmettre à son gouvernement le conseil de conclure la paix au plus vite, et il lui a tourné le dos, en lui jetant ces mots : « La Turquie n'a plus rien à faire en Europe. Qu'elle rentre en Asie ! » L'Empereur parlait d'un ton brusque, presque irrité. L'ambassadeur l'a écouté, la figure pâle et décomposée.

Les témoins de cette scène désagréable n'ont pas pu s'empêcher de se remémorer les longues et amicales causeries que Sa Majesté avait eues avec le même Osman Nizami, l'hiver précédent, aux fêtes de la Cour, du temps de la guerre italo-turque, et qui excitaient l'envie de quelques ambassadeurs. Mais alors le prestige militaire des Ottomans était encore intact. Ce changement de langage n'est qu'une application du *Vae victis*. Il ne faudrait pas croire, du reste, que la personne même de l'ambassadeur entrât en ligne de compte aux yeux du souverain. Lorsqu'il parle à un diplomate étranger, ce n'est pas à lui qu'il s'adresse, mais à son gouvernement. C'est là le danger de ces brusques colloques, entamés soudain d'une voix dure, avec une franchise déconcertante.

Je veux bien que les conseils du Kaiser partent d'une bonne intention, qu'ils lui soient dictés par l'intérêt européen et même par celui qu'il porte à la Turquie, afin de la décider à engager à Londres de nouvelles négociations de paix. Ils concorderaient avec les révélations de journaux allemands sur l'état réel de l'armée ottomane, dont le correspondant de la *Gazette de Voss* nous a fait un tableau noir et saisissant. Mais quelle façon pour un chef d'État de s'exprimer en public, sans aucun ménagement pour l'amour-propre de son interlocuteur! Guillaume II se croit de nouveau tout permis en paroles, et le voilà qui reprend ostensiblement la responsabilité de la politique allemande dans la phase critique que nous traversons.

Osman Nizami, très humilié dans son orgueil de diplomate et de général, a annoncé à plusieurs de nos collègues qu'il ne pourrait pas continuer à représenter le Sultan auprès de l'Empereur allemand.

UN NOUVEL AMBASSADEUR

Changement d'ambassadeurs. L'ambassadeur d'Italie, M. Pansa, vient d'être mis à la retraite. Ses divergences de vues avec son gouvernement au sujet de la guerre avec la Turquie qu'il avait blâmée, ne pouvant prévoir que l'entrée en scène des États balkaniques transformerait en une opération fructueuse pour l'Italie une campagne stérile, dont la prolongation risquait de ruiner à la fois ses finances et sa réputation militaire, l'avaient déterminé à offrir sa démission. Maintenu à son poste contre son désir, il a eu l'avantage de contribuer, l'automne dernier, au renouvellement anticipé de la Triple Alliance et, en prenant un repos bien gagné par quarante années du service le plus actif, il emporte dans sa retraite l'estime du souverain, auprès de qui il a représenté avec honneur le roi Victor-Emmanuel, et les regrets unanimes de ses collègues.

L'ambassadeur et l'ambassadrice ont été invités à déjeuner avec les Majestés impériales. M^me^ Pansa souffrait d'un refroidissement qui la faisait tousser sans relâche. On lui avait recommandé de maîtriser sa toux, quand elle serait assise à côté de l'Empereur, car Guillaume II redoute toute contagion, fût-ce celle d'un simple rhume. Le médecin de l'ambassadrice

lui a donné un remède qui a suspendu ses quintes pendant la durée du déjeuner; mais ce repas a été pour elle un supplice, tant elle avait peur d'effrayer et de mécontenter son auguste voisin de table. La crainte puérile des maladies, encore une touche à ajouter au portrait de ce surprenant souverain!

Le successeur de M. Pansa, M. Bollati, est aussi un diplomate de carrière qui vient d'occuper pendant six ans à Rome le poste de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Il connaît tous les ressorts de la politique italienne et il deviendra probablement, comme son devancier, *persona gratissima* à Berlin. Son arrivée ici a coïncidé avec l'envoi précipité de M. de Flotow, ministre à Bruxelles, à l'ambassade de Rome. Le bruit se répand parmi mes collègues que ce n'est pas là une pure coïncidence et que des négociations vont s'engager avec la Consulta pour donner à l'Italie un rôle plus ample dans la Triplice, de même qu'on présume que le caractère de l'alliance franco-russe se modifiera prochainement pendant la mission de M. Delcassé à Saint-Pétersbourg. Il ne reste plus qu'à savoir si le nouveau champ d'action qui sera ouvert à l'Italie dans les opérations éventuelles de la Triplice embrassera le bassin oriental de la Méditerranée, dont la possession de Rhodes comme base navale lui assurerait la maîtrise, ou bien les colonies françaises de l'Afrique du Nord ou bien même la frontière des Alpes.

Je ne rapporte ces bruits à mon gouvernement que sous toutes réserves, quoiqu'ils ne soient pas absolument dénués de vraisemblance. L'imagination des diplomates de Berlin a pris le mors aux dents, mais leurs hypothèses alarmistes prouvent du moins que M. Cambon et moi, nous ne sommes pas seuls à envisager l'avenir sous une lueur sinistre, depuis que le gouvernement allemand a résolu d'augmenter son armée. Mes collègues considèrent donc une guerre avec la France comme une éventualité plausible, et même prochaine. Et cependant, ainsi que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris l'a dit au baron Guillaume dans une conversation récente dont le compte rendu m'a été transmis, il n'y a peut-être encore entre Berlin et Paris qu'une déplorable méprise, un cruel malentendu, entretenu étourdiment par des polémiques de presse. Le docteur Schieman, le prophète de la *Gazette de la Croix*, affirmait ainsi, l'autre jour, qu'il n'était pas douteux que l'alliance

franco-russe n'eût une pointe « agressive » dirigée contre l'Allemagne ; et réciproquement des desseins machiavéliques sont attribués à l'Allemagne par des quotidiens français.

De pareils projets cadrent mal, dit-on, avec le caractère profondément religieux et pacifique de Guillaume II, dont le mysticisme semble s'affirmer de plus en plus dans les discours qu'il a l'occasion de prononcer cette année. Les glorieux souvenirs d'il y a cent ans, quand les Allemands combattaient pour leur indépendance et qu'ils jetaient sur les champs de bataille les fondements de leur unité nationale, y sont naturellement évoqués. Mais l'Empereur aperçoit toujours dans ces événements le doigt de Dieu qui a récompensé le peuple germanique de sa foi religieuse en le délivrant du joug étranger. Ainsi Jéhovah protégeant le peuple élu d'Israël. Ce ne serait point là le langage d'un prince qui médite des projets de guerre et de conquête.

« L'esprit des classes dirigeantes est loin en revanche d'être aussi pacifique, ajoutais-je dans mon rapport à mon gouvernement . La haine de la France leur a été enseignée à l'école, en même temps que le sentiment de la grandeur de l'Allemagne, destinée à dominer l'Europe. Cette hostilité et cet orgueil national leur font considérer une guerre avec leurs voisins de l'Ouest comme un mal nécessaire, inévitable, en vue d'assurer la suprématie allemande et de briser tous les obstacles, au moyen desquels la diplomatie de la République cherche à empêcher le développement de leur pays. Quand l'empire s'appuiera sur l'armée la plus colossale qu'on ait jamais vue, on peut se demander si les idées pacifiques du chef de l'État ne seront pas une digue insuffisante pour contenir l'exaltation et l'ardeur guerrières des classes supérieures de la nation. »

BEYENS.

(*A suivre.*)

UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE

PHILIPPE II CONTRE ANTONIO PEREZ

IV [1]

DEVANT L'INQUISITION

Pour que Perez ait pu faire d'une traite les trente ou quarante lieues qui séparent Madrid de la frontière aragonaise, il fallait que des relais eussent été préparés par ses complices et amis. Il y avait longtemps qu'il méditait cette fuite. L'Aragon, pays de ses ancêtres, comme il disait avec une belle assurance, était, pour lui, la terre de salut. Ses agents et ses partisans la travaillaient depuis de longues années. En homme qui n'est pas sûr du lendemain et qui, de plus, n'a pas la conscience très nette, il s'était ménagé des refuges et des défenseurs en cas de malchance. Il était entouré de Flamands qui, très probablement, devaient lui servir d'intermédiaires avec les huguenots de France et qui lui permettaient de garder le contact avec les rebelles des Pays-Bas. Il avait des relations en Sicile, dans le royaume de Naples, où son amie, la Princesse d'Eboli, possédait d'importants domaines. Il avait aussi des Génois à sa dévotion, comme ce Francesco Mayorini qui, avec Gil de Mesa,

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 1er et 15 avril.

organisa son évasion de la maison où il était détenu à Madrid. Il correspondait avec d'autres Génois établis à Barcelone et qui paraissent avoir été des armateurs ou des banquiers. L'amitié de Perez avec ces étrangers ne s'explique guère que par des raisons d'intérêt : c'étaient ces Génois, sans doute, qui fournissaient l'argent nécessaire à ses entreprises de corruption et de soulèvement.

Il se plaignait que tout fût « enchanté » autour de lui par les maléfices de ses ennemis, mais, lui aussi, était un grand enchanteur : le « magicien » Perez n'avait pas volé sa réputation. Aux pratiques perfides de ses adversaires, il en opposait d'infiniment ingénieuses. A ceux qui voulaient le perdre il ménageait des surprises et des occupations inattendues. Rien ne le prouve mieux que cette surprenante évasion d'un homme mis aux fers et gardé par des escouades d'alguazils. Il faut croire que cette garde n'était pas bien sévère, ou que Perez et les siens avaient su amadouer ces farouches policiers. Comme il s'en vante, il est sorti par « la porte ouverte », — sans effraction ni rupture de chaîne. Sans doute pour dramatiser son récit, il ajoute que l'ami qui l'attendait sur le seuil fut arrêté un peu plus loin par des gens de justice et que lui, pendant que cet ami donnait des explications, se tenait par derrière dans l'attitude respectueuse d'un bon domestique : il avait donc pu, dans ce court intervalle, rejeter la jupe et la mante de sa femme, ce déguisement qui lui avait servi à tromper les alguazils. Qui l'avait aidé à accomplir si prestement ce véritable tour de passe-passe? Et comment s'expliquer que Perez, reparaissant dans son costume masculin et avec son visage ordinaire, n'ait pas été reconnu de ces gens de justice? Tout cela suppose d'infinies et mystérieuses complicités et surtout une longue préparation. En arrivant en Aragon, il allait trouver des populations entières déjà tout enflammées pour sa cause, enfin une province en pleine effervescence et prête à la rébellion.

Sa première étape sur la route de Saragosse paraît avoir été la vieille petite ville mauresque de Calatayud. Par prudence, il s'y hospitalisa au couvent des Dominicains, comme dans un asile inviolable. Mais, une fois déjà, on lui avait montré que, pour la justice du Roi catholique, les couvents et même les églises n'étaient point des asiles sûrs. De même que, cinq ans auparavant, on l'avait extrait, malgré ses protestations et celles

mêmes du Nonce, de l'église Saint-Just, à Madrid, on essaya de l'extraire de l'église Saint-Pierre Martyr, à Calatayud. A peine était-il dans la localité, qu'un ordre royal y parvint, enjoignant aux autorités de le saisir et de le livrer mort ou vif, avant qu'il eût passé l'Ébre. Un gentilhomme du lieu, Manuel Zapata, dont la famille était en inimitié avec celle de Perez, essaya de le faire sortir du couvent et de s'emparer de lui au nom du Roi : ce qui faillit exciter en ville une véritable émeute. Toute la population était en armes, jusqu'aux prêtres et aux étudiants, qui, nous dit Perez, portaient des pistolets sous leurs manteaux.

Prévoyant sans doute ce coup de force, le dévoué Gil de Mesa s'était empressé de courir à Saragosse et, selon l'expression locale, de « manifester » Perez devant le Tribunal suprême d'Aragon. Ce tribunal, — dont l'existence était consacrée par les *fueros* ou privilèges du pays, — jugeait en dernier ressort les condamnés de la justice royale ou de la justice ecclésiastique. Il n'admettait pas la torture, ses débats étaient publics et sa procédure expéditive. En tout cas, Perez y comptait de nombreux partisans. Par ce seul fait de la « manifestation », il était sauvé des juges de Madrid et sûr d'un jugement sinon de complaisance, du moins d'une indulgence tout amicale. Ce qui semble bien révéler ces dispositions plus que favorables, c'est que Don Juan de Luna, député aux Cortès d'Aragon, accourut tout de suite à Calatayud, avec cinquante arquebusiers pour prêter main forte aux défenseurs de Perez et faire respecter le privilège du Tribunal suprême. Les amis aragonais de l'ancien secrétaire royal avaient bien pris leurs précautions.

Sous l'escorte de Don Juan de Luna et de ses arquebusiers, le fugitif fut conduit à Saragosse et enfermé dans la prison dite des *Manifestados* : là il était sous la garde du grand justicier d'Aragon, qui répondait de sa détention comme de sa vie. Immédiatement, un acte d'accusation fut envoyé de Madrid contre lui. Une *junte*, ou commission spéciale, avait été créée, dès l'évasion de Perez, pour s'occuper de son affaire. Cette fois, c'était le Roi en personne qui était demandeur. Perez l'ayant accusé d'avoir ordonné le meurtre d'Escovedo, Philippe retournait l'accusation contre son secrétaire et il la soutenait personnellement, puisque d'ailleurs, Pierre Escovedo, le fils de la victime, avait consenti, comme on l'a vu, à retirer

sa plainte, moyennant une forte somme. L'accusation portait sur ces trois chefs principaux : premièrement, Perez a fait tuer Escovedo, en se servant faussement du nom du Roi; deuxièmement, il a trahi des secrets d'État et falsifié des dépêches; troisièmement, il s'est évadé.

L'accusé n'avait pas attendu ces nouvelles poursuites, pour protester de son innocence et de son obéissance absolue à la volonté royale. Dans une lettre attendrissante écrite au couvent de Calatayud et datée « de saint Pierre, martyr », il se déclare entre les mains de Sa Majesté, « comme l'argile entre les mains du potier », — et il ne demande qu'une chose, c'est qu'on lui permette de se retirer, avec sa femme et ses enfants, dans un trou quelconque, où il passera le reste de ses jours à prier Dieu pour la vie et la prospérité du Roi... Étant donnés les antécédents de Perez, comment croire à une telle sagesse? Philippe fit la sourde oreille. Alors, des prières le prisonnier passa aux menaces. Il écrivit au confesseur, Don Diego de Chaves, pour essayer de l'attendrir à son tour, mais non sans lui laisser entendre qu'il détenait des documents, — un grand nombre de documents, — qui pourraient embarrasser très fort Sa Majesté. Pas de réponse. De guerre lasse, Perez s'adressa au Roi lui-même et lui fit comprendre à son tour qu'il était armé contre lui. Cette démarche n'ayant pas eu plus de succès que les précédentes, il dépêcha à la cour un religieux, un certain Père de Gotor, qui devait mettre sous les yeux du confesseur, puis de Philippe lui-même, des copies de tous les documents compromettants qu'il possédait.

Il est à supposer que cette tentative de chantage exaspéra et indigna le Roi. Il y répondit par une sentence foudroyante qui semblait dicter la sienne au tribunal d'Aragon. On se rappelle, en effet, que le juge Rodrigo Vasquez, après sa longue enquête sur les agissements de Perez, avait obtenu, par la torture, de celui-ci et de ses complices, des aveux complets et détaillés sur l'assassinat d'Escovedo. En conséquence, le tribunal de Madrid arrêtait ce qui suit : « Les seigneurs Rodrigo Vasquez de Arce, président du Conseil des finances, et le licencié Juan Gomez, du Conseil et de la Chambre de Sa Majesté, vu le procès et la cause d'Antonio Perez, qui fut secrétaire du *Despacho universal* de Sa Majesté, ont prononcé qu'en punition de la faute qui en résulte, ils devaient le condamner et le

condamnaient à la peine de mort par le gibet, après avoir été traîné, selon la forme accoutumée, à travers les rues et places publiques, et, après sa mort, à avoir la tête tranchée avec un couteau de fer et d'acier, laquelle tête sera exposée en un lieu public, sans que personne ose y toucher sous peine de mort. Ils le condamnent en outre à la perte de tous ses biens, qui seront acquis à la Chambre et au Fisc de Sa Majesté et appliqués aux dépenses faites pour sa personne et son procès. Et ainsi l'ont prononcé, ordonné et signé le licencié Rodrigo Vasquez et le licencié Juan Gomez... »

Cette terrible sentence répondant aux menaces de Perez semble bien être la preuve que le Roi croyait n'avoir rien à redouter des divulgations de son secrétaire. Celui-ci lui fait mettre sous les yeux les pièces, ou la copie des pièces, à l'aide desquelles il pense se justifier, — et le Roi passe outre. C'est donc qu'il considérait ces documents comme apocryphes, ou faciles à réfuter, ou susceptibles d'une tout autre interprétation que celle que donnait Perez. Autrement, comment s'expliquer l'obstination avec laquelle il a formulé sa demande et, après le retrait de celle-ci, fait poursuivre le procès sous une autre forme? Il fallait qu'il fût bien sûr de confondre le coupable, pour s'exposer ainsi à des révélations infamantes et attentatoires à la dignité royale.

D'autre part, la façon dont Perez a présenté ces documents secrets provoque un certain nombre de réflexions. A Madrid, quand il fut accusé du meurtre d'Escovedo, et sommé de l'avouer, il répondit qu'il ne pouvait se disculper, parce qu'on lui avait pris tous ses papiers. Or voici qu'à Saragosse, il annonce qu'il détient de véritables dossiers, bourrés de pièces compromettantes pour le Roi. Tous les papiers qu'il possède sont, dit-il, des originaux, « tous écrits de la main du Roi ». Il avait donc menti aux juges de Madrid, en leur disant qu'on lui avait tout pris. Et, s'il lui restait, en réalité, tant de pièces à décharge, pourquoi ne les a-t-il pas produites alors, ne fût-ce que pour échapper à la torture? Ces papiers, à supposer qu'il les eût fait déposer en lieu sûr, en Aragon ou ailleurs, on pouvait tout au moins lui en apporter une copie. A cette objection, il a répondu d'avance que, fidèle à son serment, il ne voulait pas révéler devant les juges des secrets d'État et

qu'il ne l'a fait qu'à la dernière extrémité. Mais la torture qui pouvait, après tout, lui coûter la vie, était une terrible extrémité. Et d'ailleurs, était-il plus grave de mettre entre les mains de ces juges des billets passablement obscurs, fussent-ils réellement de la main du Roi, que de leur révéler, comme il le fit à Madrid, les intrigues et les prétendues trahisons de Don Juan d'Autriche et d'Escovedo, et tout le plan de conduite concerté par le Roi à ce sujet? C'est une chose étrange, en tout cas, qu'à Madrid, il n'ait pas eu un papier sous la main, même une copie, alors qu'à Saragosse, il regorgeait de documents originaux. Ses co-détenus, ou ses familiers ont déposé que, dans sa cellule des *Manifestados*, ils l'avaient vu maintes fois brasser ces documents, effaçant ici, ajoutant là, supprimant des lignes entières, — enfin, cuisinant sa défense en toute liberté!

C'est qu'il se trouvait, à Saragosse, dans un milieu on ne peut plus favorable pour lui et préparé, sans doute de longue date, à soutenir sa cause ou à saisir le prétexte de sa détention pour s'insurger contre l'autorité centrale. Au moment où s'ouvrent les débats relatifs aux procès de Perez, les relations sont assez tendues entre Philippe II et les Cortès d'Aragon. Le Roi voulait que le vice-roi d'Aragon fût une créature à lui, un fonctionnaire nommé par lui et qui ne serait pas forcément un Aragonais : prétention fort mal accueillie par cette population de montagnards belliqueux, de bourgeois citadins et de grands féodaux très attachés à leurs *fueros*. L'agitation, à ce propos, devait être déjà commencée, lorsque la cause de Perez fut portée devant le Tribunal suprême d'Aragon. C'est, en tout cas, pour aplanir de sérieux dissentiments entre Madrid et Saragosse que le Roi avait envoyé dans cette dernière ville un commissaire spécial, le marquis d'Almenara, chargé de traiter avec les autorités locales et de surveiller les fonctionnaires royaux.

Perez avait pour lui le grand justicier d'Aragon, Don Juan de la Nuza, une foule de députés aux Cortès et très probablement la majorité des hobereaux et de la noblesse locale : entre autres, Don Juan de la Luna et surtout ce Diego de Heredia, qui fut un de ses plus chauds et un de ses plus audacieux partisans; ce dernier, terrible baron de l'ancien temps, qui prétendait avoir le droit de faire étrangler ses vassaux sans jugement, et de disposer de leurs vies et de leurs biens comme bon lui

semblait. Un autre de ces seigneurs aragonais, le duc de Villahermosa, avait même déshérité dans son testament ceux de ses descendants qui renonceraient à ce droit. Voilà ceux que Mignet et les historiens romantiques, nous représentent comme les défenseurs de la « Liberté » selon la formule de 1830.

A côté de ces farouches partisans, tout prêts à descendre dans la rue, Perez pouvait compter sur ses amis de toujours, ses clients et ses hommes de confiance, comme Juan et Gil de Mesa, ou le Génois Francesco Mayorini. Ses geôliers eux-mêmes et ses gardes lui étaient tout acquis. Le marquis d'Almenara, commissaire royal, eut toutes les peines du monde à faire changer le geôlier en chef, qui lui paraissait des plus suspects. Le prisonnier avait conservé ses domestiques flamands qui couchaient dans sa chambre. Il avait des pages et des serviteurs qui assuraient ses communications avec le dehors. La prison des *Manifestados* paraissait fort peu sûre aux autorités royales, à tel point qu'on redoutait, d'un moment à l'autre, une nouvelle évasion de Perez. Toute une correspondance s'engagea avec Madrid, relativement aux mesures de sûreté et de surveillance qui s'imposaient. Mais cette correspondance, comme d'ailleurs les autres messages des officiers royaux, était couramment arrêtée par les espions aragonais. On se moquait ouvertement du Roi et de ses fonctionnaires. Tant et si bien que le pouvoir central dut assumer lui-même la garde du prisonnier. Des sentinelles entourèrent la prison et bloquèrent les rues avoisinantes. Des espions observaient les allées et venues des visiteurs et des serviteurs. Tout cela ne faisait que redoubler le fanatisme populaire pour celui qu'on représentait comme la victime d'un tyran. Car Perez ne tarda pas à devenir l'idole du peuple de Saragosse. Un fameux chanteur, un certain Monesa, qui le visitait fréquemment, lui aurait dit :

— Les morts eux-mêmes sortiront de leurs tombeaux pour venir à votre secours !

Et, quand il fut question de le transporter dans les prisons de l'Inquisition, des bandes d'hommes du peuple venaient la nuit, crier sous ses fenêtres :

— Seigneur Antonio Perez, ne craignez rien ! Quand le monde devrait crouler, les Inquisiteurs ne vous auront pas !...

Cet habile homme avait su lier sa cause, — qui était, en somme, celle d'un faussaire, d'un traître et d'un assassin, —

à la cause des libertés aragonaises et intéresser tout un peuple à son sort.

C'est dans ces conditions défavorables que le nouveau procès, intenté par le Roi en personne, fut engagé devant le Tribunal suprême d'Aragon.

Perez, voyant que le Roi ne reculait pas, s'empressa de publier les pièces qu'il s'était procurées, on ne sait trop comment, et, avec cela, les graves révélations qu'il avait déjà faites devant les juges de Madrid. L'anonyme qui a écrit la *Relacion sumaria* nous dit qu'un fidèle serviteur, sans doute le majordome Diego Martinez, qui fut chargé de remettre au confesseur du Roi les papiers de Perez, en avait réservé une grande quantité pour la décharge de son maître. La femme de celui-ci en aurait envoyé *deux malles entières* à Monzon, en terre aragonaise, et ces papiers auraient été apportés à Perez dans sa prison. Il avait donc menti, lorsqu'il se plaignit devant le Tribunal de Madrid qu'on lui eût pris tous ses papiers : en réalité, il en avait gardé une bonne moitié, puisque deux autres malles seulement furent livrées au confesseur, « qui refusa de les lire ». Sans doute ces derniers papiers n'avaient-ils pas grande importance. Tout cela est passablement louche. Ce qui est certain, c'est que Perez ayant en main des billets du Roi ou des annotations marginales écrites par lui, ou tout simplement des copies, les présenta aux juges de Saragosse après en avoir fait la toilette, supprimant, sous prétexte de discrétion, des lignes ou des passages entiers et interprétant à sa façon des billets rédigés la plupart du temps en style sibyllin.

Il intitula sa défense *Memorial del hecho de mi causa*, et, après en avoir fait exécuter un certain nombre de copies, il en distribua des exemplaires reliés aux assesseurs du Tribunal suprême. Philippe était non seulement accusé par son secrétaire d'avoir ordonné le meurtre d'Escovedo, mais de s'être livré aux plus basses machinations pour en rejeter la responsabilité sur un innocent. Le scandale fut effroyable. Le bruit dut en courir jusqu'à Madrid et même franchir les frontières d'Espagne. Les juges aragonais, éblouis par la dialectique et par les prétendues preuves de l'accusé, d'ailleurs très prévenus en sa faveur, ne cachaient pas qu'en poursuivant le procès, on s'exposait à un acquittement.

Alors, la junte de Madrid conseilla au Roi de se désister, pour éviter des débats publics sur des questions de la plus extrême gravité, sur des affaires qui devaient rester secrètes et sur des personnes que l'on devait considérer comme intangibles. Il ne s'agissait pas seulement du meurtre d'Escovedo, mais de la politique flamande et anglaise du Prince, de ses relations avec son frère, de la fidélité de celui-ci, de leur honneur à tous deux, enfin de l'honneur d'une vieille maison seigneuriale, celle des Mendoza, en la personne de la Princesse d'Eboli. Sur des sujets pareils aucune discussion, selon les idées du temps, n'était possible. Et c'est alors que le Roi écrivit à son Audience de Saragosse le désistement que voici :

« Antonio Perez a rendu publique sa défense. On pourrait rendre publique aussi la réfutation de celle-ci : *il ne resterait alors aucun doute sur la gravité de ses crimes*, et il n'y aurait aucune difficulté à sa condamnation.

« Bien que, dans cette circonstance, comme dans toutes les autres, j'aie pour objet l'intérêt général... bien que la longue détention de Perez et la marche de son affaire aient eu cette seule cause, cependant, comme Perez, redoutant l'issue du procès et abusant de sa position, se défend de manière que, pour lui répondre, il serait nécessaire de toucher à des affaires plus importantes que celles qui doivent figurer dans des procès publics, à des secrets qu'on ne saurait y mêler, à des personnes dont la réputation et l'honneur doivent s'estimer plus haut que la condamnation de Perez, j'ai trouvé moins d'inconvénient à renoncer à le poursuivre devant le tribunal d'Aragon qu'à aborder les points ci-dessus mentionnés. Mais... je certifie que les crimes de Perez sont aussi grands que sujet en ait jamais pu commettre contre son roi et seigneur... J'ai voulu que cela fût constaté dans le présent désistement, *afin qu'en aucun temps, la vérité que j'ai toujours protégée et dois protéger comme roi ne souffre aucune atteinte.* Aussi, malgré l'abandon que je fais de l'accusation criminelle intentée en mon nom contre Antonio Perez, j'entends et je veux que tous mes droits demeurent saufs et libres, afin de pouvoir, par devant tout autre tribunal, lui demander compte et raison de ladite accusation et le poursuive en tout temps pour les mêmes délits... »

Voilà qui est catégorique : rien ne ressemble moins à une capitulation que ce désistement. Et, pour qu'aucun doute ne

s'insinue dans l'esprit des juges qui lui rendent compte de l'affaire, le Roi écrit en marge du compte rendu : « Vous avez très bien fait de m'aviser en détail de tout ce qui se dit ici et je crois que vous avez bien vu et bien considéré ce que méritent les perfidies du prisonnier et aussi les prétextes qu'il suscite et qu'il invente, *interprétant les billets qu'il détient dans un sens mensonger, car tout ce qu'il allègue dépend de ce qu'il me disait, à moi, et qui était si éloigné de la vérité, bien qu'il me fît croire le contraire en déchiffrant faussement les dépêches. Là-dessus je lui répondais quelquefois dans le sens même de ce qu'il m'écrivait, comme je pourrais le prouver par ses billets eux-mêmes, si j'avais à les interpréter, comme il fait, et mes interprétations seraient plus vraies que les siennes...* »

Il me semble que ces simples lignes, jetées en marge d'un rapport officiel, nous livrent la clef de l'affaire : Perez calomniait Escovedo comme il calomniait Don Juan. Et le Roi, trompé par lui et convaincu de la culpabilité de l'un et de l'autre, lui répondait sans doute qu'il fallait se méfier d'eux et prendre toutes les précautions requises. C'est sur des phrases comme celles-là que Perez se serait appuyé pour justifier ses accusations contre son maître : il aurait voulu y voir l'ordre d'assassiner Escovedo et d'empoisonner Don Juan.

On peut se demander, après toutes ces explications, comment il se fait que le Roi, si sûr, si affirmatif de la culpabilité de Perez, ne l'ait pas fait enlever dans sa prison de Saragosse et transporter à Madrid pour lui infliger le châtiment qu'il méritait. C'est oublier les entraves provinciales qui ligotaient ce souverain absolu. Il tenait à respecter les *fueros* d'Aragon, qui garantissaient l'inviolabilité de sa prison. Et, s'il avait eu la tentation de passer outre, il en eût été empêché par la crainte de soulever tout le pays. La province, travaillée par les agents et les partisans de Perez, était en pleine effervescence et Philippe, occupé ailleurs, n'avait guère les moyens de réprimer ce soulèvement.

D'autre part, il ne pouvait absolument pas admettre l'acquittement de Perez, ni même son internement dans une forteresse. Le prisonnier s'était déjà évadé une fois et il se vantait de recommencer à la prochaine occasion. Perez en liberté, c'était un affront pour le Roi, la preuve vivante de sa culpabilité ! Et, s'il gagnait l'étranger, comme c'était à prévoir, quel

parti n'allait-il pas tirer contre son ancien maître de tous les secrets politiques dont, au temps de sa faveur, il avait été le confident? Ou bien la situation allait s'embrouiller et se compliquer de plus en plus, ou bien il fallait se résigner à la seule solution possible : la condamnation à mort de Perez.

Et c'est ce que l'on essaya d'obtenir par tous les moyens. Après avoir tenté vainement de le faire condamner comme meurtrier d'Escovedo, on le poursuivit comme coupable d'avoir empoisonné l'astrologue Pedro de la Era. Les preuves furent déclarées également insuffisantes par le Tribunal d'Aragon. Ce nouvel échec ne décourage pas les conseillers de Philippe : ils l'accusent de concussion et ils prétendent recommencer l'enquête, qui, cinq ans auparavant, avait abouti déjà à une première condamnation de Perez. Celui-ci, qui connaissait à merveille le maquis de la procédure aragonaise, n'eut pas trop de peine à échapper encore une fois à ses accusateurs : il prouva que le Roi ne pouvait poursuivre, de ce chef, un fonctionnaire que s'il avait exercé sa charge en Aragon. Or, c'est en Castille qu'il avait exercé la sienne. De nouveau, les *fueros* aragonais sauvaient Perez des gens de Madrid.

En désespoir de cause, il fallut bien se décider à recourir à un tribunal qui était au-dessus de toutes les juridictions civiles et ecclésiastiques, dont les arrêts, en général terribles, étaient sans appel : l'insaisissable Perez fut déféré à l'Inquisition...

La junte de Madrid ne s'y décida qu'après bien des hésitations. Elle redoutait d'abord les longueurs de la procédure et aussi les scrupules du pieux tribunal : si Perez s'en tirait avec une simple pénitence, il était à craindre que les Inquisiteurs, le sachant condamné à mort à Madrid, ne voulussent pas le remettre aux officiers royaux sous prétexte de quelque irrégularité commise par les juges madrilènes. D'autre part, on n'était pas sûr du zèle des Inquisiteurs de Saragosse. Certains d'entre eux passaient pour être tout acquis à Perez. Enfin le Grand Inquisiteur, le cardinal-archevêque de Tolède, était un ancien ami et chaud partisan de l'accusé. C'était peut-être risquer un nouvel acquittement. Car enfin l'Inquisition ne pouvait condamner quelqu'un que pour un délit en matière de foi. De quoi allait-on accuser Perez, qui se proclamait hautement bon catholique? Essayer de le faire passer pour hérétique paraissait un expédient bien chanceux.

Cependant il y avait un point sur lequel on pouvait le prendre. On savait de source certaine qu'il entretenait des relations avec les huguenots de France, qu'il préparait sa fuite en Béarn et qu'il se vantait d'y trouver un asile, au château de Pau, auprès de la princesse Catherine de Bourbon, la sœur de Henri IV. On prétendait même qu'il était en correspondance avec ce dernier, encore simple prétendant et non converti au catholicisme. Il n'en fallait pas davantage pour constituer un délit en matière de foi. Pour avoir seulement fait passer des chevaux aux Béarnais, Don Diego de Heredia, partisan de Perez, fut considéré comme suspect. Le commissaire royal, le marquis d'Almenara, proposa de le dénoncer, de ce chef, à l'Inquisition. Communiquer avec les hérétiques était, aux yeux des Inquisiteurs, un délit bien caractérisé et passible des plus graves châtiments. Mais de là à établir le crime d'hérésie, il y avait quelque marge. Perez se défendrait énergiquement d'être un hérétique. Cependant toutes les protestations du monde n'avaient jamais arrêté la procédure de l'odieux tribunal, du moment qu'il était ou se disait convaincu, non pas même de la culpabilité d'un accusé, mais de la malice de ses intentions. Les juges ecclésiastiques n'étaient pas embarrassés non plus pour tirer des moindres indices ou des plus légères apparences les charges les plus catégoriques et les plus accablantes. Ce viol des consciences, cette sophistique et cette mauvaise foi étaient quelque chose de révoltant, — et d'autant plus abominable que ces iniques procédés s'enveloppaient d'une tartufferie et d'une papelardise répugnantes. Cela finit par rendre presque sympathique le triste personnage qu'était le secrétaire Antonio Perez.

Les enquêteurs, pour étayer leur grief d'hérésie, furent obligés de ramasser des on-dit, de faire état de tous les ragots de la prison, d'accueillir des dénonciations de domestiques. Rappelons, toutefois, que la plupart des documents relatifs au procès de Perez devant l'Inquisition ont été brûlés. Nous ne possédons que certaines pièces de l'enquête, publiées par Llorente dans son *Histoire critique de l'Inquisition*. L'authenticité en est-elle certaine? On peut en douter. Toujours est-il que la mentalité qui s'y révèle est bien celle que nous trouvons dans des documents analogues et qui sont donnés pour authentiques.

Par exemple, le qualificateur de la cause, — en l'espèce, le

Père Diego de Chaves, confesseur du Roi, — écrit sans sourciller : « Quelqu'un disant à Antonio Perez de ne point mal parler du prince Don Juan d'Autriche, ledit Perez répondit : « Depuis que le Roi m'a fait le reproche de travestir le sens des lettres que j'écrivais et de trahir le secret du conseil, je dois me justifier sans ménagement pour personne : si Dieu le Père voulait y mettre obstacle, je lui couperais le nez, pour avoir permis que le Roi se soit montré si peu loyal chevalier envers moi... Cette proposition, en tant qu'elle dit que, si Dieu le Père venait à la traverse, on lui couperait le nez, est une proposition blasphématoire, scandaleuse, offensant les oreilles pieuses et sentant l'hérésie des Vaudois, qui prétendent que Dieu est corporel et qu'il a des membres humains. On ne peut l'excuser, en disant que le Christ a un corps et un nez, puisqu'il s'est fait homme, car il est constant qu'il s'agit ici de la première Personne de la Très Sainte Trinité, qui est Dieu le Père... »

Cet article, où le grotesque le dispute à la perfidie, n'est malheureusement pas le seul. Il y en a un certain nombre d'autres de même force. Les Inquisiteurs ne pouvaient se dissimuler combien de tels griefs étaient fragiles : c'était proprement se moquer du monde. Aussi, pour étoffer et renforcer leur accusation, crurent-ils devoir se rejeter sur un autre. Prêtant l'oreille à des racontars d'anciens domestiques et d'anciens familiers de Perez, ils l'accusèrent d'un délit, qui, à cette époque, entraînait la peine du feu : la sodomie. Les interrogatoires tronqués, qui nous sont parvenus sur ce sujet, renferment une foule de faits plus ou moins compromettants, mais les dénonciateurs eux-mêmes reconnaissent qu'il leur est impossible de fournir la preuve de leurs soupçons ou de leurs insinuations.

En somme, la seule accusation solide contre Perez, c'était celle de pactiser avec les hérétiques de France. Il semble que, de concert avec ses amis du dehors, dans cette prison des *Manifestados* où il était si mal gardé, il ait au moins ébauché un projet de soulèvement de l'Aragon avec la connivence et même avec l'aide matérielle de Henri IV, bien que celui-ci fût alors fort empêché dans ses propres affaires. D'après la déposition de son familier, Diego Bustamente, Perez aurait exprimé son admiration pour le roi de France, sa confiance dans ses destinées : « Il devait finir par être le monarque universel. C'était un grand

prince qui gouvernerait au gré de tout le monde. Et si l'Aragon l'en croyait, lui Perez, ce royaume se ferait république, à la façon de Venise ou de Gênes, échappant ainsi à la Castille, qui, tout entière, suivrait l'exemple de cette couronne ; que si les forces manquaient pour réussir en ce point contre le Roi notre maître, *on pourrait se donner à la France*, par qui on serait reçu à bras ouverts, aux conditions qu'on trouverait bon d'imposer... »

Que ces projets révolutionnaires aient reçu un commencement d'exécution, cela est incontestable. Non seulement en France, mais en Castille même, sous les yeux de Philippe, Perez avait des mandataires ou des agents de liaison. Un de ses amis castillans, Balthasar Alamos, lui écrivait : « Ayez courage, Dieu tourne de notre côté. Notre cause est bonne !... Que Votre Seigneurie tienne ferme, car Dieu La prend pour champion comme Moïse, afin de châtier la rigueur de Pharaon... » Et, d'après Diego Bustamente, non seulement Perez et Alamos étaient en correspondance, mais ils s'envoyaient des mémoires sur les affaires de l'État, sur leurs espérances de rébellions en Aragon et en Castille, « mille choses sur la France, sur le pape Sixte-Quint, sur Venise et sur d'autres objets... » Ces dénonciations peuvent être sujettes à caution : elles correspondent à des agissements trop réels. Évidemment, l'activité de Perez, prisonnier à Saragosse, était, par le fait même, assez limitée. Mais, aidée par des partisans dévoués et fanatiques, elle pouvait devenir redoutable. Perez, aux yeux de Philippe II, empêtré dans les affaires de Flandre, de France et de Portugal, représentait un très grand danger. Quoi que pussent alléguer les Inquisiteurs, ce n'était pas un hérétique, mais c'était certainement un factieux en rébellion ouverte contre son prince, — un ennemi aussi fertile en ruses qu'il était indomptable et obstiné, et dont il importait de se défaire à tout prix. Il s'agissait beaucoup moins, à ce moment-là, de punir le meurtrier d'Escovedo, que de mettre un agitateur dans l'impossibilité de nuire.

Pour les Inquisiteurs, ce n'était pas seulement une petite affaire que d'établir contre Perez le crime d'hérésie : le plus difficile était de l'arrêter, ou plutôt de le transférer de la prison des *Manifestados* à celle du Saint-Office, alors établi dans l'antique château mauresque de l'Aljaferia. Étant donné

l'effervescence révolutionnaire qui régnait à Saragosse, il était à craindre que le Tribunal suprême se refusât à livrer son prisonnier, — un prisonnier dont le procès était toujours pendant. Sans doute l'Inquisition avait le droit, même après l'acquittement de l'accusé par ce tribunal, de le citer devant le sien, comme coupable en matière de foi. Mais avait-elle celui d'interrompre une action juridique commencée par cette Cour suprême ? On pouvait en discuter... Les Inquisiteurs passèrent outre et, après de longues consultations et bien des hésitations, — car, sauf un seul, tous étaient secrètement favorables à Perez, — ils se décidèrent à adresser une sommation aux lieutenants du *Justicia mayor*, les requérant, sous peine d'excommunication et d'une amende de mille ducats, sans préjudice d'autres peines, de leur livrer le prisonnier Antonio Perez et son complice, le Génois Francesco Mayorini, — et cela, nonobstant la « manifestation » de leurs personnes, laquelle ne saurait être maintenue en des choses touchant à la foi. C'est pourquoi le Saint-Office révoquait et annulait ladite manifestation « comme empêchant le libre et juste exercice de ses fonctions ».

Le grand justicier, Don Juan de la Nuza, qui, la nuit précédente, avait eu un entretien secret avec le marquis d'Almenara, commissaire royal, crut devoir céder. Le marquis l'avait sans doute intimidé, en le menaçant de la colère du Roi. L'ordre fut donné immédiatement et exécuté, à petit bruit, dans la matinée du 24 mai 1591 : il y avait un peu plus d'un an que Perez était enfermé à Saragosse. Un carrosse l'attendait, lui et Francesco Mayorini, et, avant que l'alarme pût être donnée en ville, ils étaient déjà transportés et écroués à l'Aljaferia.

Mais, si prestement que le tour eût été joué, il ne tarda pas à être connu dans Saragosse. Ce fut une explosion de fureur et d'indignation, puis une véritable émeute, que les amis de Perez, en prévision de l'événement, avaient dû organiser de longue main. Tandis qu'une bande se précipitait vers l'Aljaferia, une autre assiégeait le marquis d'Almenara dans son hôtel. Après de longues péripéties, les insurgés enfoncèrent la porte et, s'étant emparés du marquis, ils se mirent en devoir de le conduire à la prison des *Manifestados*. Entraîné par une foule de trois ou quatre mille personnes, il fut assailli à coups de couteau par des énergumènes. On le transporta

mourant à la Prison Vieille, dans la crainte qu'il n'arrivât pas jusqu'à la prison des *Manifestados*... Pendant ce temps, une autre bande assaillait l'Aljaferia, réclamant les prisonniers, aux cris de *Vive la liberté!... Vivent les fueros!* Comme les portes restaient obstinément closes, des charrettes de bois furent amenées, un énorme bûcher entassé contre les murs du palais. Craignant d'être brûlés à leur tour dans leur repaire, les Inquisiteurs finirent par capituler : ils restituèrent les prisonniers en stipulant qu'ils seraient traités aux *Manifestados* comme dans la prison du Saint-Office.

Ce fut un triomphe pour Perez. Il dut se mettre debout dans son carrosse, pour faire voir au peuple que c'était bien lui et non un individu déguisé. Au passage de la voiture, les gens criaient :

— Seigneur Antonio Perez, quand vous serez en prison, montrez-vous trois fois par jour, pour que nous vous voyions et qu'ainsi on ne porte aucune atteinte à nos libertés et à nos *fueros*!

Dès qu'il fut réinstallé dans la Prison des *Manifestados*, replacé sous la protection du Tribunal suprême, il paraît que l'émeute se calma.

Ce n'en était pas moins un grave échec pour l'autorité royale. Échec d'autant plus inquiétant que la répression était difficile, Philippe se trouvant alors embarrassé dans les importantes affaires extérieures qne nous avons dites. Il se sentait les mains liées, peut-être pour longtemps. De leur côté, les magistrats et les députés aragonais n'étaient pas très rassurés dans leur victoire. Ils connaissaient les ressentiments implacables de Philippe et ils craignaient de se fourvoyer dans une lutte inégale. L'essentiel, pour eux, était de sauver leurs *fueros*, moyennant une soumission satisfaisante. Et ainsi, de part et d'autre, on était prêt à composer. Philippe voulait avoir Perez, et les Aragonais voulaient garder leurs libertés.

Des pourparlers s'engagèrent, qui durèrent au moins trois mois. Une transaction finit par intervenir. D'ingénieux jurisconsultes démontrèrent que la « manifestation » pouvait être suspendue, pour raison touchant à la foi, sans être, pour cela, annulée. Moyennant ce subterfuge, le *Justicia Mayor* crut pouvoir relivrer Perez à l'Inquisition, sans porter atteinte aux

fueros. Mais celui-ci, au fond de sa prison, était au courant de toutes ces intrigues. S'il retombait aux mains des Inquisiteurs, il se jugeait perdu : c'était le bûcher ou l'extradition, c'est-à-dire le retour aux prisons royales et l'exécution de la sentence de mort prononcée par les juges de Madrid. En cette extrémité, il ne songea plus qu'à la fuite. Il savait que ses amis et même la population entière veillaient sur lui. Une fois hors de la prison, on lui fournirait tous les moyens de s'échapper. Alors, avec la connivence du fidèle Gil de Mesa, il se procura une lime. Pendant trois nuits, il scia les barreaux de sa fenêtre. Il n'en restait plus qu'un, c'était l'affaire d'une dernière nuit! Déjà Perez se voyait libre, lorsqu'il fut dénoncé et trahi par un de ses co-détenus. En conséquence de quoi, sa captivité devint très rigoureuse. Ainsi surveillé, il voyait s'évanouir son dernier espoir. Maintenant, l'Inquisition l'attendait avec ses tortures et finalement le bûcher.

De leur côté, les magistrats, avertis par cette tentative d'évasion, jugèrent prudent de brusquer les choses. On était au mois de septembre, en pleines vendanges. On pouvait espérer que le populaire, occupé à la campagne, ne viendrait pas renforcer les contingents d'émeutiers. Et ainsi on choisit mystérieusement la date du 24 septembre pour remettre de nouveau Perez aux alguazils du Saint-Office. L'opération devait être conduite avec la plus grande prudence et le plus grand secret.

Mais Gil de Mesa était toujours aux aguets. Avec Diego de Heredia et d'autres amis de Perez, il éventa cette subtile combinaison. Tandis qu'on mettait les fers au prisonnier, afin de le conduire plus sûrement, dans un carrosse fermé, jusqu'à l'Aljaferia, ses partisans réunissaient leurs hommes et ameutaient la foule. Il faut croire que les mutins étaient bien armés, puisqu'ils mirent en déroute les soldats du gouverneur et du vice-roi, qui gardaient les rues avoisinantes de la prison. Avec une poutre, en guise de bélier, ils en enfoncèrent la porte. Perez fut extrait de sa cellule, porté en triomphe jusqu'à la maison du marquis de Heredia. Aussitôt, il monta à cheval et, suivi du dévoué Gil de Mesa, il sortit de Saragosse par la porte de Santa-Engracia. Une foule de peuple, qui l'acclamait, l'accompagna pendant une demi-lieue, sur la route de France. Encore une fois, il pouvait se croire libre... Mais un mauvais sort paraissait s'acharner contre lui. Au moment où il allait

franchir les Pyrénées par le col de Roncevaux, il apprit que les troupes du gouverneur étaient à sa poursuite. Il dut rebrousser chemin, rentrer à Saragosse sous un déguisement et s'aller cacher dans la maison d'un de ses affidés, Don Martin de la Nuza...

Le malheureux n'en avait pas fini avec les angoisses et les tribulations. Pendant six semaines, il fut sur le qui-vive. Enfin, quand on apprit qu'une armée royale commandée par Don Alonsa de Vargas, marchait sur Saragosse pour mater les révoltés aragonais, Perez, à la faveur du tumulte, put s'enfuir une seconde fois. Le 11 novembre 1591, il reprenait le chemin de la France, abandonnant aux représailles du gouvernement central les amis qui avaient tant travaillé à sa délivrance et tout ce peuple qui s'était soulevé au moins autant pour lui que pour défendre ses *fueros*.

Réfugié à Pau, auprès de la sœur de Henri IV, puis à Paris et à Londres, le fugitif n'aura plus désormais d'autre moyen d'assurer sa misérable vie que de flatter les ennemis de son ancien maître et de leur livrer les secrets de sa politique. Cet homme, qui aurait pu mourir les armes à la main, à la tête de ses compatriotes, pour défendre les libertés de son pays natal, jouer peut-être un rôle glorieux, qui eût racheté ses fautes et ses crimes, cet homme meurt à l'étranger, dans une domesticité honteuse, où il prend décidément la figure d'un traître.

LE BILAN DE L'AFFAIRE

Dans l'extraordinaire histoire que nous venons de raconter, il y a des parties tout à fait hypothétiques, que nous avons eu soin de souligner. Il y en a d'autres qui paraissent très probables, bien qu'elles s'appuient sur des documents de seconde ou de troisième main et qui n'ont pas toute la valeur historique désirable. Enfin, il en est qui peuvent être considérées comme certaines. Tels faits sont incontestables, comme l'assassinat d'Escovedo par Perez et la Princesse d'Eboli, la falsification des dépêches par celui-ci, ses calomnies ou ses accusations contre Escovedo et Don Juan. La certitude capitale, qui ressort de toute cette étude, c'est qu'il n'existe aucune preuve valable de la culpabilité du Roi : il n'est nullement démontré que Philippe II ait donné l'ordre de faire assassiner Escovedo.

On nous dira peut-être : « A quoi bon prendre cette affaire au tragique? Ni Philippe ni ses contemporains ne la prenaient ainsi. Il faut tous nos préjugés modernes sur l'importance d'une vie humaine pour voir un tel crime dans un acte qui, au XVI^e^ siècle, était chose banale et même permise. Nous avons constaté naguère que l'ami et partisan de Perez, le marquis de Heredia, — comme, sans doute, la plupart des hobereaux aragonais, — s'arrogeait le droit de faire étrangler ses vassaux, s'il le jugeait convenable, et que le duc de Villahermosa avait déshérité, dans son testament, celui de ses descendants qui renoncerait à ce précieux privilège. Dans les querelles qui touchaient à l'honneur, il était admis qu'on pouvait se faire justice à soi-même, surtout quand il y avait inégalité de condition entre l'offensé et l'offenseur. Pour des vengeances personnelles, auxquelles on ne voulait pas mêler la justice, on employait le plus simplement du monde des assassins à gages : les *bravi* napolitains de la Princesse d'Eboli n'étaient nullement une exception. Vengeance d'honneur, vengeance de femme, tout cela autorisait le recours à des professionnels du meurtre. Et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles Philippe II parut si peu surpris de l'assassinat de son secrétaire Escovedo. Dans le Madrid d'alors, c'était un événement assez ordinaire, un fait-divers... »

Ces arguments seraient peut-être plausibles, s'il s'agissait de tout autre que lui. De ce qu'il ne s'étonnait point d'un tel meurtre, de ce qu'il ne fût point surpris que d'autres l'eussent commis, en résulte-t-il qu'il n'eût pas hésité à le commettre lui-même ? Cet homme, pour qui le Décalogue était chose sacrée, qui avait dû méditer maintes fois sur le commandement formel et sans restriction : « tu ne tueras point! » cet homme était-il capable d'un tel crime? Nous qui sommes persuadé que Philippe fut un grand chrétien, il ne nous suffit pas de savoir qu'il n'y a aucune preuve contre lui : il faut encore que nous soyons bien assurés qu'*étant ce qu'il était, il n'a pas pu tuer Escovedo.*

Il importe d'insister sur ce point, parce que certains historiens ont essayé de nous démontrer le contraire. Mignet, par exemple, est convaincu que Philippe II avait dû trouver dans la casuistique religieuse de son temps d'excellentes raisons pour justifier son crime et tranquilliser sa conscience. Il en

voit la preuve dans une lettre de son confesseur, le Père Diego de Chaves, lettre adressée à Perez et que celui-ci a publiée dans ses *Relations*. Ce religieux aurait écrit à Perez, pour le disculper à ses propres yeux d'avoir assassiné Escovedo par procuration : « D'après mon opinion sur les lois, dit le confesseur, le prince séculier qui a puissance sur la vie de ses subordonnés et sujets, de même qu'il peut la leur ôter pour juste cause et par jugement en forme, peut aussi le faire sans tout cela, puisque le surplus des formes et toute la suite d'un procès ne sont rien, comme lois, pour lui qui peut en dispenser. Il n'y a, dès lors, pas faute de la part d'un sujet, qui, par ordre souverain, donne la mort à un autre sujet : on doit croire que le prince a donné cet ordre pour une juste cause, ainsi que le droit présume toujours qu'il y en a une dans toutes les actions du souverain... »

Tout cela est bel et bien. Mais c'est Perez qui produit cette lettre. L'a-t-il citée textuellement ? A-t-elle même été réellement écrite ? Notons que le Père de Chaves était mort, lorsque Perez l'a publiée et que nous avons de bonnes raisons pour nous défier de ses procédés d'apologétique. Le plus beau de l'affaire, c'est que Mignet, qui reproduit, les yeux fermés, cette citation, a, comme par hasard, sauté dans sa traduction deux mots très importants : « *Con testigos*, avec témoins ». Le Prince, se dispensant des formes ordinaires de la justice, ne peut néanmoins se dispenser de témoins pour le châtiment du criminel. Or, il n'y a pas eu de témoins pour le meurtre d'Escovedo, sinon les assassins eux-mêmes.

Voyons plutôt comment Philippe a procédé dans un cas analogue : l'exécution du baron de Montigny, convaincu de haute trahison. Entre parenthèses, je doute fort qu'elle se soit passée comme on nous la raconte. Mais prenons le récit tel quel. Montigny est condamné par le Conseil d'État et il est exécuté régulièrement, quoiqu'en secret, par la main du bourreau. Certains conseillers avaient proposé de le faire mourir d'un poison lent. Le Roi s'y refusa, parce que, disait-il, ce ne serait pas une mort juridique et que le coupable ne saurait point qu'il est condamné. On lui donna un confesseur, on lui laissa le temps de se préparer à la mort. Par-dessus tout, on voulait éviter de le pousser au suicide. Le grand souci de Philippe, c'est l'âme du condamné.

Il est facile de voir là un beau trait de tartufferie et de le tourner en ridicule. Mais on s'expose ainsi à ne rien comprendre aux mobiles qui ont gouverné toute sa conduite. Pour Philippe, c'est une chose très grave que de pousser un condamné au désespoir. Il ne veut pas être responsable de la damnation d'un criminel, il ne veut pas en charger sa conscience. De par son autorité souveraine ici-bas, il est fait pour donner à Dieu le plus d'âmes qu'il lui sera possible. A la veille de la bataille de Lépante, un de ses grands soucis est de procurer des aumôniers non seulement à son frère, qui commande la flotte, mais à tous les combattants. Pour lui, ce n'est pas assez qu'un soldat soit brave, il faut encore qu'il assure son salut éternel. Et Philippe se sent engagé en conscience à ne rien faire qui puisse compromettre ce salut.

Un homme qui pensait ainsi n'a pas pu ordonner l'assassinat d'Escovedo, surtout de la façon que l'on nous a dite. Le condamner, oui, mais devant témoins, après en avoir référé au Conseil. Le faire disparaître à petit bruit, oui encore, mais régulièrement, dans les formes (Philippe y tenait), par la main du bourreau, avec l'assistance du confesseur et muni des sacrements de l'Église. Au lieu de cela, Escovedo fut lâchement abattu au coin d'une borne, en pleine nuit, dans une petite rue tortueuse et, redisons-le, sans autres témoins que ses assassins. Philippe ne pouvait pas souscrire à ce meurtre clandestin, à ce brutal guet-à-pens. Il ne voulait pas se charger de la damnation d'Escovedo... Un historien contemporain des événements, qui avait été secrétaire de Philippe II et qui, par conséquent, le connaissait bien, Cabrera de Cordoba, nous raconte que, Perez étant à Saragosse, on proposa au Roi de l'assassiner et que le Roi refusa par scrupules de chrétien, *por cristiandad*. De toute évidence, les mêmes scrupules qui lui interdisaient de faire assassiner le traître Perez avaient dû lui interdire, quelques années auparavant, de faire assassiner Escovedo traître lui aussi, ou présumé tel.

Ainsi l'absence de preuves contre Philippe II se fortifie, pour nous, de cette assurance *qu'il n'a pas pu chrétiennement* ordonner un tel meurtre. Et, à côté de ces raisons d'ordre religieux ou moral, il y en avait une foule d'autres que nous avons exposées plus haut et qui rendent cette culpabilité de plus en plus invraisemblable.

Voilà un point capital acquis! Mais cette affaire a encore l'avantage de nous permettre de préciser certains traits, ou d'éclairer certains aspects mal connus, du caractère de Philippe.

Nous savions de longue date combien cet homme, si maître de lui, se rendait esclave de la raison d'État. Le service du public, le service de Dieu doivent, à ses yeux, passer avant toutes choses. Le Prince y doit sacrifier ses vues et ses idées personnelles, ses goûts et ses sentiments particuliers, ses affections les plus chères. Dans toute la suite de cette histoire, cette abnégation souveraine s'affirme avec une netteté singulière. Philippe a tous les motifs du monde d'en vouloir à Perez comme à la Princesse d'Eboli : motifs personnels, motifs d'ordre public. Il devrait même châtier comme il convient leurs crimes et leurs trahisons. Et, au risque d'être accusé de complaisance pour les coupables et même de complicité, il contient ses ressentiments et il suspend la juste vindicte des lois, parce qu'il est convaincu que cela importe au service de l'État et au bien public.

Et, d'autre part, chez ce monarque absolu, qu'on nous représente comme un affreux tyran, un respect méticuleux de la légalité. Au cours des divers procès intentés à Perez devant le Tribunal suprême d'Aragon, il semble n'avoir qu'une préoccupation : celle de ne pas violer les *fueros*. Trouver un biais pour faire condamner Perez, — qui, d'ailleurs, l'a cent fois mérité, — sans toucher aux privilèges du royaume aragonais : tel est le mot d'ordre donné aux fonctionnaires royaux. On peut voir là un respect intéressé et tout simplement la crainte d'exciter des troubles difficiles à réprimer. C'est bien possible. Mais cette méthode régulière et pacifique, ce parti pris de conciliation et d'apaisement, tout cela est dans les habitudes et dans le caractère du Roi. Il est persuadé que tout s'arrange avec le temps et, — suivant une formule, dont on a beaucoup abusé chez nous, il y a quelques années, — que le temps travaille pour lui. Le triomphe de l'adversaire ne l'éblouit pas : il aime mieux laisser l'ennemi s'affaiblir peu à peu dans sa propre victoire que de lui courir sus, en risquant le gros de ses forces. Au fond, cet homme intransigeant et impitoyable était un doux, qui n'employait la violence qu'à la dernière extrémité, qui ne recourait à la sévérité qu'à contre-cœur. La façon dont il a procédé à l'égard de Perez et

de sa maîtresse en est une nouvelle preuve. Il peut parler à bon droit de sa modération et même de sa douceur à leur égard.

Pendant des mois, il a feint de ne pas remarquer les insolences, l'insubordination, les menaces mêmes de la Princesse d'Eboli. Il a essayé de cacher ses relations scandaleuses avec Perez et, quand elle a été accusée d'un meurtre par la voix publique, il a tout fait pour la sauver ! C'est seulement quand elle devient un véritable danger public, divisant la cour et la ville en deux factions enragées, menaçant de faire poignarder tel et tel, qu'il se décide à ordonner son arrestation et à la mettre dans l'impossibilité de commettre de nouveaux crimes... Pareille mansuétude à l'égard de Perez, qui, très probablement, l'a trahi avec les Flamands, qui, en tout cas, a trafiqué de ses fonctions, qui a révélé les secrets du Conseil d'Etat, qui a falsifié des dépêches de la dernière importance, qui lui a inspiré de faux soupçons contre son frère, et qui peut-être a empoisonné celui-ci ; qu'on accuse enfin de toute une série de crimes, à commencer par le meurtre avoué d'Escovedo, en passant par l'empoisonnement de l'astrologue Pedro de la Era et de l'écuyer Rodrigo Morgado, pour finir par l'assassinat clandestin de ses complices, les Insausti et les Miguel Bosque...

Et, tout d'abord, le Roi se borne à le faire mettre aux arrêts dans la maison d'un alcade, puis dans la sienne propre, — et cela, après avoir hésité pendant près de deux ans. Ce n'est que devant l'imminence de révélations scandaleuses sur Perez, — révélations qui peuvent l'atteindre lui-même, — qu'il le laisse condamner à deux ans de forteresse. Et finalement, lorsque Perez ose accuser son souverain de complicité avec lui, après s'être reconnu l'auteur de l'assassinat d'Escovedo, c'est seulement alors que Philippe souscrit à la peine capitale pour l'assassin.

Mais, cette résolution une fois prise, il s'y est tenu avec une obstination inlassable et inébranlable. Nous connaissions sa lenteur à se décider, sa temporisation réduite en système et souvent due à des scrupules de conscience. Ici, c'est un beau cas, un cas extraordinaire de cette maladie du scrupule, dont il a constamment souffert, surtout à la fin de sa vie. Nous avons vu pourquoi Philippe a tant hésité à frapper Perez. Avant d'en venir là, il a longuement réfléchi, calculé les conséquences

probables de son acte; il s'est confessé, a communié, a demandé à Dieu de l'éclairer. Enfin, il a réussi à éliminer tous ses doutes sur ses devoirs de justicier suprême. Mais la résolution une fois prise, il s'y obstine d'autant plus qu'elle lui a plus coûté. Cet irrésolu et ce pacifique devient un acharné et un impitoyable. En ce qui concerne Perez, il avait peut-être une raison spéciale de persévérer dans la voie de la rigueur, où, d'abord, il ne s'était engagé qu'avec répugnance. Notons qu'il n'a réellement sévi contre lui qu'après le fameux désastre de l'Armada. C'est seulement à partir de 1589, que l'affaire entre dans une phase critique et réellement décisive. Que s'était-il passé?

Nous savons que Philippe avait été profondément frappé et comme atterré par sa défaite. Après avoir organisé cette formidable entreprise avec tant de soin, après avoir tant prié et fait prier pour son succès, après avoir en quelque sorte confondu sa cause avec celle de Dieu, voici qu'il était vaincu misérablement! Quel lamentable aboutissement d'un tel effort! Qu'avait-il donc commis pour être ainsi châtié? Car il se persuadait que cette défaite était, pour lui, un châtiment. Alors, il devait s'amender, s'examiner plus rigoureusement sur ses devoirs de souverain et de justicier. Il est très vraisemblable que, dans ce moment de détresse et d'abattement, Philippe se soit reproché trop d'indulgence à l'égard de Perez, — ce Perez allié des hérétiques de France, qui allait bientôt pactiser ouvertement avec le Béarnais et avec Élisabeth d'Angleterre! Désormais, il va se croire obligé en conscience de redoubler de sévérité contre ce criminel et cet ennemi de la foi.

Sans doute, on n'a aucune preuve du fait. Mais la coïncidence n'en est pas moins frappante. Philippe, depuis longtemps, savait à quoi s'en tenir sur Perez : il était instruit de tous ses délits et de tous les crimes dont on l'accusait. Et cependant, c'est seulement à partir de 1589 qu'il s'acharne à le faire condamner et qu'il devient impitoyable dans ses poursuites.

Il devient impitoyable, non pas seulement parce que Perez l'a blessé dans ses sentiments les plus intimes et les plus délicats; parce qu'il a trompé sa confiance, pour ne pas dire son affection, parce qu'il a porté atteinte à l'honneur d'un homme qu'il aimait et qui l'avait bien servi, comme Ruy Gomez de Silva, — mais parce qu'il contredit toute sa ligne de

conduite politique, parce qu'il est l'ennemi des idées et des principes qui lui tiennent le plus au cœur.

Par son alliance avec la Princesse d'Eboli, en contribuant à faire de sa maison un foyer d'intrigues, il a flatté le vieil esprit féodaliste que Philippe, comme son père, n'a jamais cessé de combattre. Prisonnier à Saragosse, il a réchauffé le particularisme aragonais, il a entraîné les hobereaux à prendre sa défense, il a même su intéresser le populaire à sa cause. Il lui a fait lire des pasquins séditieux et il lui a rappris à crier : « Vive la liberté! » Chose dure aux oreilles d'un monarque absolu. Mais surtout il a commis, aux yeux de Philippe, le plus grand de tous les crimes : celui de se solidariser avec l'hérésie. Il a trahi la bonne cause au profit des Flamands et des Hollandais révoltés, tous huguenots ou sur le point de le devenir. Il se vante de se retirer à Genève, où fonctionne, dit-il, un gouvernement modèle, dont il fait l'éloge. Il se livre à des tractations secrètes avec Henri de Bourbon, hérétique et apostat, et il complote de se réfugier à la petite cour huguenote de Pau, auprès de la propre sœur du Béarnais. Philippe est convaincu que le triomphe du Béarnais, c'est la fin du catholicisme en France, et l'Espagne plus exposée que jamais à la contagion de l'hérésie. C'est la chrétienté déchirée, achevant de se défaire dans les convulsions d'une anarchie irrémédiable, tandis que l'Islam, grâce à l'esprit guerrier de l'Ottoman, redevient un danger pour toute l'Europe occidentale. Or ce danger subsiste toujours au cœur même de l'Espagne. Les Morisques n'ont pas renoncé à reconquérir leur indépendance et la liberté de leur foi. Et voici que précisément l'esprit de révolte que Perez a soufflé à travers tout l'Aragon va gagner ces vaincus eux-mêmes.

Il faut lire les instructions très précises que Philippe a données à son commissaire en Aragon, le marquis de Lombay, pour se rendre compte du danger. De ce document il ressort, avec la plus grande netteté, que les Morisques restaient toujours redoutables pour la monarchie espagnole et que, dans le nord de la Péninsule, ils étaient beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit. La plupart des seigneurs aragonais avaient sur leurs terres des populations entières de fellahs musulmans, sans doute déportés d'Andalousie, après la révolte des Alpujarras. Au plus fort de la rébellion aragonaise, Philippe put craindre que le mouvement entraînât ces Morisques mal con-

vertis et toujours frémissants sous le joug chrétien. Les partisans de Perez parcouraient les villages habités par ces fellahs en leur disant que le Roi voulait les désarmer et les opprimer plus rigoureusement. Philippe ordonne à ses agents de démentir ces bruits tendancieux et pernicieux. Mais, pendant quelque temps, il appréhenda les pires excès.

Tout cela explique les sévérités auxquelles il finit par se résoudre contre son ancien secrétaire. Cet homme qui pactisait avec les hobereaux, les huguenots et les musulmans, lui représentait la suprême abomination. Cet empoisonneur et cet assassin, qu'on accusait de magie et de conjurations diaboliques, devait prendre, dans son imagination, une figure d'Antéchrist. C'était non seulement un ennemi public, l'ennemi de son prince et de son pays, mais l'ennemi de la Chrétienté et de Dieu lui-même...

Voilà ce qui justifie l'obstination de Philippe à châtier Perez, bien que ce châtiment, si longuement différé et finalement si terrible, puisse nous paraître excessif. Dans cette affaire, la justice et la raison étaient du côté du Roi.

Mais il faut tout dire : par ses lenteurs, ses hésitations, les contradictions apparentes de son attitude à l'égard de Perez, enfin par le caractère inexorable de ses rigueurs finales, il s'est donné l'air de poursuivre une vengeance personnelle. Et, par son dédain de l'opinion publique, le secret dont il a voulu envelopper toute l'affaire, il a réussi à rendre le condamné sympathique. La ruine de Perez et sa longue captivité, — si adoucie qu'elle ait pu être, — ont ému les cœurs sensibles. Les moines de l'Escorial eux-mêmes et, en particulier, le Père de Sepulveda, compatissent à cette grande infortune, sans se rendre compte que Perez, même déchu de ses honneurs, même prisonnier, était toujours une puissance, un homme dangereux qui pouvait faire beaucoup de mal à l'État. Nous modernes, ce qui nous choque peut-être le plus dans la conduite de Philippe, au cours de cette affaire, c'est cette dissimulation, qui pouvait bien être une vertu royale, mais qui, à de certains moments, chez lui, tend à se confondre avec la simple hypocrisie. Nous avons beau savoir les procédés tortueux de la politique du XVI^e^ siècle, nous estimons qu'il use vraiment trop des voies obliques. Et nous avons beau nous dire qu'il n'avait

pas d'autre moyen de faire condamner Perez que de le livrer à l'Inquisition, nous blâmons un tel artifice de procédure. Et, tout en reconnaissant que Perez, aux yeux du Saint-Office, était évidemment coupable, en raison de ses relations avec des chefs hérétiques, nous ne pouvons pas admettre la louche sophistique qui tend à le faire passer comme coupable lui-même d'hérésie.

Il y a là un manque de droiture, de franchise, qui produit une impression pénible. Surtout, c'est le manque de vigueur et d'audace dans la répression, qui nous laisse un sentiment désagréable. Nous trouvons que cela n'est pas brave, que cela n'est pas chevaleresque, peut-être aussi que cela manque de panache. Nous voudrions contre le coupable un acte plus direct, plus honorable pour le Roi, plus glorieux; sinon un beau geste ou un geste d'héroïsme, du moins un acte d'énergie, quelque chose enfin de plus viril.

Mais justement ce serait mal connaître Philippe que de lui reprocher cela. Lui, il n'est pas un chevalier. C'est un homme de bureau. Il est l'homme du papier beaucoup plus que de l'épée. Il se défie même de l'épée et des hommes d'épée, des orgueilleux et des belliqueux : car c'est Dieu qui donne la victoire et non ces brutaux.

Lui, il ne cherche qu'une chose : arriver à ses fins avec la moindre dépense de vies humaines, d'argent et d'efforts, — à force de prudence, de réflexion et aussi de ruse, la ruse nécessaire pour faire échec à celle de l'ennemi. Désarmer les haines, user les résistances, à force de patience et d'obstination; ne recourir à la violence qu'après avoir épuisé tous les autres moyens : telle est sa ligne de conduite habituelle. Et encore réprouve-t-il les excès de ses lieutenants. Il trouve toujours qu'ils exagèrent, qu'ils le compromettent, qu'ils vont trop de l'avant, aussi bien son frère, Don Juan d'Autriche, que le duc d'Albe, ou le marquis de Santa Cruz. Ah ! non ! il n'aime pas le panache ! Il ne cherche pas à briller par lui-même. Sa gloire n'est rien : il n'a en vue que celle de Dieu. Tel il s'est manifesté à nous dans son Escorial, assis dans une stalle du chœur, sans épée ni chapeau, en simple robe et en bonnet « comme un médecin », priant, épaule contre épaule, avec ses moines, tel nous le retrouvons à sa table de travail. L'humilité du moine a marqué la politique du Roi. A cet homme qui vit dans

l'absolu, peu importent les satisfactions de la vanité. Qu'est-ce que cela lui fait de compromettre sa réputation, de perdre même sa couronne, si Dieu triomphe à ce prix ? L'Espagne peut bien mourir : quel sort plus enviable, puisque c'est pour la victoire de la Foi !...

Et, par un phénomène assez fréquent, surtout en ce siècle, tout débordant d'énergies, ce citoyen de l'absolu est, en même temps, un terrien des plus pratiques et des plus positifs, qui sait les limites du possible et ce que l'on peut demander aux hommes. Comme sa contemporaine, la grande mystique d'Avila, la Mère Thérèse de Jésus, le fondateur de l'Escorial n'a voulu être, dans le monde, qu'un grand réalisateur.

Voilà donc tout ce qui reste de l'accusation portée contre Philippe II dans cette affaire d'Antonio Perez : des faiblesses, des défaillances qui tiennent à son caractère, certains procédés peut-être aujourd'hui répréhensibles, mais qu'autorisaient la morale publique et la politique d'alors. Si l'on entreprenait le même examen pour tous les autres griefs qui pèsent sur sa mémoire, on aboutirait certainement au même résultat. Sur beaucoup de points l'opinion a été redressée déjà par des historiens et des critiques espagnols et même par des étrangers. Il appert que Philippe n'était point un si méchant homme. Sans doute il paraît difficile de l'aimer : ce hautain et mystérieux personnage écarte toute familiarité. Et puis trop de contrariétés de mœurs et d'idées, trop de souvenirs atroces, nous éloignent de lui. Mais il impose le respect, et l'on peut, en toute tranquillité, admirer le souverain, comme le grand chrétien, qu'il a été.

LOUIS BERTRAND.

L'INSTITUT FRANÇAIS DE VARSOVIE

C'était grande fête au printemps de 1923, à Varsovie : le maréchal Foch passait en revue la jeune armée polonaise aux côtés du maréchal Pildsuski, devant la statue de Poniatowski, sur la place de Saxe libérée de cette cathédrale russo-byzantine dont la tyrannie moscovite a fait peser si longtemps la lourde masse sur le cœur même de la nation martyre. A cette date, j'allais moi-même en Pologne répondre à l'invitation que m'adressaient mes collègues des Universités de Varsovie, de Cracovie, de Poznan, de Lwow et de Vilno. J'y allais, encouragé par mes amis de France-Pologne, sur les instances bienveillantes de notre direction des Œuvres françaises au ministère des Affaires étrangères, très honoré d'enseigner dans des maisons d'un passé illustre ou d'un avenir plein de promesses, très confiant dans ma mission, joyeux même. Au déclin de nos jours, est-il plus grande douceur que de voir s'accomplir le miracle qui donne ou rend la vie à des êtres chers ? Et c'en est un que la ruine simultanée des Hohenzollern, des Romanov et des Habsbourg, se détruisant au profit de la Pologne, après s'être, durant deux siècles, concertés pour la démembrer et l'opprimer.

En ce printemps polonais, dont l'auteur des *Paysans*, Reymont, a si admirablement décrit l'éclat rayonnant à la pointe des bouleaux et des trembles et sur les prairies libérées de leur tunique neigeuse, j'enseignai ce que l'histoire a fixé des

appétits jamais satisfaits de la monarchie prussienne, depuis Frédéric II jusqu'à Bismarck et Guillaume II, servis par l'abus de la force, le génie de l'intrigue, et l'orgueil de la race. Je m'efforçai de faire revivre ce passé douloureux pour la Pologne et pour la France, par les textes mêmes où les chefs de cette politique se sont dénoncés et jugés. Mes leçons me conduisirent alors à travers ces grandes provinces désormais rapprochées, de la Warta au Dniester et des Carpathes au Niemen, en un seul et même corps. Le long de la Vistule et par son réseau d'affluents en éventail, de Cracovie à Radom, à Lublin, et de Bialystock à Varsovie, à Torun, à Bydgoszcz, la vie circulait, une vie intense que je n'aurais pas soupçonnée dans ce corps dépecé pendant deux siècles, tiraillé par des dominations rivales, foulé, ravagé depuis 1914 par les armées en marche. Les blessures dont il portait encore les traces, fermes incendiées, châteaux pillés, routes défoncées, villes et faubourgs marqués de la lèpre des batailles ne faisaient que mieux apprécier l'étonnante cicatrisation opérée en trois ans à peine. C'étaient les hommes partout au travail dans les champs, les usines et les mines, les familles nombreuses et laborieuses dans leurs villages reconstruits qu'égayaient les toits aux tuiles neuves, les communications rétablies par le rail et la route, aussi réglées que dans notre Europe occidentale, un port créé de toutes pièces sur la Baltique, les villes peuplant leurs faubourgs, Varsovie prenant figure de capitale.

Nulle part ce spectacle ne devait plus me frapper et m'attacher que dans les quatre Universités où je pris plusieurs jours de suite la parole, ayant dû ajourner, faute de temps, jusqu'à cette année, ma visite à Vilno. A Cracovie, dans cette cité qui fut au xv^e^ siècle la capitale de la République royale polonaise, au pied du Wavel, le Louvre des Jagellons, je trouvais une Université aussi vieille que les plus célèbres d'Allemagne, d'un siècle environ plus jeune que l'Université de Paris, mais, comme la nôtre, largement adaptée à toutes les disciplines modernes, groupant autour de son antique et riche bibliothèque, les collections du Musée historique et des archives Czartoryski et les laboratoires de science les mieux outillés. A Lwow, les cent cinquante professeurs, docents et lecteurs qui enseignent à l'Université fondée en 1661 par Jean Casimir, l'époux de Marie-Louise de Gonzague,

venaient d'échanger leurs salles mal adaptées à leur effort de renouvellement et de recherches contre l'édifice de la Diète de Galicie; ils y installaient leurs conférences, leurs bibliothèques de travail, non loin de la riche fondation léguée il y a cent ans par le comte Ossolinski à la nation dont il confiait l'avenir au zèle de ses savants et de ses maîtres. En revanche, à Varsovie, à Poznan, il n'y avait pas d'Université polonaise avant 1914 : à Poznan, une simple académie, antichambre des Universités de Berlin et de Breslau ; dans la capitale, une grande maison nationale en laquelle les patriotes avaient en 1818 mis leurs espérances, fermée par Nicolas Ier, russifiée par ses successeurs, et dont le conquérant allemand s'était emparé en 1916, avec l'intention présomptueuse de la germaniser. Il n'a pas fallu quatre années pour créer ou recréer dans ces deux villes des foyers de science et d'enseignement auxquels rien ne manque, ni les maîtres, revenus en hâte de l'exil, ou appelés de Cracovie et de Lwow, ni les étudiants très nombreux, malgré la misère des temps, ni les ressources de travail en tous genres qui feraient envie à des Universités plus anciennes. Le palais impérial que Guillaume II s'était construit à Poznan, comme à Strasbourg, lourd et spacieux édifice, monument de domination germanique, s'est transformé, au centre d'un quartier neuf et peuplé de cottages, en palais pour les Facultés des sciences et des lettres, grand comme notre Sorbonne.

Que ce peuple, à peine affranchi d'un long et dur esclavage, ait ainsi consacré ses premiers jours de liberté, les premières recettes d'un budget à peine constitué à organiser, à pourvoir son haut enseignement, qu'il ait pensé à se donner non des bras seulement, mais des intelligences, ce fut un grand exemple et un gage d'avenir auxquels des Français ne pouvaient demeurer insensibles ni indifférents. Ils avaient salué avec joie la renaissance de la Pologne, disciple fervente de la civilisation latine et de la nôtre en particulier, dont les fils avaient combattu et souffert pour elle, si proche de nos esprits et de nos cœurs malgré la distance. Ils devaient leur concours à cette renaissance universitaire orientée spontanément, en vertu d'une tradition plusieurs fois séculaire, vers la France. Ce que la monarchie de Juillet avait fait pour la Grèce délivrée en instituant l'École d'Athènes, la République ne le ferait-elle pas pour la Pologne reconstituée?

La liaison nécessaire s'est réalisée par étapes. Des professeurs français furent d'abord envoyés auprès des Universités de Poznan, de Varsovie, de Cracovie, de Léopol, dans les séminaires de Cracovie, de Lublin, de Poznan. Ceux qui, comme moi, les ont vus à l'œuvre, à une œuvre poursuivie depuis six ans avec ferveur et talent, témoigneront des services qu'ils rendent aux deux pays. Autour d'eux, par leurs soins, se sont créés des foyers de culture française, cours de langue, d'histoire, de littérature, bibliothèques aidées par l'Alliance française, ou par des Sociétés d'amis, qui comptent par milliers leurs élèves et leurs lecteurs. Nos consuls à Kattovice, à Poznan, nos officiers, nos ingénieurs en mission ont mis leur influence, leurs conseils et souvent leur personne au service de ces missionnaires de la langue et de la pensée françaises.

AU PALAIS STASZIC

L'aboutissement de cet effort a été, en 1925, la création de l'Institut français de Varsovie, Institut de l'Université de Paris en Pologne. Le projet en avait été mis à l'étude, dès 1921, à la fois par les services des Affaires étrangères à Paris, par la Légation française à Varsovie et dans les conseils de l'association France-Pologne qui, sous la présidence de M. Noulens, par ses soins et ceux de M. Menabrea, prenait les avis de MM. Lewandowski, Louis Marin, Albert Tirman, René Pinon, Étienne Fournol et de mes confrères Strowski et Lacour-Gayet. Les retards dans l'exécution d'une œuvre si désirable, et désirée aussi vivement à Varsovie qu'en France, vinrent de la crise du logement et des difficultés financières, résultats d'une guerre dévastatrice. L'État polonais trouvait à peine les locaux et les ressources nécessaires à l'installation des services publics, dans cette cité de Varsovie qui n'avait été pour les rois saxons qu'une résidence, et pour les tsars qu'une province dans leurs immenses domaines. Comment la France n'eût-elle pas eu peine à trouver, près de l'Université, l'immeuble favorable à l'installation et au succès de cette mission universitaire ?

Elle ne saurait oublier l'aide précieuse que lui donnèrent en 1923 les ministres polonais, MM. J. Mikolowski-Pomorski, L. Grabski, H. Strasburger, M. Handelsman, professeur à l'Université, son vénérable collègue M. Kochanowski, prési-

dent de la Société des Savants et les membres de cette Société, MM. Kamieniecki, Lutsinski, Siemienski, Ketrzinski, H. Pulaski et J. Targowski, ce dernier spécialement chargé, le 18 mai 1923, par le Président de la République, d'offrir l'hospitalité de leur ville à l'Université de Paris. Pour ma part, je me rappelle, avec une gratitude qui n'est pas épuisée, l'accueil chaleureux de ces amis fidèles de la France, de sa culture et de son enseignement au projet que je leur exposai de fonder un centre d'études français pour les Polonais, et d'études polonaises pour les Français dans leur capitale rendue à ses hautes destinées. Ce projet se fût-il jamais réalisé, sans leur empressement à en faciliter l'installation, malgré les difficultés de la leur propre? Ils nous firent l'offre délicate de donner à l'Institut de Varsovie l'hospitalité au palais Staszic. Ce geste avait une haute portée d'amitié et d'union entre les deux nations. Il allait associer l'avenir de la fondation de l'Université de Paris en terre polonaise aux destinées nouvelles de la Pologne libre et restaurée.

Le palais Staszic est en effet à Varsovie un symbole de foi et de science nationales. Sa façade imposante domine la perspective du faubourg de Cracovie qui s'ouvre à l'est, auprès de la masse, non moins imposante, du palais Royal, le *Zamek*. Il ne faut pas se méprendre sur ce terme qui n'indique pas plus une banlieue que notre faubourg Saint-Honoré. L'avenue Krakowskie Przedmiescie est, comme nos boulevards, l'artère principale de Varsovie parallèle à la Vistule qui relie la vieille cité polonaise des ducs de Mazovie à la ville moderne construite au XIX^e^ siècle autour des parcs et des allées qui rappellent nos Champs-Élysées et notre avenue du Bois. Les hôtels seigneuriaux des Zamoïski, des Potocki, des Czartoryski y alternent avec les nombreuses églises où le patriotisme polonais a puisé dans la prière ses ressources contre l'oppression, avec l'Université, les librairies, les cafés, les étalages de luxe, et les grands hôtels fréquentés des étrangers.

Le Mécène polonais qui, sur les plans de l'architecte Corazzi, en 1822, éleva cette demeure qu'il destinait avec sa bibliothèque à la Société des sciences, l'abbé Staszic mériterait d'être plus connu en France qu'il ne l'est. Sa personne et son œuvre évoquent des années de l'histoire polonaise qui furent parmi les plus belles et les plus fécondes, années d'efforts et d'espérance, de résignation et de réformes qui devaient préserver

la nation martyre de rester à jamais une nation esclave. « Son nom, disait, en 1925, le président du Conseil, M. Ladislas Grabski, est celui d'un grand et probe savant, élevé à l'école du génie français, imbu des précieuses qualités de l'esprit gallo-latin, mais qui garda dans toute leur plénitude et développa dans toute leur fécondité, les facultés spécifiques du génie de sa nation, la nation polonaise. »

Quand Nicolas Ier voulut, après l'insurrection de 1831, étouffer à jamais le peuple qu'il avait bâillonné depuis 1827, il ne s'acharna pas seulement sur les vivants, proscrits, déportés, dépouillés. Il s'en prit aux morts, à leurs œuvres, à leurs demeures même. Fermée, l'Université dans ces lieux consacrés par le génie et la foi de la nation, autour de la statue de Copernic, auprès de l'église ensanglantée par les massacres; confisqués les palais des seigneurs patriotes, et jusqu'à l'asile préparé par Staszic à la science polonaise. Les pioches des ouvriers russes détruisirent la façade de ce palais qui s'harmonisait, dans le goût classique du temps, avec les édifices du faubourg de Cracovie dont Canaletto nous a laissé de si gracieuses images. Puis, d'autres vinrent plaquer sur ce squelette une ornementation de goût « vieux moscovite », pour en faire un lycée russe et y installer une chapelle orthodoxe qui en fût l'âme.

Cent ans après, en novembre 1918, d'autres ouvriers, mais Polonais ceux-là, sont venus : à leur tour, ils ont fait disparaître, en quelques jours, ces stigmates de la tyrannie russe. Et bientôt un vote de la nation attribua pour une durée de trente-six années, renouvelable, à la Société des sciences, l'immeuble rendu, quoique imparfaitement encore, à sa destination. Il eût fallu, pour achever cette œuvre de réparation, une restauration, que ne permettaient ni le budget de la Société dépouillée depuis 1831 de ses biens, ni les finances de l'État fléchissant sous le poids de ses charges et la dépréciation de sa monnaie. C'était pitié de voir, comme je fis à Varsovie la première fois, ces murs de briques décharnés qui avaient figure de ruines au cœur d'une cité joyeuse de sa liberté retrouvée.

Le remède me parut facile : à l'offre gracieusement formulée par nos collègues et amis de Varsovie d'installer l'Institut français dans ce vaste immeuble en partie inoccupé ou occupé par des locataires provisoires, la France répondrait par

l'offre non moins amicale d'un concours financier très réalisable au mois de mars 1923. Cet échange de bienfaits affirmerait une fois de plus de quels liens de cœur et d'esprit se nouait depuis des siècles la chaîne d'amitié entre les deux peuples, la Pologne toujours accueillante aux œuvres françaises, la France heureuse de contribuer à une restauration qui rendît à la Pologne un édifice consacré par Staszic à la science de sa patrie, l'une des plus belles parures de sa capitale.

L'idée devait plaire à M. Raymond Poincaré, aussi fidèle ami de l'Université de Paris que des patries meurtries et dépouillées. Ministre des Affaires étrangères et président du Conseil, il l'adopta dès que je la lui soumis en 1923. Il chargea notre ministre à Varsovie, M. de Panafieu, d'en poursuivre et hâter la réalisation, tandis que le ministre de l'Instruction publique polonais qui fut peu de temps après président du Conseil, M. Ladislas Grabski, constituait une Commission de la Société des sciences et de l'Université. Du mois d'octobre 1923 au mois d'avril 1924, MM. Pulaski et Targowski, ministres plénipotentiaires, étaient officiellement chargés par leur gouvernement de régler, soit à Varsovie avec M. Fournol, soit à Paris avec moi, les conditions de l'entente féconde ainsi préparée. Le 26 juin 1924, une convention était signée qui enregistra la double promesse du concours de la France à la restauration du Palais Staszic et de l'hospitalité offerte à l'Institut que l'Université désirait créer à Varsovie pour associer une fois de plus et de façon durable la civilisation française à celle de la Pologne.

L'INSTITUT AU TRAVAIL

Désormais assurés de l'avenir matériel de cette création par la libéralité mutuelle des deux hommes d'État et de pensée qui, chez nous et là-bas, l'avaient encouragée, les deux recteurs de Paris et de Varsovie, M. Appell et M. Koschembahr-Lyskowski, réglèrent l'état civil et la vie intellectuelle de la nouvelle école d'enseignement supérieur français confiée par l'*Alma mater* à ses amis de Pologne, dirigée de Paris par un Comité de direction qui se réunit pour la première fois le 20 octobre 1924.

Jamais œuvre ne naquit sous de meilleurs auspices, par des conseils plus autorisés, et avec des concours plus efficaces

Dans le comité, auprès du recteur, entre les deux ambassadeurs de Pologne en France et de France en Pologne, MM. de Chlapowski et André de Panafieu, M. Raymond Poincaré, membre du Conseil de l'Université de Paris, vint s'asseoir comme vice-président, donnant à l'Institut une nouvelle preuve, — qui ne fut pas la dernière, — de sa sympathie. Auprès d'eux, le ministre de l'Instruction publique avait délégué le directeur de l'Enseignement supérieur, M. Coville, le quai d'Orsay le directeur des Œuvres françaises à l'étranger, M. Naggiar, et son actif collaborateur, M. Marx. La Faculté des lettres était représentée par son doyen, M. Ferdinand Brunot, et ses collègues MM. F. Strowski, Eisenmann, et moi-même; la Faculté des sciences par M. Chabrié, directeur de l'Institut de chimie industrielle; le Collège de France par M. Antoine Meillet; l'École des langues orientales vivantes, par son administrateur, M. Paul Boyer, qui, avec M. Étienne Fournol, apportait au nouvel Institut le concours diligent de son aîné, l'Institut d'études slaves. L'Office national des Universités et son directeur, M. Petit-Dutaillis, se joignaient au doyen de l'Université de Nancy, M. Auerbach, et aux amis zélés des œuvres françaises en Pologne, MM. Noulens et Menabrea. Grâce au travail préparatoire qui se poursuivait entre les délégués des deux gouvernements, depuis un an, il ne fallut qu'une séance pour fixer le statut définitif et le dessein essentiel de l'œuvre.

Comme l'Université dont il émane, l'Institut de Varsovie a une double fonction : il a mission d'enseigner d'abord, puis de provoquer et de faciliter la recherche savante. Mais son enseignement, en terre étrangère, devait pourvoir à un premier besoin : faire connaître la France, sa langue étudiée de près et de préférence dans sa structure moderne, sa littérature, son histoire politique et sociale, ses climats et ses productions. Trois chaires permanentes furent décidées en même temps qu'on prévoyait l'envoi, à titre temporaire, de maîtres de notre haut enseignement invités par l'Institut à exposer leurs méthodes et le résultat de leurs travaux, missionnaires de la science et de la culture française en général. Quant aux recherches, elles devaient être consacrées à l'étude de la langue, de la littérature et de l'histoire polonaises, les Universités, les Archives publiques ou privées à Varsovie offrant à de jeunes Français des directions et des ressources de travail pré-

cieuses. Un comité de perfectionnement était institué en Pologne auprès de l'Institut, que présidait l'ambassadeur de France, groupant des représentants des ministères polonais, de l'Académie de Cracovie, de la Société des sciences de Varsovie, des Universités de Cracovie, Varsovie, Lwow, Poznan et Vilno, les professeurs français de ces Universités, un officier supérieur de la Mission militaire et des chefs d'industrie français établis en Pologne, désignés par l'ambassade de France. Le dessein était d'assurer ainsi à l'atelier de science qui s'ouvrait les plus larges concours, moraux et intellectuels. Les œuvres durables sont celles à qui on ne demande, en leur donnant à l'origine des bases solides, que des services proportionnés à leur destinée essentielle, et à leurs forces.

L'année 1925 ne put être pour l'Institut français qu'une année d'essai, d'un essai auquel je fus heureux de participer par des leçons sur l'art et la société du XVIII[e] siècle en France. Je devais marquer par des actes ma confiance dans l'avenir de cette tentative que j'avais conseillée. Les conditions cependant étaient devenues moins favorables, matériellement, qu'elles ne l'eussent été deux ans plus tôt. Notre pays, à son tour éprouvé par la charge que lui laissaient la guerre et ses dévastations, par la dépréciation de sa monnaie, et les variations du change, traversait une crise, chaque jour plus menaçante pour son crédit et ses finances. Le succès de notre extension universitaire à l'étranger était lié à l'équilibre du budget de l'État. En attendant les libéralités que ses fondateurs lui faisaient espérer, l'Institut de Varsovie n'avait à compter d'abord que sur une part des crédits accordés par le Parlement au ministère des Affaires étrangères pour le service des Œuvres françaises à l'étranger. Les chefs de ces services ont du moins paré, sans relâche, avec une ingénieuse bienveillance, aux difficultés de ce premier établissement. Grâce à eux, une somme importante a pu être consacrée à la constitution d'une bibliothèque, qui compte déjà près de dix mille volumes, bibliothèque française bien entendu, mais composée de tout ce qui a paru d'essentiel en France depuis cinquante ans dans la philosophie, l'histoire, la géographie, la critique et la philosophie, pourvue en plus de recueils généraux de droit, de sociologie, de sciences mathématiques, physiques et biologiques, et de quarante périodiques littéraires et scientifiques. La liste en fut

dressée à Paris par une commission, en plusieurs séances assidûment présidées par M. Raymond Poincaré.

La noblesse polonaise s'est plu, au XVIII^e siècle, et même plus tard, dans l'émigration, à réserver dans ses demeures une place de choix pour des galeries de livres occupées largement par des œuvres françaises. Staszic, ce grand savant qui s'était nourri de nos idées en faisant lire à ses élèves, les fils d'André Zamoïski, les ouvrages réunis dans sa superbe bibliothèque par ce grand seigneur patriote, se fût réjoui de voir revenir sous son toit cette manne de culture française, destinée désormais à tous les fils de la Pologne dont il s'était efforcé de faire une démocratie éclairée. Un donateur généreux a permis par une largesse anonyme l'installation de cette ruche aux rayons garnis du suc le meilleur de la pensée française.

LES OUVRIERS DE LA PREMIÈRE HEURE

De cette première tentative, féconde en résultats, qui assurèrent le succès de l'Institut, il faut louer ici le principal auteur. A la fécondité des greffes se reconnaissent les bons jardiniers. Le Conseil et le Recteur de l'Université de Paris avaient heureusement choisi le directeur de la maison qu'ils greffaient en terre polonaise, M. Paul Feyel, mon ancien élève à l'École normale supérieure, professeur agrégé d'histoire. A ses connaissances, à son talent, à son expérience de l'enseignement, des méthodes et des hommes, il a joint la foi dans la mission qu'on lui confiait, une foi sincère, puisqu'elle a été, dès le début, singulièrement active. Homme d'initiative, de conscience et de goût, il s'est dépensé sans compter comme professeur et comme administrateur, se faisant de sa charge une idée très haute, sans négliger aucun détail pour la bien remplir. Ses leçons sur l'histoire moderne et contemporaine de la France, aussi élégantes de forme que solides de fond, ses conférences d'explication par les textes, les leçons qu'il a faites à la demande de M. Handelsman, doyen de la Faculté des lettres à l'Université, pour resserrer les liens du haut enseignement polonais avec le nôtre, eussent suffi à justifier la confiance du Comité en ses mérites.

Il a trouvé d'ailleurs d'excellents collaborateurs, d'abord son collègue de littérature française, un de nos meilleurs agrégés

aussi, M. Doudinot de la Boissière, dont le directeur de la *Revue* pourrait mieux que moi dire ce qu'il valait avant d'entrer à l'École normale, et ses élèves de Paris quel professeur il fut pour eux, après en être sorti. Ses élèves de Varsovie lui devront de connaître, aussi bien que s'ils étaient venus auprès d'une de nos Facultés, nos grands écrivains, de Bossuet à Voltaire et Rousseau, jusqu'à Lamartine et Victor Hugo, les sources de leur génie, les ressources de leur art. Ils lui devront mieux encore, l'exemple si profitable à de futurs maîtres, d'un maître qui ne vit que pour sa tâche. L'initiation des étudiants à la pratique de la langue et de la grammaire a été confiée à un professeur français, M. Rongier, établi depuis longtemps en Pologne, que l'Institut a eu la bonne fortune de s'attacher comme secrétaire, ouvrier indispensable de la première heure où devaient se créer, malgré la différence des langages, des liens durables entre les maîtres venus de France et le public polonais. Auprès de ces vétérans éprouvés par leurs services passés, s'est adjoint l'an dernier, pour enseigner la géographie spécialement de la France et de ses colonies, un jeune agrégé, M. Jobert, formé aux meilleurs méthodes de cette science par le professeur Blanchard de Grenoble, qui les tenait lui-même de Vidal de la Blache. Cette année, un autre agrégé, M. Gaillard, formé à l'école de M. Pierre Paris en Espagne, est venu enseigner l'histoire de l'art français.

C'est avec joie que je suis allé pour la seconde fois parler aux étudiants de cette maison de France où chaque année, depuis 1925, se sont fait entendre des représentants éminents de la science française et de nos Universités, M. Antoine Meillet, M^me^ Pierre Curie, MM. Perez, Langevin, Fortunat Strowski et Réau, le professeur Basdevant, de la Faculté de droit de Paris, MM. Lerebourg-Pigeonnière et Moncharville, des Facultés de droit de Rennes et de Strasbourg, M. Tarchini, de la Faculté de médecine de Montpellier. Ils témoigneront avec moi de l'œuvre accomplie, dans cette maison, en si peu d'années, par son directeur et ses dévoués collaborateurs.

Tout parle français et de la France, dans ces salles et cette bibliothèque où se pressent trois cents étudiants et étudiantes qui déjà comprennent et parlent notre langue, un public soit polonais, soit français d'hommes cultivés, de dames et jeunes filles instruites, se plaisant à ce contact de notre langue, de

notre histoire, de nos arts. Sur les murs du vestibule, de la galerie, et dans le cabinet du directeur orné de tentures offertes par la soierie lyonnaise, décoré d'objets précieux de la Manufacture de Sèvres, de tableaux et gravures envoyés par la direction des Beaux-Arts de l'État et de la Ville de Paris, de belles images, photographies, vues en couleur et eaux-fortes, dons du gouvernement algérien, des Compagnies de chemins de fer, ou de particuliers libéraux comme le commandant Helbronner, évoquent la figure de la France sous ses aspects les plus variés, depuis la chaîne du Mont-Blanc dans sa majesté jusqu'aux silhouettes de la Seine et de sa Cité consacrées par une autre majesté, celle d'une grande histoire.

Entre cette Maison de France, la dernière venue à Varsovie, et ses aînées, les hôtels de notre Ambassade et de la Mission militaire, l'intimité la plus étroite s'est depuis le premier jour établie, comme d'une même famille et par un échange constant de bons offices. Les professeurs en mission, les maîtres permanents de l'Institut se sentent entourés d'une bienveillante amitié, que créent en toute occasion et entretiennent les prévenances de l'ambassadeur et la bonne grâce de Mme Laroche, les attentions de leurs collaborateurs, l'accueil cordial des officiers français et de leurs familles. Leur tâche en est simplifiée. A parler devant de tels auditeurs, qui sans doute ont plaisir à ce commerce intellectuel entre Français, ils trouvent un charme particulier par la certitude qu'ils ont de rendre service à des amis éloignés comme eux plus ou moins longtemps de la terre natale. Grâce à ces appuis précieux, l'Institut de Varsovie se voit aujourd'hui en mesure d'élargir son action: il peut solliciter, pour y mieux réussir, des concours qu'il est assuré de mériter.

POUR QUE L'ŒUVRE SE DÉVELOPPE

La Ville de Paris a décidé cette année de lui confier un enseignement d'histoire de l'art français et d'urbanisme. C'est un geste d'une haute portée, par l'intention autant que par l'objet. Le Préfet de la Seine, un lettré et un homme de goût, a été d'accord avec le Conseil municipal pour témoigner par cette libéralité de la sympathie qu'on ressent à Paris, pour une cité sœur de la nôtre par le goût et le culte de l'art, soucieuse

de la beauté de ses horizons dans son effort de rajeunissement harmonieux. Les bonnes actions sont contagieuses, heureusement! La Chambre de commerce de Lyon, des négociants de cette grande ville toujours disposée aux initiatives bienfaisantes, répondant à l'appel d'un des leurs, fils de France et de Pologne, M. Mizgier, ont à leur tour subventionné à l'Institut la chaire de géographie, pour qu'elle fût un centre d'études économiques et coloniales. Et ainsi des crédits que l'Université de Paris lui allouait une part est devenue disponible pour la création d'une chaire de langue française occupée dès cette année par un jeune agrégé des lettres, venu de l'École normale, M. Jean Fabre. Voilà portés désormais à cinq les enseignements organisés au palais Staszic, une véritable mission de culture française détachée par l'Université de Paris auprès de nos amis de Pologne. L'un des plus dévoués parmi eux, le professeur Koschembahr-Lyskovski, au moment de la fondation de l'Institut, avait exprimé le vœu que des juristes y vinssent aussi donner des leçons de droit français, faire des recherches dans le domaine du droit comparé, appuyer et utiliser de façon permanente les efforts admirables poursuivis depuis huit ans par leurs confrères de Pologne pour unifier la législation de la nation reconstituée. Rien ne serait plus désirable que des ressources permissent encore la réalisation de ce vœu qui a provoqué entre Strasbourg, Nancy, Paris et la Pologne, la création d'un Comité très actif de rapprochement juridique franco-polonais. L'Institut de Varsovie y puiserait de nouvelles forces.

Ses diplômes et certificats ont déjà été délivrés à plus de quarante étudiants après un et deux ans d'études par des jurys où siègent obligatoirement des professeurs de l'Université de Varsovie et signés, sur leur proposition, par le recteur de l'Université de Paris. Le programme en a été réglé avec précision et souplesse. On a voulu leur conserver leur valeur d'éducation française, encourager l'étude des aspects les plus variés de notre civilisation. Ils représentent deux degrés de scolarité, l'un d'initiation à la pratique de la langue française, appliquée à divers ordres d'études, l'autre de perfectionnement dans sa connaissance, que doivent prouver des compositions écrites ou des interrogations obligatoires et facultatives sur les matières enseignées à l'Institut. Constatés avec une sévérité dont on ne peut que louer la direction, les résultats de ces premiers examens

ont été très appréciés en Pologne. Ils ont décidé cette année même le ministre de l'Instruction publique à prendre un arrêté qui donne aux étudiants, pourvus du diplôme de fin d'études de l'Institut ajouté aux diplômes polonais réglementaires, un droit de priorité pour les nominations aux fonctions de maîtres dans les maisons polonaises d'enseignement secondaire, dans les écoles normales, et tous les établissements en général où est organisée l'étude du français comme langue vivante. C'est une preuve encore de confiance et d'amitié dont l'Institut de Varsovie saura se montrer digne.

Le même avantage sera d'ailleurs réservé aux étudiants des Universités polonaises auprès desquelles il n'existe pas d'institut français proprement dit, mais qui ont institué chez elles, à Poznan, à Cracovie, à Lwow, à Vilno, des cours de langue, de littérature et de civilisation françaises. Les maîtres qui ont organisé ces enseignements, MM. Langlade et Mathieu à Poznan, Niebeker à Cracovie, Czerny à Lwow, et qui s'y dévouent avec zèle et talent, peuvent siéger comme ceux de Varsovie dans les jurys de l'Institut : il faudra seulement qu'on pourvoie à leurs frais de déplacement ; il serait souhaitable aussi qu'à certains de leurs étudiants on procurât des moyens analogues à ceux que l'État français donne à ses futurs maîtres d'anglais et d'allemand pour venir, en cas de besoin, compléter dans le milieu de Varsovie, directement imprégné de nos habitudes d'esprit et de langage, l'instruction déjà reçue de leurs excellents maîtres.

Ainsi organisés et soutenus, les progrès de l'Institut français à Varsovie s'affirment chaque année davantage, selon un rythme qui s'accorde avec la puissance de restauration de la Pologne elle-même. Ils contribueront à une pénétration plus rapide, plus profonde encore entre les deux peuples de leurs forces d'esprit et de cœur, qui n'ont dans le passé rencontré d'obstacles que de la distance. Sous la direction de maîtres diligents, on voit se former déjà un noyau de jeunes gens instruits, dressés aux méthodes et aux habitudes d'esprit français, capables d'incliner de plus en plus leurs compatriotes à cette culture occidentale où l'âme polonaise s'est depuis toujours trempée pour des épreuves qui n'ont point réussi à la briser. On voit aussi de jeunes Français venir à Varsovie à l'aide des bourses que le gouvernement polonais a mises généreusement à leur disposition. Les professeurs de l'Uni-

versité les ont accueillis et les guident dans les recherches qu'ils ont entreprises en vue de travaux originaux sur la littérature, l'histoire, le sol et les climats de cette Pologne dont la variété et la richesse les paieront de leurs peines. Si le mouvement imprimé à cette coopération se continue, s'il doit même s'accélérer comme tout le fait espérer, on peut prédire à l'Institut français de Varsovie de belles destinées.

Je me souviens du temps où Albert Dumont et Gabriel Monod, faisant appel à mon zèle, m'associèrent à l'œuvre dont leur patriotisme attendait le relèvement de la France, la reconstitution des Universités françaises. J'ai vu depuis 1880, au cours de ma carrière, à Caen, à Lyon, à Paris cette œuvre se poursuivre. Au terme de cette carrière, je l'ai vue s'achever dans la victoire réparatrice qui a refait la France et la Pologne, et j'aurai eu la joie de pouvoir consacrer mes derniers efforts d'enseignement à l'un des Instituts de ces Universités, par qui s'affirment leur vitalité et leur rôle dans le rayonnement de la culture française. Je ne saurais assez remercier nos confrères et amis de Varsovie d'avoir accueilli et installé, comme ils le firent, dans la demeure savante d'un de leurs plus grands citoyens, l'école où s'enseignera la France, où s'apprendra la Pologne, celle que M. Pulaski, le jour de l'inauguration, appelait « le poste universitaire le plus avancé du génie français à l'est de l'Europe ».

Émile Bourgeois.

LA MORT
DE MADAME ROLAND

Le 24 octobre, Mme Roland est conduite à la Conciergerie. Elle doit paraître comme témoin au procès des Girondins. Vingt et un députés ont été amenés au Tribunal révolutionnaire. Ils ont entendu le rapport d'Amar. Mme Roland est présente. On la conduit dans le lieu réservé aux témoins, où elle attend son tour durant des heures. Mentelle est venu. Il lui parle. Il lui glisse un billet. Mais le temps passe. Elle n'est pas appelée.

Librement, à voix haute, elle adresse la parole à ceux qui sont là, avec une force et une éloquence qui semblent vibrer encore. Mme Roland brûle de se solidariser avec ses amis : « Je désire mériter la mort, en allant leur rendre témoignagne tandis qu'ils vivent, dit-elle, et je crains de perdre cette occasion. J'attends l'huissier comme une âme en peine attend son libérateur. »

Adam Lux, cité comme témoin, est amené de la Force, où il est détenu ainsi que Champagneux. Celui-ci l'a chargé de remettre, s'il est possible, une lettre à Mme Roland. Elle la prend, elle la lit. Audacieusement, elle y répond au milieu des espions, à deux pas du Tribunal révolutionnaire :

« Votre lettre, mon cher Champagneux, m'est parvenue par Adam Lux, et c'est par cet excellent homme que vous recevrez ce billet ; je vous l'écris dans un des antres de la mort, et avec une plume qui tracera peut-être bientôt l'ordre de m'égorger.

« Je me félicitais d'avoir été appelée en témoignage dans l'affaire des députés, mais il y a apparence que je ne serai pas entendue. Les bourreaux redoutent les vérités que j'aurais à dire et l'énergie que je mettrais à les publier : il leur sera plus

facile de m'égorger sans m'entendre. Vous ne reverrez plus ni Vergniaud, ni Valazé ; votre cœur a pu concevoir cette espérance, mais comment tout ce qui se passe depuis quelque temps ne vous a-t-il pas ouvert les yeux ? Nous périrons tous, mon ami : sans cela nos oppresseurs ne se croiraient pas en sûreté... Un de mes plus grands regrets est de vous avoir exposé à partager notre sort. Nous vous avons arraché à votre retraite ; vous y seriez peut-être encore sans nos sollicitations, et votre famille ne serait pas dispersée et malheureuse... Ce tableau me déchire plus que les maux qui me sont personnels ; mais dans les beaux jours de la Révolution, il n'était pas possible de calculer ce cruel avenir. Nous avons tous été trompés, mon cher Champagneux, ou, pour mieux dire, nous périssons victimes de la faiblesse des honnêtes gens ; ils ont cru qu'il suffisait, pour le triomphe de la vertu, de la mettre en parallèle avec le crime : il fallait étouffer celui-ci... Adieu, je vous envoie ce que vous me demandez (1). Je vous écris à côté et presque sous les yeux de mes bourreaux ; j'ai quelque orgueil à les braver. »

Elle aurait voulu, ce jour-là, posséder le poison que, deux ou trois jours plus tôt, elle avait demandé à Bosc.

Aux environs du 20 octobre, sans que nous sachions comment, le projet de suicide de Mme Roland avait pris une autre forme, peut-être par la révolte de son puissant organisme devant une mort lente et l'impatience d'avoir à soutenir un affaiblissement progressif. Tournée vers Bosc, son plus ancien ami, elle lui avait demandé de l'opium « afin de s'en aller tout juste avant la cérémonie ». Quelle épreuve elle impose à ce cœur doux qui lui a voué un si tendre culte intime ! Cependant il veut être digne d'elle, et tâche à se faire héroïque. De bonne foi, il croit y être arrivé en répondant qu'elle doit à la cause et à elle-même d'endurer jusqu'à la fin le supplice qui fera la gloire et l'honneur de son parti. Nous comprenons qu'il espère contre l'espérance même et que la personne de Mme Roland lui est plus chère que l'opinion de la postérité, et que la cause elle-même, et que n'importe quoi sur terre. Après tout, le 9 thermidor suivant, dans un avenir prochain, des condamnés ne seront-ils pas sauvés au pied même de la guillotine ?

Elle travaille alors à dessiner une tête de Vierge. Deux jours

(1) « Une touffe de ses cheveux. » (Note manuscrite de Champagneux.)

après, elle la termine et elle écrit au-dessous : « Je sais que mon ami Bosc sera bien aise d'avoir ce mauvais dessin crayonné des mains du courage et de l'innocence persécutés. Mon amitié la lui destine. » Et puis, elle reprend avec le pauvre Bosc la question de son suicide. Elle « jure que ce n'est pas la faiblesse qui l'inspire ». Bosc ne l'a pas bien comprise. Elle ne voulait pas disparaître sur l'heure, mais lorsque le moment serait opportun.

« Je trouvais beau de tromper ainsi les tyrans..., dit-elle. Il est possible qu'une douleur profonde et l'exaltation de sentiments déjà terribles aient miné dans le secret de mon cœur une résolution que mon esprit a revêtue d'excellents motifs. »

Elle demande pardon à son mari de disposer, sans son aveu, d'une vie qu'elle lui avait donnée et ajoute : « Tu ne perds qu'une ombre... » Une ligne plus loin, dans son désir insistant de bien faire comprendre qu'elle n'obéit ni à l'épuisement nerveux, ni au renoncement du désespoir, elle a un mot qui saisit, un mot qui a quelque chose de dansant et qui respire l'allégresse : « Je me porte à merveille, j'ai la tête aussi saine et le courage aussi vert que jamais. »

La méchanceté humaine ne laissera pas à ce bel être le temps de défleurir. Douze jours après cette lettre inspirée par une incomparable harmonie physique, son corps sera jeté sous le couteau.

En attendant, Mme Roland exhorte Bosc à ne prendre sa détermination que froidement, en dehors de tout penchant du cœur. « Considérez que votre amitié, trouvant très pénibles les soins que je réclamais d'elle, peut aisément vous faire illusion sur ce que vous devez ou pouvez à cet égard : tâchez de penser à la chose comme si ce n'était ni vous ni moi, mais deux individus dans nos situations respectives, soumis à votre jugement impartial. Voyez ma fermeté, pesez les raisons, calculez froidement, et sentez le peu que vaut la canaille qui se nourrit du spectacle. » D'ailleurs elle s'inclinera devant l'opinion de son fidèle. C'est pourquoi il doit apporter le plus grand scrupule dans les paroles qu'il prononcera.

Au milieu de la lettre, soudain, un cri de douleur retentit : « Ma pauvre petite, où donc est-elle ? » En effet Eudora n'était plus chez les Creuzé-Latouche. La présence de cette bien malheureuse enfant était devenue pour eux un danger trop grave.

Bosc, qui s'occupait d'elle assidûment, en était tombé d'accord et avait fait choix d'une pension qui lui avait paru convenable, mais dont la directrice, Mme Godefroid, ne consentit à admettre la fille de l'ancien ministre que sous un faux nom.

M. Barrière dit dans son édition des *Mémoires* : « Mme Roland apprit cette nouvelle peu de jours avant sa mort. Ce cœur si ferme se troubla tout à coup. »

Et puis, ce fut le 30 octobre. Lorsqu'ils s'entendirent condamner à mort, les Girondins, confondus, désespérés, crièrent, gémirent, hormis Vergniaud qui se tut. Valazé se perça la poitrine d'un mauvais couteau de table. Devant l'échafaud, d'une voix à jamais mémorable, ils chantèrent la *Marseillaise*. A chaque fois que le couteau tombait, une voix était coupée. Les autres continuaient. Vergniaud chanta le dernier.

En même temps, Mme Roland quittait Sainte-Pélagie et le 10 brumaire (1er novembre) elle était conduite à la Conciergerie, dans un lieu infect, tout près du cachot de la Reine, d'où Vergniaud et Brissot venaient à peine de sortir.

Elle sait qu'elle est perdue. Les ordres deviennent si sévères qu'elle ne peut plus recevoir personne. Mme Grandchamp conte que l'excellente Mme Bouchaud ménagea aux deux femmes une entrevue dernière, mais à condition que l'amie de la grande Girondine se rendrait méconnaissable. Elle passa la nuit à se déguiser, et arriva juste pour l'ouverture des portes : « La Bouchaud me fit glisser dans la lingerie, dit-elle, elle y avait fait monter ma malheureuse amie avant le jour... Sa santé, la fraîcheur de son teint attestaient le calme de son âme. » Il faudrait citer tout ce récit, qui semble bien véridique et qui provoque encore en nous révolte et douleur.

Mme Roland demande à Mme Grandchamp d'assister à ses derniers moments, « afin de rendre un témoignage authentique de ce qu'ils seront. Mais à peine a-t-elle parlé qu'elle cache son visage dans ses mains et s'écrie : « Oh ! c'est affreux, ma demande me fait horreur. Promets-moi seulement de me voir passer. Ta présence diminuera l'effroi que me cause cet odieux trajet... Tu seras contente de moi. Je ne t'affligerai point. — J'obéirai ; où voulez-vous que je me trouve ? — A l'extrémité du Pont-Neuf, près de la première marche, appuyée contre le parapet, vêtue comme tu l'es aujourd'hui. » Nous causâmes trois heures, mais je ne pus jamais me rappeler un seul mot de ce

que nous dîmes. Enfin, Mme Roland appela la concierge et lui dit de m'emmener. »

La veille de sa mort, devant comparaître le lendemain matin devant le Tribunal révolutionnaire, elle écrivit à Mme Godefroid, peut-être sa dernière lettre, — en tout cas, la dernière qui nous soit connue, — pour lui recommander « l'enfant auquel elle se sent arrachée ». Comme dans ses autres adieux, elle a tenu à s'exprimer avec une extrême modération dans les termes. Elle veut maîtriser jusqu'au dernier moment une angoisse surhumaine qu'elle n'exprime pas, mais qui double invisiblement tous les mots et les pénètre de sa souffrance.

Couchée sans draps sur un lit qu'un prisonnier voulut bien lui prêter, elle est interrogée le 1er et le 3 pendant trois heures, traitée de « bavarde » si elle répond, interrompue sans cesse. Ses juges voulaient qu'elle ne répondît que par oui ou par non.

Dans la nuit qui suivit l'interrogatoire, elle rédigea un fier projet de défense qu'elle voulait lire au Tribunal et qui se terminait ainsi : « A vous de juger maintenant s'il convient à vos intérêts de me condamner, à défaut de preuves, sur de simples opinions et sans l'appui d'aucune loi. »

C'est immédiatement après le déchirant passage des Girondins, que Riouffe aperçut Mme Roland. Il fut pénétré d'admiration et de douleur par la vue de « cette jolie femme française dont on préparait l'échafaud », et nous a laissé de ses impressions un témoignage du plus grand prix : « Dans le côté de la Conciergerie où je viens de dire que j'avais été placé, était la prison des femmes, séparée de celle des hommes par une grille. Les prisonniers communiquaient avec elles à travers cette grille et les fenêtres de deux chambres à rez-de-chaussée qui donnent sur leur cour. C'est là que j'ai vu engloutir une foule innombrable de victimes de tout âge et de toute condition. Le sang des Vingt-deux fumait encore lorsque la citoyenne Roland arriva. Bien éclairée sur le sort qui l'attendait, sa tranquillité n'en était point altérée. Sans être à la fleur de l'âge, elle était encore pleine d'agréments; elle était grande et d'une taille élégante. Sa physionomie ordinaire était très spirituelle, mais ses malheurs et une longue détention avaient laissé sur son visage des traces de mélancolie qui tempéraient sa vivacité naturelle. Elle avait l'âme d'une républicaine dans un corps pétri de grâces et façonné par une certaine politesse de cour.

Quelque chose de plus que ce qui se trouve ordinairement dans les yeux des femmes, se peignait dans ses grands yeux noirs, pleins d'expression et de douceur; elle parlait souvent à la grille avec la liberté et le courage d'un grand homme. Ce langage républicain sortant de la bouche d'une jolie femme française (1) dont on préparait l'échafaud était un des miracles de la Révolution, auquel on n'était point encore accoutumé. Nous étions très attentifs autour d'elle dans une espèce d'admiration et de stupeur. Sa conversation était sérieuse sans être froide; elle s'exprimait avec une pureté, un nombre et une prosodie qui faisaient de son langage une espèce de musique dont l'oreille n'était jamais rassasiée. Elle ne parlait jamais des députés qui venaient de périr qu'avec respect, mais sans pitié efféminée, et leur reprochant même de n'avoir pas pris des mesures assez fortes. Elle les désignait ordinairement sous le nom de *nos amis*; elle faisait souvent appeler Clavières pour s'entretenir avec lui. Quelquefois aussi son sexe reprenait le dessus et on voyait qu'elle avait pleuré au souvenir de sa fille et de son époux. Ce mélange d'amollissement naturel et de force la rendait plus intéressante. La femme qui la servait me dit un jour : « Devant vous elle rassemble toutes ses forces, mais dans la chambre elle reste quelquefois trois heures, appuyée sur sa fenêtre, à pleurer. »

Le comte Beugnot, qui la vit dans le même temps à la Conciergerie, dit aussi : « Elle avait la figure non pas régulièrement belle, mais très agréable... Son regard était expressif et, même dans le repos, sa figure avait quelque chose de noble et d'insinuant. »

* * *

Le 18 brumaire, Mme Roland fut appelée à comparaître. C'était un vendredi. « Elle défit le petit paquet que je lui avais vu faire, dit Mme Grandchamp. Il contenait ce qu'elle appelait sa toilette de mort. Elle arrangea avec soin un fichu de linon sur ses cheveux noirs, revêtit une robe blanche, monta au tribunal. »

Dans une salle nue, le Tribunal, composé de cinq juges, était assis à une table en forme d'équerre, drapée comme pour

(1) « Le portrait que Riouffe fait de la citoyenne Roland, dit Champagneux, loin d'être flatté, me paraît au-dessous de la réalité. »

un banquet. Fouquier Tinville siégeait au petit côté, sur la gauche. Le président et l'accusateur public sont de grands chefs. Ils portent des chapeaux démesurément empanachés, à la façon des Peaux-Rouges qui, pour fasciner leurs ennemis, se couvrent la tête de plumes hérissées et le visage de peintures épouvantables.

Mme Roland s'est levée du siège derrière lequel se tient un grand soldat, sabre au clair. Elle répond au président emplumé qui l'interroge, debout lui-même. Les greffiers sont penchés sur leurs paperasses. Le public est assis en amphithéâtre derrière un gros de porte-piques. Quant à l'avocat, l'accusée a prié Chauveau-Lagarde, qui devait être son défenseur, de ne pas se présenter. On a dit qu'elle avait craint de le compromettre. Il était tout compromis. Ne pourrait-on penser plutôt qu'il ne convenait pas à la femme de Caton, d'avoir à son côté le défenseur de la Reine? Un nommé Guillot ou Guyot, qui avait déjà assisté Charlotte Corday, quatre mois auparavant, fut désigné d'office pour défendre la victime du jour. Certes, celle-ci n'aurait eu besoin, ni de lui, ni de personne, si on l'eût laissée parler. Mais il n'était question que de l'en empêcher.

Nous le savions. Cependant, lorsqu'on tient en mains le peu de pièces d'archives de ce *procès*, on les tourne et retourne, sans pouvoir se convaincre que de si minces accessoires aient suffi pour prononcer *légalement* la suppression d'une vie humaine. L'hypocrisie du gouvernement de Robespierre révolte autant que son atrocité.

Le juge a la parole. Il reproche à Mme Roland d'avoir, « quoique dans une maison d'arrêt, correspondu avec les conspirateurs », et « d'avoir tenu avec eux des conciliabules dont elle était l'âme ». Ses lettres à Lauze de Perret, des lettres de Barbaroux sont les chefs d'accusation.

Le Tribunal n'ignore pas les propos qui ont couru contre l'honneur de la prisonnière. Il ne serait pas fâché d'être renseigné à ce sujet :

« Interrogée si, parmi les dénommés à nos précédents interrogats, il n'en est pas avec lesquels elle a eu des relations plus intimes et plus particulières qu'avec d'autres.

« A répondu que Roland et elle étaient liés, depuis l'Assemblée constituante, avec Brissot, Pétion et Buzot.

« Demandé itérativement à la répondante si *particulièrement*

et *distinctement* de Roland, son mari, elle n'a pas eu des relations particulières avec aucun des ci-devant dénommés.

« A répondu qu'elle les avait connus *avec* Roland, et *par* Roland, et, les connaissant, elle a eu pour eux le degré d'estime et d'attachement que chacun d'eux lui a paru mériter. »

La déposition venimeuse de Mlle Mignot, gouvernante d'Eudora, dut blesser amèrement le grand cœur qui s'était laissé tromper. La vieille fille nomma un grand nombre de députés qui venaient habituellement « dans la maison ». Brissot, Buzot, Gorsas, Gensonné, Louvet, plus fréquemment que d'autres, avaient des relations directes avec « la femme de Roland qu'ils visitaient souvent dans son cabinet », dit-elle. Elle déclara que l'on vivait rue de la Harpe dans des craintes et des frayeurs continuelles, jusqu'à découcher souvent (1), ce qui lui avait paru « suspect », jusqu'au jour où, « ne pouvant plus supporter cette vie, elle s'était décidée à en sortir aux environs du 20 du mois de may ».

Il parut tout naturel, au contraire, aux domestiques Lecoq et Fleury, de rester fidèles à la vérité. Sur une dénonciation stupide, Fouquier Tinville avait appelé la bonne Fleury comme témoin contre sa maîtresse. Il s'agissait de faire dire à la pauvre fille qu' « il était à sa connaissance que Roland et ses amis voulaient régner sur la France dont ils se partageraient les provinces ». En outre, ne lui avait-il pas été enjoint de considérer la fille de Roland comme la fille du roi ?

L'acte d'accusation de Fouquier Tinville avait cité les lettres où Barbaroux recommandait à Lauze de Perret de faire tous ses efforts pour voir « cette estimable citoyenne [Mme Roland] et lui porter dans sa prison toutes les consolations possibles, en lui transmettant les bonnes nouvelles et les vœux des vingt-deux proscrits... et de lui dire que les vingt-deux proscrits... tous les hommes de bien partageaient ses maux » etc...

« D'après le contenu desdites lettres, concluait Fouquier Tinville, on ne peut douter que ladite femme Roland ne fût un des principaux agents et complices de la conspiration. L'accusateur public a dressé la présente accusation contre Marie-Jeanne Phlipon.... pour avoir, méchamment et à dessein, participé à la conspiration qui a existé contre l'unité et l'indi-

(1) « Une fois ou deux, à ma connaissance », rectifia le domestique Lecoq qui confirme ainsi les autres témoignages.

visibilité de la République, contre la sûreté du peuple français, en réunissant chez elle, en conciliabules, les principaux chefs de cette conspiration et entretenu avec eux des correspondances tendant à favoriser leurs projets liberticides.

Signé : René-François Dumas, Étienne Foucault, Antoine-Marie Maire, Claude-Emmanuel Dobsen, juges.

Au bas de chaque page, Mme Roland fut requise de mettre sa signature. Avec une émotion poignante, nous observons que les deux premières fois elle tremblait, mais que, bientôt, elle se reprit, retrouva sa fermeté habituelle.

L'ordre d'exécution portait une mention particulière. Les mots *très pressé*, soulignés, s'y lisent clairement avec une instruction exceptionnelle adressée au commandant général de la force armée parisienne, à la maison commune :

« Paris, 18 brumaire. Ledit jour, à l'instant, lui observant que c'est la femme de l'ex-ministre et que l'intérêt public exige que l'exécution ait lieu aujourd'hui. »

Riouffe la vit à sa sortie du Tribunal. C'est encore un témoignage inestimable. « Le jour où elle monta à l'interrogatoire, nous la vîmes passer avec son assurance ordinaire ; quand elle revint, ses yeux étaient humides ; on l'avait traitée avec une telle dureté, jusqu'à lui faire des questions outrageantes pour son honneur, qu'elle n'avait pu retenir ses larmes tout en exprimant son indignation. Un pédant mercenaire outrageait froidement cette femme célèbre pour son esprit et qui, à la barre de la Convention nationale, avait forcé par les grâces de son éloquence ses ennemis à se taire et à l'admirer. Elle resta huit jours à la Conciergerie et sa douceur l'avait déjà rendue chère à tout ce qu'il y avait de prisonniers, qui la pleurèrent sincèrement.

« Le jour où elle fut condamnée, elle s'était habillée en blanc et avec soin : ses longs cheveux noirs tombaient épars jusqu'à sa ceinture. Elle eût attendri les cœurs les plus féroces : mais ces monstres en avaient-ils? D'ailleurs elle n'y prétendait pas. Elle avait choisi cet habit comme symbole de la pureté de son âme. Après sa condamnation, elle repassa dans le guichet avec une vitesse qui tenait de la joie. Elle indiqua par un signe

démonstratif qu'elle était condamnée à mort... Mon cœur, qui devait être déchiré par tant de tenaillements dans cette sombre demeure, n'a pas connu de douleur plus amère que celle que me causa la mort de cette femme à jamais célèbre. Le souvenir de son assassinat s'unira dans mon âme à celui de mes infortunés amis pour l'envelopper jusqu'au tombeau d'un deuil inconsolable. »

Cette mort *très pressée* devait l'être en effet pour la justice de Robespierre, car on sait que les sentences étaient exécutoires le jour même. Si la condamnée courait ainsi que dit Riouffe, c'est sans doute qu'elle avait hâte de se retrouver dans sa cellule. Il lui fallait rassembler toutes ses forces pour en obtenir, contre le mouvement de la nature, cette contraction à laquelle elle se condamnait impérieusement depuis tant de mois et qu'on appelle le courage. Elle avait réglé tout ce qui concernait les siens et tout ce qui devait sauvegarder sa mémoire. Mentelle avait emporté les derniers cahiers, le petit portrait d'où elle avait tiré ses délices dernières (1). Elle lui avait remis enfin son propre portrait, celui de son mari, sa montre.

* * *

Combien d'heures s'écoulèrent? Que faut-il croire? L'ordre d'exécution qui porte trois heures et demie, le témoignage général qui répète cinq heures ou cinq heures et demie? A quatre heures, il fait presque nuit en novembre. On n'a pas parlé d'exécution aux flambeaux. Était-elle seule? Un prisonnier était-il sous la même clef? Un geôlier lui donna-t-il un instant de compassion, le secours d'une présence, d'une voix humaine? Pauvre femme, qu'elle avait froid, dans cette cellule, en robe de percale! Mme Grandchamp dit qu'elle prit son dernier repas avec le condamné qui devait mourir avec elle, qu'elle l'engagea à manger, qu'elle plaisanta vivement et familièrement avec lui. « Elle souffrit avec calme l'abord de l'exécuteur, ajoute Champagneux. Elle vit sans aucun murmure couper ses cheveux. Elle se laissa lier les mains. »

Parvenue à l'instant du supplice, elle éprouvait qu'il n'était rien lorsqu'elle s'était forcée à l'imaginer dans toutes ses circonstances, mais que maintenant il fallait mourir ! Elle

(1) Le portrait de Buzot. Une charmante petite peinture conservée aujourd'hui à la Bibliothèque de Versailles.

découvrait que, se croyant depuis si longtemps préparée, elle n'avait même pas compris encore le sens de ce mot *mort*, tant remué depuis qu'elle était en prison, pour se trouver prête à faire front quand le moment serait venu. Et maintenant, comment comprendre qu'avant la nuit tombée, elle serait morte, arrachée à toute sensibilité, précipitée dans l'infini, bientôt dissoute dans l'éternel.

Déiste, elle refusa certainement le prêtre qui, sans doute, vint s'offrir. Ce « Dieu juste », à qui elle avait dit avec tant de simplicité : « Reçois-moi », en écrivant la dernière ligne de ses *Mémoires*, elle n'avait besoin de personne entre lui et elle. Elle lui offrait sa conscience claire et ne craignait ni sa rencontre, ni son jugement.

Elle entendit le pas des hommes grossiers qui venaient la prendre, « le courage aussi vert que jamais ». Elle sortit de la noire Conciergerie. Dans la cour, la charrette attendait. Un homme y était déjà, mais lui, si tremblant et si défait, que tout le monde le prenait pour un vieillard. Il n'avait que trente-quatre ans, cependant, cet autre « ennemi du peuple ». C'était un certain Lamarche, ci-devant directeur de la fabrication des assignats, « prévenu d'avoir cherché à frauder et trahir les intérêts de la République, et d'avoir prévariqué dans ses fonctions en s'appropriant le denier de la République ».

A la vue de cet être lamentable, M^me^ Roland se retrouva. A peine montée, bien droite, accotée au bois pour rester ferme sur ses pieds dans la charrette qui s'ébranlait, elle s'empressa de parler à ce compagnon que le hasard donnait à sa dernière demi-heure et parvint à le faire sourire. Au milieu des vociférations, la charrette s'en alla, au pas, derrière les portepiques de la Commune. Du quai, elle prit le Pont-au-Change. M^me^ Grandchamp, tremblante, attendait depuis longtemps, au coin du Pont-Neuf, à la place convenue. Tout à coup des cris éclatèrent dans la foule : « C'est elle ! A la guillotine ! La voilà, la voilà ! » De l'autre côté de l'eau, la maison du quai de l'Horloge aussi était au rendez-vous. Au carreau du cabinet d'études, l'ombre de la petite Phlipon devait regarder passer la victime du jour.

« Elle était fraîche, calme, riante, dit Sophie Grandchamp; on voyait qu'elle cherchait par ses discours à donner quelque énergie au malheureux dont la pâleur, l'abattement, formaient

un contraste frappant avec le maintien assuré et l'éclat des couleurs de sa compagne. En approchant du pont, ses regards me cherchèrent ; j'y lus la satisfaction qu'elle éprouvait de me voir à ce dernier et ineffaçable rendez-vous. Arrivée en face de moi, un mouvement d'yeux accompagné d'un sourire, m'indiqua qu'elle était contente d'avoir obtenu ce qu'elle désirait ; je me soutins encore quelque moments, mais dès qu'elle fut à une distance qui ne me permettait plus de la voir, ni d'en être regardée... ma tête s'égara... Je ne sais comment je me retrouvai chez moi. »

Sous ce regard, sous ce sourire, une émotion éperdue ne fut-elle pas bien près d'amollir le courage de la condamnée ? Par chance, le malheureux Lamarche était là, qui réclamait sa part des forces de sa compagne. Il lui rendait le service de la détourner des lâches insultes, des cris de mort, des grimaces haineuses, des poings menaçants qui les suivaient, et, tout en lui parlant, elle s'acharnait à se tenir bien d'aplomb, malgré les cahots qui la faisaient vaciller rudement.

Elle passa devant la maison de Robespierre. La rue Saint-Honoré, — une rue longue, — se terminait tout auprès dans la rue Royale, ou plutôt la rue de la Révolution. Elle vit les piques des soldats de l'escorte s'incliner vers la gauche, tourner et, presque tout de suite, ce fut la place de la Révolution. A l'entrée avait été dressé l'échafaud de Louis XVI et, ce jour-là, toute la place, tout le ci-devant Cours-la-Reine, étaient pleins de troupes en armes.

La place de la Concorde ne se présentait pas alors dans la tenue classique où nous la connaissons. Du côté de l'Orangerie, c'était une espèce de chantier : les pierres de la Bastille y avaient été amenées et entassées, pour servir à la construction du pont de la Concorde. Les balustres que Gabriel avait imaginés pour rompre la monotonie de l'étendue, avaient un sens qui leur manque aujourd'hui : ils garantissaient le passant des fossés qu'ils entouraient d'ondulations régulièrement brisées. Sur les beaux socles, où le roi Louis-Philippe a mis des statues, le compositeur de la symphonie avait disposé des trophées magnifiques, dans le style des deux palais.

En 1793, la statue de Louis XV avait été remplacée provisoirement par les figures décoratives de David. Entre elles et les douves des Tuileries qui communiquaient avec la

place par un pont tournant, la guillotine était alors en permanence, gardée par des soldats. Elle avait attiré tout un peuple d'ambulants, habiles à tirer profit des passions populaires. Rapidement ils avaient discerné ce qui pouvait convenir à la foule acharnée, vociférante, plus ou moins dense, plus ou moins brutale qui, désormais, du matin au soir, allait et venait sur la place, s'écoulait en partie, se renouvelait sans cesse. Des charrettes à bras, des échelles, des tabourets de bois, des chaises de paille payées par les plus enragés de six à douze sols, occupaient les meilleures places, qui, pour « les grandes fournées », se gardaient toute la nuit; des marchands de limonade, des marchandes de gâteaux, des villageoises avec leurs étalages de fruits, des colporteurs avec leur pacotille, offraient divers agréments, et s'empressaient à soutenir les forces du « peuple abusé », durant l'été rigoureux dont il souffrit cette année-là. On chantait, on buvait, on gouaillait, on rugissait à l'apparition de la charrette, lorsqu'elle débouchait de la rue de la Révolution, au milieu des soldats de la Commune.

L'échafaud était haut monté, car le peuple devait voir comment la vigilance de ses maîtres traitait les ennemis que, dans l'ardeur du dévouement, ils lui découvraient sans cesse. En face était la Liberté de David, cette Liberté meurtrière qu'il aurait dû barbouiller de sang pour la faire ressemblante et telle qu'il la comprenait, pareille aux dieux quand ils ont soif.

Le temps était sombre et tout trempé d'eau. Le jour tombait. De leur beau corps de l'été, les arbres des deux jardins n'avaient gardé qu'un squelette noir et suintant. Les feuilles mortes roulaient sous la bise. M^me^ Roland leva des yeux, intrépides en apparence, vers cette lame inexorable qui guettait dans le brouillard de novembre.

* * *

Il n'y avait pas grand monde autour de la guillotine ce jour-là. Le second fils de Champagneux, Pierre-Léon, un garçon de quinze ans qui devait épouser Eudora Roland trois ans plus tard, s'était échappé pour voir « cette femme étonnante », dont son père et sa sœur Adèle parlaient avec tant de ferveur. Il devait plus tard raconter à sa petite-fille, M^me^ Marillier, qui nous les a transmis, ses souvenirs de ce jour-là :

« Dans la charrette, disait-il tout d'abord, elle était une aristocrate. »

Quand elle en descendit, les servants de l'horrible mécanique mirent la main sur elle, mais le jeune homme entendit une voix s'élever avec un calme incroyable : « Montez le premier, monsieur, disait-elle à Lamarche. La vue de mon sang vous ferait sentir deux fois la mort. Il ne faut pas que vous ayez la douleur de voir tomber ma tête. » Mais le bourreau protesta, en disant que ce n'était pas la coutume. Il n'osa plus rien dire cependant, quand elle le rassura d'un accent que le petit Champagneux ne devait jamais oublier :

« — Je saurai attendre », dit-elle.

Sans doute alors, pendant les instants qui lui restaient, sa pensée se porta vers les beaux jours de sa jeunesse, quand, un brillant matin d'été, les *Odes* de J.-B. Rousseau à la main, elle descendait la Seine pour aller à Meudon, protégée par la présence de ses parents. Le soleil éclairait radieusement le monde en ce temps-là. Dieu juste ! Il n'y avait pas si longtemps des vendanges au Clos. Hélas ! même les jours d'hiver avaient aussi leur charme. De Villefranche, en ce même mois de novembre, quelques années auparavant, n'avait-elle pas écrit : « Aussi, du coin de mon feu, mais à onze heures du matin, après une nuit paisible et les soins divers de la matinée, mon ami à son bureau, ma petite à tricoter, et moi causant avec l'un, veillant l'ouvrage de l'autre, savourant le bonheur d'être bien chaudement au sein de ma petite et chère famille, écrivant à un ami tandis que la neige tombe sur tant de malheureux accablés de misères et de chagrins, je m'attendris sur leur sort, je me replie doucement sur le mien. »

Son sort, en voilà donc la fin, la conclusion affreuse. L'injustice en fait la beauté philosophique. C'est donc ici que devait la mener cet aiguillon fatal qui l'avait poussée tout le long de sa vie. A sa vocation elle s'était dévouée passionnément, mais elle a fini par le reconnaître, — et chez elle, c'est presque un renoncement : « Nous [les femmes] sommes plus utiles à la société par nos vertus que par nos connaissances ». Qu'il fait froid ! Elle frissonne sous la « toilette de mort » qui « symbolise la pureté de son âme ». Que n'a-t-on jeté sur elle le manteau rouge des parricides où Mlle de Corday d'Armont parut si belle à Camille et à Danton, quand ils étaient allés, eux aussi, au coin du

Pont-Neuf, la voir passer dans la charrette, au mois de juillet dernier.

Un sursaut profond vient briser son courage. Tout plutôt que la mort. Hier encore, elle croyait préférer le supplice à l'ensevelissement dans la province. Maintenant elle a peur. Elle a peur pour elle et pour « sa pauvre petite ». Elle a peur pour Buzot. Elle regrette la lumière du jour, même de ce jour désolé. *Une vie misérable vaut mieux qu'une belle mort.*

Mais le visage de son amour surgit; elle se rappelle : un jour elle a dit à Buzot que, pour pouvoir donner à lui seul son dernier soupir, elle sacrifierait bien sa propre vie à Roland. C'est avec son amour qu'elle va mourir. La mort la délivre et la libère. Cette fois, c'est lui qui vient « demeurer » avec elle. Il ne la quittera plus. Cette heure est venue enfin. La mort lui donne cette femme que la vie lui a refusée. C'est sans doute pourquoi on a pu dire qu'elle monta triomphalement à l'échafaud.

Arrivée sur la plate-forme, nous inclinons à croire qu'elle regarda le peuple avec pitié, plutôt qu'avec dédain, puisqu'elle donna encore une pensée à la Liberté pour qui elle avait passionnément vécu, pour qui elle allait mourir. Tournée vers la statue impassible qui était devant elle, et qui, déjà, avait été témoin de tant de sacrifices humains, elle la regarda, sans reproche, car elle n'avait rien perdu de son amour pour elle, mais gémissait seulement de laisser une si noble amie entre des mains infâmes. De son grand accent justicier, parlant cette fois à « l'impartiale postérité » comme elle se l'était promis en prison, elle lui dit gravement :

« O Liberté, que de crimes ils commettent en ton nom ! »

Puis les bourreaux précipitèrent ce grand corps dont les mains liées ne purent rabattre avec pudeur les plis de la robe blanche. Une suprême pensée, fixement, alla là-bas, vers l'Ouest, chercher l'image d'un proscrit et fut coupée par la chute de l'acier suspendu.

Madeleine Clemenceau Jacquemaire.

L'EXPOSITION D'ART SUÉDOIS

Afin d'associer la Revue *à la manifestation d'amitié entre les deux nations, que représente l'*Exposition d'art suédois, *c'est à un écrivain de là-bas, membre de l'Académie suédoise, que nous avons demandé de guider nos lecteurs parmi les œuvres de ses compatriotes. Romancier, essayiste, auteur dramatique, poète, M. Tor Hedberg était particulièrement désigné, par ses beaux travaux de critique et d'histoire, pour nous donner un tableau d'ensemble de l'Art en Suède et en dégager les tendances et les caractères essentiels.*

L'Exposition d'art suédois qui vient de s'ouvrir à Paris est la plus représentative que la Suède ait jamais organisée au delà de ses frontières. Il semble même qu'elle soit la plus importante de toutes les expositions étrangères qui se sont succédé à Paris durant ces dernières années : elle occupe, en effet, deux emplacements de choix, le pavillon de Marsan et la salle du Jeu de paume, que les autorités françaises ont mis à notre disposition avec la plus exquise obligeance.

A vrai dire, ce n'est pas la première fois que l'art suédois est présenté au public parisien. Depuis le milieu du XIX^e^ siècle, les artistes suédois, établis à Paris, ont exposé régulièrement aux Salons annuels, et la Suède a toujours envoyé aux grandes expositions internationales les meilleurs spécimens de son art contemporain. Mais l'exposition actuelle poursuit un but plus haut et plus vaste. Elle vise non seulement à faire connaître l'art suédois de nos jours, mais aussi à en montrer les origines

et les antécédents, à constituer un résumé de l'art suédois à travers les siècles. C'est bien là le plus grand effort que nous ayons fait en ce domaine, effort auquel tous ont participé : notre maison royale, en la personne du prince Eugène, l'actif président et l'animateur du Comité de l'exposition; notre gouvernement; notre légation à Paris; les musées nationaux et municipaux, les principales galeries et collections privées, tous ceux, enfin, qui possédaient quelque œuvre importante. Aussi la terre de Suède est-elle maintenant bien pauvre en œuvres d'art; nous avons remis avec confiance nos richesses entre vos mains; à vous de les étudier, de les scruter, de les juger.

C'est bien en vos mains, plutôt qu'en toutes autres, qu'il convenait de les remettre, car si nous pouvons parler de « nos richesses », c'est, pour une large part, à vous qu'en revient le mérite. Nous reconnaissons avec franchise, avec gratitude, tout ce que l'art suédois doit à l'art français : éducation, renouvellement, inspiration. Tout notre art du XVIII^e^ siècle n'est-il pas l'enfant adoptif de l'art français? De cet art nous vinrent ensuite, de génération en génération, de nouvelles impulsions, et même, après nous être émancipés, après avoir cherché notre voie selon nos tendances nationales, nous avons conservé comme un précieux héritage quelque chose du coloris français.

Trouverez-vous que l'enfant adoptif vous a fait honneur? Prêterez-vous l'oreille à ce qu'il vous dira : la vie et le tempérament suédois, la nature nordique, les couleurs lourdes et intenses sous un soleil plus pâle, le blanc hivernal, les tendres verdures printanières, la lumière de rêve qui éclaire les nuits d'été? Ferez-vous bon accueil à ce qu'il y a en nous de sauvagerie primitive, de mélancolie, de rêverie romantiquement exaltée? Ce sont là des questions auxquelles répondra l'exposition.

LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES

Dès les premiers siècles du moyen âge, c'est de Chartres et de Reims que sont venues quelques-unes de nos plus magistrales madones de bois sculpté. On a conservé le nom d'un artiste français, Étienne de Bonneuil, appelé en 1289 à Upsal, où l'on construisait alors la cathédrale; il y fonda un atelier d'où sortirent diverses œuvres exquises : une madone et un

Saint Olaf. Notre sculpture sur pierre manifeste plus d'originalité, surtout dans ces fonts baptismaux sculptés par les tailleurs de pierre indigènes, dont l'île de Gotland est particulièrement riche; l'exposition en présente un magnifique exemplaire, provenant de la province d'Ostrogothie. Il faut enfin signaler le travail du fer, empreint d'un caractère vraiment suédois.

Durant la seconde période du moyen âge, les événements politiques déterminèrent une orientation artistique vers l'Allemagne du Nord. Un artiste de Lübeck, fixé à Stockholm, exécuta l'un des plus purs chefs-d'œuvre du gothique tardif : le groupe de Saint-Göran, qui se trouve aujourd'hui dans l'église de Nicolaï. D'autres sculptures sur bois, conservées en Suède, doivent aussi être rattachées à l'œuvre du maître : ainsi la statue de Brigitte, de Borg, qui figure à l'exposition.

Cette orientation vers l'Allemagne subsiste encore aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, mais l'influence hollandaise se fait aussi fortement sentir. Il n'y a pas de peinture suédoise. On fait venir des artistes d'Allemagne et des Pays-Bas pour exécuter le portrait des membres de la maison royale, des grands dignitaires, des hommes d'État. David Klœcker Ehrenstrahl, surnommé « le père de la peinture suédoise », est un Hambourgeois qui, vers le milieu du XVII^e^ siècle, vint s'installer en Suède, pour y peindre, pendant plusieurs dizaines d'années, des tableaux monumentaux et des portraits dans le style baroque franco-italien. La grande toile aux oiseaux, exposée à Paris, montre quelle puissance de sain réalisme se dissimulait sous le vernis déclamatoire de l'attitude.

Cette veine germanique se poursuit durant les XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, avec des portraïtistes tels que David von Krafft et Olaf Arénius. Cependant, dans le courant du XVIII^e^ siècle, l'influence française grandit de jour en jour, pénètre notre art, notre goût, nos mœurs, et règne enfin pendant de nombreux lustres d'une façon presque exclusive, si l'on excepte quelques touches occasionnelles d'influence anglaise. Cette orientation vers la France avait à la fois des causes politiques et des raisons d'ordre pratique. La construction du palais royal de Stockholm, à laquelle collaborèrent toute une armée de décorateurs, de peintres et de sculpteurs français, appelés par l'architecte C. G. Tessin, marqua l'apogée de cette tendance.

C'est à Tessin, à sa magnifique activité de collectionneur, que l'art français du XVIII^e^ siècle doit de figurer si brillamment à notre Musée national. C'est également sur son initiative que fut fondée, au milieu du siècle, l'Académie suédoise des Beaux-Arts, dont un Français, le distingué décorateur de style rococo, Taraval, a été le premier président.

Cet art, tout pénétré d'influence française, est représenté en Suède par un groupe de portraitistes de valeur, dont les œuvres, par leur âpreté et la densité de leur coloris, témoignent cependant, de ci de là, de qualités spécifiquement nationales : Georges Desmaries, Per Krafft l'ancien, Lorenz Pasch le jeune, etc. Dans la peinture des milieux bourgeois se distingua le consciencieux Hillestrœm qui, formé à l'école de Chardin, n'en resta pas moins, à bien des égards, typiquement suédois.

Ce fut pourtant sur la terre française, à Paris même, que notre art du XVIII^e^ remporta son plus éclatant succès, le disputant avec bonheur à ses propres maîtres. Plusieurs, parmi nos plus grands artistes, se fixaient à Paris ; leurs études terminées, ils y demeurèrent de longues années, parfois toute leur vie, y conquirent honneur et réputation. Il me suffit de nommer Lafrensen, Roslin, Hall, Wertmüller, Lundberg, noms bien connus de la critique d'art et du public français. Tous sont largement et dignement représentés à l'exposition.

Un nom, le plus grand de cette époque, risque cependant d'être mal connu en France. Si l'exposition répare cette injustice, elle aura déjà rempli une mission utile. C'est le nom de Carl Gustaf Pilo. Né en Suède de parents suédois, il vécut trente ans à Copenhague, où il devint peintre de la Cour et président de l'Académie des Beaux-Arts. De retour en Suède, il y composa dans sa vieillesse son œuvre maîtresse, une toile remarquable restée inachevée, le *Couronnement de Gustave III* dans la cathédrale de Stockholm, un des chefs-d'œuvre de l'art suédois. Malheureusement, les risques attachés au transport de l'immense toile n'ont pas permis de l'envoyer à l'exposition, dont cette œuvre eût été la pièce capitale. Du moins, toute une série de portraits témoigneront de la richesse d'imagination et de la frappante originalité que Pilo déploya comme coloriste et comme peintre de personnages, lui qui sut unir au coloris français le clair-obscur de Rembrandt.

Le grand sculpteur suédois du XVIII^e^ siècle, Johan Tobias

Sergel, n'a pu, pour des raisons d'ordre pratique, être représenté aussi largement qu'il aurait été à souhaiter. Cependant des plâtres et une copie en bronze du *Réveil du Faune*, œuvre maîtresse de sa jeunesse, donnent quelque idée de son naturalisme nourri de classicisme, tandis que diverses caricatures révèlent le tempérament exubérant et la facture large d'un parent et d'un prédécesseur de votre Daumier.

Une poussée d'influence anglaise, nous l'avons déjà indiqué, se fit également sentir vers la fin de cette époque. L'art du portrait, romantique et théâtral, à la manière de Reynold et de Gainsborough, a pour interprète de talent von Breda le Jeune, qui devint par la suite un coloriste original. Elias Martin étudia aussi à l'école anglaise avant de trouver son domaine propre dans l'art du paysage rural ou urbain.

Avec la Révolution prit fin cette période française ; période, à vrai dire, contraire au développement de tout art d'inspiration nationale, mais période qui nous permit d'atteindre ce degré de raffinement et cette perfection technique, où la Suède a trouvé les véritables bases de son développement artistique ultérieur, et dont le bienfait exerça son influence sur l'art pur comme sur l'art appliqué

LE XIX^e^ SIÈCLE

La première moitié du XIX^e^ siècle fut une époque de pauvreté et de médiocrité, où nous restâmes presque entièrement à l'écart des puissants courants qui fertilisaient l'art européen. Les cimaises de l'exposition en témoignent. A citer seulement quelques paysagistes : Fahlcrantz, qui puise son inspiration chez les Hollandais et chez Claude Lorrain ; Marcus Larsson, puissant génie dont la carrière aventureuse est un des phénomènes les plus singuliers que présente l'art suédois. Aux dernières années du XVIII^e^ siècle se rattache le magistral portrait de Desprez, œuvre de jeunesse de Per Krafft le jeune, dont le talent ne devait jamais plus s'élever à une pareille hauteur. L'opiniâtre production de cet artiste, consciencieuse bien qu'inégale, le désigne comme le seul représentant suédois de l'idéal davidien.

Vers le milieu du siècle, les relations artistiques avec l'Europe reprennent, et reprennent cette fois de toutes parts et en

tout sens, suscitant une activité intense, bigarrée, où il est impossible de retrouver l'empreinte d'un style unique. De nouveaux courants affluent de France, de Dusseldorf, de Munich, de Belgique, de Rome, ou, pour mieux dire, ce sont les artistes suédois qui vont dans ces centres chercher leur idéal et former leur technique. La place nous manque pour une étude approfondie de cette crise des styles : nous nous bornerons donc à énumérer les personnalités artistiques les plus marquantes.

Voici Johan Frederik Hœckert, le seul artiste suédois qui ait profondément subi l'influence de Delacroix, et dont la couleur romantique et la composition quelque peu théâtrale ressortent de façon très personnelle de cet *Incendie du Palais royal*, si largement brossé. Voici George von Rosen, le grand « old man » des dernières années du XIX^e^ siècle, qui, dans sa jeunesse, s'inspira de l'art historique du belge Leys, mais qui unit au scrupule d'exactitude de ce dernier une profondeur psychologique dont témoignent sa toile principale, *Erik XIV et Karin Mansdotter*, un des chefs-d'œuvre de notre peinture, et ses nombreux portraits, documents historiques et humains d'une rare valeur. Voici August Jernberg, le représentant le plus éminent de l'école de Dusseldorf, dont les natures mortes sont d'un coloriste de premier ordre. Voici G. W. Palm, le peintre amoureux et aimable de la nature italienne. Voici les paysagistes Wahlberg, Rydberg, Nordstedt, Lindman, Skanberg, et d'autres encore, disciples de l'école de Fontainebleau et des premiers impressionnistes. Voici, enfin, le génial Carl Hill, dont l'art, en bordure de l'impressionnisme, forme la transition avec l'époque suivante, celle qui se trouve représentée dans les salles du Jeu de Paume.

NOTRE ART NATIONAL : LA NATURE SUÉDOISE

Pour comprendre et pour apprécier l'école paysagiste nationale qui florit en Suède durant les vingt dernières années du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^, sans doute est-il nécessaire d'avoir un aperçu de la nature suédoise dont cet art fut l'interprète à la fois réaliste et romantique. Sans doute, à des yeux familiers avec la nature de l'Europe moyenne et du Midi, cet art paraîtra-t-il étrange, voire peut-être rebutant, et s'il par-

vient pourtant à captiver, c'est par l'attrait de la surprise et de la nouveauté.

Nous n'y retrouvons pas l'atmosphère lumineuse de la France, qui baigne tout le paysage d'une même tonalité où disparaissent les contrastes violents, où l'impressionnisme est en puissance, pressenti par beaucoup avant d'être enfin découvert et de triompher des éclairages d'atelier et du « bitume ». L'air septentrional de la Suède est limpide et translucide, les couleurs s'y heurtent en dures et puissantes oppositions. Partout apparaît au jour la roche primitive dont les tons métalliques font ressortir les obscures et profondes verdures de l'été. Les sombres bois de sapins s'ouvrent sur des clairières et des sous-bois d'arbres feuillus, où le soleil se concentre en une lumière aveuglante. Un *hage*, un bocage suédois, est une chose ignorée du Midi : représentez-vous un terrain coupé où gisent depuis l'âge glaciaire des pierres éparses dans l'herbe courte, constamment broutée par le bétail, où foisonnent les fleurs multicolores, entre les fûts blancs des bouleaux. Le crépuscule dure des heures, s'enflamme en une mélancolique splendeur, et s'éteint en tons de sang, de cuivre, de bronze rouillé, jusqu'à sombrer dans l'obscurité scintillante d'étoiles de l'automne ou dans le doux et frais clair-obscur du printemps et de l'été. Parfois l'aurore change le ciel en une coupe d'or ; il est des nuits bleues comme le saphir ; la neige hivernale est tantôt molle comme le duvet, tantôt dure et crissante comme le cristal ; les nuages au-dessus des plaines jouent d'étranges et pathétiques drames de sérénité ou de tempête, et les cieux d'aurore boréale suspendent leur splendeur au-dessus de l'horizon de Stockholm.

C'est vers cette nature que retournèrent un groupe de peintres qui venaient de s'assimiler à Paris les principes de l'école du plein air, mais non pas encore ceux de l'impressionnisme. Ils avaient peint la nature française en teintes fines et délicates, douces et fondues, avec des lumières atténuées, avec des ombres transparentes, et c'est dans le même style qu'au lendemain de leur retour ils peignirent aussi la nature suédoise. Mais c'était une génération de rebelles. Ils s'étaient révoltés au temps de leur jeunesse contre les enseignements académiques et contre la peinture conventionnelle ; et voici que maintenant ils se révoltaient contre les conventions impo-

sées par leur formation française, conventions qui n'étaient pas en accord avec la nature qu'ils avaient sous les yeux et que, de retour au pays, ils redécouvraient ; c'est ainsi qu'ils créèrent notre première peinture nationale, au sens le plus profond du mot, une peinture qui, à travers les apparences changeantes de la vie suédoise, saisissait et exprimait l'âme même de la patrie.

Eux-mêmes s'appelaient des réalistes pur sang, et on les considérait aussi comme tels. C'est plus tard seulement que l'on comprit tout ce qu'il y avait de romantisme mêlé à ce naturalisme. Romantisme du sentiment, de l'atmosphère, de la couleur; romantisme tragique ou lyrique, et volontiers pathétique. Ce n'est pas la nature de chaque jour qu'ils peignent. Il se mêle volontiers quelque impression de fête et de solennité à leur art. Et comme le matin et le soir sont les solennités de la nature, ils célèbrent de préférence le matin et le soir, et les nuits claires, plutôt que les clairs midis.

Un autre trait caractéristique de l'œuvre de ces paysagistes est d'être régionaliste. Les provinces de Suède sont à l'origine de petits royaumes, bornés de frontières naturelles, caractérisés par un type particulier de paysage, toujours le même. Divers types tranchés de paysage se succèdent ainsi depuis la Scanie au sud, jusqu'à la Laponie au nord. Les artistes dont nous parlons étaient fils de diverses provinces, et puisqu'aussi bien il s'agissait maintenant de peindre la nature suédoise, celle-ci se confondit pour chacun d'eux avec la nature du pays de son enfance, celle qu'il connaissait le plus intimement.

C'est ainsi que Karl Nordstrœm devint le peintre de la côte ouest; un pays de mer et de falaises, de chaînons montagneux vers l'intérieur des terres, où chaque ligne du terrain exprime la force, la fermeté, le défi obstiné qui était aussi au fond de son propre caractère. C'est d'Œland que Nils Kreuger tire avec prédilection ses motifs; la verdure y a comme un reflet blanchâtre sur le sol crayeux, les troupeaux de jeunes chevaux et le bétail qui s'y repose majestueux donnent à la vaste plaine un caractère paisible et bucolique. Dans ses soleils couchants sur l'étendue stérile des forêts du Smaland, Herman Norrman a traduit sa propre mélancolie en coloris lourds et assourdis, et dans ses interprétations des fantastiques paysages montagneux de Laponie, Leander Engstrœm, qui appartient à une

génération un peu plus jeune, a exprimé le tempérament de Viking d'un fils du Norrland.

Stockholm aussi a trouvé parmi les artistes suédois des adorateurs et des peintres nombreux : la ville, en ses fortunes diverses, sous ses apparences changeantes, leur fut une source inépuisable de thèmes, comme Paris pour les Français. Les peintres de Stockholm les plus remarquables, durant cette période, furent Eugène Jansson et le Prince Eugène. Le premier, en des toiles romantiques et chargées d'atmosphère, peignit les quartiers excentriques, solitaires et encore mal dégagés de la campagne, les quais et les bassins du lac Mælar sous la lumière bleue des nuits d'été, ou dans l'emprise des glaces d'hiver. Le second, avec une poésie plus douce et plus haute, célébra le Strœm, le fleuve qui coule devant son palais de Valdemarsudde à Djurgarden, ses bateaux, ses fumées, ou la végétation luxuriante du parc environnant.

QUELQUES GRANDS NOMS

Quelques artistes de premier ordre se placent un peu à l'écart.

Anders Zorn, l'un des plus grands parmi les peintres qui ont illustré l'art suédois, est déjà bien connu à Paris, où il résida durant les vingt dernières années du XIX^e^ siècle ; comme Roslin l'avait su faire pour l'art de son temps, il s'appropria avec maîtrise les qualités les plus subtiles de la technique française, mais il sut en user pour exprimer son propre tempérament robuste et sensuel. Durant la seconde moitié de sa vie, ce tempérament devait s'exprimer avec plus de force et de vérité encore, dans ses interprétations de son pays natal, des sites et des gens de Dalécarlie.

Bruno Liljefors est inégalable par sa compréhension de la faune de l'archipel et du continent, hôtes des bois, des plaines et des mers. Il en a décrit les caractères, l'habitat, la lutte pour l'existence.

Richard Bergh, précurseur du romantisme suédois, est, avec Zorn et Oscar Bjœrk, un des premiers portraitistes de cette période. Plus psychologue que les deux autres, il lui manque l'aisance et la finesse du premier, et cette joie de peindre, saine et robuste, qui éclate dans les œuvres de jeunesse du second.

Carl Wilhelmson est, avec Nordstrœm, le peintre de la côte

ouest; mais c'est la population, non la nature, qu'il s'attache à décrire. Ses chaumières, ses types locaux rudes et honnêtes appartiennent à la veine la plus authentique de l'art suédois.

Ernst Josephson, enfin, le plus grand artiste de cette époque, est aussi le plus largement représenté à l'Exposition du Jeu de Paume où il occupe une place d'honneur. Son art, jadis considéré comme révolutionnaire et incompris, même à Paris, où ses toiles furent coup sur coup refusées au Salon, est maintenant classique. L'élément classique et l'élément révolutionnaire sont, à vrai dire, étroitement unis dans son œuvre. Nourri de l'étude approfondie des vieux maîtres, son métier, au début de sa carrière, trahit cette érudition de musées. Mais que sa personnalité se fasse jour, il apparaît créateur, et bien en avance sur son temps. Ses portraits ont une autorité, une grandeur, une intensité de sentiment, qu'on ne trouve que chez les plus grands peintres de figures. Ses compositions peuvent atteindre à la puissance d'émotion qui caractérise *Un scandale de société*, et à la profondeur symbolique, si étrange et poignante, du *Génie du torrent*. Durant les dernières années de sa vie, atteint d'une maladie mentale, il exécuta ces dessins dont la beauté éclate à travers les déformations fantastiques, qui font de lui un précurseur de l'expressionnisme suédois.

Le sculpteur le plus marquant de cette période est Christian Eriksson : les vieilles qualités, la sûreté de métier, de l'artisan suédois, revêtent chez lui une haute valeur artistique. Tout ce qu'il créa en bronze, en marbre, en bois, en pierre, porte le cachet du fini, de la perfection, et d'une tranquille originalité exempte d'ostentation.

L'orientation nationale qui caractérise cet art devait, sur la fin du siècle et au début du siècle suivant, le céder à des influences venues de l'étranger. Presque toutes les expériences esthétiques qui se succédèrent rapidement en Europe, presque toutes les tendances de style qui s'y firent jour, eurent dès lors leur répercussion sur notre art et y laissèrent leur trace. Sans entrer dans le détail, nous nous contenterons ici de citer quelques artistes qui exprimèrent de façon personnelle les tendances de leur temps.

Dès 1890, l'étude du Greco, que l'on commençait seulement à découvrir, avait amené un artiste qui devait mourir trop jeune, Sager-Nelson, à une conception de la couleur,

à une qualité de l'émotion, à la fois profondément personnelles et annonciatrices de l'expressionnisme futur. Les têtes d'artistes, portraits de ses camarades de Paris, qu'il peignit, expriment sa propre nostalgie mélancolique et comme musicale; ce sont des œuvres uniques dans l'histoire de l'art suédois, et qui témoignent d'un curieux génie, qui n'eut pas le temps d'atteindre sa maturité.

Ivar Arosenius, qui devait lui survivre d'une dizaine d'années, était son contemporain. Sa fantaisie faite d'humour, d'enfantillage badin, de burlesque, traduit des tendances profondes du tempérament suédois. Citons encore, parmi cette génération, le séduisant coloriste Karl Isakson, John Sten, mort trop jeune, lui aussi, dont les grandes compositions décoratives débordent d'une orgie de couleurs exotiques, le sculpteur Karl Eldh, dont l'œuvre aux cent aspects témoigne de recherches multiples, le délicat aquarelliste von Hennings. Enfin deux figures de premier plan de l'art suédois, dont la réputation passa les frontières du pays : le dessinateur et caricaturiste Albert Engstrœm, qui ne se borna pas à exprimer magistralement le tempérament suédois, mais le marqua de son empreinte, le sculpteur Karl Milles dont l'imagination débordante, hardie et faite pour subjuguer, résolut tous les problèmes de l'art monumental et dont l'œuvre présente une richesse, une étendue, une ampleur inconnues avant lui en notre pays.

Nous arrivons maintenant à l'art actuel et contemporain, et nous posons la plume. L'histoire n'en est pas encore close, les résultats ne peuvent pas encore en être appréciés sans partialité. Qu'il dise lui-même au public parisien ce qu'il est avide d'exprimer, qu'il s'explique, au hasard du moment, avec défi, avec hésitation ou avec passion. Peut-être le public français reconnaîtra-t-il, dans l'art de notre présent comme dans l'art de notre passé, ces deux forces tour à tour ennemies et réconciliées, dont la perpétuelle alternance, sous l'immuable parure des couleurs, fait la force, la beauté et l'éternelle jeunesse de l'art français : réalisme et romantisme, amour de la réalité et imagination.

TOR HEDBERG.

(Traduction de Mlle M. L. Sjœstedt.)

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA TÉLÉVISION

Un philosophe matérialiste pourrait ainsi caractériser l'homme : un être qui voit son semblable à quelques kilomètres, l'entend à quelques centaines de mètres, le touche à quelques centimètres. Ces coefficients de rayon d'action sont honorables. Ils nous classent et constituent à proprement parler l'échelle humaine. Les inventions modernes qui réussissent, ont pour but de briser les cadres qui nous enserrent et nous définissent, et, parallèlement à notre imagination, de nous faire faire des bonds prodigieux dans l'espace et dans le temps. La radiophonie nous permet déjà de converser instantanément avec un point quelconque du globe, et d'entendre de chez nous une conférence ou un sermon sans nous déranger. La télévision va nous permettre désormais de voir l'orateur lui-même tout en l'entendant. A l'émotion que nous ressentons déjà de reconnaître le timbre d'une voix amie va s'ajouter la joie de revoir des traits qui nous sont chers, animés de la mobilité et de l'éclat de la vie. A un stade moins avancé, la télévision donnera le moyen de recevoir la copie presque instantanée d'un dessin, d'une photographie, d'un croquis, d'un manuscrit et d'une façon générale d'une image inanimée. Dans ce cas on lui réserve le nom de téléphotographie, de téléautographie ou de télédessin. Mais, comme nous le verrons, les procédés utilisés dans les deux cas sont assez peu différents, tous les appareils de télévision pouvant au surplus faire du télédessin.

Le grand principe commun est de partager le sujet à trans-

mettre en petits éléments jointifs, et de transmettre successivement tous ces éléments. Par exemple, un dessin sera partagé par un quadrillage en un certain nombre de cases, blanches, noires ou grises, à la manière d'un damier. A la réception, l'image sera reconstituée de la même façon, et, à chaque élément de l'objet à l'émission devra correspondre un élément de l'image à la réception, ayant la même position relative. Le problème consiste alors à transmettre les éclairements de chacun de ces éléments.

Si cette transmission est relativement lente, par exemple si elle dure une minute ou même une seconde, à la réception on verra apparaître successivement tous les points de l'objet ; et, si nous remplaçons l'œil par une plaque photographique, elle sera impressionnée par l'image.

Mais si la transmission est rapide, si elle dure, par exemple, au total un dixième de seconde, l'œil, par suite de la persistance des impressions des images rétiniennes, verra en totalité, et pour ainsi dire instantanément, le dessin dans son ensemble. Et si on répète la transmission de l'image de façon ininterrompue, l'œil la verra en mouvement comme au cinéma. Nous aurons alors la télévision proprement dite.

D'autre part, plus le nombre de points sera grand, plus l'image sera fine. L'expérience semble montrer que, pour avoir une image acceptable, il faut que les dimensions linéaires de l'élément soient au moins cent fois plus petites que celles de l'image, c'est-à-dire que la surface de l'élément soit au moins 10000 fois plus petite que la surface de l'image. Par exemple, une image de 1 décimètre de côté devra être décomposée en 10000 éléments de 1 millimètre carré.

Si tous ces 10000 éléments sont prospectés en 1/10e de seconde, cela fera 100000 signaux en une seconde ; mais, pour ne pas avoir de papillotements désagréables, il faut, en réalité, aller beaucoup plus vite ; au cinéma, on fait passer 40 à 50 vues à la seconde. Cela nous conduit donc à transmettre 500000 signaux à la seconde. Tous les procédés de transmission purement mécanique, auxquels on pourrait songer tout d'abord, sont donc prohibés ; on est obligé de passer par l'intermédiaire électrique et les fréquences élevées de la transmission imposent la télégraphie sans fil avec des ondes inférieures à 300 m., pratiquement de 100 mètres. Ces procédés de transmission sont

aujourd'hui du domaine courant, mais deux problèmes nouveaux se posent alors :

1° A l'émission, la traduction d'une intensité lumineuse en courant électrique;

2° A la réception, la traduction d'un courant électrique en intensité lumineuse.

Pour résoudre ces deux problèmes, quels sont les moyens dont disposent les physiciens?

Le plus anciennement connu est la pile thermo-électrique formée par la soudure de deux métaux différents; par exemple platine et platine iridié. Un faisceau lumineux tombe-t-il sur la soudure? Le circuit électrique dont elle fait partie est aussitôt parcouru par un courant. La soudure thermo-électrique présente cependant deux inconvénients. D'abord, elle est relativement peu sensible. Ensuite, elle présente des phénomènes d'inertie, c'est-à-dire que la réponse électrique ne suit pas immédiatement l'excitation optique : le métal prend un certain temps pour se mettre en équilibre thermique et il faut attendre que cet équilibre soit obtenu. Le nombre de signaux à envoyer dans un temps donné sera donc très limité.

Un second procédé consiste à utiliser la propriété du sélénium de devenir conducteur de l'électricité quand il est éclairé. Une pastille de sélénium est alors placée dans le circuit d'une pile dont le courant débité variera en fonction de l'éclairement.

Au lieu du sélénium, on peut employer du tellure ou du bismuth, ou des combinaisons de ces corps entre eux et avec un peu de soufre. La « réponse » des cellules du type sélénium est pratiquement instantanée, mais elle n'est malheureusement pas toujours la même à identité d'excitation : la cellule vieillit; avec le temps elle devient moins sensible. Un éclairement violent et prolongé peut également la fatiguer. Néanmoins, sa fabrication est relativement simple ; son emploi est aisé et nous verrons qu'elle est utilisée dans bien des montages. Toutefois, de nombreux physiciens lui préfèrent actuellement la cellule photo-électrique, pour sa fidélité, l'instantanéité de ses indications et la proportionnalité de celles-ci avec l'intensité lumineuse excitatrice.

La cellule photo-électrique est de fabrication toute récente. Son fonctionnement repose sur un phénomène photo-élec-

trique : certains corps, éclairés, libèrent des électrons. Par exemple, dans une ampoule en verre ressemblant à celles de nos lampes électriques courantes, déposons une couche de potassium et disposons à l'intérieur de l'ampoule et devant le potassium une grille métallique portée à un haut potentiel : le potassium éclairé perdra des électrons qui seront absorbés par la grille. Si la grille et le potassium sont alors réunis extérieurement par un fil conducteur, celui-ci sera le siège d'un courant. Ainsi la cellule photo-électrique devient en quelque sorte l'œil du physicien, mais un œil qui apprécie quantitativement la lumière qu'il reçoit : le courant débité est une fonction très simple de l'éclairement et permet même de le mesurer.

Les premières cellules avaient été fabriquées en France à l'observatoire de l'Université de Strasbourg pour être placées derrière l'oculaire d'un télescope : le passage d'une étoile provoquait immédiatement un courant électrique dans le circuit de la cellule; la valeur du courant permettait de mesurer l'éclat de l'astre.

Nous voici donc armés pour traduire des éclairements en courant électrique, et ces courants, nous savons les transporter au loin. Nous utiliserons pour cela la technique classique de la télégraphie avec fil ou de la télégraphie sans fil. Dans le premier cas, le courant convenablement amplifié sera envoyé dans la ligne. Dans le second cas, le courant servira à rythmer une émission de haute fréquence. De toutes façons, nous aurons au poste récepteur des courants variables, plus ou moins intenses, qui constitueront ce que l'on pourrait appeler l'image électrique des éléments lumineux de l'émission. Ces courants, il s'agit maintenant de les traduire en lumière.

L'idée la plus simple, et qui est tout d'abord venue aux inventeurs, consiste à envoyer le courant dans des appareils de mesure, du type du galvanomètre à miroir, c'est-à-dire des appareils où la présence du courant entraîne la rotation d'un petit miroir. D'autre part, on dirige sur le miroir l'étroit faisceau d'une source lumineuse auxiliaire, et ce faisceau, après réflexion, vient tomber tout à côté d'une petite fente pratiquée dans un écran. On aperçoit le mécanisme. Le passage du courant fait tourner le miroir, le miroir fait dévier légèrement le faisceau qui passe alors par la petite fenêtre, et peut venir

impressionner au delà soit l'œil d'un observateur, soit une plaque photographique.

Une solution mécanique de ce genre ne présente évidemment aucune difficulté spéciale. Mais elle a le grand inconvénient de ne pas pouvoir être très rapide. Le miroir présente en effet une certaine inertie et la vitesse de ses déplacements est limitée. Par exemple, il est pratiquement impossible de faire faire au miroir plus de deux mille oscillations à la seconde, ce qui correspond à l'envoi de deux mille signaux. Or, nous avons vu qu'il peut être utile d'envoyer un nombre beaucoup plus grand de signaux à la seconde, par exemple cent mille ou même un million. Il faut alors employer des organes de transmission sans inertie.

Fort heureusement, sur ce point encore, le technicien n'est pas désarmé. Il peut utiliser pour cela un phénomène relativement peu connu du physicien et complètement inexploité jusqu'à ce jour, le phénomène de Kerr. Si l'on dispose entre les deux plateaux d'un condensateur un liquide isolant comme la nitrobenzine, celui-ci devient biréfringent, si les deux plateaux sont portés à des potentiels différents. Le fait intéressant pour nous est que la biréfringence apparaît en moins d'un millionième de seconde. Elle est donc pratiquement instantanée. C'est un jeu pour un opticien d'utiliser cette biréfringence pour éteindre un faisceau de lumière polarisée. Sans entrer dans le détail du dispositif, nous comprenons dès maintenant son fonctionnement; un faisceau de lumière polarisée rectilignement traversera le liquide disposé entre les plateaux, et ce faisceau s'affaiblira et même s'éteindra suivant le rythme des variations de potentiel transmises à l'appareil. L'œil ou la plaque photographique, placés au delà, verront le faisceau plus ou moins intense suivant que le courant électrique, et, initialement, l'éclat de l'élément lumineux qui lui correspond à l'émission, sera lui-même plus ou moins grand.

Tels sont les outils dont nous pouvons disposer.

Voyons maintenant quels appareils ont été réalisés.

* * *

Nous avons dit que, tant à l'émission qu'à la réception, le caractère principal des appareils était la rapidité de leur réflexe. Ceux à réflexes relativement lents conviennent pour

transmettre l'un après l'autre les points d'un dessin. Le plus intéressant d'entre eux est incontestablement l'appareil d'un ingénieur français, M. Belin. L'image à transmettre, dessin, manuscrit, photographie, a des dimensions déterminées de façon à recouvrir la surface d'un cylindre de vingt centimètres de long environ et de cinq de diamètre. Ce cylindre est animé de deux mouvements : d'une part, il tourne à raison de un tour par seconde, et d'autre part, il avance sur son axe de un demi-millimètre par tour. Devant lui, et fixé sur le bâti de l'appareil, est une toute petite lunette, en réalité l'aiguille creuse d'une seringue à injection hypodermique dont l'extrémité affleure l'image. Quand le cylindre tourne en avançant, tous les points de l'image défilent devant l'aiguille et envoient dans celle-ci plus ou moins de lumière suivant qu'ils sont eux-mêmes plus ou moins blancs. A l'autre extrémité du tube est placé un des appareils que nous avons appris à connaître, — une cellule au sélénium par exemple, — qui règle une transmission électrique, commandant elle-même un des traducteurs optiques dont nous avons parlé précédemment : par exemple, le galvanomètre à miroir qui faisait apparaître par une petite fente un faisceau lumineux, ou au contraire l'en écartait.

Devant cette fenêtre nous disposerons alors un cylindre identique au précédent, animé des mêmes mouvements. A un point du cylindre émetteur correspondra un point identiquement placé du cylindre récepteur. Si nous recouvrons alors ce dernier d'une pellicule photographique, chacun de ses points sera ou ne sera pas impresssionné, suivant que le point correspondant du cylindre émetteur sera blanc ou noir. L'image ainsi transmise, point par point, apparaîtra dans son ensemble quand les deux cylindres auront terminé leur mouvement.

Dès maintenant on voit la nécessité, pour ces deux mouvements, d'être synchrones, et cela n'a pas été une des moindres difficultés de la réalisation. C'est peut-être même une des difficultés maîtresses de tous les systèmes de télévision, que de maintenir le synchronisme parfait entre les mouvements d'organes correspondants placés, les uns à l'émission, les autres à la réception. Parmi toutes les solutions proposées pour ce problème nous ne parlerons que d'une seule, parce qu'elle est généralement employée, et dans l'appareil Belin en particulier. C'est la solution à « rattrapage de jeu ». Voici en quoi elle con-

siste : le cylindre récepteur tourne un peu plus vite que le cylindre émetteur et est arrêté à chaque tour par un loquet. Par exemple, si le cylindre émetteur fait un tour en une seconde, le cylindre récepteur fera un tour en une seconde moins un ou deux centièmes de seconde, puis s'arrêtera. Mais au début de la seconde suivante, le loquet se lèvera attiré par un électro-aimant. Celui-ci obéit lui-même à un signal spécial lancé au début de chaque tour par l'émetteur. On maintient ainsi un synchronisme de rotation analogue à celui qui est produit dans certains appareils télégraphiques et dont le fonctionnement est absolument sûr et précis.

Que produirait d'ailleurs un défaut de synchronisme? S'il est faible, on observera une légère distorsion des images : dans un paysage, par exemple, toutes les lignes verticales seront inclinées d'un même côté. S'il s'agit d'un manuscrit, une écriture droite deviendra penchée. Si le défaut de synchronisme est plus accentué, la reproduction peut devenir incompréhensible. Ceci se produira en particulier si le cylindre émetteur, au lieu de tourner d'un mouvement continu et uniforme, a des arrêts brusques suivis de rotation à des vitesses différentes. La réception sera alors totalement brouillée, à moins que le cylindre récepteur ne soit soumis aux mêmes irrégularités de mouvements. Dans ce cas, on possédera un procédé secret de transmission, dont la clef sera précisément constituée par la nature de la succession de ces discontinuités de mouvement. L'appareil acquiert de ce fait un intérêt militaire évident : transmission d'ordres écrits confidentiels, de schémas de dispositions de troupes, de photographies d'avion, de cartes de météorologie, etc.

Les systèmes de télévision et de télédessin, — celui de M. Belin en particulier, — présentent encore l'avantage de ne pas être gênés par les parasites provenant soit des perturbations atmosphériques, soit des émissions des postes de T. S. F. voisins. En téléphonie ordinaire par fil ou par sans fil, un parasite se traduit par un bruit qui masque l'audition d'une syllable, parfois même d'un mot. En télégraphie, le parasite provoque des signaux faux, ou bien bloque l'émission régulière qui se trouve alors complètement déformée, et impossible à rétablir. Que va-t-il se passer ici? Le parasite produira à la réception des points noirs, mais ceux-ci seront placés de façon

absolument quelconque parmi le texte ou le dessin reçu. Ils n'en gêneront donc pas la compréhension, l'œil rétablissant le texte ou le dessin véritable, grâce à la continuité des traits et à l'aspect général de l'ensemble. Ainsi, la télévision permet des communications en présence de brouillages où la téléphonie et la télégraphie ne fonctionnent pas. Il est inutile de souligner l'importance de ce caractère du point de vue commercial et militaire.

La durée de transmission d'un « Belinogramme » est voisine de cinq minutes. Si nous voulons prospecter l'objet à transmettre en un dixième de seconde, ce n'est plus lui que nous pourrons déplacer, mais le faisceau lumineux par rapport à lui. Il faudra que ce faisceau très intense et très étroit soit animé, d'une part d'un mouvement de va-et-vient de droite à gauche auquel se superposera d'autre part un mouvement plus lent de « balayage » de haut en bas. Ainsi tous les points du sujet seront successivement et rapidement éclairés. C'est le procédé employé en Angleterre par Baird et en Amérique par le Bell System. On utilise pour cela l'artifice suivant extrêmement simple. Entre la source lumineuse punctiforme et l'objet à éclairer est disposé un disque opaque qui peut tourner. Supposons un trou percé dans ce disque; il définira avec la source lumineuse un pinceau lumineux qui se déplacera pendant la rotation du disque et fera sur l'image à prospecter une petite traînée lumineuse sensiblement rectiligne. Au moment où le faisceau ainsi défini quitte l'objet d'un côté, par suite de la rotation du disque, si un second trou se présente de l'autre côté, mais un peu plus près du centre que le précédent, il définira à son tour un second faisceau qui fera sur l'objet une seconde traînée un peu au-dessous de la précédente. D'autres trous, percés dans le disque de plus en plus près du centre, viendront ainsi successivement donner naissance à des faisceaux lumineux. Ceux-ci éclaireront l'objet par bandes jointives depuis le haut jusqu'au bas.

Un seul tour du disque suffira à une prospection complète qui pourra être extrêmement rapide. Devant l'image à transmettre seront disposés, suivant le principe général, de vastes cellules photoélectriques. Elles recevront à chaque instant la lumière diffusée par le point de l'objet momentanément éclairé. S'il s'agit du trait même constituant l'écriture d'un texte, de

l'ombre d'un dessin, de la pupille ou des cils d'une tête vivante, et d'une façon générale d'une partie noire, la diffusion sera nulle : les cellules photoélectriques ne seront pas actionnées. S'il s'agit, au contraire, du papier blanc sur lequel le texte a été écrit, des parties éclairées d'un dessin, ou du front de l'opérateur qui veut envoyer son portrait, et, d'une façon générale d'une partie blanche diffusant beaucoup de lumière, les courants photoélectriques des cellules seront intenses.

La réception comprendra un dispositif symétrique du précédent. Le courant électrique reçu allumera une lampe au néon sans inertie, dont l'éclairement obéira immédiatement aux variations de ce courant. La lumière de cette lampe sera dirigée, par l'intermédiaire d'un disque semblable au premier et synchrone avec lui, sur un écran où elle reproduira point par point l'image à transmettre. Si l'image ainsi obtenue est toute petite, elle pourra même être envoyée directement dans l'œil. Dans ce cas, un homme placé à la réception croira voir par exemple son correspondant, et, comme la transmission est très rapide et qu'elle se répète sans cesse, il suivra comme au cinéma les mouvements de ses traits. Le téléphone, combiné avec la télévision, achèvera l'illusion de la suppression de la distance.

La *Compagnie américaine des Télégraphes et des Téléphones* et la *Société Alexanderson* mettent en vente en Amérique des appareils de télévision. Le poste émetteur de Whippany est spécialement aménagé pour transmettre des dessins illustrant des conférences de T. S. F., des photographies d'actualité, etc.

Pour les salles de réunion où l'on voudrait montrer à un grand nombre de personnes la même image, les procédés de réception précédents ne conviendraient pas. Les Américains ont alors imaginé de matérialiser chaque point de l'image transmise par une lampe minuscule, qui s'allume ou s'éteint suivant que le point qu'elle représente est blanc ou noir. Le dispositif rappelle celui de certaines affiches lumineuses, mais il est beaucoup moins grossier. Imaginez, groupées côte à côte sur une sorte de tableau, 2 500 petites lampes à néon, dont les circuits sont indépendants et sont reliés successivement, par un distributeur de 2 500 plots, au fil rectiligne de transmission des images. Les lampes sont mises en circuit l'une après l'autre

au temps voulu. En opérant suffisamment vite, l'œil verra encore le tableau tout d'une pièce, et le mouvement sera rendu.

D'autres types d'appareil de réception ont été recherchés en France par M. Dauvillier et M. Holweck.

Leur originalité consiste dans la substitution au faisceau de lumière ordinaire d'un faisceau de rayons cathodiques. L'avantage de ce dernier est qu'il peut être déplacé d'un mouvement de va et vient et d'un mouvement de balayage extrêmement rapides, non plus au moyen de miroirs ou d'artifices mécaniques comme tout à l'heure, mais par l'action d'un simple champ électrique. Ce champ est créé par deux plateaux entre lesquels passe le faisceau cathodique, et qui sont portés à des potentiels différents. Ceux-ci varient-ils à une certaine fréquence ? Le faisceau déviera et oscillera à cette fréquence. Imaginons alors une sorte de boîte dans laquelle nous aurons fait le vide et où un faisceau étroit d'électrons est obtenu par l'échauffement d'un petit filament. Ces électrons viennent frapper une des parois de la boîte formée d'un verre dépoli, recouvert d'une couche d'une substance fluorescente. Ils y produisent une petite tache lumineuse qui se déplacera naturellement avec le faisceau. Disposons alors sur son trajet trois paires de plateaux identiques à celle dont nous venons de parler. Les deux premières serviront à produire les deux mouvements d'oscillation horizontaux et verticaux correspondant à l'analyse de l'image ; la troisième sera réunie au fil de transmission venant du poste émetteur. Suivant la valeur du courant reçu, le faisceau sera ou non fortement dévié et renvoyé sur le côté : la tache lumineuse sera ou non supprimée.

L'image initiale sera donc reconstituée ainsi par points, suivant la méthode générale. Pour la prospection de l'objet à transmettre, M. Holweck n'emploie pas de disque percé de trous. Il fait réfléchir la lumière produite par une lampe à arc, successivement sur deux miroirs oscillant, l'un autour d'un axe vertical, l'autre autour d'un axe horizontal. Le premier produit le mouvement du faisceau de la droite à la gauche de l'objet, le second produit le mouvement de haut en bas. Ce dernier est environ cinquante fois plus lent que l'autre, de sorte que l'objet est entièrement balayé. Ces deux oscillations sont obtenues par l'intermédiaire de deux petits moteurs et ce sont ces moteurs qui règlent au poste de réception les deux

déviations correspondantes, — l'horizontale et la verticale, — du faisceau cathodique. Le synchronisme est ainsi parfaitement conservé. Tel est le principe d'un système dont la réalisation est, à l'heure actuelle, un peu compliquée et dont l'emploi est certes loin du domaine courant. Ce n'est pourtant pas sans une émotion admirative que nous avons vu, transmise grâce à lui, la figure vivante et animée d'un de ses auteurs.

Pour terminer notre tour d'horizon, disons un mot des travaux faits dans cette voie par les Allemands. Ils n'ont pas cherché à résoudre d'abord le problème le plus difficile, celui de la télévision proprement dite. Avec cet esprit méthodique qui les caractérise, ils se sont attaqués d'abord au problème le plus simple, celui du télédessin, et cela pour un but essentiellement pratique : la transmission des télégrammes. Le fait de pouvoir transmettre ainsi une dépêche beaucoup plus vite que par les procédés ordinaires, assure déjà un trafic et donne la certitude de bénéfices. D'où la possibilité de poursuivre les recherches, de perfectionner, pour s'attaquer ensuite aux problèmes plus compliqués. Une solution simple et même imparfaite d'un problème donné est toujours instructive. Maints détails, d'apparence insignifiante, se révèlent dans la pratique comme importants, exigent une mise au point dont la répercussion se fait bientôt sentir sur l'ensemble. Les problèmes se précisent, les difficultés se dressent, les possibilités s'entr'ouvrent, le chemin du succès se trace, et l'on devient tout naturellement armé pour s'attaquer aux problèmes plus compliqués, qu'il serait folie de vouloir résoudre tout d'abord. Puissions-nous dire que cette sage méthode a toujours été suivie chez nous ! Les appareils de transmission d'image ont été mis au point à Berlin par la *Société Telefunken*. Elle les exploite au grand poste de T. S. F. de Nauen en liaison avec plusieurs grandes villes d'Allemagne. Le système est très analogue au système français de Belin.

L'émission comprend un cylindre tournant, sur lequel est enroulée l'image à transmettre, et une petite cellule photoélectrique. La réception utilise le phénomène de Kerr. Le synchronisme est obtenu par des diapasons identiques, réglés au début de chaque journée. Ces appareils solidement établis sont d'une marche simple et sûre, et la *Telefunken* annonce maintenant pour le printemps prochain le télécinématographe...

Mais il y a plus : la télévision, dans son principe même, qui est la traduction d'une image point par point, possède des possibilités d'application inattendues. L'une d'entre elles a trait à la radiologie et a été développée avec succès par M. Dauvillier. Cela peut surprendre tout d'abord, puisque les images radioscopiques données par les rayons X permettent de voir directement et simplement la structure et le mouvement de nos organes : poumons, cœur, estomac. Mais, précisément, cette vue d'ensemble est, par cela même, entachée de certains défauts que les procédés de télévision, à savoir la prospection et le rétablissement presque instantané de l'image par éléments successifs, permettent d'éviter. En effet, les images données par les rayons X sur un écran sont d'abord peu lumineuses. L'œil a une certaine difficulté à les voir, et il est presque impossible de les reprendre par des procédés optiques pour les agrandir ou les projeter. De plus, les images sont peu nettes, manquent de contraste à cause du voile produit par le rayonnement secondaire issu de l'objet que l'on étudie. Enfin, l'irradiation totale du sujet, et trop souvent aussi de l'observateur, n'est pas sans danger.

Imaginons alors que le sujet soit étudié point par point. A chaque instant, le faisceau qui le traverse et qui arrive à l'observateur est très étroit. L'irradiation sera par exemple mille fois plus faible que celle obtenue par les moyens ordinaires. On pourra de plus utiliser une installation moins importante. En effet, à l'œil qui regardait l'image sur l'écran nous substituerons une cellule photoélectrique, ou plutôt, dans le cas actuel, une chambre d'ionisation, qui jouera pour les rayons X le même rôle que la cellule pour la lumière. Les courants de cette chambre d'ionisation seront utilisés comme dans le cas de la télévision ordinaire. Mais l'image reçue pourra être beaucoup plus intense que celle vue sur l'écran. Elle pourra même être plus grande. Elle pourra naturellement être regardée sans crainte. Les contours enfin seront nets, car le faisceau de rayons X primitif étant très étroit, le rayonnement secondaire sera très faible : d'où des possibilités nouvelles d'investigation dans les métaux épais, dont l'étude est actuellement presque impossible.

Et M. Dauvillier se demande même si l'on ne pourra pas un jour utiliser tout simplement les rayons gamma issus d'un petit

tube contenant une substance radioactive pour remplacer les installations de radiométallographie actuelles et examiner de grosses pièces métalliques, grâce au pouvoir pénétrant énorme de ces rayons.

Quel sera l'avenir de la télévision ? Déjà, en Amérique, la *Société Alexanderson* met en vente des appareils de télévision bon marché pour les amateurs de T. S. F. En France, la *Société française radio-électrique* va mettre sur le marché le « Sférographe ». Les appareils de téléphotographie de Belin sont installés entre Paris et Strasbourg, Paris et Marseille. Un message envoyé par ce moyen revient meilleur marché qu'un télégramme ordinaire, et le fait de reconnaître l'écriture et même la signature de l'expéditeur est précieux pour les hommes d'affaires qui veulent envoyer des ordres de Bourse.

Les applications de la télévision au point de vue militaire sont de premier ordre : envoi de schémas de disposition de troupes ou de bâtiments, de cartes météorologiques, de plans. « Un croquis, disait Napoléon, vaut un long rapport. » Enfin, la technique même de la télévision, en dehors de toute idée d'envoi rapide d'une image à distance, a une application inattendue en radiologie.

Ainsi les applications d'une découverte surgissent, surprenantes, car, en matière d'invention, c'est presque toujours l'organe qui crée la fonction, l'outil qui engendre le besoin. Il y a vingt ans, quand Édouard Branly et le général Ferrié obtenaient timidement des portées de quelques kilomètres en télégraphie sans fil, qui aurait dit le développement prodigieux à la fois au point de vue scientifique et social de cette partie de la physique ?

François Canac.

LES LETTRES DE KATHERINE MANSFIELD

C'est elle-même, c'est elle, la créature de paradis qui nous apparaissait là-bas, radieuse, au bord d'un golfe du Pacifique : c'est Kezia, c'est Beryl, l'Ève que nous voyions sortir toute neuve de son bain matinal, fraîche comme la lumière des premiers jours du monde. Voici les lettres, les reliques de Katherine Mansfield. Voici son jeune visage, gracieux et sauvage, avec ses yeux de chatte sous une laine ébouriffée, d'immenses yeux chargés d'attention, avides, presque sévères et qui, tandis qu'une bouche gamine va sourire, semblent déjà nous regarder de loin, comme avec un pressentiment d'adieu.

Ces lettres, il est vrai, ne nous disent pas tout encore : elles n'éclairent que dix années, les dernières de cette courte vie. Nous ne voyons que la femme ; la jeune fille nous échappe ; rien n'apparaît de sa formation. C'est dommage : on eût aimé savoir quelque chose de cet apprentissage. La Nouvelle-Zélande, l'Europe, la bohème, la vie de théâtre et de cinéma, les tournées d'opérette où elle tenait le violoncelle, cette existence à la Colette fait une expérience peu commune pour une jeune fille, et elle a marqué fortement le caractère de la « pauvre Tig ». On aimerait aussi savoir à quoi s'en tenir sur son mariage.

(1) *The Letters of Katherine Mansfield edited by J. Middleton Murry*, 2 vol., Londres, Constable, 1928. *The Journal of Katherine Mansfield*, 1 vol., 1927. Cf. *The New Atheneum*, 1er sept. 1928.

Elle nous dit elle-même qu'elle a brûlé des masses de journaux, des « volumes de jérémiades ». Les lettres ont-elles également disparu ? Enfin, résignons-nous à entrevoir seulement les premiers chapitres du roman. Prenons les choses au moment où s'ouvre la correspondance, dans l'été de 1913. Katherine Mansfield a déjà publié depuis deux ans son premier livre, *Une pension allemande*, qui est de 1911 ; le second, *Félicité*, ne paraîtra qu'en 1920 ; il sera suivi, deux ans plus tard, par le *Garden-Party*, qui est de 1922. Six mois après, elle était morte ; elle n'avait pas trente-quatre ans.

Ce long silence de neuf années, qui sépare les deux groupes d'ouvrages, cette période de recueillement, de stérilité apparente, est en réalité un temps de travail et de transformation profonde, travail sur lequel nous ne possédions, quand j'écrivais naguère (1), que de rares extraits du *Journal*. Aujourd'hui, ce *Journal* a été publié, mais les *Lettres* nous la peignent bien mieux, toute vive, spontanée, mutine, dans ses bons et ses mauvais jours, avec son babil, son gentil jargon barbouillé de français et de langage *cockney*, ses imitations comiques du parler populaire, *mountings*, *kerridge*, *bastick*, *veskitt* (ces jours-là, c'est que tout va bien), bref, avec ses alternatives de gaîté et de dépression, de confiance et d'abattement, toujours vraie, toujours bonne et surtout naturelle.

L'événement capital est, on le sait, la mort du frère de l'écrivain, Leslie Heron Beauchamp, tué en septembre 1915, presque en arrivant sur le front. Cette mort produisit sur la sœur une sensation singulière : ce ne fut pas du deuil, ce ne fut pas du désespoir ; je ne trouve que le vieux mot d' « estrangement » : une sorte de « rien ne m'est plus », de détachement, d'indifférence à toute la vie présente, où rien n'existait plus pour elle que le passé. Elle n'était plus que la forme qui soutient une image, la condition d'un souvenir. Elle se sentait d'« ailleurs », décidément une étrangère. Il lui semblait que les fleurs de son jardin d'Hampstead la montraient au doigt : « Voyez-vous cette effrontée, cette exotique, cette métèque qui fait semblant d'être des nôtres... » Il lui arrive d'écrire à son mari : « ton pays. » Après 1916, elle cesse à peu près de vivre en Angleterre.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1924.

En réalité, on le voit bien par ses *Lettres*, elle n'était d'aucun pays, elle était à peine de ce monde, cette jeune femme qui n'y a aimé que les poètes. Les vers, c'était pour elle le pain quotidien. C'est à la poésie qu'elle accorde son instrument. Keats, Shelley, Coleridge, Wordsworth, Quincey, et les anciens, Marlowe, Milton, et le dieu Shakspeare, voilà ses amis, sa famille. C'est à eux qu'elle revient toujours : « A l'aide, ô mes anges, mes poètes, mettez-vous en rond autour de moi, cachez-moi... Le monde est trop laid, trop grossier, trop hideux. » Plus elle va, plus elle a faim et soif de poésie : elle le dit elle-même, c'est sa vie. C'est son refuge, son autre île, pareille à cette île d'innocence, paisible et à demi imaginaire, où se placent ses souvenirs d'enfance, où il ne règne entre les créatures humaines que des rapports d'amour, ou plutôt c'est la même, c'est l'île de *la Tempête*, une île de poésie au milieu des horreurs du monde.

Ajoutez à cet isolement une santé fragile. Le premier fragment du *Journal* est une page de 1910 qui déjà la montre souffrante. (La mère était une personne languissante, menant une vie de chaise-longue.) Une pleurésie prise à Londres en 1917, traîna de rechute en rechute, se tourna en phtisie. Dès lors, c'est décidément une malade dont se déroule la navrante histoire : une pauvre malade, minée de fièvre, suppliciée par des quintes de toux, une vie de grande blessée, avec « un atelier de coutellerie dans la poitrine », une agonie de quatre ans errant de Menton à Sierre, de la côte d'Azur en Suisse et du bain de soleil à la cure d'altitude, et toutes les misères trop connues, les impatiences, les chagrins, les dégoûts, les attentes dans les salons de médecins, les régimes, les découragements, les illusions tenaces, les accès de détresse et ces mots de malade qui attendriraient le plus dur : « Si vous saviez ce que c'est que de vivre dans un corps pareil! » ou : « Si seulement j'étais sûre d'avoir dix ans devant moi ! A quarante-deux ans, ça me serait bien égal de mourir. »

Il faut dire qu'à partir de 1918, toute son œuvre a été écrite comme celle de ce Proust, qu'elle aimait tant, dans une chambre de malade, ce qui explique certains rapports qu'il arrive d'observer entre leurs deux visions. Ce sont des visions d'enfermés, l'un ne quittant plus son lit et ne voyant jamais le jour, l'autre se levant à midi pour se coucher à cinq heures

du soir. Dans les deux cas, la maladie développe une sensibilité excessive : des bruits de porte, une voix criarde deviennent un martyre. Dans les deux cas aussi, l'habitude de la vie contractée, jointe à cette vie nerveuse suraiguë, s'épanouit en un don étrange de « présence », en une puissance extraordinaire de résurrection. La mémoire est aussi complète que la vie. Mais c'est surtout l'émotivité et la vie affective que la maladie multiplie. Les malades de la poitrine ont souvent, au milieu des maux qui les tourmentent, des instants de relâche où ils éprouvent, par contraste, une paix délicieuse. L'optimisme est un trait classique de ces maladies. Les crises une fois passées ne laissaient dans leurs intervalles qu'une sensibilité exquise et anormale, comme il arrive dans la convalescence ; les moindres causes, comme dans l'enfance, le simple fait de l'existence suffisent à procurer une joie surnaturelle, et alors, quel que soit le prix dont elle se paie, on peut croire que ce n'est pas trop cher.

C'est surtout dans la solitude, pendant ses hivernages dans le Midi, ou l'été en Cornouailles, en Suisse, que ces dispositions acquirent leur perfection. La nature, dans ses moments d'accalmie, lui était une source de jouissances infinies. La pluie et le beau temps, les variations de l'atmosphère pénètrent son enveloppe délicate, poreuse et perméable : son caractère et son humeur sont à la lettre couleur du temps. A chaque page du *Journal* et des *Lettres*, elle trace au courant de la plume, presque toujours en un mot, d'admirables paysages. Ici, c'est un printemps rapide, tout de suite trop chaud et orageux : « Je n'en ai jamais vu un qui eût moins de la jeune fille ». Ailleurs, les arbres « jouent à la balle avec une petite brise, qu'ils se renvoient en badinant ». Moins encore, des insectes, un lézard, des écureils, un rouge-gorge, elle les dessine minutieusement, avec une sympathie profonde : la guêpe est « un petit tigre » ; sur la tête d'un poisson rouge perle une bulle d'air. Il y a dans ces lettres toute une ménagerie heureuse, chats, oiseaux, cent charmantes bestioles. Voici un papillon de nuit, digne d'une miniature persane ou d'un pastel de Simon Bussy : « Figurez-vous la tête d'une petite chouette, un corps duveté, des ailes effilées en une double aiguille et poudrées d'or. Il avait l'air de sortir d'un poème. » *Ravishing*, mot beaucoup plus rare, moins usé en anglais qu'en français, est un

de ceux qu'elle emploie le plus pour rendre ces états de ravissement. Afin de restituer sa force à ce vocable, je traduis quelques lignes du *Journal*, datées de 1919 :

Le ciel est inondé de soleil, et ce soleil est de la musique. C'est de la musique qui coule à flots de ces cordes radieuses. L'air joue de la harpe sur les arbres : on entend des bouffées d'arpèges; des arpèges plus courts, de petits trilles s'échappent des fleurs. Les roses ont des formes sonores. Mes doigts s'ouvrent comme cinq pétales. Gloire à Dieu! Gloire à Dieu! Non, c'est trop, la tête me tourne, je n'en puis plus.

Une étourdie de mouche se noie dans le bol de miel d'un magnolia. On parle d'Isaïe (Élie plutôt? je ne sais plus) qui a été enlevé un jour au septième ciel. Vraiment, quand le temps est divin et que je suis en train, ce voyage n'est qu'une bagatelle.

Ainsi la contemplation aboutit à l'extase, par une transition d'ailleurs familière aux mystiques, qui en ont même tracé les règles et en ont fait l'objet d'une méthode et d'une culture. A son insu, la jeune malade s'engageait sur leurs traces et s'acheminait vers une métamorphose spirituelle. Ce progrès intérieur est le grand intérêt des *Lettres* et du *Journal*. Ces textes permettent de suivre presque jour par jour le travail de la « grâce », ils révèlent un aspect de cette âme que nous ne soupçonnions guère, l'importance qu'a eue dans sa vie la crise religieuse.

L'éducation religieuse de Katherine Mansfield paraît avoir été entièrement négligée. Ses parents semblent d'honnêtes gens tout à fait « naturels », que la piété n'étouffait pas. Plus tard, à la *High School* d'Henrietta street, à Londres, les explications de la Bible que faisait le digne principal laissèrent la jeune fille assez indifférente et excitèrent tout au plus sa curiosité. L'air du siècle pénètre bientôt à travers les murailles de ces volières de jeunes filles : la religion officielle dans l'Angleterre d'Édouard VII était surtout une affaire de convenances mondaines, et les intellectuels, les personnes « avancées », les lecteurs de Samuel Butler, en faisaient assez bon marché. Dans le cercle des décadents, autour d'un Oscar Wilde, elle n'était plus guère conçue que comme thème esthétique. A ce moment, la jeune étudiante semble n'avoir été qu'une petite

radicale, à peu près nihiliste, en guerre avec les conventions, et ses expériences dans les petits journaux et les petits théâtres, ses voyages dans les coulisses, à l'envers de la société, n'étaient pas faits pour la ramener à une religion, citadelle de la bourgeoisie. On peut soupçonner qu'à vingt ans elle était à cet égard dans un état voisin de la révolte et du mépris.

Je crois qu'elle ne s'est jamais débarrassée entièrement de cette éducation. Par certains côtés, elle reste toujours « très 1900 », imbue, comme dirait M. Paul Bourget, du « préjugé scientiste » : elle écrit en parlant de Dieu : « Ce n'est plus pour les gens comme nous... » Pauvre enfant ! Elle se figure qu'elle est rationaliste. Cependant, on la voit préoccupée des Russes. La guerre fait sur elle une impression profonde. Ce qui la frappe surtout, dans le monstrueux phénomène, c'est le sentiment qu'il y a dans le monde quelque chose de vermoulu, un état de péché comme au temps du déluge et de la destruction de Sodome. Elle est partagée entre le scandale et la stupeur passive des simples devant les choses incompréhensibles. Il est difficile de définir son attitude à ce moment. Elle-même n'y voyait pas très clair. La mort de son frère la laisse muette, sans aucune réaction mystique : jamais elle ne parle de le revoir dans une autre existence. Pour faire revivre son amour, elle descend au tombeau, s'enferme dans sa mémoire. Par moments, elle blasphème, elle fait l'esprit fort. D'autres jours, elle incline à des pensées toutes différentes; elle entre dans les petites églises provençales, elle voudrait prier « comme le vieux père Tolstoï », elle éprouve le besoin de « se rapprocher du bon Dieu ».

Tout cela, bien qu'un peu flottant, laisse entrevoir pourtant une gravité nouvelle. Il serait curieux de suivre, par exemple, ses sentiments sur le mariage. Il semble bien qu'au début elle n'y voie guère autre chose qu'une association de camarades, un bail d'étudiants qui s'accordent pour partager le logis et le reste. Ce n'est que peu à peu qu'elle découvre le côté saint de l'intimité, la noblesse du couple humain. Elle apprend le sens du sacré. Même approfondissement dans la notion de son art. Elle part d'une idée de cénacle, qui est que la littérature est un métier d'aristocrates, qui vous élève fort au-dessus des bourgeois. *Une pension allemande* est un pur persiflage, une galerie de philistins. Plus tard, son observation se nuance de

pitié, se fait plus tendre, plus fraternelle. Elle conserve toujours son idéal très élevé, mais combien plus noble, plus humain! L'art devient à ses yeux une religion ; bien mieux, il est la chose religieuse par excellence, l'acte même de l'adoration, le moyen de pénétrer le sens profond des choses, la clef de l'énigme de la vie. Peu s'en faut qu'elle n'y voie le « salut ». Après la guerre, le monde a besoin d'un rachat, les choses ne peuvent plus continuer comme « avant ». « Il faut que le cœur soit changé. » Il ne s'agit plus, comme naguère, de gloriole, de succès, mais du « service de Dieu », d'une espèce de chevalerie : « Nous sommes un ordre, n'est-ce pas? l'ordre de l'art. » Et, dans un autre endroit, elle qui pourtant n'abuse pas des grands mots, elle va jusqu'à dire « des prêtres ». Prêtresse! Le mot fait un peu frémir : on s'en est tant servi à tort et à travers depuis les romantiques! Je crois pourtant qu'il faut l'écouter sans sourire, il témoigne du sérieux de cette jeune femme si peu prétentieuse. On est ému de son accent, de sa sincérité, d'une foi si profonde, du zèle ardent de rédemption dans lequel furent écrites ses œuvres si touchantes. On admire cette charité brûlante qui lui fait dire : « Si les artistes étaient vraiment honnêtes et courageux, je crois qu'ils sauveraient le monde. »

Mais dans cette conversion que j'essaie de décrire, c'est certainement la maladie qui joua le rôle décisif. Je ne crois pas, du reste, que l'action en ait été très sensible sur son art : *Prélude*, écrit en pleine santé, diffère peu de *Félicité* ou de *la Baie*, écrits déjà par une mourante. Il arrive que les œuvres retardent sur les mouvements de l'âme et se rapportent à des états depuis longtemps dépassés; c'est ainsi que *la Mouche*, conçue aux heures les plus noires de 1918, ne fut composée que trois ans plus tard, en janvier 1922; ce conte désespéré fut écrit au moment où l'auteur avait retrouvé la foi et presque la sérénité.

Il ne s'agit ici que de son histoire intime, de ce qui n'a pas eu le temps d'apparaître dans ses livres. Connaissait-elle la prière de Pascal, l'admirable méditation sur *le Bon usage des maladies*? Je ne le crois pas, car cela se verrait, et d'ailleurs elle manquait tout à fait de « lectures spirituelles » : ce qu'elle sut, elle l'apprit sans maître, à l'école de la douleur.

Cela n'alla pas sans peine. On m'épargnera d'insister sur le tableau cruel d'une jeune femme souffrante. On voit tout dans

ses lettres, on compte les battements du cœur : on suit, jour par jour, les dégâts, les progrès, le détail de la maladie. Ce qui est déchirant, au milieu de ces misères, c'est que la malheureuse ne cesse pas d'adorer la vie. Elle a horreur de la maladie. Elle regimbe, elle se défend. « Quatre ans de bagne!... » Ne plus pouvoir sauter, courir, être une espèce de morte-vivante, un « demi-fantôme », un « chat malade » qui se traîne de sofa en sofa, et à qui la vendeuse avance une chaise dans les boutiques!... « La santé, voyez-vous, est aussi précieuse que la vie... Ah! Brett, écrit-elle à une amie, avez-vous perdu des amies jeunes, mortes longtemps avant le temps? Je souhaite que non, il n'y a rien de plus amer. » Et le pâle sourire des malades, plus triste encore que les plaintes; et les consultations qui mendient le mot de guérison, et les terribles clairvoyances qui s'irritent tout à coup si elles l'obtiennent, ce mot, de la complaisance et du mensonge et de la vile flatterie.

Pourtant, dans sa prison, la captive trouvait parfois des consolations singulières. C'était d'abord un sentiment nouveau, une douceur de componction et d'humilité de cœur, une disposition plus tendre et plus affectueuse. La maladie a quelquefois ceci de bon, qu'elle brise l'orgueil, qu'elle nous dépouille d'une nuée d'intérêts, d'ambitions, de vaines convoitises, amène à la simplicité. Elle produit les effets d'une retraite, d'une cure. Dans certains cas au moins, elle épure, elle spiritualise. Elle éteint les désirs, écarte l'inutile, enseigne à se contenter de peu. Elle égalise aussi, rapproche les distances, rend plus facile la sympathie. Il y a bien aussi le revers, qui est de rendre parfois plus impatient, plus irritable. Mais au bout du compte, on vaut souvent mieux quand on ne se porte pas trop bien; la maladie est peut-être moins égoïste que la santé. Elle rend moins compactes, moins opaques les terribles barrières de la chair. Il existe certaines nuances morales qui ne seront jamais bien comprises, à moins d'une bonté exceptionnelle, par certaines constitutions, certains estomacs insolents. Katherine Mansfield pouvait dire, en pensant au monde des vivants : « J'en sais plus long qu'eux. » C'était vrai, elle avait souffert, réfléchi davantage. Peut-être n'avait-elle pas moins appris des gens qui l'entouraient. Privée de relations mondaines, isolée des cercles littéraires, la maladie l'avait mise en rapports, dans ses locations de Cornouailles ou de la Côte d'Azur, dans les petits

hôtels modestes qu'elle habitait, avec un peuple qu'elle ignorait, servantes, femmes de ménage, blanchisseuses, qui étaient à peu près toute sa société, les seules personnes avec qui elle échangeât deux mots. Et elle ne cessait d'admirer chez ces simples la bonhomie, les bonnes manières, une philosophie tranquille, l'aimable enfance du cœur. Sans doute ces créatures instinctives s'empressaient sans effort, heureuses de servir un objet si faible et si charmant. Mais de leur côté, leur sagesse, leur activité calme, leur résignation, leur beauté morale sans embarras, furent plus d'une fois un exemple pour la jeune étrangère; je sais gré à ces bonnes filles de chez nous, Marie la cuisinière, et cette jeune Provençale qui, lorsqu'elle entrait dans la chambre, donnait à la malade l'impression d'être servie par un oiseau, je sais gré à ces humbles d'avoir été autour de leur dolente sœur une présence bienfaisante.

Et puis, il y avait, revanche des moments douloureux, ces autres moments dont j'ai parlé, ces états de bien-être d'une douceur presque insupportable. « Quand on est enfant, malade, dans une pièce tout au bout de la maison, tout ce qui n'est pas dans la chambre devient miraculeux. » Jamais Katherine Mansfield ne s'était trouvée plus sensible à la beauté du monde. Presque au bord de la vie, à la veille de quitter les choses, suspendue comme une feuille que détachera le premier souffle, elle trouve plus délicieuses ces choses qu'elle va perdre. Sa propre fragilité s'ajoute au charme, lui prête une splendeur plus vive : ces instants pour elle si rares, « ce n'est jamais une habitude, c'est toujours un émerveillement. » Elle perçoit dans la nature quelque chose de gratuit, précisément une grâce, un don, un présent de l'amour. « C'est si beau, qu'on a envie de dire : Merci! » « A qui? Au Dieu qui m'a mise dans cet état? » ajoute-t-elle en se reprenant aussitôt. Et cependant, livrée à elle-même, le mouvement de son âme est l'hymne, le *Magnificat*. Dès qu'elle ne se surveille plus, qu'elle se borne à sentir, elle n'est qu'allégresse : c'est une cigale qui exulte et qui s'enivre du soleil, un petit être à qui la nuit même fait signe et qui répond de son sillon à « la secrète gaîté des étoiles ».

Ce qui suit est assez difficile à saisir : il s'agit de choses presque informulables, d'états qui échappent au langage, de ces délicatesses qui défient l'analyse; c'est le domaine qu'explore M. l'abbé Bremond. Ce chapitre pourrait s'ajouter à son livre,

Prière et poésie. La jeune femme parle quelque part de l'appréhension qui la saisit toujours au moment de se faire ouvrir une porte fermée; il lui semble, en sonnant, qu'elle va alerter ou effaroucher l'inconnu, déterminer ou provoquer un événement mystérieux. Ce pressentiment de mystère, elle finit par l'éprouver devant les objets les plus simples : il y a partout un secret, et ce secret, elle croit parfois le deviner. Il y a derrière le rideau un sens, une lumière voilée : il lui semble, à de certains moments, communiquer avec cet élément caché, qui est le mot de l'existence. « Oui, la vie est un cloaque hideux, les hommes sont presque toujours des bêtes féroces et lâches; oui, le monde est un spectacle révoltant. Et cependant, c'est ma conviction profonde, *il y a au fond de tout cela un je ne sais quoi* que j'ignore et qui, si nous étions capables de le comprendre, répandrait sur ces choses horribles une beauté inexprimable. »

Il y a un geste des femmes qui lui semble parfait : c'est quand elles écartent un voile et se penchent sur le front d'un nouveau-né. A ce moment, la plus vulgaire prend une expression de béatitude. C'est avec un sentiment pareil que la malade contemple la vie et croit en recevoir la révélation. Elle transporte sur toutes choses le sentiment le plus délicat, le désir de la maternité, — ce désir, jamais satisfait, qui fut le plus touchant de ses rêves. Une tendresse se mêle à son amour de la nature : rien de la chair et des sens, mais le pur émoi de la sympathie. Elle écrit : « *A baby tree*, un arbre enfant... » Elle enveloppe tout ce qui existe d'une affection plus caressante et plus intelligente. Le printemps « met sur les visages la douceur que l'on a pour sourire à un tout petit ». Le fait le plus insignifiant, l'action d'une servante qui se penche à la fenêtre en étendant les bras pour fermer les volets, et les rabat comme deux ailes, la fait tressaillir de beauté. Cet univers splendide lui semble fraternel, « plein d'amitié » pour l'homme. « Ah! comment échapper à la gloire de la vie? » Et ce sont des fusées, des hymnes à la terre : « Terre, délicieuse, inoubliable terre! »

Ce travail intime dura deux ans. J'essaie de jalonner la route, d'indiquer le chemin, sans marquer les reculs, les détours, les oscillations, qui font que la correspondance se contredit d'une page à l'autre; elle dit un jour blanc, un jour noir. Cependant, sans pouvoir marquer toutes les étapes, on

sent d'un bout à l'autre un progrès, une élevation constante. Longtemps la pauvre enfant s'indigne et se débat : elle résiste, gémit, proteste, se révolte. Et puis, enfin, elle se calme. Elle cesse de maudire son mal qui est la condition de sa sensibilité. Elle l'a compris, ce qui la tue est ce qui la fait vivre : son mal est à la fois sa joie et sa douleur. Tout se tient. Rien ne sert de bouder, de lutter, il ne faut pas chicaner, pas disputer avec la vie. C'est perdre son temps, il faut la prendre telle qu'elle est, l'aimer telle qu'elle est : on ne peut rien sur elle, et cependant on peut tout. On ne peut pas la changer, mais si l'on change soi-même, tout change. Et voici ce qu'elle écrit pour elle seule, dans son *Journal*, comme une profession de foi, une sorte de testament, qu'elle signe en toutes lettres, le 31 mai 1920 :

Je veux, avant de mourir, laisser un témoignage de cette certitude : on peut surmonter la douleur. J'en suis sûre. Que faut-il pour cela? Il ne s'agit pas de se dire que le mal n'existe pas. Ce n'est pas vrai.

Non, il faut *se soumettre*. Pas de résistance. Accepter. Se laisser faire. Accepter pleinement. Faire de la douleur *un principe de vie*.

Tout ce qu'on accepte change de sens. Ainsi la souffrance doit se changer en amour. Voilà le mystère. Mais c'est l'unique solution. Il faut que j'arrive à passer de l'amour étroit au grand amour. Il faut que je donne à tous les êtres ce que j'ai donné à un seul. Ma douleur passera, à moins qu'elle ne me tue. Au pis aller, ce n'est qu'un moment... Patience! patience! Il n'y a pas de douleur éternelle... Mais, en cette seconde, que j'ai mal!...

... Le docteur me disait que la maladie est un système de défense, un état nécessaire. Si ce n'est pas vrai, j'en ferai une vérité pour moi. J'appliquerai la leçon. Ce ne sont pas là des mots, une consolation des affligés.

La vie est un mystère. Cette effroyable douleur passera. Je l'utiliserai. Il faudra la convertir, la transformer, en faire quelque chose « Que votre douleur devienne joie ! »

Se donner à corps perdu, s'oublier, aimer toujours d'une manière plus profonde, se sentir une parcelle de la vie universelle, une parcelle aimante.

O Vie! Accepte-moi, rends-moi digne de toi, enseigne-moi.

Je lève les yeux en écrivant. Les feuilles frissonnent dans le jardin,

le ciel pâlit et je me surprends à pleurer. Que c'est dur, que c'est dur de faire une bonne mort!

Ainsi, après deux ans d'efforts, elle fait sa paix avec la douleur: elle signe un pacte et s'arrange pour faire bon ménage avec son adversaire. Elle se rend. Elle fait un acte d'abandon, presque le même que fait chaque jour la prière dominicale : « Que votre volonté soit faite! » Peut-être ne le dit-elle pas tout à fait de la manière dont le répètent les fidèles : c'est plutôt une sorte de panthéisme héroïque, une vue stoïcienne du monde où tout a son rôle dans le Tout, même le reptile, même le microbe, même la moisissure, — un sentiment du genre qu'exprime le vers de Walt Whitman :

For there is no imperfection in the Universe.

Et cependant, en cet instant-là, n'est-elle pas tout près du cœur du christianisme, plus près que beaucoup d'autres qui n'ont jamais douté? Un moment, elle va même, sous l'influence d'une amie, jusqu'à être tentée de se faire catholique. En tout cas, elle s'avoue plus touchée que jamais par la « religion du Christ ». Peut-être à ce moment s'en est-il fallu de peu : elle touchait le port. Qu'elle eût rencontré alors un directeur intelligent, c'était la fin de son voyage. Mais elle n'avait d'autre guide sur cette mer que son cœur, d'autres lumières que la poésie : un remous l'écarta et la rejeta aux aventures.

Parmi ses maîtres, les préférés avaient toujours été les Russes, Tolstoï, surtout Dostoïevsky, un peu plus tard Tchekov, pour lequel elle marque en vingt endroits une sorte de culte. *La Steppe* lui paraissait un chef-d'œuvre accompli. Elle dessine un graphique spécial pour en exprimer la plénitude et la perfection. Ce qu'elle admire chez ces maîtres, c'est justement ce don d'acceptation, la faculté de se soumettre au réel, de ne rien altérer, d'admettre l'humanité avec sa laideur, ses trous d'ombre, et de tout transfigurer par l'amour. Elle avait pour ami un Russe établi depuis longtemps à Londres. Cet ami lui fit connaître un de ses compatriotes, un guérisseur qui faisait des cures surprenantes par une méthode nouvelle et un traitement de rayons X. La malade se mit entre les mains du thaumaturge et passa trois mois à Paris, au printemps de

1922. Le traitement coûtait trois cents francs par séance et le miracle, bien entendu, ne se produisit pas. Mais, autour de l'opérateur, la jeune femme avait rencontré toute une petite Russie, un milieu d'exilés, épaves et fugitifs du grand écroulement, toute une collection de ces déracinés qui donnent une couleur si étrange à certains coins du Paris moderne. Presque tous, sous le coup de la tempête récente, se montraient fort exaltés. La plupart, naguère mécréants, étaient redevenus mystiques. Ils allaient à l'église, vivaient dans une sorte d'émotion d'Apocalypse, prophétique et contagieuse.

Parmi ces paroissiens étranges, les religions nouvelles abondaient. Dans la vague apportée par le raz-de-marée, arrivaient pêle-mêle des infortunes véritables et des aventuriers. Ces moments de perturbation, où tout le monde a perdu la tête, sont le paradis des charlatans. Quiconque possède une formule est assuré d'un auditoire. Le docteur Gurdjeff était un Arménien qui avait eu l'occasion de fréquenter les lamaseries du Thibet, et que la secousse mondiale avait jeté avec le flot jusqu'en Occident. Il avait recruté quelques disciples à Londres et venait de fonder une colonie mystique, un établissement de thérapeutique morale, une sorte de sanatorium spirituel à Fontainebleau.

Dans l'été, Katherine Mansfield était venue passer quelques semaines à Londres. Elle y arrivait épuisée. Depuis deux mois, elle n'écrivait plus : elle se sentait tarie. Elle éprouvait une de ces sécheresses qui sont la grande épreuve de la vie des artistes. C'était l'atonie, le détachement final, le fatalisme du mourant qui ne réagit plus. Peut-être entendit-elle parler alors du docteur merveilleux qui avait le secret de guérir tous les maux par l'esprit. Cette sorte de médication a toujours été en grande faveur auprès du public anglo-saxon. La méthode Coué à fait fureur en Angleterre, de même qu'aujourd'hui celle de Freud; la *Christian science* qui a fait tant d'adeptes aux États-Unis est une autre forme de cette hygiène mentale. Depuis quatre ans la malade avait épuisé les ressources de l'art; elle était lasse de la vaine bataille qu'elle livrait à son corps. Elle se reprit à espérer. Le miracle, depuis longtemps, lui semblait naturel : si la maladie est un mystère, pourquoi la guérison n'en serait-elle pas un autre? En tout cas, elle avait seulement perdu confiance aux remèdes qui ne soignent que le physique : quand

on n'est pas une bête, on ne guérit pas comme une bête. Cette idée lui donna un regain d'activité. Elle projette un roman, fait le plan d'une pièce de théâtre. Brusquement elle n'y tient plus, et accourt à Paris.

M. Paul Valéry, qui la vit dans un petit hôtel du quartier de la Sorbonne, la trouva dans un état de vive excitation. Elle nageait dans la métaphysique. Ses idées roulaient alors sur une sorte de palingénésie. La vie étant toujours menacée par la mort, il s'agissait, si l'on veut vivre, d'une course à gagner, de renaître, de ressusciter plus vite qu'on ne meurt. Cette théologie laissa le poète interdit, sous une impression de malaise. La jeune femme lui fit l'effet de quitter terre, de perdre pied dans la nue.

Le système Gurdjeff consistait en une gymnastique, une libération de la volonté : le maître obtenait ce résultat par une terrible tyrannie. La vie est faite d'habitudes, d'une part immense de mécanisme : actions, paroles, sentiments ne sont pour la plus grande part que routine. Nous vivons chargés de chaînes : tout le monde aura reconnu les pensées familières à M. Bergson. Le frais, le spontané, le liquide, le vivant est, chez la plupart d'entre nous, enterré sous une croûte, une dure écorce de « tout fait ». Cette sclérose s'appelle vieillir. Essayez de rompre cette glace, d'exécuter avec les deux mains deux mouvements simultanés sur un rythme différent : par exemple, tourner une manivelle et donner en même temps de petits coups sur l'occiput, vous y éprouverez une très grande difficulté. Le docteur Gurdjeff avait une gamme variée de pareils exercices. Il imposait à ses ouailles les épreuves les plus bizarres et, par une discipline de fer, domptait les endurcis, les rendait souples comme un gant. Il surmenait son monde, le mettait sur les dents, faisait scier du bois, poser des chevrons, charrier des briques; il ne souffrait pas qu'un travail devînt facile par l'habitude : dès qu'une occupation plaisait, on vous en donnait une nouvelle; on vous faisait passer du poulailler à la laiterie, du jardinage à la cuisine. Puis c'était une piscine à creuser, un théâtre à construire; en un mot, les galères de la psychiatrie.

La jeune femme arriva toute joyeuse dans cette Jouvence, ou plutôt dans ce chantier mystique où s'élevait, selon des ordres fantasques, la première Salente de l'humanité régénérée. C'était un peu le chaos, le paradis terrestre et l'arche de Noé :

il y avait de la volaille, des chèvres, des cochons, du bétail. Les pensionnaires ou les disciples étaient presque tous des Russes, hommes, femmes, polis, souriants, qui gazouillaient à la « nouvelle » des mots de bienvenue qu'elle ne comprenait pas. Tout ce monde-là jouait à la rédemption. La néophyte était parfaitement heureuse. C'était l'automne, sa saison préférée, le moment attendrissant de l'année déclinante, où l'été, comme un feu qui s'éteint, semble s'attarder encore et jette ses dernières flammes, où la nature dans une féerie, avant le dépouillement de l'hiver, prépare ses métamorphoses. Légère, sous sa frissonnante enveloppe mortelle, la jeune femme avait oublié qu'elle eût un corps. Elle ne comptait pas avec lui. Elle ne s'attristait pas du froid, des journées courtes, du vent glacial. Elle savait qu'elle allait renaître. Elle s'abandonnait à la nature avec confiance. Elle ne voulait plus être que la « fille du soleil ».

Dans les derniers jours de décembre, elle écrivit à son mari d'assister à une fête qui se préparait pour l'inauguration du théâtre. Elle lui recommandait de ne pas oublier son habit de soirée. M. Middleton Murry arriva dans l'après-midi du 9 janvier. « Jamais, dit-il, je n'ai rien vu, jamais je ne verrai rien de pareil à ce qu'elle était ce jour-là : on eût dit que l'exquise perfection, qui était en elle, s'était épanouie pour toujours. Elle n'avait plus rien de la terre. Le soir, en regagnant sa chambre, à dix heures, elle eut une quinte de toux. Une hémorrhagie se déclara. Une demi-heure après, c'était fini. »

Telle fut cette créature qui eut, à un degré si vif, le tourment du divin. S'il est au Paradis, comme elle le souhaite quelque part, un petit coin des phtisiques, c'est là qu'elle est, auprès des poètes qu'elle aima, auprès de Keats, de son cher Tchekov, immortel groupe d'éphémères. Chopin leur fait de la musique, Watteau appareille pour Cythère. Mais ce coin-là, assurément, il existe : il est dans nos cœurs.

Louis Gillet.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française, *Un Châtiment*, un acte de MM. J. Truffier et J. Chanu, d'après une nouvelle de M. Paul Bourget. — *Pauvre Napoléon*, trois actes de M. Bernard Zimmer, d'après un conte de M. Pierre Mille. — *Un Déjeuner d'amoureux*, un acte de M. Birabeau. — Comédie des Champs-Élysées, *Jean de la Lune*, trois actes de M. Marcel Achard.

La Comédie-Française nous a donné un « spectacle d'été », qui a dû se sentir un peu dépaysé sous la bise de ces derniers jours. *Un Châtiment* est tiré d'une célèbre nouvelle de M. Paul Bourget, bien curieuse à relire, à quarante ans de distance. Il s'y trouve un type de jeune arriviste qu'on croirait dessiné sur le vif d'après un modèle d'aujourd'hui. Le jeune Philippe Dubois, estimant qu'il est urgent de désencombrer le monde des lettres, n'hésite pas sur les moyens : « Il faut traiter nos devanciers comme on traite les vieillards en Océanie. On les fait monter sur un arbre que l'on secoue. Tant qu'ils ont la force de se tenir, tout va bien. S'ils tombent, on les assomme et on les mange. » Ces gentillesses des petits « féroces » de 1890 sont pour nous rassurer. Il a été impossible, même aux nôtres, de faire mieux.

De cette grande nouvelle, *Un Saint*, MM. Truffier et Chanu ont tiré un drame qui vaut par la sobriété nerveuse et l'émouvante rapidité. Dans la montagne entre Pise et Lucques, le couvent de Monte Chiaro, sur lequel est seul à veiller un dernier bénédictin. Ce vieux moine, Dom Griffi, sera sans cesse en scène, et nous ne nous en plaignons pas. Le type est dessiné avec amour. Témoin du temps où le couvent, dont le décret de nationalisation a fait un désert, était peuplé de deux cents moines, s'il a accepté d'y rester comme gardien, c'est qu'il a la certitude de le revoir dans son éclat de jadis. Il personnifie le regret du passé et la foi dans l'avenir. Artiste d'ins-

tinct, comme ils l'étaient dans l'Italie de la Renaissance, il a découvert, sous un grossier badigeonnage, des fresques de Benozzo Gozzoli. Il garde dans un coffret de belles médailles antiques dont il fait les honneurs à un visiteur de marque, le propre directeur de l'École d'Athènes. Lorsqu'il s'aperçoit que les deux plus précieuses manquent... Qui est le voleur?

Nous le savons et n'avons à le savoir nul mérite, car c'est sous nos yeux que le vol a été commis tout à l'heure. Dom Griffi n'a pas plus que nous une minute d'hésitation. Il ne s'agit pour lui que d'obtenir du coupable l'aveu de sa faute. Il y parvient sans trop de peine, en grand connaisseur des âmes et de leurs mouvements secrets. Et voilà le drame, voilà l'énigme. Comment un jeune homme de bonne famille, d'éducation soignée et de belle culture, peut-il devenir soudain l'émule des plus vulgaires cambrioleurs? Troublant mystère dont M. Paul Bourget s'est à maintes reprises montré préoccupé... Reste le châtiment. Ce sera pour Philippe d'accepter de la générosité de Dom Griffi le don des précieuses médailles...

M. Denis d'Inès a composé avec un rare bonheur le personnage du Père Griffi : il en fait un bonhomme pittoresque et délicieux.

Un magnifique rideau aux trois couleurs, portant au centre un N surmonté de la couronne impériale, descendu du cintre avant *Pauvre Napoléon*, nous avait donné bon espoir. Joignez que M. Bernard Zimmer est un jeune auteur de beaucoup de talent et qui a déjà de beaux succès à son actif. Il semble qu'il ait été cette fois moins bien inspiré. Je n'ai pas lu, et je le regrette, le conte de M. Pierre Mille d'où est tirée la pièce; mais puisque c'est un conte, il doit être court : la pièce, en ses trois brefs tableaux, donne une impression de longueur et parfois de remplissage. Au premier acte, une conversation entre Hudson Lowe, Sturmer et M. de Montchenu. La plus grande partie du second acte est occupée par une discussion entre Gourgaud et Montchenu, qui s'obstine à vouloir pénétrer auprès de l'ex-empereur. Au troisième acte, Napoléon et M. de Montchenu évoquent le souvenir de leurs amours de garnison et tombent dans les bras l'un de l'autre, hélas!... Ce qui est pénible dans ces trois actes, ce n'est pas de voir Napoléon, en costume de planteur, malade et embourgeoisé; mais c'est que dans ce bourgeois bougon et sentimental, rien ne vienne trahir qu'il est Napoléon. Les *Mémoires* de Gourgaud, auxquels la pièce fait de fréquents emprunts, sont remplis de ces médiocres détails qui furent le pain quotidien

de la vie à Sainte-Hélène. Et pourtant le drame y est à chaque page. Il naît du contraste entre la gloire du héros, sans cesse présente à notre esprit, et l'atmosphère de vulgarité, où maintenant il étouffe. C'est ce contraste dont les *Mémoires* de Gourgaud fournissaient l'ample matière, qu'il eût fallu et qu'on n'a pas suffisamment réussi à nous mettre sous les yeux.

Le spectacle commençait par une saynète de M. Birabeau, ironique, sentimentale et de tout repos, *Un Déjeuner d'amoureux* où Mlle Roméo s'est montrée spirituellement dépitée et charmante.

M. Marcel Achard a de l'esprit, de la gaieté, une fantaisie originale où il nous invite lui-même à voir une sorte de clownerie. Il a l'oreille du public. Sa dernière comédie, qui n'est peut-être pas la meilleure, a été accueillie avec beaucoup de sympathie.

Elle pourrait s'appeler : *Jean de la Lune ou l'optimisme*. L'idée en est charmante et même en partie vraie. C'est que pour chacun de nous la réalité ressemble à l'idée que nous nous en faisons : nous ne subissons pas, nous créons le monde qui nous entoure. Oui, mais de cette fine remarque quelle est la traduction scénique que nous offre M. Marcel Achard dans *Jean de la Lune*? On se serait attendu à voir une manière de poète, un petit frère des héros chimériques de Musset : on a devant soi un personnage falot, dont on ne sait s'il est affligé d'une crédulité épique ou enclin à une cynique complaisance.

Jean de la Lune est épris de la maîtresse d'un de ses amis. Il assiste à une scène violente, où celui-ci traite Marceline comme une fille et comme elle le mérite. N'ayant pas réussi à les réconcilier, il épouse Marceline. Nous constatons bientôt chez celle-ci ce qu'Émile Augier appelait « la nostalgie de la boue ». Elle-même s'en accuse; mais devant les dénégations de Jean de la Lune, qui lui affirme qu'elle a toutes les vertus, étonnée, confondue, et convertie, elle va devenir en réalité le modèle des épouses.

Le rôle le mieux venu est celui du frère de Marceline, Cloclo, parasite et complice de sa sœur. M. Michel Simon en a fait un type grandiose de bassesse comique. M. Jouvet, pour un homme dans la lune, a bien du brio et un regard terriblement perçant. Mme Valentine Tessier a joué avec souplesse et émotion le rôle de Marceline.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La politique de M. Schacht paraît avoir conduit le Comité des experts à un échec irrémédiable, à moins qu'un esprit nouveau, dans ces très prochains jours, ne souffle à Berlin. Comment les Alliés se sont-ils laissé amener à cette impasse?

Il faut convenir d'abord que, de leur côté, la manœuvre a laissé à désirer. On a laissé prendre au Reich, qui était demandeur, le rôle de défendeur. On a indéfiniment étudié le rôle et le fonctionnement de la Banque internationale avant de savoir si elle aurait des annuités à gérer et à répartir. Les chiffres étaient, en cette affaire, l'essentiel; avant d'en aborder la discussion, on a laissé couler de longues semaines durant lesquelles la presse allemande a semé les plus déplorables illusions dans l'opinion publique. Mais, en Allemagne, pays de discipline et d'autorité, quand a-t-on vu la presse entamer une campagne sans y être encouragée de haut? Les aspirations personnelles du directeur de la Banque d'Empire, auquel on prête l'ambition de parvenir aux plus hautes destinées dans la République, et son désir de se concilier la faveur des groupes nationalistes, le souci de son collègue M. Vœgler de se ménager la confiance de la grande industrie, peuvent à la rigueur expliquer que les experts allemands « indépendants » aient pris spontanément la responsabilité de l'ultimatum qu'ils ont posé le 18 avril devant le sous-comité présidé par lord Revelstoke. Les Allemands ont presque toujours une tendance à croire que l'habileté les servira, quand la loyauté leur serait plus profitable. Comment, cependant, imaginer que M. Stresemann aurait encouragé et approuvé une attitude qui serait la faillite de toute sa politique?

Le samedi 13 avril, le mémorandum établi d'un commun accord par les créanciers de l'Allemagne a été remis au président du comité, M. Owen D. Young, qui l'a fait tenir aux délégués allemands, MM. Schacht et Vœgler; il indique avec précision le montant global des créances et les modalités de paiement, après de telles réductions et compressions, que la France, par exemple, n'arriverait à couvrir que la moitié environ des dépenses qu'elle a déjà effectuées pour la restauration des régions envahies.

C'est dire qu'il est impossible de pousser plus loin le renoncement et que le total présenté le 13 avril est un minimum au-dessous duquel il est impossible de descendre. On peut seulement regretter que les Alliés n'aient pas abouti tout de suite, et avant même la réunion du comité, à fixer ce minimum. Les annuités proposées dans le mémorandum du 13 avril s'élèvent, au cours de trente-sept années, de 1 800 millions de marks à 2 450 millions, soit une moyenne d'environ 2 223 millions, inférieure de 277 millions de marks à l'annuité normale du plan Dawes. Durant les six premières années, ces annuités, dans la nouvelle hypothèse, sont inférieures de 700 puis de 500 millions de marks à l'annuité que paye, cette année, l'Allemagne. Ensuite, pendant vingt et un ans, l'annuité n'est plus destinée qu'à faire face aux dettes des Alliés envers l'Amérique et descend, de ce fait, à 1 700 millions de marks; mais il s'agit là d'un avenir si lointain que l'annuité, calculée en valeur actuelle, s'évanouit presque et qu'il est permis de supposer que, d'ici là, des changements pourront survenir et de nouvelles réductions intervenir. En outre, l'indice de prospérité disparaît, tandis qu'en échange l'Allemagne renonce à la clause des transferts. Il était évident que les Alliés avaient atteint là le maximum des concessions compatibles avec l'équilibre de leurs finances et, pour tout dire, avec la justice qui veut que le mal soit réparé par celui qui l'a fait. Or, la France a renoncé à toutes les réparations pour les dommages aux personnes et à la moitié de ce qu'elle a dépensé pour réparer les dommages aux biens; peut-on, raisonnablement, honnêtement, lui demander davantage?

Le 18 avril, le docteur Schacht donna, à ses collègues du sous-comité, communication de la réponse des experts allemands. L'Allemagne ne peut s'engager à payer plus de 1 650 millions par an, soit un chiffre inférieur de plus de 550 millions aux demandes les plus réduites des Alliés; en outre, aucune partie de l'annuité ne serait inconditionnelle. Tandis que la note des Alliés du 13 avril

laissait la porte ouverte à la discussion, la réponse allemande était présentée, à la séance du 18, comme un véritable ultimatum. M. Schacht laissait entendre qu'en un seul cas le Reich pourrait payer davantage, si ses anciennes provinces agricoles de l'est, aujourd'hui polonaises, lui étaient rendues et si des colonies lui étaient attribuées. Ainsi, à un détour du problème financier, le directeur de la *Reichsbank* trouvait un moyen de faire intervenir la politique et de proposer un nouveau partage de la Pologne. La destruction des traités : de quelque côté qu'on la retourne, c'est toujours à cet objectif que tend la politique allemande.

Il est remarquable que l'annuité offerte par M. Schacht suffirait à peu près à couvrir les annuités que les Alliés doivent payer aux États-Unis, — car, avant tout, les Allemands ne veulent pas déplaire aux Américains, — mais il ne resterait rien pour les réparations. Or, les réparations sont la constatation permanente et des responsabilités et de la défaite de l'Allemagne; refuser de les payer, c'est affirmer « le mensonge de la culpabilité », c'est presque le prouver. L'explication psychologique de l'attitude de M. Schacht est là; c'est, il le sait, le meilleur moyen de gagner les faveurs du public et de renforcer cette campagne que, partout dans le monde, tout ce qui est allemand ou germanophile poursuit avec une inlassable persévérance, pour laver l'ineffaçable tache de sang sur la main de la Germania. La manœuvre du docteur Schacht relève de la même mentalité qui fait appeler, dans la presse nationaliste, le traité de Versailles un *diktat* et les paiements de réparation un *tribut*.

Ces idées ne sont pas nouvelles dans l'esprit du président de la Banque du Reich. *Le Journal de Genève* vient de publier une déclaration faite par M. Schacht à un de ses rédacteurs en 1926; il y réclame, en des termes que ne désavouerait pas la presse de M. Hugenberg, le « corridor », la Haute-Silésie, des colonies. « C'est une folie de croire que l'Orient de l'Europe peut durer dans la forme qu'il a actuellement. La Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, tout cela ne durera pas. » C'est un nouveau bouleversement du monde qu'il faudrait à M. Schacht pour qu'il se déclarât satisfait. Quant à sa tactique financière, la *Weltbühne* a révélé des propos tenus par lui à Bad-Pyrmont, propos qui n'ont pas été démentis : « Nous devons conduire notre politique économique, financière et d'emprunts, de façon à devenir insolvables, car nous ne voulons pas payer. » Le mémorandum du 18 avril n'est que l'application de ces doctrines. Mais qu'en pense l'interlocuteur de M. Briand à Locarno et à Thoiry?

Si M. Schacht avait espéré faire un coup de maître, il a été vite détrompé. Son attitude ne comportait que deux issues : ou la rupture de la conférence avec toutes ses conséquences, ou la nécessité de céder après avoir proclamé qu'il ne céderait pas. Les experts américains ne paraissaient pas les moins mécontents. L'échec définitif de la conférence aurait été sans aucun doute constaté à la séance plénière du 19, si, dans la nuit, le président anglais du sous-comité, lord Revelstoke, n'était mort subitement. La séance fut levée en signe de deuil et reportée au 22, puis au 23. On eut ainsi le temps à Berlin, à Londres, à Washington, d'apercevoir que l'échec du comité des experts non seulement laisserait intact le problème des réparations, et par conséquent maintiendrait en vigueur le plan Dawes, mais encore remettrait en question la politique de Locarno et la résolution de Genève du 16 septembre 1928. La presque unanimité de la presse française a réagi dans le même sens : plus de concessions. Le distingué rédacteur diplomatique du *Journal de Genève*, M. William Martin, a résumé la situation en quelques lignes vigoureuses. « La rupture, si elle est définitive, serait un rude coup pour l'économie de l'Allemagne aussi bien que pour sa politique. Deux milliards et demi par an à payer, la Rhénanie restant occupée, l'Angleterre et l'Amérique hostiles, la Pologne inquiète, la France offensée et le reste du monde, — qui veut la pacification, — malveillant, est-ce là ce qu'a voulu obtenir M. Schacht? » De fait, à Berlin, le cabinet du Reich délibérait d'urgence et, à la Bourse, une baisse considérable manifestait l'inquiétude du public et des gens d'affaires. « Les risques qu'entraînerait une rupture des négociations, écrit le *Times*, sont si redoutables pour le crédit allemand que l'Allemagne ne saurait s'y exposer pour une question de quelques millions. » On a pu espérer un instant que Berlin avait compris. Le 20 avril, M. Schacht montait en sleeping et se rendait dans la capitale du Reich où il assistait, le 21, à un Conseil des ministres. Ceux-ci ne purent-ils ou ne voulurent-ils pas lui imposer une attitude plus conciliante? Toujours est-il qu'il revenait, le 22, sans apporter de nouvelles propositions. Dans ces conditions, à la séance plénière du 23, on se bornait à constater que l'accord n'avait pu être réalisé et on nommait une commission de rédaction. Celle-ci était chargée de faire un rapport exposant l'état des travaux et les points sur lesquels l'accord pouvait être réalisé, ainsi que les avantages qui résulteraient pour l'Allemagne de l'application du nouveau plan. Jusqu'à l'achèvement de ce rapport, il subsiste un léger espoir d'aboutir et les tra-

vaux des experts ne sont pas rompus, mais il reste fort douteux, à l'heure où nous écrivons, que l'accord puisse se faire. Du côté des Alliés, on peut se prêter à quelques changements dans l'aménagement des paiements, mais à aucune sur le montant total des annuités. Il faudrait donc que les Allemands se déclarassent prêts, après mûre réflexion, et devant les avantages que présente pour eux le nouveau plan, — à accepter les conditions des Alliés.

Que si maintenant nous cherchions quelles influences ont pu encourager le docteur Schacht dans cette attitude intransigeante, nous trouverions sans doute les violences intempestives de la presse allemande nationaliste, que nous avons déjà signalées, mais surtout peut-être certaines manifestations récentes de la presse libérale anglaise et de quelques hommes politiques travaillistes. La passion électorale peut expliquer bien des paroles imprudentes ; elle ne saurait excuser les violences haineuses de M. Lloyd George à l'égard de la France.

L'un des griefs que lui et ses journaux reproduisent le plus souvent contre le ministère conservateur, et surtout contre sir Austen Chamberlain, c'est de s'être laissé « mettre dans la poche » du gouvernement français. Ce qu'ils poursuivent, c'est la destruction de l'Europe de 1919 et ils sont prêts à tendre la main à tous ceux qui seraient disposés à les aider dans cette néfaste entreprise au bout de laquelle il y a la guerre. Ils font taire jusqu'à leurs répugnances à l'égard du régime fasciste, parce qu'ils prêtent à M. Mussolini l'intention de détruire le nouvel équilibre européen. Ce qu'ils appellent leur impartialité à l'égard de l'Allemagne devient, à l'égard de la France, une révoltante partialité. « Il y a encore des troupes britanniques en Allemagne et leur maintien ne sert qu'à arracher des concessions financières non prévues au traité de Versailles, qu'à empêcher la république autrichienne de s'unir à la république allemande, qu'à permettre un Locarno oriental au bénéfice des Polonais, qu'à faire subsister la paix armée. » Ainsi s'exprime le *Manchester Guardian*, démolissant, en quelques lignes, toute l'Europe. « Nos relations doivent être amicales avec toutes les puissances, et avec la France autant, mais pas plus, qu'avec l'Allemagne... La continuité qui s'impose à la politique étrangère britannique par ses intérêts nationaux, par les idées modernes et par la pression continue des conditions extérieures a été brisée par l'Entente fraternelle [avec la France]. Quel que soit le gouvernement qui sera porté au pouvoir après les élections, il aura pour devoir de redresser cette

erreur et de rétablir la continuité. » Les libéraux anglais veulent absolument courir après l'amitié des États-Unis ; nous pouvons leur prédire que ce n'est pas le moyen de la rattraper. Quant aux invectives de M. Philippe Snowden, qui fut chancelier de l'Échiquier dans le ministère MacDonald et qui aspire à le redevenir, elles s'adressent avec la même virulence grossière « à la filouterie de la France qui a renié ses obligations » et à la note Balfour, qu'il considère « comme une infamie », alors que l'opinion universelle y voit l'un des actes qui aient le plus honoré la politique anglaise depuis la guerre; nous ne nous y arrêterons pas, car les injures de M. Snowden sont plus gênantes pour M. Ramsay MacDonald et ses amis du *labour party* que blessantes pour la France, qui a le droit de les mépriser. D'ailleurs, sir Austen Chamberlain et M. Winston Churchill en ont fait bonne et prompte justice. Mais comment, après cela, ne pas comprendre les espérances que de telles paroles éveillent parmi les Allemands qui rêvent la destruction des traités de 1919? Une fois de plus, les pacifistes se sont montrés les pires ennemis de la paix.

La campagne électorale, en Angleterre, bat son plein. Les libéraux, presque anéantis aux dernières élections, font un effort considérable, mais ils sont gênés par la personnalité généralement déconsidérée de leur chef. M. Lloyd George, non sans habileté, fait porter la lutte sur la question du chômage, si douloureuse pour l'Angleterre et si onéreuse. Libéraux et travaillistes proposent des remèdes qui, à les entendre, guériraient cette plaie en quelques semaines. M. Lloyd Georges préconise un emprunt de 200 millions de livres destinés à de grands travaux publics qu'entreprendrait l'État, afin d'occuper les ouvriers. M. MacDonald arriverait au même résultat par une surtaxe de 2 shellings sur les revenus dépassant 500 livres. Boniments électoraux! Le chômage, en Angleterre, a des causes très connues et très spéciales ; il est particulier à certaines industries, — l'extraction de la houille entre autres, — et inconnu à d'autres. On ne fera pas d'un mineur un terrassier ; les entreprises d'État de M. Lloyd George surchargeraient le pays, déjà accablé, de nouveaux impôts et n'auraient pas un meilleur résultat que nos ateliers nationaux de 1848. Mais les électeurs ne seront-ils pas dupes des promesses fallacieuses des partis qui n'ont pas la responsabilité du pouvoir? M. Baldwin, honnêtement et loyalement, s'est contenté d'exposer l'œuvre pratique réalisée

jusqu'ici par son gouvernement et le programme qu'il se propose d'aborder, s'il garde la majorité ; il a montré le remède au chômage dans une réorganisation, un renouveau de l'industrie britannique dont les premiers résultats sont déjà très sensibles et promettent une diminution progressive du chômage. Les jeunes gens trouvent dans les centres de placement le moyen de s'employer dans les industries que la crise n'a pas touchées. Il est certain que la situation de l'industrie, de l'agriculture et du commerce anglais ont été très sensiblement améliorées en ces dernières années et qu'au point de vue financier, la place de Londres a retrouvé toute sa puissance. Ces résultats modestes, mais positifs, ces promesses prudentes et raisonnables de M. Baldwin, persuaderont-ils le bon sens des électeurs et surtout des électrices de Grande-Bretagne? On s'accorde à prédire que les conservateurs perdront des sièges ; mais garderont-ils une majorité ? S'ils ne la gardent pas, le pouvoir ne pourra appartenir qu'à une coalition : sera-ce ce le des libéraux avec les travaillistes ou celle des libéraux avec les conservateurs? Dans les deux cas, M. Lloyd George ne deviendrait-il pas l'arbitre de la situation ? L'Europe n'aurait pas à s'en féliciter.

Nos deuils et l'importance des travaux du Comité des experts ne nous ont pas permis jusqu'ici de parler avec les développements nécessaires de ce que l'on a appelé « les élections italiennes », qui sont en réalité une sorte de plébiscite. Essayons d'en expliquer le sens et le mécanisme. Deux adaptations nouvelles des anciennes lois constitutionnelles achèvent de donner à l'État fasciste une physionomie originale, en complète opposition avec les vieilles conceptions du libéralisme parlementaire, tant honni par M. Mussolini et ses amis : c'est d'abord l'organisation définitive du Grand Conseil fasciste et c'est ensuite le nouveau système qui tient lieu d'élections et de représentation nationale.

Le Grand Conseil fasciste est aussi ancien que le fascisme lui-même ; c'est l'organe directeur du parti. Mais la loi nouvelle l'incorpore dans les lois constitutionnelles et lui assigne sa place, une place considérable et dirigeante, dans les institutions de l'État italien : il s'agit en réalité d'intégrer le fascisme dans l'État, mais il n'y entre que pour en rester le maître. Au Grand Conseil, on discute, on délibère, mais on ne vote pas : le dernier mot reste à l'autorité. La mainmise effective du parti fasciste organisé et armé sur l'État devient officielle et régulière.

Depuis longtemps, le Duce avait annoncé que le nouveau Parlement aurait un caractère exclusivement corporatif et syndical. Son premier projet consistait à faire du Sénat une chambre des intérêts professionnels; mais la résistance des sénateurs, particulièrement les avis, toujours très écoutés, de M. Tittoni, amenèrent M. Mussolini à modifier ses plans. Le Sénat reste, au moins provisoirement, à la nomination de la Couronne, c'est-à-dire, en fait, à celle du chef du gouvernement. M. Mussolini en a profité dernièrement pour y faire entrer une cinquantaine de députés de l'ancienne Chambre, chefs d'organisations fascistes ou militants du parti, qui ne pouvaient trouver place dans la Chambre nouvelle qui n'a plus que 400 membres.

C'est la Chambre qui devient, au moins partiellement, professionnelle et syndicale. Les syndicats fascistes avaient été créés, sous l'inspiration de M. Mussolini, par M. Rossoni, dont une évolution rapide, de révolutionnaire qu'il était, avait fait un fasciste. M. Mussolini, avant de faire des syndicats fascistes l'assise fondamentale du nouvel État, en a détruit la direction autonome et l'a transformée en organe officiel : il prévenait ainsi le danger de constituer les organes syndicaux en État dans l'État. Le journal de M. Rossoni, le *Lavoro d'Italia*, devient un organe officiel des corporations de métiers. Le Duce s'occupe actuellement de l'organisation d'un conseil supérieur des corporations dont lui-même sera le président effectif. Ainsi, dans le système fasciste, les organismes syndicaux, dont nous allons voir le rôle dans l'élection de la Chambre, sont dans l'étroite dépendance de l'État qui dispose de leurs caisses et nomme leurs chefs; ils ne peuvent en aucune manière faire obstacle au bon fonctionnement des pouvoirs publics ou opposition aux volontés du chef du gouvernement. A l'intérieur de la corporation, aucune fonction n'est élective; le bureau est nommé par le ministère des Corporations dont le secrétaire est le maître de toute la hiérarchie professionnelle; le titulaire du ministère est M. Mussolini lui-même. Toutes les corporations de métiers sont réparties en sept grandes organisations syndicales qui s'étendent sur tout le pays.

Voici maintenant à quoi se réduit la fonction électorale des organisations professionnelles. Les bureaux des syndicats choisissent 800 personnes qui sont les candidats corporatifs; à ces 800, s'ajoutent 200 autres désignées par les « associations morales ». Sur cette liste de 1 000, le Grand Conseil fasciste choisit 200 noms qui sont inscrits sur la liste nationale, — la seule qui soit soumise aux élec-

teurs, — des candidats à la députation dont le total est de 400. M. Mussolini lui-même a été désigné comme premier candidat par chacune des sept grandes organisations corporatives, bénéficiant ainsi d'une sorte de premier plébiscite corporatif. Les 200 autres candidats destinés à figurer sur la liste des 400 futurs députés ont été désignés directement par le gouvernement; la plupart sont des députés de l'ancienne Chambre ayant donné des preuves de dévouement au fascisme ou jouissant dans leur province d'une influence politique ou sociale. La liste des candidats n'a donc qu'un caractère très incomplètement corporatif, d'autant plus que, même parmi les 800 candidats corporatifs, beaucoup sont des personnes n'ayant que de très lointains rapports avec les métiers ou l'industrie. La liste des 400, ainsi constituée, est soumise pour ratification au pays. Voici comment on procède à l'élection.

La consultation électorale du 24 mars a eu la forme d'un plébiscite, comme il convient à un régime qui se déclare fondé sur les masses. Les électeurs n'ont à se prononcer que par oui ou par non sur la liste globale qui leur est proposée : un bulletin tricolore porte la réponse : « oui »; un bulletin blanc le mot « non » : l'électeur n'a qu'à choisir la couleur. Sont électeurs tous les citoyens âgés de vingt et un ans au moins et qui acquittent une contribution syndicale. Tous les Italiens exerçant une profession, employeurs, techniciens, ouvriers sont obligatoirement tenus de payer une cotisation au syndicat professionnel juridiquement reconnu dont ils relèvent, même s'ils n'y sont pas inscrits. Sont, en outre, électeurs tous les fonctionnaires ou agents de pouvoirs publics, les ministres de tous les cultes; les pensionnés de l'État ou des administrations publiques; en outre, les actionnaires des sociétés syndiquées, les personnes payant au moins 100 livres par an d'impôt direct, celles ayant 500 livres de rentes en titres de la dette publique. En un mot ont le droit de vote, premièrement, les citoyens qui vivent *légalement* de leur travail, — les travailleurs non admis aux syndicats officiels n'étant pas considérés comme des citoyens; — en second lieu, tous les individus qui vivent *légalement* de leurs rentes ou de leurs revenus.

On conçoit que, dans ces conditions, toute surprise soit invraisemblable et pratiquement impossible. Les députés sont, en réalité, désignés par le gouvernement, c'est-à-dire par le parti fasciste organisé, et, en fait, par son chef, le Duce lui-même. Ce système nouveau et original a été ratifié avec empressement par les électeurs; 90 pour 100 d'entre eux ont voté; la satisfaction, l'enthousiasme

même étaient visibles dans les villes et les campagnes; des facilités de transport avaient été accordées aux électeurs éloignés du lieu où ils sont inscrits pour y venir participer au plébiscite. On ne peut que s'étonner qu'à Milan, par exemple, 16 000 électeurs aient osé voter « non ». Le traité du Latran, en apportant aux catholiques une grande satisfaction, a certainement favorisé l'affluence des électeurs aux salles de vote. L'opinion publique, en Italie, se plaît à voir, dans ce grand acte de pacification religieuse, le prélude d'une évolution progressive du régime fasciste vers l'apaisement général des esprits et la stabilisation définitive du nouveau régime; elle espère qu'il en sortira bientôt une ère durable de prospérité et d'expansion nationale.

Tel est, dans son originalité, le régime nouveau de l'Italie. Il ne réalise pas, comme on l'avait d'abord annoncé, un État corporatif tel que certains théoriciens l'avaient imaginé; mais il n'en est pas moins une tentative nouvelle de centralisation de l'autorité et d'association des professions à la vie politique. Il est aussi éloigné que possible des anciennes conceptions de l'État libéral et parlementaire. Il ne laisse rien subsister de ce Statut de Charles-Albert autour duquel la monarchie de Savoie a groupé et unifié tous les États de la péninsule, y compris le domaine de Saint-Pierre. Le régime fasciste reste plus que jamais dictatorial; il s'apparente non plus aux régimes constitutionnels, au sens ancien du mot, qui se font de plus en plus rares en Europe, mais aux régimes d'autorité, sans en excepter celui qui désole la Russie. Mais les régimes politiques ne se jugent ni sur des étiquettes, ni sur des apparences extérieures, mais à leurs résultats et aux bienfaits qu'ils apportent aux peuples Il se peut que l'Italie unifiée ait aujourd'hui besoin d'autre chose que de liberté politique. Toutes les expériences sont libres et peuvent être utiles à toutes les nations, pourvu qu'elles respectent la liberté des voisins et demeurent, parmi les hommes, un élément d'ordre et de paix.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE CONSULAT DE BONAPARTE

I

LE CONSULAT PROVISOIRE

LA PREMIÈRE JOURNÉE

Le 20 brumaire an VIII (12 novembre 1799), à dix heures et demie du matin, une voiture fort modeste, escortée simplement de six dragons, s'arrêta devant le palais du Luxembourg. Il en descendit un petit homme, chétif, le teint plombé par les récentes veilles, les cheveux en désordre sous l'énorme chapeau de castor rond, le corps mal pris dans un habit civil, l'allure à la fois négligée et assurée. Il se dirigea, d'un pas délibéré, vers une petite porte donnant accès aux appartements où, la veille encore, logeaient les cinq *directeurs* de la République. C'était le général Bonaparte.

Il n'y avait plus de directeurs, — s'il y avait encore une République.

La veille, en effet, le Directoire s'était, on le sait, dissous par la démission volontaire ou forcée de la majorité de ses membres, et les Conseils législatifs, réduits à peu, après les péripéties que l'on connaît, avaient élu *consuls provisoires* le général Bonaparte et les ex-directeurs Sieyès et Roger-Ducos.

On était rentré tard dans la nuit. A trois heures du matin seulement, les nouveaux magistrats avaient quitté Saint-Cloud pour regagner, le général son hôtel de la rue de la Victoire, les autres leurs appartements, provisoirement reconquis, du Luxembourg. Paris, qui pendant toute la soirée du 19 s'était

enfiévré aux nouvelles de Saint-Cloud, s'était réveillé dans une sorte d'incertitude où l'espoir n'osait s'avouer. Les passants qui venaient de voir rouler la voiture du jeune général-consul avaient salué avec plus de bienveillance que d'enthousiasme.

Bonaparte s'engouffra chez Sieyès. Jusqu'à midi, il resta enfermé avec celui-ci. Il jugeait encore opportun de ménager cet ex-chanoine, devenu le pontife de la Révolution et presque son oracle ; et, d'ailleurs, déjà habitué à tirer parti de tous, il prétendait, en ces premières heures où lui-même tâtonnait encore, arracher des renseignements pratiques à un homme qui, du premier au dernier jour, avait vécu toute la grande crise.

A midi, Roger-Ducos les ayant rejoints, les trois consuls sortirent de l'appartement de Sieyès. La garde avait pris les armes ; les tambours battirent aux champs quand, de front, les trois hommes traversèrent les cours ; des curieux qui s'y étaient amassés acclamèrent, mais avec discrétion. Les Consuls provisoires allèrent prendre séance dans la salle où, cinq ans durant, s'était déchiré le Directoire maintenant défunt.

L'ex-abbé Sieyès qui, depuis 1789, vivait en manière de devin sur un trépied, pensait avoir tout au moins le fauteuil de la présidence. Ce personnage important méprisait Roger-Ducos comme un simple comparse, — juge de paix dont, quelques semaines avant, on avait, à sa propre surprise, fait un des chefs de l'État, — et il méconnaissait encore, à cette minute, ce jeune Bonaparte, excellent militaire sans conteste, mais, à son sens, peu au fait de la science d'État dont, lui, Sieyès, possédait les arcanes. Ducos, déjà subjugué par le général ou enfin las des dédains du philosophe, dit, à peine entré, à Bonaparte : « Il est bien inutile d'aller aux voix pour la présidence : elle vous appartient *de droit*. »

Le général vit ou devina la blessure faite au pontife ; il accepta le fauteuil, mais pour proposer aussitôt que la présidence fût, à tour de rôle, exercée par les trois consuls : chacun serait, par roulement, pour vingt-quatre heures, chef du gouvernement. En fait, c'était bien le général qui l'allait diriger, mais il avait entendu que Sieyès, d'humeur ombrageuse, ne fût point, par aigreur, amené à faire, dès les premiers jours, une gênante opposition. Il lui confia immédiatement, avec de grands airs de déférence, la mission de préparer la Constitution

nouvelle. C'était caresser le goût capital du philosophe : depuis 1789, il portait en lui une constitution qui, n'ayant pu voir le jour ni en 1791, ni en 1793, ni en 1795, lui pesait cruellement; il allait enfin s'en soulager; il accepta avec une joie grave cette magnifique mission. Solon allait enfin dicter la loi idéale. Tandis que cette métaphysique politique l'occuperait, il laisserait Bonaparte agir. Le soldat se réservait d'ailleurs, le monument constitutionnel une fois bâti par le philosophe, de l'accommoder et, au besoin, de le remanier à ses convenances.

Il fallait choisir des ministres. Bonaparte fit nommer à la Guerre son chef d'état-major Berthier ; c'était une assurance : par lui, il tiendrait l'armée qu'on satisferait d'ailleurs en donnant un commandement privilégié à Moreau, toujours incertain et par là inquiétant; et, hommage, cette fois, au concours moral que l'Institut avait prêté à la révolution de brumaire, le général fit encore désigner pour l'Intérieur le savant Laplace qui devait, en quelques jours, amplement démontrer, par une série de balourdises, combien un astronome tombé ministre peut être un médiocre politique; en attendant, puisqu'on en était au provisoire, l'Institut serait flatté du geste. On laissa la Justice à Cambacérès, le jurisconsulte attitré de la Révolution, et il fallut bien maintenir à la Police Fouché, qui était censé avoir favorisé, lui aussi, l'événement de Saint-Cloud et saura d'ailleurs toujours survivre aux crises les plus graves. On pensait rendre les Relations extérieures au « citoyen Talleyrand-Périgord » ; le Directoire en avait, fort imprudemment, dépouillé, quelques semaines avant, ce dangereux personnage et celui-ci s'en était vengé en poussant Bonaparte. Mais tel était le désir de ne pas paraître réagir tout de suite, que l'on garda, comme à la Justice et à la Police, le ministre en exercice, Reinhart, étant entendu que le jour de Talleyrand (on le lui garantit) viendrait promptement.

On décida l'envoi d'agents en province et l'on s'occupa de la terrible question des finances sur laquelle il nous faudra nous arrêter tout à l'heure : on demanderait à Gaudin, comptable sérieux, de gérer, suivant un mot heureux, avec le portefeuille des finances, « l'infortune publique ». Les consuls examinèrent d'autres projets dont l'urgence était évidente, si l'on voulait tout d'abord rassurer la masse des citoyens que les

dernières semaines du régime déchu avaient exaspérée. Et l'on se sépara, le général retournant chez lui.

L'EFFET DANS PARIS

Cette fois, la voiture, traversant Paris, souleva de vives acclamations. C'est qu'en quelques heures, la grande ville s'était fixée sur les résultats probables de la journée de Saint-Cloud.

Certes la seule nouvelle de la chute du Directoire avait à peu près réjoui tout le monde, toutes les classes, tous les partis. Pour les modérés, c'était une victoire de l'ordre sur l'anarchie : depuis six mois, les Conseils législatifs, sous un gouvernement en déliquescence, votaient loi jacobine sur loi démagogique, fondant une tyrannie d'ailleurs impuissante sur une débauche de mesures révolutionnaires et il était bon qu'on eût mis fin à un régime qui prétendait ressusciter la Terreur sans ses grandeurs. Mais de ces modérés beaucoup étaient assombris à l'idée qu'il avait fallu, pour un court instant, employer « la force des baïonnettes ».

Pour les révolutionnaires en jouissance, le journée n'était cependant pas une journée contre-révolutionaire. Bonaparte était, disaient nombre d'entre eux, le général le plus républicain de l'armée, un ennemi des rois et des prêtres, un vieil ami des jacobins; il avait écrasé les royalistes en vendémiaire et, contre la réaction, collaboré de loin à la journée de fructidor. Mais ils n'en étaient pas moins contrariés, eux aussi, qu'on eût jeté par les fenêtres de l'Orangerie des frères et amis, encore qu'à leur avis, ceux-ci se fussent mis dans leur tort en ne comprenant pas que l'heure du repos dans la jouissance avait sonné.

Quant au gros du public, il était quelque peu blasé sur les *journées* qu'on avait, durant dix ans, toutes déclarées « *libératrices* ». Depuis le mémorable 14 Juillet, on avait annoncé, après chacune d'elles, qu'un régime meilleur allait en sortir et toujours, dès le lendemain, une faction en avait simplement proscrit une autre : ainsi s'étaient, aux dépens de la tranquillité et de la prospérité du pays, multipliées, d'année en année, les causes de division. Le peuple se sentait évidemment porté, par une grande amitié, à quelque confiance dans la personne du vainqueur de l'Italie, du pacificateur de Campo Formio, que deux ans avant tout Paris avait, avec transports,

acclamé. On espérait qu'il allait rejeter les ennemis extérieurs derechef coalisés, loin des frontières de nouveau menacées; mais, novice en matière de gouvernement, n'allait-il pas être entre les mains de ce Sieyès, politicien mêlé depuis ces dix ans de lutte civile à toutes les querelles, et, de ce fait, le nouveau gouvernement ne serait-il pas, malgré Bonaparte même, amené, comme les autres, à proscrire des citoyens à droite, à gauche, et à perpétuer ainsi l'ère des disputes civiles?

En somme la masse n'était pas fâchée, — je dirai sous peu quelle était la mentalité de la Nation, — que l'on eût jeté par les fenêtres des bavards, des agités, représentants discrédités du régime désormais périmé du Verbe, mais on craignait maintenant des réactions trop fortes. On ne croyait ni la Révolution close ni les querelles apaisées : on espérait, on souhaitait; on ne pouvait, en une seule heure, accréditer entièrement l'avenir. La plupart des journaux qui avaient paru dans la journée, contant les événements de la veille avec des détails, les uns comiques, les autres tragiques, et se félicitant unanimement de l'issue du drame, parlaient d'une ère nouvelle d'ordre et de concorde, mais leurs lecteurs restaient perplexes. « On se croirait, dit une observatrice, revenu aux premiers jours de la liberté : seulement l'expérience des dix dernières années se fait sentir et *la méfiance se mêle au contentement.* » Un policier, qui entend cependant être agréable, conclut : « Ce qui doit donner l'idée la plus satisfaisante de la situation des partis, c'est que le contentement qu'inspire la révolution du 18 brumaire (cette date erronée allait entrer dans l'Histoire) *n'a ni l'exaltation ni l'enthousiasme qui naissent et meurent en même temps.* »

Je dirai en effet quels efforts il faudra à Bonaparte pour que, de jour en jour, la confiance hésitante s'affermisse, se fortifie, s'enfle, monte jusqu'à porter au suprême pouvoir le grand pacificateur, le grand restaurateur, et c'est bien là le trait le plus glorieux de cette histoire : la conquête plus difficile qu'on ne le pense communément d'une Nation par l'accumulation des bienfaits. Le 20 brumaire, on n'en était pas encore à la foi, mais seulement à l'espérance.

Cependant, vers le milieu de cette journée du 20, si intéressante, et pendant que délibéraient les consuls, une proclamation de Fouché avait déjà épanoui les visages. C'était, ce sera

toujours un flaireur de vent. Après avoir conté lui aussi, à sa façon, la journée de Saint-Cloud où « le génie de la République » avait sauvé le général « des stylets des assassins », l'ancien proconsul terrorriste prêchait le calme, la modération et l'union : la journée n'était pas contre-révolutionnaire, elle n'était pas révolutionnaire ; il n'y avait ni vainqueur ni vaincu ; « chacun devait suivre avec sécurité le cours de ses affaires et de ses habitudes ». La proclamation soulagea, rassura.

D'ailleurs les esprits se rasséréna ient. Lannes, soldat révolutionnaire, proclamait : « Le 18 brumaire n'est pas une journée de parti ; il est fait pour la République et pour les républicains. » Moreau affirmait à Decaen que « tout allait bien », déclarant « qu'il n'y avait que Bonaparte qui pouvait tirer la France de la position difficile dans laquelle elle se trouvait ». Le brave général Lefebvre qui, tout d'abord, avait paru hostile à un coup d'État, allait saluer « cette étonnante et salutaire révolution », signalant que « l'allégresse était générale » ; « Pour le coup, *ça ira*, ajoutait-il, je vous en réponds. »

L' « allégresse » était en effet devenue plus « générale ». On entend, écrira-t-on dès le lendemain, « les expressions de l'espoir le mieux prononcé par un retour complet au bonheur ». Le soir, la proclamation de Fouché, lue dans les théâtres, y provoqua des manifestations enthousiastes : à Favart, on entonna le *Chant du départ*, inspiré du plus pur esprit de la Révolution généreuse. Fait plus caractéristique, la rente qui était tombée, à la veille de brumaire, au chiffre invraisemblable de 11 francs, s'était, en une heure, relevée à 14, le lendemain à 20, en attendant qu'elle atteigne bientôt 65. L'or qui se cachait reparaissait en quantité sur le marché des changes, rapporte un policier, et on allait voir les biens-fonds qui, douze jours auparavant, ne pouvaient plus trouver d'acheteurs ni de prêteurs, retrouver les uns et les autres, fruit, ajoute un journal, de « l'heureuse journée de brumaire ». Et ces trois traits valaient toutes les acclamations.

POUR ASSAINIR LES FINANCES

Les décisions, prises, les trois jours suivants, par les Consuls, vite connues du public, ne pouvaient qu'augmenter la satisfaction et la confiance.

Bonaparte voulait courir au plus pressant, se réservant d'appliquer tout un plan d'arbitrage et de restauration, quand on serait sorti du provisoire.

Le plus pressant était de faire face à l'effroyable situation où le Directoire laissait le Trésor. On la connaît. Les impositions rentrant mal, les sommes à percevoir étant « déléguées » d'avance aux financiers qui avaient prêté à la petite journée et, le gaspillage restant constant depuis cinq ans, le déficit était, depuis ces cinq ans, de 200 millions par an et la dette s'augmentait sans cesse de ces déficits chroniques. Le Trésor se trouvait constamment vide : depuis un an, les employés des ministères n'étaient pour ainsi dire payés que par hasard et les armées manquaient de tout, n'étant, de l'aveu du ministre de la Guerre à la veille de brumaire, ni nourries, ni habillées, ni soldées. A plus forte raison les rentiers de l'État avaient-ils dû, depuis longtemps, renoncer à toucher leur dû. Pour faire face aux nécessités de la nouvelle guerre, les *Conseils* du Directoire, tout à l'esprit démagogique, avaient créé le fameux *emprunt forcé aux riches* dont j'ai dit le lamentable fiasco (1). Pour quelques millions glanés, — le tiers de ce qu'on en attendait, — et aussitôt dissipés, on avait créé une terreur fiscale qui avait achevé d'exaspérer, non seulement les capitalistes, les petits plus encore que les gros, et les propriétaires, plus sûrement atteints que les capitalistes même, mais aussi les artisans de tous les métiers de luxe jetés, par l'incidence de l'impôt, instantanément au chômage.

Et tout cela pour aboutir, le 17 brumaire, à cette situation sans précédent : *177 000 francs constituant le Trésor d'une des nations alors les plus riches du monde*, — misérable reliquat d'une avance de 300 000 francs, arrachée, la veille, à des financiers hésitants ! D'ailleurs, un tel désordre, dans les bureaux des finances désertés par les employés impayés, que l'on n'avait pas pu préparer l'assiette des perceptions pour l'année même qui courait : à quoi bon, disait-on, puisque, dans les provinces, les trois quarts des contribuables se refusaient à acquitter l'impôt, révoltés de l'anarchie régnante et l'augmentant ?

Pour remédier à un tel état de choses, il fallait mieux

(1) Louis Madelin, *la Révolution*, pp. 524-6.

qu'un financier génial : un solide administrateur rompu par l'expérience et fermé aux chimères. Sieyès, dès la première délibération du Conseil, avait, il faut lui en savoir gré, proposé Gaudin. C'était un ancien commis au Trésor royal qui, devenu chef de division sous Necker, était resté à la trésorerie pendant la Révolution, un de ces bons techniciens qui ne cherchent pas les solutions sur les cimes qui sont parfois trop près des nuages, mais dans le simple terre à terre du bon sens financier. Sieyès, lui ayant, trois mois avant, offert les finances au nom du Directoire, il avait sans hésitation refusé « parce que, avait-il observé, là où il n'y a ni finances ni moyen d'en faire, un ministre est inutile ». Ce mot plein de sens eût suffi à le désigner. Bonaparte le fit appeler, le 20 brumaire, au Luxembourg. « Vous avez longtemps travaillé dans les finances? lui dit-il. — Vingt ans, général. — Allez, prêtez serment, nous sommes pressés. » Gaudin avait, ajouta le Consul, deux heures pour prendre possession du portefeuille et se mettre au travail. Le lendemain, le nouveau ministre avait ses plans. Napoléon, après dix ans d'un commerce qui devait durer jusqu'en 1815, déclara : « Gaudin n'est pas un aigle, *mais il sait les choses* ». Et nous verrons que c'était, dans sa bouche, le plus grand des éloges.

Il fallait tout d'abord supprimer l'*Emprunt forcé*, — « loi déshonorante pour la nation » dit Gaudin, — et il entendait par là stigmatiser tout impôt d'aventure et d'inquisition, tel que l'était ce « système désastreux d'impôt progressif » avec les jurys de taxations, générateurs des pires délations et des plus odieuses injustices. Le « désastreux système » était remplacé par un projet de taxe de 0,25 ajouté au principal des contributions foncière, mobilière et somptuaire de l'an VII, « taxe indiquée, appelée même par l'opinion publique, écrit le ministre, dès l'époque de l'établissement de l'*emprunt forcé* qu'elle repoussait à juste titre. » Adoptée par les Consuls le 25 brumaire, la taxe, égale pour tous proportionnellement, allait être le point de départ du rétablissement des finances, fruit de leur *assainissement*, — et jamais ce dernier mot ne fut plus justifié. L'*agence des contributions directes*, qui semblait frappée de paralysie, était remise en mouvement, les agents infidèles ou négligents chassés et les compétents appelés, les rôles de l'année VII allaient être reconstitués, ceux de l'an VIII aussitôt établis et, l'élan public aidant, le recouvrement « devait

commencer, dit Gaudin, avec l'année même à laquelle les contributions appartenaient ». Mais, en attendant ces rentrées, il fallait vivre : on en fut réduit devant le Trésor vide, aux expédients encore, et aux plus misérables. Le duc de Gaète, devenu plus tard le grand ministre d'un magnifique Empire aux finances opulentes, se rappellera toute sa vie ces heures amères où, en attendant que les recettes régulières fussent assurées, l'on avait dû tendre la main à tous, en France, hors de France, obtenir 500 000 francs du financier Collot, ami de Bonaparte, tirer deux millions de Gênes, seule terre qui restât sous notre main hors des frontières, solliciter le prêt de quatre millions et demi de la ville de Hambourg, négocier, en vain d'ailleurs, avec la Hollande un autre emprunt en offrant pour gage, — aveu humiliant de notre pénurie, — le joyau de l'ex-écrin royal, le fameux *Régent* ; et, comme tout cela n'était pas encore de réalisation immédiate, qu'il fallait payer les fonctionnaires et, pour une semaine, entretenir les armées, on dut encore, — ce qui répugnait autant au grand commis financier qu'au général, ennemi des banquiers insolents, — implorer tout de suite l'aide de ces derniers : Perrégaux, Récamier, Fulchiron, Lecouteulx et, avec leur concours, constituer les douze millions nécessaires pour quelques jours. On essayait de tirer encore un peu d'or des biens nationaux fort usés, de vendre des domaines de l'État, d'opérer de cruelles coupes de bois jusque dans le parc de Versailles, de faire argent des marais salants et bref de « vivoter d'expédients ».

Mais ce qui eût paru, sous le Directoire, misérable et vain parce que certainement sans lendemain, on le tenait pour admissible et heureux sous le nouveau régime, parce que ce mystérieux facteur, *la confiance*, avait tout transformé : les banquiers, assure Gaudin non sans exagération, consentirent l'emprunt avec « élan ». Et cependant la création de la caisse d'amortissement, confiée à un autre grand commis éprouvé, Mollien, affirmait déjà l'espérance du gouvernement en une ère nouvelle où du rétablissement des finances sortiraient la restauration et la libération définitives du Trésor.

L'ESPRIT NOUVEAU

Tandis que, pour assainir les finances, Gaudin jetait bas, en un jour, l'odieux et néfaste *emprunt forcé*, les Consuls

essayaient, également en un jour, d'assainir l'opinion par quelques mesures de pacification, indicatrices de la politique qu'un Bonaparte compte bien faire sous peu prévaloir sur tous les terrains. D'un trait de plume, on rayait l'abominable *loi des otages*, votée, trois mois auparavant par les Conseils, pire que la terrible *loi des suspects* elle-même, jadis instituée par la Convention, puisqu'elle frappait, de l'aveu même de ses auteurs, des innocents pour punir les « coupables ». Pour bien marquer que la mesure réparatrice venait de lui, c'était Bonaparte qui, sans attendre une heure, courait à la prison du Temple pour en ouvrir de sa main les portes à quelques-uns des malheureux « otages ». « Une loi injuste vous a privés de la liberté, mon premier devoir est de vous la rendre » : le mot courut tout Paris. Les royalistes intransigeants, s'il faut en croire un rapport, s'en montraient inquiets : les autres exaltaient la mesure qui, partout, « produisait une grande sensation ».

C'était Bonaparte encore qui, ayant ainsi mérité les bénédictions des parents d'émigrés, faisait triompher, cette fois, au profit de quelques jacobins, la politique de clémence. Au cours de la délibération du 20 brumaire, Sieyès, entraîné par dix ans d'assemblées révolutionnaires aux proscriptions, avait arraché au général sa signature à un arrêté poursuivant plusieurs députés qui, la veille, avaient, dans l'Orangerie de Saint-Cloud, menacé le général et même quelques-uns de ceux qui avaient paru les approuver. Mais, après avoir laissé l'arrêté sans exécution, le général le faisait presque aussitôt rapporter. Le général Jourdan, après avoir « jacobinisé » à outrance, des armées aux Conseils, s'était, dans les journées de brumaire, donné l'apparence de diriger l'incertaine résistance, et deux de ses compagnons d'armes, Augereau et Bernadotte, tenus également pour jacobins, semblaient bien l'y avoir encouragé. Tandis que ces deux derniers étaient, par Bonaparte, accueillis avec une affabilité qui les surprit, Jourdan, compris dans l'arrêté proscripteur, était aussitôt rassuré : le Consul lui écrivait lui-même qu'il entendait bien qu'arraché à la lutte des partis, il ne fût plus pour tous que « le vainqueur de Fleurus » et qu'il espérait « le voir constamment sur le chemin qui conduit à l'organisation, à la véritable liberté et au bonheur ».

Loin de les éloigner, Bonaparte s'appliquait à attirer à lui

ceux qui, en le honnissant, en le menaçant, avaient nécessité l'irruption regrettable des grenadiers dans le Conseil des Cinq Cents ; désireux de faire oublier une minute d'exaltation, suprême manifestation de dix années de fureur, la plupart accoururent : Bonaparte les *plaça*, heureux, suivant une pittoresque expression d'Albert Vandal, de « faire rentrer par la porte basse ceux qu'il avait, la veille, fait sortir par la fenêtre ». Il y avait des irréductibles, Delbrel, Destrem, Briot ; ils s'excluaient seuls, en appelant à « cette justice qui a toujours atteint les ambitieux et et les traîtres ». Les histoires citent, parmi les rares cas de résistance au mouvement d'adhésion, celui du président du tribunal de l'Yonne, un obscur jacobin nommé Barnabé, mais aucune ne mentionne que, destitué, il sera, trois mois après, rappelé à ses fonctions et acceptera sans aucune hésitation. C'était l'esprit nouveau : ni vainqueurs ni vaincus.

Ni vainqueurs ni vaincus : la formule partout s'imposait. Les théâtres avaient, les 20 et 21, représenté des pièces de circonstance tendant à jeter le ridicule sur les *défenestrés* de Saint-Cloud ; c'est sur l'ordre de Bonaparte que Fouché les faisait rayer de l'affiche dès le 22, tandis qu'il retirait des librairies les pamphlets et libelles publiés, depuis deux jours, dans le même esprit. Dès les premières heures, les administrateurs de Paris et des départements reçurent des circulaires où il était dit que, désirant « immoler au désir de la paix intérieure ses ressentiments », le gouvernement entendait que personne « ne contrariât ce vœu ». On fermait à Toulouse et autres villes les derniers clubs, foyers d'agitation « terroriste », mais sans éclat, pour que les royalistes ne pussent, en appuyant bruyamment le mouvement, ainsi qu'ils en avaient fait mine, compromettre la politique de conciliation.

Bonaparte y tenait d'autant plus que, cependant, il essayait, aussitôt, de désarmer par des concessions l'insurrection royaliste de l'Ouest. On sait que, là aussi, l'absurde politique du Directoire sur ses fins avait soudain ravivé une des plaies qui, depuis 1793, saignaient au flanc de la France. Mal fermée par Hoche en 1795, elle s'était rouverte. La Vendée s'était, en vendémiaire an VIII, de nouveau insurgée et tandis que, de la Touraine à la Normandie en passant par l'Anjou et la Bretagne, les bandes avaient repris les armes, celles de la basse

Loire, conduites par des chefs jeunes, allants, audacieux : Chatillon, Bourmont, Autichamp, Andigné, avaient obtenu des succès que n'avaient jamais connus les « généraux » de la première Vendée. Je dirai que Bonaparte, libéré des étroits préjugés, estimait et admirait l'énergie et la foi qui jadis avaient fait des chefs de l'Ouest, — parmi beaucoup d'actes d'affreux brigandage — des héros souvent et parfois des martyrs. Le général Hédouville avait été envoyé en Anjou par le Directoire; il tenait difficilement tête aux « chouans » dont les chefs s'exaltaient de la faiblesse du gouvernement républicain à son déclin. Brumaire était venu abattre certaines de leurs espérances ; nombre d'entre eux, de leur côté, admiraient le vainqueur de Rivoli : « Si nous avions eu Bonaparte, disaient-ils, nous aurions été les maîtres ». L'abrogation de cette loi des otages qui, précisément, avait remis le feu aux poudres, pouvait servir de prétexte à un rapprochement. Par l'intermédiaire d'une bonne Française de l'ouest, M^me^ Turpin de Crissé, Chatillon, Autichamp et Bourmont consentirent tout au moins à négocier. On leur fit entrevoir, avec de larges amnisties, le *privilège* de garder leurs prêtres dans leurs églises, — puisqu'aussi bien, on en était encore à considérer comme *privilège* le droit le plus sacré. Mais l'insurrection récente n'était qu'un nouvel accès d'un mal trop ancien et les racines en étaient trop profondes, la situation du Consul provisoire paraissait, d'autre part, encore trop précaire, pour qu'on pût, en quelques semaines, obtenir là des résultats définitifs.

Tout ce qu'on pouvait faire était, en attendant une cure à la fois énergique et habile, d'arrêter l'épanchement de sang. Les négociations allaient aboutir, le 3 frimaire, à une simple suspension d'armes d'un mois. On verrait plus tard, — Bonaparte tirant une autorité plus grande d'une situation plus assise, — à faire sortir de cet armistice le traité qui, définitivement, pacifierait l'Ouest.

Partout, ce provisoire empêchait l'homme de tirer de la révolution de brumaire tous ses effets. Il ne pouvait qu'essayer, tenter, poser quelques jalons, amorcer des négociations, esquisser des gestes, ébaucher des projets. Si la confiance grandissait, elle ne pouvait beaucoup s'étendre, tant que le nouveau régime ne se serait pas affermi.

On le vit bien à l'attitude que l'étranger prenait en face d'un autre geste de paix.

Je dirai plus loin dans quelle situation la France se trouvait vis-à-vis de l'Europe, — en énorme majorité dressée contre elle, — et combien le pays aspirait à la paix dans l'honneur. Plus qu'aucune question, Bonaparte connaissait celle là et y avait réfléchi. Il était trop réaliste pour croire qu'un geste de conciliation suffirait à faire tomber le redoutable mur que tant d'ambitions, de haines, d'envies, de griefs réciproques, d'appétits inavoués et de prétentions proclamées élevaient entre la France de la Révolution et l'Europe coalisée.

Pour offrir la paix aux deux principales ennemies qui, depuis 1792, se dressaient contre nous, l'Angleterre et la Maison d'Autriche, pour tenter de détacher d'elles le tsar Paul, leur allié mécontent, il fallait encore attendre qu'on eût le droit de parler au nom d'un gouvernement régulièrement constitué et investi ; on pouvait tout au moins faire savoir aux cabinets, par la seule porte qui fût ouverte au nord-est, la Prusse, dans quel esprit la révolution de brumaire, rompant avec la politique brouillonne du Directoire, pourrait tourner à la pacification générale. Le général Duroc, homme de confiance du Consul, fut envoyé à cet effet en Prusse ; il y réussit assez pour que, en attendant des gestes plus éclatants, l'Europe parût tout au moins dans l'attente de quelque chose de nouveau : tandis que Russes et Anglais demeuraient dans l'expectative, l'armistice conclu avec les Impériaux sur le Rhin sembla, alors que, quelques semaines plus tôt, on attendait une invasion, une lueur de paix, assurément faible, mais qui encourageait la nation à prendre patience.

Il fallait s'arrêter à ces jours de brumaire et de frimaire an VIII où il semble que, dans une série de gestes, Bonaparte ait fait tenir, — en ébauches parfois à peine esquissées, je le répète, — la future politique consulaire. « Premières heures remplies de destinée », a écrit Albert Sorel. C'est par là qu'elles retiennent l'historien.

Fait assez rare, les contemporains, même lorsqu'ils étaient investis par les préjugés et les rancunes, paraissent avoir compris les heures qu'ils vécurent alors.

Tout était encore assurément incertitudes et contradictions

dans l'opinion. Comme le gouvernement lui-même, tout un monde tâtonnait, ne sachant de quoi serait réellement fait le lendemain. L'esprit de parti ne pouvait si vite désarmer : les habitudes de lutte, d'excommunication, d'ostracisme étaient trop fortes, la langue même trop faite aux anathèmes. Des hommes qui, comme les *brumairiens*, parlaient d'établir derrière Bonaparte « un gouvernement national », à la même minute, en excluaient leurs « ennemis », la moitié de la Nation, et « à tout jamais ». Les catholiques ayant, dès le lendemain de brumaire, essayé de se dérober au joug odieux qui, depuis l'odieux coup d'État de fructidor surtout, pesait sur eux, les tenants de la lutte antireligieuse, même les plus attachés au nouveau gouvernement, vitupéraient : Lecouteulx, tenu pour modéré, s'écriait à l'Hôtel de Ville que les Français ne se résigneraient pas à « retomber sous le joug honteux du despotisme sacerdotal », pour se permettre, à la vérité, de flétrir « l'horrible et sanglante démagogie ». Le propre ministre de l'Intérieur, le « philosophe » Laplace ne parlait de la religion qu'en la nommant la « superstition » et Fouché, si en train qu'il fût de revenir de ses déclamations antireligieuses de 1793, avait soin de déclarer : « Que les *fanatiques* n'espèrent pas faire dominer un culte intolérant! » C'était, il est vrai, pour ajouter : « Le gouvernement les protège tous également sans en favoriser un seul. »

La réaction, il faut le dire, tentait de se déchaîner, — spontanément. En province, l'adhésion à l'acte de brumaire prenait forme de violentes récriminations, parfois même de gestes menaçants contre la *jacobinière*; à Bordeaux, à Caen, à Clermont-Ferrand, il fallait enrayer de pareils mouvements. A Paris, en dépit de la surveillance étroite de Fouché, caricatures et chansons couraient contre les Jacobins, sans couleur d'ailleurs de royalisme ni de catholicisme. Les *Commissions législatives*, résidu des Conseils, qui assistaient assez platoniquement le gouvernement, s'émouvaient : Cabanis, un des hommes du mouvement *national*, devait défendre devant elles les *brumairiens* de toute complaisance envers la réaction, et pour mieux convaincre, cet honnête homme allait jusqu'à revendiquer comme inattaquable et « glorieuse » l'abominable journée de proscription du 18 fructidor. Surtout on avait soin de dire que jamais les acquéreurs de biens nationaux n'auraient à

redouter le retour des émigrés, cloués au pilori, et des prêtres, traités indistinctement de *calotins*. *Le Journal des Hommes libres*, organe violemment jacobin, — les *Hommes tigres*, ainsi que les appelaient les modérés, — ayant été acheté par Fouché, soutenait le gouvernement, mais en accablant le « fanatisme » : « La superstition n'avait pas plus à s'applaudir que le royalisme des changements opérés le 18 brumaire », écrivait Laplace aux administrateurs. Dans les armées, c'était le même esprit : elles étaient, je le dirai, de sentiment très jacobin ; si l'armée d'Italie, d'ailleurs assez démoralisée, exprimait simplement la crainte que, jeté dans la politique, Bonaparte manquât à sa mission de grand chef militaire, — « il eût été, y écrivait-on, plus utile à l'armée », — sur le Rhin, l'adhésion des officiers au coup d'État était conditionnée à la fidélité que l'on espérait voir le grand soldat garder à l'esprit de la Révolution la plus avancée : le général Colaud fronce le sourcil à la nouvelle que « plusieurs lois fructidoriennes ont été rapportées » ; il espère qu'on ne donnera pas aux « *anarchistes* » prétexte à crier à une réaction. Les « véritables républicains » de l'armée jacobine fixaient sur Paris un œil soupçonneux.

Les royalistes, eux, flottaient. Ils se réjouissaient des mesures, et même des demi-mesures, de clémence, mais ils déploraient le coup d'État qui allait leur enlever les chances qu'ils avaient crues un instant certaines dans les derniers mois du Directoire : « Bonheur peut-être pour la France, écrit franchement l'un d'eux, mais pas pour nous. La France n'aura plus besoin du Roi, puisque Bonaparte va lui donner le repos ». Les intransigeants d'ailleurs affectent le scepticisme : « C'est encore la République de la Révolution, non une République nationale. » Les optimistes, pour se donner le droit de jouir de cette accalmie, parlent déjà de Monck et surnomment le Consulat « le Pont royal ». On loue et on blâme à la même heure : les partis sont dans le désarroi.

Mais la grande masse, elle, se réjouissait déjà sans réserves ni arrière-pensées. « Ceux qui vous aiment de cœur, écrit de province Lannes à Bonaparte, hommes qui vous idolâtreront si vous donnez la paix, sont les paisibles, les propriétaires, *la masse de la nation.* » Un contemporain déclare : « J'ai *joui avec délices* de ce moment de liberté dont tous les partis, tous les hommes se sont crus en possession et dont presque tous ont

usé ». Un autre écrira un peu plus tard : « Il est difficile de se figurer dans *quel état de bonheur* se trouva bientôt la France. » Necker, recevant des lettres de Paris, répondait à sa fille : « *L'ivresse générale* où vous êtes... » Cette ivresse se nourrissait, chez le peuple, d'illusions qui pouvaient devenir dangereuses. Bonaparte supprimerait les impôts, les réquisitions, la conscription. Dans les armées, on pensait avec le brave capitaine Ravier que le soldat allait, derrière ce grand chef militaire, « faire changer de lois » au civil et assurer la suprématie du soldat, — autre illusion.

Bonaparte, au milieu de ces vagues de popularité contradictoire qui eussent pu le ballotter, s'efforçait de rester dans la ligne qu'il s'était tracée. Il ne fallait pas se presser : « Il y a beaucoup de choses, disait-il à Rœderer, pour lesquelles dix années suffiront à peine. » Jusqu'à ce qu'il pût carrément agir, il parlait, et ses paroles affirmaient sans cesse sa volonté de rester au-dessus des partis : « Je ne prendrai jamais la couleur d'un parti », répétait-il. Son « ni bonnet rouge ni talons rouges » courait les salons et mêmes les rues. « On fait dire à Bonaparte un mot neuf et hardi en révolution, écrit un journal, le 23 frimaire, le voici : *Les places seront ouvertes à tous les Français de toutes les opinions, pourvu qu'ils aient des lumières, de la capacité et des vertus.* Si ce mot est vrai et si celui qui l'a dit tient parole, nous sommes en effet à la fin de la Révolution. »

Il vivait simplement, travaillait enfermé chez lui, venait s'asseoir et lire des mémoires à la classe des Sciences de l'Institut, toujours en costume civil, allait visiter de vieux soldats mutilés aux Invalides, circulait à pied sans paraître chercher cependant la popularité; il se livrait peu, mais ne parlait jamais sans but.

Cependant des pessimistes commençaient à dire qu'on serait déçu. « Si la paix n'est pas faite avant un mois..., écrit Barante, toutes les adulations n'empêcheront pas que le héros ne tombe et ne tombe chargé de ridicule tout au moins. » Talleyrand, qui voyait souvent le Consul, était perplexe, ajoutant, il est vrai : « S'il passe une année, il ira loin. »

Passerait-il une année? Il ne la passerait que si, enfin installé, il pouvait ne plus s'en tenir aux demi-mesures. Il fallait

que le gouvernement se constituât, et, pour ce, que la Constitution s'achevât.

LA CONSTITUTION

Elle s'élaborait lentement.

C'est que Sieyès en était chargé. J'ai dit que, depuis dix ans, cet homme grave et froid passait pour posséder dans le secret de son cerveau la Constitution idéale; quand, trois fois, la Révolution avait tenté de se « constituer », il avait, avec un sourire dédaigneux, refusé de faire voir le fond de son idée, laissant les Constituants en 1791, Condorcet en 1792, Hérault de Séchelles en 1793, Daunou en 1795 bâtir des monuments dont il avait aussitôt fait entendre que, n'étant pas son œuvre, ils seraient précaires : « Ce n'est pas la bonne », avait-il encore dit de la Constitution de l'an III créant le Directoire et, ayant refusé alors d'être du gouvernement, il n'avait, quatre ans après, consenti à y entrer que pour démolir ce qui avait été fait sans lui. Toujours « féru d'orgueil philosophique », ainsi que l'avait alors écrit un diplomate étranger, il voyait, en l'an VIII, venir enfin l'heure où il descendrait du Sinaï entouré de nuages, porteur des tables de la Loi. Et tout un groupe considérable attendait tout de lui, politiciens des assemblées qui, l'ayant toujours vu passer au milieu d'eux, absorbé et hautain, s'en laissaient imposer, et philosophes de l'Institut au milieu desquels il apparaissait, — dans la classe des Sciences morales, — le front chargé de pensées. « Le silence de M. Sieyès, s'était dès 1789 écrié Mirabeau, est une calamité publique. » L'oracle, à la requête flatteuse de Bonaparte et au milieu de l'attente du monde politique, allait enfin sortir de son silence.

Mais c'était, au fond, un « penseur » qui restait inintelligible à lui-même. Cet homme qui « parlait à voix basse et par sentences » et qui « semblait faire une confidence en disant bonjour », on allait dire, un jour prochain, qu'il « sonnait creux ». Certains contemporains avaient pressenti sa mésaventure en dépit de son prestige; le 28 février 1795, Mallet du Pan écrivait déjà que Sieyès, s'il était appelé à faire la constitution, n'aboutirait qu'à « un fatras ». Il ajoutait d'ailleurs qu' « ennemi de tout pouvoir dont il ne serait pas le directeur spirituel », il n'était, sous les apparences d'un philosophe, influencé que par

une dévorante ambition, faite de toutes ses envies à la longue cuites et recuites.

Les Commissions législatives constituées dans la nuit du 19 au 20 brumaire avaient elles-mêmes élu chacune une section de constitution : les deux sections, formant une commission de constitution, devaient recevoir de Sieyès la bonne nouvelle attendue. L'ex-chanoine n'avait jamais rien écrit et ses paroles étaient souvent obscures, ce qui, jusqu'alors, les avait fait tenir pour profondes. Il fallut une dizaine de jours pour que les membres de la commission lui arrachassent par lambeaux la nouvelle loi. « *La confiance doit venir d'en bas et le pouvoir d'en haut* » ; ce fut le principe qu'il émit solennellement et il déclarait le tenir du philosophe Baruch Spinoza.

C'était le côté idéologie. Mais il y en avait un autre : celui de la politique. Depuis bientôt six ans, se créait une sorte d'oligarchie révolutionnaire qui, fondée sur une communauté de désirs et de craintes, travaillait à se perpétuer au pouvoir : les hommes du « régicide du 21 janvier 1793 », si divisés que parfois ils se fussent montrés, se regroupaient facilement, lorsque leur pouvoir semblait menacé : s'étant, par les scandaleux décrets de 1795, perpétués de la Convention dans les Conseils du Directoire, ils s'étaient réunis en fructidor an V contre la « réaction » et en floréal an VI contre « l'anarchie », voire en prairial an VII contre le Directoire lui-même, parce que, hostiles également et à une contre-révolution qui menacerait leurs têtes et à une révolution nouvelle qui menacerait leurs biens, ils avaient fini par honnir ce gouvernement faible qui laisserait l'une ou l'autre se déchaîner. Ainsi la plupart s'étaient-ils jetés dans la politique *brumairienne* et avaient-ils contribué au coup d'État. Mais s'ils avaient pris, faute de Joubert tué ou de Moreau atermoyant, Bonaparte comme instrument, la majorité de ces *brumairiens* entendaient bien dominer celui-ci, et Sieyès, principal représentant, et peut-être le plus intéressé des révolutionnaires en jouissance, n'entendait pas seulement entrer dans leur jeu, mais établir définitivement leur pouvoir. Baruch Spinoza, en l'espèce, servirait à une magnifique manœuvre politique.

Le peuple, dont ils s'étaient, sous le Directoire, contentés d'annuler si souvent les choix, serait définitivement dépouillé

du droit d'élire : la nation, à laquelle on semblait cependant rendre le suffrage universel supprimé en 1795, car tout citoyen redevenait électeur, ne désignerait que *des candidats* (« la confiance vient d'en bas ») entre lesquels choisirait un *jury constitutionnel* formé lui-même en dehors de toute élection populaire et qui se transformerait ensuite en un *Sénat* (« le pouvoir vient d'en haut »). Les électeurs, tous les citoyens majeurs, établiraient des *listes de notabilité* à plusieurs degrés où ce *jury* chercherait les membres de deux assemblées : un *Tribunat* chargé de discuter les lois, *un Corps législatif* chargé de les voter. Cela pour le législatif. Et ceci pour l'exécutif : un *Grand Électeur*, qui, à son tour, nommerait deux *Consuls*, un de la paix, un de la guerre, ayant, l'un le gouvernement intérieur, l'autre le soin des relations extérieures et de la défense nationale.

Ce Grand Électeur, entouré de prestige, pourvu d'une liste civile de six millions et logé princièrement à Versailles, n'aurait d'autres fonctions que de combler les vides qui pourraient se produire par la suite dans les pouvoirs exécutif et législatif. S'il paraissait tendre à outrepasser cette bizarre et médiocre mission et à devenir agissant, donc dangereux, le Sénat pourrait « l'absorber » en le faisant entrer dans son sein, — et les deux consuls de même. D'ailleurs ce Sénat se verrait dévolu un droit singulier : il pourrait retrancher de sa propre autorité jusqu'au centième des *listes de notabilités* dressées par la nation; aussi bien sur ces listes prendraient place, de droit, sans élection, tous les anciens fonctionnaires de la Révolution ; enfin ces fameuses listes ne seraient formées qu'en l'an X, l'heureux Sénat recevant, pendant les deux premières années, le privilège de choisir à sa guise pour toutes les fonctions, du Grand Électeur, chef de l'État, aux plus modestes juges de paix.

Ce système étrange, somme toute, aboutissait tout simplement à asseoir définitivement une oligarchie à la tête d'une nation assez hypocritement garrottée : point de doute que le fameux *Sénat-jury constitutionnaire* ne dût être, dès l'abord, dans l'esprit de Sieyès, composé de tout ce qui subsistait de « volants » de 1793, de thermidoriens de l'an II, et de fructidoriens de l'an V, devenus les brumairiens de l'an VIII, — au bref le groupe que, dès les fameux décrets de l'an III, le peuple, déjà excédé,

avait appelé « les perpétuels ». Et cette machine compliquée, mise sous le patronage inattendu d'un philosophe hollandais du XVII^e^ siècle, ne devait fonctionner, si elle y arrivait jamais, que pour le plus grand bénéfice d'un groupe de politiciens nantis du XVIII^e^ siècle, qui, grâce à l'esprit subtil de Sieyès, resteraient, une partie du XIX^e^, magnifiquement et souverainement nantis. Savante combinaison, mais pouvait-elle aboutir?

Le peuple français était, à cette heure, disposé ou résigné à abdiquer une partie de ses droits, mais en faveur d'un gouvernement fort, incarné en un homme agissant, restaurant et ordonnant, et non pour le bénéfice d'une oligarchie, — assez discréditée, — s'érigeant en patriciat définif dans une assemblée qui, maîtresse de l'État, eût présenté manifestement tous les inconvénients d'un gouvernement à cent têtes. Car compter sur le Grand Électeur pour gouverner, eût été un pur leurre, puisque défense expresse lui était signifiée de le faire, sous peine de la fameuse « absorption », — « ombre décharnée d'un roi fainéant », s'écriait Bonaparte.

Celui-ci se faisait rendre compte des indications suivant lesquelles les sections législatives essayaient de travailler. Composées de ceux-là mêmes que le disciple de Spinoza allait à tout jamais installer dans l'État, elles écoutaient Sieyès avec faveur, et d'autant plus de faveur, que la situation de Grand Électeur, distributeur des bonnes places, semblait devoir lui être dévolue. Boulay de la Meurthe, esprit assez rudement réaliste, prenait des notes, essayant de transformer en articles les élucubrations qu'il arrachait peu à peu au « nouveau Solon ». Et cette élaboration singulière se poursuivait lentement dans le secret des commissions, tandis qu'une nation, frémissante d'impatience, attendait qu'enfin un pouvoir fût organisé qui la sauverait de l'anarchie.

Frémissant d'impatience, Bonaparte ne l'était pas moins. Les renseignements, qu'il avait demandés aux agents envoyés en province, affluaient : ils lui révélaient bien en effet un pays livré, plus qu'il ne l'avait supposé lui-même la veille de brumaire, à l'anarchie, née tout à la fois du désordre et de la discorde. Or, il se sentait à peu près paralysé, tant que la Constitution enfin faite, il n'aurait pas reçu le pouvoir définitif.

Mais quel pouvoir lui proposait-on ? Il ne pourrait agir qu'avec la première place et la plénitude du gouvernement. Il le fit savoir par Rœderer à Sieyès : celui-ci pensa le satisfaire et, renonçant à sa première ambition, lui fit offrir la place de *Grand Électeur* dont on lui expliqua le rôle. Bonaparte éclata en récriminations : lui qui aspirait à ne gouverner que pour agir, on lui offrait le rôle de ce « cochon à l'engrais de quelques millions ». De ce seul mot brutal, il crevait toute une partie du fameux projet. Et soudain il entra en scène, proclamant l'inanité d'un projet « métaphysique » qui, à son sens, bon en certaines de ses parties, n'aboutissait néanmoins qu'à organiser la paralysie.

Le conflit, qui était fatal, éclatait entre les deux hommes : le philosophe idéologue et le soldat réaliste, l'homme de l'oligarchie et l'homme de l'autorité. L'autorité ! Le mot revenant sans cesse dans la bouche du général, Sieyès, amèrement, finit par lui dire : « Voulez-vous donc être roi ? » et il fit mine de se désintéresser de la Constitution. Bonaparte parut d'abord en prendre son parti : « S'il part pour la campagne, dit-il à Rœderer, rédigez-moi vite un plan de constitution : je convoquerai les assemblées primaires dans huit jours et je le leur ferai approuver après avoir renvoyé les commissions. »

Contre Sieyès il se sentait fort. D'un coup d'œil, il avait, Spinoza mis à part, nettement aperçu l'esprit du projet : contre une tentative pour livrer la France à une aristocratie de révolutionnaires décriés, il semblerait moins le champion d'une autorité forte que celui de la démocratie. Ce n'est pas qu'il désapprouvât tout de la constitution rêvée par son singulier collègue : la conception des *listes de notabilités* qui semblait faire du suffrage universel le principe de tout, tandis qu'en fait on lui enlevait toute action continue, donc réelle, le séduisait extrêmement et il en fera, quelques jours après, de grands compliments à Sieyès. « Le grand problème de la Révolution, dira-t-il aux premiers préfets, était de rendre au peuple tous ses droits et de faire qu'il n'en abusât pas ; jusqu'à présent, on lui avait bien rendu ses droits, mais c'est l'idée que le citoyen Sieyès a réalisée dans la Constitution qui a rempli la grande condition du problème ; elle a assuré au peuple une représentation toujours honorable : jusqu'à présent il n'y a pas

eu de véritable représentation nationale. Cette seule idée du citoyen Sieyès a plus fait pour la République que plusieurs victoires ! » C'était évidemment beaucoup dire, mais le mot explique l'attitude plus conciliante que prit soudain le général vis-à-vis du philosophe.

Il étudiait le fameux projet et songeait moins à le démolir qu'à l'utiliser. Il conserverait tout le système des *listes de notabilités* et, mieux, les assemblées prévues, Sénat, Tribunat, Corps législatif : il laisserait Sieyès et ses amis y installer, comme en de grasses prébendes, les revenants de la Révolution; puisqu'après tout, il fallait bien des assemblées, il préférait que, d'avance, elles fussent à peu près discréditées par cette fâcheuse genèse, par cette composition impopulaire. Mais pour rien il ne leur laisserait le moyen de faire échec à un pouvoir exécutif, restaurant et agissant. Il se prêta à un rapprochement avec Sieyès, parut entrer dans ses idées, les loua avec exagération ; il sembla simplement résolu à presser la conclusion et, pour ce, il convoqua au Luxembourg les membres des sections constituantes.

Tous les soirs, le travail de la journée fini pour lui, il les réunit, les retenant jusqu'à une heure avancée de la nuit, les talonnant, les bousculant. Il prit Daunou pour rédacteur : celui-ci écrivait sur de petits feuillets les articles proposés; le général en laissait passer, mais plus souvent il discutait, critiquait, faisait modifier l'article, — suivant un plan qui ne se démentait pas; Daunou retournait avec résignation le feuillet et écrivait au verso de la page la nouvelle version. On possède ces feuillets : le *recto* et le *verso* racontent tout ce singulier retournement. On conserva les listes de notabilités, le droit d'électeur transporté du peuple au Sénat, arbitre supérieur de la constitution, l'institution des deux assemblées, le Tribunat parlant sans voter et le Corps législatif votant sans parler et, à l'origine des lois, un Conseil d'État les « élaborant » préalablement. Mais on enleva au Sénat le droit « d'absorption » et on démolit d'ailleurs le *Grand Électeur*. Il y aurait *trois Consuls*, mais, pour enlever à ce gouvernement cette nocivité des pouvoirs à plusieurs têtes que le Directoire, après le Comité de salut public, avait fait éclater, on décida que, deux de ces Consuls n'ayant que voix consultative, un « premier Consul »

posséderait véritablement le pouvoir. « La décision du Premier Consul suffit ». « Par ces six mots, écrit justement Albert Vandal, le destin de la France s'accomplit. »

Sieyès semblait maintenant se désintéresser. Mais, pour certaines raisons, Bonaparte entendait que le philosophe couvrît de son nom la constitution et qu'elle passât, malgré tout, pour le résultat du « système du citoyen Sieyès ». Il l'amena à se prêter à cette demi-fiction en lui accordant, avec la présidence du futur Sénat, le privilège d'en composer la majorité en le peuplant des membres de l'oligarchie en jouissance, révolutionnaires patentés et philosophes de l'Institut, — on sait dans quelle machiavélique pensée.

Tout cela fut si vite expédié que, le 20 frimaire, au soir, le débat était clos et la constitution sur pied. Bonaparte la fit, incontinent, signer par les députés présents dont quelques-uns se fussent volontiers dérobés à cet honneur. Et, aussitôt, il demanda que les *sections* élussent à l'instant les trois Consuls, maintenant institués définitivement. Que Bonaparte s'imposât, nul ne le contestait; qu'il désirât comme collègues Cambacérès et Lebrun, on le savait : ils eussent été tous trois élus, Sieyès lui-même ne se souciant plus de collaborer avec l'impérieux soldat et Roger-Ducos n'ayant jamais été tenu que pour particulièrement provisoire.

On vota, mais Bonaparte s'était peut-être, à quelques indices, aperçu que l'unanimité ne se faisait pas. Il balaya d'un revers de main les bulletins recueillis et, se tournant en manière de déférent hommage, vers Sieyès, le pria de désigner les trois Consuls. L'ex-pontife, intimidé plus encore que flatté et d'ailleurs démoralisé, prononça les trois noms attendus. On applaudit. Et, ce 20 frimaire, à onze heures du soir, le Consulat était ainsi constitué.

La Constitution devait être soumise à un plébiscite. Mais, par une manière de second petit coup d'État, il fut décidé qu'elle serait mise en vigueur auparavant, en raison de l'urgence, — ce sera la loi du 3 nivôse, — et que les Consuls élus entreraient, dès le 4, en fonctions.

En attendant qu'elle fût sanctionnée par le peuple, elle fut proclamée aux carrefours de Paris, au milieu des roulements

de tambours et des fanfares, par les officiers municipaux. La foule se pressait; car, dit un rapport, « chacun y cherchait les gages du bonheur, du repos, de la sûreté et de la liberté dont nous poursuivons depuis onze ans les ombres fugitives ». Une femme du peuple dit à sa voisine : « Je n'ai rien entendu. — Moi, je n'ai pas perdu un mot. — Eh bien! Qu'y a-t-il dans la Constitution? — *Il y a Bonaparte!* »

Cette femme avait raison : la Constitution de l'an VIII nous apparaît aujourd'hui comme un monument à la fois compliqué et incomplet : faite de deux conceptions contraires, et néanmoins amalgamées, celle de Sieyès et celle de Bonaparte, elle porte la trace de cette singulière origine : il s'y trouve de la monarchie, de l'aristocratie, de la démocratie, des vestiges de parlementarisme et des éléments de césarisme; pas plus que dans la Constitution de l'an III, — et pas plus que dans la Constitution de 1791, — on n'avait prévu la solution d'un conflit entre l'exécutif et le législatif. Le suffrage universel était rétabli, et du même coup dépouillé. Les Assemblées étaient investies de la puissance législative et dépourvues des moyens de la faire prévaloir et l'exécutif armé en apparence de toutes pièces, mais désarmé légalement en face d'une opposition systématique des assemblées. Le plus fort l'emporterait; ç'avait été, en 1791, le législatif; ce serait après l'an VIII, l'exécutif. Le peuple ne comprendra jamais très bien les fameuses *listes de notabilités* et on signalera sous peu qu'il ne se rend plus aux convocations pseudo-électorales. Il ne se fût pas plus rendu à des comices plus réellement électifs des pouvoirs publics. Sénat, Corps législatif, Tribunat, Notabilités, il lui importait peu. Bonaparte était-il le chef choisi et ce chef était-il muni des moyens de gouverner? Si oui, le peuple était content. Chaptal écrira, bien audacieusement, « qu'il est difficile de concevoir une constitution qui présente plus de garanties pour les droits du peuple. » Le peuple n'y tenait pas. En revanche, un pamphlet va paraître, les *Adieux à Bonaparte*, qui, soulignant amèrement la fin « des principes de la représentation nationale », ajoutera : « On ne peut plus douter que César a franchi le Rubicon. »

C'est vrai : César a franchi le Rubicon, mais c'est précisément ce que le peuple voit de mieux dans la Constitution, destinée primitivement par Sieyès à ligoter César. Tout à l'heure,

3 011 007 suffrages l'acclameront contre 1 562 votes négatifs ; on a dépouillé les registres où les Parisiens ont inscrit et signé leur vote : on y trouve toute l'élite intellectuelle de la France et la plupart des révolutionnaires de toutes les époques, libéraux de 1789, Feuillants de 1791, Girondins et Montagnards de 1793, Jacobins patentés, et même, des royalistes de toutes les nuances.

Mais qu'était-ce à côté de l'adhésion de la masse ? Les soldats acclamaient le grand chef militaire hissé sur le pavois ; les ouvriers acclamaient celui qui, en trois semaines, déjà avait fait se rouvrir les ateliers ; les paysans acclamaient l'homme qui garantissait, par la restauration de l'autorité, la nouvelle propriété ; tous attendaient de lui le rétablissement de l'ordre et de la concorde, de la paix intérieure et extérieure ; ils l'attendaient de lui et de lui seul. Lui seul pouvait, en effet, l'assurer. Et l'on n'allait voter avec entrain pour la Constitution, presque inintelligible, de l'an VIII que parce qu'« il y avait Bonaparte ».

Louis Madelin.

(A suivre.)

LE BOLCHEVISME ET L'ARMÉE

Pour la première fois, depuis la conception des armées nationales, mobilisant la totalité de leurs hommes valides et la totalité de leurs ressources économiques, des peuples se sont dressés les uns contre les autres. Encore étourdi de la lutte, ivre des coups portés et reçus, chacun aujourd'hui touche du doigt les terribles blessures si lentes à se cicatriser, aspire à guérir ses plaies, à relever ses ruines. Jamais, avant ce jour, on n'a senti à ce point la valeur de la paix et de la stabilité. Ce sentiment s'est traduit par un effort considérable vers la création et la consolidation de la paix : les gouvernements étudient, avec une inlassable patience, toutes conventions, pactes ou traités, susceptibles de concourir à cette œuvre délicate.

Ces garanties de paix, si passionnément recherchées, sont encore fragiles. L'espoir n'exclut pas la prudence : travailleurs et pacifiques, les peuples ont gardé leurs armées, comme le colon garde au manteau de sa cheminée sa carabine accrochée.

Elle ne lui fera pas défaut, à l'heure du besoin.

Et pourtant... Si elle lui faisait défaut !

S'il n'y prend garde, une main malveillante peut la saboter, la rendre inutilisable; et, dans la pire hypothèse, s'en servir contre lui. Cette hypothèse, hélas ! est d'actualité. Nous avons, pour l'heure, peu à craindre d'un ennemi extérieur : nul chef d'État n'oserait actuellement glorifier « la guerre fraîche et joyeuse », avec l'espoir insensé d'y pousser un peuple docile... Seulement, il se peut que l'ennemi soit dans la maison.

Car, si les peuples civilisés veulent la paix entre eux, il existe une puissance dont le seul but est de créer des causes de

conflit, et, à défaut, des causes de révolution dans le monde entier.

En effet, tandis que toutes les nations civilisées d'Europe sortaient du conflit meurtries et appauvries, avides de calme et de paix, une puissance nouvelle s'élevait à l'orient de l'Europe, bâtie sur et par des ruines : le triomphe de la révolution russe repose sur la lassitude matérielle et morale d'un peuple désorganisé, excédé de misères, de sacrifices et de sang. Il n'était que trop facile de trouver des formules saisissantes, pour opposer les intérêts apparents de gouvernements « avides de conquêtes » et du pâle troupeau des peuples « menés à l'abattoir » ; et surtout, si cet appel réussissait, la Révolution jouissait d'une situation exceptionnellement favorable, car la totalité des armes se trouvait matériellement entre les mains de plus de dix millions de mobilisés.

Pour avoir entendu cet appel, le peuple russe a perdu, en dix ans de révolution, plus de sang et plus de richesses qu'au cours de la guerre mondiale; mais là n'est pas la question. Pour les dirigeants de la révolution russe, le bilan est une victoire consacrée par la prise du pouvoir. C'est aussi un précédent et une leçon : la preuve est faite que leurs intérêts sont diamétralement à l'opposé des nôtres, et que tout ce qui nous nuit leur sert. Il nous faut, pour le travail de reconstruction, des masses ouvrières heureuses travaillant paisiblement dans des conditions matérielles satisfaisantes; il faut aux révolutionnaires des masses ouvrières misérables, surmenées ou sans travail, propres à écouter toutes les suggestions de la misère. Il nous faut une situation politique éclaircie, assurant une longue période de paix: il leur faut des guerres à tout prix, pour les souffrances et l'agitation. Il nous faut des armes cadenassées dans les magasins; il leur faut des armes aux mains du peuple. Ce n'est pas là un paradoxe, ni une antithèse littéraire : c'est malheureusement un fait. Il existe réellement un système théorique d'une implacable cruauté, fondé sur l'exploitation méthodique de la souffrance et du mal pour l'épanouissement et la victoire de la révolution ; il existe réellement, à cette fin, des règles précises édictées en lois: il existe, pour veiller à leur application, des agents d'exécution installés jusque chez nous.

Bien entendu, des thèses aussi odieuses ne peuvent être

exposées avec cette implacable rigueur, même par les bolchévistes, qui ne se piquent pourtant guère de déguiser leur pensée. Même, ils ont jugé nécessaire d'en réfuter une partie, le 1er octobre 1928, dans le document capital *Thèses et résolutions* qui clôture le VIe Congrès mondial de l'Internationale communiste à Moscou. Cette réfutation établit le bien fondé d'une accusation que la Social-démocratie a été la première à énoncer. Quant au démenti, il vaut ce que vaut une protestation de Moscou. Enfin, le même document réfute, hélas! lui-même la vertueuse protestation.

Voici les textes.

IL Y A GUERRE ET GUERRE

Commençons par la « protestation ».

La protestation communiste se trouve dans le numéro spécial de la *Correspondance internationale* du 11 décembre 1928, n° 149, document capital qui contient les thèses et résolutions du VIe congrès national de la IIIe Internationale; elle est tout entière contenue dans le premier paragraphe du chapitre : *Lutte contre la guerre impérialiste avant son déclenchement.*

« La lutte des communistes contre la guerre impérialiste, y est-il dit, diffère radicalement de la politique des pacifistes de toutes nuances... Ils savent que (les guerres) sont inéluctables, tant que subsistera la domination bourgeoise.

« Ceux qui auront considéré cette tendance objective de l'histoire concluront peut-être qu'il serait absurde de lutter contre la guerre. Bien plus, certains social-démocrates accusent même les communistes d'encourager les guerres impérialistes dans l'espoir de hâter la révolution.

« La première appréciation est une erreur. La seconde est une stupide calomnie. »

Ainsi, c'est une stupide calomnie de croire que les communistes poussent à la guerre *impérialiste* : au contraire, ils érigent en principe la lutte contre les guerres impérialistes. Nous verrons tout à l'heure comment.

Notons que la protestation bolchévique ne porte que sur la guerre impérialiste. Nous autres, nous considérons bonnement qu'il y a une seule sorte de guerre, laquelle consiste à s'entretuer, et nous ne lui connaissons qu'une aggravation fratricide, la

guerre civile entre nationaux d'un même pays; pour nous, c'est toujours « la guerre ». Les communistes, eux, font une série de distinctions extrêmement subtiles. Ils distinguent les guerres entre capitalistes : « les deux partis mènent une guerre impérialiste réactionnaire »; — la guerre contre la Russie soviétique : « ce sont les impérialistes seuls qui mènent la guerre réactionnaire. Et en face d'eux, la dictature prolétarienne mène une guerre révolutionnaire, pour la cause du socialisme, dans l'intérêt du prolétariat mondial »; — la guerre contre la révolution chinoise : « l'impérialisme... se livre à des opérations de réaction et de brigandage; mais la guerre que font les populations opprimées à l'impérialisme est juste : bien plus, elle est révolutionnaire, etc... »

Il y a ainsi une multitude de cas d'espèce, et à côté de la guerre qu'il convient d'empêcher, il y en a des quantités qu'il faut encourager et soutenir : « le prolétariat soutient et mène toutes guerres nationales, révolutionnaires, toutes guerres du socialisme contre l'impérialisme, et organise la défense de toute révolution nationale, de tout État où est établie la dictature prolétarienne ». Bref, ce qui est vrai pour la guerre « impérialiste » est faux pour la guerre « prolétarienne ».

La même subtile distinction servira à déterminer d'où vient l'agression. « Dans les guerres de puissances impérialistes contre les États révolutionnaires, la question de ces *apparences* d'offensive doit être envisagée... dans un sens historique et politique. Celui qui attaque le premier n'est pas nécessairement celui qui fait une guerre injuste : l'injustice est du côté de celui qui représente la réaction... » Exemple : en 1926, bien que le Maroc, *en fait*, se soit soulevé et ait attaqué, la France était l'agresseur.

On le voit : si les communistes prennent, à leur façon, position contre la guerre impérialiste, non seulement ils ne la prennent pas contre les guerres prolétariennes, qu'ils se font un devoir de mener, mais même ils réservent aux États prolétariens, dont l'U. R. S. S. est le type le plus parfait, le bénéfice de pouvoir prendre l'offensive sans pour cela être l'agresseur : car il s'agit, alors, de guerre « juste ».

QU'IL NE FAUT PAS BOYCOTTER LA GUERRE

Tout d'abord, et pour n'y pas revenir, un mot sur la question de l'exploitation systématique des souffrances de la classe ouvrière.

Le document que nous étudions n'a pas d'attaques assez violentes contre les dirigeants « de la Social-démocratie, de la IIe Internationale et de leur succursale d'Amsterdam ». Il les dénonce comme traîtres au prolétariat, parce qu'ils essaient de réaliser « la collaboration des classes, la paix industrielle et la démocratie de l'économie ». Cela, il ne le faut à aucun prix. Chercher une formule qui, équitablement, ferait participer le travail aux bénéfices du capital, et créerait une classe ouvrière heureuse dans un État capitaliste, c'est une trahison. Il faut uniquement poursuivre « le programme de l'unité de la classe ouvrière, et de la lutte à vie et à mort avec la bourgeoisie. C'est le programme de la « dictature prolétarienne mondiale *inéluctable* ». Donc repousser les améliorations possibles, la collaboration honnête du capital et du travail, et chercher la lutte de parti pris. C'est ainsi que, le cas échéant, le parti communiste portera son attention sur « la préparation minutieuse des grèves et leur réalisation habile ». Il convient de lutter contre l'action des organisations patronales et de la bureaucratie syndicale réformiste qui « ensemble, s'efforcent d'étouffer les mouvements de grève par l'arbitrage obligatoire » et de réaliser « la tâche essentielle qui consiste à donner libre cours à l'énergie et à l'initiative des masses, et, si la situation s'y prête, à déclencher un mouvement de grève... » même contre la volonté des syndicats. En maints endroits, le manifeste constate avec satisfaction les succès obtenus en fomentant les grèves anglaises, allemandes, suédoises, l'insurrection viennoise, etc.; la conclusion est toujours la même : nécessité d'intensifier « l'action » et de faire mieux encore.

Nous pouvons maintenant aborder la question de la guerre. La guerre forme la trame principale, le leitmotiv des thèses et résolutions du Congrès. Elle en est la préoccupation dominante, l'espoir et, — en dépit de la dénégation mentionnée plus haut, — certainement le but.

Voici ce que l'Internationale communiste dit explicitement dans sa thèse sur la lutte *contre* la guerre impérialiste : « Si la première guerre mondiale de 1914-1918 a directement amené une révolution prolétarienne et sa victoire dans l'ancien empire des tsars, si elle a développé le mouvement émancipateur dans les colonies, si elle a provoqué des soulèvements et des mouvements révolutionnaires des masses prolétariennes en Europe, *la guerre prochaine éveillera de puissants mouvements révolutionnaires qui s'étendront aux ouvriers de l'industrie américaine, aux larges masses paysannes, et aux nombreux millions d'habitants des colonies opprimées.* »

Ainsi, l'I. C. prévoit l'inévitable « période de grandes catastrophes » et l'agréable développement de la révolution qui en sera la conséquence. Telle est la façon dont elle comprend la lutte *contre* la guerre impérialiste.

Du moins, l'I. C. prétendra-t-elle qu'elle prévoit simplement les événements, ou sommes-nous fondés à l'accuser formellement d'y pousser? Elle avoue franchement la part qu'elle prend à « aiguiser les contradictions internationales » entre les pays capitalistes et l'U. R. S. S. Elle érige officiellement en principe et en dogme la nécessité de toute guerre, même agressive, menée par un État prolétarien contre un État impérialiste. Elle est, résolument, « contre le mensonge pacifiste ». Elle n'a que mépris pour la S. D. N. et le pacte Kellog, pris délibérément à partie dès les premiers mots de ses thèses sur la guerre. Elle couvre de brocards le pacifisme des radicaux « qui reconnaissent les dangers de guerre et n'y opposent que des niaiseries. » Il y a *impossibilité* d'empêcher la guerre ; il est absurde de croire qu'on obtiendra des résultats par le refus de porter les armes ou de tirer : « la lutte contre la guerre n'est pas l'acte d'un seul homme ». Et Lénine repoussait dès 1907 le mot d'ordre de la grève générale, « panacée inefficace ». Illusoire, le refus des mobilisés de répondre à l'appel. Lénine avait parfaitement raison quand il écrivait en 1922, d'après l'expérience de la guerre mondiale : « Boycotter la guerre, c'est une phrase stupide. Les communistes doivent marcher pour n'importe quelle guerre réactionnaire. »

Dans ces conditions, que reste-t-il de la position prise pour « la lutte corps et âme contre la guerre impérialiste »? Les communistes ne doivent pas l'empêcher : tout au contraire,

leur devoir est de « marcher pour n'importe quelle guerre réactionnaire ».

Après quoi il restera à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, par une série de moyens soigneusement étudiés concernant la période antérieure au déclenchement de la guerre, — la période de guerre impérialiste, — la période de guerre civile ; — on y ajoute les modalités particulières aux cas de guerre contre les Soviets ou de guerre coloniale.

De cette minutieuse étude il ressort :

Que l'agitation qu'il faut organiser et mener avant la déclaration de guerre, soi-disant *contre* la guerre, n'a nullement pour but de l'empêcher, mais uniquement de prendre en main les masses populaires et de créer un état d'esprit révolutionnaire.

Que les révolutionnaires ne doivent surtout pas s'abstenir de rejoindre. S'ils le faisaient, il en résulterait que « les ouvriers les plus résolus, les plus conscients, ne se trouveraient pas dans l'armée. Le travail systématique des révolutionnaires dans l'armée, — une des tâches essentielles de la lutte contre la guerre, — ne pourrait être accompli ».

Que l'organisme clandestin de bolchévisation de l'armée en temps de guerre doit être installé avant, et parfaitement réglé.

Que les mouvements de masses, grèves générales ou autres et les préparatifs de défaitisme international, réclamations, fraternisation, ne sont que des moyens d'établir un état d'esprit prérévolutionnaire, en attendant l'occasion de passer à la révolution, car il faut l'occasion pour faire épanouir la guerre civile. Il faut tenir compte des leçons de 1919 et 1923 en Allemagne, de 1923 en Bulgarie, 1924 en Esthonie, 1927 à Vienne, Changhaï, Canton, et ces leçons, les voici : il faut une situation révolutionnaire ou crise du pouvoir des classes dirigeantes, causée par exemple par des défaites; il faut une situation des masses *plus pénible qu'à l'ordinaire* et un parti communiste éprouvé.

« L'Internationale communiste invite tous les travailleurs à l'œuvre de défense. Dès aujourd'hui, jour par jour, inlassablement, il faut rallier les rangs des combattants. Dès aujourd'hui, il faut que nous rassemblions les masses, qu'on envoie les missionnaires fidèles de la classe ouvrière chez les soldats et les marins, dans les armées et dans les flottes, pour préparer le jour et l'heure où, en réponse à l'appel infâme des impéria-

listes, pour que des prolétaires s'entretuent, les lourds canons tourneront sur leurs axes et dirigeront leur gueule contre la tête des impérialistes, cette cible la meilleure pendant la guerre impérialiste. »

Il n'y a rien, dans tout cela, qui ne soit parfaitement clair.

A L'INTÉRIEUR DE L'ARMÉE

Jusqu'ici, nous avons vu des souhaits à peine déguisés de guerre, et des souhaits, nullement déguisés, d'une révolution qui doit être préparée et dirigée par le parti communiste, à l'aide d'une organisation illégale.

Le Congrès consacre un chapitre spécial à « l'attitude du prolétariat à l'égard de l'armée, dans les États impérialistes ». Le but est de « briser » l'armée, non de la « démocratiser ».

Il ne faut pas oublier que dans le système des armées nationales, le prolétariat en fait partie : on peut donc ruiner l'armée par l'intérieur. Il faut « y entrer et prendre en révolutionnaires la direction du processus objectif de décomposition intérieure ». Il faut encourager l'armée nationale et combattre l'armée de métier, car, « en militarisant les ouvriers et en leur enseignant l'emploi des armes, l'impérialisme crée des conditions favorables pour la victoire du prolétariat dans une guerre civile; c'est pourquoi le prolétariat ne peut recourir aux arguments des pacifistes pour s'opposer à la militarisation des masses. Combattant pour la révolution, pour le socialisme, nous ne renonçons pas à porter les armes. »

Donc, pas d'armées de métier : des armées nationales pour pouvoir en faire partie, s'y instruire, s'y armer, et les ruiner par l'intérieur. Comment?

« Les communistes ont le devoir de soutenir et de mettre en évidence les revendications des soldats qui, dans des circonstances déterminées, stimulent la lutte des classes au sein de l'armée et peuvent fortifier les rapports entre soldats d'origine prolétarienne ou paysanne et ouvriers non casernés. » Donc revendiquer tout ce qui peut renforcer la situation du prolétaire dans l'armée, et affaiblir celle du non-prolétaire, — officier, gradé ou soldat de métier; — les opposer l'un à l'autre, pour créer une lutte de classes au sein de l'armée; et continuer à diriger de l'extérieur les prolétaires encasernés.

Voici, pour plus de précision, la liste des revendications à présenter.

Ce sont :

a) *Concernant le système de défense :*

Le licenciement des armées de métier, des cadres et unités de soutien;

Le désarmement et le licenciement de la gendarmerie, de la police, des gardes mobiles et autres forces spécialement armées pour la guerre civile;

Le désarmement et le licenciement des sociétés et ligues fascistes;

La suppression des conseils de guerre et la réduction du temps de service militaire;

L'application du système territorial (les soldats faisant leur temps de service dans leur région d'origine);

La suppression de l'encasernement obligatoire;

La création des comités de soldats.

Le droit, pour les organisations ouvrières, d'enseigner à leurs membres le maniement des armes et de choisir à leur gré les moniteurs.

b) *Concernant les droits et la vie matérielle des soldats :*

Augmentation de la solde;

Amélioration de l'ordinaire;

Organisation de commissions administratives composées de soldats;

Suppression des peines disciplinaires;

Abolition de l'obligation de rendre aux chefs les honneurs militaires (salut, etc.);

Châtiments très sévères pour tous sévices qu'exerceraient des officiers ou sous-officiers sur des soldats;

Droit de porter un costume civil en dehors du service;

Droit de sortie quotidienne pour les encasernés;

Congés avec augmentation de solde pendant les congés;

Droit de mariage sans autorisation spéciale;

Indemnités de famille;

Droit d'abonnement à n'importe quels journaux;

Droit de se syndiquer et de former des syndicats;

Droits électoraux et droit de fréquenter des réunions publiques.

Ajoutons à ces revendications, une revendication spéciale

aux rengagés : la faculté de pouvoir rompre à toute heure le contrat qui les lie.

Quelle valeur faut-il accorder à cette liste de revendications? Comme presque toutes les propositions bolchéviques, elle effraie peu les gens sensés qui, en face de ces exagérations manifestement irréalisables dans leur ensemble, haussent les épaules et passent. Ce que faisant, les gens sensés sont grandement déraisonnables et jugent au rebours de l'expérience, faute d'être clairement renseignés sur le but poursuivi.

En effet, ce programme excessif est ce que l'argot spécial du parti dénomme un « programme défaitiste ». Le Parti n'a aucunement l'espoir de le voir jamais adopter dans son ensemble, et s'il arrivait au pouvoir, il a la ferme résolution de ne jamais l'appliquer pour lui-même. L'U. R. S. S. a de bien autres forces de gendarmerie et de police que nous. — sans compter la Tchéka; ses soldats, soumis à une discipline de fer, sont, bien entendu, astreints aux marques extérieures de respect, soumis à des peines disciplinaires et à des tribunaux d'exception qui distribuent plus de condamnations à mort que nous ne distribuons d'années de prison. Que signifie donc ce terme de « défaitiste »? Cela signifie un programme qu'on ne risque rien de soutenir, tant qu'on est dans l'opposition; dont toutes les parties réalisables sont utiles au Parti; et qui présente une surenchère assez considérable pour qu'il soit certain que toutes les capitulations du pouvoir bourgeois laisseront encore de nombreux points à réclamer : en un mot, cela signifie la possibilité d'une agitation illimitée. Le but n'est pas la réalisation : on sait d'avance qu'on n'y arrivera pas. Le but, c'est l'agitation constante.

On reconnaîtra, au passage, nombre de revendications qui ont déjà été formulées, et même, qui ont été suivies d'effet ; d'autres attendent leur heure. Car le document recommande un choix dans l'opportunité et dans la manière de présenter ces revendications. Elles « doivent être formulées non seulement au sein de l'armée, mais en dehors (dans les parlements, dans les meetings) ». Il sera même particulièrement avantageux de les faire présenter en dehors du Parti, toutes les fois que ce sera possible. Elles doivent avoir un caractère concret, et être présentées à propos, lorsqu'il y a une occasion favorable et des chances de réussir; et toujours d'accord avec le

prolétariat civil, en ayant soin de s'organiser. Il faut surtout s'attacher à organiser les soldats pour qu'ils défendent leurs propres intérêts en complète union avec le prolétariat révolutionnaire, tant avant leur entrée au service (associations de conscrits, caisses de solidarité) qu'après (comités de soldats) et enfin quand ils auront cessé de servir (associations d'anciens soldats révolutionnaires). Les syndicats ouvriers ont la tâche de maintenir la liaison avec ceux de leurs membres qui sont encasernés et de contribuer à la formation des susdites organisations. On voit, de l'association de conscrits à celle des anciens soldats, la mainmise par le parti communiste sur le noyau essentiel de la « garde rouge ».

Vient ensuite, le programme d'action « en temps de révolution prolétarienne ». Il n'est pas très utile d'y insister, car, pour l'heure, nous n'en sommes pas encore là : et nous savons que pour passer à ladite révolution, il faut un support extérieur, de préférence une guerre. Nous connaissons les étapes : agitation, — défaitisme, — fraternisation avec l'ennemi, — soviets militaires, — élection des chefs, — pour arriver au point culminant : création de gardes rouges ; après quoi, il ne reste plus rien de l'ancienne armée.

INSTRUCTIONS SPÉCIALES CONCERNANT L'ARMÉE FRANÇAISE

J'arrive enfin à un point qui nous touche, nous Français, de façon tout à fait particulière. Il ne s'agit plus de généralités. Notre armée, dont le prestige est séculaire, armée qui a eu ses jours de deuil, mais plus encore de jours de gloire, n'a jamais fait défaut à la France : l'esprit qui l'anime a toujours été celui même du pays. Elle n'a jamais eu un cœur ni une fortune indépendants de ceux du pays ; elle n'a jamais été un instrument mercenaire au service du pouvoir, ni un organe au service d'une caste : elle a toujours été la nation même. Il n'est pas facile d'avoir prise sur elle. Cependant il faut la détruire : aussi, l'I. C. se tient-elle au courant des modifications qu'elle subit, afin de régler son action d'après la forme qu'elle va prendre.

Jusqu'à la guerre, l'armée française a été une. Ç'a été une armée égalitaire et nationale, composée d'une infime proportion de militaires de carrière, — armée de métier, — contre une

proportion considérable d'appelés fortement imprégnés de l'esprit militaire, grâce aux trois ans de service. Dans une armée de ce genre, il n'est pas aisé de créer une opposition entre beaucoup d'intérêts divers; et quand on a, comme ne manquaient pas de le faire les antimilitaristes, voué aux gémonies les militaires de carrière, les traîneurs de sabres et les sous-officiers, on a à peu près épuisé le sujet : la collection des journaux antimilitaristes d'avant la guerre ne brille pas par la variété.

Depuis la guerre, tout a changé.

Le gouvernement, appuyé par les « social-démocrates », selon la terminologie bolchévique, a pris l'initiative de la réduction du temps de service. Lorsqu'une réduction du temps de service militaire est projetée par des gouvernements capitalistes ou réclamée par des social-démocrates, il est indispensable de lutter d'abord contre les mesures prises parallèlement pour renforcer le système bourgeois (militarisation de toute la population, formation de solides cadres de métier, etc.). Et à ce programme *faussement démocratique* de la réduction du service militaire, il faut opposer un programme radical de défaitistes, fait de revendications partielles.

Tout cela nous vise directement. Ce programme de réduction du temps de service, avec le correctif de cadres infiniment plus puissants, c'est précisément celui que nous avons adopté ; et, en effet, l'I. C. (Internationale Communiste) nous oppose les revendications énumérées plus haut. Mais en outre, il y a un autre caractère particulier à notre armée : nous avons des colonies et des troupes indigènes. Le genre d'armée coloniale qui nous concerne est « le troisième type d'armée au sein de laquelle se déroule une lutte entre le mouvement national et les impérialistes, une lutte menée à l'intérieur d'une seule et même armée se trouvant sous le commandement des impérialistes ». Cette lutte, dont parle en termes si tortueux, mais cependant compréhensibles, le document bolchévique, n'existe pas encore, — mais on pourrait la créer.

Peu à peu, se dessine le sens dans lequel le communisme a déterminé les caractéristiques spéciales à notre armée, et étudié les variantes tactiques à lui appliquer.

1° L'armée française est une armée nationale, service obligatoire égal pour tous et à court terme;

2° avec un cadre extrêmement puissant qui constitue une véritable armée de métier, à laquelle il faut ajouter des formations spéciales de maintien de l'ordre intérieur telles que la gendarmerie ;

3° et doublée par une armée semi-coloniale extrêmement nombreuse, composée d'indigènes fortement encadrés de cadres français, sans compter les cadres indigènes.

De là, nécessité d'un double travail de décomposition : travail dans les troupes nationales ou françaises proprement dites, travail dans les troupes indigènes.

A l'heure actuelle, les troupes françaises se présentent sous une forme qui frappe l'observateur le plus obtus. Les unités y sont réduites à l'état squelettique. L'ancien rapport entre les gradés, — minorité, — et la troupe, — le nombre, — n'existe plus. C'est évident. Les cadres ont beaucoup augmenté, tandis qu'à incorporation égale, la troupe réduite à un seul contingent sous les drapeaux au lieu de trois, est devenue étique. D'ailleurs, ce contingent est réparti en un bien plus grand nombre d'unités (armes nouvelles, armée d'Afrique ou coloniale, centres mobilisateurs) et de spécialités. L'élément « nombre » a disparu, comme moyen d'action ; on ne peut plus compter sur la masse des soldats pour réduire les cadres à l'impuissance ; même, au moment des appels de réservistes, l'expérience a prouvé que le conflit serait inégal. L'armée de métier (les professionnels) est trop nombreuse et trop solide pour pouvoir être entamée par le faible contingent des appelés et par ailleurs elle serait immédiatement appuyée et soutenue par les nouvelles troupes spéciales de maintien de l'ordre, la puissante gendarmerie nationale.

Il faut donc, en ce qui concerne l'armée métropolitaine, changer totalement de tactique : « On notera qu'en ces dernières années, même dans les pays où existe encore le service militaire obligatoire, comme la France, la bourgeoisie adopte de plus en plus le système de recrutement d'une armée de métier, composée d'éléments d'élite. Mais elle ne peut échapper à la nécessité de militariser les masses : elle ne réussit qu'à combiner l'utilisation des « mercenaires » avec celle de la « nation armée ». Elle ne peut arrêter, elle peut seulement retarder le processus de décomposition de ces armées et gêner considérablement le travail révolutionnaire. Aussi les commu-

nistes ont-ils l'important devoir d'étudier soigneusement les conditions de travail qui leur sont faites par la réaction et d'opposer aux nouvelles méthodes de la bourgeoisie de nouvelles méthodes de travail révolutionnaire. »

Poursuivons : « Les conditions du travail révolutionnaire dans les armées de métier diffèrent de celles qui se posent dans les armées recrutées par le service obligatoire. Il est ordinairement difficile de faire dans les premières de la propagande pour les revendications partielles indiquées ci-dessus (citées plus haut). Néanmoins, on ne doit sous aucun prétexte renoncer à ce travail. Les armées de métier sont principalement formées d'éléments prolétariens (chômeurs) et de paysans pauvres : on tiendra soigneusement compte de la composition sociale et des particularités des troupes... Contre les troupes spéciales (gendarmerie, police, fascistes), on fera la propagande la plus énergique et l'on s'occupera surtout d'exciter les haines de la population contre ces troupes spéciales dont on dénoncera le véritable caractère... »

C'est très net comme travail contre la gendarmerie et la police : les rendre odieuses. C'est beaucoup moins explicite contre l'armée de métier. Mais, si les thèses et résolutions du VI[e] Congrès mondial présentent sur ce point une lacune, elle est comblée par les instructions spéciales adressées au parti communiste français.

Jusqu'ici, pour « stimuler la lutte de classes au sein de l'armée », on a opposé la classe « troupe » à la classe « cadres ». Cette lutte n'est plus possible : la classe « troupe » est trop faible. C'est à l'intérieur de l'armée de métier qu'on va porter la lutte de classes : et l'on va, si possible, créer l'antagonisme entre le corps des sous-officiers et celui des officiers.

Finie l'époque, toute récente encore, où la littérature des feuilles antimilitaristes abreuvait d'outrages, avec les « brutes galonnées » ou officiers, les modestes « gueules de vache » ou sous-officiers. Nous ne verrons plus de sanglants brocards à l'adresse des « fayots » et des « rempilés », traîtres à la classe ouvrière. Bien au contraire : Moscou ordonne qu'on se souvienne, subitement, de leurs origines « prolétariennes » ; et bénévolement, toutes les feuilles moscoutaires vont s'offrir à soutenir leurs revendications, voire à en susciter de nouvelles, et à surenchérir tant qu'il sera nécessaire pour aboutir à une bonne

et solide lutte de classes des sous-officiers contre les officiers et généraux, seuls voués à l'exécration publique. Rien ne sera négligé pour pénétrer dans le milieu, hier exécré, des sous-officiers : rien... surtout pas l'appel au rôle qui les attend dans l'armée prolétarienne, l'élection aux grades, l'accès aux plus hautes fonctions militaires. On reprendra, dans ce dessein, exactement les mêmes propositions qui ont mis, en quelques mois, l'armée russe en décomposition : les syndicats de défense d'intérêts professionnels, puis les comités chargés d'intérêts d'abord administratifs, ensuite disciplinaires, enfin les soviets de commandement et, pour terminer, l'avancement à l'élection, — tous procédés bien connus et d'une efficacité éprouvée.

On ne peut reprocher à cette orientation nouvelle de l'I. C. qu'une rapidité, un peu trop visible à « retourner sa veste ». Il est certain que si cette tactique réussissait, ce serait du beau travail. Par bonheur, le corps des sous-officiers, récemment pourvu d'un statut et de nombreux avantages, n'est pas dénué de sagacité : il est impossible qu'il ne sente pas, lui aussi, ce qu'il y a de suspect dans cette amitié subite, et ne réfléchisse pas que, si un simple vote peut faire d'un sergent un colonel de l'armée rouge, nul statut ne lui garantit la propriété de ce grade ; mieux encore, un autre vote peut faire d'un colonel rouge un simple cadavre. Cette considération, évidemment, ne sera pas soumise à son examen : elle mérite cependant réflexion.

A L'ADRESSE DES TROUPES INDIGÈNES

Aux troupes indigènes, est destinée une tout autre tactique. Pour elles, une double propagande : la propagande coloniale de la IIIe Internationale, politique des nationalités qui pousse tout peuple « comprimé » à secouer le joug « capitaliste », à se révolter, et à entrer dans l'Union des républiques soviétiques ; — propagande purement militaire, qui doit exploiter uniquement les conditions spéciales dans lesquelles se trouvent respectivement les divers militaires et gradés des corps indigènes.

Les décisions du VIe Congrès de l'I. C., dans la partie qui concerne nettement les colonies françaises, sont exprimées en un jargon particulièrement barbare. On en jugera par quelques extraits :

« (Dans ces armées)... en fonction des conditions concrètes, il est nécessaire de combiner les éléments des deux programmes, à savoir le programme défaitiste par rapport aux armées et aux différentes divisions de l'armée se trouvant sous le commandement impérialiste, avec le mot d'ordre de l'armement du peuple (milice) et le mot d'ordre de *l'armée nationale* (1).

« Il faut adapter le mot d'ordre de l'armée nationale au milieu concret, et le poser de manière à exclure la possibilité de n'importe quel abus de la part des impérialistes et de leurs larbins (l'armée complètement indépendante en face des impérialistes et ayant une plus large organisation démocratique, élisant ses officiers, etc.).

« Dans les pays coloniaux comme dans les métropoles, nos mots d'ordre doivent exiger l'évacuation des colonies par les armées impérialistes, le rappel des cadres et du corps des officiers des armées indigènes. »

Évidemment, c'est laborieux à comprendre... Traduisons en français :

« Dans les armées coloniales, agir vis-à-vis des troupes françaises et vis-à-vis des éléments français des troupes mixtes, selon les méthodes prescrites pour la France.

« Vis-à-vis des éléments indigènes, prendre pour but la création d'une armée exclusivement indigène à base largement démocratique, élisant ses officiers indigènes ; cette armée, bien entendu, ne conservera aucun cadre français... et on exigera l'évacuation complète de la colonie par toutes les troupes et tous les cadres français. »

En Indochine, une armée nationale indochinoise, en Algérie une armée nationale algérienne, etc... organisées sur le type soviétique. Armées par nos soins, indépendantes de nous, sans aucun cadre français, ces armées « nationales » resteraient seules maîtresses dans chaque colonie : chacun chez soi.

Des instructions spéciales, partiellement connues, donnent la marche à suivre pour l'agitation à entretenir dans les troupes indigènes : elle ressort, d'ailleurs, implicitement des règles générales précédentes.

Contrairement à ce qui se produit dans l'armée métropolitaine, dans les troupes indigènes l'élément « nombre » existe :

(1) Le mot *national* correspond ici à la nation indigène : armée marocaine, armée algérienne, armée malgache, etc...

les indigènes forment une énorme majorité par rapport à la poignée de Français, cadres ou spécialistes. Il faut donc s'appuyer sur ce nombre et ne pas séparer, dans cette agitation, les « cadres » indigènes de la « troupe » indigène : le mécontentement à provoquer et la « lutte de classes » à déterminer obéissent au même mot d'ordre : « Indigènes contre Français ».

La nature des réclamations sera identiquement la même que dans l'agitation coloniale civile : elle vise également l'assimilation totale, l'égalité complète des droits, qu'ils soient civils et politiques ou militaires. Égalité des traitements, libre accès à tous grades et fonctions, sont des questions qu'il est inutile de discuter ici, la discussion publique qui en est faite actuellement en ce qui concerne les droits civils des indigènes ayant déjà fourni, sur ce sujet, plus d'agitation qu'il n'est nécessaire : pour peu qu'on y ajoute le principe de l'élection aux grades et emplois, il est certain que le vote égal exercé par une proportion d'indigènes infiniment supérieure, ne peut aboutir qu'à éliminer totalement la France métropolitaine...

Déjà, la campagne est commencée dans ce sens, — et, comme en bon nombre d'autres cas, combien n'est-il pas pénible de constater qu'elle l'est parfois par de fort honnêtes gens, parfaitement inconscients de l'origine du mouvement dont ils se font les porte-parole ! C'est, d'ailleurs, le comble de l'art en manière de propagande bolchévique : il n'est pas nécessaire de réussir : il est important d'entretenir l'agitation, prétexte à propagande. Il faut que les revendications soient formulées, en toute occasion favorable et par n'importe qui, « non seulement au sein de l'armée, mais en dehors, dans les parlements, dans les meetings. »

COMMENT PROTÉGER L'ARMÉE ?

Dans les pages qui précèdent, l'auteur a laissé presque constamment la parole au parti communiste, en puisant dans le plus récent et le plus autorisé des documents, le compte rendu officiel du VI[e] Congrès mondial de l'I. C., clos à Moscou le 1[er] septembre 1928. Il n'a et ne peut avoir aucune espèce de prétention à dévoiler de ténébreuses menées contre la sûreté de l'État : le parti communiste travaille au grand jour, ses programmes et ses résolutions sont ouvertement publiés, il est

loisible à chacun d'en prendre connaissance. Il est vrai que sa littérature officielle est protégée par une phraséologie révolutionnaire qui la rend fort difficile à comprendre, et d'autant plus pénible à lire qu'elle est en grande partie traduite du russe. Les termes y sont souvent détournés de leur sens ; souvent aussi, les idées ne sont pas suivies : elles apparaissent, disparaissent et reparaissent au cours des chapitres, et il est difficile de les dégager avec clarté et précision. N'ayons garde de nous laisser rebuter par ces difficultés : car il est capital, pour juger du danger réel que représente le bolchévisme, de connaître exactement ses méthodes et son programme.

Vis-à-vis de ce danger, comment réagit chez nous l'opinion ?

Deux pôles opposés attirent la majorité des jugements sur la question. L'un voit le péril immédiat, imminent, et se figure, comme dans un ciné-roman, le déclenchement instantané d'une révolution subite, en pleine paix, à une heure « H » mystérieusement choisie par les conjurés masqués des cellules, rayons et fédérations. L'autre n'en voit aucun, car il traite à juste titre cette hypothèse romanesque d'invraisemblable ; il dit avec bon sens que « nous n'en sommes tout de même pas encore là », et il hausse les épaules avec bonhomie devant l'énormité des revendications bolchéviques. Il comprend d'instinct que ces programmes « défaitistes » n'ont nulle chance d'être jamais votés par un parlement où la poignée de députés communistes n'a aucune influence apparente, — car il oublie leurs alliés, — et où personne n'écoute leurs discours, littéralement copiés, d'ailleurs, sur les documents de propagande de Moscou, et répétés par ordre.

De part et d'autre, il y a erreur grave. Erreur grave pour la révolution subite : le VI[e] congrès mondial nous le répète encore aujourd'hui, en s'appuyant sur les expériences de 1919, 1923 Allemagne, 1923 Bulgarie, 1924 Esthonie, 1927 Vienne, Changhaï, Canton : « Il faut qu'il y ait une situation révolutionnaire, une crise du pouvoir des classes dirigeantes ». Il y aura danger en cas de crise, en cas de guerre, pas avant. Erreur grave de la part de ceux qui refusent toute portée aux programmes excessifs des Soviets : ils ignorent totalement que le but du programme n'est pas sa réalisation directe, mais bien la création d'une agitation prérévolutionnaire par la mise en circulation et la discussion publique d'idées et de

réclamations destinées à agiter les masses, à dresser les classes les unes contre les autres. L'erreur de ces optimistes est d'autant plus fâcheuse que, par ignorance des points exacts de ce programme et de leur portée, il leur arrive fréquemment de soulever et de soutenir eux-mêmes l'une ou l'autre des revendications communistes d'autant plus efficacement qu'ils ne sont pas suspects et parlent de bonne foi.

Finalement, que ressort-il de précis et d'utilisable pour nous, Français, de ce document bolchévique?

Que le danger, si l'heure n'en est pas dès maintenant fixée, n'en est pas moins réel : le parti communiste prépare et met en place un organisme révolutionnaire pour qu'il puisse fonctionner en cas opportun. Ce cas opportun sera une crise du pouvoir des classes dirigeantes improbable en temps de paix, mais possible, voire probable en temps de guerre et de misère publique. — L'I. C. considère comme proche et certaine une ère de grandes conflagrations ; elle les prédit, elle y pousse, elle en attend « la Révolution prolétarienne mondiale », et une réjouissante succession de massacres de bourgeois.

Or, c'est précisément en temps de crise, — qu'elle soit intérieure ou extérieure, — que l'État et l'ordre social ont besoin de leur armée, comme le colon n'a besoin de sa carabine qu'au jour du danger : le reste du temps, elle n'est qu'un simple ornement au fronton du paisible foyer. Tout ce qu'on pourra démolir dans le mécanisme intérieur de la carabine est sans importance, tant qu'elle reste accrochée au clou : plus les dégâts resteront invisibles, moins on sera tenté d'y remédier; mais, le jour où l'on en a besoin, c'est la catastrophe.

Il y a, si l'armée fait défaut, inégalité absolue entre le pouvoir et les classes dirigeantes, d'une part, et le prolétariat discipliné par Moscou, de l'autre. Le prolétariat a, par principe, le nombre : en outre, il est organisé en classe : il peut être d'un instant à l'autre organisé en troupes, en gardes rouges. Il peut se passer d'armée : il sera, lui-même, l'armée. La bourgeoisie, moins nombreuse, est éparse et diverse, inorganisée, voire inorganisable. C'est partie perdue pour elle, à coup sûr. Ce qui n'empêche que la variété du « bourgeois antimilitariste », plein de mépris pour cette carabine inutile suspendue au-dessus du foyer, soit assez répandue en France.

Si nous voulons conserver l'armée, seule garantie de l'ordre social actuel, il s'agit de savoir comment la protéger.

Nous savons, si nous voulons lire, comment on entend la briser, car il s'agit bien de la briser et non de la démocratiser : on opérera « par l'intérieur ». Jusqu'ici nous avons pris la menace beaucoup trop au pied de la lettre, et, partageant l'erreur, dénoncée plus haut, d'exécution immédiate d'une révolution, nous avons laissé notre attention se fixer uniquement sur les organes d'exécution immédiate; nous nous sommes effrayés des « cellules de régiment » clandestines, existant ici et là; nous nous sommes préoccupés de la propagande dans la troupe comme si, réellement, d'une heure à l'autre, devaient surgir les soviets de soldats, précurseurs de la révolution : et, non moins vite, nous nous sommes rassurés, devant l'invraisemblance manifeste.

Ce n'est pas là qu'est le danger. Ne sont sacrifiés, pour un travail voué, tôt ou tard, à être percé à jour, et à mener leurs auteurs devant les tribunaux répressifs, que de pauvres diables de militants tout juste aptes à faire, pour la propagande, un peu d'agitation, et à fournir au Parti une profitable graine de « martyrs de la Cause ». Leur échec actuel est prévu par leurs chefs et notre victoire n'a pas de quoi nous enorgueillir, — ni surtout de quoi nous rassurer : elle ne peut que nous endormir dans une quiétude trompeuse.

On n'opère pas « par l'intérieur » de façon visible et à grand fracas, pour aboutir immédiatement. C'est un travail de termite, patient, secret, prolongé, qui laisse au bâtiment, jusqu'à l'heure de son effondrement, sa belle apparence solide et nette. Tout le long de ce lent travail, on mesurera la résistance de l'édifice, jusqu'au craquement précurseur, par les coups d'épaule successifs du fameux « programme défaitiste » qui n'est nullement appelé à agir en bloc, en coup de bélier, mais bien à agir progressivement par la méthode des « revendications partielles » renouvelées, reprises, insatiables aussitôt que satisfaites. C'est du travail officiel et visible, utile à la propagande, propre à créer l'état d'esprit révolutionnaire; peu importe qu'il prenne du temps : il en faut pour le travail secret.

Car ce n'est pas en un jour qu'on aura placé, au point voulu, tous les agents chargés de saboter l'armée nationale, ni ceux

qui doivent, au jour où elle s'effondrera, former les cadres de la nouvelle armée rouge. C'est cela qui est long à préparer, et à mettre en place comme effectifs mobilisables. D'une part, les simples soldats, déjà embrigadés avant leur entrée au service par les « associations de conscrits » et repris, dès leur sortie de quartier, par les « associations d'anciens soldats révolutionnaires », doivent fournir, tant dans l'active que dans la réserve, le noyau des communistes éprouvés, en contact constant avec le Parti, susceptibles de créer instantanément les « comités de soldats » et de débaucher les régiments. D'autre part, les cadres; on ne peut espérer en trouver d'expérimentés parmi les appelés du contingent; on peut en introduire dans les réserves; mais une véritable pépinière de cadres ne peut être trouvée que dans le cadre des sous-officiers de carrière, si l'on parvient à y pénétrer. Tout cela est travail de longue haleine, mené avec la plus grande prudence et le plus grand secret.

Il va de soi que si le Parti, comme d'aucuns le prétendent, est parfois parvenu à attirer à lui des officiers de l'active, des officiers de réserve accomplissant leurs six mois de service légaux comme officiers, ou des sous-officiers de carrière, il ne peut s'en servir qu'à la condition expresse que ceux-ci ne se compromettront en rien, voire agiront de manière à conserver toute la confiance de leurs chefs. Ce souci de ne pas toucher à l'enveloppe extérieure des choses se trahit dans toutes les instructions aux « camarades encasernés ». Ils doivent se bien tenir, s'instruire le mieux possible pour être plus utiles plus tard, apprendre à fond leur arme ou leur spécialité, inspirer toute confiance pour pénétrer le plus près possible des organes essentiels de l'armée : ils ne jetteront le masque qu'au jour du danger pour nous, de la victoire pour eux.

Contre ce travail long, secret et persévérant, quelle défense possible? Que peut-on demander aux cadres actifs de l'armée, si vigilants qu'ils soient? Pour un militaire, un bon soldat est un bon soldat; le chef ignore d'autant plus ses opinions que le camarade communiste aura reçu l'ordre impératif de n'en faire parade en aucun cas; et, quand bien même il serait avisé que cet appelé est suspect de communisme, il ne peut juger sur des tendances. La guerre, d'ailleurs, nous a montré nombre de « suspects » qui, en présence de l'ennemi, ont senti battre dans leur poitrine un cœur de Français et se sont vaillamment

conduits. Il n'y a rien à faire, avant que des actes permettent au chef d'asseoir son jugement sur des faits. Seulement, si le premier fait est un coup de fusil dans le dos, il est trop tard.

Ce danger concret, — le coup de fusil de l'Internationale, — n'est guère évoqué ici que pour l'image. C'est un risque comme un autre ; mais il est grave en ceci que, longtemps avant d'être tiré sur le chef, ce coup de fusil symbolique tue l'armée. Un danger matériel n'est rien. Ce qui est grave, c'est l'inquiétude morale. Matériellement, il n'y a pas à craindre que la totalité, ni même la majorité des sous-officiers, par exemple, écoutent le chant des sirènes moscovites, et passent en bloc à l'ennemi : nous avons, pour garanties, la haute conception du sentiment de l'honneur qui règne dans le corps des sous-officiers, et son intelligence qui lui fait comprendre à quel point il serait aléatoire de troquer les avantages appréciables d'un honorable statut contre l'aléa des promesses bolchéviques. Mais n'y aurait-il à se laisser séduire, que dix, cinq un pour cent du cadre, c'en est assez pour détruire la confiance réciproque actuellement existante entre les cadres officiers et sous-officiers qui ont appris à se connaître et s'estimer sur les champs de bataille. La puissance de l'armée repose plus encore sur cette unité morale que sur ses armes : ce qu'il peut y avoir de plus terrible pour un chef, c'est de ne pas savoir ce qui se cache derrière la correction réglementaire de ses rapports avec ses collaborateurs et ses subordonnés; de soupçonner que, parmi les douze apôtres, il y en a un qui le trahira. Du jour où le soupçon tuerait la confiance, l'armée n'existerait plus.

Somme toute, à part l'exécution consciencieuse de tout ce qui concerne sa fonction, à part un soin soutenu de veiller autant au maintien de la discipline qu'au bien-être de la troupe, d'examiner ses besoins, de lui épargner toute injustice et toute cause de mécontentement, le chef ne peut à peu près rien contre le danger que nous signalons. Évidemment, il peut s'efforcer d'éclairer ses subordonnés sur leurs devoirs envers la patrie; mais que vaut son influence morale, s'il s'en exerce une autre, occulte, établie dès l'école, dès l'enfance par les pionniers rouges, poursuivie par le Parti dans les sociétés de préparation militaire et jusqu'à la caserne? Il se heurte à un cœur impénétrable et hostile, à une intelligence qui, remplie

d'autres idées, est fermée à tout enseignement nouveau.

Certes, le chef agira, autant qu'il le peut, par l'exemple, par la fermeté alliée à une juste compréhension, par la parole : palliatifs insuffisants, tant qu'à l'extérieur de l'armée, le Parti reste libre de continuer inlassablement son rôle méthodique de corruption, son travail prérévolutionnaire ; tant qu'il pourra, non seulement exposer librement son programme dans des feuilles autorisées, non seulement le soutenir à la Chambre, mais encore trouver, pour en appuyer bénévolement les clauses, des champions en dehors même du Parti.

Les bolchévistes eux-mêmes savent, mieux que quiconque, combien leur action révolutionnaire est incompatible avec l'existence d'un État civilisé, puisqu'elle a pour but unique sa destruction. Ils savent parfaitement qu'ils sont le seul parti politique, non seulement en France, mais au monde, qui ait résolu délibérément d'entrer dans les casernes pour mettre la main sur la force armée ; qu'ils sont les seuls à clamer ouvertement leur volonté de renverser par la force tous les gouvernements, et l'état social du monde. Ils savent que leur action révolutionnaire constitue un complot à la solde de l'étranger..., qu'elle n'est pas supportable, et qu'ils doivent s'attendre à une mise hors la loi, déjà prononcée contre eux dans nombre de pays. Ils s'y attendent, tôt ou tard ; ils ont pris ouvertement des mesures pour continuer dans l'illégalité le travail qu'ils font aujourd'hui au grand jour. Le VI[e] Congrès traite, avec aisance, de cette situation.

En France, comment demander compte de ses paroles subversives à un soldat qui peut victorieusement vous rétorquer qu'elles sont prises dans le journal de ce jour, ou imprimées dans l'*Officiel* au discours de M. X., que le président reçoit et appelle « mon cher député » ? Comment interdire dans le journal ce qu'on permet à la Chambre, et combattre à la caserne ce qu'on tolère dans le journal ? Comment, logiquement, qualifier quoi que ce soit de séditieux, alors qu'un parti officiellement constitué a impunément pour programme et pour but la révolution par l'emploi de la force ?

Le seul, l'unique moyen d'empêcher l'exécution des plans communistes, c'est d'arrêter la diffusion des ordres de l'état-major de Moscou. Elle se fait aujourd'hui librement ; beaucoup acceptent les instructions reçues avec d'autant moins de défiance

qu'ils ne risquent rien puisque la propagande est licite, et ils attribuent à ses auteurs une force réelle, puisqu'ils les voient faire étalage des voix acquises aux élections, menacer impunément le pouvoir et en être ménagés. Il y a, parmi ceux qui vont au Parti, peut-être moins de convaincus que de craintifs qui n'osent se désolidariser du « prolétariat » le plus agissant, ou d'habiles qui espèrent quelque chose du gouvernement de demain.

C'est par l'intérieur que l'armée est menacée; c'est par l'intérieur qu'elle doit être défendue. Il est insensé de supposer qu'elle puisse, par un inexplicable privilège, rester indemne de toute atteinte, si elle baigne dans une population où circulent librement les bouillons de culture du bolchévisme.

Cela, qui est vrai pour l'armée métropolitaine, le sera encore plus pour les troupes indigènes. Pour suivre de près cette question, il faudrait traiter à part la question de la propagande coloniale : on trouverait certainement, dans les archives de l'armée anglaise des Indes, sur laquelle s'est porté depuis dix ans le principal effort de Moscou, d'utiles précisions. Nous ne devons pas oublier que, jusqu'ici, nous sommes relativement privilégiés : les Indes et l'Égypte ont été les objectifs principaux, comme étant les pays où l'agitation révolutionnaire paraissait la plus aisée à établir. L'Afrique française est, jusqu'ici, peu touchée : les résultats de la propagande actuellement en cours ne deviendront perceptibles que d'ici quelques années, peut-être. Nous possédons d'admirables colonies dont la richesse et le bien-être ont décuplé depuis leur mise en valeur par la France, où la population s'est quatre fois accrue, où l'administration s'exerce sans vexations ni heurts; nous avons reçu d'elles, aux heures difficiles, puis glorieuses de la guerre, un appui magnifique, et, sur le champ de bataille, elles ont versé leur sang, mêlé au nôtre, pour la France; nous y possédons des troupes splendides; les officiers qui ont l'honneur d'y servir s'en font gloire, sont fanatiquement attachés à leurs tirailleurs ou spahis, et n'ont jamais douté de ce qu'il était possible de demander à leur fidélité ou à leur dévouement.

Laissera-t-on toucher à cela?

Nous ne pouvons pas empêcher la IIIe Internationale de publier, à Moscou, tout ce qu'elle voudra. Encore n'est-ce pas certain : il y aurait eu, il y aura peut-être des moyens de

l'empêcher. En revanche, nous aurions pu, nous pourrons, quand nous voudrons, interdire la reproduction et la diffusion, à Paris, au Parlement, en France, de ces instructions étrangères, nous opposer à la formation des organisations qu'elles préconisent. Jusqu'ici, nous n'en avons rien fait, ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne : mansuétude qui peut s'expliquer par la confiance que les gouvernements de ces grandes nations ont dans le patriotisme séculaire de leurs peuples.

Pareille mansuétude serait criminelle aux colonies : car on y a affaire, et à un patriotisme plus récent, et à un niveau d'instruction infiniment moins élevé. On ne doit, on ne peut pas oublier combien des populations presque illettrées sont facilement accessibles à une propagande bien faite.

Chaque jour nous apporte, sur l'œuvre de Moscou, sur ses moyens, sur ses procédés d'action, sur ses buts, des précisions plus grandes. Nous avons pu croire qu'abrités derrière nos armées, nous serions toujours à même de nous opposer à la réalisation de ses plans. Mais nos armées, Moscou sait bien que l'obstacle est là, rien que là, et fait actuellement le nécessaire pour les vider de leur force combative. Nous venons d'expliquer comment.

Attendrons-nous, pour nous y opposer, qu'elles ne soient plus qu'une écorce vide?

* * *

LES HIBOUX

TROISIÈME PARTIE (1)

Tout cet après-midi, Hervé et Raymonde « font leur point » suivant l'expression maritime du lieutenant de vaisseau, c'est-à-dire se narrent leur vie depuis l'instant d'une séparation qu'ils croyaient définitive. Assis l'un en face de l'autre, les mains dans les mains et les yeux dans les yeux, Hervé, modeste, rappelle brièvement les principaux événements de sa carrière d'aviateur. Il s'étend davantage sur la raison qui l'a décidé au célibat, l'infortune d'avoir été refusé par Raymonde. Troublée, elle reconnaît sa lamentable erreur et fait de Tugdual Bohellec une peinture poussée au noir. Lorsqu'elle ajoute que son existence est d'autant plus manquée qu'elle habite en ce Morbihan cette horrible propriété, Hervé se récrie :

— Vous oubliez que je suis Breton. Je ne suis pas de votre avis sur cette forteresse-manoir qui m'enchanterait si j'en étais le propriétaire.

— Peut-être m'enchanterait-elle aussi, si j'y vivais avec vous... N'entendez-vous pas l'embrun ruisseler aux murailles et le vent aboyer comme un chien enragé dans la cheminée ?

— C'est justement ce qui me plaît. Cimmérienne, vous comprendriez mon pays de la fin des terres. Nous sommes l'extrême pointe du monde. Derrière nous toute l'Europe précède toute l'Asie. Etrave des continents, nous regardons l'infini ! Quelle grandeur !

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril et 1er mai.

— Ma poésie de Méditerranéenne déteste le désordre de cet affreux Océan. Il faut être un barbare pour se complaire à cette barbarie.

— Je suis donc un barbare ?

— Non ! vous ne l'êtes plus, parce que vous connaissez mon beau Midi et que vous l'aimez, Hervé. Rendez-nous justice.

— En effet, aperçu de Nice ou de Toulouse, Finis terræ par cet ouragan, paraîtrait infernal. J'en sais quelque chose puisque je viens d'y risquer la mort. Et c'est pourtant le paradis terrestre, puisque je vous y ai retrouvée...

Les heures passèrent en poignantes confidences au rugissement de la tempête. Quand le crépuscule les ensevelit peu à peu dans l'ombre du grand salon aux tapisseries flamandes, Hervé Nollic connaissait beaucoup mieux Raymonde qu'il avait seulement soupçonnée, jadis. Mais les amours des très jeunes gens sont-elles jamais autre chose que des attractions physiques, mêlées d'un peu d'illusions spirituelles, chacun se forgeant de l'autre une image approximative. Ils se retrouvaient, au contraire, mûris par l'expérience pathétique de leurs vies.

La nuit était venue. Assis côte à côte sur le canapé, ils gardaient un silence émouvant où se continuaient pourtant leurs aveux. Un carillon retentit. Le rythme clair de sa cloche dominait la tempête. Mécontente et inquiète, Raymonde pensa : « Pourquoi Gobrien ou Pierrine ne sont-ils pas venus nous éclairer ? Leur discrétion devient suspecte ! »

A peine avait-elle fait cette réflexion, elle vit paraître Mathurine avec une lampe dont la flamme montait et descendait dans le verre aux mouvements de sa claudication.

— Madame est servie, annonça-t-elle.

Après avoir regardé de côté l'officier, elle ajouta :

— Faut-il porter son dîner à monsieur dans sa chambre? Nous avons déjà servi le mécanicien chez lui.

— Non, sotte, puisque M. Nollic n'est pas alité.

Déconcertée, la bigoudène dodeline de sa grosse tête à nez pointu, en grommelant :

— A votre idée, madame !

Hervé rit de bon cœur et complimente Mme Bohellec de ses domestiques de haut style. Ils descendent à la salle à manger où Raymonde, surprise et presque effrayée, trouve Louis encore

couvert d'un ciré luisant d'eau. Quoique cette visite la consterne, elle félicite son beau-frère d'être miraculeusement guéri de son « refroidissement », — elle appuie sur le mot, — et le prie de dîner avec eux. Elle lui présente alors le lieutenant Nollic. Les deux hommes se regardent attentivement.

— Je vous remercie de votre invitation, Raymonde, prononce froidement Louis, mais le ciré que j'ai gardé en entrant dans cette pièce vous prouve mon intention de rentrer au Rozec. Je me sens vraiment souffrant.

— Alors pourquoi vous être dérangé, à la nuit, par ce temps abominable? Quelle imprudence!

Au ton persifleur de sa belle-sœur, Louis pâlit et réplique, examinant sans bonté le marin :

— C'est pour remettre au lieutenant Nollic une dépêche portée au Rozec où j'espérais le recevoir... L'employé du télégraphe s'imaginait l'y rencontrer.

Il tend à Hervé une enveloppe bleue. Le centre d'aviation maritime de Lorient annonçait l'envoi, le surlendemain seulement, d'un vapeur amenant les mécaniciens avec les pièces nécessaires aux réparations de l'hydravion. Le lieutenant remercie M. Bohellec d'avoir eu la bonté de lui porter avec tant d'empressement cette dépêche très attendue. Louis reçoit ce témoignage de la gratitude de l'aviateur d'un air si rogue que celui-ci s'en étonne et commence de fixer des yeux sévères sur lui. Raymonde voit les deux hommes se toiser. Vaincu, Louis tourne la tête, considère avec une tristesse poignante sa belle-sœur et lui dit à voix basse :

— Je vous demande la permission de rentrer chez moi, Raymonde. Croyez-le, je n'ai jamais autant souffert.

— Allez donc vous soigner, mon cher Louis, repart-elle avec indifférence.

Livide, Louis s'incline devant elle, salue d'un léger signe de tête l'officier et se retire.

Assise en vis-à-vis de l'aviateur, qui ne semblait déjà plus se souvenir de son naufrage et de sa terrible lutte contre l'ouragan, Raymonde lui trouvait toutes les vertus d'un héros : force, décision, belle humeur. Sa supériorité sur Louis éclatait. Ce pauvre Louis, sans aucun doute prévenu par les domestiques qu'Hervé Nollic était un ami de jeunesse de madame, quoique sèchement congédié la veille, poussé par la jalousie, n'avait pu

résister au désir de connaître l'aviateur. Il avait aussitôt deviné un rival et n'avait pas pu dissimuler son inquiétude. Elle croyait en être débarrassée.

A la lumière de la lampe, les yeux armoricains d'Hervé avaient pris le ton bleu de la Méditerranée et elle le lui fit remarquer pour l'étrangeté du fait.

— J'aime tellement vos beaux pays latins que je m'en suis empli les prunelles, répond-il gaîment.

Elle le retrouve comme elle l'avait connu au Golfe Juan, radieux d'entrain, de spontanéité, de sincérité. Quel contraste avec Tugdual dont la vertu sinistre ne poursuit jamais que des buts profitables!

Contraints par la présence des serviteurs, ils éprouvent de la difficulté à converser. Hervé, remarquant autour de lui sur les étagères et dans une haute vitrine des effraies jaunes et une énorme chevêche rousse, portant un collier clair dans le disque périoculaire, s'informe de leur provenance.

— Ah! vous voyez là toute la famille de M. Bohellec.

— Cette chevêche lui ressemblerait-elle? Et me ferez-vous croire que ces hulottes grises aux yeux en loupe sont de son cousinage?

Ils rient. Rechigné, Gobrien, en les servant, pose rudement les assiettes sur la table. Hervé comprend l'avertissement et, pour apaiser ce fidèle serviteur, raconte qu'au Borda ses camarades l'avaient surnommé « émouchet », à cause de sa tête ronde et têtue, de ses yeux clairs et de ses plongeons dans la mer pendant l'été qui leur rappelaient les descentes foudroyantes de cet oiseau sur ses proies.

L'officier, qui passait la revue des oiseaux naturalisés de la grande vitrine, s'écrie :

— Me voilà!

— Comment, cet épervier, c'est vous? Vraiment, vous étiez prédestiné à l'aviation.

— L'épervier, Horus, roi des Égyptiens, lourde succession à porter, madame. Aussi, quelquefois, comme aujourd'hui, je risque de me rompre le cou avec mes ailes empruntées.

Un sourire niais fait remonter la bouche de Gobrien qui continue son service de meilleure humeur.

Raymonde, qui examinait tour à tour l'émouchet et Nollic, dit alors avec gravité :

— Si vous regardez la vie de plus haut que les autres hommes, combien de risques vous courez !

— C'est le sel de la vie ! Les gens raisonnables imposent au monde sa bassesse générale.

— Hélas ! soupire-t-elle, soudain humiliée de sa propre lâcheté.

Puis elle regarde Hervé avec une tendresse, une admiration et une mélancolie qui le troublent profondément. Il essaie encore de plaisanter ceux qui jouent aux Icare et s'étonne de sa gêne et presque de son angoisse.

Le hourvari de la tempête traverse volets et murailles.

Vers la fin du dîner, Coatarmanach pénètre avec sa coutumière familiarité dans la salle à manger. L'eau et le sel de la mer étincellent dans sa barbe rouge en collier et ses yeux de courlis sont encore rapetissés par ses efforts pour lutter contre l'ouragan. Il avertit qu'il a voulu, avant la nuit, se rendre au port pour voir si tout était bien affourché. L'hydravion, un peu protégé par la dune de sable, ne risque rien. Un chalutier, *Etoile du-ciel*, ses amarres rompues, vient d'être jeté dans les palus.

— Ah ! gueuse de mer !

En remerciant encore le vieux marin de sa nouvelle attention, Hervé lui demande s'il aimerait autant la mer si elle n'avait pas des folies de gueuse.

Après une réflexion, Coatarmanach marmonne :

— Vous avez raison, lieutenant ; un lac d'eau douce, je ne le regarde même pas. C'est parce qu'on risque la mort sur l'Océan qu'on aime y vivre.

— Topez là, mon brave !

Nollic lui tend la main, mais le quartier-maître laisse étreindre son gros poing calleux sans aménité et se retire aussitôt.

— Drôle de bonhomme, chuchote Hervé après son départ.

Raymonde commande à Gobrien d'éclairer le salon. Lorsqu'il revient annoncer que les lampes sont allumées, elle se lève de table et, suivie d'Hervé, gravit les marches avec lenteur. Arrivée au premier palier, elle s'arrête devant l'œil-de-bœuf de l'escalier et écoute les mugissements de l'ouragan. Peut-être entend-elle d'autres voix, car l'anxiété, presque la terreur, la pâlissent et rendent son expression sévère lorsqu'elle pénètre dans le salon. Saisi, Hervé garde aussi un grave silence. La froideur de la vaste pièce les oblige à s'approcher du foyer dont les flammes d'or se silhouettent sur la plaque de

fonte aux armes de Bretagne. Ils demeurent debout de chaque côté de la cheminée. Raymonde fuit d'abord les regards d'Hervé. Attristé, il songe avec peine au passé. Pourquoi avait-elle consenti, trop facilement, aux calculs intéressés de ses parents? Il en éprouve encore de l'amertume. Aussi ce soir, hélas! ce n'est pas en mari qu'il se trouve en face d'elle.

Raymonde devine-t-elle les réflexions d'Hervé? Son mutisme, sa réserve commencent à la faire souffrir. Avec des apparences très dissemblables aurait-il, en Breton qu'il est, une conscience à la manière de Tugdual et s'incline-t-il devant la tradition et le devoir?

Cette crainte exalte Raymonde. L'existence sans amour imposée par ses parents besogneux ne l'a jamais autant révoltée. Maintenant qu'elle tient Hervé en son pouvoir par le plus tragique des hasards, elle ne le laissera plus échapper.

Raymonde qui regardait le foyer brasillant comme si elle y cherchait sa destinée, relève le front, et ses grands yeux, plus mordorés au rayonnement des flammes, interrogent alors Hervé avec une telle éloquence qu'il n'hésite plus et l'enlace d'une étreinte frénétique.

Lorsqu'elle sent les bras puissants du marin s'emparer d'elle, elle se souvient tout à coup de ses raisonnements de la veille sur la vanité de sa faute et ses lamentables répercussions hors de proportion avec un plaisir trop bref. « Comment ai-je pu penser ainsi? Maintenant que j'éprouve l'amour, aucun risque ne m'arrêterait. »

Elle rend à Hervé ses baisers avec une fougue presque terrible. Saisi par la violence de la jeune femme, la gravité de son expression et sa pâleur pathétique, Hervé, Breton de nature sérieuse, en éprouve une ivresse infinie; il est de ces hommes pour qui la passion doit atteindre aux cimes du mysticisme et qui répugnent à ne voir en elle qu'un jeu des sens.

Et tandis qu'étreints, ils goûtent ce bonheur inouï, absolution de toutes les douleurs de la vie, l'Océan continue d'asséner ses coups de catapulte aux falaises et le manoir tremble sur ses assises. Une lame de fond jaillit, coiffe la toiture cimentée et ses cataractes sanglotent le long des murailles.

— Il me semble me trouver au fond de l'Océan dans un sous-marin, murmure Hervé, sa tête pressée contre celle de Raymonde.

— Puisse la mer nous engloutir! Je veux disparaître avec vous.

— Est-ce Raymonde ou Yseult qui invoque le néant?

Il la contemple avec adoration et lui voit une figure poignante d'amour désespéré. Et lui, enivré de désir, descend ses lèvres sur une bouche pâmée qui semble en appeler du grand désordre de ce monde où les cœurs faits pour s'unir graviteront toujours dans les espaces incommensurables et vides, sans tendresse, pitié et amour.

Penchée sur un créneau des remparts de Finis terræ, Raymonde appuyée sur les coudes regarde toujours la mer convulsée, d'une verdeur rouillée que les déferlements en plumes d'autruche empanachent. Elle souhaite de toute son âme l'heureux retour d'Hervé Nollic, qu'elle aurait encore voulu retenir près d'elle. Mais aussitôt les avaries du moteur réparées par les mécaniciens envoyés de Lorient, il avait voulu ramener son appareil à sa base. « De même qu'un capitaine ne doit jamais abandonner son navire, un aviateur, dont l'hydravion est le vaisseau ailé, doit couler avec lui ou le rentrer au port », avait-il déclaré.

« Parti! et pour combien de temps? Pour toujours peut-être! Pourquoi n'ai-je pas le courage de fuir en même temps que lui? Sans doute Hervé ne pourrait-il pas me recevoir à Lorient. Une femme mariée, quel scandale! Divorcer? Je n'en vois pas la possibilité. Les convictions de mon mari me refuseraient ce divorce. Pourrais-je même obtenir la séparation? Tugdual ne permettrait pas à celle qui porterait encore son nom de se donner à un autre homme. Il faut tout redouter d'un caractère aussi secret et obstiné que le sien. Hibou de visage et d'esprit, c'est en hibou qu'il nous surprendrait, Hervé et moi. Cependant, comment puis-je m'être résignée à demeurer ici? Ah! toujours pour les tristes raisons qui me firent accepter mon mariage. Une fuite, et ce serait me déclarer une femme déchue. Repoussée de ma famille et sans moyens honorables de vivre, quelles ignominies m'attendraient? Et pourtant, c'est une indignité de rester. Ah! n'importe comment, il faudra que je rejoigne Hervé. L'idée seule d'avoir à subir Tugdual me donne de l'horreur et de la honte. Quel ressentiment éprouvait Louis en présence du lieutenant Nollic qu'il voulait m'enlever? Pauvre Louis! Il me faudra désormais me méfier de lui. »

A cet instant de ses réflexions, Raymonde entendit les corbeaux du bois lancer tous ensemble un âpre cri. Ensuite leur vol massif enténébra le ciel. Ils devaient avoir été effrayés. Raymonde crut entendre les explosions d'un moteur dans la pinède. « Tugdual rentrerait-il aujourd'hui de Pontivy? Le Comice qu'il présidait ne devait se terminer que demain. Pourquoi avance-t-il son retour d'un jour? Louis aurait-il été le chercher? Quelle vilenie de sa part! Quelques heures plus tôt, Tugdual aurait rencontré Hervé. Le bruit de l'automobile se rapproche. Plus de doute, mon mari rentre. Louis doit m'avoir dénoncée!... »

La colère, la haine, la terreur, l'incertitude agitent Raymonde. Adossée à la poivrière d'angle, ses bras croisés serrent le manteau qui la protège. Elle traverse hâtivement la terrasse et grimpe l'escalier de la tourelle qui mène à la chambre du second étage où se trouve installé son appareil radiophonique. Fébrile elle en rétablit les contacts, tourne les rhéostats, allume les lampes, cherche à saisir un poste émetteur. Pendant ces manœuvres, le gémissement du vent et la rumeur de l'Atlantique accompagnent de leur mélancolique symphonie les pensées contradictoires qui l'assaillent : « Qu'as-tu fait? Peut-être le bien et le mal vont-ils rejoindre l'infini; mais le bien laisse en repos, et le mal c'est la tempête et ses naufrages. »

Tout le sang de son cœur remonte à son visage devenu admirable de passion; elle songe :

« Si je dois naufrager, j'aurai au moins connu l'amour. »

A travers sa fenêtre, elle regardait avec extase le ciel comme si elle pouvait encore apercevoir l'avion dans la tourmente, lorsque la berline traverse la prairie et s'arrête devant la barrière. Revêtu d'un manteau brun, son chapeau de velours roux rabattu sur le front, son mari saute de l'automobile, et, du geste, fait signe à son frère resté au volant de la conduire au garage. Cependant Louis relève la tête vers la tourelle.

Tugdual escalade précipitamment le perron.

« Jamais autant qu'en ce moment je n'ai éprouvé d'horreur pour ces Bohellec, pense Raymonde terrifiée. Quelle précipitation suspecte! Si Louis m'a dénoncée, je saurai me défendre. »

Une voix impatiente retentit dans le couloir voûté :

— Où êtes-vous, Raymonde?

Elle tremble, pâlit, pousse vivement la targette et la retire aussitôt en se rendant compte de l'absurdité de sa précaution.

Elle court jusqu'à son poste d'écoute et affecte d'en régler les condensateurs.

La porte brusquement ouverte, Tugdual s'exclame :

— Enfin ! Il serait à croire que vous vous cachiez !

Dans son irritation il ne se découvre pas, et, bras croisés, examine avec dureté sa femme. Furieux de constater qu'elle demeure à son appareil radiophonique, il lui crie :

— Votre conscience, ma chère, doit être bien trouble pour me faire un tel accueil après cette longue absence.

— Que voulez-vous dire ?

Leurs regards aigus se croisent comme ceux des duellistes au moment d'un engagement.

— Je veux dire qu'une honnête femme ne doit pas recevoir un officier pendant l'éloignement de son mari.

— Je vous ferai observer que je connaissais le lieutenant Nollic depuis de longues années. Il était reçu dans ma famille.

— Raison de plus pour l'envoyer chez Louis, qui, d'ailleurs, avait offert son hospitalité à ce marin.

— Ah ! très bien, je vois d'où viennent les insinuations. Louis, en effet, parut assez dépité de ne pouvoir, contre toute humanité, conduire aussitôt au Rozec cet aviateur épuisé par son naufrage. Mais votre frère obéissait peut-être à ses petits calculs ?

Frémissant, Tugdual s'approcha de sa femme et lui cria :

— Expliquez-vous ! Prouvez-le ! Ne mentez pas !

— Calmez-vous, je vous en prie, Tugdual. Vous, d'habitude circonspect, vous semblez vouloir annoncer à tout le pays cette scène regrettable.

Ses yeux en disques d'or étincelants de jalousie, rapprochés du visage de sa femme, il reprit :

— Qu'entendez-vous par « les petits calculs » de Louis ?

— Rien de plus que ce que vous voudrez bien voir dans mon allusion.

L'anxiété ravinait de rides profondes les tempes de Tugdual. Raymonde trouvait son mari encore plus âgé qu'elle ne se le rappelait, et très disgracieux par comparaison avec Hervé au jeune visage ferme et avenant. Il continuait de l'observer de si près qu'il lui touchait presque le front et devait respirer son parfum de femme capiteuse. D'une voix moins agressive, il lui redemanda encore une explication sur le séjour fâcheux de l'aviateur à Finis-terræ.

— Pourquoi voulez-vous me faire raconter ce que vous savez si bien, avec des enjolivements de narration ?

— Ce n'est pas mon frère qui m'a mis au courant de cette aventure. A Pontivy on ne s'entretenait que de cette histoire répandue par les journaux, et l'on me réclamait des détails, comme si votre sollicitude m'eût télégraphié un récit exact de cet accident. Je maintiens, une fois de plus, que vous deviez envoyer ce lieutenant au Rozec, où...

— Où il eût tenu société à Louis malheureux de ne pouvoir, — sur votre ordre, évidemment, — me tenir compagnie dans cette maison.

A cette vive repartie, pâle de ressentiment et d'angoisse, Tugdual, que l'accusation de Raymonde ne semblait pas trop surprendre, murmura :

— Nous reparlerons de votre insinuation en présence de mon frère, si vous le voulez bien. J'aime la vérité, la sincérité et je hais les fourbes.

Toujours penché sur sa femme qu'il examinait avec une expression extraordinaire mélangée de rage et d'admiration qui lui crispait les lèvres, puis les détendait, il ajouta d'une voix plus douce :

— Je veux bien le croire, vous avez été surtout téméraire. La triste éducation de vos parents ne vous a pas mise en garde contre une imprudence qu'une jeune femme ne doit jamais commettre. Vos audaces passées, je le sais, restaient innocentes. Je souhaite que, cette fois encore, vous n'ayez été coupable qu'en apparence. Dans ce pays aux mœurs sévères, je n'entends pas que ma femme soit suspectée.

— Si vous aviez gardé votre bon sens au lieu d'arriver chez moi en furieux, vous auriez été rassuré avant de m'avoir insultée.

Cette audacieuse réplique augmente son trouble. Éloigné de sa femme pendant quelques jours, il la revoyait fraîche et savoureuse avec son teint ambré comme un chasselas du Languedoc. Il regrettait son emportement. N'aurait-il pas dû ajourner l'explication réclamée ? Les récits, peut-être intéressés, de Louis, l'avaient exaspéré et il s'était conduit en butor. Il s'aperçut qu'il était resté coiffé et jeta son chapeau sur un siège. La violence n'était pas un bon moyen de connaître la vérité. Décidé à faire respecter son nom, encore ne fallait-il pas accueillir trop aisément tous les propos de son frère et des

domestiques. Comment lui, habituellement maître de ses nerfs, avait-il pu se précipiter chez sa femme comme un dément? Ah! c'est qu'il l'aimait et l'amour emporte la raison. Après quatre années de mariage, Raymonde restait toujours pour lui, dont l'âge, hélas! sonnerait trop tôt le glas de l'amour, la délicieuse créature qui avait emporté ses scrupules de puritain à Toulouse.

Il aurait dû se rappeler que Louis éprouvait pour Raymonde une amitié qui n'était plus celle d'un beau-frère. Il en avait surpris plusieurs fois les expressions. Par conséquent sa femme ne le calomniait peut-être pas, lorsqu'elle lui laissait entendre que Louis, jaloux de la présence de l'officier, l'avait gratuitement diffamée. Au vrai, et il l'espérait, tout se réduisait sans doute à quelque coquetterie et à des imprudences de langage. Aucun d'eux n'était gravement coupable. Dans son désir ardent de sa femme, Tugdual cherchait maintenant à l'innocenter. Il serait temps, plus tard, de tirer au clair ce qui restait de douteux dans le séjour de l'officier et l'empressement de Louis.

Il considère avec tendresse Raymonde qui affecte de n'avoir d'attention que pour son changeur de fréquence dont elle examine la « bigrille ». Agacé, il lui reproche son impertinence. Au retour de son mari, elle pourrait lui témoigner plus d'intérêt. Elle abandonne son appareil et répond qu'il n'aurait tenu qu'à lui d'être mieux accueilli. Tugdual reconnaît avec un sourire repenti qu'il fut un peu vif; les circonstances n'excusaient-elles pas sa méchante humeur?

Cette allusion ramène Raymonde aux événements de la semaine et le souvenir de ses éblouissantes journées de bonheur communique une telle beauté à sa figure ravissante que Tugdual, bouleversé par la passion, se rapproche encore. Il appuie une main sur l'épaule de sa femme et sourit. Elle l'observe froidement. Jamais son mari ne lui est apparu aussi vieux et laid. Tugdual pose un baiser rapide dans les cheveux de Raymonde. Elle se recule, autant par dégoût que par remords. Il croit chez elle à sa rancune et lui murmure avec contrition :

— Eh bien! oui; je me suis laissé emporter. Faisons la paix, ma chère amie.

Il veut l'enlacer. Elle s'écarte et porte les mains à ses tempes en prétextant une migraine produite par l'horrible tempête. Ce climat la martyrise.

Quoique dépité, il repart doucement :

— C'est entendu, ce Morbihan est infernal !

Il marche vers elle, passe ses bras derrière ses épaules et elle se trouve sa prisonnière. Ses lèvres à l'oreille de sa femme, il lui chuchote :

— Soignez-vous bien vite ! Un cachet d'aspirine. Je veux que vous soyez guérie... ce soir !

Ses yeux rayonnent de désir. Elle ferme les paupières pour ne pas se trahir, car l'horreur lui étreint le cœur. Soudain, elle se sent rassurée : cette trop vive affection de son mari ne prouve-t-elle pas qu'il sait peu de chose ? Sa colère au premier moment, si vite calmée, lui laisse croire que Louis tenta d'exaspérer son frère pour se venger, mais que son mari ne demandait qu'à se laisser convaincre par elle de son innocence. Il n'est vraiment pas un mauvais homme. Cette idée l'attendrit tellement qu'elle se laisse embrasser par Tugdual.

Il la quitte en l'avertissant qu'il lui faut inspecter ses travaux qui souffrirent de la tempête pendant son absence. Ils se retrouveront au dîner. Au seuil de la chambre, il s'arrête pour la contempler avec un sourire bizarre avant de disparaître.

Que doit-elle croire ? Pouvait-elle s'imaginer ainsi leur entrevue ? Dissimule-t-il ? Elle devine que la passion physique l'emporte en ce moment chez lui sur tout autre sentiment. Cette passion lui livre son mari qui éprouve la hâte presque douloureuse des hommes à la veille de leur vieillesse. Aujourd'hui, après une absence de quelques jours, la plus longue qui l'ait écarté de sa femme, Tugdual est dominé par son désir. Elle redoutait sa colère immédiate et elle le voit au contraire ridiculement amoureux. Elle sait bien que son amour égoïste n'empêchera pas, plus tard, sa haine et sa vengeance, s'il apprend la vérité. Comment doit-elle agir ? S'abandonner à lui ? A la pensée de cette ignominieuse hypocrisie, d'âcres larmes lui brûlent les yeux. Comment se dérober à son mari ? Son refus maladroit ne serait-il pas une preuve de sa faute ? Mais son abandon à Tugdual, cette nuit, ressemblerait à une prostitution !

L'incertitude de Raymonde la retint pantelante pendant plusieurs heures. La cloche du dîner retentit. Joyeux du retour de son maître, Gobrien carillonnait à tour de bras.

« Il est trop tard pour me dire malade et m'aller jeter au

lit dans ma chambre. Ah ! combien il m'est difficile de prendre une décision aussitôt qu'il faut intriguer. D'ailleurs, pauvre défense d'un moment qu'une indisposition ! »

Un second son tinta et la mince Pierrine, ses yeux aiguisés par la satisfaction, vint avertir madame qu'elle était servie. Monsieur était rentré.

Raymonde descendit lentement l'escalier avec le désir de n'en voir jamais la fin. Arrivée au palier, elle décida de s'en remettre à l'inspiration des circonstances. Elle vouait toute son âme à Hervé quand elle pénétra dans la salle à manger où Tugdual l'attendait le dos tourné au feu et la tête relevée vers une statue de bois posée sur une ancienne vis à pressoir en manière de piédestal.

— Eh bien ! Raymonde, vous n'admirez pas ma dernière acquisition ? J'ai trouvé ce saint Tugdual chez un antiquaire.

Elle regarda le saint breton à tête de corsaire, appuyé sur un glaive à la poignée en croix, et le trouva pittoresque mais bien vilain.

— Parbleu ! dit-il rudement.

Il se repentit aussitôt de son humeur.

— Il est de fait que nos vieux imagiers bretons ne concevaient pas les hôtes du ciel en beauté ; ils imitaient les gens de leur entourage.

Elle protesta contre l'insinuation qu'il lui prêtait par un geste vague de la main. En s'asseyant devant la trop grande table de chêne sculpté où leurs couverts, placés l'un en face de l'autre, occupaient si peu de place, il dit avec timidité :

— Pour égayer cette grande pièce, il faudrait des dîneurs nombreux, bruyants, de jeunes têtes étagées. Voilà mon vœu.

Elle affecta de ne pas comprendre cette allusion qui pourtant la terrifia. En s'apercevant de l'émotion de sa femme, il ajouta que le sort des familles dépassait la volonté des parents et qu'il n'y avait qu'à s'en remettre à Celui qui peut tout... et leur accorderait sans doute cette bénédiction.

Gobrien servit le potage avec un air d'empoisonneur joyeux, son œil blanc cligné sur la soupière en faïence de Loc-Maria. Tugdual dévora et plaisanta son appétit insatiable. Il avait tant vu de gens et de bêtes, et sa présidence l'avait obligé à de telles discussions, qu'il ne saurait assez se restaurer.

Il n'avait jamais été aussi gai et Raymonde reprenait

confiance. Elle réfléchissait que la sottise d'un vieil homme aimant n'a pas de bornes, lorsque Tugdual lui demanda de bien vouloir enfin lui raconter l'aventure arrivée pendant son absence aux aviateurs tombés en vue de Finis terræ?

En s'efforçant à l'indifférence, elle lui dit qu'elle ne pourrait que lui répéter tout ce que Louis lui avait déjà appris.

— Mon frère n'est arrivé qu'après le sauvetage et n'est guère resté ici pendant que vous receviez ces marins. Complétez donc son récit.

Obligée de parler de ce qu'elle aurait voulu taire, elle fit un rapport excessif du malheur arrivé à l'hydravion par mer démontée, le manoir lui-même au risque d'être submergé, ses fenêtres enfoncées. Coatarmanach, toujours valeureux, avait sauvé à grand peine les marins de la noyade; les vagues passaient par-dessus leur carlingue. Inanimés, il les croyait noyés. Le docteur Merville, après les avoir examinés, craignait une pneumonie chez le mécanicien et l'effrayante dépression du lieutenant l'inquiétait.

— Donc, mourants tous les deux, conclut Tugdual. Néanmoins cet officier put dîner dans cette pièce avec vous, à la place même que j'occupe...

Le sang aux joues, elle regarda son mari.

— Mais je vous reproche d'autant moins votre hospitalité que vous connaissiez de longue date ce lieutenant, reçu dans votre famille.

Après un silence, pendant lequel il appuie un regard pénétrant sur sa femme, il ajoute très bas :

— C'était peut-être une raison pour envoyer ce marin chez Louis. Mais votre détermination peut aussi bien se défendre.

Saisie de crainte par tous ces enveloppements de forme, Raymonde, raidie sur sa chaise, demeurait sur la défensive. La jalousie, endormie, de son mari se réveillait. Le combat s'engageait. Elle voulait le gagner.

— Voulez-vous me permettre une réflexion, Tugdual ?

— Mais dix, cent, ma chérie.

— C'est que vous m'exprimez là, non pas votre sentiment, car vous êtes trop généreux pour marchander votre hospitalité à ces braves marins, mais l'opinion de votre frère qui, pour des motifs personnels, tenait à... confisquer ces aviateurs. Or, le lieutenant Nollic manifesta le désir de se trouver le plus près

possible de son appareil en perdition. Au Rozec, enfoncé dans la campagne, il s'en éloignait. En cas d'une rupture d'amarres sur la dune, il serait arrivé trop tard pour commander les manœuvres de secours.

Tandis qu'elle inventait cette explication, Tugdual, la pointe de son nez rapprochée de sa mâchoire avancée, hochait à petits coups sa tête rocheuse, semblant approuver les raisons alléguées. Sur un temps de pause pendant lequel les ululements des oiseaux de nuit se mêlèrent au grondement de la mer, il demanda d'une voix sombrée :

— Quels sont ces « motifs personnels » de Louis ?

— Vous les imaginez très bien, répondit-elle, perfide, les paupières baissées.

Elle entendit alors un long soupir de son mari. Un silence prolongé suivit. Tugdual réfléchissait à l'accusation voilée de sa femme. Elle ne semblait pas trop le surprendre. De temps à autre, il examinait avec une curiosité intense Raymonde, dont le cœur bondissait à l'idée de la secrète tragédie qui se jouait entre eux. Il s'agissait de faire errer son mari, afin de détourner ses soupçons d'elle et d'Hervé. Bientôt elle souffrit à l'idée qu'elle offrait une victime innocente à la vengeance de Tugdual. Mais Louis ne l'avait-il pas dénoncée ? Et ce n'était pas sa faute, s'il n'avait pas trahi son frère. Il était donc tout à la fois coupable en pensée et en action.

Ces raisons n'apaisent guère Raymonde, pleine d'angoisse, lorsque, le dîner terminé, elle doit précéder Tugdual dans le grand salon aux tapisseries. Il l'oblige cérémonieusement à s'asseoir dans un fauteuil vaste et haut qui exagère encore sa minceur. Et son appréhension fait paraître livide son visage par comparaison avec la verdure noirâtre de la tapisserie.

Tugdual marche de long en large d'un pas élastique.

— Ah ! quel bien-être j'éprouve à me retrouver chez moi !

Chaque fois qu'il revient vers sa femme, il la dévore de ses yeux dont l'or scintille aux bougies des flambeaux qu'il a voulu faire allumer en plus des lampes. Il s'arrête pour annoncer :

— Je viens d'acquérir au Comice de Pontivy un groupe moteur et, bientôt, l'électricité éclairera cette vieille maison. Êtes-vous contente ?

— Très contente.

— Vous dites cela bien froidement.

— Vous ne voudriez pas me voir danser?

— Au contraire, j'en serais ravi!

Sa bonne humeur imprévue inquiétait Raymonde de plus en plus. Devait-elle le croire sincère ou dissimulait-il? Rapproché de sa femme toujours assise, il lui mit les mains sur les épaules, et, penché sur elle, lui répéta qu'il serait enchanté d'une gaîté qui lui rappellerait Toulouse.

Surprise de ces propos inattendus, elle releva le front. Elle s'aperçut qu'il la regardait avec des yeux troublés, très significatifs. Elle crut alors qu'en jouant bien son jeu, elle arriverait à dominer son mari et lui ferait croire ce qu'elle voulait qu'il crût. Par courtisanerie, elle lui sourit. Il en parut si heureux qu'il posa rapidement un baiser dans ses cheveux.

Elle frissonna. Il se méprit sur l'émotion de sa femme, dégoûtée, et il eut un petit rire nerveux qu'elle ne lui avait jamais entendu. Elle réfléchit au moyen d'utiliser contre son mari l'amour même dont il lui donnait la preuve. « Puisqu'il m'aime et que je n'ai pour lui que répulsion, je l'emporterai. »

Tugdual s'était encore éloigné d'elle. Son agitation prouvait sa fièvre. Comme une saute de vent apportait le bruit des déferlements avec beaucoup plus d'intensité, en revenant vers sa femme, il lui avoua que l'Océan se mettait à l'unisson de son cœur qui sautait de joie à se retrouver près de sa chère Raymonde. Elle frémit. Passé derrière son fauteuil, qu'allait-il faire? Se jeter sur elle comme sur sa proie et l'emporter? Mais, par tradition de race et de famille, Tugdual avait tant de retenue qu'il revint s'agenouiller devant elle, et, après lui avoir baisé les mains, balbutia d'une voix étouffée par le désir :

— Chère aimée, l'heure du berger n'a-t-elle pas sonné?

Il l'aide à se relever. Quand il veut passer son bras autour de sa taille, afin de l'entraîner vers leur chambre, elle en éprouve une horreur profonde, révoltée à l'idée de trahir Hervé et de tromper Tugdual, car c'est maintenant qu'elle l'abuserait en se donnant à lui.

D'une voix plaintive, elle lui demande la permission de se retirer seule. Comme elle l'en avait averti avant le dîner, sa pénible migraine avait résisté au médicament.

Malgré le hâle de son visage, Tugdual devint d'un blanc de craie. Il retira sa main de la taille de sa femme. Cette dérobade le blessait à mort dans son orgueil d'homme. En se recu-

lant avec mépris de Raymonde, il gronda d'une voix encore embarrassée par ce qui restait en lui de désir :

— Je ne vous crois pas. Allez surtout soigner votre conscience.

C'était lui qui la renvoyait d'un geste dégoûté.

A peine Raymonde, humiliée, s'était-elle échappée que Tugdual, demeuré au salon, s'abattit sur le canapé, et lui qui n'avait jamais pleuré, sanglota. Ses étranges sanglots ressemblaient aux roucoulements d'un pigeon esseulé ayant perdu sa colombe.

... Assez avant dans la nuit, Raymonde, qui mourait de peur et ne pouvait se décider à se coucher, s'étant mise à la fenêtre, aperçut Tugdual. Enveloppé de la cape qu'il portait l'hiver pour aller surveiller ses terrassiers et dont les angles, en flottant, s'élargissaient en ailes, il marchait d'une allure forcenée. Il y avait tant de rage dans sa course nocturne, qu'elle défaillit en pensant :

« Après avoir d'abord bien joué ma partie, je me suis trahie! Mais que pouvais-je faire? Ma loyauté même m'a perdue! »

Les jours qui suivent, Tugdual affecte d'ignorer sa femme. Quand vient midi, Coatarmanach revient seul des champs au manoir et prie Mathurine d'avertir madame que monsieur, retenu par ses labours aux environs de Kerroch, déjeunera au Rozec.

Raymonde s'inquiète de l'intimité des deux frères. Elle en est persuadée, Louis, par jalousie, veut se venger. Elle le déteste et le méprise. Comment, après avoir tenté de déshonorer son frère, ose-t-il la dénoncer? S'il veut la perdre, elle n'a plus à le ménager.

Raymonde vit maintenant, par l'imagination et l'appréhension, une existence d'une intensité extraordinaire. Elle a des terreurs profondes et d'ardentes effusions. Les journaux lui ont appris l'heureux amérissage, à Lorient, d'Hervé après sa dangereuse chute au cap Penab.

A son étonnement, son mari ne fait plus jamais allusion au séjour des aviateurs à Finis terræ. Elle commence presque à croire qu'il n'a vu qu'une imprudence dans l'hospitalité

accordée par une jeune femme à un homme jeune en l'absence de son mari, et que Louis n'a pas été un délateur. Elle se félicite donc de ne pas avoir précisé ses accusations contre son beau-frère qui, se sentant lui-même fautif, ne l'a pas chargée.

Pour s'expliquer l'attitude glacée de Tugdual, Raymonde le croit ulcéré d'avoir vu son amour repoussé. Elle est d'autant plus fondée à se tranquilliser, qu'en présence de leurs domestiques, son mari affecte pour elle la plus stricte politesse. Cependant Tugdual évite tout essai de rapprochement conjugal et sa tristesse muette atteint au lugubre. Il saisit toutes les occasions de s'absenter, comme s'il souffrait de revoir sa femme. Parfois une scintillation de ses yeux révèle sa passion malheureuse. Quand Raymonde en surprend les éclairs, elle détourne aussitôt la tête. Peut-être, d'ailleurs, s'abuse-t-elle sur la signification de ces regards ardents.

Presque invariablement, au lendemain de ces coups d'œil, Tugdual disparaît pendant toute la journée. Afin de donner des prétextes à ses éloignements renouvelés et éviter les commentaires de ses domestiques, il annonce des buts de travail ou de chasse ostensibles.

Un après-midi que la marée basse découvrait les sables de la baie de Penab, botté jusqu'aux cuisses, en chandail épais, un bonnet de fourrure descendu sur son nez crochu, Tugdual s'avance à travers la grève. Coatarmanach le suit. Il porte à la bretelle une caisse. De sa haute chambre de la tourelle, Raymonde, à la longue-vue, vit l'ancien quartier-maître creuser une tombe dans le sable, répandre de la paille au fond et tendre une toile sur les rebords du trou. Pendant ce temps, Tugdual, sortant de la boîte quelques courlis empaillés, les plantait dans le sable devant son hutteau. Il savait donner à ces « étombies » les allures de la vie, afin de leurrer les oiseaux de mer. Son travail accompli, Coatarmanach regagna la côte et Tugdual se glissa sous la toile de son hutteau. A peine l'extrémité de son fusil piquait-elle d'un point noir le rebord du sable fauve. Après une heure interminable d'attente, le gibier méfiant, demeuré tout au loin sur les récifs découverts par le flot descendu, trompé par les oiseaux empaillés, et croyant que ceux-ci avaient trouvé une nourriture abondante, commença de s'abattre autour du hutteau. La satisfaction de Tugdual fut vive lorsqu'il distingua, parmi ces premiers arrivants, deux

machetes mâles au plumage de noces, dos écarlate, le ventre varié de noir, de blanc et de roux. Sur la tête, deux touffes de plumes bouffantes à la mousquetaire et une collerette d'une blancheur immaculée sous la gorge. En temps ordinaire, ces machetes appelés « combattants », se présentent sous une livrée plus terne. A l'époque des amours, ils enrichissent leur costume. A peine ces deux oiseaux se furent-ils aperçus de la présence d'une femelle grise arrivée à son tour, qu'ils se provoquèrent, le cou tendu. Enfin, ils s'élancèrent l'un contre l'autre et se portèrent de violents coups de bec. La machete femelle voletait avec coquetterie et piaillait de plaisir. Les combattants s'acharnaient, perdant leurs plumes, hérissés, sauvages, désastreux.

— Ah ! c'est pour toi que ces beaux galants veulent se tuer, ricana Tugdual.

Il visa la femelle enivrée de se voir si bien désirée et la foudroya. Épouvantés, les machetes s'envolèrent.

Le chasseur sortit de son trou, afin de prendre sa victime qu'il jeta dans son carnier avec une violence singulière. Redescendu dans sa tombe, il attendit que les oiseaux du lointain, rassurés, et intrigués par les leurres, vinssent se poser autour du hutteau. Caché, Tugdual imitait les cris des divers échassiers et palmipèdes qu'il voyait voleter à portée de son arme. Abusés par ses sifflements, macreuses grises et noires, courlis d'argent, chevaliers à pattes jaunes, pouffins cendrés, se rapprochèrent des « étombies », afin de partager leur aubaine. Le chasseur, allongé sous son hutteau, les canarda. Après chaque exécution, il rampait, empoignait ses victimes sanglantes et les lançait au fond de sa tombe où il recommençait à faire le mort jusqu'à ce qu'un nouveau vol d'oiseaux, arrivant du fond de l'horizon, lui permît une nouvelle tuerie.

La nuit venue, la pleine lune s'éleva dans le ciel mauve au-dessus d'une mer d'encre bleue. Tugduad continuait de massacrer les volatiles. A chaque explosion de la canardière répercutée par le silence des grèves à marée basse, Raymonde tremblait, comme si elle sentait une concordance entre ces exécutions et l'état d'esprit de son mari à son égard.

Elle prit seule son repas ce soir-là. Le lendemain, toute la matinée, Tugdual, enfermé dans son laboratoire du grenier, aidé de Coatarmanach, disséqua ses victimes et les naturalisa. L'odeur écœurante du phénol se répandit dans le manoir,

mêlée au fort relent des chairs huileuses des échassiers.

Quelques jours plus tard, un héron, un grèbe, des macreuses, courlis et chevaliers, montés sur socle et les pattes vernies, furent placés par Tugdual dans les diverses pièces. Ils infectaient la pharmacie et la pourriture. Raymonde, lorsqu'elle dut déjeuner entourée par ces oiseaux plantés sur les étagères entre les bahuts, fut obligée de déposer son couvert.

— Qu'avez-vous? interrogea-t-il sévèrement.

Elle montra les échassiers naturalisés en disant :

— Ces spectateurs me gênent un peu.

— Vous n'avez jamais rien supporté de mes goûts, ma chère.

Elle s'abstint de manger. Il y parut insensible et s'éloigna sans lui accorder un salut.

Elle fut effrayée de son attitude. Son hostilité se décelait de plus en plus implacable. Retirée dans la pièce de son installation radiophonique, consternée, elle se demanda si elle ne serait pas obligée de s'humilier et de consentir à redevenir Mme Bohellec. Cette idée la fit souffrir à pleurer. Puis elle regretta qu'Hervé ne lui eût pas une seule fois donné de ses nouvelles, depuis sa carte adressée à M. Tugdual Bohellec, qu'il remerciait pour avoir été secouru par ses serviteurs et reçu dans son manoir en son absence.

Le silence d'Hervé ajoutait à ses angoisses en lui laissant croire qu'il ne voulait plus se souvenir du passé. Sans doute l'héroïsme exige-t-il l'indifférence sentimentale.

Or, un matin de temps calme, par un doux soleil armoricain qui donnait de la tendresse à la lande hargneuse elle-même, à l'improviste, un hydravion à cocarde tricolore se posa dans l'avant-port de Kerroch. Au signe des aviateurs, un canot vint chercher le pilote, l'appareil laissé à la garde du mécanicien.

Un lieutenant de vaisseau traversa le bois noir et, arrivé devant la barrière, tira l'étrier de fer qui mit en branle la cloche. Gobrien accourut et répondit avec maussaderie au visiteur que monsieur se trouvait aux champs.

— Eh bien! allez le prévenir que le lieutenant Nollic le demande.

Le ton était si ferme que le valet introduisit le marin dans le petit salon-billard du rez-de-chaussée. Avertie par Pierrine, dont le sourire niais la tourmenta, Raymonde, blanche

de saisissement, descendit l'escalier en songeant : « Vient-il me retirer à cette maison ? Quoi qu'il me conseille, je le ferai. »

En présence de la gouvernante, curieuse, Hervé la salue avec une courtoisie cérémonieuse. Aussitôt la porte fermée, ils s'étreignent convulsivement en retenant jusqu'à leurs respirations; ils redoutent l'espionnage de Pierrine.

Hervé explique que, n'ayant pu résister au désir de la revoir, il a pris le prétexte d'une visite de remerciement à M. Bohellec.

— Taisez-vous ! Chaque seconde perdue serait irréparable. Il va rentrer, hélas !

Elle lui offre sa bouche et il y écrase ses lèvres, mais ils soupirent encore plus d'angoisse que de bonheur. Puis elle le supplie avec violence de l'emmener.

— Vous emmener, et comment cela ? Dans mon avion ? Mais ma pauvre adorée, je suis déjà en faute en amérissant à Penab, afin de vous retrouver. On ne me pardonnerait jamais l'enlèvement d'une femme mariée à un propriétaire aussi considérable que le président de l'Union Armoricaine. Enfin, en dehors de l'opinion de mon amiral, mon devoir d'officier en service commandé m'arrêterait.

— Devoir ! Devoir ! Devoir ! Tous ces Bretons sont les mêmes, proteste-t-elle, péniblement déçue. Votre devoir, si vous m'aimiez, eût été de me retirer à cette abominable maison.

— Et qui vous assure que je n'ai pas mes projets ?

— Parlez vite ! Je crains son retour.

— Encore que toutes les intrigues me répugnent, cette visite impromptue poursuit un double but. D'un côté, je rassurerai M. Bohellec, — s'il a des soupçons, — en venant hardiment lui offrir de vive voix mes remerciements pour les secours reçus à Finis terræ. M'abstenir plus longtemps de me présenter lui eût laissé croire à mon ingratitude et donné des doutes. D'un autre côté, je voulais vous prévenir que, ne voyant pas la possibilité de vous recevoir à Lorient, les convictions religieuses de votre mari l'empêcheraient de vous accorder le divorce et vous auriez dans ce cas tout à redouter de ses violences, — personnellement je ne les crains guère, — j'ai demandé un poste aux colonies. Là-bas, si vous ne pouvez divorcer, les mœurs plus libres autoriseront notre union et je suis persuadé que gouverneur ou général commandant le

corps d'occupation recevrait la compagne à vie du capitaine de corvette Nollic, car j'obtiendrai bientôt ce grade.

Des larmes jaillissent des yeux de Raymonde qui gémit :

— Attendre encore ! Attendre toujours ! Je me meurs ici sans vous.

Elle l'enlace éperdûment. Il lui rend son étreinte avec une tendresse désolée qui lui prouve bien son regret de ne pouvoir l'emmener.

Lorsque Gobrien eut retrouvé son maître au Kerbiguet, nouvelle plantation de pommiers, avant même de l'avoir rejoint, il lui cria que le lieutenant « l'espérait » au manoir.

— Quel lieutenant ?

— Le lieutenant Nollic, monsieur. Descendu du ciel en avion, en l'attente de monsieur, madame l'a reçu.

— Madame l'a reçu ?

— Oui, monsieur.

Ses joues devenues d'un noir bleuâtre, Tugdual demeurait immobile. Brusquement, il s'élança vers sa maison. Il ne doutait plus de leur culpabilité. « Cet aviateur s'imagine que je suis un mari complaisant ; je vais lui faire passer cette idée d'une tête qui pourrait bien sauter. Les perfides insinuations de Raymonde me laissaient croire à la culpabilité de Louis. Le moment du règlement est venu. »

Sa rage, pendant sa course, atteignit un tel degré qu'il craignit que, sans explications, son premier geste ne fût meurtrier à la vue de l'officier. Il s'arrêta pour reprendre son sang-froid.

Il était livide et glacé lorsqu'il pénétra dans le petit salon. Il y trouva sa femme et Nollic assis de chaque côté du billard. Ils attendaient le maître du logis en échangeant des banalités. La première impression qu'il éprouva à leur vue, l'étonna.

— Monsieur Bohellec, déclara Nollic en se levant, c'était mon devoir de témoigner ma gratitude au propriétaire d'une maison où j'ai trouvé les meilleurs soins dans une heure d'infortune. Je voulais aussi adresser mes remerciements à Coatarmanach, mon sauveteur. Sans lui, nous risquions la noyade, mon mécanicien et moi.

Tugdual observait l'aviateur et subissait le prestige de sa beauté virile. Son visage franc et net, aux yeux regardant bien en face son interlocuteur, pouvait-il masquer un intrigant, un drôle ? Sans doute n'avait-il rien à se reprocher.

Cette visite à l'impromptu n'en était-elle pas la preuve?

Après quelques minutes de paisible conversation, Hervé Nollic s'excusa de se retirer; il devait ramener son hydravion à sa base, avant midi. Il sourit en ajoutant qu'il se trouvait en faute. Il n'aurait pas dû se servir d'un appareil militaire pour une visite de politesse. Mais celle-ci était d'un caractère si particulier que son amiral lui-même l'approuverait sans doute.

Néanmoins, au moment de se séparer, Tugdual et Nollic évitèrent de se serrer la main et leur salut déférent marquait qu'ils ne tenaient, ni l'un ni l'autre, à continuer leurs relations.

Demeuré au seuil de son perron, Tugdual regardait s'éloigner le marin dont il enviait la jeunesse et le charme. Soudain, il eut l'idée de se retourner et surprit Raymonde devant la fenêtre ouverte. Elle considérait Hervé avec des yeux dilatés et une bouche entr'ouverte.

« La misérable! Tout s'éclaircit! Peut-être Nollic est-il resté correct; c'est elle qui le cherche et le provoque! »

Afin de ne pas insulter grossièrement sa femme, il se contraint à regagner le Kerbiguet. Tout en surveillant le travail de ses tâcherons, il décide de témoigner désormais une rigueur impitoyable à Raymonde. Surveillée, il ne lui permettra plus aucune sortie sans être accompagnée! Tout en méditant ses représailles, il souffre; il désire toujours cette femme exquise qui lui fit commettre la seule grande erreur de sa vie si bien ordonnée. Rassuré sur la conduite de Louis, calomnié, dans sa tristesse il éprouve le besoin de l'attirer plus fréquemment à Finis terræ.

Les allures bizarres de son frère lui sont de nouveaux sujets d'étonnement. Louis affecte l'empressement le plus affectueux pour Raymonde, car il se reproche sa conduite déloyale envers sa belle-sœur, dénoncée sans preuves formelles et par jalousie. Plus vertueuse que lui, Raymonde a su le rebuter. Il est donc probable qu'elle a écarté le lieutenant en admettant les galanteries de cet hôte imprévu. Les attentions de Louis pour sa femme ajoutent au trouble de Tugdual. Il en arrive à croire que si l'amour passé de Raymonde pour Hervé Nollic est ressuscité, son frère aime lui-même sa belle-sœur.

Un matin, Tugdual avertit Raymonde qu'il avait invité à déjeuner, pour le lendemain, le docteur Merville et l'abbé

de Surzur. Le ton de son mari, très uni, lui parut cependant inquiétant. Il l'examinait durement.

— Peut-être pourrions-nous faire signe à Louis? ajouta-t-il.

— Comme il vous plaira. C'est votre frère, décidez.

— Il est votre beau-frère, vous pourriez aussi donner votre avis?

— Je n'en ai pas d'autre que de répondre à vos intentions.

Leurs regards se croisèrent, et, sous la banalité des mots, le drame secret se renoua après le silence des derniers jours. Enfin ses rouges sourcils plumeux descendus sur son nez courbe et ses yeux d'or devenus d'une fixité pénible, Tugdual gronda :

— Il est curieux que je ne puisse savoir si la présence de Louis à ce déjeuner offert à nos amis vous est agréable.

— Ni agréable, ni désagréable.

— Oh! ma chère, vous avez bien changé dans vos sentiments à l'égard de mon frère.

— C'est possible.

— Pourquoi?

— C'est à vous à le découvrir.

— Peut-être l'ai-je découvert.

Elle eut un sursaut.

Ils continuèrent de s'affronter et elle refusait de baisser les paupières. Ils se levèrent de table en s'examinant toujours avec une sourde colère.

A peine enfermée dans sa chambre, Raymonde, épouvantée, se demanda : « Qu'est-ce que cela signifie? Où veut-il en venir? Est-ce une confrontation? Pourquoi des témoins? Peut-être sont-ils nécessaires. Et quels sont-ils? Le médecin qui donna ses soins à Hervé et un prêtre. Qu'est-ce qui m'attend? Veut-il obliger son frère à préciser ses accusations? Malheur à Louis! je ne l'épargnerai pas, car ce n'est pas de sa faute s'il n'a point trahi Tugdual. »

... L'angélus tinte à l'église de Kerroch lorsque le cabriolet du docteur Merville apparaît sur le sentier qui longe les œillets des anciens marais salants envahis par les saxifrages pourprés. Des cumulus gonflés comme des voiles de navire se reflètent dans les étiers emplis par la mer étale. La petite voiture semble rouler sur ces miroirs d'eau. En mer d'un vert précieux de jade, l'escadrille infatigable des noirs chalutiers aux voilures gonflées tire des bordées. A l'horizon bleuâtre

des vastes landes, les ailes des moulins à vent font de grands signes aux troupeaux de chevaux et de moutons répandus dans les palus.

Lorsque le cabriolet, après la traversée de la pinède, s'arrête devant la barrière parmi les croassements des corbeaux irrités, le docteur Merville saute à terre en disant à l'abbé de Surzur qui l'accompagne :

— Il y a des maisons où les aboiements des chiens de garde vous accueillent. Plus original, M. Bohellec fait garder sa propriété par des corneilles aussi vigilantes que les oies du Capitole. Quel affreux ramage !

— Voulez-vous bien vous taire !

De petite taille et très roux avec des taches de son sur le visage, le docteur, un sexagénaire, avait des yeux gris qui semblaient toujours sourire parce qu'ils étaient entourés d'un cercle de petites rides.

La haute taille de M. de Surzur l'oblige à se coucher pour sortir de la voiture. Aussitôt à terre, redressé, il lance la jambe en avant sous la soutane, comme un cavalier craignant d'embrouiller ses éperons.

Tugdual se porte rapidement au-devant de ses hôtes.

Remarquant l'air soucieux de M. Bohellec, René Merville lui demande s'il a profité de ses conseils pour la naturalisation des oiseaux. Tugdual avoue qu'il a encore besoin de leçons pour savoir bien préparer ses bêtes et félicite le docteur d'avoir été nommé conservateur du Musée d'histoire naturelle du Morbihan. Sa science de biologiste rendra les plus grands services.

— Vous me flattez, Bohellec. En effet, les circonstances ont fait de moi un médecin de campagne, alors que j'eusse aimé professer dans une Faculté. C'était écrit.

— Eh ! le biologiste donne dans le fatalisme musulman, proteste l'abbé.

— Comme vous versez dans le romantisme des dames à passion, monsieur le curé.

— Quelle attaque est-ce là ?

— Une simple constatation. J'ai lu votre article de la *Revue de Bretagne* sur Anne-Marie de Pompery. Quel délire pour votre héroïne !

— Elle le mérite.

— Nous n'en doutons pas : toutes les héroïnes d'amour sont

toujours émouvantes, quand elles sont jolies et spirituelles. Mais vous exaltez le cousin de Kergus au détriment du mari, l'honnête lieutenant de la maréchaussée. Ce n'est pas moral.

M. de Surzur sourit avant de répliquer qu'il n'y eut péché qu'en intention, ce qui valut une délicieuse correspondance.

Pendant cette amicale dispute, Tugdual, la lèvre inférieure poussée en avant et les sourcils descendus, marchait derrière ses hôtes. Plusieurs fois il se retourna vers le Rozec avec une anxiété singulière.

Raymonde reçut au salon les invités de son mari. Vêtue de noir, elle paraissait très pâle. Le docteur lui retint la main en lui demandant si elle n'était pas un peu fiévreuse?

— Oui, je ne me sens pas bien.

L'observation du médecin et la réponse de sa femme intéressèrent Tugdual.

Quand l'horloge sonna la demie, préoccupé, il déclara qu'on ne pouvait attendre Louis plus longtemps. Il fallait passer à table.

Raymonde se félicitait de l'absence de son beau-frère, lorsqu'il parut dans la salle à manger en s'excusant de son retard. Il avait dû changer la magnéto d'un tracteur en panne.

La conversation fut d'abord assez banale. Et si Louis essayait d'être gai, Raymonde, contrainte, affectait de veiller au service. En effet, après vingt ans de domesticité, Gobrien et Mathurine étaient restés rustiques. Comme ils étaient rentrés à l'office et que M^me^ Bohellec insistait sur leur maladresse, le docteur Merville s'exclama :

— Je les trouve très réussis ainsi, madame. Ils appartiennent à la race irréductible qui nie les lois du darwinisme. Ces exceptions excellentes confondent philosophes et biologistes trop assurés de résoudre les énigmes de l'univers.

— Bravo! docteur, applaudit le prêtre, votre modestie m'enchante.

— Comme votre prétention à tout expliquer me confond, M. de Surzur.

— Ah! vous devenez méchant, mon cher.

L'escarmouche du prêtre et du médecin n'arrivait point à dérider Tugdual. Raymonde portait toujours son attention à ses devoirs de maîtresse de maison et les gracieusetés de Louis à son égard la laissaient assez indifférente. Tugdual ne les perdait pas de vue; sa conviction semblait faite.

Le docteur aperçut, sur les étagères d'un dressoir, les derniers oiseaux naturalisés.

— Compliments, mon cher ami, voilà quelques pièces rares. Une corneille blanche ! Quel phénomène d'albinisme ! Permettez-moi de vous le dire, la crainte de voir vos sujets se corrompre vous amène à leur injecter des doses massives d'antiseptiques et ils dégagent des odeurs d'hôpital. Ah ! vous avez collectionné un Pierre-garin unique : ventre d'hermine, poitrail saumoné, tête bleuâtre. Admirable ! Mais je vous reproche d'avoir tué ce cormoran.

— Pourquoi cela, docteur ? N'est-il pas superbe de puissance, le cou tendu ?

— Soit, mais ignorez-vous que les plumes blanches qui ornent exceptionnellement la carène de celui-ci prouvent qu'il se trouvait en période nuptiale ? Il ne faut pas tuer les amoureux !

— Ah ! vraiment ! J'ai tué un amant, prononce lourdement Tugdual.

Raymonde pâlit et Louis devient au contraire très rouge. Leur émotion n'échappe pas à l'abbé. Son examen des oiseaux empêche Merville de remarquer l'expression de ses hôtes.

— Oh ! oh ! un pingouin nacroptère ! Ce coup de fusil vous honore, moins encore que celui qui vous permit d'abattre ce héron, princier d'allure, avec son long cou à barbe argentée. Il faut être un tireur prodigieux pour avoir atteint ce grand échassier rusé qui ne se laisse guère approcher dans nos palus.

— Il fut tiré à balle de très loin.

— Les hérons fuient l'homme à plusieurs centaines de mètres : donc, pratiquement, on ne peut pas les toucher.

— Sans doute, docteur, mais j'ai la persévérance de rester couché dans un hutteau, pendant un jour entier, s'il le faut. Je finis donc par mettre bas la proie la plus subtile. Tout n'est que question de patience pour atteindre son but. Savoir disparaître, se taire, et l'occasion vient.

Cette fois encore, malgré toute leur énergie, Raymonde et Louis marquent de l'angoisse et s'aperçoivent l'un et l'autre de leur trouble.

« Louis a parlé, songe Raymonde. Il a empoisonné le cœur de son frère. Et maintenant, en se rendant compte de la gravité d'une dénonciation provoquée par un acccès de jalousie, il

la regrette... Je sens que son affection n'est pas morte. Moi, je le hais, pour sa fourberie. L'attitude de mon mari me surprend. Quelle indulgence pour son frère !... C'est moi seule qu'il semble détester. »

M. de Surzur, qui éprouve le sentiment pénible d'un drame secret, essaie de ranimer la conversation en demandant à Mme Bohellec si, depuis qu'il lui a réglé son changeur de fréquence, elle est plus satisfaite de ses auditions. Elle se déclare enchantée.

— Les réceptions sont maintenant si parfaites qu'elles deviennent compromettantes.

— Ah ! par exemple ! Comment cela, madame ?

— Les voix de mon haut-parleur sont tellement proches de la nature, que mon mari et nos domestiques ont cru, plusieurs fois, en les entendant du couloir, que je recevais en particulier des messieurs.

Après avoir ri de mauvaise grâce, Tugdual reconnaît que sa méprise est tout à l'honneur de l'habileté technique de M. de Surzur.

— Et à votre confusion, repart sèchement Raymonde.

— Il est arrivé dans cette maison, par la voie des airs, des visiteurs plus réels que ceux des ondes hertziennes, réplique Tugdual, et j'espère qu'on ne niera pas la réalité de ceux-là.

Les mains appuyées au bord de la table, Raymonde, le regard ardent, brave son mari.

— Pour avoir soigné ces visiteurs ailés, mon cher Bohellec, dit le médecin peiné de cette scène, je puis vous affirmer qu'ils sont des réalités glorieuses. Ah ! les braves gens ! Votre vieux manoir s'est honoré de les recevoir.

Tugdual répète en s'inclinant :

— Ce vieux manoir s'est honoré de les recevoir.

Il avait appuyé si lourdement sur « honoré » que ses hôtes l'observent avec surprise. Renversée sur le dossier de sa chaise, Raymonde ne quitte pas son mari du regard, tandis qu'au contraire, Louis, les traits crispés, penché sur son assiette, pèle minutieusement une pomme. Le curé et le médecin échangent un regard interrogateur.

Avec un sang-froid parfait, encore qu'elle se sente mourir de crainte, Raymonde se lève en proposant de faire servir le café sur la terrasse.

—Le temps doux à souhait nous rend votre invitation très agréable, dit M. de Surzur.

Gobrien et Coatarmanach apportent une table de fer et des chaises à la vue de l'Océan.

— La Bretagne réserve de ces surprises en saison avancée, déclare Merville. Aujourd'hui, tout est aimable, même le chant de la mer qui n'est pas mélancolique comme à son ordinaire. J'affectionne ce Morbihan.

— J'ai de trop bons points de comparaison pour en goûter la monotonie, répond Raymonde.

— Ah! madame, serez-vous donc toujours injuste? Monotone, ce pays? Parce que vous manquez d'imagination. Ce matin, dans notre course avec le docteur, je remarquais un ormeau isolé au sommet d'un coteau et penché par les ouragans. C'était tout un drame. Une vieille barque rapiécée sur la berge d'un étier, quelle aventure! Ici, sous l'apparence des choses banales combien de mystères émouvants!

Tugdual, qui tournait autour de ses invités, sans pouvoir se décider à prendre son café, approuve l'abbé d'un signe de tête.

— J'ai bien envie de continuer mon apologie sur le Morbihan, reprend M. de Surzur. Je voudrais persuader Mme Bohellec qu'on trouve chez nous les éléments les plus capables de séduire les cœurs.

Tugdual, sévère, prononce :

— Vous ne la convertirez jamais, mon cher curé; car il lui manque peut-être l'essentiel pour vous comprendre.

La crispation douloureuse de la jeune femme n'échappa pas au prêtre qui répliqua qu'un mari n'était peut-être pas toujours aussi bon psychologue qu'un confesseur et que le cœur de la femme était aussi insondable et mystérieux que les profondeurs de la mer.

Par courtoisie, Tugdual affecta le regret, tandis que Raymonde lui jetait un coup d'œil détestable et pensait : « Vous pouvez en effet nier un cœur dont vous n'avez pas obtenu une miette! »

Merville ayant manifesté le désir de se rendre au cap Penab, ils débouchèrent sur le sentier réservé aux gabelous de Kerroch. Le petit phare, dont les lentilles dormaient pendant la journée sous leurs rideaux, dépassé, ils arrivèrent à l'extrémité du cap formé d'un tragique amoncellement de rochers rongés, érodés, concassés.

Par cette calme journée, les nuages, en glissant, découvraient de temps à autre le soleil qui projetait des regards éblouissants sur l'Atlantique. M. de Surzur, l'oreille tendue, trouvait aux vagues un chant angélique.

— Ne nous fions pas à ces diables métamorphosés en chérubins, répartit le médecin. Ces flots aimables ont englouti des milliers et des milliers de vaisseaux et vous leur donnez aujourd'hui l'absolution de leurs crimes parce qu'ils dansent gentiment en faisant entendre une musique en effet agréable. Leur aspect débonnaire ne doit jamais nous leurrer.

— Docteur, vous apercevez le mal partout!

— Hélas! c'est ma profession de le découvrir et de le guérir, quand je le peux. Je parle du mal physique, car l'autre vous appartient, l'abbé. Aussi quand je rencontre celui-ci sur mon chemin, je m'éloigne et me tais. Ma profession m'y oblige, comme la vôtre, M. de Surzur!...

Le ton grave de René Merville avait saisi ses amis et leurs préoccupations intimes communiquaient à leurs visages des expressions étranges de curiosité ou d'appréhension. En effet, quelle âme n'a pas ses naufrages ignorés?

— Si je vous comprends bien, docteur, remarque Tugdual d'une voix lente, quand vous découvrez chez vos malades une tragédie qui ne ressort pas à votre thérapeutique, vous vous retirez simplement, bouche close.

— Eh! mon cher Bohellec, n'y suis-je pas tenu par le secret professionnel?

— Ainsi vous pouvez être le témoin de crimes dont vous gardez le secret?

— En effet! Mais ce qui me distingue de notre curé, c'est que celui-ci peut prendre connaissance de ces drames par la confession, tandis qu'on me les cache; mais mon diagnostic me les fait découvrir. Ce qui nous rapproche ensuite, l'abbé et moi, c'est que nous sommes tenus à la même discrétion.

Pensifs, Tugdual, Raymonde et Louis s'étaient tournés vers l'Océan sur lequel les barques aux voiles flétries ne bougeaient pas. Le prêtre et le médecin examinaient, eux aussi, le large, l'un cherchant dans l'infini Dieu, juge miséricordieux, et l'autre la raison du bien et du mal.

— Les vagues chantent aujourd'hui comme des sirènes et

l on comprend que des Ulysses s'y laissent quelquefois prendre, murmure Merville.

Comme si ces paroles éveillaient en elle des échos, Raymonde pria le médecin de leur raconter une histoire à l'appui de ses affirmations sur les tragédies secrètes de certaines familles.

Après avoir réfléchi, le docteur répondit :

— Je ne ferai aucun tort aux personnes dont je vais vous entretenir, puisqu'elles sont mortes après avoir vécu dans une région qui vous est inconnue. Mon récit sera peut-être un peu long. Asseyons-nous.

Ils prirent place sur les rochers, Tugdual et l'abbé tournés vers le docteur, tandis que Raymonde et Louis regardaient la mer.

— A cette époque, commence le médecin, j'exerçais ma profession dans une ville à Faculté dont j'espérais devenir le professeur. Obligé à faire de la clientèle, puisque mes moyens ne me permettaient pas la science pure, je fus appelé chez un monsieur... appelons-le : Jean Parcieux, homme de quarante-huit ans, mince, brun, aux yeux en escarboucles. Intelligent, spirituel, subtil, séduisant, il avait conservé une jeunesse surprenante d'allure... et ses appétits. Sa femme, une molle flamande quinquagénaire, à la figure déjà blanche, présentait au contraire les apparences d'une vieillesse prématurée. Aussi veule d'esprit que de corps, cette pauvre créature avait apporté à Jean Parcieux la fortune.

« Après examen de Marthe, je la trouvai cardiaque et emphysémateuse : étouffements, syncopes, puis résurrections temporaires. Il me fut facile de découvrir que son charmant mari supportait avec impatience une épouse qui le vieillissait et le retenait au logis alors qu'il avait des goûts mondains. La bonne Marthe l'excédait d'autant plus qu'elle ne voulait jamais se séparer de son mari et lorsque Jean Parcieux se présentait avec sa grosse flamande, il n'avait aucun succès auprès des jeunes femmes. Il avait songé à une séparation ; mais, sans enfants, un divorce l'eût ruiné : tout son bien-être lui venait de sa femme.

« Il m'avait interrogé plusieurs fois sur la durée possible de la vie de la malade : « Bien soignée, elle peut vivre quelques années ! » Ma réponse le consterna et son masque de Don Juan prit une expression singulière. « Bien soignée ! Ah ! bien soignée, répétait-il. Je ne suffirai pas à lui donner ces soins atten-

tifs. Il nous faudrait une garde-malade dévouée, docteur! »

« Le mois suivant, je trouvai au chevet de Marthe une jeune fille ravissante. Elle rappelait une madone de Vinci, visage ovale à la fois fin, mystérieux et sensuel. La malade bouffie et cireuse me présenta Simone comme une cousine de son mari. Cette jeune fille avait obtenu son brevet d'infirmière. Quelle bonne fortune pour elle!

« Il me fut facile de me rendre compte de la sottise et de l'ignorance de cette infirmière qu'on ne pouvait cependant pas regarder sans être ébloui. Jean Parcieux arriva tandis que j'auscultais Marthe. Je surpris son sourire à Simone. Il aimait la jolie cousine. En était-il aimé?

« Mes visites successives me prouvèrent l'honnêteté de la jeune fille. Elle résistait aux avances de Jean. Combien de temps cette lutte durerait-elle? Je le sus, par la suite : Simone, quoique assez sotte, avait en amour l'habileté innée des femmes. Elle avait répondu : « Je ne me donnerai qu'en mariage. » Cela signifiait qu'elle n'aimait guère Parcieux et cela me parut fort heureux pour tous les deux.

« La maladie de Marthe avait ses moments d'accalmie; quelquefois Jean et Simone, autorisés par la malade, sortaient ensemble et se présentaient dans les salons. La miraculeuse jeunesse de Parcieux lui permettait d'être pris pour l'heureux mari de la ravissante Simone. Il rayonnait. Son bonheur le rendait plus séduisant encore. Pourtant la vertu de sa jeune cousine le désespérait. Le mariage, répondait-elle, le mariage!

« L'idée vint à Parcieux qu'il était une victime de Marthe, vraiment coupable de s'obstiner à végéter. Cette flamande dolente réclamait d'ailleurs beaucoup de soins; Jean les lui prodiguait, très ostensiblement. Il n'y avait qu'un cri d'admiration dans la ville. L'on vantait et plaignait ce délicieux homme d'avoir épousé une femme sans agrément qui réclamait des sacrifices dignes d'un saint.

« Les étouffements de Marthe s'aggravèrent. Ses syncopes, trop fréquentes, m'étonnèrent. Jean, s'en rapportant à l'habileté professionnelle de la cousine infirmière, la laissait administrer tous les remèdes prescrits, et même, en supplément, quelques vins fortifiants à la kola-coca.

« Simone et Jean dans leur désir de ranimer Marthe, lui faisaient absorber très fréquemment ces liqueurs. Comment le

leur reprocher? Ils tentaient l'impossible pour ressusciter la cardiaque. Je savais trop les insuffisances de la médecine, — car nous sommes les « hommes de l'art », c'est-à-dire que notre pauvre science n'est qu'empirisme, — pour blâmer ces essais inutiles autant que les miens.

« Cependant je fus stupéfait, lorsqu'on m'avisa, trop tard, de la mort de Mme Parcieux. Le médecin de l'état-civil était venu l'examiner et j'étais prié pour l'enterrement, le lendemain. J'accordais encore deux ans au moins d'une chétive existence à Marthe. Sa brusque fin me surprit. Et pourquoi Parcieux ne m'avait-il pas fait mander?

« Au cimetière il donna l'impression d'un veuf désespéré. Ses cris, ses larmes au bord de la tombe attendrirent les plus insensibles. Quand je vins lui serrer la main, il me demanda la permission de m'embrasser et me remercia d'avoir montré tant de dévouement à l'infortunée Marthe. J'appris par ses parents qu'il avait fallu l'arracher au lit mortuaire. Sa pauvre morte saisie à plein bras, il suppliait qu'on le mît en bière avec elle.

« Au retour de l'enterrement, Simone prit le train et rentra dans sa famille. En gare des témoins crurent comprendre qu'il lui reprochait de n'avoir pas sauvé Marthe et leurs adieux furent assez contraints.

« Mes visites fréquentes, depuis une année, avaient établi des relations presque intimes entre Jean Parcieux et moi. Il était impossible de n'être pas sensible à son charme. Il émanait de lui une telle ardeur de vie qu'on en éprouvait presque un sentiment de bien-être.

« Après la mort de sa femme, son désespoir l'accabla. Morne, indifférent à ses aises, il me confiait que l'existence n'avait plus aucun sens pour lui. Une providence pitoyable aurait dû le faire mourir le jour du décès de Marthe. Tous les amis de Parcieux s'inquiétaient de son état de dépression et ne savaient qu'imaginer pour le retirer à sa hantise. Chaque matin, par pluie, vent, soleil, il allait porter un bouquet de fleurs sur la tombe de Marthe et surveillait les travaux du magnifique mausolée qu'il consacrait à sa mémoire. Au tympan, deux mains tendues l'une vers l'autre, celle de la défunte et la sienne, avaient été sculptées, avec cette inscription : « Toujours à toi! A bientôt! »

« Quelques parents de Parcieux, alarmés d'une désolation qui tournait à la neurasthénie, me demandèrent les moyens de le guérir. Ne conviendrait-il pas de le pousser à se remarier? Son foyer détruit, reconstitué, peut-être Jean Parcieux reprendrait-il goût à la vie. Pour plusieurs raisons, j'étais assez perplexe. Le pouls du désespéré restait normal. Appétit admirable et digestions parfaites. Pourquoi donc cette face défaite, ces yeux mâchurés, ces soupirs, cette aspiration à la paix de la mort?

« Cependant ses cousins et surtout une tante bienveillante lui livrèrent de tels assauts qu'il consentit à se remarier à la condition que sa nouvelle femme eût connu Marthe et consentît à l'accompagner, chaque matin, sur la tombe de la disparue. Ces exigences risquaient de rendre son remariage impossible, lorsque sa parente affectionnée lui fit remarquer qu'une seule femme admettrait peut-être ces conditions : Simone! Avec des larmes il embrassa sa tante en lui disant : « Faites comme il vous plaira! »

« Quelques semaines plus tard Parcieux épousait Simone. Quand on vit cet homme svelte, souple, élégant, aux yeux de diamant noir, les cheveux d'ébène rabattus sur le front lisse et blanc au bras de l'exquise Simone en qui ressuscitaient tous les chefs-d'œuvre de la Renaissance italienne, il n'y eut qu'un cri d'admiration : « Quel couple idéalement assorti! »

« Une nouvelle jeunesse commença pour Jean Parcieux qui pouvait être le père de Simone, mais se prouvait digne par son alacrité d'être le mari de cette femme de vingt-cinq ans. La tante octogénaire, les cousins, les amis étaient stupéfaits d'avoir si bien réussi dans leur tentative de résurrection d'un homme obsédé par le goût du tombeau.

« Simone méritait le cri du philosophe grec devant un chef-d'œuvre de la statuaire : « Oh! la belle tête! mais elle n'a pas de cervelle! » Sa délicieuse figure servait de masque à la plus indigente des intelligences.

« Une fois que nous nous trouvions seuls et que nous évoquions la fin imprévue pour moi de Marthe, Simone me dit avec innocence : « Jean avait une telle envie de guérir Marthe qu'il me faisait, à chaque instant, lui donner vos remèdes et les vins toniques qu'il croyait propres à la ranimer. »

« Mon opinion fut faite. Parcieux avait guéri de la vie sa femme avec des médicaments absorbés à haute dose, moyen

élégant de se débarrasser d'une malade qu'il incitait à réclamer elle-même les potions qui devaient la tuer. Ainsi mourut-elle, d'un consentement unanime, si j'ose dire.

« Parcieux vécut fort heureux avec sa jeune femme. En somme le remords n'est qu'une question d'estomac. Digérez bien et le reste passera par surcroît.

— Quelle horreur! se récrie l'abbé de Surzur. Ah! matérialiste! nous ne vous croyons pas.

Implacable, le docteur ajouta :

— Grâce à la fortune héritée dans les circonstances que vous savez, Jean Parcieux devint un homme considérable à B... et très respecté. Il était au comble de la félicité, lorsque deux gendarmes se présentèrent à l'improviste chez lui. En les voyant s'avancer, il s'évanouit. Très étonnés, ils le ramassèrent sur son tapis. Avec des sels, Simone le ranima. En rouvrant ses beaux yeux sur les gendarmes, il faillit perdre à nouveau le sentiment. « M. Parcieux, expliqua le brigadier, nous étions venus au sujet de votre livret militaire, bientôt inutile, puisque vous allez dépasser la cinquantaine. Vous n'êtes donc plus mobilisable. » Subitement réconforté, il offrit du porto aux gendarmes qui le quittèrent charmés de sa bonne grâce.

« Son bonheur fut parfait et il eût atteint une vieillesse prolongée s'il n'avait pas voulu conserver tous les attributs de la jeunesse. A se croire le mari de trente ans d'une jeune femme, il s'usa. Ce fut la seule punition de sa vie, et je crois, la plus douce. Sa mort fut harmonieuse et paisible... Oui, de bonnes fonctions intestinales procurent, après le calme de la conscience, la vénération publique!

— Vous êtes satanique, docteur, proteste M. de Surzur. Je n'ai jamais rencontré moi-même un Jean Parcieux, monstre unique, Dieu merci!

Les rides qui étoilaient les yeux gris du biologiste rayonnèrent d'ironie, lorsqu'il reconnut qu'en effet les Jean Parcieux étaient rares. A peine en trouverait-on quelques-uns dans chaque département.

— Vous aggravez votre cas, médecin du diable! Et n'avez-vous pas honte de porter un tel fardeau sur votre conscience? Votre secret professionnel devient une complicité.

— C'est mon avis, accorda sérieusement René Merville. Qu'il plaise donc aux lois d'en décider autrement.

Tugdual avait écouté attentivement le récit de Merville. L'histoire terminée, il appuya sur sa femme un regard d'une si terrible éloquence qu'elle en frémit d'horreur.

Après avoir examiné la montre qu'il portait en bracelet à son poignet, le médecin, relevé, demanda la permission de regagner son cabinet de consultation. Au moment de quitter le cap, chaos de rochers ruinés par les catapultes des flots, Merville remarqua que la Bretagne, qui comptait autrefois des montagnes de trois mille mètres tombées à trois cents mètres, finirait par passer sous la mer.

— Alors à quoi bon tant de drames et leurs douleurs? questionna Tugdual.

Sa voix et son expression poignantes émurent ses amis.

— Mon frère doit penser à la ville d'Ys, explique Louis.

— C'est possible, convient sèchement Tugdual. Mais alors, je te le demande, lorsque ce Morbihan se sera effondré dans les abîmes verts, entendra-t-on les cris des Dahut?

— Je crois que l'on percevra surtout les sons des cloches englouties, répondit le prêtre avec une expression apitoyée.

Ils regagnèrent en silence le manoir. Quand le moteur du cabriolet tourna, M. de Surzur réclama une place.

— Je vous accompagnerai si vous me le permettez, proposa Louis.

— Je croyais que tu nous restais toute cette journée, lui dit Tugdual.

— Non, je tiens à surveiller la taille de nos arbres fruitiers.

— J'admire ton zèle.

Le sourire de Tugdual fit rougir le jeune homme.

La voiture éloignée, Raymonde regagna vivement sa maison afin d'éviter son mari. Les fifres aigus des courlis en chasse, à marée descendante, dominaient les graves croassements des corneilles. Resté près de la barrière, Tugdual pensait : « C'est la première fois qu'il m'arrive de ne pas savoir ce que je veux faire! Aujourd'hui, rien ne m'intéresse! Rien! »

Son nez dans la moustache, bras croisés, il méditait dans l'amertume. Un fait restait acquis, l'expression exaltée de Raymonde au moment du départ d'Hervé Nollic. Et sa femme, en le repoussant depuis son retour de Pontivy, soit par amour pour son amant, soit par remords de sa trahison, soit peut-être pour les deux raisons associées, avouait sa faute. Il releva son

front bosselé et ses yeux ronds, devenus fixes, regardèrent avec une atroce cruauté une fenêtre de la tourelle. L'histoire de Jean Parcieux l'obsédait.

Cependant plusieurs semaines paisibles s'écoulèrent à Finis terræ. Un observateur superficiel eût jugé, à constater les rapports courtois, en apparence, de Tugdual et de Raymonde, que leur ménage, sans être chaleureux, ressemblait à la moyenne des unions dites de raison.

Louis, lorsqu'il se trouvait au manoir, manifestait une réserve assez inattendue d'un homme de son aimable caractère. A la vérité, ces repas entre Tugdual obsédé par la trahison de sa femme, Louis, dénonciateur par jalousie de sa belle-sœur, et Raymonde hantée par son amour et pleine de haine pour son beau-frère, leur étaient pénibles. Alors que les gestes de la table les obligeaient à la politesse, leurs pensées secrètes étaient empoisonnées.

Avec la patience et le silence d'un oiseau des ténèbres, Tugdual attendait son heure, c'est-à-dire la preuve absolue.

Quand venait le soir, Raymonde, apeurée, s'enfermant à double verrou dans sa chambre de la tourelle, poussait même une table contre la porte. Elle pleurait parfois de honte de ses précautions ridicules. Ces faibles barricades ne la défendraient pas, le jour où son mari exigerait une explication décisive. Pourquoi la différait-il ? Est-ce que, par hasard, pitoyable sous son air de justicier janséniste, Tugdual peu à peu calmé par le temps, cet opium souverain, essayait d'oublier ? Raymonde en doutait. Pour qu'une telle pitié fût possible, elle aurait dû jouer avec son mari, qui la désirait toujours, la comédie de l'amour. Il lui en coûterait sa sécurité, et, qui sait ? peut-être la vie, de n'avoir pas voulu mentir ignoblement. Depuis le récit du docteur Merville, Raymonde se réveillait brusquement la nuit et se rappelait Jean Parcieux, Marthe et Simone.

Au Rozec, Louis regrettait d'avoir dénoncé Raymonde sans preuves formelles, alors qu'il avait lui-même tenté de la séduire. Il s'accusait de vilenie.

Tugdual vivait à l'écart de sa maison. La tête enfoncée dans les épaules, sa lèvre inférieure poussée en avant sous le nez courbe et les yeux ronds et fixes, il rappelait de plus en plus

un hibou. Il continuait d'accomplir ponctuellement ses devoirs de propriétaire agriculteur. Levé dès l'aube, attentif aux travaux de ses ouvriers, intéressé à ses profits, débattant ses frais, il effrayait néanmoins les gens de son entourage par sa mine funèbre.

Parfois, assis en face de sa femme, les mains appuyées de chaque côté de son assiette, la tête un peu avancée et les yeux scintillants, Tugdual semblait vouloir s'élancer sur Raymonde ; mais était-ce pour l'embrasser ou bien pour l'étouffer ?

Si Tugdual n'agissait pas, c'est qu'il lui restait encore des doutes. Condamner sur un regard lui paraissait téméraire, et certaines expressions trop affectueuses de Louis pour Raymonde lui laissaient à penser. Pourquoi se rappelait-il, maintenant encore, la première rencontre de Raymonde et de Louis et comment il les avait surpris ? Avant Hervé Nollic, Louis n'avait-il pas ému Raymonde ? Leur faute avait donc commencé dès le soir de l'arrivée de sa femme à Finis terræ, entraînement irrésistible de deux êtres créés l'un pour l'autre, alors que son âge et son humeur auraient dû lui faire comprendre qu'il ne pouvait pas être le mari de Raymonde. Mais il l'espérait, Louis ayant résisté à sa passion, Raymonde s'était jetée aux bras de l'officier.

... Au mois de février, dans la torpeur des terres, et les travaux agricoles étant très ralentis, Tugdual, oisif, qui ne peut se souffrir à Finis terræ, car la vue de sa femme lui devient de plus en plus douloureuse, reprend ses chasses en mer. Seul à bord d'un petit cotre, il tire des bordées dans l'estuaire de Penab à la poursuite des pen-ruz, ces canards sauvages à tête rouge, méfiants, qui plongent aussitôt son approche. Mais, opiniâtre, il demeure immobile sous le prélart camouflé en rocher qu'il jette sur le pontage de son embarcation et finit par foudroyer de sa canardière les oiseaux assez imprudents pour venir reconnaître l'étrange récif qui roule à la lame.

Une fois, pendant son guet sous la toile qui le recouvre, Tugdual, obsédé par ses funestes pensées, perd conscience du lieu où il se trouve. Le tangage violent de son petit cotre le rappelle à sa situation. Un brusque grain fait déferler les vagues qui, dépassant le bordage, embarquent. Le chasseur regagne à grand peine la rivière de Kerroch.

Avisée par ses domestiques effrayés, Raymonde descend

recevoir son mari. Ruisselant et blême d'épuisement, il porte en collier, autour du corps, les pen-ruz attachés les uns aux autres par les pattes et leur sang ruisselle sur sa blouse de chasse. Ses cheveux rebroussés lui font une sorte de diadème sauvage. Elle le trouve hideux. Lorsqu'elle lui reproche son imprudence, il répond doucement :

— Je viens en effet d'échapper par miracle au naufrage et personne n'aurait pu me sauver dans l'estuaire dont le fort courant était encore augmenté par ce coup de suroît.

Croyant remarquer de l'effroi chez sa femme, il interroge très bas :

— Ma disparition vous affligerait-elle ?

Devant la protestation de Raymonde, il se trouble au point d'avoir envie de l'étreindre. Il réfléchit à la gravité de son geste et refoule son émotion.

Quelques heures plus tard, en se retrouvant devant Raymonde dans la salle à manger, et, comme elle lui demande s'il se ressent encore de sa pénible lutte, il la contemple avec gravité avant de lui répondre :

— Aujourd'hui j'aurais dû « perdre mon corps », comme disent nos bonnes gens ! La vie est vraiment un accident heureux... ou malheureux, comme l'on voudra.

Il regarde sa femme avec un air de détresse et lui demande :

— N'avez-vous rien à me confier, Raymonde ?

— Que pourrais-je vous dire que vous ne sachiez? répart-elle, inquiète.

Incapable de se dominer, il lui crie d'une voix beaucoup trop forte :

— Prenez garde que je ne sois obligé de faire seul les questions et les réponses.

— A votre aise.

— Ne me poussez pas à bout.

— Au contraire, révélez tant qu'il vous plaira votre triste nature jalouse.

— Ma nature ne serait ni triste, ni jalouse, si vous n'en n'étiez pas la cause.

Devenue pâle, Raymonde, qui s'attend aux suprêmes injures, sourit pourtant audacieusement.

Outré, il ajoute :

— Vous avez tort de confondre ma patience avec l'oubli. Le temps et la distance ne sont rien pour moi.

Effrayée parce qu'elle croit apercevoir enfin une menace directe à Hervé Nollic, elle riposte impulsivement :

— N'allez donc pas chercher si loin !

Voyant alors dans ces mots une allusion à la culpabilité de son frère, il lui montre un visage si épouvantable qu'elle se récrie :

— Vous vous méprenez sur des sottises sans conséquence.

— Ah ! vraiment ! sans conséquence !

Le sang qui le noircit ajoute à l'éclat de ses yeux jaunes.

Gobrien rentrait dans la salle pour les besoins du service, son œil vairon d'une blancheur d'ivoire roulant de droite et de gauche dans l'orbite. Instantanément M. et M^me^ Bohellec prirent un air indifférent. A peine le valet eut-il gagné l'office que Tugdual porta les mains à ses tempes et son désespoir communiqua à son visage ingrat une expression poignante. L'idée que Louis élevé par lui avec tant d'amour l'avait trahi, le torturait. Et pourtant ce regard passionné à Hervé Nollic, surpris par lui, n'était-ce pas une preuve que Raymonde avait repoussé son beau-frère ?

CHARLES GÉNIAUX.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

SOUVENIRS
SUR LE MARÉCHAL FOCH

Les jeunes gens d'aujourd'hui étaient des enfants, quand leurs aînés combattaient sur le front : les années s'écoulaient et les souvenirs de la guerre semblaient se confondre et s'effacer. Mais voici que le maréchal Foch meurt, et, soudain, la grandeur de ce qu'il a fait apparaît. La gratitude de la France va au grand chef qu'elle a perdu. Les angoisses que nous avons ressenties pendant les années tragiques, nos craintes secrètes et nos doutes, et puis, le retour à l'espoir, le pressentiment des succès prochains, enfin l'ivresse du triomphe, tout se ranime et revit en nous. La France se souvient.

On a souvent remarqué que notre pays avait eu successivement à la tête de ses armées, les hommes dont le caractère répondait justement aux nécessités de l'heure : ce fut sa bonne fortune. Ils avaient tous les trois, Joffre, Pétain, Foch, une même force d'âme, mais le propre de la vertu de chacun d'eux s'est manifesté, de la façon qu'il fallait, précisément au moment où cela était nécessaire. Dans les premiers jours de la guerre, quand les désastres succédaient aux désastres, Joffre ne s'est pas ému : son calme extraordinaire s'est imposé à tous, et lui a permis d'attendre l'heure où l'ennemi commettrait une faute, et où, à sa grande surprise, il se verrait obligé de reculer à son tour devant nos troupes qu'il croyait démoralisées. Plus tard, les propagandistes de la défaite semèrent parmi nos soldats fatigués, le découragement et l'esprit de révolte : la froide énergie de Pétain sut ressaisir l'esprit des troupes, punir les coupables et rétablir la discipline. Enfin, dans la dernière phase de la guerre, quand l'armée ennemie tentait un suprême effort et faisait de nouveau reculer les Alliés, le commandement

suprême fut confié à Foch. Ce grand chef, qui était l'action faite homme et qui ne savait pas désespérer, arrêta le flot allemand, ébranla sa masse, et, par la répétition de ses coups, la fit s'écrouler. Il était tout volonté ; il disait : « vaincre, c'est vouloir vaincre » ; et certes, il l'a bien prouvé.

On raconte qu'à la fin de la guerre, quand l'ennemi s'avançait de nouveau dans la direction de la Marne, le général Mangin, qui commandait les troupes massées sur son flanc, vint voir le général en chef pour lui demander ses directions. Le cours de leur carrière à tous deux ne les avait pas, jusque là, rapprochés, mais Foch, qui savait tout ce qu'il pouvait attendre de Mangin, se contenta de le prendre par les épaules et de le pousser en lui disant : « Allez, allez, allez. » Mangin était de ces hommes à qui il n'est pas besoin de dire deux fois d'aller de l'avant et son attaque du lendemain fut le commencement de la débâcle des Allemands.

On n'a pas dit assez combien ces généraux de la victoire étaient de bons citoyens. Il s'est trouvé des gens qui, dans la crainte que leur popularité ne fût un danger pour nos institutions, redoutaient de mettre en lumière leurs mérites et leurs succès. C'était mal les connaître. Leur dévouement au pays n'avait d'égal que leur modestie. Ils maugréaient parfois, dans l'intimité, contre les décisions du gouvernement; quel Français n'est pas frondeur? En fait, je les ai toujours vus plus respectueux de l'autorité légale que beaucoup de ceux qui se défiaient de leur loyalisme. Ces ambitions personnelles, ces jalousies, ces intrigues secrètes, qui, à la fin du premier Empire et en 1870, ont trop souvent ruiné la force de nos armes, ils ne les ont pas connues. Ils avaient un profond sentiment de leur devoir envers le pays ; ils n'aspiraient qu'à remplir leur tâche, quoiqu'elle fût souvent rendue difficile. Il n'était pas jusqu'à la fausse sensibilité de certains politiciens qui ne fût pour eux un embarras. « On voudrait, me disait l'un d'eux, que je fisse la guerre, mais qu'il n'y eût ni morts ni blessés. » Grâce au ciel, le patriotisme clairvoyant de M. Poincaré, et l'énergie sans seconde de M. Clemenceau, leur assurèrent la liberté de vaincre.

J'ai souvent approché le maréchal Foch. Je voudrais en dire quelques mots. Certes, ce n'est pas affaire à moi de parler du militaire qu'il était. Mon incompétence me l'interdit, et je ne

puis là-dessus que rappeler un mot de son ami, le feld-maréchal Wilson. C'était en juillet 1921. Nous étions à Spa où M. Millerand et M. Lloyd George se rencontraient avec M. Stinnes et d'autres délégués allemands. Le maréchal Foch s'y trouvait aussi. Un jour, Wilson me parlait de lui; il y mettait de l'enthousiasme : « Il n'a pas commis une faute, me disait-il; il nous a sauvés. Pour moi, j'ai cru à la victoire du jour où la Providence nous l'a donné comme chef. J'avais foi en lui. »

M. Millerand et le maréchal Foch habitaient alors, aux environs de Spa, la maison même qu'avait occupée l'empereur Guillaume II et d'où il était parti pour la Hollande. Plus d'une fois, avec Foch, j'ai visité le singulier souterrain à double issue que le Kaiser avait fait creuser sous cette maison et qui était confortablement aménagé. Cette précaution contre un bombardement possible étonnait toujours le Maréchal, qui, comme soldat, s'en montrait un peu scandalisé.

Le maréchal Foch était jeune d'allure : sa taille était petite, sa tournure élégante, sa démarche souple. Les yeux gris étaient vifs et perçants et la bouche, volontaire. Quand on causait avec lui, avant de répondre, il tapotait souvent ses lèvres avec ses doigts comme s'il voulait retenir le mot qu'il allait lancer. Il avait beaucoup de méthode dans l'esprit. Dans son livre sur *les Principes de la guerre*, il a écrit : « En présence de chaque question, la considérer librement en elle-même. Se demander d'abord : de quoi s'agit-il? » Cette phrase : « De quoi s'agit-il », il la prononçait très souvent dans la discussion. J'y voyais, quant à moi, la marque même de sa nature d'esprit. Il n'aimait pas aller à l'aventure au travers des idées et des faits. Il voulait d'abord définir pour se rendre compte. Il savait que la plupart des erreurs des hommes et de leurs disputes proviennent de ce qu'ils ne définissent pas les mots qu'ils emploient.

Dans le service, le Maréchal était, paraît-il, strict, précis, exigeant, plus sévère pour l'officier que pour le troupier, quelquefois impatient et même emporté, mais juste et bon, et prompt à revenir, quand il avait mesuré la valeur des hommes. Il est peu d'amitié plus touchante que celle qui unissait le maréchal Foch et son éminent chef d'état-major, le général Weygand. Celui-ci avait pour son chef la plus respectueuse affection, et Foch disait de Weygand qu'il avait en lui l'étoffe d'un grand chef. Pourtant cette noble amitié commença par

un heurt entre ces deux hommes. Weygand, rebuté par le ton d'une observation que lui fit Foch sur un travail qu'il lui présentait, voulut le quitter. « Et pourquoi? lui demanda le futur Maréchal. Vous êtes sensible aux critiques : tant mieux. Je vous en estime davantage. Restez avec moi, vous verrez que nous serons bons amis. » C'est ainsi que naquit, entre ces deux grands soldats, cette confiance affectueuse que rien n'a jamais ébranlée.

Ces brusqueries, ces « coups de vent », pour employer l'expression même du Maréchal, cachaient beaucoup de réflexion. Rien ne s'improvise dans aucun art. Ce qu'on taxe d'improvisation chez les maîtres, n'est que le fruit d'une lente et parfois inconsciente préparation, et l'expression d'une longue pensée latente et non encore formulée.

Cependant, sous les impatiences de Foch, il y avait une grande bonté. Il était humain et pitoyable; il se préoccupait d'être juste, surtout pour l'adversaire. Il ne croyait pas qu'il fût moralement permis d'imposer aux hommes plus de souffrances qu'il n'est absolument nécessaire. A la fin de la guerre, quand l'armistice eut été signé, je lui demandai s'il ne croyait pas qu'il eût été préférable de mettre le pied en Allemagne. « Non, me répondit-il, les Allemands étaient vaincus. Ils le reconnaissaient. De quel droit aurions-nous continué la lutte et peut-être sacrifié une cinquantaine de mille hommes? Le but était atteint : l'humanité défendait de faire davantage. C'était pour moi un cas de conscience. » Le maréchal Foch était profondément chrétien, et je ne doute pas qu'il n'y eût dans cette préoccupation de sa responsabilité morale, le reflet de ses sentiments religieux. Il n'eût certainement pas fait fusiller, comme le fit Bonaparte en Syrie, 3000 prisonniers parce qu'ils embarrassaient la marche de son armée. Il n'avait pas, comme à la fin du XVIII^e^ siècle, la superstition du stoïcisme antique, et l'insensibilité d'un Brutus ne lui paraissait pas la vertu idéale. Bien au contraire, le sacrifice faisait à ses yeux la noblesse du métier militaire. Peut-être pensait-il, comme l'a écrit Ruskin, que le métier d'un soldat, au sens essentiel et strict, n'est pas de tuer mais d'être tué.

Le 26 mars 1918, M. Poincaré, M. Clemenceau et M. Loucheur se rencontraient à Doullens avec M. Lloyd George et Lord Milner. La situation était grave, l'une des plus graves qu'on eût connues depuis la bataille de la Marne. Amiens était menacé

et les troupes anglaises n'étaient plus en liaison avec les nôtres. Douglas Haig, Pétain, Foch étaient aussi là. Pendant que les généraux anglais délibéraient entre eux à l'intérieur de la mairie de Doullens, les Français se promenaient sur la place qui la précède. Foch allait de l'un à l'autre, communiquant à tous quelque chose de sa volonté d'agir et de sa certitude de vaincre. Enfin, on se réunit dans la salle de la mairie. M. Clemenceau, plein de confiance dans Foch, était convaincu que le salut était dans le commandement unique. Douglas Haig et Pétain exposèrent la situation de leurs armées. On se taisait; soudain, M. Clemenceau prit à part Lord Milner dans l'embrasure d'une fenêtre. Ils tombèrent d'accord. Pétain accepta toutes les mesures qui pouvaient sauver la cause commune et peu après, lord Milner dit à M. Clemenceau que Douglas Haig en faisait autant, et c'est ainsi que fut confié à Foch le soin de coordonner l'action des deux armées. Le soir de ce jour mémorable, quelques-uns des collaborateurs de M. Clemenceau l'attendaient au ministère de la Guerre, dans son cabinet, anxieux d'apprendre ce que leur chef rapporterait de cette entrevue. Il arriva bientôt, accompagné du général Mordacq. Il était las, il s'assit devant la cheminée, car il avait froid, et il nous fit le récit de cette journée, avec cette vivacité impérieuse, cette simplicité et cette précision qui donnent tant d'originalité à sa parole. Je n'oublierai jamais ce récit passionné : moment pathétique! Et quand nous sortîmes du cabinet du ministre, le général Mordacq, qui était avec moi, me dit : « Aujourd'hui, la France a été sauvée. » Peu de jours après et non sans difficulté, Foch était général en chef de toutes les armées alliées.

Depuis ce moment-là, les noms de Poincaré, de Clemenceau et de Foch doivent être indissolublement unis dans la reconnaissance des Français. Certes, il y eut encore bien des heures pénibles, bien des incertitudes, et naturellement, au moindre échec, au moindre nuage qui embrumait l'horizon, on voyait certaines gens demander que Foch fût remplacé, donnant à leurs impatiences politiques la figure d'inquiétudes patriotiques. Ce sera l'éternel honneur de M. Clemenceau d'avoir fait front contre ces décourageurs. Le plus difficile de sa tâche pendant cette terrible guerre, fut peut-être sa lutte contre les hommes qui démoralisaient ce pays. Il savait que la première condition du succès, c'était la continuité dans l'effort, et il l'a imposée à tous.

Après la fin des hostilités, la tâche du maréchal Foch fut singulièrement délicate. La France n'était pas seule maîtresse des négociations. Tandis que, dans l'examen des diverses questions que soulevait la conclusion de la paix, le chef de l'armée devait se placer à un point de vue purement militaire, d'autres considérations s'imposaient au gouvernement qui avait à tenir compte du sentiment de ses alliés. Jamais je n'ai vu plus clairement que l'art de traiter, c'est l'art de transiger. La question du Rhin préoccupait le maréchal Foch. Occuper les têtes de pont du Rhin, tant que l'Allemagne n'aurait pas rempli toutes les conditions du traité de paix, c'était, à ses yeux, s'assurer de solides garanties et faire une grande économie de force. Il demanda à être entendu par le Conseil des ministres. Sur son désir, le général Weygand, M. Tardieu et moi-même, assistions à cette séance. Il lut un mémoire extrêmement net et qui, visiblement, impressionna profondément certains de ses auditeurs, représentants de nos provinces de l'Est. Nous nous retirâmes lorsque le moment fut venu pour le Conseil de délibérer. Au fond, l'essentiel de ce que demandait le Maréchal se trouva en partie réalisé. On le voit bien à la persistance avec laquelle le gouvernement du Reich poursuit l'évacuation de la Rhénanie par nos troupes.

Depuis la conclusion de la paix, une commission militaire interalliée, dite commission de Versailles, a pour mission d'examiner toutes les questions d'ordre militaire soulevées par l'exécution des divers traités de paix. Le Maréchal rendait compte de ses travaux à la Conférence des ambassadeurs qui décidait. C'est ainsi qu'il s'établit entre lui et les membres de la Conférence, une longue et familière collaboration dont étaient heureux des hommes comme lord Derby, lord Harding, le comte Ishii, le baron Romano. Foch assistait à toutes nos séances accompagné de son chef d'état-major, qui était d'abord le général Weygand auquel succéda le général Desticker, et qui fut en dernier lieu le général Baratier. On ne pouvait voir discussion plus nette, et en même temps plus courtoise que celle qui s'établissait entre nous. Au reste, l'autorité dont le Maréchal jouissait près des ambassadeurs étrangers et de leurs gouvernements, reposait sur une popularité vraiment universelle. On sait quel accueil il reçut partout à l'étranger, en Amérique comme dans notre vieux monde. Lorsque les

troupes anglaises défilèrent dans les rues de Londres, ainsi que les nôtres l'avaient fait dans les Champs-Élysées, mon frère, alors ambassadeur près la cour de Saint-James, souhaitait que le maréchal Foch, qui était en même temps maréchal d'Angleterre, prît part à cette magnifique parade. Il vint, en effet, à Londres, avec un détachement de nos troupes, et les acclamations de la foule montrèrent qu'il n'était pas moins populaire sur les bords de la Tamise que sur les rives de la Seine.

Partout où il allait, le public lui manifestait sa reconnaissance. J'en fis un jour l'expérience. Quand je rentrai à Paris après ces conférences de Spa dont j'ai parlé plus haut, nous fîmes le voyage ensemble, le Maréchal, le général Weygand et moi. A Pepinster, où l'on rejoint la grande ligne, nous attendions le train en nous promenant sur les quais de la gare. Bientôt, le Maréchal fut entouré, au point que notre marche en était gênée. Toutes les jeunes filles lui présentaient du papier et un crayon pour qu'il leur donnât une signature, et les jeunes gens braquaient sur lui leurs kodaks. La foule criait « Vive Foch! » et son empressement devenait incommode. Nous gagnâmes enfin un quai éloigné dont l'accès était défendu, et où nous pensions pouvoir être seuls, mais le chef de gare lui-même nous y suivit pour obtenir du Maréchal une dernière signature. Celui-ci la lui donna en riant, mais il ne put s'empêcher de se plaindre un peu d'une si aimable persécution. « Eh! monsieur le Maréchal, lui répondit le chef de gare, cela n'est-il pas naturel? On vous aime : vous êtes l'homme qui a sauvé la civilisation! » Ce jour-là, j'admirai sa bonhomie au milieu de l'enthousiasme touchant, mais indiscret, que lui témoignait un public ému. C'était là, du reste, un des traits de son caractère qui répondait à la simplicité de son allure.

L'émotion qui a saisi la population parisienne tout entière, quand elle a appris la mort de l'ancien commandant en chef des armées alliées, l'empressement qu'elle a mis à témoigner de ses sentiments en se portant en foule autour de son cercueil, le respect religieux que, lors de ses funérailles, le public, massé dans les rues, exprimait par son respectueux silence, ont bien montré le fond des sentiments du peuple. Les étrangers partageaient notre émotion. Leurs troupes accompagnaient les nôtres dans ce magnifique cortège. Tous communiaient avec nous dans le souvenir pieux de l'homme qui avait eu la res-

ponsabilité de les commander aux heures critiques de la guerre, et la gloire de triompher avec eux. Nous nous demandons parfois, si les sentiments qui unissaient les Alliés en 1914, subsistent encore et si, devant des périls pareils, nous nous retrouverions ensemble. Les événements ne se reproduisent jamais exactement, mais le spectacle de ces funérailles solennelles prouve bien que les sacrifices consentis il y a quinze ans, ne l'ont pas été en vain, et que les peuples se sentent unis par leurs deuils. Les fêtes internationales, les visites de chefs d'État, les Expositions, les Congrès, les banquets et les toasts, sont oubliés dès que les lampions sont éteints; mais le cœur des pauvres gens, qui ont peiné, lutté, souffert les mêmes souffrances, n'est pas oublieux, et les funérailles du maréchal Foch nous ont montré les peuples gardant fidèlement le souvenir des douleurs fécondes qu'ils ont éprouvées en commun.

Et puis, d'autres enseignements nous sont donnés par la mort de Foch. On a dit souvent : « c'est le Poilu qui a gagné la guerre. » Sans doute, il l'a gagnée, et nous ne saurions trop l'honorer. Le soldat inconnu est à sa place sous l'Arc de triomphe; mais cette guerre, il ne l'eût pas gagnée, s'il n'eût pas été conduit, soutenu, dirigé, commandé en un mot. L'idée d'un vainqueur anonyme plaît aux gens qui ont peur des personnalités : c'est là un sentiment qui n'est ni noble ni juste, ni vrai. Une armée n'est pas une foule. Elle est une troupe encadrée et dominée par l'esprit d'un homme. On a vu, à certains soirs de victoire, des régiments entiers, pris de panique, fuir sans raison, tandis que la seule présence de Napoléon sur un champ de bataille valait, disait-on, cent mille hommes. Une armée a besoin de sentir qu'un cerveau pense pour elle : sa force réside dans le caractère de celui qui la mène au combat. La foule, assistant émue et silencieuse aux obsèques du maréchal Foch, sentait de quelle valeur pour elle-même avait été le chef qu'elle pleurait, et dans un temps où certains font profession de détruire l'esprit de discipline, son respect était encore de la discipline. Ainsi ceux qui ne sont plus agissent encore en nous, et c'est le propre des héros disparus, d'éveiller dans les âmes comme un écho de leur vertu.

JULES CAMBON.

LE
RETOUR CHEZ CALYPSO

I

La *Revue*, en son numéro du 15 mai 1902, avait bien voulu accueillir une première étude sur *Calypso*. J'y présentais les mêmes idées que je défends aujourd'hui. Mais je n'avais pas pu me rendre encore sur les lieux. J'avais dû m'en rapporter à des témoins oculaires qui, malgré leur compétence et leur zèle, n'avaient pas réussi à me fournir la preuve essentielle. La *Revue* veut bien me permettre de reprendre aujourd'hui cette démonstration après deux voyages chez la Nymphe (1908-1912) et vingt-cinq années d'études nouvelles.

Les aventures d'Ulysse, qui vient de prendre Troie et rentre en son Ithaque, commencent au sortir de l'Archipel, au détour du cap Malée : Ulysse a guerroyé dix ans sous les murs d'Ilion et dans les eaux du Levant, qui finissent à ce promontoire méridional du Péloponèse ; il va « errer » neuf années dans la mer du Couchant qui, du Malée, s'étend jusqu'au bout du monde.

Au détroit du Malée, Ulysse, entraîné par la tempête vers le « grand abîme », sort des eaux achéennes : il n'y reparaîtra que neuf ans plus tard au détroit d'Ithaque, où le ramènera le navire des Phéaciens. Il rentrera des parages les plus occidentaux de la mer du Couchant : il aura navigué dix-sept jours et dix-sept nuits depuis l'île lointaine qu'habite Calypso, avant d'être accueilli sur la plage des Phéaciens par Nausicaa, la fille

du roi Alkinoos. Calypso habite donc à l'opposé de Nausicaa, fille du roi le plus voisin d'Ithaque. Ces deux figures de nymphe amoureuse et de jeune princesse se dressent aux deux extrémités de la mer mystérieuse, dont les portes intérieures sont gardées par des hommes sauvages ou des monstres; une troisième figure de femme, — une déesse, celle-là, la magicienne Circé, — en occupe le centre.

C'est Calypso que le poète présente en premier et dès le début des *Récits chez Alkinoos*. Les dieux, à peine rassemblés au sommet de l'Olympe pour décréter le retour d'Ulysse, ont à prévoir le refus de cette impérieuse amante qui, depuis sept ans, tient en captivité le héros. Athéna plaide la cause d'Ulysse, « qui, loin des siens, continue de souffrir dans une île aux deux rives » :

Sur ce nombril des mers, en cette terre aux arbres, habite une déesse, une fille d'Atlas, cet esprit malfaisant, qui connaît, de la mer entière, les abîmes et qui veille, à lui seul, sur les hautes colonnes qui gardent, écarté de la terre, le ciel. Sa fille tient captif le malheureux qui pleure. Sans cesse, en litanies de douceurs amoureuses, elle veut lui verser l'oubli de son Ithaque. Mais lui, qui ne voudrait que voir monter un jour les fumées de sa terre, il appelle la mort!...

Zeus envoie son fils et messager Hermès signifier à Calypso le décret des dieux. Hermès quitte les sommets de l'Olympe :

Et plongeant de l'azur, à travers la Périe, il tomba sur la mer, puis courut sur les flots, pareil au goéland qui chasse les poissons dans les terribles creux de la mer inféconde et va, mouillant dans les embruns son lourd plumage.

Mais quand, au bout du monde, Hermès aborda l'île, il sortit en marchant de la mer violette, prit terre et s'en alla vers la grande caverne, dont la Nymphe bouclée avait fait sa demeure.

Le poète décrit avec précision la caverne de Calypso et les alentours. Hermès est arrivé chez la Nymphe :

Il la trouva chez elle, auprès de son foyer où flambait un grand feu. On sentait du plus loin le cèdre pétillant et le thuya, dont les fumées embaumaient l'île. Elle était là-dedans, chantant à belle voix et tissant au métier de sa navette d'or. Autour de la caverne, un bois avait poussé sa futaie vigoureuse : aunes et peupliers et cyprès odo-

rants, où gîtaient les oiseaux à la large envergure, cha uettes, éperviers et c iardes corneilles, qui vivent dans la mer et travaillent au large. Au rebord de la voûte, une vigne en sa force éployait ses rameaux, toute fleurie de grapp s, et près l'une de l'autre, en ligne, quatre sources versaient leur onde claire, puis leurs eaux divergeaient à travers des prairies molles, où verdoyaient persil et violettes.

Calypso doit se résigner aux ordres de Zeus : elle s'engage à renvoyer Ulysse et tient aussitôt sa parole. Hermès parti, elle va trouver le fils de Laerte qui « pleurait sur le cap, assis en cette place où, chaque jour, les larmes, les sanglots, le chagrin lui secouaient le cœur ». Elle lui conseille de construire un bâtiment qui le ramènera sur le dos des mers jusqu'en sa patrie. Elle lui en promet les moyens. Le lendemain, dès l'aube, elle le conduit « à la pointe de l'île, où des arbres très hauts avaient poussé jadis, aunes et peupliers, sapins touchant le ciel, tous morts depuis longtemps, tous secs et, pour flotter, tous légers à souhait. Calypso lui montra cette futaie d'antan, puis la toute divine regagna son logis. Mais lui, coupant ses bois sans chômer à l'ouvrage, il jetait bas vingt arbres, que sa hache équarrit et qu'en maître il plana, puis dressa au cordeau... »

LA FILLE D'ATLAS

Cette île de Calypso a-t-elle jamais existé? n'est-elle qu'une fiction poétique, un Eldorado, un paradis rêvé par les navigateurs d'alors et décrit par le poète au gré de l'imagination et des contes populaires? En cette alternative, on penche, à première lecture du texte, vers le second terme : il est de sens commun que l'île de Calypso n'a jamais existé. Mais peut-être les gens de mer et les historiens des découvertes maritimes hésiteraient-ils à pareille affirmation : « Tout ce que je vous discours ou récite, — disait le vieil A. Thevet en sa *Cosmographie*, — ne s'apprend point ès escoles de Paris ou de quelle que ce soit des universités de l'Europe, ains en la chaize d'un navire, sous la leçon des vents ».

Durant les cinquante dernières années, les fouilles des archéologues ont fait justice des imaginations du XIX^e^ siècle touchant la « question homérique ». Les fouilles de Tirynthe et de Mycènes, qui nous ont rendu les manoirs, les armes et les

bijoux des seigneurs achéens, ont démontré que les plus merveilleuses descriptions du poète correspondent à des réalités historiques. Les fouilles de Crète, qui ont ressuscité les vingt siècles d'une luxueuse et savante civilisation préhellénique, ont révélé quelles relations intimes unissaient la terre de Minos et la vieille Égypte, cinquante générations, au moins, avant l'époque homérique. Les fouilles d'Égypte nous ont rendu des livres et des contes de navigation antérieurs à notre ère de quinze et seize cents ans. Les fouilles de Byblos enfin viennent de prouver qu'en 1250 avant Jésus-Christ, l'écriture alphabétique, notre écriture d'aujourd'hui, était déjà en usage : Hérodote pensait qu'Homère avait vécu quatre siècles avant lui, donc vers 850 avant Jésus-Christ; se demander, après la découverte de Byblos, si les vers homériques ont été composés par écrit, dans notre écriture alphabétique, c'est se demander si Lamartine et Victor Hugo, quatre siècles après Gutenberg, ont imprimé leurs poésies.

Lamartine et Victor Hugo sont venus après vingt-six siècles de littérature gréco-romaine ; les poèmes homériques ont paru après trente siècles de littérature chaldéo-égyptienne : Ulysse, dans la mer du Couchant, suit les traces des héros et des dieux levantins, Gilgamesh et Ishtar, Melkart et Astarté, dont les épopées des Sumériens et de leurs successeurs célébraient, depuis vingt siècles, les aventures.

Corsaire, preneur et pilleur de villes, *conquistador*, à l'est du Malée, Ulysse change soudain de vie dans les eaux de la mer occidentale : il devient un explorateur pacifique, un *descobridor*, qui « cherche les passes de la mer », πόρους ἁλὸς ἐξερεείνων, à seule fin de trouver le chemin du retour, et qui visite les villes, à seule fin d'en connaître les hommes et leur esprit, πολλῶν δ' ἀνθρώπων ἴδεν ἄστεα καὶ νόον ἔγνω.

Depuis nombre de siècles, les navigateurs du Levant tenaient leurs journaux de route : le plus ancien qui en subsiste aujourd'hui, remonte au début du xv^e^ siècle avant notre ère; il est antérieur à Homère de six cents ans : ce sont les inscriptions et bas-reliefs que la reine pharaonique Hatshopsitou (1501-1447) fit graver au temple de Deïr-el-Bahari. Disciples de l'Égypte, les Phéniciens des siècles suivants avaient pris l'habitude de ces « routiers de mer », que l'expérience a toujours prouvés indispensables au salut des particuliers et au

profit des cités navigantes. Nous avons conservé, en deux traductions grecque et gréco-latine, deux routiers (les Anciens disaient : périples) de Carthage. Or, Strabon prétend qu'Homère avait puisé dans les écrits des Phéniciens de Tyr et de Sidon, ancêtres des Carthaginois, les connaissances géographiques dont témoignent ses poèmes : « Les Phéniciens, maîtres longtemps avant lui des meilleures parties de l'Afrique et de l'Espagne, l'avaient renseigné ; il connut leurs multiples expéditions jusqu'au fond du Couchant...

Si l'on veut considérer le texte odysséen comme une page de routier, il s'en dégage tout aussitôt quelques renseignements précis sur les lieux qu'habitait la Nymphe et sur le chemin qu'il faut prendre pour la retrouver. Le poète décrit :

1° une terre insulaire, une « île aux deux rives », qui pointe sur la mer, comme un nombril sur un ventre ou comme une bossette sur un bouclier;

2° une ou plusieurs grottes qu'habitent, loin des humains, une nymphe hospitalière et ses suivantes;

3° quatre sources en ligne, mais divergentes, qui arrosent une prairie, — chose rare en Méditerranée, — une prairie de fleurs violettes, où poussent des plantes comestibles (persil) ;

4° des arbres de différentes sortes : arbres à fruits (vigne); bois de chauffage, bois de construction navale, taillis verdoyants et cap des arbres morts;

5° une foule d'oiseaux marins, qui, seuls, exploitent ces eaux poissonneuses.

L'île est localisée d'une manière aussi précise : elle doit se trouver loin, très loin d'Ithaque, en des parages où pousse le cèdre, dans le voisinage d'Atlas, le Pilier du Ciel, et du côté de l'Extrême-Couchant; pour en revenir, Ulysse navigue dix-sept ou dix-huit journées, « en conservant toujours l'Ourse, l'étoile du nord, sur sa main gauche » ; nord à gauche, sud à droite, il vogue donc tout droit d'ouest en est.

De la plupart des grands golfes et replis que la Méditerranée éploie à l'occident d'Ithaque, on revient avec l'Ourse en face (golfe des Syrtes africain) ou dans le dos (Adriatique, mer Tyrrhénienne, golfes ligures et celtiques); des seules rives marocaines ou espagnoles, on peut naviguer vers le Levant durant des dizaines de journées, sans jamais avoir le nord autrement qu'à la main gauche du pilote. Les seules rives barbaresques

C. Trafalgar
Algésiras
Baie d'Algésiras
Gibraltar
Pte d'Europe
Pte Carnero
Pos Palomas
R. la Perle
C. Plata
Pte Paloma
Tarifa
Pte Gualmezi
Phare
Échelle
0 5 10 20 K.
I. Peregil
Pte Leona
Be Benzus
Pta Blanca
Pta Bermeja
Mte Acho
Pte Almina
Pte Cirès
Pte Al Kazar
Pte Al Boassa
Cala Grande
MONT AUX SINGES
Ceuta
Pte Malabata
Tanger
Cap Spartel
REVUE DES DEUX MONDES
DÉTROIT DE GIBRALTAR

pouvaient aussi fournir à Calypso le cèdre dont elle se chauffait : aucun des rivages de l'Europe méditerranéenne n'a jamais eu de forêts de cette essence ; mais l'Algérie et le Maroc en sont toujours pourvus ; Tanger et Gibraltar se chauffent encore au bois ou au charbon de cèdre qui leur viennent du plus haut des montagnes rifaines. Les rivages espagnols et marocains ont eu abondance un autre arbre qui bordait les prairies humides de la fille d'Atlas, le peuplier ; les Espagnols disent *alamo*, et les promenades publiques de leurs villes méridionales sont toutes des *alamedas*, alors même qu'elles sont plantées d'ormes, comme à Grenade, Jativa et Murcie, ou de platanes, comme à Malaga et Valence.

Et c'est au bord du détroit de Gibraltar que se dresse encore le Pilier du Ciel, Atlas, père de Calypso.

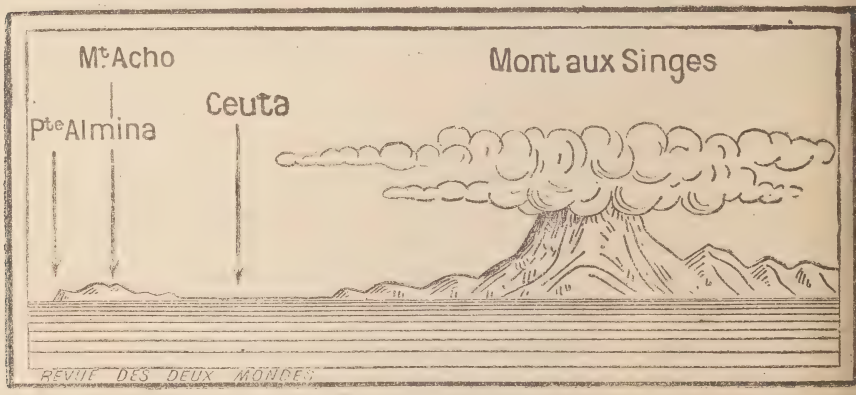
Durant l'antiquité comme aujourd'hui, ce nom d'Atlas a pu s'appliquer à diverses montagnes. Les géographes gréco-romains comprenaient déjà dans leur Atlas toute la chaîne côtière de l'Afrique mineure : Strabon pensait là-dessus comme nos traités de géographie actuels. Mais Hérodote restait fidèle à la conception homérique : Atlas est un mont isolé, une colonne. A travers tout l'hinterland africain, « depuis Thèbes l'Égyptienne jusqu'aux Colonnes d'Héraklès », Hérodote trace un Rempart des Sables jalonné, de dix jours en dix jours de route, par une butte de sel à gros cristaux, d'où jaillit une fraîche eau douce ; la dernière de ces buttes du côté des Colonnes est attenante à l'Atlas, « montagne étroite et toute ronde, si haute que l'on ne saurait en voir les sommets ; jamais, été comme hiver, les nuages ne le découvrent ; les indigènes l'appellent la Colonne du Ciel ». Cette Colonne d'Atlas est voisine des Colonnes d'Hercule : dans la légende, Héraklès venait soulager Atlas et prendre un instant sa place sous le fardeau.

Juste au bord du Détroit, pointe un sommet dénudé que les Arabes ont appelé Djebel Mouça, mais que toutes les marines chrétiennes dénomment, chacune en sa langue, Mont aux Singes :

Le Mont aux Singes, — disent les *Instructions nautiques*, — est le sommet le plus élevé (836 m.) de la chaîne qui s'étend le long du rivage et se prolonge très loin dans l'intérieur. Cette chaîne remarquable a une crête dentelée présentant plusieurs pitons inacces-

sibles, de hauteur à peu près égale. Le Mont aux Singes, l'ancienne *Abila* des Romains, formait avec le Rocher de Gibraltar ce qu'ils appelaient les Colonnes d'Hercule.

Atlas n'est qu'un nom commun que les Hellènes, à leur mode, ont personnifié : dans la langue des Ioniens, *atlas* désigne le pilier que l'on appelle aussi *télamon*, « le portant »; le légendaire Atlas se nomme aussi Télamon; les architectes anciens appellent tantôt *atlantes* et tantôt *télamones* les sup-



LE MONT AUX SINGES

ports à figures humaines. Atlas n'est donc que le Pilier du Ciel, et ce Pilier est notre Mont aux Singes :

Pour les navires venant de la Méditerranée, les points d'atterrage du détroit de Gibraltar, — disent les *Instructions nautiques*, — sont le morne de Gibraltar sur la côte d'Espagne, le Mont aux Singes et la presqu'île de Ceuta sur la côte d'Afrique... Le morne de Gibraltar présente à son sommet une arête assez étendue, s'inclinant légèrement du nord au sud. Le Mont aux Singes présente *deux* sommets coniques très rapprochés... Les vents d'est qui dominent pendant les mois de juillet, août et septembre, amènent toujours des brumes sur les terres, et ces brumes deviennent d'autant plus épaisses que la brise est plus fraîche.

Venus de l'Orient, les navigateurs de la Méditerranée primitive ne pouvaient enfiler le Détroit que par les vents d'est. Ils ne naviguaient d'ailleurs que pendant les mois d'été où ces vents dominent. Ils n'apercevaient les sommets du Mont aux

Singes que perdus dans la brume et couronnés d'un chapiteau de nues sur lequel reposait le ciel. On comprend mieux alors la phrase d'Hérodote : la montagne est, dit-on, si haute que jamais on n'en peut voir les sommets.

Comme pour illustrer le texte d'Hérodote, les *Instructions nautiques* des marines allemande et américaine ont tenu à mettre en garde leurs navigateurs contre les fausses manœuvres en ce détroit dangereux et à leur montrer, par un croquis, — semblable à celui-ci, — comment les nuages couronnent presque toujours le sommet du Mont aux Singes, au-dessus des autres montagnes qui se profilent sur le ciel clair.

L'ILE DU PERSIL

Au pied du Mont aux Singes, nos *Instructions nautiques* décrivent une Ile du Persil, *Perejil*, disent les Espagnols :

L'île del Perejil est située à la base du Mont aux Singes, des hautes terres duquel on la distingue difficilement. C'est un rocher haut de 74 mètres, couvert de broussailles et bordé au nord par des falaises de la même couleur que le Mont aux Singes, dont le sépare un passage de 1 encablure 1/2 de largeur, plein de roches.

Cette île est accore dans l'ouest. A sa partie est, elle forme deux anses, l'anse *du Roi* ou *del Levante* au nord, et l'anse *de la Reine* au sud, bonnes seulement pour des barques, avec la grotte de *los Palomas*, dans laquelle 200 personnes peuvent s'abriter.

Il semble que cette île du Détroit puisse nous rendre plusieurs particularités de la description odysséenne. C'est un « nombril de mer » haut de 74 mètres, avec des falaises accores, où venait s'asseoir Ulysse pour pleurer devant la mer inféconde. C'est une île du persil : les Espagnols disent *perejil*, avec toutes les acceptions du latin *petroselinum*, soit la plante comestible et terrestre, soit l'ombellifère marine, *crithmum maritimum*, qui pousse sur les rivages rocheux et que nous appelons passe-pierre ou fenouil de mer : « persil de mer, *perejil da mare* », disent les Espagnols. C'est une île à la caverne, à la grande caverne des Palombes, que peuplent les oiseaux marins. Et c'est la fille d'Atlas « aux perfides pensées », qui la domine de ses colonnes et l'entoure de ses contreforts, au point qu'elle

semble ne faire plus qu'une avec le mont. Elle est fille de cette Montagne Pernicieuse, d'où tombent les rafales : « Lorsqu'on navigue dans le Détroit avec des vents d'est, il faut se défier des rafales souvent très violentes dans les environs du Mont aux Singes... Avec les vents d'ouest, les rafales sont pareillement à craindre aux abords du Mont aux Singes », ajoutent les *Instructions nautiques*.

Dès 1901, j'aurais voulu contrôler, de mes yeux, l'exactitude de ces *Instructions nautiques*. Des circonstances indépendantes de ma volonté ne me permirent pas alors de poursuivre jusqu'à Perejil mon premier voyage odysséen. Mais tout avait été combiné pour cette expédition. Mon ami, l'explorateur des mers polaires, A. de Gerlache, qui rentrait du Golfe persique après une fructueuse expédition, avait bien voulu m'offrir passage à son bord, où MM. J. Bonnier, directeur du laboratoire biologique de Wimereux, et Perez, professeur aujourd'hui à la Sorbonne, étaient embarqués. M J. Bonnier voulut bien m'écrire sur les lieux mêmes la description que j'ai donnée en 1902 aux lecteurs de la *Revue*.

Mes amis avaient retrouvé, non sans peine, à travers la brume du Détroit, — car ce détroit méditerranéen ressemble parfois à la plus embrumée des mers polaires, — l'île haute, sa grande caverne et son plateau couvert d'oiseaux, de fenouil marin et de statices violets. Mais, en deux points, la réalité d'aujourd'hui ne concordait pas avec la description odysséenne : Perejil n'avait ni arbres, ni sources.

L'absence d'arbres n'était pas une objection bien forte : de multiples exemples nous montrent ce que deviennent les forêts insulaires ou côtières sous la hache et les feux des navigateurs ; il est une île que les Espagnols ont appelée la terre des Bois, *Madeira*, avec un port du Fenouil, *Funchal*, qui n'a plus rien de ses épaisses forêts d'autrefois... Mais Perejil avait-elle eu jamais les sources, les quatre sources en ligne de Calypso? Mes amis ne les avaient pas retrouvées : s'étaient-elles enfuies dans les fissures du calcaire? n'avaient-ils pas eu le temps de les chercher dans tous les recoins du rocher, sous les plafonds obscurs et les blocs éboulés de la grande caverne?.. De 1902 à 1908, j'ai rêvé chaque année d'aller en cette île mystérieuse; mais les affaires marocaines, qui mettaient l'Europe en querelles, rendaient toute exploration et même tout débarquement impossibles

2 mai 1908. — Je mets enfin le pied sur Perejil : au pied de la falaise, un étroit rebord de rocher nous accueille. De la haute table du sommet, la pente tombe abrupte : soixante mètres de roches aiguës, dont les moindres trous sont emplis de plantes marines, de brousse épineuse, d'arbustes et d'arbres avortés, houx, pins, frênes, chênes-verts et palmiers-nains. Les dix ou vingt mètres à pic de la corniche supérieure ne sont franchissables que par une étroite cheminée, en agrippant des pieds et des mains les pierres surplombantes. Au bord du plateau, que frange le fenouil de mer, l'envolée subite de milliers d'oiseaux nous aveugle et nous renverse presque. Les mâles s'enfuient dans un grand bruit d'ailes et de croassements. Mais nombre de femelles, qui restent sur leurs nids, se dressent à notre approche et s'apprêtent à défendre, du bec, de l'aile et des griffes, leurs œufs ou leur couvée.

La table du sommet est une surface plane sous une double épaisseur de végétation arbustive et herbacée, qu'entretiennent les pluies quotidiennes de la mauvaise saison et les rosées et brumes de l'été. Mais cette brousse compacte couvre un perfide damier de fissures, de crevasses, de trous, où le pied se prend et se tord, où l'on plonge à mi-corps soudain. La marche y serait presque impossible si des passes n'y étaient ouvertes soit par les feux des gens de mer, soit par l'incendie qu'allument, chaque automne, les étincelles et brandons apportés de la terre marocaine, quand les bergers écobuent les pentes de leurs montagnes pour préparer, à la vieille mode méditerranéenne, leurs cultures de printemps. Ce régime, perpétué depuis des siècles, a fait disparaître les grands arbres de Calypso. Si jamais il venait à être supprimé, Perejil aurait tôt fait de recouvrer les pinèdes, *alamèdes* et chênaies que les Anglais ont rétablies sur la façade ouest de Gibraltar.

Par endroits, les flammes, brûlant jusque sous terre quelque vieille souche aux multiples racines ou quelque massif plus dense de broussailles, ont fait place nette : de la couche de charbon et de cendres, s'élancent en haut panache les herbes folles et les fleurs ; les statices, qui abondent, chargés en cette saison de leurs grappes violettes, ressemblent de loin à des buissons de jeunes lilas...

Toute la matinée, nous avons battu les coins et recoins de ces dix ou douze hectares ; nous en avons examiné les rides et

les différents niveaux ; nous avons sondé les *lapiez* et les trous ; nous en avons allumé les broussailles pour atteindre le sol profond. Nulle part, nous n'avons pu même imaginer l'ancienne présence de sources disparues. Nos bateliers disent que, pour avoir de l'eau, on va toujours à la côte en face.

Dans la caverne, nos gens ont allumé un brasier, dont les lueurs emplissent la première salle. Cette immense caverne n'est encore que le reste et comme le chœur d'une plus ample basilique, dont les anses du Roi et de la Reine étaient jadis deux des nefs. Les voûtes de ces nefs se sont effondrées, et la mer, qui en disloque les morceaux, vient battre aujourd'hui les marches du chœur, au fond d'un *fjord* qui peut avoir cent mètres de long sur cinquante de large. Le vent d'est y fait tonner la houle. D'étranges bandes de calcaire pourpre, plaquées d'algues et de méduses sous l'eau bleue, forment le seuil. Le plafond de la caverne est porté, à trente ou trente-cinq mètres de haut, par les deux parois presque verticales, à peine courbées vers le sommet. La grande salle, sous cette voûte Renaissance, s'enfonce au loin dans l'ombre, à moitié remplie par les éboulis de calcaire pourpre qui s'émiette et se poudroie en une terre ardemment violette : somptueuse Calypso, qui viviez dans la pourpre de ces roches, dont la pourpre des algues et des bêtes marines jonchait le seuil et dont le lent travail des eaux souterraines jaspait les murs d'or, de jade et de porphyre !

Nous avons exploré toutes les salles, chapelles et dépendances de ce temple naturel, à la lumière du grand feu, plus loin à la lueur du magnésium : partout, des traînées et coulées anciennes ou actuelles descendent de la voûte humide au long des parois ; quelques stalactites pendent aux plafonds ; mais, nulle part, ne suinte ou ne sourd la moindre source.

Les détours de cette cachette n'ont ni secret ni surprises pour le vieux soldat marocain que les autorités de Tanger m'ont donné comme guide et surveillant : il a dormi jadis plusieurs semaines dans ce refuge, au temps lointain où le Maghzen avait occupé l'île. Il nous montre le trou que les soldats creusèrent alors pour chercher de l'eau et un trésor, peut-être ; on alla jusqu'à la roche sans trouver ni monnaie ni suintement. Le trou resta béant et profond durant plusieurs années. La poussière du talus et les cendres des pêcheurs l'ont à moitié comblé ; mais jamais la moindre source n'y vint

jaillir ni le moindre filet, ruisseler. Les sourciers-puisatiers de Tanger, que l'on envoya ensuite, commencèrent un puits sur le plateau, sans succès ; malgré une longue étude de l'île et le sacrifice d'un mouton, leur conviction, fondée sur l'expérience, fut que le sol et les parois de la caverne étaient le dernier endroit de l'île où l'on pût obtenir de l'eau.

Après quatre et cinq heures de recherches, ma conviction, à moi aussi, hélas ! était faite : la caverne de Perejil n'a jamais eu les « quatre sources aux ondes claires », sans lesquelles n'aurait pas pu vivre la nymphe Calypso. Mais, à lire et à relire le texte odysséen, deux scrupules me venaient, l'un sur le sens véritable de certains mots, l'autre sur la rive véritable du Détroit où l'on devait chercher la grotte.

La terre de Calypso, dit le poète, est une « île aux deux rives », *amphirutos*, comme l'Ithaque d'Ulysse est une ville « entre deux mers », *amphialos*. Il est pour le poète deux sortes de terres insulaires, celles qui « toutes cerclées d'eau » *perirutoi*, sont nos îles d'aujourd'hui, et celles qui, ne baignant dans la mer que par deux de leurs rives, *amphirutoi*, sont nos *presqu'îles*. Dans la langue de toutes les marines anciennes et modernes, les deux termes d'*île* et de *presqu'île* se valent presque et se remplacent l'un l'autre : Italiens, Français, Espagnols et Grecs d'aujourd'hui ont des caps presque détachés qu'ils appellent Isola dei Cervi, Ile Longue, Isleta Alta, Élaphonisi. L'Italie pour les géographes anciens était une grande île. La vaste péninsule d'Arabie, que les mers ne baignent que sur trois côtés, est aujourd'hui « l'Ile » arabe par excellence, *Al-Djezireh*. « La Tunisie, disent les *Instructions nautiques*, occupe l'extrémité est de cette grande presqu'île africaine que les peuples de l'Europe ont appelée la « Barbarie occidentale » et qui est pour les Arabes la *Djezireh-el-Maghreb*, « l'Ile de l'Occident ».

Calypso régnait-elle sur l'une de ces longues et étroites péninsules de Ceuta et de Gibraltar, qui s'avancent au pied ou en face de notre Mont aux Singes et tiennent à peine au continent par le plus étroit ou le plus bas des isthmes ? Le géographe arabe Édrisi nous décrit ainsi le rocher de Gibraltar : « Djebel Tarik est isolé du continent ; du côté de la mer, on voit une vaste caverne d'où découlent des sources d'eaux vives ; près de là, est le Port aux Arbres, *Mers-el-Chadjra* ». Caverne, sources,

arbres : Calypso aurait-elle précédé les Anglais sur ce rocher fameux? se serait-elle installée, non plus aux pieds, mais en face de son père Atlas?

LA CAVERNE

Des grottes nombreuses et spacieuses trouent le Rocher de Gibraltar, les unes sur le pourtour marin, les autres à différentes altitudes. Il en est qui, de tout temps, furent apparentes et connues. D'autres ont été récemment éventrées par les mines des ingénieurs, lors d'aménagements ou d'extensions des ouvrages fortifiés. Notre consul, M. E. Neuville, qui vivait à Gibraltar depuis 1894, m'avait écrit dès novembre 1902, au sujet d'une nouvelle grotte, récemment découverte :

Il n'y a de sources d'eau vive ni dans cette caverne ni dans les autres. La seule source qui existe à Gibraltar se trouve sur le versant ouest de la montagne, à mi-hauteur, et ne donne d'ailleurs qu'un très mince filet d'eau (quelques litres par heure).

Sur le même versant, il existe une assez grande caverne, connue sous le nom de Saint-Michel, très visitée par les touristes, qui est sans doute celle dont parle le géographe arabe; il n'en découle aucune source.

De 1902 à 1908, M. E. Neuville était resté sans interruption ni grand congé à son poste et, profitant de la confiance absolue que nos alliés avaient en sa loyauté, il avait demandé et obtenu les renseignements les plus précis sur les moindres fissures du littoral et du mont. Il avait pénétré à plusieurs reprises dans les six ou sept grandes cavernes, dont aucun recoin n'a échappé à l'exploration des officiers et des ingénieurs anglais. Il avait mis tous ses soins et les autorités anglaises toutes leurs complaisances à retrouver cette grotte d'Édrisi, qui, résolvant le problème, nous aurait débarrassés, eux de mes enquêtes, moi, de toutes recherches ultérieures.

Il me semblait surprenant que le texte du géographe arabe n'eût pas correspondu à quelque réalité : Édrisi, né à Ceuta vers 1099, devait connaître *de visu* le Détroit et ce Djebel Tarik, où l'islam victorieux s'était installé le 30 avril 711. Mais il était plus surprenant encore que, depuis deux siècles, les Anglais n'eussent pas retrouvé cette source, inestimable pour

eux, alors que, sans relâche, ils faisaient des travaux énormes et des dépenses toujours renouvelées pour extraire de ces pierres et de ces sables un peu d'eau potable. Les puits les plus profonds dans les terres de l'isthme ou dans les « sables rouges » du promontoire ne leur avaient donné d'abord que des eaux polluées ou saumâtres. Ils avaient construit ensuite les immenses réservoirs (22 millions d'hectolitres), où s'accumulent encore les pluies recueillies sur des surfaces préparées. Ils recourent désormais à la distillation de l'eau de mer. Et ils continuent de ne vendre l'eau aux navires de passage que par faveur.

Pomponius Méla, originaire aussi de ces rivages, dit que, vu de l'ouest, le Rocher apparaît comme traversé par une immense caverne qui s'en irait de part en part. Mais il ne parle d'aucune source et sa caverne qui s'appelle aujourd'hui *Saint-Michel's Cave*, n'en contient aucune. L'avis de notre consul et de tous les connaisseurs anglais était formel ; il fallait interpréter les dires d'Édrisi : « Au temps des Maures, dit le *Gibraltar Directory*, un aqueduc amenait les eaux à travers la ville jusqu'à l'arsenal, pour l'usage des galères. Un aqueduc moderne, construit par les Espagnols, subsista jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle. » Cet aqueduc espagnol amenait les eaux, non d'une source, mais de réservoirs aménagés dans l'intérieur des remparts. Au temps d'Édrisi déjà, les garnisaires de Gibraltar n'auraient pu ni vivre, ni surtout soutenir un siège, sans des réservoirs où recueillir les pluies : les quelques litres de la source, dont M. E. Neuville nous parlait plus haut, ne pouvaient pas leur suffire. Ils avaient leurs réservoirs souterrains dans la montagne et, vers la plage et le port, où l'arsenal était construit parmi les arbres, ils devaient avoir déjà l'aqueduc pour le service des galères. Cet aqueduc débouchait-il dans une fontaine abritée sous une voûte artificielle ou naturelle. Est-ce ainsi qu'il faudrait interpréter le texte d'Édrisi ?...

En avril-mai 1908, lors de mon premier voyage, j'avais reçu des autorités anglaises l'accueil le plus serviable : sur mer et sur terre, j'avais eu pleines liberté et facilité de recherches. La *Garrison Library* mettait à ma disposition tous les ouvrages publiés depuis deux siècles sur le fameux Rocher : des spécialistes sans nombre, historiens, géographes, botanistes, géologues, etc., en ont étudié le moindre détail. Les différents

services, ayant fait les enquêtes que, d'avance, j'avais indiquées, répondaient sans retard aux questions que me suggérait la lecture des livres ou la visite des lieux. Mais il était une « zone interdite » où la consigne s'était faite impitoyable, depuis qu'en 1905, au lendemain du discours de Tanger, Guillaume II, débarquant à Gibraltar et excipant de sa qualité de *field-marshall* britannique, avait eu la prétention de tout visiter.

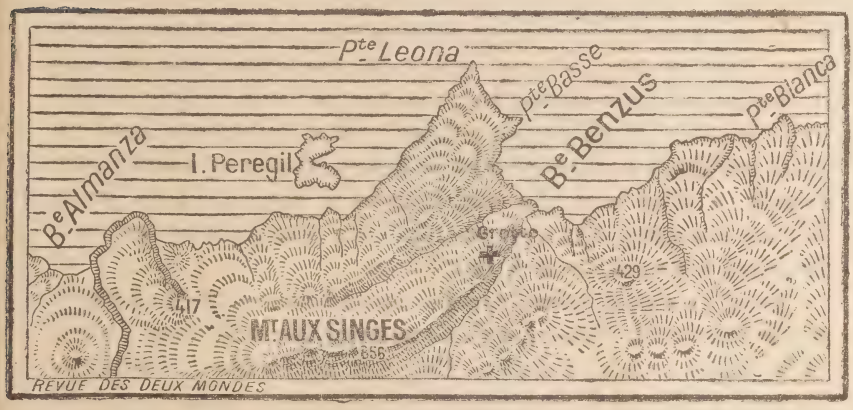
En juillet 1912, accompagné de mon ami, le photographe Fr. Boissonnas, je refaisais le voyage pour explorer en détail cette zone interdite.

Vendredi 2 août 1912. — Nous avons passé toute la journée dans les arbres et les jardins de Gibraltar. « Végétation luxuriante », dit le *Baedeker* de 1900 au sujet de cette forêt urbaine dont les grands pins clairsemés, mais vénérables, aux racines émergeantes et rebelles, les vieux oliviers noircis par la maladie, quelque peu séchés par les coups du soleil, et les chênes-verts, accrochés aux falaises, fendent les murailles et les rocs, soulèvent ou écartent les blocs fissurés : c'est « l'une des curiosités de la ville ». Dès le débarquement, j'avais été repris de mes doutes anciens : Gibraltar n'avait-elle pas eu la grotte aux eaux vives d'Édrisi? Calypso n'avait-elle pas régné de ce côté du Détroit, en face de son père Atlas, sur cette « île aux deux rives », que l'isthme de la Linea rattache à peine au continent?... le Port aux Arbres d'Édrisi n'était-il pas l'Ile aux Arbres du poète ?

Le vice-gouverneur nous a reçus au *Couvent*, où ses officiers ont longuement établi avec nous la liste des vues qui seraient ouvertes à nos objectifs. Les Anglais, aussitôt après la prise de la ville, ont expulsé les ordres espagnols et installé leur gouvernement dans les cours cloîtrées, sous les blanches arcades d'un couvent de franciscains. Le jardin est une ombreuse palmeraie. La terrasse, sous de grands pins battus des vents d'ouest, domine la ville et son *alameda*, la baie avec son Ile Verte et le Détroit jusqu'aux monts africains : faudrait-il donc loger Calypso et ses nymphes en ce cloître d'Espagne?

Pour la visite des grottes et de la « zone interdite », le vice-gouverneur a renvoyé la décision dernière au retour du gouverneur qui rentrera de congé mardi : les précautions et règlements contre l'espionnage restent sévères. Jusqu'à mardi

nous pourrons circuler librement dans la « zone ouverte » et préparer notre travail que le gouverneur autorisera sans aucun doute. Mais, jusqu'à mardi, nous avons trois et quatre jours d'attente : le vice-gouverneur nous conseille, puisque nous devons aller à Ceuta, de ne pas manquer la fête de Notre-Dame d'Afrique que l'on y célébrera dimanche ; c'est aussi, disait-il, une vue à prendre.



LA GROTTE DE CALYPSO

Dimanche 4 août 1912. — Hier matin, nous nous sommes embarqués à Algésiras sur le petit vapeur qui, tous les deux jours, fait le voyage de Ceuta. Des familles entières l'encombraient, Irlandais de la garnison, Espagnols de l'arsenal, du bazar ou de la Linea, qui voulaient aller, eux aussi, à la fête de Notre-Dame d'Afrique, les Irlandais, avec un bébé dans les bras, et les Espagnols, une mandoline.

La traversée a été dure dans le Détroit que fouettait le vent d'ouest. Le pilote a piqué droit sur le Mont aux Singes pour gagner au plus court l'abri de ses promontoires contre la houle qui nous faisait rouler bord sur bord et jonchait de malades le pont, l'entrepont et les « chambres ». Nous avons atteint la Punta Leona, le cap le plus septentrional de l'Afrique, puis traversé, vers la Punta Blanca, qui lui fait face à l'est, l'admirable petite rade de Benzus, en longeant de loin sa plage, ses écueils et sa falaise de tuf chargée de ruines et de ver-

dures éclatantes; les indigènes appellent ce canton Beliounesh; les géographes arabes en vantent les sources; durant vingt-six siècles d'histoire pour le moins, depuis la première antiquité phénicienne jusqu'à la revanche espagnole sur les Maures (1100 avant notre ère — 1500 après), des villes se sont succédé à cette bouche du Détroit, pour le service des navigateurs africains.

Deux ou trois hautes et sveltes tours carrées et quelques entrées de voûtes émergent encore, presque intactes, des cases éventrées et des figuiers qui les emplissent; des jardinets de céréales et quelques champs d'herbe verte, où paissent librement des vaches, — un pâturage verdoyant sur la côte d'Afrique, en plein mois d'août! — bordent une longue coulée de lauriers-roses qu'une façade de roches lointaines, sous un voile ondulant de verdures et de fleurs, semble épancher vers la mer : « C'est la Grotte aux Sources », nous a dit un jeune officier espagnol, qui s'en va rejoindre son poste et qui s'est intéressé à mes cartes et à mes livres.

Les dix ou vingt kilomètres de côte africaine entre Beliounesh et Ceuta ne sont d'abord qu'une suite de promontoires déserts et de plages semées d'écueils. Mais aux approches de Ceuta, les pentes se chargent de figuiers et d'oliviers, puis de grands défrichements et de vignes nouvellement plantées autour de fermes blanches; dans le lit des torrents, s'alignent de jeunes peupliers et quelques eucalyptus, dompteurs de marais. Les maîtres de Ceuta, durant trois siècles et demi, étaient restés prisonniers dans leur « île aux deux rives », à l'abri du fossé, qui en avait fait une île « cerclée d'eau ». Au cours des années dernières, ils ont pris pied sur la terre ferme, et leurs défricheurs commencent la besogne herculéenne que nos Espagnols de l'Oranie ont accomplie à travers plaines, pentes, monts, rocs et plateaux : quinze kilomètres de rails à voie étroite ont été posés pour le service de deux blockhaus installés au sommet et au pied de la Punta Blanca qui limite la zone espagnole sur la rade de Benzus. Notre officier a son poste dans le blockhaus du sommet. Il disait être allé jusqu'à cette Grotte aux Sources, bien qu'elle fût en dehors de la zone pacifiée et que les indigènes soupçonneux y commissent volontiers les pires traîtrises; il se faisait fort de nous y conduire, si nous obtenions du général Alfau, qui commandait à Ceuta, la permission de franchir la ligne des avant-postes.

Ceuta n'est pas encore sortie de son île et de ses remparts : son quai, bordé de poivrières, semble toujours une muraille de défense plutôt qu'une marche d'accueil. Mais le bord et les eaux de la mer sont couverts des préparatifs pour le grand port décrété, commencé et doté de 21 millions de pesetas : à chaque bout de la rade ouverte, à grand renfort de grues, de wagonnets et de petites locomotives criardes, les travaux s'activent ; les amorces de deux jetées sortent du flot et assurent déjà quelque calme aux opérations de débarquement en ces eaux balayées par tous les vents.

Un aide de camp nous attendait à l'estacade. Le général Alfau, prévenu par une dépêche de notre consul à Gibraltar, nous appelait sans retard. Notre demande à peine formulée a été agréée : un coup de téléphone a fait venir l'entrepreneur des jetées dont les quinze kilomètres de rails et les petits convois s'en vont jusqu'à la carrière de la Punta Blanca. Un train vide est justement en partance. Le jour est favorable : la fête de Notre-Dame d'Afrique attire en ville, du plus loin, les Rifains qui viennent vendre chevreaux, agneaux et poulets aux hôtels et restaurants, où les barques, *felouchos* et vapeurs d'Algésiras déversent depuis deux jours une clientèle; les ouvriers de la carrière touchent en ce moment leur paie du mois dernier; ils vont accourir au bazar pour faire leurs provisions de sucre et de thé et passer deux journées (on ne travaillera pas lundi) à fumer, sommeiller, causer, jouer, apprendre les nouvelles. On peut donc escompter, aujourd'hui et demain, une tranquillité parfaite, une sécurité absolue, même au delà des avant-postes : la poudre ne parlera pas; le couteau ne jouera pas; nous pouvons nous risquer dans la combe de Benzus, au delà du dernier blockhaus; personne, d'ailleurs, n'ayant pu prévoir notre présence, aucun préparatif d'enlèvement et de rançonnement n'a pu être fait; il nous faut seulement opérer en coup de surprise, sans perdre une heure; nous n'avons qu'à partir sur-le-champ : une dépêche aux gens de la carrière aura organisé notre visite à la grotte.

Dans la caisse d'un wagonnet ouvert, la criarde locomotive nous emporte. Trois quarts d'heure de course rapide entre la mer mugissante et les pentes chargées de figuiers, de vieux oliviers, de jeunes vignes et de chênes-liège. Le rail surplombe le flot, épouse tous les tours et détours de cette côte éboulante,

que la mer sculpte et ronge et dont les lignes d'écueils et les tombées de blocs écartent toute envie de débarquement.

Il butte enfin contre la haute falaise de la Punta Blanca, une paroi cyclopéenne, haute de 200 mètres et coupée à droit fil par la carrière que deux et trois étages d'ouvriers débitent en blocs de 4 et 8000 tonnes, nous dit-on avec fierté. En bas, sur une esplanade de déblais et dans un lacis de rails, à travers un chargement de wagonnets, une cohue d'Européens loqueteux et de Marocains demi-nus se presse au guichet de la paie, au hangar de l'épicier, à l'assaut d'une buvette grillagée de roseaux, où nous prenons, pour la montre autant que pour le besoin, un déjeuner rapide : on a bien soin d'apprendre à cette foule que, par grande faveur, le général nous fait ouvrir les deux blockhaus pour en photographier les alentours.

Mais, au bout du chantier, dans la cour fermée du blockhaus de la plage, nous attendent et nous emmènent par une porte dérobée deux hommes de confiance : un Catalan, qui parle espagnol et français, et un Marocain, qui sait l'arabe et l'espagnol. Chargés comme mulets, eux et nous, de nos instruments de travail (nous avons pourtant laissé une partie de nos bagages et appareils dans le blockhaus), nous quittons la zone espagnole : nous entrons en *blad-es-siba*, en pays de révolte, où le Rifain, ne connaissant encore de loi que son intérêt ou son caprice quotidien, vit à sa guise, aussi indépendant du sultan-chérif que du roi d'Espagne.

LES QUATRE SOURCES

Un admirable paysage antique offre à nos yeux une réplique agrandie et embellie de la baie de Marathon. La rade et la combe de Benzus s'ouvrent devant nous, jusqu'à l'autre falaise de la Punta Leona qui porte à son sommet le pied du Mont aux Singes. Jusqu'à ce Pilier du Ciel, que le vent d'ouest débarrasse aujourd'hui de ses nuées et dont le clair soleil et les lignes d'ombre modèlent nettement le faisceau de colonnes, un cirque de hautes montagnes au profil sinueux, aux formes harmonieusement contraires, enclôt ce pays vers l'arrière; un demi-cercle de plages le borde vers la mer et, malgré les écueils gémissants qui parsèment les sables, offre ses grèves aux barques indigènes. De la plage aux monts, s'étagent ruines et

verdures, sur deux ou trois terrasses dont l'aspect général est d'une grosse ville, abandonnée après le sac et l'incendie, envahie par les broussailles, les pâtures, les ronces et les labours. Une tour carrée, presque intacte, continue de garder l'angle du rempart détruit, près d'une voûte où devait s'ouvrir la Porte de la Mer, *Bab-el-Bahr* : un sentier rapide, un escalier plutôt, en descend à la plage.

Nous montons à travers les ruines et les éboulis de murailles, dans les pierres et les fragments de tuiles et de jarres. Nous montons lentement, un peu angoissés par l'espoir et la crainte, vers cette grotte encore invisible, où nos deux guides nous promettent des sources : ils y ont séjourné, travaillé, voilà quelques mois à peine. Un sentier y va tout droit du blockhaus, sur une levée de terre fraîchement remuée et foulée. A droite et à gauche, les Rifains ont quelques cultures irriguées. Nous montons une petite heure, dans les épines et les géraniums, les sonnailles et les fuites de chèvres, les souffles et le chant de la mer qui brise sur les pieds d'Atlas; d'anciennes ruelles, des tronçons de conduites d'eau, des rigoles d'irrigation plus ou moins entretenues, de gros figuiers aux quatre coins de petits champs moissonnés font penser à une *kasbah* d'Alger, qui aurait été arasée jusqu'au sol.

Nous atteignons une verte prairie où des vaches paissent, les pattes dans la terre noire et le mufle dans les trous d'eau ou l'herbe haute. Devant nous, se dresse une paroi de roches à pic, sous un épais manteau de plantes grimpantes et d'arbustes accrochés : il en coule jusqu'à la mer une rivière de lauriers-roses en pleine floraison. La bouche d'une grotte apparaît là-dessous, hautement béante, mais à demi masquée par un terre-plein, derrière un mur de gros blocs, entassés de main d'homme. Nous mettons le pied sur cette terrasse, qui dut porter jadis le vert jardin de Calypso : elle ne porte aujourd'hui qu'un pan de chaumes blanchis, brûlés par le soleil, sans un brin d'herbe, sans eau ; il ne sort pas de la caverne le moindre ruissellement... Encore une fois, nous sommes déçus... La caverne est pourtant si grande, si bellement perchée pour surveiller tout le pays, toute la mer!... Je pousse un cri de joie : à notre droite, sur une esplanade un peu plus basse, débordent d'un bassin carré, qui fait miroir, plusieurs courants d'une eau limpide et cristalline, — « les ondes claires » du poète, — qui fuient à travers

de jeunes peupliers, s'enfoncent sous la masse des lauriers-roses ou divergent dans les cultures et les ruines et vont tomber sur la grève en nombreux ruisselets d'argent.

Cette eau claire sort de la paroi d'un rocher, creusée en voûte. Une, deux, trois, quatre sources vauclusiennes s'en échappaient récemment encore : leurs quatre trous en ligne sont là, mais obstrués de pierres et de ciment; les Espagnols sont venus, au début de cette année, capter une partie de ces eaux abondantes pour leurs soldats et leur carrière de la Punta Blanca; le bassin en ciment et son amorce souterraine sont leur ouvrage, et la canalisation descend au blockhaus sous le sentier que nous avons suivi; c'est le travail auquel nos deux guides ont pris part et pour lequel une trentaine d'hommes ont campé plusieurs semaines dans la vaste caverne; nos gens ont encore vu les quatre sources s'échapper librement des quatre trous que voilà, — un, deux, trois, quatre, — alignés sous la voûte, séparés par un mètre ou deux les uns des autres, et tous quatre de même forme arrondie, de même grandeur, — deux pieds de diamètre.

Mais quand, au bout du monde, Hermès aborda l'île, il sortit en marchant de la mer violette, prit terre et s'en alla vers la grande caverne, dont la Nymphe bouclée avait fait sa demeure. Au rebord de la voûte, une vigne en sa force éployait ses rameaux, toute fleurie de grappes et, près l'une de l'autre, en ligne, quatre sources versaient leur onde claire, puis leurs eaux divergeaient à travers des prairies molles, où verdoyaient persil et violettes...

A l'endroit même où, jadis, Hermès s'arrêta pour admirer le logis de la Nymphe, M. Fr. Boissonnas a planté son appareil photographique... Hermès ou Calypso veulent-ils punir notre intrusion? Un accident soudain aveugle ce témoin indispensable, sans les preuves duquel nos dires seront peut-être suspectés. Il faut retourner en chercher un autre dans les bagages que nous avons laissés au blockhaus. Fr. Boissonnas y redescend, sous la conduite du Catalan; je reste, avec le Marocain, à la garde des livres, plaques et sacs de route remisés dans la vaste grotte. Ulysse et ses compagnons restèrent ainsi dans l'antre de Polyphème.

La grotte est haute, large et profonde, mais sans les dédales et le mystère de la caverne de Perejil. Elle est habitée, aujour-

d'hui du moins, par des chevreaux et par un vieillard qui les garde : au fond, une meule de paille monte jusqu'au plafond. Sous la voûte du seuil, un reste de feu achève de brûler des branchages odorants et de noircir le haut de la paroi déjà luisante de suie. Le vieux, après m'avoir longuement considéré, a remis sur le feu sa petite cafetière en fer-blanc et nous a servi plusieurs tasses de ce thé marocain, aussi chargé que sucré, dans lequel infusent quelques feuilles de menthe verte. Il me comble de paroles aimables que notre Marocain essaie de me traduire. Mais, dans l'espagnol de sa traduction, je ne distingue que les mots souvent répétés *Amigo viejo de usted, amigo del asa.* Je cherche vainement dans mes souvenirs ce vieil ami, cet ami intime, qui m'appelle, comme les Tunisiens de ma connaissance, *Sidi Bitour*, « Seigneur Victor », et qui, tirant de la meule de paille un fusil Gras, l'a mis à la bretelle, avec un geste de protection à mon adresse.

Ce doit être quelque dieu bienveillant, caché sous une forme humaine : pour salaire d'une longue fidélité (j'ai commencé l'étude de l'*Odyssée* en mai 1888), Athéna a voulu me donner le bonheur ineffable de contempler à loisir ce pays de la Nymphe, interdit aux hommes d'aujourd'hui, et de vivre sans inquiétude cette heure d'allégresse intellectuelle, « où je marche, vivant, dans mon rêve » homérique. La combe et la rade de Benzus au premier plan, deux cents kilomètres de mer libre au second, et, dans le fond, toute la côte espagnole entre le sphinx de Gibraltar et les neiges d'Alméria, déroulent devant nous un panorama immense, qu'emplissent les chansons des cigales, des vagues et du vent, les sonnailles et le bêlement du petit troupeau et les odeurs alternées des cistes, des jasmins, des figuiers et des menthes d'eau.

A deux kilomètres sur notre droite, la masse abrupte de la Punta Blanca et son blockhaus en plein ciel, à un kilomètre sur notre gauche le pilier d'Atlas aux multiples colonnes enferment comme entre deux portants cette conque de végétation luxuriante, qui reporte l'esprit aux plus nobles paysages des deux littératures classiques. La Grèce, la Sicile et l'Italie des poètes semblent réunies et comme amalgamées en ce cadre d'éternel printemps : lauriers-roses purpurins, gazons et buissons fleuris au long des eaux limpides, blancs peupliers qu'autour du bassin fait onduler la brise, lierres, figuiers,

jasmins et chèvrefeuilles accrochés en rideau à la bouche de l'antre, vieux bouc perché au sommet d'une roche, rien ne manque ici du décor de l'églogue :

Hic ver purpureum; varios hic flumina circum
fundit humus flores; hic candida populus antro
imminet et lentae texunt umbracula vites...

Il suffit d'être assis une minute en cette place pour être certain que tous les maîtres et usagers du Détroit, Libyens et Phéniciens de la première antiquité, Grecs et Romains ensuite, Arabes et Maures d'hier, ont fréquenté cette caverne, ses sources, sa guette et son refuge; tous ont dû y loger quelque divinité ou quelque saint de leur religion; quand donc les fouilles d'un archéologue viendront-elles retrouver les titres des premiers propriétaires, Atlas et Calypso, sa fille?

Le tenancier actuel, le vieillard accroupi près du feu, habite dans la montagne un village caché, que les méchantes gens de mer ne peuvent pas apercevoir. Il est venu s'installer aujourd'hui sous cette voûte, moins pour garder ses chèvres et chevreaux que pour percevoir ses revenus : après le captage des sources qu'il a permis aux Espagnols, moyennant honnête indemnité, il exploite le bassin construit par eux; le barbier du canton y vient opérer à dates régulières et à certains jours exceptionnels; la vigile de Notre-Dame d'Afrique est de ces jours de toilette; demain, de toute la côte, les amis et ennemis de l'Espagne vont courir à Ceuta.

Le barbier, qui survient, a tout aussitôt une clientèle de quatre ou cinq gaillards empaquetés de blanc qui descendent du village. Ils se déchaussent, se lavent les pieds et la figure dans les eaux de la Nymphe, puis s'asseoient sur la *djellaba* (manteau) qui sert de fauteuil à l'opérateur. De chacun, le vieux berger touche un centime de redevance. Mais l'un d'eux amène ses trois vaches au ruisseau du bassin boire l'eau savonneuse dont elles sont friandes, et il refuse de payer, pour elles aussi, la juste taxe. Il s'ensuit, ô Théocrite, un dialogue dont, par malheur, je ne comprends pas un mot, mais dont le ton trahit la violence. Il semble que la querelle va tourner au combat... Le barbier ramène la paix en payant de sa poche le centime par tête de vache, comme par tête de

Maure. Je croyais savoir par Nicolas Boileau comment « doit éclater une élégante idylle » :

> Il faut que sa douceur flatte, chatouille, éveille
> Et jamais de grands mots n'épouvante l'oreille.

Il me semble qu'en leurs églogues, les bergers d'ici usent de très gros mots, et j'ai craint que l'on ne vit sortir des ceintures d'épouvantables coutelas. Le vent d'ouest, cependant, continuait de balancer les menthes du bassin et la cime des jeunes peupliers, et le ruisseau de s'enfuir dans son lit de lauriers-roses, et la mer de nous envoyer sa fraîcheur et son bruissement. De temps en temps, passaient les files de petits ânes, avec un chargement de sacs de grain, ou de poules pendues par les pattes, ou de chevreaux en travers du bât, qui s'en allaient à Notre-Dame d'Afrique; certains âniers-pèlerins avaient, à mon endroit, une curiosité un peu vive et des regards sans amitié.

Fr. Boissonnas et le Catalan rapportent enfin de nouveaux instruments de travail. Mais le commandant du blockhaus leur a recommandé de rentrer au plus vite : notre présence suscite trop de conversations parmi les pèlerins qui nous ont vus ici et qui ont traversé ensuite la carrière; il ne faut pas tenter le loup à l'heure où, volontiers, il sort du bois. La journée s'avance. Nous nous hâtons de prendre toutes les vues des grottes, des quatre sources, du bassin, de la prairie, d'Atlas et de la rade. Le vieillard, pour affirmer son droit de propriété, a voulu être photographié sous la voûte des sources, auprès du premier des quatre trous; en remerciement, il nous propose d'aller dormir dans sa maison, sous la montagne : il aura mille choses encore à nous montrer demain ; il y a là-haut des sources, des ruines et de grands arbres qui nous étonneront... Le Catalan m'explique enfin la raison de cette vive amitié : nombre de Rifains vont chaque année, après la moisson, gagner de beaux salaires dans les fermes d'Algérie et de Tunisie, comme gardes-récolte ou gardes-vigne; le vieux y allait autrefois avec ses fils; il m'y a vu, connu, servi; une méchante histoire les a brouillés avec les lois françaises; il voudrait qu'une lettre de moi les remît en grâce auprès du Résident général.

Les paroles du vieux ont éveillé mon inquiétude : des sources, des ruines et de grands arbres... Nous n'aurons vécu que quelques heures dans ce royaume de Calypso. Nous n'au-

rons pas retrouvé tous les détails du site homérique : il nous manque le Cap aux Arbres morts, sur lequel Ulysse a construit son radeau... Au pied du Mont aux Singes, sur la falaise de la Punta Leona qui nous masque la vue de Perejil, apparaissent les cimes d'un vert taillis au-dessus duquel un arbre foudroyé dresse son tronc blanchi et ses moignons lamentables.

Atlas garderait-il, dans les replis de ses contreforts, quelque reste de l'antique forêt?... Entre les Quatre Sources et la Punta Leona se creuse un assez large vallon, où commence de s'allonger l'ombre des montagnes. Le soleil sanglant va plonger dans le linceul de brumes que le vent d'ouest a tendu en travers du Détroit. Vénus, annonciatrice de la nuit, a paru dans l'azur. La côte d'Espagne revêt sa catholique robe d'évêque. Brise de la mer et des monts, gémissement du flot, sonnailles des chèvres, cris du berger, chanson des eaux vives, tout s'est assourdi. Nous avons promis d'être au blockhaus avant le coucher du soleil... Nous revenons prestement à la carrière, où l'on entend siffler le petit train du soir, où les mines éclatent d'étage en étage.

Une heure d'attente sur le terre-plein enténébré. Les grues finissent d'emplir les wagonnets. La joie de la découverte s'est amortie et laisse sourdre en nous tous les motifs d'inquiétude et de regrets : avons-nous assez bien visité cette résidence de Calypso que, sans aucun doute, nous ne reverrons jamais? Avoir attendu, cherché durant vingt ans la grotte de la Nymphe pour y passer trois heures à peine! En avons-nous du moins pris assez de vues et seront-elles suffisantes pour convaincre les plus incrédules? Les clichés n'ont-ils pas été voilés par l'accident de l'appareil?...

Le petit train nous ramène à Ceuta sous la nuit étoilée, le long du flot et des écueils, autour des caps sombres, en laissant toujours l'Ourse sur notre main gauche.

VICTOR BÉRARD.

(*A suivre.*)

L'OFFENSIVE DE 1916

LES MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BROUSSILOW

Les résultats considérables de l'offensive de grande envergure exécutée en 1916 par le général Broussilow, offensive que la presse du monde entier désigna alors de son nom, ont pesé d'un grand poids pendant tout l'été de cette année-là sur les opérations des deux partis. D'autre part, peu après la révolution de mars 1917, Broussilow devint généralissime des armées russes, et quitta d'ailleurs ces fonctions quelques semaines avant la révolution bolchévique de novembre de cette même année. C'est dire l'importance de ses souvenirs au point de vue historique.

Dès le début de la révolution, il avait résolu, quoi qu'il arrivât, de ne pas sortir de Russie. Pendant les journées qui donnèrent le pouvoir au parti bolchévique, il se trouvait à Moscou. Il y fut grièvement blessé chez lui par un obus, et cette blessure le força à rester plusieurs mois à l'hôpital. A sa sortie, il fut d'abord emprisonné, puis remis en liberté; il n'a pas émigré.

Son rôle après la révolution bolchévique, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, est l'objet de controverses dans les milieux russes, en particulier dans ceux de l'émigration, parce qu'il n'a pas quitté la Russie où il est mort. L'apparition de ses Souvenirs y suscitera certainement des discussions vives, car nombreux sont ceux qu'il y met en cause. Nous n'avons pas à prendre parti dans ces discussions et nous en abstiendrons.

Nous nous proposons seulement de mettre sous les yeux du public français ce document d'un haut intérêt et d'une indiscutable valeur en raison de sa source. Si leur apparition provoque celle de données contradictoires, l'histoire profitera des sources nouvelles ainsi dévoilées.

Un court aperçu de la carrière du général Broussilow est utile pour éclairer sa préparation aux hautes fonctions qu'il a exercées pendant la guerre.

Chose rare en Russie parmi les membres du haut commandement, le général Broussilow ne sortait pas de l'Académie d'état-major. Mais une grande partie de sa carrière s'est déroulée à Petrograd à l'École de cavalerie des officiers où les occasions de développer son instruction militaire ne lui ont pas manqué.

Né en 1853 à Tiflis, où son père, général-lieutenant, était président des tribunaux militaires, il perdit très jeune ses parents; ses deux frères et lui furent élevés au Caucase par leur oncle et leur tante Haguemeister. Ils furent d'abord confiés chez ceux-ci à des précepteurs auprès desquels le futur général apprit à parler le français comme le russe et reçut des connaissances solides en langue allemande. A quatorze ans, il entra au corps des pages, mais ne fut pas pour cela privé de douceurs familiales ni de vie mondaine, car un cousin de son oncle, le comte Stembock, le recevait chez lui, et le jeune Broussilow voyait dans cette maison des écrivains et des savants.

Il fut promu en 1872 cornette au régiment des dragons de Tver qui tenait garnison au Caucase, tout près de la résidence de son oncle et de sa tante. Ce régiment était parmi les vieux de l'armée russe, ayant été créé par Pierre le Grand; il était au Caucase depuis 1853. « L'esprit combatif des troupes, dit le général dans ses notes autobiographiques, à l'époque des guerres du Caucase et longtemps après, était très haut... Grâce au service de longue durée alors en usage, le soldat ne faisait plus qu'un avec son régiment et voyait en celui-ci sa véritable famille. » Aussi la nouvelle d'une guerre avec la Turquie fut-elle accueillie avec enthousiasme. Le jeune Broussilow y fit ses premières armes. Il revint de cette campagne assez souffrant, et resta au Caucase jusqu'en 1881, à mener la vie de garnison.

C'est alors que sa carrière prit une orientation nouvelle en raison de son envoi à l'École de cavalerie des officiers à Pétrograd... Il y devait rester de longues années. Tout en continuant

à faire partie du cadre de l'École, il avait été affecté au régiment des grenadiers à cheval de la Garde. En même temps qu'il avançait en grade, il devint successivement adjudant-major de l'École, chef de la section des officiers, instructeur de cavalerie au corps des pages, adjoint au commandant de l'École, dont pour finir il reçut, grâce à l'appui du grand-duc Nicolas Nicolaiévitch, le commandement.

Ces fonctions lui donnèrent de multiples occasions de voyages et de participation à des expériences relatives à la cavalerie; elles lui permirent en particulier d'organiser des chasses à courre pour l'instruction équestre des officiers. En même temps, il nouait d'agréables et utiles relations dans la société de la capitale.

Il s'était marié en 1884 avec une nièce de son oncle Hague-meister qui l'avait élevé. Sa femme était de santé très délicate; elle eut plusieurs enfants morts-nés et lui donna un seul fils qui vécut. Presque chaque année, il faisait avec elle un voyage en France ou en Allemagne. Il la perdit en 1907, au moment où son fils sortait du corps des pages comme cornette aux grenadiers à cheval (1).

Toujours appuyé par le grand-duc Nicolas Nicolaiévitch, le général Broussilow obtint assez rapidement le commandement de la 2e division de cavalerie de la Garde, toujours à Petrograd, désignation flatteuse qui le mettait très en vue. Pendant l'exercice de ces fonctions, il continua à avoir d'excellents rapports, malgré quelques heurts passagers, avec le Grand-Duc, dont l'estime lui fit obtenir à la fin de 1900 le commandement du XIVe corps à Lublin. Il y resta trois années pendant lesquelles il se remaria avec Mlle Jelikhovskaïa dont il connaissait depuis longtemps la famille. Il quitta peu après Lublin pour venir à Varsovie en qualité d'adjoint au commandant des troupes de la circonscription militaire.

Le général Broussilow n'y demeura pas très longtemps par suite de divergences de vues avec son chef, le général Skalon. Ses notes autobiographiques indiquent qu'il le jugeait trop admirateur de l'Allemagne et trop entouré de gens qui pensaient de même, si bien qu'il demanda à reprendre le comman-

(1) Ce jeune homme se conduisit brillamment au début de la guerre, se maria assez malheureusement pendant celle-ci, et disparut au début de la révolution bolchévique.

dement d'un corps d'armée. On fit droit à sa demande en 1913 en lui confiant le XII[e] corps dont le quartier général était à Vinnitza en Podolie et qui relevait de la circonscription militaire de Kiew. C'était un gros corps d'armée qui comprenait, outre deux divisions d'infanterie, une brigade de tirailleurs, deux divisions de cavalerie, des troupes techniques, etc..., à proximité de la frontière d'Autriche.

Le général Broussilow croyait fermement qu'une guerre serait à bref délai inévitable avec l'Allemagne par suite des armements et de l'ambition de cette puissance. Il travailla donc avec ardeur à l'instruction de ses officiers et de ses régiments. Des manœuvres, des voyages d'état-major exécutés par les troupes de la circonscription militaire de Kiew lui donnèrent l'occasion de connaître et de voir à l'œuvre la plupart des généraux qu'il devait avoir sous ses ordres l'année suivante quand la guerre prévue par lui éclata.

Il avait passé, en 1914, le commencement de l'été aux eaux de Kissingen en Allemagne. Dès qu'il vit s'obscurcir l'horizon politique, il se hâta de rentrer en Russie.

Il savait qu'à l'époque où il était adjoint au général commandant la circonscription militaire de Varsovie, il était désigné pour exercer le commandement d'une des armées qui y étaient formées. Son passage à l'un des corps d'armée de la circonscription de Kiew ne lui avait pas permis de conserver ce commandement éventuel; mais, quand la guerre éclata, il reçut celui de la VIII[e] armée qui faisait partie du groupe d'armées dont le général Ivanow, commandant en temps de paix de la circonscription de Kiew, prenait le commandement : ce groupe d'armées portait le nom de front sud-ouest (1).

La VIII[e] armée en formait la gauche; elle se trouvait ainsi à l'extrême gauche des forces russes opérant contre l'Autriche, ayant à sa droite la III[e] armée, commandée par le général Rouski.

La VIII[e] armée prit sa part de la grande victoire initiale des armées russes qui permit à celles-ci de progresser en Galicie. En octobre, le général Broussilow reçut temporairement le commandement d'un groupe formé par les III[e], VIII[e] et IX[e] armées, et chargé d'assurer le siège de Przemysl et la couverture de ce

(1) Dans la terminologie militaire russe, le mot front équivaut à Groupe d'armées quand il se rapporte à un groupement de grandes unités.

siège et de la gauche des armées russes dans les Carpathes. Il reprit ensuite celui de la VIII[e] armée à qui incombait spécialement ce dernier rôle, et exerça ce commandement dans des conditions très pénibles par suite des difficultés du terrain, des rigueurs de la température et de l'étendue considérable du front qui lui était confiée : ce rôle difficile se prolongea tout l'hiver. Sa ténacité assura la chute de Przemysl qui se produisit en mars 1915.

L'offensive foudroyante du général Mackensen, exécutée en mai contre la III[e] armée russe, qui fut complètement bousculée, força l'armée du général Broussilow à se replier rapidement des Carpathes pour ne pas voir sa retraite coupée. C'était la douloureuse période où l'armée russe manquait de munitions. Le front russe tout entier recula, abandonnant non seulement la Galicie conquise en 1914, mais une large portion du territoire russe. Les mauvais temps de l'automne finirent par rendre les opérations impossibles. Les deux fronts adverses se stabilisèrent au contact l'un de l'autre.

Au cours de ces opérations difficiles et ingrates, le général Broussilow avait toujours cherché à opérer offensivement, chaque fois que les circonstances le lui permettaient. Aussi, bien qu'il se plaigne à plusieurs reprises dans ses *Souvenirs* d'avoir été l'objet d'intrigues malveillantes, avait-il acquis une réputation dans l'armée. C'est ce qui explique qu'il ait été appelé, à la fin de mars 1916, à remplacer le général Ivanow à la tête du front sud-ouest.

Son prédécesseur estimait que ce groupe d'armées était hors d'état de participer activement à la grande offensive prévue pour le printemps de 1916. Aussi l'opération principale y devait-elle être confiée au front ouest avec participation ultérieure du front nord-ouest, tandis que le front sud-ouest resterait sur la défensive. Le général Broussilow, au contraire, demanda à participer à cette offensive, ne fût-ce que pour fixer devant lui les forces ennemies qui lui faisaient face, et empêcher le commandement adverse de rien prélever sur elles pour aller au secours des secteurs attaqués ailleurs. Il se trouva, pour finir, que l'offensive russe, si nécessaire pour soulager l'armée française durement engagée devant Verdun, et plus encore l'armée italienne, qui venait de subir un échec sérieux et dont le commandement suprême demandait instamment le déclen-

chement rapide de l'attaque russe projetée, ne fut exécutée que par le groupe d'armées du général Broussilow.

Nous ne devons pas oublier que, sous la pression exercée par cette offensive, les Empires centraux perdirent du 5 juin au 14 novembre 450 000 prisonniers, que les Allemands durent retirer des autres parties de leur front de Russie tous les éléments disponibles pour aller épauler les armées austro-hongroises et que, cela ne suffisant pas, des divisions allemandes partirent de France pour la Russie avec de grandes quantités d'artillerie et de munitions.

C'est le récit de cette offensive que nous donnons ici. Elle constitue la partie essentielle de son livre et jette une éclatante lumière sur le glorieux fait de guerre connu sous le nom de « l'offensive de Broussilow ».

Général A. Niessel.

I. — LA PRÉPARATION

MA DÉSIGNATION AU COMMANDEMENT DU FRONT SUD-OUEST

D'une manière tout à fait inattendue, un peu avant la fin de mars, je reçus un télégramme chiffré de la Stavka émanant du général Alexéiew. Il y était dit que j'avais été choisi par le commandant en chef suprême (1) pour les fonctions de commandant en chef du front sud-ouest à la place du général Ivanow, destiné à être attaché à la personne du Tsar, et qu'en conséquence il m'appartenait d'occuper ce poste sans retard, le Tsar devant arriver le 8 avril à Kamenetz-Podolsk pour une inspection de la IX[e] armée qui se trouvait à l'aile gauche de ce front. Je répondis que j'exécuterais l'ordre, mais que je demandais de désigner à ma place, comme commandant de la VIII[e] armée, le général Klembovski, chef d'état-major du front. A cela, je reçus réponse que l'Empereur ne le connaissait pas, mais que, sans vouloir me gêner dans le choix du commandant

1) Cette fonction était nominalement remplie par l'Empereur, mais pratiquement par le général Alexéiew, chef d'état-major général.

de cette armée, il estimait nécessaire de me recommander fortement le général Kalédine, et qu'il serait heureux si j'arrêtais mon choix sur lui.

Je regardais le général Kalédine comme un remarquable commandant de division, mais il s'était déjà montré notablement moins bon comme commandant de corps d'armée. Pourtant, je n'avais rien contre lui : pendant toute la campagne il s'était conduit avec distinction, et avait mérité deux croix de Saint-Georges et un sabre de Saint-Georges; grièvement blessé, il était revenu à son poste incomplètement guéri. Je n'avais donc pas de raisons suffisantes pour ne pas tenir compte de cette proposition du Tsar, et écarter un général brave et expérimenté, uniquement parce qu'à mon avis et selon mon sentiment intime, je le regardais comme trop mou et indécis pour occuper la fonction de commandant d'armée. Par la suite, je regrettai d'avoir cédé en cette occasion. L'expérience de la guerre montra, en effet, que j'avais malheureusement raison, et que Kalédine, avec tous ses mérites, ne répondait pas à ce qu'on attend d'un commandant d'armée.

Je télégraphiai également à Ivanow, en lui demandant quand il lui conviendrait que je vinsse recueillir son héritage. Il me répondit que cela dépendait de moi. Mais le général Diteriks, général quartier-maître (1) de l'état-major du front, appela au télégraphe mon chef d'état-major Soukhomline; il lui fit savoir qu'Ivanow serait très gêné par un rapide départ et que ma prompte arrivée à Berditchew lui serait très incommode, parce qu'il lui fallait terminer différentes affaires, qu'il serait bon que j'ajournasse mon arrivée, d'autant plus qu'Ivanow avait reçu du ministre de la Cour un avis où il était dit qu'il ne devait pas actuellement partir de Berditchew. Cette communication me plaçait dans une position très désagréable. D'une part, Alexéiew me mandait, au nom de l'Empereur, d'aller au plus tôt occuper mon poste de général en chef; d'une autre, on m'informait par voie non officielle et par fil direct qu'au nom de l'Empereur, le ministre de la Cour prescrivait à Ivanow de rester sur place. Je n'avais jamais rien postulé, je n'avais cherché aucune élévation, je n'avais jamais été n'importe où hors de mon armée, je n'étais jamais allé à la

(1) Premier sous-chef d'état-major général, spécialement chargé des opérations.

Stavka et n'avais jamais parlé de moi à qui que ce fût; en fait, il m'était absolument indifférent d'occuper une nouvelle fonction ou de rester dans l'ancienne. Mais comme il était dit dans le télégramme d'Alexéiew que l'Empereur arriverait à Kamenetz-Podolsk, le 25 mars-7 avril, et que j'avais ordre de l'y rencontrer, il me restait très peu de temps pour prendre connaissance du front.

Je rendis compte de tout cela par télégramme à Alexéiew en lui demandant que faire. Je reçus réponse que si je ne pouvais pas aller à l'état-major du front, je n'avais qu'à faire venir chez moi le chef d'état-major ou le général quartier-maître pour prendre quelque connaissance de la situation des affaires.

Outre ses quatre armées, le commandant en chef du front sud-ouest avait à tous égards sous ses ordres directs les circonscriptions militaires de Kiew et d'Odessa, c'est-à-dire douze gouvernements, y compris leur administration civile. Ne voulant pas distraire le chef d'état-major du front de son service, je fis venir près de moi le général quartier-maître Diteriks, homme capable et connaissant son affaire. Il me fit un rapport détaillé qui me donna toute satisfaction. Je lui exposai le malentendu qui se produisait entre moi et le général Ivanow pour des raisons que je ne pouvais comprendre. Je le priai de rendre compte à Ivanow qu'étant son ancien subordonné, je ne me croyais pas le droit de quitter mon armée sans ordre de lui : tant qu'il n'avait pas déposé sa qualité de commandant en chef, il restait mon supérieur direct. Je n'irais donc pas à Berditchew sans son autorisation, et je le prévenais que, faute d'avoir pu entrer en fonctions de général en chef, je n'irais pas à Kamenetz-Podolsk. Cette déclaration plaça manifestement Ivanow dans un grand embarras : il me télégraphia qu'il m'attendait depuis longtemps déjà et ne comprenait pas pourquoi je n'étais pas encore arrivé. Je remis alors le commandement de l'armée au général Kalédine que je fis venir de Rovno, et je me rendis à mon poste.

J'arrivai à Berditchew par train spécial le 6 avril, et j'y fus reçu par le chef d'état-major Klembovski, et le directeur général du ravitaillement des armées du front, Mavrine. Je demandai immédiatement au premier quand je pourrais me présenter au général Ivanow. Il me répondit qu'Ivanow habitait

un wagon dans le train du commandement en chef, et qu'il me priait de me rendre chez lui à huit heures du soir. Je lui demandai quel était l'état des affaires sur le front de nos armées; il m'assura que tout allait bien, et que, sauf les fusillades quotidiennes, il ne se passait rien. Il avait toutefois reçu avis que le général Letchitzki, commandant de la IX[e] armée, souffrait d'une grave inflammation des poumons et avait besoin d'être temporairement remplacé. Je désignai, parmi les commandants de corps de cette armée, le général Krymow, qui, à mon avis, était le plus apte à remplir ce poste, bien qu'il ne fût pas le plus ancien commandant de corps d'armée; mais j'estimai que pour de telles fonctions l'ancienneté est sans valeur. J'ordonnai de placer mon wagon à côté de celui d'Ivanow, et j'allai voir mon quartier général et faire visite aux généraux Klembovski et Mavrine.

Le soir, je me rendis chez Ivanow que je trouvai au désespoir; il sanglotait et me dit qu'il ne pouvait comprendre pourquoi il était relevé de son commandement; je ne pouvais pas non plus lui fournir d'éclaicissement sur cette question, car je ne savais absolument rien. Nous parlâmes peu des affaires du front. Il me dit qu'à son avis nous n'étions en état de procéder à aucune opération offensive, et que le seul but à se proposer était de préserver le sud-ouest de notre pays d'une invasion ultérieure de l'ennemi. Je différais complètement d'avis avec lui sur ce point, ce que je lui déclarai; mais je ne m'obstinai pas à une vaine critique : désormais, ce n'était plus lui, mais moi qui aurais le pouvoir de décider le mode d'action des troupes du front sud-ouest; il était donc inutile d'affliger un homme déjà moralement ébranlé. Là-dessus, nous allâmes dîner au wagon-salle à manger où étaient réunies les personnes de son entourage qu'il me présenta. J'avais reçu avis que tous supposaient que je les renverrais sans tarder; aussi leur déclarai-je qu'ils restaient tous à leur poste et que jusqu'à nouvel ordre je ne me proposais pas de faire de changements. Le dîner fut très triste. Tous se tenaient comme des gens découragés, les yeux fixés sur Ivanow qui ne pouvait retenir ses larmes. Il me demanda alors s'il pouvait rester encore quelques jours à l'état-major du front; je lui répondis que cela ne dépendait que de lui, mais que je devais dès maintenant assumer l'exercice de mes fonctions.

Les deux jours suivants, je fis connaissance avec mes nouveaux collaborateurs de l'état-major et les divers grands services de ravitaillement des armées du front et je me mis au courant des affaires. Puis je partis pour Kamenetz-Podolsk, afin d'avoir étudié, avant l'arrivée du Tsar, la situation de la IX[e] armée et d'y visiter un secteur quelconque. En arrivant à Kamenetz-Podolsk, je fis visite au général Letchitzki, tout troublé de sa maladie, je reçus le rapport de son chef d'état-major, et j'allai le lendemain dans le secteur de la 74[e] division d'infanterie. Cette division avait été formée à Pétersbourg en grande partie de suisses et de dvorniks à l'automne de 1914; elle avait fait preuve à la III[e] armée de très piètres qualités militaires, si bien que Radko-Dmitriew avait été forcé de relever le général de division et d'en désigner un autre. Cela m'intéressait de voir quel aspect elle avait maintenant. Je parcourus ses tranchées, j'inspectai ses réserves, et je fus très satisfait de mon examen.

ENTRETIEN AVEC LE TSAR

Le lendemain soir, je reçus le Tsar à Kamenetz-Podolsk. En passant la revue de la garde d'honneur, il m'invita à le suivre dans son wagon, et me demanda quelles difficultés j'avais eues avec Ivanow, et quelles divergences il y avait entre les dispositions prises par le général Alexéiew et par le comte Frédériks à propos de son remplacement. Je répondis que, pour ma part, je n'avais eu aucun heurt ni malentendu avec Ivanow, et que j'ignorais en quoi différaient les mesures du général Alexéiew et du comte Frédériks parce que je n'avais reçu d'indications que du général Alexéiew; quant au comte Frédériks, je n'avais reçu de lui ni ordre ni communication : il me semblait, au surplus, que les affaires militaires, surtout au front, ne regardaient pas ce dernier.

Le Tsar me demanda ensuite si j'avais quelque compte rendu à lui faire. Je lui répondis que j'en avais un, et fort sérieux. J'avais appris à l'état-major du front que mon prédécesseur avait formellement fait savoir à la Stavka que les troupes du front sud-ouest n'étaient pas en état de prendre l'offensive et pouvaient seulement rester sur la défensive. Je différais absolument d'avis sur ce point, et j'étais au contraire fermement persuadé que les armées à moi confiées, après

quelques mois de repos et de travail préparatoire, se trouvaient à tous points de vue en excellente condition, étaient animées d'un haut esprit militaire, et devaient être au milieu de mai prêtes à l'offensive. Je demandais instamment qu'on me laissât l'initiative des opérations, d'accord avec les autres fronts, bien entendu. Si l'avis que le front sud-ouest n'était pas capable d'attaque prévalait, et qu'on ne tînt pas compte de mon opinion en tant que principal responsable, alors ma présence au poste de commandant en chef du front serait non seulement inutile, mais nuisible, et, en ce cas, je demanderais à être remplacé.

Ma déclaration nette et catégorique troubla quelque peu l'Empereur, parce que sa tournure d'esprit le portait plutôt aux situations indécises et sans précision et qu'elles lui plaisaient davantage. Jamais il n'avait aimé mettre les points sur les i, et il lui déplaisait qu'on lui présentât des propositions de ce genre. Pourtant, il ne manifesta aucun mécontentement. Il me demanda seulement de renouveler ma déclaration au Conseil de guerre qui devait avoir lieu le 1er-14 avril; il ajouta qu'il n'avait rien ni pour ni contre, et que je parlerais alors avec le major-général et les autres commandants en chef.

A peine étais-je sorti du wagon de l'Empereur qu'un valet de chambre se présenta à moi pour m'inviter à aller chez le ministre de la Cour qui désirait me voir. Le comte Frédériks me prit dans ses bras, m'embrassa, bien que je n'eusse jamais été son intime, et me félicita de mon nouveau poste. Après m'avoir fait asseoir, il m'assura qu'il n'avait absolument rien contre moi, qu'il ne connaissait aucune intrigue à l'occasion de ma nomination et que son télégramme au général aide de camp Ivanow ne se rapportait nullement à son remplacement et à ma désignation où il n'avait rien à voir. Il m'affirma qu'il se réjouissait tout spécialement que le choix fût tombé sur moi, parce qu'il y avait plusieurs candidats, qu'il s'efforcerait de me soutenir, s'il y avait besoin de faire savoir quelque chose en secret au Tsar, et qu'il était toujours tout à ma disposition. Je lui dis que je le remerciais cordialement de toutes ses aimables paroles, mais que, d'après le principe qui avait gouverné toute ma vie, je ne recherchais jamais rien pour moi-même : j'accomplirais mon devoir comme par le passé, de toute mon âme, sans jamais rien demander à personne. Nous nous embrassâmes de nouveau, et je retournai dans mon wagon,

sans avoir appris quelle intrigue avait été menée contre ma désignation, ni qui l'avait menée.

Le lendemain matin, le Tsar alla inspecter la division d'infanterie du Transamour récemment formée, et la trouva en superbe état. Comme la fois précédente, il n'y eut pas d'enthousiasme dans les troupes. Ni par son attitude, ni par sa manière de faire, Nicolas II n'émouvait l'âme des soldats : il ne produisait pas l'impression nécessaire pour relever les esprits et attirer à soi les cœurs. Il faisait ce qu'il pouvait, et on ne peut l'accuser de rien à ce point de vue, mais il ne savait pas provoquer cet enthousiasme dont les effets sont si bienfaisants.

Après la revue de cette division, nous allâmes plus près de l'ennemi, et là eut lieu la revue de tout le 2e corps d'armée qui se trouvait en réserve. La revue se fit avec le cérémonial accoutumé, sans rien qui mérite d'être cité, sauf qu'au moment de la revue se produisit une incursion d'avions ennemis, mais sans succès, parce qu'en prévision de cette visite on avait amené à proximité plusieurs batteries anti-aériennes et notre flottille d'aéroplanes. Quand les appareils ennemis se montrèrent, nos batteries se mirent à les canonner de bon cœur, et les chassèrent.

D'une manière générale, en raison de la proximité du front ennemi et de Kamenetz-Podolsk, il y avait de fréquentes incursions d'aéroplanes ennemis sur cette ville, et il était impossible de garantir complètement le train contre les jets de bombes. Je m'efforçai donc de persuader le Tsar d'abréger son séjour à Kamenetz-Podolsk, en quoi je fus appuyé par le comte Frédériks. Mais le Tsar ne consentit pas à modifier son itinéraire et il ne partit qu'au bout de deux jours.

Le même soir, deux heures après le départ du train impérial, je partis pour Mohilew afin d'assister au Conseil de guerre qui devait avoir lieu le 1er-14 avril. Mon chef d'état-major, le général Klembovski, se joignit à moi à Kazatine pour ce voyage, et nous continuâmes sans arrêt sur Mohilew où nous arrivâmes le 1er-14 avril au matin. Au Conseil de guerre, présidé par l'Empereur lui-même, assistaient : le général aide de camp Kouropatkine, commandant en chef du front nord-ouest, avec son chef d'état-major Sivers; le commandant en chef du front ouest, Evert, également avec son chef d'état-major; moi avec le général Klembovski ; Ivanow, le ministre de la Guerre Chou-

vaiew, le grand-duc Serge Mikhaïlovitch, inspecteur général de campagne de l'artillerie, et le major-général Alexéiew.

CONSEIL DE GUERRE

La principale question à trancher était l'élaboration du programme des actions offensives pour 1916. Le général Alexéiew exposa au conseil qu'il avait d'avance été décidé de donner toute l'artillerie lourde de réserve et toute la réserve générale se trouvant à la disposition du généralissime au front ouest qui devait diriger son attaque principale en direction de Wilna. Un peu d'artillerie lourde ainsi que des troupes de la réserve générale seraient données au front nord-ouest qui devait également attaquer avec son groupe de choc dans la direction du nord-est sur Wilna, venant ainsi en aide au front ouest. Quant au front sud-ouest qui m'était confié, il avait été admis que ce front ne se prêtait pas à l'offensive, qu'il resterait strictement sur la défensive et ne passerait à l'attaque que quand les deux fronts situés plus au nord auraient fortement accentué leur succès et auraient suffisamment progressé vers l'ouest.

La parole fut alors donnée au général Kouropatkine. Il déclara qu'il était très difficile d'espérer un succès sur son front, et qu'à son avis, ainsi qu'il résultait des tentatives infructueuses antérieures d'offensive (1), il n'y avait aucune chance de percer le front allemand : les zones fortifiées de l'ennemi étaient trop étendues et trop fortes ; l'unique résultat serait de subir des pertes immenses sans utilité. Alexéiew

(1) En vue de venir en aide à l'armée française au début de la bataille de Verdun, les troupes du général Kouropatkine avaient exécuté du 18 au 30 mars des attaques très violentes près du lac Narotch, devant Dvinsk et devant Jakobstadt. Sauf près du lac Narotch, les Russes, mal engagés, n'obtinrent aucun succès, malgré leur supériorité numérique et des pertes élevées. Le général Ludendorff dit à ce sujet dans ses *Souvenirs de guerre* (p. 166 de l'édition allemande) que les Allemands avaient alors gagné une grande bataille défensive. Le 28 avril, une offensive exécutée par la X^e^ armée allemande reprit à peu près tout le terrain perdu par elle près du lac Narotch à la fin de mars.

Ces combats avaient eu cependant un résultat. Plusieurs divisions allemandes, détachées plus au sud au milieu des troupes austro-hongroises, avaient été ramenées dans les groupes d'armées du feld-maréchal Hindenburg et du prince Léopold de Bavière, car les Allemands s'attendaient à de nouvelles offensives russes contre ces deux groupes d'armées, ce qui était effectivement le projet russe, comme l'exposé du général Broussilow va le montrer.

fut d'un avis contraire, tout en convenant que malheureusement nous n'avions pas assez de projectiles lourds. A ce sujet le ministre de la Guerre déclara, et l'inspecteur général de campagne de l'artillerie confirma, que nous pouvions recevoir en temps voulu des projectiles légers en énorme quantité, mais que pour les lourds, l'industrie nationale de guerre ne pouvait actuellement les fournir, et qu'il était très difficile de les recevoir de l'étranger ; ils ne pouvaient fixer l'époque où s'améliorerait le ravitaillement en obus lourds, et en tout cas ce ne serait pas cet été.

La parole fut alors donnée à Evert Il dit qu'il se ralliait complètement à l'avis de Kouropatkine, qu'il ne croyait pas au succès, et qu'il pensait que le mieux serait de rester sur la défensive, jusqu'au moment où nous posséderions de l'artillerie lourde dans la même mesure que notre adversaire et où nous recevrions à profusion des obus lourds.

Enfin arrive mon tour de parler. Je déclarai que sans aucun doute il serait souhaitable d'avoir une plus grande quantité d'artillerie lourde et d'obus lourds, qu'il était nécessaire également d'augmenter le nombre de nos appareils aériens, tout en éliminant ceux qui étaient vieillis ou en mauvais état, mais que, dans la situation actuelle de notre armée, j'étais fermement persuadé que nous pouvions attaquer.

— Je ne parlerai pas des autres fronts, dis-je, car je ne les connais pas. Mais pour le front sud-ouest, je suis persuadé non seulement qu'il peut, mais qu'il doit prendre l'offensive, et que toutes les chances de succès sont pour nous. Dans ces conditions, je ne vois pas de raisons pour rester sur place et regarder mes camarades se battre. J'estime que le manque de moyens dont nous avons souffert jusqu'à maintenant, provient de ce que nous n'attaquons pas l'ennemi à la fois sur tous les fronts, de manière à l'empêcher d'utiliser l'avantage d'agir par lignes intérieures, si bien que, numériquement très inférieur à nous, il jette ses troupes, en utilisant son réseau ferré, sur tel ou tel point à son gré. Le résultat, c'est que, dans le secteur où nous attaquons, il est toujours plus fort que nous au point de vue technique comme au point de vue numérique. Je demande donc instamment l'autorisation d'agir offensivement sur mon front en même temps que mes voisins. Au cas même où je n'obtiendrais aucun succès, je ne me bornerais pas

à retenir les forces de l'adversaire ; j'attirerais sur moi une partie de ses réserves et je faciliterais ainsi considérablement la tâche d'Evert et de Kouropatkine.

Le général Alexéiew me déclara alors qu'en principe il n'avait rien à m'objecter, mais qu'il croyait de son devoir de me prévenir que je ne recevrais rien en plus des troupes dont je disposais : ni artillerie, ni quantité de projectiles supérieure à la répartition prévue pour moi. Je répondis à mon tour que je ne demandais rien, que je me contenterais de ce que j'avais, que je ne promettais aucunes victoires particulières, mais que les troupes du front sud-ouest sauraient comme moi que nous travaillions pour le bien commun, et que nous facilitions l'action de nos frères d'armes en leur donnant la possibilité de rompre le front ennemi.

A cela, il n'y eut nulle réplique; même, Kouropatkine et Evert, à la suite de mon discours, modifièrent quelque peu leurs déclarations. Ils dirent, quoique avec réticences, qu'ils pouvaient attaquer, mais qu'il était impossible de garantir le succès. Évidemment, jamais ni nulle part un général en chef ne peut donner pareille garantie, fût-il Napoléon. Il fut convenu que nous devions être prêts sur tous les fronts un peu avant la fin de mai.

Les autres questions agitées au Conseil de guerre furent surtout de nature administrative : elles ont perdu aujourd'hui tout intérêt. Le Tsar, qui présidait le Conseil, en qualité de commandant en chef suprême, ne dirigea pas les débats : il en laissa le soin à Alexéiew. Il resta tout le temps assis en silence. Sur la proposition d'Alexéiew, il appuya de son autorité le résultat des délibérations du Conseil de guerre et les conclusions qu'en avait tirées Alexéiew. Nous déjeunâmes et dînâmes à la table impériale pendant les intervalles des séances.

Après la clôture du Conseil de guerre, comme nous allions dîner, un des généraux de haut rang qui y avaient siégé, vint à moi et me manifesta son étonnement de ce que j'insistais pour être autorisé à attaquer. Il me dit entre autres choses :

— Vous venez seulement d'être désigné comme commandant en chef, et vous avez la chance de ne pas être désigné pour passer à l'offensive, et par suite de ne pas risquer votre réputation militaire. Quelle idée de vous exposer à d'énormes désagréments! Vous pourrez être relevé de votre commande-

ment et perdre l'auréole militaire que vous avez réussi à acquérir. A votre place, j'aurais tout fait pour être dispensé d'opérations offensives; dans l'état actuel des affaires, elles ne peuvent que vous mener à vous rompre le cou, et ne vous rapporteront aucun profit.

Je répondis à ce général que je ne pensais pas à mon profit personnel, que je ne cherchais rien pour moi-même, que je ne m'offenserais pas si on m'écartait pour insuffisance, mais que je jugeais de mon devoir de conseiller et d'agir avec honneur pour le bien de la Russie tel que je le comprenais. Ce général me quitta, manifestement très peu satisfait de cette réponse, en levant les épaules et me regardant avec compassion.

MON PLAN D'OFFENSIVE

Ce même soir, je repartis pour Berditchew. Dès mon arrivée, je fis venir tous les commandants d'armée avec leurs chefs d'état-major à Podvolotchisk, point le plus central, pour m'entretenir avec eux du plan d'action pour l'été et leur donner les ordres nécessaires. Je suis en principe ennemi de tous les conseils de guerre. Je ne réunissais donc pas les commandants d'armée pour demander leur avis sur les possibilités ou le plan des opérations militaires; mais j'estimais très important, à la veille d'événements décisifs, de rassembler mes collaborateurs immédiats pour leur exposer moi-même mes décisions, dissiper tout malentendu, éclaircir les points qui leur paraîtraient obscurs ou incompréhensibles. Cela permet aux chefs, placés dans le voisinage l'un de l'autre de se mettre d'accord, et d'éviter des frottements et des dissentiments inévitables sans cela.

A ce conseil se trouvaient réunis : le général Kalédine, commandant la VIII[e] armée; le général Sakharow, commandant la XI[e] armée; le général Tcherbatchew, commandant la VIII[e] armée, et le général Krymow, en qualité de commandant de la IX[e] armée, parce que le général Letchitzki était encore malade. Je leur exposai la situation, et ma décision de passer irrémissiblement à l'offensive à la fin de mai. Là-dessus, Tcherbatchew dit que je le connaissais depuis longtemps et que je ne pouvais douter de son désir de passer le plus tôt possible à l'action, mais qu'actuellement il regardait une offensive

comme très risquée et peu désirable. Je lui répondis que j'avais réuni les commandants d'armée, non pour discuter si l'on ferait ou non une offensive, mais pour donner mes ordres en vue de la préparation de l'offensive définitivement décidée par moi. La seule question à examiner était de savoir quel rôle incomberait à chacune des armées dans cette offensive imminente, et de coordonner strictement leurs efforts. Je prévins que je n'admettrais aucune hésitation ni restriction de qui que ce soit, en aucun cas. J'exposai ensuite ma manière de voir sur le mode d'exécution de l'attaque, mode différant notablement de celui qui, à cette époque de la guerre et à l'exemple des Allemands, était regardé comme seul praticable pour la rupture du front ennemi en guerre de position.

Jusqu'au commencement de cette guerre, on avait regardé comme un axiome qu'une attaque de front, dans la guerre de campagne, était presque impossible en raison de la puissance du feu ; en tout cas, on estimait que les chocs frontaux entraînaient de grandes pertes et devaient donner peu de résultats, qu'il fallait chercher la décision du combat sur les flancs en fixant l'ennemi de front par le feu, concentrer les réserves sur un des flancs ou sur les deux, selon les circonstances, pour exécuter l'attaque, et en cas de plein succès, réaliser l'enveloppement. Or, quand la guerre de mouvement se fut transformée rapidement en guerre de position, et qu'en raison des armées de millions d'hommes, un front continu se fut établi d'une mer à l'autre, le mode d'action prévu se trouva inapplicable. Alors les Allemands, sous le nom de phalange ou diverses autres dénominations, passèrent à un mode d'offensive dans lequel l'attaque de front devrait remporter le succès, puisqu'il n'y avait plus de flanc chez aucun des adversaires, en raison du front continu. On réunissait une énorme masse d'artillerie de divers calibres, jusqu'à celui de 12 pouces inclusivement (1), et de fortes réserves d'infanterie qu'on concentrait dans le secteur de bataille choisi pour la rupture du front ennemi. La préparation d'une attaque de ce genre devait commencer par un feu extrêmement violent d'artillerie destiné à balayer les réseaux de fil de fer et à anéantir les ouvrages ennemis avec leurs défenseurs. Ensuite, l'attaque d'infanterie, appuyée par le feu de l'artil-

(1) Quarante-deux centimètres, calibre des fameux mortiers allemands.

lerie, était inévitablement couronnée de succès par la rupture du front et l'élargissement de cette rupture. L'adversaire était obligé de se retirer des secteurs même non attaqués. C'est ce mode d'action qui, en 1915, avait procuré un plein succès aux Austro-Allemands contre l'armée russe, nous rejetant au loin vers l'est et leur donnant la possibilité d'occuper près du quart de la Russie d'Europe en s'emparant d'environ 2 000 000 de prisonniers, de plusieurs forteresses et d'une inimaginable quantité de matériel de guerre de toute sorte.

Pour expliquer le succès extraordinaire de ce mode d'action, il convient de faire remarquer avec équité qu'en 1915, nos zones fortifiées étaient au-dessous de toute critique. Nous n'avions pris aucunes mesures de réaction appropriées, nous n'avions presque pas d'artillerie lourde, et enfin, ce qui est le plus grave de tout, nous n'avions plus de munitions. Dans les cas où l'on avait prévu les mesures de réaction nécessaires, la rupture du front, grâce au procédé indiqué ci-dessus, n'avait pas eu de succès. La cause en était que la préparation d'une rupture de ce genre ne peut pas échapper à la reconnaissance aérienne. L'arrivée de l'artillerie, l'énorme quantité de munitions à apporter, la concentration de troupes considérables, de magasins de l'intendance, etc..., exige beaucoup de temps, et il faut beaucoup d'habileté pour masquer tout cela. La préparation même de l'attaque, c'est-à-dire la mise en place d'artillerie de tous les calibres, au cours de laquelle chaque groupement d'artillerie reçoit une mission spéciale, et chaque genre d'artillerie sa tâche particulière, l'établissement des lignes téléphoniques et des observatoires, la construction des places d'armes et l'établissement des tranchées avancées à 200 ou 300 pas de l'ennemi, exige des travaux de terrassement énormes; pour tout cela, il ne faut pas moins de six à huit semaines. En conséquence, l'adversaire, ayant inévitablement discerné le point choisi pour le choc, aura pleine possibilité de réunir dans le secteur visé son artillerie et ses réserves, et de prendre toutes les mesures pour rendre le coup inefficace.

Sur chacun des fronts ouest et nord-ouest, on avait choisi un secteur du front ennemi, et on y avait déjà transporté tous les moyens matériels nécessaires pour une attaque ainsi conçue, et, au conseil de guerre du 1er-14 avril, le général

Alexéiew avait prévenu les commandants en chef, en particulier Evert, d'éviter la concentration prématurée des réserves, pour ne pas découvrir nos cartes à l'ennemi. A cela Evert avait répondu avec juste raison, qu'il était de toute façon impossible de cacher à l'ennemi le point de notre offensive, parce que les travaux de terrassement pour la préparation des places d'armes dévoilaient nos intentions.

Pour éviter ce grave inconvénient, j'ordonnai de préparer, non pas dans une seule armée, mais dans toutes les armées de mon front, un secteur d'attaque : les divers corps d'armée choisiraient chacun le leur, et dans tous on commencerait immédiatement les travaux d'approche vers l'ennemi. De cette manière, celui-ci verrait sur mon front des travaux de terrassement en vingt ou trente endroits, et les déserteurs eux-mêmes ne seraient en état de lui faire savoir qu'une chose, c'est que dans ce secteur se préparait une offensive. Ainsi l'ennemi serait privé de la possibilité de réunir au même point toutes ses forces et ne pourrait savoir où le choc principal lui serait porté. J'avais décidé de le faire à la VIII[e] armée dans la direction de Loutsk, et j'y dirigeai mes principales réserves et l'artillerie; mais les autres armées devaient chacune exécuter des attaques puissantes, bien que secondaires; enfin chaque corps d'armée devait réunir dans quelque partie de son secteur la plus grande quantité possible de son artillerie et de ses réserves pour attirer à soi, de la manière la plus vigoureuse, l'attention des troupes qui lui étaient opposées, et de les immobiliser devant lui. A la vérité, ce mode d'action avait son revers : il consistait en ce que je ne pouvais concentrer à l'endroit du choc principal la même quantité de troupes et d'artillerie qui s'y serait trouvée si, au lieu de plusieurs groupes offensifs, il y en avait eu un seul. Tout mode d'action a ses inconvénients, mais j'estimai qu'il fallait choisir celui-là, qui se trouvait le plus commode dans le cas donné, et ne pas imiter aveuglément les Allemands.

Tandis que j'exposais mes conceptions, mes collaborateurs, voyant combien je m'écartais de la routine ordinaire des attaques, étaient très émus. Kalédine déclara qu'il doutait du succès, et craignait que l'attaque principale qui lui était confiée n'eût peine à conduire aux résultats désirés, d'autant plus que l'ennemi s'était organisé d'une manière tout particulière-

ment solide dans la direction de Loutsk. Je lui répondis que je venais seulement de lui passer la VIII[e] armée, que j'y connaissais le front ennemi mieux que lui, et que j'avais à bon escient choisi cette direction pour le choc principal. J'ajoutai que, d'une manière générale, nous devions venir en aide au front ouest sur lequel on plaçait les plus grandes espérances, et que la VIII[e] armée, étant la plus proche de ce front, viendrait le plus facilement en aide à Evert. En outre, grâce au mouvement du IV[e] corps de cavalerie sur Manévitchi-Kovel, le long du chemin de fer et du groupe de choc de Loutsk, également sur Kovel, l'ennemi, en raison de la position des troupes, serait facilement pris dans une tenaille, et alors toutes ses troupes placées à Pinsk et plus au nord seraient forcées d'évacuer ces localités sans combat. Si pourtant la VIII[e] armée n'avait pas de succès, alors, quoique à regret, je reporterais mon choc principal plus au sud, en le confiant à Sakharow (XI[e] armée) dans la direction de Lvow.

Kalédine fut embarrassé. Évidemment, il ne désirait pas renoncer à jouer le rôle principal dans cette offensive, et il me dit qu'il n'avait décliné de porter le coup principal que pour éviter la responsabilité en cas d'échec, mais qu'il travaillerait de toutes ses forces à accomplir la tâche qui lui était confiée. Je lui expliquai alors qu'il pouvait facilement arriver qu'au lieu d'un choc important nous n'ayons qu'un petit succès ou même pas de succès du tout, mais que, l'ennemi étant attaqué par nous sur beaucoup de points, le grand succès pouvait être obtenu là où nous ne l'attendions pas; en ce cas, c'est là que je dirigerais mes réserves pour l'y exploiter au maximum. Cette déclaration encouragea et calma beaucoup les autres commandants d'armée. Je désignai le 10-23 mai comme terme de la préparation.

J'ajoutai qu'après mon avertissement téléphonique donné à cette date, il faudrait en une semaine être complètement prêts à passer à l'offensive décisive, que dans aucun cas je n'admettrais de restrictions ni de demande de délais, et que je priais qu'on s'en souvînt (1). Là-dessus la réunion prit fin.

(1) La percée commença le 24 mai-5 juin.

A ODESSA, AVEC LA FAMILLE IMPÉRIALE

Peu après le début de mai, je reçus avis d'Alexéiew que le Tsar avec la Tsarine et ses filles irait à Odessa pour y passer la revue d'une division serbe formée de prisonniers autrichiens slaves, et qu'il m'était prescrit de recevoir le commandant en chef suprême à Bender le 30 avril-13 mai. J'allai d'abord directement à Odessa pour faire connaissance avec la division serbe et avec les affaires de la circonscription militaire, parce que cette circonscription ne m'était pas connue du tout, tandis que je connaissais bien celle de Kiew. La division serbe comptait, si je me souviens bien, environ 10 000 hommes avec un grand nombre d'officiers, anciens Autrichiens ; elle avait bonne apparence et se plaignait seulement de l'absence d'artillerie. Le lendemain, je reçus le Tsar à Bender au débarcadère. Il y passa la revue de cette division d'infanterie nouvellement formée. La revue eut lieu selon la routine accoutumée, et le même jour le Tsar continua sur Odessa. Comme je devais l'y recevoir et que mon wagon ne pouvait pas être accroché au train impérial, le général Voïékow m'invita dans son compartiment.

Le Tsar était accompagné, comme dans tous ses voyages précédents, par le commandant du palais, Voïékow, le prince Dolgorouki remplissant les fonctions de maréchal de la Cour, le comte Grabbe commandant de l'escorte, et le capitaine de pavillon l'amiral Nilow. Tous ces personnages n'avaient rien de commun avec la guerre. J'étais étonné, à ce moment comme avant et encore maintenant, de ce que le Tsar, commandant en chef suprême, s'absentât pour longtemps de la Stavka. Il ne pouvait manifestement pas remplir pendant cette absence ses fonctions de généralissime. En outre, ne fût-ce qu'au point de vue du décorum, il aurait dû emmener dans ces absences quelque officier d'état-major intelligent pour lui rendre compte des affaires militaires. Son contact avec le front consistait seulement à recevoir chaque soir le résumé des comptes rendus des événements du front. En réalité, le Tsar s'ennuyait à la Stavka. Chaque jour à onze heures, il recevait le compte rendu du major général et du général quartier-maître sur la situation du front : à cela se bornait son commandement fictif des troupes. Tout le reste du temps, il n'avait rien à faire. C'est

pour cela, à mon avis, qu'il s'efforçait sans cesse de partir soit pour Tsarskoïé Sélo, soit pour le front, soit pour un point quelconque de la Russie sans but précis, uniquement pour tuer le temps. Dans le cas particulier, comme me l'expliquèrent ses familiers, ce voyage à Odessa et Sébastopol avait comme but principal de distraire sa famille qui s'ennuyait de rester toujours à Tsarskoïé Sélo. A Odessa, le Tsar fut accueilli par la population avec une bonne grâce extraordinaire, on peut même dire avec enthousiasme. Comment la pensée me fût-elle venue qu'avant un an il serait chassé du trône, et que tout ce peuple qui le recevait avec des « hourras » enthousiastes et en chantant le *Bojé, Tsara khrani* marcherait dans ces mêmes rues avec des drapeaux rouges et chanterait avec plus d'enthousiasme encore : « Debout, lève-toi, peuple des travailleurs. »

Pendant ces quelques journées, je pris mes repas à la table impériale entre deux grandes-duchesses, mais la Tsarine ne venait pas à table et mangeait isolément. Le second jour du séjour à Odessa, je fus invité à me rendre dans son wagon. Elle m'accueillit assez froidement et me demanda si j'étais prêt à passer à l'offensive. Je lui répondis que je ne l'étais pas encore complètement, mais que je comptais que, dans l'année, nous briserions l'ennemi. A cela, elle ne répondit rien et me demanda quand je comptais passer à l'offensive. Je lui exposai que je ne le savais pas encore, que cela dépendait de circonstances qui se modifient rapidement, et que des renseignements de ce genre sont tellement secrets que moi-même je ne m'en souvenais pas. Elle resta silencieuse un moment, me donna une petite image du miraculeux saint Nicolas, et sa dernière question fut pour savoir si les trains-magasins et les trains-bains étaient d'une utilité quelconque pour les troupes du front. Je lui répondis que ces trains étaient d'une utilité énorme, que sans ces magasins les blessés ne pourraient souvent pas être pansés en temps voulu, et qu'ils étaient ainsi sauvés de la mort. L'audience se termina là-dessus.

D'une manière générale, je dois reconnaître qu'elle me reçut assez sèchement et me congédia plus sèchement encore. C'est la dernière fois que je la vis. Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi la Tsarine avait si peu de sympathie pour moi. Il lui était pourtant aisé de voir que je travaillais sans relâche pour la patrie, et par suite en même temps pour la gloire de son

époux et de son fils. D'ailleurs je vivais loin de la Cour, si bien que je ne pouvais fournir aucun motif d'antipathie personnelle.

L'image de saint Nicolas, qu'elle me donna dans cette dernière entrevue, causa une chose étrange. La figure émaillée du saint s'effaça très vite et si complètement qu'il ne resta qu'une plaquette d'argent. Les gens superstitieux furent atterrés, et il y en eut même qui soupçonnèrent une volonté du saint de ne pas participer à cette bénédiction hypocrite. Je sais seulement que je n'avais mérité en rien le manque de sympathie de cette femme si malheureuse et si fatale à notre Russie. Ma femme s'était efforcée de toute son âme de l'aider dans les œuvres de bienfaisance et pour les magasins du front. Ces institutions atteignirent un grand développement grâce aux nombreux collaborateurs de ma femme qui travaillaient sans relâche. Aussi l'Impératrice lui envoya-t-elle, sans doute à contre-cœur, ses augustes remerciements.

Comme tout cela est pénible à se rappeler!

La revue des troupes se passa bien et il n'y eut aucun incident désagréable. De nature le Tsar était bienveillant et s'efforçait toujours de témoigner sa reconnaissance. D'Odessa toute la famille impériale partit pour Sébastopol qui ne se trouvait pas dans mon commandement. Je retournai donc à l'état-major du front.

LA PRÉPARATION

Je veux faire comprendre quel travail difficultueux et minutieux exige la préparation de l'attaque d'une position fortifiée de type moderne. J'exposerai donc ici brièvement ce que les armées du front sud-ouest avaient à réaliser en huit semaines pour attaquer l'ennemi avec succès.

Nous étions déjà familiarisés à l'avance par le service des renseignements et la reconnaissance aérienne avec le dispositif de l'adversaire et l'organisation de ses positions fortifiées. Les reconnaissances des troupes et la capture continue de prisonniers sur tout le front nous donnèrent la possibilité de fixer avec précision les corps ennemis se trouvant en face de nous sur la ligne de combat. Il en ressortit que les Allemands avaient retiré de notre front quelques-unes de leurs divisions pour les jeter sur le front français. De leur côté, les Autrichiens, confiants

dans la solide organisation de leurs positions, avaient également transporté quelques divisions sur le front italien, dans l'idée que nous n'étions plus aptes à l'offensive, et que, dans le courant de l'été, ils détruiraient l'armée italienne. Effectivement, au milieu de mai (1) ils passèrent sur le front italien à une offensive tout à fait décidée.

D'après les recoupements de tous les renseignements recueillis par nous, nous estimions avoir en face de nous, en fait d'Austro-Allemands, 450 000 baïonnettes et 30 000 sabres. La supériorité de l'ennemi sur nous consistait en ce que son artillerie était plus nombreuse, surtout l'artillerie lourde, et en outre il possédait une quantité de mitrailleuses incomparablement plus grande que nous. De plus, le service des renseignements nous fit connaître qu'il n'y avait presque pas de réserves sur les derrières de l'ennemi et qu'on ne lui amenait pas de renforts. De son côté, la reconnaissance aérienne photographait toutes les positions fortifiées de l'ennemi tant sur la ligne de combat que dans les arrières. Ces photographies étaient transformées en plan et reportées sur la carte; la photographie permettait de faire ce travail à l'échelle convenable. Je donnai l'ordre d'établir dans toutes les armées des plans à l'échelle de 1 pouce pour 250 *sajènes* (2) et d'y reporter exactement toutes les positions ennemies. Tous les officiers et les cadres subalternes furent pourvus de plans de ce genre de leur secteur. L'étude de ces plans montra que les positions ennemies étaient extrêmement renforcées. Sur tout le front, elles consistaient en trois bandes fortifiées situées à peu près de trois à cinq verstes l'une de l'autre. Chaque bande à son tour consistait en plusieurs lignes de tranchées, au moins trois, à une distance de 150 à 300 pas l'une de l'autre, selon la configuration du terrain. Toutes ces tranchées étaient à profil plein, plus haut que la taille d'un homme, et partout étaient construits en abondance des blindages solides, des abris, des trous de renard, des nids de mitrailleuses, des meurtrières, des visières et tout un système de nombreux boyaux pour communiquer avec l'arrière.

(1) L'offensive austro-hongroise en Italie commença le 15 mai. Elle progressa jusqu'à la ligne Asiago-Arsiero; mais dès la fin du mois on put constater que sa force d'impulsion était brisée.

(2) Cette échelle réduite en système décimal donne 1 : 20603, c'est-à-dire sensiblement 1 : 20000e.

Les tranchées étaient établies de telle manière que les accès des positions étaient battus par un feu croisé de fusils et de mitrailleuses. Les abris étaient construits selon toutes les régles, profondément enfoncés en terre, et ils protégeaient les gens non seulement des obus légers, mais des obus lourds. Ils avaient un plafond de deux rangs de poutres recouvert d'une couche de terre de 2 *verchoks* (1) et demi. Dans certains endroits, au lieu de poutres, il y avait des carapaces de béton armé de l'épaisseur convenable. Parfois ils étaient même installés avec confort : les parois et les plafonds étaient revêtus de planches, les sols étaient planchéiés ou de terre battue. La longueur des chambres était de douze pas et la largeur de six pas. Des fenêtres étaient munies de châssis vitrés là où c'était possible. Dans ces locaux on avait placé des poêles de fer et organisé des lits de camp et des étagères. Le personnel de commandement disposait d'appartements de trois ou quatre chambres avec cuisine, avec des planchers et des revêtements collés sur les parois.

Chaque bande fortifiée de la position ennemie était garnie complètement de fils de fer barbelés ; devant le front s'étendait un réseau de 19 à 21 rangs de piquets. Parfois il y avait plusieurs de ces réseaux à une distance de 20 à 50 pas l'un de l'autre. Certains étaient garnis de fils d'acier si épais que les cisailles ne les pouvaient couper. Dans quelques secteurs les réseaux étaient parcourus par un fort courant électrique alternatif à haute tension ; ailleurs des bombes étaient suspendues ; dans beaucoup d'endroits des fougasses automatiques avaient été disposées en avant du premier réseau. Dans l'ensemble, ces travaux de fortifications étaient étonnamment solides ; ils étaient le fruit de plus de neuf mois de travail ininterrompu.

Évidemment, des positions aussi solides ne pouvaient être traversées par nous. Tout cela m'était bien connu, et je comprenais parfaitement toute la difficulté de l'attaque. Mais j'étais persuadé de la complète possibilité d'une rupture du front, même dans des conditions aussi difficiles. J'ai déjà parlé plus haut d'un des principaux éléments du succès de l'attaque, la surprise : c'est pourquoi, j'avais ordonné de préparer des places d'armes non dans un unique secteur, mais sur tout le front de

(1) Le *verchok* vaut sensiblement quatre centimètres et demi.

toutes les armées qui m'étaient confiées, afin que l'adversaire ne pût deviner où il serait attaqué ni réunir des effectifs considérables pour s'y opposer. Chacun peut comprendre que les retranchements les plus solides, dépourvus d'une force vivante suffisante, ne peuvent repousser une attaque, et mon espérance principale de succès résidait dans l'affaiblissement des forces ennemies sur mon front. Chaque armée, proportionnellement à ses moyens, devait choisir chez elle le secteur convenable pour percer le front de la position ennemie.

Les armées, en tenant compte des résultats des reconnaissances générales et de toutes les données réunies, choisirent chacune des secteurs de percée et me les soumirent. Quand ils eurent reçu mon approbation, et que les points fixés pour les premiers coups eurent été arrêtés, on commença avec ardeur le travail de la préparation minutieuse de l'attaque. Les troupes destinées à la percée du front ennemi furent amenées en secret dans ces secteurs. Afin que l'adversaire ne pût deviner à temps nos intentions, les troupes furent installées à l'arrière, en deçà de la ligne de combat; mais leurs chefs de tout grade, munis de plans à 1 pouce pour 250 *sajènes* (1), portant le dispositif détaillé de l'ennemi, étaient constamment à l'avant et étudiaient avec soin le secteur où ils auraient à agir, se familiarisaient personnellement avec la première ligne des retranchements ennemis, en étudiaient les accès, choisissaient les positions d'artillerie, établissaient les observatoires, etc...

Les corps d'infanterie, bien longtemps avant l'attaque, avaient commencé des approches vers l'ennemi au moyen de travaux de terrassement exécutés de la manière suivante : on poussait en avant, de nuit, des boyaux de communication de 100 ou 200 pas en avant et on établissait des tranchées qu'on couvrait de chevaux de frise munis de fil barbelé. De cette manière, dans les secteurs choisis, nos tranchées, se rapprochant progressivement de l'adversaire, étaient portées en avant jusqu'à se trouver à 200 ou 300 pas de lui, selon le terrain. Pour la commodité de l'attaque et pour pouvoir placer les réserves à l'abri dans ces places d'armes de départ en vue du combat, on construisit plusieurs lignes de tranchées paral-

(1) Sensiblement l'échelle de 1 : 20 000e (voir note, p. 388).

lèles réunies entre elles par des boyaux de communication. Quelques jours seulement avant le commencement de l'offensive, les troupes destinées à la première attaque furent amenées de nuit et sans être vues sur la ligne de combat, et l'artillerie mise en position, bien masquée sur les positions choisies d'où on exécuta un réglage précis sur les buts prescrits. Un grand soin fut apporté à une liaison étroite et ininterrompue entre l'infanterie et l'artillerie.

Pendant cette préparation à l'offensive qui exigeait des travaux minutieux et pénibles, moi-même, mon chef d'état-major, le général Klembovski, et quelques autres officiers d'état-major général ou de l'état-major du front, nous allions vérifier les travaux et les renseignements obtenus sur l'ennemi. Je ne puis pas ne pas mentionner ici deux de mes jeunes collaborateurs et compagnons d'armes dévoués : le général quartier-maître Doukhonine, qui périt plus tard si tragiquement, et le chef plein de talent de mon artillerie, le général Delwig. Je dois ajouter que, depuis le début de la campagne, j'avais auprès de moi, comme directeur du génie, l'ingénieur militaire bien connu Vélitchko. Il me fut d'un grand secours par ses prescriptions et ses conseils. A l'époque de la malheureuse guerre avec le Japon, beaucoup de gens lui avaient reproché la construction d'un nombre anormal de positions fortifiées qu'on n'eut même pas à défendre. Cette accusation est étrange. Il les avait construites, et fort bien, là où le haut-commandement le lui avait prescrit. Si, ensuite, les troupes, sur les ordres de ce même haut-commandement, ne les ont pas défendues et les ont abandonnées avant le combat, il me semble injuste d'en accuser les ingénieurs que cette partie du commandement ne regarde pas.

De leur côté, les commandants d'armée et les chefs de tout grade vérifiaient avec zèle et étudiaient les travaux exécutés.

Le 23 mai, nos préparatifs d'attaque étaient terminés..

GÉNÉRAL BROUSSILOW.

(*A suivre.*)

EN BÉARN

Debout! dormeurs. C'est l'heure. Debout! La brume commence à se retirer. Sur les bords de l'immense cuvette qu'elle remplit et d'où elle déborde, des flocons, de ci, de là, s'en détachent, découvrant les sommets des coteaux lointains. Les trésors de la vallée merveilleuse surgissent un à un des profondeurs de la couche d'ouate qui protégeait leur sommeil. L'épaisse nuée blanchâtre qui enveloppait tout s'amincit, se disperse, quitte peu à peu la place, sous le harcèlement de l'astre qui monte. C'est un clocher, quelques toits, quelques cimes d'arbres; c'est bientôt des villages, des bois et des champs entiers qu'elle abandonne et qu'elle nous livre en fuyant. Le soleil, plus fort, presse sa retraite. Vainement essaie-t-elle de résister à la marche victorieuse du jour, et confie-t-elle sa suprême défense à de diaphanes lambeaux d'elle-même qu'elle laisse accrochés à l'ombre de quelque roche, aux berges cachées de quelque ruisseau; tels des éléments de troupes légères que leur fugacité déroberait à l'irrésistible poussée d'un ennemi triomphant, tandis que le gros détale. Ces dernières vapeurs, la lumière les irise et les décompose en se jouant. Soudain, à travers l'atmosphère complètement dégagée, un flot de rayons se précipite, semblable à un retentissant appel de trompette lancé du ciel.

C'est le signal. Tout reparaît, tout renaît. Tout reprend sa place, on dirait presque sa place éternelle : les beaux villages qui se déploient dans cette campagne et qui lui donnent son air de richesse; les fermes isolées sur les collines ou parmi les

arbres, bâtiments de vaste carrure, percés d'étroites fenêtres et surmontés de grands toits déclives en tuiles brunes ou rouges; les bois et les boqueteaux de chênes trapus grimpant en vagues pressées, comme une innombrable et sombre cavalerie, au flanc des hauteurs qui cernent de toutes parts la vallée et de celles qui s'avancent en éperons dans la plaine; au delà de ces premières hauteurs, d'autres hauteurs, rangées en cercles et étagées en gradins, dont on entrevoit les lointaines cimes, couvertes d'une chevelure de forêts que baigne l'aurore; au milieu ou aux confins de la plaine, les flots scintillants du gave sinueux, du gave Protée, tantôt torrent écumant, tantôt large nappe fluviale, ici formant un unique cours, là partagé en multiples bras qui se réunissent et se séparent, s'enlacent et se disjoignent capricieusement; le long du gave ou dans ses eaux mêmes, et y formant des îles et des archipels, les saulaies, ou, comme on dit ici les *saligues*, bandes de pâle terre friable, cachées sous une vaporeuse végétation arborescente où dominent le saule, le tremble et le peuplier, et qui marie aux mobiles feux du torrent, à l'azur du ciel, les teintes argentées et vermeilles de ses onduleux branchages; enfin, traversant en ligne droite toute la région, le sillon clair de la grande route où s'élancent déjà, mouches folles, ivres de leur propre trépidation, les noires autos. Et là-bas, s'avançant à peine visible encore, la fumée du premier train du matin, convoi débonnaire en comparaison de ces insolentes coureuses, qui m'enleva jadis de ce pays où je suis né et où a coulé mon enfance, mais en y laissant toutefois une partie de mon âme qui devait y rester toujours.

Tel est le spectacle qui me fait accueil à l'aube de cette journée d'été. Il lui manque une partie de sa gloire, la chaîne des Pyrénées, qu'on ne peut voir en cette saison trop chaude, mais qui, pendant neuf mois de l'année, lui servent de fond et semblent l'amplifier, le relever jusqu'aux cieux. Temporairement privé de cette sublime couronne, s'il perd en grandeur, il ne perd pas en douceur. Quelle intime joie de le retrouver! Quoique je le connaisse depuis que je connais mon propre être, combien il m'est nouveau chaque fois! Tout ce qui le compose, tout ce que les sèves de la nature et les mains de l'homme ont fait surgir sur cette étendue où la vie déborde m'est familier, et j'en sais la place. Et ces lointaines maisons, dont la solitude

a l'air de recéler un mystère, n'ont-elles pas des yeux pour me regarder?

La vue de cet ensemble, que je domine du haut de ma rustique terrasse, dilate mon cœur, exalte mes forces vitales, décuple en moi le sentiment d'exister : « O terre, s'écrie le vieux Faust, s'éveillant sur quelque sommet du Harz ou de la Thuringe, ô terre, cette nuit encore, tu as tenu ferme sur tes gonds; et te voici qui, ranimée par la nocturne fraîcheur, respires à mes pieds. » Ces mots, je te les redis, ô terre qui m'entoures, ô terre natale. Je te les redis dans une effusion de tendresse et une étreinte d'amour, ô terre chérie, à jamais pleurée de ceux de tes enfants qui t'ont dû quitter, et dont la nostalgie a fait un exil de tous les lieux que j'ai habités depuis le jour qui me prit à toi ; terre où mes parents ont passé leur vie, et les parents de mes parents, générations innombrables, mais que cette filiation vénérée a moins faite mienne que la fervente passion avec laquelle ma vingtième année associait à tes aspects tous ses rêves ; terre douce et forte, gracieuse et sévère, enchanteresse et puissante, Béarn, patrie!

Mais ce n'est pas l'heure de méditer. Mes dormeurs, à l'abri de leurs volets clos, ne sont pas avertis que c'est déjà le plein jour. Il a été décidé qu'on partirait de bonne heure. Allons! quelques cailloux dans les contrevents pour le leur rappeler sans façons. Et ce vieux cor, témoin rouillé de ma jeunesse que la musique de Wagner enivrait, ce cor que je m'étais procuré pour lancer aux échos d'ici l'appel de Siegfried, ne peut-il pas encore servir, bien que je n'aie plus, pour en sonner, les pectoraux de Siegfried? On m'entend ; les fenêtres s'ouvrent. Hâte-toi, jeunesse! Je t'offre une randonnée dans le pays de Béarn. Tu en paieras le plaisir en entendant mes longs bavardages, en me laissant dérouler, pour mon contentement, si ce n'est pas pour le tien, quelques-uns de mes souvenirs, de ceux de ma nourrice et de ma grand mère sur les magiques lieux que nous allons traverser.

Toi, chauffeur, pas de vitesse! Tu souris, ou tu réprimes un sourire, en voyant venir mon propos, bien connu, d'ancêtre : que quatre-vingts pour cent des accidents arrivent par

la vitesse. Qu'y faire? C'est la vérité. Mais puisque la vérité, même celle qui sauve tes os, semble plate à ta présomption, laisse-moi la relever d'un certain piquant socratique, et te faire observer qu'en automobile l'excessive rapidité de l'allure dénote ordinairement l'extrême lenteur de l'esprit, de même qu'en musique jouer fortissimo tout le temps donne bien moins de peine que de nuancer. Ces limousines qui, par cette saison fortunée des casinos et palaces pyrénéens, sillonnent nos grandes routes, où elles ne condescendent pas à faire moins que le cent à l'heure, au prix d'un juste tribut payé à la carbonisation et au capotage, qu'est-ce qui détermine leurs occupants à aller si vite? Rien d'humain; mais le fait seul que leur voiture le peut. Leur voiture décide pour eux. Un sophiste grec en conclurait qu'ils sont en cela voitures eux-mêmes plus que voiturés. Soyons des touristes plus conscients. Les modestes vertus de notre vieux tacot de famille nous invitent à la sagesse. Et comment injurier de ce train de fous le divin paysage que nous abordons, cette merveilleuse entrée du jardin béarnais que nous offre le pont d'Argagnon où nous voici parvenus, et que je t'invite, chauffeur, à traverser piano, piano, non seulement pour que nous jouissions à loisir du charme des choses environnantes, mais parce que le pont n'est peut-être pas très solide, et qu'il est préférable que nous ne soyons pas ceux sous lesquels il s'écroulera?

Nous sommes descendus des sévères contreforts qui s'adossent, d'une part à l'antique route du Pont-long, passage des armées romaines, boulevard extérieur de notre Béarn, d'autre part aux coteaux où s'élève la ville d'Orthez, qui en forme la porte. Nous avons atteint l'Eden des plaines du gave, et nous le surprenons dans la beauté de sa fraîcheur matinale. Un jeune ciel d'été, qui, dans deux ou trois heures d'ici, écrasera toute la campagne de ses feux durs, lui dispense encore sa vivifiante lumière légère. Il se réfléchit aux eaux vives du gave, calme et étale aujourd'hui; il en irradie, jusqu'aux cailloux du fond, la transparence si pure, et y décèle parfois le saut de la truite; il dore et argente délicatement les verdures sans poids de la saulaie riveraine, que d'imperceptibles souffles balancent; au loin, il colore les collines et fait briller les villages; il excite le travailleur des champs à lancer dans l'espace sa mélopée montagnarde. Délicieux tableau qu'on

devrait se lever assez tôt pour contempler tous les jours en cette saison. Quel bon remède préventif contre les idées pessimistes ! La journée aura beau, par la suite, se montrer maussade et nous ménager de pénibles impressions. Comment la trouver vraiment mauvaise et lui croire de la malice, quand on a commencé par en recevoir une telle délectation et qu'on l'a connue si jolie ? Comment ne pas la sentir légère, quand on en a été ainsi ranimé ?

Mais voici mieux que des beautés de nature. Cette place de village, plantée de chênes, ces fermes, cette vieille auberge, ce grand bâtiment, mairie et maison d'école, dont elle est bordée, cette belle route qui la coupe, et qui sert au village de rue principale, de *carrère*, comme nous disons en béarnais, tout cela me touche plus intimement, et, s'il a moins de charme aux yeux, en a bien plus pour mon cœur que l'immense bouquet fleuri du gave et de ses saulaies, s'épanouissant sous le soleil du matin. Ce charme, enfants, je désire vous le confier, vous dire à quels souvenirs il tient, afin qu'il ne meure pas entièrement avec moi, afin qu'il en subsiste quelque sentiment après que j'aurai quitté ce monde, afin que je ne sois pas privé de sépulture morale par votre indifférence innocente à ce qui me fut le plus cher. L'ayant appris de moi, quand vous passerez par ici, vous ne vous arrêterez pas, comme je désire que nous le fassions maintenant. Au moins, vous ralentirez. Si vous étiez en train de rire, votre rire cessera pour quelques instants. Si votre conversation était bruyante et vos propos vifs, vous les modérerez comme fait Œdipe, quand Antigone lui rappelle qu'il passe par un lieu sacré, hanté de mystérieuses puissances. Celui-ci, où flottera encore l'âme d'une âme qui vous aura tant chéris, aura quelque chose de sacré pour vous. C'est Maslacq.

Ceci se passait en l'année 1831 ou 1832. Un jeudi sans doute ; l'école vaquait. Et ce devait être la belle saison, car M. l'instituteur se reposait au seuil de sa porte. En dehors du fait que je vais vous dire, je ne sais de cet instituteur qu'une chose : c'est que, si ses collègues lui ressemblaient comme pédagogues, je ne dois pas m'étonner de l'exquise politesse que mon enfance a connue aux vieilles générations paysannes

de ce pays-ci. Au moment où ses élèves quittaient la classe pour se répandre aux quatre coins du village et aux chemins des hameaux, il ne manquait pas de leur répéter ce précepte de courtoisie prononcé de l'accent le plus béarnais, et même traduit un peu trop littéralement du béarnais, où le verbe *parler* s'emploie comme transitif : « Mes enfants, salu*és* et parl*és* toute*s* les personne*s* que vous rencontrer*ès*. » Recommandation reçue avec le plus grand sérieux et observée le plus gentiment du monde, qui habituait ces enfants à respecter l'âge, et à égayer en toute circonstance d'un mot gracieux les rapports sociaux.

Assis devant sa porte, M. l'instituteur vit venir vers lui un paysan, suivi de son char à bœufs, qu'il conduisait, l'aiguillade en main, en liant sa marche à la marche lente de ses deux bêtes. C'était un homme de quarante à cinquante ans, au visage rasé, à l'expression de dignité grave, habituelle aux paysans béarnais de cet âge, à ceux-là du moins qui possèdent maison et terre au soleil, et à qui la triste nécessité de travailler à la journée chez les autres n'inflige pas le pli de l'humilité ni la contrainte d'un sourire officieux. Il l'interpella :

— Hé! Camptort! Je suis content de te voir. J'ai quelque chose à te dire.

Le paysan ne s'appelait pas Camptort. C'était le nom de sa terre. Dans la campagne béarnaise, à qui cet usage n'est pas spécial, si je ne me trompe, entre nos provinces méridionales, les hommes sont beaucoup plus fréquemment connus sous le nom traditionnel de leur terre que sous leur nom personnel. Chaque domaine a une appellation fort ancienne que la population lui conserve et qu'elle applique à ses tenanciers successifs, dont peu lui chaut l'état civil véritable, si bien que j'ai connu des paysans illettrés qui avaient cru pendant toute leur enfance s'appeler comme leur maison, et auxquels il avait fallu le tirage au sort ou les formalités du mariage pour découvrir leur nom vrai, que tous ne se privaient pas d'oublier ensuite. Celui que l'instituteur de Maslacq hélait au passage était le maître d'un domaine nommé Camptort, sis dans la commune à trois kilomètres en amont du bourg, et qui malheureusement payait plus de mine qu'il ne valait. Couronnant le sommet le plus élevé d'une ligne de coteaux qui borde au sud la vallée du Gave, il offrait un point de vue magnifique, d'où, par

temps clair, les dimanches et jours de fête, la maisonnée trouvait son plaisir à chercher des yeux les clochers de Pau, à huit lieues de là. Les constructions de la ferme, entourant une vaste cour, avaient grand air et semblaient annoncer du bien. A la vérité, l'aisance ne régnait pas à Camptort. Sur une terre aussi maigre que celle de ses coteaux secs, il aurait fallu une ferme bien plus étendue pour nourrir des bouches aussi nombreuses. Le maître avait sept enfants. Trop grand seigneur en son resserrement pour les placer comme domestiques, il s'était avisé de compléter l'insuffisant revenu de sa propriété par une entreprise de charrois. Tandis que son cadet, demeuré à la maison sans se marier, assurait habituellement les soins de culture, lui passait sa vie sur les routes qui joignent Orthez, Oloron et Pau, transportant à petites journées, d'une ville à l'autre, les marchandises qu'on lui confiait.

— Je voulais te parler, Camptort. Tu as un enfant intelligent. Il faut en faire quelque chose...

Si le bonhomme se fût trouvé plus à l'aise dans ses affaires, cette nouvelle aurait flatté son orgueil. Rongé comme il l'était, elle détendit son souci. Ce que ces mots lui représentèrent, ce n'est pas que l'enfant dont il entendait l'éloge pût parvenir un jour à une destinée élevée, mais qu'il était déjà apte à gagner sa vie à la ville, comme commis ou comptable. Telle était bien l'idée de l'instituteur. L'enfant possédait une excellente écriture; il mettait l'orthographe; en arithmétique, il savait tout, c'est-à-dire les quatre règles. Nul doute qu'un notaire ou un avoué, qui consentirait à l'engager comme clerc, ne le retînt comme une recrue excellente pour son étude.

Il ne fallait pas chercher loin. Lagor possédait un notaire, Me Mirail; Lagor, gros bourg, chef-lieu du canton, situé à une lieue de Camptort. L'enfant fut agréé par Me Mirail. Cette circonstance décida de sa vie.

L'étude de Me Mirail était une de ces petites études de campagne où des dossiers clairsemés moisissent sous une antique poussière, où un acte à passer constitue un événement. Les minutes que notre petit clerc avait à transcrire ne l'absorbaient pas à ce point que, dans ce milieu nouveau, son esprit ne pût travailler et faire des découvertes. Le notaire s'absentait souvent. La chasse, la visite de ses propriétés, les marchés, les dîners, parfois l'appel d'une personne impotente qui le mandait

auprès d'elle pour faire son testament, autant de motifs qui l'attiraient sans cesse hors de chez lui. L'enfant observa qu'à peine était-il parti, son voisin, le greffier de la justice de paix, beau garçon qui passait pour faire des vers, trouvait un prétexte pour venir le demander, et qu'il en profitait pour converser avec son épouse. Le salon était situé au-dessus de l'étude. Il en entendait venir des sons de guitare, des bribes de romances, murmurées à deux voix. C'est ainsi qu'il s'initiait à la science de la vie et des situations humaines beaucoup mieux qu'il n'eût pu le faire s'il était demeuré à Camptort à garder les vaches.

Sa plus forte impression, il la reçut d'un volume dont la présence dans l'étude, où il le trouva qui traînait, se fût expliquée difficilement, Me Mirail n'ayant aucune curiosité littéraire : les *Confessions* de Jean-Jacques. Le seul livre qu'eût vu encore l'enfant, outre son abécédaire, c'était l'*Histoire des Quatre fils Aymon*, que son parrain lui avait rapportée un jour du marché d'Orthez, où on la vendait pour deux sous. Ce livre, imprimé en têtes de clous, sur d'affreux papier, et orné d'une gravure coloriée fort grossièrement qui en représentait les héros, il l'avait lu et relu dix fois. Mais le plaisir qu'il prit à la lecture des *Confessions* fut quelque chose d'inouï, la révélation de délices insoupçonnées. Il ne pouvait les quitter. Le samedi soir, comme il revenait chez ses parents pour y passer le dimanche, il les emportait dans son petit paquet de linge. Il s'y replongeait tout le jour, loin des regards de ses frères et sœurs. Ceux-ci auraient trouvé juste qu'il les aidât à sortir et rentrer les bêtes et à leur donner à manger, puisqu'il était là. Ce n'était pas l'avis du père : « Laissez-le, disait-il, il étudie. »

Qu'est-ce donc qui, dans ces récits immortels, pouvait bien enchanter ce petit paysan, d'une parfaite ignorance? Exactement ce à quoi un enfant ordinaire eût été le plus insensible, ce que beaucoup de bacheliers et d'hommes instruits n'arrivent jamais à sentir, ce dont lui-même n'aurait absolument pas compris le nom, si quelqu'un l'eût prononcé devant lui : la beauté du style.

Initié aux choses de la nature, comme tous les jeunes campagnards de son âge, mais étranger à toute notion des perversités humaines, ce n'était certes pas ce qui est immoral dans les confidences du plus morbide des grands poètes qui le séduisait, comme il a pu séduire, hélas! tant de collégiens. Ces

parties troubles et malsaines des *Confessions* n'arrêtaient pas l'attention d'un jeune être tout à fait sain. Mais une certaine impression générale, formée par la noblesse et la magnifique dignité des paroles, par la douceur et la grandeur des images, par la cadence et l'harmonie des périodes, par l'allure et la majesté des sentences, le saisissait comme une magie. Et surtout quelque chose de plus profond que cela, et d'où jaillissaient, aussi riches et aussi chaudes que les couleurs d'un beau ciel d'automne, toutes ces merveilles et somptuosités d'expression : un sentiment pathétique de la condition morale de l'homme individuel aux prises avec le destin et avec la société, le soulèvement passionné d'une âme qui en appelle sans cesse à Dieu et à la justice. Voilà ce dont l'enfant illettré ne pouvait avoir qu'une perception confuse et un bien timide pressentiment, quoiqu'il en fût remué. Aussi sa simplicité était-elle comme une grâce d'état qui lui faisait prendre les choses dans le plus beau sens.

Elle empêchait qu'il ne discernât chez Rousseau ce dont on lui a si souvent fait grief : cette exorbitante préoccupation de sa propre personne, cette hypertrophie du moi, et tout ce qu'une telle disposition mêle de trouble et suspect à de pathétiques élans religieux, à des déclarations morales si éloquentes. A plus forte raison, notre naïf lecteur était-il préservé de s'y plaire. Le fruit, partiellement contaminé, qu'il goûtait avec tant de joie, il l'assainissait en le dévorant. Rousseau lui était tombé sous la main. Rousseau avait été sa première lecture par pur hasard. D'instinct, il avait senti la poésie de Rousseau par le côté élevé, et non par le bas. Ne fallait-il pas pour cela que lui-même fût né poète?

Chose touchante ! La vie allait l'élever socialement, dans la ligne même par où il l'avait abordée et le hausser à l'état bourgeois en faisant de lui ce qui est le plus éloigné d'un poète : un tabellion. Mais, chez ce tabellion, le poète ne devait pas mourir jeune. Il survécut jusqu'aux derniers jours, qui furent tardifs. Sa sensibilité aux authentiques merveilles de la poésie et de l'éloquence ne s'étiola pas, quoiqu'elle ne fût favorisée par aucune étude classique, par aucune autre culture littéraire que celle qu'il se donnait sans ordre à lui-même, et au hasard des livres qu'il rencontrait. Elle fit le meilleur ménage du monde avec une science de procédure réputée dans tout le Béarn

et bien au delà. Il avait dépassé quatre-vingts ans, qu'il aimait réciter encore, en en faisant sentir le coloris et le nombre, les plus belles phrases des *Confessions* qu'il n'avait cessé de relire. Et moi, aujourd'hui que depuis longtemps il n'est plus, ces phrases n'effleurent point ma mémoire sans que se mouillent mes yeux. Car le petit paysan de Maslacq, le sauteruisseau de Me Mirail, c'était mon cher père, à son entrée dans la vie.

Une vingtaine d'années plus tard, devenu principal clerc d'avoué dans l'une des villes béarnaises, il possédait de jolies économies qu'il avait gagnées sou à sou, en ajoutant à sa besogne normale de clerc des travaux de surcroît pour toute la gent judiciaire de la région. Il s'était donné la joie de libérer de toute hypothèque le bien paternel et de l'arrondir de quelques prairies. Il avait pu passer un an auprès de la Faculté de Droit de Toulouse, afin d'y acquérir le brevet de capacité juridique, requis pour la profession d'avoué. Son patron, Me X..., voyait dans cet homme de valeur son successeur désigné, plus que cela, son gendre. Désireux de se retirer à la campagne, il méditait de donner en dot à sa fille unique son étude avec sa maison de ville et de la marier à son clerc. Or l'étude était excellente, la maison confortable, la fille belle personne, et la famille de si bonne bourgeoisie que c'eût été grand honneur pour un paysan d'y entrer. Malheureusement pour les plans de Me X..., l'étude était sise dans la maison. La porte du bureau où mon père travaillait s'ouvrait quelquefois, laissant passer des éclats de voix qui ne présageaient pas chez la demoiselle un caractère destiné à charmer la vie d'un époux. L'âpre désir qu'il éprouvait de l'étude et de la maison n'allait pas au point qu'il consentît à les payer d'un tel prix, au lieu que, dans la pensée du patron, les trois choses étaient inséparables ; il fallait prendre le tout ou rien. Moyennant beaucoup de patience et d'insinuation, mon père finit par le décider à lotir. Et sans doute, dut-il payer étude et maison un peu plus cher qu'elles ne valaient. Comme femme, il trouva mieux.

Ce qui m'émeut le plus dans le souvenir tendre et déchirant que je conserve de lui, c'est qu'exerçant une profession qui le mettait sans cesse en commerce avec les férocités de la cupidité et de l'avarice, il ait gardé intacte la fleur de son âme, il soit demeuré, sous les cheveux gris, l'adolescent que les

Confessions enchantaient et qui leur communiquait sa candeur native. L'argent, dont il savait pratiquement la valeur, tant il avait eu de mal à sortir de la pauvreté par ses seuls efforts, ne comptait pas à ses yeux. Il n'avait d'estime que pour les biens de l'esprit. Son regret de ceux dont son défaut d'instruction le privait était émouvant. La haute culture, les belles connaissances qu'il ne possédait pas, mais entrevoyait, s'auréolaient de gloire dans sa pensée. La tristesse de n'avoir pu boire à cette coupe sacrée le rendait modeste devant le moindre pédant muni de diplômes.

Il ne se doutait pas que la grâce et la noblesse du désir qui le dévorait avaient plus de mérite que la possession elle-même et prêtaient à sa nature un bien plus grand et plus doux attrait. Il ne soupçonnait pas davantage que les idées qu'il se formait des héros de l'antiquité, d'après les seules *Vies de Plutarque*, fussent plus vraies que celles d'un érudit et d'un philologue, versé dans les textes et la critique des documents, mais dépourvu d'imagination et médiocre de cœur.

Les a-t-il assez lues, les *Vies de Plutarque* ! Elles faisaient partie d'une petite bibliothèque de volumes in-8° qui s'empilaient sur un placard en encoignure dans notre salle à manger, et qu'il retrouvait le soir après son dîner, quand, ayant pris l'air et fumé son cigare d'un sou dans les allées de la ville, il consacrait une ou deux heures à la lecture, avant de s'aller coucher. C'était, outre Plutarque, la *Bible* de Lemaître de Sacy, l'*Histoire de France* d'Anquetil, les Œuvres de Cicéron, en français naturellement, une partie de Corneille. Je n'ai jamais vu qu'il lût autre chose. Il prenait un de ces volumes au hasard, l'ouvrait au hasard. Ses appréciations sur les récits de la Bible étaient d'une liberté singulière. Je crois qu'à une époque antérieure à mes souvenirs, il avait passablement lu Voltaire dont il possédait les ouvrages. Ma pieuse mère l'ayant un jour prié de les mettre au feu, il ne s'y était pas résolu et avait imaginé comme moyen terme de les reléguer au grenier. Cela ne l'empêchait pas d'aimer tendrement la religion catholique, d'avoir pour ses représentants la déférence la plus nuancée, d'en suivre fidèlement les cérémonies. Je crois que cet amour était comme un épanouissement de son exquise bonté pour les hommes. Il disait qu'il n'y avait pour eux rien de plus bienfaisant que la religion. Ces jugements libres s'appliquaient

d'ailleurs à l'Ancien Testament, qu'il savait par cœur, bien plus qu'au Nouveau, qu'il ne pratiquait guère.

Je n'ai jamais pu le déterminer à lire un roman moderne. Ceux qu'il commençait, il les rejetait. Sans le déclarer, ce qu'il eût trouvé bien présomptueux d'un ignorant comme lui, il n'en faisait aucun cas. De hautes sentences morales, mêlées à des narrations historiques et à l'exposé des grands intérêts civils, voilà ce qui lui plaisait. C'était la seule application de la littérature qu'il acceptât. Ces subtiles analyses psychologiques de l'amour qui ont pris tant de place chez les écrivains modernes, l'exaspéraient. Je l'ai vu repousser avec colère après la trentième page un livre fameux d'un romancier qui s'est rendu légitimement célèbre en ce genre. Ce n'est pas qu'il méconnût le rôle de l'amour dans la destinée et dans les luttes des hommes. Bien au contraire! Mais comparativement à ce qu'un tel rôle a de tragique et terrible, en général de secret, dans tous les cas de très simple, il trouvait à ces choses littéraires je ne sais quoi de mièvre et de sot. C'était un point de vue. Je ne prétends pas qu'il fût juste. Il peint l'homme.

D'un homme qui avait eu un si rude chemin à faire, on pourrait croire que les vertus dont il devait le moins pardonner le manque à son fils, c'était celles qui lui avaient été à lui-même de première nécessité. Mais la grandeur de son cœur lui fournissait des lumières, enviables à de plus expérimentés et de plus savants. Comme je venais de quitter le collège, un certain démon d'insouciance et de fantaisie s'empara de moi. Je ne me décidais pas au choix d'une profession. Quand j'en avais choisi une, je ne pouvais m'y tenir. Cette inconstance inquiétait justement ma mère et mes proches. Ils me voyaient gâcher ma carrière et n'avaient point tout à fait tort en cela. Certes, les amateurs ne trouvaient pas grâce auprès de mon père. Quand un de ses clercs, dont il était adoré, avait péché par inattention et déshonoré de quelque erreur une feuille de papier timbré, il levait d'un geste dramatique la pièce au ciel en s'écriant de tous ses poumons : « Ah! le coquin! il mourra sur la paille! » Il me défendait, pourtant, par conviction, et non par faiblesse. Sans doute, discernait-il sous ces caprices et inconstances de la vie pratique, une vie d'esprit suivie et ardente tout au contraire, uniquement attentive à son progrès propre, quêtant en tous sens et avec passion son aliment, son

excitation et sa joie, et qui devait un jour porter fruit.

Il ne m'appartient pas de juger si cette instinctive prévision s'est réalisée, de me demander si elle se réalisera. Étant donné le sujet que j'étais, elle était plus sage, en tout cas, que les anxiétés de la sagesse bourgeoise. Mon père ne développait point son idée. Quand on lui faisait mon procès et qu'on lui montrait le péril, il posait en souriant sa main sur ma tête, et, se servant d'un terme de son métier où il enfermait un monde de tendresses et de finesses, il prononçait d'une voix aussi douce que péremptoire :

— Je le cautionne.

La suite de notre trajet nous mène précisément à Lagor. Quelle route dure! Quelles pentes roides! Quelle âpre chaussée! Brave cycliste qui refuses de capituler devant de pareilles côtes, ta bécane zigzague comme un ivrogne, tu es écarlate ! C'est ici le second aspect du Béarn. L'un est celui des basses vallées, riantes et riches, où s'étale le gave roi, qui, au fort de l'hiver, gronde et se déchaîne, pour se retrouver pacifique et serein aux beaux temps d'été. L'autre nous est offert par les coteaux sévères, à demi sauvages, qui se déploient entre ces vallées et qui constituent les derniers et les plus bas contreforts de la chaîne pyrénéenne expirante.

La voie pierreuse que nous suivons, montant et dévalant tour à tour, à la façon des montagnes russes, court sur le front nord du massif qui sépare la vallée du gave d'Oloron et la vallée du gave de Pau. Parcourons-la jusqu'à ce bourg de Lagor, de mémoire sainte pour moi, que nous allons trouver à l'avancée extrême de ces hauteurs, et dominant la plaine comme une proue. Là nous cesserons de rouler dans le sens du gave, et nous nous engagerons en ce labyrinthe touffu de collines et de hauts vallons, aux replis desquels s'abritent Monein, Vielleségure, Lahourcade, Sauvelade, Luc-de-Béarn, dont les noms évoquent aux oreilles des bons Béarnais, soit la modeste gloire des maigres antiquités médiévales de leur pays, soit celle, encore bien vivante, de leurs meilleurs vins.

Entre tant de souvenirs que ces lieux réveillent, il en est un, singulier, et d'une couleur qui contraste avec la couleur la plus générale des gens et des choses de ce terroir, où il a

pourtant ses racines, et combien profondes ! Mais il arrive que le même sol produise, à côté de ses végétations habituelles, des fruits d'exception qui ne sont pas, pour cela, moins siens. Celui que je voudrais vous montrer est né d'une greffe étrangère, importée de loin, mais qui a trouvé au sol de ce pays-ci une abondance de sèves propices et prêtes qui l'ont rapidement nourri et développé. Si bien que rien n'est plus béarnais que le personnage et le milieu que vous allez entrevoir, si je les sais rendre.

C'est un dimanche d'août, il y a quarante ans, par un temps brûlant comme celui-ci. La cloche de l'église de Maslacq annonce une demi-heure d'avance la messe de onze heures. Le soleil déjà tape dur. Un homme maigre et sec, de petite taille, baigné de sueur, foule à pas serrés et rapides ce rude chemin, se dirigeant vers Lagor. Son aspect est sévère jusqu'à la tristesse. Ce n'est pas un paysan ; il ne porte pas la blouse de toile, mais l'habit de drap du citadin. Ce n'est pas un bourgeois ; sa coiffure n'est pas le chapeau, mais le béret. C'est un ouvrier soigné, à son aise. Sauf le béret bleu, il est entièrement habillé de noir. L'épaisseur de son vêtement, reconnaissable aux reflets, dénote, par cette température torride, son mépris des commodités, et, sauf pour la propreté stricte, son indifférence au corps. Il porte à la main un sachet mal fermé, de toile grossière, d'où l'on voit émerger un livre et un pain. Il va devant lui, sans détourner la tête à droite ou à gauche. Tous les dimanches matin, il fait ce voyage à pied, quittant à sept heures Orthez où il habite, pour être à Lagor à onze. Il y a seize kilomètres.

Que de fois, pendant mes vacances d'adolescent, je l'ai rencontré en route, ce pèlerin sombre ! Par ces matinées de dimanche, aux heures où le tintement des églises qui se répondent s'épand sur la campagne comme une bénédiction, rien ne m'était plus doux que de courir à cheval les villages qui entourent Orthez. Les champs étaient vides ; tout travail y avait cessé. Mais par les fenêtres des métairies, je voyais les gens s'affairer en hâte pour leur toilette, afin d'arriver à temps à l'église. Les basses-cours, où s'assemblaient les familles, épanchaient le long des chemins abrités de haies un peuple de gens de tout âge en leurs beaux habits. Et tout cela allait à la messe, les vieux et les vieilles en bavardant et se répétant avec conviction

les même propos que le dimanche d'avant, les fillettes et les petits garçons en soulevant la poussière. L'attendrissement fraternel que me causait ce spectacle, combien y était étranger mon homme ! Croisant cette foule endimanchée, il ne l'honorait pas d'un regard.

Plus encore que par ces rencontres dominicales, sa figure m'était connue par la station que je faisais à la ville devant sa boutique de coutelier horloger, sise rue Moncade. Je feignais de regarder les montres et les couteaux de la devanture. A la vérité, je ne regardais que lui-même, tandis que, la loupe à l'œil, il examinait un mécanisme faussé, ou bien qu'il présentait une lame à la meule humide qu'il faisait tourner. Curiosité dont je ne savais pas me défendre, à cause de l'espèce de fascination que sa personne exerçait sur moi. Je cherchais des prétextes pour entrer et pour lui parler, pour me donner par là le plaisir bizarre de constater sa prodigieuse économie de paroles, son horreur de toute explication qui ne fût point de nécessité absolue. Ce trait était proverbial dans la ville. On racontait qu'ayant à faire part à sa mère de son mariage, il s'y était pris dans ces termes : « Mère, une telle se marie. — Ah ! et avec qui ? — Avec votre fils. » Et il s'était remis à tourner sa meule, signifiant par là à sa mère qu'elle n'avait pas plus d'observations à émettre sur ce mariage que sur celui d'une personne quelconque, puisqu'il était décidé. Pour les objets détraqués ou cassés qu'on lui apportait, il décidait avec l'honnêteté la plus rigide si la réparation en valait la peine, sans en faire le client juge. Je faisais avec moi-même la gageure de l'amener à sourire par mes propos. Puis-je croire que j'y parvinsse réellement ? Cette imperceptible moue de la lèvre n'était-elle pas plutôt une concession méprisante pour se débarrasser d'un ton de plaisanterie que son austérité détestait, et qu'il aurait puni, s'il l'eût pu ? Dans un pays où abonde le propos gai, cet homme appartenait donc à une autre race et venait de quelque contrée hyperboréenne ? Non pas. Il s'appelait Samuel Cazalet. Impossible d'avoir un nom plus du crû.

Cette impassibilité sans affectation, et qui jamais ne se démentait, prêtait du caractère à un visage qui n'en avait point. Jeune encore, comme le montrait sa barbe très noire, pour l'humeur il n'avait pas d'âge, n'en avait jamais eu, n'en aurait jamais. Ses traits, en eux-mêmes communs et inexpressifs, em-

pruntaient à la volonté de l'âme glacialement passionnée qui leur défendait de bouger, une apparente expression de fanatique ascétisme. Cette barbe noire taillée en pointe et très courte, ces yeux ronds, ce front évasé qui rendait la figure triangulaire, le port de cette tête habituellement inclinée sur l'épaule maigre, ce qui lui donnait un air résigné à tous les martyres, autant de particularités qui faisaient ressembler la physionomie de Samuel Cazalet à un portrait de « spirituel » du XVI^e^ siècle, auquel n'eût manqué que le rabat ou la collerette. Qu'on l'imaginât coiffé du gigantesque bonnet carré des docteurs du temps, il incarnait à merveille le type du plus humble et du plus obscur, mais non certes du moins tenace, entre les primitifs sectes des réformateurs.

Ce qu'il va faire à Lagor, qu'il pleuve ou qu'il vente, chaque dimanche matin de l'année, je le sais fort bien. La manière dont il le fait m'est moins sûrement connue. Il m'aurait fallu, pour en être exactement informé, mener chez les initiés une enquête, indélicate peut-être, et qui eût risqué d'offenser la juste pudeur qu'éprouve le sentiment religieux, quand il se manifeste dans une forme jugée étrange par l'entourage. Samuel Cazalet appartient à une secte protestante particulière à ce pays-ci, et qu'on y appelle les « régénérés ». Dénomination d'origine catholique, je crois, et qui ne va point peut-être sans intention d'ironie. De son véritable nom, de celui qu'elle se donne à soi-même, cette secte est celle des « darbystes », du nom de son fondateur Darby, brave homme d'Anglais qui vint habiter le Béarn vers l'année 1850, pour y guérir ses poumons malades, et qui, exerçant ici comme il l'eût exercé ailleurs son génie apostolique de quaker, trouva aussitôt des adeptes et fit naître une sorte de quakerisme béarnais, dont je dirais qu'il fleurit toujours, si cette métaphore convenait à la branche la plus volontairement dénudée du grand arbre de la Réforme.

Ce qui distingue les régénérés ou darbystes, c'est de pousser à l'extrémité de ses conséquences le principe de l'interprétation libre et personnelle de la Bible. Ils entendent se passer de pasteurs, et que chacun d'eux soit son propre pasteur et le pasteur de ses frères. Ils se croient individuellement et directement visités, assistés par l'Esprit pour expliquer la parole divine contenue dans les Écritures. Ils n'admettent parmi eux que

ceux qu'ils jugent, après un long stage, avoir donné d'authentiques signes d'un pareil don. Ils se figurent être les privilégiés du Seigneur, capables de mettre en pratique le conseil qu'adresse l'apôtre aux assemblées des fidèles sur la plus pieuse manière d'employer leur temps. « Que faire donc, mes frères? Lorsque vous vous assemblez, tel d'entre vous a un cantique, tel une instruction, tel une révélation, tel un discours en langue, tel une interprétation... Si l'on parle en langue, que ce soit chaque fois deux ou trois au plus, chacun à son tour, et qu'il y ait un interprète ; s'il n'y a point d'interprète, qu'on se taise dans l'assemblée, et qu'on se parle à soi-même et à Dieu... Pour les prophètes, qu'il y en ait deux ou trois à parler et que les autres jugent; et si un autre, qui est assis, a une révélation, que le premier se taise. Car vous pouvez tous prophétiser l'un après l'autre, afin que tous soient instruits et que tous soient exhortés. »

Le bon Darby fut prodigieusement frappé par ce texte, au point de perdre de vue tout ce qui, dans le contexte de la première épître aux Corinthiens, en tempère le sens littéral et en spiritualise les applications. Il se dit qu'il n'y avait de vrais chrétiens que ceux qui faisaient ainsi, que ces vrais chrétiens devaient se trouver en Béarn, et que sa tâche était de les mettre en rapport ensemble. Il se flatta de réunir autour de lui, et autour des premiers disciples qu'il recruterait, des personnes toutes douées pour prophétiser. L'expérience ne répondit pas complètement à ses prévisions. Les groupes darbystes n'auraient pas dû, d'après leur principe, avoir des chefs, ni des conducteurs. En fait, tous en eurent un, qui prit l'habitude de parler pour les autres frères et d'extérioriser à leur place les paroles intérieures qu'ils entendaient de l'Esprit. Un de leurs membres y prenait toujours de l'ascendant sur les autres. Et il faut croire que le manque de cette personnalité dominante, quand elle ne se levait pas spontanément dans leurs assemblées, y faisait naître un malaise, puisque les « frères » de Lagor avaient mandé auprès d'eux ce missionnaire venu, au prix de beaucoup de fatigue, de la ville où il habitait et où il existait un groupe. Sans doute Samuel Cazalet avait-il reporté sur les matières de religion l'abondance des paroles que sa taciturnité se refusait farouchement sur toute matière profane.

Arrivé à Lagor, il entre dans une certaine maison où

l'attendent, hommes et femmes, une demi-douzaine de paysans et de petits bourgeois de village. C'est dans cette humble classe que les régénérés se recrutent. Ce sont de très braves gens, estimés, respectés de tous pour leur conduite, leur douceur, leurs mœurs, mais qui ne se mêlent guère à la vie commune, et dont les muscles faciaux semblent avoir désappris le rire, et jusqu'au sourire.

Quelqu'un de ces paysans possède sans doute un cabriolet avec lequel il pourrait aller chercher ou reconduire Cazalet à la ville, pour lui épargner au moins la peine d'un des deux voyages. Mais c'est dimanche ; ce serait offenser le Seigneur que d'user en un tel jour, et pour se faciliter son service, d'autres moyens de locomotion que ceux que lui-même nous a donnés. Ils attendent donc Cazalet, assis en silence autour d'une table nue, sans jeu de cartes ni verres de vin pour passer le temps, comme feraient d'autres. Dès qu'il est là, on se rend dans la chambre la plus propre. Là, chacun tire de sa poche une Bible. Le missionnaire, encore suant, et les pieds poudreux, lit un verset et parle, commente. C'est sur la substance de ce prêche que je suis réduit à rêver, ayant toujours craint, si j'en demandais des échos précis à un de ses frères, que ma curiosité ne fût prise en mauvaise part.

Ce prêche, pourtant, je m'imagine l'entendre et je le reconstitue sans beaucoup de témérité. Cazalet dit ce que tout docteur de sa religion dirait : la foi en Christ, le salut par la foi, la misérable insuffisance des œuvres en vue de la justification éternelle. Il dit la faute de ceux qui ont reçu le don de foi et l'ont dispersé, et l'impitoyable rigueur du Père pour eux. Insiste-t-il plus sur cette rigueur, la peint-il plus épouvantable et cruelle que ne ferait un pasteur officiellement qualifié, et ayant la responsabilité d'un troupeau nombreux ? Je serais assez porté à le croire. S'il vante à ses frères le bonheur qu'ils ont de n'être point nés du sang des Amalécites ni des Philistins, de n'avoir point de commerce avec ces réprouvés du Très-Haut, de n'appartenir point à la race de ceux qui pratiquent le culte des idoles et adorent des dieux de bois, ou bien de ceux qui, ayant abjuré le culte des dieux de bois, conservent, hélas ! celui de Mammon, qui étouffe chez eux les inspirations du Seigneur, pourtant promises à tous ; s'il développe, dis-je, ces réprobations parfaitement conformes à ce que sa religion lui enseigne,

ne le fait-il point cependant d'un accent plus dur et plus agressif, dans un sentiment plus hostile à l'égard des pauvres pécheurs que ne le feraient ou ne le font d'autres, qui, participant à sa foi, et aussi pieux et croyants que lui, auraient acquis par une vie moins fermée et plus aérée, par un contact plus ouvert avec les humains, plus d'humanité et plus d'indulgence? Voilà ce que je serais encore enclin à conjecturer. Oui, je crains que, sous l'énoncé des hauts principes communs, le prêche de Cazalet n'insinue un peu trop l'éloge des purs, des parfaits. S'il en est ainsi, la veine amère qui se mêle à sa foi s'exerce aux dépens de tous, et guère moins du troupeau réformé que du catholique.

Aussi demandé-je, de part et d'autre, qu'on me comprenne, si je confesse combien m'est demeurée chère la mémoire de cet humble apôtre, depuis longtemps endormi dans le Seigneur, comme il aurait dit, mais dont la figure frappa ma jeunesse. Tel que je suis, j'aurais difficilement formé société avec un tel homme. Catholique de naissance et de formation, je ne vois pas l'univers en sombre. Plus volontiers en interprété-je les apparences comme l'immense rayonnement de l'amical sourire de Dieu que comme les signes apocalyptiques de sa colère et de sa menace. Parfois, songeant à Samuel Cazalet, j'ai conçu un étonnement que ces pendules qu'il était chargé de faire marcher, il ne les fît pas, rien qu'en les regardant, s'arrêter. Mais je le revois sur la route d'Orthez à Lagor, qui fait à pied ses trente-deux kilomètres, aller et retour, les mains glacées en décembre, le front brûlé au mois d'août, pauvre, terne, sans récompense en ce monde, un peu moqué, presque antipathique, et, malgré tout, allant son chemin pour le service de Dieu. Ceux qu'on nomme le sel de la terre, il en est sans doute de plusieurs espèces. Le souvenir de Samuel Cazalet nous arrache l'aveu qu'il était de l'une.

Si beaucoup de mes impressions d'enfance, et de celles-là qui ont le plus contribué à me former une certaine idée du monde moral, se rattachent au protestantisme, la raison en est que l'histoire du Béarn a eu pour principal événement les guerres de religion, et que Orthez, ma ville natale, fut, dès la Réforme, et est demeuré, depuis, le centre protestant le plus important de cette province. Au xvi^e^ siècle, les Béarnais s'étaient fait protestants en masse, pour suivre leur souve-

raine, Jeanne d'Albret, reine de Navarre. Après la conversion de Henri IV au catholicisme, ils se hâtèrent de rebrousser un chemin où ils ne s'étaient pas engagés librement. Il y en eut néanmoins un assez grand nombre qu'avait réellement séduits la religion réformée et qui voulurent y rester fidèles. Sous Louis XIII, sous Louis XIV, le pouvoir royal, par ses missionnaires et ses intendants, fit de grands efforts pour les ramener. Ces efforts se heurtèrent à quelques foyers de résistance invincible. La tradition veut que Lagor en ait été un. Orthez en fut sûrement un autre. Les intraitables s'y ramassèrent. Vint la révocation de l'Édit de Nantes qui entama le bloc, mais sans le détruire. Comment les familles protestantes d'Orthez réussirent-elles à passer à travers les mailles de cette terrible mesure, ou à préserver leurs biens, tout en s'exilant, de façon à les retrouver, après la tourmente? Des historiens mieux informés que moi le diront. Ce qui est sûr, c'est qu'au XVIII^e^ siècle, le peuple protestant d'Orthez s'était reconstitué et qu'il correspondait à près d'un tiers de la ville. Il ne vivait pas dispersé sur toute son étendue, mais rassemblé, à l'exception de quelques familles riches, dans un quartier où il avait son temple et qu'il occupe encore aujourd'hui.

Enfant, j'associais aux aspects de ce quartier les idées craintives et mystérieusement sombres que je me faisais du calvinisme. Réalité ou imagination, il me paraissait plus triste, plus désert, plus silencieux que les autres quartiers. J'en parcourais les rues dans un sentiment de vague inquiétude, où il pouvait entrer quelque romantisme, mais que je comprends surtout aujourd'hui comme l'atavique survivance d'un temps où l'on s'arquebusait, de part et d'autre, pour cause de religion, et où il n'était pas toujours rassurant, pour celui qui allait à la messe, de passer sous les fenêtres de ceux qui suivaient le prêche. Un enfant protestant, imaginatif et rêveur comme je l'étais, ayant quitté sa rue des Innocents ou sa rue Pélains pour passer dans ma rue Saint-Gilles, eût pu ressentir des impressions analogues. Comme les quartiers entre lesquels je faisais ces bizarres comparaisons de physionomie étaient situés aux extrémités d'une petite ville de peu de longueur, je remarquais, en outre, la différence d'aspect entre les campagnes qui les avoisinent. Le quartier protestant s'ouvre sur un massif de coteaux sévères, d'une grandeur dénudée et âpre,

qui forment l'entrée des Landes et qui empruntent une tragique expression au souvenir de la sanglante et héroïque bataille qui s'y déroula en l'année 1814, entre l'arrière-garde de Soult et les Anglo-Espagnols talonnant notre armée d'Espagne en retraite. Les quartiers que, selon cette terminologie vraiment subjective, j'appellerai catholiques, sont du côté des brillants et riants pays où chantent les gaves. Ils regardent les Pyrénées, ils débouchent sur les routes qui y conduisent : routes fascinantes où l'on voudrait s'élancer, où l'on voudrait rouler, de vallées basses en vallées hautes, jusqu'à la montagne, pour s'élever ensuite, par les hauts cols, au voisinage des sommets suprêmes, aperçus de loin en leur étincelante fraîcheur, et dont elles nous apportent l'invite éternelle.

La coexistence séculaire des deux religions a donné à Orthez son cachet moral si particulier. On peut dire que, depuis le XVI^e^ siècle, la tolérance et le bon vouloir réciproques ont été dans notre petite ville le soin constant des meilleurs, qui s'y sont employés d'un zèle attentif. J'ai entendu de bons esprits soutenir que, si la Révolution s'était passée bénignement en Béarn, et sans qu'aucun parti s'y comportât de façon à laisser des haines, la mémoire encore récente des cruautés religieuses fut pour beaucoup dans cette modération. On n'avait pas envie de recommencer. Certes les relations des deux confessions n'ont pas toujours été une idylle. Souvent la fièvre des luttes politiques du jour est venue réveiller le venin des dissensions religieuses et lui rendre un peu de son ancienne nocivité. Les gens ont recommencé à commettre envers leur foi cette faute, de se regarder de travers à cause de leur foi. Ces crises n'ont pas duré. Depuis la Réforme, elles n'ont jamais produit un malheur. La lutte des deux cultes s'est réduite à une rivalité morale entre leurs fidèles. Fait dominant de la vie locale, cette rivalité a entretenu dans Orthez l'atmosphère spirituelle intense que respirèrent mes jeunes années, atmosphère où toute préoccupation vulgaire étouffait, et dont je n'ai pas retrouvé la pareille ailleurs. Elle a rendu sensible, aux habitants les moins cultivés, le côté spirituel de la vie humaine et l'importance immense du fait religieux.

Aujourd'hui, cet état de choses est en train de se transformer. Les usines, les ouvriers étrangers, les syndicats, les nouveaux commerces, les fortunes brusquement acquises enva-

hissent notre petite ville et en changent le caractère. Loin de moi de m'en plaindre! Ce serait mal aimer ma vieille cité que de souhaiter qu'elle dépérît, faute de savoir s'associer à l'universel mouvement. Après les contempteurs du passé, la plus déplorable espèce d'esprits est celle qui voudrait continuer de vivre dans le passé, comme si cela se pouvait et que le fait seul de le désirer n'eût pas quelque chose de maladif. Mais il est un dangereux sophisme pratique qui, confondant ces deux idées essentiellement différentes, — progrès matériel d'une part, matérialisme des sentiments et des mœurs de l'autre, — voudrait faire prévaloir ceci sous le couvert de cela. Devant ce sophisme, les divisions religieuses du vieil Orthez cessent. Catholiques et huguenots, ayant tant bataillé entre eux au sujet des choses de l'âme, se sentent spontanément unis pour défendre l'âme.

J'ai tant bavardé et fait faire halte que nous n'avons pas avancé beaucoup. Nous déjeunons à Monein. Pendant que vous visitez, mes amis, la vieille église massive avec sa tour en forme de forteresse, je m'occupe à vous préparer le plaisir d'un menu vraiment béarnais. Le corps du festin ne pourra être spécifiquement de ce pays-ci. C'est au temps pascal seulement que l'agneau tendre fournit à cette région un rôti sans pareil, dont il n'est, pour composer la succulence si délicate, que les pacages pyrénéens. Mais le soubassement de l'édifice, autrement dit la soupe et l'entrée, consistant en *garbure* et *salé* de dinde, sera de la plus pure authenticité locale. Des mains béarnaises savent seules apprêter cela. Quant aux verrières, j'entends aux bouteilles de vin blanc, dont vous userez sans en abuser, je veux qu'elles déversent sur cette nappe de vieux linge de Béarn, dont vous admirez justement les jolis dessins en losange et la large bande gros bleu, toute la lumière des coteaux de Jurançon, de Monein, de Saint-Faust et de Lahourcade... Ah! non! monsieur l'hôtelier. Pas celui-là! J'entends bien : il vient des coteaux. Mais il en vient en passant par l'officine de M. Untel de tel endroit, manipulateur détestable, à rapprocher de ces dramaturges de second ordre, qui, pour capter la faveur du public « bourgeois », le régalent d'inventions fades et sentimentales et n'osent lui servir la nature vraie. M. Untel ne

s'est-il pas avisé de battre nos vins béarnais avec un sirop de sucre?

Ils y perdent tout. Il est vrai que l'abord de nos vins béarnais est rude. Mais ce sont de ces bourrus bienfaisants qui ne commencent par vous bousculer que pour vous combler ensuite de biens. Au premier contact, ils râclent un peu le gosier; c'est pour le flatter mieux aussitôt après, en le rendant plus sensible au bouquet explosif de feux et de fleurs qu'ils ont en réserve... Mais vous m'avez fort bien compris, monsieur l'hôtelier. Ce Lahourcade 1913? Parfait! La loyale étiquette m'en est bien connue.

Buvez donc, mes chers amis, et mangez! Pour moi, ce n'est plus guère qu'aux joies de l'âme que mes années me destinent. Tandis que sur ce brûlant Lahourcade et ce salé de dinde parfait, auxquels la sagesse me conseille de ne demander qu'un léger soutien, vous exercez abondamment la saine vigueur de votre jeunesse, je médite avec amour, je retourne avec délices sous toutes ses faces le problème posé par la continuation de notre voyage.

Nous allons à Oloron, dont le nom seul évoque pour moi le charme que mon enfance y trouvait, quand j'y venais visiter dans leur antique demeure les cousins les plus sommolents du monde. Pour aller à Oloron, nous avons trois routes. Laquelle vous donnera le plus de plaisir? Question compiexe; il y a deux facteurs à balancer : la beauté de la route même, des sites qui l'environnent; la beauté du profil que cette ville, merveilleusement située, offre à l'arrivant, selon la route par où il l'aborde.

Celle qui va par Lasseube, Bétair et Herrère, serait séduisante, tant les étendues inhabitées où elle se déroule ont de poésie. Poésie suave et sauvage, virgilienne et shakspearienne à la fois. Ces landes d'or, ces vastes plateaux couverts de fougères, qui se relèvent vers l'horizon en forme d'amphithéâtre, ces légères forêts de chênes dont la verte lisière les cerne de toutes parts d'un trait chaud et pur, quel enchantement des yeux! Les yeux ne sont pas seuls enchantés. Ce qu'on voit par delà ce spectacle, où tout est lucide, évoque le rêve. Entre le vaste remblai circulaire qui porte cette forestière couronne et la haute montagne qui se dresse au loin, et où il semble que se termine le monde, s'étend, à ce qu'on dirait, une immense dépression de terrain où pourraient se loger des pays entiers.

On ne la voit pas, mais on la devine à la nappe de brume et de lumière qui flotte au-dessus. Et l'on se figure des pays féeriques cachant dans ces replis de la terre leur félicité.

A ne point prendre, à partir de Monein où nous sommes, la voie directe par Cardesse et Lédeuix, nous perdons encore beaucoup. Mais puisqu'on ne peut tout choisir à la fois, pourquoi détailler les regrets? Nous irons par Navarreux. La route est belle et brillante. Elle suit la plaine et coupe de bout en bout une rangée de beaux et riches villages. Particulièrement, le matin des jours de marché, quand ces villages y versent un torrent de véhicules rustiques que tire un cheval rapide et que surmonte, livré au vent comme un gai drapeau, le rouge foulard de tête des jeunes femmes, elle semble chanter par mille voix le bonheur de vivre. Le déploiement de plus en plus large de la vallée, l'amplitude croissante d'un horizon de hautes montagnes lui prêtent, à mesure qu'on avance, quelque chose de triomphal. On a la sensation qu'on est lancé à la poursuite de l'infini et qu'on va l'atteindre. Au pied de la chaîne qu'on a devant soi, mais dominant encore de haut la vallée, s'élève Oloron, qui se laisse entièrement saisir d'un regard, et que l'on voit monter par toutes ses pentes vers l'antique église de Sainte-Croix, sa couronne et sa citadelle.

Quand il s'agit d'Oloron, la géographie explique la poésie. Sa position est incomparable. Placée en sentinelle en avant des monts, elle étend ses bras sur la plaine. Entre les vallées supérieures et les vallées inférieures dont elle constitue le point de rencontre, elle forme comme un gradin. Elle est montagne, et elle est campagne. Le vent vierge des pics neigeux, les senteurs animales et végétales des régions richement cultivées se mêlent en elle. Elle les respire par tous les lacets de ses rues sinueuses. Des vallées supérieures lui viennent, aux premiers jours de l'automne, les troupeaux sonnants, qui fuient les températures glaciales et descendent hiverner dans le bas pays. Au printemps, ils la retraversent, regagnant les hauts pâturages. Elle moissonne sur leur dos un abondant tribut de toison, suintantes qu'elle lave dans l'écume des gaves d'Aspe et d'Ossau, dont la jonction et la fusion bouillonnantes se font à ses pieds.

Vallée d'Aspe, vallée d'Ossau, qui fondez vos ondes et vos souffles dans Oloron, combien vos noms émeuvent des cœurs

béarnais ! Ils leur font entendre l'appel des cimes. Si proches, combien vous exaltez pourtant mon esprit ! Quand je reviens à vous, pour la centième fois de ma vie, il me semble que je pénètre dans un pays de mystère.

Dans mon enfance, je vous entendais comparer. Chacune avait ses partisans qui en faisaient, au détriment de l'autre, valoir les beautés et les souvenirs.

Aspe, couloir fantastique, tes routes casse-cou, tes tournants foudroyants, tes défilés surplombant les gouffres, tes rochers grimaçants et tes ponts défiant le vertige te feraient paraître un couloir d'enfer. Mais non ! tu es toute ruisselante et riante de verdure et d'eau ; et ce n'est pas aux magiques royaumes du diable que tu nous mènes ; tu nous replonges aux fraîcheurs originaires du monde. Aspe, pentes à pic où s'accrochent, maison par maison, des villages disposés en rues tortueuses, de pauvres villages qui disent une vie dure, et où mendie un goitreux auprès d'une fontaine qui chante, devant une grosse église ; Aspe, qui vas des prairies mouillées de Sarrance, où Marguerite de Navarre et sa jeune cour cherchaient passe-temps en se contant les contes du Décameron, aux vallons dorés de Bedous et d'Accous, où les troupeaux se reposent, aux effrayantes gorges d'Urdos et Canfranc, dont le chemin de fer transpyrénéen a maintenant vaincu la terreur, et jusqu'à l'aragonaise Jaca, porte de l'Espagne.

O merveilles ! Mais contre le charme de l'amour, quel charme prévaut ?

Aoussaou !
Mas amouretos !
Aoussaou,
You m'en y baou !

« Ossau, mes chères amours ! Ossau où j'accours ! » Ainsi dit, et sur une mélodie gaie et tendre, une chanson chère à tous les Béarnais. En l'honneur d'Aspe, la pareille n'existe pas. Douce vallée d'Ossau, pastorale et maternelle, tu n'as pas le romantisme, ni les traits grandioses et déchiquetés de ta sœur. Tu mêles à la majestueuse beauté de tes monts la beauté heureuse des plaines fertiles. A ton gave, qui n'a pas besoin de sauter comme un fou pour demeurer vif et puissant en son cours, tu ménages assez de place pour qu'il dépose, soit sur ses rives,

soit au milieu de son propre lit, de légers terrains d'alluvion d'où naissent les peupliers et les saules. Tes villages, parfois surmontés d'un donjon en ruines, et qui ressemblent aux villages des bords du Rhin, s'essaiment, à réguliers intervalles, de ton entrée radieuse aux pieds de la muraille infinie où mollement tu expires. Que tes horizons ont de suavité! Aux jours mêmes où le soleil t'inonde de tous ses rayons, ta lumière n'est pas brutale. Elle a de l'azur. Tu reflètes le ciel. Tu t'ouvres à lui. Tu rêves, tu chantes. Je voudrais me coucher sur ton sol sacré, y appliquer mon oreille. Il me semble que j'entendrais s'élever de ses profondeurs le chant du Béarn, le chant de notre âme. A moins qu'il ne descende plutôt, ce chant si puissamment doux, du flanc mystérieux de tes éternelles montagnes, témoins immuables et amicales de ta vie changeante, déesses de ton destin. A toi, Aspe, le chant matinal, vif et accompagné de grelots, qui excite les mules à galoper et soulève d'espoir une jeune vie. A toi, Ossau, un chant plus serein, le chant du bouvier qui regagne à pas lents son gîte, le chant de l'heure de Dieu, le chant du soir qui monte et qui plane!

Aspe, Ossau, nous ne pourrons aujourd'hui pousser jusque-là. Mes bavardages ont dévoré la journée. L'heure de nous en retourner approche. Chaque village d'Ossau réclamerait une halte pieuse et ferait pulluler en moi trop de souvenirs. Il nous reste à visiter les deux monuments religieux d'Oloron, la cathédrale de Sainte-Marie et l'église de Sainte-Croix, les plus anciens témoins, les plus vénérables, des origines chrétiennes et romaines de notre Béarn. Et nous ne devons pas oublier la célèbre *rousquille*, pâtisserie légère dont s'enorgueillit Oloron. Un bon Béarnais ne revient jamais d'Oloron sans en rapporter la *rousquille*.

PIERRE LASSERRE.

NOS GRANDES ÉCOLES

XIX [1]

L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE

LES ORIGINES

Le passant, étranger au quartier, qui suit la rue Claude-Bernard, pour se diriger vers l'avenue des Gobelins, ne se doute pas que les hautes façades de l'immeuble portant le numéro 16 cachent l'un des plus anciens et charmants jardins de Paris, l'antique « Jardin des apothicaires ». Il remonte à l'an 1580. Là s'éleva jadis le collège, devenu, à partir de 1777, l'École supérieure de Pharmacie. Du « séminaire des simples », limité au XVI[e] siècle sur l'un de ses côtés par la rue de l'Arbalète, toujours existante, il ne reste plus rien. Mais de beaux arbres, quelques-uns assez rares sous le ciel changeant de l'île de France, abritent de verts gazons et prêtent leur grâce à ce joli coin de la capitale auquel le clocher de Saint-Médard, tout proche, ajoute sa note pittoresque.

Peu de temps après le transfert de l'École de Pharmacie, aujourd'hui Faculté, dans le palais de l'avenue de l'Observatoire, en 1889, le gouvernement concéda son emplacement et ses vieux bâtiments à l'Institut national agronomique. Celui-ci était alors logé provisoirement au Conservatoire des Arts et

(1) Voyez la *Revue*, 1[er] février 1926 — 1[er] mars 1929.

Métiers. Il le gênait beaucoup. Faute de place, il ne pouvait lui-même se développer. Son départ s'imposait de toute façon. La vieille École de Pharmacie allait lui assurer un asile inespéré. Ainsi, le destin a voulu que dans le même lieu où l'on vantait naguère les vertus des plantes médicinales, on préconise aujourd'hui celles des plantes alimentaires. Où professèrent les Brongniart, les Vauquelin, les Pelletier, les Caventou, les Milne Edwards, les Berthelot, enseignent aujourd'hui les maîtres de l'Agronomie française.

Trop souvent, hélas! l'esprit utilitaire, et même le progrès, détruisent un peu de beauté. Cette fois, il n'en aura rien été. On s'est ingénié à conserver les vestiges d'autrefois. Le plaisant décor du joli jardin a été respecté. Les bâtiments neufs qui l'enserrent le laissent encore respirer. Seulement, çà et là, parmi les pelouses et les corbeilles fleuries, la reconnaissance des disciples a consacré aux maîtres des monuments qui perpétuent leur mémoire.

Voici Eugène Risler, le grand agronome à qui le réorganisateur de l'Institut agronomique, Eugène Tisserand, alors directeur de l'Agriculture, confia, en 1879, les destinées de la nouvelle École. Un peu plus loin, c'est Boussingault, le véritable père de l'agronomie moderne; à côté, Teisserenc de Bort, ancien ambassadeur, ministre de l'Agriculture qui présida, en 1876, à la reconstitution de l'Institut agronomique. Il voisine avec Aimé Girard, le professeur incomparable, le savant auquel nous devons, en particulier, les belles recherches expérimentales sur la betterave à sucre et la pomme de terre. Puis, sous un dôme de verdure, Léonce de Lavergne, l'auteur d'études célèbres sur l'économie rurale de la France et de l'Angleterre, enlevé à la science en 1876, presque immédiatement après sa nomination comme professeur à l'Institut agronomique. Enfin, au fond du jardin, une œuvre importante rappelle aux jeunes générations d'élèves que trois cent vingt-trois de leurs anciens sont héroïquement tombés au champ d'honneur, pour la défense du sol français.

Dès le premier coup d'œil, cette grande école offre un aspect aimable. Et elle éveille des sentiments élevés qui préviennent en sa faveur. Sa fondation remonte à l'année 1848. C'est une observation souvent faite qu'après les périodes d'épreuves, les peuples, lorsqu'ils se sont ressaisis, se penchent

amoureusement vers la terre maternelle. C'est sur elle qu'ils s'appuient pour se relever, c'est à elle qu'ils demandent des forces nouvelles. De 1822 à 1826, après les guerres de l'Empire, l'initiative privée, avec les Mathieu de Dombasle, les Rieffel, les Polonceau, les Bella, créa les premières écoles d'agriculture, celles de Roville, de Grandjouan et de Grignon. La loi de 1848 couronna cet effort. L'État fit siennes ces institutions. Il organisa l'enseignement agricole et plaça au sommet l'Institut agronomique. Il l'installa magnifiquement dans les dépendances du château de Versailles. Trois grandes fermes l'entouraient, s'étendant sur plus de 1 500 hectares. Le comte de Gasparin, l'illustre agronome, réunissait sous sa direction les savants les plus éminents. Mais les dépenses très élevées qu'occasionnait cette luxueuse organisation, sans doute aussi une compréhension alors imparfaite des besoins réels du haut enseignement agricole, peut-être des motifs obscurs tirés de la politique, amenèrent la suppression de cet établissement dès l'année 1852.

La suppression de l'Institut agronomique décapita, en quelque sorte, l'enseignement agricole : son essor s'arrêta brusquement. Au lendemain de la guerre de 1870-1871, lorsque la France appauvrie se recueillit, comme de coutume, elle se tourna vers son sol meurtri, source la plus constante et la plus vive de sa richesse. Les membres de l'Assemblée nationale, les Bouillé, les Dampierre, les Besnard, les Carnot, les Lefèvre-Pontalis réclamèrent, avec la réorganisation de l'enseignement agricole, le rétablissement de l'Institut national agronomique, École supérieure de l'agriculture. Eugène Tisserand, alors inspecteur général de l'agriculture, conseilla les parlementaires, documenta leurs rapports, inspira les rédacteurs de la loi du 9 août 1876 qui reconstitua l'Institut agronomique. De 1879 à 1898 il paracheva son œuvre. Il prêta son concours aussi dévoué qu'éclairé aux différents ministres de l'Agriculture qui amenèrent l'enseignement agricole public à un état de développement tel, que si la loi récente de 1918 a pu perfectionner encore et compléter son organisation, elle a dû respecter ses grandes lignes.

L'avenir de l'agriculture, comme celui de l'industrie, repose sur la science. Les législateurs de 1848 le savaient : c'étaient des précurseurs. Ils étaient au courant du mouvement qui venait de se déclencher en Allemagne, sous l'influence du

célèbre chimiste Liebig, et qui avait abouti à l'introduction de l'enseignement agricole dans les Universités. Mais, cependant, incomplètement libérés des idées qui avaient régné jusque-là, ils n'avaient pu se résigner à accepter qu'une École d'agriculture, alors même qu'elle était destinée à l'enseignement des sciences dans ce qu'elles ont de plus élevé, fût séparée de la ferme, ils avaient commis la faute d'installer l'Institut agronomique à Versailles, — à proximité de Paris, trop loin cependant pour que son personnel enseignant pût remplir sa mission sans perte de temps, et, surtout, se recruter aussi haut qu'il l'eût fallu.

Les réorganisateurs de l'Institut ne répétèrent pas, en 1876, l'erreur de leurs devanciers. La situation était d'ailleurs toute différente. Les sciences avaient réalisé d'immenses progrès. Les lois naturelles de la production du sol étaient d'ores et déjà connues. Les procédés de l'agriculture apparaissaient comme les applications des sciences expérimentales. Boussingault avait écrit, en tête de son *Économie rurale* : « Considérée d'un point de vue élevé, la science agricole fait partie de la physique du globe ». Enfin, les travaux de Pasteur avaient projeté une lumière inattendue sur les ressources qu'elle peut retirer de l'observation scientifique. L'illustre savant avait triomphalement appliqué sa doctrine à la fabrication du vin, de la bière, à celle de l'alcool, du vinaigre, à la sériciculture, à la guérison des maladies redoutables qui déciment les troupeaux. Bientôt, ses disciples mettaient en évidence l'action des infiniment petits sur la fertilité des terres et l'assimilation des engrais. Ces découvertes allaient modifier profondément des pratiques séculaires. Leur genèse et leur application indiquaient clairement la voie que devait suivre tout enseignement technique d'ordre supérieur, qu'il s'agît de l'industrie proprement dite ou de l'agriculture.

Les promoteurs de la loi du 9 août 1876 ne s'y trompèrent pas, ni leur conseiller et leur guide, Eugène Tisserand. L'École supérieure de l'agriculture fut rétablie, mais cette fois, à Paris, et, comme nous l'avons dit, provisoirement installée au Conservatoire national des Arts et Métiers. L'expérience de 1848 avait montré l'inutilité et même le danger d'un grand domaine. On se contenta d'adjoindre à la nouvelle École une ferme de trente hectares environ, — celle de la Faisanderie, à Joinville-

le-Pont, à la lisière du bois de Vincennes, — qui devait servir de champ de démonstration aux élèves, et aux professeurs de champ d'expériences. Et le ministère de l'Agriculture fit appel aux maîtres les plus qualifiés pour constituer son corps enseignant. C'est ainsi qu'il s'assura la collaboration des Boussingault, Schlœsing, Aimé Girard, Becquerel, Müntz, Duclaux, Carnot, Hervé-Mangon, Prillieux, Péligot, Émile Blanchard et d'agronomes tels que Risler, Moll, Léonce de Lavergne, Lecouteux, Tassy. Ces noms, groupés autour de celui d'Eugène Tisserand, indiquaient la place que l'Institut agronomique, rénové, entendait occuper dans les milieux scientifiques et agricoles.

L'installation à Paris d'une École d'agriculture n'avait pas été sans soulever d'âpres critiques. Apprendre à faire pousser le blé sur le pavé de la rue Saint-Martin ! Quel défi au bon sens ! Des hommes d'esprit distingué, mais qui se refusaient encore à voir dans l'agriculture autre chose qu'un ensemble de procédés empiriques, prédisaient un échec complet. Les faits les détrompèrent promptement. Il est juste de rappeler qu'en quittant la direction de l'Institut, pour prendre celle de l'Agriculture au Ministère, Eugène Tisserand avait pu obtenir qu'on lui donnât comme successeur son ami Eugène Risler. C'était là un coup de maître. Risler, créateur de l'enseignement de l'agriculture comparée, à la fois savant et praticien émérite, était peut-être le seul homme qui fût alors capable de présider aux destinées du nouveau-né encore bien fragile. Il possédait d'abord cette force, première condition de la réussite : une foi absolue dans le succès de l'œuvre qui lui était confiée. Puis une ténacité de caractère qui n'excluait ni la souplesse, ni la diplomatie. Surtout, il aimait la jeunesse et elle le sentait. Il avait sa confiance. Entre la direction, les professeurs et les élèves, il fit régner une confiance réciproque; entre les jeunes gens, la meilleure camaraderie. C'est là le caractère qu'il imprima dès l'origine à l'École et que ses successeurs se sont efforcés à maintenir.

Sous la direction d'un tel chef, une institution excellente en soi devait vivre et prospérer. Les premières promotions ne comprirent que 20 à 25 élèves. Dès 1883, leur effectif dépassa 40 pour atteindre un chiffre supérieur à 60 à partir de 1887 et environ 80 de 1894 à 1914. Les années qui suivirent la guerre

furent marquées par un accroissement très sensible du nombre des jeunes Français qui se dirigèrent vers les établissements d'enseignement agricole, et en particulier l'Institut agronomique. Aujourd'hui, chacune des deux années d'études réunit une centaine d'élèves.

L'ÉTAT ACTUEL

L'Institut agronomique s'est transformé, s'est agrandi au fur et à mesure que s'est accrue la population de ses étudiants. Simultanément, se sont créées et améliorées les installations : amphithéâtres, salles d'études, laboratoires, bibliothèque.

Ce fut d'abord, en 1889, le transfert dans les anciens locaux de l'École supérieure de Pharmacie et un bâtiment neuf construit rue Claude-Bernard; puis, de 1912 à 1914, l'édification d'un nouvel immeuble attenant au précédent. A ces constructions en façade sur la rue Claude-Bernard, s'ajoutent maintenant de vastes bâtiments établis le long de la rue de l'Arbalète. Achevés dans le courant de l'année 1929, ils comprendront, surtout : des laboratoires de chimie, de botanique, de pathologie végétale et de physiologie, deux grands amphithéâtres, des salles de collections et de travail pour les professeurs et les élèves, enfin une annexe à la bibliothèque qui était trop à l'étroit.

Cette fois, il a été possible de faire face à la dépense relativement considérable que ces nouveaux travaux ont coûtée sans rien demander au budget. C'est la bienfaisante loi du 5 août 1920, promulguée sur l'initiative de M. Queuille, alors ministre de l'Agriculture, qui a permis de réaliser ce miracle. Elle attribue chaque année aux établissements d'enseignement agricole un demi pour cent de la masse des sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes. La même loi a donné définitivement la personnalité civile à l'Institut agronomique. Heureuse mesure qui a déjà permis de recueillir des dons et des legs importants.

Lorsque les nouvelles constructions seront terminées, l'Institut agronomique réunira un ensemble d'installations admirablement appropriées à l'instruction technique qu'il doit donner à des étudiants dont le nombre ne sera plus injustement limité par l'étroitesse des locaux, mais uniquement par

une sélection convenable. Tous ses professeurs auront dorénavant des laboratoires pour leurs recherches et la préparation des leçons.

La ferme d'application de Joinville-le-Pont a été remplacée par le domaine de Noisy-le-Roi, près de Versailles, grâce à une entente établie avec le propriétaire, M. Wallet, ingénieur agronome. Là se trouvent les champs de démonstrations pour les élèves et d'expériences pour les professeurs. Les jeunes gens peuvent suivre, en outre, les travaux d'une exploitation modèle qui s'étend sur 280 hectares.

On ne sait que trop, hélas! combien l'existence des étudiants est devenue difficile à Paris. Le régime de l'Institut est l'externat. Les pensions sont chères, même aux environs de la rue Claude-Bernard. Et les quelques bourses qu'accorde l'État ne peuvent suffire aux élèves dont les familles habitent la province. Or, c'est à celles-ci que doit appartenir et qu'appartient effectivement la majeure partie de la clientèle de l'Institut agronomique. Désormais, les jeunes gens de valeur, mais sans fortune, pourront frapper sans crainte à sa porte. Grâce à la libéralité du recteur de l'Université de Paris et à celle des fondateurs de la Cité universitaire, grâce à la sollicitude du ministère de l'Agriculture, l'Institut a dès maintenant sa maison, boulevard Jourdan, n° 3, en face du parc de Montsouris. On sait que là s'étendent les vingt-huit hectares de cette œuvre bienfaisante, où les étudiants trouvent à bon marché, dans une ambiance favorable aux études, un agréable logis, des salles de réunion, des restaurants coopératifs, des bibliothèques et des terrains de jeux. La construction de la première aile du pavillon de l'Institut agronomique est achevée. Depuis le mois d'octobre dernier, il abrite soixante-treize élèves. Lorsque la seconde aile sera construite, au mois d'octobre 1929, il pourra en recevoir cent cinquante-deux.

Cette existence en commun, poursuivie pendant deux années, n'aura pas seulement des avantages matériels. Elle favorisera la formation intellectuelle des étudiants, développera l'esprit de camaraderie, fortifiera celui de l'École. Les conversations entre futurs forestiers, agriculteurs, industriels, ingénieurs, professeurs, provoquent des échanges d'idées, des critiques, une activité bouillonnante éminemment favorables au développement des connaissances et des caractères.

Les familles des élèves de l'Institut agronomique apprécient ces avantages. Dès la fin du mois de juillet 1928, les soixante-treize chambres disponibles pour octobre étaient louées.

L'Institut agronomique ne doit ni ne peut former ses élèves à la pratique du métier. Ce n'est pas son rôle. Mais il ne leur laisse jamais oublier que toutes leurs études doivent converger vers ce but : l'amélioration de la production du sol. Il s'efforce donc de les maintenir dans l'atmosphère de la ferme et de l'usine. Et, fait paradoxal, Paris lui offre aussi sous ce rapport de très grands avantages. C'est un centre d'excursions agronomiques et industrielles de premier ordre. Les différents réseaux de chemin de fer permettent de rayonner rapidement vers les régions agricoles les plus diverses. En une journée, on peut visiter facilement une ferme ou un domaine, que ce soit en Normandie, sur les confins du Nord, en Champagne ou en Sologne. Les divers concours agricoles qui se tiennent dans la capitale, les marchés, les magnifiques exploitations, les usines, les forêts, les établissements horticoles qui l'entourent et la serrent de très près, toutes ces ressources forment un ensemble probablement unique, par la diversité et la haute valeur de ses éléments d'enseignement.

La direction de l'Institut agronomique n'a garde de les négliger. Elle a toujours trouvé un concours précieux auprès des propriétaires d'exploitations agricoles et horticoles, des sucreries, distilleries, laiteries, fabriques d'engrais du voisinage. Tels d'entre eux, par la régularité avec laquelle ils accueillent professeurs et élèves, la compétence, la clarté, l'empressement qu'ils mettent dans leurs explications, sont devenus pour l'École de véritables collaborateurs.

LE RECRUTEMENT DES ÉLÈVES

L'agriculture a toujours exigé de ceux qui s'y consacrent les plus solides qualités : l'amour du travail, une initiative de chaque instant, de la sagacité, du bon sens. Aujourd'hui, elle réclame encore davantage. De toutes les branches de l'activité humaine, c'est certainement celle qui met en jeu les connaissances techniques les plus variées. Cette élévation du niveau intellectuel auquel doit atteindre maintenant l'agriculteur soucieux d'exercer son métier avec succès, le place sur un plan très

supérieur à celui qu'il occupait naguère. Puis, n'oublions pas que nous sommes la deuxième puissance coloniale du monde, que la France d'outre-mer offre un champ magnifique d'action aux jeunes hommes qui désirent mettre en valeur son immense domaine agricole. Enfin le développement scientifique des industries qui mettent en œuvre les produits du sol, la nécessité de confier à des agents instruits certaines fonctions publiques et privées où les intérêts de l'agriculture sont engagés, celle de pourvoir au recrutement du nombreux personnel qui se voue à l'enseignement et à la recherche agricoles, ont augmenté très sensiblement les débouchés des Écoles supérieures d'agriculture.

Aussi la clientèle de ces établissements diffère-t-elle complètement de celle d'autrefois. Jadis, ce n'était pas toujours les enfants les mieux doués pour l'étude que les familles dirigeaient vers les Écoles d'agriculture. Aujourd'hui, celles-ci attirent des sujets tout aussi distingués que les autres institutions d'enseignement technique de l'ordre le plus élevé. L'Institut agronomique a joué un rôle remarquable dans cette évolution. L'élévation de son enseignement, sa diversité, les débouchés nombreux qu'il ouvre à ses élèves, lui assurent un recrutement de choix. Le concours d'admission réunit chaque année de 300 à 350 candidats pour 90 à 100 places seulement. Sauf de très rares exceptions, tous les étudiants sont bacheliers.

C'est le baccalauréat latin ou moderne qui semble conduire le mieux vers l'admission. Mais les candidats doivent encore consacrer au moins une année à compléter leur instruction générale avant de se présenter avec des chances de succès au concours. Plusieurs lycées et collèges de Paris et de la province, quelques établissements libres ont organisé d'excellents cours de préparation. Il n'y a certainement pas une autre École d'agriculture en France ni à l'étranger qui sélectionne aussi sévèrement ses élèves.

L'Institut agronomique devra toujours se montrer rigoureux sous ce rapport. Il ne forme pas seulement des agriculteurs qui doivent être des hommes de progrès. Plusieurs carrières de l'État s'y recrutent : Eaux et Forêts, Génie rural, Haras, Enseignement agricole, Recherches agronomiques, auxquelles il a le devoir de donner des sujets d'élite. Enfin, il fournit et il fournira de plus en plus des ingénieurs aux industries qui

touchent à l'agriculture. C'est la double supériorité de la formation technique et de la culture générale, qui fait tant rechercher les ingénieurs sortis de l'Institut agronomique. Il faut donc conserver jalousement au concours d'admission un caractère de sévérité.

Toutefois, il ne faudrait pas décourager par une rigueur excessive certains candidats très intéressants, en particulier les fils d'agriculteurs. Il conviendrait que l'Institut agronomique reçût plus libéralement que par le passé des élèves libres, étrangers et français. Ces derniers n'entrent pas en concurrence directe avec les élèves réguliers. Que l'Institut leur ouvre ses laboratoires, qu'il les admette à certains examens et il donnera ainsi satisfaction à une nombreuse clientèle. Les bâtiments qui sont en cours de construction permettront, entre autres fins, d'atteindre ce but.

Le programme du concours d'admission reflète par sa diversité celle de l'enseignement. A côté des épreuves sur les mathématiques, la physique, la chimie, le dessin graphique, il y a des compositions de sciences naturelles et de langue française, des interrogations sur la géographie, les langues vivantes et l'agriculture. Les sciences biologiques constituent l'essentiel de l'art agricole et l'Institut agronomique a tout intérêt à s'attacher les jeunes gens aptes à observer et à étudier les phénomènes de la nature.

Jusqu'en 1914, l'Institut agronomique n'avait été fréquenté que par un très petit nombre de jeunes filles, deux ou trois peut-être, admises à titre exceptionnel et comme auditrices libres; elles ne pouvaient participer ni aux travaux pratiques ni aux examens et se trouvaient, par conséquent, dans l'impossibilité d'obtenir le diplôme. La guerre a complètement modifié cette situation. La loi du 2 août 1918 qui a réorganisé, en France, l'enseignement agricole public a fait une large part à l'enseignement féminin. Les jeunes filles entrent désormais à l'Institut agronomique dans les mêmes conditions que les jeunes gens et à la suite du même concours. Presque chaque année plusieurs candidates se présentent. Il en est qui ont été admises en excellent rang. En 1927, une jeune fille se trouvait en tête de la liste de sortie. L'an dernier, les deux élèves-femmes de la promotion sortante ont été classées avec les numéros 3 et 14.

Que deviennent ces jeunes filles munies du diplôme d'ingé-

nieur agronome? Quelques-unes occupent des emplois importants dans les laboratoires de recherches et même d'enseignement où elles rendent les meilleurs services. La plupart ont épousé des agriculteurs et les secondent dans l'exploitation d'une ferme ou d'une propriété. N'est-ce pas la meilleure consécration de leurs études? Et y a-t-il beaucoup de carrières où la femme puisse rendre plus de services directs à son mari?

CARACTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT

La science agricole constitue une immense encyclopédie : presque toutes les sciences physiques, chimiques et naturelles, une partie des sciences mathématiques, les sciences économiques et le droit. Tel est le vaste programme des études à l'Institut agronomique.

Les professeurs ne disposent que de très peu de temps, pour un enseignement aussi étendu. Aussi cherchent-ils bien plus à donner à leurs élèves l'esprit et la méthode scientifiques qu'à charger les cerveaux d'une multitude de faits sans liaison. Les faits, c'est au laboratoire que les jeunes gens sont mis en face d'eux. Les leçons de l'amphithéâtre sont donc suivies de nombreuses séances dans les divers laboratoires : chimie analytique, botanique et pathologie végétale, géologie, électricité, météorologie, zoologie, physiologie animale, mécanique appliquée. Les leçons sur l'agriculture, les machines agricoles, la technologie, la zootechnie, l'arboriculture, la sylviculture, la topographie, sont complétées par des exercices et des manipulations. Large place est faite aux travaux graphiques. En outre, l'Institut a grand soin de prévenir les jeunes gens qu'avant de prendre la responsabilité d'une exploitation, ils devront faire un stage d'au moins une année auprès d'un cultivateur éprouvé, indépendant, qui n'attend de secours que de soi-même. Chaque année, les deux élèves classés les premiers sur la liste de sortie peuvent recevoir une mission d'études à l'étranger aux frais de l'État. Ces bourses de voyage sont très recherchées.

L'enseignement de l'Institut agronomique est complété par de nombreuses Écoles et Sections d'application. C'est vers elles, suivant la spécialisation qu'ils ont choisie, que se dirigent les élèves, aussitôt qu'ils ont obtenu leur diplôme et accompli leur service militaire : École des Eaux et Forêts, École supérieure du

Génie rural, École des Haras, Institut supérieur d'agronomie coloniale, École nationale des industries agricoles; puis, Sections d'application de l'Enseignement agricole, des Recherches agronomiques, de l'Agriculture, des Sciences physiques, chimiques et naturelles, de Mécanique agricole, de Comptabilité et de Mutualité agricoles, stages dans les laboratoires du ministère de l'Agriculture, et, enfin, pour les agriculteurs praticiens, stages dans les fermes bien tenues, qui constituent pour eux les meilleures Écoles d'application.

Les Stations expérimentales de recherches, dirigées, le plus souvent, par des membres du personnel enseignant de l'Institut, quelques-unes abritées sous son toit, constituent, elles aussi, des centres d'études spécialisées qui peuvent être précieux : telles sont les Stations de Viticulture, d'Entomologie agricole, de Microbiologie, de Machines agricoles, d'Essais de semences, de Pathologie végétale. Ce sont des foyers d'activité de grande valeur.

Ce vaste ensemble constitue en quelque sorte un organisme. L'Institut agronomique est au centre, les Écoles et les Sections d'application, les Stations expérimentales à la périphérie. Ces organes doivent jouir d'une large indépendance. Mais il est nécessaire qu'ils conservent entre eux une certaine liaison, que les programmes d'études soient concertés, afin qu'ils utilisent le mieux possible le temps des étudiants.

Signalons encore une heureuse disposition particulière à l'Institut agronomique. Si l'École forestière, réserve faite de l'exception consentie en faveur de l'École polytechnique, l'École supérieure du Génie rural, l'École des Haras ne reçoivent que des élèves de l'Institut agronomique choisis d'après leur rang de sortie, l'Institut national d'agronomie coloniale, l'École nationale des industries agricoles, les diverses Sections d'application et les laboratoires reçoivent en outre des élèves diplômés des Écoles nationales d'agriculture de Grignon, Rennes et Montpellier. Il en résulte une sorte de pénétration des enseignements des plus utiles. Mais, surtout, cette fusion est excellente parce qu'elle met de bonne heure en présence des jeunes gens qui sont appelés à exercer un jour la même tâche. Elle leur apprend à se connaître et à s'apprécier.

LES RÉSULTATS. — MAÎTRES ET ÉLÈVES

Dans quelques semaines, l'Institut agronomique fêtera son centenaire, en même temps qu'il inaugurera ses nouveaux bâtiments et le Pavillon de la Cité universitaire.

Cinquante ans, c'est un âge qui permet d'apprécier les services qu'une institution a rendus. L'Institut agronomique n'a pas trahi la confiance de ses fondateurs. On trouve la trace répétée de l'activité de ses maîtres dans les recueils scientifiques, les catalogues des bibliothèques de la France et de l'étranger et les Annales qu'il publie régulièrement. Il serait impossible de citer toutes les recherches effectuées dans ses laboratoires. Que l'on nous permette cependant de rappeler quelques-uns des travaux de ses maîtres disparus. Le cours d'agriculture comparée où Eugène Risler a établi les corrélations qui lient la production agricole au sol, au climat et au milieu économique; la découverte capitale du ferment nitrique, par Schlœsing et Müntz, a ouvert une voie nouvelle à l'étude de la fertilité. Émile Duclaux a contribué pour une large part à transformer l'industrie laitière. Les recherches d'Aimé Girard sur la pomme de terre et la betterave sucrière sont restées classiques. Édouard Grimaux a laissé un nom particulièrement estimé dans l'histoire de la chimie organique. Prillieux et Delacroix ont écrit plusieurs chapitres importants de la pathologie végétale, cette étude attachante des maladies qui atteignent les plantes. Sanson a fixé les bases scientifiques de la zootechnie. Les noms de Carnot, d'Émile Blanchard, de Tresca et de tant d'autres sont familiers aux savants. Tantôt les œuvres de ces premiers maîtres de l'Institut agronomique ont agrandi l'horizon de la science, tantôt elles ont apporté un secours immédiat à l'agriculteur dans la pratique de sa profession. De toutes façons, elles font honneur à l'esprit français et à la maison de la rue Claude-Bernard.

A l'origine, les professeurs se recrutaient parmi les sommités du monde universitaire et administratif, ainsi que chez les grands techniciens. Cette tradition s'est maintenue, et ce sera toujours chose excellente que de rencontrer, unis pour la même œuvre, des représentants de la Sorbonne, de l'École polytechnique, du Collège de France, du Muséum d'histoire

naturelle et du Conseil d'État. Mais ils ne peuvent donner à l'École qu'une fraction de leur temps. Il est donc indispensable qu'à côté d'eux les titulaires des principales chaires se consacrent entièrement à l'Institut agronomique. Aussi, dès les premières années, a-t-on confié certaines de ces chaires à des maîtres qui ne remplissaient pas d'autres fonctions que celle de professeur à l'Institut agronomique, et dans ces dernières années, cette tendance s'est beaucoup accusée. Elle s'accentuera encore, si l'Institut assure à ces professeurs une situation matérielle et morale équivalente à celle qu'ils pourraient atteindre ailleurs.

Les élèves se sont montrés dignes de leurs maîtres et ont rendu tous les services que l'on attendait d'eux. Ils sont aujourd'hui plus de trois mille répartis dans toutes les régions de la France. Beaucoup exercent leur activité aux colonies, quelques-uns à l'étranger.

Dès les premières années, les ingénieurs agronomes se sont fait apprécier, soit comme exploitants, en se mettant à la tête du progrès dans leur région, soit comme industriels, professeurs ou directeurs de Stations agronomiques. Bientôt les administrations de l'État s'aperçurent qu'elles trouveraient à l'Institut agronomique les conditions les plus favorables à leur recrutement. L'administration des Eaux et Forêts d'abord (1888 et 1894), puis celle des Haras (1892), enfin celle de l'Hydraulique et des Améliorations agricoles (1904) (1) décidèrent de recruter leurs agents parmi ses meilleurs élèves. D'autres administrations viennent à lui. C'est ainsi qu'un décret du 18 septembre 1927 a décidé que le service de l'Exploitation industrielle des Tabacs lui demandera chaque année, sous certaines conditions, des élèves diplômés pour occuper des emplois de contrôleurs adjoints de la culture. Enfin, le diplôme d'ingénieur agronome ouvre à ses possesseurs un grand nombre de concours, en particulier celui qui est à l'entrée de la carrière diplomatique et consulaire.

Comme l'avaient prévu ses fondateurs, l'Institut agronomique est parvenu à fournir au ministère de l'Agriculture l'état-major de ses fonctionnaires. Mais près de la moitié de l'effectif de ses élèves se dirige vers la pratique et les industries

(1) Devenue celle du Génie rural.

agricoles où elle occupe des situations importantes. C'est chose excellente pour le pays. Et c'est indispensable au développement de l'Institut, car le nombre des ingénieurs agronomes diplômés chaque année dépasse de beaucoup celui des places disponibles dans les administrations publiques.

Une association amicale formée par les anciens élèves de l'Institut agronomique et qui comprend aujourd'hui près de deux mille adhérents se consacre à cette grave question des débouchés; les « anciens » ainsi groupés font preuve d'une remarquable activité afin de procurer des situations à leurs jeunes camarades.

Un groupe s'est rendu acquéreur d'un bel immeuble, 5, quai Voltaire, « la Maison des ingénieurs agronomes ». L'Association amicale occupe l'un des appartements. Ses membres y trouvent, avec l'accueil le plus cordial, une bibliothèque, une grande salle de réception, et de temps à autre, ces réunions familiales si favorables à l'entr'aide confraternelle.

L'association publie un annuaire. Le lecteur qui parcourt ce petit volume se rend vite compte des positions qu'occupent les ingénieurs agronomes. S'il appartient au monde agricole, il reconnaît parmi les sociétaires un grand nombre des chefs d'exploitation qui comptent parmi les plus distingués. Il y retrouve aussi de savants techniciens, directeurs de laboratoires ou de stations expérimentales qui ont orienté l'agriculture vers des voies nouvelles, des ingénieurs placés à la tête des diverses industries agricoles. Il conclut enfin que beaucoup d'anciens élèves de l'Institut agronomique exercent leur profession aux colonies, soit comme colons, soit comme ingénieurs de l'agriculture et fonctionnaires de l'Administration coloniale.

A cours d'une existence relativement courte, l'Institut agronomique a formé : 364 officiers des Eaux et Forêts, 90 ingénieurs du Génie rural, 67 officiers des Haras, 186 professeurs des Écoles d'agriculture. Il compte parmi ses anciens élèves un ancien ministre de l'Agriculture, cinq directeurs dont un directeur général, six inspecteurs généraux, dix professeurs à l'Institut même.

En résumé, à la date du 1er juillet 1928, sur les 1 900 ingénieurs agronomes, membres de l'Association amicale dont on connaît les situations : plus de 25 pour 100 étaient agriculteurs, 16 pour 100 environ dirigeaient des industries essentiellement

agricoles ou y occupaient des emplois; par conséquent, plus de 40 pour 100 se consacraient à la terre ou aux industries qui s'y rattachent étroitement.

De l'effectif total, les Eaux et Forêts représentent 19 pour 100, l'Enseignement agricole et les Recherches agronomiques 15, le Génie rural 5, les Haras 3,5 pour 100. Treize pour 100 des anciens élèves habitent l'Algérie et nos Colonies; 9 pour 100 y pratiquent l'agriculture, 4 pour 100 sont fonctionnaires des Services agricoles. Environ 4 pour 100 exercent leur profession à l'étranger, surtout en Espagne, Égypte et Amérique du Sud.

Former des professeurs pour l'Enseignement agricole qui transformeraient et moderniseraient la culture du sol, tel était l'un des buts essentiels que ses fondateurs avaient assignés à l'Institut agronomique. A cette tâche, l'Institut agronomique n'a pas failli. L'étude de l'annuaire le démontre. Depuis 1876, c'est-à-dire depuis sa reconstitution, l'enseignement agricole public a pris un essor remarquable. L'enseignement libre a également suivi semblable progression.

Les Écoles nationales d'agriculture se sont perfectionnées. Nous avons assisté à la création de l'enseignement départemental de l'agriculture (1879), à celle des Écoles pratiques (1875), de l'École nationale d'horticulture (1872), de Laiterie (1883), et des Industries agricoles (1893); à celle de l'enseignement ménager (1884), et des Écoles d'hiver (1902). Simultanément se sont organisés, sous la protection de plusieurs lois, les associations coopératives pour l'achat des engrais, des semences et des machines, et le crédit agricole qui a pris une extension qu'on ne soupçonnait pas.

Sous la dénomination d'*Institut des Recherches agronomiques*, les laboratoires agricoles et les stations réparties sur le territoire constituent à présent une administration autonome. Elle seconde activement les cultivateurs en analysant leurs terres, les engrais, les aliments du bétail et en poursuivant des investigations scientifiques.

Les « Offices agricoles » institués par la loi du 6 janvier 1919 ont couronné cette œuvre considérable. Dans chaque région, devant les cultivateurs, ils essaient les méthodes nouvelles, les nouveaux engrais, les variétés de plantes améliorées; ils créent des *herd-books*, publient des tracts sur les questions techniques

à l'ordre du jour. Expérimenter, démontrer et propager, telle est leur triple mission, tandis que celle de l'Institut des Recherches agronomiques consiste surtout à découvrir.

Cette riche floraison d'Écoles et d'Institutions n'a pas manqué d'exercer son action sur l'économie rurale du pays. On peut en suivre les heureux résultats dans les statistiques. Malgré leurs imperfections, elles montrent que les rendements moyens de nos récoltes augmentent, que l'emploi des engrais et celui des plantes améliorées se développe ; qu'en dépit des coupes sombres de la guerre, notre troupeau progresse d'une façon continue.

A côté du rôle brillant qu'il a joué dans la renaissance de l'enseignement agricole, l'Institut agronomique a déterminé nombre de jeunes gens de valeur à se diriger vers l'agriculture : en montrant que la profession d'agriculteur met en jeu les facultés intellectuelles les plus élevées, la culture scientifique la plus étendue, il lui a donné un prestige qu'elle n'avait pas.

Les ingénieurs agronomes ont mis au jour un grand nombre d'ouvrages appréciés. Quelques-uns d'entre eux, groupés autour de l'un des leurs, ont publié une *Encyclopédie agricole* complète. Composée d'une centaine de volumes in-18, de quatre à cinq cents pages chacun, elle traite des diverses sciences appliquées à l'agriculture et de toutes les branches de celle-ci. Plus de six cent mille exemplaires portent aujourd'hui, non seulement en France, mais dans nombre de pays de l'étranger, surtout chez ceux de langue latine, l'influence de la science française et celle de l'Institut national agronomique.

L'ESPRIT DE L'ÉCOLE

Les élèves de l'Institut agronomique aiment leur maison. Ils lui restent profondément attachés. C'est à elle qu'ils doivent leur carrière. Aussi considèrent-ils qu'elle fait en quelque sorte partie de leur patrimoine. Et rien de ce qui la touche ne les laisse jamais indifférents. Ils y reviennent volontiers. Ils revoient avec plaisir les laboratoires où ils travaillèrent sous la direction de professeurs estimés, le jardin où ils échangèrent tant de joyeux propos et conçurent leurs premiers projets d'avenir.

L'Association amicale étend et resserre encore les liens d'amitié qui se sont d'abord noués à l'Institut. Les anciens élèves

fréquentent assidûment les réunions qu'elle sait organiser d'une manière parfaite; bals brillants, déjeuners ou dîners, soirées intimes de la maison des Ingénieurs agronomes.

L'Association amicale ne se contente pas d'entretenir la camaraderie parmi ses membres, et de les aider, le cas échéant, dans leur carrière. Elle étend son activité aux intérêts généraux des agriculteurs. C'est ainsi qu'elle a constitué deux groupes professionnels : celui des praticiens de la terre et celui des scientifiques : professeurs, directeurs et hommes de laboratoire. Dans le premier, se discutent, entre ingénieurs agronomes, les questions pratiques qui concernent la production des plantes et celle des animaux. Le second envisage tous les problèmes d'ordre théorique qui intéressent l'agriculture.

C'est l'un des bienfaits de la profession agricole qu'elle exalte le culte de la Patrie. La dernière guerre l'a montré une fois de plus : on ne reconnaîtra jamais trop souvent les services qu'ont rendus les hommes de la terre à la défense de notre sol. Les élèves et anciens élèves de l'Institut agronomique ont largement versé leur sang, au cours de la grande guerre. Sur un effectif d'environ douze cents élèves et anciens élèves mobilisés, trois cent vingt-trois sont tombés au champ d'honneur!

L'Association amicale a consacré un *Livre d'or* à ses héroïques combattants. Elle y a inséré quelques-unes des lettres si émouvantes qu'ils ont écrites, soit avant l'attaque, soit quelques instants avant le moment suprême. Elles resteront parmi les plus belles que le courage et le patriotisme aient dictées à des cœurs de vingt ans.

La croix de guerre a consacré ces brillants services. Elle a été remise solennellement à l'Institut agronomique le 20 mars 1927 en présence de M. le Président de la République et des membres du gouvernement. Voici le texte de la citation à l'ordre de l'armée qui l'accompagnait et qu'a lue M. le maréchal Pétain : « L'Institut national agronomique a fourni au cours de la grande guerre, pour de nombreuses unités de l'armée, des cadres et des soldats valeureux qui se sont distingués par leurs belles qualités morales et leurs connaissances techniques particulièrement utiles à la défense nationale. »

GEORGES WÉRY

LA " SCIENCE DES DAMES " AU TEMPS DE MOLIÈRE

Chamfort l'a dit : « Molière est l'homme de la vérité. » S'il a écrit la farce des *Précieuses ridicules*, c'est qu'en 1659, nous le savons bien, il y avait encore des précieuses, quoique leurs beaux jours fussent passés. Aurait-il composé, plus tard, la comédie des *Femmes savantes*, s'il n'y avait pas eu des femmes savantes, assez nombreuses et assez en vue pour attirer son attention ? En cherchant s'il y en a eu réellement à cette époque, comment il a pu y en avoir et quelles raisons a eues Molière de les juger sans bienveillance, on arriverait peut-être à mieux s'expliquer une de ses créations les plus parfaites et à éclairer du même coup un moment assez considérable de l'histoire du féminisme.

L'éternel débat, si longtemps stérile, sur l'égalité des sexes s'était déjà concentré, dans la première moitié du XVII^e^ siècle, sur une question essentielle et féconde, celle de l'éducation : on avait vu déjà quelques dames tenter bravement de s'instruire, pour prouver qu'elles étaient capables de le faire, et mériter ainsi l'émancipation intellectuelle qu'elles réclamaient. Les grands progrès scientifiques qui ont marqué en France le commencement du règne de Louis XIV, ont dû naturellement solliciter la curiosité des femmes en leur découvrant de nouveaux horizons et les entraîner dans un mouvement plus vif et plus général vers la connaissance.

Même en ces brillantes années, les ignorantes, bien entendu, ne manquent pas. M^lle^ de Scudéry en a tant vu qu'elle en est,

dit-elle, « épouvantée ». Dans sa jeunesse surtout, elle avait eu sous les yeux quelques exemples assez remarquables. Devenue veuve de bonne heure, la mère du duc de Roannez, l'ami de Pascal, s'était trouvée tout à fait incapable « de prendre soin de lui », même de lui apprendre à lire. Lorsque Mlle de Brézé avait épousé le duc d'Enghien, elle ne savait exactement rien; un an après son mariage, il avait fallu l'envoyer dans un couvent de carmélites pour qu'elle y apprît à lire et à écrire durant une absence de son époux.

C'était une exception que M. Pascal le père qui avait voulu donner des leçons à sa fille Gilberte en même temps qu'à son fils, lui enseignant ainsi « les mathématiques, la philosophie et l'histoire ». Dans la plupart des maisons, les mères ne s'occupaient guère de l'éducation de leurs filles. Nous savons par Mlle de Montpensier que la seconde femme de Gaston d'Orléans ne voyait les siennes qu'un quart d'heure le matin et un quart d'heure le soir et qu'elle se contentait de leur répéter : « Tenez-vous droites! Levez la tête! »

Aux jeunes demoiselles de condition, on donnait trop souvent pour gouvernantes des personnes d'origine très modeste, incapables de leur rien apprendre et sans autorité pour les conduire. En dehors de la famille, peu de secours. Port-Royal même, qui a tant fait pour l'enseignement des garçons, ne s'est guère soucié de la formation intellectuelle des jeunes filles; cela paraît assez dans le *Règlement* rédigé en 1657 par sœur Sainte-Euphémie, qui est Jacqueline Pascal, conforme, dit-elle, à ce qui s'était pratiqué depuis assez longtemps dans cette maison : quelques ouvrages de sainteté sont les seules lectures inscrites au programme. De ce côté-là, jusqu'à la fin du siècle, on ne verra guère de progrès.

Ainsi donc, à peu près partout, les premières années sont perdues. Les jeunes femmes, lorsqu'elles auront fait leur entrée dans le monde, les filles, lorsqu'elles seront maîtresses d'occuper à leur gré leurs loisirs, si elles désirent s'instruire, il faudra qu'elles en trouvent toutes seules les moyens.

Le plus agréable et le plus facile, c'est assurément la conversation. C'était la meilleure façon de se faire valoir et l'on y gagnait presque toujours quelque chose. L'espagnol Balthazar Gracian écrivait dans son *Homme de Cour* : « L'art de converser a plus servi à quelques-uns que les sept arts libéraux ensemble. »

Cela est plus vrai de la France que de l'Espagne, cela est vrai surtout à Paris.

On estime toujours, comme au temps de la Chambre bleue, que c'est le plus délicat des plaisirs. « Une des choses qui me touchent le plus est une conversation jolie et spirituelle, exempte de toute sorte de médisances. » « La conversation dans un beau lieu, et à son aise, avec cinq ou six personnes bien spirituelles et bonnes, c'est ma véritable joie » : voilà ce que pensent encore les amies de Mlle de Montpensier, et beaucoup d'autres avec elle. Aujourd'hui plus qu'autrefois on souhaite que ce plaisir s'accompagne d'un profit et l'on recherche les gens instruits capables de bien renseigner sur les choses qu'on ignore. Cela explique les avances qu'on a faites alors à de doctes personnages dont l'érudition n'avait rien, semble-t-il, de très engageant, Chapelain, par exemple, ou Ménage ou l'abbé d'Aubignac.

Mais il est trop clair qu'on ne peut tirer de la seule conversation les éléments d'une instruction solide. Elle renseigne, elle sème des idées, elle excite les intelligences, mais à condition qu'on connaisse déjà un peu les questions qu'elle soulève tour à tour. Les femmes ont senti le besoin d'un enseignement régulier et méthodique : où ont-elles pu le trouver?

Évidemment, elles ont les livres. Il y a déjà un certain nombre d'ouvrages de science écrits en français, il y en aura toujours davantage. Bien des auteurs s'appliquent maintenant à rendre l'étude attrayante et facile : ils s'adaptent de leur mieux aux capacités d'un public un peu léger qui s'accroît sans cesse et dont le suffrage est flatteur. L'abbé d'Aubignac entreprend d'instruire par le roman et de charger d'idées sérieuses un genre qui n'avait été jusque-là que l'amusement des « petites âmes » ; dans l'histoire allégorique de *Macarise*, « sous le voile de plusieurs aventures agréables », il prétend mettre à la portée des lectrices les moins préparées toute la philosophie morale des Stoïques. Parant d'une couleur poétique une section de l'histoire naturelle, le chevalier Perrin décrit en vers les mœurs des insectes. Le sieur de Saint-Martin compose un poème sur *les Causes et les admirables effets des météores*, dont le British Museum conserve le manuscrit admirablement calligraphié, décoré de vignettes d'azur et d'or. Le plus zélé des vulgarisateurs est un certain René Bary, auteur de deux traités de rhétorique à l'usage des gens du monde et d'un petit ouvrage dont

le titre au moins est charmant : *la Fine philosophie accommodée à l'intelligence des dames*.

Mais ces livres, même s'ils étaient plus nombreux et s'ils étaient meilleurs, ne pourraient instruire à eux seuls des femmes qui n'ont guère appris encore à fixer leur attention. Elles ont besoin d'une direction suivie. Un enseignement oral les guiderait mieux, aplanirait pour elles les premières difficultés, les accoutumerait insensiblement à soutenir un effort intellectuel dont elles n'ont pas l'habitude. Quelques-unes ont fait venir chez elles des maîtres particuliers : mais ce sont le plus souvent d'assez pauvres hères, de capacités médiocres et d'aspect peu engageant. D'autres ont confié à des personnages plus relevés le soin de diriger l'ensemble de leurs études : mais peu d'entre elles ont eu la chance de trouver et le moyen de s'attacher des hommes comme le chevalier de Méré, que Mme de Lesdiguières a gardé longtemps, pour recevoir de lui quelque teinture des sciences, surtout des leçons de style et de goût, et que la maréchale de Clérembaut a pris après elle.

Du reste, un enseignement public devait mieux convenir à des mondaines habituées à s'associer par groupes sympathiques au cours des exercices et des divertissements qui remplissaient leurs journées. Il pouvait exciter entre elles une sorte d'émulation ; il y aurait plaisir à en faire ensuite entre soi la critique ou le commentaire.

LES LUNDIS DE RENAUDOT

Mais où s'adresser ? L'Université n'est pas ouverte aux femmes : d'ailleurs on y parle généralement latin, et qu'auraient-elles à y gagner ? Trop techniques ou trop savants, les cours du Collège Royal ne sont guère faits pour elles. Il faut donc chercher autre chose.

On avait déjà regretté cette insuffisance de l'enseignement officiel fermé au grand public et l'on avait tenté d'y suppléer. Théophraste Renaudot qui a eu tant d'idées originales et fécondes avait eu aussi celle-là.

Ce précurseur n'avait pas seulement créé la *Gazette de France* et deviné la puissance de la presse, il avait encore ouvert, au cœur de la Cité, rue de la Calandre, dans la maison du Grand Coq, un « Bureau d'adresse » ou, comme on disait

dans ce temps-là, « de rencontre », qui était à la fois un office d'information, de prêts d'argent, une boutique de vente pour toute sorte de marchandises, un bureau de placement pour les domestiques. Il y avait joint un service gratuit de consultation pour les pauvres, assuré par une douzaine de docteurs, et un peu plus tard, dès qu'il en avait eu les moyens, un mont de piété ou bureau des prêts charitables.

Enfin, portant toujours sur de nouveaux objets une activité infatigable, il avait imaginé d'établir dans le même local une Société de conférences. Il songeait surtout, étant médecin, à former par là de jeunes confrères et à faire pénétrer un esprit plus moderne dans les sciences médicales. Mais, presque tout de suite, le programme s'était élargi ; dès les premiers mois de 1632, l'enseignement avait pris un caractère très général : tout le champ des connaissances humaines s'était ouvert aux gens de bonne volonté. C'était vraiment une Université libre qui s'était ainsi créée, où l'on allait essayer de s'affranchir de la tyrannie des anciennes méthodes et de l'esprit d'autorité.

Dans les commencements, pour ne pas compromettre l'entreprise, on n'avait invité que des personnes de quelque renom. Mais bientôt, tant de gens sollicitèrent l'honneur d'être admis que, vers la fin de 1633, on se décida à accueillir, dans la limite des places disponibles, tous ceux qui se faisaient inscrire à l'avance, d'ailleurs gratuitement. Plus tard même, pour étendre à un plus grand public les bienfaits de cet enseignement, Renaudot se décida à publier les comptes rendus des séances. Cela fit, à la fin, un ensemble assez imposant : cinq volumes in-quarto de près de mille pages chacun, sous ce titre : *Recueil général des questions traitées ès conférences du Bureau d'adresse par les plus beaux esprits de ce temps.* Ainsi cet essai hardi d'une Faculté libre d'enseignement supérieur s'accompagnait de cette autre nouveauté : une Revue des cours scientifiques et littéraires.

Renaudot avoue lui-même que cet enseignement était quelque peu « bigarré ». Des spécialistes ou des personnes de bonne volonté proposaient quelques sujets ; les assistants en choisissaient deux pour les mettre à l'ordre du jour de la séance suivante : comme ils avaient tout à apprendre, leur curiosité se portait naturellement dans tous les sens. Nous voyons se mêler dans les comptes rendus des questions philo-

sophiques, des questions de psychologie et de morale galantes, des questions de médecine, de physique ou d'astronomie. Des inventeurs apportaient des idées qui pouvaient passer en ce temps pour singulières : « Le moyen de donner quelque avis en six heures à cent lieues d'ici, sans y employer les cloches ni le canon » ; « s'il est possible de trouver « une langue matrice », dont toute la grammaire s'enseignerait en six heures. » On se demandait « si la langue française est suffisante pour apprendre toutes les sciences », « si l'on doit écrire comme l'on prononce ou suivre l'ancienne et commune orthographe ». On prenait la défense du théâtre qui avait déjà des adversaires : « De la comédie et si elle est utile à un État. » Il fallait avoir la tête bien faite pour se faire une instruction un peu consistante avec une matière si dispersée.

Il faut bien se dire d'ailleurs que cette diversité a paru alors plus intéressante qu'un enseignement suivi ; elle associait dans une heureuse proportion l'agréable et le sévère, elle contentait tous les goûts : elle a probablement contribué à assurer la réussite de l'entreprise.

Car, c'est là un fait assez considérable, l'essai de Renaudot s'est soutenu longtemps, au moins pendant dix ans : nous avons les résumés de trois cent quarante-cinq conférences et la dernière a été faite le 18 août 1642 Et d'année en année, le nombre des auditeurs n'a cessé de croître, quoiqu'on n'ait pas pu recevoir tous ceux qui l'auraient voulu. Le directeur des cours parle des « milliers de personnes d'honneur » qui ont toujours plus que rempli une salle pourtant très spacieuse. Il s'est fait scrupule d'en citer aucune ; il ne dit pas si les dames y sont venues, mais il eût été bien surprenant qu'elles n'eussent pas couru en un endroit où l'on se disputait les places et où c'était déjà une petite distinction d'être admis. L'on voit d'ailleurs se succéder au programme plusieurs sujets très évidemment choisis pour elles et qui auraient perdu tout leur intérêt, si elles n'avaient pas été là.

On aimerait à se représenter ces grandes assemblées dans l'étrange décor que faisait la vieille maison du Grand Coq rappelée à la vie, encombrée, bourdonnante, où avaient pris corps tour à tour, où se développaient côte à côte et se disputaient l'espace toutes les belles inventions de Renaudot. Par bonheur, nous avons, pour nous aider, les impressions de Charles Sorel qui a suivi les conférences et qui en a parlé, en 1654, dans son

Discours sur l'Académie française : « Il ne sert de rien de les traiter de mépris, à cause du divers tracas qui se faisait encore au même lieu, comme de la vente et distribution des gazettes, et de la communication que l'on y donnait des registres de bénéfices à permuter et de maisons à vendre, et pour les valets que l'on y trouvait à louer, l'argent que l'on y prêtait sur gages et les hardes engagées que l'on y vendait à l'encan, ce qui rendait quelquefois cette maison une vraie friperie. Cela n'empêchait pas qu'à d'autres heures elle ne parût soudain une école de philosophes... »

Ainsi, tous les lundis, pendant tant de mois, des médecins d'esprit indépendant, des avocats instruits, des savants, des gens du monde ont associé là leurs honnêtes curiosités, les plus capables exposant les faits et les idées, les autres posant des questions, provoquant ainsi des discussions et s'y mêlant. Cette longue collaboration est « un commerce des âmes »; un esprit nouveau l'anime : « On n'allègue des autorités que fort rarement... Hors la loi divine et celle du Prince, une autorité ne doit point faire de force sur des âmes libres. »

Donc rechercher la vérité, — dans la limite où cela est alors permis, — sans autre souci que de la vérité, rejeter la tyrannie « magistrale », « à laquelle l'humeur de notre nation s'accommode encore moins qu'aucune autre » ; fortifier ainsi le jugement, répandre la culture, la rendre accessible à toutes les intelligences : voilà le programme que s'était fixé ce hardi précurseur et qu'il a en partie réalisé. N'est-il pas vrai, demandait-il un jour, que ces conférences sont à leur place au Bureau d'adresse ? « Quelle apparence que l'homme trouvât dans ce bureau une adresse de toutes autres choses que de celle qui le fait être homme, à savoir la raison ? »

Théophraste Renaudot avait beaucoup d'ennemis, comme la plupart des gens qui réussissent ; les docteurs de la Faculté de médecine de Paris lui en voulaient à mort, surtout depuis l'ouverture de son dispensaire gratuit. Le cardinal de Richelieu avait été seul à le soutenir : c'était un appui qui comptait. Le cardinal disparu, ce fut la fin des cours comme des consultations charitables. Mais on put en lire longtemps les résumés imprimés, dont le dernier volume ne parut qu'en 1655 et qui eurent plusieurs éditions. Le souvenir en était encore très vivant dans les premières années du règne de Louis XIV :

Furetière en parle dans son *Roman bourgeois*. Nous allons voir qu'à plusieurs reprises on s'est inspiré de cet exemple, mais en s'orientant vers l'enseignement méthodique plutôt que vers la libre recherche.

LES COURS DU *PALAIS PRÉCIEUX*

Voici d'abord une bien curieuse entreprise, suscitée vraisemblablement par le succès des lundis de Renaudot, et qui s'est proposé d'associer dans une heureuse proportion ce qui pouvait satisfaire la curiosité des mondains, tout particulièrement des dames, et les attirer aussi par l'appât d'un honnête divertissement. Conrart nous en a conservé le prospectus alléchant, qui a dû être reproduit à la main à un grand nombre d'exemplaires et distribué aux bonnes adresses : *Programme des Cours qui se font au Palais Précieux pour les beaux esprits des deux sexes, en 1655*.

Il convie ce qu'il y a de plus beau et de plus fin dans Paris aux plus nobles exercices qui se puissent rencontrer dans la vie :

Nous prétendons, moyennant trois pistoles seulement, fournir durant près de trois mois, à commencer du premier jour de janvier jusqu'à la mi-carême, tous les divertissements que l'esprit raisonnable se peut imaginer. Il ne faut point perdre de temps à se faire enrôler ; car nous sommes résolus, passé un certain temps et un certain nombre de gens qui sera bientôt rempli, de ne plus recevoir personne dans cette belle société.

Des secrétaires iront, au premier avis, toucher les frais d'inscription à domicile ou, si l'on préfère, on pourra porter les trois pistoles rue Béthisy à l'hôtel d'Anjou : « il n'y aura qu'à demander Monsieur l'Incognito », qui se trouvera toujours là pour recevoir l'argent et « enrôler ». C'est en ce même hôtel, dans une salle immense, que se tiendra l'assemblée, « tous les jours de la semaine, sous le bon plaisir du Roi ».

Le lundi régulièrement se donneront le bal et la comédie, avec distribution gratuite de citrons doux et d'oranges de Portugal ; l'on commencera à trois heures de l'après-midi et l'on finira à six heures, « pour la commodité des dames qui font difficulté de sortir le soir, et de quelques maris qui sont bien aises que leurs femmes se retirent de bonne heure ».

Le mardi, il y aura toutes sortes de concerts de luths, de voix et aussi d'instruments, où le sieur Lambert et la demoiselle Hilaire feront l'ouverture à deux heures précises jusqu'à quatre, et le reste de l'après-dînée se passera en autres concerts.

Le mercredi se fera la leçon de philosophie par le sieur de l'Esclache, qui traitera particulièrement de la morale en termes fort à la mode, où les femmes aussi bien que les hommes auront grande satisfaction. Ce sera depuis deux heures jusques à quatre; et de quatre jusques à cinq sera traité par le sieur Samson de la géographie et de l'histoire.

Le jeudi, il y aura concert encore, après quoi on lira des gazettes « tant ordinaires que burlesques et autres pièces nouvelles qui seront soumises au jugement des doctes ».

Le vendredi se passera en belles conférences et propositions curieuses qu'un chacun pourra faire, qui seront décidées par quatre des plus beaux esprits de ce temps qui ont été choisis pour cet effet.

On aura, le samedi, les mêmes distractions que le lundi, à savoir le bal et la comédie, mais on les aura, cette fois, le soir (parce qu'on veille plus volontiers, lorsque le lendemain est jour de repos). Certaines dames pourraient s'inquiéter des risques d'un retour nocturne; qu'elles se rassurent, tout a été prévu :

L'on donnera bonne escorte aux personnes qui en auront besoin pour la sûreté de leur argent, de leurs bijoux et point de Gênes. Peut-être n'en aurons-nous que faire, étant sur le point de traiter avec tous les filous de Paris qui nous promettent bons passeports, moyennant quoi l'on pourra aller et venir en toute sûreté, ces messieurs ayant fait voir depuis quelque temps qu'ils sont assez religieux à tenir leur parole, quand ils l'ont une fois donnée.

Voilà certes une aimable attention. Ce n'est pas la seule. Les portes du Palais étant ouvertes dès une heure de l'après-midi, les premiers arrivés pourraient s'ennuyer en attendant que commence le cours ou le concert : ils trouveront à s'occuper dans les galeries en regardant, le long des murs, des pancartes portant les noms des meilleurs ouvriers ou marchands que les valets attachés à la maison iront quérir à la première demande. (Bonne idée, empruntée probablement au Bureau d'adresse de Renaudot.) Non loin de là, ils pourront consulter

pour eux-mêmes ou pour leurs amis des listes de jeunes filles et de jeunes gens disposés à se marier, avec l'indication précise de leurs biens, qualités, parents et alliances.

Qu'on sache bien, pour finir, que ce sera là un endroit de bonne renommée, où l'on ne rencontrera que « la fleur des honnêtes gens » et qu'il sera honorable de fréquenter. Il sera interdit, sous peine d'exclusion, d'y proférer aucun blasphème ; les jeux y seront sévèrement défendus. L'Église ne pourra que recommander une entreprise qui se propose d'éclairer les intelligences et de maintenir les âmes dans les sentiers de la vertu.

Les cours ont commencé, comme on l'annonçait, le premier jour de l'an 1655. Quand ont-ils fini? Nous n'en savons rien. Il est probable qu'ils n'ont pas duré très longtemps, sans quoi l'on en aurait parlé davantage.

On n'avait pourtant rien négligé. On avait recruté des maîtres célèbres comme Lesclache et le géographe Samson, des musiciens comme Lambert. L'agréable l'emportait encore sur l'utile. Dans ces semaines enchantées, chaque jour apportait un plaisir : aux concerts d'instruments et de voix succédaient la danse et la comédie, amusements préférés des dames. Il y avait même un buffet : régulièrement se tiendra table ouverte « sur laquelle sera servie la meilleure chère et la plus délicate de Paris ». Tout cela au prix de trois pistoles pour un trimestre : il est vrai qu'on « supplie très humblement » les auditeurs que la conférence aurait mis en appétit de se servir « très discrètement ».

Et, après des heures si agréablement remplies, le retour assuré jusqu'au logis, avec la satisfaction, douce pour une veuve ou une mère, d'avoir peut-être trouvé sur l'affiche un mari pour elle ou pour sa fille.

A tous ces avantages annoncés par le prospectus, la Direction (nous le savons par une lettre de Charles Sorel) s'est engagée à en ajouter d'autres : elle aura un cabinet de lecture qui prêtera les livres nouveaux; pour ses adhérents elle retiendra les meilleures places aux représentations ; elle organisera des promenades à la campagne. Fut-il jamais combinaison si avantageuse? Quelle entreprise de divertissements à forfait a jamais promis autant, et à si bas prix?

Comment tant de bonne volonté, tant d'attentions n'ont-elles pas eu leur récompense? On peut supposer que les dames

des ruelles sous le patronage de qui s'était mis « le Palais Précieux » ne se sont guère empressées de répondre à l'invitation. Elles se seraient senties perdues dans cette grande salle, « plus grande que vous ne pouvez vous l'imaginer », disait le programme ; elles préféraient trôner chez elles et chez leurs amies au milieu de leur petite cour, dans leur clan : pendant le peu de temps qu'elle a duré, la préciosité s'est constituée en groupes disséminés et indépendants.

Sur un autre point encore les chefs de l'entreprise avaient manqué de psychologie : pour avoir le plus d'inscriptions possible, ils avaient fait un appel trop direct à la moyenne bourgeoisie. Ils assuraient bien qu'ils n'accepteraient pas tout le monde. Mais pour qui avaient-ils fixé une rémunération si modique? Qui avaient-ils pensé attirer par leurs gentilles inventions? Est-ce une dame du monde qui aurait fait difficulté de sortir le soir, ayant son carrosse et une escorte de valets, et qui aurait redouté, au retour, la rencontre de « messieurs les filous »? qui aurait fait ses commandes dans le vestibule, consulté pour quelqu'un des siens le tableau des partis avantageux et pris place, en jouant des coudes, devant la table si bien servie, sans abuser cependant de cette bonne fortune?

Il est donc probable qu'on n'a guère vu de marquise ou de présidente ou de trésorière prendre le chemin de la rue Béthisy : l'aristocratie a craint de fâcheuses promiscuités. Il aurait fallu pourtant que l'exemple vînt de haut pour décider des bourgeoises modestes, peu studieuses encore et peu émancipées, à abandonner les soins de leur ménage tous les après-midi, régulièrement, pendant trois mois.

POUR LES PERSONNES DE CONDITION

Ce qui réussit, dans ce temps, ce sont les entreprises qui, tout au contraire, affichent la prétention de ne s'adresser qu'à une élite.

Telles sont, par exemple, les « conférences académiques et oratoires » que Jean de Soudier, sieur de Richesource, a commencé à donner, dès la fin de 1655, tous les lundis d'abord et plus tard, encouragé par son succès, trois fois par semaine.

Il parle facilement, mais avec une emphase un peu ridicule. Beaucoup moins intelligent que Renaudot, n'ayant de com-

mun avec lui que le sens de la réclame, il a la prétention de le continuer. Il ne sème pas les idées comme son prédécesseur; il ne songe guère à développer chez ses auditeurs l'esprit scientifique. L'avantage de son enseignement, c'est que, le distribuant seul, il peut l'organiser sur un plan assez méthodique. Mais il se garde bien d'approfondir aucun sujet : il se contente d'offrir à son public ce qu'il souhaite, une science « facile », comme il dit; il lui apporte un petit bagage d'idées générales et de lieux communs, avec les moyens d'en tirer le meilleur parti.

Il est probable qu'il n'a pas beaucoup enrichi la culture de ses contemporains et de ses contemporaines, mais il a réussi à leur persuader qu'on emportait de chez lui des brevets d'esprit et de politesse. Pour augmenter le prestige de ses conférences, il en a bientôt changé le titre; elles sont devenues « l'Académie des orateurs ». Il a réservé des places de choix à la clientèle qui lui faisait le plus d'honneur : « Pour la satisfaction des personnes de condition de l'un et l'autre sexe... nous avons fait faire des balustres d'où l'on peut voir toute l'assemblée et des galeries couvertes pour ceux qui ne veulent pas être vus. » Afin d'exciter l'émulation, il a pris l'habitude de publier les noms des assistants qui proposaient des sujets ou prenaient une part active dans les discussions.

L'homme est adroit, insinuant; il connaît son public et sait comment le prendre. On voit son autorité se maintenir et même s'accroître pendant une douzaine d'années, au moins jusqu'à la fin de 1667. On est surpris de voir à quel point il a fait illusion : Boileau sera à peu près le seul à le juger avec rigueur, dans une de ses *Réflexions sur Longin*. On pourrait citer beaucoup d'assez grandes dames et de gentilshommes qui l'ont suivi assidûment. Plusieurs ecclésiastiques ont achevé chez lui leur formation; Fléchier a été pendant près de trois ans son plus brillant disciple et lui est resté très attaché.

C'est surtout vers les questions philosophiques et morales que se porte la curiosité de cette société raisonnable, des femmes aussi bien que des hommes. La gloire éclatante de Descartes est certainement pour beaucoup dans cet engouement. On ne dira jamais assez à quel point il a occupé les meilleurs esprits de cette génération qui s'exerçait à penser. Il règne dans les salons comme dans les académies. Les plus grands seigneurs, le prince de Condé, les ducs de Nevers et de

Vivonne se disputent Rohault, plus tard Régis, qu'on juge les mieux qualifiés pour expliquer la doctrine du maître. Il y a des conférences cartésiennes dans les plus beaux hôtels de Paris, le cardinal de Retz en préside une dans son château de Commercy; une académie cartésienne tiendra ses séances dans le château du duc de Luynes.

Gassendi a eu aussi des admiratrices et des disciples. Les moralistes, même les plus subtils ou les plus austères, sont médités par les mondaines capables de pensées sérieuses : Mme de Sévigné apprécie tellement les *Essais* de Nicole, qu'elle voudrait, qui l'ignore? en « faire un bouillon et l'avaler ». La publication des *Maximes* de La Rochefoucauld a été un événement d'importance; l'on sait avec quelle ardeur, avec quelle précision, avec quelle justesse le bon sens féminin les a discutées.

Il est naturel que des conférenciers se soient trouvés pour répondre à un goût si général.

Le plus réputé a été Louis de Lesclache : ses cours de philosophie et de morale ont eu parmi les femmes du monde et les gens de cour un succès éclatant qui s'est soutenu pendant trente-quatre ans, de 1635 à 1669, malgré les efforts de divers concurrents, qu'il avait précédés, auxquels il a survécu, et de quelques ennemis, qui ne lui ont jamais pardonné d'avoir inauguré l'enseignement de la philosophie en français et de l'avoir rendue plus abordable.

Ainsi, durant un tiers de siècle, il a commenté les philosophes anciens, surtout Aristote, expliqué et discuté les modernes, tantôt en public, les dimanches, lundis et mardis, dans son école, tantôt dans des maisons particulières, où des auditoires plus restreints s'étaient formés pour l'entendre. Ses adversaires lui ont reproché d'être un professeur pour dames : « Comme un autre Samson, lui dit l'un d'eux, vous filez dans les ruelles des précieuses. » Il n'a été évidemment ni original, ni profond: mais il a su beaucoup de choses, et il a fait sérieusement son métier. Sa longue expérience lui avait enseigné les moyens de fixer de graves idées en des têtes un peu légères. Ne s'est-il pas avisé de résumer ses cours sous forme de tableaux synoptiques? Le procédé nous paraît puéril, mais il n'a pas mal réussi : il a tiré une petite fortune de la vente de sa *Philosophie expliquée en tables*, présentée dans un beau volume in-quarto, dont le titre gravé était encadré de fleurs :

on en rencontre aujourd'hui encore des exemplaires réglés, reliés en maroquin, qui ont dû être feuilletés jadis par des mains aristocratiques.

Très oublié dans les siècles suivants, Desclache a été de son temps estimé par des juges plutôt sévères ; Charles Sorel fait grand cas de lui, Guy Patin le déclare fort honnête homme et « fort versé » dans sa science ; Olivier d'Ormesson constate son succès persistant et y applaudit. La Bruyère se souviendra de son nom et le citera en très bonne compagnie.

Nous connaissons beaucoup moins bien Isnard, Vallart ou Saint-Ange qui ont fait alors le même métier, mettant comme lui à la portée « de tous les bons esprits de l'un et l'autre sexe » les systèmes des philosophes. Ils semblent avoir été, comparés à lui, d'assez petits personnages.

Hâtons-nous d'ajouter qu'à côté de cet enseignement assez élémentaire, il y a eu, à la même époque, un enseignement qu'on pourrait appeler supérieur, réservé à l'élite intellectuelle.

Chacun de ceux qui le représentent a son originalité.

M. de Launay, par exemple, conseiller du Roi et historiographe de France, étudie, depuis 1656, dans ses « Conférences académiques », tantôt la science politique et l'histoire contemporaine, tantôt les principales questions de la philosophie : il combat Aristote et les opinions cartésiennes et se rallie, avec quelques restrictions, aux principes de Gassendi. Il s'adresse à une assistance choisie, dans laquelle on remarque « des princes et des seigneurs français et étrangers, des évêques, des abbés et plusieurs dames de la Cour ».

Les leçons de Jacques Rohault sont justement célèbres. Comme Descartes, son maître, il a touché à toutes les sciences. Après avoir été professeur de mathématiques, il s'est consacré spécialement à la physique et il l'a enseignée en public, tous les mercredis, pendant dix ou douze ans.

En dehors de ses mérites scientifiques, il avait une clarté d'exposition très remarquable. Clerselier a parlé avec admiration de ses conférences « où se trouvaient des personnes de toutes sortes de qualités et de conditions, de tout âge et de tout sexe ». Des ecclésiastiques, de jeunes savants, beaucoup d'étrangers y venaient régulièrement ; on a dû y voir quelquefois le prince de Condé qui avait pour Rohault une singulière estime ; les dames n'étaient pas les moins assidues :

tous les sièges des premiers rangs leur étaient réservés.

Au cours de l'année, le maître passait en revue les questions qui pouvaient être expliquées à un auditoire si nombreux : la lumière, les couleurs, l'arc-en-ciel, les lunettes, le flux et le reflux de la mer, la question du vide et la pesanteur de l'air... « A l'entendre parler là-dessus, écrit Clerselier, vous eussiez dit qu'il était de concert avec la nature, et qu'elle prenait plaisir à lui découvrir ses secrets. » La leçon achevée, il faisait les plus belles expériences du monde « avec quantité de tubes de verre, de fioles, de vif-argent » et il les réussissait à merveille, étant remarquablement adroit de ses mains et capable de construire les mécaniques les plus ingénieuses. « La dispute était ensuite ouverte à tout le monde, et il répondait toujours à ce qu'on lui avait objecté avec la même netteté et la même justesse. »

Lorsque J. Rohault, pour des raisons de santé, est obligé d'interrompre ses cours, c'est son élève Régis qui le remplace. Il est aussi bien accueilli dans la capitale qu'il l'avait été à Toulouse et à Montpellier : nombre de dames se pressent autour de sa chaire, quoiqu'il ne fasse rien pour les attirer.

A peu près à la même date, Lémery arrive, lui aussi, de Montpellier. C'est la chimie qu'il enseigne et il l'enseigne en français. Les cours publics qu'il donne rue Galande sont suivis par de grands personnages comme le Grand Condé, par des philosophes comme Bernier, le voyageur. Fontenelle raconte que « les dames mêmes, entraînées par la mode, ont eu l'audace de venir se montrer à des assemblées si savantes ». « Son laboratoire, dit-il encore, était moins une chambre qu'une cave et presque un antre magique éclairé de la seule lueur des fourneaux; cependant l'affluence était si grande qu'à peine avait-il de la place pour ses opérations. » Il restera à Paris jusqu'à la révocation de l'Édit de Nantes, qui l'obligera à se réfugier en Angleterre. Son *Traité de chimie*, dégagé de ce qu'on appelait « les duretés de l'École », s'est vendu, paraît-il, « comme un ouvrage de galanterie ou de satire ».

Plus tard, Joseph Sauveur, autre élève de Rohault, réussira aussi brillamment. Mme de la Sablière sera sa plus chaude protectrice, nous le savons par Boileau, qui a reproché à cette dame d'avoir de telles amitiés. Une théorie mathématique des jeux de hasard, demandée par le marquis de Dangeau, arrivera

fort à propos, à un moment de passion furieuse pour le jeu, et achèvera d'établir sa réputation à la Cour.

Plus tard aussi, vers 1679, Duverney, professeur au Jardin du Roi, attirera la belle société par la facilité merveilleuse et l'éclat de sa parole; il mettra l'anatomie à la mode parmi les personnes de qualité.

C'est par l'effort, trop peu connu, de ces maîtres presque tous remarquables qu'un certain nombre de femmes intelligentes ont été initiées alors à une culture philosophique et scientifique qui avait été jusque-là tout à fait exceptionnelle dans la haute société. Le progrès s'accentuera beaucoup dans la suite : mais l'impulsion était donnée, bien avant les charmants *Entretiens de la Pluralité des mondes*, qui n'ont pas créé ce mouvement, qui n'en marquent qu'une étape.

CE QUE SAVENT LES FEMMES SAVANTES

Le résultat de tant de leçons qui ont ouvert progressivement aux esprits curieux des horizons de plus en plus étendus, c'est qu'il y a eu, dès le commencement du règne de Louis XIV, des femmes que l'on a pu appeler « savantes ».

C'est un titre qu'alors on recherche et dont les complimenteurs distribuent généreusement les brevets. Dès 1663, dans un dialogue versifié qu'il intitule *le Cercle des femmes savantes*, J. de la Forge en compte une bonne centaine et, après les avoir célébrées poétiquement sous des noms à l'antique, il a soin de donner leurs vrais noms dans une « Clef » où il renforce encore ses louanges. En 1668, Marguerite Buffet, professeur de belles-lettres, en cite à peu près autant dans les *Éloges des illustres savantes* qu'elle fait imprimer à la suite de ses *Nouvelles observations sur la langue française*. Ménage se donnera le plaisir de compléter la liste à la fin de son commentaire en italien d'un sonnet de Pétrarque.

Il est évident que les uns et les autres y mettent beaucoup de complaisance. De la Forge tient à s'assurer des protectrices, M^lle^ Buffet à faire plaisir à ses anciennes élèves, qui recommanderont de meilleur cœur ses leçons; Ménage n'est pas fâché de témoigner à ses amies du grand monde une bienveillance qu'il n'avait jamais réservée à ses confrères. Pour être véritablement « savante », il ne suffit pas sans doute de « favoriser

les auteurs », comme la duchesse de Bellegarde, ou de lire, comme telle autre, tous les beaux livres, ou d'être, comme la maréchale de la Mothe, « gouvernante de Monseigneur le Dauphin ». Ne tenons donc aucun compte des hommages visiblement intéressés; admettons encore que des juges indulgents aient pu être dupes des apparences : il reste encore un groupe important de personnes distinguées qui ont su trouver le temps de s'instruire et qui ont fait honneur à leurs maîtres.

Beaucoup d'entre elles, comme dans la génération précédente, se laissent porter par leur goût naturel vers la culture littéraire, qu'elles veulent seulement plus riche et plus relevée. La plupart savent l'espagnol. Presque toutes lisent et parlent l'italien. Est-ce, comme le suggère un petit livre anonyme, l'*École des filles*, parce que cette langue « est fort propre à exprimer une passion amoureuse »? Est-ce simplement affaire de mode? En tout cas, on leur reproche de semer sans cesse des mots italiens dans leurs lettres comme dans leur conversation.

Connaître assez bien le latin pour lire dans le texte les anciens auteurs, c'est déjà sortir de l'ordinaire. C'est le cas de M^lle^ de la Vigne et de M^lle^ Dupré, en qui nous rencontrerons encore d'autres mérites. M^me^ Cramoisy, femme du célèbre imprimeur, est capable d'écrire des lettres dans le latin le plus pur. La duchesse de Bouillon possède ses classiques : lorsque François de Harlay de Champvallon passe de l'archevêché de Rouen à celui de Paris, elle va le complimenter, à la tête des dames de la Cour : « *Formosi pecoris custos* », dit-il en les regardant; « *Formosior ipse*, Monseigneur », répond la duchesse.

Pour la blonde M^me^ de Montbel, celle qui a aimé si tendrement le chevalier de Lignières, elle n'a peut-être connu les poètes de Rome que par les traductions de son parent, l'abbé de Marolles, mais dans l'éloge en vers qu'elle a fait de lui, elle parle en excellents termes de tous ceux qu'il a fait passer dans notre langue : elle expose assez exactement la théorie de Lucrèce sur la formation du monde, elle apprécie Perse, Catulle ou Properce en personne qui semble les avoir pratiqués.

Peu d'instructions ont été aussi solides que celle de M^me^ de La Fayette. Elle a été autrefois l'élève préférée de Ménage; tout le long de son existence elle est restée en relations suivies avec lui : ils s'écrivaient quand ils ne pouvaient se voir; il lui a beaucoup appris et il aurait voulu lui apprendre davantage,

tout ce qu'il savait et ce n'était pas peu. Pierre-Daniel Huet, ce travailleur infatigable, Segrais encore ont été pour elle des amis très intimes ; pendant longtemps, jusqu'à sa liaison avec La Rochefoucauld, ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour orienter dans le même sens que la leur sa vie intellectuelle. Nous voyons par sa correspondance qu'elle s'est appliquée pendant des années à étudier de près les textes latins, non pas en amateur, mais le dictionnaire en main, en élève pleine de zèle. Il nous plaît de voir se mettre modestement à l'école des anciens maîtres de la raison et du goût celle qui écrira bientôt *la Princesse de Clèves*.

Mme de Sévigné a su moins de latin que sa grande amie, quoiqu'elle ait été, elle aussi, l'élève de Ménage et, par surcroît, de Chapelain. Mais, en plus de l'espagnol, elle a appris assez bien l'italien pour pouvoir écrire en cette langue une charmante lettre à la marquise d'Uxelles, et surtout elle a acquis une largeur et une qualité de culture admirables pour ce temps, — et même pour le nôtre. Elle a gardé de sa jeunesse le goût des romans et des pièces de théâtre; mais cela n'est que pour le divertissement : il lui faut une pâture plus solide.

Elle ne se contenterait pas d'avoir « des clartés de tout ». Quand le sujet en vaut la peine, il lui plaît de l'approfondir, d'y entrer davantage, comme elle dit. Elle reprend jusqu'à trois fois les passages qui l'ont charmée : personne n'a mieux parlé qu'elle du plaisir qu'il y a à relire, à « faire honneur à ce qui est bon ». Quel exemple pour ceux et celles qui ont eu le privilège d'entrer dans son intimité et de la connaître par sa conversation comme nous la connaissons par ses lettres, quel exemple de ce qu'un commerce assidu avec les livres peut ajouter à une belle intelligence féminine sans lui rien faire perdre de sa spontanéité et de sa bonne grâce naturelle!

Ces dames très instruites représentent, et presque toutes de la façon la plus discrète, le développement intellectuel qu'une femme ayant le goût des lettres pouvait réaliser à cette date sans manquer aux devoirs et sans renoncer aux agréments ordinaires de la vie domestique et de la vie de société. Celles qui vont au delà sont rares et un peu à part. On admire le courage de Gabrielle de Rochechouart, abbesse de Fontevrault, qui a entrepris, dit-on, de traduire Homère; on s'incline devant la science précoce de Mlle Le Fèvre, fille de savant, qui, marchant

sur les traces de son père, connaît déjà toutes les finesses de la langue grecque, que le duc de Montausier voudra bientôt employer à la préparation des éditions d'auteurs latins *ad usum Delphini* (c'est elle qui sera plus tard célèbre sous le nom de Mme Dacier). Mais on s'étonne de voir Mlle Le Vieux, sans autre raison que l'envie de se singulariser, réunir chez elle un groupe de juristes et de philologues et intervenir dans les débats d'un Doujat, d'un Patru, d'un Perrot d'Ablancourt. Présentement, l'érudition n'est guère en faveur parmi les dames. L'antiquité ne les attire guère, et elles redoutent par-dessus tout l'air pédant qui leur semble attaché aux études qui s'y rapportent.

L'ENGOUEMENT POUR LES SCIENCES

Elles vont instinctivement vers la nouveauté. Ce sont les sciences qui sont à la mode, et surtout la philosophie. Pour les enseigner, nous l'avons vu, les maîtres n'ont pas manqué. Il n'est donc pas surprenant que, parmi les femmes qui passent pour savantes, il y ait plus de scientifiques que de littéraires.

A l'imitation de Mme de Galland pour qui Euclide n'a pas de mystère, Mme de Guedreville, Mlle Petit, Mme du Buisson se sont fort avancées dans les mathématiques. La comtesse du Plessis a appris « ce qu'il y a de plus beau dans les sciences les plus élevées ». Nous voyons dans la galerie de portraits de Mlle de Montpensier que la marquise de R... (probablement la marquise de Richelieu) a ambitionné « la connaissance des plus hautes sciences ». Dans sa retraite du faubourg Saint-Jacques, jouxte Port-Royal, Mme de Sablé soumet à sa compagnie ordinaire des questions scientifiques : le marquis de Sourdis y donne, un jour, communication d'un mémoire où il explique « pourquoi l'eau monte dans les petits tuyaux ». Malade imaginaire, et sans cesse attentive aux plus légers troubles de sa santé, à force d'interroger Valant et Cureau de la Chambre qui la soignent, elle fait avec eux tout le tour de la médecine.

Dans l'hospitalière maison où elle accueillera bientôt La Fontaine, Mme de la Sablière préside déjà un véritable cercle de savants : à côté d'Herbelot, l'orientaliste, de Bernier, le grand voyageur, elle reçoit Roberval, Cassini, des médecins; elle recevra bientôt Sauveur. Elle maniera l'astrolabe, s'il en faut

croire Boileau ; elle ne manquera pas d'assister aux expériences de physique de Dalancé, aux dissections de Duverney, l'anatomiste :

Rien n'échappe aux regards de notre curieuse,

dit encore le satirique. Nous la félicitons, pour notre part, d'avoir si bien occupé ses loisirs. Rien ne nous paraît plus intéressant que de rencontrer, trente ans à peine après le moment le plus glorieux de l'Hôtel de Rambouillet, une réunion si différente où se fait un échange incessant de connaissances et d'idées, où toutes les théories s'affrontent, où des gens de grande valeur expliquent leurs travaux et leurs découvertes sur la terre ou dans le ciel, où un homme comme Bernier peut aussi bien renseigner l'assistance sur la religion et les mœurs de l'Égypte, de la Syrie ou de l'empire du Grand Mogol que sur les parties les plus subtiles du système de Gassendi, où l'on découvre tous les jours quelques aspects du vaste monde. Cela annonce déjà certains salons du XVIII^e^ siècle.

Cette société est en majorité gassendiste; M^me^ de la Sablière l'a été aussi, très vraisemblablement, jusqu'à sa conversion. On peut inscrire dans le même groupe cette charmante M^me^ Deshoulières, qu'on regrette tant de rencontrer parmi les ennemis de Racine, si gracieuse, si animée, avec des accès d'une douce mélancolie qui n'était pas ennemie des plaisirs. Elle a été l'élève préférée de Jean de Hénault, esprit très libre, qui lui a enseigné à la fois la philosophie et l'art des vers : c'est sous son influence sans doute qu'après s'être attachée quelque temps aux idées cartésiennes, elle a penché décidément du côté de Gassendi : on pourra retrouver plus tard dans ses vers les plus émouvants et les plus forts un écho de ce qu'on appelait alors « la philosophie naturelle ».

Ce sont là des exceptions : le grand maître qui attire et qui retient, c'est Descartes. Il domine tout le siècle. Presque tous ceux qui sont capables de l'aborder, les femmes aussi bien que les hommes, sont séduits par cette philosophie,

Subtile, engageante et hardie.

« On l'appelle nouvelle », ajoute La Fontaine. C'est justement cette nouveauté qui plaît aux dames, à celles du moins qu'un effort intellectuel ne rebute pas. Elles admirent Descartes, non

seulement parce qu'il est le philosophe de la raison, mais aussi parce qu'il rejette bien loin le préjugé de l'Antiquité, parce qu'il est le plus grand parmi les modernes.

Lorsqu'on parle de cartésiennes, c'est toujours le nom de Mme de Grignan qui se présente d'abord. On ne peut douter qu'elle l'ait été quand on a lu les lettres de sa mère. Son maître avait été le bon abbé de la Mousse, docteur en théologie, qui n'était pas peu fier, disait Mme de Sévigné, « d'avoir fait une si merveilleuse écolière ». Elle est toujours restée la disciple la plus ardente, la plus fidèle du philosophe. Lorsque les théories de Descartes seront condamnées par l'Église, son zèle sera encore accru par la persécution : « Il arrive, écrira-t-elle, des révolutions dans les opinions comme dans les modes, et j'espère que les siennes triompheront un jour et couronneront ma persévérance. » Sa passion pour Descartes est telle qu'elle l'appelle « son père ». Mme de Sévigné la plaisante souvent là-dessus, mais, parce qu'elle ne songe qu'à lui plaire, elle l'entretient sans cesse de l'objet de son culte, des hommages qu'on lui rend, des discussions qui s'engagent à son sujet, chez elle ou ailleurs, au château des Rochers comme à Paris : elle est sûre que cela sera aussi bien accueilli à Grignan que les plus grandes nouvelles de la Cour.

Nous accorderons difficilement à Marguerite Buffet que Mme de Bonnevaut est « le plus bel esprit qui ait jamais cultivé la philosophie » ; reconnaissons du moins qu'elle l'a sérieusement étudiée et qu'elle est capable d'en parler raisonnablement : c'est tout ce que veut dire, au fond, cet éloge hyperbolique. Au nom de cette Mme de Bonnevaut, Jean de la Forge joint ceux de Mme de Guedreville, de Mme d'Outresale, de Mme d'Hommecour : « Ces quatre savantes, dit-il, s'appliquent fort à la philosophie et particulièrement à celle de Descartes. » Dans le salon de Mme de Sablé on examine et on discute les principaux points de la physique et de la métaphysique cartésiennes.

Mlle de la Vigne, si jolie, d'une beauté si émouvante, si fêtée, si vantée en prose et en vers, n'est pas seulement bonne latiniste, elle est aussi excellente cartésienne : elle est d'ailleurs la meilleure amie de cette Mlle Descartes, nièce du philosophe, dont Mme de Sévigné parle si souvent, à qui son illustre parenté a conféré tant de prestige dans la société parisienne de ce temps.

Mlle Marie Dupré, nièce de Desmarets de Saint-Sorlin, ressemble à Mme de Grignan par plus d'un trait : comme elle, elle est sérieuse, un peu fière, raisonnable par-dessus tout; elle est, elle aussi, un type distingué d'intellectuelle. Sa sagesse a un fond philosophique : elle est nourrie des livres du maître, elle est toujours prête à le défendre.

Après les avocats Clerselier et Giraud de Cordemoy, après Rohault et Régis, Malebranche achèvera de répandre le cartésianisme, même parmi les dames. C'est une femme, Mlle de Wailly, qui présidera chez lui un petit cercle philosophique. Le Père Daniel, dans son *Voyage du monde de Descartes*, se moquera discrètement de cet engouement du beau sexe pour la haute spéculation : c'est une mode, dit-il, qui passera.

Francisque Bouillier a noté que les Femmes savantes de Molière « dissertent sur les tourbillons, sur la substance étendue et sur la substance pensante; elles traitent le corps de guenille, en dérision de ce spiritualisme outré que les Gassendistes attribuaient à Descartes ». « En un mot, conclut-il, les Femmes savantes sont évidemment des cartésiennes. »

La plupart des dames que je viens de citer sortent évidemment de l'ordinaire, — et c'est pour cela que leurs noms sont arrivés jusqu'à nous. Mais ces beaux exemples sont devenus cependant moins exceptionnels qu'à l'époque assez voisine où ils semblaient aussi rares, au dire d'un satirique, « que les cabanes du Canada, qui sont marquées sur la carte comme par prodige et par rareté ». Il est bien certain qu'un progrès assez général s'est fait en très peu d'années. Lorsqu'en 1674, Poulain de la Barre publie, dans son livre de *l'Éducation des Dames*, un programme d'instruction féminine, il ne croit pas trop dépasser la mesure en y inscrivant, avec la *Physique* de Rohault et la *Logique* de Port-Royal, quatre traités de Descartes, dont le *Discours de la méthode* et les *Méditations*, et « l'abrégé de philosophie de Gassendi ou de l'Esclache ».

Ces progrès, très réels, sont naturellement célébrés et amplifiés par les panégyristes du beau sexe. J'ai déjà signalé le *Cercle des femmes savantes* de Jean de la Forge et les *Éloges des illustres savantes* de Marguerite Buffet. Il faut y joindre une *Apologie de la science des dames*, dont l'auteur (déguisé sous le pseudonyme de Cléanthe) offre l'intéressant contraste d'une raison solide et du goût le moins sûr; quelques pages de

l'Académie des filles de François Colletet, un petit livre de Jacqueline Guillaume, *les Dames illustres*, qui déborde de conviction généreuse; enfin un traité de Louis de Lesclache, le conférencier en renom, qui montre sérieusement, simplement « les avantages que les femmes peuvent retirer de la philosophie » et qui a pu fortifier plus d'une vocation hésitante.

Plusieurs de ces ouvrages ont fait quelque bruit; ils ont attiré davantage l'attention sur les ambitions nouvelles d'une partie de l'élite féminine. Leurs exagérations devaient appeler des protestations et des réserves; elles ont peut-être contribué à provoquer l'intervention de Molière.

LA PENSÉE DE MOLIÈRE

Dans plusieurs de ses pièces, surtout à partir de *l'École des Maris*, Molière avait fait connaître ses idées sur le mariage, sur la situation de la femme dans la famille, et sur ces questions si graves, qui étaient loin encore d'être résolues selon la raison et l'équité, il s'était trouvé d'accord avec les plus sensés des féministes de son temps.

Il n'avait pu se désintéresser de sa formation intellectuelle. Déjà, dans *Sganarelle*, il invitait à rire du bourgeois Gorgibus qui, pour détourner sa fille de la lecture de la *Clélie*, ne trouvait d'autres livres à lui proposer que des « moralités » comme

> Les *Quatrains* de Pibrac et les doctes *Tablettes*
> Du conseiller Matthieu, ouvrage de valeur
> Et plein de beaux dictons à réciter par cœur.

Il insistait bien davantage dans *l'École des Femmes*, où il s'agissait surtout de savoir s'il est sage de s'associer pour la vie à une personne « bien sotte » et si « l'ignorance extrême » de la femme garantit sa fidélité.

Mais l'instruction qu'Arnolphe avait eu le tort de refuser à Agnès et que recommandait le poète, ce devait être probablement une instruction assez élémentaire, celle qu'un père raisonnable pouvait faire donner à sa fille dans la moyenne bourgeoisie. Rien ne nous dit qu'à cette date Molière aurait été disposé à aller beaucoup au delà, même pour les demoiselles du beau monde.

Le mouvement des femmes vers la haute culture, dont il a été plus tard le témoin, l'a-t-il décidé à élargir son pro-

gramme ? *Les Femmes savantes*, qui sont un de ses derniers chefs-d'œuvre, font voir assez clairement quelles ont été sur ce point les limites de son libéralisme.

Il avait déjà, dans une farce, ridiculisé les précieuses. Mais ici son attaque a un autre caractère de gravité : il ne s'en prend plus maintenant à une mode assez superficielle et passagère, mais à l'ambition légitime qu'avaient beaucoup de femmes de ce temps de s'associer à un progrès de la connaissance et de la pensée. D'autre part, il ne s'agit pas là d'une offensive improvisée, sur l'idée qui lui serait venue d'un sujet amusant, mais d'une intervention depuis longtemps méditée, puisqu'il a pris un privilège pour l'impression de sa pièce deux ans avant la représentation, puisque quatre ans avant il a parlé de son projet à Donneau de Visé.

Nous ne pouvons aujourd'hui refuser notre estime aux dames de cette brillante époque qui n'ont pas dépensé toutes leurs journées dans les vains propos et dans les plaisirs, qui ont essayé de donner un but élevé à leur vie, qui ont voulu combattre en elles « cet éloignement naturel des choses pénibles et sérieuses » que La Bruyère attribue à leur sexe.

Il y a eu certainement à côté d'elles, comme toujours, de maladroites imitatrices : vaniteuses qui cherchaient à faire illusion, anciennes précieuses qui avaient changé de pose. Mais ce ne sont pas précisément celles-là que va jouer Molière : ses trois femmes savantes ne seront pas de fausses savantes; il leur arrivera de mal appliquer leur science, mais elles ne diront pas de sottises.

Il est probable qu'il y a eu quelques pédantes, mais elles n'ont guère fait parler d'elles; il y avait fort peu de chances pour que le pédantisme se répandît dans une société un peu relevée, toute velléité étant réprimée par la tradition de discrétion et de mesure qui était depuis longtemps la règle essentielle de « l'honnête femme » comme de « l'honnête homme ». La consigne est alors d'être modeste, ou du moins de se donner les apparences de la modestie. M^lle^ de la Vigne n'ose donner aux vers latins de l'abbé Fléchier que des « approbations fort secrètes ». Elle admire les grandes vérités que Descartes a apportées au monde, mais elle garde pour elle son admiration :

Et je ne les apprends que pour n'en point parler.

Elle déclare qu'elle n'est guère disposée à mériter le nom de *donna bachillera*. Pour Mlle Dupré, ce qui plaît surtout en elle à Bussy-Rabutin, c'est que, sachant infiniment de choses, elle « ne se fait fête de rien ». Mme Deshoulières fait grand mystère de sa science. Mme de La Fayette publie *Zayde* sous le nom de Segrais et désavoue *la Princesse de Clèves*, à l'heure de son plus grand succès. Aux eaux de Bourbon, Huet surprend Élisabeth de Rochechouart dans un endroit solitaire en train de lire en cachette un dialogue de Platon. Si le pédantisme féminin avait été, à ce moment, un danger, la loi du monde aurait suffi à le détourner. Les dames toutes seules avaient cent moyens de faire, si on peut dire, leur police et de rejeter ce qui aurait pu les compromettre.

Dans ces conditions, on peut se demander comment Molière a été conduit à écrire *les Femmes savantes*. Lui que nous admirons tant, et beaucoup plus sans doute que n'ont fait ses contemporains, pourquoi a-t-il pris parti contre des personnes dont l'ambition du moins était haute, qui essayaient, malgré les préjugés, d'acquérir une sorte de noblesse intellectuelle?

Il a pu être influencé d'abord par des raisons personnelles, des préventions d'auteur. Sa manière franche et hardie ne s'accordait guère avec les délicatesses et les scrupules des salons. Il a senti qu'il ne pouvait pas compter sur leur sympathie. Il n'a pas oublié que quelques-unes de ces assemblées n'ont pas voulu comprendre *l'École des Femmes*, que, depuis, elles ont discuté régulièrement les auteurs qui, à côté de lui, ont entrepris d'interpréter sincèrement la nature. D'une façon générale, il voit sans plaisir s'accroître dans le monde littéraire l'influence des dames.

Ce qui ne l'irrite pas moins, c'est de rencontrer dans leurs cercles, comme naguère dans les ruelles, cet esprit de coterie, ordinaire défaut des groupes un peu étroits, qui les empêche de sentir comme le grand public et de juger équitablement. Il ne leur pardonne pas leurs cabales, leurs préférences obstinées pour les Perrin, les Cotin, les Coras, les Pradon, tous les médiocres écrivains qui les encensent. C'est un trait qu'il ne manquera pas de relever dans sa comédie :

> Par nos lois, prose et vers, tout nous sera soumis;
> Nul n'aura de l'esprit hors nous et nos amis.

Il s'était rencontré par malheur que plusieurs des cercles qui réservaient ainsi leurs critiques aux meilleurs auteurs de leur temps étaient aussi de ceux qui s'étaient pris d'un engouement subit pour l'étude et où l'on applaudissait aux apologies de la « science des dames ». La duchesse de Bouillon, fort instruite elle-même, patronnait Ménage ; Mme de Nemours écoutait Chapelain comme un oracle ; Mme de Guise recevait les savants ; Mme Deshoulières était l'élève du philosophe de Hénault ; c'est à la comtesse de Fiesque, protectrice déclarée des poètes à la mode, que J. de la Forge a dédié *le Cercle des femmes savantes*. Il est probable que Molière, tirant de ces cas particuliers des conclusions trop générales, a lié dans sa pensée les ambitions scientifiques des femmes à leurs sympathies, à leurs admirations littéraires et que ce mélange lui a paru inquiétant : en Philaminte, Armande et Bélise, il associera ces deux traits. Respectant assurément le savoir et l'étude, il a cru n'en voir dans les assemblées mondaines qu'un simulacre et une affectation : un amusement, une source d'agitation stérile, une façon de satisfaire cette envie de briller partout qu'on reprochait depuis si longtemps aux femmes.

D'autre part, Molière est un bourgeois de naissance, d'éducation et d'esprit : il représente ce qu'il y a de meilleur dans les tendances de la bourgeoisie française. Lui qui a mené si longtemps dans les provinces une existence assez aventureuse et dont la vie conjugale a été si troublée, on s'aperçoit que son principal souci a été de défendre la famille, de préserver la paix des ménages.

La même préoccupation a pu le décider à intervenir dans cette question de l'instruction féminine dont on parlait beaucoup depuis quelque temps. Il était peu renseigné sans doute sur ce qui se disait à ce sujet dans les salons ; mais il avait pu lire les affiches que faisait apposer au coin des rues le conférencier Richesource, les réclames répétées des gazetiers Loret et Robinet appelant le beau monde aux leçons du philosophe Lesclache ; il avait peut-être remarqué les observatoires établis sur le toit de quelques riches maisons, les défilés de carrosses qui allaient porter de belles marquises vers le cabinet du physicien et de l'anatomiste. Mode frivole et passagère, devait-il se dire ; divertissement inoffensif en tout cas, et qui valait mieux que beaucoup d'autres.

Mais les modes sont contagieuses. Si la bourgeoise est entraînée par le mouvement qui s'accélère, ne risquera-t-elle pas d'être détournée des obligations qui lui incombent? Sa vie, à elle, n'est pas faite de loisirs ; et que dira le mari si, pendant qu'il fait sa besogne, sa femme ne fait pas la sienne, si, le soir, quittant ses affaires, il trouve le rôt brûlé et la maison à l'envers? Le goût des sciences, l'orgueil de s'élever si haut, ne peuvent-ils pas conduire au dégoût des humbles tâches? Les soucis du ménage pour la mère, pour la fille l'idée même du mariage et de ses suites naturelles ne feront-ils pas l'effet d'une chute un peu brutale dans le monde des réalités? Molière n'a pas oublié les précieuses et leurs dédains. On les retrouve chez Armande.

Pis encore, s'il se peut : la femme qui voudra faire la savante, non seulement elle méprisera ses devoirs, mais il y aura bien des chances pour qu'elle méprise un mari incapable de la suivre sur les sommets. Elle sera peu disposée à reconnaître l'autorité du chef de famille si elle se juge supérieure à lui et, s'il donne quelque signe de faiblesse, elle en abusera pour lui imposer sa volonté : les choses ainsi n'iront pas bien. C'est ainsi que sera bouleversé le ménage du bourgeois Chrysale.

Molière enfin est courtisan, ou du moins attaché à la Cour, où il est devenu l'inventeur et le collaborateur indispensable des grands divertissements. Il y a pris quelques modèles pour ses comédies, il en a désigné quelques ridicules : mais il sait que, dans sa saine partie, elle lui est très favorable et il s'appuie sur elle autant que sur la raison bourgeoise. Dans *la Critique de l'École des Femmes*, il en a loué « le simple bon sens naturel, qui juge plus finement des choses que tout le savoir enrouillé des pédants ». Dans *les Femmes savantes*, par la bouche de Clitandre, il reprendra plus largement cet éloge.

On a le droit de supposer que, dans la question de l'instruction des femmes, il s'inspire des réserves des gens de Cour autant que des méfiances des bourgeois. Il représente ici la résistance de ceux qui portent « des plumes et du point de Venise », aussi bien que celle du mari de la classe moyenne qui défend ses positions.

La noblesse du Louvre et de Versailles était, en général, peu préparée par son éducation première à l'effort intellectuel, absorbée par ses intérêts, ses plaisirs et une perpétuelle

représentation, détournée encore des livres par la peur de se rapprocher, si peu que ce fût, de ces pédants redoutables qu'on se représentait enterrés dans la poussière de leurs cabinets, n'en sortant que pour montrer des figures chagrines, des fronts contractés, une insupportable rudesse. Pour beaucoup de jeunes gens, l'ignorance était encore de bon ton et naturellement ils pardonnaient moins aux femmes qu'aux hommes d'en vouloir sortir. Il est clair que Molière n'approuve pas cette paresse obstinée des gens du bel air, qu'a condamnée Boileau, que condamnera La Bruyère. C'est sans doute à ses yeux une extrémité regrettable : ici, comme toujours, il voudrait qu'on tînt le juste milieu. Mais on a l'impression que, s'il avait eu à choisir entre la frivolité et le pédantisme, il eût mieux aimé encore la frivolité. Lorsque Clitandre prétendra réduire l'instruction de la femme à « des clartés de tout », il sera d'accord avec la plus grande partie de la Cour, où nous savons qu'il est « très enfoncé ». Qu'elle étudie, s'il lui plaît, pourvu qu'elle se cache de son étude et qu' « aux questions qu'on fait »

Elle sache ignorer les choses qu'elle sait.

Pour plus de sûreté, elle ferait peut-être bien de se contenter des connaissances qu'on peut alors acquérir dans la conversation, de cette teinture superficielle qui permet de dire son mot dans les bonnes compagnies sans s'exposer à dire des sottises.

Aux diverses raisons qui ont déterminé l'attitude de Molière, il faut peut-être joindre l'idée, presque universellement acceptée alors, que la femme, naturellement destinée au mariage, ne doit être formée qu'en vue du mariage, que la meilleure sera celle qui assurera l'existence la plus agréable à son époux. Incomplètement libéré de cette conception par trop égoïste du sexe fort, il a suivi l'opinion courante :

Toujours au plus grand nombre on doit s'accommoder
Et jamais il ne faut se faire regarder,

comme disait Ariste, l' « honnête homme », l'homme raisonnable de *l'École des Maris*. Il n'a pas assez tenu compte du droit que tout le monde reconnaît aujourd'hui aux femmes, que plusieurs d'entre elles avaient déjà réclamé : le droit de s'instruire pour soi et non pour les autres, de chercher dans

l'étude, pour leur profit personnel, « l'utilité spirituelle et philosophique » dont parle Fontenelle.

Philaminte a-t-elle si grand tort d'exalter cette beauté de l'intelligence, plus durable que la beauté du visage, « que les ans ne peuvent moissonner »? En tournant en ridicule une affectation, assez rare, semble-t-il, parmi les dames de son temps, Molière n'a-t-il pas risqué de les détourner de ce qui devait non seulement élargir leur horizon, mais aussi leur apprendre à penser plus juste?

On ne saurait trop le redire, Molière n'a certes pas créé le préjugé qui a retardé dans la société féminine une diffusion plus large de ce qu'on appelait « les lumières »; mais sa comédie a pu le fortifier quelque temps. Fontenelle a parlé plusieurs fois de la peine qu'il avait eue, vers la fin du siècle, à guérir plusieurs dames vraiment instruites des scrupules de bienséance qui les obligeaient à cacher leur savoir. Avec sa malice souriante, il rappelle le souvenir du savant Carré, un de leurs maîtres, qui n'osait presque voir ses élèves « qu'avec les précautions usitées pour un sujet fort différent » et qui, avant de mourir, fit brûler toutes leurs lettres.

Les femmes ont heureusement reçu d'autre part des encouragements très précieux et elles n'ont pas tardé à montrer qu'elles ne renonçaient pas à cette émancipation intellectuelle, qui était la seule qu'elles pussent alors espérer.

L'exemple de Philaminte ou d'Armande n'a pas empêché Mme Dacier de devenir une des gloires de l'érudition française, — ni, plus tard, la marquise du Châtelet d'étudier à Cirey la physique et la chimie, d'y faire des expériences sur ses fourneaux en compagnie de Voltaire, d'y rédiger avec lui des mémoires pour l'Académie des sciences, — ni des milliers de belles curieuses de « dévorer » *le Newtonianisme des dames* ou les neuf volumes du *Spectacle de la nature* par l'abbé Pluche, en attendant les trente-six volumes de l'*Histoire naturelle* de Buffon.

GUSTAVE REYNIER.

LE PRINTEMPS DIFFICILE EN GRÈCE

Le début d'avril, en Grèce, est d'habitude un enchantement. Mais, cette année, un vent glacial soufflait sur la Méditerranée. Au lieu d'offrir au ciel le plus tendre ses marbres couleur de chair, le Parthénon heurtait de son temple immortel la bise et la tempête, et dans Athènes même, les arbres étaient durcis, sévères, aucun bourgeon ne pointait; il n'y avait pas jusqu'au Jardin royal qui ne semblât irréparablement perclus sous la poussière d'un hiver à nul autre pareil. Jamais Adonis ne renaîtrait ici : c'était fait du printemps.

— Pourtant, dit ma compagne, voyez donc ces *Ne m'oubliez pas* qui poussent...

Sous quelques fusains, en effet, un nuage de myosotis poudrait le sol d'un bleu léger : et déjà la terre hostile, couleur de lave grise, se prenait à sourire sous ce fard délicat.

— Il ne faut pas désespérer du printemps, reprit la voix charmante.

Sans doute. Quelque exécrable et obstinée que soit la pire des saisons, le renouveau se produit toujours, et point seulement sur les branches ou parmi les fleurs : les âmes aussi, les races, les patries se remettent à vivre après des tourmentes qui ont tout ravagé et des périodes d'agonie qu'on eût crues sans merci. Pour la nation grecque elle-même, comme pour le Jardin royal d'Athènes, un printemps reviendra, difficile, laborieux, soit ! cependant certain : l'antique terre des dieux ne doit pas irréparablement ni trop longtemps souffrir. Némésis, déesse de la mesure, le défend; Némésis qui n'est peut-être pas tout à fait

morte depuis la grande guerre, certains le disent, quelques-uns l'affirment.

De faibles myosotis savent percer un terreau encore gercé par un hiver affreux : rien n'est impossible, et le bonheur éclôt quand nul n'y songe plus.

Il est trop certain que la Grèce a beaucoup souffert depuis quelques années. On n'y songe pas toujours, parce que trop de peuples furent meurtris par la vaste tempête de 1914, dont les derniers sursauts n'ont pas encore cessé : les plus proches blessés, — et d'abord nous-mêmes, les Français, — nous font souvent oublier les autres, situés loin d'ici. En outre, on est peu renseigné, et mal, et contradictoirement renseigné. Et puis, le séjour est si doux dans Athènes, il y a tant de beauté alentour que notre esprit y rêve sans cesse et s'abandonne à la splendeur des monts lumineux, aux grâces marines, aux souvenirs légendaires, là-bas tout palpitants de vie. Pas un touriste sur cent qui ne médite sur la Grèce d'Eschyle, de Platon ou d'Alexandre plutôt que sur celle de 1929.

Y en eût-il même un, que fera-t-il, s'il veut connaître un peu les Grecs d'aujourd'hui, dont il ne parle point la langue ? Quelque grave et pédante enquête auprès des paysans ou des « hommes dans la rue » ? Au moyen d'un interprète ?... Absurde. Restent les livres. Soit, mais s'il s'agit de l'histoire grecque contemporaine, les livres, — dont plusieurs sont fort remarquables, — se classent sans faute en deux catégories, à savoir ceux qui révèlent des tendances constantiniennes, et ceux que l'on nommera « venizelisants ». Voilà qui se distingue aussi nettement, dès les trois premières pages, que si les volumes portaient des cocardes sur leurs couvertures. Quant aux faits précis, le démon de la contradiction veut qu'ils soient toujours présentés diversement : jamais les témoins mêmes qui ont vu, de leurs yeux vu, ne s'accordent avec d'autres témoins qui se trouvaient là, et ont vu, eux aussi, de leurs yeux vu. Beaucoup de documents font défaut, nombre d'événements eurent lieu d'après des ordres oraux, etc...

La sainte « vérité vraie », aussi bien, qui la saisit jamais ? C'est pour elle qu'on éleva jadis un autel au dieu inconnu.

En réalité, la meilleure méthode dont doive user un voyageur, — s'il ne parle point grec, — pour s'approcher au plus

près de l'âme hellène, c'est de causer souvent et longuement, s'il le peut, avec les personnes qui composent ce qu'on appelle en chaque pays civilisé, et à Athènes comme partout, la bonne société, le monde enfin. Il arrive qu'on apprenne plus après un quart d'heure d'entretien qu'après 400 pages de documentation. Stendhal était de cet avis.

Par un plaisant paradoxe, il se pourrait d'ailleurs que cette bonne société d'Athènes fût tout ce qui reste au monde de plus « vieille France », ou du moins de ce que les romanciers et mémorialistes nous ont toujours présenté sous ce nom. Toutes les vertus, toutes les grâces que l'on prête d'habitude à cette espèce de mystérieux âge d'or, qualifié tour à tour de « vieille France » par chaque génération regrettant sa jeunesse, on ne les retrouve plus guère chez nous, sinon en quelques cercles très restreints. Ce sont la politesse parfaite, d'abord, et le sourire aisé. Joignez le goût, l'appétit de la conversation, qu'alimente une heureuse culture littéraire. Enfin, de jolies manières, et un langage châtié à souhait. Dès qu'on évoque toutes ces grâces ensemble, on parle de « vieille France », et nul ne contredit.

Or, la bonne société d'Athènes n'est pas indigne d'un tel idéal. Les femmes surtout s'en rapprochent le plus. Courtoisie, bel accueil, causerie charmante, — et non pas sur des riens, pour peu qu'on y tienne, — culture parfois déconcertante, elles ont bien souvent tout cela. Il n'y a presque point de théâtre à Athènes; le cinéma, les dancings se réduisent au minimum : la grande distraction, ce sont les libraires et les livres nouveaux.

On se reçoit sans cesse les uns les autres, et plutôt même que de faire des parties de bridge, on cause, on cause sans trêve, et l'esprit est à son rang. Qui en a profité une fois ne saurait plus oublier certaines réunions, généralement intimes, de huit heures du soir (car on dîne volontiers à dix heures comme on déjeune à deux heures). On y prend l'*ouzo*, cet apéritif national, sinon des cocktails, le salon s'emplit doucement de fumée blonde, et l'on joue à parler comme ailleurs on jouerait aux cartes. Une jolie vie, quand on a des loisirs. Par malheur, elle se répète un peu.

On joue à parler, disions-nous, mais précisons : ajoutons que c'est dans le plus pur français, s'il y a seulement là quelqu'un de nos compatriotes. Pas une personne comme il faut, là-bas, qui ne s'exprime en notre langue, et le plus souvent

avec une aisance surprenante. Presque pas d'accent, en général, hormis la vibration de l'*r* méditerranéen. Bien rarement une faute de grammaire. L'âme de Vaugelas rêve aujourd'hui à l'ombre du Parthénon.

Oui, c'est une jolie vie de salon et de flânerie délicate que celle de la société d'Athènes. Cependant ceux qui la mènent à leurs heures de loisir, sont-ils si heureux? Interrogez-les. Nombre d'entre eux vous répondront :

— N'en croyez pas les apparences, la vie n'est guère aisée en Grèce. Notre pays était certes plus serein quand il n'avait pas l'impression d'être persécuté. Si les grandes puissances nous l'avaient permis, nous pouvions tout gagner contre les Turcs, lors de notre récente guerre d'Asie Mineure : or, ce fut un désastre, non tout à fait par notre faute. Il nous fallut ensuite, vous le savez, recueillir un million et demi de réfugiés grecs, chassés par les Turcs, les loger, les nourrir, leur donner de quoi travailler, outils, terres, bétail... Un million et demi!... Aussi n'y a-t-il plus chez nous de grands propriétaires terriens : on leur a confisqué leurs domaines, ni plus ni moins qu'en Russie, afin de les donner aux réfugiés... Moyennant une indemnité?... Oui, sans doute, mais calculée en drachmes, sans tenir compte de la dépréciation survenue depuis l'avant-guerre : autant dire rien, à peine une aumône... Et puis, nos routes sont presque toutes à refaire, nous manquons d'eau, Athènes brûle sous la poussière : que d'immenses travaux! Or, comment mener à bien ces grandes œuvres et bien d'autres encore, quand les malheureux réfugiés nous coûtent si cher?

— Mais ils travaillent, ils produisent?

— Ils votent aussi : un million et demi de votes, qui soutiennent aujourd'hui M. Venizelos. Il faut accorder bien des faveurs, consentir plus d'un sacrifice pour conserver cette espèce de garde prétorienne d'un million et demi de votes. Qu'on leur refuse l'argent, ils voteront ailleurs. Tenez-les pour de braves gens, et le plus souvent de bons patriotes : pourtant, ce sont aussi des hommes, et une drachme est une drachme.

« Nous avons connu en outre un dernier malheur : la plus inexpiable et douloureuse désunion politique. A cette heure, il est vrai, l'apaisement s'est fait, l'opposition ne lutte plus, et la Grèce s'unit peu à peu derrière le président Venizelos.

— Il n'y a donc plus de royalistes ?

Mais c'est là une question qu'un étranger ne doit pas poser. Car il faut avoir une âme grecque pour bien comprendre, pensons-nous, ce qu'est là-bas le royalisme. Un parti?... Sans doute : là ne paraît cependant pas l'essentiel, aujourd'hui surtout. Pour beaucoup de personnalités athéniennes, pour plus d'une femme surtout, et aussi, nous a-t-on dit, pour nombre de paysans, le roi, c'est une guirlande de souvenirs d'enfance, et vous savez comme on les aime!... Ce sont des uniformes, des réceptions de cour, des équipages de gala, une sorte de conte au coin du feu, presque un conte de fées, une époque déjà quasi légendaire, et qui peu à peu se fait charmante, quelque chose comme le vague et délicieux Temps jadis. Les derniers rois avaient vu le jour sur le sol grec... Bref, nous pensons qu'il y a dans l'opinion apaisée d'un royaliste, en 1929, plus d'émotion que de politique. Au surplus, ce n'est point notre affaire.

Les Grecs sont très las, croyons-nous, de la politique. Ils veulent maintenant travailler, surmonter courageusement les obstacles immenses qui se dressent ou qu'on a posés devant eux. La mer est là qui les tente et les sauvera, la mer divine au bord de laquelle, comme Nausicaa lançait la balle à ses compagnes, les Athéniennes jouent au golf ou se baignent dans l'azur à Glyfada ; la mer aussi que sillonnent en tous sens les modernes Hellènes, marins habiles et négociants obstinés. De même que le printemps cette année, l'avenir semble difficile, mais s'épanouira. Voyez ces petits chapelets d'ivoire, de verre, d'ambre ou de jade, — les *comboloï*, — que nombre de femmes et d'hommes manient et roulent entre leurs doigts, tant parmi le peuple d'Athènes que parfois dans les salons : ce ne sont point de vrais chapelets, on ne prie point en les tournant et retournant ainsi, mais on se donne une contenance, on s'occupe les doigts, on attend plus patiemment ce qui doit venir.

Toute la Grèce, en ce moment, semble ainsi attendre l'avenir sans trop de nervosité. Une fois sa besogne faite, l'ouvrier prend son comboloï, et voilà. *Carpe diem*, disait Horace. Roule ton comboloï, traduira-t-on en grec. Il se peut que ce soit la sagesse.

MARCEL BOULENGER.

REVUE MUSICALE

THÉATRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *La Peau de chagrin*, comédie lyrique en quatre actes, d'après Balzac ; poème de Pierre Decourcelle et M. Michel Carré, musique de M. Charles Levadé.

La comédie, ou plutôt le drame lyrique découpé dans *la Peau de chagrin* n'a gâté que le moins possible, par une réduction forcée, le chef-d'œuvre de Balzac. Il nous parut même qu'à recevoir de la représentation théâtrale une forme visible et vivante, l'idée philosophique et le symbole acquéraient un surcroît de puissance.

Voici l'ordre des tableaux. D'abord l'humble logis de Pauline. La douce, aimante fille n'arrive pas à triompher du désespoir et de la résolution de se tuer où Raphaël se voit réduit par la misère et les mépris de la coquette Fœdora. Deuxième acte : la boutique du vieil antiquaire Jonathas. Raphaël, avant de mourir, y est entré. Acquisition du talisman et premier essai, premier effet de son funeste pouvoir : la richesse. A l'acte suivant, une fête de nuit chez Fœdora. Second souhait de Raphaël : l'amour, aussitôt exaucé. Mais chacun de ses désirs accomplis abrège la vie du jeune homme et l'épuise. Au dernier acte, il n'est plus que l'ombre et le fantôme à cheveux blancs de lui-même. Pauline le rejoint, trop tard, et c'est pour qu'elle ne meure pas d'épouvante et de douleur qu'il forme son vœu suprême et qu'il achève de mourir.

On prête à M. Levadé ce propos : « Je ne suis pas un ciseleur, je suis un expansif ». Le mot est d'un connaisseur de soi-même. Le musicien n'y a voulu mettre qu'un modeste aveu. Il nous plaît d'en faire un éloge, rien n'étant aussi rare dans la musique d'aujourd'hui, souvent embarrassée et contrainte, que l'expansion, le naturel et la liberté. M. Levadé n'est l'esclave ni d'une mode, ni d'un système, fût-ce le « tout à l'orchestre » ou le *leitmotiv*. En ce

dernier ordre d'idées, et d'idées fixes, la tentation était cependant forte. Un autre, plus d'un autre, n'y eût pas résisté, quitte à s'en repentir, et nous avec lui. M. Levadé n'a pas risqué la wagnérienne aventure. Que M. Levadé soit béni !

Critique négative, dira-t-on de ce premier jugement. Passons donc à de plus positives louanges. Félicitons le musicien d'établir et de soutenir d'un bout à l'autre de son œuvre, même aux « endroits forts », comme disait le président de Brosses, des rapports justes et raisonnables entre les instruments et les voix. Que celles-ci chantent ou déclament, récitatif ou mélodie, on entend ce qu'elles disent. L'orchestre non seulement ne les écrase, mais ne les gêne jamais. Il a certes ses droits, dont il use, mais il ne refuse pas de les partager. Tantôt il aide à la parole, tantôt il lui cède. Et cela est fort bien ainsi.

Musicien expansif, avons-nous dit de ce musicien, après et d'après lui-même. Entendez par là qu'il est de ceux qui se donnent et s'abandonnent volontiers. Sa manière a quelque chose de spontané, de sincère et de généreux. Parmi ses effusions, il en est d'aimables et de légères seulement. On en souhaiterait quelquefois le lyrisme un peu plus original. Pauline est une cousine de l'Infante du *Cid*, de la Sophie de *Werther* et de l'Irène de *Sapho*. M. Levadé fut jadis élève de Massenet et ne s'en cache pas. Il s'en vanterait plutôt, et n'aurait pas tort. Cela soit dit en passant pour un de ses confrères et condisciples, qui n'ose avouer publiquement qu'il eut le même maître. Que celui-là se rassure. Nous lui gardons le secret et sa musique ne le trahira certainement pas. On trouve çà et là dans *la Peau de chagrin* un détail agréable, une touche délicate, qu'aurait aimée le musicien de *Manon* (du Cours la Reine et de l'Hôtel de Transylvanie). Avant et pendant la fête nocturne chez Fœdora, c'est un thème agile et sinueux qui circule à travers l'orchestre ; c'est la petite scène du jeu, c'est un air de ballet, sur un rythme de valse agréablement suranné. Mais en fait d'effusion, voici la plus chaleureuse. Le duo d'amour est vraiment un « endroit fort », une belle page ; plus d'une même, car il dure et se renouvelle, il s'accroît et s'élève. Ici la musique abonde, nous pénètre, nous environne et nous emporte. Je crois même y surprendre une vertu secrète. Musique d'amour, elle l'est d'un étrange et fatal amour, où l'amante n'est livrée que par un sortilège, et qui sera funeste, mortel même à l'amant. D'où vient cette impression ? Du drame, ou de la musique ? De l'un seulement, pour les non musi-

ciens. Mais les musiciens la recevront de l'un et de l'autre, et pour eux à la sensation d'un large épanchement sonore s'ajoutera celle d'un secret enchantement.

Ab exterioribus ad interiora. En ce mystérieux et sombre sujet de *la Peau de chagrin*, le passage était nécessaire du dehors au dedans, de la musique expansive à celle qui se concentre et pour ainsi dire s'enferme en soi. Le second acte (la boutique de l'antiquaire) est excellent par ce caractère d'intériorité, par l'épargne des moyens, l'intensité de l'effet et de l'émotion. Un prélude grave, obscur à dessein, loin de se déployer, se replie et tourne sur soi comme s'il étouffait entre des notes qui l'étreignent. Thème, harmonies, instrumentation, tout enveloppe ce morceau d'une ombre sinistre et le charge de sourdes menaces. Le public l'écoute peu, comme tout prélude, fût-ce le plus digne de son audience, soit le début de *Faust*, auquel celui-ci, par une expression de malaise et d'angoisse, fait un peu songer. Mais la scène suivante (entre Raphaël et l'antiquaire) ne saurait laisser personne insensible. Elle s'impose par la sobriété, par la justesse, la force et la profondeur de l'accent, par la froideur et la nudité de la déclamation lyrique, par le pouvoir d'une note, fût-ce d'une seule, mise à sa place et sur un mot. Des silences même ont ici leur éloquence. Ils creusent des vides où la voix, l'orchestre, comme s'ils craignaient de s'entendre, se taisent et semblent mourir. Enfin, surtout peut-être, c'est ici la scène capitale, l'idée maîtresse du drame. Qu'elle le soit également de la musique, cela fait au musicien beaucoup d'honneur.

Les interprètes de l'œuvre ne l'ont pas non plus médiocrement honorée. Dans le rôle de Fœdora, M^me^ Sibille eut beaucoup d'éclat physique et vocal. M. Friant doit être las de s'entendre appeler seulement le plus « vaillant » des ténors. Il l'est sans doute, mais il est davantage : artiste au cœur chaleureux comme sa voix, il chante, il joue avec toute l'ardeur de l'un et de l'autre. Il a marqué le personnage de Raphaël d'un signe romantique et fatal. D'acte en acte il a vieilli, souffert, désespéré, jusqu'« à l'article de la mort », de la mort la plus tragique et la plus poignante. M. Bourdin n'a presque rien à chanter. C'est dommage. Quant à M. Vieuille, parfait comme toujours, il chante, il dit, il vit le rôle du vieil antiquaire avec un art dont la mesure, le sentiment contenu mais intense, fait le caractère et le prix.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les élections qui doivent avoir lieu dans quinze jours en Angleterre sont la préoccupation principale du monde politique en Europe et hors d'Europe. Cette attention générale est justifiée. La consultation électorale du 30 mai ne sera pas un événement pour la seule Grande-Bretagne. Par sa nature et par ses conséquences, elle intéresse toutes les nations. Il s'agit de savoir si le socialisme dominera l'Empire britannique. Disons plus : il s'agit de savoir si l'avènement du socialisme ne menacera pas l'Empire britannique. Dans l'état présent du monde, troublé par la propagande bolchéviste, inquiété par le relèvement et les armements de l'Allemagne, un affaiblissement de la puissance anglaise aurait des répercussions incalculables.

C'est un fait à lui seul bien surprenant qu'on puisse, à propos des élections anglaises, se poser de pareilles questions. Il y a quatre ans, le parti conservateur a remporté un très grand succès. Il a fait face à beaucoup de difficultés. Il a triomphé énergiquement d'une tentative de grève générale. Il a détruit les organisations communistes qui étaient des centres d'espionnage et de guerre civile. Il a travaillé de son mieux à l'apaisement de l'Europe et à la liquidation de la guerre. D'où vient qu'il soit si violemment combattu ? Ce n'est pas son antique rival qui est de taille à lutter contre lui. Le parti libéral, subissant le premier le sort réservé aux radicaux français, s'est trouvé peu à peu bien réduit entre les révolutionnaires et les défenseurs de la société. En dépit des manifestes bruyants de M. Lloyd George, il ne semble pas à la veille de prendre une revanche. L'adversaire du parti conservateur en Angleterre est le parti travailliste, comme en France le véritable adversaire de la politique nationale et de M. Poincaré est le parti socialiste.

Depuis dix années que la paix est rétablie, le socialisme n'a connu

cependant que des échecs. Là où le marxisme a été rigoureusement appliqué, comme en Russie, il a abouti à une tyrannie effroyable, à la misère, à la souffrance. Là où le socialisme n'a été qu'une menace, comme en France, il a suffi à déterminer une crise financière et monétaire qui a failli tourner en catastrophe. Là où il a participé au pouvoir, comme en Angleterre ou en Belgique, il n'a exercé qu'une domination éphémère et il n'y a réussi qu'en abandonnant tous ses principes. Dans beaucoup d'autres pays d'Europe, en Italie, en Espagne, en Yougoslavie, et dans des conditions un peu différentes en Pologne, les partis avancés se sont montrés si désordonnés et si incapables que les États, pour se sauver, ont dû recourir à des pratiques politiques d'où le parlementarisme est totalement ou partiellement éliminé. Mais l'expérience des autres touche et ne persuade pas.

Le travaillisme bénéficie en Angleterre, comme le socialisme en France, de l'adhésion des masses. C'est une doctrine pour les meneurs : pour le nombre, c'est un état d'esprit, ou un état de sensibilité, une ambition, une espérance, une sorte de foi. Le bouleversement moral qui a suivi la guerre, l'espèce de force attractive qu'exerce malgré ses horreurs la révolution russe ont contribué à mettre les peuples en mouvement. Si profonde est la commotion qu'on ne sait si les femmes, considérées en théorie comme favorables à la conservation sociale, ne vont pas porter secours aux entrepreneurs d'innovations. Pour toutes ces raisons, le parti conservateur, qui disposait d'une forte majorité, est exposé à la voir diminuer ; ses adversaires annoncent même avec audace qu'il la verra disparaître.

En réalité, une évolution générale des partis, qui n'est pas particulière à l'Angleterre, mais qui est présentement plus sensible en Angleterre qu'ailleurs, met aux prises les représentants de la tradition sociale qui est le résultat de siècles de civilisation et les partisans de l'étatisme collectiviste. Il se produit peu à peu dans le monde un phénomène considérable et dont les suites sont imprévisibles. Le nombre, qui dispose des suffrages, entend exercer sa souveraineté. A vrai dire, le nombre n'usait pas de son droit à la lettre. Par l'effet des coutumes, par l'effet aussi des relations qui existent entre les différentes catégories de la population, le suffrage universel admettait que la politique fût dirigée par une élite, qui avait pour elle la supériorité reconnue de la culture, de l'expérience, du savoir. Ce sont ces habitudes qui sont en train de changer et d'apporter quelque chose d'inconnu. On ne peut pas comparer au monde

moderne les républiques antiques si restreintes et où la qualité de citoyen était réservée à une partie des habitants.

Mais depuis l'organisation syndicale, depuis la propagande faite en faveur de la lutte de classes, le suffrage universel est invité à ne désigner que les candidats appartenant à une certaine école politique et tirés des groupements plus ou moins affiliés au socialisme. Nous ne disons pas que cette évolution soit dès aujourd'hui accomplie. Nous disons seulement qu'elle est commencée et qu'elle annonce de grands combats. Il est probable que le parti conservateur anglais, qui dispose de très grandes forces dans le pays, est encore de taille à l'emporter sur ses adversaires. Et ce sera fort heureux, si l'on songe au retentissement qu'aurait sa défaite.

Nous sommes, en France, les premiers intéressés à la continuité de la politique britannique. L'entente franco-anglaise, à laquelle le gouvernement conservateur s'est montré fidèlement attaché, est la meilleure garantie de la stabilité de la nouvelle Europe et de la paix générale. S'il y a encore un principe d'ordre européen, une sauvegarde de la civilisation occidentale, on les trouve dans les relations qui unissent l'Angleterre, la France, la Belgique, les nations méditerranéennes comme l'Italie et l'Espagne, et les nations nées du traité de paix ou agrandies par ce traité, la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie. Que deviendrait toute cette politique si l'Angleterre était dominée par les travaillistes? M. Ramsay MacDonald, M. Snowden n'ont cessé, depuis qu'ils sont dans l'opposition, de donner des témoignages de leurs penchants germaniques. Ils ont reproché au gouvernement conservateur d'être trop favorable à la France. Ils sont allés jusqu'à annoncer que, s'ils prenaient le pouvoir, ils ne maintiendraient pas les accords intervenus au sujet des dettes. Le scandale a été grand dans un pays traditionnel et parlementaire, où il est d'usage que la parole de l'Angleterre soit respectée, même quand l'opposition devient la majorité. Sir Austen Chamberlain a protesté dans les termes les plus élevés. Et si vive était l'émotion du Parlement britannique, que les socialistes ont été obligés à une demi-rétractation. Mais ils avaient laissé parler leur cœur : ils nous ont montré le fond de leur pensée : nous serions inexcusables de nous faire la moindre illusion sur les sentiments hostiles qu'ils ont à l'égard de la France. En juillet 1914, ils voulaient que la Grande Bretagne restât neutre. Ils sont toujours dans les mêmes dispositions. Ainsi le veut le socialisme international, qui est dominé par l'influence allemande.

D'une manière plus générale, l'affaiblissement de l'Empire britannique aurait en Asie et en Afrique d'étranges répercussions. Les bolchévistes le savent bien. Et c'est pourquoi ils dirigent tous leurs coups contre l'Angleterre. Si l'Europe a dominé l'ancien continent par la supériorité que lui donnaient les inventions et l'organisation de la force, elle a plus de peine à maintenir cette hégémonie, aujourd'hui que les peuples de tout l'univers sont au courant de ce qu'est la civilisation matérielle, et emploient les mêmes machines, les mêmes armes, les mêmes engins. L'Empire britannique représente, avec le concours des nations occidentales qui ont possédé ou possèdent un empire colonial, l'élément de puissance qui maintient l'état de choses existant. Mais des Indes à l'Égypte, de la Chine à l'Arabie, quel trouble si l'Empire britannique sous le régime des travaillistes avait des défaillances et quel retentissement dans l'univers! Nous n'en sommes pas là. Ce ne sont que des perspectives fort heureusement hypothétiques. Elles servent à montrer les divers aspects de la partie qui se joue en Angleterre et qui touche de proche en proche tant d'autres pays.

L'Allemagne, en ce qui la concerne, a très rapidement discerné les avantages qu'elle pourrait tirer de la campagne des travaillistes. C'est certainement une des raisons qui l'ont décidée à faire traîner les travaux du Comité des experts. A force de manœuvres et de délais, M. Schacht est arrivé à atteindre le mois de mai. Il savait bien qu'à cette époque les élections françaises pour les conseils municipaux et l'approche des élections anglaises achèveraient de rendre les Alliés favorables à une transaction. Le compromis, à l'heure où nous écrivons, est à peu près rédigé. Il n'est pas brillant : mais il est. Pour un expert indépendant, M. Schacht a éprouvé très souvent le désir d'aller à Berlin. Il n'a rien laissé ignorer à son gouvernement de ce qui s'est passé à Paris, et il n'a rien dû ignorer lui-même de ce qu'on en pensait dans les cercles dirigeants du Reich. M. Schacht était certainement d'accord avec le Cabinet de Berlin pour échapper autant que possible au traité de paix. L'Allemagne affirmait encore son désir de ne pas payer, même quand son intérêt était d'accepter les conditions inespérées qui lui étaient faites. Elle disait qu'elle verserait les sommes correspondant aux dettes alliées à l'égard des États-Unis C'était de bonne politique pour elle. Il était élémentaire de ne pas mécontenter l'Amérique. Mais pour ce qui est des réparations elles-mêmes, c'est-à-dire des sommes qui intéressent surtout

la Belgique et la France, l'Allemagne a essayé de ne rien donner. Elle a même eu l'audace d'employer une terminologie nouvelle. Elle n'a plus parlé de réparations. Elle a parlé avec indignation d'un tribut de guerre, qu'elle repoussait de toutes ses forces. Toutes les concessions faites depuis dix ans, toute la politique de Locarno, toutes les belles déclarations sur la détente européenne et l'apaisement général n'ont servi à rien. L'Allemagne a accepté tous nos sacrifices. Mais lorsque nous sommes arrivés aux réclamations les plus modestes, elle a trouvé que c'était encore trop.

Les experts ont d'abord tenu bon. Le mémoire des Alliés a indiqué les chiffres au-dessous desquels on ne pourrait descendre. Dans son discours à Bar-le-Duc, M. Poincaré a rappelé avec raison que la réussite des experts était souhaitable, mais qu'après tout, si le Comité n'aboutissait pas, nous gardions le plan Dawes. Toute la manœuvre allemande a consisté alors à inquiéter l'Europe et l'Amérique sur l'avenir du plan Dawes. On a appris tout à coup que la Reichsbank était fort inquiète, qu'elle relevait hâtivement le taux de l'escompte, et qu'une nouvelle crise monétaire menaçait l'Allemagne. Tous ces subterfuges étaient bien inutiles. Personne ne pouvait croire que l'Allemagne voulût présentement ruiner elle-même son crédit, et risquer de mécontenter le marché du monde par ses incartades financières. M. Schacht lui-même a fini par réfléchir. A son retour de Berlin, il a examiné avec détachement et sans s'engager les sommes dont les Alliés réclamaient la commercialisation. Entre le mémoire des Alliés et les suggestions allemandes, il y avait encore un écart considérable. Peu à peu cependant les chiffres se rapprochaient. Les rumeurs sur le crédit allemand qui n'avaient pas suffi à intimider les Alliés avaient du moins servi à émouvoir l'opinion germanique et à faire accepter dans le Reich l'idée de payer quelque chose.

Dans la soirée du 4 mai, l'observateur américain, qui est le président du Comité des experts, M. Owen D. Young, a jugé le moment venu de faire prévaloir son arbitrage. C'est vraisemblablement l'heure qu'il a attendue patiemment pendant trois mois. On comprend qu'il ne l'ait pas laissée passer. Son initiative lui a très probablement été facilitée par les conversations particulières qu'il a eues avec les autres délégués. Il n'a pas risqué le sort de sa transaction sans avoir eu quelques assurances sur l'accueil qui lui était réservé. Le débat avait assez duré. Le Comité des experts avait eu, comme toute conférence qui se respecte, sa crise. On avait cru, ou on avait invité le public à croire à une rupture. C'était l'instant des revirements. M. Owen

D. Young a soudain proposé le plan qui doit succéder au plan Dawes. La solution imaginée consiste à demander aux Allemands, comme on sait, une annuité fixe pendant trente-sept ans et une autre annuité pendant vingt ans. De la somme totale ainsi prévue, l'une est sans condition et doit de toutes façons être versée en partie pour solde des réparations. L'autre peut bénéficier de la clause de transferts et elle est destinée à couvrir le surplus des dettes des Alliés à l'égard des États-Unis.

Il n'y avait pas de difficultés relativement à la somme réservée aux États-Unis. Mais il y en avait de grandes relativement à la somme due aux Alliés pour solder les réparations. C'est, comme on pouvait le craindre, sur cette dernière somme que des sacrifices ont été demandés. Au lieu de deux milliards deux cents millions de marks-or par annuité pendant trente-sept ans que réclamaient les Alliés, le plan Young n'exige des Allemands que deux milliards de marks-or. Pratiquement, la différence se traduit pour la France par une diminution de dix milliards de francs : d'après le mémoire des Alliés, nous devions recevoir cinquante-deux milliards de francs, au moins cinquante ; d'après le plan Young, nous en recevrons trente-cinq, et peut-être quarante-deux, avec le calcul des frais d'occupation et de certaines restitutions.

L'Allemagne a naturellement accepté cette combinaison. Comment aurait-elle pu la refuser? Il faut avoir le courage de regarder les événements sans illusion. L'Allemagne a réclamé le Comité des experts : elle en a tiré tous les avantages qu'elle a pu. D'abord un abattement sérieux de sa dette, si sérieux que personne n'ose plus rappeler le chiffre de 132 milliards de marks-or prononcé après le traité de paix. Ensuite un abattement sur les annuités du plan Dawes, qui étaient de deux milliards cinq cents millions. En outre, la perspective d'obtenir dans l'avenir des réductions de l'Amérique qui ne réclamera peut-être pas pendant cinquante-sept ans ce que prévoit le plan Young. Enfin, la protection d'une banque des paiements internationaux, institution nouvelle et grandiose dont la création n'ira pas sans poser de délicats problèmes : il faudra accorder cet organisme récent avec la Commission des réparations, seule prévue par le traité de paix ; il faudra régler les pouvoirs de cette banque, de telle sorte qu'elle n'exerce pas sur le monde une domination qui se heurterait au souci légitime de chaque nation, de sauvegarder sa propre souveraineté. Mais ce sont là sujets réservés à l'avenir.

Le présent, c'est la fixation de la dette. Ni nos amis Belges, ni

nous n'avons lieu de considérer avec satisfaction cette liquidation de la guerre. Quand on songe que la France touchera trente-cinq milliards de francs et que la réparation des départements du Nord et de l'Est lui en a coûté plus de cent, on mesure le chemin parcouru depuis dix ans. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, depuis la folie des élections du 11 mai 1924 et la néfaste politique de M. Herriot, les solutions les moins favorables sont devenues difficiles à éviter.

Pour arriver à de meilleurs résultats, il aurait fallu dans tous les ordres de la politique un redressement national et complet, il aurait fallu un autre Parlement. L'effort accompli par M. Raymond Poincaré, depuis trois ans, a été nécessairement proportionné aux conditions posées par l'état des partis. Il est des fautes historiques, comme celle de l'entrevue des Chequers en 1924, dont on peut limiter les ravages, mais qu'on ne peut réparer entièrement. Nous étions depuis ce jour sur une pente fatale : la route en lacets qui a passé par Locarno, par Thoiry et par Genève nous a ménagé les transitions, mais elle nous a conduits là où nous sommes. Nous avons fini par être fatalement à l'égard des autres et en nous-mêmes dans cet état de résignation où l'on préfère une solution même médiocre à l'absence de toute solution.

Il reste à régler deux questions fort graves pour nous et qui se tiennent. La seule garantie des paiements qui nous sont dus est dans le caractère commercial de la dette. Tant que l'Allemagne nous considère comme ses créanciers, elle juge que sa dette est politique et l'on sait le cas qu'elle en fait. Elle ne sera engagée que lorsque la dette sera transformée, lorsque ses créanciers seront des porteurs de titres appartenant à toutes les nations, lorsque sa carence sera devenue impossible parce qu'elle nuirait à son propre crédit et à sa situation dans le monde. C'est à ce moment-là, et seulement à ce moment-là, que le problème des réparations sera véritablement réglé. Comment se fera cette opération que l'on nomme la « commercialisation » ? A quelle date? selon quelles modalités? C'est l'affaire des techniciens et des gouvernements.

Nous devons nous attendre à voir l'Allemagne conclure très rapidement des travaux des experts que des conséquences politiques s'imposent. Nous assisterons à un redoublement de la campagne destinée à obtenir l'évacuation de la rive gauche du Rhin. Nous connaîtrons aussi les complaisances des partis avancés de France et d'Angleterre pour cette thèse. Nous sommes même exposés à constater des défail-

lances chez nos amis, chez nos alliés, dans notre propre pays, et à découvrir des renoncements là où nous avions des raisons d'espérer qu'il n'y en aurait pas. Une partie de l'opinion française réagira certainement. L'illustre soldat dont l'autorité nous serait si utile aujourd'hui n'est plus là pour faire entendre les conseils de la sagesse : mais ses paroles retentissent encore. Tout le monde sait ce que le maréchal Foch pensait d'un abandon prématuré de la Rhénanie. Si les arrangements internationaux qui font suite aux Comités des experts amènent un examen nouveau de la question rhénane, que du moins le gouvernement ait l'énergie de se refuser à toute promesse avant que la commercialisation de la dette soit accomplie.

Les délais qui nous resteront ainsi pourront être utilement employés à mettre nos frontières en état, et à faire pour la défense nationale les travaux qui ont été si mollement et si insuffisamment menés sous le régime cartelliste. Quel Français, en songeant aux sujets que nous agitons dix ans après le traité de Versailles, ne fera des méditations mélancoliques? Quel Européen soucieux de l'avenir de la paix et de l'avènement des temps meilleurs ne concevra des doutes sur les résultats d'une politique qui a orné d'apparences sentimentales et généreuses tant de faiblesses et tant d'imprudences?

Les élections municipales qui ont eu lieu le 5 mai dans toute la France ont été fort calmes. Quelques jours avant, les partis avancés avaient préparé pour le 1er mai une série de manifestations qui se sont passées sans incident. Les mesures préventives prises avec fermeté par le gouvernement ont empêché tout désordre. Ni Paris, ni la province n'ont connu le 1er mai les troubles parfois sanglants qui ont éclaté à Berlin à la même date. Le caractère principal du scrutin, c'est que les électeurs ont renommé un grand nombre de sortants. Il n'indique aucun mouvement politique nouveau.

Si on ne regarde que le résultat du premier tour des élections du 5 mai, on peut se persuader que dans l'ensemble les électeurs demeurent, pour leur part, attachés aux idées d'ordre et de conservation sociale. Le scrutin de ballottage permettra seul une appréciation complète.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LA NOUVELLE ORGANISATION MILITAIRE

Les nouvelles lois militaires, votées par le Parlement à la fin de la dernière législature, ont apporté au système de la défense nationale les modifications les plus importantes qu'il ait subies depuis que la France est sous le régime de la nation armée. Cependant, à l'exception de la réduction à un an du temps de service actif, ces modifications ont passé presque inaperçues du public. Il semble donc qu'il y ait intérêt à faire ressortir ici les grandes lignes de la nouvelle organisation, — au moment où elle entre d'ailleurs en vigueur, — en la comparant avec l'ancienne.

Mais il est d'abord nécessaire d'expliquer comment, résultant de l'expérience de la grande guerre, elle n'est venue à jour que dix ans après. On peut s'en étonner surtout si, faisant un retour en arrière, et comparant notre situation militaire après la victoire de 1918 à celle qui a suivi notre défaite de 1871, on s'aperçoit que jadis il avait suffi de quatre ans après le retour à l'état de paix pour réorganiser notre armée.

Après la guerre franco-allemande, la France, vaincue et meurtrie, avait dû, non seulement reconstituer son armée disparue dans la tourmente, mais encore se donner de nouvelles institutions militaires, puisque l'ancien organisme ne répondait plus aux conditions nouvelles. Or, dix-huit mois à peine après la cessation des hostilités avec l'Allemagne, un an après la fin de cette guerre intérieure que fut la Commune, elle s'était déjà donné une loi de recrutement, loi du 27 juillet 1872, qui resta

en vigueur pendant dix-sept ans, jusqu'en 1889. Un an après, la loi du 24 juillet 1873 organisait l'armée nationale d'après des principes et sur des bases qui furent maintenus, sauf modifications de détail, jusqu'en 1914, et sur lesquels s'appuie encore en partie la loi actuelle. Deux ans plus tard, la loi du 13 mars 1875 « sur les cadres et effectifs de l'armée » venait achever l'œuvre de la reconstitution militaire de la France. Cette loi resta en vigueur jusqu'en 1913.

Ainsi, quatre ans après sa défaite, la France avait complété sa splendide résurrection économique par la constitution non seulement rapide, mais durable, d'un système militaire de premier ordre. C'est la loi de recrutement de 1872 qui a préparé, et c'est la loi des cadres de 1875 qui a instruit ces contingents merveilleux grâce à qui notre armée avait pu atteindre, dans les années de 1890 à 1895, presque la perfection dans la préparation à la guerre.

AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

La guerre mondiale a apporté tant de changements dans l'armement, tant de bouleversements dans les méthodes de guerre, qu'une nouvelle organisation de notre système militaire s'imposait aussi bien après notre victoire de 1918 qu'après nos désastres de 1870-71. Mais, tandis qu'en 1871, nous étions partis de zéro, ou à peu près, nous nous trouvions en 1919 en possession d'un organisme *monstrueux*, notre armée démobilisée, c'est-à-dire privée de ses réservistes et réduite à ses effectifs de paix, et comprenant quand même une quantité de formations qui n'existaient pas avant la guerre, dont la guerre avait révélé la nécessité et dont la loi n'avait pas sanctionné l'existence : chars de combat, aviation, artillerie automobile, etc.

Il fallait donc régulariser un état de fait et, en même temps, adapter les nouvelles formations aux effectifs de paix. Or, à la cessation des hostilités, beaucoup d'entre elles avaient à peine reçu la sanction de l'expérience; aussi les avis étaient-ils très partagés, non seulement sur leur mode d'emploi, mais sur leur importance relative, sur la place qu'elles devaient tenir dans l'ensemble de nos forces armées, et, par conséquent, sur la part qui devait leur revenir de nos effectifs de paix. Ces derniers

étaient d'ailleurs conditionnés par la durée du service dont la réduction était inévitable après la victoire et les sacrifices cruels qu'elle avait coûtés.

On se trouvait ainsi devant un problème extrêmement complexe, dans les données duquel entraient beaucoup plus de facteurs qu'après la guerre franco-allemande. Il ne fallait se lancer dans les innovations qu'avec une grande prudence. L'essentiel, comme le disait en 1919 une haute personnalité militaire, était « de ne pas faire de bêtises ». Il n'est donc pas étonnant qu'il ait fallu attendre dix ans pour voir éclore le nouveau statut organique correspondant à la situation nouvelle.

Entre temps, il avait cependant bien fallu donner à l'armée une organisation au moins provisoire.

Le plus pressé avait été de réduire la durée du service pour renforcer le plus possible l'activité économique du pays. Mais, en la réduisant brusquement à une seule année comme beaucoup le demandaient, sans avoir réduit parallèlement le nombre des unités organiques, régiments, bataillons, etc., on aurait, dans chacune de ces unités, diminué les effectifs dans des proportions incompatibles avec les nécessités de l'instruction et les besoins du service intérieur des corps. D'autre part, il n'était pas possible de ramener brusquement et brutalement nos unités organiques à un nombre correspondant à l'effectif donné par le service d'un an, sans porter un trouble profond dans la mobilisation. C'est ainsi qu'on fut amené à adopter transitoirement le service de dix-huit mois consacré par la loi du 1er avril 1923.

Ce fut la seule mesure législative prise pendant toute cette période. En ce qui concerne l'organisation et l'encadrement de notre armée, tout se passa par voie de simples décisions ministérielles.

La réduction des effectifs entraînait forcément, même avec la cote mal taillée du service de dix-huit mois, une réduction sensible du nombre de nos formations. Il fallut dissoudre de nombreux régiments pour assurer à ceux qui restaient un effectif suffisant. Malheureusement, c'était l'époque où l'idée de la « puissance du matériel » dominait toutes les conceptions des rénovateurs militaires. Dans certains cercles on allait jusqu'à prétendre que l'infanterie était une arme périmée. Aussi vit-on nos beaux régiments d'infanterie disparaître en masse, tandis

que des formations « à matériel » étaient créées en quantité souvent disproportionnée.

C'est ainsi qu'au début de l'occupation de la Ruhr, en mars 1923, presque tous les régiments d'infanterie qui y étaient employés furent dissous sur place, le même jour, au moment le plus critique de la « résistance passive », tandis qu'avec une partie de leurs débris on constituait, également sur place, des « bataillons de mitrailleurs », aussi étonnés de se voir naître en pareil lieu et en pareille circonstance, que l'autorité supérieure fut embarrassée pour leur donner un emploi conforme à leur constitution et à leur armement (1). Comme il s'agissait à ce moment de faire un service de garde sur les voies ferrées et les canaux, dans les mines et dans les villes, service d'infanterie au premier chef, les nouveaux bataillons de mitrailleurs durent, pendant des mois, laisser leurs mitrailleuses sous des hangars pour reprendre le service de fusiliers. C'est d'ailleurs de cette même façon que furent employés en temps normal les artilleurs lourds et légers qui participèrent à l'occupation de la Ruhr.

L'armée de matériel n'avait réellement pas de chance : pour la première fois qu'elle entrait en action, elle était mise en défaut, et notre brave infanterie s'affirmait une fois de plus l'arme indispensable dans toutes les circonstances.

A la même époque, on crut nécessaire de créer vingt régiments de chars de combat, toujours aux dépens des effectifs de l'infanterie. Évidemment, les chars de combat sont de la plus grande utilité et il peut être nécessaire d'en avoir vingt régiments, et même plus, en temps de guerre, mais ce n'est pas une raison pour les avoir en temps de paix. Vingt régiments de chars recevant, instruisant et libérant chacun mille hommes par an, cela fait chaque année vingt mille hommes jetés dans les réserves, uniquement instruits dans la conduite et la manœuvre des chars et, en dix ans, deux cent mille hommes ne connaissant absolument que les chars et inutilisables partout ailleurs. C'est tout de même beaucoup pour constituer les unités de chars nécessaires en temps de guerre, et c'est surtout beaucoup de perdu pour notre infanterie. Ce point de vue est d'importance, si l'on considère que l'armée du temps de paix

(1) Les bataillons de mitrailleurs n'existent plus dans notre nouvelle organisation du temps de paix : ils ont vécu à peine cinq ans.

a pour principale raison d'être, d'instruire les effectifs nécessaires pour la constitution des éléments de l'armée du temps de guerre (1).

Si nous nous sommes étendus sur ces détails, c'est qu'ils montrent combien peu nettes étaient, immédiatement après la guerre, les idées que l'on avait sur une nouvelle organisation. Pour y voir clair, il fallait prendre du recul; il fallait laisser mûrir les idées avant de leur donner une forme rationnelle que réalisa enfin, en 1928, la collaboration intime du Parlement et de l'État-major.

UNE NOUVELLE NOTION DE L'ARMÉE

La constitution militaire de la nation s'appuie sur trois lois essentielles qui sont : la « loi sur l'organisation générale de l'armée » du 13 juillet 1927; la « loi sur les cadres et effectifs de l'armée » du 28 mars 1928 et la loi « sur le recrutement de l'armée » du 31 mars 1928.

En particulier, la loi sur l'organisation générale de l'armée qui fixe la composition de l'armée en temps de paix comme en temps de guerre, et la loi sur le recrutement de l'armée qui fixe les ressources en personnel dont on peut disposer pour cette organisation, sont les bases fondamentales de tout le système. On peut partir de l'une ou de l'autre de ces deux lois pour établir l'organisme militaire définitif, c'est-à-dire soit déterminer le temps de service procurant les effectifs nécessaires, pour réaliser une organisation donnée, soit construire l'organisation correspondant aux effectifs fournis par un temps de service donné. En fait, c'est cette dernière méthode qui s'imposait, puisqu'il était entendu que le service militaire actif devait être réduit à un an. Aussi peut-on dire que le service d'un an est la base de notre organisation militaire actuelle.

La loi des cadres et effectifs donne à l'ensemble une forme rationnelle en répartissant les effectifs et en les aménageant selon les besoins créés par la loi d'organisation générale : c'est une loi d'économie militaire.

En réalité, ces trois lois sont absolument dépendantes l'une

(1) La loi des cadres du 28 mars 1928 ne prévoit plus que dix régiments de chars légers, plus trois bataillons de chars légers et un bataillon de chars lourds formant corps.

de l'autre; elles sont conjuguées et se pénètrent intimement au point qu'aucune d'elles n'est applicable sans que les deux autres soient aussi mises en action. Suivant l'expression de l'une des personnalités militaires dont le rôle fut le plus actif dans leur élaboration, elles forment une véritable « trilogie ».

C'est ainsi que le gouvernement, ayant décidé de commencer l'application de la loi sur l'organisation générale aussitôt après sa promulgation en 1927, dut obtenir du Parlement une sorte de crédit sur les deux autres lois déjà déposées, mais non encore votées. Ce fut l'objet de la loi du 16 juillet 1927 qui autorisait le ministre de la Guerre à entreprendre la réorganisation de l'armée sur les bases de la loi du 13 juillet, sans attendre le vote des deux autres et en considérant comme acquis leurs points essentiels. Cette mesure permit d'entamer plus tôt les réformes qui devaient, comme nous l'avons vu, être conduites très progressivement sous peine de désorganiser la mobilisation; on pouvait ainsi en finir plus tôt avec cette période critique de la transformation et se rapprocher de la situation définitive.

Nous n'examinerons pas chacune de ces lois en particulier; nous nous bornerons à passer en revue les grands changements qu'elles ont apportés dans l'organisation de l'armée, et à faire ressortir les traits caractéristiques de la nouvelle organisation. Nous verrons ainsi que les modifications sont encore plus grandes dans l'esprit que dans la lettre de la législation; et, bien souvent il nous faudra, pour nous mettre dans la nouvelle situation, renverser complètement les idées que nous nous étions faites de nos institutions militaires.

Jusqu'à présent, l'armée était une entité complexe mais ayant une personnalité permanente et unique en temps de paix et en temps de guerre. C'était un organe d'exécution, toujours prêt à être employé là où la situation l'exigeait. On passait, par simple renforcement de l'effectif du temps de paix, à l'effectif du temps de guerre, mais la personnalité restait, c'était toujours la même armée.

Aujourd'hui, la loi distingue « l'armée du temps de paix » et « l'armée du temps de guerre ». La première n'est, en règle générale, et sous réserve de certaines missions dont il sera question plus loin, qu'un organe d'instruction et de préparation à la guerre, la deuxième seule est organe d'exécution.

La véritable armée est donc l'armée du temps de guerre.

Elle se constitue à la mobilisation, dans des *Centres de mobilisation* où se forment les régiments. Ses effectifs se sont instruits en temps de paix dans des centres d'instruction qu'on appelle aussi « régiments » et dont l'ensemble constitue les « forces permanentes » de l'armée du temps de paix. L'armée du temps de paix est, à proprement parler, l'*école* qui prépare l'armée du temps de guerre.

En 1914, nous sommes partis en guerre sous le régime du service actif de trois ans et, par conséquent, avec trois classes d'active sous les drapeaux, dont la plus jeune, incorporée en octobre 1913, avait dix mois d'instruction. Aujourd'hui, avec le service actif d'un an (qui en pratique sera de dix mois) et l'incorporation en deux demi-contingents, dans l'unique classe qui se trouverait sous les drapeaux au moment d'une mobilisation, la moitié seulement aurait plus de six mois d'instruction, ce qui est bien le minimum nécessaire pour faire un soldat à peu près apte à entrer en campagne. Il faut donc admettre, à moins de nier la nécessité de l'instruction, que la moitié au plus d'un contingent annuel actif pourra entrer dans la constitution de l'armée du temps de guerre, l'autre moitié restant dans les dépôts pour continuer son instruction. Nous serions donc bien loin des trois contingents complets de 1914.

Il est vrai qu'à ce demi-contingent il faut ajouter, pour tenir compte de tous les éléments actifs, les 106 000 hommes servant au delà de la durée légale exigés par le gouvernement pour la mise en vigueur du service d'un an. Mais il y a aussi la défense des colonies, l'Afrique du Nord et le Levant en particulier. On voit combien seront faibles les effectifs dits « actifs » qui pourront entrer dans la composition de l'armée du temps de guerre. L'armée du temps de guerre est donc bien essentiellement une armée de réservistes.

Si l'on admet, comme il est dit plus haut, que la moitié du contingent annuel doit rester dans les dépôts à la mobilisation pour compléter son instruction, ce demi-contingent, qui n'entrera que plus tard dans les formations de campagne, joue à proprement parler le rôle de réserve. Il n'est donc pas paradoxal de dire que maintenant la réserve est devenue active et que l'active fournit la réserve. Voilà comment, avec notre nouvelle organisation, a dû se transformer la notion générale de l'armée.

LES CENTRES DE MOBILISATION

En 1914, l'armée s'était constituée sur le pied de guerre autour des régiments actifs comme noyaux. Le régiment actif en même temps qu'organe instructeur était un organe mobilisateur : c'était au régiment que le réserviste était convoqué à la mobilisation, comme il l'avait été en temps de paix pour son service actif d'abord, pour ses périodes d'instruction ensuite.

Dans l'infanterie, par exemple, il y avait par subdivision de région un régiment actif, dit régiment subdivisionnaire (144 régiments d'infanterie subdivisionnaires correspondant aux 144 subdivisions de région), qui absorbait tous les réservistes et territoriaux de la subdivision appartenant à l'infanterie d'abord pour se compléter lui-même à l'effectif de guerre, puis pour former un régiment de réserve et un régiment territorial. Trois régiments se constituaient donc au régiment actif subdivisionnaire. Ce système était commode et simple. La préparation de la mobilisation dans le régiment mettait un certain lien entre les éléments actifs et les éléments de réserve; mais le régiment actif qui, surtout après la loi de recrutement de 1913 (service de trois ans), n'avait besoin que de peu de réservistes pour se mettre sur le pied de guerre, conservait sa physionomie propre du temps de paix : c'était un organisme permanent, que la mobilisation affectait au minimum dans sa composition et dans sa constitution. Le régiment de réserve lui était très inférieur à ce point de vue; le noyau actif qu'il recevait ne suffisait pas pour lui donner, dès les premiers jours, une allure absolument guerrière; il était convenu qu'il resterait d'abord en deuxième ligne et ne serait engagé qu'après une période suffisante de mise au point. Quant au régiment territorial, son nom disait assez le rôle qu'on comptait lui faire jouer, et, si l'on constituait quelques divisions avec des régiments de cette catégorie, il était bien entendu qu'elles ne seraient placées qu'en des endroits où elles ne risqueraient pas d'être engagées avant longtemps, et seulement pour remplir des missions tout à fait secondaires ou de tout repos. On sait d'ailleurs comment les événements se chargèrent de renverser toutes ces prévisions, et que ce furent des divisions territoriales qui, dans la région de Lille, reçurent les premières le choc des Allemands.

Quoi qu'il en soit, la diminution des effectifs consécutive à l'adoption du service d'un an ne permet plus de conserver un régiment d'infanterie par subdivision, il s'en faut de beaucoup. Au lieu des 173 régiments d'infanterie d'avant guerre, dont 144 étaient subdivisionnaires, la loi des cadres du 28 mars 1928 ne prévoit plus que 56 régiments. Par suite, il a fallu abandonner le système de mobilisation par régiment : les fonctions de mobilisation auraient absorbé en effet beaucoup trop de personnel et une grande partie de l'activité du commandement du régiment : elles n'étaient plus compatibles avec l'instruction. Il fallait donc les retirer au régiment et les faire exercer par un organe spécial. C'est ainsi que sont nés les centres de mobilisation. Ces nouveaux organes, institués par la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation générale de l'armée, ont absorbé toute la préparation de la mobilisation et les corps de troupe n'ont plus à s'occuper que de l'instruction.

Les centres de mobilisation sont absolument indépendants des corps de troupe. Ils s'administrent eux-mêmes. Ils sont encadrés par un personnel militaire de commandement et de direction composé d'officiers et de sous-officiers de carrière. Les officiers appartiennent à l'état-major particulier de leur arme, ils ne font partie d'aucun corps de troupe.

Pour l'exécution du service, ils n'emploient exclusivement que du personnel civil. Une partie de ce personnel civil a un statut légal : ce sont les agents et sous-agents militaires qui ont remplacé le personnel militaire autrefois employé dans les bureaux de mobilisation des corps de troupe. L'autre partie, composée d'ouvriers civils embauchés au jour le jour par les commandants de centre de mobilisation, sans aucun contrat, suivant les besoins et les circonstances, remplace tous les hommes de corvée, et on sait combien ils étaient nombreux, que les corps de troupe étaient obligés d'employer chaque jour pour l'entretien et la manutention des effets et du matériel de mobilisation. C'est autant de gagné pour l'instruction.

On voit assez, à cette description du centre de mobilisation, que c'est une figure toute nouvelle qui s'est introduite dans notre armée.

Si on envisage le fonctionnement intérieur de ces nouveaux organes, on y trouve tout ce qui se passait autrefois dans les bureaux de mobilisation des régiments. Ce sont les

centres de mobilisation qui disposent de toutes les ressources, active et réserve, qui doivent entrer dans les formations du temps de guerre. Ils constituent donc les régiments actifs mobilisés au même titre que ceux de nouvelle formation et répartissent leurs éléments aptes à entrer dans les troupes de campagne, entre les régiments actifs d'abord, et les corps de nouvelle formation ensuite, comme il résulte de l'article 37 de la loi du 13 juillet 1927. Enfin, les centres de mobilisation constituent les dépôts dans lesquels entrent d'abord les éléments des corps actifs insuffisamment instruits pour entrer en campagne.

On peut donc dire qu'un centre de mobilisation est comme un creuset où viennent se fondre et s'amalgamer tous les éléments devant entrer dans les formations de l'armée du temps de guerre qu'il est appelé à mettre sur pied; et c'est en même temps un moule aux multiples alvéoles où, après fusion, ces éléments amalgamés viennent prendre la place qui leur est destinée pour réaliser l'ensemble homogène que doit être un régiment du temps de guerre.

Les réservistes, officiers et hommes de troupe, n'appartiennent plus comme autrefois à un régiment, mais bien à un centre de mobilisation, et c'est à ce centre seulement qu'ils reçoivent leur affectation dans une formation de guerre. Pour l'accomplissement de leurs périodes d'instruction, le centre de mobilisation les confie à un régiment du temps de paix généralement voisin du centre, où ils reçoivent l'instruction de leur spécialité et où ils sont notés, de manière que le centre de mobilisation puisse leur donner une affectation correspondant à leurs aptitudes.

Nous avons vu qu'avant la grande guerre, la mobilisation se faisait au régiment dans le cadre de la subdivision de région : elle dépendait en même temps du commandement des troupes par le régiment et du commandement du territoire par la subdivision. Il était donc logique que ces deux commandements se trouvent réunis dans les mêmes mains. En fait, le général commandant une brigade d'infanterie avait en même temps sous ses ordres les deux régiments de sa brigade et les deux subdivisions auxquelles ils correspondaient. Le général de division commandait quatre subdivisions en même temps que ses deux brigades, et le général commandant de corps d'armée

commandait aussi la région sur laquelle était stationné son corps d'armée.

La mobilisation, échappant désormais aux corps de troupe, cesse d'être un lien entre le commandement des troupes et le commandement territorial et ces deux commandements sont maintenant nettement séparés. Le commandement des troupes a la charge de l'instruction, le commandement territorial a la charge de la mobilisation. Les centres de mobilisation dépendent donc uniquement du commandement territorial, c'est-à-dire des généraux commandant les subdivisions d'abord, et, par leur intermédiaire, du général commandant la région.

Le général commandant la région cumule cependant le commandement territorial de sa région avec le commandement des troupes qui y sont stationnées. Il a donc à coordonner l'instruction militaire et la mobilisation.

Mais les troupes stationnées sur le territoire d'une région ne constituent pas, comme autrefois, un corps d'armée. La loi ne prévoit plus en temps de paix que vingt divisions d'infanterie métropolitaines, exactement autant que de régions territoriales; seulement, comme les « besoins de la sécurité et de la mobilisation » (art. 18 de la loi du 13 juillet 1927) exigent que la majeure partie de nos forces permanentes du temps de paix soient le plus rapprochées possible des frontières, il s'en suit que toutes les régions ne peuvent avoir chacune une division stationnée sur leur territoire; et il y aurait des régions vides de troupes si les voisines ne leur détachaient quelques unités, et si, en plus des vingt divisions d'infanterie métropolitaines, d'autres formations dont il sera question plus loin ne permettaient de donner quelques garnisons aux régions dépourvues de l'intérieur.

Le corps d'armée, groupement de plusieurs divisions sur le territoire d'une région, n'avait donc plus de raison d'être en temps de paix. La plus grande unité prévue par la loi pour l'armée du temps de paix est la division. Il n'y a plus en temps de paix de « commandants de corps d'armée » et c'est à tort qu'on continue, parfois même dans les milieux officiels, à donner ce titre aux commandants de région. Même dans les régions frontières, où plusieurs divisions seront stationnées, ces divisions ne constitueront pas un corps d'armée.

L'article 20 de la loi du 13 juillet 1927 stipule très expres-

sément que seules les divisions d'occupation des territoires rhénans peuvent, à titre temporaire, être groupées en corps d'armée; il ajoute : « les officiers généraux désignés pour exercer le commandement des corps d'armée de marche qui peuvent être ainsi constitués, ont le même rang que les commandants de région. » Ainsi, ce ne sont plus les commandants de région qui ont rang et prérogatives de commandants de corps d'armée : ce sont les commandants de corps d'armée de l'armée du Rhin, les seuls qui puissent exister en temps de paix, qui ont rang et prérogatives de commandants de région. Et il y a bien là encore un renversement complet des idées reçues jusqu'ici sur l'organisation du haut commandement.

Cependant le corps d'armée est toujours prévu pour le temps de guerre, et il est constitué à ce moment par le groupement de plusieurs divisions mobilisées, comme une armée est constituée par le groupement de plusieurs corps d'armée. Mais quoiqu'un commandant de région puisse devenir, à la mobilisation, commandant de corps d'armée, il n'y a pas plus de raisons pour lui donner ce titre en temps de paix, qu'il n'y en a pour donner celui de commandant d'armée à un général membre du Conseil supérieur de la guerre, cependant désigné pour en exercer les fonctions en temps de guerre.

L'ARMÉE DU TEMPS DE PAIX

L'article 7 de la loi du 13 juillet 1927 spécifie que l'armée du temps de paix comprend : une organisation territoriale et des forces permanentes.

On peut déduire de tout ce que nous venons de voir que la préparation de notre armée du temps de guerre repose presque entièrement sur l'organisation territoriale. On peut concevoir sa formation sans armée du temps de paix, rien qu'avec des réservistes provenant de leurs foyers, mais on ne peut pas l'imaginer sans une organisation du territoire permettant un aménagement et une répartition logiques de ces réservistes. On voit donc là une certaine prépondérance du commandement territorial qui explique comment c'est le commandant de la région qui a le commandement sur les troupes stationnées sur son territoire, et non pas le commandant des troupes qui exerce par surcroît le commandement territorial.

Or, notre nouvelle législation nous laisse à peu près intégralement l'organisation territoriale d'avant-guerre, c'est-à-dire la division du territoire métropolitain en vingt régions militaires, elles-mêmes divisées en subdivisions de région. A ce point de vue, le régime de la loi du 24 juillet 1873 est conservé presque intact. Cette survivance est bien le plus bel hommage qui puisse être rendu à l'œuvre de nos devanciers.

La loi du 13 juillet 1927 introduit cependant une idée nouvelle. Elle dit que « le tracé des subdivisions sera progressivement modifié de telle façon qu'il coïncide avec le tracé des départements ». Si les régions militaires créées en 1873 englobaient chacune un certain nombre de départements entiers, on ne s'était pas attaché, à cette époque, à faire du département une ou plusieurs subdivisions de la région. Dans le tracé des subdivisions, seul le canton n'avait pas été morcelé, parce qu'il était la cellule organique du recrutement militaire ; il l'est d'ailleurs resté dans la législation actuelle.

Mais l'expérience de la guerre mondiale a démontré combien il est nécessaire, dans une guerre de longue durée affectant toutes les ressources de la nation, de préparer à l'avance, non seulement la mobilisation militaire, mais encore la mobilisation nationale, qui comprend toutes les mesures prévues pour assurer la continuité de la vie de la nation pendant la durée de la guerre, — mesures administratives, économiques, sociales, financières, etc. — C'est à cet effet, qu'avant les lois militaires, le Parlement avait voté la « loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre ».

Or, seule l'autorité administrative a les éléments nécessaires pour la préparation de cette organisation de la nation ; ce sont donc les préfets qui en sont les grands artisans. On conçoit d'autre part aisément que la préparation de la mobilisation militaire soit intimement liée à la préparation de la mobilisation nationale. Il faut qu'il y ait collaboration intime entre le préfet chargé de la mobilisation nationale et le commandant de la subdivision chargé de la mobilisation militaire ; et par suite, il est désirable au plus haut point, comme le prévoit la nouvelle loi, que la subdivision de région coïncide avec le département. Pour éviter de trop grandes perturbations dans les subdivisions et surtout dans les bureaux de recrutement, il ne faut réaliser ce desideratum que « progressivement ».

Voyons maintenant l'organisation des forces permanentes. Nous avons vu que l'armée du temps de paix a pour rôle principal l'instruction du contingent, et que cette armée, considérée dans ses unités constituées, est avant tout une école. Nous avons vu qu'elle comprend, en dehors des corps de troupes, des centres de mobilisation par lesquels elle « prépare en temps de paix, et réalise en temps de guerre » les mesures composant l'opération d'ensemble qui s'appelle la « mobilisation » par laquelle se constitue l'armée du temps de guerre.

Mais la mobilisation, qui ne serait ordonnée bien entendu que sous une menace de guerre effective, aurait besoin d'être protégée, ainsi que les opérations de transport pour la concentration qui la suivraient, contre toute entreprise ou toute attaque brusquée de l'ennemi. Il faut donc que l'armée du temps de paix puisse fournir des « troupes de couverture ».

De plus, certaines missions exigent l'emploi de la force armée sans qu'il y ait lieu pour cela de recourir à la mobilisation. L'article 3 de la loi du 13 juillet 1927 spécifie nettement ces missions qui sont : la garde et la défense en tout temps des colonies, pays de protectorat et pays à mandat; le renforcement en cas de besoin de la sécurité de nos possessions extérieures au moyen de forces disponibles toujours prêtes sur le territoire de la métropole; enfin, la participation à titre tout à fait exceptionnel, et en cas seulement d'insuffisance des forces de police, au maintien de l'ordre public à l'intérieur, étant entendu que le maintien de l'ordre à l'intérieur relève exclusivement du ministre de l'Intérieur.

Il est facile de se rendre compte de l'insuffisance du contingent annuel fourni par le recrutement normal pour remplir toutes ces missions. Étant donné, comme nous l'avons déjà vu, que la moitié seulement de ce contingent a reçu assez d'instruction militaire pour être utilement employé, ce n'est pas avec ce seul demi-contingent ayant de six à dix mois de service qu'il serait possible d'assurer la couverture, d'occuper, de défendre les colonies et d'être prêt en cas de besoin à en renforcer la sécurité, tout en continuant l'instruction qui ne doit jamais être perdue de vue.

Il était donc nécessaire de prendre un certain nombre de mesures dont la réalisation, préalable à l'application du service d'un an, donnerait quelques garanties contre les conséquences

de la réduction de nos effectifs. Ces mesures, énumérées à l'article 103 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement, sont les suivantes : recrutement de 106 000 hommes servant au delà de la durée légale; de 15 000 agents militaires et d'un supplément d'employés civils permanents, de manière à porter à 30 000 l'effectif de ces employés utilisés dans les services militaires de la métropole; recrutement du nombre de gardes républicains mobiles nécessaire pour porter à 15 000 l'effectif total de la garde républicaine mobile.

Les 106 000 militaires servant au delà de la durée légale sont destinés non seulement à fournir les éléments supplémentaires permettant à l'armée du temps de paix de remplir les rôles qui lui sont dévolus, mais encore à servir d'instructeurs et à assurer l'encadrement de nos jeunes soldats.

En parlant des centres de mobilisation, nous avons vu le principal emploi fait des *agents militaires*; mais il y en a aussi dans les bureaux administratifs des corps de troupe, dans les services de l'armée, et dans les états-majors attachés au territoire où ils remplacent les militaires, généralement gradés, qui y étaient jusqu'à présent détachés, et qui sont ainsi rendus à leurs unités.

Il en est de même des *employés civils permanents*, qu'il ne faut pas confondre avec les ouvriers journaliers embauchés comme manutentionnaires dans les centres de mobilisation. Ces employés civils permanents constituent un personnel spécial ayant un statut régulier et régi par une réglementation assez compliquée. Grâce à eux, il ne doit plus y avoir un seul militaire du service armé détaché à quelque titre que ce soit dans un service quelconque non appelé à faire partie des armées en campagne.

Enfin, les 15 000 gardes républicains mobiles ont une réglementation et des statuts analogues à ceux de la gendarmerie et de la garde républicaine de Paris. Comme elles, ils sont à la disposition du ministre de l'Intérieur pour le maintien de l'ordre public partout où il est menacé. Grâce à eux, l'intervention de l'armée en cette circonstance ne doit plus être que tout à fait exceptionnelle comme le spécifie la loi. Le maintien de l'ordre à l'intérieur est d'ailleurs un service des plus délicats qui demande des qualités de sang-froid et de discernement difficiles à trouver chez des jeunes soldats ayant

six mois de service ; ces qualités sont plutôt celles d'un corps spécial de police. On aurait tort à ce point de vue de s'alarmer de la diminution de l'effectif des garnisons de certaines grandes villes. La répression de l'émeute n'appartient plus à l'armée. Elle ne peut y participer qu'en cas de carence des forces spéciales de police sur lesquelles repose exclusivement le maintien de l'ordre qui ne relève que du ministre de l'Intérieur, même si, exceptionnellement, l'armée est appelée à y prendre part (art. 3 de la loi du 13 juillet 1927).

Des différentes missions qui incombent aux forces permanentes du temps de paix découle l'organisation à leur donner. Elles comprennent : *les forces du territoire métropolitain; les forces d'outre-mer; les forces mobiles.*

Les *forces du territoire métropolitain* correspondent aux missions suivantes : constituer à la mobilisation les noyaux actifs des corps mobilisés, assurer la couverture. Elles sont stationnées en permanence dans la métropole et ne comprennent que des éléments français. Elles sont réparties en 20 divisions d'infanterie métropolitaines ; 5 divisions de cavalerie ; 3 divisions aériennes ; des éléments non endivisionnés ; des éléments de réserve générale.

Les éléments non endivisionnés doivent servir à constituer les unités qui, en plus des divisions, entrent dans la composition des corps d'armée formés à la mobilisation ; on y trouve, par exemple, certains régiments d'artillerie lourde. Les éléments de réserve générale sont ceux qui, à la mobilisation, dépendent directement du commandant en chef qui ne les donnera aux armées ou aux corps d'armée que suivant leurs besoins et à titre temporaire. Tous les régiments de chars font partie des réserves générales ainsi que les régiments d'artillerie automobile qui, en raison de leur mobilité propre, peuvent être facilement envoyés d'un point à un autre du front. On y trouve aussi des unités du génie ayant une destination d'ordre général comme, par exemple, les troupes de chemin de fer.

Les *forces d'outre-mer* correspondent à la mission d'occupation et de défense de nos possessions. Elles sont stationnées en permanence dans ces possessions et comprennent des éléments français, indigènes et étrangers. Aux termes de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1927, « les forces d'outre-mer sont organisées suivant les nécessités particulières à chacun des terri-

toires sur lesquels elles sont stationnées », ce qui implique une certaine variété d'organisation et de groupement suivant les territoires à occuper. Toutefois, il y a certaines formations fixes qui sont : trois divisions d'infanterie en Algérie (une par province), une en Tunisie et trois au Maroc. On y trouve en plus les formations auxiliaires de l'Afrique du nord et du Levant, comme les goums marocains par exemple, le service des affaires indigènes pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, le service des renseignements pour le Levant.

Les *forces mobiles* correspondent à la mission de renforcement éventuel des forces d'outre-mer : elles comprennent des éléments français et indigènes. Elles sont réparties en deux divisions nord-africaines, deux divisions coloniales sénégalaises, une division coloniale blanche, un groupement d'unités indochinoises et malgaches. Ces forces sont, en temps normal, stationnées sur le territoire métropolitain, mais elles sont toujours prêtes à partir, en cas de nécessité, pour renforcer la défense de nos possessions ou des territoires dont nous avons la garde.

Le besoin de l'organisation de ces forces mobiles s'est particulièrement fait sentir à l'occasion de l'insurrection du Rif marocain et des événements de Syrie en 1925-1926. A leur défaut, nous avons dû subir tous les inconvénients d'une organisation improvisée.

Dans tout ce que nous venons de dire sur les forces prévues pour la défense et l'occupation des colonies, il n'a pas été question d' « armée coloniale » ; c'est qu'en effet il n'existe plus comme autrefois une armée métropolitaine et une armée coloniale distinctes. Il n'y a plus qu'une « armée de terre », par opposition à l'armée de mer, « marine », qui comprend des « troupes métropolitaines » et des « troupes coloniales ». La distinction entre l'armée métropolitaine et l'armée coloniale venait de l'époque où les troupes coloniales ne dépendaient pas du ministre de la Guerre, mais du ministre de la Marine ou du ministre des Colonies. On disait alors : infanterie de marine, artillerie de marine, et non comme aujourd'hui : infanterie coloniale, artillerie coloniale.

Toutefois, en raison des traditions spéciales et du patrimoine de gloire que représentent les troupes coloniales, la loi a maintenu leur autonomie complète. Il y a cloison étanche entre

les troupes métropolitaines et les troupes coloniales, en ce sens qu'on ne peut normalement passer des unes dans les autres par avancement ou par mutation; leurs administrations sont absolument distinctes et les règlements qui les régissent sont différents. Sous ces réserves, il est entendu que les troupes coloniales peuvent être employées dans la métropole aussi bien qu'aux colonies, de même que les troupes métropolitaines, faisant partie des forces mobiles, peuvent être employées aussi bien aux colonies que sur le territoire de la métropole ou en Afrique du Nord.

Au point de vue du recrutement, les troupes coloniales ne se distinguent des troupes métropolitaines que par l'incorporation des indigènes coloniaux autres que ceux de l'Afrique du Nord. Les Sénégalais, les Malgaches, les Indochinois, ne peuvent être incorporés que dans les troupes coloniales, tandis que les indigènes nord-africains ainsi que les étrangers (légion étrangère), ne peuvent être incorporés que dans l'armée métropolitaine où ils forment des corps spéciaux.

Cependant, il a été admis, sans que la loi le spécifie, que dans les services appelés à fonctionner au profit, aussi bien des troupes coloniales que des troupes métropolitaines, il pourrait être employé des indigènes coloniaux. C'est ainsi que l'on voit des infirmiers indochinois dans les hôpitaux militaires où ils sont appréciés des malades aussi bien que des médecins. Dans le service automobile, les conducteurs annamites, qui ont fait leurs preuves au cours de la guerre, montrent des qualités d'adresse et de prudence qu'on ne trouve pas toujours chez les jeunes conducteurs français.

En vertu de leur autonomie, les troupes coloniales ont leur commandement propre. Celles qui sont stationnées sur le territoire de la métropole au titre des forces mobiles dépendent bien des généraux commandant les régions en ce qui concerne la mobilisation et la discipline générale, mais quand il s'agit de l'instruction, de l'administration et des questions de personnel, elles échappent au commandement métropolitain et sont sous les ordres directs du « commandant supérieur des troupes coloniales de la métropole » qui a rang et prérogatives de commandant de région. C'est l'ancien commandant du « corps d'armée colonial ». Ainsi ressort une fois de plus du texte même de la loi la disparition en temps de paix du commandant de corps d'armée.

CONSÉQUENCES

Telles sont les grandes modifications apportées à l'organisation militaire de la France par la nouvelle législation. Elles changent beaucoup la physionomie de notre armée, et, plus encore sans doute, la conception qu'on avait de son rôle.

Si nous ne sommes pas arrivés tout à fait au système des milices, il s'en faut de bien peu. Nous avons vu, en effet, que, pendant son temps de service dans l'armée active, le jeune citoyen est surtout à l'école qui fait le soldat, et que l'armée du temps de guerre, la véritable armée en somme, ne se constitue presque exclusivement que par l'appel des réservistes : c'est bien le caractère de la « levée en masse » des milices.

Lors de l'élaboration de la loi sur l'organisation générale de l'armée, il avait même été question de supprimer dans l'armée du temps de paix la dénomination de « régiment » pour lui substituer celle de « centre d'instruction ». Les considérations morales sur le drapeau, les traditions, l'esprit de corps, etc., ont heureusement prévalu pour maintenir ce groupement où s'acquièrent et où se conservent les forces d'ordre psychologique constituant ces « impondérables » qui jouent un rôle aussi grand à la guerre que les forces matérielles.

Les modifications intervenues étendent leurs conséquences sur toutes les branches de l'activité militaire. Sur l'instruction d'abord, qu'il faudra reprendre deux fois par an, à l'arrivée de chaque demi-contingent. Deux fois par an aussi, l'instruction devra recevoir son couronnement dans les camps où peuvent seulement être mises en pratique les méthodes de guerre modernes.

De plus, la courte durée du service actif impose plus que jamais la nécessité des périodes d'instruction dans les réserves Ce serait une véritable dérision que de les supprimer ou même de les négliger pour une armée presque uniquement composée de réservistes. Ce n'est que dans leurs périodes d'instruction que les réservistes pourront avoir l'occasion d'occuper la place qu'ils auraient en temps de guerre et d'y exercer l'emploi auquel ils sont affectés. Pour qu'elles donnent tout leur profit, c'est aussi dans les camps d'instruction que devront être accomplies ces périodes.

La tâche des cadres sera donc toujours plus ardue et plus délicate ; elle demandera toujours plus de dévouement et d'esprit de sacrifice.

Conséquences budgétaires aussi. Un grand nombre d'agents, d'employés civils, d'ouvriers journaliers, etc., ont dû être prévus pour remplacer les militaires qui étaient jusqu'à présent employés dans les services de l'armée. Des forces de police nouvelles ont dû être créées pour suppléer l'armée dans le maintien de l'ordre public. Tout ce personnel coûte cher, infiniment plus cher que les soldats qu'il doit remplacer. Les séjours dans les camps, maintenant longs et fréquents, obligent aussi à rendre ces camps plus habitables. Il ne peut plus être question d'installer les troupes sous la tente où dans des baraquements rudimentaires, comme à l'époque où l'on passait à peine quinze jours dans les camps et encore dans la belle saison. Aujourd'hui, les camps d'instruction sont occupés constamment et à plein, du 1er mars au 1er novembre. Il faut donc y construire de véritables casernements où les troupes seront installées comme en garnison. Et ce n'est pas un des moindres paradoxes de la situation que cette construction intensive de bâtiments militaires à une époque où il n'est question que de la réduction de l'armée. L'armée à court terme coûtera donc fort cher.

Conséquences enfin dans l'emploi à faire au début d'une guerre des unités mobilisées. Des unités exclusivement composées de réservistes venant de quitter leurs foyers, mélangés à quelques jeunes soldats de six mois de service, n'ont pas les aptitudes manœuvrières des unités d'autrefois. On conçoit qu'il ne pourra leur être donné au début que des missions très simples. La plus simple de toutes les missions étant la défensive sur place, il est à prévoir que ce sera celle de notre armée pendant un assez long temps après la mobilisation. Elle correspond d'ailleurs parfaitement à notre résolution bien arrêtée de ne pas être les agresseurs. Le mouvement, la manœuvre ne peuvent être demandés qu'à des troupes ayant acquis une certaine cohésion et un certain entraînement. Il faut pour cela que, par la vie commune, chefs et soldats aient fait connaissance et soient unis dans une confiance réciproque sans laquelle il n'est pas d'armée digne de ce nom.

Mais un organisme pareil ne peut être jugé en valeur abso-

lue ; il faut le considérer par rapport à celui qui peut lui être opposé. Or, l'organisation de l'armée allemande est précisément l'antithèse de celle de l'armée française.

Constituée en armée de métier, composée de soldats ayant jusqu'à 12 ans de service, la Reichswehr allemande de 100000 hommes est une arme à double tranchant. Elle peut être une armée-cadres servant de noyau à de gros effectifs, mais elle peut aussi, renforcée par plus de 100 000 hommes de la Schutzpolizei, tous anciens soldats et gradés de carrière, former une masse de manœuvre rappelant les plus belles armées napoléoniennes. Son ancien inspecteur général, le général von Seekt, se plaît depuis quelque temps à opposer devant l'opinion publique allemande, comme l'avait fait autrefois von der Goltz dans son ouvrage sur la *Nation armée*, la petite armée de campagne composée de soldats de métier bien commandés et bien entraînés à ces foules sans cohésion que peuvent être les milices des nations armées. Von der Goltz disait qu'il suffirait d'un nouvel Alexandre à la tête de 40000 hommes disciplinés et hardis pour balayer ces milices comme fétus de paille. Von Seekt concrétise l'idée en disant : « Au premier jour de la guerre, lâchez la Reichswehr au milieu de la milice française en train de se concentrer, et vous aurez lâché un bouledogue dans une boutique de porcelaines. »

Ces paroles doivent être pour nous matière à réflexions des plus sérieuses. Pour résister en un point quelconque de notre large front à une attaque pareille, notre armée nationale, c'est-à-dire toute la nation, doit s'être préparée non seulement matériellement, mais surtout moralement. Le cadre législatif dans lequel elle est conçue n'est qu'une charpente ; c'est avec tout son cœur et toutes ses forces qu'elle assurera le salut de la Patrie.

Général Brindel.

PUISQUE JE T'AIME...

COMÉDIE EN UN ACTE [1]

PERSONNAGES

PIERRE. DENISE.
LUCIE. MARIE.
Une vieille dame.

Un Salon.

SCÈNE I

LUCIE, PIERRE, MARIE

Au lever du rideau, la scène est vide. Par la porte du fond, entrent successivement : Lucie (28 ans), en toilette de ville. Pierre (35 ans). Pardessus, chapeau, gants, canne. Entre deux âges. Embonpoint naissant. Rien de ridicule, mais rien du « jeune premier ».

Lucie est morne, Pierre, furieux. — Pierre commence à retirer son pardessus, et se dirige vers la porte de droite. — Entre Marie, femme de chambre, par la gauche. Elle vient débarrasser Lucie de son chapeau et de son manteau.

LUCIE.

Pierre !

PIERRE.

Laisse-moi tranquille. (Il va pour sortir par la porte de son cabinet, à droite.)

LUCIE, le poursuivant.

Jure-moi que tu ne la connais pas !

(1) Représentée pour la première fois à la Comédie-Française, le 6 mai 1929, avec la distribution suivante : Pierre (M. Brunot) ; Lucie (Mme Madeleine Renaud) ; Denise (Mme de Chauveron) ; Marie (Mme Lherbay) ; Une vieille dame (Mme Roussel).

PIERRE.

Tu m'ennuies! (Il sort.)

MARIE, 50 ans.

Madame a appris quelque chose?

LUCIE.

Oui. (Silence et soupir.)

MARIE, confidentiellement.

J'ai les papiers de la corbeille.

LUCIE.

Vous me les donnerez tout à l'heure, quand je serai seule.

MARIE.

Et puis il y a une lettre, qu'on a portée à la main. La voici. (Elle la tire d'une poche de son tablier.)

LUCIE.

Donnez. Merci... On a téléphoné?

MARIE.

Oui, madame. Trois fois.

LUCIE.

Des malades?

MARIE.

Oui.

LUCIE.

Que vous connaissez?...

MARIE.

J'en connais un. Il attend M. le docteur ce soir.

LUCIE.

Les autres?

MARIE.

Des demandes de consultation.

LUCIE.

Des dames?

MARIE.

Oui.

LUCIE.

Des nouvelles?

MARIE.

Je crois.

PIERRE, à la porte de droite.

Eh bien, Marie, vous n'entendez pas? Voilà deux fois que je vous sonne. Apportez-moi le livre d'appels du téléphone.

MARIE.

Oui, M. le docteur.

LUCIE, humble.

Pierre!

PIERRE.

Laisse-moi tranquille. (Il sort.)

LUCIE, allant à la porte du fond par où est sortie Marie.

Marie!...

MARIE, revenant avec le livre.

Madame...

LUCIE.

Passez par là... Que je n'aie pas l'air de l'avoir vu. Vous me le rapporterez avec les papiers de la corbeille... Et tâchez de savoir quelque chose.

MARIE.

Oui, madame. (Elle sort.)

SCÈNE II

LUCIE, seule.

Longue scène muette. Lucie regarde longuement la lettre, de chaque côté. Elle la flaire, la pose, la reprend, soupire, la reprend encore.

LUCIE.

On a pris la précaution de ne pas l'envoyer par la poste...

Elle se dirige vers la porte du cabinet de son mari, écoute et dit entre ses dents :

Une femme naturellement.

Après un moment, entre Denise (30 ans), par la porte de gauche. Elle est en toilette d'intérieur.

SCÈNE III

DENISE, LUCIE

DENISE, gaie.

Déjà finie, la matinée?

LUCIE.

Non.

DENISE.

La pièce était ennuyeuse?

LUCIE.

Je ne sais pas.

DENISE.

Alors?

LUCIE.

Ah! tu as bien fait de ne pas venir.

DENISE.

Que s'est-il passé?

LUCIE.

Rien. Le hasard a fait que la loge voisine de la nôtre était occupée par une des maîtresses de Pierre. Ce côte à côte ne m'a pas paru désirable, je suis partie, il m'a suivie, voilà tout.

DENISE.

Il a dû te démontrer que tu t'étais trompée.

LUCIE.

Il n'a pas dit un mot pendant notre retour.

DENISE.

Et toi?

LUCIE.

Moi non plus.

DENISE.

Lucie, tu as tort; à force de parler du diable, tu le feras venir.

LUCIE.

Je n'ai adressé aucun reproche à mon mari.

DENISE.

On dit beaucoup de choses, quand on ne dit rien.

LUCIE.

Je devrais le remercier, peut-être?

DENISE.

Méfie-toi : on soupçonne les gens, on les irrite... Vienne une occasion, ils se figurent avoir payé d'avance, et se laissent aller.

LUCIE.

Va, va, excuse-le... Ah! je te jure que ma fille n'épousera pas un médecin !

DENISE.

Elle a quatre ans : elle ne doit pas y penser.

LUCIE.

Les médecins devraient être comme les prêtres, obligés au célibat.

DENISE.

Parce que ?

LUCIE.

Parce que, d'avance, celle qui en épouse un est condamnée à être trompée.

DENISE.

Mon mari n'était pas médecin, et cependant...

LUCIE.

D'accord. Mais il était forcé de se cacher...

DENISE.

Il le faisait si mal !..

LUCIE, s'exaltant.

Tout de même, il n'avait pas, par profession, le droit de s'enfermer avec une femme... Mais oui, voilà ma situation : De l'autre côté de cette porte, il peut être avec sa maîtresse,

avec une de ses maîtresses, et il peut tirer le verrou, et moi je puis être ici, à deux pas, les entendre, ou ne pas les entendre parce qu'ils parlent bas, et je n'ai pas le droit de les déranger ! Et si malgré tout j'entrais et que je le trouve avec une femme toute nue, c'est moi qui devrais m'excuser ! Mais qu'on permette ça, dans un siècle de progrès, c'est une abomination ! Alors, pour un médecin, il n'y a plus de morale, plus de fidélité ! Il a tous les droits, on le sait, on le reconnaît, on l'approuve ! Et l'on dit que nous sommes civilisés ! Mais dans un pays un peu honnête, elle devrait être défendue cette profession-là !... Tiens ! il a une consultation, en ce moment... Tu n'as pas entendu... le timbre de la porte d'entrée ? Moi, je l'ai entendu... C'est une femme !... Tais-toi, écoute ! Elle crie : elle lui fait une scène...

DENISE.

Je n'entends rien...

LUCIE.

Moi non plus. Parce qu'ils chuchotent... Parce qu'ils s'embrassent ! (Elle pousse un cri de douleur.)

DENISE.

Qu'est-ce que tu as ?

LUCIE.

Rien.

DENISE.

Tu m'as fait peur. Tu as crié comme si tu t'étais blessée.

LUCIE.

Ah ! c'est que j'ai eu tous mes nerfs arrachés... Elle et lui, je les ai vus, je les ai vus, se pâmer...

DENISE.

Tu n'as pas pu les voir, allons !

LUCIE.

J'ai cru les voir, c'est pareil... Tu ne peux pas t'imaginer le déchirement... Mais je ne vais pas accepter cela plus longtemps... Mais c'est intolérable ! Mais je suis trop bête, à la fin ! (Folle de colère, elle frappe à la porte des deux poings.)

DENISE.

Lucie, calme-toi... Tu es folle!... Viens.

LUCIE, calmée.

Tu as raison, je suis folle... Folle... Mais je suis si malheureuse! Qu'est-ce qu'il va dire!

La porte de droite s'ouvre. Paraît une très vieille dame, puis Pierre.

SCENE IV

LUCIE, DENISE, LA VIEILLE DAME, PIERRE

PIERRE.

Oui, madame... ce sont mes enfants qui jouaient... Ils sont très turbulents... Excusez-les, je vous prie.

LA VIEILLE DAME.

Je crois bien !... Les pauvres petits mignons!

PIERRE.

Si vous voulez bien sortir par ici, c'est plus court.

LA VIEILLE DAME.

Oh ! pardon... J'ai oublié vos honoraires, docteur.

PIERRE, pressé de la voir partir.

Ce sera pour la prochaine fois.

LA VIEILLE DAME, sortant de son petit sac l'ordonnance que lui a donnée le docteur.

Alors, n'est-ce pas, un cachet avant le déjeuner... Une demi-heure avant ?

PIERRE, pour dire quelque chose.

Quarante minutes.

LA VIEILLE DAME.

Ah ! très important!... J'avais entendu une demi-heure. Vous voyez que j'ai bien fait de vous le faire répéter... Dans un peu d'eau ?...

PIERRE.

Dans un peu d'eau...

LA VIEILE DAME.

Combien ?

PIERRE.

Un demi-verre..

LA VIEILLE DAME.

A Madère ou à Bordeaux ?

PIERRE.

A Madère...

LA VIEILLE DAME.

De l'eau sucrée, naturellement?

PIERRE.

Naturellement...

LA VIEILLE DAME.

Merci, docteur... Et pas de purgatif, vraiment?

PIERRE.

Ça ne se fait plus...

LA VIEILLE DAME.

Merci, docteur... A mardi.

PIERRE.

A mardi.

La vieille dame sort.

LUCIE.

Pierre, écoute-moi...

Pierre sans répondre va rentrer dans son cabinet.

LA VIEILLE DAME, revenant.

Mon cher docteur... (Il revient.) (Elle lui demande à voix basse.) Et pour la...

PIERRE.

Un lavage intestinal.

LA VIEILLE DAME.

Avec de l'eau tiède?...

PIERRE.

Sucrée... Oui, madame... Je vous demande pardon. On m'attend. Un client...

LA VIEILLE DAME.

Mais je suis une cliente...

PIERRE.

Une excellente cliente. Au revoir, madame...

Elle sort.

LUCIE, humble.

Pierre ! (Il sort sans répondre...) Je te promets...

SCÈNE V

LUCIE, DENISE

LUCIE.

Il est fâché... Denise, sois gentille... Va lui parler... Va lui dire que je lui demande pardon...

DENISE.

Tu ferais mieux d'y aller toi-même.

LUCIE.

Non. Toi... Je t'en prie...

DENISE.

Je t'assure...

LUCIE.

Demande-lui seulement de consentir à m'écouter...

DENISE.

Tu me promets d'être raisonnable...

LUCIE.

Je te le promets... Sois une bonne petite sœur... Continue ici ton métier d'infirmière bienfaisante. Sois bonne pour moi... Tiens, donne-lui cette lettre... On vient de l'apporter.

DENISE.

Tu ne te demandes pas comment je vais être reçue !

LUCIE.

Très bien... Tu n'en doutes pas... (La rappelant.) Écoute... (Timidement.) Si tu peux savoir de qui elle est, cette lettre-là...

DENISE.

Tu recommences?

LUCIE.

Non... Seulement elle est si parfumée !...

DENISE.

Tu trouves ?...

LUCIE.

Oh ! un parfum commun... Va...

(Denise sort à droite.)

SCÈNE VI

LUCIE, puis MARIE

LUCIE à elle-même, après un silence.

... Si elle n'avait pas été vieille, il ne l'aurait pas fait sortir par ici... Jamais il ne fait sortir les clients par ici... Mais celle-ci, il a voulu me la montrer... Il me croit plus bête que je ne suis, décidément... Il s'est moqué de moi.

(Entre Marie.)

MARIE.

Madame, il y a du nouveau. On a apporté une lettre de l'agence.

LUCIE.

Donnez, donnez... (Elle ouvre la lettre.) Nous allons bien voir ! J'ai copié sur son agenda la liste des visites qu'il avait à faire hier. (Elle tire une feuille de papier de son tiroir et la confronte avec la lettre de l'agence. Désolée :) C'est d'accord.

MARIE.

Il a très bien pu inscrire sur son agenda, à un faux nom, une visite qui n'était pas une visite de médecin.

LUCIE.

C'est vrai.

MARIE.

Oh! je suis fine... Le mien m'en a tellement fait voir... Un jour...

LUCIE, gênée tout de même par tant de familiarité, s'éloigne un peu de Marie.

Oui, vous m'avez déjà raconté cela... Je voulais vous dire, Marie... j'ai été amenée à vous faire des confidences, vous m'êtes très dévouée, et je sais le reconnaître; mais... vous comprenez... on peut entendre; alors, quand vous parlerez de monsieur le Docteur... ne dites pas : « il », dites : monsieur le Docteur... Et puis quand vous lui parlez, à lui, ne prenez pas un ton qui...

MARIE.

Il... Monsieur le Docteur s'est plaint?... Je l'ai entendu reprocher à Madame de m'avoir engagée, et de ne vouloir dans la maison que des servantes de cinquante ans au moins... Est-ce vrai?

LUCIE.

Oui, je préfère cela...

MARIE

Pas lui...

LUCIE.

Que voulez-vous dire?

MARIE.

Oh! rien, rien!... J'apportais à Madame les papiers de la corbeille de monsieur le Docteur, que Madame m'avait demandé de mettre de côté... Madame veut-elle toujours les voir?

LUCIE.

Mais oui... Donnez-les moi un par un, mettez-les dans votre autre poche quand je les aurai vus, afin que si on entrait tout à coup, on ne nous surprenne pas...

MARIE.

Bien, Madame... Oh! il n'y en a pas beaucoup.

LUCIE.

Il n'y a que cela?...

MARIE.

Pour faire gagner du temps à Madame, j'ai commencé un petit triage... il n'y a rien...

LUCIE, honteuse,

Alors, puisque vous avez... il est inutile que je... Remportez...

MARIE.

Maintenant, n'est-ce pas, quand on a un peu de jugeotte, les papiers intéressants, on les met au feu de la cheminée et non pas dans la corbeille...

LUCIE.

Oui... vous avez raison... Je renonce à ces recherches qui ne peuvent aboutir... Vous cesserez de m'apporter ces papiers...

MARIE.

J'y jetterai un coup d'œil moi-même, et si j'en trouvais un qui me paraisse intéressant, je l'apporterais à Madame.

LUCIE.

Comme vous voudrez. Allez... (Apercevant Denise qui va rentrer.) C'est bien, Marie. Je vous donnerai demain matin des ordres pour le déjeuner.

MARIE.

Madame ne peut pas me dire si monsieur le Docteur déjeunera?

LUCIE.

Je ne sais pas...

MARIE.

Bien, Madame.

(Elle sort.)

SCÈNE VII

LUCIE, DENISE

LUCIE.

Eh bien?

DENISE.

Il va venir. Il veut avoir une explication complète avec toi.

LUCIE.

Il est furieux?

DENISE

Il n'est pas content.

LUCIE.

Qu'est-ce que je lui ai fait?

DENISE, riant.

Tu demandes... Tu es admirable!

LUCIE.

Il faudrait que j'accepte tout sans rien dire.

DENISE, de même.

Tu ne te prives pas de dire quelque chose.

LUCIE.

Moi?

DENISE.

Il paraît qu'au théâtre, tout à l'heure, tu as abasourdi la dame de la loge voisine.

LUCIE.

Je ne lui ai rien dit de désobligeant.

DENISE.

Oh!

LUCIE.

Elle ne quittait pas Pierre des yeux. Alors, je lui ai dit, très poliment : « Madame, je vois que je vous gêne, je me retire. » Et je suis partie.

DENISE.

Il paraît qu'elle n'a rien compris à ton algarade.

LUCIE.

C'est lui qui le dit... Alors, par-dessus le marché, il boude?

DENISE.

S'il le faisait, avoue qu'il serait bien un peu excusable.

LUCIE.

Tu vas prendre sa défense, maintenant?

DENISE.

Et la tienne, contre toi-même. Voilà quinze jours que je suis ici. S'en est-il fini un sans que tu m'aies rendue témoin d'une scène? (Doux reproche :) Tu me gâtes un peu mes vacances, tu sais. Les autres années, tu n'étais pas ainsi. Il ne s'est rien passé, cependant? Vous avez tout pour être heureux et vous vous déchirez !

LUCIE.

Voilà ! Je devrais être heureuse !...

DENISE.

Mais oui. Tu as un mari qui possède toutes les qualités. Un nomme de haute valeur... Un grand médecin...

LUCIE.

Je ne dis pas le contraire.

DENISE.

Tu ne le pourrais pas. Ni moi. Il m'a sauvé la vie, il y a trois ans... Il est bon, modeste, il exerce sa profession de la façon la plus généreuse, la plus noble... Je m'y connais un peu.

LUCIE.

Oui. Il se donne à ses malades au point d'oublier qu'il a une femme.

DENISE.

Alors, comment pourrait-il avoir une maîtresse? Il t'aime, il t'aime profondément, complètement... Je voudrais que tu

t'en rendes compte. J'ai beaucoup de peine de le voir souffrir et de te voir souffrir ainsi sans motif.

LUCIE.

Enfin ! c'est moi qui ai tous les torts...

DENISE.

Mais oui, ma chérie... Le voici. Je vous laisse. Sois calme. Je te jure que tu te trompes : il n'a pas de liaison, il t'est fidèle... Alors, les quelques jours que j'ai encore à demeurer ici, fais-les moi passer dans la joie de vous voir heureux.

Elle sort par la gauche. Entre Pierre à droite.

SCÈNE VIII

LUCIE, PIERRE

LUCIE.

Denise t'a remis la lettre?

PIERRE.

Oui.

LUCIE.

Elle était précieuse : on n'a pas voulu la confier à la poste.

PIERRE.

C'est une demande de visite, rue de la Victoire.

LUCIE.

Je ne t'interroge pas... Déjà, avant-hier, tu allais chez cette personne?

PIERRE.

Non.

LUCIE.

Je t'ai vu. Tu allais du côté de chez elle.

PIERRE.

J'allais prendre le métro.

LUCIE.

Et hier?

PIERRE.

Eh bien! puisque tu me guettes par la fenêtre, tu as pu voir qu'hier...

LUCIE.

Tu es parti dans l'autre sens. Naturellement. Pour me donner le change.

PIERRE, commençant à rager.

Oh!

LUCIE.

Tu es revenu bien parfumé.

PIERRE, colère.

J'étais allé me faire couper les cheveux!

LUCIE.

Curieux : le parfum du coiffeur et celui de la lettre se ressemblent.

PIERRE.

La malade est peut-être la femme du coiffeur!

LUCIE.

Tu étais bien gai au retour...

PIERRE, qui s'exaspère.

Comme une petite folle.

LUCIE.

Tu l'avais vue, la petite folle.

PIERRE.

Mais avant-hier, tu as dû être contente : j'étais triste.

LUCIE.

Elle n'avait pas été gentille...

PIERRE.

Tu as réponse à tout.

LUCIE.

Ou alors, tu avais dépensé ta bonne humeur auprès d'elle. D'ailleurs tous les soirs tu rentres grognon.

PIERRE.

Oui. Ce que j'ai vu dans la journée n'est pas réjouissant. J'aurais besoin, en rentrant chez moi, de me détendre, de trouver de la gaieté, de la tendresse.

LUCIE.

Et moi, je n'en ai pas besoin, peut-être? Dès ton retour, tu te fourres le nez dans tes bouquins.

PIERRE.

J'ai à me tenir au courant.

LUCIE.

Hier, tu ne lisais pas, tu faisais semblant, pour pouvoir penser plus librement à elle. Ton livre de médecine était une contenance.

PIERRE, de même.

Pour une fois, c'était un roman.

LUCIE.

D'amour.

PIERRE.

Naturellement.

LUCIE

Le pratique ne te suffit pas. (Subitement, en larmes comiques.) Et puis j'ai vu que tu avais mis ton veston neuf!

PIERRE, hors de lui, trépignant, les bras au ciel.

Aaah! Aaah! Aaah!

LUCIE.

Mon Dieu! mon Dieu, il va me battre!

PIERRE.

J'en meurs d'envie! Tiens, je viens de comprendre l'assassinat.

LUCIE.

Tu menaces de me tuer, à présent!

PIERRE, se dominant.

J'ai tort... Tu as fini par me mettre dans mon tort! Je te demande pardon.

LUCIE.

Je ne t'en veux pas... Il y aurait un moyen de tout arranger.

PIERRE.

Lequel?

LUCIE.

Ne plus me donner l'occasion de te soupçonner

PIERRE.

Je ne puis pourtant pas changer de profession.

LUCIE, doucement.

Tu pourrais te spécialiser...

PIERRE.

Comment cela?...

LUCIE.

Mais oui... dans les maladies des vieillards, par exemple.

PIERRE.

Tu deviens folle et tu me pousserais aux actes les plus déraisonnables.

LUCIE.

Tu ne cherches qu'un prétexte pour me quitter!

PIERRE.

Tu finiras par m'en donner envie.

LUCIE.

Tu veux te rendre libre!...

PIERRE.

Je ne veux plus être assassiné à coups d'épingle.

LUCIE.

Écoute. Si tu avoues, je te pardonnerai.

PIERRE, sincère, conciliant.

Mais, ma pauvre enfant, je n'ai rien à avouer, puisque je n'ai rien fait de mal, je te le jure! Allons, aie pitié de moi. Songe que, le soir, je rentre fourbu, exténué d'avoir monté des étages et des étages, inquiet parfois sur le sort d'un malade en danger, d'autres fois assombri par la vue de tant de misères souvent répugnantes...

LUCIE.

Oh! tu n'es pas gai!

PIERRE.

Tu aurais dû épouser un clown.

LUCIE.

Non, mais! appelle-moi saltimbanque pendant que tu y es!

PIERRE.

Non, mais songe que je voudrais, en rentrant chez moi, trouver la consolation d'un visage ami, d'un sourire, d'une tendresse. Tu ne comprends pas que j'ai besoin de cela. Tu ne te doutes pas du mal que peut faire une jalousie. Évidemment, c'est comique tous ces petits combats de ruse, les sorties guettées, les lettres flairées, les insinuations. Ça commence comme un vaudeville, ça peut finir comme un drame.

LUCIE, butée.

Si tu avoues, je te pardonnerai.

PIERRE.

Je n'ai rien à avouer.

LUCIE.

Si tu avoues, je te pardonnerai.

PIERRE, au comble de la colère.

Tu veux que j'avoue! Eh bien, j'avoue! j'avoue, s'il le faut, pour avoir la paix! Si ce n'est pas vrai encore, ce le sera bientôt. Puisque j'en ai la honte, il est juste que j'en aie le bénéfice.

LUCIE, en sanglotant, courant après lui.

Non! Non! Je reconnais que j'ai tort. Ne fais pas cela. Je sais que j'ai tort de t'accuser. Si tu comprenais comme j'ai mal! Comme j'ai mal!... Quand je me raisonne, j'ai honte de moi, je vois toute la peine que je te fais. Ne t'en va pas! Ne m'abandonne pas! Je te jure de ne plus recommencer... et puis, je recommence. C'est comme si j'étais deux, une tendre et une méchante... Pierre, je suis une martyre.

PIERRE.

Un bourreau aussi.

LUCIE.

Fais-moi enfermer... Les femmes comme moi, on devrait les enfermer.

PIERRE.

Ça ferait trop de vides dans les salons.

LUCIE.

Ne sois pas méchant... Je te dis, c'est plus fort que moi. Ne t'en va pas! Ne t'en va pas!

PIERRE.

Allons! calme-toi!... Reprends-toi. Tâchons d'oublier.

LUCIE.

Si tu veux bien être gai, je tâcherai d'oublier tout... Tu m'aimes tout de même, n'est-ce pas?

PIERRE.

Oui.

LUCIE.

Tu le dis, mais ce n'est pas possible... Après ce que j'ai fait, ce n'est pas possible. Tu ne sais pas tout! Il y a Mme Durand qui a téléphoné. Je lui ai dit que tu étais en voyage... Mais je vais la rappeler, lui dire que je m'étais trompée... Il y en a encore une autre, mais j'ai oublié son nom. Tu vois, je te dis tout. Et puis, j'ai pris une résolution. Mais je veux te la soumettre...

PIERRE.

Voyons.

LUCIE.

Les enfants...

PIERRE.

Eh bien?

LUCIE.

Tu as voulu les mettre dans un internat.

PIERRE

Moi?

LUCIE.

Non. Pas toi... Nous... Moi. Mais je l'ai fait parce que je voulais me consacrer tout entière à toi.

PIERRE

Alors?

LUCIE.

Alors, si tu veux, on va les reprendre.

PIERRE.

Pauvres petits, ils apprendront à se disputer... Il vaut mieux les laisser où ils sont, va.

LUCIE.

Tout s'apaisera, j'en suis sûre, lorsqu'ils seront de retour... Tu n'aimes pas tes enfants?

PIERRE.

Si.

LUCIE.

Tu ne serais pas content de les voir chaque jour?

PIERRE.

Si j'étais certain que nous ne nous les jetions pas à la tête...

LUCIE.

Nous n'aurons plus de chamailleries... Tiens, j'avoue que, parfois, j'ai tort...

PIERRE.

Ah! si tu pouvais rester dans ces bonnes dispositions! Mais...

LUCIE.

Je te le promets.

PIERRE.

Nous retrouverions la paix et le bonheur. Mais...

LUCIE.

Je me sens redevenue ce que j'étais.

PIERRE.

Tu m'as déjà dit ces mêmes paroles bien des fois...

LUCIE.

Aujourd'hui, c'est vrai.

PIERRE.

Tu étais tout aussi sincère, ma pauvre enfant.

LUCIE.

Je ne voyais pas clair en moi comme j'y vois aujourd'hui... Je suis calme et je comprends tout. Regarde-moi.

PIERRE.

Oui. Il me semble que tu reprends peu à peu ta physionomie des bons jours passés.

LUCIE.

Maintenant, je respire.

PIERRE.

Et moi !... Si cela pouvait être vrai... et durer !

LUCIE.

Il faut m'aider... ne pas douter de moi.

PIERRE.

Je n'ose y croire.

LUCIE.

Crois-le, crois-le !... Je me rappelle toutes mes sottises, mais il me semble que c'est une autre qui les a commises... Mon pauvre gros ! Que je te demande pardon !... Quand les enfants

vont être là, je serai comme exorcisée... Où en étais-je tombée, grands dieux ! A m'entendre avec la femme de chambre pour t'espionner.

PIERRE, riant à demi.

Ah ! oui... la corbeille à papiers.

LUCIE.

Tu t'en étais aperçu... Et tu ne disais rien ! Comme tu es bon !

PIERRE.

Et le livre des appels téléphoniques...

LUCIE.

J'ai été bien torturée, mais aussi bien avilie... Je veux tout te confesser.

PIERRE.

A quoi bon ?... Je crois ne rien ignorer.

LUCIE.

Ton portefeuille...

PIERRE.

Mon portefeuille... Et l'agence.

LUCIE.

Tu as su l'agence aussi.

PIERRE.

Ils m'ont proposé, — moyennant finance, bien entendu, — de rédiger moi-même les rapports qu'ils t'enverraient

LUCIE.

Et tu as accepté ?

PIERRE.

A peu près.

LUCIE.

Tu m'as méprisée, dis ?

PIERRE.

Je t'ai plainte surtout.

LUCIE.

Oui, j'étais à plaindre. Ni jour ni nuit je n'avais de repos. Ah! que je fus habile à me faire souffrir! Tout fait m'était une preuve : j'en aurais trouvé une aussi forte dans le fait contraire. La nuit, la nuit même, je t'épiais. Je ne dormais pas.

PIERRE.

Eh bien? Tu m'entendais ronfler, puisqu'il paraît que je ronfle.

LUCIE.

Ça m'était bien égal... Je souffrais! Et je souffrais!... Mais c'est une maladie, la jalousie, c'est une maladie, une maladie effroyable... Tu dois savoir cela, toi qui es médecin?

PIERRE.

Oui.

LUCIE.

Tu n'y connais pas de remède? Il n'y en a pas?

PIERRE.

S'il y en avait un, on pourrait le vendre cher! Pour celle-là comme pour tant d'autres, ce qu'on peut faire de mieux est de ne pas contrarier la nature et d'attendre la crise bienfaisante.

LUCIE.

Elle est venue, la crise bienfaisante. Le souvenir de nos enfants a été l'événement heureux, la bonne crise.

PIERRE.

Bien vrai, ma chère Lucie, bien vrai?

LUCIE.

Oui!... Je m'étais détachée d'eux. C'est abominable!... Je les avais éloignés parce qu'ils me gênaient pour te surveiller. J'ai honte.

PIERRE.

Je commence à croire qu'ils nous auront sauvés... Mais

veille bien sur toi-même. Tu sais que rien n'est plus grave que les rechutes.

LUCIE.

J'aurai mes anges gardiens.

PIERRE.

Est-il possible que ce soit vrai, grands dieux?

LUCIE.

Oui, mon bon Pierre. J'ai senti tout d'un coup le mal que je nous faisais à tous. J'ai compris. Je me rends compte de mon devoir envers toi. Mais, de ton côté, il faut être sage... (Sur un geste de Pierre). Oui... oui. N'en parlons plus. Je dois te donner un foyer paisible et heureux. Tu l'auras entre ta femme et tes enfants. Écoute, j'ai déjà télégraphié pour savoir quand on nous les rendra.

PIERRE, rasséréné.

Tu as fait cela, déjà?

LUCIE.

Oui. Tu verras comme on va être bien, tous les quatre... Tu seras libre. Je ne te poserai plus aucune question. Tu iras où tu voudras. Mais tu me diras où tu es allé? Moi, je resterai avec eux. Je t'attendrai en leur faisant répéter leurs leçons, bien confiante et bien calme.

PIERRE, à lui-même.

Dire que je vais encore m'y laisser prendre!... (Haut.) Mais, ma bonne chère femme, mais si c'est vrai... tu m'ouvres le paradis... Pour un peu, je danserais de joie...

LUCIE.

Tu peux danser!... Je te jure, Pierre, que tu peux danser...

PIERRE.

Permets-moi, tout de même, d'attendre jusqu'à demain... Ouf!... Quel tunnel nous venons de traverser, et que la lumière est belle! La bonne idée que tu as eue là!

LUCIE.

C'est Denise qui me l'a inspirée.

PIERRE, avec une grande joie.

Denise !... Ah ! la brave fille !... Je te dis, c'est une âme d'élite.

LUCIE.

Déjà, elle avait fait tout le possible pour me calmer. Je lui en suis profondément reconnaissante.

PIERRE.

Ah ! la bonne Denise ! Je veux la remercier tout de suite... Elle est dans sa chambre ?

LUCIE, toujours très gaie.

Oui.

PIERRE, criant.

Denise !... (A Lucie.) Elle va être si contente de nous voir heureux !...

LUCIE.

On va lui demander de rester huit jours de plus.

PIERRE.

C'est cela ! Nous le lui devons bien... (Appelant.) Denise !

Entre Denise.

SCÈNE IX

DENISE, LUCIE, PIERRE

DENISE.

Voilà, voilà !...

LUCIE.

Viens ! nous voulons te remercier.

PIERRE.

Tous les deux.

LUCIE.

Grâce à toi, il n'y a plus de nuages dans notre ciel bleu. Merci. Tu es une bonne petite sœur. (Elle l'embrasse.)

PIERRE, dans le même mouvement de joie.

Et moi aussi, je veux vous embrasser.

DENISE, enjouée.

Lucie va m'embrasser une fois de plus, ce sera la même chose.

LUCIE.

Non ! non ! Embrasse-la.

PIERRE l'embrasse. Puis, la tenant encore par les mains.

Denise, je vous suis infiniment reconnaissant.

LUCIE, sur le visage de qui une ombre a passé, mais qui s'est reprise aussitôt.

Viens... Viens t'asseoir là.

DENISE.

Voilà.

LUCIE.

J'ai à t'annoncer une nouvelle : tu ne pars plus jeudi.

DENISE.

Mais si.

PIERRE.

Mais non.

LUCIE.

Tu nous donnes huit jours de plus

DENISE.

Je voudrais bien, mais je ne puis pas.

PIERRE.

Vous allez rester... Qui vous attend, dans votre province ? Personne ?

DENISE.

J'ai promis.

LUCIE.

Tu te dégageras.

PIERRE.

Vous n'avez pas d'enfants...

DENISE.

Hélas ! Je n'ai que ceux du dispensaire... Mais ils m'ont bien.

LUCIE.

Tu n'as plus de mari...

DENISE.

Heureusement.

PIERRE.

Alors ?

LUCIE.

Tu restes.

PIERRE.

Vous restez.

DENISE, à Pierre.

Vous le voulez ?

LUCIE.

Mais moi aussi, je le veux.

DENISE, prenant les mains de Lucie.

Merci... Je reste.

LUCIE.

J'attends une dépêche m'annonçant le jour d'arrivée des enfants.

PIERRE.

Lucie m'a dit que c'est vous qui lui avez donné l'idée de les faire revenir. Cette pensée ne pouvait partir que d'un cœur comme le vôtre.

LUCIE, à Pierre, encore gaiement.

J'allais prendre de moi-même cette bonne décision, tu sais.

PIERRE, maladroit.

J'en suis sûr. Mais c'est Denise qui en a parlé la première.

LUCIE, encore gaie.

Je ne le conteste pas. Je te l'ai dit moi-même.

PIERRE, à Denise.

Vous ne sauriez croire combien je suis sensible à l'amitié que vous nous témoignez.

DENISE.

Lucie est ma sœur, et je vous considère un peu comme un grand frère. De plus, je vous dois d'être encore vivante.

PIERRE.

Vous le devez à vous-même, à votre équilibre physique et moral.

DENISE.

Les médecins me déclaraient perdue.

PIERRE.

Justement. J'ai pu être audacieux.

DENISE.

Vous voyez bien... Et même, d'abord, je vous en ai beaucoup voulu.

PIERRE.

Vraiment. De quoi?

DENISE.

De m'avoir rendue à la souffrance. J'étais si désespérée!

PIERRE.

Il n'y a pas d'homme dont l'abandon justifie une douleur éternelle.

LUCIE.

Cela dépend de l'homme...

DENISE.

Il m'avait quittée si bassement! J'avais la vie en horreur

PIERRE.

Vous voyez bien que vous y avez repris goût.

DENISE.

Grâce à vous encore, à vos bonnes paroles. Vous avez aussi guéri mon âme.

LUCIE.

Parce que, elle aussi, est saine. Parce qu'elle est sereine et claire.

DENISE.

En me suggérant l'idée de m'occuper des enfants du dispensaire, il m'a redonné une raison de vivre.

LUCIE, d'un ton différent.

Tu avais la vocation.

PIERRE.

Je crois bien! Rien que pour deux ou trois visites, les pauvres petits bougres vous adoraient.

LUCIE.

C'est si naturel! Je suis certaine que, moi aussi, j'aurais su me faire aimer d'eux. Tu ne crois pas?

PIERRE.

Mais si. (A Denise.) Vous rappelez-vous le petit attardé de la salle trois.

DENISE.

Mais vous savez qu'il fait des progrès surprenants.

LUCIE.

Il n'avait besoin que d'un peu d'amour.

DENISE.

Il vous a réclamé...

LUCIE, à Denise, avec un commencement d'amertume.

Comme tu devais être heureuse de te sentir aimée par tous ces bambins!

DENISE.

Oui. C'était très doux.

LUCIE.

Je comprends!

DENISE.

Quel apaisement! Je dois tout cela à ton mari Je te l'ai toujours dit : c'est un homme admirable.

PIERRE, gaiement.

Je me sauve. Vous me forceriez à rougir.

DENISE.

Alors...

PIERRE, de même.

D'ailleurs, j'ai une consultation. (Riant, à Lucie.) Chez un vieillard!

LUCIE.

Va.

PIERRE.

Pour la première fois depuis longtemps, je te quitte en pensant à la joie du retour.

Il sort.

SCÈNE X

DENISE, LUCIE

LUCIE.

J'ai trouvé le moyen de tout arranger.

DENISE.

Lequel?

LUCIE.

Je te le dirai plus tard... Et pourquoi pas maintenant? Je suis certaine que tu vas m'approuver. D'ailleurs, je suis tout à fait décidée.

DENISE.

Parle.

LUCIE.

Je vais demander à Pierre de vendre sa clientèle.

DENISE.

Quelle idée! Que fera-t-il?

LUCIE.

Il ouvrira une clinique pour enfants. Et je serai sa collaboratrice.

DENISE.

Tu n'y penses pas...

LUCIE.

Je puis bien faire ce que tu as fait.

DENISE.

Sans doute, mais cependant...

LUCIE.

J'ai compris, en vous écoutant là, tout à l'heure, ce qui m'a manqué... Vous m'avez fait entrevoir, tous les deux, qu'il faut savoir conquérir l'âme de celui dont on veut être aimée. J'ai compris toutes mes erreurs. Je viens de prendre conscience de mon indignité!

DENISE.

Ne t'expose pas à faire à Pierre un nouveau chagrin.

LUCIE.

Tu crois alors que je ne pourrai jamais que le rendre malheureux?

DENISE.

Mais non... Je n'ai pas dit cela.

LUCIE.

Tu l'as pensé. Et j'ai peur que tu aies raison. (Silence.) Il lui aurait fallu une femme comme toi.

DENISE.

Quelle idée!

LUCIE.

Et il le sent bien!

DENISE.

Tu rêves...

LUCIE.

Oserais-tu soutenir que s'il pouvait choisir, à présent, entre nous deux, ce n'est pas toi qu'il choisirait?

DENISE.

Mais tu te trompes!

LUCIE.

Je ne suis pas aveugle...

DENISE.

Tu ne vas pas te mettre à être jalouse de moi, à présent?

LUCIE.

Jalouse? Non... La jalousie est une lutte où l'on espère la victoire. L'état où je suis est la sensation profonde d'une défaite... d'une défaite définitive.

DENISE.

Une défaite! Tu es au contraire victorieuse de toi-même.

LUCIE.

Mais pas de toi.

DENISE.

Je n'ai rien à voir ici, moi.

LUCIE.

C'est toi qu'il aurait dû épouser.

DENISE.

Il n'y a jamais pensé... Tu vas encore te rendre malheureuse.

LUCIE.

Mon mal nouveau est plus grave et plus profond. Est-ce de la jalousie? Je ne sais plus. C'est une autre jalousie, en tout cas. Je sens maintenant qu'en échangeant une fantaisie avec une cliente, il me restait, il pouvait m'aimer tout de même. Mais de lui tu m'as pris bien autre chose.

DENISE.

Moi?

LUCIE.

Toi.

DENISE.

Quoi?

LUCIE.

Son estime. Je l'ai perdue, et tu l'as gagnée... Par la beauté de ton âme, comme il dit.

DENISE.

Tu ne l'as pas perdue. Tout au contraire, il te sait un gré infini de t'être reprise, de ta conversion, si tu veux, de ton repentir, de tes bonnes promesses. Tu n'as pas vu avec quelle tendresse il te regardait?

LUCIE.

Comme il eût regardé un enfant qu'il faut encourager. Il te regardait, toi, d'un regard tout différent. Un regard d'égal, un regard d'admiration, de respect, d'amour.

DENISE.

Ne parlons plus de cela. Tu inventes des chimères. Il t'aime et tu l'aimes.

LUCIE.

Il ne m'aime plus et je ne l'aime plus. Je me sens trop loin de lui. Toi, tu en es tout près. Vous étiez sur le point de le dire tout à l'heure : Vous étiez faits l'un pour l'autre. Et il le sait bien.

DENISE.

Oh! encore!

LUCIE.

Allons! Il n'a pas pu ne pas comparer... Et moi, je n'ai pas à lui offrir des souvenirs comme ceux que vous évoquiez devant moi... Vous en aviez presque oublié que j'étais là.

DENISE.

Tu deviens insupportable, ma bonne Lucie. Tu te rends malheureuse et tu répands le malheur autour de toi.

LUCIE.

Et sur ceux que j'aime. Je le sais. Mais j'aurai le courage qu'il faut...

DENISE.

Quel courage?

LUCIE.

Celui qu'il faut.

DENISE.

Je renonce à deviner les énigmes.

LUCIE.

Allons, allons! Ne me suppose pas plus candide que je ne le suis. Tu sais bien qu'il t'aime...

DENISE.

Mais jamais! jamais!

LUCIE.

Tu le sais bien. Une femme sait toujours quand elle est aimée.

DENISE.

Je te jure!

LUCIE.

Ne mens donc pas! Je t'en prie, ne mens pas! Tu te diminues.

DENISE.

Jamais! jamais entre lui et moi...

LUCIE.

Tu te défends trop, Denise! Et tu me donnes à penser...

DENISE.

Quoi? Parle!

LUCIE.

C'est bon... Qui sait si?...

DENISE.

Quoi?

LUCIE.

Je me croyais habile, il l'est bien plus que moi. Tu l'aimes et il t'aime... Et il est habile... Denise, tu ferais mieux de tout avouer... Tu sais que je suis décidée à vous rendre libres... Plus je saurai que votre amour est grand et... définitif, plus il me sera facile...

DENISE.

Adieu, Lucie... (Elle va pour sortir.)

LUCIE, l'arrêtant brusquement.

Tu es sa maîtresse, dis?

DENISE.

Oh! Lucie! c'est abominable!

LUCIE.

Tu peux bien me dire oui, maintenant. Tu es sa maîtresse, dis? Allons, je le sais...

DENISE.

Je ne veux pas t'écouter plus longtemps.

LUCIE.

Il me l'a presque avoué...

DENISE.

Tu es atroce, Lucie! Je m'en vais! Je ne veux plus te voir.

Entre Pierre.

SCÈNE XI

LES MÊMES, PIERRE

PIERRE.

Qu'est-ce qu'il y a?

LUCIE.

Il y a que Denise n'ose pas désavouer en face son amour pour toi.

PIERRE.

Denise?

LUCIE.

Oui, Denise, ma sœur, ta maîtresse.

PIERRE, bondit sur elle, et étouffe ses paroles.

Malheureuse!

DENISE.

Pierre!

LUCIE, en se dégageant.

Écoute-la! Elle t'appelle « Pierre ». Elle va te tutoyer devant moi! Je sais tout maintenant. Tout m'est révélé... Par vous deux... Malgré vous. Mais clairement! clairement!... Moi qui cherchais ma rivale au dehors! Elle était ici, ici chez moi... Tu l'y faisais venir. Tu voulais la garder. Et quand on t'appelait en consultation, en province, c'est à elle que tu allais donner tes soins. A elle, à ma sœur, à Denise, à toi qui, avec tes airs de sainte n'y touche, as réussi à me voler mon mari. Adieu.

Elle sort violemment.

SCÈNE XII

DENISE, PIERRE.

DENISE, frémissante, retenant ses larmes.

Oh! qu'elle est méchante! Qu'elle est méchante!

PIERRE, très ému.

Ma pauvre chère amie! Je vous demande pardon pour elle... Ne pleurez pas! Vous supposer à vous, une telle bassesse!... Elle est irresponsable... Ne pleurez pas. (Il l'embrasse fraternellement.) Vous me rendriez plus malheureux encore...

DENISE.

Je vous plains, mon pauvre Pierre, je vous plains de tout mon cœur.

Tous deux très abattus, désolés, inertes.

PIERRE.

Je ne sais plus que faire... Je n'ai plus de foyer. Désormais j'aurai peur de rentrer chez moi où la haine, une haine toujours renouvelée, m'attendra. (Il se lève. Puis avec force.) Ma vie est perdue.

DENISE.

Non. Le travail console de tout. Vous vous donnerez de plus en plus à votre tâche, mon ami. Votre mission est si haute, si belle!.. Vous en avez une compréhension si noble!...

PIERRE.

J'ai honte de vous dire qu'il n'en est plus ainsi. J'ai l'impression de ne plus faire aussi bien mon devoir.

DENISE.

Ah! Je sais que là vous vous trompez!

PIERRE, s'animant. Mais pas dramatiquement.

Je n'ai plus de goût à rien. Je vais ici ou là, je monte des escaliers, je fais des visites, je donne des consultations. Réduit à cela, mon métier est un sale métier. Je n'ai plus la foi.. (Un silence.) Denise, si j'ai l'impression de manquer à ma con-

science professionnelle, je suis une épave. Je perds toute confiance en moi-même, et par conséquent toute raison de vivre.

DENISE.

Pensez à vos malades.

PIERRE, hors de lui.

Je m'en f... des malades! Qu'ils crèvent tous, et moi aussi!

DENISE.

Oh! Pierre!

PIERRE.

Je vous dis que Lucie a tué, à petits coups d'épingles, ce que je pouvais avoir de meilleur. Elle m'abaisse, elle me ramène à ses mesquines préoccupations... Elle me force à m'y intéresser, elle me les impose... Mon esprit en est réduit à prévoir ses reproches, à m'en justifier, à inventer des habiletés pour lui enlever l'occasion de me soupçonner... A ne pas laisser dans ma corbeille à papier des lettres déchirées qu'elle pourrait mal interpréter, à prendre mon chemin d'un côté ou de l'autre en sortant, à surpayer une agence de renseignements... Voilà où j'en suis.

DENISE.

Vous allez revoir vos enfants. La paix reviendra avec eux, et, avec la paix, votre confiance et votre énergie.

PIERRE.

Croyez-vous? Savez-vous pourquoi j'ai accepté, pour eux, l'internat? Afin qu'ils ne soient plus témoins de mes disputes avec leur mère... S'ils restent, ils finiront par ne plus m'aimer.

DENISE

Ils sont trop jeunes pour comprendre.

PIERRE.

Ils n'ont pas besoin de comprendre. Rien ne m'est plus douloureux que de voir leurs yeux effrayés... Et lorsque, énervés par cette atmosphère de colère, de haine, de fureurs, ils se mettent à pleurer en criant, allant de l'un à l'autre, de moi à elle, pour nous faire taire, et qu'on les repousse durement!..

lorsqu'ils en arrivent aux sanglots, aux cris, comme devant un désastre, alors, alors, j'ai un spasme qui me serre la gorge et le cœur... les pauvres petits! Ils souffrent... Elle me fait haïr par eux... Pour se justifier, elle m'accuse... Elle dénature, elle grossit des petits faits... ou elle se plaint, sans dire de quoi; elle se borne à répondre à l'enfant qui lui demande la cause de ses larmes: « Ton père m'a fait du chagrin ». Alors, comme ils aiment leur mère, ils me haïssent. Un jour, la petite, que je voulais prendre sur mes genoux et qui se débattait, m'a volontairement lancé un coup de pied... Son frère, lui, on dirait qu'il a eu l'intuition de la vérité.

DENISE.

Avant peu, il comprendra...

PIERRE.

Mais je ne veux pas qu'il comprenne! S'il comprend, c'est sa mère qu'il prendra en aversion. Et je ne veux pas qu'il haïsse sa mère, vous sentez bien cela!...

DENISE.

Quel brave homme vous êtes!...

PIERRE, se levant, marchant.

Eh bien! vous savez maintenant dans quel milieu il se débat, le brave homme! Quand la famille du brave homme est assemblée, elle vit dans une atmosphère baignée de méfiance et de haine. Toute parole, même innocente, peut déclencher une scène, déterminer une tempête. Alors, j'ai pris le parti de ne plus rien dire. Personne ne parle, à table. Je lis. Les petits, terrorisés, regardent avec épouvante leur père et leur mère semblables à deux mauvaises bêtes qui se guettent pour se déchirer... Denise, je mérite qu'on ait pitié de moi... Je ne peux plus continuer cette existence... Je suis trop malheureux.

Il pleure, simplement, gauchement, avec une grimace, sort son mouchoir, se mouche, tout en disant :

Je ne peux plus... Je suis ridicule de pleurer... Si, si, je sais, c'est ridicule un homme qui pleure... Mais devant vous, ça m'est égal d'être ridicule... C'est une marque de faiblesse, je le sais aussi. Mais je ne puis pas vous le cacher; je suis

faible... Si je ne l'étais pas, est-ce que j'aurais tout supporté?... Je suis épuisé, épuisé au point de crier « au secours »! Denise, je vous en prie, entendez-moi... Je crie au secours... A vous, je crie au secours...

Il est assis. Denise lui caresse les cheveux maternellement et se penche vers lui, un bras sur son épaule.

DENISE.

Reprenez-vous.

PIERRE, se redressant.

Oui. Vous avez raison... Je me reprends. Je vous demande pardon de cette crise... Je me reprends...

DENISE.

Calmez-vous.

PIERRE, avec autorité

Denise, vous, vous me sauverez!

DENISE.

Je vous en prie...

PIERRE.

Denise, vous, vous me sauverez!

DENISE.

Reprenez-vous.

PIERRE, sans l'entendre.

A mon mal je ne vois qu'un remède : partir... Si je reste, elle en sera tout aussi misérable, et moi, et les petits... Rester! Autant me suicider

DENISE.

Oh!

PIERRE.

Ce serait la même chose... Eh bien! j'ai encore assez d'énergie pour m'y refuser... je suis encore assez jeune pour me refaire une existence... Mon devoir est de partir.

DENISE.

Déserter?

PIERRE.

Non. Ne pas me laisser tuer inutilement.

DENISE.

Vous ne trouverez pas le bonheur dans cette désertion.

PIERRE.

J'y trouverais du moins de ne pas souffrir.

DENISE.

Vous changeriez de souffrance, voilà tout. Et votre souffrance nouvelle serait sans noblesse.

PIERRE.

Vous la trouvez noble, celle d'aujourd'hui ?

DENISE.

On ne peut pas du moins vous accuser d'égoïsme et vous ne vous préparez pas, pour plus tard, les reproches justifiés de vos enfants... Réfléchissez... ne refusez pas de réfléchir à ce que je vous dis. Comment ! il y aura quelque part une femme qui est la vôtre, que vous avez aimée, qui vous a aimé, et deux enfants qui sont les vôtres et qui sont le prolongement de vous-même, qui sont vous-même, et vous vous condamneriez à ne plus les voir !

PIERRE.

Tous les divorcés sont dans ce cas... Combien ont su se créer un nouveau foyer, et trouver le bonheur en rompant les liens noués par erreur, et en s'unissant à la femme qui leur était destinée ! (Tout à coup.) Mais n'êtes-vous pas divorcée vous-même ? Vous regrettez, vous, de vous être séparée de celui pour qui vous n'étiez pas faite ?

DENISE.

Ne parlez pas de moi !

PIERRE.

J'en parle... et vous savez bien pourquoi j'en parle... Et votre trouble en ce moment montre que vous avez deviné ma pensée, et que vous vous efforcez de chasser un rêve qui est le même que le mien... Denise...

DENISE, dans un cri.

Non, Pierre ! Jamais ! Jamais !

Long silence. Il comprend que Denise ne cédera pas.

PIERRE.

Quelle audace de dire « jamais » quand on n'est que deux pauvres êtres humains !

DENISE.

Jamais !

Entre Lucie, un télégramme à la main.

SCÈNE XIII

LUCIE, DENISE, PIERRE.

LUCIE, donnant le télégramme à Pierre.

Les enfants arriveront demain.

Un long silence.

DENISE.

Je vais partir.

LUCIE, les yeux encore rouges.

Va, ma pauvre Denise. J'irai me mettre à tes genoux avant que tu quittes cette maison.

DENISE.

Adieu, Pierre.

PIERRE.

Adieu, Denise.

Elle sort.

Nouveau silence, très long.

Le rideau se baisse lentement, pendant que Lucie, qui a tout oublié, dit :

LUCIE.

Qu'est-ce que c'est au juste que cette Mme Durand chez qui tu dois aller ?...

LE CONSULAT DE BONAPARTE

II [1]

UN PAYS QUI ASPIRE AU SALUT

A la date du 4 nivôse, *Premier Consul* pour dix ans, Bonaparte se trouve enfin en situation de satisfaire tout à la fois les aspirations de la nation et les siennes. De cette heure, suivant l'expression d'un contemporain, la Révolution « s'est faite chair ». La Révolution ? Disons que la nation va s'identifier à un homme. Celui-ci va rester, quinze ans, au premier plan. Cette histoire ne sera plus, comme la chronique de la Révolution qui se ferme, celle de cent tribuns, politiciens, chefs de groupe ou de bandes, d'assemblées législatives et de sociétés populaires, de foules en mouvement et parfois en éruption. L'histoire de France devient, par tout un côté, celle d'un homme; mais la persistance de cet homme au pouvoir et tout d'abord sa miraculeuse ascension, — nous verrons à travers quelles âpres difficultés, — sont inexplicables si l'on ne comprend ce qu'étaient, en ces premiers mois de l'an 1800, aube d'un siècle, la France et Bonaparte.

La nation et l'homme sont maintenant face à face. Depuis un mois, l'homme sonde jusqu'au tréfonds de ses entrailles et de son âme cette nation, depuis dix ans en douloureux travail et qui a pensé y succomber : les premiers rapports des missionnaires de brumaire sont déjà parvenus au Consul; il les lit, les médite, conclut; il *voit* profondément la France et, ardemment,

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

l'embrasse. Et celle-ci, cependant, aux premiers gestes à peine esquissés par le jeune Consul, l'a jugé tel qu'elle avait imaginé le sauveur et, après les hésitations des premiers jours, une immense espérance la soulève et déjà la remet debout.

Parce que tout est désordre, division, abandon, anarchie et guerre, la France aspire à la restauration de l'ordre, de la concorde, du travail, de la paix, — partant, au rétablissement de l'autorité.

DÉSORDRE PARTOUT

Tout est désordre, comme lorsque Jeanne d'Arc a paru, comme lorsque le Béarnais a paru, et peut-être pire désordre qu'en ces heures effroyables de notre histoire millénaire.

Désordre dans l'État que les factions ont perdu en l'accaparant, dont elles ont compromis le prestige, brisé les ressorts, dénaturé la mission et, pour lui avoir enlevé son rôle essentiel d'arbitre suprême entre les citoyens, avili le caractère.

Désordre dans les administrations, qui, énervées par la Révolution, n'ayant plus ni vigueur ni cohérence, partant, plus d'action, tyrannisent sans se faire obéir et, parce qu'elles n'agissent que *pour* des partis et *contre* d'autres, sèment l'injustice et récoltent la révolte.

Désordre dans la « fortune » publique, car jamais mauvaise politique n'a abouti à de plus mauvaises finances, — qu'on lise les pages si nourries de M. Marcel Marion (1), — la banqueroute érigée, sous le nom hypocrite de « consolidation », en doctrine politique, les créanciers de l'État outrageusement spoliés, l'instrument fiscal faussé, presque rompu par l'abus qui en a été fait, le crédit ruiné par l'inflation la plus insensée, cette aventure, toute récente, des *assignats* et des *mandats*, le trésor à sec, les agents impayés, les armées dans la misère et la matière imposable épuisée.

Désordre à Paris dont les Goncourt nous ont, en des pages célèbres, peint les ruines lamentables, hôtels dégradés, églises devenues des marchés, palais devenus des bastringues, couvents devenus des maisons de plaisir et, le long des rues devenues des cloaques et des coupe-gorges, des boutiques devenues des cavernes.

(1) *Histoire financière de la France*, t. IV, 1-168.

Désordre dans les provinces : dans cent cantons du Midi, où, quelques semaines après brumaire, on voit encore, suivant la forte expression d'Albert Vandal, « se tordre les derniers tronçons » d'une formidable insurrection ; dans tout l'Ouest où, de Bordeaux à Rouen, la guerre civile, sans cesse renaissante, va, pour de longs mois encore, laisser « un limon infect, un résidu de meurtres et de rapines » ; dans les pays du Sud-Est enfin où, de Lyon détruit à Toulon ensanglanté, tout atteste la fureur inouïe des luttes fratricides.

Désordre dans tous les bourgs où bouillonnent encore « l'écume blanche et l'écume rouge », dans les villes où les survivants des clubs terrorisaient la veille encore les gens paisibles, tandis que des bandits, sous couleur de royalisme, pillent les alentours, arrêtent les diligences et *chauffent* les paysans enrichis tenus pour avoir acheté des « biens volés ».

Désordre dans les routes, ces belles routes royales d'antan, orgueil du pays de France, devenues après dix ans d'incurie, d'invraisemblables fondrières, et désordre dans l'activité économique quand, les ports étant ensablés, les canaux envasés et les chemins rompus, l'industrie et le commerce sombrent, ateliers désertés, magasins fermés et, depuis cinq ans, la terre, après un premier élan de renaissance, tendant, faute de confiance dans le lendemain, à retourner en jachères.

Désordre dans l'armée, que déchirent les mutineries, qu'en masse les réfractaires refusent de rejoindre, qu'abandonnent des milliers de déserteurs, — sept ans après le grand mouvement de 1792, — et qu'achèvent de troubler les querelles, patentes, des grands chefs maintenant tourmentés d'ambition ou brûlés de cupidités, aigris par les défaites, exaspérés contre « le civil », mais dressés, d'autre part, les uns contre les autres par de violentes jalousies.

Désordre dans l'Église que le schisme constitutionnel a coupée en deux, que la persécution directoriale est venue ensuite ruiner et qui, entraînant dans sa perte tout sentiment religieux, semble succomber, en pleine France hier « très chrétienne », sous les attaques des sectes, les dissensions des fidèles et le triomphe officiel de la « philosophie ».

Désordre dans la société, société de parvenus, de « nouveaux riches » tout à la jouissance du bien mal ou trop vite acquis, d'agioteurs au luxe fiévreux, de femmes sans pudeur et

d'hommes sans honneur dont les grossiers et éclatants plaisirs insultent à la misère, tous les jours plus cruelle, d'un prolétariat, grossi des « anciens riches » désespérés.

Désordre dans la famille, ravagée par le divorce trop libéralement facilité, déchirée par les querelles politiques, ruinée par l'éducation sans morale et l'anarchie de l'instruction publique, menacée de ruine totale par la disparition de tout esprit de devoir et de subordination.

Désordre dans le monde politique où tout parti est devenu faction, où les groupes, sans doctrine depuis 1795, ont moins songé à se combattre qu'à se proscrire, où les financiers, corrupteurs des mœurs publiques, règnent avec insolence, où les plus âpres rancunes, compliquées de la peur des représailles, ont aliéné les plus sages et gâté les meilleurs.

Et, le pire de tous les désordres, le désordre général des esprits, des cœurs, des volontés, cette indifférence de l'opinion devant les menaces d'invasion, devant les lamentables défaites comme devant les rares victoires, et quand, huit ans auparavant, tout était brûlant patriotisme et délire civique, le public tournant en calembours les attentats les plus iniques et jusqu'aux nouvelles les plus funestes du champ de bataille.

On semble exagérer, charger les couleurs, forcer la vérité. Deux cents pages d'Albert Vandal, bourrées de citations et fourmillantes de faits, suffiraient pour répondre si, par ailleurs, les milliers de documents, — rapports de police, extraits de gazettes, faits divers, — recueillis par M. Aulard dans son *Paris sous le Directoire*, n'apportaient des preuves écrasantes, si les correspondances, les journaux, les mémoires publiés n'étaient unanimes, n'apportant aucune atténuation à ces désolantes constatations. Le désordre, sur tous les terrains, dépasse l'imagination et déconcerte l'esprit.

Le désordre était, en grande partie, né de la discorde.

« Que je me trouverais heureux si je parvenais à voir tous les Français revenir à une même opinion ! » soupirera encore, après un an de Consulat, un ancien membre des assemblées ; à la même époque, il est vrai, la *Gazette de France* se félicitera déjà de voir tomber enfin dans l'oubli « ces terribles années où des *systèmes métaphysiques* divisaient également *et ceux qui les comprenaient et ceux qui ne les comprenaient pas.* »

La note est exacte : la division était partout. Le pays était cruellement, profondément déchiré : luttes politiques, luttes sociales, luttes religieuses ont, après dix ans d'horrible virulence, laissé mille plaies saignantes. La France est remplie de proscripteurs et de proscrits d'hier ; chacun y est l'adversaire du voisin et, dans les plus petits villages, on échange des regards de haine furieuse : adversaires, disais-je à l'instant, non, on ne s'y connaît que des ennemis. Tel ancien délateur connu, tel ancien juge au tribunal révolutionnaire, tel ancien membre du club jacobin, tel ancien terroriste de chef-lieu de district, tel ancien agent du représentant en mission de 1793, a envoyé le père ou le fils de tel et tel à l'échafaud ; mais tel, à la tête d'une bande de *barbets* du Midi ou de *chouans* de l'Ouest, a fusillé cent *bleus* et tiré des jacobins d'horribles vengeances.

Les partis se sont succédé au pouvoir : feuillants, girondins, montagnards, jacobins et cordeliers de diverses observances, thermidoriens, fructidoriens, prairialiens, et ils se sont tous mutuellement proscrits. Il y a six ans, les faubourgs se sont soulevés, « ventres creux » contre « ventres pourris » et ont été écrasés par les thermidoriens alors en jouissance ; mais de la répression est née, avant un an, la faction des *Égaux*, les communistes de Gracchus Babeuf dont les chefs, arrêtés et exécutés, ont laissé des vengeurs parmi leurs disciples, maîtres, à la fin de l'an VII, des clubs ressuscités. Dix partis, vingt factions ont fourni tour à tour les oppresseurs et les opprimés, les bourreaux et les victimes. Et de l'ex-place de la Révolution, en vain rebaptisée place de la *Concorde*, où ont été exécutés le Roi, la Reine, Barnave, Bailly, Vergniaud, Brissot, Danton, Desmoulins, Hébert, Saint-Just, Robespierre, de la barrière du « Trône renversé » où ont passé les grandes fournées de l'abominable loi de prairial, de la plaine de Grenelle où, naguère encore, on fusillait, à quelques jours de distance, « conspirateurs » royalistes et « conspirateurs » communistes, s'élèvent des fantômes qui appellent vingt partis à la vengeance.

Au bagne de Sinnamary, très près d'un Billaud-Varenne proscrit après thermidor, d'admirables citoyens expient, depuis le 18 fructidor, le crime d'avoir voulu créer une république habitable, tandis que Lazare Carnot et Camille Jordan sont en exil. Cent mille émigrés, qui, pour la plupart, n'ont fait que

fuir la mort, gémissent loin de France. Du bagne et de l'exil les plaintes arrivent qui surexcitent encore les rancunes. Ce sont, entre les groupes, des haines qui paraissent inextinguibles. Lorsqu'après un an de Consulat, Siméon, député proscrit en fructidor, rappelé par Bonaparte et nommé tribun, fera son entrée dans l'Assemblée, on verra « blêmir et s'agiter furieusement » Chénier et Bailleul, qui ont été ses proscripteurs. Thiers, dans une page peu connue, constate qu'en empêchant tout débat politique dans les assemblées et la presse, Bonaparte aura simplement empêché les hommes de ce temps d'échanger « d'affreuses vérités » et il ajoute : « La liberté n'eût été pour eux qu'un échange d'affreuses récriminations. » En l'an X encore, on dira que « les haines sont plutôt suspendues qu'éteintes » ; en brumaire an VIII, elles étaient encore en pleine effervescence ; Mallet du Pan qualifiera encore le pauvre Treilhard, si modéré, « l'un des douze scélérats les plus prononcés qu'ait fait éclore la Révolution ». Les bleus, les blancs, les rouges, les amis survivants de Mirabeau, de Mme Roland, de Robespierre, de Barras, de Babeuf, les partisans du Roi et ceux de la République, tous se traitaient ainsi de « scélérats ». Si un parti triomphe, il réclamera des têtes ; la terreur rouge est à peine finie : ne faisait-elle pas hier mine de ressusciter? Et elle ressuscitera presque à coup sûr avec une nouvelle révolution, si la réaction intégrale, prévalant par hasard, ramenait une terreur blanche : n'y a-t-il pas, dans le monde des émigrés, des « Marat blancs » qui, à leur tour, réclament, en cas d'une contre-révolution, « cent mille têtes ».

La virulence des haines politiques se nourrit des divisions religieuses et rien n'a plus contribué à propager ces haines jusque dans les plus petits bourgs, parce qu'il n'y a pas un club partout, mais partout une église. L'église est en principe aux mains du *prêtre jureur*, mais à deux pas de là, une grange ou un grenier abrite, à ses risques et périls, la messe du *prêtre réfractaire*. Les fidèles du *jureur* sont peu nombreux, mais celui-ci était encore hier le protégé du gouvernement et cela a toujours compté dans les campagnes françaises ; même depuis qu'après l'avoir forgée, la Révolution, en la séparant de l'État, a abandonné à son malheureux sort l'Église constitutionnelle, « le magistrat » continue tout de même à tenir *l'assermenté* pour le vrai « officier » de la religion tolérée et,

comme tel, le soutient généralement. Le gros des fidèles irait plus volontiers néanmoins au prêtre *insermenté*, « au bon curé », s'ils n'avaient peur : une messe réfractaire, c'est un délit, un crime qui expose aux pires châtiments. Mais les fidèles du prêtre insermenté tiennent pour damné le prêtre assermenté et, volontiers, en cas de troubles, l'enverraient à coups de fourche au diable, par avance d'hoirie ; en revanche, l'assermenté eût, hier encore, dénoncé au gendarme de la République le curé « papiste » qui lui prend ses paroissiens. Tous ces prêtres s'excommunient.

Les anciens prélats, à peu près tous émigrés, font passer des avis terribles : volontiers ils transformeraient tout prêtre resté en France en prêtre suspect, tenant pour déserteurs et excommuniant presque ceux qui, avant fructidor, ont accepté le simple serment de soumission conseillé par le sage abbé Émery, ce qui a encore divisé le clergé fidèle lui-même ; l'odieuse persécution, qui, après fructidor, a succédé à une relative accalmie, a donné raison aux intransigeants ; si elle a derechef transformé tout curé fidèle en proscrit, elle a surexcité, chez beaucoup d'entre eux, l'esprit de sainte révolte. D'ailleurs le curé jureur n'y a rien gagné : depuis fructidor, le parti au pouvoir enveloppe à peu près dans le même mépris, — haineux et furieux, — les « calotins » de toutes les observances, entendant faire triompher la pure philosophie, tantôt sous la forme du culte naturel de la *théophilanthropie* et tantôt sous celle d'une sorte de religion civique, le culte *décadaire*. Comme on a installé dans les églises « culte » théophilanthropique et « culte » décadaire, le jureur lui-même, à moitié expulsé, ronge son frein. Et dès lors c'est une vraie mêlée de colères : prêtres de toutes les églises et tenants des cultes nouveaux, jureurs et non-jureurs, et, parmi les non-jureurs eux-mêmes, soumissionnaires et non soumissionnaires, l'évêque souvent discrédité du diocèse constitutionnel, et l'évêque, exilé, du diocèse orthodoxe s'envoient anathèmes et condamnations. Si, par hasard, une des églises triomphait de l'autre, quels troubles seraient déchaînés ! que de rancunes assouvies ! que de pénitences cruelles imposées ! et quelles révoltes dans les consciences, succédant aux déchirements de l'heure présente ! Qui, dans ces conditions, voudrait céder à l'autre ?

Autre élément de guerre civile : l'état de la propriété. La

propriété a presque partout changé de maître ; elle en a deux, le seigneur d'hier émigré quelque part ou la congrégation dépouillée, et l'acheteur qui a payé en assignats, mais ne se tient pas pour assuré dans son nouveau domaine, petit ou grand. Le prêtre insermenté l'excommunie, si c'est bien d'église ; les amis de l'ancien seigneur le dénoncent comme un « jacobin », un « brigand », et s'il habite le Midi ou l'Ouest, voire certains départements du Centre, il peut se réveiller une nuit dans les mains des *chauffeurs* qui, « vengeurs du droit », lui viennent arracher son argent. Par surcroît, d'autres revendications déjà s'ébauchent, celles des « gens sans terre » qui, devant la précarité même ou l'illégitimité de la nouvelle propriété, se sentent encouragés à demander les partages. Ces *partageux*, comme on les appellera, Babeuf leur a donné la formule du « bonheur commun » et la situation sociale est telle que, les revendications des propriétaires d'hier ne désarmant pas, les propriétaires d'aujourd'hui se sentent doublement menacés et c'est encore une manière de guerre civile latente qui pourrait facilement tourner en guerre sociale active.

Résumons-nous : la discorde est partout et elle affecte toutes les formes. Dans les villes, il y a, à droite et à gauche, des mécontents exaspérés : les opprimés d'hier qu'on n'a pas eu le temps de guillotiner et qu'on n'a pu en masse déporter, et les oppresseurs d'hier, furieux qu'on ne guillotine plus et qui voudraient qu'on déportât encore. Des faubourgs aux villages, il y a les groupes ennemis de chrétiens tourbillonnant, les amis du *jureur* qui enverraient le *non-jureur* rejoindre au bagne tant de prêtres proscrits en fructidor et les amis du *non-jureur* qui vouent le *jureur* aux peines éternelles. Contre les détenteurs de la nouvelle propriété, comme d'ailleurs contre les bénéficiaires petits ou grands du régime révolutionnaire, il y a l'opposition de ceux qui ont tout perdu et de ceux qui n'ont pas eu le loisir de tout gagner. Il n'y a pas seulement deux, mais trois, mais quatre, mais dix partis qui se détestent, se desservent, menacent, en cas d'un nouvel accès de révolution ou d'un brusque retour de réaction, de se proscrire. Ceux mêmes qui n'ont point d'aussi noires pensées n'osent désarmer ; car, tant que l'adversaire haï reste armé, ce serait duperie. Et, comme le disait l'autre, les systèmes « divisent également ceux qui les comprennent et ceux qui ne les comprennent pas ».

UNE VAGUE DE PARESSE

Dans ces troubles inouïs le travail a sombré, — et c'est le troisième méfait. On ne travaille bien que dans l'ordre et la paix civile.

Il faut songer à ce qu'était la France travailleuse à la veille de 1789 : des ateliers aux boutiques, des manufactures aux champs, des mines aux ports, tout était en une activité qui faisait de ce pays une ruche féconde. L'artisan, comme le brave savetier Grégoire, est si laborieux qu'il ne se plaint que d'une chose : c'est que « M. le Curé de quelque nouveau saint charge toujours son prône » et qu' « on le ruine en fêtes ». La Révolution a vite arrêté cette activité. Les corporations avaient été naguère rompues et le travail libéré, et si la réforme n'avait pas été sans inconvénients, elle pouvait être du moins un élément d'entreprise accrue dans la production. Mais les premiers troubles avaient suffi à ralentir, puis à paralyser le travail : l'artisan s'est, plus que personne, jeté dans le dévorant mouvement politique ; or qui a passé sa nuit au club travaille mal le lendemain et les grandes scènes de la rue, dramatiques et bientôt sanglantes, ont énervé et aliéné les simples spectateurs eux-mêmes. Et puis l'anarchie est survenue qui, je l'ai dit, rompant les routes, laissant s'envaser les canaux et les ports, a brisé le mouvement des échanges. La guerre enfin a bloqué les côtes et les frontières, mettant mille entraves au commerce extérieur, partant à la production.

Les manufactures se sont fermées en partie, les métiers ont chômé. A Paris, le nombre des ouvriers des fabriques importantes est tombé de 7 053 qu'il était encore en 1791, au chiffre misérable de 1722 en 1799, et, tout à l'heure, Bonaparte alarmé citera Saint-Quentin, où, écrira-t-il, « les manufactures qui employaient 70 000 ouvriers et faisaient rentrer en France plus de 15 millions, ont dépéri *des cinq sixièmes* ». Le nombre des « commis d'administration » s'étant infiniment multiplié sous le Directoire, les jeunes gens préfèrent aux métiers les bureaux, quitte à n'y être qu'irrégulièrement payés. Ceux qui continuent à travailler, travaillent peu. Ce qui frappe le plus Mercier en 1797, c'est « la fainéantise du peuple ». L'ouvrier « travaille très doucement ». « Ses bras daignent à

peine faire le moindre effort ; son métier est devenu pour lui une espèce d'amusement. Le gros travail lui fait peur... Il veut dans une heure gagner le prix d'une journée entière. Enfin, grâce à la multiplicité indicible des tripots, des billards, des salles de spectacle à bon marché, des cabarets, *le Parisien est devenu l'homme le plus paresseux de toute la terre.* » On a institué le *décadi* et imposé le repos décadaire ; les ouvriers ont accepté ce congé, mais sans renoncer au dimanche, si bien que, par surcroît, les fêtes civiques se multipliant où l'on chôme, ce n'est plus « M. le Curé » qui « charge son prône », mais le gouvernement ; seulement Grégoire ne s'en plaint plus guère, il s'est habitué au cabaret et toute fête est bonne pour y aller boire. Il se repose le décadi, il se repose le dimanche, il se repose aux fêtes civiques, mais il fait payer beaucoup plus cher les autres jours un travail nonchalant. Bonaparte sera particulièrement frappé de cette situation : quand il aura supprimé le décadi, il ne voudra pas même céder aux instances du Pape visant à rendre le chômage du dimanche obligatoire ; il y a, répondrait-il, trop de jours perdus depuis dix ans à réparer.

La plupart du temps cependant, l'ouvrier ne chôme, à son corps défendant, que parce que l'industrie végète, et s'il est devenu paresseux, restant encore au fond le bon artisan français qu'était Grégoire, il le regrette : le Directoire a encouru ses colères quand, récemment, *l'Emprunt forcé aux riches* a, par incidence, fait fermer certains ateliers du faubourg Saint-Antoine. Il a tout de suite pensé que Bonaparte lui donnerait du travail et il ne demande qu'à s'y remettre.

Le paysan, lui, n'a jamais aspiré qu'à travailler. La terre libérée en 1789 par l'abolition des droits féodaux et, entre 1790 et 1793, acquise ou arrondie par l'acquisition à bon compte des biens nationalisés, il semblait qu'une ère de féconde entreprise fût ouverte pour lui. Mais peut-on cultiver avec ardeur quand on travaille sans sécurité ? J'ai dit la double insécurité qui menaçait les *acquéreurs* : les revendications des anciens propriétaires restaient menaçantes, tant que la Révolution ne serait pas définitivement consacrée, tandis que les menaces des *partageux*, pour combien de temps impuissants ? pouvaient un jour devenir dangereuses, tant que se perpétuerait un gouvernement instable. Sans doute la Convention n'avait-elle cessé de rassurer les propriétaires : rappelons-

nous le premier discours prononcé à la tribune par Danton pour faire déclarer la propriété « sacrée » et le mot de Boissy d'Anglas servant de préface à la Constitution de l'an III : « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social. » Mais ce sont des phrases et, cependant, deux événements ont inquiété les cultivateurs : la dépréciation des assignats et la loi du *maximum* sur les grains. Plutôt que de livrer le blé et autres denrées pour une somme jugée inférieure et contre du « mauvais papier », le paysan a préféré raréfier la production, surtout quand l'institution du *maximum* a entraîné le droit de réquisition.

Longtemps ce « mauvais papier », ce *maximum* détesté resteront, dans nos campagnes, les seuls souvenirs de la terrible période de 1793-1795. Puis sont venus les impôts progressifs, l'emprunt forcé surtout, tombant, à défaut des capitaux qui se cachaient, sur la terre qui ne peut fuir. Et de tout cela il est résulté une inquiétude, qui a soudain ralenti et restreint ce grand élan de travail qui avait suivi la libération et le morcellement de la propriété. Mais devant des sillons mollement cultivés, le paysan n'aspire, — si on lui a enfin donné la sécurité dans la possession et la jouissance, — qu'à reprendre l'élan interrompu. « Si les paysans s'occupent de la politique, va écrire un des nouveaux préfets, c'est dans les rapports qu'elle a avec leurs intérêts. » Ces intérêts veulent être rassurés, et les champs sont prêts à donner ce que les cultivateurs, une seconde fois libérés, sont disposés à leur arracher.

L'artisan devenu paresseux par l'habitude du chômage, le paysan devenu à moitié inactif par la méfiance, ce sont des faits gros de conséquences. Mais on peut dire que toute la nation, depuis quelques années, s'est affaissée; un grand vent de paresse a passé sur elle avec ce grand vent de jouissance qui a caractérisé l'époque directoriale. Les fortunes éclatantes des politiciens heureux et des audacieux spéculateurs ont démoralisé et comme énervé le pays tout entier; une nation où d'énormes gains sont venus en si peu de temps couronner l'intrigue et le jeu sent fatalement s'affaiblir le ressort du travail difficile. Pitoyable situation, deux fois pitoyable lorsqu'on se rappelle quelle génération semblait s'aveulir. Un de ceux qui vont collaborer avec Bonaparte écrira : « A trente-cinq ans, j'étais *dévoré* de l'ambition du travail. » Ils étaient tous ainsi, ces

jeunes hommes qui, entre vingt et trente ans, s'étaient jetés dans le grand mouvement de la Révolution. J'ai dit ailleurs que le violent soulèvement de 1789 avait été celui de l'énergie comprimée contre une société qualifiée par un étranger de « détrempée ». Cette énergie, elle s'était dépensée dans les luttes politiques et les combats de la grande guerre; ainsi avaient surgi ces tribuns et ces capitaines de vingt-cinq ans dont beaucoup avaient, des Comités de la Convention aux champs de bataille, fait la preuve que l'énergie française survivait et se surpassait; mais il avait paru qu'à cette épreuve terrible cette énergie s'était tantôt dévoyée et tantôt usée. Dévoyée, elle s'était stérilisée aux luttes du Forum; usée, ce n'était qu'apparence; si une sorte de lassitude semblait régner, c'est que tous cherchaient en vain la voie où ils emploieraient utilement cette force latente. D'autres, écartés trop vite par l'ostracisme intolérant, n'étaient oisifs que malgré eux et attendaient l'heure où, derechef, ils pourraient agir, travailler, collaborer. Tout à l'heure une voix s'élèvera : « La carrière est ouverte aux talents » et quelqu'un pourra écrire : « En les mettant à leur place, en leur demandant ce qu'ils pouvaient et savaient, Bonaparte doublait leurs aptitudes et leurs succès ». Du haut en bas de l'échelle, ils allaient se faire les artisans, merveilleusement laborieux, du grand travail national remis en marche. Dans les premiers mois de 1800, ces hommes en sont encore à attendre un champ d'activité féconde.

Le désordre général, la discorde générale et la générale veulerie, quel remède apporter à ces trois mortelles plaies? Le désordre appelle un ordonnateur, la discorde un pacificateur, la veulerie un animateur. Mais restaurer l'ordre, apaiser la discorde, animer le travail, voilà des années qu'on en aperçoit clairement la nécessité et cependant, d'année en année, désordre, discorde et veulerie n'ont fait qu'augmenter. La restauration demande une volonté de fer jointe à une intelligence supérieure. L'apaisement ne se fait point avec des phrases; entre les partis qui tous s'affrontent et dont aucun n'entend se sacrifier, il faut un arbitre, mais un arbitre à poigne qui sache imposer le respect de ses arrêts. Et quant à l'appel au travail, il sera vain si, au préalable, une main ferme au service d'un cerveau clair n'a rétabli, et l'ordre, et la concorde. Ainsi tout ramène au problème de l'autorité.

LE BESOIN D'AUTORITE

Il faut une autorité.

En 1789 déjà, derrière les phrases des *Cahiers*, il n'y avait, au fond, qu'une aspiration à une autorité plus cohérente, organisatrice d'un meilleur état de choses. Dans ce pays, pénétré de monarchisme par dix siècles de royauté, en thèse générale bienfaisante, ce ne pouvait être que l'appel au Prince, au descendant des grands rois qui avaient fait la France. Or le Prince n'avait ni compris, ni voulu, ou peut-être simplement n'avait-il pu. Ainsi, dès les premiers jours, le mouvement avait-il dévié et, tandis que le chef héréditaire n'était plus à la tête, mais à la remorque, l'ivresse des idées nouvelles avait-elle tourné contre l'autorité au nom de la liberté, apparue soudain comme la condition unique de l'égalité et de la justice, seules conquêtes réellement, sincèrement, ardemment, universellement désirées. Et bientôt la grande débauche des phrases avait commencé, accompagnant la grande débauche des principes et suivie de la grande débauche des gestes.

Tandis qu'imprudemment, on faisait table rase du vieux monument, désuet en certaines de ses parties, excellent encore en d'autres, l'idéologie la plus extraordinaire s'était exaltée jusqu'au délire. Des assemblées nationales aux plus petits clubs, un torrent de théories abstraites et d'idées chimériques avaient débordé sur le pays avec un torrent de déclamations. La tribune avait régné sur la France. Des milliers de journaux, cependant, renchérissant, des millions d'articles avaient soulevé toutes les idées et surexcité toutes les passions; la fièvre généreuse de 1789 s'était, en quelques années, muée en folie et bientôt le verbe s'était fait sang. C'était au bruit des phrases qu'on avait proscrit, emprisonné, égorgé; c'était au nom de principes qu'on avait menti aux principes, au nom de la liberté que s'était imposée la tyrannie, au nom de l'égalité que s'était instituée une oligarchie, au nom de la fraternité que les têtes étaient tombées. Sans cesse, les comices électoraux étaient restés ouverts et, sans cesse, on avait appelé le peuple aux urnes, quitte à lui dicter ses volontés ou à les briser. Le peuple s'était aperçu, vers 1794,

qu'on le bernait de mots; on lui avait, en 1789, parlé amour et paix; il avait vu l'amour aboutir aux massacres et la paix universelle promise appeler la guerre étrangère qui menaçait de devenir éternelle. Par une réaction naturelle et qui devait être fatalement excessive, ce peuple prenait le contrepied des purs principes et haïssait ceux qui en avaient abusé. Il vomissait les orateurs et les journalistes, il honnissait les tribunes, les assemblées, les clubs, les comices et parce que la souriante liberté de 1789 était devenue licence en bas et tyrannie en haut, il s'était détaché de la liberté comme d'un trop long mensonge.

« Bonaparte, écrira Mme de Chastenay, trouvait tout l'échafaudage républicain démonté, tous les grands mots déconsidérés, méprisés même, *comme vides de sens.* » Ceux mêmes qui s'en étaient servis, les politiciens des assemblées eux-mêmes eussent, des Constituants de 1789 aux Conventionnels, souscrit presque tous à ce que va écrire l'ex-représentant de Bry : il fallait « écarter les théories séduisantes, mais fécondes en calamités ». On avait pris le dégoût des assemblées. Déjà les tribunes publiques des Conseils se vidaient et quand, tout à l'heure, le Tribunat essaiera de ressusciter l'éloquence, il ne fera pas recette; un *observateur* comptera, un jour, dix-sept assistants à une séance cependant importante. Un député aux Conseils n'osait se parer de son titre de « législateur ». On accusait en effet, à tout hasard, les députés de toutes les prévarications et on les couvrait de tous les ridicules. On était écœuré des élections. A vrai dire, on n'avait jamais beaucoup voté : dès 1791, Pétion n'avait-il pas été élu maire de Paris par 6 000 votants sur 80 000 inscrits? Mais, sous le régime directorial et quand le gouvernement eut, deux fois, contre la droite, puis contre la gauche, cassé les élections qui lui déplaisaient, les électeurs avaient par masse déserté.

Les journaux, qui pullulent depuis dix ans, ont excédé les lecteurs; ils ne font plus parfois qu' « amuser » et quand le Consulat aura « pour la durée de la guerre » réduit à six ceux de Paris, un étranger se bornera à s'étonner que l'on n'ait pas laissé au public « son jouet »; mais le peuple en paraîtra peu ému. « Les hommes de parti seuls, dira un policier, improuvent la mesure. » Aussi bien, la liberté de la presse n'existe plus depuis le 18 fructidor; le Directoire n'a laissé vivre que

les feuilles qui lui plaisaient, quitte à les supprimer à l'heure où elles avaient cessé de plaire.

On peut généraliser : quand trois coups d'État, en trois ans, ont, avant brumaire, brisé les Assemblées ou le Gouvernement, la nation a appris, à l'école même des « défenseurs de la République », le peu de cas qu'il convient de faire des mandataires du peuple: il sait ce que vaut le mot de *représentation nationale*, ayant d'ailleurs toujours vu, de 1789 à 1795, cette fameuse représentation nationale à la merci des clubs, quand elle ne l'était pas à celle de l'émeute.

De tout cela la France a un dégoût profond. « Le temps des illusions, des chimères oratoires est passé », va proclamer un ancien député devenu préfet du Consulat, et Fontanes lui fera écho : « C'est sur ce qui est, non sur ce qui doit être, sur des certitudes et non sur des possibilités qu'il faut arranger le plan du bonheur général », écrira-t-il. Le *Moniteur* sera dans la note quand il déclarera : « le système d'abstractions a fui devant la vérité »; et plus encore l'*Ami des lois*, quand, le 5 pluviôse an VIII, il s'écriera : « Le règne des orateurs est passé, disent quelques journaux ; ils pourraient dire le règne des bavards qui ont tout brouillé, tout confondu, et que, dans tous les temps, ont craint les vrais orateurs. »

Mme de Staël, au contraire, se désolera sous peu de ce qu'elle appellera « la fin de l'enthousiasme », et son ami Benjamin Constant déplorera qu'en France « il n'y ait plus d'intérêt pour les idées ». Ils se trompent : si on a trop abusé de l'enthousiasme sincère du peuple de 1789 à 1792 et si, jusqu'à un certain point, les idéologues ont tué, par la banqueroute, le culte de l'idée pure, l' « enthousiasme » demeurait prêt à éclater, mais pour de tout autres idées. Seulement, un témoin écrivait à la fin du Directoire : « Le peuple est las des cris de révolte si souvent répétés; *le repos est son désir absolu.* » Or « le retour au bon sens, déclarera, après brumaire, un autre témoin, n'a pas l'apparence d'une commotion ». C'est en cela que Mme de Staël se trompait : on aspirait à autre chose, dans une sorte de lassitude secouée d'espérances.

Mais la difficulté était qu'aspirant à un autre régime, on n'entendait pas renoncer aux résultats acquis depuis 1789.

Un ancien conventionnel va dire à Mme de Staël : « Nous

sommes arrivés au point de ne plus songer à sauver les principes de la Révolution, mais seulement les hommes qui l'ont faite. » C'était un cynique et, encore qu'il exprimât la pensée de l'oligarchie en puissance, rapetissant la situation, il la méconnaissait. La masse tenait à sauver, sinon tous les principes proclamés en 1789, du moins tous ceux qui, à l'épreuve, avaient paru féconds et les résultats qu'elle tenait pour définitifs. Deux ans après brumaire, Fiévée, contre-révolutionnaire à peine rallié, devra l'avouer : « les Français, écrira-t-il, sont *las de la Révolution, mais non dégoûtés des principes qui l'ont amenée* ». Un autre, plus contre-révolutionnaire encore, avouera, lui aussi, épreuve faite, à la même époque : « Il n'y a plus d'esprit révolutionnaire, mais il y a *la nécessité de tenir à la Révolution* », et ajoutera : « Il n'existe peut-être pas le vingtième de la France qui voulût ce qui a été fait, mais il n'y en a pas mille qui voulussent détruire ce qui est. »

Des trois termes auxquels avait visé la Révolution : Liberté, Égalité, Fraternité, on restait, tout au moins, opiniâtrément fidèle à un seul : l'*Égalité*.

A dire le vrai, les deux autres avaient sombré bien avant brumaire. Par le tableau de nos discordes, j'ai suffisamment montré ce qui restait de la Fraternité, si jamais elle s'était traduite, sauf le jour bien lointain de la *Fédération*, autrement que par des phrases. La *Liberté* avait fait faillite bien avant la Terreur; comprimée par la dictature de salut public, elle n'avait pu revivre sous le Directoire, « tyrannie hatetante » qui avait très précisément offensé toutes les libertés : « La France est esclave plus que tous les autres pays », écrivait, en mai 1798, une illustre étrangère. Elle était esclave: la liberté du vote ayant été supprimée depuis fructidor, celle de la presse l'avait été en fait, à la même époque; le pullulement des journaux ne pouvait faire illusion : on avait, sous la Convention, guillotiné vingt journalistes et cinquante hommes de lettres ; le Directoire, pour s'être contenté d'en déporter cent, n'en avait pas moins garrotté la liberté de la plume qui, devenant parfois licence, était, en fait, si constamment menacée qu'elle était en réalité réduite à rien. « Ils ont tant fait qu'il n'y a plus de Constitution », a-t-on écrit au lendemain de brumaire : ni la Constitution, ni les lois ne protégeaient plus personne. Bonaparte n'avait à supprimer ni la liberté électorale ni la liberté

de la presse : elles « n'existaient plus », écrit Mathieu Dumas. Mais le pis était que les libertés courantes, — qui, dans les dernières années de l'Ancien Régime, étaient respectées, — avaient sombré dans l'aventure : liberté de travailler, de prier, de s'amuser même où, quand et comment il paraissait agréable de le faire. La féroce proscription du dimanche, que le décadi ne parvenait pas à remplacer dans les mœurs, faisait dire aux paysans : « *Où est donc la liberté, si nous ne pouvons pas danser quand nous voulons?* » On eût pu émettre telle plainte à propos de toutes choses, à commencer par la liberté de naître, de vivre et de mourir dans la religion traditionnelle et restée secrètement en honneur. En fait, Lucien Bonaparte trouvera la formule quand, le 7 nivôse an VIII, il écrira que « trop longtemps, par un zèle imprudent, on a resserré le cercle de la liberté, au point de n'en faire *qu'une étroite enceinte ouverte seulement à un petit nombre d'adeptes* ». La liberté ainsi conçue n'est que la pire tyrannie et il n'était pas étonnant que le peuple se fût détaché du principe pour l'avoir vu si étrangement travesti.

Mais l'Égalité lui restait chère. « Les douceurs de l'Égalité sont peut-être le seul fruit de la Révolution que goûte encore la multitude », écrira sous peu un agent royaliste. C'est que, très au fond, c'était le seul fruit qu'en 1789 la « multitude » eût ardemment espéré de la Révolution. Que des bourgeois philosophes, grisés par les théories du siècle, eussent fait ajouter à l'Égalité, cette Liberté idéale que devait, à leurs yeux, réaliser plus tard, dans sa plénitude, à défaut d'une Monarchie contrôlée, une République à laquelle, de l'aveu de tous, nul ne songeait en 1789, cela n'avait ancré au cœur des Français ni l'amour de la Liberté ni le culte de la République. Mais parce que l'Égalité était le vœu essentiel de 1789, elle restait leur constant souci. La chute du *Privilège*, voilà ce qu'ils avaient presque uniquement voulu et la résurrection du Privilège ce qu'ils continuaient à redouter. Et il leur paraissait que tout ce qui s'était fait depuis 1789 de grand ou de bas, de beau et d'affreux, se justifiait par la nécessité de combattre, avec toute tentative contre-révolutionnaire, tout essai de retour sur l'Égalité conquise.

En outre, il subsistait, de la Révolution, deux résultats que, pour rien, la masse n'eût volontiers sacrifiés : les nouvelles

frontières et la nouvelle propriété. Sur le premier point, j'aurai à revenir; mais il faut bien dire ici que le souvenir des grands exploits, des grandes victoires, des grandes conquêtes s'unissait maintenant si étroitement à celui des grandes luttes civiques, qu'on ne les pouvait plus séparer : un sentiment s'était forgé qui maintenant ne dissociait pas de la Révolution la gloire acquise sous ses couleurs ; au moment même où s'affaissait une partie des grandes ardeurs révolutionnaires, subsistait la fierté des journées épiques qui, de Valmy à Fleurus, de Fleurus à Rivoli, avaient singulièrement accrédité cette Révolution, victorieuse des « despotes » de l'Europe et réalisatrice des grands rêves ancestraux. Telle était cette fierté, que, dans les armées en particulier, elle eût suffi à maintenir, pour cette Révolution, un culte qui, en effet, demeurait presque idolâtrique dans les camps et sur les frontières.

Dans la magnifique armée du Rhin notamment on demeurait âprement républicain. « Je veux être citoyen avant d'être officier », écrit le capitaine Ratier en frimaire an VIII : il exprime le sentiment de cette armée de « Spartiates » qui, sur le Rhin, attend une revanche de ses dernières défaites. Violemment hostile aux « tyrans » et aux « calotins », en partie jacobine, presque unanimement antireligieuse, l'armée en général se montrait fortement, âprement parfois, attachée aux principes, parce que, tournant le dos à la France et face à l'ennemi, elle avait, suivant l'expression d'un des siens, mieux vu les gloires et moins les excès. « Citoyen avant d'être officier ! » Tous étaient « citoyens » et par là entendaient-ils « tenants des Droits de l'homme », parce qu'ils avaient, pour leur triomphe, dépensé sans compter leurs sueurs et leur sang.

C'étaient, d'ailleurs, en partie, les fils et les frères de ces paysans qui, de leur côté, étaient indissolublement attachés à la Révolution par le souci, moins haut, mais tout aussi puissant, des intérêts créés : si, pour toute une partie de la Nation, la Révolution est inséparable de la gloire des armes, pour toute une autre partie elle l'est de la nouvelle propriété et peut-être y a-t-il là un motif, plus opérant que tout autre, d'attachement tenace au nouveau régime; ce que j'ai dit plus haut des craintes des *acquéreurs* me dispense d'insister. Ces paysans, le fond de la Nation et son assise, sont bien de ceux qui, dira-t-on, n'ayant pas « voulu tout ce qui a été fait », ne veulent à aucun

prix « détruire ce qui est ». C'est que ce serait se détruire soi-même. Et il en est ainsi de dix groupes sociaux considérables, tous mûs et retenus, à défaut de la fidélité aux idées, par le souci des intérêts : politiciens parvenus aux hautes situations, fonctionnaires installés dans les places petites ou grandes, humbles soldats qui ont conquis leurs grades, prêtres compromis dans l'aventure du schisme et même défroqués, ouvriers convaincus que c'est la Révolution qui a brisé les maîtrises et libéré le travail, paysans enfin, paysans surtout qui, après s'être émancipés des droits féodaux, ont conquis la terre, tous sont persuadés que leur sort est lié à celui de la Révolution. « La masse du peuple, a-t-on pu écrire, dès 1794, devenue indifférente à la République comme à la Royauté, ne tient qu'à des avantages locaux et civils de la Révolution. » Mais, très précisément, tremblant, depuis 1794, à voir si précaires les résultats acquis et les conquêtes faites, bourgeois, soldats, ex-prêtres, ouvriers, paysans, tous ne souhaitent plus que de les voir consacrés, assis, garantis, assurés par un gouvernement fort qui, se déclarant solidaire de la Révolution, la ferait reconnaître et l'assurerait définitivement contre toute entreprise, quitte à lui permettre, à ce gouvernement, les résultats assurés, de faire litière des institutions, des lois, des constitutions et des principes ajoutés, après mai 1789, au principe, — seul essentiel, — de l'Égalité devant la loi, la justice et l'impôt, garantie de la liberté civile et de la paix sociale. Ayant fait le compte des millions d'*intéressés à la Révolution*, Mallet du Pan, dès l'an II, a ajouté que cette masse « recevra la loi de tel maître qui saura *l'enchaîner par les motifs de ses craintes et de ses espérances* ».

La stabilité dans les institutions : c'est le vœu général, et la stabilité dans les lois. « Les contribuables fatigués par la *versatilité* des lois rendues depuis dix ans sur les contributions, va déclarer un des nouveaux Conseils généraux, réclament une fixité définitive »; mais ce ne sont pas seulement les lois fiscales qui sans cesse, depuis 1789, présentent ce caractère de « versatilité », mais toutes les lois; la Révolution n'a pu aboutir à un Code et les Français ne savent où est le Droit; or, le premier besoin du citoyen, a proclamé Cambacérès, est d'être fixé sur ses droits. On veut enfin être fixé, fixé sur ses

droits, fixé sur ses impôts, fixé sur ses libertés, fixé sur sa propriété, fixé sur son avenir. Pas de contre-révolution, mais pas de révolution nouvelle. « C'est le vœu qui domine aujourd'hui. » A vrai dire, les deux vœux se rejoignent, se confondent : la Révolution a créé peu à peu une masse « conservatrice », dans le vrai sens du mot, qui aspire à voir *s'installer* un état de choses qui jusqu'ici n'a fait que *se proclamer*. La Nation qui tourbillonne veut retrouver une assise ; rien ne la fixe et elle veut sentir sous ses pieds une base solide. « Il faut jeter sur le sol de France quelques masses de granit », dira tout à l'heure le Premier Consul. Il répondra au vœu de tout le peuple en consommant la Révolution par le fait même qu'il *l'instituera*.

L'instituer, c'est ce qu'on a désiré dès 1789. Ces *Constituants* qui, de Versailles, gagnaient, en octobre 1789, la salle du Manège, ils ne rêvaient guère autre chose, — surtout ceux qui siégeaient à gauche, — que ce qui en 1799 semble se préparer : ils désiraient, au-dessus d'un peuple pourvu de l'égalité des droits et de la liberté civile, un gouvernement qui se fît non l'adversaire, comme la cour des Tuileries, mais le protecteur très loyal et le défenseur très ferme de ces nouvelles conquêtes. Et voici que, tout à l'heure, de toutes parts, les survivants de la Gauche constituante vont saluer dans le Consulat de Bonaparte l'idéal qu'ils avaient cherché. Si La Fayette et ses amis, après un premier ralliement, se doivent reprendre, la plupart persisteront à estimer, avec Lameth, dans le régime fondé en brumaire, la réalisation de leurs idées : on verra le gage de notre fidélité, écrira celui-ci, dans la « constance avec laquelle nous avons professé... les principes tutélaires qui triomphent aujourd'hui ». Quand Bonaparte affirmera, de Rouen, qu'on estime dans son gouvernement « les avantages de ce système de 1789 qui avait animé la nation et l'avait réunie dans le même mouvement », il ne se fait pas seulement l'écho de la Seine-Inférieure, c'est partout qu' « on croit être revenu aux premiers temps de la Révolution ». Et aussi bien verra-t-on des révolutionnaires plus accentués apporter leurs suffrages au régime consulaire parce que, dit l'un d'eux, « amant de la Patrie, de la République et de la liberté, il voit s'offrir à elles la planche pour les sauver du naufrage ».

Sauveur et conservateur de la Révolution : tout à l'heure on voulait un ordonnateur à l'État, un pacificateur aux querelles, un animateur au travail; tout amène la France de la Révolution elle-même à un gouvernement d'autorité : une main ferme et, partant, *une seule main.*

« Nous sommes partisans du gouvernement d'un seul, lira-t-on dans le *Mercure*, dans quelques mois, parce que nous n'avons connu toute l'horreur du despotisme que sous le gouvernement de plusieurs. » Le journaliste songe moins au terrible Comité de salut public qu'à ce Directoire paralysé, dira un témoin, « par six heures de débats de crocheteurs ».

En réalité, la pensée de s'en remettre à un seul du salut de tous était inhérente à notre esprit latin.

J'ai ailleurs (1) longuement montré comment, depuis que les *légistes* du Midi latin étaient venus apporter à la dynastie jusque-là purement patriarcale de Paris l'appui de leurs conseils et de leur constante politique, l'on s'acheminait au *césarisme*; comment, sans que le bas peuple y contredît, ces légistes avaient poussé nos rois à coiffer la couronne de César Auguste ; comment, en 1789, ils n'avaient abandonné les successeurs des Philippe et des Louis, si longtemps servis avec zèle, que pour les avoir vus renoncer au rôle qu'ils leur avaient voulu; comment 245 légistes élus à la Convention avaient, sous le vocable de la République, fait de l'Assemblée même un César à 700 têtes et comment, tout naturellement, ces légistes des trois Assemblées, fils de ceux de la monarchie absolue, des Target, des Portalis, des Rœderer, de la Constituante aux Merlin de Douai et aux Cambacérès de la Convention, venaient instinctivement au César qui s'allait révéler. Mais la nation, depuis des siècles, les avait suivis dans leur entreprise parce que, latine, elle a dans le sang, quoi qu'il ait parfois paru, non seulement le respect, mais le goût et parfois jusqu'à l'amour de l'autorité. Nos « philosophes » même n'avaient jamais conçu la nation sans une tête unique, d'un Rousseau préférant, « puisqu'il faut porter des fers », ceux « d'un grand prince » au « joug odieux de nos égaux », à un Voltaire « aimant mieux vivre sous la patte d'un lion que d'être exposé

(1) *Histoire de la Nation française* publiée sous la direction de M. Gabriel Hanotaux. Louis Madelin, *Histoire politique*, II.

aux traits d'un millier de rats, ses confrères ». Mirabeau, à l'heure où il semblait aspirer au règne de la Démocratie, se vouait à « courber la tête sous le despotisme du génie ». Et la connaissance de telles aspirations explique pourquoi tant de gens, en France et à l'étranger, avaient, de 1789 à 1799, prédit qu'un César sortirait immanquablement de la Révolution, d'un Condorcet annonçant dès 1791 la dictature militaire, de Suleau, invoquant en 1792 « pour sa patrie le despote, pourvu qu'il fût homme de génie », à la grande Catherine II, écrivant : « Si la France sort de ceci... elle sera obéissante comme un agneau : il lui faut un homme supérieur, au-dessus de ses contemporains et peut-être du siècle même. »

Pour certains royalistes, ce serait Monck.

Sans doute la plupart d'entre eux avaient-ils pensé, depuis 1793, ramener le Roi par une contre-révolution qui lui eût permis de rentrer sans engagements, libre d'agir et de réagir à sa guise. L'insurrection de l'Ouest venait d'avoir un violent sursaut qui, un moment, avait réveillé certaines espérances et, s'il faut en croire un des chefs, d'Andigné, trouvé des encouragements de « tout ce qui pensait bien en France », même parmi les « gens marquants », tandis que *l'Institut philanthropique*, organisation royaliste fondée en l'an V, réagitait la Provence, remettant en campagne les fameux *barbets*, chouans du Midi, qui, si l'on s'en rapporte à une note de Pelet de la Lozère, avaient, un instant, « pris Nice en l'an VIII » pour la livrer aux Autrichiens parvenus aux frontières de l'ancien Comté. Cependant, profitant de l'anarchie directoriale, des chouans, s'enhardissant, s'étaient glissés à Paris dans le projet d'un coup de main contre le faible gouvernement. De l'aveu du même d'Andigné, brumaire avait rompu tous les projets, détournant sur Bonaparte les sympathies qui avaient semblé se déclarer enfin pour le Roi et enlevant momentanément tout espoir aux conspirateurs de Paris comme aux insurgés des provinces. « C'était un *procès perdu*; il fallait attendre des temps plus heureux pour en appeler. »

« Procès perdu ». Il l'était bien. Il l'était d'abord devant l'opinion. Les princes avaient été pour longtemps compromis par l'Étranger aux heures même où celui-ci, au fond, les servait

le moins. De cette heure de 1792 où l'on avait vu les enseignes royalistes mêlées aux drapeaux allemands dans le Nord et en Argonne, les patriotes les moins exaltés avaient rejeté ces petits-fils de Louis XIV, pactisant contre la patrie avec ses éternels ennemis. Restés cependant si Français au fond du cœur, que certains ne pouvaient s'empêcher de tressaillir d'orgueil aux victoires remportées par les Français contre les alliés de leur Maison, ils se dévoyaient cependant peu à peu : dans leurs lettres, on lit sans cesse : « L'ennemi... », et l'ennemi, pour ces descendants de saint Louis, ce sont, hélas! maintenant, les soldats de France.

Personne, en France, ne pardonne aux Bourbons une telle attitude. Chose curieuse : c'est la propre fille de Louis XVI, à la veille de devenir la bru du Comte d'Artois, qui, elle-même, a dénoncé en termes clairs, à son oncle Louis XVIII, l'abominable situation. Libérée en 1797 et sortie de France, elle a écrit au prétendant : « Les esprits ont très changé, mais *on déteste les étrangers avec raison* et on est encore aveugle sur son prince *quand on le voit les armes à la main contre ses sujets.* » Et, cependant, l'Europe, qui a jeté les princes dans l'aventure, les y abandonne. Dernièrement encore, le chancelier autrichien Thegut a traité de « prétention absurde » celle qu'émettait le Comte de Lille, — « Louis XVIII », — d'être proclamé dans les villes françaises que pourrait occuper l'Autriche, — ce qui d'ailleurs était réclamer la peau de l'ours, — et Cobenzel écrivait à Pétersbourg : « Il ne faut point se flatter que nous puissions remettre un Bourbon sur le trône de France. *L'opinion est trop contraire à cette maison* ». C'était le sentiment de toutes les chancelleries : la chute et l'exécution de Louis XVI, nous le savons, n'avaient jamais été que des prétextes à la reprise de l'éternelle entreprise contre la France. Et maintenant que l'alliance avec les princes déchus n'était, en dernière analyse, d'aucun avantage, on les traitait en fâcheux, « en pestiférés », écrira le duc d'Enghien, — « pestiférés » pour l'Étranger, et, pour la France, à jamais compromis par l'Étranger.

Compromis aussi par une attitude vis-à-vis des institutions et des hommes de la Révolution, que seul explique ce « mal de l'exil » dont Tocqueville écrira « qu'il n'apprend rien et immobilise l'esprit ». Le prétendant vivait à Mittau, d'où le tsar Paul

l'allait brutalement chasser, avec une dignité qui ne se démentira guère, — et c'est son auréole, — parce que, écrivait-il à cette époque, « plus on est dans le malheur, moins il faut s'abaisser ». Mais cette dignité servait souvent de masque à une sorte d'égoïsme serein qui, dans tous les temps, avait rendu odieux le « Comte de Provence », devenu « Comte de Lille », aux meilleurs amis de sa maison. En tout cas, cette dignité lui paraissait-elle imposer une attitude d'intransigeance qui, depuis 1794, faisait le désespoir des amis que la dynastie pouvait encore compter parmi les citoyens raisonnables. Lorsqu'il a pris le nom de Louis XVIII, il a écrit à son frère : « Je veux bien que le vœu de mes sujets me *rende* ma couronne, mais je ne veux pas qu'il me la *donne* », et tout découle de cette conception; il est toujours, en 1799, l'homme de cette *déclaration* de Vérone de 1794 qui, affirmant que tout serait *rétabli* et tous *punis*, avait achevé de détacher de lui tous les éléments modérés, hésitants depuis thermidor.

Autour de lui sa petite cour se déchirait : il faut lire les lettres de La Trémoille se plaignant, en 1799, de voir injuriés par l'évêque d'Arras, grand favori, les plus dévoués serviteurs du trône déchu parce que, explique Fiévée, royaliste d'hier, « une Cour d'un prince en exil, est plus livrée encore aux intrigues que la Cour d'un prince régnant, les rivalités augmentant de force en se resserrant ». Au milieu de ces conflits, Louis XVIII restait ce qu'il avait été : digne, un peu solennel, intelligent, cultivé, bel esprit, mais d'esprit piquant, administrant de l'eau bénite de cour, mais acidulée, et voilant d'une majesté intransigeante un esprit extrêmement caustique, critique, certains disaient : méchant et sournois, « faux et lâche », ira jusqu'à écrire un royaliste désabusé.

En France, tout un groupe, possédé d'horreur contre la Révolution, détestait le prétendant. On lui gardait rancune, haine, mépris pour son attitude vis-à-vis de Louis XVI, son frère : « Caïn ! » s'était, un jour, écriée Marie-Antoinette. Il restait de cette époque bien des souvenirs : des gens revenant de Vérone et de Mittau avaient, par leurs récits, augmenté l'hostilité de ce groupe. La comtesse de Boigne dira : « Voyant nos princes de près et le Premier Consul de loin, tous nos vœux étaient pour lui. » Mais parmi ceux-là même que leurs notes à d'Antraigues révéleront les ennemis du Consul comme de la Révo-

lution, la haine pour Louis XVIII n'en est pas moins visible. Pour qui travaillaient-ils? Les princes d'Orléans ? Ceux-ci avaient ailleurs leurs partisans, parmi certains révolutionnaires repentis; à lire les rapports de police du Consulat, on est frappé de la place qu'y tient « la faction d'Orléans ». Parmi ceux qui, avant brumaire, « voulaient réunir l'action du pouvoir exécutif dans une seule main », beaucoup, confiait Dumas à d'Antraigues, avaient pensé au Duc d'Orléans. Mais celui-ci, jeune encore, très intelligent, mais désespéré de l'ignoble aventure où avait sombré son père Philippe *Égalité*, cherchait à se rattacher à ses cousins. Ils accueillaient avec méfiance ces princes, pour eux tarés, « ayant sucé trop longtemps la mamelle républicaine pour être à leur aise avec les honnêtes gens », écrira le duc de Bourbon; mais Louis-Philippe, désemparé, n'osait de nouveau faire schisme dans la famille à moitié rouverte à son « repentir » et, à la veille de brumaire, il avait, s'il faut en croire Savary, opposé à ses partisans, d'ailleurs rares, la réponse la plus décevante.

En réalité, ce qui était pire que l'hostilité, les princes rencontraient surtout l'indifférence, faite d'ailleurs d'ignorance. Les nouvelles générations ne les connaissaient pas, ne savaient ni leurs noms ni leurs origines, et, parmi ceux qui savaient, c'était un concert de méfiances, de rancœurs et de dédains. Bonaparte, résolu à sonder l'opinion, fera un jour aux ouvertures de Louis XVIII la réponse la plus dure et à certains égards la plus féroce, — parce que la plus justifiée: le Consul lui-même, en plein crédit, ne serait pas capable d'imposer un Bourbon à la France et le Roi n'accéderait au trône que « sur des milliers de cadavres ». Et cependant, au lendemain de brumaire, les royalistes, voués aux illusions, se répétaient « Monck! » et, croyant travailler pour le Roi, contribuaient à accréditer César.

D'autres parmi les monarchistes étaient moins illusionnés : ils estimaient dangereux, parce que *prématuré*, le retour des Bourbons. Rêvant déjà d'une monarchie tempérée et contrôlée, d'un roi de la vieille race, mais, — le mot est écrit en 1802, — tenu par « une charte », ils ajoutaient, avec Champagny, futur ministre de l'Empire, que le moment était loin encore où un prince Bourbon, qui d'ailleurs ne serait pas un frère de Louis XVI, mais « Orléans » et de préférence « Enghien », pour-

rait régner derechef sur la France de la Révolution : aucun ne saurait, pour l'heure, l'apaiser, la satisfaire, ni au besoin la mater. « Il faut, dira Champagny à d'Antraigues, qu'il y ait *un homme de fer* pour aplanir les difficultés, et plusieurs trouvent que Bonaparte est cet homme-là. » Des sénateurs, continuera-t-il (il va jusqu'à dire la majorité du Sénat), partageaient son opinion et quelques ministres, et, de fait, le mystérieux « ami », qui, de Paris, va, tant d'années, révéler à d'Antraigues tant de curieux détails, écrira que le général Berthier « est convaincu qu'un Bourbon remontera sur le trône », mais ajourne son avènement à un temps où la France aura connu d'autres institutions. Mais ce même Berthier exclut résolument, en tout cas, comme Champagny et ses sénateurs, Louis XVIII de toutes les combinaisons. « Il devient furieux si vous lui parlez de Louis XVIII. » Celui-ci, au sens de tous ces gens-là, essaierait de réagir, de faire la contre-révolution, et, par là, déchaînerait une nouvelle révolution, et le futur duc de Wagram de conclure : « On a tant peur que, je vous le jure, on consentirait *à voir régner Lucifer*, s'il promettait que l'on ne reverrait plus de révolution. »

Le mot est caractéristique et nous ramène à Bonaparte.

Que des royalistes de sentiment ou de raison saluent dans l'homme de Brumaire le futur restaurateur des Bourbons ou celui qui, sans les restaurer, leur aplanira la voie, telles opinions valent au nouveau Consul dans le camp des ennemis de la Révolution, pour un temps plus ou moins long, une neutralité accueillante et parfois un renfort de partisans ; mais le monde de la Révolution va à lui, tout au contraire, parce que « l'on consentirait à voir régner Lucifer », pourvu qu'aucune nouvelle convulsion ne vienne jeter bas le régime adopté.

« Il faut, pour finir la Révolution, un roi créé pour elle, tirant ses droits des nôtres » : tel est, d'après Champagny, le sentiment de la masse des intéressés : « On ne fait pas une Révolution pour obéir aux vaincus, on ne prend pas leurs propriétés aux gens pour les leur rendre, et on ne s'investit pas de dignités pour les leur céder... *Il nous faut un roi parce que je suis propriétaire, et qui ait une couronne parce que j'ai une place...* » Voilà une face de l'opinion, et Fontanes, dès 1800, nous en montre une autre : « Nous retomberions dans l'anarchie », et l'anarchie, d'après Thibaudeau, ramènerait l'ancien

régime : La France « ne peut que gagner à confier à une main ferme le soin de la délivrer des factions qui ont failli la perdre », et c'est ce qui, ajoute-t-il, me fait remettre à d'autres temps la réalisation des principes pour lesquels nous avons combattu ». Un agent royaliste acclame Bonaparte parce qu'il veut « *refaire une tête à la Nation* ».

Une tête, une main, ce sont toujours ces expressions qui reviennent sous la plume ou dans la bouche des uns et des autres. Pour rétablir l'ordre, une tête et une main ; pour restaurer la concorde, une tête et une main ; pour remettre en marche la Nation un instant aveulie, une tête et une main ; pour consommer la Révolution en la faisant reconnaître par ses ennemis même, une tête et une main, — et pour ces ennemis mêmes de la Révolution, une main qui, si elle ne rétablit le roi ou si même elle ne lui prépare pas lointainement le terrain, écrase à jamais l'anarchie, péril aujourd'hui commun, et aux contre-révolutionnaires de la veille, et aux révolutionnaires nantis du jour. Une main extraordinairement ferme au service d'une tête extraordinairement puissante : qu'il doive se faire le Washington qui établit la République définitive ou Monck qui rétablit le roi, Cromwell qui ferme la bouche aux assemblées, César qui, ayant assumé la dictature, la conservera, ou finalement Auguste qui, à son profit, la transforme en nouvelle monarchie, un homme seul se présente, *un homme seul s'impose.*

...ET LE BESOIN DE PAIX

Il s'impose encore, et avant tout peut-être, pour réaliser la Paix. Et c'est le dernier trait.

La guerre durait depuis plus de sept ans et demi. On en sait l'origine, le caractère et les péripéties. Assaillie à la fois sur toutes ses frontières et sur toutes ses côtes, envahie un instant jusque dans le bassin parisien, menacée là où elle n'était pas encore attaquée et ayant dû affronter l'Europe presque tout entière, la France s'était, en un magnifique mouvement d'énergie, dressée contre tant d'ennemis et, les ayant reconduits jusqu'à ses frontières un moment violées, avait, par une vigoureuse et rapide contre-offensive, franchi ces frontières et, de Mayence à Nice en passant par Genève et Cham-

béry, conquis ses fameuses « limites naturelles » : le Rhin et les Alpes. Elle les tenait dès la fin de 1792 et de solennels décrets les avaient proclamées limites définitives, « limites constitutionnelles. » Mais, d'une part, l'Europe, ne se résignant pas à sa défaite, n'avait cessé de menacer les nouvelles conquêtes et, d'autre part, la France, si rapidement envahie jusqu'en Champagne à l'été de 1792, avait, à la lueur de l'événement, compris une fois de plus la nécessité primordiale pour sa sécurité, des nouvelles barrières. Derechef la grande question d'Occident s'était posée, la question rhénane. Ayant amené la Prusse à traiter à Bâle en même temps que l'Espagne, la France avait dû, pour forcer l'Autriche à céder, l'aller attaquer bien au delà des limites reconquises, dans la vallée du Danube, dans la vallée de l'Adige. L'Autriche avait capitulé à Campo-Formio et, un instant, on n'avait plus connu qu'une ennemie : l'Angleterre. Un instant, car tandis que se débattaient encore à Rastadt, avec l'Empire germanique, les conditions de la paix allemande, cette Angleterre, adversaire tenace, déjà reformait contre nous la coalition de l'Europe, y entraînant, avec l'Autriche, l'Empire et le royaume des Deux-Siciles, la redoutable Russie.

De l'agression subie en 1792, qui restait présente à tous les esprits, la France avait conclu, disais-je, qu'il se fallait faire des frontières plus lointaines et plus sûres. De l'attitude que l'Europe avait adoptée vis-à-vis de ces nouvelles frontières, conquises en 1792 et 1793, elle avait aussi conclu que, comparable à une ville, un moment envahie, mais qui recouvre ses murailles, elle devait flanquer celles-ci de bastions solides et les munir de postes avancés. Ainsi avait germé, jusque chez les plus humbles citoyens, l'idée qui, ayant prévalu dans le sein du Comité de salut public et, d'une façon plus précise, dans celui du Directoire, s'était traduite par la conquête de la Hollande à notre gauche, de l'Italie à notre droite et, au centre, de la Suisse : toute une *couverture* s'était ainsi constituée, de républiques créées par la France et étroitement inféodées, tandis que le rêve allait jusqu'à s'assurer la rive droite du Rhin : Turenne n'avait-il pas écrit : « Voulez-vous défendre la rive gauche du Rhin, passez sur la rive droite. » Et ainsi allait à se constituer déjà, en 1797, un *Empire* français, — sans Empereur, — et la guerre de défense à se muer en guerre d'agrandissement, en

guerre d'hégémonie. Un clairvoyant observateur l'avait prévu qui, la France étant délivrée des menaces immédiates, le 13 février 1793, avait écrit : « Quelque étrange que cela puisse paraître, la présente guerre est, de la part de la France, une *guerre d'Empire : si elle peut se défendre, elle commandera au monde.* » Mais Talleyrand aura le droit de déclarer, un jour, à un ministre d'Angleterre : « La France ne s'est agrandie que par les efforts renouvelés pour l'opprimer. »

Devant ces conséquences de la guerre même qu'elle avait allumée, l'Europe ne s'inclinait pas : ni l'Autriche, chassée de l'Italie en 1797, ne pouvait admettre de voir la France à Milan, ni l'Angleterre, que la conquête de la Belgique alarmait, ne pouvait admettre de la voir à Anvers et jusqu'à Amsterdam ; ni l'Europe tout entière ne pouvait admettre de voir le pays, dont elle avait en 1792 escompté le dépècement, réaliser en quelques années les rêves les plus audacieux de la vieille Monarchie par « l'insolente nation », et, par surcroît, pénétrant les plus lointains pays de son nouvel esprit, saper les trônes et miner les États. « Par le fait de la Révolution, disait un homme avisé en 1798, l'Europe est constituée en état de démolition dans toutes ses parties. »

La Grande-Bretagne surtout qui, avant 1789, avait, en dépit de la guerre d'Amérique, maintenu vis-à-vis de la France et du Continent, une supériorité politique et économique si profitable, la Grande-Bretagne qui, hier encore, après nous avoir dépouillés de nos grandes colonies, nous avait interdit de fortifier Dunkerque et, par le traité de commerce de 1786, avait tenu notre industrie en servage, ne pouvait même envisager la perspective que la Hollande nous fût inféodée, puisque la seule possession d'Anvers par la France faisait pâlir d'une furieuse inquiétude les hommes d'État de Saint-James comme les marchands de la Cité. Et, par surcroît, l'occupation des ports d'Italie, premiers jalons de l'hégémonie française dans la Méditerranée, surexcitait sa colère et ses angoisses. Pour contraindre *Albion* à désarmer, le Directoire avait fait plus : ne se contentant pas d'occuper, en 1798, Ancône et Tarente, le gouvernement français avait décidé l'expédition d'Égypte qui déjà, d'une façon avouée, n'était qu'une première étape vers les Indes et à laquelle avait préludé la conquête de Malte, tandis que, réponse à l'intrusion des Anglais dans l'insurrection

de la Vendée, la France, agitant l'Irlande, faisait mine d'y jeter une armée. Enfin, pour répondre cette fois au blocus étroit des côtes, le Directoire n'avait-il pas esquissé le premier plan du blocus continental qui fermerait, tout au moins de Hambourg à Tarente, l'Europe à la marchandise anglaise. Anvers suffisait d'ailleurs : « Considérez, écrira en 1813 lord Castlereagh, qu'enlever Anvers à la France, c'est par dessus tout *l'objet le plus essentiel aux intérêts britanniques*. » Dès 1792, c'était le cauchemar qui hantait les veilles de l'Angleterre : que devaient être ses veilles quand la France la menaçait partout?

Ainsi avait-elle été amenée, dès le lendemain de Campo-Formio, à renouer une nouvelle coalition dont le tsar Paul s'était fait le fougueux champion et Souvarow l'exécutant le plus dangereux. Par une série de défaites nous avions été ramenés, sinon à nos anciennes frontières, du moins à nos nouvelles limites, et la République menacée de Nice à Anvers d'une nouvelle invasion, tandis que les flottes anglaises, en bloquant notre armée en Égypte, rendaient stériles les victoires de Bonaparte sur le Nil. Celles de Brune en Hollande et de Masséna en Suisse n'avaient, nul n'en doutait, qu'ajourné pour peu de temps la ruée de l'Europe, poussée, talonnée et, par ailleurs, nourrie de subsides par le cabinet de Saint-James. A la vérité, la Prusse conservait la neutralité; cette puissance de proie, « cancer politique de l'Allemagne », va écrire un diplomate suédois, espérait, par cette attitude, se faire payer cher, avec les dépouilles de l'Empire allemand menacé de dissolution, l'appui qu'elle prêterait à celui qui, finalement, lui paraîtrait devoir l'emporter : elle s'était réjouie secrètement de la défaite des troupes russes en Suisse. « Mon frère Paul..., a dit le roi de Prusse, s'était enroué à force de chanter *Te Deum* : il pourra se reposer à présent. » Que serait la joie de cette Prusse, si l'Autriche, sa vraie rivale, connaissait en Italie un nouveau Rivoli? Mais, jouant sur les deux tableaux, tandis qu'elle assurait le Directoire de sa fidélité, payée de promesses, elle laissait aux Alliés l'espérance d'une nouvelle adhésion moyennant de sérieux agrandissements en Allemagne : « neutralité oscillante », suivant l'expression de Sorel, aussi dangereuse à certains égards qu'une hostilité déclarée.

La Russie, battue très loin de ses frontières, n'en avait senti

que de l'irritation : le tsar Paul, il est vrai, rejetant, très justement, la faute de ces défaites sur ses alliés, semblait momentanément enfermé dans une inactivité boudeuse ; mais sa haine de la France révolutionnaire continuait à s'exprimer en propos furieux et d'ailleurs toute décision, — et la plus violente, — était possible chez cet homme au cerveau exalté dont le désordre se traduisait depuis toujours dans les ordres et les contre-ordres les plus inattendus. La guerre continuait donc à être horriblement menaçante et pourrait soudain se faire mortelle.

Elle avait été ruineuse : sept ans, il avait fallu entretenir de front trois ou quatre armées, et si l'armée d'Italie avait rapporté beaucoup plus qu'elle n'avait coûté, c'était là une exception dans l'histoire des campagnes. Les armées, même mal nourries et fort irrégulièrement payées, pesaient si lourdement sur le trésor, que rien n'avait plus contribué, sauf à l'époque où Bonaparte expédiait des millions d'Italie, à compromettre les finances. Par ailleurs, si les batailles coûtaient moins cher en hommes que nos modernes campagnes, ces sept années de combats sur trois et quatre fronts n'en avaient pas moins fait dans les rangs de nos soldats des trous profonds ; le pays commençait à voir revenir les mutilés par milliers, et il eût suffi que la conscription, établie par la Convention, enlevât aux foyers et aux sillons les bras les plus vigoureux pour que la guerre commençât à paraître insupportable. Enfin les affaires, déjà si cruellement atteintes par l'anarchie intérieure, étaient réduites au marasme le plus noir, notamment par la guerre maritime et l'on se rendait déjà compte que celle-ci ne pourrait prendre fin que le jour où une paix continentale solidement assise découragerait la ténacité britannique.

L'élan patriotique de 1792 avait, jusqu'à la fin de 1793, exalté les âmes : peu à peu, cet élan était tombé ; les revers avaient succédé aux victoires ; l'affaissement général des esprits avait hâté la lassitude des cœurs. Les victoires d'Italie seules avaient, naguère, pour un instant, causé un sursaut d'enthousiasme ; mais la paix de Campo-Formio faisant, un instant, croire à la pacification générale de l'Europe, avait été accueillie avec un bien autre enthousiasme que la victoire de Rivoli et c'était à la paix conclue, plus encore qu'à la victoire

remportée, que Bonaparte avait dû la délirante popularité dont il avait joui durant son séjour à Paris en l'an VI de la République. On s'explique dès lors que son retour d'Égypte eût été salué par les cris de : « Vive Bonaparte! Vive la paix! »

« Le cri unanime est la paix! » affirme, au lendemain de brumaire, Fouché, habitué à bien discerner les exigences de l'opinion et, à la même époque, un agent étranger écrit à son tour : « On ne parle dans ce moment que de la paix. Cela réunit toutes les volontés et réconcilie tous les partis. » Les armées elles-mêmes y aspiraient : les plus vaillants soldats se sentaient fatigués; beaucoup avaient fait toutes les campagnes depuis Valmy et Jemmapes jusqu'aux derniers et durs combats de la dernière campagne ; ils avaient souffert des misères que les victoires éclatantes, de Fleurus à Rivoli, avaient parfois fait oublier, — et les charmes de la vie d'aventure, — mais qu'avaient fait plus cruellement sentir les revers et les retraites de l'été de l'an VIII; l'armée du Rhin piétinant derrière le fleuve et l'armée d'Italie réfugiée sur la corniche de Gênes et de Nice voyaient sous de plus sombres couleurs la guerre éternelle. « Les bruits de paix commencent à circuler, écrit à Ney un brave soldat. *Puisse cette déesse bienfaisante répandre bientôt ses faveurs sur notre patrie* » ; et si l'on se croit condamné, pour forcer l'Autriche à céder, à entreprendre une nouvelle campagne, « cette campagne, écrit un soldat, aura *un but déterminé qui est la paix*. Les Français feront un dernier effort pour parvenir à ce but, ce qu'ils auraient été éloignés de faire si Bonaparte n'avait pas entrepris l'initiative d'une pacification solide. » Les manifestations de joie qui salueront, quelques mois après, le moindre bruit de négociations sérieuses à Lunéville, l'explosion d'allégresse qui accueillera l'annonce des traités conclus sont assez caractéristiques de l'état d'esprit d'une nation qui ayant, en 1792 et 1793, couru aux armes pour sa défense, n'avait jamais accepté la guerre de conquête que comme une conséquence et je dirai même une condition de cette défense. *Enfin nous y voilà* ! Ce sera le titre d'une des pièces de circonstance jouées après la paix de Lunéville. Ce sera le mot de toute la nation. Un observateur ira jusqu'à écrire, le 16 thermidor VIII, « le désir de la paix est tel que le public paraît disposé à la recevoir avec acclamation, *quelles que puissent être les conditions* ».

L'observateur, ici, se trompait : le peuple en masse, — et c'est ce qui compliquait le problème, — s'il aspirait à la paix, se fût révolté contre une paix qui eût eu pour conditions l'abandon des conquêtes de la Révolution et un désaveu de la gloire moissonnée, voire un abaissement, si petit fût-il, de la grandeur acquise aux jours de gloire.

En 1791, pas un Français n'avait désiré la guerre ; jamais peut-être le pays n'avait été si pacifique ; ayant fait sa Révolution, il entendait bâtir dans la paix le nouveau monument qui remplacerait l'ancien ; les doctrines philosophiques étaient *pacifistes*, avec une nuance très nette d'internationalisme humanitaire, et la fameuse motion votée par la Constituante le 20 mars 1790 : « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes » eût certainement été acclamée par le pays. Mirabeau, on s'en souvient, avait alors signalé ce qu'avait d'imprudent, « devant une Europe en armes », ce désarmement moral, et l'événement lui avait donné raison. L'Europe, tenant pour un aveu de faiblesse cette déclaration chimériquement généreuse, s'était jetée sur la France.

Celle-ci avait compris par une si rude leçon, — l'ennemi une fois repoussé, — que la paix ne se *décrète pas*, qu'elle *se conquiert et s'impose*. Et, par une réaction violente, elle s'était enflammée pour cette guerre où elle défendait le territoire envahi, puis pour cette grande contre-offensive, où elle voyait une sorte d'entreprise de propagande et de prosélytisme. Liant l'idée de la Guerre à celle de la Révolution, les grands révolutionnaires, de Brissot à Danton, avaient déchaîné un accès de patriotisme presque sauvage, mais créé aussi un état d'âme collectif qui s'était longtemps perpétué. Nous ne sommes pas un peuple militariste, nous ne sommes pas un peuple guerrier, mais nous sommes un peuple enthousiaste ; nous fondons dans l'exaltation : la victoire, après d'angoissantes alarmes, avait exalté chez nous l'orgueil atavique ; car si nous ne sommes pas belliqueux, nous sommes glorieux. Notre orgueil légitime est d'avoir été, mille ans, la nation qui, sur tous les terrains, a marché, sauf de rares éclipses, à la tête des nations. Par ailleurs, la masse a toujours eu conscience que la France, refaite sous nos rois par le lent « retour » de ses provinces à la mère patrie, ne serait complète, et d'ailleurs assurée que

lorsqu'elle aurait atteint les « limites naturelles » : les mers, les Pyrénées, les Alpes, le Rhin. Le XVIIIe siècle avait endormi l'orgueil français et affaibli l'idée des limites naturelles quand il ne restait pas grand chose à faire pour la réaliser. Lorsque, l'ennemi repoussé à Valmy, on avait poursuivi ses armées et franchi les frontières, l'orgueil s'était réveillé et avec lui les grands rêves.

Les limites nouvelles atteintes, on les considéra comme sacrées, aussi sacrées que les Droits de l'Homme : on ne pouvait pas plus, sans être un contre-révolutionnaire, un agent de Pitt et Cobourg, un « traître », contester le droit aux « limites » que le droit à l'égalité. Danton avait solennellement proclamé notre devoir de les atteindre, notre devoir de les garder et sa grande voix avait traversé la Révolution. Nul n'eût osé, dans les Assemblées, proposer, même aux pires heures, qu'on abandonnât le Rhin et les Alpes. Nul, dans le peuple même, n'eût admis qu'on y renonçât. Bien plus, la nation avait été entraînée par ses dirigeants révolutionnaires vers ces rêves de grandeur que les victoires remportées semblaient autoriser : les *Marches* créées, en Hollande, en Suisse, en Italie, elles lui paraissaient nécessaires. Albert Sorel établit bien que Bonaparte lui-même eût-il voulu sacrifier l'Italie, se fût vu désavouer. La libération des peuples aboutissant à l'inféodation paraissait à tous très naturelle. La France était la nation libératrice ; elle se devait à sa mission de ne pas abandonner « les esclaves dont elle avait brisé les fers ». Inconsciemment, elle collaborait à la pensée des dirigeants : assurer la défense de la cité, naguère assaillie, par de solides postes avancés.

Enfin, un dernier sentiment s'était, sinon créé, du moins exalté et fortifié : la haine de l'Angleterre, de « la perfide Albion ». On sentait qu'elle était derrière tous les « despotes » : on la savait fautrice des insurrections à l'intérieur; et il suffisait que, par le blocus de ses flottes, elle mît hors de prix le sucre et le café pour qu'elle fût détestée. Pitt était l'objet d'imprécations presque rituelles, mais sincères, parce qu'il incarnait Albion. L'antipathie séculaire, les vieilles rancunes s'étaient réveillées ; il y avait cinq cents ans qu'elle était l'ennemie. Les insurgés de l'Ouest eux-mêmes, que l'Angleterre soutenait de ses subsides, il ne fallait pas qu'ils la vissent ou la devinassent trop

clairement derrière eux ; ils l'accusaient volontiers de trahison et les émigrés, de leur côté, même hospitalisés par elle, même nourris par elle, ne la pouvaient sentir. C'est avec une sorte de joie que le duc d'Enghien va écrire, à son père : « Vous connaissez comme moi l'horreur qu'inspire en France le nom anglais ». Dès lors, toute entreprise faite pour réduire l'Angleterre, l'humilier, la ruiner, voire la faire crouler, a été populaire, — même l'excentrique expédition d'Égypte, même le projet chimérique de descente en Irlande.

UN HOMME S'IMPOSE

Tous ces sentiments nés de la guerre de défense et surexcités par la guerre de conquête, la conscience que le pacifisme sans précautions a failli nous perdre, l'orgueil né des victoires, la satisfaction d'avoir reconquis les « limites », la foi dans la nécessité de protéger cette conquête, la haine des tyrans, l'abomination d'Albion, tout cela s'est fondu en un sentiment si tenace, que les défaites de l'an VIII, si elles ont abattu les grands enthousiasmes, n'ont pas entamé les grands principes. La paix, oui, la France la veut, y aspire, la réclame, mais point du tout « quelles que soient les conditions ». Si c'est vers Bonaparte que les cris de « Vive la paix » se sont élevés, c'est que, vainqueur, il a jadis imposé une paix qui consacrait la gloire du pays, les limites acquises, les marches conquises et c'est parce qu'on attend de lui le même éminent service. On a eu le sentiment, même après les victoires de Brune et de Masséna, que ces victoires étaient sans lendemain et, arrêtant la défaite, retardant l'invasion, n'imposaient pas la paix. On a acquis la conviction qu'il fallait de bien autres victoires et qu'un homme était seul capable de les faire décisives; que le grand chef militaire qui déjà avait vaincu et pacifié et dont, après Campo Formio, des chefs civils avaient, par une politique maladroite, compromis l'œuvre, ne devait pas être un simple général, commandant une armée ou même toutes les armées; que, pour être décisives, les victoires devaient être préparées par la réorganisation intérieure et exploitées par une politique extérieure sûre d'elle-même; et, qu'en un mot, il fallait qu'une même main, cette fois, menât toutes nos affaires.

« Si nous avons paix dedans, nous avons paix dehors », disait la devise de Metz. On aurait paix dehors, après que serait établie la paix dedans, et, des négociations diplomatiques aux opérations militaires, la condition de cette paix était que toutes les opérations fussent cette fois liées par cette seule main.

Et toujours on revient, par toutes les voies, pour toutes les circonstances, pour toutes les nécessités nationales, à la conception d'un homme qui, pour tout diriger, tienne tout dans sa main. La restauration de l'ordre, le rétablissement de la concorde, la remise en route du travail, l'organisation rationnelle des institutions nouvelles, la protection des principes essentiels et des intérêts créés exigent un homme; cet homme ne peut être un des princes, ils sont compromis; cet homme ne peut être du monde des politiciens, ils sont compromis; la nécessité de fonder définitivement la paix extérieure par la victoire des armes veut que ce soit un soldat, mais un soldat supérieur aux autres soldats, supérieur aux autres hommes, — « au-dessus de ses contemporains et du siècle même », a dit la grande Catherine.

Bonaparte sortait tout armé des vœux de la nation.

Louis Madelin.

(*A suivre.*)

UN CHATEAU SUR LE FRONT

JUIN 1918

Juin ramène au château de Pronleroy (Oise), un glorieux anniversaire. C'est de là que, le 11 juin 1918, le général Mangin a mené l'attaque victorieuse qui inaugurait la reprise de la guerre de mouvement.

Ce logis, si essentiellement vieille France, l'ancien domaine des marquis de Lancry-Pronleroy qui le reconstruisirent au XVII^e siècle, était devenu, en 1913, la propriété de la marquise de Foucault qui s'y installa au printemps de 1914. Elle s'y trouvait encore, avec sa fille aînée, au printemps de 1918. Du journal, qu'elle a tenu pendant toute la guerre, nous sommes heureux de pouvoir détacher ces pages, qui sont, dans leur simplicité, un si beau témoignage de bravoure féminine, à la manière élégante et fière de chez nous.

L'OFFENSIVE ALLEMANDE EST DÉCLENCHÉE

Fin mai.

Aussitôt levée, je prends mon service d'hôtelière, ranger les chambres que les officiers d'un cantonnement viennent de quitter pour que ceux du suivant les trouvent prêtes, les lits faits, les cabinets de toilette pourvus de linge, rapporter les meubles qui se promènent d'une pièce dans l'autre. Je vais faire un tour dans la cour de la ferme, voir ce que deviennent mes animaux, mes fourrages; peu d'hommes, peu de chevaux : il y a eu des départs cette nuit. Dans l'après-midi, allées et venues de courriers. Le pays est plein de troupes qui montent, qui descendent ; des contre-ordres : on n'y comprend rien, surtout dans le civil. Journée longue, angoissante. A sept heures, au

moment où je vais me mettre à table, on me demande à la cuisine. C'est un officier qui a mis pied à terre; très pressé, il se tient sur le seuil.

— Madame, le fourrier sort de la mairie : le colonel, les officiers seront logés au château, les batteries dans vos servitudes ; avez-vous quelqu'un pour piloter mon fourrier ?

— Personne ; mon nouveau garde n'arrive ici que demain ; mais j'ai l'habitude, je lui montrerai.

— Ah ! madame.., est-ce que vous savez ?

— Je ne sais rien. Qu'y a-t-il ?

— L'offensive... la grande ruée allemande est déclenchée !

La voix est si angoissée que cela me porte un coup.

— En quelle direction cette offensive ?...

L'officier est déjà à cheval ; il me jette :

— Front de Champagne, Reims, Soissons.

Le fourrier arrive, un petit blondin tout jeune, que le château intimide. Il se perd entre les deux escaliers.

— Y a pas de bon sang, jamais je ne me reconnaitrai dans cette cambuse-là !

— Mais si, voyons, vous avez des numéros sur les portes des chambres, et, dessous, des pancartes où écrire les noms des officiers. D'ailleurs, je serai là à votre arrivée, pour vous mettre sur la bonne voie... vers quelle heure ?

— Le régiment débarque à Moyenneville sur les neuf heures.

La nuit d'été tombe lentement, une merveilleuse nuit, chaude, embaumée, lumineuse; la lune rose, énorme, ironique, verse sa désolante clarté. Les canons s'animent, donnent de la voix; toujours de nouvelles batteries; cela ronfle, vrombit, hurle, siffle, devient formidable ; les mauvais grêlons s'en mêlent : le premier passage, le fracas de cataclysme, l'ébranlement sans nom des torpilles...

Une demi-heure de calme relatif. Seconde escadrille, et celle-là tournera des heures au-dessus du pays ! Éclatements qui semblent sur nous. Est-ce que cela tombe dans le parc, sur le château ? Les murs tremblent et les vitres claquent sans discontinuer.

Je songe à la responsabilité que j'ai avec ma domestique, veuve de guerre, et son enfant ; faut-il les faire descendre à la cave ? mais ce petit est enrhumé, tousse, la cave est

humide. Le mieux est d'attendre un avis; il est onze heures; le régiment va arriver : je saurai quel parti prendre... Mais cette attente est trop longue pour des nerfs de femme : voilà que j'ai peur, tout à fait peur ! Je quitte ma fenêtre du corridor d'où je surveille l'avenue, pour monter au grenier du nord où la lucarne ouvre en plein ciel : excellent observatoire. L'horizon est en feu. Fusants, percutants, projecteurs, fusées, cela forme le plus terrifiant et féerique des feux d'artifice, et semble proche à toucher de la main.

Des ombres noires en écran ; encore une escadrille boche; je suis redescendue dans le corridor : il me semble que la prochaine torpille sera sur nous et que ce sera fini de cette angoisse sans nom !

Que fait le malheureux régiment qui débarque sous ce tragique bombardement aérien? Minuit, rien. Une heure... Des petites lumières au bout de l'avenue, des cyclistes, un roulement de voitures, cliquetis de mors, des chevaux qui s'ébrouent, la cour s'emplit d'un tumulte de cavaliers. Voilà le régiment. Je me précipite au-devant du premier survenant qui monte l'escalier dans la lueur diffuse de sa lampe ; on se nomme.

— Le colonel.

— La propriétaire... Est-ce que l'offensive est sur nous?

— Une démonstration un peu chaude... Mais c'est de là-haut que ça tombait : une escadrille nous a dépistés et ne voulait plus nous lâcher... Mitraillés au sortir des wagons, pendant le débarquement... Sur la route de la Neuville, second bombardement : flanqué tout le monde dans les fossés... Des chevaux tués; pas trop de casse tout de même!

— Vous êtes sûr que ça ne tombe pas sur le château ?

— Ce sont les torpilles qui secouent comme ça... Nous sommes à un kilomètre au moins des points de chute... et je parle en artilleur, vous savez... Il y a aussi le départ de nos batteries, pas loin... Et puis, avec tout ce sacré fourbi, contre-ordre : le régiment ne part plus pour la Champagne... Mais vous êtes toute pâle, madame, vous êtes seule ici... vous avez peur?

— Oui, pour une fois.

— Il faut vous remettre : pour cette nuit, c'est fini. Où me logez-vous?

— Ici, chambre des généraux.

— Peste!.. Voilà ma cantine... Venez manger du chocolat avec moi; ça vous remontera le moral; j'ai du chocolat suisse à la noisette excellent. Je vais vous montrer sur les plans d'où on tire sur nous et les points de chute.

Le colonel, — qui est un lieutenant-colonel faisant fonction, — tire ses cartes, les étale, me fait suivre du doigt des graphiques rouges, demande des verres, fabrique un grog, m'en fait boire. Je me dérobe :

— Et vos officiers qui sont en plan dans les couloirs avec votre fourrier qui ne peut pas se retrouver dans mes deux escaliers! Laissez-moi faire mon métier d'hôtelière : à présent, je n'ai plus du tout peur.

Le lendemain, on apprenait que les torpilles allemandes de cette nuit tragique avaient tué sur leur pièce tous les servants de la batterie anti-aérienne de la Neuville-Roy ; batterie située à 1 kilomètre et demi à vol d'oiseau de Pronleroy.

LES DIABLES BLEUS

6 juin.

Réveillée en sursaut de très bonne heure. La femme de chambre m'annonce :

— Il y a un bataillon de chasseurs qui va cantonner au château; le capitaine de Chavagnac demande Mme la marquise. Il est de la Mayenne : il dit que madame doit connaître son nom.

Aussitôt habillée, je me précipite dans la cour. M. de Chavagnac, très homme du monde, se confond en excuses de déranger de si matin une châtelaine ; il vient en fourrier et m'annonce son commandant, M. de la Guillonnière, pour l'après-midi ; tout le bataillon sera cantonné au château. Je parcours les chambres avec le capitaine, je lui montre la grande salle à manger que j'accorde pour la popote, ce dont il me remercie beaucoup. Entre temps, on cause de Mayenne, d'Anjou, on échange des nouvelles de ceux qui sont aux armées.

Je déjeune en vitesse avec ma fille; nous nous occupons à remplir de fleurs les vases de la grande salle en attendant la visite du commandant de la Guillonnière; mais c'est un groupe d'officiers de tanks qui survient. M. de Chavagnac fait les présentations. Ils sont arrivés cette nuit de la région de Compiègne, leurs chars se dissimulent dans mes bois. J'offre des chambres

à ces officiers. Non, ils ne peuvent quitter ni leurs hommes ni leurs tanks. Le commandant de la Guillonnière paraît : présentations, ma fille, Simone, lui parle d'Orléans, de l'alliance avec notre famille, de nos parentés communes, puis j'interroge :

— Il y a vraiment bien des troupes en marche dans le pays; le canon tonne plus dru, les raids se multiplient : est-ce que cette fameuse offensive de Champagne ne nous préservera pas de mouvements d'avance de nos côtés ?

Comme toujours de militaire à civil, le commandant ne veut pas dire grand chose. Peu à peu il se laisse aller à causer plus intimement; il s'étonne de voir deux femmes installées si près du front.

— J'y suis restée toute la guerre.

— Souvent les chasseurs sont des oiseaux d'orage; on les envoie où les nuages s'amassent; mais ce printemps nous n'avons pas eu la veine de joindre l'ennemi; voilà deux fois qu'on nous signale un point stratégique d'où le Boche a fui quand nous arrivons; espérons, pour vous, madame, qu'il en sera encore de même cette fois-ci.

Très curieuses de voir des tanks, Simone et moi partons à leur recherche. Nous tournons par un petit sentier, dépistant les factionnaires de l'entrée de la place, et tombons, sans qu'on nous voie, sur le boulingrin où sont rangés les monstres au repos. Par la porte des carrosseries ouvertes on voit la machinerie luisante, la gueule trapue des gros canons, les tourelles avec leurs meurtrières, les bancs d'arrière des hommes. Ces chars sont beaucoup plus petits que je ne croyais. Pas d'officiers; assis par terre, des soldats mangent, rient, jouent comme des enfants. Du boulingrin nous entrons dans les bois; les chars sont passés en plein taillis, s'y sont rembuchés : on en voit de tous côtés. Un sous-officier lève les bras au ciel d'un air furibond.

— Malheur ! Y a donc pas de plantons ici, pour écarter les civils ? On ne doit point voir ça, vous entendez.

Je le prends de haut.

— C'est que je suis chez moi ici, je suis la propriétaire du bois.

— Me f... des propriétaires !

Par bonheur, mon garde, Aristide, arrive avec un gradé pour constater les dégâts du passage des tanks : cela détourne la colère de notre homme qui se joint à eux.

Nous nous en allons, — par le plus long, — pour voir encore le campement si pittoresque, les tentes des officiers.

Le parc fourmille d'uniformes : il y a branle-bas dans la cour de la ferme. On me cherche. M. de Chavagnac veut me voir tout de suite, il m'attend à la grande salle.

— Les chasseurs partent plus à l'avant : ils vont être remplacés, aujourd'hui même, par le 2e bataillon.

M. de Chavagnac s'excuse avec toute la politesse possible de la peine qu'il m'a donnée. Non, il ne veut pas boire le coup de l'étrier, il n'a pas le temps; on se serre la main, je dis la phrase dont j'accompagne toujours ceux qui partent au danger :

— Que Dieu vous garde, mon capitaine.

— Qu'il nous garde tous.

A cinq heures, arrivée du capitaine de Margerie, chef du groupe du bataillon débarqué dans la cour; un grand blond, un peu raide, genre officier anglais, très chic. On recommence la visite des chambres, l'installation des hommes dans les bâtiments de la ferme. J'exprime quelque inquiétude de ces allées et venues de troupes, si subites, si nombreuses.

— Mais c'est pour cela que vous n'avez rien à craindre : le 9e corps, le 20e, cinq divisions en profondeur sont échelonnées entre Pronleroy et les Boches, des corps d'élite! Si ces troupes-là ne tiennent pas... Et puis il y a les diables bleus. Nous sommes nombreux par ici, et nos petits gars sont un peu là, je vous assure; lorsqu'on sait les chasseurs arrivés, l'offensive s'apaise : l'ennemi nous connaît et l'on nous reporte partout où ça chauffe.

— Les communiqués ne sont pas bons..., cette infiltration de l'ennemi en Champagne...

— Ah! si vous croyez les communiqués! L'échec du Chemin des Dames est très explicable : une division fatiguée, dont on a cru qu'elle tiendrait dans une excellente position défensive et qui, prise par les gaz, a lâché pied, entraîné l'effondrement de la défense au centre... En somme, un échec partiel, comme il en arrive à la guerre, du plus au moins.

Celui-là, c'est le chef qui ne peut pas envisager la défaite, qui ne *veut* pas la croire possible. Cette belle confiance est contagieuse, nous remplit d'espoir. Nous allons à travers bois, Simone et moi, faire notre pèlerinage à la Vierge miraculeuse de Cernoy. Il y a de la cavalerie massée sous les futaies de Trois-

Étots; un régiment de ligne à Cernoy, une table de popote sur le tertre, à la porte de la petite chapelle qui est ouverte.

Au retour, nous trouvons un groupe d'officiers de tanks assis sur les bornes près de la grille; je les engage à entrer dans le parc.

— Oh! comme il est fleuri!... Est-ce que vous nous permettriez, madame, de cueillir des roses? Cela nous ferait tant plaisir...

— Cueillez tout ce que vous voudrez.

Un cycliste arrive à toute allure.

— Le capitaine?

— Qu'est-ce que tu veux?

— Mon capitaine, le dîner est servi dans le bois.

— Il attendra. Fiche-moi la paix : on est en corvée de fleurs, on cueille des roses-thé.

Ce petit capitaine, si alerte, si jeune, passera son temps couché sur le perron avec les officiers de chasseurs, toujours mordillant une rose; un air d'enfant volontaire, une allure glissante, dansante, de Pierrot noir tragique.

Vendredi, 7 juin.

Grand branle-bas matinal dans le château; le groupe des chasseurs cantonnés à Cressonsacq rejoint celui de Pronleroy; le capitaine de Margerie cède sa chambre au commandant Bénier et prend celle du capitaine Launay, celui-ci ne voulant pas se trouver dans la poche du commandant. On l'installe dans la chambre bleue. Le commandant a fait dire qu'il arrivait ici sans rien vouloir déranger dans le château; mais son état-major s'empare des chambres déjà occupées par le groupe de Margerie. Je recommence mon métier d'hôtelière bénévole, prends ma voix de commandement. J'interdis que chaque ordonnance s'empare des meubles qui lui conviennent pour les porter dans la chambre de son officier, ce qui cause une pléthore de meubles dans certaines pièces et un complet dénuement dans d'autres; je décide que les officiers déjà installés dans l'aile droite y resteront; les autres s'accommoderont des chambres de l'aile gauche, telles quelles.

Mais il y a les secrétaires, les courriers, les ordonnances

à loger... On transporte des lits militaires : c'est un va-et-vient de literie, de brocs d'eau, de tubs.

Après déjeuner, rencontre sur le perron du commandant, très aimable. La propriétaire reprend ses droits : j'insiste pour qu'on ne fasse pas pâturer le foin des prairies, pour que les chevaux ne soient pas attachés aux arbres fruitiers dont ils rongent l'écorce ; je demande qu'on me répare la porte du parc, défoncée par les dernières troupes, qu'on remette en état la pompe de la cuisine.

— Nous avons tous les corps de métiers parmi nos sapeurs; on va vous en donner autant que vous voudrez, pour réparer tout ce que les autres soldats ont mis à mal, et on va faire un règlement affiché dans la cour pour sauver des déprédations foin et arbres.

Au crépuscule de cette belle journée, nous faisons, ma fille et moi, le tour de la prairie. Rencontré M. de Margerie, qui à plusieurs reprises nous a croisés aujourd'hui sans avoir l'air de nous voir, avec ce dédoublement de l'officier en campagne, d'une grande politesse en dehors du service, mais, sitôt que l'heure de ce service arrive, n'ayant plus à connaître l'élément civil devenu inexistant, comme invisible. Le capitaine de Margerie s'avance, très empressé.

— Madame, nous vous cherchions : voulez-vous nous faire l'honneur de prendre une tasse de café avec nous sur le perron?

— Très volontiers, mon capitaine.

Les lieutenants de Grouchy et d'Argenlieu nous apportent de la grande salle des fauteuils; les ordonnances placent une table de leur cuisine qu'ils recouvrent d'une toile cirée, mettent les tasses; et les préparatifs en restent là.

On nous présente deux aviateurs de l'escadrille Fonck, venus dîner et qui repartent à l'instant. J'offre des liqueurs. Ces alcools dont la vente est prohibée sont accueillis avec enthousiasme. Simone verse des petits verres à n'en plus finir. Le café arrive, avec des piles de morceaux de sucre dans un bol, et l'on cause comme dans un salon, — dans le calme enchanté de la nuit, clair de lune, parfum des roses, brise ondulant sur les foins embaumés, — pris à une douceur de vivre dont chacun sent tout le prix. M. de Margerie envoie chercher le livre du bataillon sur lequel il recueille les signatures marquantes. A la première page, une aquarelle de l'escadrille des

Cigognes et la signature de Fonck. Le groupe Margerie attend les officiers de l'escadrille à déjeuner et déplore que le groupe Bénier détienne la salle à manger; j'offre la grande salle, nous serons des convives. On me demande de signer aux deux tiers d'une page blanche, pour laisser à M. d'Argenlieu la place d'une silhouette aquarellée de Pronleroy avec le groupe que nous y formons ce soir. Simone signe aussi. Nous tournons les pages de ce livre très joliment illustré par les officiers.

On fait projet sur projet et l'on se quitte très tard sous les grandes vagues de clarté qui argentent tout le parc.

Samedi, 9 juin.

Journée relativement tranquille. Ma fille hésite à reprendre sa chambre du premier étage; elle qui n'a pas l'habitude des raids, les bombardements aériens la font sursauter; aussi a-t-elle transporté ses pénates dans une antichambre obscure du rez-de-chaussée, dans une partie entresolée des ailes qui mettent plusieurs étages entre elle et les éclatements. Elle dort bien dans cette sorte de cave; le jour elle reprend son appartement.

Depuis que l'institutrice du village, M^me^ Leroi, étant partie pour affaires, n'a jamais pu obtenir de laisser-passer pour rentrer dans notre zone, ma fille s'est chargée de faire l'école à sa place, dans la journée, pour laisser un peu de repos aux mères de famille. Mais, cet après-midi, la fanfare des chasseurs s'est installée dans le parc et répète, sonneries diverses, pas redoublés, bref un tintamarre qui transporte d'aise les enfants, et il n'y a aucune classe possible à leur faire au château: l'essaim prend sa volée et s'en va tourbillonner autour des musiciens.

Or, le commandant Bénier vient vers moi, m'invite très cérémonieusement à prendre le thé demain dimanche; la fanfare exécutera pour nous ses airs les plus brillants... Voilà donc le secret de cette frénésie musicale et de ces préparatifs culinaires mystérieux!

On se promet beaucoup de plaisir du grand goûter de demain pour lequel on a lancé des invitations dans les cantonnements proches... Et puis on a fait tant et de si beaux gâteaux!

Dimanche, 1 heure du matin.

Je me suis endormie au son de la canonnade habituelle, de l'habituel ronronnement des aviatiks.

Un grand coup ébranle ma porte; j'entr'ouvre, tout engourdie de sommeil; ma fille me crie :

— Ils partent! C'est l'alerte. L'offensive est déclenchée sur notre front!

Je sors dans le corridor : officiers, ordonnances, soldats, tout le monde court, s'agite dans l'obscurité rayée d'éclairs brusques de lampes électriques. Le roulement de l'artillerie est continu. Le commandant me fait un bref salut en descendant l'escalier; le capitaine Launay s'approche de moi :

— Il faut avoir confiance : on les empêchera de passer. Mais avez-vous des masques? Défiez-vous de l'odeur de chocolat : ce sont les plus mauvais gaz.

Un petit major remonte en courant :

— Ça y est! La vague arrive dans la cour. Faites fermer toutes les portes et fenêtres, et montez le plus haut possible.

Un serveur demande les clefs de la salle à manger. Au lieu de remonter l'escalier pour les lui porter, Simone se précipite à travers la cour; elle assure que ça ne sent plus; mais moi, je continue à respirer très difficilement; du reste, j'ai une forte migraine, je m'endors de fatigue. Simone veille un peu auprès de moi, puis va se jeter sur un matelas dans sa chambre : la canonnade mollit un peu.

5 heures.

La canonnade est maintenant formidable et se rapproche sensiblement. On entend le déchirement sec et strident des éclatements.

Le cuisinier, le serveur, une ordonnance des chasseurs sont à la cuisine; l'un d'eux m'apporte une tasse de café brûlant. Nous descendons au réduit de Simone: dans cette pièce intérieure, sans air, sans lumière, le bruit arrive très amorti. Mais ne rien voir et ne rien savoir m'impressionne horriblement, et surtout de sentir là ma fille, jusqu'ici si soigneusement écartée aux heures dangereuses et arrivée là pour la menace la plus directe, puisque nous sommes sous une bataille marchante et qui se dirige sur nous. J'ai pris un livre laissé tout ouvert

sur le billard par les chasseurs : j'ai beau relire trois ou quatre fois les mêmes phrases, je ne comprends pas, je ne suis aucun sens; mon cerveau ne peut que compter les coups, évaluer les distances. Tout craque, tout vibre, tout tremble autour de nous.

A 8 heures, nous partons pour l'église; je voudrais décider le curé à dire tout de suite une messe basse. Sait-on ce qui peut arriver d'ici dix heures et demie? L'abbé V... n'accorde aucune attention à la bataille : le service devra avoir lieu comme à l'ordinaire, la messe basse à Cressonsacq, la grand messe avec sermon à Pronleroy.

Nous prenons du thé dans ma chambre et décidons, ma fille et moi, d'emballer l'argenterie, les souvenirs de famille, les bibelots les plus précieux; d'ailleurs, sous l'aiguillon du danger, de la catastrophe suspendue sur nos têtes, la seule manière de tenir, pour des nerfs de femmes, c'est de s'absorber dans une occupation où toutes les facultés se tendent. On ne réfléchit plus, on s'occupe très soigneusement à envelopper le mieux possible de papier de soie des miniatures et des orfévreries fragiles.

A dix heures et demie, départ pour la messe : il y a beaucoup de monde dans l'église. Le grondement du canon s'amplifie sous les voûtes, devient de plus en plus formidable. Cette messe si longue fut un des supplices de ma vie. A chaque instant, un obus pouvait nous ensevelir sous les débris de l'église; en aucun endroit, nous ne pouvions courir autant de dangers. Enfin, le dernier *amen* retentit, je me précipite aux nouvelles. Dans le village, la situation semble la même; toujours des convois de munitions marchant au canon vers le nord.

L'agent de liaison des chasseurs fait savoir que le bataillon est en seconde ligne, dans les bois de Méry : un des officiers gravement blessé; le sapeur qui avait réparé la pompe, vendredi, tué. Le cuisinier et l'ordonnance nous assurent que nous courons les plus grands risques : le tir n'a pas à s'allonger beaucoup pour que les obus tombent sur le château...

— Enfin nous sommes là avec notre voiture et le bidet pour emmener ces dames, si ça se gâte tout à fait. Nos officiers feront dire à temps... mais en attendant, si j'étais ces dames, je descendrais dans les caves le plus de choses que je pourrais.

Ces braves gens s'affairent à envoyer à leurs officiers un repas chaud dans des bouteillons et les beaux gâteaux dont il

y avait tant pour la réception d'aujourd'hui. Ensuite, ils se proposent pour dépendre des tableaux, transporter des meubles à la cave, descendre nos caisses d'argenterie et de bibelots.

Un sous-officier arrive au perron, abruti de fatigue, couvert de sueur et de poussière.

— Le XX^e^ d'artillerie n'est pas ici?

— Mais non.

— C'est qu'y sera plus loin.

Il repart avec philosophie.

Puis, c'est un peloton de cavaliers lancés à toute bride qui monte l'avenue. On me députe un soldat.

— Madame, on vient chercher notre colonel.

— Il n'est pas ici.

— C'est point possible! Notre colonel, il est dans un château; alors, on a vu celui-là; on s'est dit: « on va retrouver notre colonel... » Mais où qu'il est notre colonel, s'il est point là?

— Ça, je ne peux pas vous le dire.

— Alors, en route!

Et ils repartent au galop, comme ils sont venus.

Un courrier des chasseurs arrive à la cuisine; j'y cours, le cuisinier pleure, l'ordonnance pleure, le courrier se mouche :

— Ton lieutenant, l'est blessé à la cuisse; l'aspirant X... tué; nos officiers, ils sont encerclés dans le bois; ils se rendront jamais, ils vont tous y passer; le chasseur X... mort, un tel disparu. Ah! malheur!... toute la ligne crevée entre Cuvilly et Estrée, pris par les gaz...

Vers deux heures, un lieutenant et un major d'artillerie montent l'avenue, frappent à la porte entr'ouverte de la grande salle, entrent, très timidement, couverts de poussière, exténués, haletants, avec des yeux fixes, étranges.

— Est-ce qu'on pourrait nous loger... pour un soir, madame?

— C'est un cantonnement, mon lieutenant?

— Non... nous sommes quelques-uns.

Il se nomme.

— M. de P... des Côtes-du-Nord... Nous avons tout perdu : pièces, munitions, cuisines roulantes, bagages... Pris dans la vague de gaz... Les hommes comme fous tombant suffoqués, râlant, un enfer!

— Asseyez-vous, vous semblez si malades... avez-vous faim?

— Boire! Boire quelque chose... La gorge brûlée!

On apporte du vin d'Espagne qu'ils noient dans de l'eau, refusant tartines, biscuits.

Un capitaine arrive, passe très vite, monte à sa chambre; il semble plus lucide; quelques soldats, un cuisinier portant des pains, un autre un panier d'œufs; comme les officiers, ils sont encore intoxiqués, tournent comme des somnambules dans la cuisine de l'aile droite où on les a installés.

A quatre heures, nous portons du thé aux deux officiers prostrés sur le perron; le rhum, les tartines les remettent...

— C'est vrai: nous n'avons rien mangé depuis hier six heures.

Le lieutenant de P..., qui est bibliophile, demande à examiner de près les reliures anciennes du grand bureau-étagère; il se ranime, nous causons livres; je lui montre ceux de la bibliothèque, pendant que le major passe dans ma cuisine et fait confectionner par Juliette une omelette monstre.

M. le curé de Pronleroy vient remercier d'un paquet de vêtements que je lui ai fait avoir par une œuvre de Beauvais qui s'occupe de secourir les sinistrés. Un artilleur arrive, — très martial celui-là, — fait un salut militaire, se présente:

— Aumônier du X^e^ d'artillerie. Je viens du presbytère, monsieur le curé, on m'a dit que je vous trouverais au château; je viens m'entendre avec vous pour l'heure des messes que moi et mes prêtres pourrons dire demain en votre église.

— Vous arrivez de là-bas, monsieur l'aumônier?

— J'en arrive, et ça barde, je vous en réponds! On les tient.

J'interviens.

— Pendant que vous causez avec M. le curé qui prend le thé avec nous, puis-je vous offrir quelque chose?

— Ah! ça n'est pas de refus... Rien mangé depuis hier cinq heures.

On confectionne une omelette, on apporte du fromage, des fruits: l'aumônier dévore à belles dents, tout échauffé de la bataille.

L'abbé V... demande, d'une voix timide:

— J'ai été évacué sous les bombes d'un pays qui flambait, Conchy-les-pots. Pouvez-vous, monsieur l'aumônier, me donner des nouvelles de ma pauvre église tombée aux mains des Boches?

— Ah! sûr, je peux vous donner des nouvelles de Conchy, monsieur le curé : mon régiment y était, et, on peut dire, il y a fait de la belle ouvrage. Nous avons délogé les Boches, écrasé leur artillerie.

— Et mon église?

— Votre église? Il n'en reste pas grand chose... Oui, nous avons fait de la belle ouvrage, du travail soigné. Le clocher coupé, — pan! — comme un pain de sucre et tombé en travers de la nef. C'est rien de le dire ; faut voir ça.

L'abbé répète :

— Ma pauvre église!...

— Eh bien! on vous en reconstruira une autre, et une plus belle! Ce qu'il faut, c'est barrer les Boches.

Et cet aumônier si éminemment artilleur, son repas fini, entraîne notre curé vers l'église de Pronleroy, un peu calmé maintenant, et tout aux fonctions de son ministère sacerdotal.

INSTALLATION D'UN ÉTAT-MAJOR

5 heures du soir

Arrivée en trombe d'une automobile d'état-major; un commandant, M. de Cantigny, se présente : 35e corps, de Montiers.

— Nous avons été copieusement bombardés cette nuit, — sans grand dommage... Ce soir, nous ferons peut-être étape ici; je viens visiter le château.

Nous causons, tout en nous promenant de la cave au grenier.

— Oui, les bureaux s'installeraient très facilement dans les salons : il y a suffisamment de chambres. Mais les nouvelles du jour sont mauvaises... Où s'arrêtera notre repli ? Ces deux régiments d'artillerie pris par les gaz ont reflué en désordre sur l'arrière; la brèche ouverte entre Estrées et Cuvilly, Courcelles a été pris et repris, Gournay près d'être tourné. Si l'état-major vient ici, c'est que les unités jetées dans la tourmente tiendront... Mais, est-ce qu'on sait? Je vais passer voir le maire et rendre compte à Montiers.

L'auto disparaît, je descends l'avenue pour aller parler au maire, moi aussi, quand une autre auto d'état-major tourne en trombe, me rejoint à la grille. Un jeune lieutenant saute :

— Je cherche le commandant de Cantigny : personne pour

vous renseigner dans ce satané pays. En route, les ordres ont changé. L'état-major s'installe au château dans une heure.

Nous retrouvons l'auto et le commandant devant la mairie, mais le maire est absent.

— Il faut pourtant que nous le voyions. Il n'y a pas de temps à perdre; pouvez-vous nous conduire à sa recherche?

J'acquiesce, dis en passant chez Dupeloux que si on voit M. Tonnelier, on l'envoie à la mairie et qu'on le cherche à la ferme. Debout sur le marchepied, me tenant à la portière, je guide le conducteur dans les détours du village jusqu'au logis de M. Tonnelier. De là aussi il est absent, sa femme en larmes.

— Tout est perdu, madame la marquise, les Allemands avancent : il n'y a plus qu'à fuir.

— Mais non, bougonne le petit lieutenant, Courcelles est encore repris. Pour le moment, on tient.

Je pars avec le lieutenant, cette fois-ci dans la voiture, malgré les cartes déployées ; retour à la mairie : le commandant et M. Tonnelier y sont arrivés en même temps. Le commandant se tourne vers moi :

— Madame, il nous faut une vingtaine de bureaux, une quinzaine de lits..., environ deux cents hommes, secrétaires, téléphonistes, courriers, etc., tout le gros de l'état-major enfin sera chez vous. Lieutenant, allez avec madame, veillez aux premiers préparatifs.

Arrivée au château, autre difficulté : c'est ma domestique Juliette qui pleure, veut partir tout de suite avec son enfant ; Joséphine, la mère du jardinier, essaie de la raisonner.

Nous expédions vite un léger dîner d'œufs et de laitage ; moi, j'ai repris toute ma santé ; c'est ma fille qui n'en peut plus. Impossible de la laisser dans son réduit du rez-de-chaussée, près des bureaux qui seront ouverts nuit et jour. Joséphine et Juliette la réinstallent dans sa chambre, et elle s'endort du sommeil des jeunes, au milieu du tonnerre de la canonnade.

Les camions commencent à déverser des hommes et du matériel dans la cour. Les caisses, les tables, les machines à écrire, le central téléphonique, la sans-fil, les cartes, les cantines, cela s'engouffre par les portes grandes ouvertes toute la nuit. Le commandant de Cantigny fait lui-même les logements : le nom de chacun est inscrit sur la porte. Enfin, il s'essuie le front avec satisfaction.

— Les voilà tous logés, sauf un, le capitaine d'Andurain : on l'enverra ailleurs...

— Impossible! C'est le seul officier que je connaisse : il m'a rendu service ; je ne veux pas qu'on le mette dehors.

— Débrouillez-vous, alors!

— Puisqu'il n'y a plus de chambre, on lui donnera un salon, le petit salon rose... Il y sera très bien.

Il n'y a pas d'ordonnances, ils arriveront demain ; on me donne une équipe de quatre secrétaires, très gentils, qui transportent des meubles tout comme les autres. On descend des matelas dans le salon rose, une table de toilette, et lorsque nous avons sué sang et eau pour faire de ce salon une chambre habitable, le lieutenant arrive :

— C'est changé, le commandant Vizentini ne vient pas cette nuit. On va mettre le capitaine d'Andurain à sa place, et les courriers dans la pièce du bas.

Je me regimbe :

— Ça, non ! Les courriers resteront où ils sont.

J'écris un mot au capitaine d'Andurain pour qu'il réclame la chambre que j'ai installée pour lui, ne voulant pas qu'il lui échoie le taudis le plus misérable du château : ce que j'en ai fait est pour lui personnellement. Et je vais porter cette note aux secrétaires qui veillent dans la grande salle pour qu'ils la lui remettent à son arrivée. J'ai sorti les draps des armoires ; il s'agit de faire les seize lits des chambres vides.

— C'est que nous n'avons jamais fait des lits d'officiers, me disent mes jeunes gens.

— Je vais vous montrer.

Ils s'en tirent très bien.

Sur la cheminée du commandant Bénier je trouve un mot d'exquise politesse, écrit à une heure du matin à mon adresse.

Tous les corps de métiers travaillent ; on pose des câbles électriques à travers les portes du salon ; on perce, on troue ; les fils téléphoniques s'entrecroisent ; des trompes d'autos, le roulement des camions qui se rangent dans la cour, un bruit de marteau d'appel, des bottes qui dégringolent les escaliers, on n'en perçoit plus le tonnerre des canons.

Les meubles du grand salon jaune ont été empilés devant les fenêtres du fond. Les tables du chef d'état-major et du sous-

chef installées chacune devant les fenêtres, du côté arrivée, enveloppées de paravents

J'ai fait réquisitionner les lits militaires empilés dans ma grange, dont le maire a la clef, pour coucher tant bien que mal le personnel des services. On envahit les greniers, les mansardes, les paliers, les escaliers dérobés, les coins, recoins, et détours que comporte un vieux château. Cette jeunesse s'égare, se retrouve, avec une gaieté qui ne perd jamais ses droits.

Il ne reste plus qu'à caser mon petit lieutenant déménageur : un tapis, un coussin de canapé et une couverture de voiture lui constituent un lit dont il me remercie beaucoup. Les divans sont déjà occupés, le billard sur lequel on a jeté un matelas fera l'affaire de deux occupants. Sur le coup de minuit, je monte à ma chambre et les tintamarres qui se font au-dessus et au-dessous de moi ne troublent pas mon sommeil, tant je suis fatiguée.

L'EXODE DEVANT L'INVASION

Lundi, 10 juin.

Sur pied de très bonne heure. Rencontre à la bibliothèque du capitaine d'Andurain. Il me remercie de l'avoir installé dans un si joli salon Louis XV. Je m'informe des nouvelles. Réponse d'abord évasive.

— On tient... pour le moment.

Alors, je lui demande, de gentilhomme à gentilhomme, ce qu'en l'occurrence la châtelaine de Pronleroy doit faire.

— Comme père de famille, car je suis marié au pays basque, au pays des Trois Mousquetaires, — le castel de d'Artagnan est tout proche du mien, — je vais vous donner mon avis. Car l'officier vous dira toujours que tout va bien, la minute d'avant notre repli. Le conseil sur lequel j'insiste est que la jeune fille soit éloignée au plus tôt... Si vous avez des souvenirs de famille précieux, des objets de prix, de l'argenterie, il faut les faire partir.

— Et moi, qu'est-ce qu'il faut que je devienne dans tout cela ?

— Il faut rester.

— Si j'accompagne ma fille hors de la zone des armées, pourrai-je rentrer ici ?

— Sûrement non.

— Mais suis-je utile à quelque chose en restant chez moi ?

— Votre présence seule peut empêcher le pillage du château ; si vous avez du cran, restez... Pour cela il faut n'avoir pas peur, et, en cas de déroute, n'être occupée que de vous. Voilà le conseil que je donnerais à n'importe quelle femme de ma famille. L'habitation *abandonnée*, — vous entendez bien ce mot d'*abandon*, — le soldat s'y trouve *chez lui*, brûle, emporte ce qui lui plaît. Nous sommes en temps de *morale de guerre*... Les officiers n'y peuvent rien... Moi-même, ici, les premiers jours, par galanterie, j'essaierais... Je serais débordé. Vous voyez ce matelas sur le billard, dans la grande salle, les tables et les couvertures ? Cela vient de Montiers, et ce ne sont pas les soldats seuls qui s'en sont emparés... Chacun prend ce qui lui convient : c'est la guerre, et je mets les choses au mieux. Si, par impossible, nous ne tenons pas, c'est la débâcle, l'évacuation de la population civile sous les bombes, des convois chargés de bétail humain, si on peut dire, à la mesure de la capacité des véhicules, votre fille séparée de vous, engouffrée dans n'importe quel camion, avec n'importe qui, pour aller n'importe où... D'ailleurs, ici, nous pouvons recevoir une bombe sur la tête d'un moment à l'autre, il ne faut pas exposer à ce risque un joli visage de dix-huit ans. Profitez de ma bonne volonté : elle vous est tout acquise, tant que nous ne sommes pas *sous l'attaque*. Pour le moment, — et il rit du charmant sourire de toutes ses jolies dents, — pour le moment, je suis un chiffon, une pâte molle entre vos mains. Au premier signal de l'attaque, je deviens une barre de fer et ne pourrai plus ni vous entendre ni vous connaître.

Il s'arrête, réfléchit un moment.

— Pratiquement, voici ce que je vous propose: c'est que vous conduisiez votre fille aussi loin que possible. Vous aurez fait avec elle la partie difficile du voyage : il y a des allées et venues avec Beauvais. On va mettre une camionnette à votre disposition avec le fanion de l'état-major. Les routes qui sont fermées à tous les véhicules vous seront ouvertes. A Beauvais, les trains doivent encore partir : vous mettrez votre fille en wagon... Je vais m'occuper des formalités, des laisser-passer.

— Oui, mais il y a le consentement de ma fille; elle ne voudra jamais me laisser derrière elle au danger.

— Je vais lui parler, lui faire comprendre quelle inquiétude elle est pour vous... pour tous.

— Il y a aussi notre cuisinière et son enfant.

— Nous nous occuperons, Sainte-Péreuse et moi, de leur évacuation... Je vais vous envoyer des hommes pour aider à vos préparatifs. La camionnette est grande : vous pourrez y mettre beaucoup de caisses et quelques meubles.

Deux ordonnances m'arrivent. On me prévient que tout doit être prêt à trois heures. Les soldats s'affairent.

— Faut qu'il en parte le plus possible ; des si beaux meubles ! disent ces braves gens.

Et l'on remonte de la cave tout ce qu'on y a descendu hier pour le ranger sur le perron prêt à charger. Les soldats vont manger, nous aussi : il faut avaler quelque chose, œufs et thé. Nous faisons des caisses de vêtements, de linge; si je suis chassée d'ici, je ne veux pas faire comme ces pauvres émigrés qui emportent deux chemises pliées dans un mouchoir.

Voici la camionnette, et un sous-officier faraud, assez beau garçon qui bouscule tout le monde, rit, crie et fait de l'ouvrage comme quatre, Eddy, tapissier décorateur de Soissons que j'aurai tant d'occasions de rencontrer par la suite. Il s'empare d'autorité des meubles précieux.

— Faut que ça parte,... et ça aussi,... et ça encore !

Je presse le départ, j'ai le cœur gros. Simone s'attendrit. Nous sommes équipées, un manteau de surplus sur les genoux, car aujourd'hui le temps a changé ; jamais nous ne pourrons tenir avec les deux soldats sur la banquette du camion; je me serre contre le conducteur; l'autre soldat s'assied presque sur les pieds de Simone. Nous démarrons très lentement au milieu d'un fouillis inextricable de camions et de cyclistes; à l'entrée de la rue, une charrette où l'on charge des gens et du mobilier. Drouin lève les bras au ciel.

— Comment, madame la marquise, vous aussi vous fuyez !

Je crie :

— Mais non, je vais conduire mademoiselle: moi, je reviens.

Nous prenons la route de Cressonsacq. Des convois passent à vide, allant aux munitions. Nous croisons les premières voitures d'émigrants; des files de gens à pied, poussant des brouettes, des voitures d'enfant, des files de bestiaux qui

s'effraient, courent de tous côtés, le lamentable exode des populations qui fuient devant l'invasion. Une charrette est en travers de la route ; un cheval entier, fou de peur, conduit par deux femmes, cabré, ruant ; les femmes crient, un gendarme a mis pied à terre ; notre soldat se précipite aussi à l'aide ; on calme et range la bête sur le côté! Nous repartons : le vent est froid, il pleut un peu. Sur la route de Clermont, à mesure que nous montons la grande côte, on distingue mieux à l'horizon la ligne de feu qui forme demi-cercle ; le duel des artilleries a repris, s'accentue de plus en plus. Nous avançons lentement, tant est grande la foule des émigrés, l'embarras des convois, des voitures. De chaque côté de la route des fils barbelés sont tendus, des chevaux de frise en tas, préparés pour barrer la chaussée ; des tranchées sont prêtes. Le repli de nos troupes a été envisagé.

Jusqu'ici, notre fanion d'état-major nous a ouvert toutes les routes. A deux kilomètres de Clermont, le gendarme nous refuse impitoyablement le passage réservé aux *régiments en marche*. Il nous faut faire un détour du côté de Breuil, passer par le grand Fitz James ; à la grille du château, l'un des pavillons est à demi démoli. C'est une torpille tombée cette nuit, visant l'état-major Humbert.

Foule d'émigrés moins dense, allant dans tous les sens. Encore quelques régiments en marche. Le village de La Rue Saint-Pierre ; quelques boqueteaux de la forêt de Hez bourrés de troupes. Enfin les premiers faubourgs de Beauvais. Ici les ravages des bombardements aériens sont formidables. Des groupes de quatre, cinq maisons effondrées jusqu'aux caves par les torpilles. Des rues désertes coupées d'excavations béantes. Quelques voitures où l'on charge des meubles ; les maisons fermées, barricadées ; un aspect catastrophique...

. . . . . .

Retour.

L'artillerie tonne de plus en plus. A un tournant, l'horizon apparaît tout en feu. Je m'écrie :

— C'est Pronleroy qui brûle !

Un barrage, des gendarmes, des troupes arrêtées, des canons, des camions, un embarras inextricable. Un soldat qui, à ma gauche, voltige de son siège à la chaussée, est allé aux renseignements.

— C'est Montdidier et les pays par là qui brûlent... et cinq villages qu'on évacue... en tête y a Cressonsacq et la Neuville-Roy.

— Et Pronleroy? demandé-je angoissée.

— Non, le gendarme a pas entendu ce nom-là.

MANGIN !

A Pronleroy, une cohue d'hommes, de chevaux, de camions.

— Sûr, y a quelque chose, disent mes soldats.

Voici l'avenue; en face des autos du 35e corps rangés à gauche de l'allée, une vingtaine d'autos sont en ligne sur la droite.

— Qu'est-ce que c'est encore que ce fourbi-là? répètent mes conducteurs.

Un capitaine, blond, mince, très jeune d'allure, une figure vaguement connue. Il s'avance vers moi, salue :

— Capitaine de Rochebouët.

Je n'entends pas le nom dans le ronflement des moteurs. Il voit que je ne le reconnais pas. Il répète :

— Capitaine de Rochebouët. Madame, vous avez habité Angers: mon nom ne vous est pas inconnu... Je viens d'arriver avec mon général...

A cet instant, une explosion de voix dans le groupe d'officiers, des militaires de tous services qui se pressent sur le perron.

— Le général Mangin est ici!

C'est une agitation, une surprise et c'est un élan, une fierté... Mangin est ici! Alors tout est sauvé! Chacun le sent, le sait. Les cœurs se gonflent d'espérance et d'orgueil.

Le capitaine d'Andurain arrive :

— Je vais prendre M. de Rochebouët dans le salon rose avec moi, mais il faut une chambre pour le général Mangin.

— Je vais donner la chambre de ma fille... il me faut un moment pour enlever tout ce qui l'encombre.

Ma fatigue a disparu. Avec Juliette et Marcel, nous prenons à brassées les vêtements qui traînent, vidons les commodes : on en fait un tas dans ma chambre. Je transporte seule le contenu d'un placard, des porcelaines précieuses qu'on croyait en sûreté. Par temps de guerre, meubles et bibelots se promènent

beaucoup. Baba, le magnifique nègre du général Mangin, drapé dans son burnous rouge, rit de toutes ses dents blanches, multiplie ses saluts, glisse par la chambre en rangeant les nécessaires et les cantines, tandis que les soldats posent l'électricité, le téléphone.

Sur les dix heures, Juliette me sert un petit dîner; puis, je m'en vais chez Mme Duperrou. Une puissance à Pronleroy, Mme Duperrou, cabaretière, épicière, buraliste, hôtelière; on trouve à acheter chez elle tout ce dont le soldat en campagne a besoin; une accorte blonde un peu plantureuse, la plus intelligente et obligeante femme qui soit au monde. Dans sa salle à manger se servent même des dîners fins, avec fleurs sur la table pour les officiers et leurs invités et invitées, — ces visites si souvent légitimes, qui sont le secret de polichinelle!

Chez Mme Duperrou, l'argent coule à flot: elle me servira de banquier en attendant que je puisse communiquer avec mon notaire. Sa boutique est pleine de soldats assez éméchés.

— Ah! ce que je suis contente de voir Mme la marquise! J'ai tant de choses à lui demander!... A présent, on ne peut plus entrer au château: les factionnaires de la grille veulent un motif... un mot d'écrit... Et puis madame est avec les généraux... elle peut leur parler... enfin tout le pays compte sur elle pour s'entremettre... faire rendre justice... Hier on a eu peur... J'ai été coucher dans les caves avec les enfants, j'avais confié la maison à un gradé très bien: ce qu'ils ont bu, ce qu'ils ont mangé... un pillage!... Cette nuit, je reste sur pieds... c'est que j'en ai gros ici, de marchandises... des wagons... si je m'en vais, je ne peux pas laisser tout ça. Si madame pouvait me faciliter des livraisons à l'Intendance.

Je promets d'étudier l'affaire avec M. de Sainte-Péreuse.

— Et puis, si on est évacué, pour qu'on ne m'emmène pas trop loin.

— A cela je ne pourrai rien.

— Oh! que si!

— Mais nous ne serons pas évacués, on tiendra.

Mme Duperrou nous a bouclées dans la salle à manger dont elle a retiré la clef.

— Il y a deux diables de soldats dont je ne peux pas me débarrasser. Madame devrait bien demander que l'on fasse des rondes; surtout, je ne veux pas sortir d'argent de mes poches

devant tous ces gens-là. Combien madame la marquise veut-elle ?

— Oh ! beaucoup moins que cela : quelques cents francs pour payer ma domestique qui part.

Je rentre, je fais le compte de Juliette, la paie, lui donne un excellent certificat. Je la regretterai ; elle pleure, elle partira demain, si elle peut.

Je descends dans la cour ; un groupe d'officiers sur le perron : ils fument, très nerveux, très fermés, en attendant le dîner qui aura lieu à minuit.

Les généraux sont en conférence.

Je demande s'il faut descendre aux caves qu'on a aménagées en abris de bombardement. Ils me conseillent d'aller me reposer tranquillement dans ma chambre.

— Les bombes d'avion : une mauvaise chance sur dix mille !

UNE JOURNÉE HISTORIQUE

11 juin 1918.

Violent raid d'avions boches pendant la nuit, déchirement sec de la bombe, toute proche.

A sept heures, allées et venues d'émigrés logés dans les pavillons qui viennent rapporter des clefs, des ustensiles de cuisine qu'on leur a prêtés. La canonnade redouble. Je monte au grenier, à la fenêtre observatoire ; elle est ouverte... Sur le toit en terrasse, le colonel Loiseau, de l'état-major du 35e corps, se promène, très guilleret, la jumelle à la main ; il m'interpelle :

— Hein ? ça ronronne assez bien ! Nous attaquons à dix heures... Nous avons repris trois villages cette nuit, dont Méry perdu hier soir.

Je n'attache pas à ces nouvelles l'importance qu'elles comportent. Je demande :

— Les meubles du salon qu'hier soir vous demandiez qu'on enlève, voulez-vous que je les fasse emporter ce matin ?

— Oh non ! pas d'allées et venues dans les salons ; ils seront pleins d'officiers aujourd'hui... pas besoin de chaises en surplus à la salle à manger... on déjeunera en hâte, par groupes successifs... Sortez-vous ce matin ? Si oui, rassurez les habitants de Pronleroy : ça va très bien.

Docile, je descends porter ces bonnes nouvelles chez Mme Ton-

nelier, dans les fermes, sur mon chemin. Lorsque j'arrive au carrefour de l'Église, je croise un torrent de troupes de toutes armes qui se précipitent par les trois embranchements, Estrées, Cernoy, La Neuville; zouaves, tirailleurs, infanterie coloniale, des autos-mitrailleuses, des canons; la prévôté a installé des postes à tous les tournants; des officiers courent, donnent des ordres, canalisent ce torrent, l'engagent dans les routes prescrites. Il fait ce matin un temps clair, beau soleil déjà chaud à neuf heures. Les hommes paraissent las, graves, mais pleins d'énergie.

Mme Duperrou me crie :

— C'est le 4e tirailleurs qui défile, le régiment qui était au château en 1916.

Je cours à un groupe d'officiers. Non, c'est le 1er; je n'y connais personne. Le 401e, le 7e d'infanterie débouchent par Cressonsacq; ceux-là reconnaissent et leur cantonnement et moi, saluent; le régiment s'arrête; je propose aux officiers de venir se rafraîchir au château.

— Non, non, nous repartons.

Alors, je cours, rapporte quelques bouteilles de vin de la cave, une boîte de biscuits. Le dernier officier qui me guette rejoint sa compagnie, m'envoie une ordonnance prendre les provisions et me crie :

— Merci! on y fera honneur à la première halte en plein champ.

Encore de la cavalerie, celle-là au grand galop dans un nuage de poussière, et toujours des autos d'état-major qui montent l'avenue; des lignes téléphoniques qu'on installe dans tout le village.

Je croise M. de Sainte-Péreuse, un bel officier d'abord un peu froid, d'extrême politesse. Il m'aborde :

— Il y a des gens rentrés cette nuit dans leurs maisons; tâchez de les empêcher de repartir. Il faut aujourd'hui éviter toutes les allées et venues des civils, les exodes d'animaux sur les routes.

J'entre chez les Drouin, chez les Crem, pour leur rapporter ces paroles : je monte à ma chambre me reposer. Un vrombrissement, et un grand oiseau blanc à cocarde tricolore pique du nord sur le château, passe à raser les toits, tourne en rond au-dessus de la prairie.

— Déployez le panneau, crie le capitaine d'Andurain.

Deux hommes courent, déploient au milieu de la pelouse un carré de toile noire avec une étoile blanche au centre : l'avion évolue toujours en cercle, lance une fusée. Le message qui vient du front tournoie avec sa banderole de toile claire, s'abat dans l'herbe près du panneau noir. Le capitaine de Rochebouët est en tête d'un peloton d'officiers qui courent, saisit la capsule métallique, tire la banderolle de papier qui se déploie, l'emporte toujours courant à la grande salle où siègent les chefs et sous-chefs d'état-major.

A partir de ce moment, les avions se croiseront de quart d'heure en quart d'heure au-dessus de la prairie, lanceront leurs messages que tous les soldats inoccupés, errant par groupes dans le parc, guetteront, se jetant dans les hautes herbes, y entrant jusqu'au ventre.

Le capitaine d'Andurain m'interpelle :

— Vous doutez-vous, madame, que la journée que vous vivez avec nous s'appelle une bataille victorieuse, la première de la guerre de mouvement?

— Oui, je commence à comprendre.

— Alors, allez voir arriver les prisonniers; on en a déjà amené une colonne.

La grande cuisine est aux mains des chefs de l'état-major; la petite est devenue le bureau des courriers. Le cuisinier du bataillon des chasseurs, resté dans un des pavillons et qui hospitalise Juliette dans l'attente de sa voiture d'évacuation, sait mon dénuement; il m'envoie à ma chambre un très bon déjeuner bien chaud dans un petit panier. Je l'avale en vitesse, les prisonniers arrivent; je veux voir. Non, ce sont quelques Boches encadrés de gendarmes qu'on dirige dans un coin du parc. Je croise un général (Humbert) et son officier d'ordonnance. Il entre à la grande salle. Sur le perron, les officiers rayonnant de joie, parlent tous ensemble.

— Les bois de Méry sont repris...

Je m'assecis sur la borne de la porte de la maison Crem; on aperçoit les casques à pointe dans la rue montante; la colonne des prisonniers débouche, une soixantaine, quatre officiers en tête, arrogants ou plutôt faisant tête, troupe sale, exténuée, contingent d'une extrême jeunesse. On éprouve un sentiment de fierté intense à voir défiler du *boche vaincu*!

Une autre colonne, celle-là d'une trentaine d'hommes, quelques-uns blessés, trois gradés en tête.

Sur le perron, les officiers fument et parlent pleins d'entrain. Allongée sur les marches, une grande caisse avec des pigeons. Comme je regarde, un peu étonnée :

— Ce sont les pigeons voyageurs pour les nouvelles... en cas de lignes téléphoniques coupées... on n'en aura pas besoin.

— On a dépassé Tricot, neutralisé le nid de mitrailleuses de Boulogne-la-Grasse...

— On marche sur Rollot...

— La pointe sur Wacquemoulin, si effrayante hier, est repoussée...

— Les colonnes qui avaient évacué Maignelay hier y sont rentrées...

— Tout de même, nous sommes à neuf kilomètres du front de bataille...

— Deux obus trop courts ont raté le château de cent mètres ce matin...

— En vérité, nous vivons une journée historique!

— La journée de Mangin.

— Et le plus curieux, c'est que nous sommes sous les ordres de tout le monde, ajoute le capitaine d'Andurain; de Mangin d'abord... d'Humbert ensuite... de Pétain qui sort d'ici.

— Comment! Pétain est venu? dis-je avec une curiosité déçue.

— Mais oui, et ces deux-là qui sortent du salon, c'est Fayolle et Estienne, celui des chars.

Je vais voir le camp des prisonniers qu'on a parqués dans l'herbe du parc comme des bêtes, entre des fils barbelés que des factionnaires, baïonnette au canon, gardent tout autour; on leur porte des seaux d'eau; la corvée indignée murmure.

— Crois-tu!... Le capitaine boche qu'a insulté un de nos officiers!... Il va passer en conseil de guerre... Et il faut leur porter à manger et à boire à ces animaux-là!

J'ai dû donner l'office, où se trouve la porcelaine fine, comme salle d'interrogatoire des prisonniers, parce que cette pièce a une fenêtre grillagée. On emmène ceux qui paraissent les moins abrutis pour en tirer des renseignements. Le capitaine Altmayer, du G. Q. G., a dit que les officiers boches paraissent très inquiets de l'issue de la bataille, me rapporte le comman-

dant de Sainte-Péreuse, avec qui je monte à l'observatoire du grenier.

La fin de la journée est un peu brumeuse, les éclatements diminuent, le feu d'artifice s'apaise. L'impression de M. de Sainte-Péreuse est que le front va se stabiliser au-dessus de nous; que je pourrai rester sans risquer autre chose que quelques obus égarés.

Nous redescendons; les choses doivent moins bien marcher, l'offensive doit être « calée », selon l'expression des ordonnances, par lesquels on sait tant de choses, quand les officiers ne veulent plus rien dire.

Dans la soirée, pas moyen d'obtenir le nom des villages reconquis, des positions occupées.

A la nuit tombante, dernier avion jetant un message. Causé avec un des officiers du G. Q. G. qui, désœuvré, jette du grain aux pigeons dans leur boîte. Il me dit que la S. F. a donné tant de messages aujourd'hui qu'on n'a même pas le temps de les déchiffrer.

Reprise de l'artillerie, mais c'est la nôtre qui donne, m'assure l'officier; les batteries de l'ennemi ont été reportées sur ses deuxièmes positions. Le commandant de Sainte-Péreuse m'avertit que, par nouvelle décision, bombardement ou besoin de la guerre de mouvement, tous les civils peuvent être évacués d'un moment à l'autre avec le sac qui pourra tenir sur les genoux. Il m'engage à réunir les objets de toilette et vêtements nécessaires pour le cas où le départ se ferait en pleine nuit, en camion. Je monte remplir la petite valise qui, pendant six semaines, sera toujours prête dans un coin de ma chambre.

En passant devant la grande salle très éclairée, je vois une vingtaine d'officiers, de généraux penchés sur des cartes; je distingue une silhouette puissante, un peu trapue, au profil net... et ce bas de visage si caractéristique où toute l'énergie semble ramassée.

— Celui-là, me dit-on, c'est Mangin.

... Et voilà ce qu'une maîtresse de maison, un jour de bataille, a vu du vainqueur!

LENDEMAIN DE BATAILLE

12 juin.

Nuit assez calme, promenade d'avions boches, bombes; on s'y habitue.

Rencontre dans la cour du capitaine d'Andurain, puis de M. de Rochebouët qui m'aborde ainsi :

— Savez-vous qu'hier il y avait huit généraux à la fois dans votre salon, Pétain, Fayolle, Humbert, ceux de l'armée coloniale, des chars, de l'aéronautique... toute la lyre ?

— Et c'est comme cela, une journée historique ?... On ne sait qu'après, puisqu'aux femmes on ne dit jamais rien.

— On n'a pas besoin, ajoute d'Andurain : elles devinent...

— Mais ne voient rien...

— Eh, si ! vous avez vu beaucoup de choses.

— Il y a eu aussi des civils, trois députés, dont Galli; ils crevaient de faim; ils sont allés chez Mme Duperrou, elle n'a pas pu leur donner à manger; l'état-major râflait tout.

Autour du château, les nouvelles sont affichées, un communiqué qu'on changera d'heure en heure. Belloy est repris Lataule aussi. Le château entièrement brûlé.

L'ordonnance du colonel logé chez le maire a dit à Mme Tonnelier qu'on avait gagné hier quatre kilomètres sur l'ensemble du front.

M. d'Andurain me fait demander ma voiture et mon cheval pour aller chercher des vivres de réserve à Montiers

Après déjeuner, deuxième visite de M. d'Andurain; il vient me demander les clefs des appartements fermés de l'aile droite (les fruitiers) pour y loger le marquis de Brémond d'Ars, M. de Kergos, M. de Soultrait, une quantité d'officiers qui couchent dans les greniers; ces chambres démeublées feront leur bonheur.

Chaque jour, M. d'Andurain réclame des appartements nouveaux, tout en protestant « qu'il ne faut pas s'installer », qu'on est à l'extrême pointe, prêts à partir.

Quelques avions apportent encore des messages, mais notre artillerie s'est à peu près tue. Nous ne poursuivons pas l'offensive, disent les officiers. On sent chez eux un peu de déception.

Les cuisiniers du 2e chasseurs à pied ont reçu l'ordre de partir ce soir; le bataillon se porte au-dessus de Compiègne; le

côté où l'avance allemande se poursuit, n'est séparé de la ville que par huit kilomètres.

Je descends au village; un grondement formidable : qu'est-ce encore que cela? C'est le retour des tanks qui reviennent blessés de la bataille. Ah! l'émouvant spectacle! En tête, en voici un qui revient, le seul, par ses propres moyens; mais quelles déchirures béantes percent ses flancs, sa tourelle! Par un câble, il remorque un autre char : derrière, deux autres tanks traînés par des camions; des hommes manœuvrent les directions, tandis que les grosses chenilles s'agrippent au sol comme des pattes écrasées de mastodonte. Et cela fume, renâcle, avance, roule comme des bêtes apocalyptiques à bout de souffle. Les officiers, les servants suivent à petits pas, vêtements en lambeaux, visages plaqués de suie et de poussière; et devant moi passe, de son allure dansante, le petit capitaine à la rose, si pimpant naguère, aussi crasseux et fourbu que les autres, mais qui mordille une fleur au coin des lèvres, me reconnaît, me fait un large salut et disparaît de son allure de pierrot noir, si émouvant de son extrême jeunesse, de cette résolution farouche qui flambe dans ses yeux. A le voir vivant, sans une égratignure, j'éprouve une joie irraisonnée, fruit de cette sympathie subite qui naît les veilles de bataille. Avant de disparaître au tournant de l'église, il parle à des officiers d'état-major. Je me promets de savoir son nom, qui ne m'a jamais été dit.

Je marche, moi aussi, à côté des chars retardataires; ils rentrent dans le boulingrin de tilleuls de la place, là où jadis les seigneurs de Lancry ouvraient le bal villageois avec les belles filles de Pronleroy, et les vieux arbres dérobent aux regards la sarabande des monstres blessés.

On m'appelle. C'est encore une colonne de prisonniers qui monte. D'Andurain veut me montrer les officiers qui défilent avec cet extraordinaire casque couvert d'une carapace de treillage dans laquelle on pique une poignée d'herbe; et ces touffes végétales se perdent parmi les hautes herbes, rendant presque invisible le passage de l'homme qui rampe.

L'ADIEU DU GÉNÉRAL

13 juin.

Nuit calme, belle matinée. J'entends faucher sous mes fenêtres. Je regarde; une équipe de trois Boches prisonniers

manie mollement la faulx sous la garde d'un factionnaire, fusil chargé; un autre groupe de prisonniers arrive sous l'égide d'autres factionnaires. L'État-major a décidé que mes foins seraient faits par corvée, la cavalerie française ayant besoin de trouver du fourrage où elle passe.

Les factionnaires donnent leurs ordres par gestes. Il y a un prisonnier qui travaille si mal que le soldat envoie chercher un interprète; colloque.

— Faut lui demander s'il sait faucher. Si y sait pas, faut qu'y s'en aille.

— Qu'est-ce que tu fais dans le civil, toi l'idiot?

— Je suis notaire.

— Alors, pourquoi t'es-tu offert comme volontaire pour les foins?

— J'ai faim... on a promis un morceau de pain en plus à ceux qui travailleraient.

— Tu ne sais pas faucher?

— Si, j'ai su... autrefois... chez moi... en amateur.

— Alors tâche de t'y mettre et vite.

Je fais un tour dans le village. Mme Duperrou, qui sait pas mal de choses par les soldats, me dit :

— Il y a quelque chose qui ne va pas et qu'on cache du côté de Compiègne.

Rencontre du commandant de gendarmerie. Nous allons voir les prisonniers; il y en a 700. Mardi, on a pris à son poste de commandement un capitaine de cavalerie si furieux, si arrogant qu'il en était comme fou. Les prisonniers sont très démoralisés; toutes les divisions allemandes sont mêlées, ce qui prouve l'usure des réserves. L'ennemi a eu quatre divisions anéanties le 11.

Rencontré dans le corridor l'ordonnance du général Jacquot, garçon très bavard. Il me confie :

— Une division part pour Compiègne. Le général Mangin va y aller... dès aujourd'hui si ça ne va pas... L'État-major partira peut-être demain.

Pendant qu'il brosse les vêtements du général, il m'indique :

— Celui-là qui monte, c'est le courrier de l'armée Humbert; celui-là si pressé, un officier de liaison; ceux-là viennent de Cressonsacq... aéronautique; les saucisses, ils en ont descendu une en flammes ce matin, ces sales Boches.

Comme toutes les ordonnances, il a la passion de son officier; son général est le meilleur de l'armée : c'est lui qui a tout fait pour arrêter l'avance allemande du 26 au 28 mars. Conversation coupée par d'autres ordonnances venant chercher des draps pour les chambres nouvellement occupées. Puis une pièce lourde se met à tirer avec un tel fracas qu'il est impossible de s'entendre. Entre les coups, je crie de la fenêtre au capitaine sur le perron :

— Est-ce une des nôtres qui donne de la voix?

Il me répond plein de reproches :

— Comment! vous ne reconnaissez pas encore les départs!

— Direction de Compiègne?

— Moins loin... Estrées... Mais on exagère beaucoup le danger de ce côté-là. C'est Cuvilly et Ressons qui sont aux prises avec un retour offensif plus ennuyeux.

Après déjeuner, rencontre du capitaine de Rochebouët dans la cour :

— Madame, nous allons partir... Le général Mangin demande s'il peut, au cours d'une visite, vous remercier de votre hospitalité.

— J'en serai très heureuse... mais où le recevoir? je n'ai plus que ma chambre.

— A la bibliothèque : on vous en rendra la disposition.

— Parfait, et quand ?

— Tout à l'heure, dès que le repas sera fini... Et vous, madame, qu'allez-vous devenir?

— Je vais rester chez moi, bien entendu.

— Pourtant, madame, il serait sage d'envisager...

— La sagesse n'est pas mon fait, et puis je vous assure que j'ai examiné bien des éventualités, fait mon testament, mis mes enfants à l'abri. Ma présence est nécessaire. Jusqu'à ce que l'autorité militaire me mette d'office en camion, je resterai.

— Vous ne comprenez pas le danger de la guerre de mouvement... il y a des bonds... des reculs... vous pouvez être sous les obus... Vous entendez pourtant comme ça donne aujourd'hui. Vous savez que tous les postes de commandement sont repérés au delà de vos bois, dans la plaine jaune; les tranchées, les barbelés en place... Au moindre repli des nôtres, Pronleroy devient zone abandonnée volontairement, l'étendue sacrifiée, battue par les deux artilleries.

— Comme le Plessier de Roye... Je m'attends à tout ; d'ailleurs il y a des vies où le goût de l'existence est devenu bien relatif.

— On dit ça, madame...

— Non... on le sent... Au 22 mars, nous étions sous un front crevé,... et vous savez de quelle envergure était la brèche ! à 18 kilomètres d'une aile marchante qui avait fait, la veille, une avancée de 16 kilomètres. On nous annonçait l'entrée des Boches pour la nuit suivante ; les obus pleuvaient à 2 kilomètres... et puis la cavalerie de mon cousin de Rascas s'est jetée dans la tourmente, a donné aux réserves le temps d'arriver. Je n'ai pas eu envie de partir alors... Je ne partirai pas plus cette fois-ci.

— Tant pis, j'aurai fait ce que j'aurai pu... Mon général va vous dire de rester. Il est aventureux... Pour lui, le risque ne compte pas.

Le général Mangin me tend la main avec une grande simplicité ; il me remercie avec une parfaite courtoisie de la belle chambre que je lui ai donnée, m'assure combien il a joui de la jolie vue sur la vieille tour féodale de Cressonsacq, des lointains bleus de la forêt de Compiègne. J'assure que le grand honneur a été pour Pronleroy ; sa seule présence nous a sauvés.

— Il y avait un effort à tenter... Maintenant, le front est solide au-dessus de vous... J'ai beaucoup demandé... l'élan qui a répondu a été admirable... A présent, je vais entre Oise et Aisne donner de l'air à un autre secteur.

On parle des coloniaux, du Maroc ; il interroge :

— Le Père de Foucauld ?

— Oui, un parent que je revendique, très représentatif de ma race.

— Une énergie ! Lui, je ne l'ai pas connu, mais son œuvre, à chaque pas, je l'ai rencontrée ; son livre fut pour moi un bréviaire... Ce qu'il a fait pour la pénétration française dans le sud, seuls les coloniaux le savent.

Le général me fixe de ses yeux clairs, gris d'acier, très perçants, des yeux de chef. Ce qui émane de lui, c'est une sensation de puissance, de force équilibrée.

— Vous n'avez jamais quitté votre habitation pendant la guerre ? reprend le général.

— Jamais. En 1914, j'ai vu passer les Boches... ils ont été vingt jours entre nous et Paris. Nous avons toujours été préservés miraculeusement.

Le général sourit.

— Vous, madame, vous ne devez aimer ni à reculer ni à fuir.

Et le regard d'aigle peut s'empreindre d'une douceur très singulière pour se poser sur un visage de femme, sur des livres dont il s'approche, qu'il caresse de la main.

— Vous avez là de belles reliures, une bibliothèque parfaitement choisie à laquelle j'aurais voulu m'attarder. Je ne puis vous dire, madame, la joie que nous éprouvons, nous autres soldats en guerre, à pénétrer dans une demeure où *la vie continue*, à se battre pour des habitants fidèles au poste, pas pour des ruines et des fuyards. Grâce à votre présence continuelle, la guerre n'a pas effleuré ce beau cadre d'ancienne France ; il y a des portes, des fenêtres, des fauteuils avec tous leurs pieds dans les salons, une table qui ne boite pas à la salle à manger... et des livres, une foule de livres.

Le général ajoute avec une certaine émotion :

— Et puis l'on vous offre une chambre avec tous ses meubles ! Sur l'un d'eux une jolie Vierge du XVIII^e^ siècle entourée de vases de fleurs... La chambre qu'une jeune fille vient de quitter... Et tout cela, c'est déjà du passé... mais un passé qui laissera Pronleroy un des souvenirs marquants de ma campagne.

— Alors, mon général, je n'ai plus qu'à vous saluer du vieux salut traditionnel : que Dieu vous garde ! pour nous, pour la France !

MARQUISE DE FOUCAULT.

LES HIBOUX

DERNIÈRE PARTIE (1)

Comme un chat-huant affamé sort mystérieusement au crépuscule et cherche sa proie au vol muet de ses molles ailes, Tugdual hanté par sa douleur, ses doutes et son désir de vengeance guettait son frère et sa femme avec patience. Sa conscience si particulière de justicier ne lui permettait pas encore d'agir sur des présomptions, aussi fortes fussent-elles.

En ce qui concernait Hervé Nollic, il avait questionné plusieurs officiers de marine sans leur révéler les motifs réels de son interrogatoire présenté comme l'intérêt bien naturel de l'hôte qui l'avait abrité sous son toit en des circonstances tragiques. Leurs réponses l'avaient déconcerté. D'après eux, Nollic, aviateur fanatique, était uniquement préoccupé de sa profession. A tort ou à raison on lui prêtait néanmoins quelques liaisons dont il s'était détaché très facilement. Depuis sa visite aérienne à Finis terræ, Nollic n'avait plus essayé de revoir Raymonde et Tugdual ne croyait pas qu'il eût trouvé le moyen de correspondre avec elle.

Tugdual avait l'intention de se rendre à Brest, nouvelle résidence de l'aviateur, afin de se faire une opinion personnelle sur la valeur morale de l'homme, classer cette affaire ou bien punir les coupables. S'il remettait sans cesse ce voyage, c'est qu'il redoutait de laisser seuls, ne fût-ce qu'un jour, Raymonde et Louis. L'allure indifférente de sa femme et contrainte de son frère, lorsqu'ils se trouvaient en sa présence, lui déplaisait.

1) Voyez la *Revue* des 15 avril, 1er et 15 mai.

L'existence de Tugdual, de sa femme et de Louis devenait donc de plus en plus pénible, encore qu'en apparence, tout fût paisible. Pendant leurs réunions de famille, Tugdual, impassible, les observait. Ils sentaient l'un et l'autre la suspicion sous la politesse et ils ne pouvaient se dérober à l'abominable persécution de ces invitations forcées. Le sentiment de leur culpabilité les obligeait à une silencieuse acceptation et au jeu d'une lamentable comédie.

Avec la fin de l'hiver les travaux agricoles devinrent plus actifs et les plantations nouvelles de pommiers sur les landes défoncées du Rozec, mises en récente valeur, obligeaient les frères à de fréquents conciliabules. Lorsqu'ils se trouvaient éloignés de Raymonde, leur ton aisé n'eût jamais permis à leurs amis les plus intimes, l'abbé de Surzur et le docteur Merville, de deviner leurs poignants secrets.

Un matin que Tugdual, indécis et torturé par son double doute, suivait la crête des falaises du Poulpiquet avec son fusil, et précédé de Fédor, un épagneul russe qui faisait se lever les hirondelles de mer nichées aux trous des roches, trois aéroplanes gris parurent sur l'Océan. Avec la lorgnette qu'il portait toujours en bandoulière et qui lui permettait d'observer, comme chasseur, les oiseaux, et comme agriculteur, de surveiller ses tâcherons égaillés dans les champs, Tugdual reconnut des hydravions de la marine. Parfois ils se suivaient en monôme comme des cormorans ou formaient les pointes d'un triangle. Tugdual les vit se diriger au-dessus d'un bateau remorqué, puis abandonné par un petit vapeur maintenant éloigné.

« Ces aviateurs de guerre vont sans doute se livrer à des exercices de lancement de bombes sur la coque de cette épave », songeait Tugdual, lorsqu'il vit tomber du ciel les projectiles qui éclatèrent autour du bateau sans l'atteindre.

Après avoir décrit une spirale, les hydravions, comme des éperviers, revinrent planer sur leur proie, et, cette fois, coup sur coup, deux bombes atteignirent la coque en dérive qui sauta. L'immense gerbe d'eau, provoquée par l'explosion, retombée, Tugdual ne distingua plus à la surface de l'Océan qu'un morceau de bordage.

A sa surprise effrayée, il remarqua que l'un des hydravions se dirigeait à toute allure vers son manoir.

« Ah! çà! ce fou voudrait-il nous bombarder, s'imagi-

nant peut-être que Finis terræ, forteresse déclassée, comme le portent les cartes d'état-major, n'est plus occupée ?

L'anxiété de Tugdual fut vive lorsque l'avion, arrivé au-dessus de sa maison, laissa tomber un projectile.

— Misérable ! cria-t-il.

A sa surprise, cette bombe n'éclata point. Il vit l'hydravion rattraper ses deux compagnons qui, en l'attendant, tournaient majestueusement.

Bientôt, rangés en ligne, ils remontèrent vers le nord et disparurent.

Tête baissée, Tugdual ne répondait plus aux joyeux aboiements de son chien. Immobile, il avait croisé les bras. Brusquement, il reprit le chemin de Finis terræ. Quand il atteignit la barrière, les yeux terribles, il courait au milieu des bonds de l'épagneul. Il explora la grande terrasse. L'objet lancé de l'hydravion avec précision était tombé sur son dallage, comme sa lorgnette lui avait permis de le constater. Il ne trouva rien. Mathurine, remarquant l'allure fureteuse de son maître, crut qu'il cherchait Raymonde et l'avertit que madame avait traversé tout à l'heure la terrasse, mais qu'elle était remontée à sa chambre.

Il escalade furieusement l'escalier à vis de la tourelle et pénètre avec violence dans l'appartement de Raymonde. A sa déception, il était vide.

« Ai-je rêvé? »

L'idée lui vient de fouiller les tiroirs. Peut-être trouvera-t-il des lettres, la preuve attendue. Il hésite. L'infamie de son procédé lui répugne : enfin il ne peut résister à sa jalousie.

« Je me meurs de ces soupçons, je veux savoir la vérité ! »

Au moment d'ouvrir le secrétaire, il entend marcher à l'étage supérieur de la tour et se souvient que l'appareil radiophonique installé par M. de Surzur se trouve dans cette pièce la plus élevée du manoir.

Avec un sourire hideux, il murmure :

— Il y a des messages aériens que je saurai interrompre.

Il s'empresse d'ouvrir secrétaire, commode. Sur une étagère de l'armoire, parmi des chapeaux, un bouquet d'admirables œillets embaumait. Il le saisit. Les fleurs en étaient un peu flétries. Au ruban de soie pourpre qui liait sa gerbe, un petit parchemin taillé en banderole était attaché et il lut :

« En témoignage de mon éternelle reconnaissance ! »

Atterré par sa découverte, livide de rage, il s'écrie : « Misérable femme ! Elle devait avoir trouvé le moyen de communiquer à mon insu avec son amant. La frénésie de Raymonde pour ces prétendues auditions musicales cachait une correspondance aérienne. Nollic l'aura prévenue de son passage à Finis terræ, puisque, comme par hasard, elle s'est trouvée sur la terrasse à point pour recevoir ce bouquet. Ah ! ah ! « témoignage d'éternelle reconnaissance ! » Comment donc ! Eh bien ! je vous enverrai dans l'éternité, afin de mieux assurer votre vœu ! »

S'étant aperçu dans une glace, Tugdual s'épouvanta de l'expression de son visage convulsé. « Mon Dieu ! vous savez combien je l'aimais ! » gémit-il.

Il joignit les mains devant le crucifix placé au chevet du lit avec un air d'imploration. Tout aussitôt après, à la vue des fleurs, il ouvrit les doigts et les referma comme un étrangleur. Avec dégoût, il jeta le bouquet sur le parquet. Il le reprit et le remit dans l'armoire à l'endroit même où il l'avait trouvé, quitta la chambre sur la pointe des pieds, s'efforça d'en refermer la porte sans aucun bruit.

A peine arrivait-il au rez-de-chaussée que la cloche du déjeuner tinta.

Raymonde, anxieuse, guettait son mari sur le palier de l'étage supérieur. Elle se trouvait dans sa chambre en contemplation des œillets et de l'inscription d'Hervé, lorsqu'elle l'avait entendu rentrer au manoir. Dans un mouvement de panique, elle avait caché les fleurs dans son armoire et s'était sauvée à l'étage supérieur, afin d'éviter une explication immédiate. Elle avait entendu Tugdual pénétrer chez elle et devinait qu'il fouillait ses meubles. Avant de descendre à la salle à manger, elle rentra dans sa chambre et soupira d'abord d'aise en revoyant la gerbe d'œillets dans son armoire. Sans doute Tugdual ne l'avait pas remarquée et d'ailleurs, peut-être, demeuré paisiblement assis dans l'attente de sa femme, n'avait-il pas cherché un bouquet dont il ignorait l'existence. C'était la première fois, depuis son retour de Pontivy, qu'il pénétrait chez elle.

Pendant ces réflexions, elle examinait toujours le bouquet lorsqu'elle pâlit et ses mains tremblèrent. Elle se rappelait qu'elle avait posé les fleurs tournées vers le fond du meuble,

dans un geste très naturel, puisqu'elle les tenait par leur tige. Or elle les revoyait orientées en sens contraire. Par conséquent, Tugdual, après avoir fouillé ses tiroirs, avait trouvé ce bouquet et en avait lu la dédicace. Pourquoi l'avait-il remis sur l'étagère?

« Ce geste peint bien son caractère secret. Maintenant, il sait. Je suis perdue, à moins d'arriver à lui persuader que l'envoi de ces fleurs dans les airs n'est qu'un geste courtois bien naturel chez un ancien hôte de cette maison. Mais il me demandera pourquoi je les lui ai dérobées. Si j'avais eu l'audace de les exposer au salon et de le convier à venir les admirer, il aurait cru à l'attention originale de l'aviateur Nollic. Pour avoir voulu garder pour moi des fleurs qui n'appartiennent en effet qu'à moi seule, je me suis trahie. »

Le troisième son impatienté de la cloche retentissait.

« On m'appelle! Ah! comme je le déteste pour cette nouvelle infamie! »

Quand Raymonde pénétra dans la salle à manger, son mari avait commencé son repas. Jamais il ne s'était permis une tell grossièreté.

L'air glacé, il gronde :

— Vos manies de sans-filiste vous retiendront bientôt tout à fait dans l'éther! Comme je tiens encore à la terre et reviens fatigué, je mange.

Cette impolitesse, au lieu de l'accabler, ranime son courage. Elle lui réplique qu'ils ont en effet des goûts assez contraires.

— Mais nous les accorderons malgré vous, ma chère, et c'est, je crois, ce qu'on appelle en musique, l'harmonie. L'harmonie céleste! Vous n'avez jamais eu d'attention pour les agriculteurs qui vivent sur cette bonne glèbe. Il vous faut les chants d'Ariel. Je vous obligerai à redescendre de votre zénith.

Effrayée par ces allusions, elle garde le silence, lorsque Tugdual déclare :

— Je vais me rendre à Brest... pour affaires!

Raymonde défaille. Il ricane avant d'ajouter :

— Je n'aurais jamais cru à tant de regret en apprenant une nouvelle absence, chère amie! Rassurez-vous, elle sera courte..., mais décisive, espérons-le.

Il se remet à dévorer avec un appétit féroce. A peine la dernière bouchée engloutie, il se retire sans paraître s'apercevoir

de la présence de sa femme. Il marche vers la cuisine. Un instinct avertit Raymonde d'un danger. Vivement relevée, elle se jette dans le couloir et entend son mari commander à Gobrien de se rendre au Rozec. Il priera M. Louis de venir le trouver à Finis terræ. Lorsque M. Louis arrivera, il le fera monter dans son cabinet de travail, qu'il ne quittera pas de l'après-midi!

Effrayée, Raymonde s'évade par le portail qui ouvre sur le bois, afin de n'être pas surprise. Elle s'enfonce sous le couvert de la ténébreuse pinède et atteint aux ormeaux, chênes et châtaigniers qui abritent les corbeaux. Les lugubres oiseaux psalmodient de leurs voix gutturales une sorte de litanie funèbre.

Brûlée par la fièvre, Raymonde songe à partir pour Brest.

C'est la seule façon de sauver Hervé et de se libérer elle-même de son mari. A l'examen, ce projet lui semble médiocre. Si sa fuite consacre sa rupture personnelle, elle ne doute pas qu'un homme aussi obstiné que Tugdual saura les retrouver, Hervé et elle. Elle n'en doit attendre aucune pitié. Son mari se croit un justicier. Très honnête dans ses affaires et ses mœurs, il est implacable pour les autres. Il croit maintenant à la culpabilité d'Hervé. Ce bouquet et son inscription ne prouveraient cependant pas grand chose, si Raymonde n'avait pas commis la maladresse de le cacher. Le sentiment de son erreur l'accable.

Les corneilles croassent et le sous-bois avec ses échos de nef ogivale prolonge leurs chants rauques. Elle lève des mains exaspérées. Si elle en possédait le moyen, elle exterminerait tous ces noirs oiseaux, symboles de cet affreux Finis terræ.

Elle imagine Tugdual retiré dans son cabinet de travail et mettant en ordre ses papiers, examinant ses titres, prenant les plus graves dispositions. Il aperçoit les risques du meurtre qu'il médite et veut laisser à Louis un bilan parfaitement net, en cas de malheur.

« Hervé est condamné et sa bravoure ne le sauvera pas, gémit-elle, épouvantée. Mon tour viendra. Ma fuite à Brest n'empêchera pas Tugdual de me rejoindre. Et j'ai le douloureux pressentiment qu'Hervé ne tient pas à me recevoir. Il lui déplairait d'avoir à cacher et défendre, contre son mari, une épouse légitime. Son jugement rendu, Tugdual l'exécutera donc. »

Appuyée au tronc moussu d'un chêne, Raymonde, la tête

levée, réfléchit, lorsqu'elle s'écrie d'un air exalté : « Eh bien ! non, il ne l'exécutera pas ! »

Regagnant à la hâte le manoir, elle rentre dans sa chambre, baise passionnément le bouquet déjà flétri par son voyage en avion et lui chuchote : « Inspire-moi ! Sauve-nous ! »

Elle change de toilette et se vêt de blanc en se rappelant, avec un sourire navré, que ces robes blanches, ordinaires à Nice ou à Toulouse, étaient blâmées par les douairières morbihannaises qui ne les estimaient pas convenables. Puis elle redescend à la hâte et s'achemine vers le jardin dont elle obtint à grand peine la création de Tugdual. Avant son arrivée à Finis terræ, on n'y trouvait pas une rose, les fleurs étant jugées inutiles. Les parterres avaient été pris sur la prairie qui s'étendait de la barrière d'entrée à la façade du manoir-forteresse. Un sécateur à la main, Raymonde passe devant les arbustes et affecte de s'intéresser à leur floraison ; mais, à chaque moment, elle jette des regards aux bois et à l'avenue. La joyeuse sonnerie d'un baptême retentit à Kerroch.

« On va faire un nouveau chrétien et moi je prépare ici un crime ! »

La pensée de regagner son appartement lui vient.

« Impossible, je veux sauver Hervé ! »

Elle s'impatiente. Louis n'arrive pas. Elle aperçoit sur la levée de terre de l'ancien marais salant quelques paysans aux chapeaux « à pannes » flottantes. Leurs femmes en coiffes blanches portent des « devantals » de soie gorge de pigeon. Des petits enfants multicolores voltigent autour de leurs parents comme des papillons.

Cette scène d'un bonheur simple, par contraste avec ses sinistres projets, l'émeut aux larmes. « Mon Dieu ! Comment puis-je en être arrivée à vouloir perpétrer cette horreur ? En ce moment, Tugdual met en ordre ses papiers comme un homme qui envisage lui-même une mort possible... ou une arrestation. Ah ! la vie est souvent une sinistre bouffonnerie. Non, je ne jouerai pas cette infâme comédie ! »

Raymonde rentre au manoir, lorsqu'elle remarque Gobrien posté au sommet du perron de l'office. Une main en abat-jour sur son bon œil, il observe le lointain. Elle s'arrête, frémissante. « Il attend Louis, afin de le conduire à son maître ainsi qu'il en a reçu l'ordre, et je devine le résultat de ce concilia-

bule : la perte d'Hervé. Eh bien ! je l'empêcherai. Il serait abominable que Louis, coupable par pensée et presque par action, prît figure d'innocent et qu'il eût part à la vengeance de son frère. »

Les yeux mordorés de Raymonde, tirés par leurs angles, deviennent aigus comme des stylets dont ils ont les reflets métalliques. Elle retourne au parterre fleuri, lorsqu'elle distingue Louis au bout de l'allée des cyprès. Il s'en vient sans aucun empressement. Sans doute cette convocation imprévue l'inquiète un peu.

La pitié attendrit Raymonde à l'approche nonchalante de son beau-frère. Celui-ci, de loin, apercevant la jeune femme, soulève son feutre gris d'un geste amical et accélère son allure. Elle joue la surprise et sourit.

— Mon frère me fait appeler pour je ne sais quel motif..., quelque commission pressée, sans doute, explique Louis.

— Pressée, j'en doute, car Tugdual est sorti avec son Fédor, son fameux chien russe qu'il aime maintenant au-dessus de toutes les créatures. Je crois qu'il est allé examiner l'emplacement d'un nouvel affût sur les falaises.

Déconcerté et en même temps rassuré parce que cette promenade de Tugdual lui prouve que sa convocation n'a pas un caractère d'urgence, et par conséquent de gravité, Louis sourit à son tour, en disant :

— Eh bien ! j'attendrai mon frère. Que faites-vous là, belle jardinière ?

— Je m'apprête à regarnir les vases du salon. Il ne me faut pas compter pour ce service sur Pierrine et Mathurine, plus habiles à couper les choux et les raves.

Elle sourit et se rengorge avec coquetterie. Les yeux clairs de Louis vacillent et sa bouche frissonne. Devant le trouble de son beau-frère, Raymonde murmure :

— Promenez-vous en attendant la rentrée de Tugdual, et permettez-moi de cueillir mes fleurs.

— Je vais vous aider.

— Alors, prenez le sécateur, instrument pénible.

— Oh ! avec plaisir !

Il est enchanté. C'est la première fois que Raymonde lui témoigne quelque confiance depuis le passage d'Hervé à Finis terræ, et il en conclut qu'elle lui pardonne enfin ses paroles

imprudentes. Jamais autant qu'aujourd'hui sa belle-sœur ne lui a paru exquise. Comment a-t-il pu commettre la vilenie de la faire suspecter par son frère? Ne l'aime-t-il pas? Ah ! c'est son amour même qui l'affola.

— Vous rêvez, poète, au lieu de cueillir mes fleurs.

Il rougit.

— Excusez-moi, n'êtes-vous pas la plus délicieuse rose de ce parterre?

— Mais elle n'est pas à prendre, réplique-t-elle gravement.

— Je ne le sais que trop !

— Allons! paresseux, ajoutez ces glaïeuls à votre brassée.

— Bien volontiers.

— Et ces godélias.

— Tant qu'il vous plaira.

— Et quelques-uns de ces cinéraires maritimes.

— Les fleurs me débordent. Je vais ressembler à un buisson ardent.

Il rit. Elle songe : « Quel garçon puéril! Tout glisse sur lui! Moi, je n'oublie pas. Misérable, mes tortures, je te les dois ! Et maintenant, nos vies, à Hervé et à moi, sont menacées par ta fourberie. »

Heureux, Louis continuait de couper les fleurs, qu'il retenait d'un bras, et qui dépassaient sa tête blonde.

— Êtes-vous satisfaite?

— Très contente ! Maintenant, ayez la bonté de les porter au salon où nous les disposerons dans les vases.

— Il serait peut-être plus prudent de les déposer d'abord à la cuisine pour rogner leurs queues à la taille nécessaire?

Pâle de saisissement, car tout son artifice serait anéanti, Raymonde réplique en s'efforçant à rire :

— Quel homme précautionneux vous êtes, monsieur Bohellec ! Nous n'en finirions pas. Les domestiques ne sont-ils pas là pour emporter les épluchures ?

— Vous avez raison.

Sa belle-sœur le précède et il la suit, submergé par ses fleurs; aussi réclame-t-il gaîment ses doigts pour le guider, car il ne voit rien !

— Si vous teniez ma main, vous laisseriez tomber mes roses, merci bien, réplique-t-elle avec une feinte gaîté.

Lorsqu'ils traversent le vestibule, Gobrien se précipite

hors de l'office. Raymonde, comprenant qu'il veut aller prévenir son maître de l'arrivée de Louis, lui commande sèchement de rester à la cuisine.

Tandis qu'elle gravit l'escalier, suivie de son beau-frère, elle défaille à l'idée que, si le valet avait averti Tugdual, elle était perdue, confondue. Accusée de mensonge, c'était, cette fois, l'éclatant aveu de sa faute et leur perte assurée, à Hervé et à elle.

Lorsqu'elle atteint au seuil du salon, Raymonde, en songeant à la scène tragique qu'il lui faut maintenant jouer, étouffe. Devant l'inquiétude de Louis, elle avoue qu'elle ne peut plus monter un escalier. Elle devient vieille!

— A trente ans! Vous plaisantez! Votre marche est ailée comme celle des déesses qui protègent votre cité Palladienne. Vous m'avez amené au pas de charge du jardin jusqu'au manoir. Vous couriez trop vite, je ne pouvais vous suivre, c'est votre faute si vous êtes essoufflée.

La main sur la poignée de la porte, Raymonde répond d'une voix étranglée par son émotion intense :

— Heureusement nous sommes arrivés au but.

Et elle ouvre.

Depuis l'année précédente, Tugdual, à la prière de sa femme, avait diminué cette vaste pièce impossible à chauffer et manquant d'intimité, en faisant tendre des tapisseries flamandes sur des panneaux qui formaient cloison. Dans le retrait ménagé par ces tentures, il avait organisé un cabinet de travail. C'est là qu'il vérifiait les dépenses et recettes de son domaine et tenait sous clef ses titres et papiers de famille

Tugdual, invisible, se trouvait derrière les tapisseries; Raymonde, qui le savait, dit avec force, afin de fixer aussitôt l'attention de son mari :

— Voulez-vous avoir l'obligeance de déposer *vos* fleurs sur ce guéridon, Louis?

— Vous me faites trop d'honneur en disant « vos fleurs », Raymonde, car je n'en ai récolté qu'une partie. Et je regrette de n'avoir pas songé à vous apporter une brassée de mes « Maréchal Niel », puisque je vous ai entendu vanter leur éclat doré qui, d'ailleurs, paraîtrait terne comparé à votre teint admirable de méridionale.

Elle lui sourit avec une feinte confusion. Alors il ajoute :

— Pauvre Herminie, trop bien nommée, ses joues neigeuses m'auraient glacé les lèvres, tandis qu'une bouche boirait du soleil sur votre front, Raymonde.

Elle lève son index d'un geste mutin, afin de paraître l'inciter à cesser ses compliments. Elle entend froisser un papier. Elle frémit en comprenant que Tugdual, irrité, n'a pu retenir un mouvement de colère. Elle redoute qu'il ne se précipite dans le salon avant que la scène décisive n'ait été jouée. Mais son mari, évidemment désireux de savoir, a repris son immobilité.

— Au lieu de me contempler, Louis, apportez-moi les vases de la cheminée et de la table, afin que nous les garnissions.

— Eh! que m'importent ces fleurs, Raymonde, c'est vous qui m'intéressez. Puisque, par une bonne fortune, trop rare depuis de longs mois, je vous trouve seule, laissez-moi m'expliquer, car j'ai beaucoup souffert.

— Je ne vous comprends pas.

Le ton ingénu de Raymonde stupéfait Louis, qui se récrie :

— Ah ! soyons sincères ! J'ai des torts !

— Je vous saisis de moins en moins.

— Vous parlez ainsi par générosité et pour m'excuser, Raymonde. Il me faut vous faire ma confession générale...

— Très inutile!

— Au contraire, nécessaire ! Nos relations étaient enfiellées. J'ai besoin de votre absolution.

Elle prononce durement :

— Je ne sais pas si vous la méritez.

— Je vais vous prouver que je la mérite. Laissez-moi prendre votre main et la retenir. J'en aurai plus de courage à vous exprimer tout ce que je ressens... Souvenez-vous, Raymonde, à peine vous avais-je aperçue le jour de votre arrivée dans cette maison, que je me sentis tout entier à vous malgré des fiançailles que je devais rompre... pour l'amour de vous.

Raymonde souriait avec une horrible satisfaction, lorsqu'elle crut voir la tapisserie se soulever et Tugdual apparaître, effroyable de rage. Elle trembla. Un courant d'air avait fait se gonfler les gentilhommes flamands, qui clouaient de leurs épieux des ours contre les arbres. Son mari maîtrisait sa fureur, afin d'entendre jusqu'au bout la confession de son frère. Elle en eut une odieuse joie.

Affairée devant ses fleurs qu'elle assemblait par nuances, elle avertit Louis qu'il ferait beaucoup mieux de les trier que de rappeler des souvenirs auxquels il ne fallait plus penser.

— Pardon, j'y pense et j'y penserai... jusqu'à ma mort, Raymonde.

— Oh! quel grand mot! Je ne vous crois pas. Allons! taisez-vous jusqu'à la rentrée de Tugdual que vous semblez bien avoir oublié.

— C'est vrai, et j'en ai des regrets! Mais la passion emporte tout : raison, reconnaissance, affection, respect. Vous seule m'importez, bien aimée!

La voix du jeune homme s'était exaltée. Elle eut un sourire complice qui l'affola.

— Raymonde, laissez-moi me mettre à vos genoux comme ce soir du départ de mon frère pour Pontivy. Ce que je vous avouais à ce moment-là, je le répète avec plus de résolution encore : je vous aime! Vous refuserez-vous toujours à moi?

— Je ne veux pas vous entendre; il me répugne d'abuser Tugdual.

— Oui, vous m'avez repoussé, mais vous ne persisterez pas toujours dans une défense si vaine. Tout nous rapprochait, âges, goûts, tendances. Réparons donc par notre amour secret, — puisque nous ne pouvons pas l'avouer, hélas! — l'absurdité de votre mariage. Vous êtes à moi, déjà, par le cœur et l'esprit, je veux que vous m'appartenez tout entière. Quelle ivresse!

— La vôtre, peut-être, lui répondit-elle avec une violence simulée, la mienne, non! Je ne crois pas en vous. J'ose même vous dire que je me défie de vous.

Désespéré, Louis protesta contre cette accusation; mais Raymonde, de plus en plus sévère, prononça :

— Non, je ne croirai jamais en vous. Parce que je vous ai résisté, vous avez essayé de me déshonorer avec vos inventions mensongères. Vous ne saviez rien, mais votre jalousie imagina des faits trop aisément accueillis par Tugdual. S'il existe un coupable, en intentions, c'est vous seul. Je vous dois une existence abominable et vous voudriez me voir dans vos bras! Ce serait vraiment trop de bonté.

Bouleversé par la honte, le remords et la passion, Louis repart vivement :

— Je souffrais de la présence de cet aviateur que vous

connaissiez depuis longtemps, et, dans ma peine et mon ressentiment, j'ai en effet commis la faute d'avertir Tugdual de sa présence regrettable chez vous. Sur l'honneur, je vous le jure, je n'ai pas dit davantage.

— C'est beaucoup trop, puisque vos insinuations m'ont valu les injustes soupçons de Tugdual et une existence de réprouvée.

Anéanti par ces reproches, Louis demeure un instant silencieux. Sentant la partie perdue, pris de colère, il gronde :

— Après tout, je n'ai pas rêvé votre intimité avec le lieutenant Nollic. Ma présence vous excédait. Je n'ai donc pas menti en faisant part à mon frère de mes impressions.

D'une voix terrible, Raymonde riposte qu'il aurait dû mettre le comble à sa sincérité en racontant d'abord à Tugdual qu'il avait essayé de violenter sa femme, quelques heures à peine après son départ.

— Ah! vous ne perdiez pas votre temps, Louis, termine-t-elle. Vous savez à la fois tromper, mentir, dénoncer.

— Je crois que vous partagez avec moi ces qualités, s'écria-t-il en quittant avec précipitation le salon.

Il voulait regagner le Rozec sans attendre son frère. Arrivé dans la noire pinède, assuré de n'être pas aperçu, il appuya son front contre le tronc rugueux d'un pin qu'il étreignit afin de résister à son envie de s'étendre. Il éprouvait un immense dégoût de la vie. En son trouble affreux, il cherchait les moyens de quitter le pays. Comment pourrait-il se retrouver devant son frère et sa belle-sœur ?

Un peu plus calme, il réfléchit à l'attitude de Raymonde. Le jour du départ de Tugdual, elle l'avait repoussé sans insolence avec des raisons respectables. A partir du moment où Hervé Nollic lui était tombé du ciel, quel changement dans ses manières! Son aversion éclatait. Il saurait en découvrir la raison! Il croyait la savoir et se défendrait. Il y a des injures qu'on ne pardonne pas.

Louis souffrait dans son orgueil d'homme. L'avait-elle piétiné, insulté, raillé! Il conclut qu'il ne devait pas éviter de rencontrer son frère. Sa rentrée au Rozec après son passage à Finis terræ lui semblerait suspecte. Raymonde l'avait averti que Tugdual devait courir les falaises avec son chien russe; il marcha vers l'estuaire. Arrivé à l'anse de Toul-Braz, il fut surpris de voir son frère sortir de la pinède, comme s'il le

suivait et arrivait du manoir. Fédor ne l'accompagnait pas. Louis revint rapidement sur ses pas en s'efforçant au calme.

Le teint presque gris, son nez courbe enfoncé dans sa moustache rousse poussée en avant par une moue de la lèvre, Tugdual appuie un regard morne sur son frère qui s'écrie :

— Le chasseur n'est pas content de son nouvel affût?

Bien que cette question lui paraisse insolite, Tugdual répond à voix basse :

— Au contraire, très satisfait! Tu t'en rendras compte.

A ces mots terribles dont il ne comprend pas la signification, Louis sourit avant de dire :

— Je me suis empressé de répondre à ta convocation. Je t'écoute.

— Convocation?

Tugdual ouvre de grands yeux.

— Eh oui! ne m'as-tu pas envoyé Gobrien? De quoi s'agit-il?

— J'ai changé d'avis, répond Tugdual, le sang aux joues. J'avais l'intention de partir demain pour Brest, je renonce à ce projet.

— Partir, demain, pour Brest? répète Louis inquiet.

— Non, mon cher, car j'ai mieux à faire ici.

— Quel langage sibyllin!... Mais ne devions-nous pas examiner ensemble les comptes du Rozec en cette fin de semestre? J'apportais à tout hasard mon carnet de dépenses.

— Oui, je sais, les bons comptes font les bons amis, Louis. Nous verrons ces chiffres un autre jour. Adieu!

Encore qu'il soit habitué à l'humeur brusque de son aîné, Louis le quitte, angoissé. Son frère ne se trouvait-il pas au manoir?

Il regagne le Rozec. A son passage, sur la glèbe fraîchement retournée qu'ils fouillent de leurs becs jaunes, les corbeaux croassent en se disputant les vers. La mer, étale, bat les grèves avec un rythme fatal.

Le lendemain, dimanche, Tugdual et Raymonde assistent à la grand-messe à Kerroch. Devant le porche Louis les attend pâle et nerveux. Il plonge le premier la main dans le

bénitier et offre l'eau sainte à son frère qui se signe avec une solennelle lenteur sans quitter Louis du regard ; puis, avec un sourire affectueux, il tend lui-même ses doigts à Raymonde très émue, car elle comprend l'intention de son mari. Louis suit alors avec humilité son aîné et sa belle-sœur à leur banc de châtelains de la paroisse.

L'abbé de Surzur, mince et droit, officie presque militairement devant l'assemblée des pêcheurs et de leurs femmes qui laissent tomber les bavolets de leurs coiffes jusqu'aux épaules, par respect du saint lieu. L'église maritime ressemble à une carène renversée et des sortes de hublots éclairent son plein cintre. Quelques petits navires modèles, pavoisés, suspendus en ex-votos aux poutres de la nef se balancent aux courants d'air.

En face de la famille Bohellec, le syndic des gens de mer et le garde-pêche, debout dans un long banc à balustrade, semblent des officiers mariniers de quart sur leur passerelle. Derrière eux, longs-courriers en congé et chalutiers en vareuses bleues se balancent d'une jambe sur l'autre comme des hommes accoutumés au mouvement perpétuel des flots.

Dans la chapelle de gauche, la noire fausse-châsse exposée rappelle un canot goudronné et le baptistère prend allure de cabestan. Le vent de mer souffle aux verrières et la clameur nostalgique de l'Océan donne aux fidèles l'impression d'une navigation vers l'infini dans cette arche sacrée.

Pendant l'office, Tugdual demeure agenouillé, les coudes au prie-Dieu et les mains sur les yeux. Son attitude pénétrée étreint sa femme et son frère. Les marins remarquent M. Bohellec ; sa piété leur est connue ; mais, d'habitude, il montre pourtant un visage impassible. Cette concentration les fait réfléchir. Ils soupçonnent que Finis terræ n'est pas la maison du bonheur.

Au sortir de l'église, Tugdual rend à son tour l'eau bénite à son frère, avec une expression de gravité singulière. Ensuite, il tend affectueusement la main à Raymonde anxieuse. Sortis sur la place du village, au lieu d'attendre M. de Surzur suivant leur habitude, Tugdual se dirige vers sa limousine et, au moment où Louis, comme chaque dimanche, s'apprête à y monter, son frère prononce froidement :

— A demain !

Stupéfait, Louis comprend que, pour la première fois, il ne déjeunera pas au manoir ce dimanche. Il demeure hésitant devant l'automobile et croit n'avoir pas bien compris, lorsque Tugdual ayant brusquement fermé la portière la fait démarrer.

Louis a le sentiment d'être chassé, et pour quel motif ? Raymonde s'est vengée. Elle a parlé. Et cet aveu explique l'attitude plus affectueuse de son mari envers elle.

— Tugdual m'aurait-il entendu hier ? Était-ce un guet-apens ? Je divague ! Mon frère m'aurait sauté à la gorge sur l'instant. Non, il n'était pas là. Raymonde a pris prétexte de cette scène pour me vendre. Eh bien ! dénonciation pour dénonciation, je persiste dans mon accusation et si j'ai péché par pensée, cet officier me semble trop homme d'action pour n'avoir pas été adultère ! Ma chère belle-sœur veut me rendre l'existence impossible, je vais attaquer à mon tour.

Avec l'imagination excessive d'un nerveux et d'un faible Louis accumule déjà plusieurs preuves de la culpabilité de Nollic et prépare les phrases émouvantes qui convaincront Tugdual qu'il ne fut lui-même qu'un peu galant, tandis que le vrai coupable s'est envolé.

... A Finis terræ, l'amabilité de son mari, pendant leur déjeuner en tête-à-tête, inquiète Raymonde. Elle s'attend à une allusion à sa hideuse comédie de la veille. Sur la fin du repas, après l'avoir contemplée avec des yeux dont les amoureuses scintillations la transissent, Tugdual déclare avec fermeté :

— Ma chère amie, hier, j'avais la ferme intention de me rendre à Brest.

Il expire l'air avec force, sourit, tend la main à travers la table et ajoute d'une voix profonde :

— Nous nous torturions sans raison ! Faisons la paix, Raymonde.

Elle refuse sa main et, les épaules levées, méprise son mari qui, se méprenant, reprend avec humilité :

— Ne soyez pas rancunière. Si je fus sévère et injuste, c'était par amour.

Elle eut un éclat de rire strident. Elle pensait : « Ces Bohellec sont vraiment frères de cœur et d'esprit. L'autre me dénonçait par amour ! Ils aiment une femme comme un rapace aime une tourterelle. Et ils nomment cela l'amour ! »

Tugdual maintenait sa main renversée, ouverte sur la table,

et continuait de sourire énergiquement à sa femme. Elle n'aurait pu se dérober à son étreinte que par une fuite. Elle céda. Il engloutit ses doigts fuselés dans sa paume coriace d'agriculteur et les y retint longuement comme pour les digérer.

— Tout est bien qui finit bien, murmura-t-il.

Elle répondit avec tristesse qu'elle manquait désormais de confiance.

— Mais moi, maintenant, j'ai confiance en vous, Raymonde. Nous pouvons donc être très heureux.

Elle sourit avec une pitié dont il ne pouvait pas comprendre l'effroyable ironie.

Vers le milieu de la nuit, Tugdual vint frapper à la porte de sa femme et se fit reconnaître. Elle le pria sèchement de la laisser dormir. Par crainte d'un scandale, l'attention de ses domestiques pouvant être éveillée, il se retira navré. Le lendemain, encore déconcerté, il fit remarquer à Raymonde que rien ne pouvait plus les empêcher d'être des époux. Il aspirait toujours au bonheur d'être père. A grand peine elle l'écarta sous le prétexte qu'elle avait souffert si cruellement de ses soupçons injurieux qu'il lui fallait un certain temps pour les oublier et s'accoutumer à l'idée de reprendre la vie conjugale.

... Parfois elle pleurait lorsqu'elle réfléchissait que sa défense devrait avoir une fin. Qu'attendait donc Hervé? Le jour de sa visite, avant l'arrivée de Tugdual, il lui avait affirmé qu'aussitôt nommé à la base aérienne d'une colonie, il l'appellerait. Sa volonté de ne pas la recevoir à Lorient ou à Brest la faisait souffrir. L'avait-il bercée de promesses qu'il ne comptait pas tenir?

Les serviteurs jasaient en constatant que M. Louis ne paraissait plus à Finis terræ. Les paysans qui avaient remarqué les regards sombres de Tugdual, quand il rencontrait son frère aux champs, estimaient que l'indolence de M. Louis justifiait les reproches de son aîné. Ce beau monsieur n'avait jamais eu de goût pour la culture.

Lorsque Tugdual s'en revenait du Rozec, son expression tourmentée effrayait Raymonde. Une fois, pourtant, elle surprit des larmes aux yeux de son mari. Retiré dans son cabinet de travail, les coudes sur la tablette de son secrétaire, le front ridé, les lèvres boudeuses, sa rude mâchoire serrée entre ses

poings, il pleurait en regardant une photographie de sa mère. Chaussée de sandales, car elle rentrait du jardin, Raymonde était venue avertir son mari que le mécanicien demandé afin d'examiner sa batteuse, était arrivé de Vannes. Encore qu'il eût une oreille subtile de chasseur, Tugdual ne l'avait pas entendue. Il sursauta en disant qu'il souffrait d'une névralgie intolérable. Elle ne fut pas dupe de son explication.

Ce même soir, miraculeusement guéri, Tugdual, qui avait remarqué, à la longue vue, un passage de pluviers, se rendit à un affût de pisé disposé au bord d'un ancien marais salant devenu marécage. Une partie de la nuit, Raymonde qui ne dormait pas, hantée par les pleurs de son mari, l'entendit tirer des coups de fusil avec une sorte de rage. Au matin, le couloir était taché du sang des oiseaux qu'il avait rapportés jetés en écharpe sur l'épaule. Suspendus aux crochets de la cuisine, ces pluviers cendrés à petites calottes rousses, becs ouverts, semblaient encore crier d'horreur.

Ce lendemain de chasse, Tugdual garda une expression féroce. Une semaine encore passa. Son mari obsédé ne lui témoignait aucune attention. Elle n'avait plus à se défendre contre ses tentatives amoureuses et le regrettait presque, tellement il lui montrait un visage terrible. Parfois, bras croisés, yeux écarquillés, il cherchait je ne sais quoi dans l'espace, enfin il mettait une main sur les yeux afin de ne plus voir ce qu'il imaginait.

Le lundi matin, pour la première fois depuis de longues années, Tugdual n'alla pas ordonner les travaux de la journée.

A midi, Gobrien avertit madame que monsieur, alité, souffrant de rhumatisme, s'excusait de prendre ses repas dans sa chambre et ne désirait recevoir personne.

La nouvelle l'inquiéta; elle avait des doutes sur cette maladie.

L'indisposition de Tugdual dura trois jours pendant lesquels Louis, prévenu, ne fit pas prendre de ses nouvelles. Les domestiques s'en étaient aperçus. La discorde s'avérait absolue entre les frères.

Le jeudi matin, Tugdual trouva dans son courrier une lettre de Lecornec, son berger de Kerbignac, en vis-à-vis du cap Penab sur la rive de la Loire inférieure. Lecornec l'avertissait qu'une épidémie de clavelée lui tuait beaucoup de moutons et récla-

mait des secours. Cette fâcheuse nouvelle fit briller les yeux de Tugdual d'un éclat extraordinaire. Lorsqu'il paraît au déjeuner, Raymonde lui trouve le visage ravagé d'un vieil homme. Elle lui reproche ses chasses à l'affût dans les goémons mouillés ou le sable trempé de son hutteau. Il ne doit s'en prendre qu'à lui-même des douleurs dont il souffre.

— Je sais assez combien vous êtes attentive à mon bien, Raymonde, gronde-t-il.

Elle rougit.

Cette même nuit, Raymonde venait de débrancher ses piles, l'audition de Londres terminée, lorsque des ululements irrités retentirent dans le bois. Elle crut d'abord que les hiboux, pourchassant en vain leurs victimes, exprimaient leur colère de les avoir manquées. Les cris des rapaces persistaient. Penchée sur l'allège de sa fenêtre, elle entendit les barbes sèches des pins pétiller sous les pas d'un homme qui surgit dans la clairière. Malgré l'ombre et l'éloignement, à sa vive surprise, elle reconnut Tugdual. Il s'avançait dans la direction du port. Il était donc guéri par miracle de ses rhumatismes? Pourquoi voulait-il laisser croire qu'il était incapable de marcher? Intriguée, elle guetta son retour. Elle succombait de fatigue, lorsqu'à trois heures du matin seulement, elle vit rentrer son mari, sournoisement, s'appliquant à n'être pas entendu. La porte gémit cependant sur ses gonds. Il attendit et mit un temps considérable avant de la refermer. Pourquoi ces précautions minutieuses? Qu'était-il allé faire sur les quais déserts du port?

Le lendemain, Tugdual se retrouve perclus. Il faut que Gobrien le soutienne pour qu'il descende à la salle à manger. Il se plaint pendant le repas de son infirmité. Ses domestiques s'apitoient, tandis que sa femme l'observe avec inquiétude. Que signifie cette comédie?

Tugdual commande à Gobrien de faire atteler.

Le valet revient prévenir que le cocher demandait à monsieur où il fallait le conduire?

— C'est mon affaire, répond Tugdual, gêné par l'attention de sa femme.

Il se relève en affectant de boiter. Du seuil de la cuisine il aperçoit ses domestiques assis autour de la table-huche. Coatarmanach, qui présidait leur repas, offre aussitôt le bras à son

maître pour le conduire jusqu'à la voiture. Au moment du départ, Tugdual déclare au vieux marin qu'il n'est pas assez souffrant pour avoir besoin plus longtemps de ses services.

— Si monsieur ne va pas trop loin, tout ira bien, dit Coatarmanach avec un brave sourire.

Au sortir de la pinède où les corneilles irritées semblent râper du bois, Tugdual se dirige ostensiblement vers Penab dont il inspecte les labours; puis, tournant bride, pousse sa jument vers le Rozec dont la gentilhommière à tourelle d'ardoises argentées se silhouette en clair sur la chênaie obscure. Sa préoccupation arque ses sourcils autour de ses yeux ronds et ajoute encore à sa ressemblance avec un chat-huant.

Il surprend son frère en élégant dolman, guêtré de fauve, étendu sur une chaise de rotin, afin de lire un roman, tout en fumant une cigarette. A l'approche de son aîné, anxieux, Louis attend une explication. Tugdual examine méchamment son cadet. Sa jeunesse charmante l'irrite. Les propos passionnés de Louis à Raymonde lui remontent à la mémoire. Il en pâlit de rage.

Se méprenant, Louis croit à la souffrance physique de Tugdual et le prie de s'étendre sur un rocking-chair.

— Je ne me sers jamais de ces instruments, répond-il brusquement. Voici ce qui m'amène chez toi...

Au moment de s'expliquer, la jambe droite de Tugdual est prise d'un tremblement qu'il ne peut arrêter qu'en portant le poids de son corps sur elle. Apitoyé, Louis le convie encore à s'asseoir, car il semble beaucoup souffrir.

— Oui, je souffre beaucoup, reprend Tugdual d'une voix déchirante qui stupéfie son frère.

— Tu aurais dû rester alité. Au lieu de te déranger, il m'eût été facile de...

Rouge de honte, il n'achève pas sa phrase. Il s'est rappelé qu'on ne voulait plus le recevoir à Finis terræ. Tugdual croit à une détestable intention de son frère qu'il hait maintenant autant qu'il l'a chéri. Il sort alors d'une poche de son veston l'enveloppe de Lecornec et dit rudement :

— Lis!

D'abord épouvanté à l'idée que cette lettre peut concerner ses rapports avec sa belle-sœur, Louis se rassure à sa lecture.

— Très regrettable, déclare-t-il, apaisé. Veux-tu que je me rende à Kerbignac?

— Je venais t'en prier.

— La route est longue pour se rendre jusqu'à ces landes. Comme il n'y a pas un seul pont suspendu sur l'estuaire de la Vilaine, avant celui de la Roche-Bernard, j'ai cent kilomètres à rouler en auto avant d'atteindre Kerbignac. Je pars à l'instant.

Les lèvres de Tugdual s'agitent sans rendre aucun son, comme si sa langue était restée collée au palais. Enfin il peut murmurer :

— Nous ne sommes qu'à dix kilomètres de Kerbignac en bateau.

— C'est exact! Je demanderai à Goarziou de partir un peu plus tôt avec l'*Aline*. Il me laissera sur la grève de Penestin. De là, en trente minutes de marche, j'atteindrai notre berger.

D'une voix toujours embarrassée qui étonne Louis, Tugdual lui conseille de ne pas réclamer ce service au patron de leur chalutier.

— Pourquoi cela? C'est un marin complaisant.

— Il ne nous doit qu'une part de pêche comme armateur et tu lui feras perdre une sortie.

— Alors Coatarmanach me conduira dans le petit « sinagot ».

— Coatarmanach ne peut pas quitter les valets de ferme pendant mon indisposition et ton absence.

— Je l'avais oublié. Une idée! Si tu me prêtais ton petit cotre de chasse? Je suis assez adroit manœuvrier pour le conduire à bon port.

L'air exténué, Tugdual s'asseoit avant de répondre :

— Mon cotre est à ta disposition.

— Je vais mettre à la voile, immédiatement. Il est probable que les dispositions à prendre pour sauver nos moutons m'obligeront à passer deux journées à Kerbignac. Ne t'inquiète donc pas si tu ne me vois pas rentrer avant samedi!

— Non, je ne m'inquiéterai pas, chuchote Tugdual, et il ferme les yeux.

— A samedi! clame Louis en s'éloignant.

Tugdual prononce gravement :

— A Dieu!

Chaque samedi matin, le marché de Kerroch attirait dans le bourg, autour de la vieille halle médiévale à grosse charpente de chêne appelée « la Cohue », les paysans de la paroisse, quelques familles bourgeoises et les revendeurs. En costumes de toile bise et chapeaux bretons, les sauniers proposaient leur gros sel fleurant la violette vendu à la petite mesure de bois. Les artisans du bourg, cordiers, bourreliers, voiliers, tisserands, tourneurs, exposaient aux devantures de leurs échoppes, cordages, filets, torches à bœufs, chaises, vaisselle, licous, toiles à voile. Rangée comme à la parade autour de la Cohue, les villageoises en coiffes à bavolets offraient dans leurs paniers, maintenus sur leur giron, poulets, œufs et beurre. Chacune d'elles portait au côté, comme arme défensive, le grand parapluie bleu dont, trop souvent, en ce climat pluvieux, elles devaient se protéger.

Tugdual se rencontrait ce jour-là avec les propriétaires, afin de se renseigner sur l'état des cultures régionales. Lorsque les paysans le voyaient arriver en blouse de velours, ganté de peau rouge, un chapeau de velours en forme de bicoquet avancé sur ses yeux ronds, un jonc à béquille d'ivoire au poing droit, ils s'exclamaient : « Ah ! voilà notre monsieur Bohellec ! Bien le bonjour à vous et à votre maisonnée ! »

Gestes et intonations de ces bonnes gens prouvaient leur estime pour le maître de Finis terræ.

Ce samedi, bonnes femmes et cultivateurs furent assez surpris de voir arriver seule, dans le breack conduit par Gobrien, Mme Bohellec. Aux premières semaines de son mariage, par curiosité, elle était venue contempler ce marché pittoresque. Bien vite le spectacle de ces Bretons en costume l'avait lassée. Pourquoi donc, aujourd'hui, Mme Bohellec faisait-elle son marché d'un air consterné?

Les confidences de Gobrien leur apprennent que M. Tugdual souffrait des jambes. Depuis l'avant-veille M. Louis se trouvait à Kerbignac. Madame avait donc été obligée de se rendre aux commissions.

Une saute de vent couvrit en quelques instants le ciel de nuages. De la place de Kerroch disposée au sommet de son coteau, on devinait les palus, le port et le cap Penab. Sur l'es-

tuaire d'un vert de bouteille, les moutons blanchissaient la crête des vagues. Les chalutiers, gîtés à faire craindre le chavirement, regagnaient le port.

— Regardez-moi donc cette voile jaune qui passe le môle et part quand les autres regagnent le nid, s'exclame un long-courrier. Quel fou la gouverne ?

— C'est notre sinagot, répond Gobrien inquiet.

Ses achats terminés, Raymonde pénétra dans l'église. La tête entre les mains, elle méditait dans l'effroi. A la veille du dimanche, de vieilles Morbihannaises aux coiffes en ailes de goéland, ornaient les autels. L'opiniâtre prosternation de la dame du château les étonnait. Enfin relevée, Raymonde songeait à rendre visite à M. de Surzur, lorsqu'elle aperçut, sous le porche, Gobrien agité. Presque aussitôt les douze coups de midi sonnèrent.

Renonçant à demander le curé, elle suivit son valet. Il la ramena grand train à Finis terræ. Au bruit du break sur les graviers de la cour, Pierrine, Mathurine et les valets de l'exploitation sortirent en tumulte de la cuisine; ils parlaient tous à la fois. La nouvelle était arrivée au port que le cotre de M. Louis avait coulé la veille en vue de Kerbignac. Des sardiniers de la Turballe croisant dans ces parages avaient vu l'embarcation de bois s'enfoncer comme un bateau de fer. C'était extraordinaire ! Sur le lieu du naufrage ils avaient recueilli des avirons et le veston de M. Louis. Ce vêtement abandonné prouvait que le naufragé s'était dépouillé de ses vêtements. Bon nageur, il pouvait avoir abordé un point désert de la côte. M. Tugdual, aussitôt prévenu, était parti en auto pour Kerbignac.

Restée dans le break, Raymonde avait écouté cette désastreuse nouvelle de l'air navré, mais résigné, d'une personne qui n'est pas complètement surprise par le malheur. Un palefrenier dételа le cheval. Elle demeurait toujours immobile dans la voiture.

— Eh ! madame ! S'il vous plaît.

Elle ouvrit de grands yeux, descendit le marchepied et regagna la pièce de la tourelle sans vouloir déjeuner. Le verrou poussé et la portière glissée sur ses anneaux, tombée sur les genoux, mains jointes, elle put enfin gémir :

« Par ma faute ! Par ma très grande faute ! » Puis elle pensa :

« Je veux encore croire Louis victime d'un accident de mer. Combien de gens se sont noyés depuis mon arrivée sur ce maudit littoral! »

Cependant la disparition de son beau-frère, quelques jours après qu'elle l'eut livré misérablement à Tugdual pour sauver Hervé, la bouleversait. Jusqu'à la nuit elle pleure, regrette, s'accuse. Puis elle essaie sa défense. Une âme humaine a de ces replis et, pendant un examen de conscience, cherche encore à se disculper. Il lui paraissait que le vrai criminel, c'était Tugdual, si la perte du cotre n'était pas accidentelle. Et encore, la responsabilité de son mari n'était pas prouvée. On ne pouvait tout de même pas l'accuser d'avoir fait chavirer une embarcation dont il était éloigné de quelques kilomètres!

Relevée de son agenouillement, elle regarde la mer au crépuscule et l'écoute. Ses déferlements chantent avec une nostalgie poignante, et elle pense : « Si vraiment Tugdual est responsable de la mort de son frère qu'il aimait, quel supplice n'eût-il pas infligé à Hervé? »

Soudain, elle éprouve un sentiment de délivrance au milieu de ses angoisses. Quelques instants plus tard, elle éclate en sanglots convulsifs. « Un monstre sommeille en chacun de nous », réfléchit-elle avec horreur. Tout cette nuit ne fut pour elle qu'un cri de douleur.

L'après-midi du dimanche, le bruit se répand parmi les marins du port qu'une barque qui draguait sur le littoral de Pénestin, après avoir abordé ce village pour y acheter du pain, avait su que les messieurs Bohellec s'étaient retrouvés à Kerbignac. Raymonde regretta d'avoir été assez vile pour soupçonner son mari et soupira d'aise en sachant Louis hors de danger.

Le soir venu, elle se demanda comment Tugdual n'avait pas eu l'attention de la faire prévenir. Sans bureau télégraphique à Kerbignac, il pouvait lui envoyer une lettre par automobile. Son indifférence en de telles circonstances lui prouvait son hostilité. Prévoyant un avenir suspect, elle se désespéra.

Dès sept heures, le lundi matin, Raymonde se rendait à la ferme, afin d'envoyer Coatarmanach à Kerbignac, lorqu'en traversant l'allée des ormeaux où les corneilles se querellaient âprement, une rapide torpédo l'oblige à monter sur l'écharpe

herbeuse de l'étroite chaussée. Son mari tenait le volant de la voiture. Il freine brusquement et les pneumatiques arrachent la caillasse. Elle n'aperçoit pas Louis et s'exclame, angoissée :

— Vous revenez seul?... Je croyais!... Ah! vous l'avez laissé au Rozec?

Resté sur son siège, Tugdual porte les mains à ses yeux et reste masqué.

— Parlez donc!

— Disparu!

Ses yeux d'une fixité horrible, la lèvre inférieure avancée, on peut aussi bien voir de la férocité ou un désespoir intense dans l'expression de Tugdual. Il remet en marche sa torpédo et la conduit au garage.

Rentrée au manoir, Raymonde erre de pièce en pièce. Les larmes aux yeux, elle veut avouer l'innocence de Louis et par quelle affreuse adresse elle est arrivée à le compromettre. Elle se meurt à l'idée de son abominable responsabilité, espérant encore que Louis fut la victime d'un accident. L'enquête de son mari la renseignera.

Elle va, vient, monte et descend les escaliers. L'ouragan de sa conscience révoltée la meut. « L'enquête de Tugdual! réfléchit-elle avec un sourire d'une affreuse ironie, j'en imagine les conclusions. Il s'est rendu à Kerbignac, afin de pouvoir parer à toutes les accusations! »

Arrêtée dans le vestibule, elle entend Coatarmanach raconter avec émotion aux domestiques et valets de la ferme réunis autour de lui que le pauvre monsieur Louis est perdu! Des pêcheurs ont vu le cotre s'enfoncer comme une pierre! Une embarcation de bois peut se retourner dans un grain, mais la coque devrait flotter, à moins d'avoir été trop lestée de gueuses de fonte et volontairement avariée. Un bateau de chêne couler comme une carcasse de fer, jour de Dieu! on n'avait jamais vu cela!

Raymonde serait tombée sur le dallage si elle ne s'était pas retenue à l'espagnolette de la fenêtre. Elle se souvient de la sortie nocturne de son mari, la veille du départ de Louis sur ce cotre. Retirée dans sa chambre, elle espère que Tugdual lui fera la grâce de ne pas jouer une hideuse comédie. Cependant, elle ne doit pas le condamner avant de l'avoir entendu. L'opinion de Coatarmanach n'est-elle pas discutable? Elle éprouve

donc tout à la fois le désir et la frayeur d'une explication. Si Louis fut la victime du coup de vent, quelle délivrance pour sa conscience! Des larmes plus douces tombèrent sur ses mains en se rappelant ce charmant beau-frère qui n'avait commis d'autre crime que de l'aimer.

Après avoir attendu vainement Tugdual, Raymonde fut prévenue par Pierrine que monsieur, très peiné et souffrant, s'excusait de rester dans sa chambre. Elle inclina la tête. Elle était renseignée.

Un peu plus tard, les mains étreintes, elle gémit :

— Désormais, pourquoi rester ici?

En sa conscience, une voix répondit : « Pour expier! »

Les journaux du Morbihan avaient commenté le naufrage de M. Louis Bohellec, frère et associé du propriétaire de Finis terræ, président de l'Union agricole armoricaine. Ils s'accordaient à vanter les qualités de MM. Bohellec : Louis, aimable et simple, que son chapeau à la mode bretonne avait rendu populaire; Tugdual, éminent par sa science d'agriculteur et sage conseiller des cultivateurs de sa région. Les journalistes de Vannes, Lorient et Pontivy assuraient le président Bohellec que, si l'estime d'une population pouvait adoucir sa douleur, on le priait de croire tous les Bretons de cœur avec lui dans son grand malheur.

Tugdual vaque à ses travaux avec un calme plein de dignité. Ses yeux cuivrés se posent avec autorité sur ses interlocuteurs. Plus que jamais il s'astreint à suivre la règle de vie religieuse qu'il s'est imposée; mais au lieu de *l'Imitation*, c'est la Bible qu'il lit maintenant au soir de ses journées.

La sérénité de son mari épouvantait Raymonde. Non seulement cette tragédie n'avait pas marqué d'horreur son visage, mais elle l'avait soulagé, détendu.

Raymonde se rappela l'histoire de Jean Parcieux racontée par le docteur Merville, et sa conclusion l'obséda : « Le remords n'est qu'une affaire de déséquilibre des fonctions physiologiques. Un bon estomac digère tout, même un crime. Dans ce cas, rien n'altère la tranquillité du meurtrier. »

Parmi les personnes de l'entourage de M. Bohellec, il en était une que le calme du propriétaire de Finis terræ surpre-

nait : Coatarmanach le chauve. Ce marin qui, tant de fois, s'était élancé au secours des pauvres gens en danger de « perdre leurs corps », se rappelait l'affirmation des pêcheurs qui avaient vu le cotre couler à sec de toiles. Si M. Louis avait eu le temps de baisser sa voile, que signifiait son chavirement et surtout son enfoncement invraisemblable ? Un soir à la veillée, assis sous la hotte de la grande cheminée dans un fauteuil de bois, ses galoches exposées aux cendres chaudes, il grommela que si le vent debout ne l'avait pas empêché d'atteindre le lieu de la catastrophe, rien qu'à voir la position des quelques morceaux de bois en dérive, il aurait deviné les causes de ce malheur.

— Mon Dieu ! nous savons trop ce qui s'est passé, avait répondu Mathurine, le canot de notre défunt M. Louis s'est enfoncé et il l'a suivi après s'être bien débattu.

Sur ces paroles, la bigoudène se signa et les assistants l'imitèrent. Alors Coatarmanach gronda :

— Non, vous ne savez rien !

Un brassard de crêpe au bras, Tugdual surveillait, avec une majesté triste, les tâcherons de Finis terræ et du Rozec. De temps à autre, il s'accordait une nuit d'affût dans les bois de pins ou sur les landes. Il s'exerçait maintenant à naturaliser martres, fouines, belettes, putois, renards, hérissons. Sa manie macabre infectait le manoir et ces animaux morts, aux contorsions forcées, excédaient ses serviteurs. Parfois Tugdual jouait avec eux comme un enfant s'amuserait des moutons ou des bœufs de sa bergerie. Il les organisait en compagnie sur des tables, et composait avec ses oiseaux et mammifères des scènes de combat. Pendant ces opérations stratégiques, il éprouvait une délectation morose, visible au mince sourire figé de ses lèvres.

Avec les mois, sa politesse avec sa femme prenait un caractère galant. Il avait l'attention d'envoyer ses ouvriers soigner les rosiers et les dahlias de Raymonde, alors qu'il déclarait autrefois regrettable d'employer des hommes à ce jardinage d'agrément. Plusieurs fois il lui offrit de la mener en automobile à Vannes pour la distraire.

Son repas terminé, il s'attardait avec elle et ses yeux luisaient d'un feu de plus en plus ardent. Un soir, il lui dit d'un ton pénétré :

— Nos caractères se sont parfois heurtés; néanmoins, je bénis le jour de notre rencontre à Toulouse.

Elle eut envie de lui crier : « Et moi je le maudis ! »

Il lui souriait. Elle trouvait son sourire hideux.

Malgré l'allure presque méprisante de sa femme, Tugdual saisissait tous les prétextes pour s'approcher d'elle. Il louait ses yeux plus beaux encore qu'autrefois, frôlait sa chevelure pour en vanter la qualité ou critiquer le genre de coiffure, s'intéressait à ses toilettes et lui suggérait une visite à sa couturière chez laquelle il la mènerait bien volontiers.

— Vous oubliez que je suis en deuil ?

— Vous portez le noir à ravir, ma chère amie.

Elle estima sa réponse cynique.

Comme aux premiers mois de son mariage, il lui baisait les mains chaque fois qu'il la trouvait ou la quittait.

— Nous sommes en grande partie les auteurs de notre bonheur ou de notre misère, Raymonde, déclara-t-il un soir. Je prends la résolution, du plus profond de mon cœur, de faire désormais l'impossible pour vous rendre heureuse. Mon humeur ne fut pas toujours avenante ; dans l'avenir, j'en fais le serment, vous trouverez en moi le plus affectionné des maris.

Cette même nuit, Tugdual se présente à la porte de la chambre de Raymonde et s'annonce. Elle garde le silence et espère qu'il se retirera. Mais, fou de passion, sans souci du scandale, d'un coup d'épaule il fait sauter la serrure et s'avance à tâtons dans les ténèbres.

— C'est moi, ma chérie ! Nous sommes époux. Nous l'avons oublié depuis trop longtemps.

Elle se tait, horrifiée. Trompé par l'obscurité, il heurte un fauteuil, s'irrite de l'obstacle et le renverse d'un coup de pied. Il touche enfin le lit et saisit la tête de sa femme en disant d'une voix rauque d'amour :

— Je vous adore !

Elle se sent perdue, se débat et, d'un cri qui traverse la nuit comme un éclair et son tonnerre, lui hurle :

— Assassin !

— Oh !

Il l'abandonne, recule, s'arrête. Dans la nuit noire qui le maintient invisible, elle l'entend râler. Le mot l'a poignardé. Il demeure cependant quelques minutes encore dans la chambre

comme incapable de mouvement. Raymonde halète d'angoisse dans la crainte d'un retour offensif, et, peut-être, cette fois, criminel, de son mari. La respiration de Tugdual se calme peu à peu. Après un gémissement plaintif, gémissement qui rappelle un ululement mélancolique, Tugdual quitte enfin la pièce. Arrivé dans le couloir, il écoute, anxieux, afin de savoir si le cri de sa femme a réveillé ses domestiques. Le silence du manoir le rassure et il descend l'escalier d'une marche muette impossible à surprendre.

Longtemps après son départ, Raymonde n'ose pas aller refermer sa porte. L'Océan, par cette nuit sans vent, étale ses vagues sur les grèves avec des froissements de soieries.

Le lendemain, Tugdual, en revoyant au jour Raymonde, garde une telle sérénité, qu'elle croit avoir subi une atroce hallucination ; mais le verrou arraché témoigne de la réalité de cette scène d'horreur. Impassible, Tugdual évite cependant les regards de sa femme et ne lui témoigne aucune attention.

La semaine s'achève, douloureuse pour Raymonde, qui succombe aux reproches de sa conscience. La fièvre la consume. Les croassements des corbeaux, les déferlements des flots ou les ululements des chats-huants lui répètent désormais sans cesse : « Malheureuse ! C'est avec des fleurs comme leurre que tu as envoyé Louis à la mort ! Sans ton odieuse scène de coquetterie, il vivrait ! Malheureuse ! »

Elle songe à fuir Finis terræ. Les basses considérations de la vie matérielle la retiennent dans la maison de son mari. Le capitaine de Puycelse, après avoir perdu son portefeuille d'assurances, était réduit à voyager pour la représentation d'une maison de café. Sa mère, soupçonnant un drame de jalousie, lui avait écrit : « Tu es une maladroite. »

D'ailleurs, maintenant persuadée qu'Hervé Nollic l'oublie, elle se laisse glisser comme une épave dans les courants.

Un après-midi qu'elle se promenait sur le port, elle remarque une grande barque étrangère à deux mâts et moteur auxiliaire. Ce thonnier aux antennes recourbées est abandonné de son équipage parti se ravitailler au village. Une femme en coiffe papillon à la mode d'Auray, sortie par l'écoutille, observe

Mme Bohellec, saute sur le quai et lui remet une lettre enveloppée, par précaution, dans un gros papier gris.

— Voilà trois voyages que je fais avec mon mari, patron de ce bateau, sans pouvoir vous rencontrer seule, explique la Bretonne. Ma commission est faite. Bien le bonsoir, madame.

La femme du pêcheur rentre dans la cale du thonnier. Troublée, Raymonde se cache à l'abri du hangar aux gréements afin de prendre connaissance de la lettre signée : Hervé Nollic.

« J'ai longtemps cherché le moyen, ma chère Raymonde, de vous écrire. Prévenu que M. Bohellec exigeait du facteur de Kerroch la remise de tout le courrier destiné à Finis terræ, une lettre de moi connue de votre mari nous eût trahis. J'ai trouvé une personne de confiance qui vous remettra cette enveloppe.

« Je vous avais assuré qu'aussitôt attaché à la base aérienne d'une colonie, je vous appellerais près de moi. Je viens d'être nommé à la direction de notre aviation au Sénégal. Je vous attends avec une impatience extrême. Aucune considération ne doit vous retenir. Nous sommes encore jeunes et un avenir de bonheur s'offre à nous. J'espère, d'ailleurs, que M. Bohellec, après votre départ, comprendra qu'il doit divorcer. L'éloignement et l'absence ont encore exalté mon amour pour vous. Votre pensée constante me hante. Je vous ouvre les bras; cette fois, quand ils se refermeront sur vous, ce sera pour toute la vie, ô bien-aimée! »

Le cœur de Raymonde palpite au point qu'elle craint une défaillance. Les yeux dilatés, elle évoque l'heureuse existence qui l'attend. Elle songe à partir sur l'instant pour la gare.

« Rentrons prendre ce qu'il nous faut, quittons ce pays! »

Elle glisse la lettre d'Hervé dans sa blouse de soie. Lorsqu'elle traverse la cour de la ferme, elle frémit à la vue inattendue de son mari. Vêtu de velours gris, appuyé contre l'un des pieds droits de la barrière, son chien Kerlof à ses pieds, le fusil à la bretelle, il contemple d'un air désabusé les palus où tourbillonnent des oiseaux de mer dont les ailes scintillent comme des paillettes d'argent sur la cendre du ciel armoricain. Depuis quelque temps, Tugdual perd le goût de l'action. Il demeure parfois de longues heures en une sorte d'hébétude.

Il appuie sur sa femme un regard qui la saisit et la lettre

d'Hervé, posée sur sa gorge, la brûle. Tugdual caresse doucement la tête de Kerlof. « Souffrirait-il, lui aussi », se demande-t-elle? Elle n'en éprouve aucune pitié.

Arrivée à sa chambre du second étage, la lettre d'Hervé rouverte, elle la relit. Des larmes de reconnaissance lui brouillent les yeux, mais au lieu de préparer son départ clandestin, elle s'assied dans son fauteuil. Une glace réfléchit son visage et elle songe amèrement : « J'atteins à peine la trentaine et pourtant je me trouve vieillie, fanée, lassée. Je n'ai plus autant le désir de jouir des douceurs de cette vie. Ce Morbihan m'a prise. Ici chaque âme cultive ses regrets. Les méridionaux n'aiment autant les joies de l'existence que par la certitude du néant, après la mort. Les Bretons se rendent au contraire au-devant de l'éternité dans l'espoir d'y trouver le bonheur qui les a fuis, sur cette terre. Déception effroyable chez les uns et chez les autres! »

Relevée, Raymonde examine ses ressources afin de pouvoir rejoindre Hervé à Saint-Louis du Sénégal. Elle compte ses billets avec lenteur et s'étonne de ne pas éprouver plus d'enthousiasme à l'idée de réaliser, enfin, ce qu'elle avait souhaité avec des sanglots. A la pensée de retrouver Hervé grâce à l'argent donné par son mari, elle repousse les billets de banque. Elle les reprend en réfléchissant qu'elle remboursera sa dette. Et comment cela? Avec les ressources du capitaine Nollic.

Le malaise de Raymonde s'accroît. Elle décide de ne partir que le lendemain par le train du matin.

On frappe à sa porte. Elle sursaute. La lettre d'Hervé est demeurée ouverte sur sa table. Vivement, elle la remet dans sa blouse.

Pierrine lui remet un journal. Machinalement elle rompt la bande. Le vent s'était levé et les nuages, très bas sur l'Océan fangeux strié par les panaches des déferlements, évoquaient des images de désastre. Arrêtée devant sa fenêtre, Raymonde tenait à la main *le Narrateur de Vannes* qu'elle ouvrit à la rubrique *Nouvelles locales*. Elle lut :

« *Kerbignac*. — Le syndic des gens de mer avertit que les courants ont rejeté sur la grève le corps à moitié rongé par les crabes d'un homme qui, d'après l'examen du docteur Bodoïc, devait être jeune. Ses mains étaient remarquablement petites. Les pieds manquaient. Ces reliques ont été portées au cime-

tière du bourg. Pourra-t-on jamais identifier ce naufragé? »

...Quelques heures plus tard, lorsque Tugdual se présente à la salle à manger, il n'y trouve pas sa femme, et marmonne qu'évidemment les extases de la radiophonie retiennent madame à son poste d'écoute. Il commande à Mathurine d'aller la chercher. La bigoudène redescend effrayée. Elle a trouvé madame, étendue sur le parquet, comme morte.

— Morte! s'exclame M. Bohellec, et sa froideur ajoute encore au trouble de la femme de chambre.

Après une hésitation, il gravit d'un pas mesuré l'escalier. Lorsqu'il pénètre dans la chambre de la tourelle, Raymonde, encore inanimée, était renversée sur le côté, les bras relevés. Paupières closes, elle avait la beauté translucide d'un marbre. Son anéantissement, en donnant à sa figure le repos, exaltait sa grâce.

Les durs yeux en miroir de Tugdual s'attendrissent. Agenouillé, il retire d'abord des doigts crispés de sa femme, le journal. Intrigué, il lit : « Les courants ont rejeté sur la grève de Kerbignac le corps rongé par les crabes d'un homme encore jeune aux mains petites. Les pieds manquaient. »

Tugdual soupire affreusement. Il contemple sa femme étendue et comme offerte, et, avec un épouvantable sentiment de jalousie, lève les bras d'un geste fatal. Comme la syncope persistante de Raymonde l'effraie, il cherche à lui porter secours, glisse un coussin sous sa tête et met ensuite son oreille sur sa poitrine, afin d'écouter les battements de son cœur. Sous la pression de sa joue, il entend craquer un papier dans le corsage. Que cache-t-elle sur sa gorge? Il retire une enveloppe non timbrée, l'ouvre.

Une expression de fureur, d'abord, puis de désespoir, le convulse à la lecture de la lettre d'Hervé Nollic. Il a tué celui qui n'était coupable qu'en intentions et laissé s'échapper l'adultère. Horreur inexpiable!

« Les courants ont rejeté sur la grève le corps rongé par les crabes d'un homme encore jeune aux mains petites! » Hélas! aucune erreur, les mains de Louis étaient remarquables par leur petitesse et leur finesse...

Toujours agenouillé près de Raymonde, Tugdual la regarde maintenant avec une haine qui s'exaspère au point qu'il abat brutalement ses mains sur son cou, ce cou men-

teur, cette bouche perfide qui le provoquèrent au crime.

Le contact violent des paumes de Tugdual ranime Raymonde. Ses paupières rouvertes, elle voit son mari penché sur elle, hideux de rage. Les morceaux de la lettre d'Hervé sont éparpillés sur le tapis. Elle comprend qu'il sait enfin la vérité et qu'il a voulu l'étrangler. Le danger et son effroyable dégoût de Tugdual la font se redresser sur les coudes et le braver. Leurs visages affrontés, leurs yeux se transpercent jusqu'au fond de l'âme et, sans prononcer une parole, ils s'avouent muettement leurs crimes réciproques. Jamais silence ne fut plus rempli de cris éperdus. Leurs consciences hurlent de misère, de haine, de regret. Puis songeant qu'après la découverte de sa trahison et de sa faute avec Hervé, il ne lui reste plus aucun espoir en ce monde, elle découvre sa gorge à son mari et lui crie :

— Achevez!

Il secoue douloureusement la tête. Ils s'observent alors avec une détresse où ils s'avouent leur abominable complicité. Mais, tandis que Tugdual garde l'effrayante rigidité d'un oiseau de nuit au guet, dont seuls, les yeux scintillants indiquent la passion de sa proie, Raymonde, prise d'un tremblement nerveux, gémit d'une voix mourante :

— Allez-vous-en! Envoyez chercher M. de Surzur!

— Le prêtre? Pourquoi? Trop tard, misérable!

— Non! Jamais trop tard!

— Demain!

— Non, maintenant! Il le faut! Si vous refusez, je vais en crier l'ordre à nos domestiques.

Des sanglots la secouent.

Quoiqu'il répugnât beaucoup à Tugdual d'obéir à ce vœu, il lui promit d'envoyer chercher le curé. Au moment de quitter la chambre, il appuya sur sa femme un regard effroyable de menace, auquel elle répondit en lui montrant à nouveau son cou. Il haussa les épaules et sortit avec une funèbre solennité.

Restée seule, Raymonde pleura des larmes de sang, en songeant : « Sans doute, je suis doublement coupable, puisque j'ai trahi mon mari et mon beau-frère. Pourtant, ô mon Dieu! ne suis-je pas encore moins criminelle que ce justicier qui ne semble pas même avoir de remords? »

Lorque l'abbé de Surzur arrive, assez avant dans la nuit,

Tugdual le prévient que sa femme, atteinte de délire, aurait surtout besoin du docteur et le prie de tenir compte d'un état morbide qui lui a fait perdre son bon sens. Soucieux, le prêtre demande pourquoi le médecin ne l'a point précédé?

— Parce qu'elle s'y est refusée.

— Mon cher Bohellec, vous m'apprenez ces nouvelles avec un calme surprenant, répond sévèrement M. de Surzur.

A cette admonestation, les yeux de Tugdual s'éteignent comme des flammes dans un courant d'air. Il s'incline devant le prêtre. Quand il se redresse, ses prunelles ont retrouvé leur éclatante fixité coutumière et semblent dire : « Seigneur, jugez-moi! »

La porte sur l'escalier ouverte, il montre le chemin de la chambre de sa femme et s'éloigne majestueusement.

Blottie au fond d'un fauteuil, les mains crispées aux accoudoirs, les yeux écarquillés, Raymonde semble apercevoir une scène hideuse. Le prêtre doit insister pour se faire reconnaître. Elle essaie de parler, ses dents serrées l'en empêchent. Soudain, elle se jette sur les genoux et sanglote convulsivement. Ellle peut enfin se confesser.

Quand M. de Surzur redescend au milieu de la nuit dans la cour du manoir, afin d'y retrouver le landau dans lequel Coatarmanach l'attend avec patience, il aperçoit, dans l'allée des pins, un grand oiseau ténèbreux qui s'avance, les ailes de sa cape soufflées à hauteur des épaules par la brise de mer. Tugdual se détourne du prêtre et s'évanouit dans l'obscurité du sous-bois. On ne le voit plus qu'on entend encore le claquement léger des pans de son manteau.

Devant cette fuite, l'abbé pense : « Les plus grands criminels sont les criminels inconnus, mais Dieu garde le secret de leurs fautes. »

Naufrages, pêches, moissons, mariages, baptêmes ou offices funèbres se succèdent avec les années. Les enfants poussent à côté des arbres qui s'élèvent. Des pins tombent; le dernier sommeil étend les vieillards.

L'âge burine les visages de Tugdual et de Raymonde et poudre de neige leurs cheveux. Les paysans de Kerroch vantent

l'humeur égale de M. Bohellec. Avec la paisible mélancolie d'un bel automne, le propriétaire de Finis terræ dirige son domaine.

Lorsque s'approchent les Pâques, il s'absente pour une semaine. Ses prétextes sont variés : réunion de la Société d'agriculture, renouvellement du cheptel, ventes de ses céréales, achats d'outillage. Si les habitants de la paroisse et ses domestiques paraissent trouver plausibles ces prétextes, l'abbé de Surzur n'en est pas dupe. Il croit connaître assez profondément Tugdual pour s'imaginer le débat de cette conscience singulière.

Descendant de ces maîtres de clans celtiques qui possédaient un pouvoir absolu sur tous les leurs, le maître de Finis terræ avait cru pouvoir châtier le frère ingrat qui voulait déshonorer le chef de famille des Bohellec.

Depuis qu'il savait toute la vérité, le remords était pourtant entré dans l'âme étrange de ce hibou humain. Il regrettait en secret son acte qu'il croyait jadis un *jugement de Dieu*. Le canot pouvait en effet, ou couler, ou résister assez longtemps à ses avaries concertées et à son lest excessif pour permettre à Louis de toucher terre. C'était la Justice divine elle-même qui avait noyé le coupable.

Tugdual souffrait si cruellement d'avoir provoqué la mort de son frère qu'il n'éprouvait plus l'envie de se venger de l'autre coupable.

A chacune de ses rentrées au manoir, la gravité lugubre de Tugdual saisit Raymonde. Les yeux enténébrés, sa lèvre inférieure poussée en avant, de profondes rides en accent circonflexe sur le front, le pas lourd, Tugdual revient comme chargé chaque année d'une croix plus pesante...

Hervé Nollic avait fait remettre à Raymonde une seconde lettre, encore plus pressante. A cet appel ardent comme le soleil sénégalien, après une longue réflexion, elle avait doucement déposé le papier sur les braises de son foyer. La lettre consumée, elle avait pensé qu'elle était devenue aussi cendre que ce feuillet.

Comment pourrait-elle éprouver de la joie à rejoindre Hervé? Elle se souviendrait sans cesse de ce qu'elle avait fait pour le sauver en perdant l'innocent.

Elle devait rester à Finis terræ afin d'expier. D'ailleurs elle apercevait l'existence sous une autre perspective, et chérissait maintenant les brumes venues du large qui donnent le goût de l'au-delà, et se plaisait aux longs points d'orgue de l'Océan et des landes, musique plaintive en accord avec ses sentiments.

... Dix fois encore, les chênes du bois se sont défeuillés et ont reverdi. La spirituelle, la sceptique Raymonde, cette gréco-latine, s'est muée en une femme austère et mystique. Ses yeux mordorés qui jetaient autrefois leurs feux, enténébrés, s'emplissent de larmes lorsqu'elle regarde dans la direction de Kerbignac.

L'aspect grave et solennel de Tugdual ne permet pas à Raymonde de connaître exactement sa secrète pensée. Avec les ans, il aime de plus en plus le silence et l'immobilité. Fréquemment adossé au pied d'un grand pin maritime, et tandis qu'au-dessus de sa tête, croassent les centaines de corbeaux du bois, et que l'Océan emplit l'atmosphère de sa souveraine symphonie, Tugdual, ses yeux lenticulaires remontés vers le ciel, le considère insatiablement comme s'il cherchait à y lire son jugement dernier.

CHARLES GÉNIAUX.

LE
RETOUR CHEZ CALYPSO

II[1]

Lundi 5 août 1912. — Ulysse, à la table hospitalière du bon roi Alkinoos, commençait le long *Récit* de ses voyages par les sept ans de sa captivité chez l'amoureuse Calypso... Samedi soir, en rentrant à Ceuta, nous avions trouvé pareille hospitalité à la table du général-gouverneur Alfau, et nous lui avions conté, fort avant dans la nuit, notre trop rapide aventure chez la fille d'Atlas et notre découverte de la Caverne aux Quatre Sources, après dix et douze ans de recherches inutiles : grotte voilée d'un rideau de verdure, ruisseaux sortis des quatre sources et divergeant dans les prairies, puis cascadant jusqu'à la mer sous l'ombre des cyprès, des peupliers et des lauriers-roses, Mont aux Singes pilier d'Atlas porte-ciel, Ile du Persil toujours fleurie de statices violets, rien ne nous manquait plus pour illustrer la description homérique, rien que le cap aux Arbres morts où le fils de Laerte construisit son radeau; nous l'avions aperçu de loin, sous les pieds d'Atlas; mais, faute de temps, nous n'avions pu l'atteindre; en exprimant au général toute notre gratitude pour le succès que nous lui devions, nous lui disions nos regrets d'une aussi courte visite et nos désirs de la renouveler, et le bon général nous promettait de nous ren-

(1) Voir la *Revue* du 15 avril.

voyer, par terre ou par mer, en ce pays divin, que les traités avaient exclu de son domaine, mais où, de son mieux, il essayait d'amadouer les Lestrygons du Rif.

Dès le dimanche matin, l'ingénieur des jetées revenait se mettre à notre service; il nous conseillait seulement d'attendre le lundi pour ce nouveau voyage : tous ses gens de confiance étaient à Ceuta en ce dimanche de Notre-Dame d'Afrique; la plupart des Rifains y passeraient encore la journée du lundi autour des boutiques en plein vent, des chevaux de bois, des loteries tournantes; les travaux de la carrière sous la Punta Blanca ne reprendraient pas ce jour-là; un train spécial nous porterait dès l'aube, en secret, jusqu'au dernier blockhaus de la zone espagnole; la rade et la combe de Calypso seraient assurément désertes; nous aurions sécurité complète et toute liberté d'inspection.

Nous devions, d'ailleurs, employer cette journée du dimanche à déchiffrer, mettre en ordre, compléter et recopier les notes prises à la hâte, classer et emballer les précieux clichés, reviser tous nos instruments...

Cette besogne terminée, nous avons consacré de longues heures au père de Calypso, dont la Colonne surgit à l'horizon de Ceuta. Le général Alfau avait levé pour nous toutes les consignes et interdictions communes aux places fortes : disciple du général Lyautey, disait-il lui-même, il appliquait les leçons du « maître », sans plus s'embarrasser des précautions inutiles ni des terreurs surannées. Le mont Akho, à l'est de Ceuta, à l'extrémité de la presqu'île, fut autrefois une place imprenable; au temps de la marine à voile et des canons de bronze, ses falaises à pic et son enceinte préservaient de tout danger le grand fort qui en couronne le sommet; seule, la trahison pouvait en venir à bout. Nous en avons, tout à notre aise, visité les bastions abandonnés et les esplanades désertes, pour trouver, à travers les panaches des pins-parasols, la meilleure prise sur le Mont aux Singes.

Le vent, qui, depuis la veille, avait tourné, chargeait la montagne d'une double et triple couronne de nuées; ses flancs et ses contreforts se détachaient nettement sur les terres baignées de lumière; mais, la tête perdue dans les nuages, c'était bien la Colonne du Ciel sous un chapiteau de mystère : telle la voyaient déjà, en la dénommant ainsi, les ancêtres les plus

reculés de ces Berbères du Rif qui emplissaient à cette heure les ruelles et les boutiques de la ville en fête.

Vers le soir, comme les bals populaires allumaient leurs rampes et leurs voûtes de gaz sous les platanes de l'*alameda* et comme les castagnettes et tambourins d'Espagne déchaînaient une musique de passades et de ritournelles, de danses alertes et tristes, nous sommes descendus au môle du vieux port et nous avons attendu que le dernier rayon auréolât de gloire la tête du vieil Atlas. Mais le vent d'est jetait sur la montagne une cape de brume sombre, dont les pans, l'enveloppant jusqu'aux pieds, lui donnaient une sinistre silhouette d'ogre ou de bandit romantique. De ce même endroit, Camoens, le borgne de Ceuta la portugaise, dut avoir souvent cette vue ; imagina-t-il son Adamastor sur le modèle de cet Atlas aux perfides pensées?...

En ce soir à peine tiède, puis dans la nuit humide et froide, sous un ciel de diamant noir, clouté de constellations, nous parlions de Bretagne et de lacs alpestres ; rien ne nous faisait penser à la Méditerranée, à l'Afrique, et c'est un écho de vielles et de binious que nous envoyaient de la ville les aigres pipeaux des orchestres rifains.

Ce matin, dès la fine pointe du jour, nous avons gagné le train spécial, — deux wagonnets à matériaux, — qui nous attendait en dehors du rempart. La petite locomotive, d'une haleine, nous a reportés sous la Punta Blanca, à la limite du territoire espagnol ; dans le blockhaus de la plage, un jeune Maure, ancien élève des écoles françaises de Tanger, nous attendait pour nous servir d'interprète et de guide ; il a pris sa part de notre charge d'appareils et de plaques : nous battrons toute la matinée la grève, les ruines et les caps ; mais le mécanicien et son chauffeur ont notre promesse que nous rentrerons tous à Ceuta avant les courses de taureaux de l'après-midi.

LE ROYAUME DE CALYPSO

L'héritage de Calypso n'est pas un grand empire ni un paradis sans tare. Ses deux mille mètres de plages sont encombrés d'écueils qui pointent aujourd'hui de toutes parts, sur le miroir des flots assoupis. Son millier d'hectares est protégé par l'enceinte des monts contre la brûlure du *sirocco* et les froidures du *poniente* ; mais il est encombré et comme parqueté des débris

et déchets de vingt siècles ; trois ou quatre villes phénico-berbère, gréco-romaine, arabo-mauresque ont couvert de leurs remparts et de leurs édifices un espace plus grand que le vieil Alger ; seules, quelques tours élancées en restent debout ; mais le sol est une jonchée de dalles, de seuils, de moellons, de tuiles, de briques, d'anses et de fonds de jarres, que la houe du Rifain achève de réduire en miettes et que les irrigations salissent de leur boue noire. Partout où la brousse et les arbres ont été extirpés, les chaumes de la dernière moisson attestent la récompense que cette terre gorgée d'eau assure au travail de l'homme. Partout où les entassements de pierres et de tessons ont fait place nette sur un carré de quelques mètres, les gens du village d'en haut disputent un jardinet d'orge ou de blé aux rejets des figuiers et des lentisques.

Ce village est invisible, derrière la roche de la caverne, où nous sommes venus d'abord pour vérifier et compléter nos vues de l'avant-veille. Mais, une fois contournée cette roche des Quatre Sources et sa retombée ondulante de figuiers et de jasmins, on découvre un vallon secret, haut perché sous la montagne et tout ruisselant des fontaines, qui, par douzaines, bouillonnent ou suintent au pied des falaises à pic : des bandes de gros bétail y sont à la pâture, vaches osseuses, grands bœufs aux cornes en lyre, beaux bœufs comme je n'en ai vu sur cette côte africaine que dans les étables des riches colons tunisiens ; les Anciens savaient déjà que, sous la colonne d'Atlas, Héraklès avait trouvé et volé les bœufs de Géryon.

Un sentier bordé d'eau courante et de peupliers monte des Quatre Sources vers le vallon secret, vers la maison de notre ami, le vieux berger d'avant-hier. Notre guide nous rappelle vainement à la prudence ; il dit qu'il est des sentiers charmants qui mènent à l'antre du lion. « Je veux, — disait Ulysse, — je veux tâter ces gens et savoir ce qu'ils sont, des bandits sans justice, un peuple de sauvages ou des gens accueillants qui respectent les dieux. » Nous croisons deux ou trois braves dont les fusils, les coutelas et la mine peu souriante nous arrêteraient peut-être, si tout aussitôt ils n'engageaient avec notre homme un dialogue rassurant : ils savent déjà que nous sommes Français, non pas Espagnols ; ce sont des fils, parents ou amis du vieux berger ; il leur a parlé de sa rencontre avec *Sidi Bitour* ; ils ont, eux aussi, fréquenté les

fermes tunisiennes et comptent y reprendre du service à la prochaine vendange. Ils descendent à la plage acheter le sucre et le thé, que les gens de l'*Allemanico*, éludant les droits de douane, leur vendent bien moins cher qu'à Ceuta, et les armes de chasse et de guerre, les tissus, les ustensiles, la batterie de cuisine, que les Phéniciens étalaient déjà dans les ports homériques; mais les beaux trépieds et bassins de bronze sont remplacés par une camelote en fer-blanc.

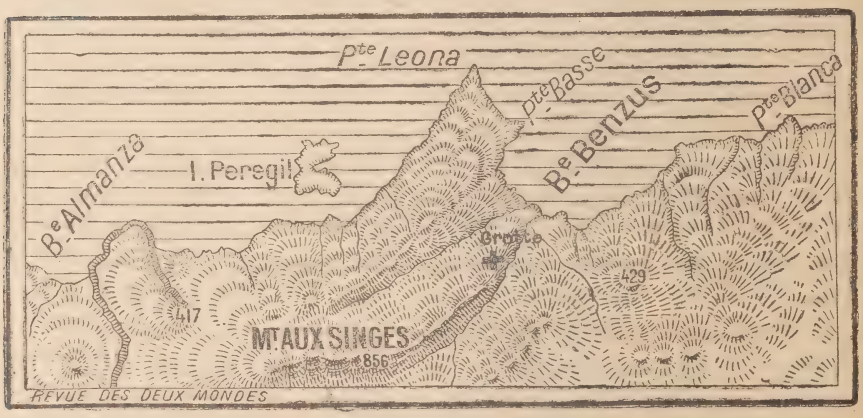
L'*Allemanico* est un Allemand, déserteur de notre légion étrangère, qui est venu s'installer à Ceuta voilà quelque cinq ou six ans et qui possède plusieurs petits bateaux, — de pêche, dit-il : — il fait en vérité des trafics qu'Espagnols et Anglais s'efforcent d'entraver; mais les diplomates de l'Empereur l'entourent d'une active protection...

Ces « hommes de poudre » ont passé. Une petite fille presque nue, cheveux blonds, grands yeux bleus, — lointaine progéniture des Libyens blonds d'Hérodote et des Berbères roux, *khoumirs*, des Arabes, — pousse une douzaine de chevreaux vers le bassin des Quatre Sources. Des lapins sauvages, des ramiers, des merles se lèvent sous nos pas ou sur nos têtes. Partout l'eau courante, en ce coin de terre qui n'a rien d'africain, abreuve des lauriers-roses, des figuiers, des peupliers, des haies de roseaux et de cyprès. Nous arrivons enfin à l'habitation. Une grosse roche, ensevelie sous les troncs, les rejetons et les branches tordues de figuiers centenaires, laisse percer plusieurs « têtes de sources », qui donnent tout de suite un assez large ruisseau.

Un village qui n'a rien d'africain, non plus, — quelques huttes de bois, telles que l'on en pouvait voir il y a un siècle en nos pays de montagne, — est perché çà et là sur les pans du rocher. Une équipe de bûcherons était en train d'équarrir à la hache la charpente d'une hutte nouvelle. En pensant au feu de cèdre de Calypso, nous leur avons demandé s'ils avaient du bois de cèdre en leur canton. Ils ont répondu avec un gros rire qu'on en pouvait trouver tout près d'ici..., à huit journées de route, au plus haut des monts (1)... Voici la maison de notre

(1) Cf. P. Russo, *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, novembre 1928, p. 686 des *Renseignements coloniaux* : Des cèdres splendides habitent la haute crête de la chaîne rifaine. Mais l'abondance crée le gaspillage et l'on voit des nidigènes préparer leurs bois de charpente avec un mépris de l'arbre qui frappe

vieil ami : il a vécu dans les pays civilisés; un peu à l'écart des autres, il s'est bâti pour lui-même et pour sa famille une maison de pierre, comme celles qu'il avait longtemps enviées aux Siciliens de Tunisie; il a plusieurs gourbis de branchages et de boue pour ses poules, ses bêtes et ses ouvriers. Car il a des douros en quelque cache de la montagne et il paie des hommes à l'année pour le gros ouvrage de la culture et de la récolte. Il est absent : il est descendu, lui aussi, au bateau de l'Allemand. Ses gens achèvent de battre sa moisson sur une



LE ROYAUME DE CALYPSO

aire où tourne un manège de mulets. Ses deux femmes, l'une édentée, l'autre toute fraîche encore, retirent du rouissage le lin mal odorant de la dernière récolte : Calypso filait et tissait déjà des linons neigeux.

Nous redescendons vers la mer, en faisant le tour du vallon juste au pied de la roche surplombante, au-dessus des pentes de chaume; des bœufs pataugent dans le fond herbu, au long de l'eau courante, sous l'ombre des platanes et des caroubiers, qu'emplissent d'assourdissantes cigales. Il est tels de ces arbres centenaires dont nos plus beaux vieux chênes n'atteignent pas

l'Européen pour qui la forêt est un objet de fervent respect. On veut avoir un mince madrier ou une planche? On abat un cèdre ayant pour diamètre la largeur qu'on désire donner à la planche et, à coups de hache, on enlève tout le bois qui se trouve en excédent de l'épaisseur désirée Avec ces cèdres, les habitants de la montagne construisent la charpente de leurs habitations, qui ne rappellent en rien celles d'aucun autre des pays marocains »

l'envergure : des troupeaux entiers trouveraient un abri sous leur dense feuillage. Le plus vaste est, à mi-descente, le « Caroubier de la Djemaa », sous lequel nous retrouvons notre vieillard, assis près de son âne qui rapporte ses achats du marché de la grève : de chaque côté du bât, pendent dans leur gaine de papier bleu quatre ou cinq de ces petits pains de sucre, que l'Europe fabrique tout spécialement à l'usage du Maroc et qui semblent des obus de notre canon de campagne; le vieux a fait sa provision d'hiver qu'il a payée en grain et en poules.

Je lui remets la lettre que j'ai préparée pour S. E. le Résident de France à Tunis : j'y vante congrûment les sentiments et les vertus de cet homme accueillant et de ses fils, qui respectent la France et les dieux. Il voudrait nous ramener chez lui : il insiste pour que nous ne descendions pas sur la plage, à cette heure : trop de braves y sont encore, venus de l'autre côté du promontoire, en particulier les défricheurs qui font du charbon dans la montagne de Taoura, en face de Perejil; ce sont des gens de sac et de corde, étrangers au pays, fanatiquement hostiles à l'Européen, capables de tous les mauvais coups; dans une heure, ils seront rentrés chez eux; le marché touche à sa fin.

Le vieillard nous conte les terribles choses qu'il a vues ici, tout petit garçon, pendant la guerre de Tétouan (1859-1860), quand les chefs des Andjeras, — de la tribu qui possède la côte entre Ceuta et Tanger, — se réunissaient sous cet arbre pour tenir leur conseil (*djemaa*) : les ânes rapportaient de Tétouan des sacs emplis de têtes espagnoles que l'on pendait aux branches, « comme hier au soir, les lanternes de papier sur l'*alameda* de Ceuta », et tout autour de l'arbre, rôtissaient une vingtaine de *méchouis* (moutons à la broche).

Malgré les avis du vieux, nous voulons descendre à la mer et contourner, sous le Mont aux Singes, le promontoire de la Punta Leona, qui se dresse entre la rade de Benzus et le mouillage de Perejil : il nous en faut les vues. Le vieux nous enseigne, du moins, le chemin le moins aisé, mais le plus sûr : le promontoire ne laisse aucun rivage entre le pied de sa falaise et le flot; il tombe aussi abrupt dans les champs de maïs que le vallon étale à nos pieds. C'est par le fond de ce vallon que, sans doute, remonteront chez eux les défricheurs de Taoura avec

leurs ânes chargés; ils iront chercher à mi-pente de la haute montagne le sentier qui contourne Atlas; mieux vaut éviter leur rencontre. Il est, au delà des maïs, une sente ou, plutôt, une échelle de pierre, qui permet de grimper sur le promontoire; mais à pic ou surplombante, elle n'admet pas les têtes à vertige.

Le vieux nous y mène prudemment, par le pourtour des cultures, dont les tiges du maïs encore vert sont assez hautes pour nous cacher. Au pied de la falaise, il prolonge ses recommandations dernières; il y met une insistance d'autant plus affectueuse que notre vie est la condition de son retour au pays béni de Tunis : on le rendrait responsable ou complice de notre mort. Il reste donc au bas de l'échelle, pour faire le guet ou pour nous ramasser, peut-être, car il semble n'avoir aucune confiance dans l'entreprise de ces Européens lourdement vêtus et qui, chargés de leurs appareils, prétendent escalader les trente mètres de cette muraille éclatante de blancheur: les sandales des bergers et les sabots des chèvres y ont teint et poli, plutôt que creusé, les marches de la sente qui se détache en ocre sur les pointes et les creux du calcaire; je n'ai pas souvenir de cheminée plus aérienne dans nos falaises du Jura; n'eût été la présence du vieux, dont nous redoutions le sourire, nous aurions peut-être renoncé à mi-côte.

LE CAP AUX ARBRES MORTS

Mais nous sommes payés de la peine et du risque, quand, au faite, nous mettons le pied sur un plateau dont les quarante ou cinquante hectares vont en s'effilant jusqu'à la Punta Leona: une étrange forêt le couvre; d'une brousse épaisse de lentisques, de chênes-verts, d'arbousiers et de figuiers, surgissent les énormes squelettes de cyprès et de caroubiers, que décapitent et mutilent les vents de toutes aires. Ce dernier cap entre l'Océan et la Méditerranée, cette pointe la plus septentrionale de l'Afrique, oppose ses roches et ses arbres aux fureurs alternantes de l'est, de l'ouest et du nord : les îlots au-devant de Marseille ne sont pas une proie plus rouée du mistral. Les broussailles et les jeunes arbres sont tondus et couchés à quelques pieds du sol. Les plus vigoureux des rejetons se coalisent en bouquets pour conquérir leur croissance vers le

ciel et, dans leurs ronds ou carrés, ceux du centre finissent par atteindre leur taille, mais sont bientôt fauchés par la foudre ou l'orage.

Au milieu de ce taillis, au fond d'une ravine, une olivette des vieux âges a survécu, en partie du moins, dans la personne de trente ou quarante vieillards séculaires : la houe et la serpe les négligent; les feux du berger en noircissent les troncs lamentablement ouverts, et les coups du vent en torturent les pauvres branches. Il en est de défunts, dont l'écorce chenue a été arrachée, emportée, et dont le bois, blanchi par les soleils et les pluies de nombreuses saisons, semble de nickel ou d'argent...

Nous avons maintenant les photographies du Cap aux Arbres morts : il y a trente siècles, comme aujourd'hui, ce calcaire fissuré et ses trous de terre rouge étaient accueillants aux racines les plus profondes; le ciel dispensait aux arbres ses pluies abondantes, son ardente lumière et sa moite chaleur; ils vivaient et grandissaient heureux, gardaient leur jeunesse et leur force, tant qu'ils ne quittaient pas le voisinage du sol natal; mais quand ils s'élevaient trop haut dans le domaine du vent, ils étaient condamnés. Héraklès, dit-on, rencontra sur cette côte un géant indigène, Antée, dont il ne vint à bout qu'en le soulevant en plein ciel.

La Punta Leona tombe, par une autre falaise, sur la passe et la petite rade de Perejil, dont les flots apaisés la bordent à l'ouest. La descente de ce côté serait beaucoup plus facile : un sentier en lacets, dans une cavée de lentisques et de palmiers-nains, aboutit à une plage de sables et de rochers. Nous avons le plaisir, cachés dans la broussaille du haut, de voir la felouque de l'Allemand entrer dans la passe, puis dans la petite rade : elle rapporte chez eux les défricheurs de Taoura avec leurs bêtes et leurs achats; elle a voulu épargner à ces clients la longue et pénible remontée sur le pourtour d'Atlas.

Le Port Secret, *Puerto Escondido*, que les Espagnols trouvèrent et dénommèrent dans les parages de Cuba, n'était pas mieux adapté à tous leurs besoins que ne le fut aux commodités des premières galères cette petite rade de la Cachette, sous l'Ile du Persil et le haut signal de la Colonne du Ciel. En faisant le compte des inconvénients et des avantages, Perejil apparaît comme un site bien supérieur à Gibraltar pour une relâche et

un établissement des premières marines. La rade d'Algésiras, par son étendue et son ouverture, comme par sa profondeur dans les terres et dans les flots, est à la mesure des énormes vaisseaux et des flottes nombreuses que pourraient y rassembler aujourd'hui les nécessités de la navigation ou de la politique. L'anse de Perejil est à la mesure des galères et des escadres d'autrefois : une douzaine de « croiseurs » homériques y tiendraient à l'aise, bien abrités de tous les vents; même quand le *poniente* secoue et laboure le Détroit, la bonace et, parfois, le calme complet règnent sur ces eaux protégées; elles sont aujourd'hui si claires que, par dix et douze mètres, on aperçoit les roches noires, les sables d'or, les algues rouges et vertes et les coraux blanchâtres du fond. L'anse de Perejil est un refuge secret, une retraite ignorée des passants du Détroit : sous la longue Punta Leona, nul ne la soupçonne, si, d'avance, il ne la connaît ou si un hasard ne l'y jette malgré lui.

Le rocher de Gibraltar est, de même, à la mesure de nos armées contemporaines et de leurs multiples et énormes moyens de défense ou d'attaque; mais il faut dix ou douze mille hommes pour l'occuper et le garnir, une multitude de canons et d'engins pour en écarter, au besoin, les assiégeants. Les cinquante hommes d'une galère homérique, retranchés sur le haut de Perejil ou barricadés dans l'anse et la grotte du Roi, en faisaient une forteresse imprenable : leurs flèches, leurs piques et leurs quartiers de roches en auraient arrêté sans grand peine les assaillants.

Dans le Détroit, la côte espagnole est le pays sans eau, où le navigateur ne rencontre que des *oueds* intermittents et des puits plus ou moins saumâtres; la côte marocaine est le pays de l'eau : les Quatre Sources y eurent, il y a trois mille ans, la renommée qu'un peu plus à l'est, nos marins d'aujourd'hui font à leur Cap de l'Eau. Les Quatre Sources ne se trouvent pas dans l'île ni dans la rade de Perejil. Elles n'en sont pas moins insulaires, au sens homérique du terme, car les Achéens, comme les Hellènes et les Latins de l'âge classique ou les Arabes et les Celtes des temps modernes et les marins de tous les temps, donnaient le nom d'île, *nèsos*, non seulement aux terres tout encerclées d'eau, mais encore aux promontoires baignés par la mer sur deux de leurs façades et dont la troisième tient au continent par un isthme plus ou moins étroit : île cerclée

de courants, *nèsos perirrutos*, île aux deux rives, *nèsos amphirutos*, dit le Poète. C'est une « île aux deux rives », — une presqu'île, — qu'occupe ce canton entre ses deux rades de l'est et de l'ouest ; Calypso habitait cette île *amphirutos* et non *perirrutos*. Le plateau effilé de la Punta Leona, qui s'avance au loin dans la mer, est le type même des « îles aux deux rives », et le Mont aux Singes, qui pointe vers le ciel comme un autre Thabor (*tabour* ou *thabour* en hébreu signifie *le nombril*) et qui surveille au loin toutes les eaux du Détroit et du large, ce mont du vieil Atlas, « qui connaît de la mer entière les abîmes », est vraiment le « nombril de mer » que nous dit le poète.

Il est des joies aussi capiteuses que les plus violentes fumées de la passion ou de l'alcool. J'ai connu l'enivrement et comme le ravissement de l'esprit sur ce cap des Arbres morts, où mes yeux vérifiaient mes raisonnements et hypothèses de vingt années : toutes objections tombées, toutes difficultés aplanies, j'avais pénétré jusqu'au dernier repli de la description homérique ; les inquiétudes, que, si longtemps, avait entretenues en moi le texte d'Édrisi, étaient maintenant dissipées... Il faudra sans doute vingt-cinq ans encore, et plus peut-être, avant que les manuels d'archéologie et de philologie consentent à enseigner ce que j'ai appris « en la chaize des navires » ; mais que sont vingt-cinq et cinquante ans dans l'histoire d'Homère où j'inscrirai mon nom ?...

LA PLAGE DES LARMES

Nous sommes redescendus à la plage de Benzus par la même échelle de pierres pointues et polies, au flanc de la falaise vertigineuse. Le vieux n'était plus en bas : lassé de nous attendre ou tranquille sur notre sort, après avoir vu la felouque emmener par mer les défricheurs sauvages, il avait, derrière son âne, regagné sa maison et ses femmes. Mais les gens de l'Allemanico, sitôt leurs clients déposés dans l'anse de Perejil, étaient revenus à cette rade pour donner quelques coups de filet en mer, pêcher à la fourche, sur un canot, les pieuvres qui dorment à travers les écueils, puis rentrer à la douane de Ceuta avec l'apparence d'un chargement honnête.

La plage est bordée vers la terre d'une margelle de tufs

que les eaux de Calypso, cascadant jusqu'ici de degrés en degrés, ont accumulés au cours des siècles. Sur ce long décor de cascades et de ruisseaux, de blocs éboulés et de cimaises surplombantes, de couloirs voûtés et de brèches profondes, mousses, menthes, roseaux, persil marin, joncs, lentisques, jasmins et lauriers-roses forment un impénétrable fourré de verdures pendantes ou éployées, au travers desquelles l'eau tombe, roule, s'égoutte de partout. Aucun souverain ni financier du XVIII^e^ siècle, aucun prince-évêque de Spire, de Cologne ou de Wurzbourg n'a pu édifier pareil chef-d'œuvre du baroque le plus rococo : quelle toile de fond pour une *Armide* en paniers ou pour le débarquement d'un beau Pâris à plumes, que la vague langoureuse apporterait devant un orchestre de Gluck!...

Des chèvres, plantées sur le sommet, s'enfuient à notre approche, laissant leurs chevreaux empêtrés et bêlants dans ce dédale de brousse, de roches, de cascatelles et de ruisselets. Des oiseaux de terre et de mer se lèvent en nuée, pigeons, mouettes, merles et tourterelles, que guettent dans le ciel des éperviers tournoyants : toute la volière de Calypso est encore là et, quand nous atteignons le palier du sommet, la rivière des lauriers-roses conduit notre regard, au haut de sa coulée de fleurs, jusqu'à l'autre palier où la grande caverne ouvre dans la roche la bouche d'ombre de son portail... Jamais navigateurs n'ont pu longer ce rivage sans voir les cascades de la grève, sans venir y puiser de l'eau et sans connaître ensuite l'aiguade plus merveilleuse encore des Quatre Sources.

Toutes les allées et venues d'Hermès, de Calypso et d'Ulysse se comprennent ici. Hermès a pris pied sur cette grève; il a trouvé là-haut, dans la grotte, la seule Calypso; Ulysse n'était pas auprès d'elle : « il pleurait sur le cap, le héros magnanime, assis en cette place où chaque jour les larmes, les sanglots, le chagrin lui secouaient le cœur »... Hermès est reparti, après avoir obtenu de Calypso le renvoi d'Ulysse :

La Nymphe auguste alla vers son grand cœur d'Ulysse, toute prête à céder au message de Zeus. Quand elle le trouva, il était sur le cap, toujours assis, les yeux toujours baignés de larmes, perdant la douce vie à pleurer le retour. C'est qu'il ne goûtait plus les charmes de la Nymphe! La nuit, il fallait bien qu'il rentrât auprès

d'elle, au creux de ses cavernes : il n'aurait pas voulu ; c'est elle qui voulait! Mais il passait les jours, assis aux rocs des grèves, promenant ses regards sur la mer inféconde et répandant des larmes.

Calypso promet à Ulysse ce départ qui doit sécher ses larmes; elle le ramène à la grotte :

Elle dit et déjà cette toute divine l'emmenait au plus court. Ulysse la suivait et marchait sur ses traces, et déesse et mortel s'en revinrent ensemble à la grotte voûtée. Il s'assit au fauteuil qu'Hermès avait quitté. La Nymphe lui servit toute la nourriture, les mets et la boisson, dont usent les humains destinés à la mort; en face du divin Ulysse, elle prit siège; ses femmes lui donnèrent ambroisie et nectar, puis, vers les parts de choix préparées et servies, ils tendirent les mains.

Mais, « après les plaisirs du manger et du boire », on reprend l'entretien. Calypso essaie une dernière fois de retenir Ulysse.

Ulysse l'avisé lui fit cette réponse : « Déesse vénérée, écoute et me pardonne : je me dis tout cela!... Toute sage qu'elle est, je sais que Pénélope auprès de toi serait sans grandeur ni beauté ; ce n'est qu'une mortelle, et tu ne connaîtras ni l'âge ni la mort... Et pourtant le seul vœu que chaque jour je fasse est de rentrer là-bas, de voir en mon logis la journée du retour! Si l'un des Immortels, sur les vagues vineuses, désire encor me tourmenter, je tiendrai bon : j'ai toujours là ce cœur endurant tous les maux; j'ai déjà tant souffert, j'ai déjà tant peiné sur les flots, à la guerre!... s'il y faut un surcroît de peines, qu'il m'advienne! »

Comme Ulysse parlait, le soleil se coucha; le crépuscule vint : sous la voûte, au profond de la grotte, ils rentrèrent pour rester dans les bras l'un de l'autre à s'aimer.

« Mais sitôt que sortit de son berceau de brume l'Aurore aux doigts de roses, Ulysse revêtit la robe et le manteau ; la Nymphe se drapa d'un grand linon neigeux, à la grâce légère ; elle ceignit ses reins de l'orfroi le plus beau ; d'un voile retombant, elle couvrit sa tête, puis fut toute au départ de son grand cœur d'Ulysse » :

Tout d'abord, elle vint lui donner une hache aux deux joues affûtées, un gros outil de bronze, que mettait bien en mains un

manche d'olivier aussi ferme que beau; ensuite, elle apporta une fine doloire et montra le chemin vers la pointe de l'île, où des arbres très hauts avaient poussé jadis, aunes et peupliers, sapins touchant le ciel, tous morts depuis longtemps, tous secs et, pour flotter, tous légers à souhait. Calypso lui montra cette futaie d'antan, puis la toute divine regagna son logis. Mais lui, coupant ses bois sans chômer à l'ouvrage, il jetait bas vingt arbres que sa hache équarrit et qu'en maître il plana et dressa au cordeau.

« Calypso revenait : cette toute divine apportait les tarières » :

Ulysse alors perça et chevilla ses poutres. La longueur et largeur qu'aux plats vaisseaux de charge donne le constructeur qui connaît son métier, Ulysse les donna au plancher du radeau; il dressa le gaillard, dont il fit le bordage en poutrelles serrées, qu'il couvrit pour finir de voliges en long; il y planta le mât emmanché de sa vergue ; en poupe, il adapta la barre à gouverner, puis, l'ayant ceinturé de claies en bastingage, il lesta le plancher d'une charge de bois.

« Calypso revenait : cette toute divine apportait les tissus dont il ferait ses voiles » :

En maître encore, il sut les tailler, y fixer et drisses et ralingues; il amarra l'écoute ; enfin, sur des rouleaux, il mit le bâtiment à la vague divine.

Au bout de quatre jours, tout était terminé. Calypso, le cinquième, le renvoya de l'île : elle l'avait baigné et revêtu d'habits à la douce senteur ; elle avait mis à bord une outre de vin noir, une plus grosse d'eau et, dans un sac de cuir, les vivres pour la route, sans compter d'autres mets et nombre de douceurs; elle avait fait souffler la plus tiède des brises, un vent de tout repos... Plein de joie, le divin Ulysse ouvrit ses voiles.

LE RADEAU D'ULYSSE

Si l'on veut se représenter ce bâtiment, il faut en voir les deux parties essentielles : une plate-forme et un château de poupe. Vingt troncs, coupés, ébranchés et équarris à la hache, dressés à la doloire et au cordeau, percés à la tarière et unis par des chevilles, composent la plate-forme, au sujet de laquelle ne saurait subsister le moindre doute. Le château de poupe est

nécessaire pour que, tenant le gouvernail, Ulysse domine la mer et puisse apercevoir les écueils ou les obstacles, qui se présenteront devant sa route. L'arrière du radeau est donc muni d'un gaillard : sur un rang serré de poutrelles verticales, des voliges en long font une estrade. Ulysse s'installe, lui et ses provisions, sur ce château. Le mât se dresse, planté dans un trou du plancher supérieur et appuyé sur la plate-forme du bas, au-devant du gouvernail. Le radeau, ayant tout son poids à l'arrière, serait mal équilibré, si le héros n'avait pas entassé sur l'avant une charge de bois qui sert de lest. Mais, au ras de la mer, cet avant risquerait d'être envahi, « assommé » par les vagues qui feraient capoter le bâtiment, s'il n'était pas entouré d'un bordage qui sert de rempart contre le flot ; ce bordage est fait de claies d'osier.

On peut discuter sur la valeur précise de certains mots et sur quelques détails. Mais, dans l'ensemble, il n'est pas douteux que ce « radeau plat » n'a rien d'un « croiseur » homérique, d'un vaisseau creux » : il est sans cale et sans quille ; retourné sens dessus dessous, par la fureur de Poseidon, il n'aura sur son autre face qu'un plancher uni, au milieu duquel Ulysse, jeté à la mer, reviendra s'asseoir et demeurer tant que les chevilles maintiendront l'assemblage ». Mais un nouveau coup de mer disperse les bois, « comme un coup de vent les pailles d'une meule ». Alors Ulysse saisit l'une des poutres, monte dessus et la dirige comme il ferait d'un cheval. Il est à cheval sur une poutre : il n'est pas assis ou couché sur une planche.

Quelle étrange invention ! pour voguer dix-sept jours sur ce gouffre des mers, « que les vaisseaux les plus rapides n'osent pas affronter, » dit le poète, Ulysse n'a qu'un radeau !... On peut alléguer que la vraisemblance ne permettait pas de faire tailler et construire par un seul homme, sur une île déserte, en quatre jours, la coque, les bancs, les rames et les agrès d'nn vaisseau aux courbes savantes, qui exigent le travail, l'habileté et la longue collaboration de plusieurs gens du métier. Mais il eût été aussi vraisemblable que, même en ce bout du monde, loin des terres habitées par les hommes, un vaisseau envoyé ou égaré par Athéna vînt miraculeusement sauver le héros : Fénelon a préféré que Mentor et Télémaque, échappant à Calypso, fussent rapatriés par un navire phénicien qui revenait de la Bétique.

De nombreuses intailles, retrouvées au pourtour italiote et sicilien de la mer du Couchant, nous montrent Héraklès à demi couché sur les poutres d'un radeau, auquel des cruches sont pendues ; il a dans la main droite sa massue pour gouvernail ; sa main gauche tendue tient l'écoute de la voile... Calypso avait chargé des outres sur le radeau d'Ulysse, pour contenir et maintenir au sec les provisions de route... En ces intailles, les archéologues s'accordent à reconnaître un travail de mains grecques et d'époque archaïque. Mais les attributs qui en peuplent le ciel, — l'étoile auprès du disque solaire et du croissant géminés, — proclament l'origine phénicienne de cette représentation, que les plus vieux Hellènes n'ont fait que copier. Si l'on en juge par le nombre des intailles qui nous sont parvenues, le sujet devait grandement plaire à la clientèle : les communautés helléniques du Couchant avaient adopté cette légende tyrienne ou carthaginoise, que les Hellènes du Levant semblent n'avoir pas connue... Le poète a mis dans le ciel d'Ulysse la même astronomie phénicienne :

Assis près de la barre, en maître il gouvernait : sans qu'un somme jamais tombât sur ses paupières, son œil fixait les Pléiades et le Bouvier, qui se couche si tard, et l'Ourse, qu'on appelle aussi le Chariot, la seule des étoiles qui jamais ne se plonge aux bains de l'Océan, mais tourne en même place, en guettant Orion ; l'avis de Calypso, cette toute divine, était de naviguer sur les routes du large, en gardant toujours l'Ourse à gauche de la main.

Dix-sept jours, il vogua sur les routes du large ; le dix-huitième enfin, les monts de Phéacie et leurs bois apparurent : la terre était tout près, bombant son bouclier sur la brume des mers.

« Les Sidoniens, dit Strabon, furent les premiers à se servir de l'Ourse pour la navigation ; c'est d'eux que les Hellènes apprirent cette méthode ». Or, Aviénus, qui répète, nous dit-il, les leçons du carthaginois Himilcon, savait par lui que, jadis, les indigènes du Détroit se servaient de radeaux à fond plat, qui « présentaient une plus grande surface à la superficie de cette mer sans profondeur ».

Les explorateurs et les navigateurs de toutes les époques décrivent volontiers et abondamment les différents genres de vaisseaux et d'embarcations qu'ils rencontrent au long de leurs

découvertes. Les radeaux du Brésil et de Guayaquil, les *pros* des Mariannes, les *canoas* des Antilles, les *pirogues* simples ou doubles de la mer du Sud, les *kayaks* des Esquimaux, les *jonques* des Chinois, les *caïques* et *simbequis* des Levantins, etc., tiennent des pages et des pages dans les journaux de bord des XVI^e^-XIX^e^ siècles, et telles de ces constructions exotiques ont fait l'admiration et l'étonnement de nos plus fins connaisseurs; nos marines en ont adopté parfois le plan ou le nom ; c'est aux langues des sauvages qu'elles ont emprunté les mots familiers aujourd'hui de *canots*, *pirogues*, etc.

Ces descriptions et explications des *descobridores* passent dans les *Périples*, *Portulans*, *Miroirs*, *Pilots* et *Instructions nautiques* de leurs successeurs. A plusieurs siècles de distance, on en trouve le résumé dans les conseils que nos hydrographes donnent encore aux commandants et pilotes des marines contemporaines : de quel auteur ancien ou moderne proviennent originairement tels renseignements de nos *Instructions* de 1894 (n° 760, p. 100 et 137) sur les bateaux plats dont usent les Espagnols d'aujourd'hui dans la *Mar Menor* de Carthagène et aux embouchures de l'Èbre ?

La comparaison entre ces lieux et les environs de Cadix conduirait à penser que les radeaux décrits par Himilcon devaient être usités par les indigènes de la Bétique, aux bouches du Guadalquivir ou du Guadalété, autour de cette autre Mar Menor que la presqu'île de Cadix ne sépare qu'à moitié de la haute mer et dont le flux et le reflux couvrent et découvrent au loin les rivages boueux. Mais dans le Détroit même, entre les écueils de la côte espagnole, le radeau n'était pas moins utile et, de Perejil à Ceuta, la rive africaine présente des plages aussi peu accueillantes aux carènes des vaisseaux. On peut se demander, à voir la place de ce radeau dans les aventures d'Ulysse, si le Détroit des premiers navigateurs n'avait pas quelque plage, presqu'île ou cap des Radeaux, semblable à ce cap des Canots que les navigateurs et géographes du XVI^e^ siècle connurent à la côte du Vénézuéla.

Himilcon, le *descrobidor* carthaginois de l'Atlantique nord, vivait probablement au VI^e^ ou même au VII^e^ siècle avant notre ère. Homère, nous dit Hérodote, vivait au milieu du IX^e^. Mais il y avait plus de deux siècles déjà que les Phéniciens étaient allés fonder Gadès-Cadix, sur « l'île aux deux rives », au

sortir de la dernière passe du Couchant; ils s'étaient installés plus anciennement encore sur l'autre « île aux deux rives » d'Utique, la vieille ville antérieure à la « Nouvelle Ville » de Carthage. Aristote et Pline connaissaient la date exacte de la fondation de cette Utique, dont le temple avait été achevé vers 1100 avant notre ère ; le plafond avait été fait en cèdre de Numidie, du même bois dont se chauffait Calypso ; Salomon, vers le même temps, lambrissait de cèdre son temple de Jérusalem, grâce aux habiles ouvriers que lui avait envoyés son allié Hiram, roi de Tyr. « Car je n'ai pas de serviteurs, écrivait Salomon à Hiram, qui sache tailler le bois comme les Sidoniens »...

Je ne doute pas que, dès le XI^e^ siècle avant notre ère, les premiers *descobridores* sidoniens ou tyriens n'aient déjà rencontré et décrit les radeaux du Détroit que leurs récits firent connaître aux premiers Hellènes : outre les noms de lieux, qui se ramènent parfois à des étymologies sémitiques, il est dans le texte odysséen quelques particularités qui gardent leur marque d'origine. En veut-on un exemple?

Le nombre *sept* des Sémites dominait jadis les traditions et mesures du Détroit. Atlas était le père des *sept* Nymphes du Couchant, des *sept* Hespérides. A ses pieds, était le cap des *Sept-Frères*. Les roseaux merveilleux y avaient *sept* coudées de haut, et une caverne merveilleuse, *sept* stades de profondeur. Entre la Colonne libyque et Carthage, il y avait *sept* jours et *sept* nuits de navigation ; mais Skylax, qui donne cette distance, ajoutait aussitôt, *de très belle navigation*. Certains prétendaient que le Détroit n'avait que *sept* stades entre les Colonnes. Entre les Colonnes et Ophioussa, le trajet par terre était de *sept* jours. Le périple de l'Ibérie aurait été de *sept* jours et de *sept* nuits. Pour d'autres, la largeur minima du Détroit était de *septante* stades. Des Colonnes au détroit de Sicile, il y avait *sept* mille stades (la terre devait avoir alors *septante* mille stades), et il y avait *sept* mille stades encore des Colonnes à Marseille. « L'Ile de Gadir, dit Pline, est proche du continent, dont moins de *sept cents* pieds la séparent à l'endroit le plus resserré et plus de *sept mille* pas à l'endroit le plus large. »

Hérodote, qui use, au contraire, du système décimal des Grecs, met *dix* jours d'intervalle entre les tertres de sel qui jalonnent le Rempart des Sables à travers toute la Libye, jus-

qu'aux colonnes d'Héraklès. Le poète odysséen use concurremment des deux systèmes. La première tempête, qui chasse Ulysse vers l'île de Calypso, le ballotte durant neuf jours et le pousse la *dixième* nuit sur l'île de la Cachette. Dans cette île sémitique, Ulysse reste *sept* ans prisonnier. La huitième année, Zeus ordonne à Calypso de le délivrer et déclare que le héros arrivera le *vingtième* jour chez les Phéaciens. Ulysse construit en *quatre* jours son radeau et, le *cinquième*, tout est prêt. Il s'embarque : un bon vent le pousse ; *dix-sept* jours, il navigue sur les mers sémitiques, puis sur les mers grecques.

Il semble bien que nous ayons dans l'*Odyssée* l'alternance ou la combinaison des deux rythmes *sept* et *cinq* et que cette numération soit, comme la toponymie, gréco-sémitique. « C'est par les Phéniciens, pensait Strabon, qu'Homère fut renseigné sur leurs expéditions antérieures en Ibérie et en Libye : les Phéniciens furent ses indicateurs. » C'est, en effet, la seule hypothèse qui puisse nous expliquer la fidélité et la précision de notre description odysséenne. Cette description est d'une telle exactitude en certains détails que l'on ne peut hésiter qu'entre deux explications : ou le poète a vu de ses yeux les sites qu'il décrivait ; ou il a suivi les indications d'un témoin oculaire et mis en œuvre des renseignements si exacts qu'ils impliquent l'usage de l'écriture et, comme source première, la rédaction d'un homme du métier.

Je ne crois pas à l'Homère-Ulysse, héros et auteur du poème tout ensemble, que certains ont imaginé. Je pourrais tirer du texte même nombre de raisons qui me semblent décisives, s'il n'était pas historiquement certain qu'aux temps homériques, aucun navigateur grec n'avait encore fréquenté ces rivages de l'Espagne et du Rif : les Hellènes, pour la première fois, ne parurent que deux siècles plus tard dans ce fond de la mer du Couchant, dont Phéniciens, puis Carthaginois, avaient monopolisé le commerce et dont ils restèrent, plusieurs siècles encore, les principaux trafiquants. Hermès lui-même, ce dieu du commerce grec, dit à Calypso : « C'est Zeus qui m'obligea de venir jusqu'ici, contre ma volonté. Qui mettrait son plaisir à courir cette immensité de l'onde amère? Et dans ton voisinage, il n'est pas une ville dont les hommes, aux dieux, offrent en sacrifice l'hécatombe de choix ! »

Je crois à un poète lettré, empruntant d'une source écrite,

d'un périple phénicien (1), la matière première de ses descriptions et de ses légendes.

LES ÉPOPÉES PRÉHELLÉNIQUES

Colonne du Ciel, Terre de la Cachette, Ile du Persil, Grotte aux Oiseaux, Prairies de violettes, Ruisseaux des Peupliers, Forêts de cèdres, Cap des Arbres morts, Radeaux d'osier, etc., la côte marocaine offrait jadis toutes les particularités et toutes les merveilles du royaume de Calypso.

Le poète n'a rien inventé : il n'a fait qu'animer, arranger, disposer. Tout périple est d'abord un chapelet de noms propres. Les *Récits* d'Ulysse *chez Alkinoos* sont une galerie de personnages. Les noms du périple sont devenus les personnages du poème. Comme le Pirée se fit un homme dans la bouche du singe de la fable, le volcan, qui jette des pierres et dont le cratère s'emplit de feux, se fit, révérence gardée, dans la bouche d'Ulysse, un géant à l'Œil Rond, un « Cyclope », et la Cachette devint une nymphe et le Pilier, un porteur du ciel.

A première rencontre, tout familier des Hellènes reconnaît en cet anthropomorphisme la marque du génie grec. Notre monde est encore peuplé des innombrables personnages, divins ou humains, que l'Hellène tira de ses roches, de ses sources, de ses fleuves et de ses monts : Aréthuse vit toujours sur les monnaies siciliennes; l'hydre habite toujours les eaux (*hudor*) de Lerne; dans les *Récits* d'Ulysse, cet anthropomorphisme semble avoir été l'œuvre propre, l'apport du poète grec : le Sémite aurait fourni la matière, l'Hellène en aurait tiré la statue.

Faut-il donc admettre purement et simplement les dires de Strabon? « Je dis que les Phéniciens fournirent des renseignements au poète : avant les temps homériques, ils occupaient déjà la meilleure part de l'Ibérie et de la Libye... Le poète connut leurs multiples expéditions jusqu'aux extrémités de

(1) Sous ce nom antique de « périple », j'entends ici tout document maritime, rédigé par des navigateurs soit au cours, soit à la suite de leurs explorations : *stadiasme*, *pilot*, *instructions nautiques*, — donc périple proprement dit, — ou journal de bord, récit de voyage, rapport officiel ou privé, conte ou poème de navigation.

l'Espagne, dont il sut les richesses et les autres supériorités : les Phéniciens l'en avaient instruit. » Je ne vois pas comment expliquer la science et la langue même du poète, si l'on ne suppose pas à l'origine ces renseignements phéniciens. Mais cette explication globale laisse ouvertes des questions qui sont d'une importance aussi grande : les Sémites ayant fourni le marbre, le poète en tira la statue; mais en quel état le marbre lui avait-il été livré? en un seul bloc ou en plusieurs morceaux? dégrossi, épannelé, ébauché?

Si l'on compare les *Récits chez Alkinoos* avec le périple carthaginois d'Hannon, dont nous avons une traduction grecque, il est une différence capitale qui saute aux yeux. Le périple d'Hannon signale sans doute les risques et les dangers, les monstres et les ennemis, que l'on doit affronter au cours du voyage : il parle « des hommes sauvages, vêtus de peaux de bêtes, qui cherchent à écraser les navires sous leurs jets de pierres », « des feux nocturnes qui remplissent la plaine », « des hurlements accompagnés de flûtes et de tambourins », « des coulées de feu qui rendent la côte inabordable », etc. Mais il décrit aussi des parages heureux, des rives pacifiques, hospitalières, des aventures sans douleur et des débarquements sans aventure.

Les *Récits* d'Ulysse, d'un bout à l'autre, sont comme une anthologie d'abominations. Otez les Lotophages : partout ailleurs, ce n'est que pleurs, fuites, emprisonnements, meurtres, noyades, assommades, scènes d'anthropophagie ou de magie noire, gueules de monstres et trous de la mort, pour aboutir au naufrage de toute l'expédition et à la survivance du seul capitaine. Le refrain des *Récits* ramène toujours le lecteur à la même conclusion : « Nous reprenons la mer, l'âme navrée, contents d'échapper à la mort, mais pleurant les amis. »

Ces morceaux de périple ne semblent donc pas avoir été découpés, puis recousus bout à bout sans quelque intention. Est-ce le poète qui a choisi cette litanie d'horreurs parmi les documents qu'un ou plusieurs textes sémitiques lui mettaient sous la main? Faut-il supposer au contraire qu'il n'eut pas l'embarras du choix, les Sémites lui ayant fourni, non pas un périple ou des périples complets, mais une anthologie tendancieuse et comme une série de blocs déjà triés et dégrossis, d'où la statue ne pouvait sortir qu'en une certaine pose, avec un

geste d'épouvante? Le poète aurait-il même reçu de ses maîtres, non pas un périple prosaïque et précis de la mer Occidentale, mais quelque histoire merveilleuse et, pour lâcher le mot, quelque poème ou quelque roman d'aventures?

Les Égyptiens du xv^e^ siècle avant notre ère, qui avaient des périples, en tiraient déjà des contes et des romans de navigation. Les Chaldéens du xx^e^ siècle avant notre ère racontaient des voyages de héros et de dieux en de sombres et lugubres épopées qui se transmirent de peuple à peuple, à travers tous les changements des races dans le pays des Fleuves.

L'épopée de Gilgamesh nous est parvenue dans la traduction sémitique qu'en firent les Assyriens, sur les douze tablettes de la bibliothèque d'Assourbanipal (669-626). Mais des tablettes sumériennes nous en ont sauvé des fragments qui sont antérieurs de plus de mille années, et les tablettes de Boghaz-Keui nous ont apporté les fragments d'une recension hittite : durant quinze ou vingt siècles, peut-être, tout le « Proche Orient », du Bosphore au golfe Persique, connut et répéta les aventures du héros d'Érech.

Gilgamesh, « le pasteur d'Érech », passait pour le cinquième roi mythique de cette ville où il aurait vécu 126 ans. La faveur, puis la colère des dieux lui avaient imposé d'interminables et terribles voyages dans le monde des vivants et des morts : la parenté de fond et de forme entre cette épopée chaldéenne et l'*Odyssée* semble évidente à quelques-uns; elle a trouvé un puissant avocat dans P. Jensen, et les indices les plus frappants ont été réunis par lui dans sa brochure *Gilgamesch Epos* de la collection *Ex Oriente Lux* (Leipzig, 1924). On n'en saurait trop recommander la lecture à tous ceux qu'intéressent les origines de nos littératures occidentales; car il en ressort que l'*Odyssée* et la *Genèse* sont avec cette antiquité chaldéenne dans le même rapport que nos poèmes et littératures de l'Occident avec l'antiquité grecque et latine.

La Chaldée avait une autre épopée non moins fameuse et non moins terrible : les *Voyages d'Ishtar* à travers les portes du Couchant, vers le Pays des Morts...

Avant même les temps homériques, les Achéens d'Europe et les Ioniens d'Asie, leurs héritiers, ont pu connaître ces créations littéraires de la Chaldée par deux intermédiaires : les Hittites et les Phéniciens. Les dernières découvertes de

Boghaz-Keui viennent de nous révéler les étroites relations qui, dès le milieu du XIVe siècle avant notre ère (cinq ou six cents ans avant notre poète), unissaient les Achéens avec ce peuple des Hittites dont l'empire s'étendait de la Mer Noire au Liban ; nous avons la preuve que les Hittites avaient dans leurs bibliothèques les épopées chaldéennes. Disciples, eux aussi, de la Chaldée, les Phéniciens avaient leur geste de Melkart et leur geste d'Astarté, qui, toutes deux, racontaient le voyage d'un dieu ou d'une déesse au bout du monde et leur retour à travers la terre habitée. Il ne nous reste rien de ces épopées phéniciennes. Mais nous savons par les commentateurs qu'Héraklès-Melkart avait fréquenté les mêmes parages qu'Ulysse dans l'Extrême-Couchant : Nonnos, le seul poète ancien qui nous ait transmis quelques renseignements précis sur les dieux et les fêtes des cités phéniciennes, nous dit que Melkart avait, comme Ulysse, navigué sur un radeau d'osier, et Pausanias nous décrit la statue de l'Héraklès de Tyr arrivée sur un radeau dans la ville ionienne d'Érythrées...

Je crois que, tôt ou tard, quelque nouvelle fouille des archéologues dans le Pays des Fleuves ou en Syrie ou en Asie-Mineure nous fournira la preuve tangible que ces épopées préhelléniques furent pour l'*Iliade* et l'*Odyssée* ce que ces deux épopées grecques furent, à leur tour, pour Virgile et son *Énéide* : l'exemple, peut-être le modèle. Mais le grand poète des *Récits chez Alkinoos* restera le père de notre poésie occidentale : qu'importe qu'il ait emprunté à quelque prédécesseur phénicien sa Nymphe de la Cachette, si, par lui, elle est devenue cette hospitalière Calypso, dont ont rêvé les douze siècles de l'antiquité classique, puis cette inconsolable Calypso que Fénelon, vingt-cinq siècles après Homère, a fait aimer et fait aimer encore par les millions d'hommes de toutes races et de toutes couleurs, qui, dans le monde d'aujourd'hui, pensent qu'à défaut du grec, la connaissance du français est nécessaire à l'éducation du genre humain ?

Victor Bérard.

POÉSIES

LE SECRET

Faut-il que mon loisir compose le poème
Qui commence au vers précédent
Et que je noue encor les guirlandes que j'aime
À l'heure où mon espoir s'efface à l'occident,
Beau navire perdu sur des ondes lointaines ?
Qui voudrait écouter ma peine et mes secrets ?
Aujourd'hui comme hier murmurent les fontaines ;
Les mêmes rossignols enchantent les forêts ;
Demain les mêmes fruits empliront les corbeilles ;
Et mon cœur douloureux s'attarde à ses regrets
Comme aux fleurs du sureau s'enivrent les abeilles.

Quel étrange besoin de confier aux vers
Le plus vain des tourments dont nulle âme n'a cure !
A quoi sert de gémir dans l'immense nature
Où toujours les printemps succèdent aux hivers ?

Ce lac intérieur où ma peine se penche,
N'est-ce pas mon reflet qui le prive d'azur ?
Si du moins la douleur tombait comme un fruit mûr
A l'instant que son poids se fait lourd à la branche !

S'il était un avril au cœur comme aux rameaux
Où refleurit l'espoir sur le seuil des années!
Ne m'aimerez-vous point, âmes abandonnées,
Dont la douleur se plaît aux musiques des mots?
C'est pour vous que j'écris; je ne sais où vous êtes;
Mais nous payons aux dieux de semblables tributs;
L'orchestre des tourments donne de sombres fêtes
Où s'enchantent nos soirs d'amertume repus.

— La lune monte au ciel d'automne;
Mais l'automne est-il pour l'esprit,
Qui soudain s'élève, sourit
Et des larmes vaines s'étonne?

— Partons, me dites-vous, il est de grands vaisseaux
Pour nous porter encore aux Iles Fortunées...

— Un autre été, là-bas, dore les destinées.
Faut-il toujours gémir aux tonnelles fanées,
Quand un nouvel azur se mire dans les eaux?
Pourtant vous demeurez dans ce jardin tranquille,
Où chaque souvenir se mue en un tourment;
Et comme un malheureux enfermé dans une île,
Vous ne savez plus voir que votre isolement.
Pensez-vous que l'amour revienne à cette porte
Et rie en écartant la glycine du seuil?...

— Mon bonheur est au ciel comme une étoile morte;
Où que j'aille avec vous je porterai son deuil.
Gardez, Muse, gardez les conseils et le blâme;
Qui me veut consoler fait mes jours plus amers.
Ils changent de climat, mais ne changent point d'âme
Ceux qui courent plus loin que l'horizon des mers.

Plus sage en sa maison qui médite et s'enferme;
Il trouve à son foyer des songes à foison,
Que m'importent l'aurore ou l'ombre sur Palerme
Et les arbres en fleurs d'une étrange saison?

Pourquoi, Muse, cueillir les roses de Sorrente,
Quand un charme nous lie aux sites familiers?
N'avez-vous jamais vu la lune transparente
Flotter comme une bulle entre les peupliers?
C'est l'aube. C'est le temps où montent les pensées
Comme le tourbillon de ces feuilles froissées
Que l'automne soulève à tous les carrefours;
C'est alors que je rêve à mes tristes amours.
Croyez-vous qu'à Sorrente on rencontre Clymène?
Est-ce elle qui de Parme enivre les matins?
Son vaisseau s'est enfui sur des flots plus lointains,
Et mon seul passe-temps est de chérir ma peine.

Tandis qu'en l'ombre chante un aigre canari
Qui fait, à ma façon, des songes dans sa cage,
Le miroir où Clymène a tant de fois souri,
Aux jours que mon destin de troènes fleuri
N'était pas ce vaisseau sur une onde sauvage,
Le miroir où Clymène a souri tant de fois
Pendant que l'univers s'éveillait à ma voix,
Ce miroir qui s'éteint dans son cadre de bois
Ne reflète le soir que mon triste visage.

Est-ce là le bonheur que vous m'aviez promis,
Amour? Dois-je être seul, quand je vois mes amis
Se plaire à leur destin et cueillir les journées?

— Connaissez-vous leurs destinées?
Quand vous les rencontrez, vous riez comme ils font.
Disent-ils leurs secrets sur les places publiques?
Nous avons tous un sac dont nous cachons le fond.
Peut-être autant que vous sont-ils mélancoliques.
Qui croirait à vous voir que vous pleurez ainsi
Quand sonne en ce décor l'heure des confidences?
Le nez aérien, vous courez dans Passy;
Vous n'avez jamais un souci,
Et les Nymphes pour vous mènent d'allègres danses.

Si quelqu'un parle de ces vers
Où parfois l'on démêle une peine secrète,
Vous levez les deux bras, votre rire l'arrête :
— « *A traiter tous sujets, la Lyre est toujours prête.*
Il suffit, pour gémir, de tout prendre à l'envers.
La vie est belle et douce? Imprimons le contraire!
Il n'est rien plus facile et ce n'est point mentir :
L'art est libre. Aux détours il se peut divertir.
Au métier de Phœbus il n'est rien que de plaire.
Ne faut-il se couler en l'âme du lecteur?
Si donc vous devinez que cette âme est plaintive,
Que feriez-vous vous-même et que fait un auteur?
N'est-ce pour le public qu'il convient que j'écrive,
Ou bien si vous croyez qu'il ait souci de moi
Et des îles en fleurs de mes songes surgies?...
Je ne suis point si fat! Plaire est l'unique loi,
Et pour les cœurs dolents je fais des élégies.

« Mes rêves personnels s'en vont au fil de l'eau
Ou le vent les emporte à travers le feuillage.
L'homme exige un miroir ; j'y glisse son image :
Comment n'aimerait-il un si noble tableau?
C'est sur lui qu'il se penche au milieu des musiques;
C'est lui seul qu'il regarde ; il gémit doucement ;
Je lui sers son propre tourment,
Et j'écris en riant des vers mélancoliques. »

Je vous entends encor, poète mon ami,
Qui tenez ce sombre langage.
Vous ne mentez pas à demi!
Vous mentez, mais vous jugez sage
De ne point confier vos pleurs au carrefour
Ni d'évoquer Clymène en une causerie.
Vous raillez votre seul amour
Plutôt que d'avouer votre âme endolorie.

Combien, sur nos chemins, qui sont pareils à vous!
Vous les voyez faire les fous

Dès qu'une oreille les écoute.
Sont-ils seuls? Ils s'assoient sur le bord de la route;
Tristes, les yeux fermés, la tête dans la main,
Ils rêveraient jusqu'à demain,
En regardant monter du fond de leur mémoire
Tant de beaux souvenirs qui leur percent le cœur.
Ils entendent couler cette rivière noire
Qui, roulant une eau morte où nul ne vient plus boire,
Vers l'ombre souterraine emporte leur bonheur.

Hélas! chaque mortel sait la charge qu'il porte,
Qui lui pèse à l'épaule et le fait trébucher.
Devant nous, il se dresse et sa voix est si forte
Que sur tant de misère on n'ose se pencher.
La pudeur quelquefois vous présente des armes
Et d'un poing vigoureux vous les faites briller.
Mais dans la solitude où nul ne peut railler,
Où nul à vos discours ne peut s'émerveiller,
Vos yeux, comme leurs yeux, se remplissent de larmes.

TRISTAN DERÈME.

LA SÉRÉNITÉ DANS L'ART ET LES *SALONS* DE 1929

Le phénomène a plus d'une fois surpris les historiens. Ce n'est point aux époques de calme et de sécurité que l'Art a le mieux interprété la beauté statique, ou célébré le plus dévotement les rites de la vie intérieure. Les Fra Angelico et les Memling ne sont pas nés parmi des peuples innocents et contemplatifs. Vermeer et Pieter de Hooch n'ont pas vécu dans une patrie exempte de troubles et d'angoisses. L'Italie était déchirée par les guerres civiles et traversée par l'invasion quand Benozzo Gozzoli, Piero della Francesca, le Pérugin imaginaient leurs « conversations sacrées », où il semble qu'on ait voulu canoniser le silence et le repos. S'ils n'ont pas peint l'agitation des corps et la torture des passions, ce n'est point parce qu'ils n'en avaient pas d'exemples autour d'eux. C'est peut-être au contraire parce qu'ils en avaient trop. Sensibles et même hypersensibles comme ils l'étaient, ils n'ont pas manqué d'éprouver toute la frénésie de leur époque, mais sans doute ont-ils voulu éprouver autre chose. C'est « le désir » et non le fait, qui est « le père de la pensée ». Et ils ont ressenti une émotion plus intense à découvrir dans quelque coin retiré du monde, comme en un *hortus inclusus*, des attitudes et des gestes qui peuvent déceler un idéal paisible ou une passion secrète, à l'abri des ambitions déchaînées et des insolentes amours. Aussi les ont-ils peints avec plus de ferveur qu'ils n'eussent fait les incidents de la vie banale autour d'eux. Serait-ce le

même sentiment qui anime nos artistes en l'an de grâce 1929 ? En toute hypothèse, si jamais le rythme de la vie ne s'est accéléré au point où nous l'éprouvons, jamais non plus il n'a moins troublé l'Art. Les *Salons* nous en offrent le plus surprenant exemple. Il semble qu'on entre dans ce *Jardin de la Paix* dont M. Maxence nous montre la gardienne énigmatique et la grille dorée dans une froide et minutieuse allégorie en blanc majeur. Partout on lit *Repos, Sieste, Salon au soleil, A quiet room, Pénombre dans le vieux salon, Entre chien et loup*, l'*Heure paisible, Vie paisible, Matin calme, Chez soi, Méditation*... Ce ne sont pas là seulement des titres. C'est peu de chose qu'un titre ou qu'un sujet en Art. Du même sujet l'artiste peut tirer des effets très dissemblables. Ce qui donne son caractère à une œuvre d'art, ce n'est pas son thème intellectuel tel que le décrit naïvement Fénelon dans son Dialogue des morts, c'est son thème esthétique. Or, là encore et même lorsque le sujet ne le dicte pas expressément, ce que l'artiste a choisi : le geste dans le portrait, l'heure dans le paysage, l'arabesque dans le groupement, la concentration dans les lignes, la synthèse dans les couleurs, tout nous donne cette impression que les grands traits de notre époque sont le calme, la pondération, la stabilité.

Faut-il le taxer de parti pris et de faux témoignage? Qui peut le dire ? Il y a bien des aspects dans la vie d'une époque et dans l'âme d'une élite pensante et ce ne sont pas les plus apparents qui révèlent toujours le mieux les profondeurs de sa sensibilité. Dans les ciels animés par des nuages, dont nous voyons d'assez nombreuses études, au *Salon* de cette année, les figures les plus proches de nous et les plus interrogées pour leurs présages sont celles des cumulus qui se traînent à l'horizon comme des escargots géants, ou les écharpes des stratus qui se déchirent aux pointes rocheuses des montagnes, ou les poches sombres des nimbus qui crèvent en pluie. Mais au-dessus, dans les profondeurs du ciel visible, passent d'autres formes annonciatrices d'autres choses : ce sont les soies floches ou les flocons des cirrus, épars aux plus lointaines altitudes. Il y a aussi des cirrus dans le ciel de l'Art. Nous les allons observer.

I

Combien, depuis un quart de siècle, le tableau composé ou la scène à faire ont changé ! Les grands drames de l'Histoire, les passions orageuses, les gestes en extension, les mouvements centrifuges n'intéressent plus nos peintres. Les groupements de figures sont sans sujet spécifié, les attitudes sont sans but utilitaire, les gestes, toujours en flexion, se resserrent dans un orbe de plus en plus limité. Il semble que l'humanité qu'ils représentent ait senti la vanité de l'effort, la sottise des violences, le prix de la vie oisive sous un ciel pur, parmi une nature indifférente, dans la contemplation de sa propre beauté.

L'*Arabesque matinale*, de M. Narbonne, en est un parfait exemple : cette grappe de femmes et d'enfants tout nus qu'il nous montre accroupis au bord d'un lac, ne font rien que de dormir ou se rouler en boule dans la volupté d'une chaude lumière et cela suffit à un somptueux coloriste tel que M. Narbonne pour nous intéresser, car s'il n'y a pas là un « sujet » dans le sens intellectuel du mot, non plus que dans le *Concert champêtre* du Giorgione, il y a bien un sujet esthétique : l'arabesque des silhouettes en forme de flots grecs répétés et contrastés et le modelé dans les tons frais de chairs jeunes en plein soleil levant, les prémices du jour, de la beauté et de la vie. Le titre de ce tableau est bien celui qui convient ; on le lui donnerait par la définition même de son caractère avant de l'avoir lu. Mais il pourrait s'appeler aussi le poème de l'insouciance, — tellement s'insinue en nous, par sa seule signification esthétique, l'idée d'une humanité affranchie de tout souci et douleur.

Tous les gestes en flexion et les lignes retombant en convergeant vers le centre de gravité, au bas de la composition, telle est aussi l'arabesque dans la *Pastorale* de M. Alfred Giess. C'est un peu le rythme des *Bergers d'Arcadie* du Poussin, quoique sans aucune ressemblance dans les gestes, ou des *Bergers en adoration* de Lorenzo di Credi. Et c'est, par excellence, le rythme de la stabilité. Nulle action ou bien des actions qui ne dérangent rien aux lignes et que la plus subtile chronophotographie enregistrerait à peine : ce berger assis et ramassé sur lui-même laisse une chèvre immobile brouter quelque chose

dans sa main ouverte, mais sans plaisir; cette bergère repliée en face de lui dans l'attitude de l'*Odalisque* le regarde, mais sans intérêt; cette femme debout considère une fleur cueillie sans hâte, ce berger qu'on voit en face d'elle, debout aussi et hanché fortement,

Flageolant une églogue en son tuyau d'aveine,

peut longtemps bercer la rêverie voisine de ses compagnons, sans fatigue, et la mère, debout aussi, qui berce dans ses bras son nouveau-né, borne son activité à regarder en dehors du tableau, tandis que toutes les autres paupières s'abaissent sur le sol. Même la rivière qu'on voit luire au loin doit avoir un cours insensible, à en juger par les détours qu'elle fait pour trouver sa pente. Rarement une plus complète image du repos, sans aucun tourment de la pensée, n'a été si définie.

Chose curieuse et qui dénote bien, chez nos artistes les plus différents et dans les sujets les plus divers, un même goût des attitudes ramassées et des lignes convergentes vers le centre, c'est, à côté de ces scènes pastorales antiques, le groupe des *Pêcheurs du dimanche* de M. Hervé. Ici, à la vérité, il y a bien une action, mais quelle action : la pêche à la ligne ! Et ce n'est là qu'un prétexte. La raison du tableau est de s'en venir sur l'herbe, par un beau jour. Tous les regards et tous les gestes tendent vers le centre, pour offrir quelque chose ou du moins l'hommage de l'admiration familiale au plus petit. C'est bien là, par excellence, une image de la vie paisible choisie dans la chronique bourgeoise et contemporaine au lieu de l'être à celle des Dieux antiques, mais exprimée exactement par les mêmes moyens.

L'idée de stabilité est liée aux gestes en flexion, mais la sérénité peut s'exprimer par d'autres. Ce sont des visions sereines que celles de M. Poughéon, notamment celle de cette année qu'il intitule *Fantaisie : les jeunes filles à la gazelle*, quoiqu'elles se développent en hautes tiges. Leurs profils ou leurs ovales de pierres gravées, avec le front et le nez sur la même ligne, leurs proportions sveltes et étroites, leurs formes modestes et fermes, leurs mains allongées et tactiles, tout cela qui est nouveau à force d'être archaïque et de sortir des canons de Winckelmann, donne au plus haut point l'impression de sérénité.

Elle est moindre dans la composition de M. Émile Aubry, *Hercule au jardin des Hespérides*, quoique les figures de femmes soient un peu de la même famille archaïque : le dieu aux doubles muscles enjambe d'un pas conquérant le dragon assoupi et s'avance vers les jeunes déesses comme un boxeur à l'attaque plutôt que comme un charmeur. Mais le rythme des belles formes est reposant pour la vue et la grâce de ces trois longues tiges humaines distrait la pensée des laideurs modernes. De même, le joueur de syrinx qui gonfle les joues et se démène dans le *Panneau pour une salle de musique* de M. Lagrange, avec une draperie orageuse autour de lui, comme agité par un souffle divin, donne, en dépit de son action, l'idée d'un délassement paisible parmi une nature immortelle et sacrée.

Quand l'académie est vue, seule, et c'est ce qui arrive souvent ici où l'étude de nu revient en honneur, c'est aussi la pose la plus nonchalante qu'elle affecte. Elle ne prend même plus la peine de se regarder dans un miroir comme la *Vénus* de Velasquez, ni de recevoir un bouquet comme l'*Olympia* de Manet, ni de vous regarder comme la *Belle* de Titien ou l'*Odalisque* de M. Ingres. Non, elle dort, tout de son long étendue, dans la détente de tous ses membres. Parfois elle s'intitule *Matin*, *Mélodie* ou *Rêverie*, mais la mélodie n'est que dans le rythme des formes, la rêverie doit s'entendre du spectateur. En fait, ce sont là des études de muscles et de chair modelés dans la lumière comme depuis longtemps l'on n'en avait plus tenté. La *Femme endormie* de M. Sieffert est un thème d'atelier minutieusement traité, qui prouve que la science des moindres méplats et des passages de valeurs n'est nullement perdue. Le *Nu* de M. Allard-l'Olivier, avec moins de minutie dans l'analyse, est un parfait morceau d'exécution. Le *Nu* de M. Charavel offre de belles lignes contrastées, onduleuses et suivies. De même, la femme étendue intitulée *Mélodie* par M. Far-Si, la *Femme endormie* de M. Guinard, bien d'autres encore attestent que l'étude de l'académie humaine a repris ses droits. Elle n'est pas toujours également heureuse, mais elle est toujours utile. Il est très bon de l'oublier quelquefois, mais oublier et ignorer font deux, en art, et le subconscient, lui qui enregistre même ce qu'on n'apprend pas, n'oublie nullement ce qu'on a laborieusement appris. Sous forme de réflexes, il intervient pour conduire l'oublieux à une vérité ou le garder d'une erreur.

C'est ce qui est si sensible dans les admirables *Nus* de M. Albert Besnard. « Il aurait pu s'épargner d'entrer en loge et de remporter le prix de Rome et de passer quatre ans à la villa Médicis. Tout cela est du temps perdu, puisque voici cet artiste converti à l'impressionnisme », écrivait Henry Houssaye en 1884. Mais le critique se trompait. Ce n'est jamais là du temps perdu. Quoiqu'il ait cherché tout autre chose que la perfection académique enseignée de son temps et singulièrement élargi les limites de la peinture d'alors, M. Albert Besnard montre, cette année, dans son torse de femme nue au *Salon* dit *des Tuileries*, en même temps que de somptueuses qualités de coloriste, une science du modelé, que ne possèdent à aucun degré les étranges disciples groupés sous son patronage. Il y a là pour l'amateur de ragoût pictural, devant ces clairs-obscurs sans obscurités, où tout est couleur, une joie du même ordre que devant la *Fécondité* de Jordaens. Et, dans tous les autres *Nus* du *Salon* dit *des Tuileries*, c'est bien vainement qu'on chercherait la pareille.

Aux Champs-Élysées même, on ne la trouve pas. Mais il faut s'arrêter encore pourtant devant deux études de femmes nues qui possèdent d'autres mérites : celle que M. Biloul intitule *le Matin* et celle qui porte le nom de l'*Oreiller* dans l'envoi de M. Sabatté. Celui-ci peint en valeurs plutôt qu'en couleurs, mais ses valeurs sont si justes, si riches en modulations, surtout dans les blancs et les noirs, en tons différents, en demi-tons et en commas, divisés à l'infini, qu'elles pourraient se passer de couleurs. La facture est magistrale, c'est-à-dire qu'on sent le praticien à l'aise dans les limites de son talent. M. Biloul est surtout coloriste et déploie dans cette figure de femme nue qui s'éveille les prestiges de la lumière toute neuve du jour qui l'a réveillée. Les deux visions, celle de M. Biloul comme celle de M. Sabatté, sont à un degré égal des visions de sérénité.

Elle n'est même pas troublée par les deux grands sujets historiques abordés cette année par les peintres : le *Bonaparte passant les Alpes* de M. Hoffbauer et l'arrivée de *Pierre Poivre dans le port de Tourane* (Annam) en 1749 par M. Charles Fouqueray. « Calme sur un cheval fougueux », c'est ainsi que le modèle de M. Hoffbauer voulait qu'on le peignît, — ce qui aujourd'hui nous paraît bien extraordinaire, habitués que nous sommes, par la photographie instantanée, à voir des jockeys

gesticulant avec désespoir, courbés sur leur bête, au point de lui être presque parallèles; tandis que l'animal paraît parfaitement immobile et rivé au sol.

Ici, le modèle serait satisfait. Sa sérénité est parfaite. Il se tient droit comme un maître de manège, selon les préceptes de Solleysel. C'est une statue équestre. Il salue; sa tête sévère, pleine de pensées, broche sur le géant neigeux, et sévère aussi, mais stupide, entre la futaie des baïonnettes et le tour de roues des canons. Il fait juste assez de vent pour déployer le drapeau de la République. Il y a juste assez de jour sous le ventre du cheval, pour qu'on voie défiler des soldats, l'arme au bras, comme s'ils passaient encore la revue au Carrousel, en costumes bien propres, impassibles, tels enfin qu'il le faut, pour que demeure intact le prestige des héros. Avec cela, une science parfaite de l'équilibre, la pondération des masses, les lignes relevées ou coupées aux bons endroits, font de ce morceau le pendant qu'il fallait au *Louis XIV* du même artiste pour décorer la salle d'honneur de l'Hôtel des Invalides. Ce Bonaparte est moins inattendu que son Louis XIV, moins archaïque et surtout moins riche en trouvailles de couleur Mais il est encore assez original et l'on admire que d'un thème si usé, M. Hoffbauer ait su tirer cette page d'imagerie héroïque.

L'autre grande page d'histoire qu'on offre à nos méditations, est moins facilement déchiffrée par la foule, mais déchiffrerait-elle beaucoup mieux la fresque de Tiepolo, *Contarini recevant Henri III*, du musée Jacquemart-André, à laquelle on pense un peu en voyant cette toile? Il y a ici, comme là-bas, du brio, de la fantaisie, de la couleur, des choses qui flottent dans l'air lumineux, un mélange d'Orient et d'Occident, fort savoureux. Il n'y a surtout aucun pédantisme et l'hommage rendu au conquérant des épices, lequel, par surcroît, s'appelait Poivre, n'a rien d'une affabulation didactique. Pourtant M. Fouqueray donne envie d'aller dans un pays si pittoresque, et l'idée que coloniser, fonder des comptoirs en Extrême-Orient et dans les îles, était jadis la chose du monde la plus plaisante et la plus aisée.

Tous les Orientalistes, nombreux cette année au *Salon*, nous montrent également leur pays de prédilection comme la patrie de la dignité calme, des gestes graves, du silence solennel. C'est l'impression qui se dégage du groupe saisissant des *Nobles touareg dans le Koudia du Hoggar*, par M. P. E. Dubois, du

Portrait de S. M. Sidi Mohammed par M. Duvent et de celui de *S. E. le Pacha de Marrakech*, par M. Henri Rousseau. Leurs devanciers ne voyaient dans les Orientaux qu'agitation et cruauté, chasses au faucon, vengeances au sérail, danses ou batailles, fantasias éperdues et clinquant. M. Henri Rousseau montre que ce n'est point nécessaire pour nous intéresser et pour faire valoir ses belles qualités de peintre. Son groupe du *Pacha de Marrakech*, faisant halte dans la campagne, détaché sur un vaste horizon, avec les amples mouvements des costumes pittoresques, avec les bêtes fines et nerveuses immobiles, mais qu'on sent frémissantes et capables de vitesse, vaut toutes les galopades de jadis, bien qu'il n'y ait plus là de fantasia que dans la couleur.

II

Les portraits accentuent encore cette impression de calme et de sérénité. Il est naturel qu'un portrait soit l'effigie d'un être au repos, afin qu'on le puisse bien observer et qu'on s'intéresse à ce qu'il est plutôt qu'à ce qu'il fait. Depuis plusieurs années, les meilleurs de nos *Salons* appartiennent au genre statique, non seulement par leur pose qui est de celles qu'on peut indéfiniment garder sans fatigue, mais par la concentration de leurs lignes et l'uniformité de leur couleur. Sans mouvement, ne veut pas dire sans vie. Celui du *Marquis de Vogüé* par M. Marcel Baschet nous le prouve. Debout, de face, adossé à une table où il pèse d'une main, l'autre main dans sa poche, la physionomie parlante, les yeux fixés sur celui qui le regarde, le modèle est saisi dans l'attitude la plus calme et la plus simple du monde. Mais grâce à une foule de modalités quasi imperceptibles, la figure hanchée d'un côté, appuyée de l'autre, le torse en retrait, et l'épaule droite s'effaçant un peu, il développe sa haute taille sur plusieurs plans différents et contrastés qui lui donnent un caractère très vivant et personnel. Il faut admirer ici l'art de M. Marcel Baschet. De personnage plus solidement charpenté, de main mieux dessinée, il n'en existe pas dans toute notre peinture contemporaine. S'il est vrai qu'un problème bien posé soit à demi résolu, il l'est plus encore qu'un portrait bien posé est peint à demi. D'ailleurs, les prestiges de la couleur ne manquent pas à celui-

ci, dont les noirs pour le vêtement sont très riches, et les valeurs dans le modèlé de la tête sont justes. A notre époque, où tout le monde à tort et à travers se réclame de M. Ingres, M. Marcel Baschet est très probablement le seul portraitiste que l'irascible Maître hésiterait à désavouer.

Les autres bons portraits d'hommes ou de femmes qu'on rencontre au *Salon* sont tous assis ; leurs bras sont repliés sur les genoux, leurs mains se rejoignent et referment l'ellipse de leur silhouette ramassée. Leur attitude est donc la plus stable possible et leur geste gravite dans un orbite très étroit, ce qui leur donne un air pensif ou au moins attentif, selon la loi invariable que la pensée dans une figure est en raison inverse de la distance du front à la périphérie des membres. Tel le *Portrait de M^me^ J... F...* par M. Pierre Laurens, où les accords plaqués des noirs, de verts très nuancés et les teintes locales des bras réveillent, autant que l'austérité des lignes, le souvenir de M. Ingres. Tel encore le *Portrait de M^lle^ A... P...*, par M. Xavier Bricard, profilé sur un fond gris et mauve, vêtu de noir, traversé par le rayon vert d'un long collier tombant et paré par la grâce et la souplesse de son attitude où tout est naturel et où rien n'est banal. Tel, enfin, le *Portrait de M^me^ Pierre B...* par M. Braïtou-Sàla, clair profil découpé à l'emporte-pièce sur fond sombre, qui malgré les miroitements des étoffes, conserve la gravité d'une ordonnance sévère de lignes très étudiées. Dans ces trois images de contemporaines, le fond est aussi parfaitement irréel que dans les portraits de David ou de M^me^ Vigée le Brun. Ce sont des hérésies au regard des dogmes du Naturalisme et de l'Impressionnisme. Nul n'a l'air de s'en apercevoir et de s'en scandaliser.

La même gravité règne dans les meilleurs portraits d'hommes. Elle a dicté les silhouettes de *M. Jacques Copeau* par M. Albert Laurens, du *Curé d'Humelghem* par M. de Littry, du personnage *En Promenade* par M. Troncet. Dans tous les trois, on voit l'installation dans le cadre qui est la plus définitive du monde, celle du *Carlyle* de Whistler, c'est-à-dire de gens décidés à faire une longue visite. Comme cette silhouette en profil d'escalier porte toute la masse du personnage d'un côté et rien de l'autre, on a toujours soin de mettre dans l'espace vide, en contre-poids, la gravure imaginée par Whistler. Pour le curé d'Humelghem, la gravure est remplacée par une colonne de

son église. Dans le portrait de femme assise intitulé le *Livre fermé*, par M. Giraudias, il y a une gravure, comme chez la mère de Whistler, et un coin de cheminée. Dans la *Jeune femme en bleu*, par Mlle de Bourgade, le contre-poids est fourni par un grand vase de tulipes blanches, dans l'*Anniversaire* de M. Galey, par un petit pot de fleurs sur un meuble et toujours par un coin de gravure.

Cette sévère ordonnance n'empêche pas l'artiste, quand il est coloriste, de déployer ses dons. Mlle de Bourgade, dans son portrait de femme en robe bleue, s'est heureusement tirée de cette couleur traîtresse en la submergeant par d'autres aussi lumineuses et moins froides. M. Howard Somerville, qui a également donné à *Mlle Élisa Landi* une attitude très simple, les mains liées au bout des bras tombants sur les genoux, le ard s'en allant hors du tableau, a bien fait jouer les tons ges de la robe sur le fond gris du rideau.

Toujours les mains jointes par le bout des doigts, tel est le ble geste de la dame vue debout, au grand chapeau, que M. Grand-Gérard appelle *Parfum d'autrefois*, et qui n'a plus cet aspect de gravité sévère qu'on voit chez les autres. Tout en blanc, sur fond gris, avec un petit chien à ses pieds qui la regarde, elle évoque en effet les portraits en fête de jadis et est d'une savoureuse couleur. Pareillement, d'une peinture très savoureuse, la *Jeune fille au levrier* de M. Etcheverry, témoigne par son orchestration en blanc de la grande virtuosité que l'on reconnaît à son peintre. Il est à noter que, dans ces deux dernières toiles très éloignées de l'école de M. Ingres, les fonds sont tout aussi neutres qu'en 1830. Il faut venir aux Anglais, imperturbables dans leur tradition insulaire et parfaitement indifférents à nos engouements continentaux, pour retrouver les fonds animés, orageux, pittoresques des maîtres modernes, avec l'attitude libre, dégagée, imprévue, saisie, semble-t-il, à l'improviste, et ce qu'on voit enfin dans le portrait de jeune fille en habit de chasse à courre, peinte un peu dans les tons d'Orchardson, que M. Frederic Whiting appelle *Moyra*.

Les Anglais ne témoignent pourtant pas, cette année, de cette fertilité d'invention dans le geste qui les signale d'habitude. Ils ne se reconnaissent qu'à leur couleur. La femme assise en grande toilette avec son chien, intitulé *Betty et Chu*, par M. James Durden, est posée comme par un Français. Le

colonel T. Kay, par Mlle Neilson Gray, bien installé de face, les jambes croisées, sa casquette et sa canne à la main, en visite, le *Chanoine Glazebrook*, par M. Glazebrook, *Miss Irene Dinely*, par M. Coates, sont bien de riches accords de teintes vives et de beaux noirs, à la manière britannique, et l'Australien, comme les Anglais des pays de Sex, comme les Écossais, a bien hérité de Raeburn le don de l'harmonie dans l'éclat. Mais la fantaisie et la personnalité du geste ne se retrouvent que chez M. Whiting qui, lui, se rapproche plutôt d'Herkomer et d'Orchardson.

Les Français ne cherchent guère, et en toute hypothèse ne trouvent pas souvent, cette dissemblance du geste spécial à leur modèle. Cependant, celui de *M. Georges R... D...*, par M. Rousseau-Decelle, témoigne de ce souci, et celui de *M. Célestin collectionneur*, par M. Zéphyr de Winter, réalise cette trouvaille. Un vieux monsieur s'est carrément assis pour regarder une estampe qu'il serre dans ses mains comme dans des étaus, et s'interrompt de la regarder pour vous regarder vous-même par-dessus ses lunettes. A force de vivre au milieu de belles choses fines, dures et revêches, il semble être devenu lui-même une pièce de sa collection, authentique et immuable, faite d'une matière précieuse et qui durera longtemps. Le caractère et la solidité de cette figure font grand honneur à M. Zéphyr de Winter. S'il est vrai qu'une chose bien dessinée est toujours assez bien peinte, comme le prétendait M. Ingres, voilà un portrait auquel il ne manque rien. Son admirable dessin lui tient lieu de couleur. C'est ce qu'on pourrait dire avec presque autant de vérité devant les têtes de *Paysans alsaciens*, burinées par M. Stoskopf. Elles ont, elles aussi, un obstiné caractère, dans la tradition d'Holbein ou d'Albert Durer, ce qui en fait des figures à la fois anachroniques et attachantes, et les élève à la dignité de types mieux encore que de portraits. La sérénité de toutes ces figures ne sera pas troublée par les *Portraits* d'hommes, de femmes ou d'enfants qu'expose M. Guiguet, bien au contraire. Ce sont en quelque sorte des portraits secrets qu'il peint, et c'est à ce caractère intime, comme à l'exquise qualité de leur couleur, qu'ils doivent leur charme.

M. Pascau, lui, semble avoir trouvé sans effort le geste qui convenait aux trois dames réunies dans une même toile qu'il a intitulée les *Trois cousines*. Deux d'entre elles tricotent sans se

hâter et la troisième les préside avec sérénité. Il a bien fait de les grouper ainsi, car elles ont l'air extraordinairement satisfait de se trouver ensemble et décidées à ne plus jamais bouger. Cette image de la vie paisible ne fait que résumer, dans une excellente facture picturale, le témoignage de cent autres scènes d'intérieur.

C'est aussi le seul groupe de portraits qui ait, cette année, porté bonheur à son peintre. Plusieurs ont tenté de réunir leurs confrères, soit autour d'une tasse de thé dans un salon, soit dans un atelier pour parler d'art ou pour étudier un modèle, et de les peindre ainsi. Ils n'ont point fait, là, œuvre mémorable. Même la ressemblance de figures qui doivent leur être familières est médiocre et le caractère, — ce caractère que les artistes préfèrent à la ressemblance, — fait tout à fait défaut. Peut-être qu'ils n'étaient pas très à leur aise. On a rarement vu un artiste enchanté de l'image qu'un confrère a faite de lui. Ici, le portraitiste a manifestement flatté ses confrères comme s'il avait eu affaire à des philistins, sachant bien qu'un artiste devient lui-même un philistin dès qu'il s'asseoit sur la sellette et qu'il s'agit de sa tête et non plus de celle du « bourgeois ». Et, en les flattant, il a éteint leurs caractéristiques. Au fond, l'on n'est bien servi que par soi-même. C'est ce qu'a pensé M. Jacques Blanche qui a envoyé au *Salon* dit *des Tuileries* son propre portrait peint par lui-même, lequel étonne et détonne dans ce milieu. C'est à peine un buste, la tête et une main seulement, sur un fond lumineux de verdure automnale, mais on y retrouve l'accent vif et juste, la fraîcheur de coloris, la sûreté de dessin, le caractère physionomique propres à M. Jacques Blanche. Ni son œil, ni sa main n'ont faibli depuis l'époque déjà lointaine où il peignait pour les *Uffizi* son portrait à un autre âge, celui qui reste là-bas, sur les bords de l'Arno, un des meilleurs, le meilleur peut-être de l'École française.

Faisait-on beaucoup mieux autrefois? Pour le savoir, tournons-nous vers les Rétrospectives. Celle de Paul Baudry, à l'occasion de son centenaire, réunie dans la salle 47, aux Champs-Élysées, nous montre à quel point nous sommes injustes envers nos contemporains, notamment envers nos portraitistes, en agitant toujours sur leurs têtes les spectres de maîtres comme Vélasquez, ou Titien, ou Rembrandt. Si on les évoquait auprès des figures de Baudry, qu'en resterait-il? Il est vrai que c'est

Baudry, décorateur et « plafonnier », qu'on mettait jadis aux nues, et l'on n'en peut juger dans cette collection que par quelques cartons trop réduits. Mais, là encore, des maîtres qui l'ont suivi, comme Puvis de Chavannes en ses dernières œuvres et M. Albert Besnard, nous ont donné des visions infiniment plus saisissantes et originales par l'invention, le mouvement, les grands traits du dessin, la couleur.

Pourtant peu d'artistes ont obtenu des amateurs et de ces délicats, que rien ne saurait satisfaire, un plus flatteur satisfecit. L'homme était sympathique, le talent répondait au désir secret de sa génération et la ravissait d'aise. Or, en parcourant sa Rétrospective, on cherche vainement ce qu'il apporta, de son chef, à l'art français, et ce qu'il avait à dire qui n'ait pas été dit et mieux dit avant lui. Il y a, ici, des têtes d'enfants qui font penser, de bien loin, aux Anglais du XVIII^e^ siècle, d'autres à Ricard, d'autres à Carolus Duran. Il y a des têtes d'hommes qui font penser encore à Ricard, et ce sont les meilleures, d'autres à Cabanel. Il y a enfin de petites figures de femmes qui font penser à Stevens et d'autres plus grandes qui glissent vers Bouguereau et même vers Clairin. Où est donc Baudry? Peut-être dans les tout petits cadres où il semble qu'on va voir apparaître les tons fins et la facture un peu chiffonnée de Bastien Lepage, mais qui restent pourtant bien personnels. Le portrait d'*Edmond About*, le portrait de *M^me^ Paul Baudry*, le portrait de *M. Ambroise Baudry*, le portrait de *Guillemette*, marquise de Paris, et surtout le portrait de *Jacques Baudry*, père du peintre, simple préparation qu'il n'a pas eu le temps de gâter, sont les perles de cette collection. Là, le véritable artiste et charmant esprit que fut Paul Baudry se montre dans son meilleur jour, affiné, mesuré, subtil. Il semble qu'ailleurs il fût gêné par la mode ou par les exigences de ses modèles, car lorsque ce sont ses proches qu'il peint à sa fantaisie, il fait ses chefs-d'œuvre. Il faut visiter cette Rétrospective pour cela et aussi pour autre chose.

On y voit au naturel, c'est-à-dire posant comme ils voulaient poser pour le monde, des gens bien représentatifs de leur temps. Les artistes ont l'air inspiré ou fatal, les mondains jouent négligemment avec leurs breloques, les vieilles dames sont résignées, les jeunes veulent être malignes. Quand ils sont ceux d'hommes célèbres, ces portraits valent des bio-

graphies, parfois des réquisitoires. Charles Garnier, coiffé de l'étonnante toison qui fit si longtemps la joie des caricaturistes, a l'air inquiet du verdict de l'Impératrice déplorant que son Opéra ne soit ni du Louis XV, ni du Louis XVI, ni d'aucun style connu. Eugène Guillaume, dressant sa tête fine et volontaire de médaille auprès d'une œuvre ébauchée, l'œil au ciel, le coude sur sa selle de sculpteur, semble prêt à décréter les lois sévères du Beau, dans cette *Revue des Deux Mondes*, qu'on devine glissée parmi des paperasses, près d'un encrier, contre la terre glaise et l'ébauchoir. Enfin, le sénateur Peyrat, « toute la mine d'un vieux prêtre interdit qui, pendant soixante ans, aurait joué des tours à son évêque », au dire de Robert de Bonnières, affirme ses caractères les moins plaisants avec obstination. Voilà, certes, de bonnes dépositions dues à un témoin véridique, au procès qu'on fera un jour des hommes de son temps. Mais devant ses allégories : l'*Amour et Psyché*, la *Toilette de Vénus*, *Diane chassant l'Amour* ou la *Vérité sortant du puits*, il est impossible de se suggérer l'enthousiasme que suscitèrent, dans la société issue du Second Empire, leurs grâces minaudières, pas plus qu'on ne saurait concevoir aujourd'hui l'admiration des Romantiques pour le *Retour des Moissonneurs* ou les *Illusions perdues*. Ce n'est pas moins intéressant à noter. Du point de vue historique, ce l'est même davantage. Découvrir ce qui a ravi une génération lorsqu'il n'y a pour cela rien dans l'œuvre même, nous éclaire singulièrement non sur cette œuvre, mais sur cette génération, en nous révélant ses idiosyncrasies mieux que ne ferait une concordance de goût et de succès. C'est pourquoi l'apparition de Rétrospectives comme celle-ci, — outre le plaisir que nous donnent quelques belles œuvres, — est à souhaiter.

III

L'Ordre contemplatif des peintres, le Paysage, se recrute toujours aussi nombreux et aussi fervent. Les circonstances lui sont pourtant moins propices que jamais, semble-t-il, car il faut s'en aller de plus en plus loin pour trouver, sinon une face de la Nature émouvante, — il y en a partout, — du moins l'ambiance calme et le repos qui permettent de la bien étudier et de la traduire. Mais tout est dans la ferveur qu'on y met et

cette ferveur n'est pas moindre que jadis. On la devine quand on voit certaines toiles de nos paysagistes; quand on connaît leur vie, on la sait. Ce qu'ils ne trouvent plus guère dans les campagnes lointaines, lorsqu'ils y retournent, et ce qui ne reviendra plus, ce sont les gestes amples de l'ancienne vie rurale : celui du faucheur, celui du semeur, celui du moissonneur à la faucille, du laboureur, du batteur au fléau, ni bien d'autres, remplacés désormais par des postures recroquevillées sur des sellettes, sans prestige. Les chevaux aussi se font rares et même les bœufs. Cette année, l'on voit à peine une ou deux évocations de ces rites finissants : les *Foins* de M. Montézin, où un couple de zélateurs, derniers survivants d'un monde disparu, perpétuent tristement dans un coin retiré de prairie, parmi les hautes tiges flambantes au soleil, le geste ancestral du faucheur. Quant aux costumes et aux coutumes pittoresques d'autrefois, ils fondent à vue d'œil dans cette uniformité d'où naquit l'ennui, selon le poète, mais qui enchante les multitudes. M. Barnoin doit se hâter s'il veut nous donner des scènes bretonnes, chatoyantes, mouvementées, aux accents vifs comme son *Pardon de saint Guénolé*. Combien de temps ses modèles dureront-ils encore ?

Mais il restera toujours la poésie des champs, des forêts, des eaux, des ciels. Les ciels surtout ne peuvent être troublés par la conquête industrielle, ni même longtemps par ses émanations. Ils les absorbent vite et les résorbent. Ce sont les derniers refuges de la vie contemplative des peintres. On le voit à l'étude consciencieuse qu'ils en font, non seulement ceux, comme M. Raoul Ulmann, qui, depuis longtemps, en tirent des poèmes d'une délicatesse infinie, ou M. René Ménard, grand constructeur de tragiques cumulus sur des promontoires et des temples grecs, mais bien d'autres, comme feu Adrien Demont, feu George Howland, M. Van Looy, M. Grégoire Lavaux, M. Fiumi, M. Jacques Simon, M. Serrier, M. David Humphreys, M. Désiré Lucas qui, avec plus ou moins de bonheur, mais avec une égale assiduité, ont tenté de rendre tous les aspects vivants des nuages dans le ciel.

C'est une tentative à suivre et à applaudir. Non seulement les nuages sont les seuls événements des paysages de plaines, où ils jouent le rôle de montagnes à tel point que parfois l'on s'y trompe, mais ils bouleversent la physionomie des villes

étagées à l'horizon avec leurs clochers, sur lesquelles ils paraissent suspendus comme des destinées. Aussi variés de forme que la faune terrestre, aussi changeants que la mer, aussi colorés que la flore des îles, agités par des passions aussi vives et aussi contradictoires que l'âme humaine, lorsque des vents contraires, soufflant en même temps à diverses hauteurs, les font croiser leurs escadres volantes, quel est le coin de terre le plus déshérité de pittoresque et de vie que les nuages n'animeraient pas? Et pourtant des siècles ont passé avant que les peintres se soient avisés de les rendre, sauf en deux ou trois formes imaginées pour y faire glisser, en patinant, des anges, ou s'accouder, en bénissant, Dieu le père. Et avant de les peindre, ils ne les avaient guère regardés. Le nuage dans l'art est une découverte du XIX^e^ siècle.

Cette année, il a fait l'objet d'études si attentives qu'on pourrait les intituler *Portraits de nuages*. Ainsi le *Halo* de feu Adrien Demont, où des nuées de cirro-stratus suspendues autour du disque lumineux au haut du ciel transforment ses rayons en lueur diffuse et blafarde sur les campagnes enténébrées, et le *Camp de César de Wissant la nuit*, du même artiste. De même, le *Ciel du soir* de M. Grégoire-Lavaux, où des cumulus plafonnant en perspective du zénith jusqu'à l'horizon sur des campagnes déjà dans l'ombre, encadrent des restes de lumière du jour finissant. Pareillement, les *Landes campinoises* de M. Van Looy, où un immense cumulo-nimbus flottant très bas sur la plaine immobile, à la manière d'un dirigeable fait de vapeurs, forme à lui seul tout le sujet du tableau. Dans le *Temps de moisson à Vodable, Auvergne*, de M. Serrier, les crêtes des cumulus, modelées par la lumière et leurs soubassements par l'ombre, sont le vrai sujet du tableau plutôt que les moyettes pyramidant, çà et là, sur le sol. Dans la *Marée basse* de M. Jacques Simon, le désordre des vapeurs dispersées par les courants d'air, ici en hachures de pluie, là en draperies légères et déchirées de minute en minute, est le vrai sujet plus que les lignes étroites des récifs découverts par la retraite du flot. Les *Nuages* de M. David Humphreys, des cumulus blancs sur un ciel bleu, annoncent, par leur titre même, la tentative de l'auteur, mais ceux qui planent dans le ciel de *Brebis et agneaux au repos* de M. Barret, sans être indiqués par le titre, jouent un rôle aussi grand que le troupeau terrestre.

Dans l'*Approche du crépuscule sur la rivière*, de M. Vicat Cole, on voit un véritable rideau liquide suspendu à une nuée, instant rapide difficile à saisir et à rendre; dans le *Coucher de soleil* de feu George Howland, une étude très subtile des tons rosâtres et violacés de nuages sur un ciel verdâtre, effet précieux, mais éphémère. Dans le *Paysage*, de M. l'abbé Paul Buffet, pris, dirait-on, à une heure secrète où sur une obscurité terrestre pleine de choses à peine soupçonnées, un seul rayon de lumière glisse comme une confidence, les nuages sont aussi très bien observés. Les marines, très nombreuses aussi, cette année, et en général excellentes, sont souvent des études de nuages autant que de flots et de voiles, notamment la *Baie de Douarnenez* de M. Désiré Lucas, avec ses cumulus roulant dans un ciel bleuâtre sur une mer pâle, et *le Vent fraîchit*, de M. Marcel Clément, avec ses vagues célestes irritées sur une calme étendue liquide où baignent les barques et où se brisent les reflets lumineux du soleil. Sur le fleuve, dans l'*Automne à Saint-Thibault-sur-Loire*, de M. Rameau (au *Salon* dit *des Tuileries*), les cumulus amoncelés et encadrant un morceau de ciel bleuâtre, donnent toute la vie et l'animation au paysage rendu avec une grande fraîcheur de coloris. Il n'est pas jusqu'aux portraits d'hommes, parfois, où le nuage ne joue un rôle de premier plan. Dans celui de *Don Alfonso d'Orléans*, en aviateur, près de sa machine, par M. Ortiz Echague, le ciel est obstrué par un gigantesque cumulus à circonvolutions redoutables, qui rappelle sa présence, en personnage à ne pas négliger.

Les ciels nuageux sont aussi ce qui donne leur poésie aux paysages de M. Raoul Ulmann, à son *Crépuscule au marais*, notamment, où des bribes de nuées éparses dans une étendue sereine paraissent graviter autour du croissant blanc de la lune « qui boit », dans une sorte de halo, — et à la vue de *Vandœuvre, soir d'octobre en Lorraine*, de M. Michel Colle, où, dans un repli de terrain, des toits rouges enflammés par le soleil couchant luisent sous une mer de nuages mouvants et chatoyants. Au contraire, toute la poésie émane de la physionomie même de la terre dans la *Vallée de Peaussières, fin de journée de septembre, Jura*, de M. Grosjean. Rien dans la nue grise, à peine déchirée, çà et là, par une pâle lumière, ne vient y distraire des longs et souples replis du sol ondulé comme la

mer. Et chez M. Albert Moullé, où l'on ne voit plus de ciel, ni guère d'étendue terrestre, le charme naît précisément de cette réclusion quasi monacale au sein de l'immense Nature, ainsi qu'on peut le ressentir devant ses paysages crépusculaires de Moret et sa *Fin de journée d'été à Villerville*. De même, M. Georges Griveau, dans ses toiles intitulées *Derrière le mur du parc* ou la *Charretterie*, rend admirablement l'intimité du paysage secret.

« Savoir s'asseoir » pour le paysagiste change bien selon les époques. Du temps d'Aligny, Bertin et Corot, cela voulait dire se placer assez bas pour découvrir des étages superposés de « motifs » et assez au centre du principal pour l'encadrer par des « portants ». Aujourd'hui, l'on s'asseoit un peu partout et volontiers très au-dessus du « motif », de façon à en avoir une vue plongeante, la ligne de ciel placée très haut dans le cadre, les rivières et les routes se déployant un peu comme sur une carte de géographie, les cimes d'arbres jaillissant d'un bas-fond. Le *Village sous la pluie* et *l'Église, l'École et le Pont* de M. Martin Ferrières nous en offrent un exemple. M. Alfred Smith, pour prendre ses vues de vallées encaissées de *la Sedelle* et son *Moulin de la folie*, et faire flamber au soleil ses feuillages d'automne, s'est aussi placé au-dessus de son sujet et M. Cahours pareillement pour peindre très finement, dans des tons argentés, son *Port de Tréboul*.

L'éclairage change autant que la mise en cadre. Depuis quelques années, d'excellents artistes cherchent à rendre la Nature dans ses instants de calme le plus complet, de torpeur lumineuse, les verdures de l'été aux heures les plus chaudes, par le temps le plus sec, quand le ciel est voilé de blanc, l'air sans un souffle, les ombres sans vibrations, les tons mats. M. Goulinat en a donné le premier des exemples d'une réalisation parfaite, avec une puissance qui n'exclut nullement l'extrême finesse des valeurs, comme on peut le voir dans sa *Vue de Saint-Paut*, digne de Corot à Rome. M. Paul de Castro, dans sa *Terrasse du château de Lourmarin*, a rendu de façon saisissante un effet de soleil blanc. M. Wintz également dans sa *Route* blanche entre des verdures massives, M. Oscar Chauvaux dans sa *Matinée d'été en Bretagne* et Mlle Guérin dans le quai, les palmiers et le bout de mer *Aperçus sur le cap Brun*. Il y a, là, une véritable découverte dans le domaine infini des lumières, des ombres et des heures.

Quelques-uns, pourtant, et de nos meilleurs artistes, continuent à chercher les vibrations chromatiques de la Nature vue dans les moments où la couleur prime la lumière. M. Olive y est, cette année, particulièrement heureux. Ses *Falaises provençales*, des rochers couleur de craie plongeant dans un bouillonnement de reflets rouges de soleil dans des vagues bleues aux transparences vertes, sont parmi les plus véridiques et les plus éclatants poèmes coloristes qu'ait jamais inspirés la Méditerranée. Si paradoxal que cela puisse paraître, il n'y a guère moins de fanfares de couleurs dans les neiges de M. Communal. Celles qu'il a peintes à *Saint-Colomban des Villards en Savoie* et aux *Fontanettes*, *Pralognan* (*Savoie*) sont faites de toute sorte de poudres de pierres précieuses. Et il n'est pas le seul à célébrer la beauté des neiges, mais il est un des rares à les peindre multicolores et gaies. La plupart peignent les neiges tristes, ce qu'elles sont en effet à nos basses altitudes. M. Communal ne quitte guère la haute montagne et y gagne de voir les choses presque toujours en beauté. Quel pays hante M. Aman Jean et d'où rapporte-t-il les *Paysages* qu'il expose au *Salon* dit *des Tuileries*? Lui seul pourrait le dire, mais on voudrait qu'il y en eût de tels au monde et que dans les espaces qu'il évoque, traversés d'hirondelles, on pût aller faire retraite, comme au royaume de l'harmonie et du repos.

Il n'y a plus de scènes de genre, ou du moins elles ont entièrement changé de caractère. On n'y voit plus ces farces d'enfants de chœur ou de petits télégraphistes, de marmitons ou de ramoneurs, qui firent les délices du Palais de l'Industrie, non plus que les joyeusetés de moines ou de cardinaux qui firent la gloire de Frappa, de Vibert et valurent à Heilbuth le nom de « caricaturiste en titre du Sacré Collège », — plus de ces noces chez les photographes par où débuta M. Dagnan, ni de petits travestis Louis XV venant souhaiter sa fête au grand père. Pas davantage d'anecdote sentimentale. Mais on rencontre, à chaque pas, l'image de la vie intime, d'un instant dans le train-train des jours, parfois dramatique par les choses qu'elle évoque sans les montrer.

Le type en est cette vieille paysanne assise auprès de sa fenêtre à contre-jour, seule dans l'humble cadre de sa vie monotone, et qui cache ses yeux dans sa main en entendant les *Cloches sonner pour l'anniversaire de l'Armistice*, par M. Jamet.

C'est peu de chose de plus qu'une « nature morte » et pourtant, même en l'absence de toute affabulation, cette figure dans ce milieu suggérerait le souvenir ou la douleur. La vieille dentellière, qui houspille ses navettes et bobines et que M. Capgras intitule *Vie paisible*; la jeune femme aperçue au fond d'une salle à manger, debout et qui semble attendre quelqu'un près de la table servie, *Entre chien et loup*, par M. Rieder; la fine silhouette féminine qui se profile à contre-jour dans une pièce mansardée, sur une fenêtre basse entre ses livres et sa « coiffeuse », que Mlle Lestienne intitule *Chez moi*; celle qui rompt une miche avec la précaution et le respect qu'on doit à l'aliment nourricier par excellence, que M. Bréauté intitule le *Pain*, l'Alsacienne qui se tient debout à sa fenêtre ouverte *En écoutant les cloches*, de Mlle Guillot, sont des figures solitaires dans des intérieurs très individuels, portant l'empreinte de leur personnalité, devinées plutôt qu'aperçues : elles ne font rien ou ne font qu'une chose insignifiante et machinale. Elles n'ont donc aucune parenté avec les figures des anciens « tableaux de genre ». Il arrive même qu'on ne les remarque pas tout d'abord. Dans la *Quiet Room* de M. Fuller, on s'arrête à regarder la cheminée, sans s'aviser que dans un coin travaille la maîtresse de céans; dans l'*Atelier* de M. Moreau-Néret, l'on ne s'avise pas tout de suite que, dans l'escalier, au fond de la pièce, une femme descend portant un plateau. Mais on a ressenti la poésie coutumière du *home* propre et net, du carrelage à dalles égales, aux couleurs alternées et des jours réguliers et égaux comme ceux qui doivent se juxtaposer ici, — la poésie des intérieurs de Pieter de Hooch. Au fond, le véritable personnage de ces scènes, c'est le *home*. Les autres ne sont que des comparses.

Tandis que ces figures sans gestes et sans paroles ne troublent guère la quiétude des objets inanimés autour d'elles, les *Natures mortes*, au contraire, semblent s'animer d'une vie inconnue. Voilà aussi un genre qui évolue. Le titre, à lui seul, nous prépare à cette évolution. Il nous y prépare tellement qu'il dépasse le but et que parfois l'on s'y trompe. Le tableau de Mme Bonzel s'appelle *Maternité*, mais ne nous montre que des bibelots, parmi lesquels une statuette de femme tenant son enfant; le tableau de Mlle Jobert s'appelle *la Galère fleurie*, mais il s'agit d'une porcelaine en forme de galère avec un pichet et des plats; celui de M. Bille s'appelle *Mélancolie*,

mais le sujet principal est un vase plein de boules de neige. Il y a une *Déesse* chez M. Bernanose, mais elle est de porcelaine, un *Saint évêque* chez M. Bompard, mais il est de métal. Oh! ce n'est pas que ces choses manquent de personnalité, ni de vie. Ce fauteuil vide semble attendre ; ces fleurs dans le vase de cristal semblent mourir, et leurs pétales viennent flotter sur le miroir réfléchissant de la console de marbre ou la table de laque, comme des nacelles microscopiques sur un lac de Lilliput.

Peut-on appeler, d'ailleurs, « natures mortes » des fleurs? Il y en a de très vivantes et aérées : par exemple les œillets que Mlle Arbey a mis à sa fenêtre par où l'on voit le coteau d'en face, les maisons étagées, un bout de ciel et qu'elle appelle *Avril*, excellente étude de soleil chaud et d'atmosphère transparente qui rapproche les plans lointains et ciselle les échancrures des œillets. Les fleurs que Mlle Marval, au *Salon* dit *des Tuileries*, a également mises à sa *Fenêtre fleurie* témoignent de précieuses qualités de coloriste. Celles de Mlle Jeanne Simon, au même Salon, qui s'échappent blanches d'une corbeille de porcelaine blanche, tandis que se dénoue un ruban bleu parmi des verdures grisâtres sont de tons très fins. Toujours au même Salon, celles de M. Georges Giraud, jaillissant d'un haut vase, composent une délicate harmonie de fantômes de fleurs dans des blancs, des violets, des jaunes clairs infiniment nuancés. Et dans une tout autre gamme, *les Fruits* de M. Seyssaud, avec leurs notes vives de citron, de pourpre, dans des poires ou des grenades entr'ouvertes, sur des fonds bleus, noirs ou verts, offrent un assez joli ragoût de couleurs. Si l'on revient aux Champs-Élysées après cette excursion rue de l'Université, on en trouve encore de fort belles chez M. Guirand de Scévola, qui donne à ses *Natures mortes*, ou soi-disant telles, les proportions immenses que leur donnait jadis Philippe Rousseau et qui y porte sa maîtrise habituelle, comme dans tous les genres qu'il aborde.

Un concours semble s'être ouvert entre les coloristes pour exalter la gloire des pots, faïences, porcelaines, terres cuites, grès, vieux Rouen, vieux Marseille, vieux Sèvres, Albarello, cloisonnés japonais, chinoiseries, tasses à thé, pichets, potiches, statuettes. Quelques-uns de ces objets sont traités avec une véritable science de paysagistes : la *Nature morte*, de Mme Chau-

leur-Ozeel, par exemple, qui offre des qualités singulières de finesse dans les blancs bleuâtres, *la Sirène et le Triton* de M. Grün, groupe de figurines en porcelaine, flanqué d'une sphère de cristal et de fleurs, d'une virtuosité picturale étourdissante : la rencontre de melons et de bananes, près de cuivres et d'une dame-jeanne de verre, dans la grande toile que M. Davis Richter intitule *A Feast*, et qui certainement est une fête pour les yeux sensibles aux magies de la couleur; *les Pots persans et broderies persanes* de M. Boeswilvald, qui doivent faire battre le cœur des amateurs de la céramique à la mode, bien d'autres encore qui eussent suffi à créer une réputation au temps de Blaise Desgoffe et qui ne sont peut-être pas estimés à leur prix aujourd'hui, simplement parce qu'ils sont trop.

IV

La sérénité bien sensible dans la peinture est encore ce qui donne à la statuaire, cette année, son atmosphère. Les sujets en sont empreints pour la plupart. Il fut un temps où les thèmes du sculpteur moderne étaient la pensée, le travail ou la douleur, traduits par des gestes en flexion, tout le monde étant sur le chemin de Rodin, de Constantin Meunier, de Bartholomé. Aujourd'hui, l'on est revenu aux thèmes antiques : le jeu, le repos, l'épanouissement, la joie de se sentir jeune et agile et de n'avoir à faire nul effort. Les jeux rustiques et divins, déjà esquissés avant 1914, interrompus par la tâche plus pressante d'honorer les héros, renouent peu à peu leur trame sur les terrains du Grand-Palais, occupés jadis par les monuments aux morts de la guerre. Ils sont plus nombreux que jamais. De cela, il faut louer les artistes, car c'est vraiment le domaine de la statuaire et il faut louer aussi les châtelains qui ont choisi pour peupler leurs parcs et animer leurs boulingrins quelques-unes de ces gracieuses figures.

Il y a une autre raison d'applaudir ces jeux rustiques et divins : c'est qu'ils sont d'une diversité infinie. Les enfants, les dieux, les bêtes se divertissent de peu de chose. Tout leur est prétexte à jolis gestes et à élégances mythologiques : se dépêtrer des mains du Cupidon archaïque venu par surprise clore les yeux, comme la jeune fille du *Groupe décoratif* de M. Cordonnier ; prêter l'oreille à ce qu'un petit faunin lui chuchote

courbé sur elle, comme celle de *Poème heureux* de M. Fevola ; esquisser le pas du cerceau avec un jeune chevreau comme la *Jeunesse* de M. Morlon ; se garer, le coude levé sur sa tête, d'un cygne gigantesque et entreprenant comme la *Léda* de M. Orlandini ; se mettre à genoux pour élever au-dessus de soi, en offrande, les oiseaux consacrés aux Dieux et à l'Amour, comme la *Vénus aux colombes* de M. Privat ; s'arrêter attentive et songeuse pour écouter la syrinx d'un faune accroupi à ses pieds, comme la femme de *Printemps* de M. Chartier, ou tout simplement s'étendre sur l'herbe, la tête sur les bras pliés en oreillers, pendant que paissent à l'aventure les moutons qu'on est chargé de garder, comme le petit pâtre de M^lle^ Oury en sa *Pastorale*, tandis que le cadran solaire inscrit sous l'*Offrande au soleil* de M. Fournier des Corats marque lentement la fuite des heures heureuses, selon la vieille devise faite pour lui : *Horas non numero nisi serenas...*

Ce dernier groupe annonce sa destination : « pour un parc », dit le livret, et aussi l'enfant canéphore de M^lle^ Fougère intitulé *Statue de jardin* ; mais ce devrait être la destination de tous les autres et non pas seulement de ce cadran solaire et de cet enfant. Où mettre plus heureusement et admirer plus à son aise la *Source aux Oiseaux* de M. Cassou, qui est une fontaine de marbre, les *Algues* de M. Battaille, qui sont une fontaine de pierre à ruissellement d'eau, les enfants aux poissons, aux fleurs et aux grenouilles parmi des roseaux, projet de fontaine par M. Crenier, les enfants à la chèvre et à l'ægypan jouant à un *Jeu bucolique*, par M. Perron, et les *Jeunes filles jouant avec des gazelles*, le grand groupe de pierre de M. Landowski, gracieux faisceau de lignes souples qui montre, chez l'auteur de tant de figures épiques et rudes, un talent presque universel ? Elles périraient d'ennui dans le froid obituaire des musées... Et la *Diane endormie* de M. Bitter, où serait-elle rencontrée avec plus de curiosité qu'à la limite du parc et de la forêt, là où les biches viendraient flairer sans défiance son arc détendu ? Quant aux scènes jouées par des figures en plein air, telles que le *Rire dans les fleurs* de M. Peyre, sorte de bataille de fleurs entre deux fillettes à genoux, les bras levés dans l'élan joyeux de la jeunesse, ou la *Jeune fille à la vigne*, debout, le long d'une cascade de raisins de Chanaan, par M. Dieupart, ou la *Baigneuse* de M. Traverse, figure digne de l'Antique et qui se profile

admirablement, de tout côté, ou la *Femme aux fruits*, canéphore accroupie par M. Benoît-Lévy, elles semblent expressément faites pour animer la solitude des jardins. Et les scènes jouées par des bêtes, encore plus que celles où sont acteurs des enfants ou des dieux, réclament leur place ou soleil : la *Chercheuse de chicane* par exemple, groupe divertissant formé d'une oie agressive et d'un chevreau interloqué, par Mlle Ozanne-Cederlund, ou le *Hors-d'œuvre* de M. Cartier, c'est-à-dire la surprise d'un renard, qui vient de capturer une sarcelle, semble-t-il, et se demande s'il a mis la patte sur une pièce digne de figurer à son menu.

Ce qui n'est pas jovial ou décoratif dans ce vaste jardin aux statues qu'est le hall des Champs-Élysées est du moins statique et reposant pour la vue et la pensée : témoin le gracieux duo en marbre d'une mère et d'un enfant appelé *Tendresse*, par M. Bachelet, et le groupe monumental des *Bigoudennes* priant et rêvant aux disparus dans la *Terre de pardons et de légendes* de M. François Bazin.

Les deux seuls grands morceaux de statuaire qui nous tirent hors de cette atmosphère ambiante de sérénité, sont la *Patrouille*, de M. Gaston Broquet, et *l'Agonie de la Centauresse*, de M. Louis de Monard. Chose curieuse, la guerre de 1914, qui n'a suscité aucun Detaille ou de Neuville en peinture, en a inspiré un en sculpture, car c'est à l'art vivant et poignant de ces deux artistes que s'apparente celui de M. Broquet. Sa *Patrouille* est moins essentielle que sa *Relève* admirée précédemment. Elle ira pourtant au cœur des foules, parce qu'elle rend sensibles aux yeux de tous ce qu'avec des mots malhabiles les anciens combattants cherchent confusément à exprimer, quand parfois, ils rompent le silence : la Misère et la Gloire. La gloire seule avait inspiré les statuaires après 1870. *Gloria Victis!* disait l'un, *Quand même!* disait l'autre. Ce n'est certes pas que nos pauvres mobiles n'aient pas connu toutes les privations et toutes les souffrances durant le terrible hiver de l' « autre guerre ». Mais les statuaires n'étaient point prêts à les voir. Le dénuement, la fatigue, les loques ne pénétraient encore que dans la peinture. D'autre part, si peu sculptural que semble au premier abord le « poilu » moderne, il l'est infiniment plus que le « moblot », son ancêtre, le casque l'étant plus que le képi, les bandes molletières plus

que le pantalon, le grand manteau que la vareuse ou la peau de mouton. Ou s'il ne l'est pas, il peut plus aisément le devenir. Enfin, le public est « bon public », lorsqu'un sujet tel que celui-ci remue sa sensibilité profonde, et il ne distingue plus très bien si son émotion vient d'une joie sensorielle aux rythmes des formes et aux équilibres des plans, ou d'une douleur réveillée par de grands souvenirs.

Nous avons quitté l'atmosphère sereine du *Salon* avec les statues de M. Broquet. Nous y rentrons avec les Bustes. Celui de *M. Doumergue*, par M. Denys Puech, est un prodige de vie souriante. La physionomie a été fouillée dans ses moindres recoins. C'est un peu du Meissonnier en sculpture. M. Denys Puech, qui a commencé, jadis, par modeler des figures féminines recourbées selon les rythmes les plus gracieux du monde, qui a continué par mettre debout des chefs et des hommes d'État, se croisant les bras, ou sur la dunette de leur yacht, poursuit sa carrière en faisant leurs bustes, hier celui de M. Mussolini, aujourd'hui de M. Doumergue, la tête ou « le chef » demeurant chez l'homme moderne, qui est desservi par son vêtement rigide, le meilleur thème sculptural. Même aux époques du costume drapé, si favorable à l'éloquence statuaire, le Buste a été souvent choisi pour témoigner, seul, d'une physionomie officielle. Nous ne savons si celui-ci « survivra à la Cité », mais s'il le fait, il portera témoignage qu'au milieu des agitations d'une époque troublée, — ou que nous jugeons telle parce que nous y vivons, — l'homme d'État chargé de représenter la France conservait sa sérénité.

Robert de la Sizeranne.

ESSAIS ET NOTICES

UN LIVRE SUR « LA CLAIRE ITALIE »

On dit de certaines terres très fécondes, très riches : « Jetez-y une poignée de grains : trois mois après, vous avez un champ de blé. » M. Henry Bordeaux est ainsi : jetez en lui une poignée d'observations ou de connaissances nouvelles, laissez passer quelques mois, et un livre est né. Il est ainsi revenu récemment d'outre-monts : et voilà un livre excellent qu'il nous donne, *la Claire Italie*.

Prenons garde toutefois que M. Henry Bordeaux n'en est pas à ses premières émotions italiennes : il a déjà passé les monts bien souvent. Mais ce qui fait en partie la grâce, le charme et la vitalité de ce nouvel ouvrage, c'est que l'auteur s'est trouvé cette fois devant l'Italie d'aujourd'hui, si belle et si vigoureuse, devant l'Italie entièrement transformée, renouvelée, métamorphosée : il l'a regardée bien en face, il l'a bien vue, bien comprise, et nous exprime, sans ambages ni réserves, l'impression de grandeur et de force qu'il en a rapportée.

Ceci, d'ailleurs, n'est pas au préjudice de sa tendresse envers l'Italie des siècles passés, ni même de celle d'hier ou d'avant-hier. Son livre est fort joliment parsemé d'anciennes notes, délicates et précises, prises jadis à Rome, à Assise, en Lombardie, en Piémont, aux Iles Borromée, en d'autres lieux encore où il promena jadis sa méditation et son rêve. Mais devant l'Italie d'aujourd'hui, M. Henry Bordeaux ne rêve plus : il constate, il s'étonne, il admire.

Avant que de partir, des personnes graves autant qu'effarouchées avaient dit à l'académicien : « Vous comptez faire

là-bas une série de conférences? Le moment est-il très bien choisi? Faites attention. Attendez. Il est urgent d'attendre. »

On connaît cette éternelle mercuriale, dont M. Henry Bordeaux ne fit que rire. Annoncez votre intention d'aller à Florence ou à Rome : « C'est fou! s'écrient les uns. Les Français sont très mal reçus dans le pays voisin. » Alors que les autres vous répondent : « Combien je vous envie! Outre les grâces du pays, la population est si aimable! »

Au bout d'un instant, on s'aperçoit que les premiers éprouvent de l'aversion envers les régimes d'autorité, tandis que les seconds souhaitent au contraire que dans un État, quelqu'un commande, et non pas six cents maîtres. Il n'en faut pas plus. M. Henry Bordeaux est un sage, qui ne tint compte d'aucun avis, fit ses conférences selon son gré, et fut partout admirablement accueilli et apprécié, tant comme écrivain illustre et remarquable orateur que comme Français.

Il me souvient cependant d'une époque où l'Italie n'était pas du tout sûre, en effet : c'était en 1919, 1920. En ce temps-là, le bolchévisme régnait sans nul obstacle chez nos voisins, ou peu s'en fallait. Les ouvriers s'étaient emparés de toutes les usines, après avoir massacré les patrons et contremaîtres. Le drapeau rouge flottait partout. Les trains étaient arrêtés en pleine campagne, selon le caprice ou la rancune des chauffeurs tout-puissants. Les officiers avaient ordre de ne sortir qu'en civil, afin d'éviter les insultes. On injuriait les mutilés de guerre. J'ai assisté personnellement, dans Milan, — ayant traversé toute l'Italie du Nord pour me rendre à Fiume, pendant cette affreuse époque-là, — à une scène qui aujourd'hui, après six années, me serre encore le cœur. Un aveugle de guerre, conduit par une jeune fille, fut non pas renversé, mais touché par une automobile; la foule des passants s'émut, forma groupe aussitôt. Alors, une espèce de voyou qui se trouvait là, un bout de cigarette collé à la lèvre, prononça bien haut une phrase en dialecte milanais, dont je ne compris mot, naturellement. Tout le monde parut comme épouvanté par cette phrase évidemment hideuse et subversive, mais nul ne répondit rien, et le voyou s'en alla paisiblement, fièrement, sans être inquiété. Très intrigué, je priai l'un des assistants de me traduire en italien régulier les paroles lancées avec tant d'arrogance par l'homme à la cigarette.

— Eh bien! monsieur, me répondit mon voisin, cet homme

a dit que si l'idiot d'aveugle n'avait pas été assez naïf pour aller faire la guerre, il aurait maintenant ses deux yeux, et ne risquerait pas de se faire écraser dans la rue par les autos...

Une telle apostrophe à un aveugle de guerre, et lâchée sans nulle gène sur la place publique!... Mais quoi! l'on était sous la botte de Lénine, on s'abandonnait, il semblait que tout fût désespéré, qu'il n'y eût plus rien à faire.

En même temps, on lisait presque tous les jours dans les journaux : « Aujourd'hui, sur la route de Bologne, bagarre entre socialistes et bourgeois : deux bourgeois tués. Hier, assassinat d'un chef d'usine sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Bombe dans un théâtre. Attentat communiste dans la rue. Violences d'émeutiers : les meurtriers ne sont pas poursuivis... etc... » Non, l'Italie n'était pas sûre, en ce temps-là, et pour personne!

Un ou deux ans après, l'ordre régnait, chacun se trouvait allègrement au travail, et quand le drapeau national passait dans la rue, quiconque n'eût point levé son chapeau fût resté mort sur place. Un chef intrépide et fort, à volonté de fer, un grand patriote, et aussi — pourquoi mâcher le mot? — un homme de génie avait accompli ce miracle, et sauvé son pays.

C'est cette Italie aujourd'hui sans fièvre et magnifiquement en ordre, robuste, confiante en son chef comme en sa destinée, c'est cette nouvelle nation radieuse et sévère à la fois, en pleine santé morale, physique et politique, que M. Henry Bordeaux a contemplée de ses bons yeux de psychologue et d'historien : la jeune, la claire Italie!... Il n'en a rien laissé perdre, et en chaque ville, toujours applaudi, toujours traité en ami, il parlait, assortissant chaque fois, non sans beaucoup de convenance et d'art, le sujet de sa conférence au décor et à l'âme de la cité où il se trouvait.

Parmi les pages les plus attachantes du livre, n'omettons point celles où l'auteur nous conte les audiences que lui ont accordées le pape, le roi et le président du Conseil, sans négliger la rencontre qu'il fit du très séduisant prince Humbert, ni surtout la souriante et longue visite qu'il rendit à Gabriele d'Annunzio en son *Vittoriale*, sur la rive du lac de Garde. Le portrait de chacun de ces personnages augustes ou célèbres est des mieux venus; deux, entre autres, m'ont profondément ému : d'abord celui de S. E. Benito Mussolini, par qui j'eus

l'honneur d'être moi-même souvent reçu; puis celui de mon si cher Gabriele d'Annunzio, volontairement enseveli aujourd'hui en sa silencieuse et splendide retraite, parmi les beaux souvenirs et les rêves immenses.

Il faudrait qu'il eût le cœur bien sec et l'imagination bien pauvre, celui qui se présenterait sans émotion devant le « Duce ». Rien pourtant de si simple que l'accès du palais Chigi : ce vieux palais, dressé comme un grenat énorme sur le Corso, n'a qu'une porte principale, et relativement petite. A peine si on la garde; on entre là comme dans un moulin. Une fois le seuil franchi, qui vous empêche de monter cet escalier à droite?... Poursuivez, vous voici dans une belle salle, au milieu de laquelle s'élève la reproduction d'une nef ancienne : est-ce un emblème, figurant le vaisseau de l'État?

« *Signore?...* » vous demande une des personnes qui se trouvent là, et que rien ne distingue, ni uniforme, ni galon d'aucune sorte. C'est pourtant un huissier : il faut répondre. Si vous n'avez pas d'audience, allez-vous-en. Dans le cas contraire, vous serez admis dans la salle voisine; mais là encore, parmi nombre de gens qui attendent, un second huissier, un vieux en redingote, va s'emparer de vous, puis un autre viendra, et les belles portes à moulures seront finalement plus infranchissables que celles des châteaux magiques, dans les contes de fées.

Bien mieux cependant que par des huissiers innombrables et des armées de sbires, le Duce se voit gardé par l'amour ardent de toute la patrie, dont il est le cœur et l'esprit : on le devine, on le sent. Quiconque entre ici en saluant à la romaine, le bras levé, peut bien rire et plaisanter : il n'a cependant point l'âme sceptique, et se ferait tuer pour le Duce. Quelle garde étincelante, quels janissaires farouches vaudront jamais l'immense et tendre amour de tout un peuple? L'étranger même sent son cœur battre et sa pensée survoler bien des vieilles sottises dans l'atmosphère du palais Chigi.

On a souvent décrit la pièce immense au fond de laquelle se trouve placée la table, qui semble toute petite, où travaille M. Mussolini. Ce qu'on ignore, néanmoins, c'est l'aspect quotidien et familier du président. On le suppose toujours sévère et terrible, tel qu'on le voit sur ses portraits populaires : mais, comme M. Henry Bordeaux l'a remarqué tout de suite, le Duce sourit volontiers, au contraire, avec beaucoup de bien-

veillance et de gentillesse, voire de gaîté. Sa voix est très douce dans la conversation privée, et singulièrement variée, nuancée, expressive, chaleureuse et calme à la fois. On imagine toujours un Mussolini en bataille : mais on doit aussi se le représenter très charmant, ainsi qu'il se révèle à ceux qu'il sent ses amis. Il parle en outre fort bien notre langue. Sa phrase est nette, et parfois surprenante par sa précision. En même temps, il mime ce qu'il dit : ne croyez pourtant pas que le président gesticule. Mais on sent qu'il « voit » ce qu'il pense.

Heureux ceux qui l'ont approché ! Quand même ils n'approuveraient pas sa doctrine politique, si neuve pourtant, si « anti-chimérique », si profondément populaire, ils n'en auraient pas moins senti la belle lumière de son esprit : une lumière de matin d'été, étincelante, invincible, et qui efface toutes les ombres. Jamais, pour ma part, je n'ai quitté le palais Chigi, après avoir eu l'honneur de causer avec le président, sans me sentir plus courageux et plus jeune. Il y a tant de sain mépris dans sa manière de prononcer certains mots, par exemple : « Un valet... Des sots... » Ne disons point à qui M. Mussolini pense en parlant ainsi, mais on le peut supposer.

« Cette fascination [qu'exerce Mussolini], on la devine, écrit M. Henry Bordeaux, même si l'on a le désir d'y échapper. L'homme est de la grande espèce. » Oui, c'est bien le mot, de la grande espèce, celle enfin dont on fait les chefs !

Restait à visiter en son *Vittoriale* le toujours éblouissant Gabriele d'Annunzio, le mage aux paroles fleuries, à respirer une fois encore sur les rives du lac de Garde la savoureuse atmosphère d'héroïsme, d'art et de belle grâce qui flotte autour du prince de Monte-Nevoso. M. Henry Bordeaux fut reçu très affectueusement par cet autre surhomme, aujourd'hui sacro-saint, et bien légitimement, en sa patrie, où il sut se montrer, à la fois, aussi grand poète que grand citoyen et grand soldat.

La *Vittoriale* est un étrange et merveilleux logis, où il n'y a pas un centimètre perdu, où tout est étudié, combiné, orné d'œuvres inattendues, où l'on se sent comme pris dans une toile d'araignée de teintes et de nuances, où les souvenirs de guerre se mêlent aux colonnes d'onyx, de jade et de marbre, où soixante mille volumes s'alignent, se déploient, grimpent le long des cloisons, se glissent et s'insinuent de tous côtés.

Et le poète commente, explique ses intentions les plus

subtiles, s'amuse, improvise. Devant des pleureuses du moyen âge, il analyse en maître leur poignante beauté. Ces statuettes se trouvent posées autour d'une Léda. « Je veux me rappeler qu'il faut pleurer sur les péchés, » dit-il.

Tout en discourant, sa main rencontre sur une table une étoffe somptueuse, aux dessins imprimés. « Voyez ! s'écrie-t-il, c'est moi qui ai composé cela... » Et comme je m'étonne : « Eh ! réplique-t-il, j'ai bien été capable de faire un livre comme *Alcione*, et je ne pourrais pas exécuter un méchant bout d'étoffe? » On se demande en effet de quoi ne serait pas capable cet homme surprenant. La plus belle de ses devises est celle-ci : *J'ai ce que j'ai donné*. Nulle ne s'est mieux appliquée à son infatigable activité, à sa force toujours nouvelle.

Gabriele d'Annunzio m'a un jour mené dans la pièce où nul n'entre jamais, celle où il travaille pendant la nuit, le saint des saints. C'est une salle claire et désencombrée, presque sans meubles, ornée seulement par des moulages de sculptures antiques. Une lumière égale à celle du jour, et pourtant très douce, y régnait partout. C'est qu'il doit voir très clair pour écrire sans trêve, comme il fait. De ses trois ou quatre blessures de guerre, l'une a menacé sa vue. N'oublions jamais que le très glorieux héros de Pola, de Cattaro, de Vienne, de Buccari et de Fiume fut éborgné en 1916, lors d'un vol sur le front : le moindre accident risquerait de rendre complètement aveugle ce grand chasseur d'images.

Aussi bien, n'a-t-il pas oublié l'art de tout regarder en prodigieux poète avec l'œil qui lui reste : il demeure observateur aigu. Il ne s'est laissé dompter par rien, il « a ce qu'il a donné ».

« L'âge n'existe pas », a-t-il dit à M. Henry Bordeaux.

Il est de fait qu'on ne meurt pas, déclarait une fois Mme du Deffand, quand on ne veut pas.

« A moins, ajoutait-elle, qu'on n'ait une distraction... »

Espérons de tout notre cœur que le prince de Monte-Nevoso sera toujours bien attentif.

Marcel Boulenger.

RÉCEPTION

DE M. LOUIS MADELIN

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

M. Madelin a subi, à son tour, cette espèce de jugement dernier, qui est la formalité suprême avant de devenir immortel. Il était assisté de Mgr Baudrillart et de M. Hanotaux, l'un pour le spirituel, l'autre pour le temporel. Le soleil était brillant, l'assemblée nombreuse. M. Madelin s'est campé face au public, et il a attaqué son discours d'une belle voix de basse, à laquelle il fait exécuter des chutes en cascades, si profondes qu'on en est impressionné. Je cherchais en l'écoutant à qui il pouvait bien ressembler. Il a du Méphisto dans le sourcil relevé, et du docteur dans la barbe.

M. Madelin est un historien excellent, auquel on doit non seulement le célèbre portrait de Fouché, qui a fait sa gloire, mais, parmi d'autres travaux, une claire et vivante histoire de la Révolution qui est une suite saisissante de tableaux et de portraits. Dès le début, l'atmosphère d'énervement de 1789 se respire, pour ainsi dire. Le sens des grandes journées apparaît dans leur récit même, qui est clair, animé, suivi, le récit d'un témoin très intelligent et qui aurait très bien vu. La journée du 2 juin, celle du 9 thermidor, sont des drames achevés, d'une précision, d'une visibilité qui ne s'oublient plus. L'historien lui-même est présent à la scène. Malgré lui son émotion est sensible. Il n'en dit rien, sans doute, ou presque rien. Mais sa phrase se met à bouillir. De même qu'il réussit à ordonner le chaos de ces journées confuses, de même M. Madelin excelle à débrouiller le fil d'une discussion délicate. Relisez le débat qui précéda le décret

sur la nationalisation des biens du clergé. « Le 10 octobre, l'évêque d'Autun, Talleyrand, se glissait à la tribune. Il n'était pas tapageur : il insinua sa proposition très doucement en fin de séance... » Ou encore l'étonnante séance du 20 mai 1790, quand Robespierre proposa de déclarer que la France « renonce aux conquêtes, qu'elle regarde ses limites posées par les destinées éternelles ». Cette fois M. Madelin ne peut y tenir. « Prodigieuse sottise! » s'écrie-t-il (le livre est de 1911). Il montre Mirabeau dénonçant la paix perpétuelle comme « un rêve et un rêve dangereux, s'il entraine la France à désarmer devant une Europe en armes ». Et voici le curé Rollet qui répond : « Que toutes les nations soient libres comme nous et il n'y aura plus de guerres. » En vérité, la scène est d'hier.

M. Madelin avait à prononcer l'éloge de Robert de Flers. On n'est pas vainement historien. Il a fait d'abord l'éloge de la famille et appelé aux honneurs de la séance les Pellevé de Flers et les La Motte Ango, sans compter les Pardessus, les Giraud et les Rozière. Il a rappelé le voyage du jeune homme en Orient, en 1894, le livre qu'il écrivit et qui fut couronné par l'Académie française, son élection aux fonctions de conseiller général de la Lozère, ses premiers romans, ses essais de critique au *Soleil* et à la *Liberté*, enfin ses débuts d'auteur dramatique, lesquels ne sont point d'un tout jeune homme, s'il faut, comme je crois, les faire remonter à l'année 1900 et au théâtre de l'Exposition.

Arrivé à ce point, M. Madelin a tracé un croquis du monde littéraire à cette époque. Et il se trouve, par un hasard miraculeux, que le croquis explique admirablement l'avènement et le triomphe de Robert de Flers et de Gaston Arman de Caillavet. Il suffira de changer le croquis, et rien n'est plus facile, quand on voudra expliquer l'avènement de Henry Bataille et de Henry Bernstein, car tous ces auteurs ont débuté à la fois.

De 1900 à 1914, quelle suite éblouissante de succès! Pour résumer d'un mot le caractère de ce théâtre, M. Madelin l'a défini comme un théâtre de mœurs. Il a bien raison. Qu'est-ce qui n'est pas un théâtre de mœurs? *Ubu-Roi* lui-même est une pièce de mœurs. C'est sans doute dans ce sens libre qu'on peut attribuer la même qualité au théâtre de Robert de Flers et de Gaston de Caillavet. (Je m'excuse de réunir plus qu'on ne l'a fait sous la Coupole, ces deux noms inséparables; sans doute, Caillavet était associé jeudi à tous les compliments qu'on faisait à Flers, mais enfin, il était associé surtout par prétérition.) Quant à voir dans ces œuvres charmantes une peinture

du temps, c'est tendre un piège aux historiens de l'avenir. Je suis charmé que M. Madelin le leur ait tendu, et je fais des vœux pour qu'ils y tombent. Par une gracieuse erreur, la société de 1910 apparaîtra alors pimpante, absurde, spirituelle, légère, tendre et un peu folle. Sur la foi de *Miquette et sa mère*, on croira que les petites filles qui se faisaient enlever par de vieux messieurs, étaient parfaitement respectées d'eux, et que loin d'attenter à leur vertu, ils épousaient leurs mères ; sur la foi de *l'Habit Vert*, on croira que, si un homme du monde entrait à l'Académie, c'était pour avoir été surpris aux genoux de la femme d'un académicien. Pour sauver leur honneur, les duchesses trop sensibles faisaient passer leurs amants pour des candidats. Sur cette caution, notre temps fera bonne figure devant la postérité.

Cependant la guerre éclate. M. Madelin a retracé dans de belles pages les deux missions de Robert de Flers en Roumanie, et l'héroïque randonnée de Jassy à Salonique et de Salonique à Jassy, par-dessus les lignes ennemies. S'il faut avouer un regret, j'eusse souhaité qu'on lût, pour ce public qui écoutait si avidement, quelques lignes des lettres que Robert de Flers écrivait alors à sa femme. Ce sont des chefs-d'œuvre, et singulièrement émouvants. Il est impossible d'être plus simple, plus vrai, plus modeste. Après avoir copié sa citation : « Je suis sûr, dit-il, qu'elle te fera plaisir, et c'est pour cela surtout qu'elle m'en fait beaucoup. » Il raconte son rude parcours dans les airs avec une espèce de naïveté tranquille qui est un charme. Il travaille terriblement, et il a fait de bonne besogne. On sent tout à coup son cœur qui s'émeut à la pensée que les documents qu'il rapporte influeront sur le sort. Mais il ne s'en fait pas accroire. « J'ai à traiter, dit-il, mille questions d'une importance si grande que je me sens un peu ridicule d'en être l'intermédiaire. » A l'entendre ainsi parler, il eût été présent au milieu de nous. Mais ne l'était-il pas? Ne le revoyait-on pas, tel qu'il était le jour encore si proche qu'il succéda au marquis de Ségur? Il nous semblait entendre de nouveau sa voix forte et pleine. C'était hier. Sa figure pleine de gaieté était pâle d'angoisse. Il était plus ému devant le triomphe que devant le danger.

M. Henry Bordeaux a répondu à M. Madelin, et nous nous sommes crus encore aux jours de la guerre, quand ce capitaine et ce lieutenant se rencontraient à Verdun. Ils ont été l'un et l'autre des historiens de la guerre, mais des historiens à la manière de Xénophon, qui racontent ce qu'ils ont réellement vu. M. Madelin a eu le grand

mérite de débrouiller le premier et de mettre en récits clairs les journées de la Marne, des Flandres, et la péripétie suprême qu'il a appelée *la Bataille de France*. M. Henry Bordeaux, dans sa *Chanson de Vaux-Douaumont*, a raconté l'épopée des deux forts pris et repris, et relié cette geste nouvelle à l'ancienne geste des Olivier et des Roland : constance d'une race qui ne se dément pas à travers les siècles. Il y a entre M. Bordeaux et M. Madelin d'autres affinités encore que le compagnonnage de guerre et la collaboration aux chroniques nationales. L'un Lorrain et l'autre Savoyard, ils descendent tous deux de ces fortes familles, où l'âme est nette, le caractère trempé et où l'abnégation est une pratique constante. C'était vraiment jeudi la journée de la France moyenne.

La voix du capitaine Bordeaux est moins profonde que celle du lieutenant Madelin, mais son génie est plus varié. Académicien dès longtemps, il n'a pas cru devoir se tenir dans l'apparat. Il a plaisanté. Il a même, tout en plaisantant, tiré vengeance d'une certaine nuit où son subordonné l'a fait coucher dans les courants d'air, près de Souilly. Il a eu une foule de mots heureux. On a ri, on a applaudi à chaque moment. Quelquefois, à un passage émouvant, la voix de l'orateur descendait un peu et s'établissait dans le pianissimo. Il se faisait alors un grand silence. Personne n'avait plus envie de rire. On revoyait par la pensée tous les sacrifices, et les mères offrant leurs enfants à la patrie. Ce fut l'image qui, au milieu de l'émotion universelle, acheva le discours de M. Bordeaux : « Comment, a-t-il dit, ne donnerions-nous pas une pensée finale à ces jeunes gens fauchés dans leur fleur, sans avoir donné leur mesure et qui manqueront un jour à notre Compagnie?... Je songe avec piété, avec tristesse, à l'écrivain soldat inconnu. »

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les Chambres sont rentrées le 23 mai, après une absence que les élections municipales ont prolongée au delà des vacances traditionnelles de Pâques. Il ne paraît pas que rien soit changé dans la situation parlementaire ni dans les relations des partis. Mais cette stabilité à elle seule est un fait qui compte. Au mois de mars, M. Raymond Poincaré, combattu par les socialistes et les radicaux, avait une majorité qui soutenait avec constance sa politique. Il retrouvera son opposition : mais il retrouvera aussi sa majorité.

Les radicaux avaient espéré que les élections municipales marqueraient un mouvement de l'opinion qui leur serait favorable et qui leur permettrait de renverser ou de décourager le ministère. Dans la mesure où elles cessent d'être dominées par les considérations locales, et où elles ont une signification politique, les élections municipales ont prouvé dans leur ensemble que la nation restait attachée au gouvernement de M. Poincaré. Les radicaux ont essayé de démontrer qu'ils étaient en progrès. A ce sujet, une brève controverse s'est engagée entre le ministère de l'Intérieur et le Comité de la rue de Valois qui dirige le parti radical. M. André Tardieu s'est souvenu pendant quelques heures qu'il avait été un brillant polémiste. Il a su dégager de la discussion une conclusion essentielle. C'est que, dans beaucoup de scrutins, les radicaux ont fait liste commune avec des modérés ou ont été élus avec l'appoint des voix modérées. Ils ont été dans ces deux cas nommés non comme opposants, mais comme ministériels. La conclusion logique serait que certains radicaux fissent ce qu'ils ont au fond du cœur bien envie de faire : ils n'ont pas le goût de l'opposition, ils sont par habitude et par besoin des gouvernementaux par destination.

Mais la tyrannie du Comité qui les mène contrarie leur nature. A la veille de la rentrée des Chambres, les dirigeants du parti

radical se sont réunis pour décider de leur avenir. Ils ont, après de longues discussions, résolu de ne rien changer. Ils restent adversaires de l'union nationale, par conséquent adversaires de M. Poincaré. Ils restent partisans de l'alliance avec les socialistes. Ils restent les adeptes de la politique du cartel, dont le pays visiblement ne veut plus. Rien ne les instruit et rien ne les effraie. La crise terrible qui a suivi le ministère Herriot de 1924, et dont nous subissons encore les effets, ne leur a rien appris. Depuis un an, depuis les élections de 1928, ils n'ont qu'un plan, qui est de se concerter avec les socialistes révolutionnaires, ils n'ont qu'un objet, c'est de constituer un ministère où M. Renaudel et M. Boncour voisineraient avec M. Daladier et M. Malvy.

Mais pour former une coalition de partis, il faut être au moins deux. Les socialistes se dérobent avec une froideur et un dédain qui rebuteraient les moins susceptibles. Ils laissent même paraître sans se gêner leur désir de se fortifier et de s'agrandir aux dépens du parti radical. L'élection de Narbonne, où M. Blum a battu un radical, a été un premier avertissement. Le scrutin de la mairie de Lyon a été plus significatif encore. M. Herriot, le père du Cartel, n'a obtenu que 23 voix au Conseil municipal contre 27 voix réunies par le candidat socialiste, et après le ballottage du premier tour, il n'a conservé la mairie que grâce à l'abstention des socialistes qui lui ont fait ainsi l'aumône d'une écharpe très humble.

Il y a depuis longtemps dans le parti socialiste une volonté réfléchie de prendre la direction des groupes avancés. Il a grandi pendant vingt-cinq ans grâce à la complicité des radicaux. Il a été patiemment l'appoint d'une majorité dont les radicaux étaient maîtres. Aujourd'hui les rôles sont renversés. Les socialistes se sentent assez vigoureux pour être les chefs des forces de gauche Ils considèrent que les radicaux sont devenus à leur tour un appoint et doivent obéir. Ils sont prêts à disloquer le parti radical, laissant aller aux modérés tous les radicaux nationaux, attachés à la conversation sociale, mais annexant à leur profit la troupe nombreuse encore des radicaux socialisants.

La lutte est devenue publique. M. Malvy, qui est à demi socialiste, a constaté officiellement dans une occasion récente que le parti radical était divisé, et qu'il y avait deux tendances qui s'opposaient. Personne ne peut plus nier qu'il en soit ainsi. Mais le parti radical retarde l'heure de faire l'aveu de son désarroi. Il maintient sa façade. A la veille de la rentrée, M. Daladier a rassemblé ses troupes.

Il a commencé par faire bonne contenance et par décocher aux socialistes quelques traits. Il a blâmé le marxisme, il a poussé l'esprit d'indépendance jusqu'à défendre la propriété. Après quoi, il a assuré que les radicaux étaient toujours prêts à s'allier aux marxistes et aux adversaires de la propriété. Nous ne disons pas que cette doctrine soit cohérente : mais c'est la doctrine radicale, c'est même l'éternelle doctrine radicale. Avant de trouver autre chose, le Comité de la rue de Valois a besoin de longs délais.

Les politiciens parlent : les événements marchent. Pendant deux mois, la Chambre va siéger et devra se prononcer sur un certain nombre de questions. M. Raymond Poincaré, avec cette correction absolue et ce souci des règles parlementaires dont il ne perd pas une occasion de donner les preuves, a manifesté son désir de collaborer sans cesse avec le Parlement. Que feront les radicaux? Après le Congrès d'Angers, ils ont cru qu'ils étaient maîtres de la situation. Le ministère a continué sans eux. La majorité a poursuivi son œuvre sans eux. Malgré les tentatives faites après les élections de 1928, et tolérées parfois par ceux qui auraient dû les combattre, il apparaît de plus en plus qu'il y a deux politiques possibles, et deux seulement : la politique socialiste et la politique nationale.

La prétention des radicaux est d'en faire une troisième qui serait théoriquement intermédiaire, et qui réellement serait une politique socialiste déguisée. C'est ce désir qui leur inspire périodiquement des hypothèses sur la concentration. Tous les quinze jours, quand ce n'est pas toutes les semaines, on entend parler d'abord de M. Boncour et des socialistes dissidents, ensuite de M. Daniélou et de la gauche radicale, qui se rallieraient à un gouvernement de gauche après avoir déserté le camp de M. Poincaré. Toutes ces dissertations servent peut-être à entretenir certaines ambitions et à satisfaire des passions ou des rancunes. Mais elles ne riment à rien. Il y aurait peut-être une majorité socialiste, si le parti de M. Blum arrivait à asservir tous les radicaux et quelques groupes intermédiaires saisis de la maladie de paraître avancés; mais on ne voit pas quel serait le lendemain de cette coalition de fortune, le programme commun de ces alliés disparates. En fait, il n'y a, dans la Chambre de 1928, qu'une majorité, celle qui soutient M. Poincaré et ses collaborateurs, celle qui a donné 326 voix au ministère le jour même de la rentrée, le 23 mai. Elle peut être grossie par l'arrivée de trois douzaines de radicaux nationaux, lassés de la dictature socialiste. Mais elle peut se passer d'eux, s'ils ne se décident pas à venir à elle.

Cette volonté de sagesse est fort heureuse, si l'on songe aux difficultés financières qui pèsent encore sur la politique. L'œuvre entreprise par M. Poincaré en 1926 a produit des résultats importants, que tout le monde apprécie en France et hors de France. Elle a abouti déjà à arrêter la chute de notre monnaie, elle a permis la stabilisation, elle a donné à notre trésorerie une aisance et à notre budget un équilibre qui sont remarquables. Quand on se rappelle d'où nous sortons, et à quel péril nous avons échappé, on ne peut que prendre acte avec satisfaction des grandes améliorations qui se sont produites. Mais tout ce labeur n'a pas été accompli sans de pénibles efforts. En particulier, le gouvernement, allant au plus pressé, a demandé aux contribuables les plus lourds sacrifices. Tous les partis s'accordent à souhaiter des dégrèvements fiscaux. Et voici dès la rentrée le gouvernement et la Chambre aux prises avec un problème très délicat.

Au premier abord, tout paraît simple. Il y a des plus-values de recettes qui sont très fortes. Elles attestent donc que les contribuables donnent à l'État des ressources qui dépassent le nécessaire et qui seraient plus utiles, si elles restaient dans la circulation, si elles favorisaient les entreprises industrielles et commerciales, si elles facilitaient l'épargne et la formation des capitaux. Rien de plus juste en théorie. Mais M. Henry Chéron, gardien de nos budgets, a fait il y a déjà quelque temps des remarques destinées à nous préserver sagement des illusions, et à nous faire comprendre avec quelle prudence le gouvernement doit procéder. Ses observations n'ont rien perdu de leur valeur. A mesure que le temps passe, on s'aperçoit même que les plus-values d'impôts constatées pendant plusieurs mois n'ont pas un caractère permanent, que la stabilisation, faite très vite, commence de produire ses effets, que la balance commerciale est en déficit, et que nous ne sommes pas à l'abri de difficultés économiques.

Avant de diminuer les charges fiscales, il faut songer aux augmentations de dépenses inévitables. Les unes sont hors de discussion et toutes relatives à la défense nationale. Les autres sont rendues nécessaires par les augmentations de traitements que la Chambre ne refuse pas aux fonctionnaires. Les autres enfin sont causées par ces lois qu'on appelle sociales, et qui sont trop souvent des manifestations électorales extrêmement coûteuses. Pour diminuer sérieusement les impôts, il faudrait que la Chambre commençât par avoir une politique économique et financière, qu'elle renonçât aux mé-

thodes ruineuses du socialisme et du radicalisme, qu'elle rompît avec les habitudes de gaspillage. Ce serait un grand changement. Dans les temps modernes, les Parlements ont tout à fait oublié leur mission historique qui était de protéger le contribuable contre les excès du pouvoir central. Aujourd'hui, ce sont les Parlements qui font des générosités aux dépens des contribuables. Et c'est le pouvoir central qui joue comme il peut devant des assemblées élues et omnipotentes le rôle salutaire et ingrat de défenseur des deniers publics.

C'est en tenant compte de tous ces éléments divers du problème que le gouvernement a annoncé un certain nombre de dégrèvements fiscaux dont le total monte à un milliard et demi. La réforme la plus importante et qui est réclamée depuis longtemps est relative aux valeurs mobilières, qui étaient l'objet de taxes écrasantes. Les autres réformes ont trait à la réduction des droits de mutation des immeubles, et aux droits d'enregistrement sur les cessions de fonds de commerce. Assurément, si l'on compare ce chiffre d'un milliard et demi aux sommes énormes qui sont demandées à l'impôt, on trouvera que ces dégrèvements ne sont qu'un commencement bien discret. Mais en cette matière comme en d'autres, il est souhaitable que la Chambre résiste aux entraînements et fasse confiance au gouvernement qui a la lourde responsabilité de l'équilibre budgétaire et de notre relèvement financier.

Plus tard, ce sera au gouvernement de prendre l'initiative de réformes plus profondes. Notre budget de dépenses s'élève à 48 milliards et demi. Si le ministre des Finances avait écouté les différents départements ministériels, il s'élèverait à trois milliards de plus. Et qui peut jurer que nous ne verrons pas reparaître un jour sous forme de cahiers supplémentaires ces crédits énergiquement rejetés par M. Chéron? Dans son exposé des motifs, M. Henry Chéron a très bien dit qu'il fallait rompre avec la théorie de l'accroissement indéfini des dépenses. Il a raison. Mais lui-même, de quelles armes dispose-t-il pour résister au Parlement? Il est bien obligé de céder sur des sujets où peut-être il voudrait résister. Les réformateurs sociaux, sous prétexte de progrès, ont répandu une philosophie politique déplorable. L'État est tout, doit subvenir à tout, doit contribuer à tout, comme si l'État n'était pas condamné, toutes les fois qu'il fait une dépense, à faire appel aux contribuables.

On discerne dans l'exposé des motifs de M. Henry Chéron deux tendances bien différentes. Tantôt il fait remarquer qu'il encourage

la famille, l'épargne, les placements, la formation des capitaux. Tantôt il s'exprime comme s'il voulait donner satisfaction aux partisans des réformes dites sociales, qui engloutissent des sommes prodigieuses pour aboutir à de terribles mensonges. Nos traditions nous obligent encore à respecter de vieux et sages principes, à défendre la propriété et le travail. Mais la lente infiltration du socialisme a déformé les esprits. On prend la démagogie pour la générosité, on invoque la solidarité pour organiser des bureaux, on cède à la maladie étatiste, à laquelle aucun État ne résiste. Il n'y aura jamais de réforme profonde ni sérieuse, si les gouvernants, un jour, ne se décident pas à avoir une doctrine et n'osent pas la proclamer en l'opposant au collectivisme, ennemi anachronique, mais pressant, des sociétés modernes. Nous reconnaissons volontiers que, dans l'état de nos mœurs, M. Henry Chéron aurait paru bien aventureux s'il avait pris pareille initiative. Mais nous disons que tout le débat financier est là et qu'il est avant tout politique.

Il est possible que la Chambre ait à s'occuper d'un autre grave sujet: le règlement des réparations et les dettes interalliées. Mais tout est conjectural, quand il s'agit de ce problème. Nous avons laissé il y a quinze jours le Comité des experts à l'étude d'une solution qui semble toujours prochaine. Il y est encore. La discussion est entrée dans une phase décisive.

Résumons l'état de la question au moment où nous écrivons. Le docteur Schacht a accepté le 6 mai le projet préparé par M. Owen Young. Mais ce projet diffère quelque peu du projet élaboré par les Alliés le 12 avril. D'après le mémorandum des Alliés, l'Allemagne devait payer 2198 millions par an pendant 37 ans, et ensuite elle n'avait plus qu'à verser les sommes nécessaires pour permettre aux nations débitrices (Angleterre, Belgique, France, Italie, Roumanie, Grèce, Yougoslavie) de rembourser ce qu'elles doivent aux États-Unis, soit environ 900 millions de marks. Les Alliés avaient, en fixant le montant total de la dette allemande, prévu en outre la répartition des sommes dues pour réparation des dommages subis par chacun d'eux. La Belgique de ce chef recevait deux milliards de marks, l'Angleterre un milliard, et la France huit milliards et demi. Le docteur Schacht naturellement n'a jamais approuvé ce projet. M. Owen Young s'est tenu sur la réserve et a finalement proposé un autre projet, d'après lequel l'annuité due par l'Allemagne n'est plus que de 2050 millions de marks, y compris une somme supplémentaire

de 500 millions de marks dus à la Belgique pour le dommage causé au moment du retrait des billets allemands.

Entre le plan Young et le mémorandum des Alliés, il y avait donc une différence de 173 millions de marks pour chaque annuité durant trente-sept ans. Tout le problème a dès lors consisté à savoir quels pays supporteraient cette réduction. On peut imaginer aisément que le docteur Schacht attendait avec une secrète impatience le moment où la discussion cesserait d'être entre les Alliés et l'Allemagne et se transformerait en un débat entre Alliés. On conçoit aussi aisément que les Alliés aient vivement protesté contre un plan, qui les obligeait à un abattement nouveau. L'histoire entière des réparations n'est qu'une suite de concessions. Est-ce qu'après avoir fixé le chiffre minimum de leurs demandes, les Alliés allaient être obligés de faire un nouveau sacrifice ? Cette thèse a paru d'autant plus inadmissible que les États-Unis ne faisaient pour leur part aucun rabais.

Cette inégalité de traitement a même paru si singulière que les États-Unis ont pris le parti de se décider officiellement à une réduction. Ils ont renoncé à cinq millions de marks échelonnés sur trente-sept ans. La diminution est minime, surtout si on considère celle qu'ont faite les Alliés. On peut même assurer qu'elle ne règle rien. Mais les temps sont durs et les Alliés se sont habitués aux satisfactions morales. Ils ont accueilli la décision des États-Unis comme une marque d'intérêt, comme un encouragement, comme une manifestion sentimentale digne de remarque. Nous ne disons pas le contraire. Il est souhaitable, il est même nécessaire que les États-Unis ne se désintéressent pas du plan des experts et de ses suites. Comment concevoir un règlement définitif, une liquidation complète si les États-Unis, en tant que gouvernement, ne prennent pas acte sous une forme quelconque des décisions qui interviendront après examen par les Alliés du rapport des experts ? On ne peut pas oublier, bien qu'on évite d'en parler, le fond même du débat : les nations qui ont des dettes envers les États-Unis ne peuvent les payer que si l'Allemagne s'acquitte envers ces mêmes nations, et ce sont les États-Unis en définitive qui doivent bénéficier des versements de l'Allemagne.

Le Comité des experts n'a pas encore achevé ses travaux. Le docteur Schacht est ainsi arrivé par une série de retardements calculés à faire traîner la discussion jusqu'aux élections anglaises. On dit chaque matin que la solution est prochaine et chaque soir qu'elle est ajournée au lendemain. Il n'y a pas de raison pour que les événements prennent brusquement une autre allure, mais il n'y a pas de

raison pour qu'un beau jour, en dépit de la démission d'un délégué allemand, le docteur Vœgler, les experts, ayant conclu, ne déposent pas rapidement un rapport. Alors commencera le travail des gouvernements qui pourra durer, selon les circonstances, plusieurs semaines ou plusieurs mois. La vérité est que personne ne peut fixer de date, et que toute précision, même fondée sur les faits les plus certains, peut se trouver illusoire. Trop d'éléments sont en jeu, trop d'incidents peuvent surgir, et trop de grands intérêts sont débattus pour qu'il en soit autrement.

Ce qui est vraisemblable aujourd'hui et ce que nous laissions prévoir il y a quinze jours, c'est que le Comité des experts aboutira. Le temps est un grand maître. Il atténue les résistances, il décourage les impatiences, il rapproche les argumentations. Les solutions ne s'améliorent pas toujours en vieillissant : mais on s'y habitue. Même médiocres, elles finissent par sembler acceptables. Elles sont finalement préférées aux ajournements qui font craindre l'absence totale de conclusion. En durant, remarquait Renan, les grands problèmes qui paraissent insolubles s'usent, et périssent faute de raison d'être. Cette maxime n'est pas tout à fait applicable aux réparations, car la raison d'être n'a pas varié. Dans le discours qu'il a prononcé à Douaumont, M. Poincaré a rappelé avec force quel était le fondement juridique de nos réclamations. L'agression allemande, la violation de la Belgique, l'invasion d'une région de notre territoire non défendue par des forteresses, autant de causes qui rendent nos droits à des dommages absolument incontestables. Bien plus : ces régions dévastées, nous les avons réparées à nos frais, et les contribuables ont payé à la place de l'Allemagne défaillante. Tout cela est vrai, tout cela n'a cessé d'être vrai. Et cependant, depuis dix ans, notre créance a été sans cesse diminuée. Nous venons de consentir à des abattements qui sont les derniers, puisqu'au-dessous des chiffres prononcés, la duperie serait trop grande.

Comment les événements ont-ils ainsi tourné ? C'est toute la politique d'après guerre qui est en cause. C'est surtout toute la politique suivie depuis cinq ans qui est responsable. Le jour où, dans l'entrevue tristement fameuse de Chequers en août 1924, M. Herriot a abandonné l'occupation de la Ruhr sans assurer à notre pays les contreparties indispensables, nous étions désarmés. Tout ce qui a suivi, Locarno, Genève, les comités, les conférences, et finalement le travail des experts, était inscrit d'avance dans nos annales. La dernière étape de cette politique, dite d'apaisement, serait l'évacuation

prématurée de la rive gauche du Rhin. On n'en parle pas encore, on n'ose pas; dans certains milieux, on s'y résigne; dans d'autres, on la réclame comme une conclusion inévitable et la liquidation véritable de la guerre. Nous espérons que, sur une question d'une aussi extrême gravité, nos gouvernants sauront mettre au-dessus de toute autre considération la sécurité de la France. Même après le règlement des réparations, il reste à procéder à la commercialisation de la dette, et tant que cette opération n'est pas accomplie, au moins en partie, le problème des réparations n'aura pas reçu de réelle solution.

Les optimistes assurent qu'une fois l'affaire des réparations terminée, le monde sera délivré d'un grand souci. Ils voient l'économie générale améliorée, les marchés financiers encouragés, les impôts diminués. Ils voient un univers apaisé et voué aux travaux de la paix. Puissent-ils avoir raison! Les questions qui suivent les guerres sont toujours longues, difficiles. L'opinion publique les supporte mal. Après une grande dépense d'énergie, après les deuils, les souffrances et les gloires, les peuples aspirent naturellement au repos. C'est ce qui explique sans doute qu'après un aussi magnifique effort et une si illustre défense, notre pays finisse par accepter, avec tant de modestie et de bonne volonté, une liquidation qui prouve sa faculté de sacrifice plus que sa fidélité à l'esprit de la victoire. Ce qui demeure mystérieux, ce sont les intentions de l'Allemagne. Regarde-t-elle ce règlement comme devant lui faciliter sa rentrée dans la société européenne qu'elle a troublée? N'y voit-elle qu'un point de départ pour une expansion nouvelle de sa force renaissante? C'est le secret de l'avenir: tant qu'il ne sera pas éclairci, il pèsera sur nos affaires, et le souci de notre sécurité devra dominer toute notre politique.

INTÉRIM.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

L'ESCALIER DANS L'AZUR

PREMIÈRE PARTIE

I

L'auto trouait, à soixante-dix à l'heure, l'adorable matinée. Mais ni cet air battu, ni cette tendresse matinale un instant détruite n'importaient à Claude. Il prenait les virages avec une effrayante rapidité. Plus vite ! Toujours plus vite ! Il avait hâte d'arriver, comme il aurait, sans doute, hâte de repartir, sa course accomplie. Chaque seconde le rapprochait de la petite ville au nom épique et rocailleux, râblé et infiniment large : Roc-Amadour. C'était là que le souvenir de son enfance persistait. C'était là... Mais ne changerait-il pas d'idée en route? Au moment d'atteindre la ville, ne lui tournerait-il pas le dos? ou ne pousserait-il pas plus loin, toujours fuyant et toujours emprisonné dans cette affreuse solitude d'où les romantiques s'évadaient par l'une de ces deux voies : le suicide ou Dieu? Il savait bien, puisqu'il avait pu vivre et voir Lucienne morte, qu'il ne se suiciderait pas; et Dieu n'avait jamais été pour lui qu'un froid silence. Alors?

A un tournant brusque, il faillit chavirer et ralentit. Autour de lui, un plateau calcaire, nu, et comme frappé de malédiction. Rien pour les yeux et rien pour l'âme. Il allait presser la vitesse et s'enfuir encore. Brusquement, la terre se fendit. Sur sa droite, Roc-Amadour jaillissait du cañon de l'Alzou.

Il fut frappé d'admiration et arrêta son auto. Devant lui, à un

Copyright by André Lamandé, 1929.

kilomètre, s'élevant du fond d'un cañon, ce n'étaient que murs, tuiles, ardoises, un assaut de terrasses, de maisons et d'églises, une prodigieuse ascension de pierres, de lumière et d'arbres, dans un élan, un effort, un ordre auxquels le temps et les hommes avaient étroitement collaboré. Impérieuse et hautaine attirance! Au flanc de la falaise, au-dessus de l'entassement des toits, la basilique romane s'agrippait et, surplombant ce miracle de hardiesse équilibrée, un château-fort avec son chemin de ronde était suspendu sur un double gouffre de rochers et d'azur.

Claude regarda longtemps cette étonnante ville religieuse et guerrière, comme s'il y devinait confusément les signes de son destin. Puis, ayant laissé son auto au garage de l'Hospitalet, il descendit à pied le chemin qu'il avait suivi enfant, avec sa mère, et qu'on appelle la Voie-Sainte. Il reconnut le raidillon pierreux, bordé, au nord, de masures creusées dans le roc, plus castillanes que françaises avec leurs murailles rongées d'artichauts sauvages, leurs terrasses de pierres plates, le sang translucide des fuchsias et des géraniums, et les escaliers croulants qui se perdaient, à pic, on ne savait où. Cette Voie sentait la procession, le fenouil et l'Espagne. Une bouteille d'eau bénite terminait chaque pignon.

Il s'arrêta un instant et regarda, à gauche, dans le fond du gouffre, la coulée verte de la vallée de l'Alzou, tendre prélude à la haute symphonie de pierres qui s'élevait de l'autre côté du cañon, où la route de Cahors serpentait comme un intervalle de silence. Au sommet, les différents étiages des eaux préhistoriques avaient laissé dans le roc trois saignées horizontales. Sur cette rude plate-forme reposait le saphir du ciel.

Puis ses yeux et son esprit furent attirés de nouveau par la magie architecturale de Roc-Amadour. A chacun de ses pas, la ville avançait, prenait du relief, accusait sa musculature et son équilibre, devenait immense, et son élan montait jusqu'au ciel. Elle seule émergeait maintenant, au-dessus de la Porte du Figuier, avec ses églises couronnées de créneaux et son fort où les créneaux sont évidés en croix de Saint Louis. Soudain, au détour de la route, un accroc aux yeux : une enseigne jaune d'œuf vantait les qualités d'une huile lourde.

Cette laideur dépassée, le jeune homme s'avança dans la ville que le Moyen-âge et la Renaissance ont jonchée de pré-

cieux souvenirs. Au long de la rue étroite, des arcs en accolades, des voûtes gothiques comblées de pierrailles, des fenêtres à meneaux flamboyants. Une porte de chêne, où un vieux chasseur avait cloué une patte de loup, attestait son origine ancienne et son caractère primitif. Mais ni de lourdes vertugades, ni les bottes d'un lieutenant de louveterie ne sortirent, au passage de Claude, du moderne hôtel des Postes. Comme à Paris, à Madrid ou à Los-Angeles, les cheveux étaient courts, les robes brèves. Des Espagnols, des Anglais et un nègre riaient dans une torpédo. Une douzaine de klaxons mitraillaient de leurs abois et de leurs barrissements les lauriers-roses, parure et grâce de chaque hostellerie. Il y avait là un remous de benzol, de bruits, et l'accent de vingt nationalités.

Le miracle, dans cette unique rue de la ville, venait de l'opposition du monde moderne et des maisons archaïques qui l'endiguaient. Sur le pas des portes, les yeux noirs des enfants indigènes brillaient dans des visages couleur de pain bis. Aux murs de boulangers rivaux, des couronnes dorées et des tourtes servaient d'enseignes. Sous une arche, qui datait d'Henri au Court-Mantel, un vieillard du Causse, à cropetons, le coude sur la cuisse, pesait, à la romaine, un panier de prunes bleues.

Au milieu de la rue, le ventre d'un autocar embouteilla toute la ville. Claude se glissa entre le rocher à pic et le car. Au-dessus de lui se poursuivaient de rauques cisaillements. C'étaient des corneilles à tête grise. Là-haut, un pan abrupt de rocher portait en équilibre des murs, des créneaux et un palais roman.

Il fit encore quelques pas et arriva devant l'escalier taillé dans le roc, qui conduit aux églises. Il en gravit les dix premières marches, qui ne sont qu'une invite gracieuse à monter plus haut, car elles se terminent par une étroite plate-forme qui donne sur une boutique d'antiquaire.

Cet escalier à pic devant lui, ce premier jet de cent vingt marches, il se rappelait l'avoir monté près de sa mère, à genoux. Il avait alors un col marin et des gants jaunes. De sa mère, il ne lui restait plus que le souvenir d'un visage fatigué et ce mot exsangue et faible : « Monter sa vie. La monter à genoux. »

Il monta A la trentième marche, un homme-tronc faisait

sauter ses sous, dans un quart de soldat, comme de petites crêpes sonores. Quelques marches plus haut, un aveugle égrenait un chapelet. Claude n'y prit garde. La montée du gigantesque escalier lui brisait les jarrets. Il s'arrêta, faisant l'économie de son souffle et remettant son cœur au rythme normal. « Monter sa vie à genoux ! » C'était déjà dur de monter comme le boutiquier, l'antiquaire et les petites servantes qui revenaient des provisions, c'est-à-dire debout et la main appuyée à la rampe.

Enfin, entre deux haies de bras tendus qui agitaient des cartes postales et des chapelets, il arriva sur une placette où un hôtel offrait ses bancs vert-bouteille, ses lauriers-roses et la fraîcheur de blocs de glace dans des seaux d'argent. Il lut de l'hôtel le nom qui avait une grâce florentine : *Sainte-Marie-des-Fleurs.*

Brusquement, le silence et le ciel furent de nouveau cisaillés par les corneilles. Il leva la tête et ne put contenir un sursaut d'admiration : au-dessus de lui, l'immense rocher en encorbellement surplombait la place. A son faîte, le mur extrême du chemin de ronde avançait dans l'azur comme un vertigineux jouet d'enfant.

« Serait-ce exact, pensa Claude, que certains lieux attirent et commandent plus impérieusement qu'une voix humaine ? Est-ce que je vais trouver enfin un peu de lumière ? »

Un nouvel escalier, plus large que le précédent, l'attira, et le conduisit, brisé de fatigue, au pied de la Chapelle miraculeuse. Arc en accolade. Porches bas. Lourdes portes cloutées de fer. Seuil de pierre profondément creusé. Des impressions confuses se réveillaient en lui. Il entra.

La fraîcheur de la chapelle taillée à vif dans la falaise, l'odeur des cierges brûlant à même le rocher nu et noirci de fumée, les demi-ténèbres où jouait la lumière fardée de verrières sur l'or et les roses de l'autel, la naïveté de la Vierge noire, un souvenir d'encens le captivèrent; et il resta debout appuyé contre la balustrade du chœur. Aucun balbutiement ne venait à ses lèvres : il n'avait jamais su prier. Il ne sentait autour de lui aucune présence réelle. De la paix, une lumière mystérieuse, un silence ouaté : rien de plus. Il était seul, tragiquement seul avec lui-même. Il l'éprouva avec une telle netteté que l'effroi le saisit et il voulut se justifier.

Alors, comme d'un sac trop gorgé de blé et qu'on ouvre subitement, sa jeunesse croula autour de lui. Une fois de plus il en vit la vanité et la laideur cachée sous le fard, et les ténèbres où la mort de Lucienne l'avait conduit. « J'ai longtemps marché dans l'assurance et dans l'orgueil, dit-il, et voici que mes pas trébuchent; je m'étais fait le maître de mes plaisirs, et l'inquiétude m'étreint; je voudrais lui échapper, et je ne le puis. Je cherche et je ne trouve point. J'appelle dans ma nuit et personne ne me répond. Le vide de mes jours m'épouvante, mais plus encore le fleuve de renoncement qu'il me faudrait franchir pour atteindre à une vie nouvelle. Et pourtant, je suis las de mon néant. Tout en moi est dégoût de la misère où je me suis si longuement complu. Je suis las à mourir, et je veux vivre! Mais quelle force, quel ami inconnu viendront à mon secours? Où chercher un appui? Que croire, qui croire? Je voudrais me sauver, et seul je ne puis rien! »

Au fond du chœur, une ombre, un glissement blanc et noir. C'était une sœur de Roc-Amadour qui venait préparer l'autel pour une messe. Claude se leva. Il sortit, doucement, et croisa deux paysannes qui entraient dans la chapelle, le chapelet à la main droite, un panier de provisions au bras gauche. Sur le parvis, une lumière chaude l'enveloppa. Il regardait en clignant les yeux, comme s'il cherchait quelque chose. Il se rappelait avoir grimpé sur un tabouret qu'on avait posé sur un grand coffre, afin de toucher l'épée de Roland. Le coffre était toujours là, mais l'épée? Il sourit sur la vanité des légendes et redescendit l'escalier. Son pèlerinage était fini. Allait-il repartir?

Un sacristain, secouant une manoque de clefs, voulut lui faire visiter les églises souterraines; une femme aux yeux bigles, le supplia d'acheter des cierges « bénits ». Il n'écoutait pas. Il descendait sans hâte. Au bas du premier pan de l'escalier couvert, dans le vide d'une porte gothique, la lumière, le soleil, toute la vie extérieure luisait en petites flammes sur les céramiques bleues d'un éventaire. Il descendit de nouveau, portant en lui la lutte d'une mélancolie secrète et d'un bonheur inconnu qui voulait s'épanouir. Une fois encore, ses yeux se levèrent sur la haute falaise d'ocre qui surplombait la place et, de nouveau, il fut frappé d'admiration. Aucune main ne se posa sur son épaule. Aucune voix précise ne parla en lui. Pour-

tant, il subissait la mystérieuse attirance des choses et comprit qu'il resterait quelque temps à Roc-Amadour.

Il se retrouva sur la place, et s'arrêta, soudainement charmé : à l'entrée de la rue de la Mercerie, une jeune fille, les bras nus, portait au perchoir de sa main deux colombes et leur parlait.

Il eut un geste vers elle, les colombes s'envolèrent, et la jeune fille s'éloigna. Trop fière pour être une paysanne et trop naturelle pour avoir subi, depuis l'enfance, l'emprise de Paris, qui était-elle ?

— Quelle grâce! pensa-t-il, quelle fraîche beauté!

Une heure plus tard, sur la terrasse de Sainte-Marie-des-Fleurs, Claude buvait du porto, l'esprit perdu dans un rêve indéfinissable. La lumière et le charme du pays continuaient d'opérer en lui.

Enfin, il suivit le garçon qui l'appelait pour la troisième fois, et il descendit l'escalier. L'hôtelier, n'ayant plus une seule chambre à offrir, le faisait conduire vers une maison amie, sur la pente de la Voie-Sainte, à mi-chemin de l'Hospitalet et de la Porte du Figuier.

II

— Annie, tu assassines tes roses!

La voix gasconnait juste assez pour être chantante.

Celle qu'on appelait Annie se retourna, une moisson de feuilles et de fleurs dans les mains. Elle avait une quarantaine d'années, des yeux clairs, un visage pâle que cernaient ses cheveux en bandeaux botticelliens.

— Bonjour, Suzel, dit-elle, je ne pensais plus te voir, ce matin.

— J'ai fait un crochet par Sainte-Marie-des-Fleurs pour dire bonjour à mes pigeons. Ils sont apprivoisés maintenant. Il en est venu deux nouveaux, ce matin, se percher sur mon épaule et picorer mes doigts.

Le jardin d'Annie, avec ses roses, ses premières figues mûres et le pénétrant arome de ses pommes d'amour, entrait par la fenêtre ouverte. Suzel, penchée contre la barre d'appui, le respirait avec délices et disait à son amie que l'air était, ce matin-là, couleur de figue verte. Puis, comme Annie entrait dans le petit salon ;

— Méchante, pour qui ravages-tu ainsi ton jardin?

— Pour un inconnu, ma chérie. L'hôtel Sainte-Marie-des-Fleurs est au grand complet, comme tous les ans, à la veille de la retraite, et le groom est venu me demander de céder une chambre. Ainsi ai-je fait l'année dernière. Je rends service et cela ne me gêne nullement... Tiens, regarde mes fleurs, elles ne sont pas assassinées. Je vais en orner la chambre de mon hôte. C'est un jeune homme.

Elle retenait sur ses lèvres avec gourmandise ce mot de jeune homme, car elle lui trouvait de la tendresse et de la douceur. Suzel, toute à sa pensée, souriait :

— Annie, je t'apporte une surprise. Devine laquelle?

— Que pourrais-je dire? De toi, je m'attends à tout!

— Alors, dis toutes les folies qui te passeront par la tête. Allons! Vite. En dix. En vingt. Veux-tu en mille?

Suzel jetait de la joie à son amie, comme une balle de raquette, avec une jolie sollicitation à la relancer. Annie se récusa.

— Ta surprise est joyeuse, je le vois dans tes yeux. J'attendrai donc patiemment.

— C'est une lettre. J'écris à M. Fortunat de Villeneuve, mon professeur en Sorbonne.

— Et tu lui dis?

— Que je renonce à ma licence.

— Oh! tu plaisantes?

— Que je renonce également à Paris. Me voici de Roc-Amadour *hasta la muerte*.

Annie, heureuse de cette nouvelle, embrassa Suzel avec fougue. Ensuite, ayant épuisé l'élan de sa joie, elle demanda, non sans malice :

— Tout cela, petite amie, n'est pas très clair. Pourquoi ne retournes-tu pas à Paris?

— Ne fais pas l'ignorante! Ma surprise, je le sais bien, est un feu d'artifice qui rate. D'ailleurs, lis ma lettre. Tu y verras mon secret.

Annie lut :

« Mon cher maître,

« C'est Suzanne Dubreuilh, vêtue d'ingratitude, qui vient vers vous. Je sais les plaisirs subtils que je vous dois. Les autres

maîtres professent ou enseignent. Leurs gestes sont des ordres; leurs paroles, des commandements. Mais vous? Votre feu intérieur se cache sous une nonchalance flexible, votre érudition met une grande malice à ne pas briller, et les plus ferventes de vos élèves ont l'impression que vous les prenez par la main pour bavarder avec elles, au long de promenades.

« Et quelles gracieuses promenades! Il n'y a pas beaucoup plus d'imprévu dans le pays capricieux que j'habite. Je me les rappelle toutes, et celle-ci en particulier :

« Vous deviez nous expliquer la *Préface de Cromwell.* C'est un sujet sévère, du moins, nous le pensions; et voici que, sautant très vite par-dessus le front olympien de Victor Hugo, vous nous avez rendu palpable la magie de Shakspeare. Oh! sans en avoir l'air, avec des phrases ailées et pour quelques instants, car nous avions à peine oscillé d'Ariel à Caliban, qu'un arrêt gourmand nous retenait auprès de Montaigne et de certains vers de Virgile qui eussent fait rougir nos mères. Mais nous avons glissé sur ces batifolages si bien et si loin, que nous nous sommes retrouvés, sans trop savoir comment, dans cette clairière si joliment française où La Fontaine souffle dans sa flûte. Comme je m'amusais! Les consciencieuses élèves qui étaient venues se cogner le front contre la fameuse *Préface* restaient stupides d'étonnement et leur encre séchait dans leur stylo. Eh! Hugo, Shakspeare, Cromwell! Il s'agissait bien de cela! La vieille Sorbonne, grâce à vous, fleurait le serpolet et trempait ses pieds dans une eau transparente. Nous respirions un air aimable, nous entendions la musique la plus pure que je connaisse avec celle de Mozart. Et vous disiez, d'une voix chaude et nuancée qui emportait toutes les adhésions, la fable charmante :

Deux pigeons s'aimaient d'amour tendre...

« Excusez-moi, mon cher maître : c'est peut-être en vain que je me suis frottée à votre science. Je n'ai gardé de vos leçons que l'esprit de fantaisie. Je finis par où j'aurais dû commencer, et ce sont les deux pigeons qui m'y amènent.

« Vous savez que j'aime notre jardin du Luxembourg, mais le vert de ses arbres trop bien éduqués me semble une peinture, et ses pigeons sont trop apprivoisés pour répondre à ma voix. Ici, dans ma Gascogne, tout m'enchante et me parle : les

fruits qui mûrissent ont chacun son parfum différent, les chèvres bondissent; le pis des vaches gicle sous les doigts en blanche écume; les colombes viennent becqueter des grains au creux de ma main. C'est dit. Je chausse de gros sabots. Me voilà bergère. Adieu ma licence et Paris. Vous devinez le reste. Il y a, n'est-ce pas, un berger assez agréable qui rôde dans ces lieux? Ceci n'est pas encore un faire-part officiel de fiançailles, mais presque. Dans huit jours, tout sera décidé. Il ne dépend que de moi. Soyez heureux. Malgré la fable des *Deux pigeons*, nous irons vous voir, le pas sauté.

Amants, heureux amants, voulez-vous voyager?
Que ce soit aux rives prochaines.

« Nous pousserons jusqu'aux rives de la Seine, par affectueuse admiration pour vous.

« Votre élève respectueuse

« SUZEL DUBREUILH. »

Annie plia la lettre, lentement, et la remit à son amie qu'elle regarda d'un air étonné et grave.

— Ma prose n'a donc pas d'ailes? demanda Suzel. Elle ne t'enthousiasme guère, et mes projets non plus? Moi qui pensais que tu allais battre des mains et délirer de plaisir.

— Ce « berger », demanda Annie, c'est Georges Delmas?

— Oui!

— Tu l'aimes, Suzel?

— Il est net, musclé, souple et fort comme son auto. Moderne.

— Très moderne. Enfin, il te plaît?

— Il me plaît.

— Et ton oncle?

— Oh! lui, il est ravi, et grand père plus encore!

— Ce sont eux qui ont tramé ce mariage?

— Nos familles, tu le sais, sont très unies; mon père était un ami du sien; ma mère, de la sienne. Lui et moi nous avons mêlé, au cours de notre enfance, nos désirs et nos jeux. Mais je ne me souvenais que d'une chose : il riait quand je le battais! La vie nous a emportés l'un et l'autre, chacun de notre côté. Je ne l'ai revu qu'à son retour de Syrie. Très chic dans son costume de chasseur à cheval. Aux Pâques dernières, grand père l'a invité à la maison, puis nous avons déjeuné chez lui. Cet été, il

est monté dix fois par jour aux Vitarelles pour les plus extraordinaires motifs. Et même quand il eut repris, à Bordeaux, son commerce de bois, il continua de trouver d'excellentes raisons pour venir chaque dimanche. Je n'étais pas dupe de son manège et je m'amusais... Un soir, entre chien et loup, il me dit des paroles particulièrement tendres. Je ne prêtais, en apparence, qu'une oreille distraite, mais mon cœur palpitait comme un oiseau dans les mains de qui l'a saisi. J'ai pensé : « Chut, mon cœur. Pas si vite. Ce n'est peut-être pas sérieux! » Je me trompais. Depuis huit jours, Georges en a perdu l'appétit et le sommeil, dit-on. Il a pressé son père de parler à mon oncle. C'est fait. Mon oncle m'a parlé à son tour. Il attend ma réponse. J'ai demandé une semaine de répit. Et voilà!

L'oncle de Suzel avait agi fort habilement, jouant sur la spontanéité charmante et la fraîcheur d'âme de sa nièce et pupille. La veille, il l'avait amenée, à deux kilomètres des Vitarelles, jusqu'à la grande maison de Bonnecoste. « Suzel, lui avait-il dit, il y a cinq ans que ta mère est morte et que tes biens sont à l'abandon. Veux-tu que le jardin de ton enfance refleurisse? que les étables se remplissent? que le rucher bourdonne de nouveau? » Elle avait battu des mains et demandé, adorable étourdie, qui pourrait accomplir un tel miracle. Alors son oncle lui avait parlé de Georges Delmas, de sa demande en mariage et de son désir de laisser, s'il était agréé, Bordeaux pour le domaine de Bonnecoste, qu'il rendrait prospère en le rajeunissant. Un geste d'orgueilleuse joie, quelques battements de cils, et l'oncle avait cru la partie sentimentalement gagnée. Aussitôt, il avait essayé de renforcer ce succès en faisant comprendre, à demi-mots et par des hochements de tête et des silences, qu'ils étaient à peine dans l'aisance, qu'elle était ruinée et que Georges Delmas était le plus riche jeune homme du canton.

— Et voilà, répéta Suzel Dans une semaine, je me déciderai. Nous vois-tu, d'ici, tous les deux? Mon mari s'occupera des bois, des vignes, des métairies; moi aussi, je régenterai tout cela et lui par surcroît. Je brasserai mes confitures en un mouvement ample et mou qui me rappellera celui de Cicéron Mais quoi! tu es sombre? Qu'y a-t-il?

Le visage d'Annie s'était subitement coloré Suzel prit les mains de son amie et, grave à son tour :

— Pardonne-moi. J'ai réveillé en toi, sans le vouloir, de douloureux souvenirs. Mon bonheur te peine?

— Ce n'est pas le bonheur que je rêvais pour toi; ce n'est pas ainsi que j'ai aimé. Georges ne te déplaît pas. Est-ce de l'amour, cela? Jusqu'à ce matin, j'avais vu en toi le miroir de ma jeunesse. Maintenant, le miroir est brisé. Voilà le secret de ma peine!

Annie vivait de l'ombre d'une ombre, du souvenir d'un lointain parfum d'amour. Suzel connaissait la douce folie de son amie et savait qu'Annie la dissipait en la racontant.

— Ton amour, Annie, est une merveilleuse exception, lui dit-elle. Ta petite Suzel n'y saurait prétendre. Une telle abnégation, dix-neuf ans de fidélité dans l'attente et la solitude...

— Vingt et un ans, Suzel. C'est presque un anniversaire aujourd'hui. C'était le 29 août que je l'avais rencontré pour la première fois. Je ne l'avais jamais vu et je le reconnus tout de suite : dans mes rêves de jeune fille, c'était lui qui me souriait.

Alors, lentement, avec une passion un peu triste, mais jamais apaisée, Annie répéta, pour la centième fois, comment elle et ce jeune homme avaient brûlé d'une même ardeur, et comment la brutale volonté d'un père les avait arrachés l'un à l'autre.

Elle s'était si fortement attachée à lui qu'elle n'avait pu ni même cherché à se reprendre. Lui disparu, elle attendait avec patience son impossible retour, et une douce folie, — celle qui étonnait et charmait toujours Suzel, — la faisait monter, chaque après-midi, jusqu'à la place de Sainte-Marie-des-Fleurs où, pour la première fois, ils s'étaient rencontrés. Là-haut, elle souriait à la marchande de cartes postales, à la Sœur, petite tanagra d'ivoire, qui vendait des chapelets, des médailles et des porte-cigarettes. L'hôtelier la saluait d'un bonjour de la main. Elle parlait à tous. On disait d'elle : « Voilà Mademoiselle Annie qui va faire ses dévotions. Elle ne manque pas un jour. » Sans doute, elle allait bien s'agenouiller devant la Vierge Noire. Elle priait; mais devant Dieu, sa Mère et l'Enfant, le souvenir d'un beau jeune homme l'illuminait et elle mêlait le nom de son Adolphe à celui de Jésus. Elle espérait toujours qu'un miracle le ferait revenir.

— Évidemment, conclut-elle, il n'y a que toi, ma chérie, qui aies la tendresse de m'écouter et qui me fasses la grâce de

me comprendre. Mais, dis-moi, est-ce vrai que la jeunesse d'aujourd'hui se détourne de l'amour? J'ai lu que le cœur, à Paris, ne se portait plus.

— Je l'ai lu également. C'est une mode lancée par de grands couturiers en littérature. Ils habillent autrement qu'autrefois. C'est tout. Je crois que nous aussi, à l'occasion, nous savons aimer.

— Alors, rien n'est changé? Vous raffinez sur l'amour comme au temps de ma jeunesse? Vous faites entrer un peu de romanesque et un peu d'éternel dans votre amour?

— Oh! non, pas ça, Annie! Tu connais nos journées en partie double, à Paris. La Sorbonne pour nous instruire, et un secrétariat, un préceptorat, du journalisme pour gagner un peu d'argent. Ni l'un ni l'autre n'emplissent le cœur, mais l'existence est dure, et il faut vivre et s'instruire. Les loisirs manquent pour le rêve. En revanche, chacune de nous, avec son métier ou ses diplômes, a le temps d'attendre son heure et la liberté de fixer son choix.

— Mais enfin, toi, ma chérie, tu as choisi?

— Je vais choisir.

— Tu crois donc à l'amour?

Les longs cils de Suzel ne se baissèrent point. Elle montrait le fond de ses yeux qui avaient des nuances de fleurs et de ciel. Une lumineuse ardeur s'y concentrait, mais elle ne répondit pas à la question d'Annie.

De ce pas léger qui tenait plus de la saltation que de la marche, elle revint vers la fenêtre et ramena vers elle une rose. Elle l'effleura de ses doigts et la respira tendrement.

— L'amour, Annie? Si je crois à l'amour?

Elle tenait la rose contre ses lèvres et le parfum de la rose et celui de la jeune fille se mêlaient. Alors, les cils de Suzel se baissèrent pour cacher à l'azur, au jardin, aux colombes, l'ardeur des yeux. Puis elle ouvrit les mains, la tige revint à sa position naturelle, la rose se pencha d'une étrange langueur.

— Vois-tu, Annie, l'amour...

Elle n'en dit pas davantage. Elle semblait garder le mot sur ses lèvres pour mieux en savourer le miel. Puis elle eut un geste gracieux des bras. Elle rit. Se moquait-elle? Il y avait en elle une joie naturelle et du bondissement. Elle entonna un air de *paso doble* et esquissa une danse. Annie lui dit :

— C'est Allegria qu'on devrait te nommer.

— Peut-être. Je ne comprends rien hors de la joie.

On frappa deux coups à la porte. Annie alla ouvrir. C'était le groom de Sainte-Marie-des-Fleurs qui conduisait un jeune homme grave, mat, en béret basque.

— C'est M. Marchal qui m'envoie.

— Je sais ; merci, dit Annie.

Puis s'adressant au jeune inconnu :

— Entrez, monsieur, vous êtes chez vous. Sans doute, le confort vous paraîtra un peu sommaire, mais vous avez le jardin à votre disposition et la plus belle vue du pays sur Roc-Amadour..

Ensuite, avec une politesse exquise où perçait la curiosité :

— A qui ai-je l'honneur ?

— M. Claude Descamps.

Elle montra Suzel :

— Une amie : mademoiselle Suzanne Dubreuilh. Roc-Amadour est petit et j'aime autant vous présenter tout de suite. Elle vient souvent me voir et vous aurez quelque chance de la rencontrer ici, où elle est tout à fait chez elle.

Claude Descamps, s'étant avancé vers Suzel, reconnut la jeune fille aux colombes de Sainte-Marie-des-Fleurs.

— Oh ! mademoiselle...

Il ne dit rien de plus. Suzel souriait à son habitude. Les choses avaient leur aspect coutumier. Un gros pigeon vint agripper au rebord de la fenêtre ses griffes de rubis. Mais Annie, regardant à la fois Claude Descamps et Suzel, comprit que les deux jeunes gens s'étaient déjà vus.

Et elle s'en réjouit.

III

Ce matin-là, — c'était la cinquième fois qu'il voyait le soleil se lever sur Roc-Amadour, — Claude avait commandé son auto. Encore dix minutes d'attente. Sa cigarette à peine allumée, il la jeta à terre, agaça ses pas sur l'allée pierreuse du jardin et, d'une brusque chiquenaude, brisa une fleur. Cette violence sans cause lui fit mal. Il s'en gourmanda et voulut apaiser son esprit en le livrant à la lumière heureuse de la matinée. Mais ni les roses au jardin d'Annie, ni les tendres couleurs sur la

falaise du cañon, ni même Roc-Amadour qui atténuait sa gravité en cette minute translucide et encore fraîche, rien ne pouvait retenir son attention. Il s'agitait, impatient de bondir dans son auto, d'en presser l'accélérateur et d'éparpiller son inquiétude au néant de la vitesse.

Il entra dans sa chambre et s'assit sur le divan. « A quoi bon, pensait-il, vouloir courir si vite aux Vitarelles, puisque la douleur et la honte sont au bout de la course? » Puis cette autre pensée s'implantait en lui : « Puisque j'y dois aller, le plus vite sera le mieux. Voilà un an que Lucienne est morte. Moi aussi, si j'avais eu conscience de mon crime, j'aurais dû mourir. »

Il ferma les yeux et revit, avec une lucidité douloureuse, une clairière de pins, un pavillon de chasse, et Lucienne, morte et chaude, étendue sur le lit.

Il battit une charge sur les vitres de la fenêtre, marcha nerveusement, les mains au dos, et s'arrêta devant la commode où souriait une réplique en bois de la Vierge de Roc-Amadour. Parce qu'un pâtre l'avait durcie au feu, elle était d'un noir d'ébène, naïve par surcroît, et d'une jeunesse d'expression sur qui les siècles ne peuvent rien. Son sourire disait, comme l'amie de Salomon : « Je suis noire, mais belle. » Elle portait l'enfant contre son cœur. Mais l'on ne voyait ni le geste du bras, ni le corps de l'enfant. Une même robe de velours azur, les enveloppant tous les deux, prenait au cou de la Vierge, s'élargissait en descendant et se terminait en vertugade. Seules, du velours jaillissaient les deux têtes noires. C'était une Vierge populaire. Elle avait pour autel la commode d'Annie ou mûrissaient une dizaine de figues, trois pêches et des pommes d'amour. A ses pieds, cette inscription : *Da nobis gaudia.*

« La joie! Donne-nous la joie! Qu'est-ce que la joie? pensait Claude. Le plaisir procure une fièvre du cerveau, mais la joie est l'allégresse d'une âme qui ne doute pas, qui ne cherche pas. La joie, c'est Suzel. Elle va, vient et déplace de la lumière. Annie l'appelle Allegria. C'est *lucis amica* qu'il faudrait dire. »

Il appuya les deux mains sur la barre de la fenêtre. Au ciel se poursuivaient deux ou trois cisaillements. Puis, comme des aéroplanes noirs en vol plané, les corneilles disparurent. Un silence suivit. Jean attiré par quelque chose d'invisible se pencha.

Au-dessous de lui, dans le jardin, des centaines d'abeilles faisaient bourdonner les roses.

« C'est une eau pure que Suzel, pensait-il encore, et quelle saveur elle aurait à mes lèvres brûlées de fièvre! Je me sens tout attiré vers elle et j'en ai peur. Ne se moque-t-elle pas de ma tristesse et du désespoir que, malgré moi, je lui ai montré, avant-hier, dans le jardin? D'ailleurs, qui est-elle? Que veut-elle? Je ne la comprends pas. Il semble qu'elle n'ait pas le désir de me tenter, mais seulement celui de me faire plaisir. Elle m'enchante en même temps qu'elle m'irrite. Au fond, elle doit être pareille à toutes les poupées d'amour que j'ai connues, mais plus habile. »

Il se retourna vivement, comme si quelqu'un était entré à l'improviste, et ses lèvres se chargèrent de mépris. « Ça me va bien, grommelait-il, de suspecter et de salir. » Puis, s'adressant à son cœur : « Tu vas voir, mon vieux; je vais te conduire quelque part où tu recevras une leçon d'humilité peu commune. »

Il tira sa montre, puis haussa les épaules : « Au fait, dit-il, j'ai bien le temps de me faire mal. » Plus calme, il s'accouda à la fenêtre et fit cette remarque que Roc-Amadour changeait de couleur suivant le vent, la pureté du ciel et la marche du jour. Il l'avait vu d'ocre éclatant et de violet épiscopal. Ce matin-là, c'était un poudroiement d'or qui enveloppait la ville, des pieds de la basilique jusqu'aux rochers qui la surplombent, à hauteur du frémissement vert des cèdres.

Brusquement, son auto arriva dans un bruit de volailles et d'ailes apeurées. « Allons ! » dit Claude. Il alluma une nouvelle cigarette, prit en main le volant, bondit vers l'Hospitalet. Le capot de l'auto aspirait tout le soleil et le retenait ruisselant en une nappe d'argent limpide. Au sommet de la côte, l'auto et le soleil amenuisés fondirent dans l'azur.

Une demi-heure plus tard, par un chemin où les ronces griffaient l'auto, Claude fit halte au village de La Peyre, près d'un moulin. Il reconnut l'auberge où il était entré jadis avec Lucienne qui avait désiré manger des pêches et boire du vin bleu. Il alla s'asseoir à la table où ils s'étaient assis. C'étaient les mêmes rideaux entr'ouverts à carreaux bleus et rouges, le même silence lourd et chaud troué par les éternels deux temps d'un balancier. Des bancs de bois, des murs de chaux, nus,

avec le seul portrait de Sadi-Carnot cravaté de rouge et la caricature de Gambetta, où l'œil était de flamme, le nez comme un croc trop recourbé où pendaient des lèvres charnues.

Il commanda des pêches et du vin qui sentît la framboise, comme celui de l'autre année. Mais il repoussa son assiette et n'emplit pas son verre. Il n'avait ni soif, ni faim. Les coudes sur la table, les mains aux tempes, il regardait devant lui, par la fenêtre, les eaux glacées de l'Ouysse. Des algues y pourrissaient pareilles à de nombreux amas de serpents verts. Sur la table, les pêches embaumaient. Avec quelle féline gourmandise Lucienne les eût mangées! Cette mort affreuse de Lucienne, pensa-t-il, cette mort dont il avait été le complice, pèserait toujours et si lourdement sur sa vie! Était-il le vrai, le seul coupable? Une fois encore, il chercha un alibi moral et s'ausculta au long de son passé, afin d'y trouver des excuses à sa misère actuelle et à son dégoût.

Oui, il se rappelait!... Les souvenirs les plus anciens de son enfance revenaient les premiers. D'abord le ménage désuni de ses parents; sa mère, à la gaîté sévère et mélancolique, morte toute jeune, de chagrin, avait-on dit. Là, il y avait un trou dans sa mémoire, une impression d'abandon et de va-et-vient entre la bruyante solitude du lycée et la solitude froide de la maison.

La guerre tuait alors les hommes, chargeait les âmes de passions, faisait osciller l'humanité entre l'héroïsme et la barbarie, dénouait les liens sociaux, mêlait ensemble le bien et le mal, donnait la fièvre à l'esprit et au cœur des jeunes gens. Lui, comme la plupart de ses compagnons, avait subi une crise de croissance morale particulièrement rapide et violente, que rien n'avait guidée. A l'intérieur du lycée, il n'avait connu qu'une indiscipline de grandes vacances; à l'extérieur, d'étranges sollicitations amoureuses; dans sa famille, l'exemple d'un père qui gagnait un argent monstrueux en vendant n'importe quoi aux soldats qui allaient mourir.

Où était le bien? Où était le mal? Ces deux forces rivales avaient porté la bataille dans son cœur. Moment pathétique où l'hésitation avait un charme équivoque qu'il sut entretenir; trouble mystérieux dont il tira la plus grande somme de jouissance subtile et exaspérante. Cette instabilité un peu perverse, les plaisirs auxquels il mordit goulûment dans un âge encore tendre, cet orgueil de jouer à l'homme au seuil de l'adoles-

cence l'avaient amené au mépris des lois traditionnelles, et à ce désir de trouver une loi nouvelle, la sienne, qui eût épousé la courbe de son désir.

Parfois, un avertissement venu des profondeurs de l'être et de la race troublait son plaisir et ralentissait sa fièvre. Un sentiment d'ordre s'insinuait en lui et il hésitait devant les dangers charmants et neufs qui l'attiraient. Une crainte secrète, une obscure pudeur rendaient moins vifs ses élans et ne leur permettaient pas toujours d'atteindre le but de leur course. Un intelligent conseil, un ami véritable, et il aurait pu se reprendre, discipliner son esprit, faire un choix.

Mais à cette époque, où il recherchait instinctivemont l'aîné sensible et discret qui l'eût révélé à lui-même, un livre circula dans la classe ; un auteur flexible et nuancé vint doucement remuer la vase de son cœur et le glorifier dans ses pires faiblesses. Sa chute à pic datait de ce moment.

Il se rappelait, avec une lucidité froide, les premières heures de son mal. Cet écrivain glorieux dont le nom bruissait sur les lèvres de tant de lycéens s'était habilement instauré en lui, avec les sortilèges de son style, l'étrangeté de sa morale, un murmure insidieux de confesseur. Il ne demandait rien, il n'exigeait ni la vigueur de la volonté, ni les rigueurs de la discipline. Il ne donnait même pas de conseils. Au contraire, il déliait, avec des phrases enchantées, ce qu'on avait considéré de tout temps comme l'honneur de la société et la beauté de la vie. Ses sarcasmes, il les réservait contre la paix familiale, les joies simples, la satisfaction de l'âme qui osait faire son choix ou se nourrissait de quiétude. Il mettait sa vertu à chérir tout ce qui venait de lui, avec une prédilection à peine cachée pour l'exceptionnel et le corrompu. Il estimait que tout était beau et bien, et même divin, qui permettait l'expression sincère des sentiments les plus amoraux, la réalisation du désir le plus dangereux. Il ne reconnaissait qu'une abjection, celle de se soumettre à des règles établies. En tenir compte et se ployer à leur rigueur, c'était commettre le péché contre l'esprit, le seul irrémissible.

Quel attrait pour de jeunes hommes que cette anarchie intellectuelle qui faisait de chacun le centre de l'univers et du désir la seule divinité charmante et raisonnable! Plus que tout autre, Claude en avait subi le doux, le pénétrant, le délicieux

engouement. Il avait aimé jusqu'à l'adoration l'écrivain uniquement chargé de tendresses envers ces curiosités perverses dont l'épanouissement était donné pour une des formes sensibles de la perfection de Dieu. Aussi avait-il fait de son esprit l'éprouvette où toutes les idées étaient accueillies, celles qui s'occupaient des morales existantes aussitôt chassées comme inutiles, les autres retenues, lentement caressées.

Claude sourit d'amertume devant les désastres qui avaient suivi : sa rencontre avec Lucienne, cette jeune femme que sa grande différence d'âge avec son mari et l'on ne savait quoi de trépidant en elle excitaient à goûter des plaisirs vifs et rares. Il y avait eu tout de suite, entre elle et lui, une entente secrète. Ils s'étaient aimés, et l'anarchie que des maîtres avaient cultivée en lui devint un poison chaque jour plus délicieux et plus violent pour Lucienne.

Son crime ? Ne consistait-il pas surtout dans cette affirmation, quotidiennement répétée à la jeune femme, qu'aucun de nos plaisirs ne doit être interdit, que tout est pur chez les purs, que notre grandeur se mesure à la richesse de nos désirs, et notre perfection à notre docilité à répondre à leur appel? Avec quels étonnements fougueux, quels transports et quelles ivresses Lucienne avait accueilli ces propos ! Joie, joie! Perverse joie ! On déliait sa conscience de toutes les servitudes. Elle apprenait le libre jeu de ses instincts. Une à une, tombèrent d'elle les bastilles que son éducation avait élevées. Elle prit en haine la quiétude qu'elle avait connue dans son enfance et elle rompit toute relation avec ceux de ses amis dont la vie équilibrée était faite d'un fidèle attachement à des idées choisies Penché sur Lucienne, Claude avait vu la dernière ombre de croyance se dissiper et la dernière velléité de volonté s'évanouir. Elle était devenue une femme libérée de toute entrave, pour qui rien n'existait, excepté la recherche du plaisir chaque jour plus aigu et pourtant plus fugace. En elle un mal ardent s'alluma, qui consumait son corps et inclinait son âme vers un dégoût sans remède. Chaque matin, la chair exsangue, les nerfs meurtris, elle trouvait à la vie un goût plus accusé de cendres ; et pourtant, chaque matin, le départ fiévreux recommençait vers de nouvelles illusions et de nouveaux désespoirs. Lui, Claude, avait assisté à cette décomposition, — son œuvre, — avec une malsaine curiosité jusqu'au jour où Lucienne, le

désir desséché et une muraille affreuse de tous les côtés, n'entrevit plus qu'une lueur de salut : le néant.

Claude se souvenait. Il revoyait tous les détails de cette journée affreuse, les gestes de Lucienne, la nuance de sa robe, sa langueur fiévreuse de malade !

Tout d'un coup, avec une violence extrême, Claude se sentit attiré vers l'endroit où Lucienne était morte. Il paya, en hâte, et son auto l'emporta à travers la chaleur sèche de l'après-midi et la criante ardeur des cigales. Des espaces nus. Des tournants brusques où brasillait la lumière. Il approchait des Vitarelles. Il en voyait la masse sombre des pins. Il ralentit. Ne valait-il pas mieux qu'il arrêtât tout de suite sa douloureuse expérience ? Pourquoi cédait-il à cette attirance des lieux où un drame, dont il était moralement responsable, s'était déroulé, il y avait juste un an, le même jour, à la même heure, par une chaleur également torride ?

Il hésitait dans son âme, mais avançait quand même. A l'endroit dit de la Perdrix, il mit pied à terre et se rendit, dans une demi-inconscience, vers les Vitarelles.

Quand il trouva le sentier où il s'était promené pour la dernière fois avec Lucienne, il remit ses pas dans les pas qu'ils avaient faits ensemble. Il allait devant lui, sous les pins odorants, et son ombre le devançait. Ombre trop fidèle, trop semblable à celle de l'été passé. Cette présence muette l'agaça ; mais à chacun de ses pas, Lucienne et son influence triomphaient en lui. Lucienne ! Encore elle ! Il la revoyait nonchalamment féline, la tête renversée. Il entendait sa voix, il se rappelait avec une netteté implacable l'angoisse étrange de son amie. Et puis... on avait enterré Lucienne. Le mot d'ordre avait couru : « C'est un accident. » Lui seul savait.

Il arriva devant le pavillon de chasse. Les volets en étaient clos. Personne n'y entrait plus : il en avait seul la clef. Frappé de vertige, il s'arrêta un instant. C'était là. Derrière la porte de chêne, les meubles avaient certainement gardé le même ordre ; la chambre, sa sonorité. Les coussins, le gui au plafond, l'odeur de résine et de pin, tout y était, sans doute, comme l'année précédente.

On accédait au pavillon par un perron de cinq marches. A la quatrième, il s'arrêta. Allait-il redescendre et fuir de nouveau ? Il hésitait, mais une puissance obscure le poussait contre

la porte, le corps un peu courbé, la main droite en avant, avec le désir et l'effroi d'ouvrir. Il avait la clef à la main. Il la mit dans la serrure. Tournerait-il maintenant? Irait-il jusque dans cette chambre où le passage de la vie à la mort d'un être aimé s'était accompli avec du sang? Il haletait, ayant le besoin presque uniquement physique d'entrer et d'étreindre chacun des objets où Lucienne avait posé ses transparentes mains, de répéter les gestes fiévreux et adorables qui les avaient conduits jusqu'à ce bruit d'une petite balle qui tue.

Qu'avait-il à faire? Rien : tourner la clef de droite à gauche! Claude hésitait : « Si j'entre, pensait-il, la vie ancienne me reprendra par ces sortilèges qui m'étaient si doux et qui m'ont fait tant de mal. A l'intérieur, c'est la mort et la décomposition. Ici, c'est la vie et ma soif de lumière. Entrer, ou partir? Il me faut faire un choix. Ce n'est qu'une petite chose. En aurai-je le courage? Pendant si longtemps, je n'ai suivi que la pente de mon désir! »

La main se crispait sur la clef. Une seconde. Toute une éternité d'hésitation dans une seconde! Le destin de Claude était suspendu à ce geste d'enfant : tourner une clef. En lui, toutes les forces maléfiques le poussaient à ouvrir. Il chancelait.

Brusquement, il retira la clef et, comme s'il n'avait pas assez de confiance en soi, c'est en courant qu'il s'éloigna, s'arrêtant à deux fois pour regarder en arrière et reprenant en hâte sa marche. Quand il vit son auto, il eut une détente heureuse : il était sauvé.

Il mit en marche, mais il ne se dirigea pas vers la maison des Vitarelles, à deux kilomètres de là. Il ne voulait relier avec aucun témoin mortel ou inanimé de son passé. Depuis la mort de Lucienne, il avait porté dans son cœur la crainte, le remords, le dégoût de soi, et cet immense désespoir qu'il avait traîné jusqu'aux terres glacées de l'Alaska. Et toujours la même solitude! Et toujours son appel à une foi qui restait muette! Et toujours son âme qui se heurtait aux ténèbres et retombait chaque fois plus lourdement blessée. Rien. Aucun écho ne répondait à son appel... Seule, cette émotion qu'il avait connue devant Roc-Amadour!

La vision de la ville s'élevant du gouffre pour conquérir l'azur s'imposa à ses yeux et l'attira. C'est la route de Roc-

Amadour qu'il reprit avec hâte. En chemin, l'atroce pensée de Lucienne disparut et la vision fraîche de Suzel l'envahit. Suzel! Il l'envia soudainement avec une passion lancinante. Il lui en voulait de ne pas compliquer la vie et de porter du bonheur dans ses yeux. Elle était de la grâce chantante. Sa voix était musicale : une goutte de lumière avait fait nid dans son gosier. Mais que lui importait à lui, Claude, tout cela? La lumière de cette jeune fille lui rendait plus épaisses les ténèbres qui l'environnaient.

Au moulin de La Peyre, il s'arrêta de nouveau. Il savait bien qu'il retournerait, le soir même, à Roc-Amadour et n'avait plus de raison pour se presser. Il détacha un canot de pêche et, continuant sa rêverie, il remonta la rivière d'eau morte jusqu'à sa source, qui est un lac profond, à coups de nonchalantes rames. Quand il fut de retour, la nuit confondait la terre avec le ciel.

Il reprit son auto et mit en marche vers l'Hospitalet. A trois kilomètres de là, un lapin, fuyant sur la route, fut happé par les cônes des phares. Il le laissa prisonnier dans cette lumière rapide et trop éblouissante. Il éprouvait du plaisir à tenir le pauvre fou en sa possession jusqu'à ce que la mort s'ensuivît. Tout à coup, il eut honte de sa cruauté :

— Quelle brute je fais encore!

Il éteignit les phares.

IV

Suzel avait le cœur franciscain. Une feuille de maïs, un peu d'eau qui scintille, les oiseaux, le soleil, toutes les créatures étaient ses sœurs. Elle les aimait avec une fraîche spontanéité et possédait le privilège de saisir le divin dans ses plus humbles manifestations. Cela suffisait pour que toutes ses heures fussent denses et lumineuses.

De ce fait, elle ignorait l'envie. Sans doute, l'*houstal* campagnard de son grand père et de son oncle, les champs, les prés, les truffières comprenaient à peine trente hectares, mais elle ne désirait ni les opulents châteaux sur la Dordogne, ni les champs illimités de certains voisins. De ces biens d'autrui, elle jouissait exquisement par les yeux, les narines et tous les sens. Elle en respirait les aromes que la pluie d'orage avait

réveillés; elle en foulait les tapis d'herbes et caressait, aux vacances de Pâques et en septembre, là les fleurs à peine nées, ici les feuilles à leur déclin, qui prenaient des tons d'abricot et de cerise. Comme l'abeille qui se parfume de pollen et laisse intactes les fleurs qu'elle a élues, elle composait de toutes ses minutes un miel d'allégresse. « Je prends chez mes voisins, disait-elle en riant, formes et couleurs, et ce sont eux qui payent les impôts à l'État. N'ai-je pas choisi la meilleure part? Le bonheur et la richesse sont vraiment choses faciles! »

Dans ses yeux, les moindres sentiments se reflétaient quand elle était joyeuse. Elle livrait alors son âme tout entière, et à tous. Mais si une ombre de tristesse l'avait envahie, un voisin ou un étranger ne voyaient encore en elle que grâce ou sourire, car son cœur, si transparent fût-il, connaissait par instinct et par race cet art charmant de la dissimulation, qui était chez elle une forme de la pudeur. Pour Annie seule, elle ne savait pas feindre. N'eussent-elles pas parlé, que leurs pensées se fussent exprimées par la caresse et la plénitude de leurs regards.

— Suzel, qu'as-tu, ma chérie?

Annie, une charlotte en paille noire nouée au cou, un sécateur à la main, s'était accoudée à l'endroit de son jardin d'où l'on voit Roc-Amadour dans toute sa magie. Elle parlait bas à l'oreille de Suzel, car Claude Descamps, qui écrivait dans sa chambre, aurait pu surprendre leurs secrets.

La jeune fille, pour toute réponse, offrit ses yeux à lire : deux violettes vivantes éclairées de l'intérieur. Même sa mélancolie était de la lumière.

— Tu me fais une étrange amoureuse, dit Annie. Ce qui réjouit toutes les autres met en toi un fond de tristesse ou, du moins, de constante gravité. C'est à Georges Delmas que tu penses?

— Peut-être.

Comme si elle ne voulait pas en dire plus long, elle bondit de quelques pas, se dressa les bras en l'air pour saisir une pêche. Elle n'empauma qu'un peu d'azur.

— Ah! cette fois!...

Elle sauta le plus haut qu'elle put, ses doigts saisirent une branche qu'elle ramena avec vigueur, et elle mordit au fruit à même la branche.

— Que je suis barbare ! dit-elle.

Maintenant, elle avait cueilli la pêche et, la tenant avec ses deux mains, elle se penchait sur elle et en éprouvait la douceur du velouté contre sa joue. Près de ses lèvres, elle l'arrêta afin d'en respirer longuement le parfum. Puis elle planta de nouveau ses dents là où elles avaient déjà laissé leur marque, et ferma les yeux pour mieux savourer, semblait-il, la chair moelleuse.

— Tu peux fermer les yeux, Suzel, je lis en toi, je te comprends, car je sais bien que tes premiers pas hésitent dans le chemin neuf où l'on te pousse.

— Qui me pousse? Personne. C'est librement, Annie, que je vais vers Georges, parce qu'il me plaît.

— En es-tu bien sûre?

— Me connais-tu si mal?

— C'est peut-être toi qui ne connais pas les forces d'amour que tu possèdes. Un bonheur facile te paraîtra vite bien fade. Enfin, à ta guise. Mais tu me caches mal ta secrète mélancolie.

— A force de l'affirmer, c'est toi qui me l'inspires. D'ailleurs, si j'ai une pensée de regret, parfois, pour la Sorbonne, pour mes amis, pour mes études, pour cette franche camaraderie et cette douce liberté que je ne connaîtrai plus, n'est-ce pas naturel?

— Naturel? Non, ma chérie. Quand on aime, rien ne compte à l'exception de l'être aimé. C'est en lui qu'on vit d'une brûlante passion, heureuse dans la joie de le conquérir chaque jour davantage, tremblante à la pensée de pouvoir le perdre. Ces délices et ces tourments sont plus grands encore loin de la présence de l'aimé. C'est alors qu'on appelle sans cesse celui qu'on chérit et qu'on ne peut caresser; vers lui se tendent les regards et les désirs; son nom est à chaque minute sur les lèvres et à tout instant dans le cœur. Suzel, ma petite Suzel, si la pensée de ta Sorbonne et de Paris t'occupent, c'est que tu n'aimes pas vraiment Georges Delmas.

— Je ne l'aime pas? Je te défends!... Mais quel jeu redoutable mènes-tu?

Les volets de la chambre s'entr'ouvrirent en silence, le visage de Claude parut. Annie le vit et dit, à haute voix, comme si elle sollicitait une réplique du jeune homme :

— Ma chérie, ne crois pas que je veuille t'éloigner de

moi! Au contraire. Ce que je désire le plus au monde pour toi, c'est que tu restes longtemps encore à Roc-Amadour.

— Bravo! mademoiselle.

Suzel se retourna et Claude lui sourit.

— Bravo, reprit-il, en s'adressant à Suzel, je sais que vous êtes sportive, mais je ne savais pas que vous désiriez battre un si fameux record. Comment, vous, une étudiante parisienne, vous pourriez rester ici encore quelques mois?

Annie, ayant volontairement amorcé une conversation entre les deux jeunes gens, avait disparu dans le jardin. Suzel dit à Claude :

— Peut-être. Je pense même y pouvoir passer toute ma vie.

— On dit cela, mais l'ennui vient, la satiété, la nostalgie.

— Je n'en crois rien.

— Alors, Paris ne vous a jamais vivement enchantée. Vous ne l'aimez pas?

— Mais si, j'aime Paris, ma Sorbonne, mon Quartier latin, mes pigeons du Luxembourg, mes livres. Tout cela est bon.

— Oui, Paris est bon, reprit Claude rêveusement. N'est-ce pas là seulement qu'on vit, qu'on vibre et qu'on oublie?

Elle posa les yeux sur ceux de Claude, avec une hardiesse que leur lumière rendait ingénue :

— Pourquoi oublier? demanda-t-elle.

Il eut un geste vague, un peu las. Les cigales, de toutes parts, recommencèrent à faire chanter la sécheresse.

— Avez-vous visité Paris? dit-il en biaisant. Connaissez-vous l'agitation d'un millier de coulissiers qui s'assassinent de cris sur les marches de la Bourse?

— Je la connais.

— Et les nuits de Paris! Qu'aimez-vous le mieux, de la montée de l'avenue du Bois à pied, ou du spectacle de la Concorde, vénitienne et glacée après une journée de pluie? Moi, je leur préfère encore les rues de la Butte en marche vers la place Blanche : tout un quadrille de herses qui clignotent avec, dans le fond, les ailes lentes et rouges du Moulin.

— Poète! Mais c'est, en effet, fort joli.

Elle riait, pour rien, pour le plaisir et agaçait le jeune homme par sa désinvolte moquerie. Et lui cherchait un mot pour la blesser et n'en trouvait pas qui fût assez aigu et subtil.

Alors, d'un bond, il sauta par la fenêtre dans le jardin et reprit assez gauchement la conversation :

— Allons, allons, ne raillez pas. Poète, disiez-vous? Non pas. Mais trouvez donc une comparaison avec l'avenue du Bois ou les Champs-Élysées. Le soir, mille autos parallèles montent sur quatre rangs et se rejoignent dans ce porche infini qu'est l'Étoile où le soleil se couche. Cinq heures, l'hiver; sept heures, l'été. Anis.

— Grenadine.

— On crie une troisième édition. Et les autos montent vers le soleil. Les autos!

Elle dit :

— Une auto, c'est une fête pour les yeux et l'esprit. De la ligne, de la grâce, un équilibre. De l'utile transformé en beauté.

Il s'écria :

— Bravo! Je ne vous croyais pas si moderne!

Elle hocha ses cheveux en pluie et parla petit nègre :

— Moderne? Comprends pas! Pour moi, auto égale cathédrale.

— Ah! cette fois, vous êtes vieux jeu!

— Vieux jeu? Comprends pas davantage. Tout ce qui est harmonieux, un temple grec, un porche gothique, un capot d'auto porte un reflet d'éternité visible. Dire cela, est-ce moderne ou vieux jeu? Des mots. Connaissez-vous l'odeur du réséda?

Interloqué, il dit :

— Le réséda?

— Oui. On l'appelle encore herbe d'amour.

Elle s'était penchée en une demi-génuflexion, le bras allongé, la main menue, et Claude ne voyait que la courbe de ce corps jeune, un peu brusque, la jambe nerveuse, le bras brun si joliment modelé : il la désira subitement. Mais, dès que Suzel fut relevée, il eut comme honte de lui, et s'en étonna. Ce sentiment lui était inconnu. Il n'eut pas le temps d'en chercher la cause; la branche de réséda, l'odorante herbe d'amour le grisait de son parfum. Et Suzel lui disait :

— Sentez-moi ça. Est-ce moderne ou vieux jeu, ce parfum? Il est ce qu'il fut et ce qu'il sera : un peu d'éternité sensible. Voilà ce qu'on ne m'a pas appris au bachot.

— Évidemment. A quoi cela servirait-il ?

Elle vit qu'il ne la comprendrait pas encore et se tut. Près d'eux, glissant plus qu'elle ne marchait, passa Annie, des roses pourpres contre son corsage. Elle leur fit un sourire et disparut. C'était l'heure où sa douce folie la reprenait : elle allait, sous prétexte de porter un bouquet de roses à la chapelle miraculeuse, attendre celui qu'elle aimait toujours.

Quand ils furent de nouveau seuls, Suzel regarda Claude en face et s'émut devant l'amertume et la figure désenchantée que cachait son sourire. Elle prit les mains du jeune homme dans les siennes.

— Depuis une semaine, lui dit-elle, nous nous sommes vus presque tous les jours. Nous avons parlé et ri ensemble. Mais nos âmes ne se connaissent pas mieux qu'à la première minute de notre rencontre. Répondez-moi, êtes-vous heureux ?

Il fut saisi d'étonnement devant cette hardiesse de Suzel qui sautait, à pieds joints, dans la moelle de sa vie et lui posait une question qui touchait si vivement à ses préoccupations les plus intimes. Certes, il avait souvent entendu des amies l'interroger fort indiscrètement et il avait reçu de bien extraordinaires confidences. Mais ce n'était toujours qu'une poursuite capricieuse sur les plus hautes branches de l'indifférence, une aguichante escrime. Il n'avait jusqu'à ce jour badiné avec les femmes que de façon équivoque, ou cyniquement, avec l'unique pensée qu'une défaillance les mettrait en son pouvoir. Même avec Lucienne, la seule qu'il eût vraiment aimée, il n'y avait eu qu'une brûlante poussée des sens. Et voici qu'une jeune fille du Quercy, une étudiante parisienne lui enfonçait la porte du cœur et s'y installait avec une brusquerie de chèvre. Et ce cœur jusqu'à ce jour avait été dur et fermé. « Un pur diamant », disait-il avec fierté avant la mort de Lucienne. « En toute chose, le cœur hors de jeu », avait-il entendu répéter autour de lui ; et le plaisir avait été la seule forme de son amour. Mais voici que Suzel brisait d'un coup, jusqu'à l'amande, ce cœur que lui-même pensait invulnérable. Elle l'inondait de quelque chose de pur et d'ineffable. Douceur, première douceur qu'il eut la tentation d'accepter. Il ne le voulut pas. D'instinct, il se mit sur la défensive :

— Si je suis heureux? Pourquoi ne le serais-je pas?

— Pourquoi ? reprit Suzel (et la lumière de ses yeux semblait avoir pâli), je vous répondrai par une autre question. Pourquoi,

dites, les hommes d'une même race, d'une même petite ville, qui parlent apparemment la même langue et s'agitent autour d'intérêts analogues, vivent-ils chacun dans un monde de pensées, de peines et de désirs, aussi éloignés les uns des autres que les étoiles au ciel ? On échange des signes, on mêle des sensations, mais les cœurs entre eux ne communiquent pas.

— C'est que, sans doute, répondit Claude, nous sommes trop civilisés.

Ils s'étaient assis, à l'ombre, et la ville de Roc-Amadour en face d'eux. Suzel ne disait plus rien. Lui, près d'elle, la regardait penchée en une courbe frémissante, les bras allongés. A quoi pensait-elle, et de sa méditation n'allait-elle pas jaillir, comme il l'avait toujours vue, légère et dansante? Il éprouvait un plaisir rare à mettre son inquiétude et sa désolation en contact avec cette joie si puérile d'apparence et pourtant si profonde. N'avait-elle pas touché, du premier coup, la corde la plus douloureuse qui fût en lui? C'est maintenant qu'elle ne disait rien, que la voix légère cheminait en avant dans son âme : « Êtes-vous heureux » ? Il se flattait d'être impénétrable et elle avait lu en lui, en se jouant. Il désira plaisanter, et les mots ne venaient pas à ses lèvres. Et toujours la voix musicale : « Êtes-vous heureux ? » Dans la courtoisie de la forme interrogative, il voyait l'affirmation d'une certitude et peut-être une invite à se laisser guérir. Il n'y avait plus qu'à fuir Suzel ou à s'abandonner. Il répondit, comme à lui-même :

— Oui, nous sommes peut-être trop civilisés, trop matérialisés. Les hommes ne connaissent plus la divine enfance des cœurs. Ceux de ma génération l'ont-ils même soupçonnée?

Il généralisait, afin que Suzel ne comprît pas qu'il parlait pour lui seul. Mais elle semblait lointaine, ses yeux penchés on ne savait sur quoi. Ils restèrent encore l'un près de l'autre, sans rien dire. Ils entendaient bourdonner la lumière et les guêpes. Enfin la voix claire de Suzel :

— Le monde manque de joie ; la mode est à la laideur et au mal.

Ces paroles le firent frémir dans son inquiétude.

— Le mal? dit-il, qu'est-ce que le mal ? Ni les philosophies, ni les religions, ni le monde ne se sont mis d'accord. Pour un Tolstoï vieillissant, le mal, c'est la richesse ; pour mon père, la pauvreté ; pour ceux que j'ai longtemps aimés, c'est l'accep-

lation des lois éternelles et la volonté de lutter contre nos plus étranges désirs. Le mal, définissez-le, vous qui trouvez si bien la définition de toutes choses.

Il avait parlé avec une vive âpreté dont il se repentit aussitôt. Déjà devant lui, Suzel s'était levée, les yeux, les lèvres et tout le visage rayonnant d'un malicieux plaisir. « Ah! une définition du mal! » disait-elle, en s'éloignant.

Que sa démarche était souple ! Le visage maintenant en pleine chaleur, elle coupait une rose et, vivement, elle la vint tendre à Claude :

— Définissez cette *Maréchale Ney* ! Les botanistes y verront des pétales, un pistil, des étamines. Merci bien. Est-ce cela qui me fera comprendre le mystère odorant qui s'appelle une rose ?

— Qu'est-ce donc une rose pour vous ?

— Pour moi, c'est quelque chose de fraternel, doux au toucher, et qui me parfume jusqu'au cœur.

— Et le mal ?

Il revenait ainsi à son tourment intime et à ses tentatives d'évasion spirituelle.

— Le mal, dites ? Qu'est-ce que le mal ?

— C'est comme une ombre sur mon âme qu'elle blesse.

— Vous avez sans doute été souvent blessée ?

Elle eut un joli geste d'indifférence.

— Un rien, un peu de lumière, cela suffit pour me guérir.

Puis, regardant sa montre au poignet :

— Neuf heures. Vite. Il est temps que je remonte à la maison.

Déjà, elle s'était recoiffée au peigne de ses dix doigts et s'apprêtait à partir. Mais lui, dans un élan dont il ne fut pas maître :

— Suzel ! cria-t-il.

C'était la première fois qu'il l'appelait ainsi. Elle s'arrêta, un peu émue, et attendit. Il s'était rapproché d'elle et la ramenait, par la main, vers le banc. Un désir un peu pervers l'avait pris de faire tomber, goutte à goutte, sa fièvre et son inquiétude sur cette fraîcheur, afin de voir lequel d'elle ou de lui l'emporterait.

— Suzel, j'ai un ami qui m'est cher et qui voudrait bien vous connaître. Il a mon âge, et il est allé assez loin dans le plaisir et dans le mal pour rencontrer la pourriture et le néant.

Son affreuse misère morale, il ne la montre d'ailleurs pas. Longtemps, il a cherché à ériger en maxime ses pires désordres, mais il n'est arrivé qu'à descendre tellement bas que l'horreur de son néant aujourd'hui l'épouvante. Il le fuit et il se fuit, avec l'espoir de se retrouver un autre, et ce n'est toujours que lui-même qu'il rencontre chaque soir. Ce monstrueux ami, s'il approchait de vous, à quel point ne blesserait-il pas votre âme ?

— S'il cherche ce que j'aime, pourquoi me blesserait-il ? S'il ne le cherche pas, croyez-vous que longtemps je l'intéresse ?

— Il cherche, oui ; mais je ne vous ai pas tout dit. Si cet homme ne s'était pas contenté de faire du mal à soi-même ? S'il avait brisé la vie d'un autre ? S'il était, en quelque sorte, un criminel ? Comprenez-vous mieux, maintenant ?

Il s'était fébrilement penché vers elle, épiant dans ses yeux un frisson d'horreur. Il ne vit rien, qu'une profonde lumière, et il entendit la voix de Suzel, plus grave qu'à l'ordinaire :

— Il serait criminel ? Tant d'autres le sont, qui ne se le reprochent pas. Nous sommes presque tous les assassins de l'âme, de l'esprit et du cœur de nos frères... Votre ami doit être bien malheureux ?

Tant de mansuétude l'étreignait. Ce fut à mots hachés et frémissants qu'il ajouta :

— Il l'est, et si, un jour, il vous rencontrait, il vous dirait que cette jeunesse, cette joie, cette limpidité qui sont votre charme, il ne les a jamais connues. Il les désire et il les cherche en vain, car toutes les routes du rachat se ferment devant sa volonté chancelante. Que peut-il faire maintenant ? Quel espoir se lèvera en lui ? Voyez-vous un remède pour son mal ?

Elle répondit, après un long silence :

— Annie, la pieuse Annie, dirait que votre ami ressemble étrangement à ce pauvre blessé dont l'Évangile rappelle l'histoire, et qui fut guéri dans son cœur parce qu'il avait pu dire : « Seigneur, je ne suis pas digne... »

Subitement, elle se leva et courant à la lumière comme pour y chasser l'ombre qui avait pesé sur elle :

— Allons, vite, je pars. Excusez-moi. A l'un de ces jours.

Sa voix, ses gestes avaient-ils leur coutumière insouciance ?

Adossé au portillon, Claude la regarda s'éloigner, pareille à

la colombe qui décrit dans son vol une courbe harmonieuse, mais qu'un plomb de chasseur a secrètement touchée et visiblement alourdie.

V

« Suzel, pensait-il, vous ai-je vraiment blessée, hier après midi ? »

Claude déjeunait à une petite table placée à l'extrémité d'une cour de Sainte-Marie-des-Fleurs, en forme de loggia, et qui donnait sur le cañon. C'était un endroit agréable où M. Marchal groupait sa clientèle de choix, laissant les salles intérieures aux pèlerins qui mangeaient et buvaient par escouades. Cet hôtelier, qui avait des lettres et du goût, soignait les touristes, dès qu'il voyait en ceux-ci des gens capables de goûter finement un cou d'oie farci ou d'apprécier jusque dans leurs nuances un Cahors et un Montbazillac. Diplomate, il n'allait pas vers eux pendant le repas pour leur arracher du fond de la gorge des félicitations de commande, mais ici ou là, entre deux portes, dans le salon d'attente ou sur le perron de l'hôtel, sa finesse trouvait toujours l'occasion de glisser une parole pertinente. Et Claude parlait volontiers avec lui.

Mais, ce matin-là, le jeune homme ne pensait qu'à Suzel. Il hâta son déjeuner, descendit l'escalier, traversa la ville et remonta jusqu'à la Voie-Sainte, espérant la voir. Il resta deux jours sans la rencontrer.

Du coup, les arbres lui parurent sans sève, les maisons tristes, les fleurs atteintes de langueur, et les murs de Roc-Amadour, couleur d'ocre ou d'outre-mer, ne frappèrent ses yeux que d'une image désolée. Il voulut croire que ces pierres hiérarchisées ne l'avaient d'abord séduit que par sortilège, mais son esprit était trop lucide pour qu'il ne se rendît pas à l'évidence : les heures étaient sans charme et la ville sans poésie parce qu'une chère présence lui manquait.

Au troisième matin, l'aurore, ayant sauté dans sa chambre par la fenêtre ouverte, lui avait barbouillé le visage de rose et de vermeil. Il n'avait pu se rendormir, occupé par la même pensée, et il avait couru du lit sous le ruissellement de la douche. Puis il s'était habillé rapidement, avec la pensée que Suzel viendrait peut-être le surprendre dans le jardin.

Minutes lentes, sans douceur, où, allumant une nouvelle cigarette à l'ancienne consumée, il alla de sa chambre au jardin, du jardin à sa chambre, et s'accouda devant la Vierge maugrabine et son enfant noir, où des pêches, des pommes d'amour et des branches se groupaient à ses pieds en une colline de fraîcheur. Une fois encore, il relut l'inscription : *Da nobis gaudia*, et en savoura longuement l'ironie.

« Donnez-nous de la joie »! La joie, la divine allégresse des oiseaux et du soleil qui ricoche, feuille à feuille, sur les fusains, était-ce pour lui? La joie, saltation du corps, musique de l'âme, il ne se souvenait point qu'elle l'eût jamais pénétré, et c'était avec une amertume secrète qu'il l'avait vue, depuis une semaine, s'épanouir, sourire et charmer jusque dans les plus menus gestes de Suzel et dans cette ariette de Mozart qu'elle lui avait chantée.

Suzel! Toujours elle. Qu'il s'irrite, ou songe, ou essaie de briser l'invisible conspiration de douceur qui l'environne depuis quinze jours, Suzel est la source et la cible de ses pensées. Tout vient d'elle et tout vole en pointe vers elle.

Dans le jardin où il s'épuisait dans une attente vaine, il mit ses pas là où elle avait marché. Ainsi faisait-il, quand il aimait ou recherchait Lucienne, et il eut la crainte de recommencer la même aventure. N'était-ce pas toujours, au fond de lui, le désir unique du plaisir? Pourtant, il semblait qu'un sentiment tout neuf, frais, presque ingénu, le conduisait pour la première fois, dans sa vie d'homme. Dans le fond de lui-même, il avouait que cette expérience d'un amour enveloppé de pudeur et de grâce était la seule qui lui restât à tenter. Il avait connu toutes les jouissances de la passion, sauf celle-là, et il y trouvait une saveur étrange, qui le rendait à la fois plus simple et meilleur. Saveur nécessaire que l'éloignement même passager de Suzel faisait fondre et mourir en lui. Il eut peur à la pensée que la jeune fille ne revînt pas, et il se repentit des paroles qu'il avait prononcées, l'avant-veille, et de ce lourd désir qu'il avait eu d'envelopper Suzel de trouble et d'ombre.

La grille du jardin grinça. Était-ce elle? Il ferma les yeux pour mieux sentir pénétrer en lui par tous les sens la présence aimée. Mais le pas était moins rapide que d'habitude. « Une, deux, trois, comptait-il. Non, ce n'est pas elle. » Il ouvrit les yeux. Annie, avec sa charlotte de paille et son

extraordinaire sensibilité romantique, le saluait d'un sourire.

Ils échangèrent quelques paroles pour rien ; puis elle prit son arrosoir, le remplit à l'eau de la citerne, et rafraîchit ses résédas, ses laitues et ses pommes d'amour qui exhalèrent dans leur joie un troublant parfum d'âme végétale et de terre mouillée. Elle se penchait, revenait à la citerne et faisait toutes choses avec ces gestes lents et méticuleux qu'ont les religieuses dès la trentième année. Son arrosage terminé, elle coupa des roses.

— Celles-ci ne sont pas pour vous, dit-elle à Claude. Je vais les porter à la chapelle. N'y monterez-vous pas? C'est le premier jour de la grande retraite. Il y aura beaucoup de monde et trois évêques présideront les cérémonies. Tout à l'heure, la procession partira de la basilique pour aller chercher, à l'Hospitalet, la sainte Coiffe, celle que portait la mère du Christ et que Charlemagne aurait donnée au Chapitre de Cahors. A trois heures, allocution et cantiques sur le parvis.

Il faisait semblant d'écouter. Doucement, avec une malice ouatée, qui ne semblait que de la négligence, Annie ajouta :

— C'est là que Suzel viendra me rejoindre.

Du coup, il sentit l'arome des fleurs, celui de la terre mouillée, et la voix d'Annie lui parut plus musicale qu'à l'ordinaire. Mais il n'en montra rien.

— C'est vrai, dit-il, jouant l'étonnement, voilà deux jours, je crois, que nous ne l'avons pas rencontrée.

Annie sourit à ce pronom maladroitement mis au pluriel et répondit que Suzel était partie, l'avant-veille, pour Gramat, afin d'aller embrasser des amies de lycée qui s'y trouvaient en vacances.

— Ah! dit-il seulement, la vanité blessée de ce que Suzel ne l'en eût pas averti.

Quand Annie, s'étant éloignée, ne fut plus qu'une ombre glissante à travers les lentisques et les chênes verts du Marcaillou, Claude rentra dans sa chambre, refit son nœud de cravate, se mira dans la glace, se trouva les joues plus pleines, toujours mates, avec du sang à fleur de peau. Il se sentit subitement plus heureux et à l'unisson de la magnifique journée qui s'ouvrait par un prélude de lumière sur les falaises de l'Alzou, sur la façade ocrée de la basilique et jusqu'aux hautes extrémités du chemin de ronde. Il sortit sur la Voie-Sainte, fit

quelques pas et le sol lui parut rebondissant. Il eut faim : ce n'était pas désagréable, et, pour aiguiser ce plaisir, il se rendit à Sainte-Marie-des-Fleurs à pied, en passant par la ville basse. Rien ne le pressait. Il était huit heures, et Suzel ne devait revenir de Gramat qu'au début de l'après-midi.

Il descendit enveloppé de lumière. Septembre avait hérité d'août le beau temps auquel il ajoutait une nuance de mélancolie et une incomparable splendeur. Les touristes, attirés par les grâces toscanes de la matinée, arrivaient en foule et laissaient pénétrer cette grâce et ce décor moyenageux dans leurs grosses lunettes d'écailles. Une auto de paysannes, en noir, avec la double ruche blanche de leurs bonnets tuyautés, dépassa un car d'Anglais ébahis. Les races, les classes, les accents se confondaient. A la porte du Figuier, cette Babel encore peu dense s'écrasait avec quelque chose de rustique et de débraillé qui plut à Claude. Il avança dans la ville. Les maisons gothiques et les boutiques Renaissance avaient mis chacune, sur un petit étal ou à même les pavés, des chaudronneries de cuivre rouge astiquées le matin même, vieilles ou non, mais toutes bossuées afin d'avoir l'air centenaires.

Soudain, la rue s'emplit de ronflements de moteurs, et des klaxons fracassèrent le silence. Deux cars chargés d'étrangers s'abordèrent. On reconnut à la longueur de leurs dents les Anglais d'avec les Espagnols. Les conducteurs, deux Gascons pur sang, s'insultèrent, jurant des *milledious* et des *cadedious* sonores.

L'antiquaire, qui attendait pour aller dans sa boutique que la rue fût débembouteillée, dit à Claude avec son bel accent de Toulouse :

— Écoutez-moi ces deux braillards. Ils aiment tellement Dieu qu'ils le mettent à toutes les sauces.

Roc-Amadour se trouvait coupé en deux camps : ceux qui étaient en deçà des cars aborbés et ceux d'au delà. On aurait dit que la vieille ville, avec son unique rue trop étroite, son cañon resserré et ses rochers menaçants, en équilibre dans le ciel, esquissait une dernière défense contre un siècle de mécanique et de vitesse qui ne s'harmonisait pas avec elle. Les torpedos, les camionnettes, les cars qui dévalaient de l'Hospitalet et remontaient vers Roc-Amadour s'engouffraient dans la porte du Figuier, dans la Porte du Salmon, s'enchevê-

traient, s'immobilisaient, et la frénésie des chauffeurs s'exhalait dans un tumulte rythmé de cornes et de trompes. Prudemment, les piétons s'étaient rangés sur une placette, face à l'Alzou. De l'autre côté du ruisseau desséché, avançait une charrette traînée par des bœufs en robe franciscaine, avec cette robuste et tenace lenteur qu'ils avaient du temps des grands bâtisseurs de basiliques. Cette vision plongea Claude à dix siècles en arrière et son esprit, durant quelques minutes, oscilla entre le moyen âge qui lui semblait s'être prolongé jusqu'à l'invention de l'auto, et les temps modernes, à peine nés. « Là, le rythme et le silence, pensait-il; ici le bruit de la trépidation où l'homme s'étourdit, n'ayant plus le temps ni le goût de penser. Tous les îlots de spiritualité s'évanouissent sous un tumulte universel. »

Lorsque Claude, — la rue étant redevenue libre, — atteignit le pied de l'escalier, les cloches s'éveillèrent. Ce fut une broderie de carillons non à la mode flamande, mais à la volée, comme on sème les grains, avec l'on ne savait quelle fatalité dans le rythme lassé peut-être d'avoir si souvent battu en vain. Ces cloches annonçaient le départ de la procession qui allait jusqu'à l'Hospitalet recevoir les reliques de la Sainte Coiffe, apportées de Cahors, en auto.

Bientôt, Claude l'aperçut à la cime de l'escalier en une oscillation noire et rouge qui hésitait à descendre, comme si le double gouffre de l'escalier et de la rue, par-dessus la rampe, la frappait de vertige. Entre elle et le gouffre, le suisse immobile dressait sa hallebarde.

Soudain, les cloches emportées dans une brusque saute de vent sonnèrent avec plus d'allégresse durant deux secondes. Des lambeaux de cantiques éclatèrent. Maintenant la procession se déroulait et descendait en un rythme lent. On distinguait la face paysanne et rubiconde du suisse, le bicorne noir, le tranchant de la hallebarde, les brodequins cloutés à la Charlot. Il avançait, marche par marche, contenant toujours la foule qui s'allongeait et grossissait derrière lui.

Deux coups secs : la hallebarde fit tressauter l'escalier de pierre. Les gros brodequins étaient à hauteur du visage de Claude. Il se retira dans la boutique de l'antiquaire.

Seuls, contre le bas de la rampe, restèrent un Anglais et

une Tahitienne. Le buste penché, les mains crispées sur un kodak, ils mitraillaient la procession.

Et Claude vit passer des enfants de chœur à calottes rouges, des jeunes filles en voiles blancs, des vieilles en bonnets noirs et tuyautés, des paysans secs, rasés, anguleux, et la mitre de l'évêque, toute en or, qui brillait sur cette houle descendante.

Les uns priaient, d'autres chantaient, mais Claude trouva que le murmure des lèvres avait quelque chose d'automatique, que les voix psalmodiaient machinalement ; il scrutait chacun des visages, ou trop jeunes, ou trop vieux à son gré, et ne retrouvait sur aucun d'eux sa constante inquiétude. Rien de surnaturel, non plus. Des voix, des regards, des gestes quotidiens. Il attendait un miracle et ne voyait toujours que des hommes. La procession passa, mince filet de spiritualité qui emplit la rue de Roc-Amadour, se fraya avec peine un passage et disparut dans un désordre de cars et de torpédos. Les cantiques aussitôt évanouis, le tumulte des moteurs et des klaxons reprit son domaine un instant menacé.

— C'est toujours, même ici, le siècle qui l'emporte, pensa Claude.

Toute la journée, il eut l'âme d'un chasseur de gibier spirituel. Sa bonne volonté et ses sens étaient loyalement à l'affût de la moindre émotion. Il espérait qu'un si grand nombre de pèlerins unis dans une même foi lui feraient sentir la brûlure du charbon ardent qui les avait embrasés. Certes, il ne s'humiliait pas, il ne disait pas encore : « Seigneur, je ne suis pas digne », mais il avait un grand désir de trouver au coin d'une marche, à l'ombre d'un pilier ou devant un autel, un sentiment naïf et indéfinissable, une force extérieure à lui, qui viendrait l'émouvoir et l'exhausser.

Dix fois, il se trouva au pied de l'escalier, et dix fois il le gravit, épiant les gestes, scrutant les visages. A hauteur de lui, quelques hommes, des femmes âgées montaient, debout et priant, le chapelet à la main droite, la couronne de pain ou le panier de provisions au bras gauche : image de la chair et de l'esprit, étroitement unis. Là, comme partout ailleurs, le temporel alourdissait le moteur de l'âme qui voulait prendre de la vitesse et monter allègrement. De marche en marche, les *Ave Maria* étaient débridés dans une atmosphère de vin framboisé, de foie gras et de pain de ménage. Était-ce sagesse ou réalisme

un peu trop primitif, cette prudence paysanne qui calait bien ses sabots avant de donner un peu d'envol à l'âme et qui portait avec amour, jusque dans les manifestations de la foi, un picotin pour frère l'âne le corps? Claude, affamé d'absolu, ne comprenait pas cette prudence.

Une curiosité amusée le ramena vers Suzel :

— Comment, elle qui met de la lumière sur toutes choses, expliquerait-elle cela ?

Une demi-heure plus tard, après la grand messe, sur la placette de la basilique, que le soleil brûlant et l'ombre se partageaient en parties à peu près égales, Claude se trouve parmi la foule qui s'assemblait autour de l'évêque. Les gamins tendaient le cou, baisaient l'anneau pastoral. Des reliques étaient au milieu de la foule, à portée de la main. Une odeur d'encens et de cierges brûlés flottait dans l'air. La lumière brasillait. Sur le balcon qui unit d'une dentelle de pierres l'escalier de la Chapelle miraculeuse à celui de la basilique, une immense grappe humaine se penchait dans l'ombre du palais des évêques. Des Enfants de Marie chantaient la gloire de Roc-Amadour sur l'air inattendu de *Magali*.

Un prêtre fit un geste. Le chant cessa. On entendit de nouveau les corneilles cisailler l'azur. L'évêque, mitre d'or sur la tête, la main sur la crosse, dit : « Mes frères »... Aussitôt un millier d'esprits et de regards se braquèrent sur lui.

Il avait l'accent rude et rocailleux des montagnards, le visage sanguin, la voix métallique. Il ne prêcha pas, il ne sermonna pas, il ne se perdit pas en subtilités rhétoriciennes. C'était un père qui parlait à ses enfants, et de façon imagée, populaire, et Claude s'émerveilla de voir, autour de lui, un sourire heureux faufiler les yeux et les lèvres. Car les bonnes gens sentaient bien qu'on s'adressait uniquement à eux. Ils comprenaient cette improvisation rude et familière, qui ne raffinait pas, n'exaltait pas de trop hautes vertus, mais évoquait les affaires du ciel et les affaires de la terre, comme l'avers et le revers d'une même médaille.

Brusquement, la voix métallique vibra plus haut afin de mourir en beauté. Le silence, entre les quatre murs chauds de la place, reprit son domaine. L'évêque fit un grand signe de croix, comme s'il voulait une fois encore, de haut en bas, de gauche à droite, prendre possession des âmes qui allaient se

disperser. Il donna encore son anneau à baiser, puis, sans hâte, suivi de son clergé, il disparut sous l'ogive d'ombre d'une porte creusée dans le mur du palais des évêques.

Alors il y eut un remous dans la foule qui roula en deux fleuves contraires : l'un vers la ville basse, l'autre vers le tunnel qui conduit à l'Esplanade et à l'allée de cèdres, près du château.

Durant une heure, Roc-Amadour ne fut qu'une immense ripaille, où, par groupes que présidaient des curés à croix de guerre et à légion d'honneur, hommes et femmes, enfants de Marie et enfants de chœur ouvraient des conserves, débouchaient des bouteilles, découpaient des poulets d'or qui sentaient l'ail, graissaient leur pain de pâté qui embaumait la truffe, tranchaient, déchiraient, mastiquaient et se désaltéraient au gobelet, au goulot, à la peau de bouc. On buvait et on mangeait partout, dans les encoignures de l'escalier, sous les branches des acacias, des chênes, des sycomores, contre le haut mur de la basilique ou à l'ombre de la croix gigantesque rapportée de Jérusalem.

— Quel dommage, pensait Claude, que la profanation de tels lieux! Le rossignol n'a qu'une cathédrale de feuilles et il l'ennoblit de ses chants. Ici, c'est une double merveille naturelle et architecturale, mais qui donc s'en soucie?

Il sourit aussitôt de lui-même. « Hé! quoi, je m'indigne? Voilà qui me change. Quel pouvoir Roc-Amadour a-t-il donc sur moi? »

Comme il descendait vers Sainte-Marie-des-Fleurs, il s'arrêta brusquement : devant lui, dans une délicieuse loggia du xv^e^ siècle, il vit une table rectangulaire où les convives rappelaient par leur disposition la *Cène* de Vinci. Derrière eux, dans un vitrail, Jésus en robe rouge flattait de la main un symbolique agneau, mais ce n'était plus d'un pain mystique qu'il s'agissait. Une douzaine de paysans mordaient à pleines dents des cuisses de volailles.

— Ce n'est pas encore cela qui donne réponse à ce que je cherche, pensa Claude.

L'après-midi, avide d'entendre un mot, de voir un geste qui aurait touché son cœur, il visita le Chemin de Croix et en revint horrifié par le badigeon jaune et vermillon dont on avait fraîchement enduit les personnages de la Passion. Tant de laideur

pour une si grandiose évocation le blessait à vif. Il ne savait où se réfugier, pour retrouver un peu de cette intime douceur que lui donnait la simple présence de Suzel.

Il allait devant lui, sans but précis. Au haut de l'escalier, il s'arrêta pour avoir le mélancolique plaisir de regarder la Sœur marchande dont le visage d'ivoire s'harmonisait si bien avec la rusticité de ses bibelots et la patine des vieux murs. Et si frêle, cette Sœur, sans âge, aux mains diaphanes, qui glissait sans qu'on l'entendît et semblaît là de toute éternité.

Il descendit l'escalier et s'attarda sur la première plate-forme, à la terrasse de Sainte-Marie-des-Fleurs où Suzel donnait à manger aux colombes et caressait à leur soyeux plumage le duvet de ses joues. Deux touristes à chapeau tyrolien s'y étaient attablés et, tournant le dos au palais des évêques, à la basilique et à la chaude beauté de la falaise surplombante, s'empiffraient de bière. Claude eut un haut-le-corps.

— Cette terrasse? Quel poste d'observation! lui dit M. Marchal. Les cinq parties du monde, le meilleur et le reste, y défilent.

Il avait le regard aigu et ce léger scepticisme de gens qui ont vu et entendu beaucoup de choses.

— Monsieur, ajouta-t-il, ces jours de fête et de tourisme sont une bénédiction pour mon hôtel. Ils vous intéressent, je m'en aperçois, mais ce n'est pourtant pas dans cette semaine que vous découvrirez l'aspect du vrai Roc-Amadour. Il faut le voir dans sa solitude de l'hiver, quand les chèvres grimpent le grand escalier ou même à la fin d'avril, lorsque les remparts, les vieux murs, les tours des églises frissonnent d'iris en fleur.

Devant eux l'escalier continuait d'exhausser toujours de larges chapeaux, des chemises blanches à la Danton, des robes noires de vieilles femmes, — les cinq parties du monde, comme disait en gasconnant un peu le patron de Sainte-Marie-des-Fleurs, — et tout ce monde arrivait finalement les jambes brisées, devant la chapelle miraculeuse.

Claude, qui avait du temps à perdre, descendit rêveusement. L'aveugle (de naissance, disait la pancarte) ne lui tendit pas son quart de soldat. Il l'avait vu trop souvent, depuis quinze jours, pour ne pas le considérer comme un habitant de Roc-Amadour. Claude sourit à cette naïve manifestation de duplicité et continua de descendre lentement. Sur la rampe, un

lézard buvait le soleil avec toute sa peau. Image de la félicité béate. Ne rien penser, ne rien tenter : « Non, dit Claude, ce n'est pas encore le fin mot de la vie. » Il descendait toujours, croisant des gens qui parlaient entre eux ou déroulaient des *Ave*.

Tout à coup, il s'arrêta. Quelqu'un montait à genoux, marche par marche. C'était une jeune fille, le corps souple, le visage un peu grave, intelligent. Elle ne voyait personne. Elle n'entendait personne. Aucun respect humain, ni aucune affectation.

Rien n'existait pour elle que sa prière et les marches à monter. « Est-ce par pur mysticisme ou pour la guérison d'un être aimé? » se demanda Claude. Elle montait à genoux, les cils à peine baissés, frémissante. L'esprit chez elle dominait la matière. Elle avait une foi et elle savait vers où en diriger les élans.

Une rapide émotion bouleversa Claude, et il admira cette jeune fille pour sa beauté et l'envia pour sa ferveur.

Alors, tout naturellement, l'image de Suzel revint occuper sa pensée. Les minutes lui parurent à la fois douces et interminables. Il descendit l'escalier, s'agaça dans la rue, remonta jusqu'aux églises et retrouva Suzel sur l'Esplanade qui domine les belles pentes abruptes de l'Hospitalet.

— Suzel! Suzel!

Ce nom, qu'il eût crié, mourut sur ses lèvres. Ils dirent des choses sans importance, afin de préparer un abordage de leur sensibilité. Un mot banal, une simple interrogation suffit à déclencher toute l'amertume de Claude.

— Eh bien! cette journée?

— Quelle déception! J'en attendais un choc au cœur, une brûlure, quelque chose. Rien, ou si peu. Savez-vous ce que j'en retiens, à part l'image d'une jeune fille qui vous ressemble?

— Non! Dites.

A quoi bon, maintenant! Il avait retrouvé la chère présence qui mettait autour de lui de la joie, un équilibre chantant et de la douceur. Il sentait son inquiétude et sa lassitude se détacher de lui. Il ne doutait plus. Il ne cherchait plus. Il se laissait aller, tout simplement, à la douceur de la vie. Les choses se métamorphosaient. L'air était-il devenu plus brillant? Son œil s'enluminait-il de couleurs charmantes? Jusqu'aux moindres pousses, il voyait des frissons de lumière. Ils allaient, ne

disant que des paroles sans importance, heureux d'être l'un près de l'autre et plus l'un à l'autre que s'ils eussent parlé.

Ils allaient, le gouffre à leurs pieds, par-dessus la murette de l'Esplanade; et, là-bas, le cirque de murs nus qui semblaient d'un argent à peine tacheté par le vert de quelques vignes. Et la route, contournant ce cirque, grimpait sur son échine et, brusquement, se perdait dans l'azur, à hauteur de l'Hospitalet.

Un tel spectacle ne rassasiait jamais les yeux, et Claude avec Suzel le contemplait dans une fraîcheur de sensations toujours renouvelée. Quelques personnes, en cette heure charmante, s'accoudaient encore au parapet. Ils laissèrent l'Esplanade et prirent le sentier de chèvre du Marcaillou.

— Alors, vous avez été désillusionné? reprit Suzel.

— Je l'avoue. A part cette belle jeune fille, que reste-t-il pour moi de cette journée? La montée du grand escalier par de bonnes femmes qu'alourdissaient, au bras, une couronne de pain et un panier de victuailles.

— L'image de la vie. L'esprit tire à hue, le corps à dia.

— C'est cela même, reprit Claude avec une subite vivacité. Et voilà ce qui rend si tragique notre destinée. Comment concilier en nous ces deux frères ennemis? Qu'en pensez-vous? Trouvez-vous un tel pathétique dans cette dualité?

— Moi? Mais chez moi l'âme et le corps font bon ménage. Tout comme le vent et la flûte de roseau. Que serait le souffle sans la flûte? De l'air inemployé. Et la flûte sans le souffle? Un roseau inutile. Les deux forment un tout harmonieux.

Puis, avec ce geste familier de la main qui semblait donner à l'azur une pichenette :

— Et pourquoi s'embarrasser l'esprit de tous ces problèmes? Il ne faut pas tant philosopher, mais vivre. Tout simplement.

— Vivre! reprit-il d'un ton amer. Chose légère pour vous, implacable fardeau pour d'autres. Certains sont les prisonniers d'un passé misérable. Plus ils veulent s'en libérer, plus ils se déchirent aux murs de leur prison. Ah! Suzel! Suzel! si vous saviez...

André Lamandé.

(La dernière partie au prochain numéro.)

UN GRAVE DANGER POUR LA PAIX

L'ÉVACUATION ANTICIPÉE DE LA RHÉNANIE

Cette question de l'évacuation anticipée de la Rhénanie devient de plus en plus angoissante. On objectera qu'il n'y a pas, en ce moment, péril en la demeure, qu'en France presque personne n'en parle. Cela est vrai, et c'est précisément pourquoi il importe d'attirer l'attention des bons Français sur cette grave question.

S'il y a, en effet, dans notre pays une sorte de conspiration du silence, il en est tout autrement à l'étranger. En Allemagne, il ne se passe pas de jour sans que, dans la presse ou dans des réunions politiques, il n'y soit fait allusion : à force d'insister, on est arrivé à convaincre le peuple allemand que cette évacuation anticipée constitue, pour lui, *un véritable droit*. En Angleterre, les ministres eux-mêmes ne cessent de proclamer que cette question de l'évacuation doit être tranchée le plus tôt possible et suivre immédiatement le règlement des dettes interalliées. Enfin, en Amérique, où la propagande allemande n'a jamais été plus active, des sénateurs comme le sénateur Borah n'hésitent pas à déclarer « qu'il faut en finir, une bonne fois, avec tous les *résidus* de la guerre et, en particulier, avec l'occupation de la Rhénanie ». Résidus... qui, pour nous Français, ne laissent pas d'avoir de l'importance, puisqu'ils constituent la base même de notre sécurité.

Au cours de la campagne que je poursuis depuis quelques

mois pour signaler la gravité de cette question de la Rhénanie, j'ai été très frappé de constater combien elle est mal connue de la plupart des Français. Aussi me semble-t-il indispensable d'exposer brièvement l'historique de l'occupation, en remontant à l'origine, c'est-à-dire aux Conférences de la paix de 1919. On pourra voir toute l'importance qu'y attachèrent, à cette époque, les délégués français : il restera ensuite à examiner si cette importance, depuis cette époque, a diminué ou augmenté, surtout pour ce qui concerne la France.

I

On se rappelle que, le 27 novembre 1918, le maréchal Foch adressait une note au gouvernement français dans laquelle il exposait la nécessité absolue de fixer le Rhin à l'Allemagne comme frontière occidentale. Le 19 janvier 1919, il envoyait également aux commandants en chef des armées alliées, une lettre, où il soutenait la même thèse et déclarait qu'en ce qui concernait la Rhénanie, « il appartiendrait au Traité de paix de fixer le statut des populations de la rive gauche du Rhin non comprises dans les frontières françaises ou belges ».

Le gouvernement français acceptait ces propositions, — du moins dans leur principe, — et M. Tardieu était chargé de préparer le Mémoire destiné à servir de base aux discussions des délégués alliés.

Voici quelles étaient les conclusions de ce Mémoire :

1° La frontière de l'Allemagne doit être fixée au Rhin;

2° Les ponts du Rhin seront occupés par une force interalliée;

3° Les mesures ci-dessus ne doivent entraîner, au profit d'aucune puissance, ancune annexion de territoire.

En janvier arrivent à Paris les délégués italiens et anglais qui, déjà, déclarent formellement qu'ils n'acceptent pas la thèse française. M. Lloyd George, dans une interview fameuse, prononce la phrase restée légendaire : « Dans mon dernier voyage à Paris, ma plus forte impression a été la statue de Strasbourg dans son voile de deuil. Ne permettons pas que l'Allemagne puisse ériger une telle statue. »

Le 14 mars, le président Wilson arrive à son tour et se range nettement du côté des Anglais et des Italiens. Les discussions commencent âpres, fiévreuses, donnant déjà une idée

de ce qu'elles ne cesseront d'être jusqu'à la signature du Traité. Mais la France tient bon : son délégué, M. Clemenceau, déclare formellement qu'il ne cédera pas, car il s'agit d'une question primordiale pour la France, d'une question de vie ou de mort pour sa sécurité future. C'est alors que l'Amérique et l'Angleterre, devant une telle ténacité, cherchent un moyen de donner satisfaction à la France et finissent par décider qu'elles apporteront à la France, « pour le cas de péril, l'engagement solennel de leur aide militaire, immédiate, mais à condition que la *rive gauche du Rhin ne sera occupée ni par une force française ni par des troupes interalliées* ». C'était le fameux traité de garantie.

M. Clemenceau n'accepte pas cette proposition, car, déclare t-il, « rien ne prouve que le Sénat américain ratifiera ce Traité. D'autre part, si la France abandonne la Rhénanie, l'Amérique et l'Angleterre sont bien loin pour aider la France, en cas d'attaque, à garnir à temps sa frontière de l'est complètement ouverte ».

Les discussions reprennent, la France bien décidée à ne pas céder. Enfin, le 31 mars, M. Clemenceau, après entente avec le maréchal Foch, — et voulant en finir, — le convoque au Conseil des quatre pour y présenter la thèse qu'il a soutenue si ardemment depuis l'armistice. Le maréchal fait son exposé et déploie une carte que les chefs de gouvernement ne regardent même pas. Le président Wilson écoute, impassible ; M. Lloyd George, bien installé dans un fauteuil profond, affecte de sommeiller ; M. Orlando, qui comprend très bien le français, paraît des plus distraits. Quand le maréchal a terminé, M. Clemenceau avertit ses collègues qu'il va faire traduire l'exposé de ce dernier, mais ceux-ci s'empressent de déclarer que c'est tout à fait inutile, qu'ils connaissent très bien la question. M. Clemenceau lève la séance, le maréchal sort, et notre président peut alors témoigner aux chefs des gouvernement alliés tout son étonnement de leur singulière attitude... J'ai tenu à rapporter cette scène historique, car elle montre, mieux que tout commentaire, l'état d'âme, l'atmosphère qui régnaient alors au Conseil des quatre.

La France tient toujours bon : les notes, les discussions continuent, chacun reste sur ses positions. Au cours de cette période, M. Clemenceau s'appuie surtout sur M. Wilson et finit par le convaincre : alors MM. Lloyd George et Orlando, voyant

que l'Amérique s'est mise du côté de la France, cèdent à leur tour. On décide que :

1° L'occupation interalliée de la Rhénanie et des têtes de pont durera quinze années;

2° Si l'Allemagne exécute les clauses du Traité, on évacuera par zones, de cinq en cinq ans;

3° Les Alliés pourront occuper la Rhénanie après l'évacuation au bout de quinze années, si l'Allemagne manquait à ses obligations de paiement.

Dans le Traité de paix, cette convention donna lieu aux articles 428 et 429.

Article 428. — « A titre de garantie d'exécution par l'Allemagne du présent Traité, les territoires allemands à l'ouest du Rhin, l'ensemble des têtes de pont seront occupés par les troupes des puissances alliées et associées, pendant une période de quinze années, à compter de la mise en vigueur du présent Traité. »

Article 429. — « Si, à l'expiration des quinze années, les garanties contre une agression, non provoquée, de l'Allemagne n'étaient pas considérées comme suffisantes, l'évacuation des troupes d'occupation pourrait être retardée dans la mesure jugée nécessaire à l'obtention desdites garanties. »

La France recevait donc complète satisfaction : elle obtenait l'occupation de la Rhénanie et en même temps le traité de garantie de l'Amérique et de l'Angleterre.

Tout paraissait réglé et bien réglé, quand, le 29 mai, coup de théâtre : le comte Brockdorff, chef de la délégation allemande à la Conférence de la paix, remet une note par laquelle il fait connaître que cette délégation ne peut accepter les conditions relatives à la Rhénanie et que le gouvernement de Berlin est absolument du même avis.

On réunit aussitôt le Conseil des quatre et quel n'est pas l'étonnement du délégué français, quand M. Lloyd George déclare à son tour « que l'occupation, en effet, est inutile, qu'il avait cédé trop vite à ses collègues de la Conférence de la paix, que depuis il avait réuni quatre fois le Cabinet d'empire et la délégation anglaise dont tous les membres estimaient qu'il avait eu tort, qu'il aurait dû donner le choix entre l'occupation et le traité de garantie. En tout cas, si l'on persistait à exiger l'occu-

pation, il serait forcé de quitter Paris et d'aller soumettre à Londres, la question au Parlement ».

Je laisse à penser quelle fut la réplique de M. Clemenceau.

Malheureusement pour la cause française se produisait, à cette même date (31 mai), à Wiesbaden, la tentative du Dr Dorten en vue d'instaurer une République rhénane complètement indépendante du Reich; et, deux jours après, MM. Wilson et Lloyd George apportaient au Conseil des quatre les rapports des généraux américains et anglais (qui commandaient sur le Rhin) tendant à établir que le mouvement avait été soutenu par les autorités militaires françaises. Et M. Lloyd George d'ajouter que ces incidents venaient à l'appui de la thèse qu'il avait constamment soutenue: à savoir que « la Rhénanie serait toujours un foyer d'intrigues et un danger pour la paix de l'Europe ». Conclusion : il voulait bien faire des concessions pour l'occupation de la Rhénanie, mais à la condition formelle que cette occupation ne s'étendît pas au delà de dix-huit mois.

Tout était donc encore à recommencer, mais M. Clemenceau ne céda pas : il reprit la discussion qui dura encore trois semaines. Le 13 juin, il déclarait à M. Lloyd George : « Il m'est décidément impossible d'accepter que l'on revienne sur ce qui a été décidé. Si vous allez devant votre Parlement, j'irai devant le mien et, au besoin, je démissionnerai. Mais je n'accepterai jamais ce que vous proposez. » M. Lloyd George, apprenant alors que M. Wilson s'était enfin rallié aux idées de M. Clemenceau, finit par céder.

Toutefois il obtint la concession suivante qui, dans le Traité, constitua l'article 231 : « Si, avant l'expiration de la période de quinze ans, l'Allemagne satisfait à tous les engagements résultant pour elle du présent Traité, les troupes d'occupation seront immédiatement retirées. » Concession qui présente une grande importance, car c'est sur elle que s'appuient *actuellement* les Allemands pour réclamer l'évacuation anticipée de la Rhénanie.

On pouvait croire dès lors que cette fois on était complètement d'accord. En réalité, il n'en était rien. Huit jours après, le 21 juin, M. Lloyd George qui venait, en effet, d'être très attaqué en Angleterre, sur cette question de la Rhénanie, se précipitait chez M. Clemenceau et lui déclarait que décidément, il ne signerait pas le Traité, si la clause concernant la Rhénanie était maintenue. Le représentant de la France trouva que les

volte-face de M. Lloyd George dépassaient les bornes. Dans une entrevue avec M. Wilson, il lui demanda si, oui ou non, les États-Unis avaient l'intention de tenir leur parole et, sur la réponse affirmative de ce dernier, il lui déclara que cette fois il allait donner sa démission et en ferait connaître les raisons au monde entier. M. Wilson, à son tour, prévint très loyalement M. Lloyd George que, de son côté, il quitterait la Conférence de la paix et en indiquerait publiquement les motifs. C'est alors que M. Lloyd George s'inclina et accepta de signer le Traité.

J'ai tenu à rapporter ces longues discussions, car il y a là toute une série de faits qui, mieux que des commentaires, font ressortir l'extrême importance que la France attachait à cette occupation de longue durée de la Rhénanie.

II

Cette importance, — cette nécessité, — de l'occupation de la Rhénanie, a-t-elle diminué depuis 1919, pour notre pays d'abord, pour la cause de la paix ensuite ? Tout au contraire, il est permis de dire qu'elle n'a fait qu'augmenter.

La période, qui s'étend de 1919 à aujourd'hui, a été dénommée très justement : *l'ère des concessions perpétuelles*. Il n'est pas, en effet, de concessions que les Alliés et surtout la France n'aient faites à l'Allemagne. Étant donné la mentalité bien connue des Allemands qui ne s'inclinent que devant la force, les résultats ne pouvaient être que ce qu'ils ont été, c'est-à-dire lamentables. A leurs yeux les concessions ne devaient paraître qu'autant de faiblesses, et c'est bien ce qui est arrivé.

Dès février 1920, les mutilations du traité commencent. C'est d'abord la renonciation par les Alliés à l'extradition de Guillaume II et au châtiment des coupables de la guerre.

Le 1er mai 1921, les Allemands devaient payer vingt milliards de marks-or ; ils déclarent qu'ils ne peuvent les verser aux Alliés et ceux-ci acceptent : concession grave qui devait entraîner toutes les autres.

En avril 1922, devant une nouvelle carence allemande, la France se décide à agir énergiquement : elle occupe Francfort, mais, au bout de quelques semaines, elle l'évacue.

En 1923, c'est la Ruhr : en occupant la Ruhr et Francfort,

nous étions maîtres absolus de la situation en Allemagne, — ce que jamais nos gouvernants n'ont voulu comprendre, — car la Ruhr, c'est la source principale de la richesse allemande (matières premières, objets manufacturés, etc.) : Francfort, la ville des banquiers, en est l'aboutissement.

L'opération de la Ruhr fut très mal menée et ne donna que des résultats insignifiants : 4 à 500 millions de marks-papier. Si, au lieu d'hommes politiques, qui ne connaissaient rien de la mentalité et de la situation allemandes, on nous avait écoutés, nous, soldats, qui étions sur place depuis plusieurs années, si on avait mis à exécution *l'occupation invisible de la Ruhr* que nous avions préconisée, c'est-à-dire son enserrement sur la périphérie par nos troupes et non son occupation, nous pouvions en tirer 4 à 5 milliards-or par an.

Puis, ce fut le soulèvement séparatiste qui ne pouvait manquer d'échouer, parce que les Rhénans qui le menèrent, les Mathès, les Smeets, les Dorten, les Heintz, n'avaient rien préparé, et dont toutefois, l'Allemagne se trouvant alors en pleine anarchie politique, la France aurait pu tirer des résultats particulièrement intéressants.

En janvier 1923, les Américains, au moment même où nous occupions la Ruhr, quittent la Rhénanie, portant un coup au prestige de la France : la politique allemande triomphait, bien servie d'ailleurs par sa propagande aux États-Unis ; c'était un premier accroc dans l'union interalliée, il ne devait pas être le dernier.

En 1924, c'est le plan Dawes, dont les Français résidant en Rhénanie à l'époque n'ont jamais pu comprendre l'acceptation. Ce plan a été en effet imposé à la France, sous prétexte que les « pauvres Allemands » ne pouvaient pas payer. Or à ce moment, que voyait-on en Allemagne ? Des sommes formidables de marks consacrées à des travaux colossaux. Faut-il rappeler quelques-uns de ces travaux ? D'abord toute l'électrification du sud de l'Allemagne, ensuite le commencement du canal du Rhin au Danube, la création de cet immense réseau téléphonique souterrain qui s'étend sur plus de 4 000 kilomètres, puis l'agrandissement considérable de tous les ports maritimes ou fluviaux, et, comme conséquence, le développement vraiment fantastique de la flotte commerciale, enfin l'extension *inutile au point de vue commercial* de toutes les voies ferrées de

Rhénanie avec la construction de nombreux ponts sur le Rhin et routes autostrades y aboutissant. On ne pouvait traverser une ville sans apercevoir des quartiers neufs entiers qui sortaient de terre en quelques mois. Dans tous les grands centres industriels de la vallée du Rhin, les usines grandissaient à vue d'œil, etc. Et quand on s'étonnait, devant certains Rhénans, amis de la France, de ces énormes travaux et des sommes considérables qu'ils exigeaient, la réponse était invariable : « Ne savez-vous donc pas ce que répètent sans cesse les nationalistes : *autant de marks que les Français n'auront pas!* »

Bien entendu, cette manière de procéder leur ayant toujours réussi, les Allemands ont continué de l'appliquer et c'est ainsi qu'en ce moment, dans les réunions des experts financiers, ils n'ont cessé de plaider à nouveau « la pauvreté »

Enfin, nous voici à la période actuelle, 1924 à 1929, où nous voyons nos hommes politiques s'orienter nettement vers le fameux rapprochement franco-allemand.

Telle est aujourd'hui la situation. Si l'on résume le bilan depuis le Traité de paix (1919), on constate que ce Traité a été singulièrement mutilé, que nous n'avons pas obtenu le Traité de garantie promis par l'Amérique et l'Angleterre, que l'Amérique nous a abandonnés sur le Rhin, que l'Angleterre, à la suite de l'étrange politique de son ambassadeur à Berlin, lord Abernon, nous a, elle aussi, presque abondonnés, que notre prestige, à la suite de nos concessions perpétuelles et surtout des événements séparatistes, a totalement disparu en Allemagne. Autant de faits qui démontrent que nous avons besoin plus que jamais de garanties vis-à-vis des Allemands. L'occupation de la Rhénanie a donc pris une importance beaucoup plus grande qu'au moment du Traité : c'est la seule garantie qui nous reste, aussi bien au point de vue stratégique que financier : allons-nous nous en démunir?

III

Les bases du problème étant posées, il reste à examiner les arguments qu'invoquent les Allemands, — et certains Français, — pour justifier une évacuation immédiate de la Rhénanie.

Il en est un qu'on rencontre tout d'abord. « Pourquoi différer, déclarent les partisans de l'évacuation? Pourquoi attendre

six ans, alors qu'en ce moment la France peut obtenir, comme compensation, des avantages financiers importants, tandis qu'en 1935 elle ne tirera aucun bénéfice du retrait de ses troupes? »

Avant toutes choses, faisons remarquer qu'il y a là une erreur, qu'on ne saurait trop souligner : on croit généralement que les Alliés n'ont pas le droit de rester en Rhénanie au delà de 15 années; or, l'article 429 du Traité est formel. J'en rappelle la teneur : « Si, à l'expiration des 15 années, les garanties contre une agression, non provoquée, de l'Allemagne n'étaient pas considérées comme suffisantes, l'évacuation des troupes pourrait être retardée, etc. »

En tout cas, des avantages ou garanties financières ne sauraient remplacer des garanties militaires. Si la France abandonne la Rhénanie demain, que lui restera-t-il au point de vue de la sécurité ? Son armée, par suite du passage du service de dix-huit mois à celui d'un an, est en pleine réorganisation. La frontière du nord-est est complètement ouverte; aucun des travaux défensifs votés par le Parlement n'a encore été commencé. En admettant même que l'on évacue en 1935, six années représentent une sérieuse période de temps : d'ici là, nous pouvons *être forts*, c'est-à-dire avoir une armée instruite, qui vibre, qui croie à sa mission et qui ait confiance dans ses grands chefs, — et d'autre part posséder une frontière suffisamment organisée pour permettre de résister à une agression.

Le jour où nous serons forts, nous n'aurons plus rien à craindre de nos voisins. Mais, on ne saurait trop le répéter, ce moment est loin d'être venu. Nous avons donc un intérêt capital à gagner du temps et à continuer à monter la garde au Rhin, au moins jusqu'en 1935.

D'autre part, nous ne sommes pas seuls; nous avons des alliés, et en particulier la Pologne. Tous ces États de l'Europe centrale qui enserrent plus ou moins l'Allemagne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne et même Roumanie, ont besoin de temps, eux aussi, pour organiser leurs armées, en constituer le matériel, rétablir leurs finances, etc. ; six années, pour eux aussi, c'est beaucoup ; d'autant plus que, hantés par le danger allemand, ils poussent fébrilement tous ces préparatifs si importants, d'un intérêt vital pour leur sécurité.

On peut croire que, dans quelques années, quand l'Allemagne se trouvera en présence de toutes ces jeunes armées

solidement organisées, elle n'osera pas se risquer à un nouveau conflit. Le temps, là encore, travaille pour la paix.

Est-il besoin de rappeler que l'Allemagne n'a jamais voulu envisager un Locarno de l'est ? Ses intentions à l'égard de la Pologne ne sont donc pas des plus pures. Pendant mon séjour en Rhénanie, combien d'Allemands, et non des moindres, n'ont cessé de me répéter « qu'ils voulaient bien s'incliner devant la question de l'Alsace-Lorraine, mais qu'ils n'accepteraient jamais la perte de leurs colonies, de la Silésie et du fameux couloir de Dantzig ». Or tant que les Alliés sont sur le Rhin, stratégiquement les Allemands ne peuvent rien contre la Pologne, toute agression de leur part contre cette puissance les conduirait à un désastre. Mais, la Rhénanie évacuée, la situation change complètement : en admettant même une intervention de la France, dans le cas d'un conflit entre la Pologne et l'Allemagne, cette dernière aurait tout le temps nécessaire pour écraser notre alliée avant que nous puissions entrer sérieusement en action. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que l'évacuation immédiate de la Rhénanie serait, de notre part, une véritable trahison à l'égard de la Pologne.

Autre raison encore de chercher à gagner du temps : il faut bien reconnaître qu'actuellement, en Allemagne, les partisans sincères de la paix, les véritables pacifistes, — il y en a, — gagnent de jour en jour du terrain, surtout en Rhénanie (principalement dans le nord). Là aussi, le temps, toujours galant homme, travaille pour nous, c'est-à-dire pour la cause de la paix.

Enfin, il est une considération particulièrement inquiétante qui doit nous inciter à différer notre départ de Rhénanie : c'est celle de l'Anschluss. Tant que les Alliés seront sur le Rhin, jamais la Prusse, car c'est elle qui mène surtout la campagne, n'osera réaliser l'Anschluss. Or, ce malheureux peuple autrichien sur lequel souffle un véritable vent de folie, semble se ressaisir : depuis quelques mois, un mouvement s'est créé ; des hommes, comme le maréchal Danki, comme l'ancien ministre des finances Engel, essaient de rappeler à la raison leurs compatriotes. Ils leur montrent en la Prusse qui mène la campagne, l'éternelle ennemie. Ils font appel aux traditions de l'Autriche, à son passé glorieux, à son honneur et lui prouvent que « le rattachement à l'Allemagne serait pour elle la

mort physique et morale. Pourquoi le jour ne viendrait-il pas où ces patriotes seront écoutés?

Autre argument. « Rester en Rhénanie, disent les partisans de l'évacuation, ce n'est pas contribuer à ce désarmement matériel et moral que poursuivent, avec tant de ténacité, les chancelleries du monde entier. »

En ce qui concerne le désarmement moral, c'est un fait que, depuis 1920, depuis le commencement de l'*ère des concessions perpétuelles*, la France n'a rien négligé pour le réaliser; même, depuis 1923, elle n'a pas hésité à proclamer, *urbi et orbi*, sa volonté bien arrêtée d'arriver à un rapprochement franco-allemand. Il faut avouer que l'Allemagne ne l'a pas secondée très activement; elle est loin, là encore, d'avoir fait preuve de cette bonne volonté que lui demande le Traité de 1919. N'a-t-on pas vu récemment encore le chef de la République allemande, le maréchal Hindenburg, rappeler à la jeunesse « qu'il faut que toutes les anciennes terres allemandes redeviennent allemandes »? Et n'est-ce pas lui qui refuse de se démettre de son titre de président d'honneur des Casques d'acier, cette association qui ne cesse de prêcher la revanche?

Quant à l'autre désarmement, celui qui vise le matériel et les préparatifs de guerre, il serait plus juste, en l'occurrence, de l'appeler : l'armement. Sachons bien que l'Allemagne, qui s'est débarrassée de tout contrôle allié, dispose actuellement de tous les éléments nécessaires pour entrer en campagne. Pour faire la guerre il faut un haut-commandement, des états-majors, des cadres, des hommes instruits, du matériel, la force morale : tout cela, elle le possède. Il faut aussi de l'argent, beaucoup d'argent; l'Amérique en regorge et le parti allemand se fait fort d'obtenir tous les emprunts nécessaires.

Donc l'Allemagne pourra faire la guerre le jour où elle le voudra, et ce n'est pas parce que les Alliés resteront en Rhénanie qu'elle armera davantage. Au contraire, en tenant la Rhénanie, nous possédons vis-à-vis d'elle, au point de vue de la paix, une assurance unique.

On objecte encore : « le séjour prolongé des Alliés sur le Rhin ne sert qu'à développer, de plus en plus, l'esprit de revanche des Allemands. » Mauvais argument. Cet esprit de

revanche existe, c'est incontestable; mais seul le parti pacifiste allemand peut avoir une action efficace sur lui. Dans toutes ou presque toutes les écoles supérieures, gymnases, Facultés, Universités, les professeurs appartiennent aux milieux nationalistes, populistes et centristes, et leur enseignement est sans cesse fondé sur le *Deutschland über alles*. Danger d'autant plus grave que ces grandes écoles sont fréquentées uniquement par les fils de ces *classes dirigeantes*, qui, forcément, seront appelées plus tard à diriger cette Allemagne. Pour le combattre nous n'avons rien à attendre que des instituteurs qui, dans les écoles primaires, essaient d'inculquer aux enfants du peuple la renonciation à l'idée de revanche.

Dans le même ordre d'idées, les partisans de l'évacuation anticipée rappellent combien la présence des soldats alliés est pénible pour les populations rhénanes. Mais à qui la faute? Au surplus, en dehors des questions d'ordre sentimental, qui certes ont leur importance, il faut voir les réalités : je n'hésite pas à affirmer que cette présence des soldats alliés, sur le Rhin, a rendu les plus grands services à la cause de la paix et est appelée à en rendre d'aussi grands à l'avenir. Beaucoup d'Allemands sont les premiers à reconnaître que, si les Alliés n'avaient pas occupé la Rhénanie, la République allemande qui, d'après son essence même, représente l'esprit pacifique, n'existerait plus. L'Allemagne, depuis 1920, a traversé, au point de vue politique, des périodes particulièrement graves, surtout en 1923. Il n'est pas douteux, par exemple, que si les nationalistes n'avaient pas été intimidés par la présence des Alliés sur le Rhin et l'éventualité de leur intervention, — conséquence même du traité de paix, — ils seraient certainement venus à bout de la République : d'où grave menace pour la paix. La présence des Alliés sur le Rhin représente une véritable assurance contre la guerre : d'où leur intérêt à la prolonger.

On objecte encore : « A l'heure qu'il est, Anglais et Belges montent avec nous la garde au Rhin : s'ils abandonnent la Rhénanie, que ferons-nous? » Eh bien! nous y resterons. Les Américains, en 1923, sont partis : les Alliés sont restés. Les Anglais imiteraient-ils les Américains? Quant aux Belges, loin de croire leur départ possible, je vois plutôt, à nouveau, de la

part de leur grand roi, un de ces beaux gestes comme il a coutume de les faire en pareil cas. Il y a d'ailleurs un précédent : l'occupation de Francfort en 1922. Alors qu'Américains et Anglais s'abstenaient, la Belgique se hâta d'envoyer un magnifique bataillon qui fit son entrée dans la ville des banquiers allemands, à la tête des régiments français. En tout cas, nous aurions pour nous le Traité qui permet aux Alliés de rester en Rhénanie jusqu'en 1935 et même au delà : nous serions donc *dans notre droit absolu.*

« En tout état de cause, poursuivent les pacifistes malgré tout, n'avez-vous pas la Société des nations pour faire payer les Allemands dans le cas où, après l'évacuation de la Rhénanie, ils viendraient à s'y refuser? et n'est-elle pas là, d'autre part, pour empêcher toute agression de la part de l'Allemagne? »

Je ne suis pas un adversaire de la Société des nations : j'ai toujours estimé et j'estime qu'elle peut rendre un jour les plus grands services : encore faut-il qu'elle soit organisée. Or, elle en est encore loin. La pensée de Pascal : « la justice sans la force est impuissante », ne sera-t-elle pas toujours vraie? Il appartient donc de donner à cette Société des nations, si on veut qu'elle puisse agir, les moyens nécessaires en tant que *force*, c'est-à-dire une armée, une marine et une aviation internationales. C'est la condition *sine qua non* pour qu'elle soit en état de faire respecter ses décisions. Jusque-là ce serait, pour un peuple, une véritable folie de remettre ses destinées entre les mains d'une telle Société.

Si la France venait à évacuer immédiatement la Rhénanie, il ne lui resterait plus, comme garanties financières et comme garanties militaires, que la Société des nations et la bonne foi allemande. Est-ce suffisant?

Je répète que si les garanties militaires peuvent suppléer les garanties financières, la réciproque n'est pas vraie. Et c'est en quoi les tractations actuelles sont particulièrement angoissantes.

Les partisans de l'évacuation présentent encore d'autres arguments, à vrai dire moins importants : je ne puis les examiner tous. Je tiens toutefois à rapporter, à ce sujet, l'avis d'hommes particulièrement bien placés pour exposer une

opinion dénuée de tout parti pris. Je veux parler des pacifistes allemands, non pas de ceux qui, comme certains démocrates et sociaux démocrates, font étalage de leur amour de la paix, mais des pacifistes convaincus qui ont souffert pour leurs idées, qui ont été véritablement traqués dans leur pays et souvent obligés de s'exiler. Je me trouvais récemment parmi certains d'entre eux. Je leur posai la question : « En face de ce problème si grave pour nous de la Rhénanie, si vous étiez à notre place que feriez-vous ? » Et de me répondre après quelques minutes de réflexion : « Tant que le gouvernement allemand actuel sera au pouvoir, ce serait pour la France une folie, un véritable suicide d'évacuer la Rhénanie. Rappelez-vous la phrase du général anglais Morgan (attaché à la commission de contrôle alliée à Berlin) : « Le meilleur moyen, pour les Alliés, d'empêcher l'Allemagne de mobiliser, c'est de rester sur le Rhin. » Veut-on que nous soyons plus Allemands que les Allemands eux-mêmes?

Et maintenant, il faut conclure.

Auparavant toutefois, j'invoquerai le témoignage des deux hommes qui ont gagné la guerre, le politique et le stratège, M. Clemenceau et le maréchal Foch, et qui ont tant lutté, chacun dans sa sphère, comme on a pu le voir, pour occuper la Rhénanie. Le premier, lorsque je lui confiai mes hésitations à entreprendre une campagne pour éclairer les Français sur cette question de la Rhénanie et essayer d'empêcher l'évacuation immédiate, me coupa la parole et me dit ces seuls mots : « Il le faut... pour la patrie. » L'autre est mort : je ne puis donc invoquer son témoignage verbal. Mais jamais il n'a changé d'avis au sujet de cette grave question ; il est toujours resté fidèle aux paroles qu'il prononçait le 6 mai 1919 à la Conférence de la Paix : « Pour contraindre l'ennemi à tenir ses engagements, il n'y a qu'un seul moyen militaire : c'est de maintenir l'occupation du Rhin. Quand on trouvera qu'on est payé et qu'on a des garanties suffisantes, on n'aura qu'à retirer les troupes et à partir. »

Les Français veulent la paix, — et on ne saurait trop répéter qu'à ce point de vue l'unanimité est complète, — mais ils ne la veulent cependant pas *à tout prix*. Actuellement, le meilleur moyen de l'assurer, c'est de continuer à monter la garde au Rhin jusqu'en 1935 au moins. Le Traité nous y autorise. Pour-

quoi, dès lors, sous l'accès de crises d'ordre sentimental, renoncerions-nous à l'exécuter purement et simplement?

L'évacuation anticipée de la Rhénanie serait un crime non seulement envers notre pays, mais encore envers la paix mondiale et de plus *une véritable trahison à l'égard de nos alliés* de l'Europe centrale, en particulier des Polonais que nous livrerions littéralement à l'Allemagne. Quant aux conséquences, il ne faut pas se faire d'illusions : elles seraient de la dernière gravité. Ce serait d'abord fatalement l'annulation prochaine du Traité de Versailles, puis, dans un avenir plus ou moins éloigné, l'éventualité de voir surgir à l'horizon ce spectre dont les peuples, qui ont pris part à la longue tragédie de 1914, ne veulent plus entendre parler : le spectre de la guerre. Pour éviter cette nouvelle guerre, il n'y a qu'un seul moyen : écouter les deux hommes qui ont déjà sauvé le pays : le maréchal Foch et M. Clemenceau, — entendre les voix qui nous viennent même d'Allemagne et qui, dans l'intérêt même de la paix, adjurent la France de ne pas évacuer la Rhénanie, mais d'y rester *au moins jusqu'en 1935*.

Général Mordacq.

NOS GRANDES ÉCOLES

XX[1]

LA FACULTÉ DE MÉDECINE

On peut faire remonter au règne de Charlemagne les premières tentatives pour organiser un enseignement médical. Mais ce fut seulement en 1270 que fut créée la Faculté de médecine de Paris. Rattachée à la Faculté des arts, elle fit partie de l'Université et fut placée sous la tutelle de l'autorité ecclésiastique : maîtres et élèves recevaient les ordres. Plus tard une séparation se fit : la Faculté devint laïque, mais l'empreinte religieuse subsista. Ce fut seulement en 1452 que le cardinal d'Estouteville, abrogeant les vieilles coutumes, permit aux médecins de se marier.

Imbue d'idées scolastiques, gardienne fidèle des vieilles traditions, jalouse de ses droits et de ses prérogatives, dédaigneuse de l'observation et ignorante de l'expérience, la Faculté de médecine se contenta trop longtemps d'étudier et de commenter Hippocrate ou Galien et d'épiloguer sur les vieux textes. Tandis qu'elle se complaisait aux discussions stériles, la Faculté de Montpellier, profitant de la renaissance scientifique commencée par les Arabes, s'adonnait à l'étude de la nature.

(1) Voyez la *Revue*, 1er février 1926 — 15 mai 1929.

Montpellier faisait des médecins habiles ; Paris consacrait des rhéteurs diserts.

La Faculté de Paris était primitivement reléguée dans un étroit local de la rue du Fouarre. Un escabeau, deux chandelles, quelques bottes de paille éparses sur le sol, voilà le mobilier et les richesses de l'École. Les élèves s'y pressaient dès cinq heures du matin et venaient en foule s'initier aux discussions théoriques. En 1369, la Faculté se transporta rue des Rats. L'agencement n'était pas meilleur et la salle était si exiguë que les examens se passaient au domicile du doyen et que les assemblées se tenaient autour du bénitier de l'église Notre-Dame.

En 1456, Jacques Desparts fit don d'un immeuble plus confortable, situé rue de la Bûcherie et occupé actuellement par l'Association générale des étudiants. Le changement de local n'améliora pas la situation. L'enseignement se traînait incoordonné et insuffisant, parce qu'il n'y avait pas de corps professoral. Tous les docteurs participaient à tour de rôle à l'instruction des élèves ; ils étaient nommés pour un an et ne s'intéressaient guère à ces fonctions éphémères.

En face de la Faculté s'organisa une école rivale, le collège Saint-Côme, qui prit, dès la seconde moitié du XVI^e^ siècle, une importance considérable. On y donnait un enseignement professionnel ; on y soignait des malades ; on y formait des chirurgiens. Malgré les efforts des médecins pour en entraver l'essor, la corporation des chirurgiens voyait peu à peu son prestige s'accroître. En 1774, elle commença la construction d'un superbe édifice, vaste, aéré, luxueusement aménagé, qui abrita le Collège et l'Académie de chirurgie. Les élèves y accouraient en foule, abandonnant la Faculté, qui ne reçut pas un docteur de 1785 à 1792 et, de 1790 à 1792, pas un licencié.

Une réorganisation complète s'imposait. Vicq d'Azyr essaya de la réaliser. En 1790, il présente à l'Assemblée nationale un rapport remarquable. Mais le vent de la Révolution soufflait, qui abattait les institutions de l'ancien régime. En 1792, l'Assemblée législative abolit les corporations et, du même coup, supprima la Faculté de médecine et l'École de chirurgie. Pendant deux ans il n'y eut pas d'enseignement. En 1794, Fourcroy, reprenant et complétant le travail de Vicq d'Azyr, faisait approuver par la Convention la création d'une École de

santé. La distinction entre médecins et chirurgiens était abolie et la nouvelle école était installée dans les bâtiments du Collège de chirurgie. Ce sont les locaux que la Faculté occupe encore aujourd'hui. On s'efforça d'organiser un enseignement à la fois théorique et pratique, scientifique et professionnel. On créa une bibliothèque, on ouvrit un musée pour les collections ; on institua des services de clinique dans trois hôpitaux, spécialement affectés à l'instruction des élèves. Ainsi commença l'ère moderne, ainsi fut fondée l'École qui devint, en 1808, la Faculté de médecine.

L'extension de l'enseignement et les progrès des sciences médicales ont nécessité, à plusieurs reprises, l'agrandissement de la Faculté. En 1875, on commença une reconstruction générale qui fut terminée en 1893. Actuellement, la Faculté occupe deux vastes espaces, séparés par la rue de l'École-de-Médecine. La bâtisse qui est en façade du boulevard Saint-Germain renferme les services généraux, les amphithéâtres de cours, la bibliothèque, le musée Orfila et le musée de l'Histoire de la médecine. L'autre bâtiment abrite les salles de dissection, les laboratoires d'enseignement et de recherches.

L'École pratique, dont les plans ont été assez mal conçus, est actuellement beaucoup trop petite. On avait estimé que 300 ou 400 élèves commenceraient chaque année leurs études. Le nombre s'en élève aujourd'hui à près de 800. Il est donc indispensable d'envisager de nouveaux aménagements. C'est ce qu'il sera facile de réaliser sur le terrain de quatre hectares et demi que la Faculté possède aux n^{os} 389-393 de la rue de Vaugirard. Déjà fonctionnent quelques laboratoires de médecine expérimentale. L'année prochaine, la Faculté recevra les crédits nécessaires pour la construction d'un Institut d'hygiène. Peu à peu tous les laboratoires de biologie seront transférés à Vaugirard : les laboratoires de morphologie, anatomie et histologie, resteront dans l'ancienne École et disposeront de l'espace dont ils ont besoin.

CINQ ANNÉES D'ÉTUDES

Un jeune homme qui se destine aux études médicales doit être pourvu du titre de bachelier. Les Facultés de médecine sont presque les seuls établissements d'enseignement supérieur

qui aient résisté à l'envahissement du primaire et qui exigent que l'esprit de leurs élèves ait subi la forte empreinte de l'éducation classique.

Avant de pénétrer à la Faculté de médecine, il faut obtenir de la Faculté des sciences le diplôme du P. C. N. (physique, chimie, histoire naturelle). Un an est nécessaire à cette préparation, qui a pour but de donner une base scientifique aux études médicales. Malheureusement, les programmes ne répondent guère aux besoins de nos élèves. Tout le monde le reconnaît et une Commission a été nommée qui étudie la réforme du P. C. N. et y apportera, j'en suis persuadé, les modifications qui semblent urgentes et indispensables.

Muni de ses deux diplômes, notre étudiant va s'inscrire à la Faculté de médecine, où il passera cinq années.

Dès la prise de sa première inscription, il sera astreint à faire chaque matin, un stage dans un service d'hôpital ; il devra le continuer pendant tout le cours de ses études. L'enseignement hospitalier, essentiellement pratique et professionnel, est assuré par les professeurs de clinique, au nombre de vingt-six et par les médecins, chirurgiens et spécialistes des hôpitaux.

En première année, l'étudiant est forcé de suivre un service de clinique, c'est-à-dire un des services dirigés par les professeurs de la Faculté. Cette organisation, qui a été vivement critiquée, est parfaite. Les étudiants ne savent encore rien, ils ne possèdent aucune notion des sciences fondamentales : anatomie, histologie, .physiologie, et le P. C. N. ne les a pas préparés à comprendre la chimie ou la physique médicale. Il a donc fallu créer un système spécial d'enseignement : de nombreux moniteurs, anciens internes ou anciens chefs de clinique du professeur, la plupart candidats aux fonctions de médecin des hôpitaux, se partagent les élèves de première année, leur montrent des malades et, à propos de chaque cas morbide, leur fournissent toutes les explications nécessaires pour leur permettre de comprendre et d'interpréter les troubles ou les lésions que l'examen révèle. Instructeurs bénévoles, ils acceptent ainsi une lourde tâche, sans recevoir de rémunération. C'est un bel exemple de désintéressement, c'est aussi un bel exemple de l'attachement qui unit les disciples au maître qui les a guidés dans la carrière.

Ce souci constant de placer les étudiants en contact continuel avec les difficultés de la clinique donne un caractère particulier à notre enseignement médical. Dans la plupart des autres pays, les étudiants commencent par suivre des cours théoriques et par exécuter des travaux pratiques. Quant ils ont acquis une connaissance suffisante des sciences fondamentales, ils viennent à l'hôpital et, groupés dans un amphithéâtre, ils assistent à l'examen d'un malade amené sur un lit roulant. Le maître, entouré de ses assistants, analyse le cas, le discute et le commente; l'élève regarde et écoute; mais il ne participe pas au travail préparatoire du diagnostic.

En France, au contraire, nos étudiants, pendant tout le cours de leurs études, passent chaque matin deux ou trois heures dans les salles d'un hôpital; ils interrogent les malades, les palpent, les examinent, prennent par écrit une « observation » qu'ils lisent devant le « patron » entouré par tout le service. Le maître écoute, commente, rectifie, fait voir à l'élève les lacunes ou les défauts de son interrogatoire ou de son examen, les erreurs de ses conclusions. Voilà la bonne méthode et voilà pourquoi la clinique médicale française a conquis dans le monde entier une place prépondérante. Les médecins français sont incontestablement ceux qui, par les moyens les plus simples, posent les diagnostics les plus exacts et prescrivent les traitements les mieux appropriés.

Mais la médecine a évolué. Peu à peu l'art du diagnostic a été complété par la science du diagnostic. Aux investigations simples d'autrefois, à la percussion et à l'auscultation, se sont ajoutés les examens de laboratoire. On soumet le sang, les humeurs, les sécrétions et excrétions, les fragments de tissus, aux analyses chimiques, microscopiques, bactériologiques. Toute une science nouvelle s'est peu à peu constituée, qui a contraint de modifier et de rajeunir les vieilles organisations. Aux salles de malades on a annexé des laboratoires et à la Faculté on a intensifié les travaux pratiques. Mais les méthodes les plus savantes et, en apparence, les plus précises, ne s'opposent pas aux anciens procédés : elles les complètent et, bien souvent, elles n'apportent qu'un élément au diagnostic : il ne suffit pas d'enregistrer les résultats, il faut les interpréter. Le laboratoire fournit un appoint dont on doit apprécier la valeur.

L'orientation nouvelle de la médecine a conduit la Faculté à multiplier les travaux pratiques. Ceux-ci ont lieu dans l'après-midi, de une heure et demie à quatre heures. Malgré tous nos efforts, ils sont insuffisants. C'est que nos locaux sont trop exigus, les ressources budgétaires trop maigres et les moniteurs trop peu nombreux. Il est vrai que la plupart des médecins ne font pas eux-mêmes les analyses dont ils ont besoin. Des laboratoires se sont installés dans les grandes villes et exécutent les examens demandés avec beaucoup de conscience et de précision. Il suffit que les médecins possèdent des notions générales sur les méthodes utilisées et puissent comprendre les résultats. Ceux qui le désirent peuvent acquérir les connaissances techniques nécessaires en travaillant dans les laboratoires et les instituts de la Faculté, ou en suivant les cours de perfectionnement, qui sont aujourd'hui fort nombreux.

Les matinées étant occupées par le stage hospitalier et le début des après-midi par les travaux pratiques, les cours théoriques ne peuvent commencer qu'à quatre heures; ils se succèdent sans interruption jusqu'à sept heures du soir. Quelques réformateurs en demandent la suppression; il est inutile, disent-ils, de réciter aux élèves ce qu'ils peuvent apprendre dans les manuels. Il est certain que si les professeurs se contentaient d'exposer ce qu'on peut lire, leur tâche serait superflue. Mais leur rôle est bien différent. Dans une science en continuelle évolution, les articles didactiques vieillissent vite et le devoir du professeur consiste à exposer, en les soumettant à une discussion sérieuse, les travaux récents et les conceptions nouvelles. La préparation d'une leçon exige parfois une semaine de travail. En une heure l'étudiant apprend ce qui lui aurait coûté plusieurs jours de préparation et encore n'aurait-il pu apporter le même esprit critique à la discrimination et à l'appréciation des faits contradictoires. Voilà pourquoi les cours bien préparés attirent toujours de nombreux auditeurs; les élèves se rendent parfaitement compte de l'effort accompli et savent apprécier les leçons qui leur sont utiles. Je me rappelle avec quel enthousiasme nous suivions les leçons de Farabeuf, le réorganisateur des études anatomiques; de Mathias Duval, l'incomparable professeur d'histologie : de Wurtz, un des fondateurs de la chimie moderne; de Bouchard, le rénovateur de la pathologie générale. Que d'idées on y

puisait ! Que d'aperçus nouveaux nous étaient découverts !

Les professeurs de clinique ne sont pas assez nombreux pour pouvoir assurer l'enseignement de tous les élèves. Aussi la Faculté confie-t-elle les stagiaires aux médecins des hôpitaux. Ceux-ci n'appartiennent pas au corps professoral de la Faculté, ce qui est regrettable. Ils participent seulement à l'enseignement et aux examens cliniques. Beaucoup jouissent d'une grande notoriété scientifique et professionnelle; tous contribuent largement à maintenir le renom de la clinique française. Ce sont, pour l'enseignement, des collaborateurs indispensables.

LA JOURNÉE DE L'INTERNE

Les étudiants en médecine peuvent terminer leur scolarité en cinq ans et obtenir le diplôme de docteur six mois plus tard. Mais beaucoup d'entre eux prolongent leurs études au delà du terme légal et, désireux d'avoir une instruction clinique plus solide, se présentent aux concours de l'externat et de l'internat. Ces concours sont organisés par l'Assistance publique. Pour s'y préparer, nos étudiants suivent des conférences qui leur sont faites par des internes des hôpitaux. Or les programmes de ces concours ne sont pas en relation avec les programmes de l'enseignement donné par la Faculté. Au lieu de suivre des voies parallèles, ce qui serait indispensable à une organisation rationnelle, les deux cycles d'études roulent sur des lignes divergentes. Tiraillés entre des tendances contraires, les étudiants se désintéressent de leur scolarité pour s'astreindre à un travail fastidieux et stérile. Ils apprennent par cœur les questions susceptibles d'être proposées au concours et négligent le reste. Leur instruction est hypertrophiée en certains points, incomplète et même nulle en d'autres. Le système qui consiste à découper en petites tranches l'anatomie et la pathologie et à opérer une sélection d'après un calcul de probabilité fondé sur les tendances des jurys, empêche toute vue synthétique et toute conception générale.

Malgré ces critiques sur le mode de recrutement, les résultats sont bons. Les externes forment une première sélection ; les internes constituent un corps d'élite. Ils sont les collaborateurs du chef de service, l'aident dans l'examen des malades et l'en-

seignement des élèves, travaillent avec lui, participent à ses recherches. Pendant quatre ans, ils mènent une vie de labeur et acquièrent un bagage scientifique extrêmement solide.

La journée de l'interne est bien remplie. Le matin, avant l'arrivée du chef, un premier examen des malades ; puis la visite qui se prolonge souvent jusqu'à midi et parfois même, au moins en chirurgie, jusqu'à une heure. Le déjeuner, à la salle de garde, réunit toute cette jeunesse studieuse. Les conversations sont parfois un peu frivoles et quelques propos pourraient faire rougir les profanes. Mais les discussions ne tardent pas à prendre une tournure scientifique. On parle des travaux récents, on soumet à une critique sévère les publications des chefs de service : la jeunesse est souvent impitoyable pour les vieux maîtres, elle se gausse de leurs défauts, de leurs manies et de leurs petits ridicules. Mais les épigrammes sont légères; continuant la tradition hippocratique, les élèves ont pour leurs maîtres une affection filiale et ils savent que, s'ils en sont dignes, ils trouveront toujours auprès d'eux le conseil ou l'appui dont ils pourront avoir besoin.

Le déjeuner à peine fini, si quelques internes sacrifient une ou deux heures au plaisir du bridge, la plupart se hâtent vers l'École de médecine. Les uns vont travailler dans un laboratoire ; les autres, qui se destinent à la chirurgie, vont remplir les fonctions d'aide d'anatomie dans les pavillons de dissection.

A la fin de la journée, on revient à l'hôpital ; on fait la contre-visite ; on revoit les malades, on examine les entrants, on prend les observations. Le soir, au dîner, on est peu nombreux : beaucoup d'internes vivent dans leur famille, quelques-uns sont mariés.

Une fois ou deux par semaine, l'interne est tenu de passer la journée à l'hôpital pour assurer la garde. Il a la lourde charge de recevoir les malades subitement atteints et les accidentés de la rue. Il lui faut prendre des décisions graves, et si, dans les cas sérieux, il fait appeler le chirurgien de garde, bien souvent il lui faut faire des interventions délicates dont il se tire à merveille.

Presque toutes les soirées de l'interne sont consacrées au travail. A propos d'un cas curieux ou intéressant, on fait quelques recherches bibliographiques et on n'est pas fâché d'acquérir, un peu hâtivement peut-être, des notions nouvelles ou peu

connues qui permettront, à la visite du matin, « d'épater » ou de « coller » le chef, et on ne manquera pas d'en tirer vanité au déjeuner de la salle de garde.

Ceux qui veulent plus tard suivre la carrière des concours, passent leurs soirées à préparer des questions : travail livresque utile en soi, qui confère aux candidats une érudition souvent supérieure à celle des juges; mais travail stérile qui les détourne de l'effort personnel et de la recherche originale. Les concours pèsent de plus en plus lourdement sur notre jeunesse studieuse.

L'internat dure quatre ans. C'est la période heureuse de la vie médicale : les plaisirs de la salle de garde, la camaraderie qui aboutit à de solides amitiés, l'absence de soucis matériels, puisqu'on est logé et qu'on touche un traitement mensuel; un travail intéressant et fructueux, et surtout la foi en l'avenir, l'espérance, parfois même la conviction, qu'on arrivera un jour aux plus hauts sommets de la hiérarchie médicale, la croyance, peut-être erronée, que les satisfactions d'amour-propre font le bonheur de la vie, tout cela soutient notre interne et lui permet d'entrevoir une carrière merveilleuse.

LE DIPLÔME DE DOCTEUR

Mais tout a une fin ; qu'ils aient suivi la voie des concours ou qu'ils se soient contentés de la scolarité réduite imposée par les programmes de la Faculté, nos étudiants arrivent au moment où ils devront passer leur thèse. La soutenance n'a plus la solennité du temps jadis. On a supprimé les violons et les discours pompeux qui égayent la cérémonie du *Malade imaginaire*, reproduction à peine outrée de ce qui se passait à Montpellier. On a même supprimé la robe noire que portait le récipiendaire. Seuls les juges sont revêtus de la toge écarlate et de l'épitoge ornée d'hermine. Le public est généralement assez nombreux. Le candidat invite ses amis, ses parents, sa femme ou sa fiancée à assister à l'acte suprême de sa vie scolaire. La cérémonie n'est pas très longue. Une argumentation plus ou moins sévère et quelques paroles bienveillantes du président qui souhaite au nouveau docteur une heureuse carrière.

On a beaucoup critiqué les thèses médicales et d'aucuns en demandent la suppression. Ce serait une grave erreur. Sur

les 400 ou 500 thèses soutenues chaque année à Paris, il y en a une centaine qui sont bonnes, une trentaine qui sont excellentes, apportant des faits nouveaux et relatant parfois de véritables découvertes. La suppression de la thèse abaisserait le doctorat en médecine au-dessous des autres doctorats français, y compris le doctorat vétérinaire pour lequel une thèse est exigée, qui est soutenue devant les Facultés de médecine. La plupart des pays étrangers ont conservé la thèse et des échanges se sont établis qui sont extrêmement utiles à la diffusion des idées et des travaux scientifiques.

Après la soutenance de la thèse, le candidat reçoit un diplôme qui, aujourd'hui comme au temps de Molière, lui donne et lui concède « *virtutem et puissanciam medicandi, purgandi, saignandi, perçandi, taillandi, coupandi et occidendi impune per totam terram* »... *gallicam*, ajouterons-nous. Car, si le diplôme est valable en France et dans les colonies françaises, il ne peut servir dans les autres pays, sauf en Roumanie.

Malgré tous les droits qu'il vient d'acquérir, notre jeune docteur ne va pas tailler et tuer à tort et à travers. Il sait très bien que certaines spécialités exigent un complément d'études. Il le trouvera dans les Écoles et les Instituts rattachés à la Faculté : Instituts de médecine légale et de médecine coloniale; École de puériculture (fondation franco-américaine), École de sérologie, Institut d'éducation physique (rattaché à l'Université), Institut d'hygiène, Institut du cancer, Cours supérieur de radiologie. Chacun de ces Instituts donne un enseignement particulier et délivre un diplôme qui garantit les connaissances du médecin.

Les Facultés de Bordeaux, Lille, Nancy et Strasbourg ont organisé un enseignement de l'art dentaire. Dans les autres villes, l'enseignement dentaire est assuré par des écoles libres, les Facultés ayant seulement la tâche de constituer les jurys d'examen. Tout le monde est d'accord pour réclamer une réforme complète de l'enseignement dentaire. Il est probable qu'on finira par exiger du dentiste le diplôme de docteur en médecine, seule garantie des connaissances générales indispensables. Mais l'exercice de l'art dentaire ne pourra être autorisé que sur la production d'un second diplôme, diplôme spécial, dont la préparation exigera deux années complémentaires. Cette réforme, si elle aboutissait, serait grosse de conséquences, car elle inaugurerait le démembrement du doctorat en médecine.

ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES

Les études médicales, se prolongeant pendant plus de cinq ans, imposent aux familles des dépenses considérables. L'entretien matériel entre seul en ligne de compte, car la scolarité, y compris les droits d'examens, ne s'élève au total qu'à 2 955 francs : c'est un peu moins de 600 francs par an. Les Facultés ne sont pas aussi exigeantes que les grandes Écoles; aussi leurs recettes ne couvrent-elles pas leurs dépenses. Un étudiant paie, chaque trimestre, 40 francs pour les travaux pratiques ; c'est tout à fait insuffisant. Il en résulte que plus une Faculté compte d'élèves, plus elle perd d'argent : la prospérité scolaire accroît le déficit. On sera donc conduit, avant peu, à relever les droits. En échange, on augmentera le nombre des exonérations, qui atteint déjà 20 pour 100.

Les bons élèves peuvent aussi concourir aux bourses d'État : pour s'y présenter, il faut avoir obtenu aux examens une moyenne de 7 sur 10. Voilà pourquoi les candidats sont peu nombreux.

Malgré la longueur et la difficulté de la scolarité, le nombre des étudiants en médecine va sans cesse augmentant : 568 élèves, dont 151 étrangers, ont pris la première inscription en 1926 ; 603 dont 194 étrangers en 1928.

La carrière médicale exerce toujours un attrait considérable. Beaucoup de jeunes gens y sont poussés par leurs tendances altruistes et par leur désir de contribuer au soulagement des misères humaines : d'autres sont attirés par une science qui s'efforce d'expliquer le fonctionnement de la machine animale et de pénétrer le mystère de la vie.

C'est aussi à un sentiment très noble qu'obéissent les jeunes filles qui se font inscrire à la Faculté.

Lorsque j'ai commencé mes études, il y a près d'un demi-siècle, les étudiantes étaient peu nombreuses. Plusieurs évitaient de se mêler aux étudiants : pendant les cours elles s'asseyaient loin de nous, à des places qui leur étaient spécialement réservées. Quelques-unes étaient accompagnées par un parent, la mère le plus souvent, parfois le père. Je me rappelle un vieux monsieur qui faisait asseoir sa fille dans l'hémicycle de l'amphithéâtre, puis gagnait une place dans les gradins supérieurs : il ne tardait pas à s'endormir, ronflait souvent, ce

qui nous mettait déjà en gaieté, et, un jour, roula à terre avec un bruit formidable : ce fut une hilarité générale qui interrompit, pendant quelques minutes, la leçon du professeur.

Aujourd'hui tout est changé, étudiants et étudiantes vivent côte à côte, au cours comme au laboratoire, à l'hôpital aussi bien que dans les associations ou à la Cité universitaire. Parfois des idylles s'ébauchent qui aboutissent à des mariages. Quoi qu'en aient dit quelques romanciers, ces unions, matrimoniales et confraternelles, sont généralement fort heureuses. La femme devient la collaboratrice de son mari ; elle l'aide dans sa profession ou ses travaux, ce qui ne l'empêche pas d'être une excellente femme de ménage et une admirable mère de famille.

Le nombre des étudiantes qui ont pris la première inscription était en 1926 de 76, dont 10 étrangères : il s'est élevé en 1928 à 81, dont 18 étrangères.

Les étudiantes ont acquis les mêmes droits que les étudiants : elles peuvent se présenter à tous les concours. Chaque année plusieurs femmes sont reçues externes ou internes, souvent dans un rang fort honorable. Il y a quelque cinq ans, une jeune fille obtint la première place au concours de l'internat.

Plusieurs femmes se présentent actuellement au concours fort difficile de médecin des hôpitaux de Paris. Il est certain que plusieurs d'entre elles finiront par être nommées. Il en est qui ont déjà conquis un titre analogue dans les hôpitaux de province ou dans les asiles d'aliénés. La Faculté de médecine de Toulouse compte une femme parmi ses agrégés.

Voilà donc une carrière largement ouverte aux femmes, qui semblent, en effet, pourvues de toutes les aptitudes nécessaires pour s'y faire de belles situations.

POUR LA SCIENCE MÉDICALE

Je me suis occupé surtout de l'apprenti médecin et de son éducation clinique. Mais la Faculté de médecine n'est pas seulement une École professionnelle. Elle possède une quinzaine de chaires scientifiques, dont les titulaires, vivant en dehors de la pratique médicale, consacrent tout leur temps et toute leur activité à l'enseignement et à la recherche. Il est inutile de rappeler que les progrès de la clinique sont fondés sur les résultats obtenus dans les laboratoires. C'est le travail obscur

du chimiste, du physiologiste, du physicien ou du bactériologue qui fournit les méthodes ou les résultats dont le clinicien fera l'application. Les professeurs et leurs aides se divisent ainsi en deux grands groupes qu'on peut comparer aux séculiers et aux réguliers. Les premiers, répandus dans le monde, soignent, soulagent et guérissent; ils acquièrent le renom et la notoriété; les seconds, cloîtrés dans leur laboratoire et enfermés dans leur cellule scientifique, travaillent loin du public et sont peu connus ou totalement ignorés. Nul ne se doute de l'œuvre fondamentale qu'ils accomplissent et nul ne songe à encourager ou à soutenir leurs efforts. On ne sait pas que des hommes sans fortune personnelle dépensent des sommes importantes pour payer leurs expériences, car l'insuffisance des budgets ne permet pas de fournir aux travailleurs les instruments, les produits ou les animaux dont ils ont besoin. Vivre de misère pour avoir le droit de poursuivre des recherches et pour ambitionner la joie fugace d'aboutir à un résultat nouveau ou à une véritable découverte, voilà le lot de nos savants. On s'étonne souvent que la production scientifique diminue dans notre pays. Nous devrions nous étonner et nous réjouir qu'elle soit encore aussi intense et qu'il y ait toujours des jeunes gens, avides de progrès, qui consacrent leur activité au travail obscur et désintéressé. Espérons que la crise actuelle ne tardera pas à prendre fin et que nous pourrons bientôt fournir aux travailleurs l'argent dont ils ont besoin.

Les finances de l'État sont incapables actuellement d'assurer l'effort nécessaire. Mais on peut espérer qu'il se trouvera en France, comme il s'en trouve en d'autres pays, des donateurs généreux, capables de comprendre que l'argent consacré à la recherche scientifique est placé à gros intérêt et que les découvertes, en apparence spéculatives, sont riches en applications. Si la clinique française continue de briller d'un éclat incomparable, il suffirait d'un petit effort financier pour conserver à la science médicale française la situation que lui avaient conquise les maîtres d'autrefois, les Magendie, les Claude Bernard, les Flourens, les Vulpian, les Wurtz, les Davaine, les Pasteur.

H. Roger.

LE CONSULAT DE BONAPARTE

III[1]

LE BONAPARTE DE L'AN VIII

Il avait trente ans, mais déjà il en avait vécu cent, et, à l'épreuve de circonstances uniques, sa personnalité, déjà exceptionnellement forte, s'était jusqu'au miracle fortifiée.

Dès 1792, le vieux chef corse Paoli, qui le voyait s'élever, avait dit : « Voyez ce petit homme; il y a en lui l'étoffe de deux Marius et d'un Sylla. » Ni Marius, ni Sylla; rien, chez lui, ni d'un soldat brutal, ni d'un potentat sanguinaire; il planait au-dessus de toutes les vulgarités, dépassait tous les précédents.

La physionomie était, en 1799, saisissante. « J'ai toujours cru aux figures, écrira plus tard Molé; la sienne s'adaptait à toute son histoire. » Nous possédons plusieurs portraits du jeune Consul, et vingt contemporains, surtout les étrangers, nous ont laissé des témoignages assez concordants. « Petit, cheveux noirs et plats, teint jaune et maladif, figure expressive, regard terrible », écrit, le 10 mai 1800, un pasteur genevois qui vient de le dévisager. « Épiderme olivâtre », écrivent d'autres, et l'Allemand Jacobi va jusqu'à dire : « vert jaune ». Sa maigreur était encore extrême, la peau collant aux os, le nez busqué à arête vive, le menton proéminent, carré et osseux, les joues creuses aux méplats presque aigus; ses cheveux, jadis très longs, restaient encore abondants et d'ailleurs toujours en désordre, non point noirs, mais d'un châtain foncé;

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juin.

le col, assez court, s'enfonçait entre les épaules déjà remontées par l'habitude du bureau, les coudes sur la table quand il écoutait, les mains derrière le dos quand il se promenait; le corps était encore mince, agile, la démarche saccadée et un peu « dandinante », le geste brusque et vif. Mais tout cela frappait moins que les yeux; ils étaient d'un bleu sombre et beaucoup, comme notre témoin de tout à l'heure, en trouvaient le regard « terrible ». Le plus souvent, à la vérité, il était réfléchi et perçant, mais sans aucune expression terrifiante : le Silésien Œlmer se déclarera, en 1802, « charmé par la magie de ces yeux bleu foncé ». Quand il souriait, sa physionomie entière se transformait : « Ce sourire, dit une noble dame, que tous les historiens ont tâché de décrire et qui était véritablement remarquable. » « Il a l'air pensif et réfléchi; *il sourit sérieusement* », a écrit, en 1798, Rabaut-Pommier. On restait séduit quand, de la bouche, ce sourire gagnait les yeux; or, pendant les premiers mois du Consulat, par ce désir de conquérir dont je parlerai, il sourit volontiers. Mais quand, devant une contrariété subie ou une pensée fâcheuse, sa face se contractait, son œil, soudain, devenait réellement insoutenable; on verra des hommes forts s'évanouir presque devant ses éclairs. « Aucun de ses portraits n'est ressemblant, va écrire Nodier en 1801, il est impossible de savoir le caractère de sa figure : *sa physionomie terrasse.* »

Sa parole était comme une agression; il regardait droit, ne souffrant jamais un interlocuteur à ses côtés, mais toujours en face de lui et tout près : « Avec un accent étranger désagréable à l'oreille, il s'exprime, écrit d'Andigné, d'une manière brève et énergique. » Son style, très classique, gardait cependant, sous le Consulat, quelque chose de l'emphase révolutionnaire, d'un lyrisme parfois si singulier que, décrivant telle tempête déchaînée sur le camp de Boulogne, il semble un précurseur du romantisme; mais il parle, tout au contraire, dans l'intimité, en termes familiers, souvent brutaux, parfois grossiers, étant, à cet égard, un vrai soldat de la Révolution. Ce qui frappe bientôt aussi bien ses interlocuteurs que les lecteurs de ses lettres, c'est la liaison directe, évidente, de la parole avec l'idée; c'est vraiment *la pensée qui parle*, rejetant tout ce qui est inutile pour l'expression d'une opinion, n'employant que des figures exactes et fortes; sa parole, pressée, se bousculait parfois elle-

même sous la pression de l'idée ou de l'image; faisant le désespoir des secrétaires, cette parole pouvait, en quelques minutes, convaincre, séduire ou terrasser. Jamais le style n'a été plus l'homme. D'autant que, s'il dictait, il semblait parler au destinataire de la lettre; « un écouteur aux portes, rapporte un de ses secrétaires, aurait pu les croire tous les deux en présence. »

SON CARACTÈRE

« Il y a en moi deux hommes distincts, dira-t-il à Rœderer : l'homme de la tête et l'homme du cœur. Dans mon intérieur, je suis l'homme du cœur : je joue avec les enfants, je cause avec ma femme, je leur fais des lectures, je leur lis des romans »; et plus tard à Molé : « Ne croyez pas que je n'aie pas le cœur sensible comme les autres hommes. Je suis même assez bon homme. Mais, dès ma première jeunesse, je me suis appliqué à rendre muette cette corde qui, chez moi, ne rend plus aucun son. » Il était en effet infiniment plus sensible, émotif, impressionnable qu'il ne voulait le paraître. Sa lettre à la femme de l'amiral Brueys, tué en Égypte, étonne par la violence sincère de l'émotion; son amitié pour certains jeunes camarades l'obsédait, l'induisant parfois à de grandes erreurs : ainsi a-t-il aimé jusqu'à l'aveuglement ses deux compagnons de misère de l'an IV à Paris, Junot et Marmont. Une lettre à Desaix a fait éclater déjà une sollicitude presque inquiète; ses larmes abondantes devant Lannes mourant, Duroc et Bessières tués ne sont point du tout, ainsi que le veut Taine, les réactions purement physiques d'un tempérament trop tendu. Ses lettres d'Italie à Joséphine sont restées célèbres, stupéfiantes de fureur amoureuse.

Aucun chef n'a paru cependant moins soumettre sa vie aux caprices de l'amour : ce n'est pas un Vert-Galant et l'amour n'a été le plus souvent pour lui « qu'une affaire d'épiderme », une passade brusque et sans conséquence. Il a peur de l'empire des femmes : « Pour une qui nous inspire quelque chose de bien, il en est cent qui nous font faire des sottises. » Il a cependant aimé profondément, et avec certaines faiblesses, Joséphine aux larmes de qui il n'a, de son propre aveu, jamais rien refusé pendant quinze ans; il aimera ten-

drement Marie Walewska ; il aimera voluptueusement Marie-Louise. Brusque, discourtois parfois, souvent agressif avec les femmes parce qu'elles l'intimident au fond, il ne sait pas résister à celle qui se jette à ses genoux pour implorer une grâce. Il dira lui-même : « J'ai un cœur d'homme; je n'ai pas été enfanté par une tigresse. » Un adversaire écrira, le 31 mai 1802, que, passant « pour dur et peu sensible », « certaines anecdotes donneraient à penser qu'*il cache* au fond de son cœur une profonde sensibilité ». Le mot est juste : il la *cache* et, suivant ses termes, « s'applique à la rendre muette ».

A dire vrai, cette « sensibilité » éclate dans ses colères. Il était un vrai Corse, et d'une violence à tout briser : « Mon défaut est, dira-t-il en 1801, de ne pouvoir supporter les injures. » Et il tenait pour injure le moindre manquement : alors la tempête se déchaînait en termes parfois inouïs. Quand, en plein Conseil d'État, devant une offense, il criait : « C'est une corne à mon front », — expression qui lui était familière, — il n'eût pas fait bon de le contredire. Des témoins le virent, aux Tuileries, se porter aux extrémités de la fureur : l'un d'eux qui, à la vérité, le charge volontiers, décrira, le 14 juillet 1805, une scène au cours de laquelle il a menacé de la main Berthier atterré. « Jamais tigre enragé n'a été pire... Les jurements, les menaces... ont été excessives... Deux fois il a présenté le poing fermé à Berthier. » Et il est remarquable que, dans sa colère, il y ait parfois une poussée de *vendetta* corse : lorsqu'en 1804, il se sentira menacé, guetté, traqué par les assassins à la solde des Bourbons, on aura la vive impression que, en face d'une famille rivale, — des Pozzo di Borgo transportés sur un terrain très supérieur, — il s'exaspère et se croit *tenu* de frapper : l'exécution du duc d'Enghien n'aura guère d'autre cause.

Le plus souvent cependant ses colères sont courtes et ses rancunes sont rarement implacables, il s'en faut. « Une fois la colère passée, il n'en reste plus rien, écrira-t-il à Decrès qui s'est lui-même emporté; j'espère donc que vous ne me gardez pas rancune. » D'ailleurs sujet à de vifs accès de gaîté, il était, au témoignage de vingt de ceux qui l'ont vu vivre, porté à rire et à s'amuser au jeu, pleinement. Il voulait même qu'on ne fût pas grave autour de lui. « Soyez gai », écrira-t-il en 1800 à Berthier : lui-même n'était pas longtemps sombre et

ses fureurs s'éteignaient parfois en un instant. Ces colères même, dont vingt sont restées célèbres, étaient-elles toujours sincères, ou bien ne les voulait-il pas utiliser, elles aussi, à terrifier pour vaincre et soumettre? « Vous me croyez sûrement bien en colère, dira-t-il, après une de ces scènes, à l'abbé de Pradt; eh bien! tâtez-moi le pouls! »

C'est que, chez lui, la tête restait presque toujours la maîtresse, — la tête, j'entends la volonté autant que l'intelligence.

« Bonaparte est la plus belle manifestation de la volonté humaine », écrira Schopenhauer, le philosophe du pessimisme, après une entrevue avec le jeune Empereur. Au fait, personne peut-être n'a jamais présenté à ce point toutes les formes de la volonté. On lui a prêté le mot : « Impossible n'est pas un mot français ». Ce qui est sûr, c'est qu'il ne s'est jamais opposé le mot à lui-même. « L'impossible, dira-t-il à Molé, est un mot dont la signification est toute relative... C'est le fantôme des humbles et le refuge des poltrons. Dans la bouche du pouvoir, ce mot, croyez-moi, n'est qu'une déclaration d'impuissance. » Il n'a jamais été plus sincère. A tout obstacle, à toute entrave, à toute « impossibilité », dès sa jeunesse, dès son enfance même, il a opposé sa volonté. Elle est habituée à vaincre. « Il n'y a, écrira un ambassadeur étranger, ni zèle, ni habileté, ni courage qui ne se brise contre *ce caractère d'airain.* » Cette volonté est à base d'énergie : âme qui, sauf de très rares cas, est restée intrépide et presque infaillible, en cela différente du cerveau qui parfois errera. Cet homme est capable de toutes les espèces de vaillance : ce « mince mathématicien », ainsi que l'avaient qualifié, avant les grands exploits, ses superbes lieutenants de l'armée d'Italie, on l'a vu, depuis Toulon jusqu'à Arcole, se jeter dans la mitraille, le premier, alors que tous hésitaient, et cependant toute sa vie passée l'autorise à écrire en l'an X : « Il y a autant de vrai courage à souffrir avec constance les peines de l'âme qu'à rester fixe sous la mitraille d'une batterie ». Toute cette existence va être un exemple unique d'énergie volontaire, physique et morale.

« Il est dans son caractère de ne pas supporter longtemps le tourment de l'indécision, et dans ses habitudes, une fois qu'il a pris un parti, de lui sacrifier toutes les convenances et

toutes les obligations précédentes, et de ne respecter ni principes de justice, ni conseils de prudence qui s'y opposeraient. » Ainsi le juge, dès la première année du Consulat, le ministre de Prusse, Lucchesini, à la vérité porté à l'hostilité, et, s'il peint ici, d'avance, le futur Empereur plus que le Consul de l'heure, il est de fait que, dans tous les temps, son esprit de décision s'est doublé d'un esprit d'autorité qui souffre mal l'opposition et brise les entraves. A l'instant où la France attend un restaurateur de l'autorité, voici que se présente l'homme, par excellence, de l'autorité. « Avant la Révolution, dira-t-il devant Molé, l'autorité était tombée en quenouille, nous avions un roi imbécile, il a été *pendu*, on a chassé sa famille. » « Un roi détrôné, ajoute son confident, était l'objet de son dédain. » Rappelons-nous l'horripilation du jeune soldat, révolutionnaire de sentiment, devant Louis XVI insulté. A l'ouverture du Corps législatif de 1804, il dira : « La faiblesse du pouvoir suprême est la plus affreuse calamité des peuples ». En face de la faiblesse du Directoire, le jeune général en chef de l'armée d'Italie, naguère, a frémi d'impatience; ses lettres aux Directeurs révèlent déjà et, parfois, font éclater cette *faim d'autorité* qui d'ailleurs se satisfait, à cette heure même, en Italie : « l'Autorité », c'est la première chose à rétablir, tout s'en suivra, l'ordre avant toutes choses.

Car il est trop intelligent pour aimer l'autorité pour elle-même : à cet égard, il n'aura jamais rien d'un tyran qui plie un monde à ses appétits et à ses caprices pour le plaisir de faire plier; l'autorité n'est pour lui, ne sera jamais que la condition de l'ordre.

L'ordre, il l'avait dans le sang, il l'avait dans le cerveau, il l'avait même dans le cœur. Un Henri IV a entendu rétablir l'ordre, mais avec des habitudes personnelles de désordre; rien de cela dans un Napoléon Bonaparte : il ne fait qu'étendre au gouvernement d'une grande armée, d'un grand pays, d'un grand Empire plus tard, la qualité maîtresse de son esprit et de sa vie : *l'ordre*. « Esprit *réglementant* », écrira son ministre Chaptal, il a appliqué avant tout cet esprit à se réglementer lui-même. Rangé dans ses mœurs, en dépit de ses quelques passades, il est encore plus rangé dans ses dépenses, ayant pour principe que c'est peut-être dans ce domaine que le désordre est

la pire calamité; il a hérité, entre autres dispositions, de la sévère Lœtitia, sa mère, un souci d'économie qui, dans tous les temps, de sa solde de sous-lieutenant aux millions de livres de sa liste civile, lui a toujours fait « mettre de côté ». Pas avare, capable de grosses dépenses utiles qui, si l'on ne connaît le fond de sa pensée, paraîtraient même prodigalités, il ne souffrira jamais autour de lui ni gaspillage ni gabegie. Gérant bien sa fortune privée, surveillant son notaire, tançant ses fournisseurs, rappelant à l'ordre ses intendants, il ne fera que transporter à la gestion des finances de l'État, naguère avariées, cette qualité d'économie qui n'est qu'une forme frappante de son amour de l'ordre.

Ordre dans les finances, ordre partout. Si, bientôt, on le verra promener son regard sur les objets en apparence les plus minimes, — car il n'a jamais, pas plus qu'un Richelieu, admis le *De minimis non curat prætor*, — c'est qu'il ne pourrait souffrir qu'une faute contre l'ordre restât dépourvue de sanction. « Soyez inflexible pour les fripons, écrira-t-il à Eugène. *C'est une victoire gagnée pour l'administration que la découverte d'un comptable infidèle.* »

Cet amour de l'ordre le faisait *légaliste*. Il a, c'est vrai, partagé la fièvre révolutionnaire, mais il n'a que pour la forme, et en apparence, applaudi aux journées d'émeute qui assuraient la Révolution, et, en ce qui le concerne, il n'aime pas sortir des formes légales. Le coup d'État même qui l'a porté au pouvoir, il eût voulu, nous le savons, lui enlever tout caractère de coup de force et, au fond, la nécessité de faire jeter par la fenêtre quelques représentants du peuple par des grenadiers lui a beaucoup déplu; il n'en parlera jamais; à plus forte raison ne s'en vantera-t-il jamais; il demandera qu'on oublie ces quelques minutes d'une révolution qu'il eût désiré voir se faire par le consentement unanime et dans les formes légales. Et, à l'autre extrémité de sa vie politique, après Waterloo, quand le peuple des faubourgs en effervescence viendra lui offrir, contre les Chambres, le secours de ses bras, il refusera parce qu'au fond il a trop horreur du désordre pour l'employer, même à son service, même à son salut. « Je me croirais déshonoré, a-t-il écrit dès vendémiaire an V, en Italie, de voir dans un endroit où je commande, se former un ferment de trouble... »

Cet amour de l'ordre, on le trouve au fond de sa volonté d'organiser, de codifier, d'assurer solidement les institutions, d'utiliser les hommes dans le poste qui leur conviendra le mieux, de remettre chaque chose et chaque personne à sa place, au fond aussi de cet esprit d'administration et d'ordonnancement qui, en Italie, en Égypte, déjà, dictait les arrêtés en apparence si éloignés des préoccupations propres à un général d'armée. Il n'aimera jamais que soit rompue la marche normale des choses : « Je veux, dira-t-il devant Rœderer en 1800, que les dix années de ma magistrature s'écoulent sans que j'aie renvoyé un seul ministre, un seul général, un seul conseiller d'État. » En fait, n'ayant pu dans la pratique se tenir à de telles promesses, il se décidera toujours très difficilement à renvoyer un des grands serviteurs de l'État, parce que la *continuité* lui apparaît encore comme une condition essentielle de l'ordre et que l'ordre doit être en toutes choses sauvegardé et respecté. Il doit l'être même dans les apparences, d'où un très grand souci pour « la tenue ». Ses lettres abondent en rappels à la tenue : ministres, préfets, généraux, évêques, prêtres et jusqu'aux élèves de ses écoles et aux chanteurs de l'Opéra, il ne tolère d'aucun d'eux un manque de tenue, parfois jusque dans leur vie privée, à plus forte raison dans l'exercice de leurs fonctions, — parce que *la tenue, c'est encore l'ordre.*

Ce souci suffirait à l'entraîner à la sévérité si son esprit, assez naturellement, ne l'y portait.

« Les amours des rois ne sont point des tendresses de nourrices. Ils doivent se faire craindre et respecter. *L'amour des peuples n'est que l'estime.* » C'est devant Rœderer qu'il parle ; et devant Pelet : « Il n'y a rien de si tyrannique qu'un gouvernement qui prétend être paternel ! » C'est qu'il estime qu'il vaut mieux prévenir que réprimer et l'on ne prévient que par une inflexible sévérité, par « des exemples ». « L'art de la police, écrira-t-il à Fouché (à qui cependant on n'en remontrait guère), *afin de ne pas punir souvent, est de punir sévèrement* » ; et à Barbé-Marbois : « Le mieux de tout, c'est un exemple. » Son séjour en Égypte lui avait inspiré un certain mépris de l'homme : « L'homme sauvage est un chien », et il estimait que, s'il n'est maintenu dans les règles par la sévérité, l'homme le plus civilisé redevient assez vite un sauvage. Il avait jadis adoré Rousseau, mais il avouait maintenant que celui-ci avait

erré : « L'homme n'est pas bon ». Il le faut plier au respect des lois et particulièrement les Français : « Le peuple français, depuis les Gaulois, a toujours été le peuple qui a eu le plus besoin d'être gouverné et par conséquent de craindre ceux qui le gouvernent. » Mais il sait bien qu'il en est ainsi partout et, à son frère Louis il écrira : « *Quand on dit d'un roi qu'il est bon, c'est un règne manqué.* » Tout le Bonaparte de 1800, déjà, tiendrait dans cette formule.

Du reste, toujours intelligent, il admet que, si la condition de l'ordre est dans la sévérité, elle est, avant tout, dans la justice. « J'aime mieux l'injustice que le désordre » : c'est le mot qu'on prête à Gœthe. Bonaparte, le Bonaparte de 1800 tout au moins, ne croit pas avoir à choisir : le pire désordre, la source de tous les désordres, c'est l'injustice. Chacun doit faire son devoir : s'il le fait, qu'il soit récompensé ; s'il y manque, qu'il soit puni. Ses *décisions*, inscrites à sa *Correspondance*, sur les cas individuels qui lui sont soumis par les ministres, témoignent de ce persistant souci. Un sous-lieutenant a quitté son poste ; mais, ajoute le ministre en manière de timide plaidoyer, il « n'a pas vingt ans et est le fils d'un général estimé ». Napoléon répondra : « Cet officier doit être traduit devant une commission militaire et traité selon toute la rigueur des lois : c'est un lâche. » Mais si une jeune fille a été, au profit d'un hospice, spoliée de la succession de sa mère, il écrit : « Savoir pourquoi on a dépouillé cette orpheline », et il lui fait rendre son argent. C'est presque le chêne de Vincennes. Il fait volontiers, par un acte spontané, accorder pensions et places aux enfants de ceux qui, même sous les régimes précédents, ont rendu de grands services. En revanche, il n'admet jamais l'irresponsabilité, remontant toujours de la faute d'un petit à celle d'un grand pour y rechercher *le vrai responsable* : « Sous mon règne, écrira-t-il en l'an XIII, les lois ne seront jamais accessibles à l'impunité ». C'est que, je le répète, pour lui l'ordre réside essentiellement dans la justice et la justice ne se conçoit point pour lui sans sévérité.

SON CERVEAU

Qu'une telle volonté, qu'une telle énergie, qu'un tel souci de l'autorité et de l'ordre fussent au service d'un cerveau ordinaire, le bienfait, dans les circonstances où l'on se trouvait, eût

déjà été bien grand. Mais qu'un cerveau prodigieusement doué, organisé et puissant dirigeât de telles dispositions, le bienfait devenait immense.

Pareille puissance de volonté s'était peut-être déjà rencontrée, mais pareille puissance de cerveau, on en peut douter.

Possédant, nativement et à un degré dès l'abord supérieur, toutes les facultés qui, dit-on, relèvent du cerveau, imagination, mémoire, vision nette, jugement prompt et sûr, curiosité de l'esprit, force de travail et extensibilité à l'infini, en largeur et en profondeur, de la pensée, il n'avait, en outre, jamais cessé de nourrir d'une prodigieuse lecture cet extraordinaire cerveau. Même parmi ceux que l'action n'a jamais disputés à l'étude, peu d'hommes ont plus lu que lui. Élève appliqué et qui, s'instruisant facilement du collège d'Autun à l'École militaire, n'a jamais vu dans cette heureuse disposition qu'une raison de plus de tout approfondir, il frappait déjà ses maîtres par l'universalité de ses goûts scolaires. La forme de son cerveau paraît bien l'avoir porté avant tout à l'étude des sciences : quand, dans une lettre à l'astronome Laplace, en pleins triomphes de l'Empire, on le voit jeter un regard nostalgique aux sciences exactes, « s'affligeant de la force des circonstances qui l'a dirigé vers une autre carrière si loin de celle des sciences », il ne ment pas : un Monge a, en 1784, signalé ce petit *cadet* comme « très appliqué aux sciences abstraites... connaissant à fond (il avait quinze ans) les mathématiques » ; et, pendant ses années de garnison, il n'a cessé de cultiver algèbre et géométrie sans dédaigner les sciences physiques alors en plein progrès.

Mais Monge avait, avec « la connaissance approfondie des mathématiques », signalé celle « de la géographie » et nous savons, d'autre part, que l'histoire a prévalu sur tout le reste après l'École. Il a dévoré toute une bibliothèque d'histoire, prenant des notes, rédigeant des commentaires. Sa culture essentiellement classique ne lui a laissé qu'une connaissance assez superficielle des langues anciennes : il ne lira jamais les écrivains grecs et latins que dans les traductions et ne les citera jamais, mais ils l'ont passionné pour l'histoire de l'antiquité dont il est resté rempli. Je dirai sa prédilection pour Rome et les Romains, qui a si singulièrement influé sur ses concep-

tions. Il n'eût pas eu la sottise d'écrire comme ce phraseur de Saint-Just : « Le monde est vide depuis les Romains », mais il dira : « Les Romains auxquels il faut toujours revenir », et ses lettres, sans parler de tous les témoignages, le montrent nourri de l'histoire de Rome. C'est avec le même ardent intérêt qu'il s'est initié à l'histoire de France, à l'histoire de l'Europe, et avec une tendance marquée d'y chercher des leçons de philosophie politique, et des excitations à l'héroïsme, bref *des enseignements autant que des renseignements.*

Et déjà il débordait de toutes parts, passionné pour notre théâtre classique, pour Corneille surtout, pour Voltaire dont, au surplus, il connaît toutes les œuvres ; il a lu tous les *philosophes* du siècle, de Rousseau, qui un instant l'a possédé, à Raynal qui lui a révélé le Nouveau Monde ; il a lu les romans, les livres de théologie et de droit, les traités de géographie et, tout naturellement, les ouvrages militaires. Que n'a-t-il pas lu? sans parler de toute la littérature révolutionnaire d'après 1789, discours, articles, libelles, traités auxquels il a lui-même ajouté par le fameux *Dîner de Beaucaire.* De tout cela il a tout retenu, et c'est le prodige, parce que sa mémoire, qui enregistrait, gardait ses lectures comme gravées sur l'airain. De tout cela surtout s'est fortifié cet amour singulier, sinon pour les lettres pures, du moins pour tout ce qui était écrivain, savant et artiste, ce souci de l'esprit qui, dès la campagne d'Italie, l'a mis à cent coudées au-dessus de ses rudes compagnons d'armes, fermés à la culture et dédaigneux de ses servants.

Qu'il eût déjà beaucoup appris et tout retenu avant 1799, il ne s'en contentera cependant jamais. Tout membre qu'il soit de la classe des sciences de l'Institut où il lira des mémoires, son goût pour l'histoire persistera qui, plus tard, deviendra absorbant. Sans doute en dispose-t-il avec un certain sans-gêne, « se forgeant, comme dit M^me^ de Rémusat, un passé imaginaire », mais il en recommande à tous la lecture, déplorant qu'on ne la connût pas assez : « Le défaut du roi (Jérôme), c'est de connaître peu l'histoire » et, n'aimant que les tragédies historiques, il continuera à chercher sans cesse dans l'histoire exemples et leçons. Mais, au vrai, il s'acharnera à tout lire, se faisant accompagner dans ses plus lointaines campagnes par

des caisses de livres où il s'absorbera au bivouac, à la lueur des bougies, entre deux batailles.

Aussi bien a-t-il le goût, l'amour, la passion du travail de bureau. Voilà où est encore le miracle de ce cerveau : Bonaparte, homme d'action incomparable, est surtout l'homme du labeur cérébral.

« Moi, je travaille beaucoup, je médite beaucoup, déclarera-t-il, un jour, à Rœderer. Si je parais toujours prêt à répondre à tout, à faire face à tout, c'est qu'avant de rien entreprendre, j'ai longtemps médité, j'ai prévu ce qui pourrait arriver. Ce n'est pas un génie qui me révèle tout à coup, en secret, ce que j'ai à dire et à faire dans une circonstance inattendue pour les autres, c'est ma méditation. Je travaille toujours : en dînant, au théâtre; la nuit, je me réveille pour travailler. »

Il disait vrai : tous les témoignages concordent sur ce point. Son cerveau était en travail constant sur le passé, le présent, l'avenir. Travail presque douloureux : « Quand je médite, dit-il encore..., je suis dans une agitation tout à fait pénible... *Je suis comme une fille en couche* », et un étranger, qui l'a vu de près, avoue : « Je ne connais pas d'homme qui soit plus sûr de lui-même quand il a pris son parti, mais je n'en connais pas qui, pour cela, *se consulte autant* avant de le prendre. »

Il *se* consulte, mais plus encore peut-être *il consulte*. Jamais personne n'a plus arraché à tous, grands et petits, une pareille somme d'informations. « Facilité prodigieuse, écrit Thibaudeau, pour apprendre, juger, discuter, retenir dans sa tête et sans confusion, une infinité d'objets. » Avant tout, il s'informe. « Qu'est-ce...? Combien?... Comment?... Pourquoi?... » Voilà les quatre mots qui peut-être reviennent le plus souvent des milliers de fois dans sa correspondance. Son intelligence était trop avertie pour qu'il n'aperçût pas ses lacunes et ses limites et, lorsqu'en brumaire an VIII, il a saisi le pouvoir, il se sait, en dépit d'une jeunesse si remplie d'expérience, ignorant des trois quarts des choses; mais, avide de tout savoir pour tout pouvoir, il a déjà commencé sa formidable enquête : sous le Consulat, cette enquête va porter sur tous et sur tout. Il demande des avis, des conseils, des explications, des raisons : il consulte même quand son parti est pris, « pour s'assurer, dit justement Thiers, qu'il n'avait pas

méconnu quelque côté de la question soumise à son jugement », exigeant simplement qu'on fût clair et précis, demandant, ainsi qu'il l'écrira à Champagny, « des raisonnements et non des tableaux ». Il déclare cependant : « *J'écoute tout le monde, mais ma tête est mon seul conseil.* » Mais pour que ce « seul conseil » ne délibère *que sur des réalités*, il réclame bien plus que des « raisonnements » même, *des informations*. Quand il ne peut pas tenir sous son regard l'homme qu'il vide littéralement de tout ce qu'on en peut tirer de renseignements et de connaissances, il exige des mémoires, des notes, des inventaires, des historiques, des statistiques, des *états*, des *situations*, et si les papiers qu'il a entre les mains datent un peu : « Cela devient bien vieux, écrit-il. Je vous prie de m'en envoyer de nouveaux. » « Vous savez tout ce que je ne sais pas », a-t-il écrit à Talleyrand : il le dit, il l'écrit à tous les gens compétents. Un agent des princes qui, en 1803, l'a suivi en Normandie, nous donne mieux que personne l'idée exacte d'une de ces prodigieuses enquêtes sur place qui ne néglige aucun objet : « Attention minutieuse », rapporte-t-il. Il a toujours l'air de mener une instruction, et c'est la France entière, bientôt la moitié de l'Europe, sur laquelle il *instruit*. S'il poursuit une idée, il entend l'asseoir sur les bases les plus solides : dès le Consulat, pour ne citer qu'un trait, il a tout de suite conçu, pour remplacer le sucre colonial dont la guerre maritime prive le pays, l'idée de tirer du sucre des betteraves. Mais quoi ! il n'est pas chimiste et il demande à Cuvier : « Faut-il faire du sucre de betteraves? » Le savant se perd en considérations oiseuses : brusquement il l'interrompt : « Je le demanderai à Bertholet. » Il le demande à Bertholet et, pour plus de sûreté, à Chaptal : il eût, jusqu'à une réponse satisfaisante, assailli de la même question pressante, l'un après l'autre, tous les chimistes de l'Institut.

Il interroge, il écoute, il lit avec une attention prodigieuse et, sa merveilleuse mémoire aidant, tout se grave en son cerveau, je le répète, comme sur l'airain. Mais ce ne sont là que simples aliments à la réflexion, simples éléments de méditation. Le voici qui *élabore* et c'est là qu'il faudrait le voir. L'*élaboration*, le mot implique chez l'homme l'opération la plus magnifique ; il se complaît au travail et au travail sans repos. « Le seul peut-être

sur la terre, il n'a jamais laissé une minute de sa vie sans emploi, rapportera Molé. Jamais il n'a connu cette évaporation insensible du temps qui n'est pas sans charme, mais qui fait avorter tant de dons précieux. » « Il dormait peu, dit, de son côté, Thibaudeau, il avait le sommeil à son commandement. » A vrai dire, surtout dans les premières années de son gouvernement, tout était chez lui « à son commandement ». Un agent, qui mêle l'admiration à l'hostilité, restera stupéfait devant le travail fourni par le Premier Consul dans les jours qui suivront la rupture de la paix d'Amiens : « Immédiatement après le départ de l'ambassadeur anglais, il employa trois jours et trois nuits à un travail relatif aux circonstances, toujours debout et employant trois ou quatre secrétaires à la fois. Vers la fin du quatrième jour, se sentant violemment agité, il se mit au bain, y resta six heures pendant lesquelles il dicta des dépêches de la plus haute importance. Il se mit enfin au lit, donna l'ordre de l'éveiller à trois heures pour recevoir cinq ou six courriers qu'il attendait pendant la nuit. C'est ainsi qu'il expédie les affaires. »

Il a parlé lui-même des *tiroirs de son cerveau* : il les ouvrait l'un après l'autre et dans chacun d'eux il trouvait ce qu'il y cherchait, — à coup sûr. Son travail en était singulièrement facilité; mais ce n'était que par l'emploi d'une prodigieuse méthode, qu'il était arrivé à classer ainsi en des milliers de cases la matière de ce travail auquel, disait-il, il n'avait « jamais connu de limites ».

Ainsi était-il paré devant les éventualités. Nous le lui entendions dire tout à l'heure : « Avant de rien entreprendre, j'ai longtemps médité. J'ai prévu ce qui pourrait arriver. » Aucune perspective qu'il n'ait examinée et aucun événement contre lequel il ne se soit prémuni. « *Le hasard ne fait rien* », écrira-t-il à Fouché. Il mène de front trois, quatre, cinq combinaisons, essayant de prévoir tout, — et au pire. Cette prévoyance, fruit de sa méditation, lui permettra d'être prêt à tout accident. Grâce à elle, à des mesures conçues hypothétiquement, les choses sont prêtes à l'heure où le plus habile homme serait surpris. L'échiquier est toujours là, sous ses yeux et, bien avant qu'il ait à y faire avancer les pions, il a *marqué* leur place et *vu* leur marche.

Faculté de prévoir, faculté aussi de tirer immédiatement toutes les conséquences d'un événement : « Pour l'Empereur,

écrira le maréchal de Castellane, *le maximum de conséquences suivait toujours les événements.* » Tous ceux qui le verront dans telles ou telles circonstances où un brusque événement semble surprendre le monde, en diront autant. En un instant il aperçoit toutes les répercussions du fait sur la situation tout entière, et parfois à longue échéance. Mais cette faculté de dégager les conséquences n'est-elle point très précisément issue de l'autre, celle d'avoir prévu toutes les éventualités? Ce qu'aucun des témoins de sa vie n'a pu voir, c'est, dans les pires crises, un désarroi de ce cerveau : il tire les conséquences parce que, de sang-froid, bien avant l'événement, il l'a, en principe et sans le croire fatal ni même probable, envisagé, examiné et jugé. D'où la fermeté de ses décisions qui sont dues beaucoup moins à sa volonté qu'à la parfaite clarté où vit constamment son cerveau. Lorsqu'on lit les lettres relatives à une campagne qui cependant lui est imposée, on a presque *l'impression physique* d'une armée en marche : tout à l'heure, il semblera tout à la descente de son armée en Angleterre, et, soudain, on verra, bien avant l'heure, sur le papier, cette armée faire tête-à-queue : de Boulogne, le chef la transportera *en esprit* sur les rives du Danube : du moment que les circonstances l'y contraignent, *sa marche est déjà dans sa tête à lui* et pas une des étapes qu'il lui trace, pas un des combats où il l'achemine, pas une des victoires qu'elle remportera ne se trouveront manquer à son attente, parce qu'il aura d'avance médité les éventualités.

Il a médité et il a vu, — *en largeur et en profondeur.*

C'est peut-être le trait le plus étonnant de cette intelligence que ce mélange d'idéalisme et de réalisme qui lui permet d'envisager tout à la fois les rêves les plus prodigieux et les plus infimes réalités.

Oui, il a un côté de rêve et on dirait de chimère, si presque toujours les rêves ne s'étaient réalisés, — et jusqu'aux chimères.

Il lui était impossible de *voir étroit.* De bonne heure, son cerveau s'était habitué à déborder. Il était fils de son siècle, — un fils étrange, presque monstrueux, un fils tout de même, — et ce siècle avait été celui de l'idéologie. Albert Sorel l'a dit avec raison, si, par tout un côté, il n'eût pas été l'enfant de ce siècle, un Bonaparte ne l'eût pas dominé ; il croyait que l'hu-

manité pouvait tenir en *systèmes*; c'était le côté *idéologique* de sa nature, et lorsqu'il honnissait l'*idéologie*, il entendait par là le rêve qui ne repose sur rien de réel, ne vise à rien de défini. Son imagination était extrême; levain de tout génie, du savant penché sur ses cornues au poète qui interroge l'azur, elle est l'inspiratrice de tous, et du capitaine qui prépare la conquête, et de l'homme d'État qui fait l'avenir; sans elle, rien ne se fait ni de beau ni de grand. Bonaparte était, au premier chef, un *imaginatif*. Ses vues s'en ressentaient : elles n'étaient jamais limitées à l'objet, même le plus large, qui, pensait-on, devait l'absorber. Lorsque le jeune général de l'armée d'Italie à peine abordait les monts du Piémont, son regard s'emparait déjà de l'Italie tout entière et lui donnait des lois. Lorsqu'à peine, quelques mois après, il arrivait aux rives adriatiques, son imagination l'emportait vers le bassin oriental de la grande mer et *saisissait* tout le Levant. Lorsqu'à peine il débarquait en Égypte, c'était l'Asie jusqu'aux Indes qu'il embrassait. Aucun but ne lui avait jamais paru, — et ne lui paraîtra jamais, — inaccessible. Il semblera toujours disposer de l'espace et du temps.

C'est le côté largeur, mais voici l'autre. Aucun de ses rêves, si chimérique qu'il paraisse, n'est vraiment chimère, d'abord parce qu'il s'appuie sur des réalités étudiées, ensuite parce qu'il se traduit immédiatement pour lui par les actes concrets.

C'était un grand *réaliste*. Son esprit, s'il était, en apparence, lui-même démesuré, mesurait cependant les choses et les hommes. Cette *information*, dont j'ai parlé tout à l'heure, lui permettait de ne rien bâtir sur les nuées. De la *philosophie* de ce siècle, il n'avait pris que l'idée du remaniement possible de l'humanité; mais, comme de toutes choses, il disposait, suivant sa manière, des grandes idées et il ne se laissait point emporter par elles, parce que, disait-il, « *ce n'est point à la politique de disposer des hommes, mais aux hommes de disposer de la politique* ». Ses rêves, nous n'en connaissons assurément qu'une bien petite partie; il les éliminait, s'il n'y voyait point immédiatement les moyens de réalisation, ou, tout au moins, les *ajournait*. Peut-être aussi lui en a-t-on attribué, ainsi que le croit Molé, qu'il n'a jamais faits. En tout cas, les pliait-il aux nécessités et aux circonstances et les contraignait-il à ne se développer que par étapes. C'est par là que, réaliste, il était

nécessairement *opportuniste*. Il n'avait pas le culte des principes: ceux-ci ne lui paraissaient appréciables qu'aux résultats qu'ils paraissaient avoir : notre temps eût dit que, par là, il était *pragmatiste*. Entendons-le s'exprimer à propos du Concordat devant Miot : « Nous avons fini *le roman de la Révolution*, il faut en commencer l'*histoire* et voir ce qu'il y a *de réel et de possible dans l'application des principes* et non ce qu'il y a de *spéculatif* et d'*hypothétique*. Suivre une autre marche serait *philosopher et non gouverner*. » Et s'il se heurte aux fameux *idéologues*, il dira plus crûment : « Que me parle-t-on de bonté, de justice abstraite, de lois naturelles ? La première loi, c'est la nécessité ; la première justice, c'est le salut public... *A chaque jour sa peine, à chaque circonstance sa loi, à chacun sa nature.* » La politique, est-ce une science mathématique, abstraite, absolue? Non, c'est « la conciliation des intérêts », c'est « le calcul des combinaisons », et il conclut : « *La haute politique n'est que le bon sens appliqué aux grandes choses.* »

La formule se devait surtout justifier en ces débuts du Consulat où il avait, très précisément, à réparer le mal fait par l'idéologie délirante des Assemblées, en recherchant les solutions moyennes dictées par « le bon sens ».

Le bon sens est, à ses yeux, au premier chef, tout au moins en 1800 (et c'est là que, par la suite, l'homme se pervertira) de « gouverner les hommes comme le grand nombre veut l'être ». Car s'il a, nous le savons, l'idée que rien ne doit prévaloir contre l'autorité, il est trop intelligent pour admettre que l'autorité puisse se maintenir *si elle ne se fait pas accepter*. De là, un certain souci de ménager l'opinion, en donnant à tous ses légitimes désirs les satisfactions de fond ou simplement de forme : « C'est en me faisant catholique, dira-t-il en 1800, que j'ai terminé la guerre de Vendée, en me faisant musulman que je me suis établi en Égypte, en me faisant ultramontain que j'ai gagné les esprits en Italie. » Sa correspondance est, en mille lettres, la justification de cette déclaration et, d'autre part, il ne mentira pas quand, le 5 décembre 1804, s'adressant au corps municipal de Paris, il dira que « dans la bataille, dans les plus grands périls, sur les mers, au milieu des déserts même, il a toujours eu en vue l'opinion de cette grande capitale ». Comme il a, suivant les termes d'un de ses contemporains, « l'instinct de l'instinct des multitudes », il se

trompera rarement sur la façon de les satisfaire et ces égards pour l'opinion sont déjà l'indice d'un esprit dégagé de toute idéologie et qui sait se prêter.

Il se prête aux circonstances, et c'est un second trait de son réalisme. Certes, il y a quelques points sur lesquels il restera inébranlablement fidèle à une doctrine ou à un système, mais il admet qu'il peut y avoir, sur un grand nombre de points, « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà » et il ajouterait : « Vérité à telle heure et erreur à telle autre ». L'opportunité lui paraît à considérer en tout. Lorsque, tout à l'heure, Camille Jordan, en pleine phase de restauration, paraîtra, dans un *factum*, contredire à la nécessité d'un gouvernement sans contrôle, Bonaparte n'en semblera pas du tout scandalisé : il dira que l'ouvrage « renferme des vérités », mais qu'il n' « *était pas temps de les dire* ». Lui-même changeait d'attitude suivant les besoins et il n'hésitait pas à s'en expliquer : « Je suis tantôt renard et tantôt lion. Tout le secret du gouvernement consiste à savoir quand il faut être l'un ou l'autre. » Et dans ses rapports avec les uns ou les autres, il sait fort bien quand il importe de séduire par des caresses ou de terrifier par des menaces. Pendant la première année du Consulat, nous verrons en effet cet homme, naturellement violent, s'attirer et se soumettre par une cordialité un peu affectée ceux qui, pendant ces mois difficiles, se pourraient fâcheusement gendarmer et Dieu lui-même est, pour lui, suivant les nécessités, s'il s'agit de pacifier, le « Dieu de paix » et, s'il s'agit de partir en guerre, le « Dieu des armées ».

Mais où son réalisme éclate, c'est encore moins dans le souci des *opportunités* que dans celui des *détails d'exécution*. C'est par là que se trahit le trait caractéristique des grands génies organisateurs. Le cardinal de Retz reprochait à Richelieu d'avoir eu « trop souci de petites choses ». C'est que Retz n'a jamais été qu'un brouillon. Tout au contraire est-ce le propre des grands hommes que de savoir unir aux plus larges desseins le souci de ces « petites choses », seul moyen de mener à bien une grande entreprise. De fait, l'œil d'un Bonaparte s'est déjà habitué, depuis l'Italie, à tout voir, — en profondeur. A cet égard, sa correspondance stupéfie. Que le même homme, qui vient de concevoir tel gigantesque plan de campagne diplomatique ou militaire, de restauration politique

ou de bouleversement mondial, puisse, un instant après, se livrer au calcul des mulets propres au transfert d'une armée à travers les Alpes et des cartouches nécessaires à son armement, c'est merveille. Les exemples surabondent. C'est une vieille habitude puisque, le 30 fructidor an V, on l'a vu, après une lettre exaltante à Brueys sur la conquête de l'Orient, en adresser une autre à Berthier où il l'entretient en détail des boutons de guêtres indispensables à ses divisions et de « cent selles de plus » à expédier à l'armée. Il restera tel toute sa vie, ne pouvant concevoir l'entreprise la plus haute qu'avec la vision immédiate des nécessités qu'elle soulève, si innombrables et, d'autre part, si infimes qu'elles puissent paraître.

L'utilisation des hommes partait du même principe de réalisme.

Bonaparte n'était pas individualiste, estimant que « dans le système des sociétés rien ne devait dépendre du caprice des individus » et tenant pour déplorable assurément, mais « négligeable », au dire de Metternich, « la somme immense des souffrances individuelles ». Mais les « individus » l'intéressaient à titre de collaborateurs, car tout homme était à ses yeux un collaborateur possible : s'il ne pouvait le devenir ou cessait de l'être, il s'en désintéressait. En fait, jamais aucun chef n'a su *faire rendre* autant, pour le bien de la communauté, à ceux qu'il a entendu utiliser, — il eût dit lui-même : *exploiter*.

« Il n'y a point de bête qui ne soit propre à rien, il n'y a point d'esprit qui soit propre à tout. » C'est à Rœderer qu'il parle ; mais à Molé : « L'esprit peut rendre propre à tout... Croyez-moi, *chacun retrouve partout sa mesure* » : ce qui complète la pensée. Elle inspira constamment son enragé désir d'arracher à chacun tout ce qu'il est susceptible de donner.

Tous doivent travailler. Bonaparte, en 1800, va parler non d'une « grande pénitence », mais d'un grand labeur. Il ne voudra pas prescrire le repos du dimanche parce qu'à son avis, on a, depuis dix ans, beaucoup abusé du repos et il n'est pas jusqu'à l'Institut où il n'estime qu'on ne travaille pas assez : un jour qu'interrogeant un membre de la deuxième classe (l'ex-Académie française) sur le travail du dictionnaire et apprenant de lui qu'on n'en attend pas la fin « avant quatre-vingts ans », il montre un mécontentement extrême. « *Laboremus* » : c'était la

devise de Colbert, il la reprend. Tout le monde doit travailler au maximum, mais suivant sa compétence.

Commines dit quelque part de Louis XI qu'il était de tous les princes celui qui « plus travailloit à gaigner qui le pouvoit servir ». On peut appliquer le mot à Bonaparte. Dans sa persévérante ardeur à appeler à lui, dès les premiers jours du Consulat, tous les Français sans distinction de parti, d'origine et de classe, il y aura, je le dirai, le désir de tout réunir quand tout était divisé ; il y a aussi le désir d'employer toutes les compétences, toutes les activités, toutes les expériences. Quand il avait devant lui un homme, il le regardait profondément : « Près du premier Consul, écrit Thibaudeau, on était promptement *mesuré et jugé* », et s'il avait acquis la conviction que l'homme pouvait « servir », quel prix il mettait à se l'attacher ! Il a sans trop de peine rallié, en 1800, les hommes de la Révolution à son gouvernement, mais faut-il s'enfermer dans un groupe même important d'hommes ? Lisons dans les *Mémoires* de d'Andigné l'entrevue du Consul avec les anciens chefs vendéens : pour les acquérir, il use de tout, caresses, menaces, promesses, flatteries; il *veut* ces hommes, s'enrage à les voir se refuser d'abord. « Venez à moi, s'écrie-t-il; *mon gouvernement sera celui de la jeunesse et de l'esprit.* » A cette chasse à l'homme il met une sorte de passion et il y réussit presque toujours, sachant trouver pour chacun l'argument qui frappe : « Quoique jeune, déclare-t-il en 1800, devant le Conseil d'État, *je suis bien vieux en cœur humain* »; et cette science prématurée lui facilite ses conquêtes.

Mais il entend en avoir pour son argent. Si, à l'épreuve, il s'aperçoit parfois qu'il s'est trompé, s'il constate que tel, appelé au Conseil d'État, « ne représente bientôt plus pour lui qu'un fauteuil », il le laisse rarement mourir dans ce fauteuil ; le plus souvent il renvoie et éloigne. « *Une ganache* ! » de quel ton il prononce le mot devant une notoire incapacité ! Et il va jusqu'à s'indigner s'il constate qu'un homme a brigué ou même accepté une place sans être capable de la remplir : « La plus grande des *immoralités* est de faire un métier qu'on ne sait pas. » Certains, d'esprit très fort, peuvent certes remplir des postes fort différents, mais la plupart des hommes n'ont qu'*une* capacité, *une* compétence ; il s'agit de la déterminer et aussitôt de l'exploiter. S'il veut un médecin : « J'ai

préféré, dit-il, M. Corvisart à M. Hallé, parce que M. Hallé est de l'Institut. M. Corvisart ne sait seulement ce que c'est que deux triangles égaux » : mais Corvisart sait diagnostiquer et guérir. Son goût pour la capacité, la compétence, est tel qu'il tourne parfois à la faiblesse. Il aura toujours peine à se séparer, même pour les motifs les plus forts, d'un collaborateur éminent en sa partie et si, pour des raisons très graves et après de longues hésitations, il l'a congédié, il pourra rarement se défendre de le rappeler, parfois imprudemment, à ses conseils : ce sera le cas de Fouché, le cas de Talleyrand. Ne pas ou ne plus employer un homme de valeur, un technicien éprouvé, le fait évidemment presque souffrir. Quand il a dit d'un homme : « *Il sait les choses... Il parle en homme qui sait son affaire* », il a tout dit : l'homme, même s'il le contrarie, est sûr de sa bienveillante, de sa dévorante attention. Si l'homme est jeune, sa joie de l'employer en est surexcitée : « *Le gouvernement de la jeunesse et de l'esprit* », lui entendions-nous dire. « Il avait foi dans la jeunesse et aimait rapprocher de lui les êtres neufs », dit Molé. Et les voulant jeunes, il les veut « gais », nous le savons, parce qu'on ne travaille bien que dans l'allégresse et l'optimisme. Ainsi résisteront-ils mieux à la fatigue.

C'est que, quand il tient un homme, il en exige le « rendement » maximum, et de toutes les façons le courbe sur sa tâche.

« Faire le mieux qu'il est possible, a-t-il, dès 1795, écrit, et *se tenir pour récompensé de son témoignage...* » Oui, mais il sait que l'homme le plus consciencieux a des défaillances dans le travail : pour l'exciter à la tâche, il a recours à tout. Voici venu le grand *animateur*. Il récompense et il punit, surtout il contrôle et talonne. Des généraux en campagne il écrit : « Qu'ils ne restent pas dans les villes : le poste d'honneur est le bivouac et la grange »; et rien ne l'exaspère plus que le désir des chefs qui parlent d'une retraite même méritée « au moment où il a besoin de leurs services », c'est-à-dire toujours. Et à Murat qui, tout à l'heure, parlera de revoir enfin son foyer : « Un soldat doit rester fidèle à sa femme (c'est, en l'espèce, mêler la malice à la réprimande), mais ne désirer la revoir que lorsqu'il juge qu'il n'a plus rien à faire. » Malade! dit-il, d'un capitaine de vaisseau qui a donné sa démission,

malade « pas plus qu'il ne l'était ! *d'ailleurs il faut savoir mourir !* » Et avec ses fonctionnaires civils, ses conseillers d'État, ses ministres, il sera tout aussi dur, payant lui-même d'exemple, ainsi qu'il convient : « Donnez l'exemple », écrit-il souvent. A tous il demande le travail au delà des forces. Après huit heures d'une délibération qui s'est prolongée bien avant dans la nuit (c'est dans les premiers mois du Consulat), le Conseil s'affaisse, des ministres s'endorment, et le jeune Consul, passant derrière les dormeurs, les réveille d'une rude bourrade : « Allons ! citoyens, secouez-vous. Il n'est que deux heures. *Il faut bien gagner l'argent que la France nous donne.* » Il les retient tard et il les a cependant fait de bonne heure sortir du lit : « Il fallait y être de bon matin », soupirera encore, bien longtemps après, Cambacérès, qui n'aura jamais été un bourreau de travail. De tous il exige la présence assidue, l'exactitude scrupuleuse, le travail même ingrat, des rapports, — « Voilà huit jours que vous êtes parti et je n'ai pas entendu parler de vous ! » écrit-il à un de ses envoyés, — oui, des rapports, mais « très raturés », car il entend que rien ne soit fait pour la forme. Et il ne faut jamais perdre une minute : « Les journées sont des siècles ! »

A ce régime, il les use, les éreinte, les tue. Il verra mourir près de lui bien des serviteurs, de Treilhard à Cretet à qui il aura demandé l'au delà des forces, mais, a-t-il écrit à Carnot, dès l'an IV, « ne pas laisser vieillir les hommes, doit être le grand art du gouvernement ». Et d'ailleurs, la vie vaut d'être vécue pleinement, et qu'importe alors de mourir ? « Dans toutes les carrières, écrit-il encore à Carnot (bien fait pour l'entendre), la gloire n'est qu'au bout ! »

Dureté ! cruauté même ! s'écrie-t-on. C'est vrai que, suivant un mot brutal, il « les crève ». Mais c'est au service de la chose publique. Nous aurons lieu de dire ce qu'a été, — quinze ans, — l'œuvre de ce prodigieux gouvernement. C'est que, sous ce gouvernement attaché sans repos à sa tâche, administrations, états-majors, bureaux, fonctionnaires civils et militaires, des plus grands aux plus petits, tous, courbés sur leur tâche, y étaient tout entiers attachés, tandis que la Nation elle-même, atteinte par l'appel au travail qui lui était tous les jours adressé, déployait, des ateliers aux sillons, une activité sans

précédent. C'est surtout que, à la tête même de ce gouvernement, un homme de fer dirigeait d'une main miraculeusement ferme la machine de l'État remise en marche. Volonté infatigable et infatigable intelligence, le jeune Consul se jugeait certes, dès 1800, supérieur à son siècle, mais très précisément, il était d'un esprit trop éclairé pour se croire suffisant: « Un homme n'est qu'un homme », avait-il dit. A toutes les facultés qu'à un degré si extraordinaire, il possédait, les fées, assises au berceau d'Ajaccio, avaient ajouté cette dernière, la plus précieuse, celle de connaître les hommes et de les employer au mieux.

Et c'était miracle qu'à l'heure où la France cherchait, pour la relever de ses ruines, un homme qui réunît toutes les qualités d'un chef d'État, il en parut un qui dépassait de beaucoup, par un si prodigieux ensemble de facultés, l'attente la plus follement ambitieuse.

Et, par surcroît, son caractère répondant aux exigences d'une situation extraordinaire, il se trouve que ses idées s'accordent parfaitement avec celles qui se dégagent des aspirations du pays.

SES IDÉES

Quelles étaient ces idées?

Il les puisait dans sa propre nature, l'étude de l'histoire et le spectacle qui, depuis dix ans, se déroulait sous ses yeux.

Il avait, fort jeune, acclamé la Révolution; se faisant un de ses fougueux défenseurs, à Valence, il avait blâmé l'émigration de certains de ses camarades en termes très vifs; le *Dîner de Beaucaire*, de 1793, nous le montre en pleine effervescence; jeune général, il a, en 1794, paru un protégé de Robespierre et la marque lui en restait. Il a passé pour un soldat de la *jacobinière*, disgracié avec elle après thermidor, revenant avec elle après vendémiaire; ce 13 vendémiaire, il a « foudroyé » l'émeute royaliste et, par là, a pu être qualifié par Mallet du Pan de « Corse terroriste ». Longtemps le faubourg Saint-Germain l'a appelé « le général Vendémiaire ». A la veille de fructidor, menacé personnellement par la « contre-révolution », il a, plus qu'aucun chef militaire, poussé le Directoire au coup d'État, nécessaire, contre « le parti de Clichy », la

droite des Conseils. Il était encore, à son départ pour l'Égypte, tenu pour un des généraux les plus dévoués aux idées républicaines. Il en parlait la langue avec une emphatique violence, dans ses proclamations et parfois ses conversations, honnissant « les tyrans et les prêtres », flétrissant les émigrés « parricides », exaltant la liberté et l'égalité qui ont « brisé les fers des esclaves ».

Qu'y avait-il, dès les premières années, de sincère en toute cette attitude? « Nous autres nobles... » dira-t-il, un jour, d'un ton dégagé, à d'Andigné. Il n'est pas sûr qu'il ait très cordialement applaudi aux folles démolitions opérées de 1789 à 1792. Jugeant avec admiration un Louis XI, un Henri IV, surtout un cardinal de Richelieu, il tenait Louis XVI pour « imbécile » et la race des Bourbons pour frappée d'incapacité, mais c'était précisément parce que ces princes n'avaient pas su défendre leur couronne et un régime dont nous savons qu'il ne l'estimait pas si désuet. Il pourra, dans sa proclamation du 14 juillet 1801, parler de l'époque d'espérance et de gloire où tombèrent les « *institutions barbares* », mais c'est là phraséologie purement conventionnelle. Dès les premiers jours du Consulat, il osera dire à des commerçants qu'il reçoit : « L'ancienne administration de la France... *la plus parfaite qui ait existé...* » A un ministre étranger il va faire « l'apologie la plus sensée de l'organisation de la Monarchie française » et « alléguera pour cause de son renversement, non pas les vices du gouvernement, mais ceux des gouvernants et surtout la faiblesse de la maison régnante ». S'il parle des codes en préparation, il dira publiquement, le 30 floréal an X, le bien qu'il pense des anciennes ordonnances, « si recommandables aux yeux des jurisconsultes ». S'il parle d'éducation, il déplorera le « grand vide » qu'ont laissé les congrégations enseignantes de l'Ancien Régime. Et à Mollien il dira que, « conservant tout ce que la Révolution a pu produire de nouveautés utiles », il « ne renonce pas aux *bonnes institutions qu'elle a eu le tort de détruire* ».

Il estimait que le mouvement de 1789 n'avait été déclenché en toute sincérité que pour « *l'égalité* », c'est-à-dire, ajoutait-il cruellement, pour « la vanité ». « *La liberté n'a été que le prétexte* », ajoutait-il. Et on ne peut lui donner tort. Devant le Conseil d'État, où siégeaient tant d'anciens membres de la pre-

mière Assemblée, il jugera sévèrement la Constituante qui « avait violé la justice » et « attaqué toute propriété en attaquant la souveraineté ». La période de 1789 à 1792 lui apparaissait rétrospectivement comme odieuse parce qu'anarchique, et il en attribuait la responsabilité à une Assemblée aveugle qui, certainement monarchiste, n'avait eu de vigueur que contre le pauvre roi. « La Convention a été moins coupable ; elle n'a été que conséquente, et puis elle a sauvé la Patrie » : après avoir excusé du vote « régicide » l'Assemblée géante, il semblait même préférer la Terreur de l'an II à l'anarchie de 1791 : « Il y avait des tribunaux injustes, atroces, mais sous la Constituante, on baissait une lanterne et on y accrochait un homme. *C'est là la subversion de l'ordre social.* »

« *Elle a sauvé la Patrie !* » Le mot trahit le vrai sentiment de Bonaparte. Il a aimé la Révolution « sous sa forme militaire et guerrière, conquérante et romaine », a dit très bien Albert Vandal, — disons d'un mot : *sous sa forme nationale*. Il estime que, des mains défaillantes d'une dynastie usée, la Révolution a hérité le grand rêve français aux trois quarts réalisé, mais en passe d'avorter sous les deux derniers princes, et qu'elle en a consommé le triomphe. Les frontières naturelles atteintes et assurées, la gloire française exaltée, l'hégémonie française triomphante, voilà ce qu'il voit de plus beau dans l'œuvre révolutionnaire, — avec la « carrière ouverte aux talents ». Pour le reste, la Convention a essayé de créer de l'ordre : « Tout le mal, c'est la commune de Paris qui l'a fait », dit-il, sans se gêner, devant Réal qui en a été.

Il admirait la Vendée et ne s'en cachait pas. « Des géants ! » disait-il : ils avaient un instant « vaincu ceux qui avaient vaincu l'Europe ». S'étant, sous l'Empire, fait communiquer une copie des *Mémoires de Larochejaquelein*, il les annotera avec enthousiasme. « Bien !... Beau !... Superbe !... Un héros de l'Arioste ! » et, à Fouché, il écrira, dès 1804, qu'il ne faut pas vexer Mesdames de Lescure et Larochejaquelein, parce que leurs maris « auront une page dans l'histoire ». Après vendémiaire, il avait déjà écrit : « Nous avons vaincu et tout est oublié ». Il est possible qu'il ait conçu, dès cette époque, pour le Directoire, qui allait s'instituer, le rôle de pacificateur qu'il devait, un jour, lui-même assumer. Et, dès lors, son mépris devait être sans bornes pour ce dernier avatar de la Révolution, pour ce

gouvernement qui, au lieu de remédier à l'anarchie, l'avait augmentée. Devant Merlin de Douai, un ancien Directeur, il criera : « Croyez-vous avoir affaire au Directoire? Vous imaginez-vous que je suis un La Révellière, un Merlin? » Et tout son mépris tiendra en cette apostrophe.

Mais la Révolution, — dévoyée dès ses débuts, compromise par le sang versé, ignoblement desservie par ses derniers gouvernants, — elle était, à ses yeux, *un fait*. Si la France avait jeté bas la dynastie des rois, brisé l'ancien Régime, c'est que, tout de même, cette Révolution avait été « dans l'ordre des destins ». Cette Révolution, la France continuait à l'aimer, dans certains des principes qu'elle avait fait triompher et dans les conquêtes qu'elle avait procurées au pays. C'était un autre fait acquis aux yeux du Consul : « La France, disait-il à Desmarest, est en état de supporter dix Comités de salut public et elle ne supporterait pas les Bourbons trois mois » (il parlait sous le Consulat). Il dira à Fievée : « Je fais l'essai de mes forces contre l'Europe, vous essayez les vôtres contre l'esprit de la Révolution. Votre ambition est plus grande que la mienne et j'ai plus de chances de succès que vous. » Lui ne songe pas à réagir contre l'esprit de la Révolution et à faire table rase de ses principes, de ses institutions, de ses conquêtes. Il s'agit simplement d'en supprimer tout ce qui est parasite.

Il a retenu que la France avait *fait la révolution de l'égalité* : il estime l'égalité comme permettant aux talents de parvenir, au gouvernement de se libérer de la tyrannie des privilèges, à l'État tout entier de prévaloir contre les oligarchies. Il a retenu que la Révolution avait, par la nouvelle division du territoire, préparé la voie à la construction de ce monument que Colbert avait, sous Louis XIV, rêvé de bâtir, à cet État centralisé que nos rois n'avaient pu entièrement réaliser et qui allait s'élever définitivement surtout par ses soins. Il a retenu que la Révolution avait achevé de rendre populaire la conquête des limites naturelles et sacrée leur conservation. Cela lui suffisait, sa vieille ardeur de jadis aidant, pour considérer cette Révolution, tout bien réfléchi, comme un bienfait. Il n'en approuve pas tous les gestes, mais il en accepte l'héritage. Il ne lui déplaît pas d'être tenu pour sa créature : il laissera nettement penser qu'il est « le produit personnifié de la Révolution », « la Révolution incarnée » et le ministre russe Markof

écrira qu'il est « l'homme de la Révolution, et par là, ajoute-t-il, le premier homme de France ». Et, en toutes circonstances, il affectera de faire de la Révolution le principe originaire de son gouvernement, la base indestructible de son système, le fondement de l'État moderne. Si un écrivain peint, en 1803, « la Révolution sous les plus noires couleurs », il entendra « qu'on exclue de l'Institut » un homme qui, ainsi, — le mot est à retenir, — « *écrit contre l'État* ». Devant le Conseil d'État, il dit un mot où tout tient, déclarant « son respect pour les résultats d'une Révolution *qu'il voulait terminer et non désavouer* ».

Tels sont ses sentiments, en apparence opposés, vis-à-vis et du passé français, et de la Révolution. Ils suffisent à lui imposer sa politique. C'est celle qu'il a, nous le savons déjà, esquissée durant les semaines incertaines de son consulat provisoire, celle qu'il va peu à peu imposer et finalement faire prévaloir : la conciliation du passé et du présent.

Que reproche-t-il au Directoire qui, la Révolution faite, a pris le pouvoir? De n'avoir pas su se dégager des querelles pour s'en faire l'arbitre. Eh bien! ce que le Directoire n'a pas su faire, il le fera. « Gouverner pour un parti, c'est se mettre tôt ou tard dans sa dépendance, déclare-t-il. On ne m'y prendra pas. *Je suis national.* »

Il aimait la France. Il y avait longtemps que le *corsisme* hargneux et naïf de ses jeunes années, il l'avait abdiqué. Soldat de la France, il s'était identifié à sa fortune; général de ses armées, parlant en son nom aux nations vaincues ou aux peuples libérés, il s'était identifié à son génie; et maintenant qu'elle se remettait entre ses mains, il s'identifiait non seulement à son présent, mais à son passé et même à son avenir. « Depuis Clovis jusqu'au Comité de salut public *je me tiens solidaire de tout*, écrira-t-il. Le mal qu'on dit de gaieté de cœur contre les gouvernements qui m'ont précédé, je le tiens comme dit dans l'intention de m'offenser. Je sais qu'il est venu de mode parmi certaines gens de faire mon éloge et de décrier la France. *Mais ceux qui n'aiment pas la France ne m'aiment pas.* » Ce qu'il écrira en 1809, il est prêt, fort probablement, à le dire dès 1800. « Solidaire de tout » dans le passé, il entend être, dans le présent, *un chef national*. Les querelles doivent

prendre fin. N'ayant personnellement de méfiance, de haine, de rancune, de préjugé aveugle contre aucun groupe, il compte n'exclure personne du bénéfice de la loi et de la protection du gouvernement et n'entend pas qu'on continue à s'excommunier sous son gouvernement. Mais comme les passions ne sauraient désarmer dans le désordre, il veut avant tout fonder une autorité qui, si elle *n'obtient* pas la paix civile, *l'imposera*.

Il était, ai-je dit, *l'autorité même*. Ses lettres au Directoire quand, jeune général, il conquérait l'Italie, laissent percer une sorte de fièvre d'autoritarisme; essayant d'insuffler au faible gouvernement tout ce qu'il ressent en face de l'anarchie, il frémit déjà devant la gaucherie si lourde des gouvernants et, faute de pouvoir se substituer encore à eux, il parle à l'Italie le langage à la fois si ferme et si sage dont la France est déshabituée. Le proconsulat de Lombardie, le proconsulat d'Égypte, devant des peuples prosternés, ont achevé de l'entraîner à l'exercice d'un pouvoir fort.

Le pouvoir doit être fort. Pour l'être, il doit être aux mains *d'un seul*, responsable et libre.

Des excès commis sous la Révolution il rendait comptables les Assemblées et les journaux. C'est en cela encore que ses idées se trouvaient rencontrer celles de la France désabusée des phrases creuses, des décrets sonores, des élections faussées, de la tribune bavarde, de la presse étourdissante. Il faut attacher une grande importance à la lettre que, le 6 septembre 1797, il avait adressée à Talleyrand sur l'organisation du pouvoir : « Malgré nos mille et une brochures, nos harangues à perte de vue et très bavardes, nous sommes très ignorants de la science politique morale », y disait-il, et, dénonçant les usurpations du pouvoir législatif, il ajoutait : « Le pouvoir du gouvernement devrait être considéré comme le vrai représentant de la Nation. Le pouvoir législatif, sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, n'aurait pas d'ambition et ne nous inonderait plus de *mille lois de circonstance qui s'annulent toutes seules par leur absurdité et qui constituent une nation sans lois avec trois cents in-folios de lois.* »

Les Assemblées, il les a jugées, on le voit, à l'œuvre : la Constituante a créé l'anarchie, la Convention, si terrible en ses décrets, ne l'a que momentanément arrêtée, les Conseils du

Directoire l'ont portée à l'extrême. Et à l'heure où l'on est arrivé, les partis qu'il faut réconcilier trouveraient un aliment à se disputer dans les débats de nouvelles Assemblées. Ils en trouveraient un pire dans la presse; car supprimer la tribune ou tout au moins la modérer, à quoi bon, si la presse demeure libre? « Vous voulez que j'interdise des discours qui peuvent être entendus de 400 à 500 personnes et que j'en permette qui le soient de plusieurs milliers. » Quant aux élections, un Bonaparte les juge comme le pays, occasion constante d'agitations qui troublent le travail et mettent de l'instabilité dans l'État. Et c'est pourquoi, laissant au peuple l'illusion de servir de base au nouveau régime, il s'est rallié si volontiers au système pseudo-électif de Sieyès. Cette Constitution elle-même, il entend qu'elle n'emprisonne pas le pouvoir. « Je ne sais à quel propos je lui parlai de la Constitution, rapporte d'Andigné : *La Constitution!* dit-il, en riant. »

Un gouvernement, ne trouvant dans les Assemblées conservées que des collaborations, et non des entraves, voilà la première condition d'une autorité maîtresse de ses décisions. « C'est moi qui suis *le grand tribun*! », s'écriera l'Empereur. Dès nivôse VIII, le Consul y aspire.

Ce gouvernement fort s'appuiera sur *la démocratie*. Bonaparte aura toujours la prétention d'être l'homme des foules, le représentant du peuple, — le « grand tribun »!

En fait, il redoutait tout à la fois et aimait le peuple. J'y reviendrai lorsque j'étudierai sa politique sociale, mais il faut dire ici que, dès l'abord, il est porté à s'appuyer sur les masses contre toutes les oligarchies; ouvriers, paysans, soldats, il se plaît à penser que là sont les grands appuis du nouveau pouvoir. La popularité que, dès les premières heures, il a rencontrée chez cette masse des humbles, lui fait une obligation de la satisfaire, mais, en fait, il éprouve pour eux une sorte de sentiment singulier, fait de crainte et de sympathie. Il voulait au peuple le pain assuré, des distractions qui élèvent l'âme (« Le Théâtre Français devrait réduire le dimanche à vingt sous ses places de parterre afin que le peuple pût en jouir ») et la satisfaction de son goût pour l'égalité par le spectacle des fils de la plèbe qui, envoyés aux armées, en pouvaient revenir officiers, décorés, membres déjà d'une élite sociale. Il se plaira

à décerner la Légion d'honneur, assez vite, à un brave ouvrier mineur et tout porte à croire qu'il ne se contraindra pas lorsque, visitant ateliers et chantiers, il causera familièrement avec les artisans. En gros, il lui plaira que soit fondé sur le « vœu du peuple » un pouvoir qui n'a pour lui ni le droit héréditaire, ni la consécration des assemblées élues, mais, après 1804, le plébiscite trois fois provoqué.

Le bénéfice est qu'il dérobe le pouvoir aux influences qui pourraient venir des oligarchies.

L'aristocratie de naissance a disparu, mais, ainsi qu'il est fatal, des aristocraties nouvelles tentent de se créer. Celle que Bonaparte abomine le plus est celle des *financiers*, appuyés sur le groupe important des *enrichis*. Ce groupe, — gens que le trafic des biens nationaux, les entreprises de la bande noire, la fourniture des « quatorze armées de la République », la spéculation sur les denrées, l'agio incroyable de la période directoriale et la contrebande de guerre ont scandaleusement engraissés, — ce groupe de parvenus de la spéculation, odieux au peuple, est encore plus odieux à Bonaparte; mais il n'est qu'odieux, tandis que les gros financiers poussés en quelques années sur ce fumier social sont plus qu'odieux, dangereux. Ils ont tenu presque constamment en tutelle le Directoire, et Bonaparte qui alors poursuivait, en Italie, de ses fureurs les hommes d'argent, « sangsues des armées », a vu avec colère un Ouvrard plus maître de la République qu'un Barras. Certes, il estime qu'il faut des riches : « Je ne veux pas prêcher la loi agraire, dira-t-il un jour de l'an IX devant Rœderer... *Je veux même qu'il y ait des riches, car c'est l'unique moyen d'assurer l'existence des pauvres*, mais je ne vois pas de titre à la considération dans la richesse ni à une distinction politique et, dans le temps présent, une telle distinction serait plus mal venue encore que dans toute autre; *la richesse est aujourd'hui le fruit du vol et de la rapine.* » Et devant le groupe que dominaient et menaient les parvenus de la Banque, Ouvrard, Hainguerlot, Seguin, dix autres, il se gendarmait. « Ce serait, disait-il, *la pire aristocratie.* » Sa politique financière sera influencée par son horreur des banquiers et sa répugnance aux emprunts, — même quand ils se justifieront, — viendra en partie de ce souci de ne jamais dépendre de la Bourse et de ses grands artisans. « Ce misérable Hainguerlot, homme de gibet dont le domicile n'est qu'aux galères », il lui sera, et

à Seguin et à Ouvrard surtout, interdit de prendre la moindre influence et lorsqu'on aura formé la Légion d'honneur, Bonaparte n'y fera jamais entrer qu'un banquier, Perregaux, qui, seul, a sa confiance.

Il préférera fonder la nouvelle aristocratie « nécessaire », non sur la richesse, mais sur *l'honneur*, et y faire entrer une masse de soldats méritants. Mais vis-à-vis de ces grands soldats même, il se garde encore. Le pouvoir, garé des influences financières, doit soigneusement maintenir, d'autre part, à leur place les chefs militaires. « C'est un grand malheur, a-t-il écrit encore à Talleyrand après fructidor, pour une nation de trente millions d'habitants et au XVIII^e^ siècle, d'être obligée d'avoir recours aux baïonnettes pour sauver la patrie. » Plus tard, il a déclaré : « Jamais le gouvernement militaire ne prendra en France, à moins que la nation ne soit abrutie par cinquante ans d'ignorance. *L'armée, c'est la nation.* » Il aime le soldat, point la *soldatesque*, mais, par-dessus tout, il a en horreur les chefs militaires qui, se détournant de leur rôle de soldats, prétendaient se disputer l'État ou le dominer. « La valeur militaire, dira-t-il à Rœderer, ne suffit pas pour donner le droit de gouverner » et devant le Conseil d'État, le 14 floréal an X, il s'expliquera plus nettement encore. Lui-même proclamera qu'il ne se considère que comme un magistrat civil en garde contre toute ingérence de l'armée dans l'État. « C'est que, dira-t-il, le propre des militaires est de tout vouloir despotiquement. » Et rester le maître consiste à dérober le gouvernement à l'influence, non seulement des partis, mais des groupes, — et des soldats comme des financiers.

Il n'admettra pas plus celle des prêtres. Lorsque les prodromes du Concordat nous amèneront à examiner « les raisons » de ce Concordat, je dirai quels étaient ses sentiments personnels vis-à-vis de la religion à restaurer; nous verrons également dans quel dessein il s'appuiera sur cette religion restaurée et sur ses ministres. Mais pas plus qu'aux soldats qu'il aime, il ne permettra jamais aux prêtres qu'il favorisera de s'ingérer dans l'État. Au bref, il est, dès 1799, résolu à sauvegarder le gouvernement de toute influence susceptible de gêner son action ou de la faire dévier. Un maître, un chef, un arbitre souverain, restaurateur et conservateur de l'ordre; des assemblées, qui, n'étant pas issues directement du suffrage

populaire, n'auraient sur le gouvernement plébiscité aucune prise ; une presse réduite à quelques gazettes dépendantes, en ce qui concerne la politique, du gouvernement lui-même; un pouvoir affranchi de la tutelle des groupes puissants, financiers, soldats et prêtres, telle est la conception que se fait, à coup sûr, le Premier Consul quand il est, de par le plébiscite de l'an VIII, constitué le chef du nouvel État. Ainsi sera restauré et sauvegardé le principe d'autorité.

Cette autorité placée dans un gouvernement fort, au-dessus d'une nation rentrée dans les règles de la discipline, il a une dernière raison de la désirer : la défense du pays contre l'Europe dressée contre lui.

Pour lui comme pour la majorité des Français, ce pays apparaît tel qu'une place, depuis sept ans et plus, assiégée, un pays qui, jusqu'à nouvel ordre, reste, dans l'expression exacte du mot, en *état de siège*, et doit en envisager toutes les conséquences.

De ces circonstances qui, cependant, l'ont, plus peut-être qu'aucune autre, porté au pouvoir, l'homme, quoi qu'on en en dise, ne se réjouit pas. Bonaparte, comme la nation, *désire la paix*, mais selon le même esprit, ou à peu près. « Donnons le repos et la tranquillité à la génération actuelle. Si les générations futures sont assez folles pour se battre, eh bien ! *elles apprendront, après quelques années de guerre, à devenir sages et à vivre en paix.* » Lorsque, tout à l'heure, Bonaparte adressait à l'Empereur allemand ces paroles de paix, rien n'autorise à croire qu'il ne fût pas sincère.

Ce n'est pas le lieu de chercher si, durant toute sa carrière, Napoléon a toujours désiré la paix ; au risque de paraître paradoxal, on a soutenu cette thèse et non sans quelque fondement; des hommes qui l'ont approché, un Savary, un Gaudin, affirment que, de 1800 à 1815, il n'a jamais fait la guerre que contraint et forcé, soupirant après une paix générale et durable. Et lui-même s'en expliquera, en 1813, dans des termes qui paraissent valables pour toute la durée de son règne : « *Je veux la paix, mais non une paix qui me remette les armes à la main trois mois après et qui soit déshonorante...* Je ne fais pas de la guerre un métier et personne n'est plus pacifique que moi. »

Ce qui est certain, c'est qu'en 1800, sincèrement et très naturellement, il désire la paix, c'est qu'en 1802, il va saluer la paix obtenue avec une sorte d'ivresse dans l'allégresse, et que de 1802 à 1803, il fera tout pour la conserver.

Il désire la paix. La tâche formidable qui se présente à lui à l'intérieur et qui va le passionner, bien plus encore que ne l'ont passionné, que ne le passionneront jamais ses campagnes, sollicite toute son attention, tout son labeur, tout son génie. La paix seule lui permettrait de la mener, cette tâche, rapidement et vigoureusement au but. Aussi bien n'a-t-il jusque-là jamais paru désireux qu'on fît la guerre pour la guerre, et qu'on la prolongeât au delà des nécessités évidentes. Ce qu'il va écrire à Moreau : « Le but de la République en faisant la guerre est d'amener la paix », il le pensait quand, en 1797, il prenait le commandement de l'armée d'Italie, et ce que Talleyrand va écrire : « La France ne s'est agrandie que par les efforts renouvelés pour l'opprimer », le général Bonaparte le pense déjà : l'invasion de l'Italie n'a pas été guerre de luxe, mais la manœuvre suprême pour contraindre à traiter un Empire qui, en 1792, avait assailli un pays au lendemain du jour où celui-ci venait de proclamer solennellement son désir de paix. Après ses premières victoires, il a conseillé au Directoire une politique visant à terminer la guerre, parce que « nous n'avons plus, écrivait-il alors à Talleyrand, ces grandes masses, ces moyens de recrutement et cet élan d'enthousiasme qui n'a qu'un temps ». Il avait tout tenté pour amener plus tard l'Autriche à céder, mêlant déjà à des menaces, des considérations d'ordre humanitaire, redoutant « cette lutte terrible qui peut présenter une vaste carrière militaire à parcourir, mais *que l'homme qui connaît les maux que produirait une guerre de cette nature ne peut envisager qu'en vouant à l'exécration des peuples et de la postérité ceux qui l'auraient provoquée* », et c'est contre l'assentiment du Directoire lui-même qu'il avait conclu la paix à Campo Formio, — une paix qui ne s'est, en son absence, rompue que par les maladresses du gouvernement, exploitées par l'éternelle mauvaise foi de l'Europe hostile à la Révolution.

Et maintenant, il avait bien d'autres raisons de désirer une nouvelle paix, une paix générale cette fois et définitive. Quand il l'aura obtenue, nous le verrons en proclamer les

bienfaits en des termes dont l'émotion grave ne peut tromper : « Bien des années s'écouleront désormais pour nous sans victoires, sans triomphes..., mais d'autres succès doivent marquer l'existence des nations et surtout l'existence de la République... » et il s'exaltera devant les travaux qu'une longue paix va permettre à la France. Il ira plus loin : une conversation avec Fox à Paris le révélera « Européen », comme on dit aujourd'hui, rêvant d'une sorte de *Société des nations*, affirmant que, les peuples de l'Occident étant « tous membres de la même famille », « ceux qui veulent rallumer la guerre parmi eux, *veulent une guerre civile* ». Un diplomate, cependant malveillant, qui le verra à la veille de la nouvelle rupture, écrira à sa cour que « Bonaparte voulait la paix » et que « rassasié de la gloire militaire, il aspirait à celle d'administrateur ». J'étaient ses sentiments dès les premiers jours de 1800.

Un jour viendra où, devant les agressions et notamment celle de cette Prusse sur l'amitié de laquelle il aura beaucoup compté, il écrira avec une certaine tristesse : « Je ne puis avoir l'alliance réelle avec aucune des grandes puissances de l'Europe. » Mais au moment où il saisit les rênes du pouvoir, il croit encore que la France peut rentrer, libre et fière, dans le concert de ces puissances, et qu'une paix durable se peut ainsi fonder en Europe. Seulement il est aussi dans le sentiment que, plus tard encore, il exprimera à Talleyrand, et qu'il ne cessera de formuler : « Je ne veux pas de guerre, *mais j'aime mieux la faire plus tôt que plus tard.* » Or nous savons que, même lorsqu'elle a paru disposée à traiter, même lorsqu'elle s'est *crue* sincèrement disposée à le faire, l'Europe, inconsciemment ou non, n'a conclu que des trêves, ne se pouvant résigner à l'agrandissement du territoire français et à l'exaltation de la gloire française, résultats des guerres de la Révolution.

Sur ces résultats, pas plus que la Nation, un Bonaparte ne songe à revenir. Vingt fois, de 1796 à 1814, il exprimera là-dessus son sentiment : « Le principe en France que le *thalweg du Rhin* est notre limite, est un *principe fondamental* ». « C'est la limite naturelle de la France, a-t-il écrit à Cobenzl en 1797, et rien ne peut changer cette disposition de la nature », et, dès 1800, il dit à Rœderer : « Nous garderons

la rive gauche du Rhin. » Or, dans la rive gauche du Rhin, il y a la Belgique tout entière et il précise, dès les premiers mois du Consulat : « Quand même l'ennemi aurait eu son quartier général au faubourg Saint-Antoine, le peuple français n'eût jamais ni cédé ses droits, *ni renoncé à la réunion de la Belgique*. » Or nous savons que, si les Français à Mayence c'est l'Autriche mortifiée, les Français à Anvers c'est le cauchemar de la Grande-Bretagne. Bonaparte s'en rendra vite compte et que la situation n'est pas d'hier : « La France, écrira-t-il, est en butte à la jalousie de l'Europe depuis Henri IV », parce que, dira-t-il encore, « la politique de toutes les puissances est dans leur géographie ».

Ainsi le problème se pose des coalitions fatales, et un problème plus vaste encore, celui des remaniements de l'Europe et du monde.

Ici, l'idée de Bonaparte déborde certainement celle de la Nation. L'Europe est en crise depuis les partages de la Pologne, grâce auxquels trois puissances se sont considérablement agrandies. La conquête de la Rhénanie par la France a été à peine une compensation de puissance. C'est le passé. L'avenir apparaît fort clairement au penseur d'État : c'est la chute de l'Empire germanique, c'est la chute de l'Empire ottoman. Dès 1797, Bonaparte a prédit comme fatal le premier événement, comme probable le second. Sur les ruines du Corps germanique « englouti », Prusse et Autriche peuvent s'agrandir encore, ce qui « mettrait dix ou douze millions dans la main de deux puissances de qui nous nous méfions également », et, aux dépens de l'Empire turc qui « s'écroule tous les jours », l'Autriche encore et la Russie prendront de gros avantages, sans parler de l'Angleterre. Conclusion : si la France, même augmentée de la Belgique et de la Rhénanie, laisse se faire ces « mouvements futurs de l'Europe » sans prendre ses précautions, elle en restera diminuée. Il faut donc pénétrer par la Rhénanie dans l'Empire germanique, pour être à même d'y régler les partages : il faut, en s'assurant l'hégémonie de la Méditerranée, se nantir de gages en Orient, des îles Ioniennes à l'Égypte, soit pour « soutenir autant que cela sera possible » l'Empire ottoman, soit pour « en prendre notre part ».

Mais tout cela va fatalement exaspérer l'Angleterre qui, pour l'heure, ne redoute que les agrandissements de la France.

A Talleyrand Bonaparte disait naguère : « Détruisons l'Angleterre, l'Europe est à nos pieds. » Il garde l'idée funeste qu'on peut « détruire l'Angleterre » : il l'a écrit au Directoire : « La guerre oblige l'Angleterre à faire des préparatifs immenses qui ruinent ses finances, détruisent l'esprit du commerce et changent absolument la constitution et les mœurs de ce peuple. » Peut-être n'en est-il plus, en 1800, à dire : « Détruisons l'Angleterre », mais il n'en garde pas moins l'impression qu'elle *peut* être détruite. En tout cas, n'acceptera-t-il de signer avec elle la paix que si, respectant son hégémonie sur mer, il l'a fait s'incliner devant cette autre hégémonie que les circonstances ont en quelque sorte forcé la France à envisager sur le continent. Cette hégémonie, Henri IV, Richelieu, Louis XIV, l'ont crue nécessaire : le Comité de salut public, passant de la défensive à l'offensive, a dû en admettre de nouveau la perspective : Bonaparte n'accepte pas seulement l'héritage territorial de la Révolution devenue conquérante, mais l'héritage moral de trois siècles, l'héritage du prestige fondé sur la gloire et se traduisant en influence et en grandeur.

La paix, oui, la paix tout de suite, s'il se peut, la paix durable qui permettra à la Nation de connaître, après les bienfaits de sa restauration, les triomphes de la lutte économique. Mais la paix ne s'obtient point par des phrases : s'il le faut, on l'obtiendra par la guerre à grands coups qui, mettant l'Europe à merci, la forcera à signer cette paix pleine d'honneur, la seule que puisse accepter celui qui reçoit comme *un dépôt* le legs de la Convention : les conquêtes faites au chant de *la Marseillaise*, et la gloire immortelle moissonnée dans cent combats.

Nous savons qu'au fond la Nation, avide de paix, ne pense guère différemment, qu'elle non plus ne se résigne pas à la faire sans « l'honneur » et que, menacée de nouveau, elle n'a tourné les yeux vers un grand homme de guerre que pour s'assurer la victoire, mais, Campo Formio restant dans les mémoires, la paix par la victoire.

Avec lui, elle est d'accord pour admettre que la première condition de cette victoire est l'établissement d'un gouvernement fort au-dessus d'une nation restaurée, et sans cesse Bonaparte est ainsi confirmé dans son idée : la restauration de

l'autorité est la condition de tout ce qui, à l'intérieur et à l'extérieur, s'offre à son entreprise.

Cette autorité sans conteste, ce n'est pas une fin, mais le moyen essentiel. Mise exclusivement au service du pays, destinée exclusivement à y rétablir, avec le concours de tous, l'ordre, la concorde, le travail, la paix, cette autorité par là se justifiera et se fera accepter. Au service de cette commune conception l'homme, déjà prématurément mûri par une carrière unique, met cette volonté de fer servie par ce prodigieux cerveau que maintenant nous connaissons.

Il répond ainsi, non plus seulement par ses extraordinaires facultés, mais par ses fortes idées, aux vœux du pays. Seulement l'agent royaliste qui, trois ans après, aura décrit les miracles d'activité physique et morale dont le Consul vient de faire preuve, conclura : « Quand un homme doué d'un tel caractère se trouve à la tête de la nation la plus vive et la plus active et dispose de ressources infinies et d'une armée qui a vaincu l'Europe, il y a de quoi faire trembler l'univers. »

Louis Madelin.

(*A suivre.*)

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

IV[1]

LE SUD-EST

MARSEILLE

Ma visite à la presse provençale a été coupée en deux par mon voyage au Soudan. On ne résiste pas à l'invitation d'un ministre des Colonies qui vous demande de l'accompagner pour voir s'il y a quelque chose de changé sous le soleil d'Afrique. J'ai donc pris contact à l'aller; au retour, j'ai suivi dans ses détails la marche et les progrès de la presse marseillaise et niçoise.

Nul ne s'est étonné de mon voyage ; à peine a-t-on ajouté une question aux salutations ordinaires. C'est qu'à Marseille, l'habitude est grande de parler d'Asie, d'Afrique, des Iles sous le Vent, de Port-Arthur et de Yokohama. Il n'est pas de pays en France où l'on s'occupe autant de géographie. Sous le porche des églises, contre les piliers de la Bourse, du café Glacier au café Riche, dans les moindres échoppes, les successeurs des « Marchands des Échelles » continuent la tradition commerciale et traitent avec familiarité les quatre coins du monde. Les fondateurs de la Chambre de commerce avaient pris pour devise : *Mettre le commerce en honneur et splendeur.* A Marseille, le négoce est noblesse. On est fier d'être le successeur d'une firme honorable autant que d'avoir été le suzerain d'une terre ou d'un village.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1928, 1er février et 15 mars 1929.

LE SÉMAPHORE

Les renseignements utiles au négoce devaient, plus que partout, être réunis pour servir à la ville essentiellement marchande qu'est Marseille. En 1722, le *Prix courant des marchandises* fut publié avec l'autorisation des échevins, et en français au lieu du provençal, jusque-là langue locale officielle. Ensuite parurent successivement les *Annonces, affiches et avis divers*, en 1760; la *Feuille maritime de Marseille*, en 1775; le *Journal de Provence*, en 1781. Puis, de l'an VIII jusqu'en 1828, parut toute une série de *Manifestes*, de *Mémoriaux*, d'*Indicateurs* et de *Journaux*, ayant tous trait à la navigation, et au commerce de la ville.

C'est en 1828 que le fils du créateur d'une de ces feuilles, Demonchy, associé à l'imprimeur Ricard, fonda *le Sémaphore*. Ce journal économique vient de fêter fort allégrement son centenaire. Son premier numéro parut le mardi 1er janvier 1828, en quatre pages du format 35 × 24 centimètres. C'était un quotidien, dont l'abonnement coûtait trente-six francs par an pour Marseille et cinquante-deux francs pour les départements

La première page contenait un avis ainsi rédigé :

« Ce n'est qu'après nous être assurés de la bienveillante protection des principales autorités du département et de la ville, qui ont bien voulu faire mettre à notre disposition les documents dont la publicité pourra être avantageuse au commerce de Marseille, ce n'est que sur les invitations les plus formelles des principaux négociants de Marseille, qui nous ont promis des communications propres à étendre les relations commerciales de cette cité, que nous nous décidons à faire paraître la feuille dont nous avons publié le prospectus... La correspondance dont nous nous sommes assurés dans les principales villes et ports de commerce nous donne la confiance de promettre à nos abonnés les nouvelles commerciales les plus fraîches et les plus intéressantes, et de mériter leur approbation et la préférence qu'ils ont bien voulu nous promettre. »

Le syndicat des Courtiers royaux près la Bourse de Marseille avisait de son côté le public que le sieur Antoine Ricard était autorisé à prendre le titre d'imprimeur de cette compagnie, et que les prix courants, assurances et ventes

constatées par lesdits courtiers seraient imprimés par M. Ricard, éditeur du *Sémaphore*.

Tout était donc en règle. Il restait à tenir les promesses. Dans le nouveau journal, le lecteur, — et ce n'était pas un lecteur distrait ou amateur de récréation, — devait trouver :

« Les arrivées et les départs des navires, leurs relâches, leur entrée en quarantaine à Pomègue ou à la chaine, et leur admission à la libre pratique ; leur chargement et leur déchargement ; les manifestes d'entrée et de sortie ; le bulletin des ventes, soit aux enchères, soit autrement ; le prix courant des marchandises à Marseille et sur les principaux marchés de la France et de l'étranger ; le cours des changes à notre Bourse et ceux des places qui font des opérations importantes en banque ; les arrivées dans les ports qui ont des relations avec Marseille et principalement dans ceux de Gênes, Livourne et Nice. »

Aidés par les corporations du port, par les institutions officielles, Ricard et Demonchy purent accomplir leur tâche. Tout d'abord ennemis de la politique, ils se laissèrent tenter par la suite. Mais ce ne fut qu'après 1830 que *le Sémaphore*, qui avait introduit dans sa direction Joseph Feissat, prit position. Il lutta à fond contre le protectionnisme, contre les agrariens, dont les barrières sans cesse surélevées protégaient surtout la paresse et la routine. Son influence grandit à tel point qu'en 1836 il faisait échec au ministère.

Sous le Second Empire, dans toutes les rédactions de journaux, il fallut dormir. Au *Sémaphore* plus qu'ailleurs : le journal avait combattu Louis-Napoléon. Depuis onze ans était entré au *Sémaphore* le gendre de Joseph Feissat, Adolphe Barlatier, qui devait diriger le journal jusqu'en 1883 : il attendit. C'est lui qui, pendant quarante ans, incarna *le Sémaphore*. Amateur de lettres, perspicace en politique, entendu en affaires, il donna au journal cette impulsion solide qui empêche les écarts et repousse les obstacles. Il avait enfin au plus haut point le culte de la raison pratique. Avec raison : un journal économique ne vise pas les nuées.

Ses descendants ont continué le journal jusqu'à nos jours, et c'est M. Paul Barlatier qui m'a reçu dans la maison sévère et distinguée de la rue Venture, où se trouvent les ateliers et les bureaux. La maison s'est transformée en société anonyme où sont entrées des personnalités marquantes de Marseille :

M. Adrien Artaud, président honoraire de cette fameuse Chambre de commerce dont les travaux et l'initiative étonnent le monde commercial et maritime; M. Bourrageas du *Petit Marseillais*, M. Fraissinet qui représente la navigation, M. Ancey qui administre avec précision.

Le Sémaphore, libéré de toute entrave politique, s'affirme plus puissant que jamais dans le domaine économique. Son format est celui du *Temps;* son papier satiné et sa belle impression affirment aux regards sa prospérité. La première page accueille les plus hautes signatures pour ce qui concerne l'économie de Marseille, de la France, de l'Europe et du monde. Quant aux cinq ou sept autres pages, elles constituent chaque jour l'horaire des navires, le dictionnaire des tendances et la cote de toutes les matières ou denrées imaginables. Si bien que les indications et les cours du *Sémaphore* font foi dans les litiges pour tout ce qui n'est pas inscrit à la cote officielle de la Bourse de commerce.

Il n'est pas sans intérêt de dire que *le Sémaphore* est surtout un journal d'abonnés, et que, par là même, il échappe aux fluctuations de la vente au numéro, si préjudiciable à tout journal ou périodique.

Quand j'ai quitté M. Adrien Artaud, M. Paul Barlatier et M. Emmanuel Ancey, qui m'avaient fait visiter les installations du *Sémaphore*, je leur ai dit : « Même si vous n'étiez pas d'un an l'aîné de la *Revue*, soyez certains que j'insisterais sur votre journal dont la formule est bien spéciale et qu'aucun journal de Paris ne peut remplacer. »

C'est également dans ce mois de janvier 1928 que l'*Algemeen Handelsblad* d'Amsterdam fêtait son centenaire. A cinq jours de distance étaient nés deux solides journaux économiques en deux grands ports du monde.

LE PETIT MARSEILLAIS

En 1868, vivait à Marseille un jeune imprimeur, Toussaint Samat. Il avait vingt-neuf ans, un petit matériel et de l'ambition. Il eut l'idée de faire un journal à un sou. C'était une innovation. « Tu es fou! » lui disait son ancien patron qui fabriquait le *Nouvelliste de Marseille* à quatre sous.

Il fit paraître une annonce : *On demande associé pour une*

affaire devant donner de sérieux bénéfices. S'adresser à M. Blanc, agent de publicité.

Quelques jours après, Toussaint Samat vit entrer dans son imprimerie un jeune homme bien mis qui, disait-il, « revenait de Zanzibar où il était employé dans l'agence Roux de Fraissinet ». Il s'appelait Denis Bourrageas et avait vingt-cinq ans. Ce jeune aventurier possédait 16 000 francs d'économies et cherchait à les mettre dans les affaires. Le soir même, Denis Bourrageas allait à son cercle et confiait à ses amis :

— J'ai trouvé à placer mon argent.

— Vous êtes fou ! lui dit-on quand il eut expliqué son histoire.

— La parole est donnée, répliqua-t-il simplement.

Les deux jeunes audacieux s'associèrent le beau-frère de Samat, J.-B. Perron, employé de banque de vingt-trois ans, pour tenir les comptes. Samat apportait donc le matériel, Bourrageas l'argent et Perron ce qu'il savait.

Ils appelèrent leur journal *le Petit Marseillais*. Petit, parce qu'il ne coûtait qu'un sou.

Ils commencèrent le 22 mars 1868, quai du Canal, 15, souhaitèrent la bienvenue à leurs lecteurs et leur offrirent tout de suite une œuvre régionale et sensationnelle : « *Les Drames du Vieux-Port*, grand roman par M. Esprit de Saint-Sabin. » Les trois associés tournaient l'un après l'autre le volant de l'unique machine à retiration, et celui qui était relayé descendait dans la loge de la concierge pour faire la vente aux marchands.

Le cumul existait aussi dans la rédaction. Pas de cloisons étanches ni de formalisme. L'un des rédacteurs était courtier en légumes secs. Il arrivait à quatre heures, posait sur la table ses sachets d'échantillons et faisait sa copie. Ses confrères fabriquaient aussi bien les feuilletons que les articles, copiant sans scrupules de longues descriptions de Balzac, au grand dépit des typographes qui trouvaient que « ça manquait de blancs ».

Un admirable esprit de famille régnait dans la maison et règne encore aujourd'hui entre patrons et ouvriers. Les plus vieux, que j'ai rencontrés près des machines, dans les bureaux ou penchés sur le « marbre », sont d'anciens camarades du fondateur. L'un d'eux, archiviste, est coiffé d'un calot de feutre dentelé. Chaque dent représente une année de service. Il y en a soixante-quatre.

Cependant, malgré ces amicales économies, les affaires allaient mal. On tirait à 4 et 5 000. Mais, tenaces comme des Marseillais quand ils le veulent (ils l'ont montré avec leur canal souterrain du Rove), les trois associés faisaient tous les sacrifices pour sauver leur affaire, leur idée. On vendait les bijoux un à un, on vendait l'argenterie. On allait succomber quand la fortune vint en aide, sous la forme du *Procès des Empoisonneuses*, en 1869.

Ce procès qui se jugeait à Aix, distant de 25 kilomètres, fut l'occasion d'un premier reportage retentissant. Tous les matins, deux des associés attelaient leur unique cheval blanc à une carriole et filaient pour assister aux débats. A peine la Cour s'était-elle retirée, qu'ils repartaient au grand trot pour rédiger leur compte rendu qui paraissait le lendemain matin à la première heure. Ils étaient deux, non pas pour mieux écouter et relater les débats, mais pour tenir chacun une rêne, car le cheval blanc était ombrageux et avait la gueule dure.

Un an après, le *Petit Marseillais* tirait à 12 000.

Après la guerre de 1870-71, le journal, jusque-là simplement littéraire, devient politique. Il n'avait pu l'être auparavant, car il fallait 18 000 francs de caution, et, comme on l'a vu, il avait débuté avec 16 000 francs. Aux chroniques locales, aux nouvelles départementales et judiciaires, aux départs des chemins de fer et aux « Conseils et Maximes », s'ajoutèrent des articles de fond que rédigeait régulièrement Adviner, cet homme au nom si gaulois et qui mourut aveugle en 1922.

Le *Petit Marseillais* était lancé. En 1878, il se transforme en société en commandite. Il continue à gagner de l'argent. Mais la familiarité ne cède pas la place à la fortune : elles vivent ensemble. Et quand il fait trop chaud, les ouvriers mettent leur chemise en bannière en guise de blouse...

Aujourd'hui, et depuis 1886, le *Petit Marseillais* sort, sur huit pages, des six rotatives installées quai du Canal, n° 15.

Encore ici, j'ai rencontré des ouvriers qui n'étaient pas typographes ni linotypistes, mais maçons et mécaniciens. On agrandit. On fait des fondations pour recevoir de nouvelles machines qui tireront les 180 000 exemplaires à 12 et à 16 pages. La clicherie est déjà transformée et d'un modèle très récent. Une vie nouvelle anime cette grande salle voûtée qui n'est autre que la chapelle des galériens utilisée du xv^e^ siècle jus-

qu'en 1780, date où l'on supprima l'Arsenal des Galères.

C'est entre ces colonnes, — qui ont entendu de tristes prières et le prêche de saint Vincent de Paul, — que l'on confectionne chaque soir les quatorze éditions du *Petit Marseillais*.

— Ce chiffre est inférieur à celui de nos confrères des rives de la Garonne, me dit M. J.-B. Samat, fils du fondateur et qui a lu le récit de mes visites à Bordeaux et à Toulouse ; mais il est déjà très important. Nous n'avons pas beaucoup de lignes, et sommes obligés de faire partir par le même train plusieurs éditions... Et pour une édition de deux ou trois mille numéros, nous devons clicher et faire tourner une machine... La première, pour Toulon, commence à 9 heures 30 du soir. Alors...

C'est que la région d'influence de Marseille s'étend en demi-cercle, tandis que la diffusion des journaux de Toulouse et de Bordeaux se fait en étoile. Il y a cependant bien du travail pour les seize linotypes installées au premier étage de cet immense hôtel, car l'information du *Petit Marseillais* est une des plus complètes qui soient.

M. Bourrageas passe en coup de vent, me serre la main. C'est le fils du jeune audacieux qui, arrivé de Zanzibar, jouait ses économies dans le journalisme à un sou.

— N'oubliez pas de parler de notre page coloniale, me dit-il. C'est celle qui a gardé la plus fidèle tradition...

— En souvenir de votre père, sans doute...

Mais déjà il ne m'entendait plus.

— Demandez des renseignements à notre rédacteur en chef, M. Galy. Il est là depuis quarante ans. Et puis, vous êtes en bonnes mains...

Et, adressant un sourire affectueux à son associé, au fils de l'associé de son père, il me quittait pour aller voir *le Soleil*, qui n'est autre chose que l'édition du soir du *Petit Marseillais*.

A mi-hauteur des voûtes, on commençait déjà les expéditions pour les 2 000 dépôts qui ont été créés peu à peu dans la région. Ce furent d'abord des amis qu'on connaissait dans les environs et que recrutaient MM. Perron et Bourrageas qui allaient souvent les visiter.

Tout ainsi fut amitié et camaraderie dans ce journal. Quand l'un des trois fondateurs mourut, les deux autres ne tardèrent pas à le suivre, — de si près que le troisième, M. Perron, ne survécut que de deux mois à M. Toussaint Samat.

Ce sont eux qui avaient dirigé leur journal et qui lui ont gardé son indépendance. Autour de la table directoriale, les fils et les petits-fils des fondateurs continuent l'œuvre.

A la porte, de lourds camions automobiles déchargent sur le terre-plein de l'ancien canal douze tonnes de papier, la pâture quotidienne des départements qui bordent la Méditerranée, de la Corse et de l'Afrique du Nord, de ceux qu'arrosent le Rhône depuis Valence et les rivières coléreuses qui descendent des Alpes.

LE PETIT PROVENÇAL

A deux pas du *Petit Marseillais*, un ancien théâtre dans la rue de la Darse. Sous un balcon à cariatides (nous sommes au pays de Puget), de grandes lettres : LE PETIT PROVENÇAL. Je pénètre dans le hall public. Des gens parcourent les dépêches.

Sous le titre : « Organe de la Démocratie du Sud-Est. Rayonne sur quinze départements, la Corse et l'Algérie. » Me voilà fixé sur la géographie sentimentale et commerciale du journal. A côté du titre : « 54e année. »

— Vous êtes plus que demi-centenaire, dis-je à MM. Carrère et Bonnet, directeur et rédacteur en chef, qui me reçoivent dans le foyer du théâtre aménagé en bureaux de la direction.

— Oui et non, me répondent-ils, car le journal avant d'être *le Petit Provençal* s'appelait *la Jeune République*, qui vit le jour le 30 novembre 1876. Le titre actuel s'inscrivit en 1880, au moment où la petite affaire se transformait en société anonyme avec, pour président, M. Émile de Girardin...

— Vous prononcez là un nom qui est grand dans l'histoire de la presse.

— Si M. de Girardin vivait encore, me dit M. Carrère, il apprécierait hautement le geste de la *Revue* et son esprit libéral vis-à-vis de confrères qui sont parfois éloignés de ses opinions!

— C'est qu'il ne s'agit pas d'opinions, monsieur, mais de la pensée française, de la presse régionale, de ses moyens matériels d'action et de diffusion...

Mais déjà, M. Bonnet me guidait dans les ateliers qui sont installés dans la salle de théâtre. Les rotatives sont lourdement assises derrière la scène. A l'orchestre, les dix-huit linotypes

sont dressées, tandis que la composition est à la place des baignoires et des loges; au deuxième balcon, se trouvent le service des abonnements et l'adressographe; dans les cintres, la photogravure. A travers les escaliers étroits et laids qui caractérisent l'« envers du décor » on s'attend toujours au cri du régisseur : « En place pour le deux! »

Les trois cents ouvriers sont en place, sans cris, entraînés par la copie et le mouvement des machines, sous l'œil vigilant des correcteurs perchés sur un de ces balcons métalliques qui dominent les salles de bal pour « Noces et banquets ». Derrière eux, le rideau ne se lève jamais : devenu rigide, il affirme obstinément à la corporation, et au moyen de grandes lettres en couleur, que le journal a été fondé en 1876 et qu'il faut que ça continue.

Trois heures de l'après-midi. Beaucoup de monde, et qui travaille. Bien entendu, les linotypistes accumulent la matière des onze éditions. La rue de la Bourse a télégraphié depuis le matin par la ligne spéciale qui relie ce bureau parisien à la rue de la Darse à Marseille. Le clavier du Hugues a transmis les mouvements politiques, les courants d'idées, tant en France qu'à l'étranger. Je crois que c'est le seul journal qui ait son fil entièrement à lui et qui transmette ses informations sans concurrent réglé par le Baudot.

— Notre journal, me dit M. Bonnet, est surtout un journal d'opinion qui se rattache à la *Dépêche de Toulouse* que vous avez visitée dernièrement. A Marseille, les luttes d'opinion existent toujours. Nous ne faisons pas d'affaires. Les ventes et la publicité nous suffisent, et notre publicité financière est très contrôlée.

— Et vous vivez quand même?

— Nous faisons mieux que vivre : nous prospérons. Le journal qui ne tire qu'à 140000 en semaine, monte à 160 000 le dimanche. A ce chiffre, la publicité paie bien.

— Et vos clients?

— Fidèles... En dehors des treize départements qui vont des Pyrénées Orientales aux Alpes Maritimes, en passant par l'Ardèche et l'Isère, nous en avons en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Corse et en Espagne. Même à Marseille, nos clients ne sont pas tous français : nous avons une page ou des colonnes pour les Italiens émigrés. C'est un professeur d'université de droit

italien qui en est le rédacteur spécial. L'édition de Nice comporte dans ce sens un programme plus chargé. C'est qu'il s'agit d'assimiler ces transplantés au lieu d'en faire des irrédents.

— Vous servez-vous des offices d'une agence pour la diffusion de vos journaux?

— C'est nous qui assurons nos transports et nos ventes par nos 2500 dépositaires. Il ne faut pas chômer, croyez-le bien, pour faire arriver à temps, avec si peu de lignes et de trains, dix tonnes de papier par jour en expéditions fragmentées. Ce ne sont pas d'ailleurs les seules difficultés : sur ces lignes viennent à notre rencontre les concurrents de Toulouse, de Montpellier, de Lyon, de Grenoble, de Nice. En route de huit heures du soir à trois heures du matin, nos éditions doivent progresser, entamer les arrondissements, les cantons, les communes...

A ce moment, les rotativistes amenaient les bobines de papier tout contre les machines, prêtes pour l'alimentation.

NICE

Dans le train du matin qui m'emportait vers Nice, j'ai examiné les diverses éditions du *Petit Provençal*. Obsession très curieuse de l'article de tête qui se répète onze fois. Il faut passer à la troisième page pour lire en grosses lettres : Var, Lozère, Vaucluse, Corse...

Mais à toutes les pages, comme au *Petit Marseillais* et au *Sémaphore*, le vrai *leit-motiv* du grand port méditérannéen, c'est la mer. La mer, avec ses voyages, ses ports, ses quais, plaît aux populations habituées au mistral et à la brise, qui fournissent les équipages et les cargaisons, les passagers et les intermédiaires de toute sorte. Qu'ils soient d'origine grecque, italienne, levantine ou algérienne, ou qu'ils soient descendus avec les eaux du Rhône; qu'ils soient les ouvriers qui, à La Seyne, ont rivé les tôles du navire, l'usinier qui transforme en savon et en huile les coprahs et les arachides des terres chaudes, ou les parents du soldat qui fait campagne au loin, pour eux Paris et ses journaux demeurent au second plan. Marseille et sa banlieue, — douze cent mille âmes, — ne s'intéressent qu'à la mer et à ses trafics, aux bonheurs et aux malheurs des hommes et des choses qui vont en mer.

Les deux grands journaux de Nice ont façade sur l'avenue de la Victoire, ancienne avenue de la Gare. *L'Éclaireur* est rouge, *le Petit Niçois* est bleu. Aucun symbole d'opinions. Sur de grands panneaux penchés sur la rue, les dépêches sont tracées à la craie. On serait tenté de croire que cela satisfait la curiosité ou l'économie du public. Il n'en est rien, il lui faut encore davantage : la confirmation de l'écriture éphémère par la chose imprimée.

L'ÉCLAIREUR DE NICE ET DU SUD-EST

Comme M. Léon Garibaldi, le directeur, est absent ce jour-là, c'est mon confrère, M. Pierre Borel, qui me reçoit. En passant près de la salle de routage, je suis indiscret (l'objet de mes visites à la presse me le permet un peu). Une employée met les journaux sous bande avec une dextérité mécanique. A peine ai-je le temps de lire quelques adresses d'abonnés : M. Hobson à Détroit, M. Darrieu à Madagascar, M. Porto da Silveira à Sao Paulo, M. Jorgensen à Oslö, M. Bonfait à Ottawa, l'Agha Khan je ne sais plus où dans le monde...

— Ce ne sont pas des services gratuits ou d'honneur que l'on envoie à des personnes prises dans le *Bottin Mondain*, me dit M. Pierre Borel. Nous avons des abonnés dans le monde entier. Fréquemment ce sont des touristes qui viennent pour passer six jours sur notre Côte d'Azur et qui y restent six mois. Rentrés chez eux, ils n'ont qu'un désir : continuer la vie qui les a charmés. Par notre journal, qu'ils reçoivent en même temps qu'un journal de Paris, *l'Illustration* et votre *Revue*, ils sont tenus au courant des événements, des fêtes, de la visite de leurs compatriotes. Ainsi, au moment du carnaval, notre série en couleur tire à 250 000 exemplaires au lieu du tirage moyen qui flotte entre 150 et 200 000...

— Mais ce dernier chiffre même, ne dépasse-t-il pas singulièrement les possibilités de Nice ?

— De la ville, certainement, mais pas du Sud-Est que nous représentons avec nos confrères de Nice. Cannes, Antibes, Saint-Raphaël, Monte-Carlo, Menton, nous tiennent à cœur autant que notre ville... Ce n'est pas la vie de Nice que suivent nos lecteurs et nos abonnés, mais la vie de toute notre Côte...

Inutile de dire que l'*Éclaireur* achève ses transformations.

Cela devient une règle générale dans la presse de province. Dans quelque temps, tout sera au point. M. Ardoin, grand technicien de l'affaire, me conduit à travers des machineries neuves, des ateliers clairs, ventilés, munis de grands perfectionnements. On envie les typographes, les linotypistes de travailler avec ces engins dans un tel pays. L'impression générale est celle de la prospérité. Ce journal qui ne laisse dans l'ombre aucune élégance, aucun événement mondain, participe de la coquetterie assemblée dans cette région fortunée. Pour éviter toute souillure, M. Ardoin a même fait installer une pompe à encre pour charger les encriers des rotatives. La chose n'est pas inutile, quand on songe que de pareilles usines emploient plusieurs quintaux d'encre grasse par jour.

— Ici comme chez tous nos confrères du Sud-Est, me dit M. Ardoin, vous trouvez un jeu d'éditions assez réduit. Une voie ferrée et des camionnettes, voilà nos moyens de transport. Alors, nous nous contentons de sept éditions. La première, mise en route à minuit et demi, sort à trois heures quarante du matin et part pour Marseille. Les autres suivent à court intervalle. La deuxième va rejoindre Menton en passant par les stations bien connues; la troisième grimpe en montagne, dessert Grasse et les localités cachées dans les vallées heureuses et autrefois ignorées; la quatrième va en France, c'est-à-dire hors région; la cinquième en Italie; la sixième, sortie à quatre heures quinze, est distribuée dans les tramways pour les travailleurs matinaux et la banlieue; enfin, la septième se trouve dans tous les kiosques de Nice à partir de cinq heures.

Avec ferveur, M. Ardoin me fait remarquer la finesse des caractères et la netteté des clichés.

— Tout cela ne s'obtient qu'avec des machines perfectionnées comme nos Marinoni qui peuvent tirer quarante mille numéros à l'heure ou vingt mille en douze pages et trois couleurs, une clicherie moderne et des linotypes du dernier modèle. Nous faisons pourtant seize changements de clichés en trois heures et nous manipulons douze à quinze tonnes de papier par jour...

Deux cents ouvriers, soixante employés, quarante rédacteurs, trois cent cinquante correspondants salariés, deux mille dépositaires français et un nombre intéressant en Italie : voilà le personnel qu'emploie un journal situé à un des angles de la

France. Il est vrai que c'est un des angles les plus importants...

M. Léon Garibaldi, le directeur, vient d'être frappé d'un deuil cruel. Il m'a reçu quand même chez lui. Pour services militaires, il a été décoré de la cravate de la Légion d'honneur. C'est lui qui m'a fait l'historique du journal.

— *L'Éclaireur*, me dit-il, fut fondé en 1881 par M. M. Gautier, le pasteur Pilatte et Corinaldi. Le *Phare de Nice* était déjà leur œuvre et le premier journal français qui parut à Nice après l'annexion. *L'Éclaireur* fut, dès son début, un journal républicain, indépendant de toute coterie locale, résolument français et patriote. *L'Éclaireur* représentait l'élément français dans la lutte contre le séparatisme dont se servaient d'ailleurs certains hommes politiques pour leurs intérêts électoraux. Il n'y eut jamais à Nice de séparatisme nettement avoué; mais en 1870 un préfet avait déjà soulevé, par des mesures inopportunes, certains mécontentements et provoqué un état d'esprit qui, sans être très dangereux pour la France, entretenait dans une certaine partie de la population (familles mi-italiennes et françaises où les sentiments envers l'Italie étaient encore fort vifs) des regrets. Les liens qui unissaient le Comté de Nice à la France se relâchaient. C'est grâce à l'attitude vigilante de *l'Éclaireur* que le séparatisme ne resta que la vague aspiration d'une minorité et fut complètement maîtrisé. Un journal rédigé en italien, *Il Pensiero*, excitait les frondeurs et les mécontents. Grâce à nous, ce gallophobe fut supprimé. Aujourd'hui, nous sommes italophiles et faisons l'impossible pour dissiper les malentendus que l'on cherche à élever entre les deux nations latines... Notre journal est le premier à pénétrer chaque matin en Italie. Il y reste libre et nous le voulons digne, comme en toute circonstance...

Cinq heures. Le soleil se couche et la fraîcheur descend de Cimiez. « Demandez *l'Éclaireur du Soir*! » crie-t-on sur la place Malausséna. Il sort des mêmes rotatives que *l'Éclaireur*, et sur six pages seulement. Même précision dans l'information, même abondance. Le quadruple Baudot de *l'Éclaireur*, lui a fourni les nouvelles mondiales de la journée et, par téléphone, sont arrivées les nouvelles régionales. Pas d'*English and American News* comme dans l'édition du matin, mais en troisième page, après la Dernière heure, les cours de la Bourse de Paris. C'était inévitable dans un pays où les banques sont

hautes comme des temples. Quant aux sports, ils tiennent dans les deux feuilles une place considérable, tout comme les arts, la politique et les événements mondains.

— Si vous restiez deux jours de plus, me dit M. Buchet, un des plus actifs collaborateurs du journal, vous pourriez lire l'*Éclaireur du Dimanche* et l'*Éclaireur Agricole et Vinicole*...

LE PETIT NIÇOIS

Dans sa maison bleue, ce journal vit à l'étroit. Une banque va lui faire quitter l'avenue de la Victoire ; et l'on verra encore, autour des machines, des ouvriers qui n'ont aucun souci des Cheltenham, des Didot, des italiques et des romains.

Le Petit Niçois, dont l'importance était grande avant 1914, est resté l'organe de la démocratie. Il dépasse le touriste et s'adresse au peuple des ports et de la campagne. C'est surtout chez eux qu'il répand ses cinq éditions. Le Var et les Alpes-Maritimes forment son domaine. Comme *l'Éclaireur*, il se rencontre à Toulon avec *le Petit Marseillais* et *le Petit Provençal*. Et c'est Nice qui gagne à mesure que les villégiatures s'étendent le long du littoral.

Repris depuis quatre ans par l'esprit d'émulation, stimulé par ses directeurs et par son rédacteur en chef, M. Émile Habbay, *le Petit Niçois* regroupe ses partisans, développe ses pages sportives et agricoles. Une page coloniale a même été créée pour les coloniaux retirés à Nice et qui cherchent à retrouver ici le soleil qui les a meurtris sous les Tropiques.

Ainsi que *l'Éclaireur* et *la France du Sud-Est*, confrère plus jeune et moins répandu, *le Petit Niçois* est associé à la vie de ce littoral où la terre, le ciel et la mer se sont unis pour faire de la beauté.

André Demaison.

(A suivre.)

LE LIVRE DE RAISON

XVII [1]

LE GOUT DU PAYS

Le soleil m'a tenté... Il est sorti de l'hiver plus hâtivement que de coutume... Cependant, cette année, il a passé par la neige. Oh! trois jours : où les arbres paraissaient avoir crû sans racines, posés à même la terre ensevelie à la façon des colonnes ; où les toits dans les champs ressemblaient à d'immenses linceuls tendus sur des cercueils épars ; où le vol noir des corbeaux attardés animait seul l'espace blanc. Il a passé aussi par le souffle du Nord. Un grand souffle qui ne cessait ni jour ni nuit, sifflant le long des murs, grondant à travers les ramures secouées, si froid et sec que toutes les herbes en furent un instant consumées, et crissaient sous le pied comme au contact du fer. Un grand souffle qui l'avait pâli, comme si la masse glacée couchait sa flamme en se ruant, au moment de l'éteindre, ou bien l'avait transi avec le reste de la nature.

L'hiver, chez nous, règne à l'ordinaire du 15 décembre au 15 février. Domination interrompue heureusement par quelques fêtes de lumière, quand le vent profond de l'Espagne traverse les monts, attiédissant le ciel, que l'on ne sait plus en quelle saison l'on vit, si le printemps ne s'est point trompé de date et de mois. Les arbres, l'herbe, les fleurs hésitent tout juste à partir, et l'eau des clairs ruisseaux, où nulle ombre ne flotte, devient douce à courir sous l'azur. Pour les bêtes qui se hâtent vers l'étable bien avant le crépuscule, elles n'en

(1) Voyez la *Revue*, 15 mars 1922 — 15 janvier 1929.

finissent plus de pâturer, elles aspirent entre deux bouchées l'air chargé de rayons comme elles boiraient à longs traits. Et l'homme se hèle et rit devant les horizons balayés, où la couleur revient aux choses en attendant la vie...

Le soleil m'a tenté... J'ai pris à travers champs pour aller à Bataille, dans l'annexe de Toujun, chez Cyprien Beyrie. C'est un terrien passionné. Il cultive avec science un petit héritage, un sol profond et gras qui entoure sa maison comme la pulpe d'un fruit son noyau. D'une génération seulement au-dessous de la mienne, instruit des rudiments sur les mêmes bancs, partageant les mêmes joies et soucis attachés au sol, professant les mêmes sentiments familiaux et sociaux, nous sommes amis, et la distance que le temps a mise entre nous s'efface peu à peu à mesure que nous avançons en âge; nous n'aurons bientôt plus que celui de nos communes impressions.

Il vient parfois me voir pour un avis à prendre, un projet à soumettre, une lecture à contrôler. Comme à l'école, dès le premier jour, il est toujours avide de s'instruire et de comprendre. Son esprit était aussi aigu que son œil de dénicheur... J'aime à le recevoir, intéressé par cette vivacité, cette curiosité sans cesse éveillée, et le besoin d'essayer et d'entreprendre qui l'aiguillonne. Il parle facilement; il se plaît à le faire; il avoue qu'il monologue avec lui-même, tout en besognant ou en lisant, car, l'outil ou la charrue quittée, il cherche volontiers un livre, le soir, sur l'étagère réservée. Au physique, il est petit, râblé, alerte, court de gestes et de pas, en mouvement de corps autant que de pensée, de poil jeune encore, avec quelques fils gris seulement, et le regard franc et chaud. Comme partout, il se hâte à la tâche, craignant de manquer de temps, d'être débordé par le travail, de ne point commencer ou finir à l'heure. Il se hâte sans expédier : car c'est un maître ouvrier. Les voisins disent : « Ah ! bah ! il a le don; il fait tout de ses doigts, sauf parler. »

L'autre jour, à l'improviste, il frappa à ma porte. Il neigeait. Je regardais par la fenêtre les flocons immaculés s'amasser sur le gazon. Beyrie sonna. J'ouvris moi-même.

— Je savais vous trouver, monsieur, par un temps pareil.

— Un temps qui déshonore le pays.

— Ça en a tout l'air. Il va bientôt falloir un traîneau.

— Mais, entrez vite, Beyrie.

Nous prîmes place au coin de la cheminée, pieds aux tisons. Je jetai dans le foyer quelques poignées d'épis de maïs, les pédoncules secs comme de l'amadou, ce que nous appelons « les charbons blancs », dont j'ai toujours une provision à portée, dans un vaste cache-pot de cuivre, ceint d'une bande d'amours en relief, pour raviver le feu ; et une longue flamme jaillit, claire, bleue, à cause de l'alcool resté du grain dans l'épi. Sous la brusque lueur, les amours parurent partir pour une ronde folle...

Assis, je dis :

— Tout le monde va chez vous?

— Merci, monsieur, tout va : les gens et les bêtes. Et cette neige, bien que d'un autre pays, n'est pas mauvaise pour le sol. Quelques gelées à la suite, et la vermine aura fini de nous empoisonner... Mais, ce n'est pas la question. Voici... On vend tout contre moi, et je suis acheteur... Oh ! ce n'est pas que ce soit du bon terrain : ici, de la friche ; et là, une lande où l'on a laissé vieillir la thuie. Il n'y a de beau, au bout, qu'une garenne, des jeunes chênes de venue... On ne peut rien leur reprocher... Enfin, tel quel, le terrain m'arrange ; ça me plaît.

— Je le savais.

— Je n'en ai pourtant parlé à personne... Je comprends : on m'a vu y aller, y passer plus que de raison, m'arrêter peut-être, réfléchir... Quand on a bien envie d'une chose, on ne se tient pas de tourner autour, et, comme ici, monsieur, d'y entrer, d'examiner, de mesurer presque... Les voisins ont dû dire : « Té ! celui de Bataille en veut. »

— Ils l'ont dit.

— Il s'agit donc de se presser. D'autres pourraient se présenter. J'ai besoin que vous me donniez un coup d'épaule. C'est pourquoi je suis venu... Vous connaissez beaucoup ceux qui vendent... Soyez assez bon pour leur demander de me réserver la terre à prix égal. Seulement cela.

— Ce n'est pas un coup d'épaule, c'est un coup de langue, Beyrie... Soit. La demande est nette et franche. Je le ferai pour vous. Ne me remerciez pas. Dites-moi, vous avez mis de côté, ces dernières années?

— Non sans peine. Sauf le dimanche, et quelques jours pris pour commencer aux foires, aux marchés, je n'ai pas quitté le sillon. Je voulais économiser, toujours, pour acheter,

m'arrondir. Où? je ne voyais pas. Et voilà l'occasion; si près: je n'aurais que la haie à traverser... Aussi, monsieur, je tremble d'émotion à l'idée que je vais y arriver, peut-être... Si vous saviez comme ce désir vient de loin : celui de posséder d'abord, ensuite de s'agrandir...

— Vous ne me l'avez jamais confié.

— Ce serait raconter ma vie...

— Racontez. Il n'est point de petite destinée. Tout se mesure à l'effort.

— Songez, monsieur, il y a là trois ou quatre hectares. De quoi doubler presque mon modeste héritage... Je vous ai dit : de loin; oui, en moi; de bien plus loin chez les miens... Nous sommes une vieille race de travailleurs du sol, depuis des siècles, comme les ceps. Nous pouvons dire que nous aimons la terre; assez pour l'avoir aimée chez les autres même. De père en fils, hommes à toute main, laboureurs, vignerons ou pasteurs, jamais un de nous n'a été congédié. Il n'y a pas une famille riche et ancienne où l'on ne trouve notre nom sur le livre de comptes. Souvent, il est suivi d'une mention de gratification, en récompense de services dévoués. Quand un garçon naissait chez nous, on le suivait; et, sitôt en état d'être pâtre, il était arrêté. Quelques-uns des miens ont ainsi commencé et fini leur vie dans la même maison.

— Ce sont là, Beyrie, des lettres de noblesse.

— Que voulez-vous dire, monsieur?

— Comme des parchemins qui anoblissent une race pour avoir longtemps bien vécu, agi, mérité. Les particules, les titres, ne sont que la consécration de cette conscience, de cette utilité d'une famille.

— Nous le pensions donc sans le savoir. Mais nous ne nous enrichissions pas. Nous n'arrivions qu'à gagner notre pain. Lorsque l'on n'a que ses bras, que les enfants viennent, que l'on est malade, que le père meurt avant l'heure, les petits pas que l'on a faits sont perdus... Personne ne se décourageait cependant. Dans l'étroite maison louée, d'où l'on partait à la journée lorsqu'on ne se plaçait pas, on ne perdait ni l'espoir ni le désir de se mettre un jour chez soi. Avec un enclos pour un peu de culture. Sentiment qui devenait parfois aigu en rentrant, le soir, durant les beaux mois où la terre se couvre de fruits, où il n'y a plus qu'à les cueillir, où l'on oublie dans cette joie

toute la peine qu'ils ont coûtée... Ce n'était point jalousie; simplement un grand besoin de posséder. Comme d'autres ont faim d'or, nous avions faim de terre... On n'allait pas à la banque alors. On n'estimait que la fortune au soleil : les murs, le sol, et ses produits, le bétail.

— Sagesse des sagesses, Beyrie. La fortune à l'abri des manœuvres des hommes, qu'un coup de bourse n'emporte pas, sur qui Dieu seul a pouvoir.

— Pour « peser un homme » on demandait dans ce temps : « combien tient-il de paires? » le nombre d'attelages permettant de calculer l'étendue de son bien... Il y a cent ans, nous étions encore loin des quelques hectares qui peuvent occuper et nourrir une paire. Pourtant, nous avions abandonné la maison louée pour une autre achetée... Un des fils, mon grand père, la quitta, et entra en condition chez un riche propriétaire du voisinage. Avec les années, il devint premier bouvier. Il gagnait cent francs, par an, de plus que les autres. Dans les domaines d'autrefois c'était une place à part, enviée, donnée au plus digne. Le premier bouvier, homme de confiance, gouvernait l'étable, et prenait la tête au labour et le commandement, le maître absent. Je parle d'un de ces maîtres qui travaillent à l'ordinaire avec leur monde, comme le faisait celui de mon grand père. Ce n'était pas un de ces morceaux d'homme qui ne font que faire fumer la cheminée.

— Vos expressions m'enchantent, Beyrie. Je connais de ces morceaux d'homme, débiles en tout, qui ne sont bons, en effet, que les pieds sur les chenêts.

— Avec leur chien de chasse à côté, monsieur. Ils ne se lèvent qu'ensemble, c'est-à-dire que contraints et forcés... A le suivre de l'œil, toujours laborieux, intelligent, dévoué, ménageant son argent comme le sien, ce maître prit mon grand père en amitié. La prime de premier bouvier fut vite dépassée. Il y eut de bonnes étrennes après les naissances, les ventes, ou les mises au joug finement faites. Si bien qu'un jour, l'ancien se trouve avec quelque argent devant lui... Oh! pas des mille... enfin de quoi faire un peu figure... Et frais, dispos encore, il portait sa réussite sur sa personne. Il marchait, il se présentait comme quelqu'un qui se sent tranquille, assuré... Ce fut lui qui eut le bonheur de réaliser le rêve de nous tous : posséder un fonds.

— Il acheta ?

— Non, monsieur, il trouva, tout à la fois, la terre et la femme. Sa renommée de travailleur, son honnêteté plurent à ma grand mère autant que son bon air. Elle était fille unique d'un petit possédant. Elle avait dépassé aussi la première jeunesse. Mon grand père se maria, en gendre, à Bataille. Il montait du coup à la place de maître.

— A la bonne heure ! C'est dans l'usage de ce pays sentimental et pratique.

— Le beau-père se fit tirer l'oreille... Un bouvier... Mais, veuf, il lui fallait une femme à la maison. Il aima mieux garder sa fille. Les donzelons coururent inviter à la noce.

— Ce beau-père avait tort, Beyrie. Le fiancé apportait mieux qu'une situation égale. Des siècles obscurs, vous m'avez dit, de travail, de probité, d'expérience du sol, et cette volonté tenace de parvenir. Choses qui sont partout sans prix.

— Il s'installa donc à Bataille. Le bien comprenait cinq hectares autour d'un toit. Mon grand père et ma grand mère vécurent là heureux. Lui, partit le premier. Il s'effondra, un matin, au bord d'un champ de blé, en visitant sa terre. Comme s'il avait voulu l'embrasser avant de mourir, on le ramassa, étendu de son long, les bras en croix, la figure en avant. Il mourut sans doute de joie, devant l'abondance de tout, qui s'annonçait, cette année.

Nous avions laissé baisser le feu en discourant. Ce n'était point le jour. Il ne neigeait plus, mais le grand vent du nord s'était levé. Il accourait, précédé par une rumeur mêlée d'un bruit de branches rompues, et tous les arbres pliaient de proche en proche comme sous un poids invisible. Heureusement il régnait haut. Il tourmentait, il brassait les cimes et pas une feuille sèche, gisant, ne palpitait, et l'on voyait des bandes d'oiseaux s'abattre dans les buissons pour le fuir, si vite qu'ils paraissaient tomber du ciel, glacés soudain de son toucher... Je pris une minute, j'empilai des bûches; je les couvris d'épis, pareils à des flocons. Et tandis que le feu couvait, comme il se remettait à chanter, Beyrie reprit :

— Mon père lui succéda, marié depuis peu. Il entra dans ses sabots; il les trouva chauds. Je veux dire qu'il trouva le bien tenu, pourvu, à point. Je naquis, puis un frère. Mon

grand père ne savait ni lire ni écrire. Mon père écrivait, lisait. Le dimanche, en se reposant, il « passait » à la suite tous ses journaux de la semaine. L'ascension continuait : la tête s'éduquait après les bras. Aussi, dès que nous pûmes courir, il nous envoya à l'école. J'y restai longtemps. Les Frères voulaient me mener plus loin, à leur Institut, à Bayonne. Mon père s'y refusa. Non par économie ; parce qu'il ne tenait pas à me voir devenir un monsieur et changer de métier... Je l'en remercie aujourd'hui... Pour bien se battre, il faut connaître le terrain.

— Heureuse formule. Vous parlez comme un général en chef.

— Nous connaissions la terre, son maniement, ses ressources. A nous trois, nous la faisions briller.. Mon père espérait que, plus instruit, j'en augmenterais encore le revenu.

— La réussite, sur un fonds, n'est, en effet, que l'accumulation d'efforts conscients. Rarement un métier neuf est bien fait par le premier qui s'y adonne. On s'assimile peu de choses par soi seul. Il y faut plus d'une génération. Voyez, Beyrie, autour de nous ces étrangers qui, bénéficiant du change, achètent tout ce qu'ils trouvent ; hélas ! souvent les vieux domaines... Ils sont pourvus de capitaux ; ils ont des méthodes, des conseils ; beaucoup revendent... Ils ne savent pas se battre ; ils ignorent le terrain. Votre père raisonnait juste.

— Cependant sous lui, monsieur, le petit bien, à peine hérité, faillit s'en aller... Entre nous, mon père « s'en croyait », il était glorieux.

— S'en croire ?... Vous voulez dire se prendre pour quelqu'un et quelque chose ; par suite avoir des visées...

— Tout juste, monsieur.

— Eh ! Beyrie, il faut s'en croire un peu pour tenter ; quitte ensuite à sourire de soi-même... et mettre au point...

— Figurez-vous donc, monsieur, mon père nous trouvait à l'étroit... Déjà, l'envie de nous agrandir nous prenait... Il nous le confiait, le soir, au coin du feu, la clef tournée. Il faisait courir l'œil, cherchant un lopin. Mais c'était le temps du bon Dieu, où les vignes ruisselaient toutes seules sans frais, rien qu'avec la peine de l'homme. Chacun était jaloux de sa dernière motte... Alors, ne pouvant acheter, mon père bâtit...

— Comme vous me ramenez en arrière !... Il bâtit un

pigeonnier, à droite de votre maison, et, à la suite encore, en pendant, un corps à usage d'étable, de grange et de fermière. L'ancien logis, où tout avant était rassemblé, ne fut plus qu'habitation. Constructions en pierre, s'il vous plaît, aux ouvertures cintrées. Le pigeonnier était couvert de tuiles plates rouge sang. Le soir, au soleil couchant (il descend derrière vous), le toit aigu avait l'air de flamber comme une torche. Un chemin de terre y menait. On l'empierra. On planta deux cyprès à l'entrée, à chaque coin, et, sur l'aire, à côté du chêne traditionnel, un pin parasol. Aujourd'hui, c'est un arc immense de verdure, éternellement tendu... Je passais souvent alors par là, dans mes courses à cheval. Le vent portait jusqu'à moi le grincement des scies et le chant sifflé des maçons, et je ne sais quelle joie s'en répandait dans la campagne... D'aucuns disaient bien (on critique toujours) :

— Ce sera peut-être lourd pour le bien.

— Et mon père disait : « On nous voit de loin, maintenant. » De fait, à tous les tournants de la route, le pigeonnier sortait du sol comme le clocher de l'annexe.

— Seulement, on n'y faisait pas la quête...

— Eh ! non... Les gens étaient de bon sens, monsieur. Nos avances fondirent toutes dans ces pierres. Les murs montés, couverts, il fallut s'arrêter. De longues années les portes, les fenêtres devaient rester béantes, sans boiseries... Les vignes s'étaient mises à lentement mourir : le phylloxéra rongeait le pied, les cryptogames dévoraient feuilles et fruits. La misère entra vite chez nous, à cause du pigeonnier.

— Elle entra chez les plus sages...

— Quels jours à la maison !... On commença par vivre des dernières ressources, en pain, en vin, en viande, en vêtements. Et puis ce fut une sorte de rationnement. Pour vous en donner une idée : on fit cuire comme au vieux temps du pain de maïs, sur lequel on mangeait au couteau un morceau de vrai pain, de pain de blé, à la place d'une tranche de jambon ou d'un œuf frit, afin d'économiser sur la pile à vendre et sur les produits de la basse-cour. Tout ce qui naissait presque allait au marché. Avant, le premier marché à fournir, c'était la table familiale... On était revenu, pour boire, à l'eau. Le peu de vin sauvé des fléaux était gardé en cas de maladie ou pour les grands travaux de l'été. Quand on n'en pouvait plus de sueur rendue, que l'es-

tomac défaillait, on avalait deux ou trois gorgées à la régalade pour avoir la force de finir le sillon : une seule bouteille pour tous et pour l'interminable journée... Le soir, en rentrant, on rallumait les chandelles de résine, contemporaines du millas, du pain de maïs. Elles fumaient tant qu'on ne pouvait les brûler que dans la cheminée. Encore on les éteignait. On ouvrait par les belles lunes du printemps et l'on circulait à la clarté du ciel ; et les nuits noires l'hiver, à la lueur du feu. Le bois était la seule chose qui ne manquait pas. Tout le pays arrachait ses vignes. Les grands propriétaires les donnaient à arracher à moitié. Elles s'empilaient devant les portes comme des meules... On vous recommandait de replanter... Avec quel argent? La plus grande misère se devinait à l'état des vêtements. Dedans, personne que vous ne sait ce qui se passe ; tout le monde juge dehors. On avait honte, rien qu'à passer la porte. Les habits de la semaine n'étaient plus que des pièces ravaudées elles-mêmes : on n'osait les laver ; et l'on n'osait brosser ceux du dimanche, au bout de leur fil, de peur de les déchirer. Les sabots faisaient chaussure fine. On les ménageait.

« Sauf les jours de pluie et de froid, on ne les mettait que pour les sorties ; le reste du temps, on marchait pied nus comme les bœufs. Ma mère, qui avait été jolie et aimait la toilette, n'allait plus qu'à la messe du petit matin, à l'annexe, dite pour les pâtres et les servantes... Les bêtes étaient plus heureuses que nous. Il y avait toujours de l'herbe grasse pour elles et l'eau accoutumée, et la nature les couvrait de poils épais l'hiver et de poils neufs, fins et légers l'été.

— Le paysan fut admirable d'endurance et de foi. Comme les fourmis qui refont grain à grain leur fourmilière bouleversée, il refit le patrimoine motte à motte. Plus la désolation était grande, plus il s'acharnait. Sa fidélité à la terre malade tenait de la grandeur... Maintenant, où la vie de nouveau abonde, il déserte... Mais, dites toujours.

— Nous étions à bout de tout... Un soir, mon père parla d'emprunter... Dans ces temps de misère, il se trouve toujours des gens qui ont de l'argent pour prêter cher... Je me récriai : « Emprunter? Mais après, si l'on ne peut rendre? » Nous nous tûmes. Une même pensée nous venait, une même peur. Celle des poursuites : pire encore... Je repris : « Tenez, je vais partir. J'y pense depuis longtemps. Ce que je ne mangerai pas, ce que

je ne dépenserai pas vous restera. Je gagnerai, je reviendrai, nous nous en tirerons. C'est moi qui suis le plus instruit. » — Ma mère dit : « Partir ? Où ? — Aux colonies. L'autre jour, deux sont partis pour le Canada. Moi, je préfère la terre française et les pays chauds. J'ai toujours lu sur l'Afrique. Elle m'attire. On y a besoin de blancs. » Ma mère dit encore : « C'est loin ? — Quinze jours de voyage peut-être. » Elle pâlit. Il y eut un autre silence... Je me souviendrai toujours de cette soirée, si triste, à peine éclairée, où nous avions l'air de veiller. On ne savait quoi. Un mort...

— J'étais moi-même absent du pays. Je sus votre départ ; mais non ses raisons... Et puis, on oublie.

— Je partis. Je ne pris pas un sou de la maison. J'empruntai pour mon compte, seulement de quoi faire la traversée. Je m'embarquai à Bordeaux pour la côte d'Ivoire. Ce ne fut pas sans étonnement. Ce fleuve dont on voyait à peine les bords, qui roulait à la mer ; cette mer sans fin, qui montait et descendait sans cesse sous le ciel vide ; ce chemin qu'on faisait sans paraître avancer... Songez, monsieur, je n'étais jamais sorti du pays. Mais les autres passagers étaient tranquilles, et regardaient avec plaisir... Je fis comme eux.

— Vous ne vouliez sembler douter de quelque chose.

— Bien sûr, monsieur... Je vis les Canaries, d'où l'on expédiait des primeurs... en février ! Je n'en croyais pas mes yeux : je les goûtai. Après quoi l'Afrique, avec Dakar. Je descendis. Figurez-vous une rade immense, une ville populeuse comme l'une des nôtres, et l'élément noir refoulé : je ne m'attendais pas à tant de civilisation. Au delà je vis Konakry. Je descendis encore, et je me promenai dans des avenues de bananiers, arbres inconnus, dont une seule des feuilles peut abriter un homme. Enfin, ce fut Grand-Bassam, sur la côte d'Ivoire, où j'allais. On y toucha à la pointe du jour. Je dis mal : on n'aborda pas, le paquebot stoppa en mer. La houle profonde arrive à la côte sur un bas-fond à pic, le heurte et se brise furieusement. Des baleinières seules peuvent atterrir, maniées à l'aviron par des noirs extraordinairement habiles, familiers de ces ressacs. On vous y descend à l'aide de grues, comme des figues dans un panier... Mais tout le monde a lu cela... Non ceci : l'angoisse éprouvée dans l'étroite embarcation, lorsqu'on est suspendu à la crête des hautes lames. Quelques

secondes, sans savoir si l'on va glisser en arrière et s'engloutir, ou piquer en avant d'un trait, comme avalé par la mer... J'en avais la respiration coupée... Les noirs cependant accostent en chantant... A destination, il ne me restait que cinquante francs.

— Un peu plus que les cinq sous du Juif errant.

— Seulement, monsieur, ils ne faisaient pas de petits... Je cherchai une auberge pour ma nuit... J'avais noté, en partant, des adresses de sociétés forestières de déboisement et de défrichement. Le lendemain, j'allai à l'une d'elles. Je demandai le directeur. Il passait d'un bâtiment à un autre. Il s'arrêta. « Que me voulez-vous? » Je lui expliquai que je cherchais à m'embaucher pour n'importe quel travail. Il me toisa : « Vous êtes bien petit. — Je suis fort, je suis tassé comme un tas de blé. — Ah! Ah! vous êtes agriculteur? — Oui, monsieur, pour toutes cultures, et le bois; non pas autant qu'un bûcheron, assez pour me débrouiller dans une forêt. Je travaille de mes mains depuis l'âge de quinze ans.

— Vous ne perdiez pas le fil.

— J'exagérais un peu... Mais, je n'étais pas là pour me déprécier... Il reprit : « Bien entendu, vous savez lire, écrire, compter? — Et encore arpenter, tenir un registre, rédiger. — D'où venez-vous? — De l'Armagnac; voici mon livret. — Avez-vous une recommandation? — Aucune, monsieur. Je pensais qu'il suffisait d'être Gascon... On sait qu'ils aiment réussir.

— Admirable, Beyrie... Moi, je vous aurais pris rien que pour ce mot.

— C'est ce qu'il fit... Il avait une longue barbe. Il passa plusieurs fois sa main dessus en réfléchissant, et : « Nous pouvons essayer... Venez demain ». La chance tournait. Elle est, monsieur, comme le vent... Je le remerciai, je le saluai et le quittai. J'allais comme un oiseau; je ne sentais pas de joie la terre sous mes pieds... Ce soir-là, je mangeai le reste de mon argent... Je ne vous dirai pas à quoi...

— Ce n'est pas difficile à deviner. Passons.

— Passons...

Et de rire tous deux. Les amours avaient dû écouter. Ils agitaient à la flamme leurs bras potelés, comme au souvenir d'une moisson ancienne de baisers... Le feu maintenant s'était changé en brasier, et nous devisions sans gestes, les mains en avant, pour nous garantir le visage du rayonnement

intense sans perdre un atome de chaleur en nous reculant...

C'est moi qui renouai :

— Que vous fit-on faire?

— On me donna une équipe de noirs et on m'envoya débroussailler dans une concession. J'étais à mon affaire. Je ne tardai pas à distribuer l'équipe en deux fractions : l'une pour abattre, l'autre pour déblayer, suivant l'aptitude de chacun. Je pris la tête tantôt de l'une, tantôt de l'autre... Je traitai bien mes noirs. Pas de coups. C'étaient tout de même des hommes... Le rendement se ressentit de la méthode et du procédé.

— Mais que parliez-vous à vos hommes : français, gascon, petit nègre?

— De tout un peu, et par gestes. D'ailleurs ils étaient habitués aux blancs... Vint, au bout de quelque temps, un inspecteur. Il mesura du pas et de l'œil la besogne faite, et se retira sans rien dire. Je pensai : « Peut-être il est muet. » Le surlendemain, un autre chef d'équipe arriva. Il me tendit une lettre. J'étais rappelé.

— Ce fut un coup.

— Oui, monsieur... En chemin, je m'examinai : je ne trouvais rien à me reprocher. Le directeur me reçut : « Ça va bien. Apprêtez-vous à partir pour la pleine forêt : abattre, désencombrer, tracer des voies, poser un Decauville. Un ingénieur vous attend, là-bas; tâchez de vous entendre. D'aujourd'hui, vous êtes de la maison. » J'étais interloqué, j'avais peur d'aller trop vite. « Un mot encore : vous gagnerez 450 francs par mois. » Mettez-vous à ma place, monsieur...

— C'est que vous aviez montré la manière d'un entraîneur d'hommes.

— Moquez-vous de moi... On nous embarqua sur la lagune Ebrié. Elle a cent kilomètres de long. Grand-Bassam est bâtie entre l'Océan et la lagune. Celle-ci baigne encore des sortes de villes, à l'est, Bingerville, Abidjan, Dabou. Nous débarquâmes entre ces deux dernières, et en avant pour le chantier. J'y fus vite à gré. Je m'emparai des passe-partout pour les limer, des haches pour les affiler, des crics pour les dresser, des toises pour les manier. J'en avais l'habitude. Et je repris avec mes noirs les mêmes procédés que pour le débroussaillement. Dix-huit mois, je devais pan par pan et pas à pas entamer l'immense forêt.

— Quelles furent vos pensées durant la longue absence? Dix-huit mois, assez de temps pour tout changer dans une vie et dans un cœur.

— D'abord, je me laissai prendre à la nouveauté des choses...

« ...Ce pays, avec deux saisons seulement, peut-on dire : la sèche et l'humide. Et sèche, de décembre en mai, ce qui est l'hiver et le printemps chez nous. D'une sécheresse telle que tout paraît mort dans les plaines, nommées savanes, consumé pour toujours. Mais il pleut des semaines entières : les autres mois, tout renaît. Des pluies si épaisses et si lourdes qu'elles forment comme des rideaux derrière lesquels les objets s'effacent. Elles viennent à l'ordinaire de tornades. Celles-ci grossissent tout à coup à l'horizon. Ce sont des nuages noirs accumulés, qu'on dirait solides, d'où les éclairs jaillissent incessamment comme nos éclairs de chaleur et que le vent déchaîné emporte. Ils crèvent en torrents d'eau, tout déborde, la crue monte de minute en minute, au milieu du mugissement du vent, des grondements du tonnerre et du fracas aussi des arbres prodigieux qui s'écroulent. Quand c'est fini, la terre en reste comme déchaussée, comme raclée, les pierres mises à nu. On voit de longues nappes de boue couler des pentes... C'est pourquoi, dans les bois même, il n'y a que peu ou pas de couche végétale... La première fois que j'assistai à l'ouragan, j'eus envie de me jeter à plat ventre, de peur d'être arraché aussi du sol et roulé comme une feuille.

— On raconte, en effet, que ces cyclones rasent un pays, renversent les murs et refoulent jusqu'aux hautes lames.

— C'est vrai... Mais il est aussi des jours magnifiques, sous un ciel bleu sombre, couleur indigo, à force d'être profond. On en jouit en toute saison. Alors, il y a des épanouissements, des pullulations insoupçonnées. Certains soirs de mai, j'ai vu venir des îles lagunaires comme des radeaux à l'ancre, des vols de papillons si denses qu'on aurait dit des brassées et des brassées de fleurs transportées par la mousson. Elle souffle à ce moment... J'ai lu cette comparaison je ne sais plus où, et je l'ai retenue pour sa justesse... Des mêmes îles, un autre soir, en août, au repos au bord de la lagune, je vis monter vers la grande forêt où elles mangent des ficus, tant et tant de chauves-souris, masses noires aux ailes mêlées, que je crus à un passage d'oiseaux

migrateurs. En novembre, j'aurais parié pour un passage de palombes. Je savais qu'elles arrivent en Afrique à cette époque, sans bien savoir jusqu'où elles vont...

— Souvenir du pays qui vous hantait... Elles ne vont pas de beaucoup si loin.

— D'autres me sont revenus... La plus forte impression qui me reste est celle de la forêt, laissée par sa masse inouïe. Celle où nous allions commençait au bord de la lagune. Elle apparaissait au loin comme une muraille encombrant l'horizon avec des hauts et des bas pareils à ceux d'une montagne. En approchant, quand on put distinguer, ce furent des rangées de fromagers géants, aux troncs nus, les pieds dans l'eau. Ils m'ont rappelé les colonnes que j'avais vues en passant à Bordeaux, le long du fleuve, que l'on nomme rostrales. Mais, ici, elles étaient une multitude... Et à la suite, en profondeur, des lieues et des lieues de nouvelles multitudes de tulipiers et d'acajous de même jet, montés jusqu'à cinquante mètres, sous lesquels une autre forêt plus petite, grande encore comme nos futaies, se dressait : palmiers à huile, colatiers, cocotiers, goyaviers; et, escaladant tous ces troncs, des lianes et des buissons ardents démesurés, comme jetés par endroits de branche en branche; et, foisonnant au pied, entre les nœuds de racines monstrueuses à nu comme des rocs, l'amas des plantes grasses, des essences spongieuses, des fougères arborescentes et des ronces qui montent et descendent en vagues immobiles... L'œil et le pas sont partout arrêtés... La forêt est d'un vert sombre uni, où les touffes rouges des tulipiers en fleurs brillent seules, au hasard de la pousse prodigieuse.

— Quel voyage je fais, Beyrie, au coin du feu!... Je comprends mieux ce mot qui m'intriguait, enfant, ce mot de forêt vierge, inviolée, lorsque l'homme n'osait encore s'enfoncer sous tant d'enlassements, inquiet du mystère végétal et du danger animal qui s'y cachaient.

— L'inquiétude, monsieur, dure encore... C'est difficile à dire... L'air qu'on y respire oppresse. Comme absorbé déjà par ces foules d'arbres en croissance perpétuelle, il est rare; il est lourd, chargé d'encens et de poison; et, jamais libre, il stagne et se corrompt lui-même... Le silence qu'on y trouve!... Un silence mort, où les bruits n'ont ni sonorité, ni échos, étouffés de nappe en nappe de feuillage; où l'on sent que l'on pourrait

crier jusqu'à la mort en vain... Et puis une lumière trouble toujours. Le soleil ne perce jamais ces toits superposés. Il flotte là une brume indécise, comme si la terre fumait imperceptiblement jour et nuit. Je crois que c'est vrai. A cause de l'humidité éternelle qui suinte de tout : une humidité chaude, sous laquelle les choses mêmes ont l'air d'être en moiteur... Si bien que le feu ne prend pas à la forêt... S'il l'atteint, venu de la savane que les noirs incendient pour la couvrir de cendres, il siffle et tombe en touchant ce sol saturé... Une lassitude étrange vous saisit dans la forêt. On y éprouve on ne sait quelle sensation de vide, d'abandon, d'inconnu, d'insécurité. Nul homme qui, pour la première fois aux prises avec ce monde colossal et muet, ne s'étonne et n'hésite...

— Mais après, c'est l'orgueil d'avoir entamé, cerné, vaincu la forêt... J'ai entendu des bûcherons parler à des arbres abattus comme à des adversaires à terre.

— L'habitude, monsieur, émousse tout. Cependant certaines impressions reviennent. Je les retrouve ici.

— Je le vois bien.

— Comme là-bas, me revenait si fort le souvenir de chez nous !... Le jour, en besognant, je ne pensais à rien. Mais la nuit, les mauvaises nuits surtout, à l'époque des moustiques, dans le demi-sommeil, j'étais hanté d'images. Je revoyais les miens au coin de l'âtre, à l'heure où l'on se retrouve. Mon père somnolant, vieilli par l'épreuve, ma mère songeant à moi sans doute, mon frère, l'œil sur le fusil accroché à la cheminée sous l'huile, depuis qu'on avait vendu le chien de chasse bon pour une saison seulement, et devenu bouche inutile... Après les gens, les choses et les bêtes. Le pigeonnier avec ses ouvertures béantes ; la grange et l'étable, où la stalle du cheval, vendu comme le chien, restait vide. Lui qui servait dans le beau temps pour les courses de la famille, mais coûtait même en ferrure... Je revoyais le petit bien autour du toit comme un désert, sans vignes, moissons fauchées, et, au delà, le pays : maisons du voisinage avec les camarades sur les portes, petites villes où nous allions aux fêtes, hautes collines où nous chassions le sanglier... Même j'entendais le son des cloches ; et, distinctement, à travers tant d'espace, celui si clair de notre annexe, comme si j'y étais; quand le vent d'Est l'apporte...

— J'ai connu aussi, Beyrie, ces rappels de la mémoire, à la frontière, au feu...

— Certains jours, monsieur, ils devenaient cruels... Nous avions parfois du repos, je vous l'ai dit. J'allais visiter les villages au bord de la lagune. Les noirs y sont agriculteurs, pêcheurs et commerçants. L'eau sert de voie de communication. Bien que plus petits que les nôtres, il y avait là des bœufs, des moutons, des porcs, des volailles... Je retrouvais ma vie naturelle... Alors, la nuit suivante, j'étais harcelé. L'autre chef de chantier qui partageait ma chambre disait que je me plaignais en rêve. Au petit jour, j'étais debout, comme si le grand coq noir de Bataille avait chanté... C'est que je n'étais pas parti pour déserter : mais pour sauver la maison et pour m'asseoir avec elle...

— Je vous écoute, Beyrie.

— Les lettres n'arrivaient qu'à la longue. D'ailleurs ils écrivaient rarement. L'une d'elles disait que la maison se trouvait bien du peu que je ne coûtais plus. J'ai su que ma mère ne voulait pas la laisser partir.

— Elle craignait de vous peiner.

— Oui, monsieur. Mon père la mit tout de même à la poste. « Il verra que son dévouement porte fruit. » Mon père avait raison... J'écrivais peu aussi. Tous les trois mois. Et j'envoyais un billet bleu. J'ai gagné vite 600 francs par mois. Je suivais la lettre sur ce chemin de mer que je connaissais. Je pensais au moment de son arrivée. Je pensais : « Quand je partis, les vaches étaient à bout. Ce billet (il y a bientôt trente ans de cela), c'est une jeune paire achetée, avec les veaux au pied, sans compter les vieilles vendues... » Je calculais, pour un autre, qu'il paierait la plantation d'un hectare de vignes, je veux dire le prix des racinés greffés, et des piquets. Pour un autre : « Il ira au linge. » Pour un autre : « Ils boiront, avec, un peu de vin : tant pis ce qu'il vaudra... » Je le leur conseillai en l'envoyant... Ainsi, petit à petit, je m'efforçais de remonter la maison...

— Vous ne pouvez savoir, Beyrie, combien cette piété filiale est émouvante. Piété, non seulement envers les hommes, mais encore envers la terre.

— Enfin, au bout de dix-huit mois, la fièvre pressant, qui me fit rentrer plus tôt, je m'embarquai. J'emportais encore

deux mille francs. Je ne quittai pas l'Afrique sans regret. Elle m'avait été amie...

— On s'attache aux lieux où l'on a agi comme à ceux où l'on a souffert ou aimé.

— Le bateau n'allait jamais assez vite à mon gré. Un matin, ce fut la France... Dès le jour, j'étais debout, à l'avant, à l'attendre.

— On dit que la toucher est toujours émotion nouvelle et poignante.

— En arrivant à la gare, chez nous, je trouvai mon père qui m'attendait. Nous étions si contents de nous revoir que nous ne pouvions parler. Un nouveau cheval était attelé à notre deux-roues repeint. En route, je vis que mon père était tout en noir... « Oui, ton frère est mort, il y a deux mois. » Il eut un grand soupir : « Je ne voulais pas te l'annoncer encore... » Voyez-vous, monsieur, on ne peut jamais être tout à fait heureux...

— Hélas!... la terre serait trop belle.

— Il n'y eut plus un mot entre nous. C'était l'été. Je regardais monter la poussière soulevée par les voitures (on allait au marché d'Aire), si épaisse qu'elle cachait les arbres, comme les pluies de là-bas, ces pluies qui tombaient en ce moment... A la maison, ma mère m'ouvrit les bras... Et la vie reprit, plus facile et douce chaque année.

— C'était votre œuvre.

— Mon père le disait. Il me laissa maître. Il vécut assez pour voir les bâtiments achevés, clos et peuplés, et, à la pointe du pigeonnier une girouette, où, le matin, j'observe le vent. Subitement, comme son père, il mourut en lisant son journal, un dimanche...

— Le jour du repos, comme un bon ouvrier.

— Ma mère suivit peu après. Ils m'avaient vu marié. Pour moi, j'avance en âge entre mes deux fils.

— Je vous ai suivi, Beyrie, d'étape en étape. Vous et les vôtres à travers le temps, et tous ces individus de même sang, de même pensée, de même métier, de même nom, malgré leur nombre et la diversité de leur type personnel, me sont apparus comme fondus en un seul homme, une sorte d'homme immortel qui avance sa route dans le monde... Il a commencé riche de ses seuls bras, mais animé dès le début

d'un désir précis : posséder, fouler du pied un jour une terre à lui. Il a erré d'abord de toit en toit étranger, gîte loué, où il ne lui restait en propre que la cendre du foyer. Il s'est fixé ensuite dans une demeure achetée de ses sueurs, où il s'est senti stabilisé, à l'abri de l'humeur des autres hommes. Humble, petite d'un étroit abord, faite de pisé, tout juste bonne pour souffler et dormir, qu'importe, il y a pris conscience de son nouveau rang de possédant, et peu à peu se sont accumulés en lui des espoirs plus ambitieux, et autour de lui les moyens de les satisfaire : outils et meubles multipliés, économies réalisées. Ressources que ne cessaient d'alimenter et d'accroître les places, les services de plus en plus rémunérés. Il levait dès lors la tête, avec raison. Il s'affermissait par le travail, l'honnêteté, la justice, respectueux du bien d'autrui, avec l'obscur instinct de préserver et consacrer le sien, celui qu'il espérait acquérir. Tout à coup le destin, ou plutôt la suite immanente des choses, la récompense due à ces vertus se manifesta. L'amour y prit part; l'amour qui est le plus beau des coups du sort... Et voici que, choisi comme époux, l'homme s'asseoit en même temps en maître au foyer, s'installe sur un bien dont sa femme est le premier des fruits, le fruit vivant. Il retrouve à ses lèvres toute la saveur du terroir. Alors, quelques bouffées lui montent au cerveau... L'ivresse d'être libre, d'user des profits à son gré l'entraîne, et, quoique sachant ce que vaut le pain quotidien pour l'avoir si longtemps gagné, il le gaspille un peu. Il expose le prix qu'il représente à porter panache, « à être vu de loin ». Mais la vie qui est ordre, sagesse, prévoyance, le rappelle durement à la réalité. Il a cette chance de continuer à vivre, assez pour se recueillir, se reprendre, effacer la méprise de sa vanité... Désormais il est confirmé dans sa possession. Fortifié par l'épreuve, instruit par elle, on le voit se relever et progresser, sûr de son pas comme de son cœur... Cet homme immortel, en qui une race s'est successivement incarnée sous le même souffle, c'est vous : aujourd'hui il a nom Cyprien Beyrie.

« Un mot encore. Comprenez ce que j'ai voulu souligner en disant : « Il a eu cette chance de continuer à vivre. » Et substituez ici la famille à l'homme. C'est parce qu'elle a duré que ses fautes mêmes ont tourné à son avantage. Ce pigeonnier, objet d'orgueil, qui faillit être fatal, a été finalement affecté au

mieux de l'exploitation et des réserves du bien : vous lui avez donné son attribution naturelle, vous en qui vit, après l'éclipse, l'antique esprit terrien des vôtres. Il sert au même titre que la grange et l'étable ; il est appelé à servir plus que jamais, pour peu que vous réalisiez vos désirs d'agrandissement. A ce point que, parvenu où vous êtes, s'il n'était construit, il faudrait le bâtir.

— Vous exprimez, monsieur, ce que je ne savais dire : qu'il faut se continuer pour réussir : non passagèrement, en soi seulement, mais encore en ses fils et leurs fils... Se continuer dans les mêmes sentiments... C'est pourquoi je demande cette terre qui doublera mon modeste héritage. Et je rêve d'en faire deux parts où j'établirai, dans l'une, mon aîné, dans l'autre, mon cadet... Oh ! je ne lui bâtirai pas un pigeonnier ; mais un toit solide, dont il pourra faire un nid...

— Nous sommes d'accord.

— Et voici tout : n'en riez pas, monsieur... Si je veux laisser à mes fils un morceau de sol, je veux leur laisser encore, surtout, le goût du pays... Celui d'y rester ; celui d'y vivre et d'y mourir... Or, je sais qu'il se prend autant par les plaisirs qu'on y trouve que par les fruits qu'on y cueille. En achetant le petit bois, si beau, j'ai le souci de leur assurer un poste pour la chasse aux palombes... C'est la passion de tous ici : la longue passion. Là, ils iront se reposer, se livrer à ce plaisir. Ils se vendront plutôt eux-mêmes que le petit bois...

Il se leva. L'après-midi s'achevait. Je l'accompagnai jusqu'à la porte.

— Hâtez-vous de rentrer. Le vent tombe, le crépuscule vient, et ce sera l'ombre glacée.

— Oh ! je rentrerais les yeux fermés.

Il partit.

Tenté par le soleil, j'allais lui porter la réponse. J'allais en flânant, face à l'astre qui déclinait. Enveloppé des effluves rayonnants, je frémissais de joie sous le vivant toucher. J'étais tenté de m'arrêter, d'ouvrir les lèvres et les bras au fluide, tête levée, paupières closes, pour le respirer plus profondément, plus intimement, le faire ruisseler en moi aussi loin que mon sang. Instinctive envie que nous partageons avec l'animal, la plante et le sol abreuvés à la même source de vie...

J'arrivai; je pris l'allée entre les deux cyprès; le grand pin parasol m'accueillit sous son ombre circulaire; je frappai à la porte. Beyrie ouvrit.

— J'avais reconnu votre pas, monsieur.

— Le pas d'un heureux messager. Vous aurez votre terre.

Il tourna sans un mot son béret de l'oreille droite sur l'oreille gauche, et me tendit la main. C'était un grand merci. Puis il me dit :

— Venez, je vous prie.

Nous dépassâmes la vigne qui pleurait déjà, la haie mitoyenne, et la terre réservée se montra. Inégale sur un sol bossué, la jeune futaie fermait au couchant l'horizon. Le soleil plongeait au travers ses faisceaux sanglants. Beyrie tendit le bras :

— C'est là qu'ils chasseront. »

A ce moment, un grand vol de palombes grossit dans le ciel. En migration vers le nord, les oiseaux cherchaient un point de couchée. Ils aperçurent le petit bois. Ils arrivèrent d'un trait, tracèrent un cercle pour ralentir l'allure, et s'abattirent sur les arbres. On les vit un instant battre des ailes pour trouver leur équilibre sur les rameaux ployant, et s'immobiliser ensuite un à un.

... Et les arbres parurent couverts tout à coup d'une floraison merveilleuse, éclatante sous les derniers rayons, comme les tulipiers géants d'Afrique, d'une éclosion de grappes pendantes de corail.

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

LE
FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS

La représentation ethnique de la France dans la race nouvelle qui habite entre Canada et Mexique, et que, faute d'un meilleur vocable, on appelle communément l'américaine, est, on le sait, de peu d'importance. Alors qu'au cours du XIX^e^ siècle et des vingt-cinq premières années du XX^e^, des millions d'Anglais, d'Écossais, d'Irlandais, d'Allemands, de Scandinaves, d'Italiens, de Russes, de Polonais, se sont embarqués pour New-York sans esprit de retour et ont fait souche aux États-Unis, l'immigration française a toujours été médiocre. Si, vers le milieu du siècle dernier, elle a atteint jusqu'à 10 000 personnes par an, sa moyenne habituelle n'a guère été que la moitié de ce chiffre, et depuis quelques années le contingent des Français admis aux États-Unis n'est que de 4 000 à peine.

Il est vrai qu'il faut tenir compte de la présence en Louisiane de créoles français et de descendants des Acadiens. Mais ils n'ont jamais été bien nombreux, et, vite noyés dans la masse des *Yankees* qui sont venus s'établir à la Nouvelle-Orléans ou à Bâton-Rouge, ils se sont si bien amalgamés à eux qu'on ne distingue déjà guère la plupart de leurs descendants qu'à leurs noms demeurés français.

Plus important et plus résistant est l'élément canadien français qui a traversé les Grands Lacs ou le Saint-Laurent et s'est installé soit à Chicago, soit dans le nord du Vermont et dans le Massachusetts, notamment à Fall River. Mais il ne

s'agit encore là que de quelques centaines de milliers de personnes très assimilables.

Quant à l'apport suisse-français, luxembourgeois et wallon, il a sans doute été relativement plus considérable que l'apport proprement français. Mais ce n'ont encore été que menues vagues dans la grande marée des Anglo-Saxons, des Germains, des Scandinaves, des Italiens et des Slaves qui, après avoir simultanément ou successivement franchi le barrage d'Ellis-Island, se sont dispersés dans les 48 États de l'Union.

Si l'on ne jugeait que d'après le critérium de la représentation des races, il semblerait donc que la langue française dût être bien absente des États-Unis, de ces États-Unis qui forment la communauté de langue anglaise la plus compacte du monde.

Effectivement, l'*homme dans la rue* y ignore à peu près tout du français. Voué à l'unilinguisme par la géographie et par l'histoire, il s'y complaît volontiers et s'en fait une vertu. Si toutefois vous voyez des journaux étrangers exposés dans les kiosques de journaux de Chicago ou de New-York, ce sont tout naturellement des journaux de langue allemande ou polonaise, ou yiddish. De français, vous n'en apercevrez point, si ce n'est peut-être, en cherchant bien, un très modeste *Courrier des États-Unis*.

Et pourtant, par suite de circonstances précises très favorables, un certain nombre d'Américains, et surtout d'Américaines, savent quelques centaines ou quelques milliers de mots français et témoignent à notre langue une amitié si vive que nous leur en devons bien quelque reconnaissance.

MOTS FRANÇAIS EN CIRCULATION

Il y a tout d'abord ceci, qui compte : deux millions d'Américains environ ont passé plusieurs mois, ou même une ou deux années en France pendant la guerre et après l'armistice. Au cours de leur séjour, ils ont appris fort peu de français, ce qui n'a rien pour surprendre. Ils avaient traversé l'Océan pour un tout autre objet. Mais, qu'ils le voulussent ou non, ils ont retenu et se rappellent encore quelques expressions, presque toujours les mêmes, qu'ils citent volontiers : *gai Paris*, que les journaux américains épellent toujours *gay Paree* pour bien

marquer, ce qui a beaucoup surpris les *dough-boys*, que l'*s* de Paris ne se prononce pas en France : *les mademoiselles*, mot que les Américains incultes adorent prononcer, car il leur paraît aussi cocasse, espiègle, et pour tout dire féminin, que les jeunes personnes qu'il sert à désigner ; *vin blanc*, *vin rouge*, ou *beaucoup vin blanc*, *beaucoup vin rouge* ; *quarante hommes*, *huit chevaux*, souvenir humoristique de longues journées passées dans des wagons de marchandises. J'en passe. Mais, tout compte fait, le bagage est assez mince, et l'on peut dire que le séjour en France de l'armée américaine n'a guère eu de répercussion sur la diffusion de la langue française hors de France.

De nouvelles françaises, les journaux que lit le peuple n'en contiennent d'ailleurs point, ou si peu ! et moins, que tous autres, les journaux du Middle West ou de l'Ouest. Si bien que l'existence d'une langue française, d'une France et de Français n'est, pourrait croire un observateur superficiel, guère marquée dans l'usage courant ou dans le spectacle de la rue que par la présence curieuse du mot *French* accolé, sur les grands panneaux de verre des magasins ou dans l'annuaire du téléphone, à divers produits et spécialités français, ou que l'on croit français, ou que l'on veut donner pour tels. Tout voyageur français aux États-Unis aura par exemple remarqué l'habituel accouplement des mots *French pastry*, *French dressing*, *French laundry*, *French chef*. Mais s'il s'avise de goûter à cette pâtisserie française, de verser sur sa salade de l' « assaisonnement français », c'est-à-dire une simple vinaigrette, de faire blanchir son linge « à la française », il sera quelque peu embarrassé pour identifier ce qu'il y a de proprement français dans ces éclairs au café, de dimensions considérables, dans cette banale vinaigrette, dans la manière dont M. Smith a blanchi son linge. En revanche, il comprendra tout de suite que si un hôtel qualifie son chef de *French chef*, c'est qu'apparemment, un chef venu de France est considéré comme un infaillible artisan de bonnne cuisine.

C'est en effet ainsi qu'il convient d'interpréter le mot *French* dans les groupes *French laundry*, *French pastry*. Cette épithète, si prodiguée aux États-Unis, que l'on retrouve constamment dans les groupes : *French gown*, *French frock* (robe française), *French hat* (chapeau français), *French design*, etc., ne

veut pas dire seulement : français, importé de France; elle signifie, par tout un jeu d'association d'idées : distingué, élégant, raffiné, luxueux. Autrement dit, *French* est un de ces superlatifs dont les annonciers américains sont assez friands. Car il est incontestable que, dans l'inconscient de l'Américain moyen, la France demeure ce qu'elle était pour toute l'Europe au XVIII^e^ siècle, le lieu d'élection du raffinement et de la grâce, le « fin du fin ».

Je dirai même davantage : non seulement la France demeure pour le New-Yorkais ou le Chicagoen une officine de haute culture, en sorte que *French art* signifie quelque peu « grand art » et *French fashion* « grande mode, mode dernier cri », mais ce sentiment plus ou moins spontané s'étend à des couches américaines beaucoup plus larges qu'il y a vingt ans par exemple. La raison en est simple : à mesure que de nouveaux Américains, issus de très bas, accèdent à l'aisance, puis à la richesse (et ils y accèdent par centaines de mille), leurs besoins de luxe extérieur, et surtout leur besoin des jouissances et du prestige social que procure l'argent, mais qu'il ne suffit pas tout à fait à procurer, naissent ou s'accroissent en proportion.

Autrement dit, on assiste aux États-Unis à une formidable diffusion, à une véritable démocratisation du luxe. Or, qui dit ou pense « luxe » pense aussitôt, par un vague réflexe : « article, produit français, ou digne de l'être, et, comme tel, suprêmement désirable ». Un exemple frappant de cette attitude mi-inconsciente est l'acclimatation et l'usage constant du mot français « premier » et de l'expression « de luxe » qui bariolent tant d'annonces américaines. Veut-on lancer un aspirateur de poussière particulièrement bon et dispendieux? On l'annonce dans dix magazines sous la désignation de *Premier Family vacuum Cleaner*. « De luxe » est d'usage plus fréquent encore : je le rencontre jusqu'à cinq fois dans les annonces d'un seul numéro du *New York Times* : *papers de luxe*, *powders de luxe*, *de luxe size*, *de luxe model*, *de luxe ship*. On remarquera que, dans les deux premiers cas, « de luxe » est traité en vocable exotique et rejeté après le substantif, comme en français, tandis que dans les trois derniers la locution est naturalisée anglaise et prend sa place normale d'épithète anglaise devant le substantif qu'elle détermine. Elle est devenue si cou-

rante qu'elle se retrouve même dans des titres de romans : c'est ainsi que Rufus King a récemment publié à New-York, chez Doran, un roman détective dont il n'a su mieux recommander au public la distinction et la suprême originalité qu'en l'intitulant *Mystery de luxe*.

Au surplus, ce sont précisément les annonces des journaux et des magazines américains qui nous livrent les matériaux de beaucoup les plus curieux et les plus probants pour notre enquête. Que sont ces annonces, et quel produits lancent-elles ou célèbrent-elles ? D'abord un nombre invraisemblable de produits alimentaires, de conserves, d'articles électriques, d'articles de quincaillerie, d'automobiles. Là, l'emploi du mot français est rare. Et pourtant on notera que, dans la description des types d'automobiles, si le *roadster* est américain, les désignations de modèles de luxe ou de demi-luxe qui ont acquis droit de cité aux États-Unis : *berline*, *landaulet*, *sedan*, et surtout *limousine* sont des mots français. Ces mots se retrouvent chaque jour, à chaque page de mille journaux américains.

Les annonces de restaurants ou d'hôtels font naturellement déjà place à un plus grand nombre de mots français. Il y a beau temps que la France s'est attiré la réputation mondiale d'avoir poussé au plus haut degré de perfection les arts gastronomiques. Le mot français *restaurant* est le seul mot dont disposent les Américains pour désigner un lieu où l'on mange bien : *eating-place* et *cafeteria* sont vulgaires. *Table d'hôte* est depuis longtemps naturalisé anglais. Depuis quelques années, même, un restaurant qui veut faire de la publicité se vante d'offrir à ses clients non pas du *French cooking*, mais de la *French cuisine*. Car le mot *cuisine* est lui aussi devenu américain. Il semble qu'il ait surtout été popularisé par les compagnies de navigation qui, fussent-elles anglaises ou allemandes, célèbrent dans leurs prospectus et brochures illustrés leur « cuisine » française. Quant au mot *menu*, il s'est depuis longtemps substitué au terme anglais *bill of fare*, plus provincial, si l'on peut dire, et tout menu un peu distingué, en désignant ses mets, ou bien leur laisse leurs noms français, ou bien introduit un fréquent emploi du « à la » de rigueur : *chicken* à la *King*. Il va sans dire qu'il serait aisé d'établir une longue liste de mots français adoptés sans formalité : *mayonnaise*, *purée*, *fricassée*, *canapé*, *timbale*, *vol-au-vent*, etc.

Si nous passons à l'industrie hôtelière, nous constaterons d'abord que c'est le mot *hôtel*, — privé de son circonflexe, — qui est le seul employé, et que les bons gîtes vantent, en même temps que leurs appartements *en suite*, leur *valet service*, ensuite que les *Hotel Versailles*, les *Hotel Marseilles* (1), les *Hotel Lafayette* sont assez nombreux. De plus, tout de même que les hôteliers français ou suisses épris de « chic anglais » n'inscrivent pas au fronton de leurs établissements *Hotel Palace*, *Rivage Splendid*, mais intervertissent infailliblement l'ordre des mots et écrivent : *Palace Hotel*, *Splendid Rivage*, de même les Américains adoptent volontiers l'ordre que prescrit le français et croient conférer je ne sais quel brevet de noblesse, je ne sais quel « chic français » à leur hôtel en l'appelant non pas *Versailles Hôtel*, comme le veut l'anglais, mais *Hotel Versailles*. Tant il est vrai que la mode a besoin d'exotisme !

DE L'INFLUENCE DE LA MODE

En dehors des annonces dont nous venons de parler, et qui ont trait à des articles ou à des besoins de première nécessité, il est un grand nombre d'annonces qui intéressent surtout la clientèle féminine et qui ont trait à ce que l'on appelait autrefois les « frivolités ». Or, toujours en raison de l'enrichissement prodigieux de la nation, ce qui était frivolité ou luxe il y a cinquante ou même seulement vingt ans, est devenu aujourd'hui nécessité quotidienne. C'est-à-dire que les filles de mères qui, jeunes femmes, n'avaient encore que des exigences rudimentaires en fait de modes, de parfumerie, de joaillerie, de ganterie, ne peuvent plus aujourd'hui se passer de leurs *French gowns*, de leurs *Paris perfumes*, de leurs *Biarritz gloves*.

Il est en effet aisé de constater que la France n'a, aux États-Unis du moins, rien perdu de son traditionnel prestige dans le royaume de la mode. L'estampille française est plus que jamais la seule estampille recherchée.

Qu'il ne s'agisse souvent que d'une estampille usurpée, que la plupart des Américaines, même fort riches, portent non pas des robes faites à Paris de tissus français, mais des robes tail-

(1) Marseille est enrichi d'un *s* conformément à une vieille tradition anglaise.

lées dans des soies japonaises tissées en Nouvelle-Angleterre, et cousues à New-York dans des ateliers juifs, la chose est certaine. Mais l'important est que l'on se réclame invariablement d'un *French designer*, que toutes ces robes sont coupées et drapées sur des modèles français, ou censés tels. Toutes les idées viennent de Paris, ou, si par hasard elles n'en viennent pas, on assure qu'elles en viennent, ce qui n'est pas moins proclamer la dictature de Paris. Cette dictature demeure incontestée. Il suffit pour s'en rendre compte d'étudier les feuilles de modes américaines, ou même d'ouvrir un numéro de *Good Housekeeping* à la page des modes, régulièrement intitulée : *Paris says...* (« Paris dit », « Paris édicte »...)

Si grande est la valeur publicitaire (*publicity value*) de ce mot : « Paris », que si l'on veut prôner un article spécifiquement américain et en encourager la vente à l'intérieur des États-Unis, on invoque le goût que les Françaises, et de préférence les Parisiennes, ont conçu pour cet article.

Qu'on se représente donc ces modèles de robes de Paris, en dessin ou en photographie, figurant par centaines dans les magazines américains et portant chacune la mention du faiseur : Patou, Lanvin, Chéruit, Vionnet, Paquin, Madeleine et Madeleine, Molyneux, Prémet et vingt autres. Tous ces noms français ne sont pas seulement lus et retenus, ils sont prononcés par des milliers de lèvres féminines et généralement avec assez de correction, car de très nombreux acheteurs et commissionnaires, qui font deux fois l'an le voyage de Paris, en ont rapporté la prononciation assez exacte des noms propres les plus en usage. Ces noms exotiques et bien parisiens, habilement glissés où il convient, ont déjà, à eux seuls, pour effet d'imprimer un nouveau cachet d'authenticité à toutes ces créations que l'on rapporte de Paris.

Ce cachet d'authenticité est encore renforcé par l'usage massif qui est fait, de mots et d'expressions françaises, dans les légendes explicatives, dans les « lettres de Paris » envoyées à chaque journal du dimanche, à chaque magazine féminin par une correspondante spécialisée dans l'art de la mode. D'ailleurs les annonces elles-mêmes sont littéralement truffées de mots français.

Certes le phénomène n'est pas nouveau. Depuis le XVIII^e^ siècle, c'est la France qui a créé le vocabulaire de la mode féminine.

Des mots comme *toilette, trousseau, petit-point, — lingerie, jabot, godet, batiste, cretonne, gertrude, berthe* et cent autres ont été longtemps des mots anglais avant de devenir des mots américains. Mais c'étaient des mots qui n'atteignaient guère que l'aristocratie. Jadis, les marchandes à la toilette n'habillaient que l'élite. A présent les couturiers qui leur ont succédé régentent aussi les filles de plombiers ou d'agents maritimes aux confins du monde américain. Et désormais, un nombre très accru de mots français, de mots plus ou moins techniques, mais intelligibles à toutes les femmes, atteignent les vastes foules du Middle West non moins que de la Nouvelle-Angleterre.

Il serait intéressant d'établir le glossaire complet de ces vocables exportés outre-Atlantique. Mais nous n'en pouvons citer que quelques-uns.

Relevons parmi les noms de tissus : *duvetine, percale, lamé, chiffon, voile, charmeuse, crêpe, crêpe de Chine, tulle, piqué, faille, moquette, georgette*, etc. ; parmi les adjectifs ou noms de couleurs ou de teintes (qui varient avec la mode) : *taupe, mauve, beige, tête de nègre, grège, écru, chartreuse, champagne, passé*, etc. ; parmi les termes de modes d'usage général : *silhouette, contour, ensemble, motif, chic, allure, vogue, mode, modiste, boutonnière, tricot, picot, couturier, atelier, bandeaux, chemise, corset, brassière, parure, blouse, béret, glacé, barré, strié*, etc.

Il est plusieurs remarques qui viennent à l'esprit si l'on étudie l'usage fait de ces mots dans le contexte américain.

D'abord, — dans les magazines féminins, du moins, — ces mots sont presque invariablement bien employés et bien épelés, jusques et y compris les accents aigus, graves et circonflexes. Il est à noter, par ailleurs, que si beaucoup de ces mots n'ont pas d'équivalents anglais, — leur simple existence française ayant dispensé la plupart des langues mondiales de faire le moindre effort de création ou de traduction, — il en est un grand nombre qui pourraient parfaitement se rendre en anglais. Au lieu de dire d'un manteau qu'il est *furred in lapin*, qu'est-ce qui empêcherait de dire qu'il est *furred in rabbit*? Et en quoi *béret* vaut-il mieux que *skull-cap* ou *tam-o'-shanter*, et *tête de nègre* mieux que *negro head*? La réponse est simple : la mode qui prescrit ou recommande cette fourrure, cette coiffure, cette teinte particulière est venue de Paris, et le maintien

jaloux du mot français original s'explique par le besoin qu'éprouve chaque maison américaine de bien afficher le certificat d'origine exigé des clientes.

Mais le plus curieux est sans doute l'aisance et le naturel avec lesquels voisinent et s'enchevêtrent les mots indigènes et les aimables intrus venus tout droit du faubourg Saint-Honoré ou de l'avenue des Champs-Élysées. Ces intrus n'ont parfois même plus le brevet d'exotisme que lui auraient conféré des italiques, ce qui est bien la meilleure preuve qu'ils ne sont pas des intrus. Et en effet, la syntaxe anglaise se les assimile à merveille.

Si la mode proprement dite fournit sans conteste le plus grand nombre de mots français jetés dans la circulation quotidienne aux États-Unis, il en est un contingent presque aussi varié dont l'introduction plus récente est due à l'extrême diffusion des parfums, savons, poudres, cosmétiques et fards français aux États-Unis. Il y a seulement vingt ans, ces parfums ne se trouvaient guère, et n'étaient demandés, que dans les villes. Allez maintenant dans le *drug-store* du village le plus reculé de l'Orégon ou de la Californie, vous y trouverez, exposés en vitrine, des flacons de parfums Coty ou Houbigant. Or, le *drug-store* est le magasin le plus achalandé du village américain, pour la raison que c'est une sorte de bazar où l'on vend aussi bien des magazines et de la glace vanillée que du bismuth ou des brosses à dents. Et chaque jour, à la ville comme à la campagne, des légions d'Américaines, en s'approvisionnant de ces articles de Paris indispensables à la femme du xx^e^ siècle, examinent, épellent et apprennent par cœur les étiquettes de tous ces flacons d'*Ambre gris*, de *Bouquet des Faunes*, de *Chypre égyptien*, de *Jasmin de Corée*, de *Candide effluve*, d'*Heure bleue*, de toutes ces *Eaux végétales* et *Eaux de toilette*, de tous ces *sachets*, de toutes ces *poudres de riz*, de tous ces *sels pour bains*...

Car le mot d'origine, la terminologie même de Grasse et de la rue de la Paix sont scrupuleusement maintenus. Nous autres Français, nous pouvons dire *lipstick*, mais ce qu'achète la riche chicagoenne de Lake Shore Drive, c'est un *crayon pour les lèvres*. Il va sans dire que des pages entières des grands magazines américains, louées par nos grands parfumeurs,

contribuent à renforcer l'obsession collective et à familiariser la masse des Américaines avec ces mots français soigneusement choisis pour leur puissance suggestive. Cette publicité se fait particulièrement abondante et persuasive pendant les trois mois qui précèdent Noël. Car, là-bas, les écrins de parfums français constituent le cadeau idéal d'un homme à une jeune femme, d'un mari à sa femme...

Dans le domaine de la coiffure, de l'ameublement, des antiquités, de la peinture, et en général de l'art, de la vie sociale et mondaine, les mots français annexés par les vendeurs ou les reporters américains, pour être moins nombreux, se rencontrent cependant assez régulièrement (1).

D'autre part, les romans américains font une consommation surprenante de mots et de phrases français. Les titres français, ou en partie français, sont fréquents, et non pas seulement dans le cas d'ouvrages traduits de notre langue. On croirait que ce ne je sais quoi de « Frenchy » dans le titre paraît piquant et aguiche le lecteur américain. C'est ainsi que le dépouillement d'un seul catalogue nous fournit les titres suivants : J.-D. Newson, *Garde à vous;* V. E. Roe, *Monsieur of the Rainbows;* R.-O. Carr, *Riders of the Grande Ronde;* C.-E. Mulford, *Hopalong Cassidy's Protégé;* E.-W. Springs, *Nocturne militaire;* Sisley Huddleston, *Mr. Paname a Paris, Fantasia;* Noel Coward, *the Marquise.*

Dans le texte aussi, tout prétexte est bon pour citer des

(1) Citons entre autres les mots suivants :

Coiffure : *coiffure, Marcel wave* (ondulation Marcel), *to marcel* (« marceler »).

Ameublement : *boudoir, salon, chiffonnier, secrétaire, solitaire, bergère, causeuse, poudreuse, Renaissance, Louis XIII, Louis XIV,* etc.

Arts : *pastel, technique, palette, patine, cloisonné, craquelé, atelier, niche, baroque, grotesque, portrait, bas-relief, hispano-mauresque* (ou *moresque*), *bibelot, objet d'art, amateur,* etc.

Littérature, théâtre : *belles-lettres, savant, nom-de-plume, enjambement, revue, vaudeville, matinée,* etc.

Vie sociale et mondaine : *étiquette, bon ton, comme il faut, vogue, éclat, verve, poseuse, déclassée, protégée, débutante* (et *sub-débutante*), *coquette, silhouette, naïve* (= *naïf*), *beau* (substantif dans le sens de : ami de cœur, cavalier), *affaire* (de cœur), *bouquet* (de mariée), *parvenu, tête à tête, partie carrée, clique, joie de vivre, bon vivant, charlatan, diplomatic corps, cachet* (au sens de : distinction, élégance), *fête,* to *fête* (ou *to fete,* = *fêter*), *mardi gras,* etc.

Il est amusant de noter l'adoption américaine du diminutif français en *ette,* qui s'ajoute à peu près à tout ce que l'on veut : *kitchenette* (petite cuisine), *corselette* (petit corset), etc.

phrases françaises. Les héros ou héroïnes se rendent en France, comme dans la vie; comme dans la vie, ils visitent Paris ou vont abriter une peine d'amour sur la côte d'Azur. Et l'auteur de vite introduire quelques bribes de conversation française, habituellement imprimées en italiques. Il eût aussi bien pu dire la même chose en anglais. Et cependant, non! Cette note d'exotisme français, ce parfum d'Ile de France ou de Provence que dégagent pour des lecteurs américains ces mots banals pour un Français, ne peuvent que plaire outre-Atlantique et rehausser le prestige de l'auteur aux yeux de ses lecteurs et lectrices. Le récent roman du bon auteur mulâtre Walter White, *Flight*, n'est, à cet égard, qu'un exemple entre cent.

Ces facteurs conjugués, dont nous avons passé en revue les principaux et qui tous se rattachent à la position enviable que la France s'est créée au cours des siècles comme une sorte d'*arbiter elegantiarum* entre les nations, ont pour résultat d'apprendre sans effort à des légions d'Américains un certain nombre de mots français, — quelques dizaines ou quelques centaines, — de leur donner à bon compte l'illusion qu'ils possèdent les rudiments de notre langue, et surtout de stimuler leur curiosité à son égard.

Cette curiosité se traduit notamment par un développement remarquable de l'enseignement du français aux États-Unis, bien que cette matière soit demeurée entièrement facultative dans les écoles secondaires. Mais avant d'étudier ce développement et les limites auxquelles il devra se heurter, il est une chose qu'il faut dire et redire : les progrès indéniables que la diffusion de notre langue a réalisés aux États-Unis ces dernières années sont psychologiquement dus non pas, comme on pourrait le croire, à la simple victoire française dans la récente guerre, mais bien à l'ambiance étonnamment favorable créée par le fait de prime importance que voici. Dans l'inconscient des masses américaines aisées, sans cesse accrues, la France est tacitement demeurée, — ou devenue, — ce qu'elle était au sentiment de l'élite européenne avant la Révolution : la patrie et le symbole de toutes les choses de luxe, choses du corps, choses des sens et de l'esprit, qui rendent la vie aimable ou exquise, qui exercent sur les femmes un prestige souverain, et dont il fait bon jouir.

ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

Il n'est peut-être pas inutile, tout d'abord, de rappeler en quelques mots comment est organisé l'enseignement aux États-Unis.

Si nous laissons de côté les écoles élémentaires, les deux catégories d'institutions qui nous intéressent pour l'enseignement des langues vivantes sont les écoles secondaires (*High Schools*), et les collèges et universités.

Quand les jeunes Américains accèdent au *High School*, ils ont en général quatorze ans. L'université ou le collège, qui fait d'eux des sous-gradués (*undergraduates*), les garde quatre ans aussi, en sorte que tous ces jeunes gens et jeunes filles quittent les bancs de la Faculté vers l'âge de vingt-deux ans avec leur diplôme de bachelier-ès-arts ou de bachelier-ès-sciences. Rares sont ceux qui, devenus post-gradués (*post-graduates*), poursuivent des études proprement supérieures en vue du diplôme de maître-ès-arts ou de docteur en philosophie.

Il convient d'ajouter que, depuis quelques années, l'école secondaire tend à se transformer : au lieu de prendre l'enfant vers quatorze ans et de le garder quatre années, elle tend à se scinder en *Junior High School* avec cours durant trois années (de la douzième à la quinzième année environ) et en *Senior High School* avec des cours de même durée (soit de la quinzième à la dix-huitième année environ).

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le système américain diffère du système français sur deux points principaux : d'abord le *High School* est gratuit (il y a aux États-Unis environ 20 000 de ces écoles). Ensuite, l'obligation scolaire s'applique au *High School* comme à l'*Elementary School* et, bien qu'elle varie considérablement d'État à État, les législateurs inclinent de plus en plus à garder obligatoirement les jeunes gens sur les bancs de l'école jusqu'à dix-huit ans, âge maximum. Il va sans dire que les États-Unis sont seuls au monde à pouvoir se payer le luxe de garder ainsi dans une demi-oisiveté des millions de jeunes gens que nous considérerions, dans la vieille Europe, comme déjà en mesure de travailler.

Quelle était au juste, avant la guerre, la situation respective des diverses langues modernes enseignées dans les *High*

Schools des États-Unis, il est difficile de le savoir, car on n'ignore pas que, d'après la Constitution, la responsabilité de l'instruction publique incombe aux différents États. Il n'existe à Washington ni ministère de l'Instruction publique, ni aucun organe administratif central de cet ordre qui soit à même de coordonner l'enseignement ou de recueillir des statistiques officielles.

D'une manière générale, on peut toutefois dire que les langues vivantes ou le latin étaient facultatifs, comme ils le sont encore. Il s'agit d'obtenir un certain nombre de points en fin d'année (des *credits*) et ces points, on peut aussi bien les obtenir en « prenant » du latin que de l'histoire, de l'anglais ou de la physique. Les autorités scolaires mettaient déjà sur le même rang le latin et les langues vivantes, en sorte que la moyenne des écoliers étudiaient non pas le latin *et* une langue moderne, mais du latin *ou* une langue moderne. Avant la guerre, le latin l'emportait de loin sur les langues modernes. L'allemand, assez peu étudié, l'était cependant bien plus que le français, l'espagnol et l'italien pris ensemble. Mais il faut se souvenir qu'il y avait alors dans le Middle-West quantité d'écoles où l'enseignement se donnait en allemand, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

De toute façon, la situation a considérablement changé depuis la guerre. Et surtout nous avons maintenant des données d'ensemble, grâce à la vaste enquête (*Modern Foreign Language Study*) qui vient d'être menée à bien (1924-1928) avec des fonds Rockefeller.

Il en ressort qu'actuellement, si on laisse de côté les écoles privées, particulièrement nombreuses dans l'Est et le Sud-Est (Virginie surtout), les écoles secondaires publiques enseignent le français à quelque 440 000 élèves, l'espagnol à 305 000, l'allemand à 35 000, et le latin à 790 000. Les enquêteurs ont ainsi constaté qu'un écolier sur cinq seulement étudie les langues modernes dans ces écoles. La moyenne est notablement plus élevée dans les écoles privées, où un écolier sur deux apprend français, allemand ou espagnol. Autrement dit, sur 100 écoliers américains, 23 étudient le latin, 13,6 étudient le français, 9,2 l'espagnol, et 1,2 seulement l'allemand.

On voit aussitôt que le rival redoutable et victorieux du français n'est pas l'allemand, mais bien le latin. Quant à l'espa-

gnol, il a gagné un terrain considérable pendant la guerre et depuis, tant parce que le voisinage de l'Amérique espagnole, les perspectives de relations commerciales profitables avec tous ces États en pleine prospérité et en plein développement exercent un singulier attrait sur parents et élèves, que pour la raison que de nombreux maîtres d'allemand, privés soudain de leur gagne-pain lorsque chacun s'est détourné de l'allemand, se sont rapidement improvisés maîtres d'espagnol et se sont faits les infatigables propagandistes de cette langue.

Par ailleurs, deux faits curieux et instructifs doivent retenir l'attention.

D'abord l'intérêt que les Américains portent aux langues modernes en général varie prodigieusement d'une partie des États-Unis à l'autre, d'une région rurale, par exemple, à une région urbaine. Il y a en somme deux régions où les langues modernes sont fortement retranchées, la Nouvelle-Angleterre (Maine, Vermont, Massachusetts, New Hampshire, Rhode-Island, Connecticut) et le Sud-Ouest (Californie, New Mexico, Arizona, Texas). Le Middle West en revanche se désintéresse fort du français comme de l'allemand et se contente, pour ses écoliers, d'un vernis latin fort mince. Qu'on ne s'étonne donc pas que ce Middle West soit profondément indifférent à l'Europe et à la *Société des nations*!

Le second fait saillant est le suivant : les écoliers qui apprennent le français au *High School* ne l'apprennent guère que pendant deux ans. Il est bien rare qu'ils en commencent l'étude la première année, et même s'ils la commencent dès la seconde année, ils l'abandonnent habituellement un an avant leur sortie de l'école secondaire. Sur 100 écoliers qui étudient le français, 87,5 pour 100 sont dans leur première ou leur seconde année de français. Une troisième année de français au *High School* est l'exception. Pour l'allemand et l'espagnol, la proportion d'écoliers relativement avancés est encore plus défavorable.

C'est assez dire que, si l'on compare l'enseignement des langues vivantes dans les écoles secondaires américaines à ce qu'il est dans les lycées et collèges français, le caractère très élémentaire de cet enseignement aux États-Unis et son peu d'extension frappent singulièrement. Pour être entièrement juste, il convient de dire qu'il serait peut-être à quelques égards

plus sage d'assimiler les *High Schools* américains à nos écoles primaires et primaires supérieures, et de comparer les collèges et universités américains à nos lycées et collèges. En tout état de cause, ces universités et collèges, dont le Bureau d'éducation comptait 744 en 1926, sont naturellement beaucoup trop nombreux pour correspondre à nos établissements d'enseignement dit supérieur. Sur ce total de 744, quelques douzaines seulement donnent des cours avancés comparables à des cours de licence ou d'agrégation.

Quoi qu'il en soit de ces équivalences, il est certain que ces universités et collèges font aux langues modernes une situation meilleure que les *High Schools*, bien qu'elle doive encore apparaître comme médiocre, eu égard au nombre total des étudiants américains immatriculés dans ces institutions. Que l'on veuille bien se rendre compte que les États-Unis ne sont pas loin d'avoir leur *million* d'étudiants, eux qui, il y a quelque quarante ans, étaient loin d'en avoir cent mille! De 1890 à 1924, la jeunesse universitaire aux États-Unis s'est accrue six fois plus vite que l'ensemble de la population!

Malheureusement, la grande majorité des étudiants de langues en font pendant très peu de temps, deux ans en général, alors que la durée des études est de quatre ans. Le mot d'ordre des deux années de français ou d'espagnol, que nous avions constaté dans le *High School*, se retrouve donc identique dans les collèges. 55 pour 100 de tous les étudiants de français sont des étudiants de première ou de seconde année, autant dire des débutants qui tirent leur révérence à la langue de Voltaire, aussitôt qu'ils commencent d'en connaître les principaux verbes irréguliers! Car, si surprenante que la chose nous paraisse, l'Université n'est pas l'exacte continuation de l'école secondaire. Les commençants y sont admis pour le français comme pour les autres matières. Et ce que le plus grand nombre des « instructeurs » de français aux universités de Michigan ou de Wisconsin enseignent aux sous-gradués, c'est non pas Molière ou Victor Hugo, mais l'accord du complément.

Si décevante que puisse apparaître la situation du français dans les Universités, telle que nous venons de l'esquisser, elle est cependant bien meilleure qu'avant la guerre. Vers 1914, la plupart des départements de langues romanes, qui groupent l'enseignement du français, de l'espagnol et de l'italien, — sans

compter, pour les étudiants avancés, le vieux-français et le provençal, — étaient très inférieurs en importance aux départements d'allemand. Maintenant, les départements d'allemand, tombés très bas, se relèvent difficilement, et le seul véritable concurrent moderne du français, c'est l'espagnol.

D'autre part, au point de vue du degré d'avancement des études, le français est encore plus favorisé que l'espagnol. C'est-à-dire que la plupart des étudiants d'espagnol poursuivent moins loin encore l'étude de cette langue que les étudiants de français ne mènent l'étude de la langue française. De plus, la petite phalange de fidèles qui doublent le cap de la troisième ou de la quatrième année de français, ou même affrontent la maîtrise d'art ou le doctorat en philosophie tend, semble-t-il, à grandir.

Je me hâte d'ajouter que, s'il en est ainsi, c'est grâce aux femmes, et uniquement grâce à elles. Plus sensibles que les hommes au prestige intellectuel et artistique de la France, ce sont elles qui constituent le plus ferme soutien de l'enseignement français, comme d'ailleurs, en général, des autres disciplines littéraires. Pour elles, la découverte de Molière, de Maupassant et d'Anatole France est non seulement quelque chose d'attrayant, mais comme une merveilleuse et romanesque aventure. Aussi la courent-elles, nombreuses et enthousiastes, tant dans les collèges uniquement féminins de l'Est que dans les collèges et universités mixtes (*coeducational*) du Middle-West et de l'Ouest.

Dans des conditions semblables, c'est un véritable plaisir pour le professeur français, en quatrième année d'université, de donner des conférences d'histoire littéraire, en français, devant des salles pleines de toutes ces fraîches jeunes filles, derrière lesquelles se dissimulent, presque gênés, quelques rares représentants du sexe masculin. Ces conférences sont fort bien comprises, si le professeur prend la peine d'articuler avec la netteté et la lenteur voulues.

Du point de vue du nombre des étudiants de français, il y a donc progrès notable. Mais, ce progrès, nous l'avons déjà donné à entendre, est peu de chose comparé aux progrès qui ne cessent de s'accuser dans la qualité des professeurs, partant, de l'enseignement lui-même. Cela est d'ailleurs vrai, non pas seulement de l'enseignement supérieur, mais à un égal

degré de l'enseignement secondaire : qu'il soit permis à celui qui trace ces lignes de l'affirmer hautement, car il se trouve avoir enseigné dix années dans de grandes universités américaines, non sans garder un étroit contact avec les *High Schools*, tant avant la guerre qu'à une date toute récente, et il n'a pu manquer d'être frappé de la belle et grande avance réalisée.

Cette avance générale, qu'aucune statistique ne pourrait exactement mesurer, tient à plusieurs causes.

Si la préparation de la jeune génération de professeurs est maintenant meilleure, c'est d'abord que le niveau des études françaises s'est régulièrement élevé depuis un quart de siècle sous la double impulsion d'une demi-douzaine de maîtres éminents et tenaces, — les Weeks, les Ford, les Nitze, — et de la *Modern Language Association*.

Mais c'est aussi en partie parce que les futurs professeurs vont étudier en France en nombre grandissant. Avant la guerre, la France n'avait pas d'enseignement supérieur accessible aux étrangers, et notamment aux Anglo-Saxons. Les Américains qui allaient étudier en Europe, et ils n'étaient pas très nombreux, se rendaient donc de préférence à Heidelberg ou à Leipzig, d'où ils rapportaient un doctorat en philosophie mis à leur portée et assez aisément conquis. Depuis la guerre, la France a fait un louable effort pour faire profiter les étrangers de son enseignement; elle a organisé des cours appropriés à leurs besoins, a institué à leur usage des examens et diplômes. D'autre part, des organismes entièrement américains comme l'*American University Union*, l'*Institute of International Education*, le *Council on Education*, se sont attachés, — avec quel dévouement, avec quelle intelligence et quel esprit pratique! — à documenter largement les étudiants des universités américaines sur les conditions de vie et de travail dans les universités européennes et, en particulier, françaises

Le résultat ne s'est pas fait attendre. C'est désormais par milliers que les étudiants américains accourent à la Sorbonne et dans les universités de province, soit pour l'année scolaire, soit pour un semestre de quatre mois, soit même pour un ou deux mois de cours d'été. Il n'est que juste d'ajouter que les compagnies de navigation ont grandement contribué à achalander ces cours de vacances nouvellement créés en instituant des billets d'aller et retour très bon marché, valables sur

certains paquebots pourvus de troisièmes classes confortables, spécialement aménagées pour professeurs et étudiants.

Ajoutons que la collaboration des autorités scolaires américaines dans cet effort pour amener en France le plus grand nombre possible de bons étudiants s'est encore perfectionnée tout récemment. Il y a quelques années, l'université de Delaware avait pris l'initiative d'envoyer quelques-uns de ses étudiants passer toute leur troisième année d'études dans une université française sous la direction effective d'un de ses professeurs. L'expérience ayant pleinement réussi, le grand collège féminin Smith et d'autres universités ont suivi l'exemple et l'on peut être désormais assuré qu'un nombre croissant d'*undergraduates* de troisième année viendront suivre certains cours des facultés françaises. D'autre part, les bourses de voyage et de séjour (*Guggenheim fellowships* ou autres) se multiplient d'année en année. Enfin, il est à prévoir que le prochain achèvement des bâtiments américains de la Cité universitaire déterminera un nouvel afflux d'étudiants de l'Union vers la Sorbonne et les autres centres d'études supérieures si nombreux et réputés de Paris.

Et cependant, ce ne sera jamais qu'une minorité qui pourra entreprendre le voyage de France à intervalles réguliers. Pour les maîtres, — et ils sont l'immense majorité, — qui passent leurs vacances aux États-Unis, il existe, en des points stratégiques du territoire, des cours d'été très bien organisés qui se développent sans cesse, notamment ceux de l'Université de Californie, ceux de l'Université de Chicago et ceux de Columbia University. De plus, il est deux centres spéciaux d'études françaises particulièrement bien organisés et qui offrent à leurs nombreux étudiants (eux-mêmes professeurs pendant l'année scolaire) un enseignement vraiment supérieur et une atmosphère toute française : l'université Mac Gill à Montréal et Middlebury College dans le Vermont. Les cours y sont donnés en partie par des Américains, en partie par des professeurs français, que l'on fait en général venir de France.

Aussi bien, s'il est certain que l'amélioration générale de l'enseignement du français aux États-Unis est en grande partie due à l'effort puissant et systématique des professeurs américains, il serait injuste de ne pas reconnaître l'utilité du rôle joué par nos compatriotes dans cet enseignement sur sol amé-

ricain. Qu'il s'agisse de professeurs d'universités françaises qui ne passent aux États-Unis qu'un semestre ou une année scolaire, ou qu'il s'agisse de professeurs français faisant leur carrière aux États-Unis, il est incontestable que leur présence exerce la plus heureuse influence. Elle est saluée avec une grande satisfaction par les étudiants, qui aiment qu'un Français conférencie devant eux dans sa langue, leur communique son bon accent « de Paris », et qui suivent les cours du *French Professor* avec un bel enthousiasme. Ajoutons que les maîtres de français qui font leur carrière aux États-Unis sont à présent beaucoup plus nombreux qu'avant la guerre. Vers 1912 ou 1913, il n'y avait dans l'Amérique du nord qu'une poignée d'agrégés et d'anciens Normaliens. Ils sont maintenant plusieurs dizaines à New-York, à Cambridge, à Providence, à Chicago, à Berkeley, à Northampton, à Houston, à New Haven, à Oakland, à Stanford. Les professeurs femmes, particulièrement nombreuses depuis quelques années, sont souvent d'anciennes boursières françaises qui ont passé au préalable, comme étudiantes, une ou deux années dans une université ou un collège américain.

Grâce à tous ces facteurs, la qualité de l'enseignement s'est donc incontestablement relevée. Il y a encore une vingtaine d'années, c'était surtout le mécanisme formel de la langue, l'étymologie des mots, les règles de la grammaire et de la syntaxe, la philologie du vieux français sur quoi l'on insistait. Or voici qu'il est de plus en plus tenu compte des droits de l'enseignement littéraire du français. Ce à quoi l'on s'efforce avec succès d'intéresser la masse des étudiants, c'est les *humanités* françaises, c'est la France moderne et vivante. Autrement dit, le nœud central de l'enseignement a tendance à glisser de la philologie à la littérature et du XVII^e^ siècle au XVIII^e^, et même au XX^e^. Ce glissement apparaît particulièrement sensible à qui, ayant connu les vieux *text-books*, feuillette les livres de classes actuellement mis entre les mains des élèves.

LIVRES DE CLASSES

L'immense majorité de ces livres (même dans les universités) sont des livres purement élémentaires ayant pour titres : *Elementary French Grammar*, *Elements of French Composition*,

Beginning French, the Elements of French Pronunciation, Simplest Spoken French, French phrases and Questions, Primer of French Pronunciation, Beginners' French Grammar, etc. Nous avons vu à quelles orgies de français élémentaire, vite abandonné, on se livre aux États-Unis et l'on ne saurait donc s'étonner qu'à pareille orgie corresponde une frénésie de rudiments. D'ailleurs, ces rudiments sont bons et se valent les uns les autres. Ils frappent en outre le Français par la qualité extraordinaire de leur papier, de leur impression et de leur illustration.

Si l'on passe en revue les livres de classe de français plus avancés et qu'on les compare à ceux qui étaient en usage vers 1900, on fera diverses constatations.

D'abord celle-ci, que nous laissions prévoir plus haut : ils font désormais une place très grande à tous les aspects de la culture française. Il ne s'agit pas seulement d'y enseigner le français, il s'agit d'enseigner de la géographie française, de l'histoire de France, des coutumes françaises, bref, la réalité vivante qui permet à la langue, à la littérature françaises d'être ce qu'elles sont, et rien d'autre. Quelques titres prélevés au hasard dans les récents catalogues de deux maisons d'éditions très sérieuses, Henry Holt et Putnam's Sons sont, à cet égard, caractéristiques: *Terres et Gens de France, la France et sa Civilisation, Histoire de la Civilisation française, la Carte de France, la Nouvelle France, la Femme française, le Folklore au village, Paris centre de culture intellectuelle, le Paris d'aujourd'hui*, etc.

Pour ce qui est du nombre, il suffira de remarquer que, si, avant la guerre, il n'existait que quelques maisons importantes éditant des livres de classes français (Ginn, Holt, Heath, American Book Co, Oxford University Press), beaucoup d'autres se sont, depuis la guerre, attaquées à ce marché prometteur, à commencer par les géants bien connus en France : Knopf, Harper's, Scribner's, The Century Co, etc. C'est dire qu'un grand nombre de livres entièrement nouveaux ont été jetés « sur le marché » des *High Schools* et des Collèges.

Sans doute un certain traditionalisme préside-t-il toujours au choix que font les professeurs des livres de travail et de lecture qu'ils mettent entre les mains de leurs élèves. Les livres les plus étudiés, ceux dont il existe jusqu'à une dizaine d'éditions scolaires rivales, sont encore, comme il y a vingt ans,

le Voyage de Monsieur Perrichon, *Colomba* et des *Choix de Contes* de Daudet et de Maupassant. Mais le choix est-il si mauvais, et convient-il de voir d'un mauvais œil que les favoris, immédiatement après ces gagnants, soient *l'Abbé Constantin* de Ludovic Halévy, *Sans Famille* d'Hector Malot et l'inévitable *Poudre aux yeux* de Labiche?

D'ailleurs, si tels sont les premiers livres lus par les étudiants, et lus avec plaisir, il en est d'autres, de plus modernes, qu'ils étudient un peu plus tard, quand leur professeur leur a donné une vue cavalière de la littérature française depuis le XVI^e^ siècle. On sera même surpris de la large place faite depuis dix ans aux auteurs contemporains sur les catalogues des éditeurs new-yorkais. J'y trouve, entre autres « éditions scolaires », pourvues d'introductions et de notes en anglais ou en français, et parfois d'un glossaire français-anglais, les titres suivants : *Pelléas et Mélisande*, de Maeterlinck, *Knock*, de Jules Romains, *la Farce du Pendu dépendu*, d'Henri Ghéon, *la Nouvelle Idole*, de François de Curel, *Maria Chapdelaine*, de Louis Hémon, *la Française*, de Brieux, *la Becquée*, de René Boylesve, *le Grand Meaulnes*, d'Alain Fournier. Quant aux anthologies de la poésie française qui font place à nos auteurs les plus vivants, elles se succèdent à un rythme surprenant. Je ne citerai pour mémoire que la dernière, et peut-être la meilleure, celle de Miss Frances Angus, parue chez Scribner's. A quoi il faut ajouter que les collèges américains font, parallèlement, une consommation accrue de livres français importés directement de France (1).

Ce bref examen des livres où étudient les collégiens d'outre-Atlantique révèle combien les professeurs s'efforcent de rendre leur enseignement vivant et actuel, et avec quelle intelligence ils s'attachent à inculquer à leurs élèves des notions générales sur la France, à leur constituer ce qu'ils appellent un *background*, c'est-à-dire un second plan, un horizon français.

Et cela est vrai du haut en bas de l'échelle.

S'il était besoin d'une autre preuve, je citerais le succès extraordinaire et mérité que maîtres et élèves ont fait au *Petit Journal*, sorte de revue de la presse française, supérieurement

(1) On ne saurait mieux faire, au sujet du livre français aux États-Unis et de sa diffusion, que de renvoyer le lecteur à l'excellente étude publiée naguère par M. Édouard Champion dans la *Revue* (1^er^ juin 1927).

édité par Mme Alice Dickson chez Doubleday, Doran et Co. Ce petit journal, semimensuel durant l'année scolaire, imprimé sur papier de première qualité et illustré de photographies admirablement nettes, est précisément destiné à introduire l'actualité et la vie dans la leçon française des élèves qui ne sont pas encore très avancés. Qu'on imagine un choix aussi varié que facile d'articles et articulets empruntés à *Excelsior*, au *Petit Parisien*, ou à *l'Age heureux*, légèrement simplifiés, et voisinant avec de petits poèmes faciles, avec des nouvelles à la main, avec des pensées ou maximes, des devinettes, des anecdotes, des nouvelles sportives, des mots croisés. Des dizaines de milliers d'écoliers américains sont abonnés par leurs maîtres à ce journal qui sert à la fois de texte d'étude et de prétexte à des essais de conversation française en classe.

Traité de la sorte, le français, qui est déjà par lui-même considéré comme un sujet attrayant, le devient davantage encore, et, en même temps que cette jeunesse apprend une langue, elle s'initie à une civilisation.

Toutes proportions gardées, les mêmes préoccupations se retrouvent à l'autre extrémité de l'échelle, dans le choix des sujets de thèse adoptés par les postgradués. Car c'est le doctorat de philosophie qui couronne les études françaises académiques menées aussi loin qu'on les peut mener. Jadis, les sujets qui dominaient étaient les suivants : *Étude phonétique sur le dialecte de Balansun, Basses-Pyrénées ; Édition critique de l'Advision de Christine de Pisan* ; *Formation des noms et des adjectifs en provençal par l'addition de suffixes ; Substantifs participiaux du type-asa dans les langues romanes, et notamment en français.* Ces dernières années, au contraire, les sujets que les professeurs suggèrent aux étudiants, et que traitent ces derniers, sont les suivants : *les premiers romans de Paul Bourget ; les romans africains de Louis Bertrand ; l'influence d'Edgar Allan Poe en France ; les Œuvres littéraires du comte de Gobineau*, etc. (1).

On voit comme est sensible, ici encore, le glissement qui s'opère du français *langue morte* au français *langue vivante*.

Parmi les indices du relèvement, de l'élargissement et de la vitalité toute nouvelle des études françaises aux États-Unis, il importe enfin de mentionner la formation récente

(1) Voir R. E. Merrill, *American Doctoral Dissertations in the Romance Field* (1876-1926).

d'une *American Association of Teachers of French*, qui déjà compte deux mille membres et qui publie sa revue, *the French Review*. Et que l'on n'aille pas s'imaginer que cette association a pour but de défendre de simples intérêts corporatifs d'ordre matériel, ou que sa revue soit étroitement consacrée à des questions de pure pédagogie ne présentant d'intérêt que pour les professeurs! Tout au contraire, sous la direction éclairée des professeurs Charles A. Downer et James F. Mason, l'Association et son organe estiment que rien de ce qui est art et littérature français ne saurait être étranger à un professeur de français, à un « ambassadeur de France », comme on l'appelle volontiers.

Si les Collèges et Universités se font une conception si humaine et si moderne de ce que peut être un enseignement des langues vivantes, il semblerait que cette conception dût gagner du terrain, même en dehors des écoles. Et c'est en effet le cas. Mais pas tout à fait comme l'imaginerait un Français. A Paris ou à Strasbourg, l'Université rayonne grâce à ses cours publics, qui sont très fréquentés. Rien de semblable aux États-Unis, même dans les grandes universités, où l'enseignement des professeurs est exclusivement réservé aux étudiants régulièrement inscrits.

En revanche, il y a ceci, dont l'équivalent n'existe pas en France. Sorties de l'Université et mariées, voire mères de famille, toutes ces jeunes femmes qui se sont intéressées aux leçons de français de leurs professeurs à Vassar College ou à l'Université de Californie, qui ont fait un ou deux voyages en France, qui comprennent assez bien le français et s'expriment en cette langue avec une certaine aisance, s'efforcent de ne pas perdre ce signe et cette jouissance de haute culture que constitue la maîtrise du français. Elles forment des cercles français, des salons français, des matinées françaises, des causeries du lundi, des alliances françaises. Ainsi groupées, elles préparent à tour de rôle des causeries en français à l'intention des membres de leur organisation, organisent des soirées de musique française ou des représentations dramatiques, se constituent des bibliothèques de nouveautés françaises, s'abonnent à des revues, font venir, grâce à leurs cotisations, de bons et réputés conférenciers français.

Ces cercles ou alliances, tous actifs et vivants, étaient quel-

ques douzaines au début du siècle. Ils sont maintenant au nombre de plusieurs centaines. La plupart sont fédérés, et voient leurs ressources augmenter. Il n'est pas trop de dire qu'ils sont même devenus une force mondaine.

Comme ils recrutent la plupart de leurs membres parmi les *college women*, lesquelles constituent tout naturellement une élite sociale, la seule élite sociale, à franchement parler, en dehors de l'élite d'argent, il est en effet bien porté et considéré « comme il faut » de se faire admettre comme membre du Salon français de San Francisco ou des Matinées françaises de Chicago.

C'est laisser entendre que le snobisme, un certain snobisme (qui nous paraît de fort bon goût, certes!) n'est pas tout à fait étranger à la prospérité de ces groupes. Nos amies américaines n'en disconviendront pas. Cet innocent snobisme se manifeste même sous une autre forme, celle d'une assez grande sévérité quant aux lettres de naturalisation parisienne des conférenciers invités par elles. Ces dames sont des puristes. Elles ont le culte du bon français, du français tel qu'on le parle dans les milieux cultivés de Paris, ou... à Tours. Mieux leur plaît entendre un professeur de Sorbonne qu'un directeur de musée ou un homme de lettres de province. Un conférencier apporte-t-il avec lui son savoureux accent de Bourgogne ou de Provence, on a un peu tendance à le mal noter. On serait assez enclin à écarter ou à négliger des personnalités venues de Suisse ou de Belgique, sous le prétexte, entaché d'un certain parti pris, qu'il y a un seul bon accent français, et que le leur n'est pas celui-là. Ce préjugé se glisse jusque dans les Universités, où les Belges, les Luxembourgeois et les Suisses, voire des Russes s'exprimant en un français très choisi, se voient souvent préférer des Français « de France ».

Chose curieuse, il y a quarante ou cinquante ans, c'était le préjugé à rebours qui régnait : les professeurs français ne connaissaient guère le chemin des États-Unis ; c'était surtout par des Belges, des Luxembourgeois, ou par des Suisses, qu'y était enseignée notre langue. Mais quelle ne devrait pas être notre reconnaissance envers les modestes Bruxellois ou Genevois maintenant âgés ou retraités qui, en notre carence, ont, avant la guerre, enseigné notre langue à l'autre bout de l'Europe ou du monde!

COUP D'ŒIL SUR L'AVENIR

Au total, la situation du français aux États-Unis est incontestablement meilleure qu'avant la guerre. On serait tenté de dire qu'elle est tout ce qu'on peut souhaiter qu'elle soit, étant donné l'état actuel de l'enseignement et de la culture intellectuelle et artistique aux États-Unis. En effet, dans les *High Schools* et les Collèges ou Universités, le français se classe premier parmi les langues modernes enseignées, sans qu'aucun règlement en rende l'étude le moins du monde obligatoire. Il semble même que sa popularité puisse encore s'accroître, ne fût-ce que par suite de l'élan acquis et de l'effort en cours.

Il est toutefois certain que le nombre absolu des étudiants d'espagnol, d'allemand et d'italien aura lui aussi tendance à s'accroître. En effet, à mesure que l'Amérique latine se développe économiquement, et que ses liens intellectuels et moraux avec l'Espagne se resserrent, l'espagnol, parlé et écrit par le jeune et puissant bloc ibéro-américain, s'affirmera comme langue de prime importance internationale. Et la jeunesse scolaire aux États-Unis, très alerte et uniquement orientée vers l'avenir, s'en avisera de plus en plus clairement. Il suffirait, à vrai dire, que le Mexique se pacifiât complètement au cours des prochaines années et rendît possible l'invasion de Mexico par les touristes, les professeurs et les étudiants américains qui guettent seulement le moment favorable (avec quelle impatience!), pour que le recrutement des étudiants d'espagnol fît encore un bond en avant. — Quant à l'allemand, il est de toute évidence que si, avant la guerre, il occupa peut-être aux États-Unis une situation hors de proportion avec sa valeur réelle, il reste actuellement fort au-dessous du juste niveau qu'il est en droit d'atteindre. — L'enseignement de l'italien est encore presque négligeable aux États-Unis, surtout dans les *High Schools* publics et privés. Mais dans les collèges il se développe quelque peu, surtout dans les régions de forte immigration italienne, soit à New-York et en Californie. Comme les sociétés d'opéra dans l'Union sont nettement dominées par le répertoire et les chanteurs et cantatrices italiens et que la Scala de Milan a un grand nom, le prestige musical de l'Italie demeure très élevé. Et c'est là un facteur d'au

moins aussi grande importance dans l'orientation des étudiantes vers la langue italienne, que la politique de grandeur nationale inaugurée par Mussolini.

Contre ces trois rivaux, le français saura sans doute se défendre. Non pas qu'il soit le plus fort : il serait plus juste de dire qu'il est le moins faible.

Ce qui demeure la grande faiblesse des langues modernes aux États-Unis, c'est que les hommes non seulement ne les étudient que peu ou point, mais qu'ils sont à peu près complètement insensibles à cette attirance de la langue étrangère parlée qui s'exerce si fortement sur les femmes, notamment en ce qui concerne le français. Les neuf dixièmes des Américains sont ou seront des *businessmen* et ils ont la mentalité du *businessman*, cette mentalité qui se laisse le mieux étudier dans les *Rotary Clubs* et qu'un Mencken ou un Lewis s'amusent inlassablement à caricaturer depuis quelques années. Or, le *businessman* en herbe n'étudie que ce qui lui sera utile pour son *business*. Parlons franchement. L'Américain moyen a peut-être entendu parler de Victor Hugo ou d'Anatole France; il a peut-être lu en anglais *les Misérables*, le livre français le plus connu aux États-Unis, il l'a en tout cas vu au cinéma; mais il n'a jamais eu le moindre désir d'en lire le texte original.

A part les professeurs ou futurs professeurs de français, dont notre langue est le *business* et qui l'étudient avec une magnifique ardeur, il semble bien qu'il n'y ait que trois catégories d'Américains qui apprennent ou qui puissent être tentés d'apprendre et de lire le français avec plaisir et entrain.

Ce sont d'abord les artistes ou les esthètes, ceux qui, riches ou pauvres, s'intéressent aux beaux-arts, à la littérature, ou en vivent : peintres de Greenwich village ou de Californie, sculpteurs, dessinateurs, critiques d'art, écrivains d'avant-garde, architectes, souvent anciens élèves de notre École des Beaux-Arts, membres de clubs tels que les *Cliff-Dwellers* à Chicago ou le *Bohemian Club* à San Francisco. Il y a encore vingt ou trente ans, les « artistes » étaient pour le *businessman* orthodoxe ce qu'était Edgar Poe pour les *clergymen* ses contemporains, des efféminés voués à des tâches suspectes ou, au mieux, peu dignes d'un homme. Mais il est évident que ce préjugé tend à s'effacer, surtout depuis qu'il est prouvé que l'art peut enrichir son homme et qu'un tableau se vend parfois un demi-million de

dollars, tout comme un terrain en plus-value. Et il est assez probable qu'au fur et à mesure que les classes enrichies accéderont à la culture, et, ayant conquis des loisirs, apprendront à en profiter, à mesure que les expositions d'art se multiplieront, les curiosités à l'égard de la France et de sa langue se trouveront par là même stimulées et vaudront de nouvelles recrues masculines à l'étude et à la lecture du français.

Un second groupe, encore frêle, qui commence de s'intéresser à notre langue est celui des commerçants, commissionnaires, importateurs, exportateurs ou banquiers qui sont appelés par leur profession à se trouver en contact direct avec la France et souvent à résider à Paris. Or, Paris est considéré outre-Atlantique comme un domicile extrêmement désirable, dès lors qu'on y gagne sa vie en dollars. La multiplication récente et continue des banques américaines, des journaux américains, des bureaux et comptoirs américains de toute sorte établis à Paris détermine un appel de jeunes gens de l'Union qui, passant aux bords de la Seine un ou deux ans, voire davantage, apprennent le français ou du moins *du* français, tendent à aimer la vie française, les coutumes françaises et contribuent, à leur rentrée aux États-Unis, à entretenir cette sorte de sympathie ou même d'appétence à l'égard de la langue française, que nous avons constatées dans les milieux féminins.

En même temps que se développent les relations d'affaires entre les États-Unis et la France, et que les Français se révèlent bons acheteurs d'automobiles, de glacières et de bien d'autres produits américains, l'idée a commencé à se faire jour que le français a aussi une importance commerciale. Et le commis-voyageur américain, faisant ses « démonstrations » en français, n'est déjà plus un mythe...

Le troisième groupe que nous avons dans l'esprit est le milieu diplomatique américain. Non pas que ces milieux aient jusqu'à présent beaucoup cultivé le français. Tout au contraire. L'absence d'une véritable diplomatie de carrière aux États-Unis a longtemps porté préjudice à la connaissance et à la pratique du français dans le monde des ministres plénipotentiaires et des secrétaires d'ambassade. Comme jusqu'à présent les représentants accrédités des États-Unis dans les diverses capitales ont généralement été des banquiers ou des avocats en vue, dans la force de l'âge ou déjà âgés, et ne sachant pas le français, ils

se sont presque toujours contentés de l'anglais au cours de leurs missions. Depuis 1924, toutefois, il existe aux États-Unis un véritable service diplomatique. Dans ces conditions, le français reprendra sans doute ses droits, ou plutôt sa place privilégiée en fait, puisqu'il ne jouit plus du monopole juridique comme langue diplomatique.

Il reprendrait sa place d'autant plus que tous les délégués ou observateurs américains qui ont l'occasion d'aller à Genève assister aux sessions du Conseil et de l'Assemblée ou aux Conférences diplomatiques, ou qui s'en vont dans les grandes capitales européennes participer aux congrès internationaux, ne manquent jamais d'être frappés par la prédominance du français sur l'anglais comme langue d'échange entre diplomates, politiciens, savants et experts des divers pays. Comme l'hégémonie de l'anglais sur le continent nord-américain est écrasante et qu'ils savent que l'anglais est la langue la plus répandue dans le monde, ils sont convaincus, tant qu'ils n'ont pas quitté le sol américain, que leur langue, partout comprise, est partout suffisante. La propagande intense de l'*English Speaking Union* les confirme encore dans cette impression. Or, sitôt qu'ils pénètrent dans le monde européen des négociations internationales, ils se rendent compte que lorsqu'un homme d'État veut se faire directement comprendre du plus grand nombre, sans l'intervention des traducteurs, il doit encore parler français. Et ils en conçoivent pour le français un respect assez nouveau.

Du côté de Washington, les perspectives de la langue française ne sont donc pas plus mauvaises qu'ailleurs.

Et pourtant, — cette conclusion s'impose, — le plus clair des espoirs que l'on peut raisonnablement nourrir pour l'avenir du français aux États-Unis ne réside ni à Washington ni dans aucune salle de conférences des États-Unis, mais bien dans le bon plaisir de cette charmante créature, l'Américaine.

Il semble que ce bon plaisir doive demeurer acquis à Paris et à la France, dans la mesure où les Parisiens et les Français sauront maintenir, donc renouveler, leur séculaire tradition de goût délicat, de raffinement intellectuel et de précellence dans l'art de vivre et d'apprendre à vivre.

FRANCK L. SCHOELL.

IMPRESSIONS ET FANTAISIES

AUX GOBELINS. — *LES TAPISSERIES DE LA RENAISSANCE*

Le musée des Gobelins nous offre la suite de l'histoire si belle et intéressante de la tapisserie. L'exposition de la Renaissance succède à celle des tapisseries gothiques, qui nous enchanta l'an dernier, et présente une fascination nouvelle (1). C'est une autre façon de composer, de grouper, de colorer. Sauf certaines couleurs franches et nettes de *Banquet* et de *Dîner*, par exemple, du *Repas de Gombaud et de Macé*, et certaines bandes de garnitures de lit très fraîches et vives de tons, les nuances générales sont plus pâles, douces et fondues, plus atténuées que dans les tapisseries gothiques. Les bleus et les roses (ont-ils passé davantage, tout simplement?) ont je ne sais quoi de léger, de finissant, qui devait parer les murailles des couleurs d'un ciel suspendu et de formes immatérielles, et non plus des verts drus, des visages vrais, des étoffes lourdes, des fruits pulpeux de la précédente époque. Désormais, le réel s'y transforme en allégories, en symboles stylisés : ce que la composition perd en charme charnel, en vie véritable, elle le remplace par une grâce décorative plus aisée et plus savante.

Ce que je préfère ? Je n'en sais rien. Je constate les différences et, sans regretter ce que je ne vois pas cette année, je me plais à contempler ce que l'on me montre. Mais, aujourd'hui, plus un seul de ces visages si humains, si expressifs en leurs particularités, leurs formes de chair qui semblaient emprunter à la laine animale une vie si intense ; plus un de ces personnages,

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1928, *la Tapisserie gothique*.

qui paraissaient sortir, pour nous saluer, des cadres de laines aux couleurs encore fraîches, et qui étaient tout prêts à revivre avec leurs vices, leurs saintetés, leurs beautés, leurs pays et leurs rêves.

Les formes de la Renaissance commencent à établir une certaine convention dans les corps et les attitudes. Les personnages n'y apparaissent plus directement, en leur continuité si drue et si savoureuse; ils ne sont plus tissés par un berger de génie employant les tontes de ses moutons à composer des tableaux et des portraits. Désormais ils nous apparaissent de très loin et semblent rentrer dans le passé, retenus par les fils des Parques.

Les tapisseries de Bruxelles, hautes lices célèbres sous le nom de « verdures », sont ici représentées principalement par les fameuses *Chasses de Maximilien*. Un des plus beaux panneaux est celui du *Bat l'eau*, avec son étang pâle, son château lointain, le groupe écumeux au centre de l'eau. Dans le *Repas*, le personnage à droite qui lève, pour une gambade de plaisir, sa jambe gainée de rouge, a je ne sais quoi de méphistophéliquement cruel; c'est un diable chasseur, assistant avec complaisance aux avidités des hommes et à leurs fastes de carnage. Voici des compositions herculéennes : *Hercule tuant les oiseaux du lac Stymphale* à têtes humaines, et cette curieuse verdure représentant des chevaux et un lion dans une forêt aux lointains bleus parcourus de petits chasseurs minuscules; puis une très bizarre décoration de salamandres et d'armoiries, dans les tons roses et bleus. Une série représentant la *Vie de Saint Julien* et appartenant à la cathédrale du Mans, nous offre encore la naïveté du moyen âge en ses beaux groupes et ses architectures, ses fleurettes dont les roses ne sont pas plus frais que ceux des loques du mendiant ou de l'habit des moines.

L'*Histoire de David et de Bethsabée* est d'une très grande beauté. Au premier plan, les grands personnages ont des vêtements somptueusement colorés; ils entourent Bethsabée, assise au bord d'un bassin; une servante en vert, prosternée, lui essuie les pieds; Bethsabée, parmi toutes ces couleurs, est vêtue de transparences blanches, immatérielle, presque autant que le fantôme du désir. En haut, à gauche, à la fenêtre bleue de sa tour, le roi David, couronne en tête et sceptre au poing, contemple et rêve, à la fois biblique et concupiscent. Et, dans

le lointain, un très petit groupe, — tels les pressentiments au cinéma, — nous montre déjà des guerriers, des cavaliers parmi lesquels va mourir Urie, le mari gênant de Bethsabée. Une autre tapisserie représente un autre épisode de la vie de David ; j'aime ses beaux tons roses, sa belle bordure de fruits gonflés et de fleurs offertes, qui semblent les convoitises matérialisées des personnages mystérieux, femmes aux grandes jupes, homme au manteau rose.

Les deux scènes de la *Vie de Saint Florent* (Angers) ont aussi ces charmants tons clairs, ces bis, bleus et roses, qui sont les couleurs de beaucoup de ces compositions Renaissance. En voici une bien curieuse, en d'autres tons et d'un sujet très imprévu : *la Mort de l'éléphant*. L'éléphant, couché sur le sol, les chiens, le personnage debout, de dos, maigre et bizarre, la veste rose vif du piqueur, la forêt bleue comme l'armure du chevalier au cheval blanc, tout cela est singulier avec saveur. Aussi *le Tournois* (tapisserie de Florence) est amusant par ce qui fut sa vérité ; aux fenêtres des maisons pavoisées, aux balcons drapés, se penchent les curieux. En bas, les tribunes contiennent les spectateurs ; dans la rue et sur ses pavés se groupent les cavaliers ; les passants regardent, s'arrêtent. Tout cela est de ton pâle, presque uniformément bis, sur lequel chantent quelques couleurs très vives et très crues.

Mais il y a peu de ces compositions pittoresques qui nous séduisent. Les sujets saints, historiques et mythologiques dominent. Voici Moïse, frappant le rocher (musée de Chartres). Il est beau, entouré d'affreux Hébreux dans un paysage jaune et bleuâtre. Auprès du roc, une jeune femme à genoux, tenant un enfant d'un bras, de l'autre tend une coupe à la première onde, — et c'est charmant ce privilège de la vie sur les forces du passé. Une *Résurrection* est, à la fois, grandiose et bizarre. Mais *Loth et ses filles* (d'après Salviti, Florence) sont d'une merveilleuse couleur d'or et de citron. Ils marchent guidés par un rayon, et les paillettes d'or parsemant toutes choses semblent les étincelles du feu du ciel.

Quels beaux et pâles jardins d'après Battista Dosso ! Arbres, arceaux, nymphes végétales, pont aux arches basses, tout est d'un vert doux, d'un sable éteint ; le bleu de l'eau, seul, est intense ; et, de même, dans le panneau suivant où un grand cygne, uni à son reflet, boit cette eau si bleue.

Voici le *Triomphe du Courage*, *Banquet* et *la Condamnation de Banquet*. Ce sont de nouveau des tons forts, des rouges et des bleus sombres et profonds. Le *Triomphe du Courage* est une composition assez confuse, mais les formes et les couleurs s'y fondent magnifiquement en une sorte de coucher de soleil décoratif. La *Condamnation de Banquet* est d'une verve amusante : ses tons rougeâtres et bleuâtres comme certaines flammes lui donnent l'aspect d'un repas chez le diable invitant les péchés capitaux. Couleurs de vins, couleurs de viandes... *Banquet* est debout entre *Friandise* et *Gourmandise*, non loin des flûtistes et des musiciens. Non loin non plus de *Fièvre*, *Apoplexie*, *Goutte*, *Gravelle* et *Colique* qui guettent les convives. Cela, c'est *Banquet ; Dîner* est de mêmes tons et de même verve.

Aimez-vous ce *Lion dans la Verdure*? Il est bien au frais sous ces larges feuillages jaunes et j'espère pour lui qu'il digère, car il n'a pour se mettre sous la dent que ce colimaçon rêveur et ce papillon paresseux. Ce tapis de sacristie du XVI^e^ siècle est charmant de grâce et de tons frais ; et aussi celui-ci, étroit semis de fleurs pressées, telles les étoiles au ciel sombre, en ce gazon nocturne.

Voici des garnitures de lit de tons hardis, de sujets variés autant que des songes. La dame qui rêvait entourée de ces bandeaux, déroulant nymphes, faunes, satyres et mythologiques divinités, en charmait peut-être ses rêves ; et les teintes de ces fleurs et de ces chairs étaient assez vives pour se refléter dans le sommeil sans perdre trop de leurs couleurs.

Gombaud et Macé, du musée de Saint-Lô, se divisent en *Fiançailles* et *Repas*. Je goûte surtout *Repas*, d'une grande fraîcheur de coloris rustique, et d'une vive saveur de détails, très gaie, printanière et fleurie. Encore des *David* dont les attitudes figées et les draperies classiques nous annoncent déjà le théâtre du XVII^e^ siècle. Saint Jérôme, agenouillé au bord de l'eau et de son reflet, tel Narcisse devenu vieux, est bien plaisant. Mais voici les compositions mythologiques. Celle-ci de Bruxelles, *Vénus et l'Amour*, *Minerve et la Sagesse*, — la seconde plus amusante que la première, ce qui est imprévu : ici la Sagesse a une fantaisie que Vénus n'égale pas. Ces deux basses-lices sont de tons pâles, doux et frais, avivés d'or et de corail, formes qui se seraient achevées dans les nuages.

Des ateliers de Fontainebleau et du château d'Anet voici les

tapisseries représentant l'*Histoire de Diane*. Elles sont toutes d'une délicate lividité, comme si la déesse lunaire les avait trempées de ses lueurs. Ici, Latone change les paysans en grenouilles; ce sont des tons aquatiques, des dessins de féerie (déjà du Rackam!), la seule note vive est le justaucorps grenat de la paysanne. Là, *Diane implore de Jupiter le don de chasteté* et cette composition est assez fade de tons, relevée néanmoins par le bleu royal de la tente. Ici, Méléagre expire en un palais aussi pâle que son corps. Non loin, c'est Orion, renversé sur l'herbe des bois, qu'a tué la farouche déesse, le prenant pour un cerf. Coiffée d'un croissant d'argent, une écharpe bleue flottant à sa froide épaule, elle gémit près du corps sans couleur. Et toutes les chairs, de corps et de visage, sont trop pâles en un paysage bleu. Enfin, Diane, ici, sauve Iphigénie; c'est d'une très grande beauté de composition. Agamemnon, drapé de rouge sanglant, se détourne et se cache les yeux pour ne pas voir le hideux grand-prêtre sacrifier sa fille; mais celle-ci, déjà volante, quitte l'autel, aspirée par la volonté de Diane aérienne, qui l'attire...

Tout au fond de la grande galerie où vous ravissent tous ces curieux chefs-d'œuvre, admirons encore ces décors de lit, très amusants avec leurs personnages en costumes du temps; dames en grandes jupes, mignons en fraises et culottes rondes; cette *Mort de Joab*, dont le fond rouge est si beau, cette *Flore* et cette *Cybèle* représentées en des médaillons sur un grand fond de ce vert bleu, — cher à cette époque qui avait si bien compris le ton des ombrages et des brumes des forêts mêlées aux couleurs végétales, — tout parsemé de chimères et de corbeilles, de fleurs et de rinceaux et marqué de ces croissants parlants qui désignaient Diane de Poitiers, alors déesse.

La suite à l'an prochain, je l'espère...

Gérard d'Houville.

HOMMAGE A CHERBULIEZ[1]

Mesdames, Messieurs,

C'est au nom de la *Revue des Deux Mondes* que je viens rendre hommage à Victor Cherbuliez. Peu d'écrivains lui ont plus absolument appartenu. Du jour où Buloz, dont l'attention avait été éveillée par George Sand, accepta à corrections son premier roman, *le Comte Kostia*, primitivement intitulé *Fédor*, jusqu'à sa mort, non seulement il n'a pas cessé d'y écrire, mais je crois bien qu'il n'a écrit que là. M^me^ M. L. Pailleron, dans son livre si précieux, *François Buloz et ses amis : les Écrivains du second Empire*, nous a dit l'inaltérable amitié de son grand père et de Cherbuliez, avec quelle confiance et quelle ouverture de cœur le directeur de la *Revue* le tenait au courant de ses projets et de ses tracas, avec quel plaisir il le recevait dans sa propriété de Ronjoux : c'était là que le jeune romancier, qui habitait encore Genève, venait souvent corriger ses épreuves; c'est là qu'un jour, comme on passait à table un plat de champignons cueillis dans les bois par les invités eux-mêmes, Buloz l'arrêta au moment où il commençait à se servir : « Pas vous, Cherbuliez ! Pas vous ! Vous n'avez pas encore terminé votre roman ! »

On comprend son inquiétude quasi paternelle. Pour un directeur de *Revue* un homme comme Cherbuliez est un présent inestimable, un trésor dont il ne saurait être trop le dragon. Songez-y : cet homme providentiel lui assure que, pendant deux ou trois mois, chaque année ou tous les deux ans, des milliers d'abonnés éprouveront une plus vive impatience de

(1) Discours prononcé le vendredi 31 mai à l'Aula de l'Université de Genève pour le centenaire de Victor Cherbuliez.

recevoir leur *Revue* et en trouveront les pages trop lentes à couper. Et, ces abonnés étant surtout des femmes, ce sera la meilleure des réclames, la plus efficace et aussi la plus charmante des publicités. Avec un homme comme Cherbuliez, un directeur de *Revue* peut escompter des périodes de sécurité parfaite. On ne protestera pas; on ne lui écrira pas des lettres qui commenceront ainsi : « Monsieur, je vous serai reconnaissant de me dire si vous continuerez longtemps à publier dans votre *Revue*, que je croyais estimable, des romans scandaleux. » Ou: « Monsieur, prétendez-vous nous imposer longtemps encore, en guise de roman, cette guimauve affadissante : je vous préviens que notre estomac ne la supportera pas. » Ou : « Monsieur, si d'ici cinq ans vous devez donner un nouveau roman de cet auteur, je suis fermement résolu à me désabonner. » Rien de semblable n'est à craindre quand on envoie à l'imprimerie *le Comte Kostia*, *Prosper Randoce*, *Meta Holdenis*, *l'Aventure de Ladislas Bolski*, *l'Idée de Jean Têterol*, *Samuel Brohl et Cie*, *Jacquine Vanesse* : je m'arrête, car j'énumérerais tous les ouvrages dont Victor Cherbuliez a charmé, pendant trente-six ans exactement, les lecteurs de la *Revue*.

Buloz n'avait pas eu un instant d'incertitude sur la valeur de sa nouvelle recrue. Dès *le Comte Kostia*, il avait prévu l'avenir. Cherbuliez était un romancier né. Les spectacles du monde prenaient naturellement dans son imagination le tour romanesque comme, chez d'autres, ils prennent le tour tragique ou le tour comique. Il était un de ces conteurs pour qui tout ce que, dans notre ignorance, nous appelons le hasard, existe puissamment. Il croyait aux rencontres qui décident d'une destinée. Il faisait place dans ses récits aux caprices et aux lubies de l'imprévu, aux étrangetés quotidiennes de la vie. C'est ce qu'on appelle le romanesque. Mais il en est un autre qui lui plaisait encore plus, celui que rêve le cœur et que la volonté ou l'emportement de la jeunesse réalise. Jeunes gens et jeunes filles de Cherbuliez, que vous êtes aimables! Ses jeunes savants, ses jeunes artistes, ses jeunes dilettantes sont pleins de bon sens. Quand ils caressent des chimères, ils savent que ce sont des chimères. Si les obstacles qui s'opposent à leur désir sont de ceux qu'on ne surmonte qu'au péril de la délicatesse morale, ils travailleront d'eux-mêmes à les exhausser ou à les élargir. Mais s'ils se croient quelque chance légitime, honorable, de satis-

faire les ambitions de leur cœur, alors ils deviennent aussi intrépides, aussi romanesques, aussi casse-cou que les héros de cape et d'épée. Tel jeune savant courra par les nuits noires sur des toits aigus; tel autre enlèvera miss Rovel; tel autre se battra en duel; et ces apprentis cavaliers passeront au galop de leur cheval par-dessus toutes les barrières.

Les jeunes filles ne leur cèdent ni en bon sens ni en témérité. Le romancier semble éprouver une prédilection pour ses délicieuses émancipées, que leur précoce apprentissage des misères de l'existence aurait pu gâter, si elles n'avaient pas eu tant de droiture naturelle. Dans les situations les plus risquées, elles se sauvent par la décision et par l'esprit. Les moyens qu'elles choisissent nous paraissent étonnamment ingénieux et quelquefois même nous font trembler. C'est là du romanesque; mais cela pourrait souvent aussi s'appeler du courage, de la noblesse, du dévouement, de l'abnégation. Et cela tient en haleine le lecteur et fait que, de chapitre en chapitre, il arrive à la dernière page du roman sans avoir pu le quitter.

Évidemment, Cherbuliez n'avait pas plus inventé ce romanesque que l'autre, mais il y avait mis sa marque, une marque très personnelle. Rappelez-vous *le Comte Kostia*, le sombre burg sur les bords du Rhin, cette atmosphère de mystère et de terreur que les pères de nos pères ont jadis respirée dans les romans de M^me^ Radcliffe, ce seigneur russe aussi savant sur Byzance que l'était M. Schlumberger et aussi somnambule que lady Macbeth, cet adolescent bizarre et ensorcelant à qui son professeur vient donner des leçons par une échelle de corde : tout là dedans n'était pas original. Nous connaissions ces châteaux hantés de remords, ces vengeances sourdes, ces pères qui font lourdement peser sur leurs enfants le doute qu'ils ont conçu de leur paternité, ces jeunes filles déguisées en jeunes hommes. Mais ces vieux éléments sortaient rajeunis des mains de Cherbuliez. Jamais aventure aussi extraordinaire ne nous avait été aussi spirituellement contée. L'auteur, tout en y croyant, ne se départait pas de son humour. Engagé avec ses personnages dans les conjonctures les plus terrifiantes, il gardait, comme eux, toute l'acuité de son intelligence et toute la lucidité de son ironie. Il trouvait le moyen d'être à la fois le romancier le plus romanesque et un homme d'esprit; et l'un

ne faisait aucun tort à l'autre. C'était là sa première originalité.

Je ne vois pas en effet d'autre exemple d'une si heureuse alliance de l'esprit, de l'intelligence, de l'érudition et du romanesque. On a pu reprocher aux personnages de Cherbuliez d'être trop spirituels. Ils ressemblent à ceux de Marivaux qui parlent tous comme Marivaux lui-même. Leur langage est rempli d'allusions historiques, de souvenirs ou de réminiscences littéraires. Par ce côté, ses romans seraient des romans d'humaniste avant ceux d'Anatole France, dont je soupçonne que le Sylvestre Bonnard a dû « bouquiner » un peu dans la librairie des Cherbuliez. La vraisemblance en est quelquefois affaiblie quand, par exemple, un Jean Têterol, qui est un illettré, s'exprime presque aussi joliment que son fils qui est un écrivain de talent ou que M. de Saligneux qui est rompu aux délicatesses de la langue française depuis trois ou quatre cents ans. Mais c'est un défaut aimable et qu'un public lettré comme celui de la *Revue* pardonnait si volontiers qu'il l'eût encouragé pour le plaisir d'avoir encore plus à le pardonner. Et puis, si les personnages de Cherbuliez étaient spirituels, il l'était, lui, bien davantage. On sentait en lui tant de connaissances allègrement portées, tant d'expérience réfléchie! Les qualités de cet homme, qui savait et qui avait vu tant de choses, nous rendaient plus croyables les aventures qu'il nous contait. Il pouvait si facilement tirer de l'histoire ou de la vie réelle la preuve qu'elles n'avaient rien d'extraordinaire! Comme Montaigne et comme Balzac, il avait toujours le passé à portée de sa main pour y puiser un exemple. Il relevait un détail, qui eût été presque insignifiant, d'une anecdote rapide qui le situait dans la comédie humaine. Le fiancé de M^lle^ de Saint-Maur, taquiné et plaisanté par sa redoutable belle-sœur, perd patience et se sauve. Sa fugue rappelle à Cherbuliez celle de lord Byron, un jour qu'il se promenait en bateau, sur le lac Léman, avec M^me^ de Staël. La dame le harcelait de ses épigrammes et de ses morales. Lorsqu'il en eut assez, « Madame, lui cria-t-il, avez-vous jamais vu un homme nager? » Et piquant une tête, il regagna la rive à grandes brassées

Si le roman de Cherbuliez, par les aventures, appartenait au genre le plus romanesque et par l'esprit au genre le plus humoristique, le *Comte Kostia* avait révélé en ce nouveau romancier un psychologue très fin, aussi pénétrant, mais moins

précieux que Marivaux. Lorsque M. Gilbert Savile, le jeune savant français, collaborateur du terrible Kostia, s'aperçoit que le fils du comte, qu'il va consoler et instruire la nuit dans sa solitude au risque de se rompre le cou, est une fille, il pourrait s'écrier comme la Silvia des *Jeux de l'Amour et du Hasard* : « Ah ! je vois clair dans mon cœur ! » Silvia avait grand besoin que Bourguignon fût Dorante. De même Gilbert Savile a grand besoin que cet adolescent soit une demoiselle. Les détours et les surprises du cœur, ses ruses, les défaillances qu'il dissimule, les sophismes dont il s'abuse, la franchise dont il est quelquefois capable envers lui-même, ses revirements secrets, ses opiniâtretés voilées, ont eu en Cherbuliez un observateur attentif, un analyste à la fois amusé et attendri.

Mais il n'est pas là tout entier. Son œuvre renferme des scènes de passion tragique qui comptent, à mon avis, parmi les plus fortes du roman moderne. Lorsque Ladislas Bolski a trahi sa Pologne pour les beaux yeux d'une femme russe et qu'après avoir signé son déshonneur, il arrive chez elle pâle, défait, accablé de remords, la suppliant de lui faire oublier à force d'amour le crime qu'il a commis, elle regarde cet homme qu'elle aimait hier et qu'elle eût encore aimé s'il avait porté haut sa trahison ou si la violence de sa passion lui en avait enlevé la conscience. Elle le regarde. Elle voit ces lâches regrets, cette âme en haillons, cette pusillanimité devant soi-même ; et elle se détourne avec un indicible dégoût. C'est bon ; c'est bon : il sera payé. Elle lui enverra sa femme de chambre qu'il prendra pour elle dans l'ombre de la nuit : ô prestige de l'imagination et vanité de l'amour ! Connaissez-vous beaucoup de scènes d'une psychologie plus profonde et plus pathétique ?

Mais la plus grande originalité de Cherbuliez est peut-être d'avoir introduit dans la littérature romanesque des personnages nouveaux. Il a été un des premiers, — sans Balzac, je dirais le premier, — à étudier la société cosmopolite que les relations facilitées entre les peuples avaient ébauchée au XVIII^e^ siècle, et dont la Révolution et l'Empire ont hâté la croissance. Jusque-là, elle n'existait, à l'état embryonnaire, que dans les colonies, dans le monde diplomatique et chez les aventuriers. Voyez plutôt les *Mémoires* de Casanova. Depuis

elle s'est étendue et s'est fixée de préférence dans certaines villes, Paris, Rome, Genève. M. Paul Bourget, si friand de modernité, n'a pas manqué de jeter son filet dans ces eaux si mêlées où les âmes prennent souvent des colorations singulières; et il en a fait une brillante étude : *Cosmopolis*. Mais Cherbuliez, avant lui, nous en avait donné la sensation. Et pensez à l'avantage que devait en retirer une revue qui s'intitule *Revue des Deux Mondes*. Revenons encore une fois au *Comte Kostia*. Toute la barbarie distinguée du Slave y éclatait. Il y avait près du comte un vieux pope habitué aux caprices du maître, traité en domestique et qui semblait dépourvu de la plus élémentaire dignité. Cependant nous apprenions que ce pope s'était laissé torturer plutôt que de révéler le secret d'une confession et que son corps gardait les stigmates du supplice : quelle fortune pour ce personnage épisodique, si nous l'avions rencontré dans un roman de Dostoievski ! Mais on ignorait alors Dostoievski. *Le Comte Kostia* a précédé d'une vingtaine d'années l'invasion des romans russes.

Premier portrait d'une galerie qui contient des chefs-d'œuvre comme Meta Holdenis et Samuel Brohl. Cette Meta Holdenis, fille de ce bon M. Holdenis quincaillier à Genève, mais qui est venu d'Elberfeld avec sa grosse femme et ses sept enfants qu'il aime à présenter comme un buffet d'orgue, cette Meta Holdenis n'était pas belle ; elle était pire, et si bonne musicienne (il fallait l'entendre jouer du Schumann !), si femme d'intérieur, si experte, si exacte, si adroite, si prévenante, si prompte à se dévouer. Une ensorcelante créature, et qui vous désorganise une famille en un tournemain. Buloz en fut presque amoureux. Mieux aurait valu qu'il le fût de George Sand : c'était moins dangereux. Meta Holdenis nous fait penser à ces bêtes fourrées de blanc et immaculées qui doucement, oh ! très doucement et très consciencieusement, saignent leur proie jusqu'à la mort. Elle court après le mari et la fortune et les atteindrait, car elle est une joueuse hardie et décidée, si elle ne partageait le défaut assez répandu chez ses compatriotes de ne pas savoir s'arrêter à temps et d'en vouloir trop et de le vouloir trop vite.

Je ne sais si je ne préfère pas encore Samuel Brohl, le fils d'un petit cabaretier galicien acheté à son père par une grande dame russe qui lui a fait donner de l'éducation. Il s'est

sauvé de chez sa bienfaitrice et s'est dirigé vers Paris en compagnie d'un comte polonais, Abel Larinski. Celui-ci meurt pendant le voyage; Samuel s'empare de ses papiers, se présente sous son nom, et, avec la facilité qu'ont déjà les aventuriers de se pousser dans la société française, il fait la conquête de la fille d'un membre de l'Institut très riche. Au moment où le mariage va se conclure, la grande dame russe reparaît, reconnaît son lâcheur et le dénonce. Un camarade d'enfance de la jeune fille, fort amoureux d'elle, M. Langis, se charge de reprendre à Samuel Brohl les souvenirs et les lettres de sa fiancée. Samuel croit d'abord que M. Langis vient le provoquer en duel. « Vous vous abusez, lui dit son visiteur : je pouvais me battre avec le comte Larinski, je ne me bats pas avec Samuel Brohl. Il ne s'agit que d'une affaire commerciale. — Je vous préviens, répond Samuel, qu'on me reproche d'être un peu âpre au gain. » Et le marchandage commence. Un médaillon d'or? Cinq mille francs. Le portrait qui est dedans? Cinq mille. Un capuchon qui garde un cher parfum? Cinq mille. Deux lettres dont le style est tendre? Dix mille. M. Langis aligne vingt-cinq billets de mille francs. Samuel les prend : « Si vous aimez les étonnements, monsieur, veuillez rester encore une minute dans cette caverne. » Il roule les vingt-cinq billets, les approche d'une bougie, y met le feu et les jette dans la cheminée. « Et maintenant, monsieur, me ferez-vous l'honneur de vous battre avec moi? — Après un si beau trait, je ne puis rien vous refuser », dit M. Langis.

Samuel Brohl ne saurait espérer de son geste magnifique que l'honneur de donner ou de recevoir une balle de pistolet ou un coup d'épée. Alors pourquoi le fait-il? Parce qu'on n'est pas impunément comédien : un moment vient presque toujours où le rôle que l'on joue, si on le joue bien, vous entraîne et vous emporte, au mépris de vos intérêts. A force de représenter le comte Abel Larinski, Samuel Brohl l'a été une fois, réellement et sincèrement. Le duel a lieu. M. Langis y est blessé. Mais, sur le point de partir pour l'Amérique, Samuel regrette amèrement les vingt-cinq mille francs. « Imbécile, dit-il au fantôme de Larinski qui le poursuit, imbécile, c'est toi qui m'as fait faire cette extravagance. Tu as allumé toi-même cette bougie; tu m'as mis les billets dans la main... Maudit soit le jour où je me suis affublé de ton nom! Je me suis fait Polo-

nais : la Pologne a-t-elle jamais eu le moindre esprit de conduite? » Je vous demande pardon de vous avoir rappelé, un peu longuement peut-être, ce passage d'une œuvre fameuse de Cherbuliez ; il est très caractéristique de son talent : observation fine, vérité morale traduite avec un rare mélange de sens dramatique et de fantaisie.

Cette connaissance des hommes et des variétés humaines, il l'avait acquise à Genève, dans ses voyages et dans ses lectures. Son instruction s'était faite moitié en Allemagne, moitié en France. Il avait visité l'Orient et la Grèce. Son premier livre, *le Cheval de Phidias*, avait retenu l'attention des artistes et des érudits. Son second livre, *le Prince Vitale*, n'était qu'une série de dissertations ingénieuses et ingénieusement présentées sur l'époque, la poésie et les malheurs du Tasse. Il préludait ainsi à son œuvre de romancier qui, d'ailleurs, ne le détourna jamais des recherches historiques, des discussions esthétiques ou littéraires.

Nous n'avions pas eu de romancier dont l'information fût aussi diverse, aussi étendue et aussi sûre. Quelle bonne fortune pour une *Revue*! Ce n'était pas seulement le plus attachant romancier que Buloz avait installé dans sa maison, c'était encore un des essayistes les plus avertis de l'Europe. Pendant que Cherbuliez, sous le nom de ses pères, imaginait pour notre divertissement les complications sentimentales et les circonstances les plus surprenantes ou les plus dramatiques, Cherbuliez, sous le nom de Valbert, étudiait, pour notre profit, les manifestations intellectuelles et sociales des nations étrangères. Il reprenait et continuait avec éclat la tradition qui a fait des Suisses, élevés sur les frontières de deux civilisations, les introducteurs chez nous des œuvres les plus représentatives de l'Europe du nord. Au commencement du XVIII^e^ siècle, Béat de Muralt, avant Voltaire, en opposant le caractère anglo-saxon au caractère français, nous découvre l'Angleterre. Au milieu du siècle, le Genevois Mallet nous initie, dans son *Introduction à l'Histoire du Danemark*, à l'histoire et à la mythologie scandinaves. Au début du XIX^e^ siècle, ce fut M^me^ de Staël qui nous révéla la littérature allemande. Victor Cherbuliez tient une grande place parmi ces agents de liaison entre le monde latin et le monde anglo-saxon ou le monde germanique.

Son rôle, comme tel, fut considérable dans la *Revue*. N'eut-

il pas écrit un seul roman, nous devrions encore le considérer comme un de ses collaborateurs les plus précieux et les plus difficilement remplaçables. Pendant trente ans, il ne s'est rien produit d'intéressant dans la politique et dans les lettres européennes et même dans l'art qu'il ne nous en ait entretenus. On se le représente dans une librairie où se rencontrent les chefs-d'œuvre, les œuvres curieuses, les revues et les journaux de tous les pays. Avec plus de raison que La Fontaine il aurait pu dire : *J'en lis qui sont du nord et qui sont du midi*, et ajouter : « Je les lis dans leur langue. » Tout le sollicite ; il confronte continuellement ce que lui dit l'imprimé et ce que lui a fourni son expérience d'homme et de voyageur. Pourquoi a-t-on laissé mourir les livres où il avait réuni quelques-uns de ses meilleurs « Valbert » sous ces titres *l'Art et la Nature, Hommes et choses d'Allemagne, Profils étrangers* ? Ces livres auraient suffi à fonder une gloire littéraire. Heureux ceux qui peuvent recourir aisément à la collection de la *Revue* ! Les causeries de Cherbuliez semblent écrites de la veille. Ses portraits de Bismarck et de lord Beaconsfield n'ont point pâli. Le lendemain de la déclaration de guerre, on a répété sur les historiens allemands ce qu'il en avait dit vingt ans auparavant. Quels sujets n'a-t-il pas abordés : voyages, scènes de mœurs, philosophie, religion, la correspondance de Hegel, les romans caucasiens du baron de Suttner, le roi Louis de Bavière, les Mémoires de Garibaldi, les Missions françaises. Il était convaincu que « le roman aidait à faire de la bonne critique, mais que, de son côté, la critique donnait à l'imagination le temps de se rafraîchir et de couver ses œufs. » Je crois qu'il avait parfaitement raison. Le romancier qui est en lui anime les personnages qu'il étudie et les raconte avec autant de vie que s'il les avait inventés. Cherbuliez ou Valbert, c'est le même charme, le même écrivain souvent exquis, toujours spirituel et toujours profondément sympathique.

Il était bienveillant pour les êtres qu'il créait comme pour ceux dont il analysait les œuvres. Mais jamais dupe. Un de ses héros dit à propos d'un musicien : « En l'écoutant, il nous semble que la vie est une histoire qui finit bien. » Nous pourrions presque en dire autant lorsque nous le lisons. Cependant il n'était point optimiste. Quand on a voyagé, quand on a remué comme lui le fond des passions, on définira volontiers

l'optimisme « l'art de se persuader qu'on a le droit d'être content de soi et de l'univers ». Ce droit, il était bien trop modeste et bien trop difficile pour se le reconnaître. Il inclinait parfois au pessimisme, mais sans dureté : « La vie, disait-il, est si triste que de tous nos sentiments la pitié est peut-être celui qui nous trompe le moins. » Et il semblait dans ses livres se donner à tâche de nous faire oublier ces tristesses et de nous montrer qu'il tient parfois à peu de chose que la pièce finisse bien.

Dans toutes les questions, il s'efforçait d'être impartial ; et, même lorsqu'il écrivait un roman comme *Noirs et Rouges*, il y parvenait. Son esprit était éloigné de toute mesquinerie. En art, à ceux qui cherchaient la nouveauté il recommandait la sincérité : « Ce qui est sincère, disait-il, est toujours neuf : quiconque exprime ce qu'il a senti met sur le papier sa vie qui n'est qu'à lui. » Sa grande horreur était l'idéologie. Les idéologues et les sectaires lui produisaient un effet de rois nègres. Il se demandait si un roi africain qui se flatte de faire la pluie et le beau temps est beaucoup plus déraisonnable que l'énergumène qui, dans l'intérêt de la République, change le nom des rues, ou que le tribun, l'inventeur de panacées révolutionnaires qui se promet, en vingt-quatre heures, de réformer tous les abus et de mettre à leur aise tous les misérables. Le dernier article qu'il a publié, — le 1er juillet 1899, — *les Principes coloniaux d'un naturaliste américain*, nous rappelait que si nos principes, en matière coloniale, étaient plus humains que ceux des Anglo-saxons, nous devions cependant garder quelque défiance quand on en venait à l'application, et qu'il était préférable, en arrivant dans une colonie, de construire un chemin de fer, plutôt que d'afficher les Droits de l'Homme. Ce romancier romanesque était au fond un réaliste, et la noblesse de son inspiration s'accommodait à merveille de son sens pratique. Je ne pense pas que la *Revue* ait jamais eu de collaborateur qui fût plus dans sa ligne et qui répondît mieux à son goût et à son esprit.

André Bellessort.

L'OFFENSIVE DE 1916

II [1]

LES OPÉRATIONS

Le 11-24 mai, je reçus un télégramme du chef d'état-major du commandant en chef suprême. J'étais avisé que les troupes italiennes avaient subi une sérieuse défaite et que le commandement italien, n'espérant pas arrêter l'ennemi sur son front, réclamait notre passage à l'offensive, afin de détourner une partie des forces du front italien vers le nôtre. Il me demandait donc, par ordre de l'Empereur, si je pouvais passer à l'offensive, et à quelle date. Je lui répondis sans retard que les armées du front qui m'était confié, étaient prêtes, et que, comme je l'avais dit antérieurement, elles pouvaient passer à l'offensive une semaine après en avoir reçu l'ordre. En conséquence, je donnais l'ordre à toutes les armées de passer à l'offensive le 19 mai-2 juin, mais à une condition, sur laquelle j'insistais particulièrement : c'était que le front ouest se portât en avant en même temps pour fixer les troupes ennemies placées en face de lui.

Suivit une conversation par fil direct où Alexéiew me pria de commencer l'attaque non le 19 mai-2 juin, mais le 22 mai-5 juin, parce qu'Evert ne pouvait commencer son offensive que le 1er-14 juin. Je répondis que je trouvais ce décalage un peu grand, mais qu'on pouvait en prendre son parti, pourvu qu'il n'y eût pas d'autres retards. Alexéiew m'en donna l'assurance.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai. — On trouvera les cartes indiquant le théâtre des opérations et la position des armées aux pages 914 et 918.

J'envoyai donc aussitôt des télégrammes ordonnant aux commandants d'armée de commencer l'attaque le 22 mai-5 juin à l'aube, et non le 19 mai-2 juin.

Le 21 mai-4 juin au soir, le général Alexéiew m'appela de nouveau au fil direct. Il m'exposa qu'il doutait quelque peu du succès de mes opérations actives en raison du mode d'action inusité auquel j'avais recours, c'est-à-dire l'attaque de l'adversaire en de nombreux points simultanément au lieu d'un choc unique avec toutes les forces réunies et toute l'artillerie que j'avais répartie entre les armées; ne vaudrait-il pas mieux retarder mon attaque de quelques jours en vue d'organiser un seul secteur de choc, suivant la méthode que la pratique antérieure de cette guerre avait fait adopter? Le Tsar lui-même désirait ce changement et c'est en son nom qu'il me le proposait... Je répondis par un refus formel. Je regardais comme impossible de reculer de nouveau le jour et l'heure de l'offensive, toutes les troupes ayant pris leurs positions de départ pour l'attaque. Avant que de nouveaux ordres fussent arrivés au front, la préparation d'artillerie serait commencée. Les troupes, à la suite de ces changements perpétuels, perdraient confiance dans leurs chefs. Pour toutes ces raisons, je demandais instamment à être remplacé... Alexéiew m'objecta que le commandant en chef suprême était couché, qu'il n'était pas convenable de le réveiller, et qu'il me priait de réfléchir. J'étais de si mauvaise humeur que je repartis brusquement : « Je n'ai pas à m'occuper du sommeil du commandant en chef suprême. J'ai besoin d'être fixé : il me faut une réponse immédiate. — Eh bien! donc, que Dieu soit avec vous! Faites à votre guise. Moi, je rendrai compte demain de notre conversation à l'Empereur. » Notre conversation s'acheva sur ces mots.

Ai-je besoin de dire à quel point ces échanges de vues par lettres, télégraphe et téléphone m'énervaient? Je savais très bien que, si je me ralliais à l'idée d'un choc unique, nous irions à un échec certain, parce que l'adversaire le devinerait infailliblement et concentrerait de puissantes réserves pour sa contre-attaque. Mais c'était le système de la Stavka, Alexéiew en tête, de faire un pas en avant, et puis tout de suite un pas en arrière!

Pour que l'exposé des actions militaires des armées du front sud-ouest en 1916 qui va suivre, soit plus compréhen-

sible, il me faut maintenant expliquer au lecteur les buts que je poursuivais, et comment j'entendais la réalisation de mon plan d'opérations.

Aussitôt après le conseil de guerre du 1er-14 avril tenu à la Stavka, quand on m'eut permis, comme par grâce, d'attaquer l'ennemi en même temps que mes camarades de combat placés plus au nord, et que j'eus été prévenu qu'on ne me donnerait ni en troupes, ni en artillerie rien de plus que ce que j'en avais, voici ce que je décidai : fixer si fortement les troupes ennemies placées en face de moi que non seulement on ne pût rien transporter de mon front sur les autres fronts, mais qu'au contraire on fût obligé d'en envoyer sur le mien. Je ne visais alors qu'à aider de mon mieux Evert sur qui on fondait les plus grandes espérances, si bien qu'on lui avait attribué tous les moyens dont disposait la Stavka. A cet effet, j'avais donné pour objectif à la VIIIe armée de porter le principal coup sur la direction Loutsk-Kovel, la plus voisine du front ouest. En outre, j'attachais une grande importance au succès de la IXe armée, voisine de la Roumanie qui hésitait à se ranger de notre côté. Quant aux VIIe et XIe armées, je leur accordais une importance secondaire. J'avais réparti mes réserves et mes moyens techniques en conséquence. A ce moment, je ne regardais pas plus loin, car l'avenir m'était inconnu.

Le 11-24 mai, quand je reçus le premier télégramme d'Alexéiew relatif à la nécessité de venir en aide sans retard à l'Italie, et me demandant si je pouvais passer tout de suite à l'offensive, la décision du conseil de guerre du 1er-14 avril restait en vigueur. Le seul changement était que le front sud-ouest prendrait l'offensive avant les autres, et attirerait ainsi sur lui les forces de l'adversaire.

A l'aube du 22 mai-5 juin, un violent feu d'artillerie commença dans les secteurs désignés sur tout le front sud-ouest.

Cette attaque fut partout couronnée d'un plein succès. Dans la plupart des cas, les brèches furent faites en nombre suffisant et à fond dans les fils de fer et les tranchées de première ligne furent complètement démolies.

On n'attend pas de moi que je décrive en détail les opérations exécutées par les troupes des armées qui m'étaient confiées.

Je dirai seulement que le 24 mai-7 juin à midi nous avions déjà fait prisonniers 900 officiers, plus de 40 000 hommes et pris 77 canons, 134 mitrailleuses, et 49 lance-bombes. Le 27 mai-10 juin, nous avions pris 1 240 officiers, plus de 71 000 hommes, 94 canons, 167 mitrailleuses, 53 lance-bombes ou lance-mines, une énorme quantité d'autre butin militaire.

Sur ces entrefaites, j'eus de nouveau une conversation assez désagréable avec Alexéiew. Il m'appela à l'appareil télégraphique (1) et m'informa que, par suite du mauvais temps, Evert ne pourrait pas attaquer le 1er-14 juin : il reculait son offensive jusqu'au 5-18 juin. Grande fut ma déception. Pouvait-on, du moins, être assuré que, le 5-18 juin, Evert passerait réellement à l'offensive ? Alexéiew me le certifia. Mais le jour venu, il m'appela de nouveau à l'appareil pour me communiquer que, des forces ennemies considérables se concentraient en face du secteur de choc d'Evert ainsi qu'une très nombreuse artillerie lourde; que, par suite, Evert estimait que l'attaque ne pouvait avoir lieu à l'endroit préparé par lui. Il avait demandé au Tsar et obtenu l'autorisation de transporter son point d'attaque à Baranovitchi où il escomptait un succès. Je répliquai que ce que j'avais appréhendé arrivait : c'est-à-dire que j'étais abandonné sans aucun concours de mes voisins, que, dans ces conditions, mes succès se limiteraient à une victoire tactique, à une certaine progression en avant, et n'auraient aucune influence sur l'ensemble de la guerre. Infailliblement, l'ennemi allait tirer des troupes de partout et les lancer contre moi. Je serais forcé de m'arrêter, tandis que des attaques prononcées par Evert et Kouropatkine, même si elles ne devaient pas être couronnées de succès, serviraient à immobiliser les troupes ennemies pendant un temps plus ou moins prolongé. Quant à l'organisation d'un nouveau groupe de choc contre Baranovitchi, elle ne pouvait conduire à rien, parce qu'une préparation d'au moins six semaines était nécessaire pour attaquer avec succès une zone fortifiée, et que, d'ici là, j'aurais subi des pertes inutiles et serais peut-être battu. Je priais donc que l'ordre d'attaquer fût donné immédiatement à Evert, et dans le secteur préparé depuis longtemps.

(1) On utilisait beaucoup sur le front russe, pour les communications directes et confidentielles entre les grands états-majors, le télégraphe imprimant rapide Hughes. (Note du traducteur.)

Alexéiew me répondit que cela n'était plus possible : ordre avait été donné à Evert d'attaquer l'ennemi à Baranovitchi dans un délai de vingt jours. « En compensation, ajoutait Alexéiew, nous vous envoyons un renfort de deux corps d'armée. » Je mis fin à notre conversation en déclarant qu'une attaque ainsi différée ne me serait d'aucun secours et que, si j'avais su d'avance qu'il en serait ainsi, j'aurais formellement refusé d'attaquer tout seul. Quant aux deux corps d'armée de renfort, étant donné l'état de nos chemins de fer, ils arriveraient trop tard, et d'ailleurs en aucun cas ils ne pouvaient remplacer l'offensive d'Evert et de Kouropatkine. Pendant ce temps, en raison de son réseau ferré et de ses millions d'hommes déplaçables sur des lignes intérieures, l'adversaire pourrait amener contre moi non pas deux, mais dix corps d'armée.

Je savais, à n'en pas douter, que le Tsar n'était pour rien dans tout cela, parce qu'au point de vue militaire on pouvait le regarder comme un enfant. Quant à Alexéiew, il comprenait parfaitement combien la manière d'agir d'Evert et de Kouropatkine était criminelle ; mais ayant été leur subordonné au moment de la guerre avec le Japon, il s'efforçait de masquer leur inaction et, le cœur gros, se rangeait à leurs propositions.

Par la suite, le général Ragoza, commandant la IVe armée, me dit qu'il avait eu mission d'attaquer la position de Molodetchno, et que la préparation était excellente. Il était fermement persuadé qu'avec les moyens à sa disposition il aurait remporté la victoire ; lui et ses troupes étaient hors d'eux-mêmes à la pensée de voir retarder sans raison une attaque si longuement préparée. Il alla s'expliquer avec Evert à ce sujet. Celui-ci lui dit que telle était la volonté du Tsar. Là-dessus le général Ragoza déclara qu'il ne voulait pas porter la responsabilité de cette décision malheureuse, prise pour une cause ignorée de lui. Il demanda l'autorisation de présenter un rapport où il exposerait qu'il n'y avait aucun motif pour renoncer à cette attaque, et que la nouvelle attaque près de Baranovitchi n'avait aucune chance de succès par suite du manque de préparation. Evert commença par accéder à cette demande et installa Ragoza dans son cabinet. Mais quand Ragoza eut rédigé son rapport et l'eut remis à Evert, ce dernier lui déclara qu'il ne communiquerait ce rapport à personne. Force lui fut

alors de reconnaître que l'initiative du refus d'attaquer dans le secteur choisi à Molodetchno venait de lui personnellement, et que c'était lui qui avait demandé à la Stavka l'autorisation de porter l'offensive sur un autre point.

Tout cela m'étonna extrêmement, et je n'arrivais pas à m'expliquer ce procédé inouï d'Evert. Ragoza soupçonnait que la cause en était aux énormes succès remportés d'emblée par mes armées. Craignant de subir personnellement un échec, Evert avait préféré s'abstenir de toute action. Par la suite, des bruits parvinrent jusqu'à moi qu'Evert aurait dit un jour : « Pourquoi travaillerais-je pour la gloire de Broussilow ? » Quoi qu'il en soit, il porta un tort définitif à l'armée russe.

De tout cela le plus clair résultat, c'est que je restais seul.

En fait, l'attaque sur Baranovitchi n'eut lieu que dans la première moitié de juillet, et sur les instances d'Alexéiew (1). Comme il était aisé de le prévoir, les troupes d'Evert subirent des pertes énormes : avec ce complet échec prit fin l'action militaire du front ouest pour coopérer à mon offensive. S'il y avait eu un autre commandant en chef suprême, Evert, à la suite de tels événements, aurait été relevé de ses fonctions et remplacé. Kouropatkine n'aurait en aucun cas reçu un emploi dans l'armée active. Au contraire, tous deux continuèrent à rester les grands chefs favoris de la Stavka.

Pendant toute cette période, je reçus des centaines de télégrammes de félicitations des milieux russes les plus divers. Tous s'en mêlaient : paysans, ouvriers, aristocratie, clergé, classes instruites, jeunesse des écoles, tous voulaient me dire par la bande sans fin du télégraphe que leurs cœurs de Russes battaient à l'unisson de ceux des chers soldats de mes armées victorieuses. C'était pour moi un grand réconfort. Ces jours furent les meilleurs de ma vie : ma joie était celle de la Russie tout entière. Un des premiers, sinon le premier de ces télégrammes, venait du Caucase : il était du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. En lisant ce télégramme, des larmes me montèrent aux yeux. C'était le cri d'allégresse de l'âme russe : « Je vous félicite, je vous prends dans mes bras, je vous bénis. » Lui, notre ancien généralissime, ne trouvait pas de mots pour

(1) D'après les *Souvenirs* du général Ludendorff, le groupe d'armées Hindenburg fut également attaqué sans succès dans la direction de Smorgony et dans la région du lac Narotch (p. 176).

exprimer suffisamment sa joie de notre victoire! Hélas! ce fut seulement quelques jours plus tard qu'on me remit un télégramme de Sa Majesté l'Empereur qui ne contenait que quelques mots secs et froids de remerciement.

Bien que n'étant pas soutenus par les armées du front ouest, nous continuâmes notre marche en avant. Le 10-28 juin, nous avions pris 4 013 officiers et environ 200 000 soldats. Le butin comportait 219 canons, 644 mitrailleuses, 196 lance-bombes, 46 caissons à munitions, 38 projecteurs, environ 150 000 fusils, beaucoup de wagons et une quantité incalculable de matériel de guerre divers. Le 11-24 juin, la IIIe armée, commandée par le général Lech, entra dans la composition du front sud-ouest, et je donnai comme mission :

Aux IIIe et VIIIe armées de battre l'ennemi placé en face d'elles et de s'emparer de la région Gorodok-Manevitchi ;

Aux VIIe et IXe armées, placées toutes deux à la gauche, de continuer l'offensive sur Halicz et Stanislawow ;

Enfin, à la XIe armée du centre, de tenir la position occupée.

Du 11-24 juin au 21 juin-4 juillet, les troupes de Lech et de Kalédine, en exécution de la mission qui leur était assignée, effectuèrent les regroupements nécessaires de leurs forces. A ce moment, la VIIIe armée (Kalédine) eut à repousser de fréquentes contre-attaques de nombreuses troupes allemandes ramenées des autres fronts, et qui s'efforçaient de percer son front ; elle les repoussa sur Loutsk.

Le mouvement en avant de Kalédine sur Wladimir-Wolynsk n'eut pas mon approbation. Il n'avait pas eu lieu d'après mes ordres, mais en raison de l'ardeur des troupes à poursuivre l'adversaire battu. Je lui indiquai à plusieurs reprises, me rendant même deux fois en personne auprès de lui, la nécessité de se tenir sur la défensive à l'ouest et de diriger toute son attention et toutes ses forces vers la prise de Kovel. Mais le caractère de Kalédine était étrange. Malgré le plein succès des opérations, il ne cessait de se lamenter, disant qu'il se trouvait dans une situation critique et s'attendait chaque jour, pour des raisons complètement inconnues, à périr lui et son armée. Aussi son commandement était-il indécis et flottant. Les troupes le voyaient peu et, quand elles le voyaient, elles remarquaient que leur général était sombre et silencieux ; il ne leur disait

rien; c'est pourquoi elles ne l'aimaient pas et n'avaient pas confiance en lui. Ce qu'il aurait pu faire en juin, alors qu'il n'y avait presque pas de troupes à Kovel, il n'était plus en état de l'accomplir au début de juillet. L'ennemi, grâce à l'inaction de mes voisins, avait réussi à transporter des troupes nombreuses, tant de nos fronts nord et ouest, que de France.

Les résultats pour les Alliés étaient d'importance. Les Autrichiens avaient renoncé à leur offensive en Italie et transporté sur mon front tout ce qu'ils pouvaient : ainsi l'Italie n'eut pas à subir d'invasion. En outre, la pression sur Verdun diminua, parce que les Allemands avaient été obligés de retirer plusieurs divisions pour les porter sur mon front. Tels étaient les fruits que portait mon offensive, mais ce n'est pas nous qui en profitions. S'il y avait eu chez nous un véritable généralissime, et si tous les commandants en chef avaient agi selon ses ordres, nos armées auraient réalisé une avance telle que la position stratégique de l'ennemi serait devenue très grave et qu'il lui aurait fallu se replier sans combat sur ses frontières. Le cours de la guerre serait devenu tout autre, et la fin en aurait été considérablement accélérée. Au contraire, j'eus à me battre isolément contre un ennemi qui se renforçait de jour en jour. On m'envoyait petit à petit des renforts des fronts inactifs, mais l'ennemi ne perdait pas son temps. Disposant de meilleurs moyens de transport, le nombre de ses troupes croissait selon une progression plus rapide que chez moi, et son effectif, malgré des pertes énormes en prisonniers, tués et blessés, commençait à dépasser notablement celui de mes armées.

Le 21 juin-4 juillet, les armées des généraux Lech et Kalédine passèrent de nouveau à fond à l'offensive, et le 1er-14 juillet, elles étaient installées sur le Stokhod, ayant même poussé des avant-gardes en de nombreux points sur la rive gauche de la rivière. Les Allemands et les Austro-Hongrois, qui nous arrêtaient dans les directions de Kovel et de Wladimir-Wolynsk, formaient un groupe puissant dans la région de la station de Manevitchi pour tomber dans le flanc droit de Kalédine; cela avait pour nous une grande importance. Par mon choc dans cette direction avec ces deux armées, je devançais le plan de l'ennemi; non seulement je réduisais à néant la valeur, au point de vue manœuvre, de la position de flanc Kovel-

Manevitchi, mais encore je consolidais définitivement ma situation en Volhynie. A ce moment, les troupes de Sakharow, surtout à son aile droite, souffraient durement : plusieurs violentes attaques des Austro-Allemands se portèrent contre elles. Mais il les repoussa et conserva ses positions. J'appréciai beaucoup ce succès parce que j'avais dirigé toutes mes réserves dans les secteurs de choc, et lui, destiné à rester sur l'offensive, avait relativement peu de monde. La IXe armée, de Letchitzki, s'empara alors de la région de Delatyne. Le 1er-14 juillet, la IIIe armée et la droite de la VIIIe se trouvaient sur le Stokhod; la VIIe avançait à l'ouest de la ligne Ezerjane-Porkhow, et la IXe armée occupait la région de Delatyne; pour le reste de nos armées, il n'y avait à peu près pas de changement.

Du 1er-14 au 15-28 juillet, les IIIe et VIIIe armées procédèrent à un nouveau regroupement pour se préparer à continuer à pousser leur offensive dans la direction de Wladimir-Wolynsk. A ce moment, arriva également la garde composée de deux corps d'armée de toutes armes de la garde et d'un corps de cavalerie de la garde. Je joignis deux corps « de l'armée » (1) à ce détachement et les fis entrer en ligne entre la IIIe et la VIIIe armée dans la direction de Kovel. Ce groupe reçut le nom d' « armée spéciale ».

Pendant cette période, Sakharow, avec sa XIe armée, porta trois coups vigoureux, bien que courts, à l'adversaire. Le résultat de ces combats fut de porter sa droite et son centre en avant vers l'ouest, occupant la ligne Kochev-Zveniatch-Merva-Lichiniouw : il avait pris 34 000 Austro-Allemands, 45 canons et 71 mitrailleuses. Toutefois, je n'attachais d'importance aux actions de la XIe armée que dans la mesure où elles faisaient craindre à l'ennemi un passage à l'offensive et l'empêchaient de retirer des troupes du front de cette armée. Cette armée était si faible par elle-même qu'elle ne pouvait rien entreprendre de sérieux.

Les troupes des VIIe et IXe armées effectuèrent également à ce moment un regroupement en vue d'un choc vigoureux le long du Dniestr dans la direction de Halicz. Le 10-23 juillet, elles devaient passer de nouveau à l'offensive, mais, par suite

(1) Par opposition à la garde.

de fortes pluies qui tombèrent plusieurs jours à torrents sans arrêter, elles furent contraintes d'ajourner cette offensive jusqu'au 15-28. Ce délai était extrêmement désavantageux pour nous pour beaucoup de raisons, principalement parce que l'ennemi pouvait percer à jour nos projets et amener ses réserves dans le secteur menacé, si bien que nous perdions l'effet de surprise.

Le 15-28 juillet, toutes mes armées reprirent l'offensive.

La IIIe armée et l'armée spéciale rencontrèrent sur la direction de Kovel une résistance extrêmement acharnée des Allemands qui avaient réussi à amener de nouveaux renforts très importants, et une masse d'artillerie lourde. Nos troupes battirent l'ennemi dans les régions de Siedletz et de Trystane; elles prirent là plus de 8 000 hommes et 40 canons, et progressèrent quelque peu, mais elles ne purent atteindre Kovel. Le moment de prendre Kovel était définitivement passé. De son côté, la VIIIe armée porta un choc violent à l'ennemi dans la région de Kochew, s'y empara de plus de 9 000 prisonniers avec 46 canons, et avança aussi quelque peu; mais elle ne put atteindre Wladimir-Wolynsk. Ultérieurement, ces trois armées, renforçant leurs nouvelles positions, réussirent à briser plusieurs contre-attaques acharnées des Allemands exécutées avec des forces considérables et une nombreuse artillerie lourde.

Pendant cette période, la XIe armée poussa sa gauche en avant en portant dans la région de Radzivilow un coup orienté vers le sud-ouest. Le 15-28 juillet, on prit de vive force Brody, et, 22 juillet-4 août et 23 juillet-5 août, une sérieuse défaite fut infligée à l'ennemi sur la rivière Graberka et sur le Séreth; il y perdit plus de 8 000 prisonniers. Enfin, la gauche de la XIe armée, en liaison avec la droite de la VIIe, repoussa, vers l'ouest, avec des pertes énormes une attaque à fond de l'ennemi, et, le 31 juillet-13 août, fut occupée la ligne fixée : Lichiniouw-Douby-Zvijène-ouest de Zborow.

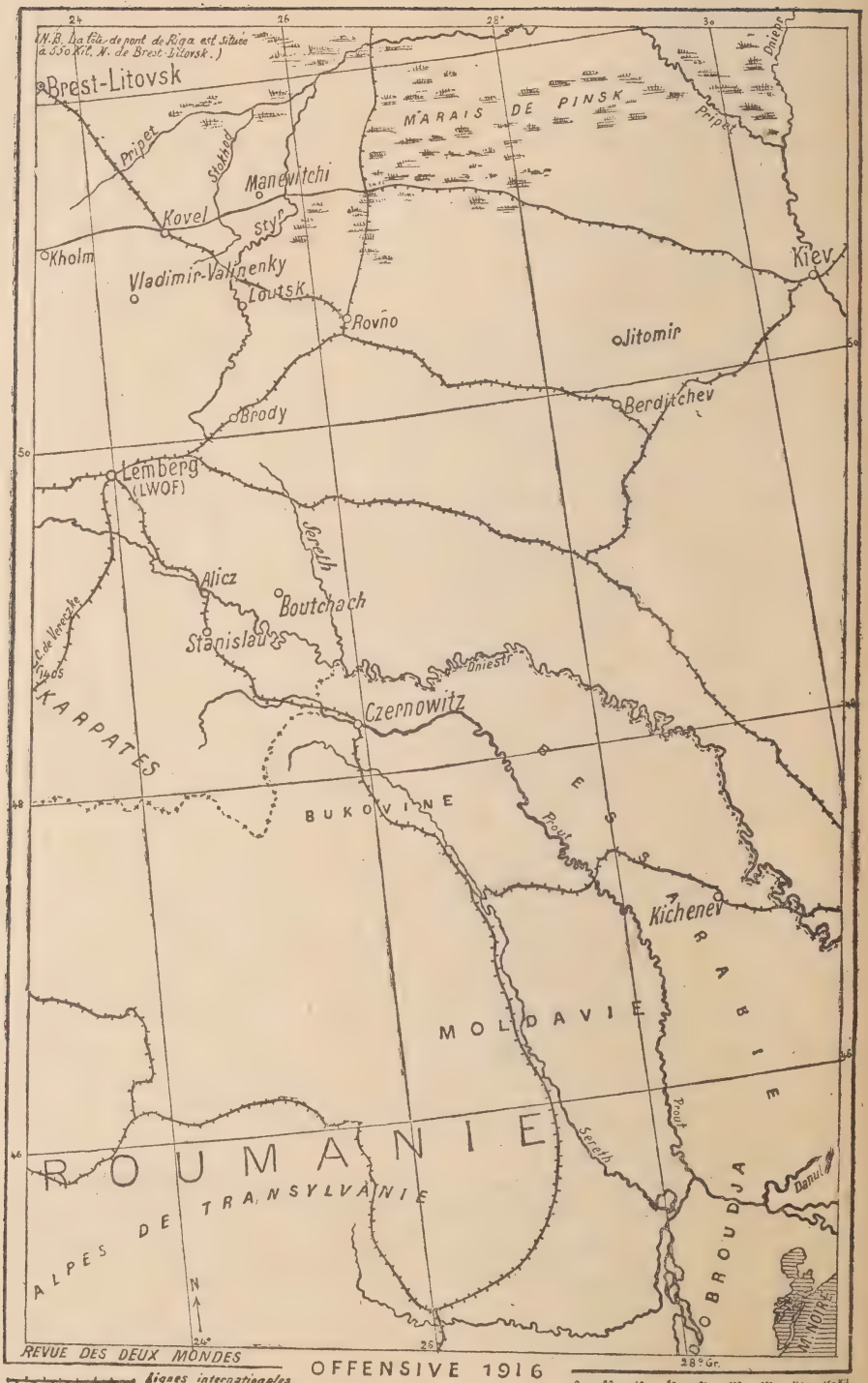
La gauche de la VIIe armée, en même temps que la droite de la IXe, attaquèrent l'ennemi sur la rivière Korobtsa dans la direction de Monastyrjisko. Mais il se trouva que les Austro-Allemands, ayant réussi à amener sur ce point des réserves considérables, y opposèrent une résistance acharnée. L'attaque fut renouvelée le 27 juillet-9 août et cette fois avec succès. Un

coup violent fut porté à l'ennemi, à la suite duquel il se mit à reculer rapidement. Le secteur de combat ennemi, en face du centre de la VII[e] armée, que l'empereur Guillaume en le visitant avait jugé inabordable, fut abandonné presque sans combat parce que nos troupes le débordèrent par le nord-ouest et le sud-ouest. De son côté, la IX[e] armée avait réussi, le 15-28 juillet, par une bataille acharnée, à rompre l'ennemi dans la direction de Stanislavow; elle avança de quinze verstes faisant environ 8000 prisonniers et prenant 33 canons. L'ennemi se retira sur une position préparée d'avance. Le 25 juillet-8 août, Letchitzki l'attaqua également et lui infligea une cruelle défaite. Pendant la préparation de cette attaque, notre artillerie avait tiré très heureusement à obus chimiques sur une batterie de l'adversaire qui cessa le feu et dont les pièces furent abandonnées. Ce jour-là, on fit plus de 8000 prisonniers dont 3500 Allemands, et on prit beaucoup de canons et de mitrailleuses. En poursuivant l'ennemi, les troupes de la IX[e] armée s'emparèrent de la région de Tysmenitsy-Stanislavow et de la Nadvorna.

Dans l'ensemble du 22 mai-4 juin au 30 juillet-12 août, les armées sous mes ordres prirent : 8235 officiers et 370153 soldats; 496 canons, 144 mitrailleuses, 367 lance-bombes ou lance-mines; environ 400 caissons, 100 projecteurs et une énorme quantité de fusils, de cartouches, d'obus et de butin de guerre divers.

C'est à ce moment que prit fin l'opération des armées du front sud-ouest en vue de l'enlèvement de positions portées, pendant l'hiver, par nos ennemis, à un degré de puissance extraordinaire et regardées par eux comme absolument imprenables. Dans la partie nord de mon front, une portion importante de notre territoire avait été reprise par nous; au centre et à l'aile gauche, on avait conquis à nouveau une partie de la Galicie orientale et toute la Bukovine. Le résultat immédiat de ces actions heureuses fut l'abandon de la neutralité par la Roumanie qui se joignit à nous.

Cette série d'opérations, si désastreuses pour nos ennemis, fut pour eux une grosse désillusion. Ils avaient été fermement convaincus que leur front oriental, soigneusement fortifié pendant dix mois et plus, était complètement impossible à rompre : comme preuve de sa solidité, il y avait même eu une exposition à Vienne où l'on montrait des plans des ouvrages les plus


(N.B. La tête de pont de Riga est située à 350 Kil. N. de Brest-Litovsk.)
Brest-Litovsk
Pripet
Stokhod
Manevitchi
Kovel
Styr
Kholm
Vladimir-Volynenky
Loutsk
Rovno
MARAIS DE PINSK
Pripet
Dniepr
Kiev
Jitomir
Berditchev
Brody
Lemberg (LWOF)
Zereth
Alicz
Boutchach
Stanislau
C. de Verecke
Dniestr
KARPATES
Czernowitz
BUKOVINE
Prouth
Kichenev
BESSARABIE
MOLDAVIE
Prouth
Zereth
ROUMANIE
Danube
ALPES DE TRANSYLVANIE
BROUDJA
DOBROUDJA
N
24° Gr.
28° Gr.
REVUE DES DEUX MONDES
Lignes internationales
OFFENSIVE 1916
0 20 40 60 80 100 120 140 160 Kil.

importants. Ces forteresses inabordables, par endroits renforcées de béton armé, tombèrent sous les coups vigoureux et irrésistibles de nos magnifiques troupes.

Cette opération, fruit d'une préparation exemplaire, prouve que l'opinion, répandue en Russie, qu'après les défaites de 1915 l'armée russe était ruinée, n'est pas juste. En 1916 elle était encore solide et incontestablement apte à combattre, puisqu'elle battit un ennemi beaucoup plus nombreux et remporta des succès tels que jusque là aucune autre armée n'en avait procuré.

Le 1er-14 août, il devint tout à fait clair pour moi que je ne recevrais aucun secours de mes voisins sous forme d'action militaire. Il n'était pas possible à mon front seul, quelques succès que nous eussions obtenus, de gagner la guerre cette année-là : une progression plus ou moins grande ne serait d'aucune importance. Il m'était impossible de réaliser une progression ayant une valeur stratégique pour les autres fronts. En effet au mois d'août, malgré les pertes énormes subies par l'ennemi, il avait réussi à masser devant mon front une quantité de troupes très supérieure à la mienne. En conséquence, je continuai la lutte mais avec déjà moins d'intensité, m'efforçant de ménager mes hommes le plus possible, et seulement dans la mesure où c'était nécessaire pour fixer devant moi le plus de monde possible, et aider ainsi indirectement nos alliés italiens et français.

POURQUOI KOVEL NE FUT PAS PRIS

Une des causes qui m'empêchèrent de prendre Kovel, en dehors des puissants renforts amenés par les Allemands, fut qu'ils avaient une énorme quantité d'aéroplanes qui volaient par escadrilles de 20 appareils et davantage, et ne permettaient pas aux nôtres d'exécuter des reconnaissances ou de rectifier le tir de l'artillerie lourde, ni à nos ballons captifs de s'élever pour observer. A toutes nos demandes d'augmenter le nombre de nos avions, je recevais invariablement comme réponse qu'on attendait des aéroplanes, qu'un certain nombre se trouvaient déjà à Arkangelsk, que les possibilités de transport des voies ferrées ne permettaient pas leur envoi avant quelque temps. Cependant notre flotte aérienne était si faible qu'elle ne pouvait pour ainsi dire pas sortir ; j'ignorais donc les positions exactes de

l'artillerie ennemie et il était impossible de régler le tir de notre artillerie lourde en terrain plat et couvert de forêts épaisses. Aussi notre artillerie, dont le tir était précis, ne pouvait-elle montrer ses qualités, préparer convenablement l'attaque de l'infanterie, et éteindre le feu de l'artillerie ennemie qui était du reste supérieure en nombre.

Autre circonstance défavorable. Le détachement de la garde venu en renfort de ma droite, magnifique pour la qualité des officiers et des soldats, subit sans profit des pertes importantes, parce que le commandement supérieur n'était pas à la hauteur de sa tâche. Une partie de ses généraux avait été longtemps en réserve et ne valait pas les généraux de l'armée (1) au point de vue de la technique des opérations de guerre de position. Ce genre de guerre, qui avait dès lors évolué d'une manière très caractéristique, leur était inconnu. Quand des opérations sont en train, il est trop tard pour se mettre au courant, surtout en face d'un ennemi expérimenté. Le commandant de « l'armée spéciale », le général aide de camp Bezobrasow, était un homme honorable, ferme, mais d'esprit borné, et entêté à un degré incroyable. Son chef d'état-major, comte Ignatiew, ne connaissait aucunement le service d'état-major. Le grand-duc de Mecklembourg-Strélitz, commandant l'artillerie, également très brave homme, ne soupçonnait pas l'importance de l'artillerie dans une guerre où son rôle était de premier ordre. Les travaux du génie qui avaient, eux aussi, une telle importance dans la guerre de position, étaient exécutés maladroitement dans ces troupes. Le commandant du I^er^ corps de la garde, grand-duc Paul Alexandrowitch, était le plus noble des hommes, d'une incontestable bravoure personnelle, mais ignorant du métier militaire. Le général Rauch, commandant le II^e^ corps de la garde, était un homme intelligent et instruit, mais il avait un défaut énorme à la guerre : ses nerfs ne supportaient pas les coups de fusil et, dans le danger, il perdait sa présence d'esprit et était hors d'état de prendre des dispositions.

Je savais tout cela et j'en avais écrit à Alexéiew, mais il lui était difficile, et à moi encore plus, de modifier cette fâcheuse situation. D'après mes pouvoirs de commandant en chef, j'avais le droit de changer les commandants d'armée, de corps d'armée

(1) Par opposition à ceux de la garde.

et tout le personnel de commandement de rang moins élevé de l'armée (1), mais la garde et ses chefs étaient hors de ma compétence. Le Tsar avait personnellement choisi ceux-ci, il les nommait ou les révoquait, et il était impossible d'obtenir d'un seul coup le changement d'un grand nombre de chefs de la garde.

A l'époque où j'échangeais une correspondance secrète à ce sujet avec Alexéiew, le président de la Douma d'Empire Rodzianko vint sur mon front et me demanda la permission de le visiter, en particulier l' « armée spéciale ». En partant, il m'envoya une lettre dans laquelle il me faisait savoir que la garde tout entière était dans le plus grand mécontentement, parce que ses chefs étaient incapables de la conduire dans des temps aussi graves, qu'on n'avait pas confiance en eux et qu'il régnait une grande amertume à cause des pertes inutiles. Cette lettre venait bien à propos. Je la joignis à ma lettre à Alexéiew, avec prière de rendre compte au Tsar qu'une telle situation n'était plus supportable, et que je demandais instamment qu'on désignât pour cette troupe d'élite des chefs pris parmi les meilleurs, tout au moins ayant fait preuve de leur compétence en temps de guerre. En fait, beaucoup de membres du haut commandement furent changés, et Gourko fut désigné comme commandant de cette armée. Il répondait absolument par ses qualités à cette désignation : hélas ! il était déjà trop tard.

A L'AIDE DE LA ROUMANIE

A peu près à ce moment, on forma un corps d'armée isolé pour agir en Dobroudja contre les Bulgares et venir en aide à la Roumanie, qui concentrait ses troupes pour prendre l'offensive en Transylvanie, si bien qu'elle ne laissait qu'une division dans la Dobroudja. Par malheur, Alexéiew n'attacha pas assez d'importance à nos troupes de Dobroudja. Il aurait fallu y envoyer, non un corps d'armée de deux divisions du deuxième tour (2), mais une armée entière de bonnes troupes. Il est vraisemblable qu'en ce cas, l'entrée en action de la Roumanie, qui fut si malheureuse, eût pris une tout autre tournure. Le médiocre état de l'armée roumaine devait être bien

(1) Par opposition avec la garde.

(2) Divisions formées de régiments de réserve sans noyau actif et en général médiocrement encadrés.

LA POSITION DES ARMÉES

connu du chef d'état-major du commandant en chef suprême. Mais on aurait dit que nous ne savions rien, et que tout était

pour nous une surprise. On me prescrivit de choisir et de désigner un commandant pour ce corps d'armée isolé. La difficulté du choix consistait en ce qu'il ne suffisait pas de choisir un bon général de guerre ; il fallait qu'il fût en même temps un homme adroit et capable d'avoir sur le commandement roumain une grande influence. Je choisis le général Zaïontchkowski qui, à ce qu'il me semblait, répondait à toutes ces exigences.

Celui-ci commença par refuser énergiquement les troupes russes destinées à ce corps, qui lui paraissaient hors d'état de fournir l'effort voulu. Il demandait au moins trois ou quatre divisions d'infanterie de sérieuse valeur. Je lui répondis que cela ne dépendait pas de moi, et lui conseillai d'aller à la Stavka s'expliquer avec Alexéiew. Il partit ainsi pour Mohilew. Je ne sais quelles explications Alexéiew lui donna, mais il rejoignit de là son poste, comme il me l'écrivit par la suite, tout à fait fâché, et avec les mêmes troupes. Il m'écrivit également qu'Alexéiew lui avait affirmé qu'il ne rencontrerait dans la Dobroudja aucune résistance spéciale. En fait, les troupes roumaines, médiocrement instruites, n'ayant ni artillerie lourde, ni munitions, il n'est pas étonnant qu'elles aient été rapidement battues, et Zaïontchkowski eut le même sort en Dobroudja.

Entre temps, Alexéiew était tombé malade et était allé se soigner en Crimée. L'Empereur avait appelé, pour le remplacer temporairement comme major-général, le général Gourko, commandant de l'armée spéciale. Celui-ci passa par chez moi. Il était très préoccupé de sa nouvelle fonction, bien qu'elle fût temporaire. Ce qui le gênait, me dit-il, beaucoup plus que la question militaire, bien connue de lui, c'était la vie de cour avec toutes les complications de cette époque, et la nécessité, pour le succès de la guerre, de se mêler de politique intérieure et d'avoir des relations personnelles avec les ministres qui changeaient avec la rapidité de l'éclair. Que pouvais-je lui répondre à ce sujet? Certes, je partageais pleinement son avis sur la difficulté de sa position par suite de notre misérable position intérieure. Je ne pus que lui conseiller de lutter de toutes ses forces contre l'influence de Tsarskoïé Sélo (1). En même temps je le priai instamment de s'employer à régulariser le plus possible le ravitaillement des troupes, car à ce

(1) C'est-à-dire l'influence de la Tsarine et de son entourage.

moment les transports de vivres, d'habillement et d'équipement commençaient à flancher de plus en plus. Je savais qu'on pouvait exiger de l'armée tout ce qu'on voulait, et qu'elle accomplirait volontiers son devoir, mais à condition d'être bien vêtue à cette époque de l'année, et bien nourrie.

Peu après arriva l'ordre de diriger une de mes armées en Roumanie pour s'installer sur le flanc droit de l'armée roumaine que sa retraite avait désorganisée. En outre, au lieu du corps isolé de Zaïontchkowski, qui avait perdu presque toute la Dobroudja, on se mit à former une nouvelle armée, et ces deux armées devaient être incorporées dans le front sud-ouest. Ainsi, sur le nouveau front roumain, l'armée de droite et l'armée de gauche m'auraient été subordonnées, tandis que le centre aurait été aux ordres du roi de Roumanie. Or celui-ci, non seulement n'avait aucunes relations de service avec moi, mais même se refusait, malgré mes prières instantes, à me faire part de ses intentions et m'envoyer ses directives, sans lesquelles il m'était impossible de diriger l'aile droite et l'aile gauche de ce front. A ma protestation véhémente au sujet d'une situation aussi anormale, je reçus réponse de Gourko qu'ordre était donné au général Biélaïew, envoyé à cet effet au grand quartier général roumain, de me communiquer chaque jour des renseignements détaillés sur les mouvements de l'armée roumaine. En réalité, le général Biélaïew ne put rien me communiquer du tout, et répondit à mes constantes réclamations que l'état-major général roumain ne lui fournissait absolument aucun renseignement.

Sur ces entrefaites eut lieu le remplacement de Zaïontchkowski, désigné pour commander le XVIII[e] corps d'armée. A sa place fut nommé, sur ma recommandation, le général Sakharow, de qui j'avais toujours été satisfait, tant comme commandant du XI[e] corps d'armée dans les Karpathes qu'en qualité de commandant d'armée. Il s'était produit ce qu'avait prévu Zaïontchkowski, c'est-à-dire qu'il était nécessaire d'envoyer tout de suite, sur le front de Dobroudja, non un faible corps d'armée isolé, mais une forte armée de cinq ou six corps.

Sakharow eut, tandis qu'il occupait une position défensive en Dobroudja, à diriger une partie de ses forces au secours de l'armée roumaine sur le front principal de celle-ci quand elle eut perdu la capitale, Bucarest. Quant à moi, je continuais à

ne recevoir aucun renseignement du grand quartier général roumain. J'envoyai donc à Gourko un télégramme destiné à faire l'objet d'un compte rendu officiel au général en chef suprême pour exposer qu'il était inimaginable de diriger les ailes d'un front dont le centre n'était pas sous mes ordres, que je ne pouvais assumer une telle responsabilité ; en conséquence, je demandais formellement qu'on me subordonnât complètement le front roumain, y compris son grand quartier général, ou qu'on créât sans retard un nouveau front de Roumanie indépendant avec lequel je n'aurais plus rien à voir. A la suite de ce télégramme, et étant donné « que le roi de Roumanie était regardé comme commandant en chef de l'armée roumaine », il fut décidé de créer un front roumain distinct, dont le roi de Roumanie serait le commandant en chef nominal et de désigner comme son adjoint le général Sakharow à qui seraient directement subordonnées toutes les troupes russes, et, par l'intermédiaire de l'état-major roumain, les troupes roumaines. Ainsi je sortis enfin d'une position intolérable dans laquelle m'avait placé la Stavka, c'est-à-dire Alexéiew.

LES RÉSULTATS

A la fin d'octobre les opérations militaires de l'année 1916 prirent pratiquement fin.

Du jour de l'offensive, 20 mai-2 juin, au 1er-14 novembre, nous fîmes au front sud-ouest, d'après les renseignements assez exacts en notre possession, 450 000 prisonniers, officiers et soldats, c'est-à-dire à peu près autant qu'il se trouvait de troupes ennemies, en face de moi, au début de l'offensive (1). Pendant le même temps l'ennemi perdit plus de 1 500 000 hommes (2), tués et blessés ou prisonniers, et en novembre il y avait en face de mon front plus de 1 000 000 d'Austro-Allemands et de Turcs. Par suite, en plus des 450 000 hommes se trouvant au début devant moi, plus de 2 200 000 combattants furent amenés des autres fronts contre moi. Il en ressort clairement que, si les autres

(1) Il y avait devant le front sud-ouest, au début de l'offensive, 486 000 hommes (Note de *Voïna i Revolioutsia*).

(2) Ce montant des pertes des Austro-Allemands ne repose sur aucune donnée positive. Il y a tout lieu de penser que ces pertes, tout en étant fortes, n'ont pas atteint un tel chiffre (*Note du traducteur*).

fronts avaient tant soit peu bougé, et n'avaient pas permis de jeter ces troupes contre mes armées, j'aurais eu pleine possibilité de progresser loin vers l'ouest et d'exercer une puissante influence stratégique, aussi bien que tactique, sur l'ennemi placé en face de notre front ouest. D'une collaboration énergique de nos trois fronts sur l'ennemi aurait résulté la complète possibilité, même avec les moyens techniques insuffisants dont nous disposions par comparaison avec les Austro-Allemands, de repousser toutes leurs armées au loin vers l'ouest. Tout le monde comprendra que des troupes qui ont commencé à battre en retraite perdent courage, que leur discipline se relâche, et il est difficile de dire où et comment ces troupes s'arrêteront et dans quel état elles se trouveront. Il y avait tout lieu d'admettre que la crise décisive de la campagne se serait produite à notre avantage sur notre front, et il était vraisemblable que l'issue victorieuse de la guerre aurait été considérablement avancée avec moins de pertes et sans les lourdes épreuves qu'il fallut supporter par la suite. Mais ce n'est pas une nouveauté qu'à la guerre l'occasion perdue ne revient pas, et il nous a fallu faire l'amère expérience de cette vieille vérité et en traverser les souffrances.

Pourquoi cela est-il arrivé ?

Il n'y avait pas chez nous de commandant en chef suprême, et son chef d'état-major, malgré toute son intelligence et son savoir, n'était pas un homme de volonté. De par la nature des choses et l'expérience des anciennes guerres, un chef d'état-major ne peut pas remplacer son général en chef. La guerre n'est pas une plaisanterie ni un jeu ; elle exige des chefs un savoir profond, qui s'acquiert non seulement par l'étude du métier des armes mais par l'existence d'aptitudes accordées par la nature et qui se développent seulement par le travail. Les gens qui n'ont pas détourné l'empereur Nicolas II, de la manière la plus décisive et même par la force, d'assumer ces fonctions sont des criminels. Ni ses connaissances et ses capacités, ni sa volonté, trop aisément fléchissante, ne lui permettaient de les assumer (1).

(1) Dans le tome XVIII des *Archives de la Révolution russe* publié à Berlin par le cadet Hessen, est imprimé un article très intéressant de l'adjoint au directeur des affaires du Conseil des ministres Jakhoutow, sous le titre *Jours pesants*. Il contient les procès-verbaux des séances secrètes du Conseil impérial des ministres

Si j'avais seulement couru après une gloire personnelle, j'aurais dû être tranquille et satisfait d'une pareille tournure des opérations militaires en 1916, car dans le monde entier on parlait de l' « offensive Broussilow ». Non seulement Evert et Kouropatkine étaient jugés avec la dernière sévérité, mais on plaçait Evert dans la catégorie des traîtres. J'écrivis à Evert pour l'informer que j'avais reçu plusieurs lettres de correspondants inconnus de moi dans lesquelles on l'accusait de trahir les intérêts russes. Je lui disais que certainement je n'ajoutais pas foi à ces accusations, mais que je jugeais nécessaire de l'informer que son abstention de me venir en aide était appréciée très défavorablement. Je ne reçus pas de réponse à cette lettre. Pour moi, en tant que militaire ayant consacré toute sa vie à l'étude de la guerre, j'étais déchiré par la pensée qu'une opération victorieuse d'une telle envergure, et qui eût pu changer la face de la guerre, si le commandement suprême eût été à la hauteur, eût été négligée d'une manière impardonnable.

Si l'on résume les résultats des opérations sur le front sud-ouest en 1916, il faut reconnaître ce qui suit :

1) Par comparaison avec les espérances placées sur ce front au printemps de 1916, cette offensive dépassa toutes les attentes, et répondit à ce qu'on lui demandait : sauver l'Italie et l'empêcher de sortir de la guerre. En outre, elle améliora la position des Français et des Anglais, décida la Roumanie à se mettre de notre côté, et bouleversa tous les plans et projets des Austro-Allemands pour cette année.

2) Cette opération ne donna aucun résultat stratégique, et

dans la période du 16-29 juillet au 2-15 septembre 1915. Cet article parle du commencement de la ruine de l'armée tsariste. Il y est dit que tous les ministres supplièrent le Tsar de ne pas se mettre à la tête de l'armée. Par exemple, avant une des séances, le ministre des Affaires étrangères Sazonow déclara à Gorémykine et aux autres ministres : « Je le répéterai sans me lasser au Tsar : je ne puis diriger la politique étrangère en présence de la menace d'une révolution intérieure. » Une lettre collective des ministres au Tsar contenant leurs « supplications » n'eut aucun succès. Le Tsar et son épouse, ayant entendu « la voix d'en haut » que leur transmettait le « saint staretz » Raspoutine, ne voulurent rien écouter de ce que les ministres disaient dans leur lettre, en particulier ceci : « La résolution prise par Vous d'être commandant en chef suprême menace, d'après nos réflexions, la Russie, Vous et Votre Dynastie des conséquences les plus graves. » Cette fois encore, ce fut Raspoutine qui remporta la victoire, et par la suite, au moyen de ses notes au Tsar, il fit renvoyer certains des ministres et les remplaça par des gens à lui (Note de la rédaction de *Voïna i Revolioutsia*).

n'en pouvait donner, attendu que la résolution prise au conseil de guerre du 1/14 avril ne reçut pas d'exécution. Le front ouest ne porta pas le coup principal, et le front nord avait conservé sa devise toujours la même, connue depuis la guerre russo-japonaise : « Patience, patience et patience ». La Stavka, j'en ai la conviction, ne remplit en rien sa mission de diriger l'ensemble des forces russes ; non seulement elle ne conduisit pas les événements, mais ce furent les événements qui la menèrent comme le vent mène un roseau voltigeant.

3) Étant donné les moyens existant sur le front sud-ouest, il fit tout ce qu'il pouvait, et il n'était pas en état de faire davantage; en tout cas, moi, je ne le pouvais pas. Si à ma place il y avait eu un génie militaire, peut-être aurait-il su accomplir quelque chose de grandiose, mais je n'avais pas et ne pouvais pas avoir une telle prétention.

4) Certains spécialistes m'ont reproché de n'avoir pas organisé une percée pour laquelle j'aurais pu concentrer de grandes réserves, tandis que j'organisai plusieurs groupes de choc. C'est pour ce motif que, le succès se produisant, je n'aurais pas pu donner à la victoire l'ampleur convenable. A cela je réponds que dans le cas de la percée sur un seul point j'aurais obtenu le même résultat qu'Evert près de Baranovitchi. Cela aurait-il mieux valu? Je le laisse à décider au lecteur.

5) En tout cas, voici ce qu'écrit Ludendorff dans ses *Souvenirs* (1) : « Au centre (la XI[e] armée russe), les attaques furent exécutées sans supériorité numérique nettement caractérisée. Dans la région de Tarnopol, elles furent repoussées sans peine par le général comte von Bothmer qui avait pris, après le général von Linsingen, le commandant de l'armée « du sud » allemande. Au contraire, dans les deux autres secteurs, elle conduisit à un succès complet des Russes. Ils pénétrèrent profondément dans la position des Austro-Hongrois. Mais le plus inquiétant fut que les troupes impériales et royales montrèrent une si petite solidité que la situation devint du coup très sérieuse sur tout le front oriental. Bien que comptant nous-mêmes avec la possibilité d'une offensive, nous tînmes aussitôt plusieurs divisions prêtes à partir vers le sud. Le groupe d'armées du prince Léopold de Bavière en fit autant. Le comman-

(1) Ludendorff, *Meine Kriegserinnerungen*, p. 173 de l'édition allemande.

dement suprême allemand fit de gros prélèvements sur les deux groupes d'armées et, en outre, transporta plusieurs divisions du front occidental. A ce moment, la bataille de la Somme n'avait pas encore commencé. L'Autriche-Hongrie arrêta progressivement son offensive en Italie et envoya également des troupes sur son front oriental.

« Alors l'armée italienne passa à son tour à l'offensive dans le Tyrol, et la situation militaire se modifia complètement. Avec le début de la bataille de la Somme, et plus tard avec la déclaration de guerre de la Roumanie, elle changea plus nettement encore à notre désavantage.

« Le commandement suprême allemand semble avoir espéré pouvoir compenser la percée ennemie près de Loutsk par une contre-attaque comme nous en avons plus tard réussi une, en novembre-décembre 1917, près de Cambrai, tandis qu'on devait tenir compte de la profonde avance ennemie sur le Dniestr.

« Nous comptions encore à ce moment (1) sur des attaques près de Smorgoni ou sur les anciens champs de bataille de mars (2) et à Riga. Les Russes disposaient là de forces énormes.

« Pourtant, nous continuâmes à nous affaiblir à l'extrême pour venir en aide aux armées qui se tenaient plus au sud. Nous retirions des bataillons pour en former des réserves derrière la longue ligne de notre front. J'en formai aussi avec les dépôts de recrues, bien qu'il fût clair pour moi que ces formations seraient comme une goutte d'eau sur un roc brûlant, si les Russes remportaient n'importe où un succès. »

Et plus loin (3) : « Les Russes cherchaient la décision sur le front austro-hongrois, mais ils disposaient de réserves si nombreuses qu'ils pouvaient attaquer en même temps vigoureusement notre front, ou tout au moins ne pas nous donner la possibilité de diriger plus de troupes vers le sud.

« Tandis que les réserves allemandes et autrichiennes arrivaient à la périphérie de l'arc de Loutsk, sur le Dniestr et dans les Karpathes, et exécutaient partout dans la deuxième moitié de juin des offensives réitérées, les Russes amenaient leurs renforts aux points de percée et, par leurs contre-offensives, arrêtaient les attaques partielles allemandes... »

(1) Ludendorff, *Meine Kriegserinnerungen*, page 176 de l'édition allemande.
(2) Sur le lac Narotch.
(3) Ludendorff, page 176 de l'édition allemande.

Le 27 juillet, après la prise de Brody, le feld-maréchal von Hindenburg et Ludendorff furent appelés au grand quartier impérial et ils reçurent autorité sur tout le front oriental (1).

Le général Ludendorf dit encore (2) : « Il fallait des troupes allemandes pour consolider le front austro-hongrois. L'ancien front du groupe d'armées « Ost » (3) avait déjà tellement été dépouillé qu'il n'y avait plus grand chose à en tirer... Notre unique réserve pour un front d'environ 1 000 kilomètres consistait en une brigade de cavalerie renforcée d'artillerie et de mitrailleuses, — situation peu enviable, puisque journellement il fallait être prêt à venir en aide à des points éloignés. Mais cela est un signe de ce que nous autres Allemands nous avons accompli. » Je ne puis être d'accord avec cette dernière conclusion sans un correctif. Il faut ajouter : à condition d'avoir des adversaires tels qu'Alexéiew, Evert et Kouropatkine. Au reste, cette remarque garde sa valeur pour toute la période des opérations du front sud-ouest dans l'année 1916.

Pour conclure, je dirai qu'avec une telle manière de la conduire, la Russie, manifestement, ne pouvait pas gagner la guerre, ce qui a été prouvé par les faits d'une manière irréfutable. Considérons cependant que si en juillet les fronts nord et ouest étaient tombés avec toutes leurs forces sur les Allemands, ceux-ci auraient été bousculés sans rémission; seulement il aurait fallu attaquer à l'exemple et selon les procédés du front sud-ouest, et non dans un seul secteur de chaque front. Sur ce point, quoi que puissent dire et écrire les autres, je conserve mon opinion, que l'expérience a confirmée : dans l'organisation d'une percée, en quelque endroit que ce soit, il est impossible de se borner à un secteur de vingt à vingt-cinq

(1) Ce renseignement n'est pas exact. En réalité, il n'y eut pas encore unité de commandement sur le front oriental. Le feld-maréchal von Hindenburg reçut le commandement jusqu'au sud de Brody, sous le haut commandement de l'empereur d'Allemagne. Plus au sud, les armées des généraux von Bothmer et von Pflanzer Baltin, qui formaient déjà un groupe d'armées sous les ordres de l'archiduc Charles, prince héritier d'Autriche-Hongrie, avec le général prussien von Seeckt (le futur chef de la Reichswehr), comme chef d'état-major, continuaient à relever du haut commandement austro-hongrois. Ludendorff déclare du reste que c'était déjà un grand progrès (p. 179). (*Note du traducteur.*)

(2) Ludendorff, p. 183.

(3) Le groupe d'armées *Ost* était celui précédemment commandé directement par le feld-maréchal von Hindenburg, au sud de Riga, entre le prince Léopold de Bavière et la mer.

verstes, en laissant sans s'en occuper le reste d'un millier de verstes et davantage, ou en se bornant à y faire un petit bruit insignifiant qui ne peut tromper personne. L'allégation qu'en répartissant ses efforts, on ne peut pas exploiter le succès si on en obtient un, est certes exacte, mais seulement en partie. Je montrerai en exemple le front ouest. En mai 1916, il était assez bien équipé pour avoir de fortes réserves au point de la principale poussée, tout en préparant dans chaque armée un choc secondaire; dans ce cas, il est hors de doute qu'il n'aurait pas subi d'échec à Baranovitchi. D'autre part, le front sud-ouest était incontestablement le plus faible, et il n'y avait aucun motif d'attendre de lui un bouleversement de toute la guerre. Pourtant, il remplit contre toute attente et surabondamment la mission qui lui avait été confiée. Le transport de renforts tardifs ne pouvait lui venir en aide dans les conditions de la guerre de position. Enfin, il ne pouvait à lui seul remplacer toute l'armée russe de plusieurs millions d'hommes réunis sur tout le front russe face à l'ouest.

A l'appui de ce que je dis, je ferai un dernier emprunt à Ludendorff (1) :

« L'offensive russe près de Loutsk, en raison du manque de force de résistance des Austro-Hongrois, dévora rapidement le terrain en avant et atteignit le Stokhod en progressant le long du chemin de fer de Kovel. Les premiers renforts allemands furent englobés dans la retraite. Le long du Stokhod, des deux côtés de la voie ferrée, un nouveau front allemand se constitua peu à peu. Il se trouvait en liaison avec les troupes austro-hongroises restées sur le Styr. Dans la direction de l'ouest, le Russe avait suivi avec moins d'ardeur, bien qu'une grande victoire lui fît signe de ce côté. Il avait trop peu de troupes sur place pour exploiter la situation. La IV[e] armée impériale et royale (2) battue put donc regrouper ses débris juste à l'ouest du Stokhod, près de Saturtski-Kisieline. Il était naturel que l'aile austro-hongroise découverte au sud de Loutsk fût forcée de changer de direction en reculant pour ne pas être prise en flanc et successivement bousculée. Ici également, la force fit défaut à Broussilow pour renouveler énergiquement son choc...

« L'offensive russe sur le coude du Styr, au nord de

(1) Ludendorff, p. 173.

(2) C'est à-dire austro-hongroise.

Loutsk, eut plein succès. Les troupes impériales et royales se laissèrent percer sur plusieurs points; les formations allemandes, qui devaient leur venir en aide, se trouvèrent également ici dans une situation pénible; le général von Linsingen se vit obligé, le 14 juillet, de retirer son aile gauche derrière le Stokhod. La droite du groupe d'armées du prince Léopold de Bavière, c'est-à-dire la partie du détachement d'armée Gronau au sud du Pripet, dut aussi reculer jusque-là.

« Ce fut une des plus grandes crises du front oriental...

« Nous osâmes nous affaiblir encore davantage, et le prince Léopold de Bavière assuma le même risque. Bien que les attaques russes pussent recommencer à tout moment, on s'étendit de plus en plus; des régiments pris isolément furent rendus disponibles pour épauler l'aile gauche du groupe d'armées Linsingen à l'est de Kovel. Si celui-ci avait reculé plus loin, on ne pouvait prévoir jusqu'où nous irions. Ce furent des journées d'une gravité peu commune. Nous abandonnions tout, et nous savions bien que personne ne pourrait nous venir en aide si l'ennemi nous attaquait...

« Nous attendions ces combats avec angoisse. Les troupes étaient épuisées par des combats incessants et forcées de couvrir de larges fronts; les troupes impériales et royales avaient perdu toute confiance dans leur propre force et elles avaient besoin partout d'être épaulées par les Allemands. »

Voilà ce que dit notre adversaire.

Général Broussilow.

ESSAIS ET NOTICES

UNE « SOURCE » INCONNUE DU *TARTUFFE*

Si paradoxal que cela paraisse, il est exact de dire que nous connaissons mal la littérature du XVII^e^ siècle. Pendant longtemps, on a considéré qu'elle se réduisait à quelques noms illustres, qui accaparaient toute l'attention, tout l'intérêt, sans réfléchir que les contemporains n'ont pas eu pour Corneille, Racine, Molière ou Bossuet, l'admiration exclusive que la postérité leur a vouée, et que des écrivains qu'on ignore aujourd'hui ont partagé avec eux la célébrité et le succès.

Leurs chefs-d'œuvre, les *Polyeucte*, les *Andromaque*, les *Misanthrope*, nous les étudions en eux-mêmes, comme si rien n'existait autour d'eux, comme s'ils flottaient, perdus et déracinés, uniques survivants de quelque immense naufrage. On croit avoir assez fait, quand on a suivi le sentier battu qui tâche de les relier à l'antiquité. On n'essaie pas de les replonger dans le milieu où ils prirent naissance, de rechercher ce qu'ils doivent à l'histoire, aux mœurs et surtout à la littérature ambiants. Toutes ces œuvres obscures, que nous ignorons ou dont nous faisons fi, qu'il faut exhumer de l'épaisse poussière des bibliothèques, ont été vivantes en leur temps ; elles ont été lues, et c'est d'elles, parfois, que ces merveilleux architectes que furent nos grands classiques, ont emprunté telle verrière, telle colonnette, qui, habilement retouchée et adaptée, a contribué à la perfection de l'édifice qu'ils élevaient. Que ce soit d'ailleurs par imitation volontaire ou par réminiscence inconsciente, il n'importe.

Le roman, en particulier, a été, au XVII^e siècle, un genre très florissant. Nous pouvons aujourd'hui, pour ne pas dépasser la date de 1660, citer tout au plus quelques titres et quelques noms, l'*Astrée* de d'Urfé, le *Grand Cyrus* de M^lle de Scudéry, et peut-être, la *Cassandre* de la Calprenède, et le *Polexandre* de Gomberville. Mais que de narrateurs, qui eurent quelque vogue dans la même période, sont ensevelis dans l'oubli le plus profond! Qui connaît les d'Audiguier, les Baudoin, les Gerzan, les La Serre et même les Desmarets de Saint-Sorlin? Certes, leurs ouvrages sont souvent prolixes et médiocres, mais l'influence ne se mesure pas toujours à la valeur. Or on sait que Molière ne dédaignait pas d'aller chercher son bien, jusque dans les productions de ses confrères inférieurs les plus infimes. Le *Tartuffe* va nous en apporter une preuve qui avait échappé jusqu'ici aux historiens de la littérature.

En ce qui concerne les sources certaines du *Tartuffe*, on était réduit à se contenter d'une nouvelle de Scarron, les *Hypocrites*, qui, dans un recueil des *Nouvelles tragi-comiques de M. Scarron*, de 1661, porte un achevé d'imprimer du 26 octobre 1655. Or, les *Hypocrites* nous donnent tout juste l'origine d'un court épisode de la comédie de Molière : les aveux habiles et vagues que Tartuffe, accusé par Damis d'avoir essayé de déshonorer Orgon, fait à ce dernier.

Mais pour d'autres scènes essentielles de la pièce, par exemple celles des actes III et IV, où Tartuffe est en présence d'Elmire, Molière n'a-t-il pas eu, sinon un modèle qu'il ait suivi, du moins un texte qui a pu le mettre sur la voie, et lui fournir d'utiles suggestions? On a fait quelques rapprochements entre la première entrevue d'Elmire et de Tartuffe, à la scène 3 de l'acte III, et la huitième nouvelle de la troisième journée du *Décaméron*. L'abbé directeur de la femme de Féronde déclare son amour à sa pénitente, qui s'étonne de semblables discours dans la bouche de celui qu'elle prenait pour un saint. Il suffit de lire rapidement les deux passages, pour voir qu'il n'y a aucun rapport entre le moine de Boccace, qui fait avec assez de rondeur des propositions très nettes, et Tartuffe, qui s'aventure à pas prudents sur un terrain dangereux, pas plus d'ailleurs qu'entre la paysanne italienne, sotte, sensuelle et intéressée, et la délicate et vertueuse Elmire. « On ne saura jamais, lit-on, à ce sujet, dans la notice de l'édition des Grands Écri-

vains, d'où est parti le trait de lumière qui a tout à coup frappé le génie. » Il semble bien que cette lacune puisse être comblée.

* * *

En 1624, le sieur Vital d'Audiguier, gentilhomme du Rouergue, poète, prosateur et soldat, publiait à Paris, chez Gervais Alliot, les *Amours d'Aristandre et de Cléonice*, en quatre livres formant un volume in-8 de trois cent quatre-vingt-cinq pages. Ce d'Audiguier, qui, la même année, devait périr tragiquement assassiné dans un tripot pour une querelle de jeu, n'était pas dépourvu de talent. Il était, dit Bayle, « auteur de plusieurs livres qu'on lisait beaucoup au temps de leur nouveauté », entre autres d'une *Histoire tragi-comique de Lysandre et de Caliste*, qui fut plusieurs fois rééditée au cours du siècle, et même traduite en allemand. En 1664, dans sa *Bibliothèque française*, Sorel parlait de lui avec quelque estime.

L'action est située à Persépolis, mais, en réalité, elle se passe à Paris. Aristandre est l'un des courtisans préférés du Sophi Lysidor; Cléonice est la suivante favorite de la reine Albanie. Les deux jeunes gens s'aiment, mais leur affection est contrariée par l'hostilité d'Arsilée, gouvernante des filles d'honneur. Celle-ci tâche vainement d'associer la reine à sa réprobation; elle essaie, en lui racontant deux histoires d'amour, l'une tragique, l'autre tragi-comique, de l'amener à interdire une intimité qui lui déplaît. Quelles catastrophes ou quels tracas l'amour n'a-t-il pas causés! Seul, le premier de ces deux récits nous intéresse.

Il y avait à Persépolis un « prédicateur », le « béat Hiparque », qui « s'était acquis une telle réputation d'innocence et de sainteté que son ombre sanctifiait par manière de dire ceux qui la touchaient; il était heureux qui pouvait baiser le bord de sa robe; et cependant son humilité lui faisait confesser qu'il était un pauvre pécheur ». Licidas et sa femme Eurigène « admirant sa dévotion... ne perdaient pas un de ses sermons »; mais non contents de le voir en public, « ils le voulurent encore connaître en particulier », et « *le bon père ne s'y rendit pas difficile. Licidas le traita souvent chez lui, et si souvent que le bonhomme ouvrit les yeux sur sa femme, dont la beauté fit un étrange ravage dans son cœur et un prodigieux changement en sa vie* ». Hiparque lutta contre cette passion, dont il voyait bien

le danger. « Ce ne fut pas sans un grand combat qu'il se laissa vaincre... car quelle honte devait-il avoir de se démentir soi-même si lâchement, et de découvrir avec tant d'infamie une pensée si contraire à l'espérance de la sainteté! » Mais, « ayant couvé longuement son mal, il fut contraint de l'éclore ».

Il avait vu « cent fois » Eurigène sans oser lui parler ; bien résolu à ne pas laisser passer la première occasion qui se présenterait, il se rendit chez elle un jour qu'il savait que Licidas « s'était allé divertir en quelque part ». « Quel divertissement peut-il chercher, dit-il à Eurigène, qui lui puisse être agréable après le vôtre? Comment peut-il quitter une compagnie pour l'amour de laquelle il est obligé de quitter toutes autres choses? C'est ne savoir pas bien connaître le mérite de votre beauté! » Voilà Eurigène bien surprise, car elle « n'attendait pas des louanges si profanes d'une bouche à son avis si sacrée ». Si je mérite quelque chose, dit-elle, c'est plutôt pour ma fidélité que pour ma beauté. La fidélité, riposte Hiparque, mais c'est une invention des hommes pour éviter le désordre des familles ; « les habiles femmes » savent bien ce qu'il faut en penser, et quel cas il en faut faire! « Il est bien vrai que cela se fait avec modestie, pour ne choquer pas ouvertement le consentement général des hommes; mais *l'honneur des femmes étant fondé sur l'apparence*, tellement qu'une mauvaise réputation est pire qu'une mauvaise vie, celles qui savent tant soit peu leur monde tâchent de paraître seulement fidèles, et sont en effet telles que leurs maris, qui n'y voyant rien au travers de la discrétion et de la conduite dont elles ménagent sagement leurs plaisirs sont aussi contents de l'apparence comme de l'être. » Eurigène affirme qu'elle est bien résolue à n'être que ce qu'elle paraît, et à ne pas croire que les vertus ne consistent qu'en de beaux dehors.

Hiparque s'obstine. « Tout ce que vous dites là, nous l'apprenons aux simples femmes, pour les tenir en obéissance ou pour mieux dire en servitude; mais celles qui vous ressemblent ne s'y doivent point laisser captiver; croyez moi, votre simplicité nuit à votre contentement; ôtez tous ces vains scrupules de votre pensée, et vous vous moquerez la première de cette innocente peur que vous avez de mal faire... Je sais bien que ce discours choquera vos sens... En tout cas,

je suis religieux, et *offenserais en cela plus que vous s'il y avait offense; mais je suis homme aussi sujet à l'amour comme les autres, et d'autant plus que l'objet qui me domine est plus excellent. En disant cela, le moine la prit par la main*, comme si ces paroles n'eussent pas assez exprimé ses affections sans les accompagner de ces mouvements. » Eurigène coupe court sévèrement à ces démonstrations, et l'arrivée de Licidas la dispense de témoigner davantage son mépris. Hiparque se retire, « *chargé des bénédictions de Licidas, qui ne se pouvait assez recommander à ses oraisons. Quand il fut parti : c'est un saint personnage, disait-il, il est plus souvent sur ses genoux que sur ses pieds;* si cet homme-là n'est pas sauvé, je ne pense pas qu'aucun y doive jamais prétendre. *Eurigène ne disoit rien à cela* », n'étant pas de ces coquettes qui « *embrouillent l'esprit de leurs maris d'une fantaisie* qu'elles n'en peuvent pas puis après ôter ». Hiparque revient à la charge, et Eurigène, excédée, est contrainte d'avertir Licidas. « *Jamais homme ne fut étonné comme celui-là;* il se moqua premièrement de sa femme, et puis lui voulut persuader qu'Hiparque se moquait d'elle ». « Je vous prie de croire, réplique-t-elle, que ceci passe la raillerie, *et que je ne vous dis rien que vous ne puissiez voir quand il vous plaira*, afin que vous teniez cette vérité de vos yeux, puisque vous ne la voulez recevoir de vos oreilles. *Il ne faut que vous cacher dans une chambre quand il viendra*, et vous serez témoin de ses actions et de ses paroles, et jugerez si elles sentent l'amour ou la liberté, et si c'est en se moquant ou par raillerie. *Licidas voyant que sa femme s'offrait à lui faire voir ce qu'il ne pouvait croire ne sut que la prendre au mot.* »

Il va feindre de partir en voyage, rentrera secrètement dans sa maison, et sa femme tâchera d'attirer Hiparque chez elle, le soir même. Elle se montre aussitôt plus aimable à l'égard de l'hypocrite; « *se plaignant donc artificieusement de la violence de sa poursuite sous laquelle elle feignait être contrainte de tomber*, et se confessant vaincue, elle le conjura d'user discrètement de sa victoire... *C'est trop cacher ses ressentiments*, dit-elle, *il faut avouer ce que j'ai dissimulé si longtemps, qu'un amour appelle l'autre*, et qu'il n'y a cœur si revêche qui ne se laisse enfin adoucir à une longue persévérance. » « *Hiparque, enivré de sa passion, ayant tiré promesse de*

son amour, en presse l'exécution. » Eurigène lui demande d'attendre jusqu'à la nuit. Hiparque, dévoré d'impatience, accourt au rendez-vous ; mais comme Eurigène le supplie une dernière fois de renoncer à sa passion, il se dispose à la brusquer. Elle se met à crier : « Sortez, monsieur, on me force, croyant certainement que Licidas ne faudrait jamais de sortir au premier cri qu'elle jetterait ; *mais ni Licidas ni pas un de la maison ne se remue.* Qui fut lors étonnée, ce fut Eurigène, qui, ayant mis sa confiance au secours d'autrui, n'avait rien moins prévu que l'extrémité où elle se vit réduite. » Dès lors, les événements se précipitent; elle poignarde Hiparque, et l'on s'aperçoit qu'avant d'aller trouver Eurigène, Hiparque avait de loin, par une précaution justifiée, endormi Licidas à l'aide d'un charme magique.

***

On reconnaît aisément dans ce récit quelques-uns des éléments essentiels du *Tartuffe*. Licidas a une confiance illimitée en Hiparque, comme Orgon en Tartuffe, et il lui ouvre sa maison, comme Orgon « retire » Tartuffe chez lui. Hiparque se risque prudemment à avouer sa passion à Eurigène; Tartuffe essaie de faire deviner la sienne à Elmire, avant de la lui déclarer. L'apparence de la vertu suffit à une femme, soutient Hiparque; et Tartuffe assure Elmire de sa discrétion, et lui offre « de l'amour sans scandale et du plaisir sans peur ». « Je suis religieux, dit Hiparque, et offenserais en cela plus que vous, s'il y avait offense »; Tartuffe dira à Elmire qu'il se charge de la faute, et prend sur lui toute la responsabilité de l'affaire. Je suis homme, confesse Hiparque, et votre beauté est mon excuse ! Tartuffe, à son tour, expliquera que pour être dévot il n'en est pas moins homme, et invoquera pour sa justification « la splendeur plus qu'humaine » des « charmants attraits » d'Elmire. Hiparque, dans l'excès de son zèle, saisit la main d'Eurigène, et Tartuffe touchera le genou d'Elmire, sous prétexte de tâter l'étoffe. Eurigène hésite longtemps à révéler à Licidas la perfidie d'Hiparque : il lui répugne d' « embrouiller » de telles histoires l'esprit de son mari.

> Une femme se rit de sottises pareilles,
> Et jamais d'un mari n'en trouble les oreilles,

répond Elmire à Damis, qui veut dénoncer Tartuffe. Cependant, quand Eurigène s'aperçoit que l'attitude d'Hiparque devient dangereuse, elle croit utile d'avertir Licidas, comme Elmire se décidera enfin, pour une raison d'un autre ordre, à éclairer son trop crédule époux; et Licidas est d'abord stupéfait et sceptique, comme Orgon. Eurigène et son mari combinent une ruse qui permettra à Licidas de surprendre l'hypocrite sur le fait; Orgon et Elmire organiseront un piège fort analogue. Au cours de l'entrevue où Eurigène s'adoucit à l'égard d'Hiparque, pour le faire tomber dans l'embuscade qu'elle lui a tendue, elle feint de ne pouvoir résister à l'ardeur qu'Hiparque lui témoigne:

> Mon Dieu, que votre amour en vrai tyran agit,
> Et qu'avecque violence il veut ce qu'il désire,

dira Elmire à Tartuffe dans une situation identique. Hiparque presse l'exécution des promesses d'Eurigène, et Tartuffe réclamera des « réalités » qui lui prouvent que la bonne volonté d'Elmire n'est pas verbale. Licidas, qui devrait depuis longtemps être édifié, ne sort pas de la chambre où il est aux écoutes, et Eurigène ne sait que penser de ce silence, qui la met dans une situation délicate. Orgon restera sous la table, malgré l'évidence aveuglante de l'infamie de Tartuffe, et Elmire sera un moment fort embarrassée par cette obstination à ne pas se montrer. Molière, ici, n'a eu qu'à imaginer à cette attitude du mari une cause humaine, en rapport avec le caractère d'Orgon, tandis que d'Audiguier recourait aux maléfices de la sorcellerie.

Les ressemblances entre les deux ouvrages sont trop nombreuses pour être expliquées par une coïncidence fortuite. Mais il apparaît aussi que le génie de Molière ne s'est pas contenté d'emprunter. Il a dû, tout d'abord, adapter à l'intrigue de sa pièce, à la psychologie de ses personnages, les données que lui fournissait d'Audiguier. Eurigène est sincèrement stupéfaite et indignée; Elmire connaît et exploite habilement l'ignominie de Tartuffe. Dans le roman d'Audiguier, Eurigène et Hiparque ont, avant qu'Eurigène avertisse Licidas, deux entretiens à peu près pareils, car il ne s'est rien produit dans l'intervalle, et les sentiments des deux interlocuteurs n'ont pas changé entre temps. Obligé de condenser, et de

ménager une gradation d'intérêt, Molière n'a conservé que deux entrevues, l'une avant, l'autre après la révélation d'Elmire à Orgon; mais la seconde est d'autant plus émouvante, que Tartuffe a échappé par miracle à une chaude alerte quelques heures auparavant, et qu'Elmire doit jouer un jeu serré, pour amener à jeter le masque un homme qui se tient sur ses gardes. Hiparque, réclamant l'exécution immédiate des promesses d'Eurigène, n'est qu'un amoureux impatient; Tartuffe, en faisant la même demande à Elmire, se croit très habile, et il est pris à son propre piège.

Molière n'a pas conservé tous les arguments qu'Hiparque donne à Eurigène, bien qu'en eux-mêmes, ils ne fussent pas absurdes. Elmire est trop intelligente pour que Tartuffe s'attache, par exemple, à cette distinction un peu épaisse que fait Hiparque, entre la morale qu'il enseigne et celle qu'il pratique. Mais les considérations de Tartuffe ont une autre portée, une autre profondeur. C'est que Tartuffe est un scélérat de plus grande envergure. Qu'on lise seulement cette courte tirade où il expose à Elmire l'art de rectifier le mal de l'action par la pureté de l'intention. Et, d'autre part, écoutez Tartuffe parler de ses déchirements et de ses luttes, des jeûnes et des prières, par quoi il prétend avoir tenté, d'abord, de conjurer ce qu'il prenait pour une « adroite surprise » du diable; voyez-le s'humilier devant Elmire, dont il se proclame « l'esclave indigne », et jurer à cette « suave merveille » une adoration sans borne et sans fin : la passion gronde sous ces métaphores dévotes, et la flamme fait fondre l'onction.

Ces remarques, que nous réduisons à l'essentiel, montrent combien, par l'habile agencement, par la profondeur de la pensée, et la richesse des sentiments, Molière transforme ce que lui fournissent les auteurs à qui il est redevable de l'idée première. Nos grands classiques inventent rarement, ils travaillent sur des éléments qu'ils empruntent; sans doute allongerait-on sensiblement la liste de leurs dettes envers la littérature contemporaine, si on se résignait à fouiller dans le fatras des écrivains que l'on appelle de troisième ou de quatrième ordre.

M. Magendie.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra : *Persée et Andromède*, opéra en deux actes, d'après les *Moralités légendaires* de Jules Laforgue; poème de M. Nino, musique de M. Jacques Ibert. — *L'Écran des jeunes filles*, ballet en deux actes de Drésa; musique de M. Roland-Manuel. — L'Orchestre Philharmonique de Berlin. — Les petits chanteurs de l'ancienne chapelle impériale de Vienne. — Le « cycle Rossini », par le *Teatro Regio* de Turin. — L'Argentina à l'Opéra-Comique.

Dans le petit opéra, tout petit, cantate ou scène lyrique, de *Persée et Andromède*, examinons les faits d'abord, ensuite l'esprit.

Captive du monstre, d'un monstre qui l'aime et qu'elle n'aime point, — sans le haïr, — indifférente, rêveuse, Andromède s'ennuie. Survient Persée, chevauchant Pégase, éblouissant. D'un coup de son glaive, de plusieurs même, car il y met un acharnement qui peut sembler inutile, le cavalier divin blesse le monstre et le tue. Mais ni son exploit, ni sa beauté, ni sa fatuité, ne décident Andromède à le suivre. Elle le laisse partir, moins affligé qu'impertinent et railleur. Et voici qu'après avoir été cruelle au monstre vivant, défunt, Andromède le pleure. Ce sont des choses qui arrivent. Les larmes de la Belle, non seulement ressuscitent la Bête, mais la changent en un prince le plus beau du monde. Ainsi finit la comédie, ou le conte, et s'il nous apprend, après tant d'autres, (*O muthos dèloi oti*), que l'amour est plus fort que la laideur, fût-elle monstrueuse, et que la mort elle-même, nous devons avouer que *Persée et Andromède* est ce qu'on appelle un sujet « à considérations ».

En tout cas, l'histoire est assez dans le goût de celles que Jules Lemaître aimait d'écrire « en marge des vieux livres ». La mythologie y est prise gaiement, à la manière, un peu plus surveillée, et

même beaucoup plus, des opérettes antiques de Meilhac et Halévy, *Orphée* ou la *Belle Hélène*. Il y a là de la familiarité, de l'ironie, sans outrance, ni caricature. On y retrouve l'élément principal et classique du genre : la transposition et comme le report d'un sujet ancien dans le ton moderne. Facile d'ailleurs, l'anachronisme est double, étant sensible par le langage et par le spectacle, visible et verbal à la fois. Le monstre gardien d'Andromède a reçu le nom de Cathos, l'une des deux « précieuses » de Molière. Qui dira la cause mystérieuse de cette plaisante nomination? Et le dit Cathos, pour éloigner les Néréides indiscrètes, leur adresse cet impératif catégorique autant que dépourvu de lyrisme : « Mêlez-vous donc de ce qui vous regarde. »

Ce que nous regardons, nous, les spectateurs, abonde également en contrastes. Plus habillée que sur le tableau d'Ingres, Andromède est vêtue, court vêtue, d'un moderne maillot de bain, avec son chiffre, un A majuscule, brodé sur la poitrine. Elle s'ébat sur la plage, ou s'y étend, comme pour une cure de soleil. Les Néréides qui viennent lui rendre visite portent des jupes à volants. Cathos a d'abord l'air d'une énorme grenouille, ce qui ne l'empêche pas de faire avec sa captive une partie d'échecs, d'ailleurs assez divertissante, en attendant que sa métamorphose lui donne l'aspect, l'allure et l'habit ajusté d'un acrobate ou d'un danseur. Persée enfin semble moins un héros fabuleux qu'un jeune premier, lui aussi dansant, et mis avec la plus contemporaine élégance. Ainsi, dans l'ordre littéraire et dans l'ordre visible, la règle de l'antithèse, loi constitutionnelle de l'opérette imitée ou parodiée de l'antique, est également observée.

Abordons maintenant la musique de M. Jacques Ibert. Le premier abord n'en est pas agréable. Mais de même qu'on peut trouver certaine musique à la fois exaspérante et sublime, (soit dit pour maints endroits de *Tristan*), il n'est pas non plus impossible qu'une autre, d'un genre plus familier, nous agace et nous divertisse aussi. C'est le cas de *Persée et Andromède*. Avant tout il faut admettre que nous vivons présentement sous le régime de la dissonance, de la discordance, ou tout bonnement de la fausse note, des fausses notes, car elles sont légion. Le système une fois accepté, ou subi, nous reconnaissons volontiers que M. Jacques Ibert en sait tirer parti mieux que personne. Dans la préface d'une *Andromède* aussi, par lui composée avec le singulier personnage qu'était le musicien d'Assoucy, Corneille nous avertit qu'il n'employa la musique « qu'à satisfaire les oreilles des spectateurs. » Si peut-

être ce n'est pas tout à fait assez, encore est-ce quelque chose, mais dont M. Jacques Ibert ne prend que peu de soin.

Quittons nous-mêmes ce souci, et faisons quelque violence à nos oreilles. Il a bien du talent, M. Jacques Ibert, l'auteur de la charmante et réjouissante *Angélique*. Il en a même dans *Andromède*, et l'auteur de cette piquante, blessante et encore une fois irritante musique, est malgré tout un musicien. Que si vous nous demandez à quoi cela se voit ou s'entend, nous ne saurons peut-être pas très exactement vous le dire, mais en maint passage d'*Andromède*, sous des formes peu agréables et malgré leur désagrément, cela est sensible au fond, cela se reconnaît et s'impose à nous, fût-ce en dépit de nous. Alors même qu'il écrit des choses qui déplaisent, M. Ibert les écrit bien. Il en écrit parfois de tout à fait plaisantes, et qui le sont non seulement par l'écriture, mais par l'idée et le sentiment. Aussi peu ressemblant que possible, pour ne pas dire contraire en tout à la mélodieuse, harmonieuse barcarolle d'*Obéron*, le chœur initial des Néréides ne manque pas de fluidité marine. J'aime certains traits rapides qui le piquent çà et là de points brillants, comme de gouttes de lumière. L'orchestre, et même le chant, — une fois n'est pas coutume, — fait de la partie d'échecs un jeu spirituel et précis, où tous les coups sont marqués d'une main sûre et légère. Ailleurs même, fût-ce en un détail et comme en un passage secret, avant la déploration que chante *Andromède*, — si toutefois cela s'appelle chanter, — sur le corps de son défunt batracien, quelques mesures d'orchestre suffiraient à trahir le musicien véritable, ingénieux, en qui nous continuons de croire. Il se révèle encore avec éclat dans l'arrivée hippique du héros, avec une fine ironie dans la chantante, dansante et symphonique sérénade où pirouettent à l'envi les rythmes et les sonorités. « Ah ! que vous me gênez », dirait-on volontiers, comme dans les tragédies, à M. Jacques Ibert. On doute de lui, on espère en lui tour à tour. Mais le souvenir d'*Angélique* fortifie en nous l'espérance. Plus franche, plus copieuse était cette *Angélique*. Sans compter, — ou plutôt cela compte, et beaucoup, — que la cacophonie, volontaire et poussée à l'extrême avec une verve, une force rare, était en un sujet bouffe une source largement épanchée de comique et de joie. Enfin, que le dernier né des deux ouvrages, *Angélique*, en soit aussi le mieux venu, c'est de quoi l'on peut concevoir un favorable augure.

Tout ce que l'on voit de Mme Fanny Heldy (Andromède), — et l'on en voit beaucoup, — est délicieux. Ce qu'on entend d'elle n'est peut-être pas toujours d'une justesse parfaite, mais que sait-on? Dans

certaine musique aujourd'hui qui décidera si quelqu'un sur la scène, à l'orchestre, joue et chante faux sans le vouloir ou si, par la volonté du compositeur, c'est tout le monde? On ne peut que louer le chant et l'allure de M. Villabella (Persée). Le monstre qu'est M. André Pernet chante bien et prononce de même. Au cours d'une récente et par ailleurs exécrable représentation de *Faust*, dans le rôle de Méphistophélès, le jeune artiste nous avait surpris et charmé par la franchise de sa voix et plus encore par l'insolite sobriété d'un jeu sans affectation ni grimace.

Marin et rocheux, le décor d'*Andromède* est laid deux fois. Mais le rideau brossé pour la circonstance, — de quelle brosse! — et représentant un couple mâle et femelle, de l'âge des cavernes sans doute, et de quelles dimensions, de quelle structure, de quelle couleur! est quelque chose de hideux.

L'Écran des jeunes filles est une petite histoire de pensionnat et de cinéma. Cela commence par le tableau dansant d'une récréation dans le jardin de la pension, cela continue par une séance cinématographique, et cela finit par le mariage de l'une des pensionnaires avec l'un des acteurs de l'écran. La musique est de M. Roland-Manuel, qui se recommandait à notre souvenir, — nous ne disons pas le meilleur, — par une opérette imitée de la vieille comédie italienne : *Isabelle et Pantalon*. La musique était là plus désagréable; elle nous parut ici plus banale et souvent même vulgaire. Quel dommage! En causant avec le musicien qu'est M. Roland-Manuel, il nous arrive de nous entendre à merveille sur certaine musique. Pourquoi faut-il que ce ne soit pas la sienne!

Il y a six semaines, au Théâtre des Champs-Élysées, l'*Orchestre Philharmonique* de Berlin, conduit par M. Furtwängler, a donné deux concerts non seulement admirables, mais émouvants, et pour deux raisons. Il convient de les donner l'une et l'autre.

La première est le mérite insigne de celui qui commanda et de ceux qui obéirent. Aussi bien le commandement même fut ici d'abord obéissance, une obéissance de tous les instants, attentive et fidèle à l'esprit, au génie des maîtres dont un chef d'orchestre doit être le premier serviteur. Ainsi la docilité fit l'excellence de ce commandement et la perfection de ce service.

Quelqu'un disait de l'orchestre berlinois et de son conducteur : « C'est bien simple : ils font ce qu'il y a, voilà tout. » Pardon, cela n'est pas simple. « Ce qu'il y a » dans une symphonie de Beethoven

ou de Schumann, dans l'ouverture de *Tannhäuser*, — pour ne pas citer le reste des deux programmes, — c'est bien des choses, des plus grandes aux moindres. Le rythme, le mouvement, la mesure, la qualité des sons et leur durée, enfin jusqu'au silence, dont la musique est faite aussi, voilà tout un ordre d'éléments, plusieurs même, dont les grands chefs d'orchestre doivent non seulement posséder, mais communiquer l'intelligence, le sentiment et l'amour

M. Furtwängler est un de ces chefs. « Au commencement était l'action. » Du commencement à la fin d'une symphonie, tout agit en M. Furtwängler et par lui. Et son action se manifeste même aux yeux par des gestes précis et sobres, par la noblesse et l'énergie des attitudes, par un air de hauteur, de raideur quelquefois, mais souvent aussi d'élégance charmante et comme attendrie.

Il arrive à de certains moments que la passion l'emporte, lui et les siens, mais sans les égarer. Alors, saisis et possédés par l'esprit que la Grèce appelait dionysiaque, enthousiastes au véritable sens du mot, ce n'est plus eux qui vivent, c'est le dieu de la musique qui vit en eux. Nous le voyons vivre sur leurs visages et jusque dans leurs mains. Qu'on ne nous parle plus d'une salle obscure, qui nous déroberait cette vue. Un violoncelliste étreint son violoncelle d'un fougueux embrassement et sur le gradin le plus haut de l'estrade, le joueur de cymbales tient longuement élevés au-dessus de sa tête les disques de cuivre étincelants de lumière et vibrants encore de joie.

Autant qu'à lancer, à déchaîner l'orchestre, son maître excelle à le retenir. Aux attaques brusquées, aux crescendo de vitesse et de sonorité, aux péroraisons triomphales succèdent des périodes de repos et d'abandon. Tout se détend, se dénoue. Sur la symphonie flotte je ne sais quelle langueur. Encore une fois les silences même, et non pas seulement les points d'orgue, sont éloquents. C'est assez l'usage en Allemagne, qu'une symphonie classique se joue, non pas tout d'une haleine, mais avec une pause très brève entre les morceaux. Ainsi le discours musical, en quatre points, à la Bossuet, est suspendu, non pas brisé. Ainsi le public a juste le temps, sans pouvoir reprendre son bavardage, de « renouveler ses attentions ». Cela s'est vérifié pendant l'exécution de la septième symphonie de Beethoven. La méditation de l'*andante* à peine achevée, avant que l'action reprît avec le fougueux *scherzo*, dans la salle, à l'orchestre, il se fit un silence de quelques secondes, absolu et comme sacré. De ses bras étendus, immobiles, le chef en assura la

garde. Alors pour lui, pour les musiciens, pour les auditeurs, l'instant s'arrêta, l'instant que Faust souhaite de retenir et qui est si beau...

Et pourtant ! Pourtant ! Encore une fois, elles furent magnifiques, ces deux soirées allemandes, mais pénibles aussi. « Je sens deux hommes en moi », dit Racine. Nous les sentîmes en nous, en chacun de nous, et en chacun d'eux, en face de nous. Assemblés aujourd'hui pour notre joie, ces jeunes musiciens, oui, les mêmes, furent sans doute hier, avec leurs frères, conjurés pour notre perte. Par quels moyens l'ont-ils tentée et la préparent-ils encore ! Avant le bien qu'ils nous apportent, de quels maux ne nous ont-ils point accablés ! Aussi, tout entier pour un soir à notre admiration, nous éprouvions un grand trouble, un peu de honte même, à nous y abandonner. Ce tribut de beauté, le seul qu'ils ne nous refusent ou ne nous disputent pas, nous l'acceptions de leurs mains, mais sans pouvoir leur remettre d'autres dettes, autrement sacrées et qui crient plus haut.

Au chant onzième de l'*Odyssée*, Ulysse, arrivé sur les bords de l'Océan cimmérien, creuse avec son glaive une large fosse et la remplit du sang des victimes égorgées en l'honneur de ses morts. « Alors, dit-il, les âmes des mânes s'échappent de l'Érèbe. Je vois rassemblés autour de moi des épouses, des jeunes gens, des vieillards accablés de misère, de tendres vierges pleurant leur mort prématurée ; plusieurs paraissent blessés par de longues lances et portent leur armure ensanglantée ; de toutes parts sur les bords de la fosse ces mânes voltigent en foule en poussant de lamentables cris ; à cette vue, la pâle crainte s'empare de moi. » Et nous, écoutant, regardant les musiciens d'Allemagne, nous ressentions l'effroi, presque l'horreur d'une vision pareille. Entre cet orchestre et nous, une fosse, une tranchée était ouverte, encore pleine de sang. Les âmes des mânes, des nôtres, voltigeaient autour de nous et leurs cris lamentables semblaient nous reprocher de prendre à de merveilleux concerts un plaisir oublieux, peut-être impie.

Après Berlin, Vienne. Les enfants chanteurs de la chapelle autrefois impériale, — elle l'était depuis Maximilien I^er^, — ont fait entendre un matin, à l'église Saint-Étienne-du-Mont, la Messe de Mozart, dite « du couronnement » ; le soir, à la salle Pleyel, (beaucoup moins belle que l'église), un intermède musical de Haydn, l'*Apothicaire*, plus un certain nombre de pièces anciennes, très

anciennes, et pour la plupart françaises. Remercions d'abord nos petits visiteurs d'être venus apprendre à beaucoup et rappeler à quelques-uns d'entre nous que l'art polyphonique est né français, à Paris, à Notre-Dame, vers la fin du XII^e^ siècle. Les deux maîtres les plus éminents en furent Pérotin le Grand et Guillaume de Machault. Musique « gothique », appelle-t-on cette musique-là. Oui, comme l'architecture sa contemporaine ; mais l'une et l'autre se nommait alors *opus francigenum*. Parmi les morceaux choisis, un *organum quadruplum*, — n'attendez pas que je vous explique ces termes de l'école, — parut un chef-d'œuvre de vieux, très vieux style, mais de pathétique, toujours jeune et sans doute immortelle beauté. La plupart des autres pièces offrirent plutôt un intérêt d'ordre paléographique, un caractère de sécheresse et de maigreur primitive. Cette musique est dépouillée, ou plutôt non encore revêtue. Il manque à son ossature trop saillante l'enveloppe, le modelé d'une chair souple et vivante.

Quant à la petite pièce de Haydn, elle est quelque chose comme un divertissement pour patronage de jeunes garçons. Gentiment costumés et travestis, à la mode du XVIII^e^ siècle, et tout heureux de l'être, ces gamins ont joué et chanté gentiment. « Le bonheur de l'innocence, ô mon Autriche, c'était le tien. » Ainsi parlait Grillparzer à sa patrie, autrefois. Que dirait-il aujourd'hui !

Innocence, pureté, divine enfance du cœur, il y a tout cela dans la musique de Mozart. On ne peut ignorer, l'ayant lu partout depuis un mois, que le couronnement célébré par la Messe du jeune maître, (il avait alors vingt-trois ans), fut celui d'une statue de la Vierge en un sanctuaire de Salzbourg où Mozart enfant avait été voué à Marie. Cette Messe est à sa manière une couronne, et brillante, éclatante même, une parure de fête, mais d'une fête moins religieuse que mondaine. L'œuvre est plus admirable en soi que par rapport à son objet. Exemple : le thème de l'*Agnus Dei* deviendra, six ans plus tard, celui d'un air de la comtesse dans les *Noces de Figaro*. Après avoir exprimé la pénitence chrétienne, il ne traduira plus, — mieux encore assurément, — qu'un regret, un soupir de féminin et conjugal amour. Mais il est si beau, d'une forme et d'un sentiment si pur, que nous avons peine à lui trouver ici rien d'irrévérent ou de profane. Il nous semblerait plutôt que la mélodie, en passant d'un ordre à l'autre, ait gardé de sa destination première quelque chose qui la fait plus noble et plus touchante. « Sa grâce est la plus forte. » C'est ainsi qu'un Mozart, comme un Raphaël, devant des sujets

divins, et pour n'en être pas indigne, n'a qu'à demeurer lui-même.

Après le repentir, s'agit-il de la mort, fût-elle d'un Dieu? En écoutant l'admirable *Crucifixus*, le *Passus et sepultus est* de la Messe, il nous souvenait d'un autre trépas, et qui n'est qu'humain, obscur même, celui du Commandeur au premier acte de *Don Juan*. Cette mort banale, notre commune mort, Mozart la traite avec tant de respect, de grandeur, qu'au pied de la croix, sa voix et sa plainte n'a pas besoin de se faire plus haute. Loin d'abaisser Dieu jusqu'à nous, Mozart nous élèverait plutôt jusqu'à lui. C'est pour cela qu'entre tous il a mérité d'être appelé divin. Gounod disait un jour : « Si j'entre jamais, comme je l'espère, au Paradis, je saluerai d'abord le Bon Dieu. Mais tout de suite après je lui demanderai : « Maintenant, Mozart, où est Mozart? » Il l'aura trouvé sans peine. Parmi les musiciens élus, Mozart doit être un des plus voisins du Seigneur.

Voulez-vous apprendre à sentir la musique de Rossini, (celle de sa première manière), relisez Stendhal. Si vous désirez tout savoir de Rossini, de Rossini tout entier, l'homme et le musicien, lisez le magnifique ouvrage de notre confrère italien, M. Giuseppe Radiciotti (1). Par où d'ailleurs nous ne prétendons aucunement que Stendhal ne soit que sensible, ni que la sensibilité manque à l'érudition de M. Radiciotti. Mais pour la gloire du maître qu'Henri Heine appelait « le soleil d'Italie », un groupe, une troupe de ses compatriotes viennent de faire encore mieux que ses historiens et ses critiques. C'est Rossini vivant, étincelant de jeunesse, qu'ils ont ramené parmi nous, celui de l'*Italienne à Alger*, de *Cenerentola* et du *Barbier*. A l'heure où nous écrivons, le *Barbier* n'a pas encore été donné.

Quand on demandait aux enfants qu'étaient en des temps très anciens les hommes de notre âge ce qu'ils désiraient pour leurs étrennes, ils répondaient quelquefois : « Un beau théâtre. » Pour la Pentecôte, on nous a donné le *Teatro di Torino*. Grâces soient rendues à M. Riccardo Gualino, le généreux donateur.

Et que vous qui voyez comme j'ai peu de joie...

C'est à Dieu que Victor Hugo s'adressait, se plaignait même un jour en ces termes. Nous aussi, musiciens, nous avons trop souvent peu de joie. Mais depuis quelques semaines, le dieu de la musique

(1) *Gioacchimo Rossini*, 2 vol; Tivoli, *Arti grafiche Majella di Aldo Chiccha*, 1927-1928.

nous en a donné beaucoup. Après des Russes et des Allemands, des Italiens sont venus ; après la joie sérieuse, profonde, une légère, et rieuse, et folle joie. « La musique la plus physique que je connaisse », écrit Stendhal de l'*Italienne à Alger*. C'est vrai. Mais le physique a du bon. « Ma guenille m'est chère. » Et j'aime assez qu'en musique elle ait sa part de plaisir. Une *Italienne à Alger*, une *Cendrillon*, un *Barbier de Séville*, lui font très large cette part, que trop de musiciens aujourd'hui, soit mépris, soit plutôt impuissance, ne songent qu'à réduire.

Ils y réussissent, hélas ! Par eux la volupté de l'oreille nous est délibérément refusée. Tristes et moroses, plutôt que de s'abandonner (*indulgere genio*), ils s'enflent et se travaillent. Ils nous cachent une moitié du monde et comme la face heureuse de la vérité. Vogüé disait un jour que la musique d'un peuple est faite des larmes qu'il a répandues. Mais non pas toute sa musique. Le rire de l'homme compte aussi dans son patrimoine de beauté. L'un des trésors, et non le moindre, du génie musical italien, c'est la joie. *Gioia bella*, joie sensible, sensuelle même. Wagner, oui, Wagner, (témoin certaine lettre à Boito), l'enviait à l'Italie. Rossini vient de nous la rendre par trois fois en sa plénitude.

Sainte-Beuve rapporte qu'au dire de Fontenelle la duchesse du Maine exigeait que dans ses plaisirs « *la joie eût de l'esprit* ». La joie rossinienne en déborde et naguère, ayant essayé de définir l'esprit dans la musique, il nous souvient d'en avoir trouvé tous les traits, les plus légers comme les plus forts, dans la musique de Rossini. Après plus d'un siècle, ils n'y ont rien perdu ni de leur vivacité, ni de leur grâce, ni de leur puissance.

Il semble bien que l'esprit musical ait pour élément premier, nous ne disons pas unique, le mouvement. La musique tire du mouvement des effets autrement variés que ne peut le faire la parole. Elle se meut dans un plus large espace : elle monte plus haut et descend ou tombe plus bas. Mais surtout elle se meut avec plus de rapidité. La voix seule ne saurait parler, sous peine de devenir inintelligible, aussi vite que la musique chante ou qu'elle joue d'un instrument. C'est à l'infini qu'elle précipite les sons et qu'elle les multiplie. Elle crible l'espace de points sonores et mobiles, à l'infini aussi. Elle divise, éparpille le temps en parcelles brèves. Toutes vivantes et vibrantes, elles scintillent toutes. Ainsi l'esprit dans la musique est la vitesse. Il peut être aussi la vitesse brusquement ralentie, la suspension ou l'extension inopinée d'une seule note, ou encore, entre

deux notes, un vaste intervalle franchi, sans préparation et sans transition.

La musique ne se meut pas seulement plus vite que la parole : elle a cet autre avantage, qu'elle peut combiner divers mouvements. Les personnages de la comédie parlée n'ont d'esprit que tour à tour ; ceux de la comédie musicale en ont tous à la fois, les uns avec les autres, ou contre les autres. Rappelez-vous, comme chef-d'œuvre d'unanime et spirituelle allégresse, le finale à l'unisson du *Barbier de Séville*, ou, plus merveilleux encore, le finale polyphonique et que vient de nous révéler la troupe de Turin, de l'*Italienne à Alger*. Il semble ici que l'esprit s'étende, s'accroisse à l'infini. Ce n'est plus seulement le cas ou la bouffonne aventure de quelques fantoches, mais l'humanité tout entière qui devient le sujet d'une immense joie.

Impossible, en écoutant ces premières œuvres de Rossini, de ne pas se rappeler une maxime antique et que Nietzsche, croyons-nous, a citée : « Ce qui est beau est facile et le génie a les pieds légers. » Elle court, cette musique, et de ses pieds légers elle effleure des sommets radieux. Elle court, mélodique et chantante, jamais lasse de chanter, jamais à court de chansons. Elle se passe même de paroles. Alors elle se fait musique pure et les traits, les trilles, les roulades ou les vocalises deviennent les interprètes, lyriques à leur manière, de sa jubilation. Avec cela, pas plus que le *crescendo*, le fameux *crescendo* rossinien, la volubilité n'est l'unique élément de cette musique. Elle sait être lente, pensive même, et pour la sensibilité, pour la poésie, tel *andante* de *Cenerentola* ou de l'*Italienne à Alger* n'est pas éloigné de Mozart. Cette musique aussi, qu'on croirait parfois laissée au hasard et comme jetée au petit bonheur d'une improvisation juvénile et charmante, a tout de même en maint passage, air, duo, trio, finale, son dessein, son ordre et sa loi. Sans rigueur, mais non sans raison, elle est composée et construite. Avec quelle grâce, quelle élégance, et de quelle lumière baignée ! Cette musique enfin, quoi qu'on prétende, n'est pas toute vocale et vocalisante. Non pas certes la symphonie, mais l'orchestre, y tient sa place. Fluide, limpide, il a son agrément et sa beauté. Beauté mélodique et chantante elle aussi, dont un instrument *solo* peut se faire, comme une seule voix humaine, l'éloquent interprète. Oui, dans la foule des sonorités instrumentales, avec le goût le plus délicat, Rossini distingue et choisit. Isolé de l'ensemble, un hautbois, une clarinette, prend un sens, une valeur, une expression personnelle. Avant un certain air de l'*Italienne à Alger*, un prélude de cor, hommage de

Rossini peut-être au corniste paternel, est lui-même un air, et délicieux.

Dans un livre récent (1), notre confrère M. Adolphe Boschot rapporte ce propos de Wagner admirant la *Norma* : « Du chant, du chant, et encore du chant. » Et comme il s'adressait à ses compatriotes, il ajoutait : « Allemands que vous êtes ! » Du chant, et du meilleur, les Italiens du théâtre de Turin s'en sont donné, comme on dit, et nous en ont donné à cœur joie. Félicitons la mélodieuse compagnie. Avant tous et toutes, Mme Supervia, d'ailleurs Espagnole, possède une voix sans pareille. Que dis-je, elle en a deux, contralto et soprano, également pures et belles également. Elle passe en se jouant de l'une à l'autre, et c'est encore un jeu pour elle de vocaliser avec autant de force que de légèreté. Enfin la beauté, la grâce et l'espièglerie de la comédienne achèvent le talent de cette chanteuse enchanteresse. Quant au maestro Tullio Serafin, le renommé chef d'orchestre italien, il est l'âme, — ou plutôt, l'âme ici n'étant guère en cause, — l'esprit vivant, agile et joyeux de la musique de Rossini.

A tant de noms étrangers il en faut ajouter encore un, *last not least*, celui de l'Argentina. Dansée par elle, orchestrée et dirigée, ou plutôt entraînée follement par un Fernandez Arbos, l'éminent chef d'orchestre madrilène, la musique d'Albeniz (*Triana*) représente elle aussi un mode supérieur de la joie. « Au commencement était le rythme. » La vérité du mot fameux de Bulow éclate surtout, aux yeux et aux oreilles, quand on voit danser l'Argentina sans autre accompagnement que celui de ses castagnettes. De leur musique, ou de leur bruit, le rythme est le commencement et la fin. Elles n'ont pas d'autre élément sonore. Mais qu'elles se heurtent avec violence ou qu'elles s'effleurent et bruissent tout bas, qu'elles crépitent comme grêle, qu'elles grondent, qu'elles roulent, qu'elles précipitent leurs battements et leurs trilles, ou les ralentissent, merveilleuse et diverse est leur vertu, leur charme ou leur puissance, leur énergie ou leur langueur. « Comment, se demandait Shakspeare, au chant des violes, comment des boyaux de mouton peuvent-ils ainsi transporter notre âme? » Sous les doigts de l'Argentina, quatre petites écailles de bois ont presque autant de pouvoir.

CAMILLE BELLAIGUE.

(1) *Le Mystère musical*, 1 vol.; Plon.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

En Belgique, le 26 mai, en Angleterre le 31, le suffrage universel a été appelé à renouveler la représentation parlementaire. L'importance de ces deux consultations nationales, de la seconde surtout, tant au point de vue des affaires intérieures des deux pays directement intéressés que de la politique générale européenne, est considérable et il convient que nous nous y arrêtions.

La Belgique a établi et conservé le système de la représentation proportionnelle intégrale. Notons en passant que l'expérience loyale qu'elle en poursuit est beaucoup plus intéressante et concluante que l'application bâtarde qui en a été essayée en France, car, par suite des amendements radicaux-socialistes, la nôtre réunissait les inconvénients des deux méthodes. La représentation proportionnelle ne laisse place, en général, qu'à des oscillations d'amplitude limitée, si bien que le déplacement d'un petit nombre de sièges prend, chez nos voisins, une signification qu'il n'aurait pas chez nous. Le succès de la journée du 26 mai est pour le parti libéral : il était sorti fort diminué des élections de 1925, écrasé entre la masse socialiste et la masse catholique, parti d'élites et d'états-majors, dont on se demandait s'il pourrait jamais retrouver l'audience des foules. Les catholiques et surtout les socialistes pâtissent des fausses manœuvres qui ont marqué, en Belgique, les opérations prématurées de stabilisation du franc et qui ont abouti à une monnaie dépréciée de un cinquième par rapport au franc français; les partis se rejettent les uns sur les autres la responsabilité de cette erreur avec tant d'acharnement que M. Poullet, à cette époque premier ministre catholique, a cru devoir se solidariser publiquement avec ses anciens collaborateurs socialistes. Mais, depuis deux ans, le cabinet Jaspar-Hymans, soutenu par les catholiques et les libéraux, tandis que les socialistes bou-

daient dans l'opposition, a réalisé une œuvre bienfaisante de redressement économique et de raffermissement social dont les effets viennent d'apparaître au scrutin. Les luttes d'autrefois, sur le terrain de l'anticléricalisme, entre libéraux et catholiques, sont de l'histoire d'avant-guerre; la réalité d'aujourd'hui est une alliance pour l'ordre et la prospérité entre les deux grands partis de gouvernement.

Le résultat est d'abord la disparition de l'un des deux députés communistes; la secte, divisée en « staliniste » et « trotzkiste », est en discrédit, elle n'obtient un siège qu'à la faveur du jeu des restes. Les libéraux reviennent 28 au lieu de 23, tandis que les socialistes perdent 8 mandats, tombant de 78 à 70: gros échec que souligne toute la presse et dont les journaux socialistes ne se consolent que par la conquête du siège communiste de Verviers. Les catholiques, qui reviennent 76 au lieu de 78, auraient conservé et sans doute amélioré leurs positions, s'ils n'étaient minés par la plaie du flamingantisme ; c'est, en effet, dans leurs rangs que se recrutent surtout les « frontistes » qui obtiennent 11 sièges au lieu de 6, auxquels il faut ajouter un « isolé » dont le programme se rapproche du leur. Au Sénat, les « frontistes » pénètrent pour la première fois avec 3 sièges que perdent les socialistes, les deux autres partis gardant leur effectif antérieur. L'activisme flamingant devient donc de plus en plus gênant pour l'activité du grand parti catholique belge qui tend à se scinder en deux, sans que l'on puisse dire où se ferait la coupure, car certains catholiques démocrates flamands comme M. van Cauwelaert, bourgmestre d'Anvers, ont bien l'intention de se distinguer de « frontistes » tels que M. Vos ou ce Ward Hermans, dont le nom a été fâcheusement mêlé à l'affaire du faux d'Utrecht, mais ils n'y réussissent pas toujours. Ces aspirations, d'autant plus impossibles à satisfaire qu'elles restent imprécises, sont, pour les catholiques belges, une faiblesse et, pour cette cohésion nationale de la Belgique qui est l'un des fondements de l'équilibre et de la paix en Europe, une menace. Quoi qu'il en soit, le gouvernement de M. Jaspar et la coalition qui le soutient sortent renforcés de la consultation électorale de 1929.

Il en va tout autrement en Angleterre : c'est un complet revirement politique et gouvernemental qu'a produit le scrutin du 31 mai. Ce qui frappe d'abord, dans les résultats des élections, c'est que le système électoral britannique est faussé depuis qu'un troisième parti est venu rompre le vis-à-vis séculaire, — qui explique toute l'histoire de l'Angleterre et qui, en même temps, s'explique par

elle, — des deux grands partis traditionnels. L'intrusion du socialisme dans la vie politique britannique a suffi pour briser le jeu équilibré de la vie parlementaire dans le seul pays du monde où ce régime ait jamais fonctionné normalement et régulièrement. Le système électoral est resté tel qu'il était au temps où, dans une lutte courtoise, *whigs* et *tories* s'affrontaient et se remplaçaient; il ne répond plus à la situation d'aujourd'hui où, en des élections « triangulaires », trois partis se disputent un siège et où le vainqueur l'obtient souvent à la majorité relative avec un nombre de suffrages très inférieur au total des voix réunies par les deux autres candidats. Si bien que les conservateurs, cette fois, sont moins battus qu'ils n'en ont l'air, que les libéraux sont plus vainqueurs qu'ils ne le paraissent et les travaillistes moins triomphants qu'ils ne le disent. En réalité, les conservateurs reviennent à peu près à leurs effectifs de décembre 1923 (253 sièges), avant qu'une poussée antisocialiste leur apporte un nombre inusité de voix et de mandats. Il subsiste, en face du nouveau gouvernement travailliste, une majorité opposée à toute entreprise dangereuse d'étatisme socialiste et de révolution légale. M. G. Lachapelle, le spécialiste bien connu des questions électorales, dans une lettre au journal *le Temps*, apporte, sur ces constatations d'arithmétique, des précisions fort édifiantes. Il dresse le tableau suivant, défalcation faite de 7 sièges attribués sans scrutin à des candidats sans concurrent et de six résultats encore inconnus à l'heure où il écrivait:

Partis.	Suffrages obtenus.	Sièges.
Conservateurs	8 609 951	251
Travaillistes	8 370 182	288
Libéraux	5 284 990	58
Indépendants et divers	293 886	5

M. Lachapelle cite le cas de plusieurs comtés où, avec un chiffre de voix à peine supérieur à celui des deux autres réunis, l'un des partis enlève tous les sièges. Dans le Pays de Galles, les travaillistes avec 574 000 voix ont 25 sièges, les libéraux avec 438 000 en ont 10, tandis que les conservateurs, avec 289 000, n'en ont qu'un seul. La présence de candidats libéraux, dans des circonscriptions où ils n'avaient aucune chance de réussir, a, pour 80 sièges environ, assuré le succès du Labour party et masqué l'opinion véritable du pays.

Mais, si intéressantes que puissent être ces constatations de chiffres et ces observations sur le régime électoral, il reste que la politique

est plus complexe et plus dynamique que l'arithmétique et que, politiquement, le parti conservateur essuie un échec, perdant 136 sièges et tombant de 400 à 257, tandis que les travaillistes passent de 162 à 288, gagnant 126 sièges, et les libéraux de 46 à 58. Il y a là, malgré tout, dans la masse du pays, un indéniable mouvement qui porte l'Angleterre, qui souffre à la fois dans ses intérêts et dans sa fierté nationale, à faire l'essai d'hommes nouveaux. Quelles en sont les raisons? D'abord l'appoint des suffrages féminins, augmentés par l'abaissement de l'âge électoral pour les femmes; le nombre des électrices est maintenant sensiblement plus élevé que celui des électeurs; les jeunes citoyennes ont, paraît-il, voté en masse pour M. MacDonald et ses amis. Il convient de dédier cette constatation à ceux de nos concitoyens qui paraissent impatients d'étendre le droit de suffrage aux femmes de toutes catégories. L'opposition reproche surtout au gouvernement conservateur, à l'intérieur, de n'avoir pas réussi à résoudre l'insoluble problème du chômage, si douloureux et si inquiétant pour l'Angleterre. Que le chômage soit le résultat de circonstances inhérentes à la situation générale de l'économie britannique, c'est ce que cette chronique a expliqué déjà à plusieurs reprises; mais à qui un peuple qui souffre s'en prendrait-il, sinon à son gouvernement?

La politique de M. Stanley Baldwin a été, comme sa personne, prudente, sage et bienfaisante, mais elle a manqué de relief et d'accent. Le ministère conservateur a publié récemment un *Livre blanc* sur les remèdes au chômage. Les remèdes appliqués sont à longue échéance : rénovation de l'outillage industriel, embauchage des chômeurs, particulièrement des jeunes, dans d'autres métiers que celui qui ne les nourrit plus, émigration; mais ils sont les seuls qui soient sans danger et partiellement efficaces. Personne ne croit sérieusement que des travaux entrepris par l'État, apportent autre chose qu'un palliatif inopérant mais dangereux. Personne n'imagine que l'accroissement de l'indemnité de chômage ne devienne un encouragement à la carrière déprimante et démoralisante de chômeur professionnel. Ce sont là des arguments électoraux dont un avenir prochain prouvera l'inanité. Il faudra bien que le public s'habitue à l'idée que l'Angleterre ne peut plus garder, dans les conditions actuelles de l'économie mondiale, la suprématie qu'elle a acquise au XIX^e^ siècle en exploitant, avant tous les autres pays, la houille et le fer et en créant le puissant système financier qui faisait de la Banque d'Angleterre la régulatrice universelle de la mon-

naie et du crédit. « Ne dites jamais, répétait Albert Sorel : la France est perdue, ou : l'Angleterre est ruinée. » La Grande-Bretagne, grâce à ses Dominions et à ses colonies, grâce à son imposante réserve de richesses, a encore devant elle de brillantes perspectives de prospérité, à la condition qu'elle s'adapte aux conditions nouvelles de la vie et du travai, mais sa prééminence est passée de l'autre côté de l'Atlantique.

A l'extérieur, travaillistes et libéraux s'unissent pour reprocher aux conservateurs et en particulier à sir Austen Chamberlain, — dont la politique a toujours été si loyale et si efficace pour la pacification de l'Europe, — ce qu'ils appellent sa partialité à l'égard de la France et, d'autre part, les froissements qui, à propos des armements sur mer, ont refroidi passagèrement les relations amicales entre les États-Unis et l'Angleterre. Sir Austen Chamberlain, avec sa grande expérience de l'Europe, savait que le gage le plus assuré de la paix et de l'ordre dans le maintien et l'exécution des traités est l'étroite entente de l'Angleterre et de la France ; mais telle n'est pas la politique des libéraux et des travaillistes. Ce qu'ils appellent l'impartialité de l'Angleterre entre ses anciens ennemis et ses anciens alliés ne peut aboutir, en raison même de ce grand passé impossible à abolir, qu'à une partialité de fait, sinon d'intention, en faveur des anciens ennemis. La satisfaction de la presse allemande s'explique et elle est dangereuse comme tout ce qui incite, dans le Reich, les partis nationalistes à espérer la destruction des « chaînes de Versailles ». Quant aux Américains, dont la prospérité sans précédent est à la fois, pour les Anglais, une fierté et une cuisante blessure, libéraux et travaillistes s'imaginent les séduire par une surenchère de pacifisme biblique et les empêcher de développer leur formidable puissance navale. De ce côté-là aussi viendront des déboires et des désillusions.

Les conséquences du succès du Labour party et de la formation d'un cabinet MacDonald ne seront pas, pour l'Angleterre, comparables à celles qu'amenèrent en France les élections du 11 mai 1924. Quiconque a entendu à Paris, l'hiver dernier, M. Ramsay MacDonald en présence de quelques-uns des plus notoires socialistes français, parler d'une voix émue de la maladie du roi et des angoisses de tous les citoyens britanniques, ne saurait garder aucun doute sur le loyalisme du leader travailliste envers la Couronne et envers la loi du royaume. D'ailleurs, grâce surtout aux retouches apportées par M. Baldwin à la législation du trade-unionisme, M. MacDonald a

réussi à éliminer la fraction la plus avancée et presque bolchévisante de ses troupes, l'Indépendant labour party. Il a dû faire des prodiges d'habileté pour obtenir le « triple ticket » : les travaillistes proprement dits, les trade-unionistes, les coopérateurs ; et il n'est pas certain que la réalisation de son programme, notamment les nationalisations annoncées, n'amènera pas de profondes divisions parmi ces troupes unies pour vaincre, mais qui pourraient se dissocier quand il s'agira de profiter de la victoire. A ce point de vue, M. MacDonald pourra jouer utilement de la situation singulière où son ministère va se trouver, puisqu'il n'a pas de majorité propre et qu'il devra ménager l'appoint des libéraux. Ces lisières lui seront un frein utile pour écarter les propositions à tendance révolutionnaire des extrémistes. C'est sans doute par voie budgétaire, en 1931, que M. MacDonald et ses amis chercheront à introduire des réformes démocratiques et étatistes, et c'est aussi à ce moment-là que l'expérience commencera à décevoir le pays et que l'opposition coalisée jugera peut-être l'heure propice pour un nouvel appel aux électeurs. Ainsi se développerait, dans le même style, une manœuvre comparable à celle qui a réussi, en 1924, aux conservateurs.

Mais quelle sera la tactique de M. Lloyd George qui, avec son groupe de 58 membres et les 5 millions et demi de voix que ses candidats ont obtenus dans le pays, devient l'arbitre de la situation? Entre l'Écossais adroit et tenace Ramsay MacDonald et l'Anglais froid et sceptique Baldwin, le Gallois hardi et rusé Lloyd George va essayer une fois de plus de pousser sa fortune. Il se sent responsable de l'avènement du socialisme dans la politique anglaise par la présomption avec laquelle il a voulu présenter partout, ou presque, ses candidats, et il est probable que, déçu par son insuccès relatif, il va chercher à imposer son programme au ministère travailliste. Le premier article en serait une réforme électorale qui assurerait aux libéraux un nombre de sièges proportionnel au chiffre de leurs suffrages. L'unionisme nouveau que M. Winston Churchill rêve de réaliser entre les forces antisocialistes des libéraux et des conservateurs et qui apparaît en effet comme l'une des possibilités de l'avenir, ne semble pas encore mûr ; il se heurte en premier lieu à la personnalité de M. Lloyd George que ses lieutenants suivent par discipline mais qu'ils considèrent comme un obstacle au succès de leur parti. Une telle combinaison rencontre en outre l'opposition irréductible des conservateurs *die hards*. Au lendemain des élections, M. Baldwin aurait pu essayer de reconstituer son ministère, dont

trois membres ont été battus, et de se représenter devant la nouvelle Chambre des communes afin de tenter de rallier à lui des concours libéraux. C'était, affirme-t-on, l'opinion de sir Austen Chamberlain, qui n'a obtenu lui-même à Birmingham que 43 voix de majorité. Mais M. Baldwin a préféré, comme le dit le *Times*, jouer la règle du jeu. Sans doute aussi ne tenait-il pas à se mettre sous la tutelle de M. Lloyd George qui, plus que personne, a attaqué et vilipendé sa politique et qui, si on lui laisse prendre un pied dans la maison, aura bientôt fait d'en prendre quatre.

Afin de trouver un terrain d'entente avec les libéraux et d'échapper aux inévitables déceptions qui attendent sa politique intérieure, M. MacDonald et l'homme de confiance qu'il place au Foreign Office, M. Henderson, chercheront à offrir à leurs partisans des satisfactions d'ordre extérieur. Le Premier ministre apportera, dans ses rapports avec la France, ces dispositions amicales qu'il a tenu à affirmer à plusieurs reprises, sa loyauté incontestée, mais aussi son idéologie de puritain écossais nourri de marxisme et sa quiétude d'insulaire à l'abri des agitations continentales; il prétendra avec sérénité, de concert avec l'autre grande démocratie anglo-saxonne, celle des États-Unis, imposer à l'Europe une loi mal adaptée à ses besoins réels. De cette alliance pacifiste et biblique nous avons lieu d'appréhender, sinon les intentions, du moins les méthodes et les illusions. M. MacDonald a confié quelque chose de ses projets à M. Sauerwein, du *Matin*, à Mme André Viollis, du *Petit Parisien*. « Le Labour party n'a jamais été et n'est pas antifrançais. Il désire l'entente fondée sur des réalités, et l'homme qui établirait vraiment entre la France et la Grande-Bretagne des relations excellentes, sans qu'il y ait aucun sacrifice d'intérêts de part ou d'autre, serait un des hommes les plus populaires parmi les membres du Labour party. » Pure logomachie, car ces relations excellentes existent actuellement et toute tentative pour en changer l'assiette risque de les gâter. M. MacDonald, d'accord sur le fond avec M. Snowden, mais non avec ses outrances de langage, se proposerait de reviser le règlement des dettes entre la France et l'Angleterre : notre ministère des Finances a déjà répondu, avec chiffres à l'appui, que nous payons loyalement tout ce que nous devons payer, M. MacDonald voudrait revenir au protocole de 1924; ce n'est pas M. Briand qui s'y opposera, mais ce ne serait là qu'une garantie juridique de plus à ajouter au pacte de la Société des nations, au traité de Locarno, au pacte Kellogg, et si le cabinet britannique

entendait s'en prévaloir pour nous imposer l'abandon de nos alliances continentales et des forces militaires que nous jugeons indispensables à notre sécurité, mieux vaut le prévenir d'avance et franchement que nous ne le suivrons pas sur ce terrain scabreux, dans une Europe où une partie au moins du peuple allemand reste intransigeante dans ses revendications nationalistes, où la discussion du budget de la Reichswehr vient d'être une fois de plus l'occasion de singulières révélations, et où M. Mussolini ne se prépare pas à désarmer. Nous répondons, et de tout cœur, aux déclarations amicales de M. MacDonald, mais si sa politique d'isolement peut convenir à l'Angleterre, elle ne convient pas à la puissance continentale qu'est la France. L'amitié dont il se proclame le chaleureux partisan, ne passe qu'après notre sécurité, dès lors qu'elle n'en est pas l'un des éléments. La démocratie anglaise a, en réalité, à la stabilité de l'Europe, le même intérêt que la France : souhaitons qu'elle s'en aperçoive. Mais disons tout de suite, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, et disons très haut, que nous ne paierons pas un prix exorbitant et dangereux pour une amitié incertaine, conditionnelle et fuyante. Amitié, mais réciprocité et *fair play*.

L'arrivée aux affaires d'un ministère travailliste et les dispositions qu'ont manifestées par avance quelques-uns de ses membres, comme le chancelier de l'Échiquier, M. Snowden, coïncide avec l'heureux aboutissement des travaux des experts; elle devient une raison majeure de s'en réjouir. Le 7 juin, l'accord étant réalisé sur tous les points, a été signé le rapport général qui constitue l'œuvre des experts. Ils ont négocié en toute indépendance, mais ils sont, dans chaque pays, restés en contact et en accord avec leurs gouvernements, si bien qu'il n'y a aucune raison de mettre en doute que leur œuvre ne soit sanctionnée par les gouvernements intéressés. Virtuellement, le problème des réparations et des dettes interalliées est résolu. La France a le devoir de se montrer reconnaissante envers les hommes de savoir et d'expérience qui, depuis le 11 février, l'ont représentée dans ces travaux ardus; la fermeté de M. Moreau, l'érudition technique de M. Parmentier, l'adresse conciliante de M. Quesnay qui, à plusieurs reprises, ramassa et renoua le fil des pourparlers, la compétence zélée de tous leurs collaborateurs, se sont associées pour aboutir à une solution qui ne réalise sans doute pas toutes nos légitimes revendications de 1919, mais qui a le mérite d'être acceptée par tous et d'avoir les meilleures chances de se transformer en réalités pratiques. Un événement décisif dans l'his-

toire des réparations s'est accompli : le plan Young n'a été possible que grâce au plan Dawes et le plan Dawes n'a été obtenu que par l'occupation de la Ruhr.

Le rapport n'étant pas encore publié à l'heure actuelle, nous nous contenterons d'en indiquer les dispositions essentielles.

Le plan Dawes n'établissait qu'un régime provisoire ; le plan Young fixe le montant définitif et la durée des paiements allemands. Ils sont répartis désormais en 59 annuités allant du 1er septembre 1929 (date à laquelle prend fin le plan Dawes après un an de plein fonctionnement) au 31 mars 1988. Deux périodes sont distinguées. Les 37 premières annuités qui commencent par une annuité incomplète (7 mois, du 1er septembre 1929 au 31 mars 1930) et prennent fin le 31 mars 1966, correspondant à une annuité moyenne de 1 988,8 millions de reichsmarks. Cette annuité constante assure aux différentes puissances créancières de l'Allemagne un montant supérieur à l'annuité qui serait nécessaire pour couvrir les dettes extérieures. Pour la France, la marge dépassant les annuités à payer à nos alliés (626,5 millions de marks) et servant à recouvrer les avances faites pour les réparations sera, pour les 37 premières années, représentée par un solde annuel de 420 millions de marks, soit environ 2 500 millions de francs. Les sommes nécessaires au service de l'emprunt Dawes ne sont pas comprises dans ces annuités et seront versées en supplément par l'Allemagne. Il en sera de même de l'annuité que le Reich doit s'engager à payer à la Belgique en règlement des marks émis pendant l'occupation et dont le montant doit être fixé avant la mise en vigueur du plan Young. Durant la seconde période de 22 ans (1966-1988), l'Allemagne n'aura plus à payer que des annuités correspondant aux paiements de ses créanciers aux États-Unis. Toute remise de ces dettes survenant au cours de cette seconde période profitera au Reich ; si elle survenait au cours de la première période, elle profiterait pour un tiers immédiatement aux créanciers, sous réserve d'une retenue de 8,33 pour 100 qui devrait être versée à la Banque des règlements internationaux.

L'Allemagne fera face à ses paiements au moyen de deux sources seulement : la Compagnie des chemins de fer du Reich et le budget. Les autres recettes utilisées par le plan Dawes se trouvent ainsi dégagées. La contribution annuelle des chemins de fer est fixée à 660 millions de marks et devra être versée directement à la Banque. L'annuité incombant au budget va s'élevant de 1 136,4 millions pour la deuxième année, à 1 767,6 millions pour la trente-septième, sui-

vant l'échelle des annuités elles-mêmes. Ainsi se trouve, dans une certaine mesure, appliqué le principe de l'indice de prospérité, la participation budgétaire augmentant à mesure que se développe l'économie nationale.

Sous le régime du plan Dawes, les paiements allemands bénéficiaient en totalité d'une garantie de transfert ; avec le plan Young, toute une partie de l'annuité, celle précisément qui représente le solde affecté aux réparations, est inconditionnelle : cette partie s'élève à 660 millions de marks, c'est-à-dire correspond à la contribution annuelle de la Compagnie des chemins de fer. Sur cette tranche inconditionnelle, la part attribuée à la France est de 500 millions de marks; elle dépasse notablement le pourcentage établi à Spa. Cette somme est donc immédiatement mobilisable. Pour le reste de l'annuité, l'Allemagne, après un préavis de 90 jours, peut bénéficier d'un moratoire de transfert de deux années et d'un moratoire de paiement d'une année. Dans ce cas, ses créanciers jouissent vis-à-vis de leurs propres créanciers (en l'espèce des États-Unis) de la même faculté. Si l'Allemagne invoque le bénéfice de cette clause, une commission, nommée par les instituts d'émission des pays intéressés, fait une enquête sur les raisons invoquées et sur les moyens d'assurer l'exécution du plan. Les livraisons en nature sont maintenues d'après un programme décroissant de 750 à 300 millions par an et prennent fin après la dixième année. La répartition entre les puissances se fait au prorata de leur part dans les annuités.

La Banque des paiements internationaux, qui sera créée au capital de 100 millions de dollars et dont nous avons indiqué le mécanisme dans la chronique du 1er avril, aura, entre autres fonctions, celle de procéder aux émissions des emprunts gagés sur la tranche inconditionnelle des paiements allemands : ainsi achève de s'affirmer le caractère commercial du règlement des réparations tel qu'il est aménagé par le plan Young. C'est afin de rendre possible cette mobilisation, entravée jusqu'ici par la clause des transferts, qu'a été créée la partie inconditionnelle de l'annuité. Ce n'est pas là le moindre avantage du nouveau système. Il remplace les contrôles politiques par un mécanisme de caractère essentiellement commercial et financier qui apporte tout l'appui et prend toutes les responsabilités qu'impliquent des engagements de cet ordre.

Tels sont les traits essentiels du règlement proposé par les experts et qui portera dans l'histoire le nom d'un Américain, M. Owen D. Young. Les Américains ont accepté en fait, sans le spé-

cifier en droit, de lier les dettes interalliées avec les paiements de l'Allemagne : c'est là un point capital. Et c'est la partie conditionnelle des annuités allemandes qui doit couvrir les paiements dus aux États-Unis, tandis que la partie inconditionnelle est réservée aux réparations. Ainsi les Américains, sans rien ou presque rien abandonner de leurs créances, facilitent en fait, dans une large mesure, le règlement général des dettes de guerre. Enfin, pour la première fois dans l'histoire des réparations, une priorité de fait est reconnue à la France. Elle peut mobiliser tout de suite une somme équivalant à 500 millions de marks-or par an. Et n'est-il pas évident qu'en matière de dettes internationales, les plus sûrs paiements sont les plus proches ? L'Angleterre, conformément à la note Balfour, est couverte de ses paiements aux États-Unis et obtient un solde pour ses dominions. L'Italie dispose, elle aussi, d'un solde dépassant ses paiements. La Belgique reçoit les satisfactions nécessaires.

Dans ces conditions, tous les gouvernements, y compris celui du Reich qui bénéficie d'allègements considérables sur le plan Dawes et qui a le droit de regarder l'avenir avec confiance, ont le plus grand intérêt à donner le plus tôt possible force de loi aux propositions des experts; ils y sont moralement engagés. La France, en particulier, y gagnera, pourvu qu'elle ratifie les accords Mellon-Bérenger avec les États-Unis, de n'avoir pas à payer très prochainement une dette commerciale de 10 milliards de francs. Cette ratification, le gouvernement estime, d'après l'avis des plus éminents juristes, avoir le droit de la donner par décret. Il est évident que les raisons très fortes qui s'opposaient à la ratification vont, par la mise en vigueur du plan Young, disparaître. Nous sommes donc sur la voie d'un règlement général.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE ET UNIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er mai

Pages

LE MARÉCHAL FOCH, par M. le GÉNÉRAL WEYGAND 5
LES HIBOUX, deuxième partie, par M. CHARLES GÉNIAUX 21
LE CROISEUR CUIRASSÉ *ERSATZ-PREUSSEN*, par *** 62
MADAME DE CHASTENAY, LA BOUQUETIÈRE DU ROMANTISME, par M. EDMOND PILON. 74
DEUX ANNÉES A BERLIN (1912-1914). — V. *L'ANNONCE DU DRAME*, par M. le baron BEYENS 104
UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE. — PHILIPPE II ET ANTONIO PEREZ. — IV, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française 131
LA FRANCE HORS DE FRANCE. — L'INSTITUT FRANÇAIS DE VARSOVIE, par M. ÉMILE BOURGEOIS, de l'Institut 139
LA MORT DE MADAME ROLAND, par Mme CLEMENCEAU JACQUEMAIRE 174
L'EXPOSITION D'ART SUÉDOIS, par M. TOR HEDBERG, de l'Académie suédoise . 189
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *LA TÉLÉVISION*, par M. FRANÇOIS CANAC 200
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *LETTRES DE KATHERINE MANSFIELD*, par M. LOUIS GILLET 213
REVUE DRAMATIQUE. — *UN CHATIMENT*. — *PAUVRE NAPOLÉON*. — *JEAN DE LA LUNE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 228
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 231

Livraison du 15 mai

LE CONSULAT DE BONAPARTE. — I. *LE CONSULAT PROVISOIRE*, par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française 241
LE BOLCHEVISME ET L'ARMÉE, par *** 266
LES HIBOUX, troisième partie, par M. CHARLES GÉNIAUX 291
SOUVENIRS SUR LE MARÉCHAL FOCH, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française 331

Pages.

LE RETOUR CHEZ CALYPSO. — I, par M. VICTOR BÉRARD. 339
MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BROUSSILOW, par M. le GÉNÉRAL NIESSEL. 365
L'OFFENSIVE RUSSE DE 1916. — I, par le GÉNÉRAL BROUSSILOW. 370
EN BÉARN, par M. PIERRE LASSERRE. 392
NOS GRANDES ÉCOLES. — L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE, par M. GEORGES WERY 418
LA « SCIENCE DES DAMES » AU TEMPS DE MOLIÈRE, par M. GUSTAVE REYNIER . 436
LE PRINTEMPS DIFFICILE EN GRÈCE, par M. MARCEL BOULENGER. 465
REVUE MUSICALE. — *LA PEAU DE CHAGRIN*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. . . . 470
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par INTÉRIM 473

Livraison du 1er juin

LA NOUVELLE ORGANISATION MILITAIRE, par M. le GÉNÉRAL BRINDEL 481
PUISQUE JE T'AIME..., *COMÉDIE EN UN ACTE*, par M. BRIEUX, de l'Académie française 502
LE CONSULAT DE BONAPARTE. — II. *UN PAYS QUI ASPIRE AU SALUT*, par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française 544
UN CHATEAU SUR LE FRONT. — *JUIN 1918*, par Mme la MARQUISE DE FOUCAULT . 580
LES HIBOUX, dernière partie, par M. CHARLES GÉNIAUX 613
LE RETOUR CHEZ CALYPSO. — II, par M. VICTOR BÉRARD. 649
POÉSIES, par M. TRISTAN DERÈME. 672
LA SÉRÉNITÉ DANS L'ART ET LES *SALONS* DE 1929, par M. R. DE LA SIZERANNE. 677
ESSAIS ET NOTICES. — UN LIVRE SUR « LA CLAIRE ITALIE », par M. MARCEL BOULENGER. 702
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE. — RÉCEPTION DE M. LOUIS MADELIN, par M. HENRY BIDOU 708
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par INTÉRIM. 711

Livraison du 15 juin

L'ESCALIER DANS L'AZUR, première partie, par M. ANDRÉ LAMANDÉ. 721
UN GRAVE DANGER POUR LA PAIX. — L'ÉVACUATION ANTICIPÉE DE LA RHÉNANIE, par M. le général MORDACQ 761
NOS GRANDES ÉCOLES. — LA FACULTÉ DE MÉDECINE, par M. HENRI ROGER. . . 776
LE CONSULAT DE BONAPARTE. — III. *LE BONAPARTE DE L'AN VIII*, par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française 789
VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE. — IV. *MARSEILLE ET NICE*, par M. ANDRÉ DEMAISON 826
LE LIVRE DE RAISON. — XVII. *LE GOUT DU PAYS*, par M. J. DE PESQUIDOUX. 840
LE FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS, par M. FRANCK-L. SCHŒLL 860
IMPRESSIONS ET FANTAISIES. — *A L'EXPOSITION DES GOBELINS*, par Mme GÉRARD D'HOUVILLE 888
HOMMAGE A VICTOR CHERBULIEZ, par M. ANDRÉ BELLESSORT. 893
L'OFFENSIVE RUSSE DE 1916. — II, par le général BROUSSILOW. 903
ESSAIS ET NOTICES. — *UNE SOURCE INCONNUE DU TARTUFFE*, par M. M. MAGENDIE. 929
REVUE MUSICALE. — *PERSÉE ET ANDROMÈDE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. . 937
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . . 948

Paris, 1929. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 59142.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2725